Nanni Balestrini
Primo Moroni

La horde d'or, Italie 1968-1977

La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle

Édition de 1997 établie par Sergio Bianchi,
avec la participation de Franco Berardi « Bifo »,
Francesca Chiaramonte, Giairo Daghini et Letizia Paolozzi

Traduit de l'italien et annoté par
Jeanne Revel et Jean-Baptiste Leroux,
Pierre-Vincent Cresceri et Laurent Guilloteau

L'éclat

Avec des contributions de
Cesare Bermani, Franco Bolelli, Sergio Bologna, Aldo Bonomi, Lanfranco Caminiti, Bruno Cartosio, Lucio Castellano, Andrea Colombo, Umberto Eco, Elvio Fachinelli, Giangiacomo Feltrinelli, Ernesto Che Guevara, Sandro Mancini, Mao Tsé-toung, Lucia Martini, Edoarda Masi, Giancarlo Mattia, Lea Melandri, Don Lorenzo Milani, Danilo Montaldi, Antonio Negri, Raniero Panzieri, Paolo Pozzi, Rossana Rossanda, Giuliano Scabia, Oreste Scalzone, Vincenzo Sparagna, Franco Tommei, Andrea Valcarenghi, Paolo Virno *& alii.*

TITRE ORIGINAL :
L'orda d'oro 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale

Première édition : SugarCo, Milan 1988
Nouvelle édition modifiée : « Universale Economica », Feltrinelli, Milan 1997

Sommaire

Préfaces



~ Librairie La Calusca, corso Porta Ticinese, Milan 1971

Primo Moroni : Préface à la deuxième édition (1997)

Lorsqu'en 1987 Nanni Balestrini et moi-même avons commencé à écrire *La horde d'or*, avec l'aide précieuse de Sergio Bianchi, nous étions à la veille du vingtième anniversaire de Mai 68. Nous avions appris par la presse que de nombreux livres sur le sujet étaient en préparation, pour la plupart des « mémoires » d'acteurs plus ou moins importants du cycle de luttes des années 1970. À la télévision, déjà, les polémiques faisaient rage sur les conséquences politiques et sociales de ce conflit. Un climat somme toute intéressant, encore avivé par la diffusion récente de plusieurs émissions consacrées à un autre anniversaire : celui du « mouvement de 77 ».

Nous avions pourtant la sensation désagréable que le souvenir, la célébration (terme déjà affreux en soi) oscillaient entre – d'une part – une sorte de momification de cette histoire et – de l'autre – une entreprise de diabolisation qui visait à distinguer les « bons » des « méchants ».

En vertu de ces interprétations, la ligne de fracture avait à voir avec l'usage de la violence. C'était bien sûr une ineptie, parce que cela n'avait pas de sens d'enfermer un conflit qui avait duré plus de dix ans et impliqué des centaines de milliers de sujets sociaux dans les bornes étroites d'un prétendu jugement éthique sur les formes de lutte. Cette *querelle**[1] était évidemment surtout très utile au recyclage institutionnel de ceux qui la menaient, et permettait tout aussi utilement de séparer nettement le destin d'un petit nombre d'individus du sort de ceux qui croupissaient encore par centaines dans les prisons de la Première République.

En réalité, une gigantesque entreprise de falsification avait recouvert, à partir de la fin des années 1970, l'histoire de cette décennie, et elle avait trouvé dans la désolante formule « années de plomb » sa plus juste expression linguistique.

Et si le PCI de Berlinguer[2] a été le principal moteur et le bras judiciaire de cette entreprise d'occultation, les anciens « dirigeants » des « groupes extraparlementaires » n'ont pas été en reste, tout occupés qu'ils étaient à nier leur passé pour qu'il n'interfère pas avec les intérêts présents.

C'est habités par ces sentiments que nous avons commencé à écrire *La horde d'or* : un texte sur les « mouvements » des années 1960 et 1970 qui restituerait le plus fidèlement possible la complexité de cette vague révolutionnaire.

1. Les expressions en italiques suivies d'une étoile sont en français dans le texte. À l'exception des notes des auteurs, marquées N.d.A., ou de celles, signées par des initiales, des différents contributeurs du livre, les notes de bas de page sont du collectif de traduction.
2. Enrico Berlinguer fut secrétaire général du Parti communiste italien de 1972 à 1984.

Un tel projet ne signifiait évidemment pas que nous prétendions (comme on dit) à l'« objectivité » – qui est une chose presque impossible –, mais que nous entendions exercer notre « partialité » de manière critique et généreuse, aux côtés des *mouvements* et de l'intérieur de leur histoire, contre le pouvoir constitué, contre les versions institutionnelles et néo-institutionnelles de l'histoire, et leurs falsifications. Si nous aspirions à une quelconque (et difficile) impartialité, elle était liée au projet et à la volonté de *raconter* l'histoire de ces conflits sans privilégier l'une ou l'autre des innombrables facettes idéologiques et organisationnelles que présentaient alors les « mouvements extra-institutionnels ».

Tout cela impliquait de se confronter à un véritable labyrinthe, un laboratoire politique où avaient conflué, par nécessité « historique », les courants grands et petits des mouvements révolutionnaires orthodoxes ou « hérétiques » du siècle dernier.

C'est ainsi que nous avons commencé à élaborer toute une série de « plans », de « sommaires » possibles, afin de trouver une méthodologie susceptible de rendre compte, pas à pas, des origines et du développement des multiples « singularités » collectives qui composaient le mouvement, et du conflit qui les avait opposées non seulement à l'organisation capitaliste de l'État et du travail, mais aussi aux partis historiques de la gauche.

Le livre a été écrit en quatre ou cinq mois, d'abord à Rome puis à Milan, chez Barbara et Sergio Bologna. Nous avons rempli une pièce de dizaines de livres parus dans les années 1970 et introuvables depuis, de centaines de revues et de documents issus des archives de la librairie Calusca à Milan ou des bibliothèques personnelles de camarades. Nous avons discuté des matinées entières avec ceux qui allaient apporter d'importantes contributions au texte définitif: Giairo Daghini, Franco Berardi, Letizia Paolozzi, etc. Pendant un mois, nous n'avons pas écrit un mot, mais lentement nous avons réussi à dégager un certain nombre de lignes de force à partir desquelles faire « circuler » la narration et opérer des choix dans l'énorme quantité de matériaux documentaires dont nous disposions. Nous avons également défini la période dans laquelle allait s'inscrire cette histoire: de juillet 1960 à décembre 1977.

Nous nous sommes rapidement rendus compte qu'il ne serait pas possible de procéder à une étude historique approfondie (de fait, aucun de nous n'est vraiment historien) sur la base de ces documents: même en s'en tenant aux plus « indispensables », il en serait sorti un volume de plus de mille pages. Il nous a semblé préférable de nous tenir à mi-chemin entre l'*oral history* et une forme de récit direct, étayé par les documents et les témoignages les plus à même de rendre compte des principaux passages entre les différentes phases du mouvement.

En définitive, plutôt qu'une somme historique exhaustive – qui reste à faire – nous avons voulu présenter aux lecteurs, et en particulier aux plus jeunes, une fresque, la plus large et la plus claire possible, de cette extraordinaire révolte existentielle et politique. Mais une fresque qui contiendrait en filigrane des éléments d'interprétation des mobiles de la contestation, puis de la rébellion. D'une part,

donc, un outil de travail, une boussole pour circuler dans ce « labyrinthe » ; de l'autre un état des contradictions irrésolues qui avaient si lourdement pesé sur les conséquences historiques du conflit, en même temps qu'elles en avaient été un indispensable « moteur ».

Tous les critères que nous avons retenus tiennent donc à la nécessité de raconter, de « représenter » la complexité de ces « mouvements révolutionnaires » portés par une exemplaire génération de la révolte.

Nous sommes partis de ce qu'Agnès Heller et d'autres ont appelé la « génération de la révolte existentielle » (les années 1950 et 1960) pour retracer les parcours de tous les « 1968 » : des *beat* américains aux hippies et aux Black Panthers ; de la révolte contre la « forme parti » et du refus de la « représentation » à l'auto-organisation politique horizontale ; du besoin profond d'« autonomie des sujets » au refus de la société de consommation qui produit « l'homme unidimensionnel » ; du besoin radical d'inventer une « constitution matérielle de classe » à la contestation critique, et souvent violente, de la démocratie représentative et des « constitutions formelles ».

Il nous a paru essentiel de donner à voir le caractère « global » des nouveaux processus d'autodétermination existentielle et politique qui, à partir de la critique radicale de la famille, s'étaient attaqués à l'école, au monde du travail, au parti, aux « institutions totales » et à l'État, pour converger ensuite dans la lutte contre l'impérialisme comme forme ultime de la domination. C'est ainsi que, dans une harmonie surprenante, à partir de la vie quotidienne, la « libération de soi comme condition indispensable de la libération de tous » rejoignait les luttes de libération de tous les Sud. C'est par cette voie que la « contestation globale » a trouvé son point d'unification au niveau international.

Il s'agissait donc avant toute chose de faire l'analyse d'une rébellion contre le principe d'autorité et la domination, qui témoignait d'un besoin viscéral d'autodétermination des subjectivités. L'Italie était en train de passer de la reconstruction industrielle de l'après-guerre (un mélange entre monde paysan et monde ouvrier urbanisé) à une phase de capitalisme plus avancé, où l'expansion du fordisme impliquait à la fois la transformation de l'usine et le déplacement d'une énorme masse de travailleurs des campagnes du Sud aux régions industrialisées du Nord.

Le fordisme avait pour corollaires indispensables la société de consommation et la rationalisation d'un modèle hiérarchique qui, à partir de l'usine, gagnait l'ensemble de la société et jusqu'aux formes de la représentation politique. Ce qu'on appellera le « néocapitalisme italien » des années 1960 a été un formidable mélange d'innovation démocratique et de répression policière. Le système politique, bloqué et rétrograde, n'est pas parvenu à donner de réponses concrètes à un champ social pris entre le refus des nouvelles disciplines de production et la nécessité intrinsèque d'un grand processus de modernisation de la société. C'est dans ce contexte que se situe l'irruption des mouvements révolutionnaires, perpétuellement suspendus entre une volonté de s'opposer et d'orienter différemment les transformations en cours, et une tendance contre-culturelle à la « fuite » vers une société idéale et séparée, expression d'un refus généralisé.

De la fracture entre l'aire contre-culturelle et l'aire politique, il sera souvent question dans ce livre. La rupture sera consommée à la fin de l'année 1968. Elle connaîtra en 1976, avec le Festival du Parco Lambro, une généreuse tentative de recomposition qui se soldera par un échec, pour réapparaître, transformée, lors du bref et intense « mouvement de 77 ».

Ces dernières années, un certain nombre de prestigieux historiens progressistes ont publié de fort intéressants travaux sur la genèse de 1968. Il en ressort au moins trois types d'interprétation.

La première considère le long cycle de la contestation italienne comme une formidable contribution à la constitution de la modernité. Dans *Democracy and Disorder*[3], Sidney Tarrow a analysé environ 5 000 épisodes de conflit survenus entre 1965 et 1975 et il en conclut que ce cycle de luttes a contribué de manière particulièrement remarquable au développement de la démocratie en Italie : les individus ont acquis une autonomie nouvelle vis-à-vis des organisations politiques qui prétendaient les représenter ; de nouveaux sujets politiques sont apparus, et les « demandes excessives » que portait le mouvement à son apogée, en 1968-1969, ont débouché sur un certain nombre de réformes. Pour Tarrow, comme pour d'autres, il s'est agi d'« une grande vague qui a presque tout emporté mais qui a laissé derrière elle des dépôts d'alluvions ». Ce qu'on retiendra donc de 1968, c'est son apport fondamental à la modernité, la dimension dramatique du conflit italien n'étant plus dès lors qu'une conséquence de l'arriération du cadre politique institutionnel.

Et l'on peut observer en effet que, contrairement à ce qu'affirment un certain nombre de falsifications posthumes, le point culminant du conflit en Italie a coïncidé avec une période d'expansion de la sphère des libertés individuelles et collectives sans équivalent au cours des décennies précédentes. Et que, s'il est vrai que des conquêtes comme le divorce ou le droit à l'avortement étaient déjà acquises dans beaucoup de démocraties occidentales, le cas italien se distingue par le fait qu'elles ont été imposées par la « base », par l'action d'un « mouvement », alors qu'elles n'avaient presque toujours été que mollement soutenues par les partis de la gauche institutionnelle. En termes d'avancées législatives, enfin, le « Statut des travailleurs » reste sans équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier occidental[4].

À l'exact opposé de la lecture de Tarrow, une deuxième interprétation fait de 68 l'ultime flambée d'une conception du monde tout à la fois archaïque et utopiste. Loin d'avoir ouvert la voie à la modernité, 68 aurait été l'ultime tentative de réaliser un rêve irréalisable. L'importance donnée à la vie communautaire et son extrémisme social rangeraient 68 au nombre des grandes visions utopistes, aux côtés des visions chrétienne ou communiste. 68 aurait donc été une tentative ultime d'opposer à la modernité une représentation séculaire de la société idéale.

Nous nous sommes quant à nous tenus à distance aussi bien de ce que la première interprétation pouvait avoir de réconfortant que du projet de liquidation

porté par la seconde – y compris dans ce qu'il a de « généreux ». Nous avons essayé au contraire de mettre l'accent sur l'effort considérable qu'avaient déployé les mouvements des années 1970 pour élaborer une conception alternative de la modernité, une conception qui s'opposait radicalement au modèle du capitalisme consumériste de l'après-guerre et, en définitive, à la prodigieuse efficacité constitutive du modèle hiérarchique fordiste-tayloriste. C'est ce modèle qu'il s'agissait de faire « sauter » dans son expression sociale, et davantage encore à l'intérieur des usines.

Le mouvement, par conséquent, comme « renversement » spéculaire du paradigme dominant, comme expression radicale et irréductible de la maturité à laquelle était arrivé le conflit capital/travail.

On a souvent reproché aux alternatives au capitalisme élaborées par les différentes franges du mouvement leur faiblesse, leur caractère partiel et parfois générique; dans les faits, nous avons privilégié une vision des mouvements qui ne se focalisait pas sur la recherche d'une issue finale – du type « prise du Palais d'Hiver ». Les mouvements des années 1970 ont très probablement été la dernière grande secousse d'une longue succession de révoltes qui avaient commencé avec la naissance du capitalisme moderne. Dans les contradictions de l'Histoire, ils ont contribué à porter à son terme l'ultime séquence du modèle fordiste-tayloriste, avec toute son intelligence sociale et politique. Ils ont montré, en démontant de l'intérieur ses mécanismes les plus éprouvés, que ce modèle était fondamentalement, et pour sa plus grande, part « bon à jeter ».

Ce conflit a ébranlé de manière irréversible le système politico-économique italien. L'effondrement du « système des partis » (y compris ceux de la gauche) à la fin des années 1980 n'en est qu'une convulsion tardive. Le drame du syndicat et du PCI, c'est de n'avoir ni perçu ni compris l'extraordinaire charge d'inventivité de cette vague révolutionnaire et d'avoir fait le choix de la réprimer durement, dans une alliance suicidaire avec le capital oligarchique et les corps répressifs de l'État.

La restructuration du système productif était probablement dans tous les cas une exigence historique de l'organisation capitaliste, et la modification profonde du modèle keynésien-fordiste-tayloriste une exigence structurelle du capitalisme international. Cela n'impliquait toutefois pas nécessairement une acceptation passive du « plan du capital » tel qu'il commençait à se dessiner. Et s'il est vrai que les « mouvements » ont largement permis d'en finir avec le modèle de commandement capitaliste des cinquante dernières années, on ne peut passer sous silence le fait que la gauche institutionnelle a accepté passivement, et même qu'elle a délégué au capital, le commandement sur les transformations productives et sociales.

Dans les faits, la pratique de l'« urgence » s'impose tout au long des années 1980 comme une véritable forme de gouvernement. Et la logique de l'urgence a

3. *Democracy and Disorder, Protests and politics in Italy*, 1965-1975, Oxford University Press, 1989. Traduit en italien chez Laterza en 1990, inédit en français.

4. Sur le « Statut des travailleurs », voir chapitre 6, note 73, page 323.

complètement désarticulé et détruit l'assise démocratique de la Première République, emportant au passage une bonne partie des processus démocratiques apparus au cours des dernières décennies de son histoire. Le « système des partis » dans son ensemble a largement contribué à l'exercice de cette forme dégradée de gouvernement, en déléguant à la magistrature d'énormes pouvoirs discrétionnaires, en promulguant des lois « spéciales » d'abord annoncées comme transitoires et finalement inscrites dans le corpus des lois « normales », en construisant des dizaines de « prisons spéciales » avec un régime de détention spécifique régi par « décrets » et souvent résolument contraire aux principes de la Constitution. On a agité chaque fois qu'on en a eu besoin le chiffon rouge du « danger pour la démocratie », identifié selon les cas au « terrorisme », au crime organisé ou à des phénomènes sociaux qui n'ont jamais représenté une menace sérieuse pour la démocratie.

Il semble assez évident que l'ensemble de ces transformations institutionnelles n'ont été que l'envers et le contrecoup de la nouvelle donne productive, et que la violente modification de l'« État de droit » n'a fait qu'obéir aux exigences du « nouveau capitalisme ». Ce n'est pas ici le lieu d'en faire l'analyse approfondie. Mais force est de constater que le violent conflit italien, avec ses milliers de militants inculpés et incarcérés, avec ses dizaines de morts (de part et d'autre) qui l'ont si terriblement marqué, est riche d'enseignements qui peuvent nous aider à comprendre la situation politique actuelle.

En occident, beaucoup considèrent à juste titre le cas italien comme l'un des laboratoires sociaux et productifs les plus pertinents pour déchiffrer le changement d'époque qui s'opère entre une phase du capitalisme et une autre. Cette phase nouvelle ne se laisse pas encore facilement définir. Certains la nomment génériquement « post-fordisme », d'autres l'appellent « toyotisme », d'autres la qualifient simplement de « post-industrielle ».

Les années 1980 ont été une période obscure et tourmentée de l'histoire italienne. Elles ont vu se multiplier les mystifications et les constructions idéologiques qui avaient pour fonction d'occulter les processus réels (la « pensée faible », la farce de la « nouvelle renaissance », la grandeur industrielle de l'Italie, etc.). En réalité, ce sont les années où le capital, au plan national et international, s'est restructuré et a opéré une mutation interne si profonde que beaucoup n'ont pas hésité à parler de véritable « révolution ».

En marge de ces « grands » processus, le long cycle de l'héroïne, l'expansion du « capital illicite », la destruction des subjectivités, les réponses contre-culturelles généreuses et sans espoir de la jeunesse métropolitaine et finalement, les ouvriers, retranchés dans les usines, impuissants, tenaillés d'angoisse face à l'avenir.

Lors d'une enquête menée en 1985-86, je me souviens qu'un vieux travailleur avait eu cette phrase, excessive mais révélatrice : « Nous sommes comme les juifs : ce qui nous attend maintenant, c'est la *solution finale.* » « La peur ouvrière », c'est le titre que nous aurions voulu donner à cette enquête, qui n'a pas été publiée. La peur semblait bien être en effet la tonalité émotionnelle dominante, la *Stimmung* prévalente chez ces travailleurs qui se vivaient comme un groupe de naufragés.

Leur horizon était massivement occupé par la question de la drogue dont ils avaient, de façon surprenante, presque tous fait l'expérience directe (pour les plus jeunes) ou indirecte (par l'intermédiaire de parents ou de connaissances) – ce qui montre bien l'ineptie des discours qui cantonnent le problème de la drogue aux franges marginales de la jeunesse. Leur environnement de travail leur semblait saturé par l'irruption de l'innovation technologique, qu'ils percevaient comme une menace aussi brutale que réelle pour le travail humain.

À la lumière d'aujourd'hui, beaucoup de nos analyses de l'époque montrent un certain nombre de limites. Car si nous avions bien saisi qu'une « révolution interne » était en train de bouleverser le système politique, nous n'avions sans doute pas mesuré à quel point il s'agissait d'une nécessité intrinsèque à la sphère de la production. Nous n'avions pas réellement compris que nous étions face à un véritable changement d'époque dans les stratégies globales du capitalisme avancé. Le concept de « défaite ouvrière », par exemple, s'il désignait une réalité incontestable, n'en était pas moins l'aboutissement d'une série de processus complexes. Il était donc réducteur de n'en retenir que la dimension politique, lorsqu'il s'agissait – et qu'il s'agit encore – avant tout d'un gigantesque processus de transformation sociale induit par la seule nécessité de transformer radicalement le mode de production. Une transformation qui, en Italie, intervenait avec un retard considérable par rapport à d'autres zones de l'économie capitaliste. Et ce retard était principalement dû à l'aptitude au conflit et au degré de maturité auxquels étaient parvenus les mouvements antagonistes et, plus encore, la force autonome et organisationnelle du corps central de la classe ouvrière. On comprend mieux alors pourquoi cette mutation a revêtu en Italie des aspects beaucoup plus dramatiques qu'ailleurs, et que pour s'accomplir elle ait dû « se débarrasser » aussi bien des mouvements antagonistes que de la centralité ouvrière.

Aujourd'hui en Italie, l'historique et bancal « système des partis » s'est littéralement effondré et toutes les forces qui auraient pu, au cours dix dernières années, s'opposer à cette misérable dérive institutionnelle ont été réprimées et dispersées. La gauche institutionnelle n'a pas le commencement d'un programme politique à peu près cohérent pour interpréter le bouleversement radical des processus matériels. Des « formes de représentation » nouvelles et ambiguës sont apparues sur la scène politique, tandis que le grand gisement des mouvements des années 1970 semble dispersé, éteint.

Dans ce contexte, notre livre aspire à être un instrument de la *mémoire**. Et, pour citer un auteur que par ailleurs je n'aime pas, n'est-il pas vrai que « la lutte de l'homme contre le pouvoir est la lutte de l'homme contre l'oubli » ?

Sergio Bianchi : Note à la deuxième édition (1997)

La première édition de ce livre remonte à dix ans. Elle a été rapidement épuisée et il n'y a pas eu d'autre tirage. Le livre a néanmoins continué à circuler sous forme de photocopies, et ces dernières années de larges extraits ont également été diffusés sur des réseaux télématiques, petits et grands.

Si l'on regarde les transformations qui ont marqué cette décennie, au plan national et international, on s'aperçoit que les auteurs et les collaborateurs de ce livre en ont eu l'intuition – parfois approximative –, qu'ils les ont annoncées avec beaucoup d'avance. C'est à cette clairvoyance et à la méthode de l'enquête que tient l'actualité de cette reconstruction historique. Celle d'un cycle de la lutte des classes qui a accompagné la fin d'une société fondée sur l'organisation de la production capitaliste « fordiste ». Cette phase historique, tout entière marquée par la conflictualité de masse, s'est conclue par une complète réorganisation de l'ensemble de la société sous l'égide de nouveaux paradigmes productifs et culturels. Ce saut historique a eu lieu, mais on n'est pas parvenu jusqu'ici à le lire, à le comprendre.

Dans cette nouvelle édition, nous avons voulu enrichir l'approche, mêlant théorie et témoignages, qui était celle du livre, en particulier sur les questions de la transformation de la production et du conflit autour de ses modalités et de ses fins. En ce sens, il nous a semblé utile d'ajouter les textes de Paolo Virno et de Sergio Bologna qui traitent du cycle de luttes ouvrières de 1968-1969. Pour ce qui concerne le débat théorique à l'intérieur du mouvement, nous avons ajouté une note de Sandro Mancini sur la scission intervenue au début des années 1960 dans les *Quaderni rossi*, la mère de toutes les revues opéraïstes. Une contribution de Lucio Castellano et une autre écrite par des militants politiques de Vénétie viennent éclairer la spécificité de l'aire théorico-militante que l'on a appelée Autonomie ouvrière, sa genèse, son développement et sa crise. Enfin, un texte de Lanfranco Caminiti porte sur le mouvement de 77 dans le Sud de l'Italie.

Afin d'éclairer l'histoire et les parcours des organisations politiques révolutionnaires des années 1970, nous nous sommes appuyés sur des notices rédigées par Andrea Colombo. Sur les phénomènes culturels qui ont marqué les mouvements dans les années 1960, nous avons donné la parole à Bruno Cartosio et à Cesare Bermani : le premier traite de la réception en Italie des luttes des Afro-américains, le second de l'extraordinaire expérience du Nuovo canzoniere italiano, et plus généralement de l'engagement militant dans la diffusion de la musique populaire. Paolo Virno, enfin, livre une synthèse brève, mais acérée des principaux événements survenus dans l'Italie des années 1980 et 1990.

Dans un appendice au livre, Rossana Rossanda commente l'incapacité de la classe politique actuelle à sortir de l'urgence qui a servi de réponse aux épisodes les plus dramatiques des vingt ans de conflit de classe dont traite ce livre. Pour des centaines de militants, qui furent les acteurs de ce mouvement, la question de la liberté reste encore en suspens.

•

Avant-propos à la première édition (1988)

Années de plomb, services secrets, massacres d'État, complot, répression, terrorisme, État d'urgence... Ou bien, au contraire: les plus belles années de notre vie, transformation radicale de la vie quotidienne, utopie, besoin de communisme, révolution sexuelle, lutte armée, etc.

Et encore: *Mondo Beat*, hippies, situationnistes, mouvement étudiant, Potere operaio, Lotta continua, maoïstes, conseillistes, anarchistes, autonomes... Derrière ces mots, la vie de milliers, de centaines de milliers de personnes qui auront, deux décennies durant, miné jusqu'à leurs fondements les piliers en apparence immuables qui servaient de base à la société italienne. Après cette formidable, cette profonde expérience collective, rien ne peut plus être comme avant.

Pour réduire au silence cette grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle, il a fallu (pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre) la grande alliance du système des partis, le recours aux corps armés de l'État, une modification radicale de « l'État de droit », la transformation de la magistrature en bras séculier du pouvoir politique et des intérêts de la bourgeoisie, industrielle ou non.

À l'appui de ce consensus, la totalité du champ des mass-media a renouvelé la tradition du *journaliste policier** du début du siècle. Tous appliqués à démontrer que, pour que rien ne change, il suffisait d'« éliminer » une petite minorité d'exaltés délirants, coupés de la réalité et manipulés par des pouvoirs occultes. Pour défendre la vérité et les droits, un incroyable bataillon d'avocats ingénieux et probablement uniques, un maigre groupe de « garantistes », les restes généreux des mouvements politiques.

40 000 inculpés, 15 000 personnes « passées » par la prison, 6 000 condamnés, presque toujours sans la moindre garantie des droits de la défense. Ce sont les chiffres arides, définitifs, comptables de cette brillante opération de défense de la « démocratie ». Derrière les chiffres, les « prisons spéciales », la torture, l'isolement, le meilleur de deux générations réduites au silence, contraintes à l'exil, ou « rendues » à la société après avoir été humiliées dans leur identité même.

Comment raconter tout cela sans coller des étiquettes et des définitions, sans tomber dans le piège de l'idéologie, sans faire de cadeau à l'adversaire de toujours en reconstituant des plans, en retraçant des géométries? Peut-être en faisant apparaître des fragments, des parcours, au détour des sentiers labiles de la mémoire, en laissant parler les différences.

Non pas une histoire donc, mais un chemin pour susciter des réflexions, pour insister sur la joie et la richesse, pour aider à chercher les origines de ce long printemps. Le mérite de ces cartes *différentes* pourrait résider dans leur outrageuse subjectivité.

1

Au commencement, il y avait les villes, les jeunes, les ouvriers



« Grève nationale de toutes les catégories », 30 juin 1960

De la Résistance à la Reconstruction

Les villes, à vrai dire, n'étaient pas si grandes que ça. Dans les années 1950, Milan comptait 1 100 000 habitants et sa banlieue à peine davantage. Les quartiers ouvriers et populaires étaient relativement proches du centre-ville, et souvent les usines faisaient partie du paysage. La vie se déroulait tout entière entre les cours des maisons à coursives[1] et la rue. Le temps vécu s'écoulait dans les bars, dans les cinémas de quartier, dans les guinguettes.

Il se formait des compagnies de jeunes gens, réunis par une commune condition sociale, par les liens affectifs de l'adolescence, par la solidarité de groupe ou de « bande[2] », seule manière de supporter la perspective d'une vie qui semblait programmée de toute éternité par le fonctionnement général de la société : les fils d'ouvriers dans les écoles d'apprentissage professionnel pour devenir « spécialisés », les filles dans les instituts de commerce pour devenir employées, et les enfants de la bourgeoisie au lycée pour assurer le renouvellement de la classe dirigeante[3]. Dans les usines, des ouvriers aux salaires très bas et à la très haute productivité garantissaient la mise en œuvre de l'« idéologie de la Reconstruction », point de jonction entre le projet politique de la bourgeoisie et celui du Parti communiste.

L'Italie était sortie de la guerre et du fascisme grâce à la Résistance des partisans. Une partie des combattants aurait voulu poursuivre la lutte armée, et passer de la « libération » à la révolution, mais cette composante avait été « neutralisée » par le PCI[4]. Celui-ci avait en effet opté pour un « pacte constitutionnel » avec les industriels, afin de garantir la reprise économique et productive dans le cadre du système des

1. En italien : *casa di ringhiera.* Ces immeubles typiques de l'habitat populaire milanais se caractérisent par un accès aux appartements depuis une coursive commune aux habitants d'un même étage, laquelle fait aussi office de balcon.
2. Sur les bandes de quartier à Milan, de l'immédiat après-guerre aux années 1990, on peut lire Primo Moroni et John N. Martin, *La luna sotto casa, Milano tra rivolta esistenziale e movimento politici,* Shake edizione, 2007.
3. Sur la « tripartition » de l'école italienne, voir au chapitre 4 – *Le développement industriel et le collège unifié,* p. 173 *sqq.*
4. En 1944, en pleine guerre de résistance des partisans, le PCI, sous l'impulsion de son secrétaire Palmiro Togliatti, opère un tournant stratégique appelé « svolta di Salerno ». Il s'agira, à l'issue de la guerre, d'engager le PCI dans un gouvernement de large union, dans le cadre d'une alliance des partis antifascistes réunis au sein du Comité de libération nationale (CLN). Cette orientation conduit, contre le sentiment de sa base, à la « neutralisation » des composantes révolutionnaires de la Résistance, mais aussi à l'intégration du parti dans la politique de la Reconstruction à venir.

partis et dans le respect des sphères d'influence des deux superpuissances américaine et soviétique. Cette composante politique de la « Résistance trahie », qui a donné naissance au groupe armé Volante rossa[5] dans l'immédiat après-guerre, nous la retrouverons souvent dans l'histoire de la République, au cours des trente années suivantes.

La première génération d'ouvriers de l'après-guerre, tous originaires du Nord, tous dotés d'un important bagage professionnel et politique et d'une forte culture antifasciste, était porteuse d'un univers de valeurs centré sur l'idéologie du travail et sur la conviction de constituer la partie saine et productive de la Nation – par opposition à la bourgeoisie, tenue pour corrompue, incapable et parasitaire. Retranchés dans les usines, fiers de leur compétence professionnelle, confiants dans la direction politique du PCI, ils se sentaient dépositaires d'une mission historique dont l'accomplissement passait par le monde du travail : le développement continu des forces productives et la mise en œuvre de la Constitution issue de la Résistance[6]. Cela revenait à penser que l'avènement d'une démocratie avancée (même de type bourgeois) était inconciliable avec les exigences du patronat, et que lutter pour son instauration signifiait également lutter pour le socialisme ; il fallait donc se préparer à prendre la direction du processus de production. Avec un Parti communiste qui comptait 2,5 millions d'adhérents pour 5 millions de voix (c'est-à-dire un parti de militants) et une base ouvrière aussi fortement idéologisée, la ligne tracée par Togliatti à Salerne en 1944 (« oui à la prise du pouvoir par la voie démocratique, non au processus révolutionnaire ») semblait assurée.

De leur côté, les industriels avaient bénéficié des énormes financements du plan Marshall, lesquels avaient non seulement pour fonction de renforcer des gouvernements jugés fiables, mais aussi d'en conditionner et d'en orienter le développement. Ainsi, 75 % des financements alloués à l'industrie étaient-ils affectés à la sidérurgie ; la plupart avaient par conséquent été absorbés par le triangle industriel Milan-Turin-Gênes, où les industries sidérurgiques existaient depuis toujours.

Enfin, la très haute productivité garantie par l'idéologie du travail, et les très bas salaires assurés par la totale inefficience des syndicats avaient permis, vers la fin des années 1950, une énorme accumulation capitaliste. Celle-ci nécessitait une restructuration productive pour pouvoir pénétrer les marchés internationaux, mais aussi pour accroître la consommation intérieure. On espérait de la sorte maintenir sous contrôle les jeunes générations et les ouvriers eux-mêmes, qui supportaient de plus en plus difficilement les conditions de vies qui leur étaient faites. En vertu de cet objectif, qui prévoyait l'introduction massive de la chaîne de montage et donc du travail déqualifié, les industriels accentuèrent encore leur contrôle sur l'usine.

Les années dures à la FIAT

Sans doute la Résistance, la lutte de libération contre le fascisme et le nazisme, avait-elle contribué à nourrir dans l'imaginaire social le vif espoir de dépasser les formes de production capitalistes et de modifier les rapports entre les classes sociales dans

un sens révolutionnaire. De fait, dès les premières années de l'après-guerre, de larges secteurs du prolétariat des villes et des campagnes mènent des luttes spontanées et maintiennent une pression conflictuelle forte, continue et ouvertement anticapitaliste. Cette tendance contrariait dans la pratique la stratégie politique des partis de gauche, et en premier lieu celle du PCI dont la direction continuait de donner priorité aux « intérêts nationaux »: en favorisant la collaboration entre les secteurs progressistes de la bourgeoisie et le mouvement ouvrier pour restaurer les structures de la démocratie bourgeoise que le fascisme avait supprimées, elle espérait imprimer une orientation démocratique – tendanciellement socialiste – aux structures économiques. Pour Togliatti, au vu de la conjoncture nationale et internationale, la seule ligne possible pour un parti communiste dans un pays comme l'Italie était celle de la modération: elle seule pouvait garantir au parti la pleine légitimité qui constituerait *en soi* un frein durable aux ambitions d'une bourgeoisie contrainte à moyen terme à des concessions à même de modifier les rapports de pouvoir entre les classes. « La première chose à faire, affirmait-il, est d'appeler les ouvriers, partout où ils travaillent, à augmenter leur rendement au travail [...] puisque dans notre pays un plan économique national n'est pas possible [...]. Il est en tout cas certain qu'il faut laisser à l'initiative privée une très grande marge de manœuvre. » Cette ligne, dans les faits, impliquait inévitablement une relance massive du processus d'accumulation capitaliste.

C'est dans le complexe industriel de la FIAT à Turin que se joue l'une des manches décisives de l'affrontement entre les nouvelles formes institutionnelles du capitalisme d'après-guerre et l'un des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière. Pendant les huit mois qui suivent l'armistice, la FIAT est dirigée par des commissaires nommés par le Comité de libération nationale. Cette réalité est sans doute ce qui se rapproche le plus de l'idée d'une direction ouvrière de la production, quand bien même elle est confiée à une élite de ses représentants.

5. La « Volante rossa martiri partigiani » était un groupe composé d'anciens partisans, dont des membres du PCI qui, entre 1945 et 1949 à Milan et dans sa région, pratiquaient la « justice populaire » (enlèvements, passages à tabac, exécutions). Ils ne signeront leur action qu'à l'occasion de l'enlèvement de l'industriel Tofanello, abandonné en sous-vêtements sur la piazza Duomo, auquel on restituera ses vêtements accompagnés du billet: « Ce fut une belle leçon. [signé] *Un groupe de braves gars.* » Voir Cesare Bermani, *Storia e mito della Volante rossa*, Nuove edizioni internazionali, 1996, et Massimo Recchioni *Ultimi fuochi di resistenza, storia di un combattante della Volanta rossa*, DeriveApprodi, 2009.

6. « L'Italie est une République démocratique, fondée sur le travail », *Constitution de 1947*, Article 1. En juillet 1945, un bulletin du PCI milanais indiquait: « Les cellules des usines, et les camarades en responsabilité doivent se mobiliser; ils doivent, en donnant l'exemple, inciter au travail, à la discipline. Beaucoup n'ont pas envie de travailler, parce qu'ils disent qu'au fond rien n'a changé, qu'ils sont encore et toujours des "exploités" qui travaillent pour le patron. » Togliatti affirmera par la suite devant l'assemblée constituante que l'Italie « est le pays où on fait le moins grève ».

À partir des grèves mythiques de mars 1943[7] et pendant dix ans, la classe ouvrière FIAT participe massivement à des luttes à forte coloration révolutionnaire. La classe ouvrière prend pour tactique ce qui pour le Parti est une stratégie[8] : il en résulte des frustrations profondes et un sentiment d'angoisse indicible. Car le capitalisme, pendant cette période, ne se borne pas à élaborer ses plans de reconstruction, il est aussi en train de réorganiser son pouvoir dans les usines. Le comportement instinctif des ouvriers se manifeste par le *refus* : refus du travail à la tâche, refus de l'augmentation des cadences, refus de la hiérarchie et de la discipline patronale du travail ; celui des organisations politiques et syndicales vise au contraire à l'adaptation. Le secrétaire de la fédération du PCI de Turin dénonce ainsi « les tendances à former des groupes illégaux [...]. Nous ne réussissons pas à expliquer notre politique nationale, ce que nous voulons et qui nous sommes vraiment ; on nous regarde comme des émissaires de Moscou, comme des démissionnaires. Il y a trop d'ouvriérisme dans notre parti ». La révolte ouvrière prend pour cible principale le système des primes[9]. À la FIAT et dans de nombreuses autres industries, les releveurs de cadences, les chronométreurs, les rationalisateurs d'ateliers, sont ostracisés. Dans le refus ouvrier de se soumettre au temps du capital, dans la première (et encore peu précise) théorisation du salaire comme « variable indépendante[10] », on trouve déjà les prémices du mouvement de masse qui explosera au début des années 1970. Le Parti communiste ne pouvait évidemment pas tolérer ces manifestations d'une conscience de classe spontanée. La *Camera del lavoro*[11] de Turin publie régulièrement un bulletin syndical intitulé *Coscienza di classe*, la *conscience de classe* « se donnant ici comme l'antithèse du "classisme au rabais", celui qui se limite à la défense d'intérêts catégoriels (parfois appelé "ouvriérisme")[12] ».

1953. C'est l'année au cours de laquelle le groupe dirigeant de la FIAT, sous l'impulsion du tristement célèbre ingénieur Valletta[13], établit un plan d'attaque contre le mouvement ouvrier et la FIOM – le syndicat de branche de la CGIL[14]. Cette attaque est double. D'une part, elle tente d'entamer l'unité de la classe ouvrière en établissant une distinction entre ouvriers « constructeurs » et ouvriers « destructeurs », par une forte remise en cause du droit de grève, par l'instauration d'une prime de collaboration (le « prix antigrève »), par le chantage exercé sur la garantie du poste de travail et par diverses autres mesures – entre paternalisme et intimidation. La distribution de dizaines de milliers de tracts vantant les bénéfices de l'adhésion aux intérêts de l'entreprise reste à ce titre un classique. De l'autre, elle organise la discrimination systématique des ouvriers les plus actifs des avant-gardes syndicales : les communistes sont chassés des commissions internes[15] et l'on promeut le syndicalisme d'entreprise « jaune ».

Entre 1953 et 1962, la grande masse des ouvriers de la FIAT s'abstient de toute grève. Seuls quelques centaines d'ouvriers communistes de l'avant-garde syndicale de la FIOM, isolés et presque réduits à la clandestinité, donnent une continuité aux luttes. La direction de l'entreprise théorise et applique ouvertement le droit de représailles contre ceux qui luttent et font grève : admonestations,

7. Ces grèves débutent à l'usine FIAT Mirafiori de Turin avant de s'étendre à d'autres usines et à d'autres villes du Nord de l'Italie. Elles marqueront une étape décisive vers la fin du régime fasciste mais aussi, par l'ampleur de la mobilisation turinoise, dans l'histoire de la « classe ouvrière FIAT ».
8. Il sera de nouveau question de cette distinction au chapitre 3 – *La scission aux Quaderni rossi et les raisons théoriques de la rupture entre Panzieri et Tronti*, p. 162 *sqq.* Voir également Mario Tronti, « Tactique = organisation », *Ouvriers et Capital* [1966], Christian Bourgois, 1977, rééd. Entremonde 2016. L'ouvrage est également disponible sur le site de la revue *Multitudes*.
9. Le salaire des ouvriers comportait une partie fixe et une partie variable composée d'une série de primes, de productivité, d'assiduité, de rendement, etc. « Le salaire au rendement, par exemple, c'est la paie pour le nombre de pièces que produit l'ouvrier. Moyennant quoi l'ouvrier doit être toujours zélé et obéir aux ordres de ses chefs. Parce que c'est eux qui établissent cette partie variable de son salaire, qui lui est absolument nécessaire pour vivre », Nanni Balestrini, *Nous voulons tout* [1971], Entremonde, 2009.
10. Cette théorie, qui sera largement portée par les luttes ouvrières de l'Automne chaud en 1969, vise à ne plus faire dépendre le salaire de la productivité. « Dans le partage entre plus-value et salaire sur lequel repose essentiellement la fixation du taux de profit, deux éléments très différents agissent de façon déterminante, la force de travail et le capital ; ils sont fonction de deux variables indépendantes qui se limitent réciproquement », Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, cité par Toni Negri, « John M. Keynes et la théorie capitaliste de l'État en 1929 » [1967], publié dans *La Classe ouvrière contre l'État*, Galilée, 1978. Le salaire, loin d'être une variable dépendant strictement de l'intérêt du capital (et la lutte pour le salaire un facteur d'intégration au capital) est donc une expression de l'autonomie politique de la classe ouvrière. Voir aussi Paolo Virno, « Les principes de 1969. La force d'une thèse honnie : le salaire comme variable indépendante » [1998], repris dans *L'Usage de la vie et autres sujets d'inquiétude*, L'éclat, 2016, disponible en ligne sur le site de l'éditeur.
11. Les premières Chambres du travail (*Camere del lavoro*) sont créées en 1891 à Milan, Turin et Plaisance, sur le modèle des Bourses du travail françaises. Lieux d'organisation et de coopération des travailleurs, elles se répandent dans les principaux centres urbains du pays à partir de 1895, avant de devenir essentiellement les quartiers généraux des syndicats.
12. Massimo Pini, *L'Assalto al cielo*, Longanesi, 1989.
13. Vittorio Valletta (1883-1967) entre à la FIAT en 1921 et en devient le directeur général en 1928. Épuré en 1945 puis réhabilité, il devient administrateur général en 1946, puis président en 1962, avant de céder sa place à Giovanni Agnelli en 1966. Il a dirigé la modernisation de la FIAT en appliquant les principes tayloriens, la production de masse et la répression des ouvriers. On peut lire à ce sujet *La FIAT aux mains des ouvriers*, Les nuits rouges, 2005.
14. La Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL) est le plus important syndicat de travailleurs en Italie. Initialement nommée Confederazione generale del lavoro (CGdL), elle est issue de la confluence, en 1906, des différentes fédérations syndicales avec les Camere del lavoro. Elle prend le nom de CGIL à la fin de la guerre dans le contexte du pacte syndical entre les courants communiste, socialiste et chrétien. Historiquement liée au PCI, elle est une sorte d'équivalent italien de la CGT française. La Federazione impiegati operai metallurgici (FIOM) est sa branche pour la métallurgie.
15. Les Commissions internes sont des organes de médiation paritaires patronat/syndicat sur les conditions de travail. Lorsqu'elles sont instaurées en 1906, seuls les ouvriers syndiqués y élisent des représentants. Suite au

amendes et suspensions, licenciement de 2 000 cadres syndicaux dont la grande majorité appartient à la FIOM-CGIL et au PCI, relégation de plusieurs milliers d'autres vers les « secteurs-frontières » de l'usine, le plus célèbre étant l'*Ufficina sussidiaria ricambi*, rebaptisée par les bannis *Ufficina stella rossa*[16]. Dans l'usine s'instaure un climat disciplinaire de caserne : il est interdit de se déplacer dans les ateliers, les avant-gardes ouvrières sont cernées par un lourd filet de contrôle composé de petits chefs et de surveillants zélés. À la fin de l'année 1953 des tribunaux d'usine sont même institués, où de hauts dirigeants et des inspecteurs issus du corps des surveillants jugent les travailleurs indisciplinés et appliquent la peine de licenciement[17].

Cette grave difficulté objective dans laquelle est prise l'ensemble de la classe ouvrière – et pas seulement son secteur le plus avancé – fait mûrir et croître au sein du Parti communiste la certitude qu'une reprise de l'initiative de classe ne sera possible qu'en dehors de l'usine, dans le rapport de force général entre les classes dans le pays, dans le travail de propagande et le soutien aux expériences socialistes internationales. Ce n'est pas un hasard si le manifeste de la FIOM pour les élections de la Commission interne de 1955 (celles de la débâcle[18]) proclame la nécessité de « regarder au-delà des murs de l'usine ». Comme on le verra plus loin, cette prise de distance du Parti vis-à-vis de la centralité de l'intervention en usine sera, au début des années 1960, l'objet d'une vive polémique orchestrée par une composante politico-théorique nouvelle, encore peu nombreuse mais déjà aguerrie, que l'on nommera « opéraïsme ».

C'est dans ce contexte que surviennent les événements de juillet 1960.

Danilo Montaldi : Italie, juillet 1960[19]

Dix travailleurs tués lors de manifestations de rue ; l'annulation du congrès du MSI[20] à Gênes ; des manifestations qui éclatent dans plusieurs villes ; la chute du gouvernement Tambroni, soutenu par les voix fascistes ; son remplacement par le gouvernement Fanfani, « *leader* » de la gauche démocrate chrétienne[21]. Tel est le bilan apparent des journées de juin et juillet en Italie…

Une victoire de l'antifascisme ?

Il serait faux de s'arrêter à ce constat, car derrière ce bilan se cache un enseignement infiniment plus profond que celui que les partis de gauche ont bien voulu tirer. Au cours de ces événements s'est révélée une force entièrement nouvelle : cette force, qui a bousculé aussi bien les projets de la bourgeoisie que ceux des partis de gauche, c'est la masse de la jeunesse ouvrière et étudiante. C'est désormais vers elle que s'oriente l'effort de propagande et de formation des groupes qui se sont éloignés des organisations politiques traditionnelles pour appliquer et diffuser une conception réellement socialiste de la lutte politique.

C'est l'annonce qu'un congrès du MSI avait reçu l'autorisation de se tenir à Gênes qui a déclenché le mouvement de juillet.

Cette autorisation accordée aux fascistes était d'abord un acte de remerciement pour le soutien apporté par le MSI au gouvernement Tambroni. Mais au-delà, il s'agissait pour la majorité au pouvoir de se livrer à une expérience dont la population génoise devait être le cobaye. Gênes est une des villes les plus rouges du pays. Littéralement occupée (en 48 heures) par d'anciens partisans et des ouvriers en armes lors de l'attentat fasciste contre Togliatti, le 25 juillet 1948, Gênes est un port dans lequel les luttes ont souvent outrepassé les consignes des directions syndicales. Il s'agit donc d'une réalité significative à partir de laquelle il est possible de généraliser à l'échelle du pays entier.

En autorisant un congrès fasciste à Gênes, la majorité gouvernementale entendait donc prendre la température du pays et démontrer qu'une ouverture vers l'extrême-droite fasciste était possible sans avoir à craindre une réaction de la population.

mouvement des Conseils ouvriers de Turin, Gramsci en proposera une conception toute différente : « la question du développement des Commissions internes est devenue un enjeu central pour *Ordine nuovo*, celui de la révolution ouvrière, de la "liberté" prolétarienne », Antonio Gramsci, *Ordine nuovo*, 14 août 1920. Supprimées en 1925 sous le fascisme, ces commissions seront de nouveau reconnues en septembre 1943 : le droit de vote sera alors étendu à l'ensemble des travailleurs avec application de la règle de la proportionnelle.

16. L'*Ufficina sussidiaria ricambi*, littéralement « atelier auxiliaire des pièces de rechange », devient – en conservant l'acronyme – « atelier étoile rouge ».

17. Entre 1952 et 1953, près de 500 ouvriers sont licenciés pour motifs politiques. Sur ce climat à la FIAT dans les années 1950, on peut voir le film de Gian Vittorio Baldi, *Anni duri alla FIAT* (1977) réalisé à partir du journal de l'ouvrier Giuseppe Edozzo.

18. En 1955 la FIOM-CGIL perd pour la première fois les élections annuelles des Commissions internes de la FIAT, passant de 63 % à 37 % des suffrages. La CISL (Confederazione italiana sindacati lavoratori), syndicat d'inspiration chrétienne fondé en 1948 et engagé dans la création d'un syndicat d'entreprise, remporte les élections avec 41 % des suffrages.

19. Ce texte est paru en 1960 dans les *Quaderni di unità proletaria*. Il a été traduit en français dans *Socialisme ou Barbarie*, n° 31, 1960-1961, sous la signature d'Unità proletaria. [N.d.A.] Nous en présentons ici une traduction légèrement modifiée. À propos de Danilo Montaldi, voir dans ce chapitre le texte *Une génération d'intellectuels compétents et auto-marginalisés*, p. 41 *sqq.*

20. Le Movimento sociale italiano (MSI) est le parti néofasciste italien né en 1946 après la chute de la République sociale italienne de Mussolini et l'interdiction du Parti national fasciste par le gouvernement provisoire et les Alliés.

21. Dirigeant de la Démocratie chrétienne, plusieurs fois ministre entre 1953 et 1960, Fernando Tambroni est nommé Président du Conseil en mars 1960 en formant une majorité avec le soutien du MSI. Lorsque son gouvernement autorise la tenue du congrès du MSI à Gênes, une insurrection éclate, relayée par d'importantes manifestations dans plusieurs villes d'Italie. La répression est très dure : on compte 13 morts et plusieurs blessés. Tambroni laisse la place au gouvernement d'Amintore Fanfani, lui aussi démocrate-chrétien, fermement épaulé par Mario Scelba – ancien ministre de l'intérieur de 1947 à 1953, période au cours de laquelle la police avait causé la mort de 150 grévistes et manifestants.

Cette « expérience » a été menée par un gouvernement qui entendait continuer la politique de rationalisation de la production et de renforcement de l'État amorcée en 1953. En prenant des mesures pour accroître la consommation – réduction du prix de l'essence, développement de la vente à crédit –, en encourageant les nouvelles méthodes d'exploitation du capital, en favorisant en même temps la cléricalisation de la vie publique et le contrôle sur les travailleurs au moyen de toutes sortes d'organismes privés et de structures politiques ou publiques, le gouvernement Tambroni se présentait comme un gouvernement de « trêve sociale » et de techniciens, qui se bornait à développer d'une façon un peu plus ferme et engagée la politique des gouvernements précédents.

Cependant, ni les frigidaires ni le contrôle exercé par les différentes paroisses ne sont parvenus à empêcher la lutte des classes. Entre 1953 et 1958 ont surgi nombre de grèves que les centrales syndicales se sont bien gardées de coordonner et d'unifier. Après 1958, si la tension sociale semblait avoir diminué, des mouvements sporadiques, imprévus et violents continuaient pourtant d'éclater ici et là : les ouvriers du Nord, les mieux payés, occupèrent des usines à plusieurs reprises, tandis que les paysans du Sud manifestaient, se battaient contre la police, occupaient des mairies, et accueillaient à coups de pierres les députés venus pour les calmer[22].

Les événements de Gênes s'inscrivent donc dans une période marquée par l'absence de grands mouvements sociaux, mais traversée de luttes locales très dures. »

Le 25 juin, des étudiants, des professeurs, des jeunes organisent un *meeting* de protestation contre la tenue du congrès fasciste, prévu pour le 2 juillet. La réunion a lieu sur une place où se retrouvent habituellement les dockers et les marins. La police arrive et charge. Les sirènes des voitures de la brigade d'intervention rapide alertent les dockers au travail et les ouvriers des usines voisines, qui accourent armés de crochets et de barres de fer pour défendre les étudiants. C'est à partir de là que s'organise, en dehors des partis et des syndicats, une véritable unité entre les ouvriers et les étudiants, pour « faire quelque chose de concret, d'efficace ». En effet, les organisations de gauche, qui donnent à leur campagne contre le congrès un caractère strictement légal, se bornent à répéter des slogans antifascistes et à voter des motions pour demander au gouvernement de bien vouloir interdire le congrès. Les plus jeunes ne mettent pas longtemps à constater les carences des organisations. Le 26 juin, une délégation de jeunes et de petites organisations d'opposition se mettent en rapport avec des hommes qui avaient joué pendant la Résistance un rôle déterminant, mais qui étaient entrés en conflit après-guerre avec la ligne des partis de gauche et s'étaient retirés depuis des années de toute activité politique. En règle générale, les étudiants s'adressent directement aux ouvriers, en ignorant complètement la structure syndicale officielle.

Le 28 juin néanmoins, les partis de gauche, qui ont eu le temps de se concerter, annoncent pour le 30 une grève à Gênes et à Savone. La grève se prépare, tandis que 15 000 policiers sont concentrés à Gênes. Les organisations de gauche tiennent un *meeting* auquel assistent 30 000 personnes ; un député socialiste, emporté par

sa propre éloquence, y promet d'abandonner son immunité parlementaire et de « descendre dans la rue, comme tout le monde ». La gauche officielle est cependant décidée à faire en sorte que la journée du 30 juin se déroule dans le calme, sans « provocations ». Au même moment, les « provocateurs » se rassemblent : ce sont des groupes d'étudiants, d'anciens partisans, des communistes dissidents, des anarcho-syndicalistes. L'élément nouveau ici, ce n'est pas tant que ces militants se réunissent, mais que les jeunes et les travailleurs se rassemblent en vue d'une action commune.

La grève générale donne lieu à des affrontements extrêmement violents entre les policiers et les manifestants qui se battent à coups de pierres, de boulons et de barres de fer. Parmi les manifestants, les plus décidés et les plus violents sont également les plus jeunes. Les dirigeants syndicaux et politiques s'efforcent de ramener le calme. Le président de l'Association nationale des partisans italiens (ANPI) intervient personnellement. Les manifestants se retirent : tous regrettent le manque d'armes, tous réclament l'intervention des partisans. Le lendemain (1er juillet), alors que les *leaders* officiels ont disparu et qu'aucune manifestation n'est prévue, la grève se poursuit spontanément. Pour étouffer le mouvement, la CGIL diffuse un communiqué annonçant que des tractations sont en cours et que le congrès va être interdit ; au même moment, le Conseil de la Résistance[23] menace de ne plus intervenir en faveur des manifestants qui seraient désormais arrêtés.

Le 30 juin, une grève de solidarité est organisée à Turin. Le service d'ordre de la CGIL s'oppose violemment à des groupes d'ouvriers et d'étudiants qui veulent s'attaquer aux forces de police.

Le 2 juillet, les autorités font un ultime effort pour calmer l'agitation en faisant intervenir l'ANPI, mais les travailleurs se montrent de plus en plus déterminés et menacent de passer outre les consignes de leurs directions si le congrès fasciste commence sans qu'on soit passés à l'action. Des jeunes des villes voisines et d'anciens partisans armés arrivent de toute la région, contrevenant ainsi au mot d'ordre de l'ANPI.

Le gouvernement finit par faire marche arrière. Le congrès est interdit à Gênes, les fascistes renoncent à le tenir ailleurs.

22. À partir d'avril 1959 et jusqu'à l'automne, une série de conflits ponctués d'affrontements avec la police et de mouvements insurrectionnels se succèdent dans toute l'Italie : dans les grandes usines au Nord, parmi les petits paysans, les dockers au Sud et dans des petites et moyennes entreprises de toute la péninsule. Pour une chronologie détaillée, voir Steve Wright, *À l'assaut du ciel*, Senonevero, 2007.

23. Il s'agit vraisemblablement du « Conseil fédéral de la Résistance », l'instance ligure de l'Associazione nazionale partigiani d'Italia (ANPI) qui, le 10 juin 1960, avait envoyé aux représentants politiques de l'époque un communiqué contre la tenue du congrès du MSI à Gênes : « Gênes brûle encore ! Et elle ne veut pas qu'une honte imméritée vienne assombrir son étendard de ville médaille d'or de la Résistance. C'est ainsi que l'ordonnent les morts pour la liberté, et personne ne saurait rester sourd à leurs voix. »

Prenant acte du succès de la résistance à Gênes, les partis essaient alors de récupérer le mouvement pour en tirer profit sur le plan parlementaire. Ils organisent des manifestations un peu partout. Mais, de nouveau, rien ne se déroule comme prévu. Le 6 juillet à Rome, des affrontements opposent pendant plusieurs heures des manifestants et les policiers. Le 7 juillet, à Reggio Emilia, la police tire : cinq ouvriers sont tués. Une nouvelle grève est décrétée, cette fois-ci à l'échelle nationale.

Le 1er juillet, en Sicile, un ouvrier agricole avait été tué par la police au cours d'une manifestation pour la défense des salaires. Le 9 juillet, à Palerme et à Catane, la police tire à nouveau et tue quatre autres ouvriers.

Malgré la répression policière, et probablement même à cause d'elle, des excès qu'elle révèle et des réactions qu'elle suscite, il apparaît alors clairement que les jours du gouvernement Tambroni sont comptés. L'union, qu'il incarne, entre le centre et la droite néofasciste est condamnée. La solution à la crise : le retour de Fanfani à la tête du gouvernement et de Scelba, l'homme à poigne, au ministère de l'Intérieur. La bourgeoisie est satisfaite. Fanfani rassure la gauche à bon compte, tandis que Scelba garantit l'ordre public.

Les journées de juin et juillet ont eu une résonance profonde au sein du prolétariat italien. Tandis qu'à Gênes l'expression « faire comme à Tokyo[24] » courait de bouche en bouche, devenant une sorte de mot d'ordre, à Turin et dans les autres villes italiennes, les travailleurs disaient : « il faut faire comme à Gênes », et les ouvriers ajoutaient : « notre patron, c'est le fascisme. » Et pourtant, à Gênes comme ailleurs, les travailleurs et les jeunes ne se sont pas heurtés seulement aux forces de répression : ils ont également dû affronter les dirigeants de gauche qui tentaient de freiner leur action, de la confiner dans une dimension strictement légale et inoffensive. Ils ont réagi, parfois brutalement : à Gênes, ils ont renversé une voiture de la *Camera del lavoro* qui sillonnait les rues en invitant au calme ; à Rome, ils ont cassé la gueule à un fonctionnaire du PCI qui leur tenait des propos lénifiants. Un peu partout, les *leaders* de la gauche ont été critiqués, et mêmes sifflés, pour leurs atermoiements. Certes, on ne peut pas parler d'une rupture nette entre les travailleurs et leurs directions bureaucratiques, mais bon nombre d'ouvriers, de jeunes, d'anciens partisans, comprennent à présent que le problème ne se limite pas à savoir si les directions des partis sont plus ou moins molles, ou plus ou moins dures, mais qu'il est bien plus complexe. Il faut souligner ceci : en juillet, les ouvriers et les jeunes revendiquaient des formes de lutte que les organisations traditionnelles n'étaient pas en mesure de proposer. Le manque total de liens entre les groupes autonomes et les militants révolutionnaires qui, dans différentes villes, avaient pris les initiatives les plus efficaces, n'était pourtant pas propice à la cristallisation et à l'extension de ces formes de lutte. Mais eussent-ils existé, ces liens n'auraient probablement pas changé le visage du mouvement, et par conséquent l'empreinte qu'il a laissée dans la conscience de ses protagonistes. Il nous faut par ailleurs dégager un autre enseignement des journées de juillet : les ouvriers, par leur comportement, ont démontré qu'en dépit de la

politique de « prospérité » et de hauts salaires par laquelle le capital cherchait à les neutraliser, ils ne s'intégraient pas. Les manifestations ont eu pour protagonistes les ouvriers les plus « prospères » et en apparence les plus « intégrés » d'Italie.

Mais la leçon la plus importante concerne la forme d'activité des groupes révolutionnaires. Il existe des groupes « férocement » marxistes qui se sont bornés jusqu'ici à mener un travail d'étude. Leur orientation strictement théorique fait qu'ils ne peuvent en aucun cas influer sur la lutte. Il existe aussi à peu près dans toutes les villes italiennes des groupes de jeunes qui, plutôt que de s'enfermer dans de petits cercles pour discuter de théorie, cherchent d'une part à mettre en commun avec les travailleurs l'expérience accumulée au cours de ces dernières années – que ce soit dans les partis, les syndicats, dans les usines ou dans la vie quotidienne – et de l'autre à intervenir efficacement dans les luttes. Ce travail exige dans la pratique une étroite coopération entre ouvriers et intellectuels, afin de produire des textes et des documents qui soient à la fois des outils de liaison entre les luttes ouvrières, et des instruments de compréhension de l'expérience[25].

Certains groupes se sont déjà engagés dans cette voie. Il sera nécessaire de coordonner et d'approfondir ces expériences afin qu'elles aboutissent, dans un temps plus ou moins long, à la constitution d'une avant-garde organisée, capable de répondre aux problèmes et aux besoins actuels des masses travailleuses italiennes.

Mais d'où venaient ces garçons aux maillots rayés?

Ceux que les journaux désignaient ainsi, ce sont les jeunes que Montaldi identifie comme les acteurs des affrontements de Gênes et des autres villes. Par cette insistance sur leur tenue vestimentaire, les journalistes entendaient peut-être signifier qu'ils n'appartenaient pas à la classe ouvrière, ou bien qu'il était difficile de les circonscrire, de comprendre d'où ils venaient. En réalité, si pendant les longues années 1950 il semblait ne s'être rien passé au plan social, une nouvelle génération, née pendant la guerre, exprimait fût-ce sur des terrains minoritaires un malaise et une impatience évidents face à la rigide normalisation de la vie quotidienne. Bien sûr, lorsqu'il fallait faire des choix politiques, l'unique force de référence demeurait le PCI; mais les jeunes qui avaient quinze ou vingt ans au milieu des années 1950

24. En juin 1960 ont lieu au Japon des manifestations contre le traité de sécurité nippo-américain, qui feront finalement tomber le gouvernement Kishi le 15 juillet.

25. Sur l'interprétation de cette séquence historique, on pourra lire le texte de Mario Tronti, « Une vieille tactique au service d'une nouvelle stratégie », *Ouvriers et Capital, op. cit.* : « Il est faux de dire que les événements de juillet 1960 ont ouvert la voie à l'insurrection ouvrière. L'insurrection, elle, avait déjà eu lieu, et la lutte dans la rue n'a été que le dernier maillon d'une longue chaîne d'affrontements dans les usines sur le terrain de la production contre le patron direct. Juillet 1960 a constitué une relance de la lutte ouverte à un niveau général en démontrant que les ouvriers étaient disponibles à bien d'autres objectifs et possédaient une force tout à fait capable de les atteindre. »

manifestaient dans leurs pratiques quotidiennes leur rejet à la fois d'une morale ouvrière trop rigide et de la production culturelle officielle, même populaire (films, musique, revues, etc.). L'importation massive de films américains, en imposant les modèles fascinants de l'*american way of life* avait beau travailler à une sorte de « colonisation » des esprits, elle n'en avait pas moins fait germer les images de sociétés nouvelles et d'expériences générationnelles captivantes.

La perspective de l'usine devenait toujours plus insupportable. Au Nord, le chômage avait diminué de manière spectaculaire et, dans la nouvelle organisation industrielle de la production, l'introduction massive des chaînes de montage exigeait d'énormes quantités de main-d'œuvre. Ce qui avait eu lieu en réalité, c'était un séisme souterrain qui avait bouleversé l'usine, la force de travail, son âge, sa provenance, ses fonctions. La seconde (et cette fois énorme) migration du Sud vers le Nord avait commencé. Une nouvelle génération ouvrière était en train de se former dans le tissu métropolitain.

Il s'agit essentiellement de méridionaux, arrachés à leur culture paysanne, portant souvent la mémoire des grandes défaites de l'après-guerre, et dépourvus de celle de la Résistance partisane, habitués à considérer le travail comme une « peine » et non comme une émancipation. Relégués au niveau le plus bas de la structure productive, ils ne tirent aucune fierté de la « fonction ouvrière », vivent majoritairement et souvent par choix dans les vastes *hinterlands* métropolitains, les fameuses « corées », dont ils tentent de transformer l'habitat[26]. En s'appropriant des jardins, en repeignant les murs extérieurs de blanc ou de jaune, en cultivant basilic et romarin sur les rebords des fenêtres, ils font irruption dans le tissu social local et y ouvrent des contradictions, suscitant à leur encontre de fréquents comportements racistes (surtout à Turin).

Les jeunes du Nord avaient spontanément saisi ce changement. Dans leur effort permanent pour échapper à l'usine, ils avaient mûri la conviction que tout pouvait être remis en cause. Le gouvernement Tambroni menait une véritable opération de pacification sociale et de disciplinarisation, en réaction aux luttes de 1959. Dans l'imaginaire de la jeunesse, cela était perçu comme un acte autoritaire de plus. Sans s'être encore réellement associés aux luttes de ces nouvelles générations d'immigrés, les jeunes du Nord leur avaient pourtant déjà manifesté quelques signes de solidarité : à Turin, par exemple, où des groupes d'étudiants catholiques s'étaient ralliés aux piquets de grève en agitant l'évangile sous les yeux des forces de police. Un film comme *La dolce vita* de Fellini avait magistralement donné à voir la face « corrompue » de la bourgeoisie ; *L'Équipée sauvage,* avec Marlon Brando, montrait un modèle possible de transgression ; la musique d'Elvis Presley rythmait les changements des corps et de la sexualité. Finies les « bandes » d'amis dans les quartiers désintégrés par la spéculation immobilière, pour la première fois à Milan une « bande » se constitue à l'échelle de la ville : les terribles et fugaces « teddy boys[27] ».



Yankee go home

Ruggero Zangrandi avait décrit dans son *long Voyage à travers le fascisme*[28] le terrible parcours qui avait mené une fraction importante des jeunes étudiants fascistes à rejoindre la Résistance partisane. Huit ans plus tard, en reconstituant, en plein 68, les différentes phases des comportements de la jeunesse d'après-guerre, il se demandera comment avait bien pu naître de la génération des années 1950, globalement désengagée et aspirant à l'intégration, « le premier frémissement de révolte politique et civile, allant même jusqu'à la violence. Comment avaient surgi ces "maillots rayés" qui, sans qu'on sache exactement d'où ils venaient (certainement pas tous des organisations antifascistes officielles) avaient "fait" juillet 1960, ce mouvement de rue qui à partir de Gênes s'était propagé partout sous des formes anomales, non traditionnelles. Et le plus singulier fut que, tout comme on n'avait su déterminer la provenance de ces jeunes en marinière, on en perdit immédiatement la trace[29] ».

Comme le suggère le récit de Danilo Montaldi, bon nombre de méthodes et d'instruments d'analyse pouvaient, même en toute bonne foi, induire en erreur et en simplification. Car ces formes anomales de révolte allaient se répéter régulièrement au cours des années suivantes, selon des modalités diverses. Les « événements de la piazza Statuto » à Turin, et plus tard la contestation *beat* et la

26. Le terme *hinterland* désigne les marges de la ville et de la banlieue qui, sous l'effet de l'industrialisation, s'étirent en gagnant sur des territoires qui relevaient autrefois de la campagne.
Le terme *corea* désigne des habitations « autoconstruites ». Elles surgissent dans les années 1950 et 60 sur des terrains vendus à la découpe par des propriétaires fonciers, sous l'œil bienveillant de l'administration communale, incapable de faire face à la crise du logement. De nouveaux quartiers prennent ainsi forme autour de Milan. Ces habitations seront progressivement « régularisées » par l'administration. Elles donneront son titre à l'enquête de Danilo Montaldi et Franco Alasia, dont la préface figure au chapitre 2 (p. 56 *sqq*). « La maison pousse comme un cube de ciment, mais ce que l'on voit du dehors n'est pas significatif ; la maison part de la cave, c'est la cave qui permet de construire la maison, car elle est louée tout de suite à une famille qui n'a pas l'argent pour s'en construire une. L'année suivante si tout va bien, l'immigré aura construit un étage, où il ira habiter immédiatement », *Milano, Corea. Inchiesta sugli immigrati*, Feltrinelli, 1960 (rééd. Donzelli, 2010).
27. On a appellé « teddy boys » des groupes de jeunes gens apparus brièvement en 1960-61 dans plusieurs villes du Nord de l'Italie. Provenant pour la plupart des quartiers périphériques, ils reprenaient dans leur tenue vestimentaire certains éléments (blouson de cuir noir, jeans, foulard) du film *L'Équipée sauvage* [*The Wild One*, de László Benedek sorti en Italie en 1954 sous le titre *Il selvaggio*]. Curieusement, leur nom est emprunté à une bande de jeunes anglais qui pratiquait au contraire une élégance de type classique-edwardien [N.d.A.].
28. Ruggero Zangrandi, *Le long Voyage à travers le fascisme* [1962], Robert Laffont, 1963.
29. Ruggero Zangrandi, *Perchè la rivolta degli studenti*, Feltrinelli, 1968.

manifestation où fut tué Giovanni Ardizzone à Milan sont autant d'expressions du retour périodique des exigences portées par juillet 1960[30].

Les vicissitudes de la révolution cubaine commençaient à influencer notablement l'imaginaire de la jeunesse, à commencer par ses secteurs les plus politisés. En 1961, Kennedy avait appuyé une expédition anti-castriste menée par des dissidents contre les révolutionnaires cubains. La tentative avait échoué à la Baie des Cochons et les agresseurs avaient été anéantis. L'image de Kennedy, homme de paix et promoteur d'une « nouvelle frontière » dans les relations politiques internationales, en était sortie fortement dégradée. La situation internationale commençait à être très tendue. La RDA avait érigé en une nuit le mur séparant en deux la ville de Berlin, la rencontre historique entre Khrouchtchev, Kennedy et Jean XXIII avait tenté de redonner consistance à la « coexistence pacifique », tandis que le visage serein et énigmatique (fascinant comme celui de la Joconde, diront les journalistes) du Soviétique Gagarine, premier homme dans l'espace, suscitait l'enthousiasme et la promesse d'imaginaires futurs. À la veille de la naissance du centre-gauche[31], l'affaire des missiles éclate à Cuba. Les Américains accusent les Soviétiques d'avoir implanté des missiles dans l'île et imposent le blocus. La crise est très grave, la guerre semble imminente.

Certaines sections de base du PCI appellent à une manifestation de protestation à Milan. La police n'autorise qu'un rassemblement piazza Santo Stefano, mais la rage et l'exaspération provoquées par ces restrictions donnent lieu à un cortège spontané de 3 à 4 000 personnes qui traverse la piazza Fontana, et investit la piazza Duomo. Il se compose majoritairement d'étudiants-travailleurs, de jeunes prolétaires et de militants ouvriers des quartiers Nord. Des slogans virulents contre les USA sont scandés sur des cadences caribéennes : « *Cuba sì, Yankee no* » ; ondulation du cortège et reprise du parcours ; en tête, des militants aguerris des sections ouvrières « menacent » au mégaphone : « le premier qui rompt les cordons, je l'assigne aux prud'hommes. » Jeans, montgomery, imperméables en vinyle, drapeaux rouges et drapeaux cubains, en ce samedi d'automne milanais, les passants sur les côtés regardent stupéfaits, comme le raconte un témoin :

« Tout le monde avait à présent la sensation qu'il y aurait des affrontements avec la police, et quand nous l'avons vue se mettre en rangs au centre de la place et bloquer les voies de sortie, il y a eu une petite débandade. Mais ensuite, au moment de la charge, de nombreux groupes compacts se sont formés sous les arcades de la via Mengoni et de la via Mercato. À cette époque, la police n'avait pas les instruments raffinés qu'elle a maintenant. À la place des grenades lacrymogènes, ils avaient des sortes de boîtes, comme des canettes de bières, ils les lançaient en les faisant rouler. Alors, avec des foulards sur le visage pour se protéger du gaz, c'était presque un jeu de les ramasser et de les retourner à l'envoyeur, d'autant qu'elles ne brûlaient pas les mains comme les grenades actuelles. Les policiers n'avaient pas encore de boucliers, et leurs matraques étaient beaucoup plus courtes que celles d'aujourd'hui. Ils craignaient l'affrontement physique parce que souvent, les ouvriers de Breda ou de Falck descendaient dans la

rue avec leur casque et leurs gants de travail et quand ils cognaient, c'était chaud. Même leur armement était dépassé: comme fusils, ils avaient des 91/38, ils se servaient de la crosse comme d'une matraque. Mais ils préféraient charger avec les camionnettes. Souvent ils paniquaient et ils tiraient des coups de feu, c'est aussi pour cela qu'il y a eu tellement de manifestants assassinés pendant ces années-là. Quoi qu'il en soit, le jour d'Ardizzone, on avait repoussé la police pendant trois ou quatre heures. Giovanni Ardizzone a été tué justement par une de ces camionnettes qui faisaient le "carrousel [32]" au ras des trottoirs bondés de gens. Après les premiers affrontements, les policiers ne sortaient plus des camionnettes, parce qu'à pied ils s'étaient déjà pris un sacré paquet de coups. Sur les jeeps lancées à toute vitesse, certains d'entre eux en tenaient un autre par la ceinture, qui était penché hors de la jeep et faisait tournoyer sa matraque. Comme ça, celui qu'il arrivait à choper, il lui cassait les dents ou la tête. La technique de contre-attaque, c'était de prendre des tubes Innocenti[33] (il y avait des travaux sur la place) et en les tenant à deux ou trois, de les enfiler dans la cabine du conducteur lorsque les camionnettes passaient. Si la camionnette faisait une embardée – et c'est arrivé souvent – on sautait sur les occupants et on leur mettait sur la gueule. À un moment donné les militants les plus âgés voulaient qu'on cesse l'affrontement, mais nous on ne s'est pas arrêtés et on a continué jusqu'au soir, quand est arrivé le bataillon Padova avec les grosses jeeps surélevées contre lesquelles on ne pouvait rien faire. En plus de la mort d'Ardizzone, il y a eu beaucoup de blessés, et la nuit on a posé un panneau pour changer le nom de la via Mengoni en "via Giovanni Ardizzone, assassiné par la police". Mais le Parti a refusé de faire une campagne de contre-information sur cet homicide. Il y avait le centre-gauche, et le PCI voulait devenir un interlocuteur privilégié sur le nouvel échiquier politique. Au procès, les juges ont conclu qu'Ardizzone avait été tué accidentellement par la foule en fuite, et le Parti, de fait, a entériné cette version. À la fin de l'année, j'ai quitté le Parti. »

Voici ce qu'écriront peu après Grazia Cherchi et Alberto Bellocchio dans les *Quaderni piacentini*[34] :

30. Sur les événements de la piazza Statuto, voir le chapitre 3 (p. 134 *sqq.*) ; sur le mouvement *Beat*, voir le chapitre 2 (p. 73 *sqq.*). La manifestation du 27 octobre 1962, au cours de laquelle fut tué Giovanni Ardizzone est évoquée dans les pages qui suivent.
31. En décembre 1963, Aldo Moro forme le premier gouvernement dirigé par la Démocratie chrétienne avec la participation de ministres socialistes.
32. Le terme *carosello* (littéralement « manège ») désigne une technique policière qui consiste à charger circulairement, à bord de véhicules, des manifestants pour les disperser et si possible leur casser la figure.
33. Tubes pour la construction des échafaudages, du nom de l'entreprise métallurgique qui les a brevetés dans les années 1930.
34. Grazia Cherchi et Alberto Bellochio, « Appunti per un bilancio delle recenti manifestazioni di piazza », *Quaderni piacentini* n° 6, décembre 1962. [N.d.A.] Les *Quaderni piacentini* sont l'une des plus importantes revues des années 1960. Fondés à Plaisance, d'abord tirés à 250 exemplaires, leur succès culmine en 1968 dans le contexte du mouvement étudiant avec la diffusion de quatre fascicules (n°s 33-36) dont l'article de Guido Viale, *Contre l'université*,

« Jusqu'il y a quelques années, les manifestations de protestation étaient menées par des ouvriers et des paysans (les rares intellectuels présents avaient tout au plus une fonction ornementale) [...]. L'us et l'abus de ces énergies par les directions politiques [des partis de gauche, N.d.A.] et les coups de matraques de la police de Scelba ont épuisé ce potentiel humain. Les manifestations de rue ont été progressivement désertées : ceux qui continuaient à y participer le faisaient par fidélité mélancolique et par sens du devoir.

Pourtant, pendant ce temps, une "armée de réserve" était en train de gagner en conscience et en combativité.

Les étudiants commencèrent leur apprentissage en se rangeant par esprit de solidarité aux côtés des manifestations ouvrières. Au début ce ne sont que de maigres groupes, pas toujours accueillis avec bienveillance par les ouvriers qui s'en méfient à la fois d'instinct (du fait de leur origine de classe) et à cause du traitement de faveur que leur réserve, non sans ruse, la police. C'est lors des événements de juillet 1960 qu'ils commencent à faire entendre leur voix. Progressivement ils participent à l'agitation aux côtés des plus jeunes générations d'ouvriers (immigrés ou non). Ce poids nouveau des étudiants dans les manifestations de rue est salué par le changement des méthodes policières à leur encontre. Une fois perdue l'illusion que ces jeunes, après quelques inévitables "enfantillages", allaient se calmer et retourner grossir les rangs de la bourgeoisie pacifique, la police leur réserve à présent le même traitement qu'aux ouvriers : elle les frappe sans merci pour les terroriser, cherchant à leur laisser des marques sur le visage pour leur faire passer l'envie de s'y frotter. Pendant la semaine décisive de Cuba, les "désordres" ont été, pour leur immense majorité, organisés par des étudiants. Certains d'entre eux sont arrivés là par hasard. Mais par un effet de la violence policière, c'est délibérément qu'ils reviendront les jours suivants.

Ces jeunes n'ont rien de commun avec ceux qui, en Angleterre par exemple, participent aux manifestations contre la bombe atomique à l'appel de Bertrand Russell. Il ne s'agit pas d'une classe bien ordonnée de citoyens avec "le sens des limites" [...].

Ce n'est pas un hasard si on qualifie aujourd'hui d'extrémistes ceux qui manifestent pour la paix. Peut-on manifester "en ayant le sens de certaines limites" quand on sait qu'en de semblables circonstances la police a tué, depuis 1945, des centaines de citoyens et en a blessé 5000 ? Qualifier donc d'extrémistes ceux qui manifestent, accepter ce terme derrière lequel Taviani [alors ministre de l'Intérieur, N.d.A.] s'abrite pour oblitérer la question du désarmement de la police et refuser la responsabilité du sang répandu, ce n'est pas tant qualifier négativement ces événements qu'en reconnaître la portée révolutionnaire [...]. »

Comme on peut le constater, certaines questions comme le désarmement de la police, l'unité ouvriers-étudiants, la nouvelle composition des luttes, la solidarité internationaliste, la séparation qui s'amorce entre la pratique de la rébellion violente et l'aire de la contre-culture pacifiste, étaient déjà bien présentes en cette lointaine année 1962 !

Une génération d'intellectuels compétents et auto-marginalisés

Il nous faut maintenant revenir à la seconde moitié des années 1950. Staline est mort depuis trois ans et son successeur, Khrouchtchev, dans un rapport fameux présenté au XXe congrès du Parti communiste d'Union Soviétique (PCUS), révèle ses errances et ses crimes. La référence à « l'État-guide » (l'Union Soviétique) et à son héroïque dictateur qui avait défait le nazisme, avait été un formidable facteur de cohésion pour les militants communistes italiens. La destruction de ce mythe va jusqu'à remettre en cause l'« infaillibilité » du Parti. Si les ouvriers communistes serrent les dents par discipline militante, les intellectuels organiques (c'est-à-dire ceux qui sont subordonnés aux directives du Parti) entrent en crise.

L'intervention des chars soviétiques en Hongrie, qui survient au même moment, vient encore compliquer l'émergence d'un processus critique. Dans un pays « frère » et socialiste, les ouvriers se sont révoltés contre des conditions de vie insupportables : il s'agit d'une révolte des ouvriers communistes contre le Parti et l'État socialiste[35]. Le choc est énorme ; la presse bourgeoise souffle sur les braises, les militants sont anéantis. Le PCI parle d'un complot américain organisé par l'Autriche voisine. Des centaines d'intellectuels quittent le Parti communiste. Le Parti socialiste rompt le pacte d'unité et d'action qui l'avait jusqu'alors lié au PCI[36]. Mais de nombreux intellectuels du PSI vont au-delà, et entreprennent une longue réflexion critique sur la fonction du parti, sur le rapport entre le parti et la classe, entre une structure hiérarchique et le vécu des militants de base.

C'est alors qu'apparaît cette génération d'intellectuels qui sera à l'origine des revues des années 1960, et qui va former une classe politique nouvelle, étrangère à tous les conditionnements institutionnels. Elle travaille à l'élaboration d'une

dont il sera question aux chapitres 4 et 5. Parmi les collaborateurs de la revue, on trouve Franco Fortini, Sergio Bologna, Goffredo Fofi, Luciano Amodio, Edoarda Masi, Alberto Asor Rosa, Francesco Ciafaloni... Voir *Prima e dopo il '68. Antologia dei* Quaderni piacentini, Minimum fax, 2008.

35. Franco Fortini (1917-1994), l'une des figures majeures du paysage intellectuel et littéraire italien de l'après-guerre, écrira en 1963 : « 23 octobre 1956, à Budapest. Étudiants et ouvriers manifestent contre la subordination de la Hongrie à l'Union Soviétique. La statue de Staline est abattue. Sur la place du Parlement, la police politique ouvre le feu. Pendant cinq jours on combat dans les rues. On force les prisons des politiques. L'armée hongroise aide et arme les révoltés. [...] Les ouvriers demandent le contrôle ouvrier dans les usines, le *Soviet*. Ils obtiendront au contraire les soldats soviétiques. » *Tre testi per film*, éd. Avanti ! Ce texte devait accompagner un montage d'archives de Cecilia Mangini intitulé *La Statua di Stalin*.

36. En 1948, le Parti socialiste italien s'était présenté aux élections législatives au sein d'un « Fronte Popolare », avec le PCI dont il dépendait largement sur l'échiquier politique. En 1956, ce pacte d'action vieux de 22 ans est rompu et le PSI s'oriente vers une politique d'alliance avec la Démocratie chrétienne (gouvernement Moro de 1963, dit de « centre-gauche »).

culture marxiste critique, prendra le parti des comportements de base contre l'hégémonie des directions politiques et syndicales, et se servira de l'enquête sur la mémoire et la subjectivité ouvrière pour lire les transformations du capital. Cette génération, qui sera active tout au long des années 1960, est entièrement faite d'enfants de 1956.

Dans ce paysage, Danilo Montaldi est une figure hors-normes. Il ne vient pas du PCI ; en revanche, il est un point de référence pour les groupes internationalistes qui se sont formés hors de la III[e] Internationale, à la fin des années 1920, après la sortie de Bordiga du PCd'I[37]. Dans l'Italie d'après-guerre, ces groupes n'ont jamais eu le moindre espace politique. Considérés par le PCI comme à peine plus que des provocateurs (Togliatti ira jusqu'à censurer les *Cahiers de prison* de Gramsci pour pouvoir continuer à nier qu'il avait été exilé avec Bordiga), leurs membres sont en réalité des lecteurs très attentifs du marxisme et du léninisme des origines, avant que les différents partis de la III[e] Internationale ne les dénaturent. Ce sont également des analystes fins et attentifs des transformations du capital, de sa capacité à adopter des formes « révolutionnaires » et à déterminer les comportements ouvriers, tout en étant lui-même continuellement redéfini par eux.

Montaldi a fait connaître en Italie *Socialisme ou Barbarie, Tribune ouvrière, Solidarity*, etc. Autant dire le meilleur de la recherche à cette époque sur la réalité de la condition ouvrière. Lui-même a contribué de manière importante à faire connaître la littérature autobiographique d'usine (*Militanti politici di base*) et l'« école de la rue » des classes subalternes (l'extraordinaire *Autobiografie della leggera*[38]). Toute son œuvre est une longue plongée dans la subjectivité, en tant qu'elle est un instrument de connaissance de l'histoire et de la vie de la classe. Sa démarche de chercheur et de militant croise continuellement celle des intellectuels militants en crise dans les partis historiques de la classe (PCI et PSI), en particulier les futurs dissidents du PSI que sont Raniero Panzieri et Gianni Bosio, qui fonderont plus tard respectivement les *Quaderni rossi* et l'Institut De Martino[39].

De Tronti à Rieser, de Lanzardo à Asor Rosa, des jeunes Cacciari, Bologna, Negri à Foa, Alquati, etc., la fine fleur de l'intelligence politique du moment (qu'elle se situe hors des partis historiques du mouvement ouvrier ou qu'elle soit simplement critique à leur égard) participera à l'expérience des *Quaderni rossi*. Les premières expériences des organisations autonomes de base (*Il Potere operaio* de Pise, *Potere operaio* de Vénétie et d'Émilie, *Gatto selvaggio, Potere operaio* de Gênes, etc.) s'imprègnent de ces recherches novatrices. Par-delà les « scissions » à venir, l'histoire des revues révolutionnaires tient, avec les *Quaderni rossi*, le grand chêne qui étend ses branches sur la culture politique des années 1960.

À l'origine de l'opéraïsme : les *Quaderni rossi*

Pour cette importante diaspora d'intellectuels qui se sont éloignés des partis de gauche après les « événements de 1956 », la naissance des *Quaderni rossi* constitue une expérience centrale. Il serait pourtant faux de la réduire, avec ce qu'elle

comporte d'élaborations théoriques, à un épisode – même important – de dissidence intellectuelle. Car très rapidement, elle agrège de nombreuses réalités du monde ouvrier ou de la jeunesse, qui témoignent de l'urgence de procéder à un réexamen à la fois plus profond et plus concret de la condition ouvrière et prolétaire. En effet, l'organisation du capital et la composition de la classe ouvrière[40] s'étaient profondément modifiées, et ni les syndicats ni les partis de gauche ne semblaient – et c'était le cas – en avoir réellement saisi la portée. Au début des années 1960, il devient politiquement irréfutable qu'une phase importante du processus de développement capitaliste est parvenue à son terme. Cette restructuration productive et technologique touche en premier lieu les industries et les secteurs de pointe (c'est ce qu'on appellera la « question septentrionale »), mais elle affecte également la dynamique de la société italienne dans son ensemble. Elle repose principalement sur la diminution progressive des activités agricoles et l'extension des secteurs industriel et tertiaire. Le visage du pays, sa texture sociale, se sont fondamentalement transformés.

« Ce développement s'était appuyé sur une relative stagnation des salaires. Entre 1953 et 1960, alors que l'indice de rendement du travail passait de 100 à 140,6, l'indice de rétribution du travail salarié passait de 100 à 108,9. Ces chiffres un peu abstraits dissimulent toute la portée dramatique de la défaite du mouve-

37. Le Partito comunista d'Italia (PCd'I) est fondé en 1921 sous l'impulsion d'Amadeo Bordiga, à partir d'une scission du PSI. Adhérent à la IIIe Internationale communiste, il est interdit par le régime fasciste. Lorsque Bordiga et Gramsci sont envoyés en confinement sur l'île d'Ustica, c'est Togliatti (élu en 1927) qui dirige depuis Moscou le parti en exil. Bordiga est exclu en 1930 pour « trotskysme », et lorsque Staline dissout la IIIe Internationale en 1943, le parti en exil prend le nom de PCI, sous lequel il apparaîtra après-guerre. Lire à ce propos Philippe Bourrinet, *Le Courant bordiguiste 1919-1999, Italie, France, Belgique*, éditions left-dis, Zoetermeer, 2000.

38. Danilo Montaldi, *Autobiografia della leggera*, Einaudi, 1961 ; *Militanti politici di base*, Einaudi, 1971.

39. Des *Quaderni rossi*, il sera question dans le texte qui suit. De Gianni Bosio et l'Institut De Martino, il sera largement question au chapitre 2 – *Cesare Bermani : Le Nuovo canzoniere italiano, la chanson sociale et le « mouvement »*, p. 87 *sqq.*

40. L'analyse en termes de « composition de classe », notion centrale de l'opéraïsme, porte sur le rapport dynamique entre d'une part la « composition technique » de la classe ouvrière, c'est-à-dire les modalités de l'exploitation du travail vivant dans le processus productif, et de l'autre la « composition politique » de la classe, c'est-à-dire la subjectivité et les comportements ouvriers – auxquels elle accorde une attention primordiale, dans une perspective révolutionnaire. Sur cette notion, qui trouve sa source chez Marx au Livre I du *Capital*, voir la suite de ce texte, ainsi qu'au chapitre 6 – *Les Comités Unitaires de Base (CUB) : la classe ouvrière comme sujet* (p. 271 *sq.*), et *Sergio Bologna : 68 en usine* (p. 285 *sqq.*), et l'ensemble du chapitre 8 (p. 365 *sqq.*). Voir aussi Yann Moulier-Boutang, « L'opéraïsme italien : organisation/représentation/idéologie ou la composition de classe revisitée », *Le Philosophe et le gendarme*, vlb éditeur, 1986.

ment ouvrier et syndical des années 1950, qui avait connu son apogée justement à la FIAT[41]. » La reprise des luttes ouvrières à la fin des années 1950 oblige même une centrale aussi étroitement liée au Parti que la CGIL à rouvrir un débat sur ce que seraient les fonctions d'un syndicat moderne. On en revient à parler, aussi timidement que ce soit, d'« unité syndicale », et de la nécessité pour le syndicat d'être autre chose que la « courroie de transmission » de la volonté hégémonique du « Parti ».

C'est au cœur de cette crise de l'analyse des transformations productives et des formes de la représentation que s'engage, non sans quelques turbulences, un mouvement de « révision » des instruments de la théorie et de la pratique politiques jusqu'alors en usage. Mais des conflits et des transformations profondes sont également en train de se jouer à l'intérieur de l'État. La frange « avancée » du système des partis commence à intégrer les exigences de « programmation » du néocapitalisme, et invite avec insistance les syndicats à s'asseoir à la table « déjà dressée » de la « planification du développement ». C'est cette même frange technocratique qui pousse à une modification du cadre politique et fait le pari du centre-gauche. C'est elle qui choisit comme interlocuteurs les syndicats les moins antagonistes, ceux qui sont les plus éloignés du développement et sont donc disposés à troquer l'insubordination ouvrière contre quelques concessions de la partie adverse, patronale et gouvernementale (la « politique des revenus[42] », c'est-à-dire la monétisation des luttes). Comme si le syndicat, écrira Vittorio Foa (l'un des fondateurs des *Quaderni rossi*), était responsable des « travailleurs devant l'État », et non pas, comme c'est sa fonction, « devant les travailleurs ».

« Il s'agissait donc d'un ultimatum, adressé expressément au syndicat – et audelà, à l'ensemble du mouvement ouvrier – sommés de choisir entre un maximalisme stérile et la participation au "développement" capitaliste[43]. » De fait, le PSI relèvera le gant, bercé par l'illusion que l'État était une sorte de *no man's land* dont il était possible de s'emparer pour en déterminer l'orientation stratégique en matière de « développement ». Et c'est sur cette divergence de choix stratégique – en même temps que sur le grand trauma de 1956 – que s'enracine au sein de la gauche socialiste le profond désaccord qui mènera d'un côté à la naissance du centre-gauche, et de l'autre à l'émergence de la gauche extraparlementaire.

Mais le débat qui éloigne les intellectuels de la gauche socialiste (ainsi que beaucoup de cadres de la FIOM et de jeunes du PCI) de leurs hiérarchies respectives n'est pas strictement d'ordre « politique » et n'est pas seulement affaire de perspectives générales : les analyses et les « outils théoriques » utilisés pour lire les modifications survenues dans la composition de la classe ouvrière divergent eux aussi radicalement. Car le « développement » a modifié non seulement l'aspect mais aussi la substance même des travailleurs des grandes firmes. L'analyse de ces transformations constitue un des éléments centraux du débat qui agite le syndicat. Dans les « thèses préparatoires » au congrès du PSI sur la FIAT[44], en janvier 1961, on lit : « On peut, par exemple, identifier les forces nouvelles qui s'expriment chez les ouvriers spécialisés et qualifiés [...] notamment parce que le progrès technologique conduit à leur

valorisation professionnelle ; chez les jeunes ouvriers, surtout s'ils sont spécialisés, et même dans les cas où ils sont issus de l'école FIAT ou d'organisations catholiques ; chez les techniciens, surtout chez les jeunes techniciens qui, en raison des fonctions toujours plus complexes qu'ils occupent, sont directement concernés par les problèmes que posent le progrès technologique et la gestion de l'entreprise [...]. » Mais c'est surtout sur l'introduction dans l'usine de dizaines de milliers d'immigrés méridionaux que se porte l'attention. « Cire vierge », les immigrés « sont immédiatement jetés dans le processus de production[45]. Et ils contribuent de manière déterminante à généraliser une condition nouvelle, celle du nouvel ouvrier de type parcellaire, du préposé à la machine de troisième catégorie » : l'« ouvrier-masse » ainsi que le nommeront diverses productions théoriques ultérieures.

Les jeunes ouvriers spécialisés originaires du Nord, comme les immigrés méridionaux, se sont formés politiquement en dehors du mouvement ouvrier traditionnel. Ils sont étrangers à son histoire et à ses sédimentations, et ils sont extrêmement sensibles au climat social et culturel à l'extérieur de l'usine, dont ils proviennent. L'hebdomadaire *Mondo nuovo*, qui est alors l'organe de la gauche du PSI (il sera plus tard à l'origine du PSIUP, qui jouera un rôle politique important dans le développement de la nouvelle gauche[46]), se donne régulièrement pour tâche de définir les caractéristiques, la phénoménologie et les articulations du néocapitalisme, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Deux des articles du premier numéro des *Quaderni rossi* sont d'abord parus dans *Mondo nuovo* : l'éditorial de Vittorio Foa et l'analyse de Giovanni Mottura sur la lutte des 10 000 ouvriers des cotonneries du Val di Susa (en grande partie des femmes, et dont 10 % seulement émargent au syndicat).

41. Gianpiero Mughini, « Cronaca politica », *Cultura e ideologia della nuova sinistra*, Comunità, 1973.
42. Sur cette question, voir chapitre 2, note 1, p. 57.
43. Vittorio Foa, « La monarchia di luglio del capitalismo italiano », *Mondo nuovo* n° 29, 1962.
44. « Tesi di Giuseppe Muraro (Convegno del PSI sulla FIAT, gennaio 1961) », publié dans les *Quaderni rossi*, n° 1, septembre 1961.
45. « À partir de 1958-59, il y a trois ou quatre ans, de nouvelles strates d'ouvriers ont été massivement injectées dans l'usine [...]. La FIAT a besoin de "cire vierge", d'une main-d'œuvre de première embauche pour faire accepter ses systèmes de production », « Relazione di Romano Alquati sulle "Forze nuove" (Convegno del PSI sulla FIAT, gennaio 1961) », *Quaderni rossi*, n° 1, *op. cit.* Dans ce texte, au terme d'entretiens et de discussions avec des ouvriers PCI et PSI des Commissions internes de la FIAT et de « jeunes ouvriers non inscrits », Romano Alquati analyse les vagues successives d'embauche à la FIAT conjointement aux différentes phases de rationalisation engagée par l'entreprise depuis 1949, en tentant d'identifier « les forces "disponibles" pour une reprise des luttes ouvrières ».
46. Le Partito socialista italiano di unità proletaria naît en 1964, de l'opposition d'un certain nombre de militants socialistes à la participation du PSI au gouvernement Moro de centre-gauche. PSIUP avait été le premier nom du PSI entre 1943 et 1947.

Le groupe des *Quaderni rossi* est né à Turin, berceau du capitalisme italien et de son contrechamp ouvrier. Il évolue sous l'impulsion de Raniero Panzieri, et s'engage dans un processus de recherche qui porte à la fois sur le « plan du capital » et sur la physionomie de la nouvelle classe ouvrière[47]. Au groupe rédactionnel se joignent « des camarades qui militent au PSI, au PCI, ou dans aucun parti, à la CGIL ou dans aucun syndicat, qui proviennent d'expériences politiques diverses, mais qui adoptent une position commune face à la situation de la lutte ouvrière durant cette période[48] ». Les luttes de la « nouvelle classe ouvrière » avaient fondé leur université.

Déjà auparavant, un certain nombre de petits groupes avaient mené des expériences théoriques et politiques minoritaires au sein du mouvement ouvrier. Celle que l'on devait à Danilo Montaldi était particulièrement originale. À l'instar de beaucoup de rédacteurs des *Quaderni rossi*, Montaldi était reparti de la pensée et des pratiques de la « gauche communiste[49] » qui a plus à voir avec le communisme libertaire qu'avec la « forme parti » du léninisme classique. Ce courant plaçait donc au centre de son questionnement et de son action politique les comportements autonomes de la classe, et non les problèmes qui agitaient les groupes dirigeants.

Et c'est précisément l'investigation, la recherche, l'enquête ouvrière, qui orientent une partie importante du travail des *Quaderni rossi*. Au fondement de ce renouvellement de l'analyse, il y a ce que Romano Alquati (l'une des plus extraordinaires intelligences du moment) commence à nommer co-recherche (*conricerca*), et qui est une activité pratique de connaissance : « On commence donc par aller voir comment sont faites les usines et comment elles fonctionnent réellement, comment sont les ouvriers, comment est organisé le commandement dans l'usine, on commence à faire circuler le mot d'ordre justement de l'enquête ouvrière, faite avec les ouvriers, à partir de leur point de vue subjectif. Les objectifs de l'enquête et de la recherche consistent à produire à la fois de la connaissance et des pratiques, pour la lutte, pour que des initiatives se prennent à la base, en dehors (et souvent contre) la fonction de médiation des partis et des syndicats[50]. » Le va-et-vient entre l'analyse et l'expérience est une source d'enrichissement permanent aussi bien pour les intellectuels que pour les avant-gardes ouvrières. Il permet surtout à la théorie de se renouveler et de gagner continuellement en complexité, en incorporant les comportements réels de la classe, plutôt que d'imposer au mouvement réel ses propres catégories.

L'expérience des *Quaderni rossi*, bien que contrariée et souvent dépréciée par les partis, devient un modèle qui se diffuse rapidement. Des groupes analogues se constituent dans d'autres grandes villes industrielles, à Milan, à Venise (Porto Marghera), à Rome, où une bonne partie de la section universitaire du PCI se réfère à l'expérience du groupe turinois.

Panzieri est une source inépuisable d'hypothèses de recherche. Dans un premier temps, il est question de mener une enquête aux côtés du syndicat, en lien avec des militants de base, des ouvriers, des syndicalistes[51]. Il est notoire qu'à ce moment la FIOM, par exemple, est en train d'ouvrir un débat sur sa fonction politique et

organisationnelle, mais chacun a aussi en tête que la plupart des luttes se déterminent alors de manière « autonome », en dehors du PCI et du syndicat, qui sont perpétuellement contraints à essayer de reprendre la main.

Mais après les événements de la piazza Statuto[52], même ce type de collaboration informelle deviendra impossible. « Il n'y a plus rien à faire, le Parti est complètement bureaucratisé, le syndicat est complètement bureaucratisé, les hypothèses de renouvellement que certains dirigeants continuent à mettre en avant sont pleines d'ambiguïtés. Loin de s'orienter vers un nouveau cycle de luttes, elles restent totalement dictées par des objectifs de récupération et de contrôle. » Il est donc nécessaire de chercher d'autres voies, d'affiner les instruments théoriques, de consolider les liens avec la nouvelle classe ouvrière.

« Lire *Le Capital* devient le problème fondamental. C'est le cœur de la méthode nouvelle qui s'expérimente à ce moment. Lire *Le Capital*, cela veut essentiellement dire lire le Livre I, c'est-à-dire les chapitres sur les machines et le chapitre sur la grande industrie. La thèse fondamentale qui en ressort, c'est que nous sommes désormais entrés dans la phase de la grande industrie telle que Marx l'a décrite, et qu'à partir de cette définition générale, il s'agit de reconstruire les catégories de l'intervention, les catégories de la lutte, en des termes qui soient justement adéquats. »

L'usage créatif, non idéologique de Marx, devient l'arme méthodologique fondamentale de la « co-recherche ». « On va regarder précisément si ces catégories marxiennes sont encore opérantes dans le cadre d'une pratique politique, si elles correspondent encore à l'état actuel, déterminé, du développement capitaliste, si elles permettent de comprendre l'exploitation en des termes adéquats. Eh bien je crois qu'en effet, ce travail a été d'une importance fondamentale. Quelle est la

47. Sur la conception du plan par Raniero Panzieri, voir le texte suivant. On peut lire aussi ce qu'en dit Mario Tronti dans « Le plan du capital », *Ouvriers et Capital*, *op. cit.*
48. Giampero Mughini, « Cronaca politica », *Cultura e ideologia della nuova sinistra*, *op. cit.*
49. Sur la gauche communiste et Danilo Montaldi, voir également *Histoire critique de l'ultra-gauche*, *Trajectoire d'une balle dans le pied*, Senonevero, 2009.
50. *Quaderni rossi* n° 2, juin 1962. Les écrits de Romano Alquati (1935-2010) ne sont pas traduits en français. Une anthologie de ses textes, parus dans les revues *Quaderni rossi* et *classe operaia*, a été publiée aux éditions Feltrinelli en 1975 : *Sulla FIAT e altri scritti*. Sur son parcours et sa contribution à l'enquête comme méthode de travail politique, on peut lire « Intervista a Romano Alquati » *in* Francesca Pozzi, Gigi Roggero, Guido Borio, *Gli operaisti*, DeriveApprodi, 2005.
51. Bien qu'il ne soit formellement cité que plus bas, le passage qui suit comporte de larges extraits (parfois légèrement récrits) du texte d'Antonio Negri *Dall'operaio massa all'operaio sociale*, Multhipla, 1979, réédité avec le sous-titre *Intervista sull'operaismo*, Ombre corte, 2007. Nous avons choisi de réintroduire les formulations originelles du texte de Negri là où elles nous semblaient éclairer le propos.
52. Toni Negri dans son texte situe plutôt ce moment de rupture aux émeutes de Gênes en juillet 1960.

découverte qui se trouve à son fondement ? À la base, il y a cette découverte que *Le Capital*, et l'œuvre de Marx en général, sont des œuvres qui représentent le point de vue ouvrier. C'est-à-dire que *Le Capital* n'est pas ce *panettone*[53] qui contiendrait une théorie objective du développement capitaliste : il est la science de l'antagonisme de classe tel qu'il existe à chaque stade du développement capitaliste. Chercher à saisir le noyau, la cellule fondamentale d'une formation historique donnée du capital revient à chercher l'antagonisme fondamental qui est à la base de la société bourgeoise, de la société du capital.

Mais cela ne suffit pas : le problème, c'est que les catégories mêmes du capital sont immédiatement prises dans le rapport d'exploitation, en tant qu'il se représente subjectivement du point de vue de la classe, du point de vue des sujets ; donc les catégories du capital dans la mesure même où elles expliquent le développement capitaliste, expliquent la synthèse forcée qui s'impose à une lutte toujours ouverte. Mettre à jour, à l'intérieur du développement capitaliste, et à l'intérieur de l'usine moderne en particulier, le rapport de commandement en tant qu'il s'articule au rapport de travail, mettre en lumière la lutte comme élément permanent et fondamental du développement du processus de production – et du processus de travail en particulier : voilà ce qui suscite le grand enthousiasme des camarades. On découvre que ces usines dans lesquelles on croyait qu'il ne se passait rien sont au contraire le lieu d'une conflictualité extrêmement profonde, que le capital doit réprimer en permanence. On découvre que le problème n'est absolument pas (comme l'affirmaient toutes les idéologies en vogue à l'époque) celui de l'intégration de cette classe ouvrière, mais que cette classe ouvrière était simplement assujettie, soumise à des formes on ne peut plus violentes de répression, lesquelles (et c'est le second point absolument fondamental) n'étaient pas sans lien avec la modalité même du travail : elles étaient complètement inhérentes au contraire au processus de production. Il devenait impossible de distinguer le commandement du processus de valorisation. Le commandement et le processus de valorisation étaient une seule et même chose. On découvrait que la violence, c'était la violence du rapport de production capitaliste ; que la résistance se jouait sur la chaîne de production, là où chaque acte de production était dicté par la machine et par l'ensemble des éléments de commandement qui déterminaient la position de l'ouvrier à l'intérieur de l'usine. La méthode était donc la suivante : il fallait découvrir la vérité de la synthèse capitaliste à travers l'émergence de la résistance ouvrière. C'était la lutte qui, à chaque instant, expliquait la structure objective du capital en tant qu'il était lutte, c'étaient tous les moments de refus, de rébellion, de sabotage qui révélaient jour après jour comment était organisé le pouvoir du capital dans l'usine. Lire en ces termes *Le Capital* – et l'œuvre de Marx en général – devenait une arme puissante pour l'interprétation des faits. »

Dans ce témoignage de Toni Negri, on peut déjà identifier quelques-uns des moments politiques et théoriques qui influenceront toutes les expériences à venir. Mais à la lecture de ces réflexions, on mesure aussi à quel point ce modèle de recherche et d'intervention était inconciliable avec les stratégies du PCI et du

syndicat. L'un comme l'autre continuaient en effet à considérer avec confiance le développement des forces productives comme les prémices d'une future société socialiste. Le problème de la condition ouvrière était donc relégué dans la sphère des revendications économiques ou des « réformes de structure » – c'est-à-dire d'une stratégie qui visait à concilier le développement capitaliste avec les exigences ouvrières. Or, si l'on admet que seules la « *lutte continue*[54] » et l'insubordination ouvrière sont à même de « révéler » le processus réel d'exploitation et de domination (non seulement dans l'usine mais plus généralement dans l'ensemble de la société que le néocapitalisme tend à « planifier » et à organiser comme une entreprise productive), alors toute hypothèse de collaboration dans la gestion du « développement » devient impraticable, et tout doit être renvoyé à la conflictualité ouvrière, au mouvement réel et à son autonomie. Ce différend interprétatif prend plus de sens encore lorsque cette dynamique « spontanée » de luttes et de résistance est confrontée au problème de la technologie, ou du développement technologique. L'idée de progrès, et son dérivé l'« idéologie du travail », qui imprégnaient la classe politique communiste et le syndicat depuis la Reconstruction, continuaient en effet à assigner à la technologie une mission historique « objective », à laquelle il fallait se confronter mais qui pouvait toutefois tendanciellement libérer l'ouvrier du travail.

Panzieri conteste violemment cette position et, en partant de Marx, il se place directement sur le terrain du conflit politique. Mais ce n'est pas le Marx prophétique ou le théoricien de la philosophie qui l'intéresse : dans l'un de ses textes les plus fameux, *Sur l'usage capitaliste des machines dans le néocapitalisme*[55], c'est l'analyste et le sociologue du capitalisme avancé de son temps qu'il sollicite. Pour Marx, et plus encore dans l'interprétation nouvelle qu'en fait Panzieri, le développement technologique est tout entier contenu dans le développement capitaliste. La machine, la science, se détachent du producteur et deviennent une fonction du capital : « La machine ne libère pas l'ouvrier du travail, elle vide le travail de son contenu. » « Plus » de technologie signifie « plus » de capitalisme, la consolidation

53. Le *panettone* est une brioche fourrée de raisins secs et de fruits confits, traditionnellement consommée à Noël en Italie. « J'étais dans un endroit où on faisait la pâte, puis on la travaillait avec des outillages. Quand la pâte sortait, on mettait dessous des chariots de plastique, des espèces de grosses bassines. La pâte tombait dedans, nous il fallait qu'on y mette d'abord de la farine, et la pâte restait là à lever. Un jour, je lisais *Diabolik* à la pension, j'ai oublié d'aller au boulot. J'y ai pensé au dernier moment, je suis descendu quatre à quatre, j'ai pris le métro, je suis arrivé en retard… », Nanni Balestrini, *Nous voulons tout, op. cit.*

54. Avant de devenir le nom d'un groupe extraparlementaire, « *lotta continua* » sera le mot d'ordre de l'assemblée ouvriers-étudiants de la FIAT de Turin en 1969 pendant « l'Automne chaud ».

55. « Sull'uso capitalistico delle macchine nel neocapitalismo », *Quaderni rossi* n° 1, septembre 1961. Ce texte a été republié dans *Lotte operaie nello sviluppo capitalistico*, Einaudi, 1976, et traduit en français dans *Quaderni rossi, Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Maspero, 1968.

du capitalisme, une extension quantitative et qualitative de sa domination. Il n'existe pas un seul moment où l'ouvrier travaille « librement », pas un instant où la science (quelle qu'elle soit) se développe indépendamment du capital. Collaborer de quelque manière que ce soit au développement du « plan » capitaliste revient donc à s'en rendre complice y compris dans sa dimension la plus « despotique ».

Il apparaît clairement ici que le thème du « refus du travail » était déjà présent dans la radicalité du discours des *Quaderni rossi*, et que le corpus théorique aussi bien que la pratique politique permettaient déjà à l'époque d'envisager l'« autonomie ouvrière » non pas comme la réitération du vieux concept d'indépendance prolétarienne, mais comme la qualification communiste de cette indépendance.

Et c'est précisément autour des questions de l'auto-organisation de la classe ouvrière et du « refus du travail » que se consommera la scission dont sortira, comme nous le verrons, l'expérience de la revue *classe operaia*.

Après le XX[e] Congrès du PCUS, Panzieri cherche à gauche une issue à la crise du stalinisme, en refusant de se laisser enfermer dans la fausse alternative entre dogmatisme et réformisme. Il voit bien sûr dans la nouvelle orientation de Khrouchtchev une étape irréversible dans la voie qui mène au dépassement du stalinisme, condition indispensable d'un authentique renouvellement du mouvement ouvrier. Mais deux éléments contradictoires coexistent toutefois dans les thèses du XX[e] Congrès. Car si l'autocritique et la reconnaissance des erreurs du passé y sont incontestablement présentes, la réaffirmation des « voies nationales vers le socialisme » et de la démocratie socialiste ne permettent pas de remettre en cause les fondements mêmes de la déviation autoritaire du marxisme: la théorie de l'État-guide et celle du Parti comme dépositaire de la « vérité » révolutionnaire, et unique interprète légitime des intérêts des masses. La critique de Panzieri s'applique donc à désenchevêtrer l'instance de rénovation et le dogmatisme autoritaire, pour tenter d'en finir avec l'héritage persistant de l'ère stalinienne qui entrave le développement de la démocratie dans les institutions du mouvement ouvrier. Pour engager une véritable politique de renouvellement du mouvement ouvrier national, ce qui suppose que les positions puissent s'y confronter librement, il estime nécessaire de reconsidérer l'interprétation traditionnelle du capitalisme italien (qui absolutise ses goulets d'étranglement et ses incapacités structurelles) pour la mettre en adéquation avec la réalité du capitalisme contemporain, caractérisé par une forte augmentation de la production. Mais au-delà, l'aspect le plus préoccupant de la crise du mouvement ouvrier italien tient à la distance grandissante qui sépare les partis à la fois des travailleurs et de la structure de l'économie. Cette séparation progressive s'explique par la disjonction entre la tactique et la stratégie dans la politique des partis historiques: en renvoyant la question du *pouvoir* à un avenir vague et indéterminé, ils cèdent à un empirisme qui se refuse à affronter les problèmes fondamentaux de la construction du socialisme. Incapables de formuler la moindre proposition réelle sur les problèmes de la production, les partis ont abandonné l'usine aux syndicats. Et en faisant du Parlement leur terrain d'action privilégié, ils se sont éloignés des besoins et des contradictions de la classe ouvrière.

Raniero Panzieri : intégration et équilibre du système[56]

Il est évident qu'en validant pleinement les processus de rationalisation (considérés comme l'ensemble des techniques productives élaborées dans le champ du capitalisme), on oublie que c'est précisément le « despotisme » capitaliste qui prend la forme de la rationalité technologique. Dans l'usage capitaliste, ce ne sont pas seulement les machines qui sont incorporées au capital mais aussi les « méthodes », les techniques d'organisation, etc. Elles s'opposent aux ouvriers comme du capital, comme une « rationalité » extérieure. La « planification » capitaliste présuppose la planification du travail vivant[57]. Et plus elle s'efforce de se présenter comme un système de règles clos, parfaitement rationnel, plus elle est abstraite et partiale, prête à ne servir qu'une organisation de type hiérarchique. C'est le contrôle, et non la « rationalité », c'est le projet de pouvoir des producteurs associés[58] et non la planification technique, qui permettent d'établir un rapport adéquat avec les processus techniques et économiques dans leur ensemble.

En effet, si l'on considère d'un point de vue « technique », pseudo-scientifique, les nouveaux problèmes et les nouvelles contradictions qui surgissent dans l'entreprise capitaliste actuelle, il est possible de trouver aux nouveaux déséquilibres qui viennent à se former des solutions toujours plus « avancées » sans toucher à la substance de l'aliénation, en garantissant au contraire le maintien de l'équilibre du système. Les idéologies sociologiques et organisationnelles du capitalisme contemporain ont connu différentes phases, du taylorisme au fordisme, jusqu'au développement des techniques intégratives, *human engineering*, relations humaines, régulation des communications, etc. Elles visent précisément à mettre en adéquation de façon toujours plus complexe et raffinée la planification du travail vivant et les stades que les exigences de planification de la production ont progressivement atteints avec l'accroissement continu du capital constant. Il est évident que dans ce cadre, les techniques d'« information » tendent à prendre

56. Ce texte est extrait de « Sull'uso capitalistico delle macchine nel neocapitalismo », *art. cit.*
57. « Le capital a une unique pulsion vitale : se valoriser, créer de la survaleur, pomper avec sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de surtravail. Le capital est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant, et qui est d'autant plus vivant qu'il en suce davantage. » Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre VIII : « La journée de travail », PUF-Quadrige, 2009. Dans « Marx, force de travail, classe ouvrière », Mario Tronti soulignera : « Force de travail, travail vivant et ouvrier vivant sont des termes synonymes », *Ouvriers et Capital*, *op. cit.*
58. L'expression « producteurs associés » désigne chez Marx une société où le système des besoins et l'organisation du travail ne sont plus soumis au procès vital du capital. « Les producteurs associés – l'homme socialisé – règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges », Karl Marx, *Le Capital*, livre III, Éditions Sociales, 1977. Agnès Heller consacre à cette notion un chapitre de son livre *La Théorie des besoins chez Marx* [1976], 10/18, 1978.

toujours davantage d'importance : elles sont destinées à neutraliser la contestation ouvrière qui résulte directement du caractère « total » des processus d'aliénation dans la grande usine rationalisée. Bien sûr, l'analyse concrète se trouve devant des situations très disparates, liées à une quantité non négligeable de facteurs particuliers (disparités dans le développement technologique, diversité des orientations subjectives de la direction capitaliste, etc.). Mais ce qu'il nous importe ici de souligner, ce sont les vastes, les indéfinissables marges de « concession » possible (ou mieux : de « stabilisation ») dont dispose le capitalisme lorsqu'il fait usage des techniques « d'information » pour manipuler les comportements ouvriers. Il est impossible de déterminer la limite au-delà de laquelle l'« information » portant sur les processus productifs globaux cesse d'être un facteur de stabilisation pour le pouvoir du capital. Ce qui est certain, c'est que les techniques d'information tendent à restituer, dans la situation plus complexe de l'entreprise capitaliste contemporaine, cet « attrait » (satisfaction) du travail dont parlait déjà *Le Manifeste*[59].

L'extension des techniques d'information et de leur champ d'application, l'extension de la sphère des décisions techniques cadrent parfaitement avec la « caricature » capitaliste de la régulation sociale de la production. Il convient donc de souligner que la « conscience de produire » n'opère en aucun cas le renversement du système, que la participation des travailleurs au « plan fonctionnel » du capitalisme, est en soi un facteur d'intégration, d'aliénation, pour ainsi dire, aux limites extrêmes du système. Il est néanmoins vrai que le développement des « facteurs de stabilisation » dans le néocapitalisme constitue une prémisse qui rend nécessaire, pour l'action ouvrière, le renversement total de l'ordre capitaliste. La lutte ouvrière se présente alors comme la nécessité d'une opposition globale au plan capitaliste, où le facteur essentiel est la conscience, disons même dialectique, de l'unité des deux moments « technique » et « despotique » de l'organisation actuelle de la production. L'action révolutionnaire doit « comprendre » la « rationalité » technologique, non pour la reconnaître et l'exalter, mais plutôt pour la soumettre à un nouvel usage : l'usage socialiste des machines.

59. Panzieri pointe ici un phénomène qui n'avait pas été anticipé par *Le Manifeste du Parti communiste*, lequel affirme au contraire que « l'introduction des machines et la division du travail, dépouillant le travail de l'ouvrier de son caractère individuel, lui ont enlevé tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise », Karl Marx, Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, GF, 1999.

2

Les années 1960 : la génération de la révolte existentielle



« Les cheveux longs ne sont pas anticonstitutionnels » « Mieux vaut un BEAT aujourd'hui qu'un SOLDAT demain » « La loi est-elle la même pour tous ? » Avril 1967, la Contestation défile sur le corso Vittorio Emmanuele, à Milan. Eros Alesi et Melchiorre « Pablo » Gerbino au premier plan à droite.

Les villes deviennent des métropoles

À partir de la fin des années 1950 et tout au long des années 1960, entre 1 et 1,5 million d'émigrants affluent dans les régions industrielles du Nord (surtout à Milan et Turin). Ils viennent pour la plupart des régions méridionales et de la grande Vénétie. Dans les usines désormais complètement taylorisées, un million de nouveaux ouvriers travaillent à des cadences exténuantes. D'immenses cités dortoirs, véritables lieux de stockage de la force de travail, surgissent à la périphérie des villes et dans leurs *hinterlands*. Milan enregistre une augmentation de 500 000 à 600 000 habitants sur son seul territoire communal, et d'autant sur l'ensemble de sa banlieue.

La rente immobilière, qui a toujours été un point fort des bourgeoisies du Nord (à la fin des années 1950, la valeur de la propriété immobilière dans la seule ville de Milan était très supérieure à la valeur totale de la bourse), est désormais bien plus qu'une garantie de profit. Elle est devenue un instrument de contrôle, de rationalisation de l'implantation de l'habitat et de stratification des classes sociales. Les couches populaires sont expulsées des centres-villes, et font place à l'expansion des activités du secteur tertiaire supérieur. On construit des zones résidentielles pour les employés et des ghettos en banlieue pour les prolétaires.

Le tissu des relations humaines et sociales est bouleversé. La plupart des quartiers mixtes, où cohabitaient des artisans, des prolétaires et des petits-bourgeois disparaissent. La séparation entre les classes, les écarts de revenus, la différence entre les niveaux de bien-être deviennent matériellement perceptibles, à même le territoire. L'important réseau de lieux d'agrégation informelle et de transmission de la mémoire (bistrots, restaurants de quartier, amicales de boulistes, bals, etc.) est balayé ou profondément altéré. En lieu et place du tissu microéconomique des commerces de quartier, de gigantesques supermarchés s'implantent et contribuent à accélérer les dynamiques de séparation. La fameuse « culture » des bandes de rue est démantelée en l'espace de quelques années. Les rues se sont transformées en chaînes de transport de la force de travail.

Le capital industriel italien semble avoir trouvé son modèle de développement. Ses axes maîtres sont « le cycle automobile », la production de « biens de consommation » (surtout électroménagers), l'extension du crédit aux entreprises et donc, pour les salariés, du paiement par traites, et l'augmentation de la masse monétaire. Tout ceci signifie pour les ouvriers : augmentation de la productivité, augmentation des cadences.

La thématique du « développement » ininterrompu se fonde essentiellement sur les caractéristiques suivantes :

– l'accélération des rythmes de travail et de la productivité, c'est-à-dire l'augmentation démesurée de la production de marchandises échangeables, et donc l'augmentation démesurée du capital ;

– la politique des revenus[1] et l'augmentation des salaires en fonction de la productivité ;

– l'expansion de la consommation, qui dérive de la politique des revenus ;

– l'innovation technologique permanente, avec l'introduction de machines qui réduisent l'ouvrier à un rôle secondaire au sein du processus de production.

Les médias de masse garantissent à ce projet un très large consensus en diffusant l'image d'une « société du bien-être » (qu'on nommera plus tard « société de consommation »). La petite et moyenne bourgeoisie en crise d'identité découvre « l'aliénation » dans les films de Michelangelo Antonioni. C'est ce qu'on appellera le « *boom* économique », et que les polémistes nommeront « la République des lettres de change ».

Dans les faits, l'industrie fournit des marchandises diversifiées, ajustées à la dynamique des salaires : le nombre de foyers qui possèdent un poste de télévision augmente sans discontinuer, la FIAT 500 fait son apparition : elle coûte huit mois de salaire ouvrier. La publicité (notamment avec l'émission *Carosello*[2] qui fait grimper l'audience) est entrée dans sa phase industrielle et s'emploie à multiplier les besoins courants[3]. Le titre de l'essai de Vance Packard, *La Persuasion clandestine*[4], passe immédiatement dans le langage commun.

Danilo Montaldi : La migration[5]

La migration a des aspirations urbaines.

Milan est candidate au titre de Capitale de l'Europe des marchés.

L'employé de l'industrie qui, venant de la région de Bergame arrive en ville au matin, passe quinze à dix-huit heures par jour entre son travail et ses trajets. Comme le tisserand des années 1830, l'ouvrier qui habite à Codogno[6] se lève à 4h30 ; mais à présent, c'est pour arriver à l'heure sur le chantier ou devant les grilles de l'usine. L'aube de la ville commence à des dizaines de kilomètres de distance, par un éveil de masse.

Le soir, le long des avenues périphériques, dans cette ville qui abrite plus d'un sixième du revenu commercial et industriel italien, on entend fonctionner de petits ateliers domestiques, presque clandestins. Ce sont encore eux, les ouvriers d'usine, qui tentent d'« améliorer leur niveau de vie » ou tout simplement de faire face à l'échéance d'un crédit, du loyer, de la facture d'électricité ; car à Milan la vie est plus chère que partout ailleurs en Italie.

À Milan, pour travailler, il faut une qualification, il faut être spécialisé. Parmi la masse des travailleurs qui arrivent en ville le matin, la plupart n'en ont pas et n'en auront jamais. Pourtant la majorité travaille.

Les idéaux qui, après-guerre, avaient mis en mouvement une autre masse (ou

peut-être la même) sont à présent retombés. Ils ont été absorbés par la production. Les pouvoirs ont été restaurés ; on respire à Milan un air de Restauration. Les bulletins syndicaux dénoncent les faits : « La nouvelle organisation du travail et ses investissements massifs ont poussé la direction à faire la chasse aux temps morts. Souvent à outrance. À titre d'exemple, on a pu constater des diminutions de 40 % du temps alloué à de simples transferts entre ateliers. Dans certains cas, l'intervention de la Commission interne, avec l'appui des travailleurs, a réussi à remédier partiellement au problème. Si toutefois on réfléchit au fait que dans une usine s'effectuent environ 900 000 opérations de travail (dont 500 000 opérations simples et 400 000 qui sont le résultat de 8 000 actions combinées) on peut prendre la mesure des immenses difficultés de la situation. »

À Milan, « temps » et « espace » ont une autre signification que dans la tradition humaniste qu'on rabâche à l'Université. Ni le temps ni l'espace ne peuvent

1. Politique économique keynésienne de soutien à la « demande solvable » par la hausse des salaires, qui vise à intégrer la pression ouvrière sur les salaires aux intérêts du capital : « Le but de la politique économique consistera à imposer une révolution continuelle des revenus pour soutenir la propension à consommer ainsi que la production globale et les investissements, et partant, à déterminer le seul équilibre politiquement acceptable dont l'efficacité ne repose que sur le fait que [l'État] accepte d'assumer en lui-même au grand jour tout le risque et la précarité d'un rapport de force », Toni Negri, « John M. Keynes et la théorie capitaliste de l'État en 1929 », *op. cit.*

2. En français « Carrousel », émission à succès de dix minutes, retransmise de 1957 à 1977 le soir sur la chaîne de télévision RAI 3. Elle diffuse des messages publicitaires dans une mise en scène théâtrale où interviennent également des vedettes de l'époque. C'est la première fois qu'un espace dédié à la « réclame » est introduit à la télévision italienne.

3. « [Chaque capitaliste] s'efforcera donc par tous les moyens possibles de stimuler les travailleurs à la consommation, en parant ses marchandises de charmes nouveaux, en cherchant à les convaincre qu'ils ont des besoins nouveaux, etc. Cet aspect du rapport entre le capital et le travail est un élément fondamental du progrès civil : c'est à la fois la justification historique et la source de la puissance actuelle du capital », Karl Marx, *Grundrisse (Manuscrits de 1857-1858)*, Éditions Sociales, 2011.

« Celui qui n'a pas de voiture en aura une, et puis nous en donnerons deux par famille, et puis une par tête ; nous donnerons aussi un téléviseur à chacun, deux téléviseurs, deux réfrigérateurs, deux machines à laver, trois radios, le rasoir électrique, le pèse-personne, le sèche-cheveux, le bidet et l'eau chaude. À tous. Pourvu que tout le monde travaille, pourvu que tout le monde soit prêt à piétiner, à brasser de l'air, à se marcher sur les pieds et à se harceler l'un l'autre du matin au soir. Je m'y oppose », Luciano Bianciardi, *La Vie aigre* [1962], Actes Sud, 2007.

4. Vance Packard, *La Persuasion clandestine*, Calmann-Lévy, 1958. Publié la même année chez Einaudi.

5. Ce texte constitue la préface du livre de Franco Alasia et Danilo Montaldi, *Milano, Corea. Inchiesta sugli immigrati, op. cit.*

6. Codogno est une petite ville de la plaine lombarde, située à 50 km au sud-est de Milan, au milieu des autres villes satellites que sont Pavie, Crémone, Plaisance, etc.

demeurer « vides ». On pourrait donner quelques exemples : untel qui venait des Pouilles et louait un appartement de deux pièces, cuisine et salle de bains dans la via Ripamonti, hébergeait, outre sept membres de sa famille, trois pensionnaires : deux jeunes filles qui payaient 12 000 lires par mois, et un garçon qui en payait 8 000. Le propriétaire d'un immeuble du corso Porta Romana avait divisé son bien en six appartements de trois pièces chacun, pour un total de 18 familles : il y avait donc une famille par pièce, avec cuisine et salle de bains en commun (*Il Corriere d'informazione*, 27-28 février 1959).

Dans les chantiers de forage des tunnels du métro résonnent tous les dialectes d'Italie : barbes alpines, maçons génois, apprentis siciliens. L'excavatrice progresse à partir de la piazza Cordusio, les Milanais du centre-ville n'ont plus l'habitude de voir des manœuvres au travail.

De la colline des monopoles, un Rastignac anonyme est descendu en ville, en quête de toutes les sources de profit. Dans les boutiques de quartier et les trains de banlieue, on entend encore parler politique en termes de salaire et de temps de travail. Partout ailleurs, la chape de silence qui pèse sur la grande masse des habitants assure la continuité des rythmes urbains plus puissamment encore que ne le font les structures de la Restauration. Ici ou là, une grève spontanée éclate encore pour arracher un peu plus de salaire ou de temps libre, mais elle est aussitôt circonscrite.

La Ville ne s'arrête jamais. La nuit, sur les voies du tramway, scintillent les flammes pâles des soudeurs. Les services fonctionnent, il suffit d'appeler. Mais dans la quantité de sang requise, il pourrait bien y avoir celui de Raffaele de l'ECA[7].

Le vendredi 31 juillet 1959 à 14h, dans l'un de ces quartiers où les ateliers domestiques font légèrement trembler les vitres, le cortège funéraire de l'ouvrier Niccho, soixante ans, sort d'une de ces anciennes fermes qui ont été avalées par la ville. Les femmes de Porta Ticinese portent des drapeaux rouges, la fanfare joue *L'Internationale*. *Exit*, direction porta Genova ; derrière lui, un moment de l'histoire de la ville, de l'industrie, de la classe.

La Ville repousse les frontières de l'espace public jusqu'aux régions les plus lointaines de l'esprit. Elle multiplie, à l'intérieur de son horizon propre, les hypothèques sur les coutumes et les traditions.

L'espace privé résiste comme il peut, souvent à la marge. De nouveaux modes de vie, de nouvelles valeurs se créent en fonction des situations où se trouvent les acteurs du système de production et de consommation.

Ici, à Milan arrivent les immigrés. Combien y a-t-il de paysans en Italie qui rêvent de vivre à Milan ?

L'immigré ne s'exprime pas encore. Mais il peut déjà raconter son histoire. Il en arrive chaque jour depuis des années. Pour presque tous, toute espérance s'est tue au terminus des lignes 15, 16, 8 ou 28 ; dans une chambre à la semaine[8] ; dans une *Corée*.

La ville de Milan est traversée par ces flux ; on a voulu remonter le courant, pour comprendre.

Make love not war

Mais ces douces et terribles années 1960 ne sont pas seulement agitées par des débats théoriques et de grandes réflexions intellectuelles – lesquels restent par ailleurs relativement confidentiels : les premiers numéros des *Quaderni rossi* ou des *Quaderni piacentini* ne dépassent pas les mille exemplaires vendus. De ces années, on retiendra bien sûr les grands moments de contestation ouvrière, la riposte de la police qui n'a jamais cessé de tirer depuis l'après-guerre, mais aussi le grand déploiement du tissu social.

L'augmentation des revenus et l'expansion de la consommation accentuent les différences entre les classes, mais elles induisent aussi de nouveaux comportements et de nouveaux besoins, en particulier chez les jeunes. La petite et la moyenne bourgeoisie paraissent effrayées par la rapidité des transformations. La prolétarisation des classes moyennes est largement engagée. Ces changements provoquent des réactions souvent imprévisibles, dont les partis politiques doivent désormais tenir compte dans leurs calculs électoraux.

La diffusion massive de la télévision induit une modification profonde de l'imaginaire, du Nord au Sud, du centre à la périphérie. Les premières émissions télévisées avaient illuminé l'année 1954. Dès l'année suivante, *Lascia o radoppia*, une émission de quiz présentée par Mike Bongiorno[9], clouait des centaines de milliers

7. Raffaele est l'un des migrants dont le récit figure dans *Milano Corea*. Il a recours à l'Ente comunale di assistenza (ECA) qui rassemble un grand nombre de structures d'aide aux démunis : cantines et dortoirs essentiellement. Il raconte ainsi ses débrouilles pour se procurer un peu d'argent : « Tout le monde donne son sang, moi aussi. Les fous aussi, on leur prend leur sang, et puis ils le mettent en poudre… je ne sais pas, je ne sais pas expliquer pourquoi. Avant, ils te donnaient 10 000 lires. […] L'autre jour, ils ne voulaient pas me payer. "Comment ça !". Après, ils m'ont donné 3 000 et ils m'ont dit de revenir dans deux mois. ».

8. L'*albergo popolare* est une structure coopérative qui accueille les sans-domicile qui n'ont pas droit à l'assistance de l'ECA. Elle comporte des salles communes et plus de 500 chambres qu'il faut libérer entre 9h et 19h sous peine d'en être renvoyé. Dans ce type de structure « on est assez libre de contrôles excessifs, et on se trouve généralement dans une meilleure situation [qu'à l'ECA], mais il faut tous les jours penser à se procurer à manger et trouver l'argent pour dormir. En attendant l'heure, certains décortiquent des mégots de cigarettes ; certains arrivent avec l'idée de manger puis d'aller dormir, mais ils commencent à jouer aux dès, et perdent tout. Ainsi, ils passeront la nuit dehors, avant de reprendre le chemin de la ville pour se procurer à nouveau de l'argent. Sur les trottoirs, il y a un petit marché de vêtements usagés, un autre de cigarettes », *ibidem*.

9. Diffusé entre novembre 1955 et juillet 1959 sur la Radiotélévision italienne (RAI), *Lascia o radoppia* [*Quitte ou double*] a été l'un des plus célèbres programmes télévisés italiens. L'émission fut reprise en 1979, puis en 1989 et 1990. Le succès de l'émission fut tel qu'il engendra presque immédiatement un film de Totò : *Totò lascia o raddoppia ?* (1956). Mike Bongiorno n'a jamais cessé de travailler à la télévision italienne de 1954 à sa mort, en septembre 2009. 10 000 personnes assistèrent à ses funérailles nationales au Dôme de Milan.

d'italiens devant le petit écran; pas encore à domicile pour la plupart d'entre eux, mais dans les bars et même dans les salles de cinéma qui, pour faire face à la concurrence, retransmettaient le quiz avant le début du film.

Bien que la préférence du public aille aux émissions de variétés (comme *Un, due e tre*[10] de Tognazzi et Vianello), des enquêtes journalistiques comme *Voyage dans le sud* de Virgilio Sabel ou *La Femme qui travaille* de Salvi et Zatterin marqueront durablement la frange la plus cultivée des téléspectateurs. Le vieux projet, jamais réalisé, d'« unifier les Italiens après avoir unifié la Nation » pouvait compter sur le formidable concours de la télévision. C'est elle qui permettra l'unification de la langue italienne: pour la première fois, de la Sicile aux Alpes, on parle une seule langue, que tout le monde comprend. Ce n'est pas le toscan[11] mais le romain, avec quelques inflexions lombardes: la langue des présentateurs télé. La construction d'un immense réseau autoroutier, à la hauteur de la motorisation de masse, sera un autre facteur majeur d'unification (en 1957, 1 300 000 automobiles sont en circulation en Italie; on en compte 8 millions dix ans plus tard).

Dans les années 1950, le cinéma, en véhiculant certains types de désirs et de représentations, avait donné naissance à une culture métropolitaine fortement marquée par l'influence des États-Unis. La télévision, quant à elle, génère un mouvement d'attraction vers les villes du Nord. Car enfin New York est loin, et ce n'est peut-être que de la pellicule, mais Milan et Turin sont relativement proches et accessibles.

L'immense province italienne est assoupie, arriérée, dominée par l'hégémonie catholique. Elle reste surtout à l'écart du développement industriel et demeure apparemment sans perspective. On migre vers les villes du triangle septentrional[12] pour y travailler – il semble que l'offre y soit inépuisable – mais aussi pour y chercher des impulsions nouvelles, des rencontres, des expériences différentes.

Les mœurs évoluent rapidement: on voit débarquer d'Angleterre la mini-jupe de Mary Quant, mais aussi la musique des Beatles (une véritable révolution), la mode des cheveux longs (les *capelloni*), ou encore le message contre la guerre de Bertrand Russell et de ses disciples (« *Faites l'amour pas la guerre* »). Sur les écrans de télévision, des centaines de milliers de jeunes encerclent pacifiquement une centrale atomique sous la conduite du philosophe, vieux et hiératique, paralysé dans son fauteuil roulant. Des États-Unis parviennent les voix de la contestation, celles des *beatniks* et des étudiants, contre la discrimination raciale et les guerres impérialistes en cours.

Les nouveaux mythes

Les médias de masse avaient érigé trois grandes figures, trois emblèmes de la « coexistence pacifique »: Kennedy, Khrouchtchev et le pape Jean XXIII. Mais ce triple symbole sera de courte durée. Kennedy est assassiné en 1963 par la faction conservatrice. Il avait néanmoins déjà perdu une partie de son crédit symbolique en favorisant les manœuvres contre-révolutionnaires à Cuba et en engageant les États-Unis dans la guerre du Vietnam. Khrouchtchev (indépendamment de ses

mérites et démérites) succombe aux luttes de pouvoir qui agitent la nomenklatura soviétique. Paradoxalement, c'est l'action du pape Jean XXIII qui aura les effets les plus durables : le concile Vatican II[13], sous son égide, engage une conception du christianisme à la fois beaucoup plus large et plus populaire, et contribuera à tourner la page du pontificat de Pie XII, élitaire et rempli de zones d'ombre. La figure de Jean XXIII demeurera une référence importante pour ceux qu'on appellera plus tard les « chrétiens du *dissensus* ».

Les intellectuels raffinés du courant opéraïste découvraient la « centralité de l'usine » et suivaient, en s'y impliquant passionnément, la constitution, au fil des luttes, de la culture politique de l'« ouvrier-masse ». Les marxistes-léninistes, quant à eux, trouvaient dans le modèle chinois une boussole nouvelle pour s'orienter dans le magma de la révolution. Les jeunes d'une bonne partie du monde occidental (allemands, anglais, italiens, hollandais, américains) étaient gagnés, pour la première fois depuis l'après-guerre, par le sentiment de leur spécificité, la conviction de former une sorte de « classe générale générationnelle », radicalement critique à l'égard de l'état présent des choses. Ils lisaient sans doute davantage Sartre et Camus que Marx et Lénine, et plaçaient leur quotidien sous le signe d'une recherche inquiète de perspectives, de cultures et de pratiques communes. Les jeunes en Italie (c'était déjà le cas aux États-Unis depuis le début des années 1950) deviennent un « problème », qu'étudient avec un soin assidu et un peu pathétique des sociologues plus ou moins concernés.

L'organisation de la société commence à devenir réellement trop étriquée. Le système des partis, sous le gouvernement de centre-gauche, joue la carte de l'accès aux biens de consommation et des réformes douces (la seule qui aura des résultats notables, par-delà les intentions des législateurs, sera celle du collège unique, qui favorisera le contact entre les enfants des ouvriers et ceux de la bourgeoisie).

Mais une société des marchandises et du « bien-être », une société qui occulte les inégalités et les injustices, ne pouvait être vécue que comme intolérable et mensongère. On sent un besoin diffus de « grands idéaux », susceptibles de donner un sens à l'existence, en même temps qu'un refus des modèles existants. Les premières formes d'autogestion de la vie quotidienne commencent à se propager. Les premiers groupes « musicaux » se forment en dehors des grands circuits commerciaux : l'Équipe 84, les Rokes... La chanson des Nomadi, *Dio è morto* (paroles et musique de Francesco Guccini) est censurée par la RAI[14].

10. *Un, due e tre* est une émission de sketches diffusée entre 1955 et 1959 sur la RAI, avec Ugo Tognazzi et Raimondo Vianello.

11. Le toscan est considéré comme l'étalon de la langue italienne.

12. Le triangle formé par les villes industrielles de Milan, Gênes et Turin.

13. Le deuxième concile œcuménique du Vatican, plus couramment appelé Vatican II, a été ouvert par le pape Jean XXIII en 1962 et clos en 1965, sous le pontificat de Paul VI.

14. Sortie en 1967, *Dio è morto* [Dieu est mort] fut en effet jugée blasphématoire par la RAI mais passa étrangement sur les ondes de Radio

Dio è morto
(I Nomadi)

J'ai vu
les gens de mon âge s'en aller
le long de rues qui ne mènent nulle part
chercher le rêve qui mène à la folie
à la recherche de ce qu'ils ne trouvent pas dans le monde comme il est
le long des nuits baignées de vin
dans les chambres transfigurées par les cachetons
dans les nuages de fumée, dans le monde devenu ville,
se dresser contre ou endurer notre civilisation fatiguée
et un Dieu qui est mort
sur le bord des routes Dieu est mort
dans les autos à crédit Dieu est mort
dans les mythes de l'été Dieu est mort.

On m'a dit
qu'aujourd'hui ma génération ne croit plus
en ce qu'on a souvent travesti avec la foi
dans les mythes éternels de la patrie ou du héros
parce que le moment est venu de refuser toute imposture
les croyances faites d'habitudes et de peur
une politique qui ne veut rien dire que faire carrière
la bien-pensance intéressée, la dignité faite de vide
l'hypocrisie de ceux qui ont toujours raison et jamais tort
et un Dieu qui est mort
dans les camps d'extermination Dieu est mort
avec les mythes de la race Dieu est mort
avec les haines de parti Dieu est mort.

Je pense
que ma génération est prête
pour un monde nouveau et pour une espérance à peine éclose
pour un futur qu'elle tient déjà dans ses mains, pour une révolte sans armes
parce qu'à présent nous savons tous que si Dieu meurt, c'est pour trois jours
et puis il revient
dans ce en quoi nous croyons, Dieu est revenu
dans ce que nous voulons, Dieu est revenu
dans le monde que nous voulons
Dieu est revenu,
Dieu est revenu.

•

Bien sûr, ces nouveaux groupes s'inspirent de modèles d'importation anglo-saxonne, mais ils expriment aussi une veine originale, en traduisant de façon spontanée la dimension existentielle de la condition des jeunes. On peut penser que c'est à ce moment que la culture musicale devient un véritable outil de communication politique et culturelle. L'industrie discographique en sera profondément, irréversiblement, transformée. Les pratiques quotidiennes aussi.

En effet, même dans le champ de la « nouvelle musique », le cas italien fait figure d'exception. Une première rupture s'était produite à la fin des années 1950, lorsque l'apparition de chanteurs comme Mina, Adriano Celentano, et par certains aspects Domenico Modugno, avait porté un sérieux coup à la tradition mélodique d'ascendance napolitaine. « Des rythmes différents, entraînants, associés à des textes inspirés par le nouveau *feeling* d'importation américaine et presque toujours débarrassés des pesantes thématiques amoureuses. L'importation du *rock'n'roll* était à l'Italie étriquée du *boom* économique ce qu'avait été le *boogie* pour la génération d'après-guerre : un moyen d'échapper à la réalité quotidienne, dans l'illusion d'une révolte qui avait peut-être pour seuls objets les canons officiels du rythme et des paroles[15] [...]. » Aux États-Unis, on pouvait lire l'explosion du *rock* comme l'expression d'un trait typique de la société américaine : sa capacité à canaliser les crises, à en déplacer les enjeux « de manière à ce que toute opposition à des événements aussi terribles que le maccarthysme ou la guerre de Corée soit réduite à un phénomène purement générationnel, finalement apaisé à grand renfort de mythes (James Dean, Elvis Presley) et de rites (le *rock*, la moto, les blousons) – et donc recyclé une fois de plus au profit du marché.

En Italie, au contraire, le *rock'n'roll* ne parviendra jamais à s'imposer comme un instrument de pacification. Il se montre incapable (comme cela avait déjà été le cas pour le cinéma) de remplir efficacement sa mission colonisatrice. Car en réalité, ce qui ne passe pas en Italie, c'est l'idéologie qui entoure le *rock'n'roll* américain. D'abord parce que la pauvreté des jeunes italiens ne leur donne accès ni à des motos ni même au plus modeste blouson ; mais surtout parce que la réalité de la violence sociale laisse peu de place à la sublimation. En Italie, les termes du conflit social sont d'une autre nature et la mémoire des luttes est encore bien vivante – si on la compare à la domination totalisante des mass-médias américains. En outre, le régime démocrate-chrétien n'est pas étayé idéologiquement, comme l'est le gouvernement américain, par des siècles de philosophie patriotique interclassiste[16]. »

Vatican. Paul VI aurait même déclaré apprécier ce titre, dans lequel il ne décelait aucune intention antireligieuse mais au contraire de sains principes moraux. Francesco Guccini, qui écrivit le texte en 1965, admettait volontiers l'influence du *Howl* de Ginsberg (1955) : « J'ai vu les plus grands esprits de ma génération détruits par la folie, affamés hystériques nus, / se traînant à l'aube dans les rues négresses à la recherche d'une furieuse piqûre, / initiés à tête d'ange brûlant pour la liaison céleste ancienne avec la dynamo étoilée dans la mécanique nocturne », traduction française chez Christian Bourgois, 2005.

15. *Libro bianco sul pop in Italia*, Arcana, 1976 [N.d.A.].

16. *Ibidem*.

De fait, le *rock* en Italie, incarne toujours la différence et la révolte. Dans ses versions nationales, il concentre et il radicalise un besoin réel d'identité et de rébellion. Francesco Guccini, l'un des épigones italiens de Bob Dylan, est un personnage véritablement fascinant, une figure de proue de la recherche « dans la langue » d'une ligne originale, d'une consistance culturelle et politique qui le place à mille lieues de la colonisation philo-américaine. Mais des groupes parfois éphémères ont également su exprimer de manière saisissante la condition et les états d'âme de la jeunesse. C'est le cas par exemple des Corvi ou de The Rokes.

Un ragazzo di strada[17]
(I Corvi)

Je suis ce que je suis
je n'ai pas la vie que tu as
je vis aux marges de la ville
je ne vis pas comme toi.

Moi je suis un vaurien
laisse-moi tranquille parce que
je suis un garçon des rues
et toi tu te joues de moi.

Tu es d'un autre monde
tu as tout ce que tu veux
je sais ce que vaut
une fille comme toi.

Moi je suis un vaurien
laisse-moi tranquille parce que
je suis un garçon des rues
et toi tu te joues de moi
je suis un garçon des rues
et toi tu te joues de moi...

È la pioggia che va[18]
(The Rokes)

Sous une montagne de peurs et d'ambitions
quelque chose est caché, qui ne meurt pas.
Si vous cherchez au fond de chaque regard, derrière un mur de carton
vous trouverez beaucoup de lumière et beaucoup d'amour.

Le monde est en train de changer
et il changera encore.
Mais vous ne voyez pas dans le ciel
ces taches d'azur, de bleu.
C'est la pluie qui s'en va
et le ciel bleu revient
si nous y croyons, si nous ne renonçons pas
vous verrez, un soleil neuf se lèvera.

Combien de fois nous a-t-on dit, avec un triste sourire
les espérances de la jeunesse ne sont que fumée.
Ils sont fatigués de lutter et ils ne croient plus en rien
maintenant que le but est tout proche.

Mais nous qui courons
nous irons plus loin.
Mais vous ne voyez pas que le ciel
chaque jour devient plus bleu.
C'est la pluie qui s'en va
et le ciel bleu revient.
Si nous ne nous arrêtons pas, si nous restons unis
très bientôt, un soleil neuf se lèvera.

Qu'importe si, sur le chemin de la vie
certains sont la proie des fantômes du passé.
L'argent et le pouvoir sont des pièges mortels
qui ont fonctionné pendant si longtemps.

Nous, nous ne voulons pas tomber
nous ne pouvons pas tomber plus bas.
Mais vous ne voyez pas dans le ciel
ces taches d'azur, de bleu.
C'est la pluie qui s'en va
et le ciel bleu revient.
Et avec le temps, sur le monde
comme le soleil au matin, un amour universel se lèvera.

17. *Un ragazzo di strada* [Un garçon des rues] (1966) reste la chanson la plus connue du groupe *beat* italien I Corvi. C'est une réécriture de *I Ain't No Miracle Worker*, de Nancie Mantz et Annette Tucker, interprétée par The Brogues (1965).
18. *È la pioggia che va* [C'est la pluie qui s'en va] est une reprise du titre de Bob Lind, *Remember The Rain* (1966). L'adaptation des Rokes reprend toutefois peu de choses du registre amoureux qui domine dans la version originale, et y introduit une dimension existentielle et sociale qui en était complètement absente.

Mais on ressent aussi un besoin de souligner sa « différence », de l'exhiber avec fierté : les cheveux longs, les jeans, les mini-jupes, les vêtements militaires savamment transformés pour ridiculiser les symboles de l'autorité, disent la révolte, le refus de la « bien-pensance » et des règles établies. Ce que les sociologues nommeront bien des années plus tard, en parlant du punk, « la révolte du style », trouve ici ses lointaines origines. Un rejet aussi soudain des standards suscite, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions de la part de deux institutions majeures : la famille et l'école (au début, beaucoup de jeunes qui ne pouvaient porter les cheveux longs ni à la maison ni au lycée optent pour des perruques qu'ils enlèvent en arrivant et remettent en sortant).

Cependant, le processus est désormais engagé et, par-delà ces premières ruptures symboliques, on en arrive rapidement à une critique générale des institutions. À commencer par la plus proche et la plus personnelle : la famille. Beaucoup de jeunes cherchent ainsi à échapper à l'autorité parentale : pour qualifier ce phénomène, on ira jusqu'à utiliser le terme de « fugue », même si le conflit reste encore confiné dans un cadre domestique.

Mais il est d'autres fugueurs, qui partent en éclaireurs sur la route de la métropole fascinante, à la recherche d'expériences nouvelles. Des minorités averties commencent à pratiquer la « culture du voyage », en Hollande où sont les Provos[19] (qui s'inspirent des *beat* et des hippies américains), ou en Angleterre qui est le point de ralliement de la révolte de la jeunesse. Ils en ramènent des disques, des journaux de la contre-culture, des vêtements, et l'usage de drogues légères qui aiguisent les sens (essentiellement de la marijuana).

Dans le rapport entre les sexes, on commence à remettre en question, même si c'est encore de manière confuse, les cultures du masculin et du féminin : en la matière les filles sont, comme on peut l'imaginer, beaucoup plus engagées. Un produit tout italien comme Patty Bravo (la chanteuse adulée du Piper de Rome[20]) devient, avec sa liberté d'esprit, le symbole de l'émancipation mais aussi de l'inquiétude de la jeunesse. Sa chanson *Ragazzo triste* se fait l'écho de beaucoup d'émotions vécues.

Ragazzo triste[21]

Garçon triste comme moi, ah, ah
qui rêve toujours comme moi, ah, ah
il n'y a personne qui t'attend, jamais,
car ils ne savent pas ce que tu es.

Garçon triste je suis pareille à toi
parfois je pleure et je ne sais pas pourquoi.
D'autres sont seuls comme moi, ah, ah
mais un jour j'espère que tout changera.

•

Personne ne peut rester seul
ne doit rester seul.
Quand on est jeune comme ça
il faut être ensemble,
parler entre nous,
découvrir le monde que nous allons habiter.

Garçon triste comme moi, ah, ah
qui rêve toujours comme moi, ah, ah
D'autres sont seuls comme nous, ah ah
mais un jour j'espère que tout changera,
tu verras... tu verras...

Il ne faut pas rester seuls, jamais.
Il ne faut pas rester seuls, jamais.
Il ne faut pas rester seuls, jamais.

Giancarlo Mattia : Chansons de l'innocence

Les premiers « chevelus » qui, de Milan à Palerme, commencent à peupler la péninsule ne vont pas immédiatement réussir à conquérir un espace « autonome ». À cause, bien sûr, de l'omniprésence du modèle anglo-américain, mais aussi parce que face à l'émergence de comportements et de modèles culturels nouveaux, les médias verrouillent jusqu'à l'ostracisme, laissant peu de place à d'autres perspectives et donc à la modification de l'état présent des choses.

« L'Italie qui travaille » ne pouvait tolérer, tout spécialement au chapitre des usages vestimentaires, une dissemblance aussi radicale avec l'« italien moyen », un tel écart avec les stéréotypes dominants. C'est pourquoi les « anormaux » (dont, bien sûr, les premiers *chevelus*) peinèrent à trouver non seulement le « rythme » juste, mais aussi l'espace dans lequel inscrire une action plus « consciente » de ses propres possibilités ; l'espace d'un *agir* qui affirme son droit à exister de manière autonome, indépendamment des comportements déjà codifiés qui régissaient la vie des individus et des groupes. Ce qui a caractérisé la contestation originelle, c'est donc son innocence. C'est seulement par la suite qu'allaient émerger des formes de conscience dont les traits spécifiques (ou singuliers) s'accentueraient au fil du temps, jusqu'à devenir immédiatement reconnaissables, y compris « de l'extérieur ».

19. Sur le mouvement des Provos, on peut lire Yves Frémion, *Les Provos, Amsterdam 1965-1967*, Nautilus, 2009.
20. Le Piper est une salle de concert ouverte à Rome en 1965, symbole de la culture *beat* italienne, où passeront, outre des artistes étrangers, The Rokes, l'Equipe 84, I Corvi... et Patty Bravo, une des « *ragazze* » du Piper.
21. *Ragazzo triste* [Garçon triste], sortie en 1966, est une reprise de *But You're Mine* de Sonny and Cher sur un texte italien de Gianni Boncompagni.

Des chansons aux titres éloquents comme celles des Nomadi (*Come potete giudicar*[22], *Dio è morto*) ont été le symptôme d'un mal-être existentiel et d'un refus de l'autorité qui, au début des années 1960, allaient se propager « horizontalement » dans la jeunesse et au-delà. Ces chansons témoignent aussi du fait que le dépassement de la « société du spectacle » passait par une réelle recherche d'identité, qui impliquait de se doter au plus vite d'instruments de communication, de langages propres. On contestait les symboles du bien-être, les raisons de l'arrivisme, les mécanismes d'accumulation (et d'aliénation) au service du pouvoir et du prestige personnel.

Les chansons, ou du moins *certaines* chansons, qui avaient délibérément bousculé les « standards » du Festival de Sanremo[23] (symbole suprême de la « musicalité » italienne et baromètre de « l'Italie qui chante ») comptèrent parmi les premières voix du *dissensus beat*. La « chanson à l'italienne » ainsi contaminée par le *beat* d'inspiration anglo-américaine en ressortit assez transformée.

Des groupes comme I Nomadi, Equipe 84, Dik Dik, I Camaleonti, I Corvi, New Dada, I Giganti, Le Orme (avant *Ad Gloriam*) et d'autres, même s'ils restaient attachés à la structure mélodique de la chanson traditionnelle, avaient introduit dans le contexte musical de l'époque des éléments nouveaux. Compte tenu de la rigueur ambiante, cela donnait à leur démarche un tour audacieux et « libre d'esprit », alors qu'elle était en vérité encore assez timide et mesurée.

Des auteurs-interprètes[24] comme Gian Pettretti (dont *Il vento dell'est* reste la chanson la plus célèbre), Mauro Lusini (*C'era un ragazzo che come me amava i Beatles e i Rolling Stones* fut reprise par Joan Baez) et surtout Riki Maiocchi (*C'è chi spera* est sans doute l'un des plus beaux textes du *beat* italien) avaient tous puisé dans la tradition des *folksongs* américaines, directement inspirées par la culture populaire des prolétaires des villes et des campagnes, des « vagabonds » qui au début du siècle sillonnaient les États-Unis. C'est de l'errance des « nouveaux vagabonds », ces perpétuels itinérants, que naît la nouvelle chanson contestataire. Pourtant cette contestation, contrairement à celle du début du siècle, ne visait pas seulement les formes *matérielles* de l'exploitation. Des formes d'aliénation existentielle, encore accrues par l'aspiration à une meilleure qualité de vie, avaient fait leur apparition – même si l'éternelle dichotomie capital/travail demeurait incontournable.

On cherchait, comme on l'a dit, des formes d'expression nouvelles, qui puissent rendre compte du moment historique que l'on était en train de vivre, du grand « vent de transformation » qui soufflait depuis le début des années 1960. Tout cela renvoyait bien sûr à des besoins précis qui s'exprimaient dans certaines couches de la jeunesse, mais pas uniquement : car ni le type de quête existentielle ni les nouvelles formes d'agrégation sociale qui se cherchaient là, individuellement et collectivement, ne pouvaient être ramenées aux catégories de l'état civil.

La nécessité de se doter d'un nouveau langage, de nouvelles manières de communiquer, de se confronter avec ce qui se passait ailleurs prenait de plus en plus d'importance dans l'aire de la musique *beat*. La musique, notamment aux États-Unis et en Europe du Nord, était devenue le langage privilégié des « irréguliers »

et des contestataires du système. Langage « privilégié » parce que le *beat* était toujours plus chargé d'une universalité fondée sur le besoin (ou sur le désir) de communiquer « autrement », de faire connaître à travers des formes nouvelles (dont la musique faisait partie) une condition singulière, fondée sur la « différence ».

Le *beat* contribua à façonner le modèle d'une microsociété nouvelle, en marge des institutions existantes, caractérisée par une organisation sociale de type communautaire et des valeurs d'égalité et de solidarité. L'« abandon » du vieux monde et de ses fausses valeurs était une condition nécessaire à la construction d'une civilisation nouvelle et à l'instauration d'autres dynamiques d'échange. Les *beat* aspiraient à un modèle de société alternatif, c'est-à-dire parallèle au modèle dominant. L'enjeu n'était pas tant pour eux le conflit ouvert avec le pouvoir et ses institutions (que, de manière générale, ils méprisaient) que la constitution d'une « communauté réelle » qui ait l'intelligence et la force d'occuper son propre « territoire » en suivant ses inclinations humaines et sociales, individuelles et artistiques. C'est la raison pour laquelle cette « utopie » fut gagnée par une dimension que l'on pourrait qualifier de « cosmique », ou pour le moins d'universelle, et qu'en conséquence, son langage et ses formes d'expression reflètent le même esprit, la même « dilatation » spatiale. Le *beat*, puis le *rock*, sont des constituants fondamentaux de ce nouveau langage; ils sont le moment saillant de cette forme singulière d'expression, la synthèse des états d'âme et des aspirations que la « nouvelle génération » avait jusqu'ici ravalés, et qu'elle entendait à présent exposer au grand jour. Ainsi, que ce soit dans la grande banlieue d'une métropole ou au cœur d'un petit village, partout où il y avait des *beat*, il devenait immédiatement possible d'entrer en relation, et de communiquer grâce à ces formes universelles de langage. Ces formes nouvelles irradiaient *du centre vers la périphérie*. Et pour la contre-culture, le *beat*, le *rock*, ce centre se situait aux États-Unis et plus précisément chez tous ceux, individus et groupes, qui avaient refusé sans hésitation l'indépassable *american way of life*, et qui continuaient à mener *dans le ventre de la bête* la grande, la définitive bataille de la liberté. L'Italie, quant à elle, comptait parmi les périphéries les plus lointaines.

22. *Come potete giudicar* [Comment pouvez-vous juger] est la reprise, en 1966 du titre de Sonny and Cher *The Revolution Kind*.
23. Le *Festival della canzone italiana di Sanremo*, a lieu chaque année depuis 1951 sur la Riviera ligure. Diffusé en Eurovision par la RAI, il est un des principaux événements de la télévision italienne : son audience dépasse souvent les 10 millions de téléspectateurs. Il produit chaque année une grande quantité de tubes commerciaux qui se classent en tête des ventes de disques. De nombreuses chansons ont également connu des destinées internationales : *Nel blu dipinto di blu (volare)* de Domenico Modugno (1958), *Nessuno mi può giudicare* de Caterina Caselli (1966) reprise par Richard Anthony en 1974 sous le titre *Amoureux de ma femme*, ou *Una storia importante* d'Eros Ramazzotti (1985). Le Festival de Sanremo a servi de modèle au Concours eurovision de la chanson, créé en 1956.
24. Le terme « cantautori » désigne des auteurs-interprètes qui, par opposition à la variété légère et amoureuse de Sanremo, pratiquent une chanson « à textes », aux échos souvent sociaux et/ou politiques.

Pour en revenir à la musique, le *beat* italien s'était développé jusque dans les provinces les plus reculées. Un grand nombre de groupes *beat* parmi les plus importants venaient d'Émilie; la très grande majorité d'entre eux n'étaient en tout cas pas issus des grandes villes. La périphérie fut rien moins qu'insensible à l'attrait de cette nouvelle expression musicale. Elle contribua au contraire, comme l'avaient déjà fait (et continueraient à le faire) les *cantautori*, à la propagation du message originel avec une attention et une acuité critique tout à fait remarquables.

En ce qui concerne la diffusion, les radios, la télévision et les journaux ne se démenaient guère. Lorsqu'ils parlaient du *beat*, c'était de manière approximative et avec une inévitable pointe d'ironie, typique de la presse à sensation. Il n'y eut que la presse *underground*, dans la seconde moitié des années 1960, pour s'intéresser au mouvement et à la musique *beat* avec la dose de connaissances et l'enthousiasme nécessaires. Ceci étant, on ne pouvait participer réellement aux événements de la scène *beat* et *underground* sans être partie prenante du mouvement. Faute d'avoir établi le bon contact pour se tenir au courant de ce qui se passait sur la « planète alternative », il fallait se contenter du peu qui passait à la radio – laquelle, contrairement à la télévision, consacrait au moins de petits créneaux hebdomadaires aux groupes émergents de la lointaine Londres ou de la plus lointaine encore San Francisco.

On réussissait parfois à en entendre un peu plus sur les ondes de certaines radios étrangères, comme Radio Montecarlo ou Radio Luxembourg, qui diffusaient les *hits* du moment et se montraient particulièrement attentives aux tendances émergentes les plus remarquables. Plusieurs chanteurs parmi les plus importants des premiers groupes *beat* italiens racontent avoir entendu pour la première fois sur ces fréquences certains des morceaux qu'ils devaient plus tard adapter en italien.

Le décalage dans la réception du message (et pas seulement du message musical) et la difficulté, par conséquent, à le faire parvenir à ses destinataires naturels dans des délais acceptables, généra des « déphasages » entre l'Italie et la « mère patrie » anglo-américaine. Cela explique que le *beat* italien fut largement perçu (et peut-être de manière excessive) comme « subsidiaire » par rapport à ce qui se produisait outre-Manche et outre-Atlantique. L'ingénuité des groupes musicaux de l'époque (qu'on appelait alors plus couramment des « ensembles ») s'observait également lorsqu'ils s'essayaient à l'« adaptation » de titres étrangers, dont beaucoup étaient déjà connus dans leur version originale. À l'époque, un disque n'avait pas la moindre chance d'arriver sur le marché et de s'imposer à l'attention du public s'il n'était pas chanté en italien. C'est la raison pour laquelle, au début des années 1960, beaucoup de groupes *beat* (mais aussi des chanteurs solo) firent paraître leurs propres versions de *hits* déjà connus à l'étranger. À l'inverse, des groupes anglo-américains enregistraient la version italienne de leurs morceaux les plus populaires, ou de ceux que l'on pensait les mieux « adaptés » au marché d'un pays méditerranéen (la mention « en italien » figurait d'ailleurs souvent sur les pochettes des 45 tours). Qu'on ne s'y trompe pas, le terme d'« ingénuité » ne

qualifie pas ici une volonté de simplification plus ou moins scolaire de la version originale. Il faudrait plutôt y voir la réappropriation (au sens large), à partir d'une relecture évidemment enthousiaste, de la structure harmonique et mélodique du morceau original et de sa signification « émotionnelle ». C'est dans cette optique qu'il faut lire la transformation du texte « original », auquel sa « traduction » ne renvoyait que dans la mesure où on acceptait le principe de l'universalité du langage *rock*, qui *en soi* effaçait toutes les barrières linguistiques et faisait des émotions et du *feeling* sa seule et authentique forme d'expression. L'annonce que « les temps étaient en train de changer[25] » était finalement parvenue jusque dans la grande et somnolente périphérie italienne, et tout laissait à penser que d'ici peu elle allait se propager sans relâche, au son des « tam-tams » disséminés à chaque coin de rue.

Avec le recul, on pourrait dire que chaque groupe anglais ou américain qui relevait d'un « genre » particulier avait (si l'on peut dire) son « correspondant » ou son « équivalent » musical en Italie. Les hérauts de la pop la plus « mélodique » ou la plus « classique » (les Beatles surtout, mais aussi les Bee Gees et leurs dérivés) trouvèrent par exemple dans notre pays, peut-être parce qu'on y appréciait particulièrement la « chanson », bien plus qu'une myriade d'admirateurs. Ils y trouvèrent aussi de réels prolongements, avec des groupes qui reprirent de manière tout à fait honorable certains morceaux de leurs maîtres et inspirateurs. On peut rappeler ici la magnifique version de *Un figlio dei fiori non pensa al domani*, adaptée par I Nomadi à partir d'un morceau des Kinks et de R. Davies, qui montra sans doute mieux que n'importe quelle autre « reprise » de l'époque combien était importante la proximité avec l'école du *beat* anglo-américain dès lors qu'on adoptait ce langage universel – tout comme était universelle la condition de l'« enfant des fleurs », du hippie qui ne pensait pas au lendemain. Même dans l'aire du *beat* plus « progressif », il y eut en Italie de bonnes reprises, notamment des Corvi, un groupe d'Émilie qui fit la preuve de son mordant et de son expressivité au cours de sa trop brève carrière. Leur morceau le plus connu, *Sono un ragazzo di strada* (adapté des Electric Prunes) concentre dans un texte (re)traduit la marginalité, l'exclusion, la condition en somme de ceux qui vivent « dans les rues ». On peut lire cette « réactualisation » comme un petit manifeste du premier *beat* italien aux prises avec « un autre monde », comme le dit aussi le texte de la chanson à propos des rapports impossibles entre « notre » gars des rues et l'*autre*, celle qui appartient justement à cet autre monde.

L'ingénuité, pour conclure, fut un trait fondamental du *beat* italien, au moment où il commençait à expérimenter des formes de communication qui allaient mener là où « l'utopie, seule réalité possible, verrait advenir son règne fondé sur la gratuité ».

25. *The Times They Are A-Changin'*, est le titre d'une chanson de Bob Dylan sortie en 1964, et de son troisième album.

Che colpa abbiamo noi[26]
(The Rokes)

La nuit nous tombe dessus
la pluie nous tombe dessus
les gens ne sourient plus
nous perdons un monde ancien qui
s'effondre sur nous à présent
mais est-ce notre faute à nous ?

Ce sera une belle société
fondée sur la liberté
mais expliquez-nous pourquoi
si nous ne pensons pas comme vous
vous nous méprisez, pourquoi ?
Mais est-ce notre faute à nous ?

Et si nous ne sommes pas comme vous,
et si nous ne sommes pas comme vous
et si nous ne sommes pas comme vous
il y a peut-être une raison
et si vous ne la connaissez pas
et si vous ne la connaissez pas,
mais est-ce notre faute à nous ?
Est-ce notre faute à nous ?
Est-ce notre faute à nous ?

C'è chi spera[27]
(Riki Maiocchi)

Le monde se détourne du bien
ils se battent tous comme des hyènes
mais quand le jour finit et que vient le soir
certains espèrent.

Chacun pense à lui-même et se tait
se tait parce qu'il n'a plus de cœur
mais peut-être qu'une voix nouvelle chante
pour ceux qui espèrent.

Les cloches sonnent
les enfants courent

le monde vit un nouveau jour
et les gens chantent
plus personne ne souffre
oui, nous devons croire parce que

la pluie qui tombe est encore pure
comme le soir embrasé,
rouge où se reflètent les larmes vraies
de ceux qui espèrent.

Les cloches sonnent
les enfants courent
le monde vit un nouveau jour
et les gens chantent
plus personne ne souffre
oui, nous devons croire parce que

la pluie qui tombe est encore pure
comme le soir embrasé
rouge où se reflètent les larmes vraies
de ceux qui espèrent.

USA : de la chasse aux sorcières à la Beat generation

Le besoin de références culturelles plus précises et plus consistantes se fait fortement sentir. Comme le disent d'avisés sociologues, « tous les mouvements nés d'exigences réelles finissent toujours par partir à la recherche de leurs ancêtres ou de leurs pères fondateurs ». C'est précisément à ce moment qu'arrivent en Italie les productions du « mouvement *beat* » américain. On commence à lire Ginsberg, Kerouac, Corso, Ferlinghetti, en traduction ou, laborieusement, dans les revues autoproduites glanées au cours de voyages à l'étranger.

Les écrivains et les poètes de la mouvance *beat* s'étaient formés aux États-Unis à la fin des années 1940 et au début des années 1950, en pleine Guerre froide. Le climat social était alors extrêmement lourd et fortement répressif. Les États-Unis et l'URSS, qui avaient été alliés pendant la guerre et dans la victoire contre le nazisme, s'étaient partagés la planète. Chacun avait établi sa sphère d'influence politique et militaire et à présent ils se réarmaient l'un contre l'autre, avec entre eux la terrible variable atomique. Après la parenthèse sanglante de la Seconde

26. *Che colpa abbiamo noi* [Est-ce notre faute à nous] (1966) est une reprise de *Cheryl's Goin' Home* de Bob Lind, sorti la même année.
27. Sorti en 1967, *C'è chi spera* [Ceux qui espèrent] fut sélectionné au festival de Sanremo mais n'atteignit pas la finale.

Guerre mondiale, les deux grands systèmes, socialiste et capitaliste, s'opposaient de nouveau irréductiblement.

Dans un tel climat, les dirigeants nord-américains, et surtout les chefs militaires du Pentagone, voyaient des communistes infiltrés partout. Les intellectuels de gauche qui, dans les années 1930, avaient apporté un large soutien au *New Deal* de Roosevelt, avec une production cinématographique et littéraire très engagée sur le terrain social et politique, étaient tous devenus des agents potentiels du communisme international. La stratégie de la Guerre froide, l'opposition entre les blocs, avaient fait naître une psychose de l'ennemi intérieur qu'attisaient encore les instances les plus réactionnaires du pouvoir. C'est la période de la « chasse aux sorcières ». La répression sera particulièrement acharnée dans le monde de la culture et du cinéma (aux États-Unis, le cinéma avait toujours été considéré non seulement comme une grande industrie mais aussi comme un formidable instrument de consensus) et les intellectuels progressistes seront continuellement sommés de faire la preuve de leur loyauté envers le pouvoir en place.

Après la Seconde Guerre mondiale, plusieurs commissions d'enquête sur les « infiltrations » extrémistes sont instituées par le Congrès et les Parlements de différents États. Des réalisateurs, des scénaristes, des écrivains, suspectés de communisme en raison du contenu de leurs œuvres, sont convoqués, notamment devant la House un-american activities committee (HUAC). Nombreux sont ceux qui, comme le grand écrivain Dashiell Hammett, furent incarcérés pour avoir refusé ces pratiques « inquisitoriales »; d'autres ne pourront plus travailler pendant des années (comme Dalton Trumbo ou John Howard Lawson). D'autres encore quitteront les États-Unis en signe de protestation (Charlie Chaplin, Bertolt Brecht, Thomas Mann ou Theodor Adorno). Beaucoup enfin abjureront lamentablement leur passé, dénonçant au passage collègues et amis (on se souvient d'Elia Kazan) et contribuant ainsi à légitimer une culture politique « de la repentance et du reniement » qui resurgira sous d'autres formes dans l'histoire des démocraties occidentales (notamment en Italie, avec l'instauration des lois d'urgence et les procès politiques des années 1980).

Le maccarthysme – du nom d'un des inquisiteurs les plus ardents : Joseph McCarthy, président d'une sous-commission du Sénat – était bien sûr un fruit vénéneux de la Guerre froide. Mais c'était aussi l'expression de ce que les *beat* appelaient « le fascisme militaire du Pentagone », et plus généralement des élites de la Maison Blanche. Car les États-Unis étaient alors engagés dans la sanglante guerre de Corée, qui risquait de s'étendre à la planète entière. Le surgissement des artistes *beat*, encore jeunes à l'époque, était aussi une réaction à cette page sombre de la démocratie américaine. Par leur aspect extérieur (cheveux, vêtements...) mais surtout par leur mode de vie, ils rejetaient délibérément les modèles de l'*american way of life*.

Ils rejetaient également les modèles littéraires de la génération des années 1930 (Steinbeck, Dos Passos, Caldwell, etc.) à la fois pour leur paradoxale coopération avec la politique du *New Deal* et pour leur comportement devant la HUAC et McCarthy (on se souvient des déclarations de « loyauté » de Dos Passos et Steinbeck). En quête d'autres références, ils se tournent notamment vers les *maudits**,

Miller (Henry) et Burroughs, qui s'étaient abstenus du soutien consensuel à la politique de Roosevelt et parcouraient le monde à la recherche d'autres cultures, d'expériences différentes. Mais aussi, dans un passé plus lointain, vers le poète Walt Whitman qui, à la fin du XIXe siècle, avait chanté la libre Amérique des individus et des grands espaces. Le père de la poésie américaine, qui disait de son recueil *Leaves of Grass* qu'il était « le chant d'un grand individu collectif, populaire, homme ou femme », avait écrit, après l'exécution de l'abolitionniste John Brown[28] :

Je suis cet homme-là, j'ai souffert, j'y étais.

La dédaigneuse sérénité des martyrs,
La marâtre médiévale condamnée pour sorcellerie, brûlée sur un bûcher de bois sec sous les yeux incrédules de ses propres enfants,
L'esclave qui fuit les dogues, qui flanche dans sa course, qui souffle, appuyé sur une clôture, qui est en sueur
Cette morsure d'aiguillon qui le pique aux jambes, au cou, chevrotine meurtrière ou balles,
Je le suis, je le sens.

« Naturellement, le *beat* fut considéré sous tous ses aspects comme un mouvement de nature moins sociale que littéraire. Drogues, *cool jazz*, sexe interracial et bouddhisme zen étaient une manière de manifester le refus de la culture américaine dominante, et donc de créer une contre-culture. "*Pour épater les bourgeoises**" devint le slogan du style de vie *beat* : ils rejetaient le conformisme au nom de l'intégrité artistique, ils revendiquaient la pauvreté et la marginalité sociale. Les *beat* vécurent comme des marginaux dans les quartiers pauvres de New York et des grandes villes américaines, ensemble dans la rue ou dans les clubs embrasés par le *be-bop*. Ils donnèrent vie à un mouvement communautaire, né de la rue, tissé des vibrations de la rue. Mais il y avait tant de romantisme chez les auteurs et les grandes figures de la *Beat generation* que leur individualisme exaspéré finit par rendre impossible toute constitution communautaire plus poussée[29]. »

Une partie d'entre eux gagna la côte ouest et forma à San Francisco une sorte de « commune intellectuelle » autour d'une librairie qui faisait aussi office de maison d'édition, la City Lights Books, dirigée par Lawrence Ferlinghetti. On y publiait les œuvres des écrivains et des poètes *beat*. À partir du milieu des années 1950, une partie d'entre eux se firent appeler *beatnik*, par provocation et par référence au Spoutnik, le premier satellite artificiel envoyé dans l'espace par les Soviétiques à la grande consternation des industriels, des généraux et des politiciens américains.

28. Walt Whitman, *Feuilles d'herbe* [1855], tr. fr. de Jacques Darras, Poésie/Gallimard.
29. *Vivere insieme (il libro delle comuni)*, Arcana, 1975, rééd. DeriveApprodi, 2008.

Gregory Corso et Allen Ginsberg sont certainement les deux plus grands poètes de la *Beat generation*. Kerouac disait de Corso : « Gregory était un petit dur du Lower East Side qui s'était élevé comme un ange au-dessus des toits et chantait des chansons italiennes avec la douceur de Caruso ou de Sinatra, mais *en mots*. Les "douces collines de Milan[30]" sont posées sur son âme renaissante, le soir descend sur les collines. Stupéfiant et magnifique Gregory Corso, seul et unique Gregory. Lisez lentement et voyez. »

Corso est aussi l'auteur de quelques entretiens fictifs à propos de la *Beat generation*, dont il est à la fois l'interviewer, l'interviewé et le spectateur malicieux :

Que pensez-vous de la Beat generation *?*

Je pense que ce n'est pas un accident. Je pense que ça n'existe pas. Il n'y a rien qui ressemble à une Beat generation.

Vous ne vous considérez pas comme beat ?

Diable non ! Je ne me considère ni comme beat, *ni comme béatifié.*

Qu'est-ce que vous êtes alors, si vous n'êtes pas beat *?*

Un individu, rien.

...

Vous vous fichez de l'existence du mouvement beat *?*

Je m'en fiche complètement, mon ami !

Vous n'aimez pas vos semblables ?

Non, je n'aime pas mes semblables, et même ils ne me plaisent pas du tout, sauf l'individu si j'arrive à le connaître ; je ne veux pas gouverner ni être gouverné.

Mais vous êtes gouvernés par les lois de la société.

C'est une chose que je cherche à éviter.

Ah, en évitant la société vous vous séparez de la société, et être séparé de la société c'est être BEAT.

Vraiment ?

Vraiment.

Je ne comprends pas. Je ne veux pas y être du tout dans la société, je veux rester dehors.

Regarde la réalité, en face mon ami, tu es un beat.

Pas du tout ! Ce n'est même pas un désir conscient de ma part, seulement je suis fait ainsi, je suis ce que je suis.

Mon ami, tu es tellement beat *que tu ne t'en rends même pas compte.*

...

Mais vous, que pensez-vous de la Beat generation *?*

Un certain style, si on y repense, de vieilles photos, Fitzgerald à Paris, 1920, haute société, prohibition, jazz ; ce qui a caractérisé une génération plutôt que ce en quoi elle croyait. Les données fondamentales sont toujours les mêmes, le style change, mais les faits, mon ami, les faits demeurent.

En quoi pensez-vous que consiste la Beat generation *?*

Consiste ? Oh, des personnes beat *avec des idées* beat *qui n'ont de lien avec rien sinon les uns avec les autres.*

Alors c'est une génération d'amour.
Non, mon ami, nous sommes en pleine mer. Posez-moi une autre question.
Vous ne croyez pas en l'amour?
Ami, tu es grand. Tiens, laisse-moi tirer sur ton joint[31].

Bruno Cartosio : La réception de la culture afro-américaine en Italie

À peu près en même temps que la culture *underground* et les modèles littéraires et existentiels des *beat*, d'autres images, d'autres signes forts étaient en train d'arriver des États-Unis : ceux qui avaient pour fond la question afro-américaine. En vérité, des textes et des photos des luttes contre la ségrégation raciale avaient commencé à paraître dans la presse italienne bien avant la fin des années 1950. Beaucoup de gens avaient alors découvert que dans des États qui avaient pour noms Géorgie, Alabama, Louisiane, Mississipi (entre autres), les autobus étaient divisés en secteurs dévolus respectivement aux Noirs et aux Blancs ; que les toilettes publiques et les salles d'attente étaient séparées selon le même principe ; que dans les cinémas ou les tribunaux, le public blanc ne se mélangeait pas au public noir ; qu'il y avait des hôtels, des bars et des restaurants dans lesquels les Noirs ne pouvaient pas même entrer, et que dans les autres, les zones réservées aux Blancs et celles réservées aux Noirs étaient rigoureusement étanches. Les écoles étaient bien sûr ségréguées et les universités d'État étaient interdites aux Noirs.

La « ligne de partage des couleurs », selon l'expression de l'historien afro-américain W. E. B. Du Bois[32], continuait à compartimenter la vie quotidienne aux États-Unis. Même au Nord, où tous les espaces publics étaient officiellement « mixtes », la ségrégation *de fait* persistait, en particulier pour l'accès au logement. Les villes étaient donc toutes divisées selon des critères raciaux, et les *suburbs* – ces banlieues pavillonnaires entourées de verdure que l'on voit dans tant de films hollywoodiens – demeuraient exclusivement blancs.

La population afro-américaine avait commencé à se rebeller contre la ségrégation raciale (inventant pour l'occasion des moyens d'action qui allaient faire date)

30. « Aretino remembers Spring in Milan ; his mother, / who now, on sweet milanese hills, sleeps. / No sign of Spring ! No sign ! // Ah, Boticelli opens the door of his studio. » Gregory Corso, « Boticcelli's Spring », *Gasoline*, 1958. Une traduction partielle de *Gasoline* a été publiée dans le volume *Sentiments élégiaques américains*, Christian Bourgois, 1977 (rééd. 1996).
31. Gregory Corso, *Variations on a generation* [1959], publié en 1963 dans l'édition italienne de *Gasoline*. À propos de Gregory Corso, on peut lire également Jacques Josse, *La Mort de Gregory Corso*, La digitale, 2008 et Barry Miles, *Beat Hotel : Allen Ginsberg, William Burroughs & Gregory Corso à Paris, 1957-1963*, Le mot et le reste, 2011.
32. « Le problème du XXe siècle est le problème de la ligne de partage des couleurs [*color line*] », W. E. B. Du Bois, allocution prononcée à la première conférence panafricaine à Londres, en 1900. Voir aussi William E. B. Du Bois, *Les Âmes du peuple noir* [1903], La Découverte, 2007.

grâce à la mobilisation des communautés : les gens ordinaires des villes et des villages du Sud tenaient des assemblées bondées dans des églises, organisaient de longues marches de protestation, orchestraient le boycott des transports publics et faisaient des *sit-in* dans les bars, les restaurants et les lieux publics où sévissait la ségrégation. Ils se faisaient insulter, frapper, incarcérer, parfois tuer par des racistes blancs ou par la police.

Plus encore que les rares comptes rendus dans les journaux, les photos frappaient les esprits. On y voyait des enfants et des adultes noirs tués dans les dynamitages racistes de leurs maisons ou de leurs églises, des manifestants non violents agressés à coups de bâtons et de fusils, avec des chiens et des canons à eau, des prisons pleines de manifestants. Mais on commençait aussi à entendre parler du boycott des autobus, qui durait parfois depuis plus d'un an (comme à Montgomery, Alabama, en 1956) et des liens, étranges à nos yeux, entre le mouvement antiségrégationniste et les pasteurs des Églises baptistes noires. Car de jeunes pasteurs, qui avaient nom Martin Luther King ou Ralph Abernathy, avaient pris la tête des luttes et de leur organisation. À partir de 1960 arrivèrent les images des premiers *sit-in* : de jeunes Noirs, assis au comptoir d'un bar, insultés, salis, battus, et arrêtés pour avoir occupé l'espace « réservé aux Blancs ». Rapidement, les *sit-in* se comptèrent par centaines dans tous les États du Sud. Un certain nombre de jeunes Blancs avaient commencé à se joindre aux Noirs lors de ces *sit-in* dans les lieux publics, mais aussi dans les *freedom rides*[33] qui revendiquaient la déségrégation dans les transports inter-États et les gares, ou dans les campagnes pour les droits civiques et le droit de vote des Afro-américains.

Les acteurs de cette première décennie de mouvement étaient, mis à part les prêtres, de petites gens et des étudiants. Exactement comme ceux qui, en Italie, découvraient avec un intérêt extrême cet autre visage, encore presque inconnu, de l'Amérique. Alors que les *beatniks* incarnaient un refus individuel et, par bien des aspects, intellectuel (comme en témoignaient leurs récits, leurs poèmes et leurs vies de *bohémiens**), les Noirs apparaissaient comme un phénomène social de masse. Dans cette Amérique de la Guerre froide, cette Amérique bigote que rejetaient les *beat*, les Noirs étaient devenus l'unique mouvement populaire de contestation. Cette spécificité aurait peut-être dû faciliter la compréhension du mouvement Noir en Italie, mais ce ne fut pas le cas. Bien sûr, il jouissait d'une sympathie immédiate de la part des jeunes, des ouvriers, des intellectuels, des militants de gauche. Mais, même s'il se dressait de toute évidence contre un système infâme, il ne possédait aucun des traits « politiques » qui caractérisaient tous les mouvements de gauche en Italie et en Europe. Ses références théoriques et idéologiques, lorsqu'elles se laissaient déceler, avaient pour nom Gandhi et Tolstoï plutôt que Lénine. Les modalités mêmes de la contestation – du choix de la non-violence au rôle des pasteurs baptistes et méthodistes – suscitaient beaucoup de perplexité. Toutefois, la générosité et, pour ainsi dire, l'héroïsme de cette première phase de lutte étaient tels que l'adhésion ne pouvait que l'emporter.

The Wall Between[34] d'Anne Braden est un livre important et beau, même s'il est aujourd'hui tombé dans l'oubli. Il donne à voir de façon assez exemplaire le contexte de l'époque. Anne Braden et son mari, militants blancs de la « vieille gauche » dans le Sud, avaient aidé une famille noire, les Wade, à acheter une maison dans un quartier blanc. Le livre raconte, outre cette histoire, les épisodes de violence et l'odyssée judiciaire à laquelle furent confrontés les Braden et leurs amis[35]. Mais une fois de plus, et sans rien ôter à leur grand courage personnel et politique, ni aux conséquences qu'ils eurent à subir en tant que « renégats », c'étaient encore des Blancs qui faisaient le récit de leur action contre la ségrégation imposée aux Noirs. Les Noirs n'avaient pas encore d'expression propre (si ce n'est comme auteurs de romans et de poésie) et les maisons d'édition italiennes s'intéressaient davantage au « problème noir » en tant qu'il autorisait une critique de la société nord-américaine blanche qu'aux Noirs en tant que sujets de leur propre émancipation.

Même des livres comme *America allo spechio* de Gianfranco Corsini, *America 1962* de Giorgio Spini et *Dialogo sulla societa americana* de Roberto Giammanco[36], qui furent tous déterminants à divers titres pour « comprendre l'Amérique », témoignent de cette préoccupation : il s'agissait davantage d'expliquer le fonctionnement de la Grande Machine que de partir de la contestation noire elle-même, de ses acteurs et des contenus qu'elle véhiculait, pour en comprendre la structure de l'intérieur. En tout état de cause, l'intérêt du monde de l'édition pour les mouvements sociaux américains était encore plutôt rare et relativement générique. Cette situation allait se modifier radicalement, et rapidement, dès le milieu des années 1960.

Pour les lecteurs des *Quaderni piacentini* (en quatrième de couverture figurait la liste des 34 librairies qui diffusaient la revue dans 20 villes d'Italie, sans compter les abonnés), le long dossier confectionné par Renato Solmi dans le n° 25 de décembre 1965 constitua un point de bascule. À partir d'articles et de récits de provenances diverses, écrits par différents auteurs (au nombre desquels figurait

33. Les *Freedom rides* (voyages de la liberté) consistaient à prendre les bus inter-États afin de tester l'arrêt de la Cour suprême Boynton *vs* Virginia qui rendait illégale la ségrégation dans les transports. Le premier *Freedom ride* partit de Washington DC le 4 mai 1961 et devait arriver à la Nouvelle-Orléans le 17. Les militants furent arrêtés dans les États du Sud sous le prétexte qu'ils violaient les lois locales et les lois Jim Crow.

34. Anne Braden, *The Wall Between* [1959], paru en italien en 1961, inédit en français.

35. Six semaines après l'achat, la maison des Wade était dynamitée. Les poseurs de bombe ne furent jamais recherchés. Après diverses péripéties judiciaires et au terme d'un procès pour « sédition », Carl Braden fut condamné à 15 ans de prison. Anne Braden attendait un verdict du même ordre quand la Cour Suprême américaine invalida les lois sur lesquelles s'appuyait l'accusation.

36. *America allo spechio*, Laterza, 1960 ; *America 1962 : nuove tendenze della sinistra americana*, La Nuova Italia, 1962 ; *Dialogo sulla societa americana*, Einaudi, 1964. Ces textes sont inédits en français.

encore Anne Braden), il avait rassemblé les 90 pages d'information les plus intéressantes qu'on ait pu lire jusque-là en Italie au sujet du « mouvement de libération des Noirs du Sud » et de ses rapports avec les *Social action movements*. Il est difficile d'évaluer le nombre de personnes pour qui, dans la nouvelle gauche italienne naissante, la lecture de ces pages a été décisive, mais ils furent probablement nombreux. Grâce à la lecture de Solmi beaucoup prirent l'habitude de se procurer, par l'entremise d'amis, de parents ou de correspondants qui revenaient d'Amérique, des documents de première main. Ainsi, malgré la rareté des sources originales disponibles dans les bibliothèques, malgré le manque de traductions et d'ouvrages italiens, cette recherche « directe » allait, en l'espace de quelques années, produire ses premiers résultats à l'Université : quelques séminaires dans les facultés occupées en 1967-68, puis à partir de 1969-70, les premiers mémoires de recherche « sur les Noirs ».

La seconde phase des luttes afro-américaines s'ouvrit au milieu des années 1960, lorsque le mouvement contre la ségrégation et pour les droits civiques, qui avait été jusque-là essentiellement circonscrit au Sud, s'étendit à tous les grands ghettos métropolitains du pays et bascula de la contestation non violente au soulèvement de masse. C'est en 1963-64 que se joua, pour ainsi dire, cette transition : les désordres gagnèrent aussi bien Birmingham et Savannah, au Sud, que Chicago, Philadelphie ou New York ; mais entre 1965 et 1968, ce sont les grandes métropoles et leurs ghettos qui en furent les acteurs exclusifs. Et en 1968, l'assassinat de Martin Luther King à Memphis (Tennessee) déchaîna la dernière grande vague de révoltes noires dans plus de cent villes, grandes et petites, des États-Unis.

Les changements qui avaient affecté le mouvement de libération afro-américain avaient été considérables, et extrêmement rapides. Malcolm X, assassiné en février 1965, avait été le premier et le plus grand d'une génération de nouveaux *leaders*, idéologues, dirigeants, porte-parole, apparus lors de l'explosion du mouvement noir dans les ghettos urbains. De nouvelles formations politiques réunies autour du slogan *Black Power!* côtoyaient les formations plus anciennes (quand elles ne s'y substituaient pas) pour organiser la révolte. La plus connue, y compris en Italie, reste le Black Panther Party, fondé en 1966 dans le ghetto d'Oakland, en Californie, par Huey Newton et Bobby Seale.

Pendant ce temps, en Italie, beaucoup de choses avaient changé, notamment dans la perception des événements qui se déroulaient aux États-Unis. Non seulement l'intérêt pour ces questions allait croissant, mais l'information disponible devenait plus abondante. Les luttes pour les droits civiques avaient remporté plusieurs victoires avec la législation déségrégationniste, les lois sur les droits civiques (1964) et le droit de vote (1965) ; les étudiants américains protestaient à présent en masse contre l'*escalation* de l'intervention américaine au Vietnam, qui avait commencé début 1965 sous la présidence Johnson. Des représentants « historiques » de la contre-culture, comme Abbie Hoffman et Jerry Rubin (le mouvement *beat* s'était alors mué en phénomène hippie) et des figures du pacifisme non

violent issu de la « vieille gauche » comme A. J. Muste et Dave Dellinger, se rangèrent aux côtés des militants de la « nouvelle gauche » au cours de centaines de manifestations hostiles au gouvernement, à sa politique intérieure et étrangère, à la guerre. La presse italienne n'avait pas d'autre choix que de couvrir ces manifestations, notamment parce qu'en Italie et en Europe d'autres jeunes étaient massivement en train de faire plus ou moins la même chose.

Mais surtout, l'attitude d'une partie de l'édition italienne avait changé. Elle avait « découvert » l'Amérique des mouvements étudiants et de la jeunesse et, *simultanément*, le nouveau marché que représentaient ici les jeunes qui se politisaient rapidement. En 1966, Einaudi publia *Berkeley: The New Student Revolt* de Hal Draper et, au plus fort de notre 68 étudiant, *The Dissenting Academy*. La même année, les éditions De Donato firent traduire *The New Student Left*, et Feltrinelli publia en 1970 *La nuova sinistra americana* de Massimo Teodori[37]. Mais c'est bien la production culturelle et politique afro-américaine qui fut au cœur de ce moment éditorial. À la faveur de l'attention nouvelle qui se portait sur tout ce qui venait des États-Unis, elle allait prendre une importance centrale.

Les grands écrivains – Richard Wright, Ralph Ellison et James Baldwin – avaient été abondamment traduits dès l'immédiat après-guerre. Ils étaient à présent republiés, et leurs nouveaux livres étaient traduits (Baldwin était en pleine activité), mais leurs œuvres n'avaient jamais rencontré un intérêt aussi vif, aussi actuel. Le petit essai de Baldwin, *La prochaine fois, le feu*[38] publié en 1964 chez Feltrinelli apporta peut-être la première réponse directe à l'une des questions qui s'étaient posées au cours des années précédentes: quels pouvaient être les contenus d'un mouvement de contestation radicale, à la fois culturel et politique, qui ne puisait ni ses critères d'analyse ni son vocabulaire dans le marxisme? D'autres réponses, plus historiques, furent apportées par l'américaniste Claudio Gorlier dans sa *Storia dei negri degli Stati Uniti*[39]. C'était la preuve que des travaux universitaires de grande qualité étaient en mesure, bien mieux que les récits qu'on pouvait lire dans la presse, d'offrir à un mouvement qui se projetait bien au-delà de l'université des éléments d'analyse et des clés de lecture. À la fin de son *excursus* historico-culturel, Gorlier écrit: « Les 20 millions de Noirs américains sont encore dans les sous-sols, comme l'anti-héros d'Ellison, mais ils ne sont pas passifs. [...] Le potentiel révolutionnaire des masses noires est en constante augmentation[40]. »

37. Hal Draper, *Berkeley: The New Student Revolt*, Grove Press, 1965, tr. it., *La rivolta di Berkeley*, Einaudi, 1966; Theodore Rozak (dir.), *The Dissenting Academy*, Pantheon Books, 1968, tr. it., *L'università del dissenso, insegnamento e responsabilità politica*, Einaudi, 1968; Mitchell Cohen, Dennis Hale, *The New Sudent Left*, Beacon Press, 1966, tr. it.: *Gli studenti e la nuova sinistra americana*, De Donato, 1968. Aucun de ces livres n'a paru en français.
38. James Baldwin, *La prochaine fois le feu*, Gallimard, 1963.
39. Claudio Gorlier, *Storia dei negri degli Stati Uniti*, Cappelli, 1963. Inédit en français.
40. *Ibidem*. En ce qui concerne l'« anti-héros », voir Ralph Ellison, *Homme invisible, pour qui chantes-tu?* [1952], Grasset, 1984.

Le premier mouvement d'empathie commençait à céder le pas à l'idée, plus réfléchie et plus engageante, que l'expérience des Noirs pouvait être une clé de lecture particulièrement pertinente pour comprendre l'histoire des États-Unis. Mais elle était aussi un exemple – à étudier – de la manière dont des mouvements populaires, massifs, composites et articulés, pouvaient se développer hors du contrôle des organisations de gauche, et même comporter une forte dimension religieuse. Il est cependant à noter que la religion chrétienne qui avait été extrêmement présente lors de la première phase « sudiste » du mouvement noir, avait disparu de la scène depuis les révoltes urbaines, quand elle n'avait pas été simplement remplacée par d'autres confessions comme l'islam des *Black Muslims* (dont au reste peu de gens savaient quoi que ce soit avant l'assassinat de Malcolm X en 1965).

Dans la seconde moitié des années 1960, grâce aux traductions toujours plus nombreuses, le cadre sociologique et théorico-politique qui va permettre de lire le mouvement afro-américain commence à prendre forme. Schématiquement, on peut dire que c'est à ce moment que sont apparues un certain nombre de grandes lignes d'interprétation, mais aussi – et c'est peut-être le plus important – que les expériences, les élaborations et même certaines figures du mouvement Noir ont commencé à faire partie du patrimoine du mouvement italien. L'*Autobiographie*[41] de Malcolm X fut publiée par Einaudi en 1967, avec une préface de Roberto Giammanco qui joua un rôle décisif dans l'édition italienne pendant cette période, en introduisant des œuvres de genres divers sur les mouvements aux États-Unis et en particulier sur les Afro-américains. Le succès fut immédiat et valut à son auteur d'être promu au panthéon des grandes figures des mouvements de résistance et de libération de la décennie : Mao, le Che, Fidel, Lumumba, Hô Chi Minh...

La première des grandes lignes d'interprétation du mouvement Noir fut probablement d'obédience « tiers-mondiste ». Malcolm X avait déclaré dans un de ses *Derniers discours* (publiés en 1965 aux États-Unis et en 1968 en Italie) : « Nous vivons une époque révolutionnaire et la révolte des Noirs américains participe à la rébellion générale contre le colonialisme et l'oppression de notre temps[42]. » Un an plus tard, dans *Le Capitalisme monopoliste*[43] (Einaudi, 1968), Paul Baran et Paul Sweezy avaient érigé en clé théorico-politique les liens qui unissaient le sort des Afro-américains à celui des peuples opprimés du monde entier. Il leur appartenait donc de hisser leurs révolutions « de l'indépendance nationale à l'égalitarisme socialiste » afin de devenir le moteur de la révolution mondiale. « La conscience du Noir américain », écrivaient Baran et Sweezy, « se transformera sans cesse, sous l'effet de sa propre connaissance et de sa propre expérience, et sous l'effet de l'exemple donné à travers le monde par tous ceux qui luttent, avec un succès grandissant, contre le système inhumain de l'oppression capitaliste-impérialiste. Les masses noires ne peuvent espérer s'intégrer à la société américaine telle qu'elle est constituée à l'heure actuelle. Mais elles peuvent espérer être l'un des agents historiques qui la renverseront et qui mettront à sa place une autre société, dans laquelle elles jouiront non pas de droits civiques (qui ne sont au mieux qu'un concept bourgeois étriqué) – mais des pleins droits de l'homme ». *Substituer des droits de l'homme aux droits*

civiques, il s'agissait là d'une reprise on ne peut plus explicite d'une des ultimes formules de Malcolm X.

Dans le discours théorique des deux marxistes américains, les Afro-américains étaient donc le reflet « local » de la révolution générale dans le Tiers-monde : ils en étaient certes les acteurs et l'avant-garde, mais leur histoire s'inscrivait dans le contexte international de la décolonisation. La perception des Noirs comme « colonie intérieure » était alors assez courante aux États-Unis. Cette idée n'avait pas seulement émaillé les discours du dernier Malcolm X – même si chez lui, outre que le cadre théorique était différent, l'activité autonome des Noirs dans les métropoles industrielles états-uniennes prenait un tout autre poids –, elle allait également être au fondement de la réflexion de Stockley Carmichael, du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) et d'autres penseurs se référant à Malcolm. En 1967, Carmichael publiait avec Charles Hamilton *Black Power*[44], une tentative de synthèse systématique des arguments du nationalisme noir, en vue d'élaborer une théorie de la lutte de libération à l'usage de la « colonie intérieure ». Même un ouvrage aussi riche et composite que *Black Power/Potere negro* de Giammanco (Laterza, 1967), qui fut un vrai succès de librairie, reprenait la ligne dominante associant « racisme et colonialisme », quoiqu'il proposât aussi d'autres clés de lecture sur les luttes récentes et leur organisation.

En Italie, de nombreuses traductions participaient de cette lecture, qui se diffusait aussi à proportion de l'importance qu'elle avait acquise aux États-Unis. Elle y avait en effet pris le pas sur les réflexions plus directement ouvriéristes grâce à la diffusion des thèses tiers-mondistes dans le débat sur la transition vers le socialisme, à la popularité dont jouissait encore Franz Fanon (dont l'œuvre était aussi à l'arrière-plan de la réflexion de Malcolm X), et enfin à la montée générale de l'opposition à la guerre du Vietnam.

L'histoire du livre, très lu, de James Boggs, *La Révolution aux États-Unis*[45] (publié aux États-Unis par la *Monthly Review* de Paul Sweezy en 1963) est un bon exemple de l'influence de cette ligne interprétative en Italie. En 1964, une traduction presque intégrale du texte paraît dans le n°4 des *Quaderni rossi*. En septembre 1968, l'édition italienne de la *Monthly Review* en donne une traduction intégrale – et il n'est pas anodin que cette revue ait été publiée à ce moment par Dedalo[46], finalement reprise

41. Malcolm X, *Autobiographie*, Stock, 1973.
42. Malcolm X, *Derniers Discours*, Dagorno, 1993.
43. Paul A. Baran, Paul M. Sweezy, *Le Capitalisme monopoliste, un essai sur la société industrielle américaine* [1966], Maspero, 1968.
44. L'ouvrage est paru en italien chez Laterza en 1968 et en français chez Payot la même année.
45. James Boggs, *La Révolution aux États-Unis*, Maspero, 1966.
46. Les éditions Dedalo ont publié un grand nombre de revues italiennes, et notamment des revues politiques telles que *Classe* : *quaderni sulla condizione e sulla lotta operaia*, *Il Manifesto*, *Fabbrica e Stato*, ou encore *Magistratura democratica*, *Effe* ou *Critica marxista*.

sous forme de livre en 1969 par Jaca Book. Aux États-Unis, l'ancien ouvrier et ex-trotskyste Boggs s'inscrivait dans une tradition théorico-politique qui partait de l'ouvriérisme pour arriver au post-industrialisme et au nationalisme noir. Et c'est en effet, dans un contexte nettement « ouvriériste » que les *Quaderni rossi* avaient publié le texte. La réédition dans la *Monthly* italienne alors tenante du tiers-mondisme marxiste, en avait recontextualisé les enjeux; et pour finir, il avait définitivement été replacé par l'éditeur catholique Jaca Books dans le courant tiers-mondiste de l'indignation morale et de la révolution impossible.

Outre une certaine confusion – dans ce déferlement général, tout ce qui était traduit n'était pas utile ou d'égale qualité –, un certain besoin d'héroïsation venait sans doute compenser la rareté des informations de la période précédente. Lorsque Malcolm X fut assassiné le 21 février 1965, personne en Italie n'en dit mot, ou presque. À l'unique et très insuffisante exception des articles d'Edgardo Pellegrini dans *L'Unità*, la nouvelle fut vite reléguée dans tous les quotidiens au chapitre des faits divers. Lorsqu'à l'été 1967 parut son *Autobiographie*, rares étaient ceux qui avaient entendu parler de lui. Cela n'empêcha pas l'explosion du « phénomène Malcolm X »: un engouement d'ordre à la fois littéraire et politique qui allait bien au-delà des immenses mérites du texte et de l'importance politique réelle de l'homme. L'implication émotionnelle et politique dont fit preuve Roberto Giammanco dans son introduction y fut probablement pour beaucoup et contribua à donner le ton. Cette flambée d'enthousiasme se prolongea l'année suivante avec la publication des *Derniers discours*, toujours chez Einaudi. Il est inutile de souligner à quel point la lecture de Malcolm X a été cruciale pour comprendre l'entrée en politique des Noirs américains. Par ailleurs, en 1968, Feltrinelli et Einaudi encore, avaient traduit les virulents essais de LeRoi Jones (*Home, Social Essays*) ainsi que son récit historico-sociologique (*Le Peuple du blues*[47]) qui offraient tous deux des clés supplémentaires pour comprendre « d'où venait » une expérience aussi exceptionnelle que celle de Malcolm X.

Mais cette euphorie éditoriale ne dura pas et lorsque parut, en 1973, *Par tous les moyens nécessaires*[48], l'autre recueil de textes de Malcolm X, Einaudi limita ses efforts à une simple note introductive de George Breitman. On n'avait plus besoin ni de l'héroïsme ni des émotions que la figure de Malcolm X avait suscitées parmi les Noirs américains longtemps encore après sa mort. Mais il y avait autre chose. D'une part, la répression nixonienne avait, dès 1969, porté des coups terribles au mouvement noir, qui avait perdu une partie de son rôle de stimulant de la vie politique. De l'autre, les maisons d'édition italiennes préféraient désormais traduire des essais de plus grande envergure, qui permettaient de replacer les enjeux de ces luttes dans une perspective plus large. On publia des œuvres importantes sur l'histoire des Noirs et l'esclavage, comme *The Problem of Slavery in Western Culture* de D. B. Davis, *L'Économie politique de l'esclavage* de E. D. Genovese, *Da schiavo a proletario* ou *Lo schiavo americano dal tramonto all'alba* de George Rawick[49].

Néanmoins, on publiait encore les récits plus ou moins autobiographiques des grandes figures du mouvement: Bobby Seale, H. Rap Brown, Eldridge Cleaver et

Angela Davis, George Jackson, et d'autres militants incarcérés, qui témoignaient de l'impitoyable dureté de la répression, mais aussi de la résistance individuelle et collective. Ces « mémoires politiques » dessinèrent une autre ligne éditoriale majeure. Mais celle-ci ne puisait plus son sens dans le sentiment de la découverte : les parcours personnels s'inscrivaient immédiatement dans le contexte politique, plus large, des organisations auxquelles ils appartenaient. Contrairement au moment où était parue l'autobiographie de Malcolm X, on disposait à présent de tout un arrière-plan et de nombreuses informations sur les acteurs du mouvement dont on lisait les témoignages.

Durant cette période, les écrits de George Jackson prirent une importance énorme ; *Les Frères de Soledad* et *Devant mes yeux la mort*[50] retracent son parcours humain, social, carcéral et militant. Jackson était un jeune noir qui avait passé onze ans en prison pour un petit larcin, qui s'était formé politiquement pendant son incarcération et qui finit assassiné le 21 août 1971 dans la cour ou dans une cellule de San Quentin. Ses textes décrivent avec une lucidité et une rigueur mordantes la logique homicide du système répressif auquel les Noirs étaient soumis. « Si je dois sortir d'ici vivant », écrivait-il dans une de ses lettres, « je ne veux rien laisser derrière moi. Jamais ils ne me compteront parmi ceux qu'ils ont brisés, mais je ne puis dire non plus que je sois normal. J'ai eu faim trop longtemps. Je me suis mis en colère trop souvent. On m'a menti, on m'a insulté trop de fois. Ils m'ont poussé au-delà des limites ; aucun retour en arrière n'est plus possible pour moi. Je *sais* qu'ils ne seront satisfaits que s'ils parviennent à me pousser complètement hors de cette vie [...]. » Et Jean Genet, dans sa préface à *L'Assassinat de George Jackson*[51] soulignait l'une des vérités historiques et politiques qui rendaient le cas de Jackson si déchirant, si exemplaire et si évocateur : « Il est de plus en plus rare en Europe qu'un homme accepte d'être tué pour les idées qu'il défend. Les noirs en Amérique le font chaque jour. Pour eux "la liberté ou la mort" n'est pas un slogan de mirliton. En entrant dans le Black Panther

47. LeRoi Jones (Amiri Baraka), *Home*, Social Essays, 1965, tr. it., *Sempre più nero*, Feltrinelli, 1968 ; *Blues People : Negro Music in White America*, 1963, tr. fr., *Le Peuple du blues : La Musique noire dans l'Amérique blanche*, Gallimard, 1968, rééd. « Folio ».

48. Malcolm X, *Par tous les moyens nécessaires*, Desmarets, 2004.

49. David Brion Davis, *The Problem of Slavery in Western Culture*, Ithaca, 1966, tr. it. SEI, 1971 ; E. D. Genovese, *L'Économie politique de l'esclavage* [1963], Maspero, 1968, tr. it. chez Einaudi en 1972 ; Bruno Cartosio (dir.), *Da schiavo a proletario : tre saggi sull'evoluzione storica del proletariato nero negli Stati Uniti*, Musolini, 1973 ; George Rawick, *Lo schiavo americano dal tramonto all'alba*, Feltrinelli, 1973.

50. *Les Frères de Soledad. Lettres de prison de George Jackson*, Gallimard, 1971 (avec une introduction de Jean Genet) ; *Devant mes yeux, la mort*, Gallimard, 1972, publié la même année chez Einaudi.

51. Groupe d'information sur les prisons (GIP), *L'Assassinat de George Jackson*, Gallimard, 1971, préface de Jean Genet ; tr. it. chez Feltrinelli, 1971.

Party, les noirs savent qu'ils seront tués ou qu'ils mourront en prison. » Malcolm X, Martin Luther King, George Jackson et tant d'autres militants (souvent membres des Black Panthers) assassinés en prison ou ailleurs étaient là pour le prouver. Mais ce qui se passait aux États-Unis annonçait aussi les issues probables de l'affrontement qui se durcissait de ce côté-ci de l'Atlantique, et les implications de ce que les militants politiques des décennies précédentes avaient nommé « cohérence révolutionnaire ».

C'est seulement à partir du début des années 1970 que l'autre ligne d'interprétation de l'histoire afro-américaine et du mouvement noir, celle qui voyait les Noirs comme des travailleurs, commença à prendre corps. De nombreux chercheurs italiens allaient par la suite adopter cette lecture en termes de « race et de classe », qui s'appuyait notamment sur les livres de C. L. R. James (dont Feltrinelli avait traduit *Les Jacobins noirs* en 1968), les essais d'Harold Baron et Herbert Gutman publiés dans *Da schiavo a proletario*, *The American Slave* de Rawick, et sur plusieurs autres articles parus dans la presse périodique[52]. En commençant à étudier l'histoire de la classe ouvrière américaine – en premier lieu dans les pages de la revue *Primo maggio*[53] – nous avions découvert que le travail des Noirs avait été déterminant dans toutes les phases historico-économiques, et que la contestation noire avait toujours été marquée par la position qu'occupaient les Afro-américains dans le processus de production : esclaves ou libres, paysans ou ouvriers.

Il avait fallu attendre la toute fin des années 1960 pour en arriver à de telles conclusions, qui corroboraient les thèses de la nouvelle historiographie américaine – aux États-Unis aussi, c'était la première fois qu'on émettait ce type d'analyses. Même les enquêtes officielles qui tentaient d'établir une « sociologie » des insurgés des étés chauds de 1964-68 avaient dû enregistrer le fait que les Noirs – jeunes ou moins jeunes – qui avaient participé aux révoltes urbaines étaient surtout des ouvriers, dont la majorité occupait un emploi et dont une moindre part était au chômage. Il est également à noter que les Noirs américains avaient pris une part active aux grèves de 1968-1974, autant dire à la plus grande vague de contestation ouvrière de ce siècle.

On retrouvait cette grille d'analyse dans les revues de mouvement (et en particulier dans les revues opéraïstes), dans quelques revues d'histoire et dans la petite édition plus ou moins militante. En définitive, c'est au milieu des années 1970, juste au moment où la grande édition commençait à déserter ce terrain (parce que le mouvement noir s'était éteint, brutalement réduit au silence par la répression nixonienne, parce que les récits personnels des victimes, à présent qu'ils pouvaient être lus et compris dans toutes leurs implications politiques et historiques, ne « rendaient » plus de la même manière, parce que plus rien ne pouvait être mythifié), que les Afro-américains trouvèrent leur juste place aussi bien dans le discours historico-politique et dans la recherche universitaire italienne que dans la culture et dans la mémoire du mouvement.

•

Cesare Bermani : *Il Nuovo Canzoniere italiano*, la chanson sociale et « le mouvement »

Dans les années qui suivent juillet 1960, on assiste à un regain de la tradition de la chanson sociale. La dernière efflorescence du genre remontait à la bataille contre la loi électorale de 1953 (plus connue sous le nom de *legge truffa*), qui gratifiait d'un « bonus » de voix la formation politique ayant obtenu la majorité absolue[54].

De petits groupes se constituent autour d'un programme à la fois politique et musical. Le tout premier naît en 1958 à Turin et prend le nom de Cantachronache. Il se donne pour objet l'écriture de chansons qui renvoient à des situations concrètes, à l'opposé des « chansonnettes » stéréotypées de Sanremo. Parmi les paroliers, on trouve Franco Fortini, Italo Calvino, Umberto Eco, Franco Antonicelli et Mario Pogliotti ; les musiques sont signées Sergio Liberovici, Giacomo Manzoni, Valentino Brucchi, Piero Santi, Fiorenzo Carpi. Le travail de Cantacronache – dont la figure de proue est Sergio Liberovici, et auquel participent aussi Sergio Amodei, Michele L. Straniero, Emilio Jona, Giorgio De Maria et Margherita Galante Garrone – part donc d'une critique de la musique légère de l'époque. Ce n'est qu'ensuite, et un peu par hasard, que le groupe découvre la chanson sociale. Il mène en ce sens les toutes premières recherches de terrain, et y consacre une série de disques, *I Canti di protesta del popolo italiano*, qui côtoient au catalogue des disques de « chansons nouvelles ». Au nombre de celles-ci, on se souvient de *Per i morti di Reggio Emilia*, qui fut beaucoup chantée dans les manifestations (et c'est encore le cas aujourd'hui). C'est Fausto Amodei, alors jeune diplômé en architecture qui en composa le texte et la musique, en juillet 1960, pendant son service militaire, alors qu'il suivait avec ses co-conscrits une instruction pour apprendre à maintenir l'ordre public lors des manifestations. On lui doit aussi la *Canzone della Michelin*, composée lors de la dure et longue grève de janvier 1962 à Turin.

En plus d'organiser des spectacles (quelques dizaines en tout), Cantocronache publie une revue (trois numéros verront le jour) et des disques (dont sept 45 tours

52. C. L. R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue* [1938], Éditions Amsterdam (rééd.), 2008.
53. *Primo maggio* (1973-1989) est une revue d'« histoire militante » issue à la fois de la tradition opéraïste et du courant de l'histoire orale. Y ont participé notamment Bruno Cartosio, Sergio Bologna, Cesare Bermani, Primo Moroni, Guido de Masi, Marco Revelli ou Christian Marazzi. Elle a été rééditée intégralement, sous la direction de Cesare Bermani : *La Rivista Primo Maggio*, DeriveApprodi, 2010.
54. La *legge truffa* (« loi arnaque ») fut promulguée en 1953 par De Gasperi au nom de la « gouvernabilité ». Elle prévoyait que le parti ou la coalition qui obtiendrait la majorité absolue se voie attribuer une « prime » lui permettant d'atteindre 65 % des sièges. La loi se révéla toutefois inopérante : il manqua 200 000 voix au parti majoritaire pour bénéficier du bonus prévu.

de chansons originales et trois 17/33 tours de chants de lutte[55]). Ce travail, qui coïncide avec la reprise de la conflictualité en Italie au début des années 1960, favorise l'apparition dans les luttes de chansons écrites sur des mélodies traditionnelles. Si leur circulation reste encore locale, elles montrent toutefois qu'une petite expérience exemplaire dans le secteur de la chanson pouvait suffire à régénérer une tradition de la chanson sociale qui semblait définitivement morte et enterrée.

L'*Inno dei teppisti* [l'hymne des vandales], par exemple, que l'on chantait à Turin sur l'air de *l'Hymne des travailleurs* après les événements de la piazza Statuto, témoigne assez bien du degré d'exaspération de la base du PSI, mais aussi du PCI, à l'égard de la politique de modération et de perpétuel compromis menée par les partis, ainsi que de l'intolérance de leurs dirigeants envers les groupes dits « spontanés » :

Et ils nous appellent vandales
et ils disent que nous sommes des provocateurs
mais nous sommes des travailleurs
qui n'aimons pas Togliatti.

Nous ne voulons pas du centre-gauche
nous préférons l'idée socialiste
aux intrigues avec les curés,
le gouvernement et le capital.

Allons, camarades, en rangs serrés
érigeons les barricades
et hissons le drapeau
le drapeau rouge du travail[56].

Mais en 1962, le groupe Cantachronache doit faire face à une crise. Car, dans l'espoir de bénéficier de son important réseau de diffusion et de promotion, il a choisi le PCI comme interlocuteur privilégié et lui a offert la gestion de sa maison d'édition discographique, Italia Canta. Ce choix ne produira rien d'autre que quelques déplaisants épisodes de censure de la part du Parti. Les fonctionnaires préposés à la maison de disques minimisent l'importance de Cantacronache, qu'ils entendent bien utiliser pour servir leurs ambitions personnelles en matière culturelle. La création, au sein d'Italia Canta, d'une section consacrée à la promotion de chanteurs comme Claudio Villa, Toni Dallara et Adriano Celentano, c'est-à-dire précisément la musique contre laquelle Cantacronache s'était construit non sans visée polémique, met un point final à l'expérience. Liberovici se demande alors : « Que faire ? Attendre de s'être fait avoir [...] sur toute la ligne ? Par des "camarades" qui ont pris le monopole sur nos idées pour mieux les étouffer, par des industriels qui les exploiteront au point de les travestir[57] ? »

L'expérience de Cantacronache avait incité Gianni Bosio et Roberto Leydi à engager dès 1961 leur propre travail de recherche sur la chanson sociale au sein

des éditions Avanti ! La crise de Cantacronache les convainc l'année suivante de publier une revue à même de donner une visibilité à leur travail. Ils l'intituleront *Il Nuovo Canzoniere italiano*[58], par référence aux « chansonniers » sociaux de la tradition anarcho-socialiste antérieure au fascisme. Certains numéros de la première série atteindront en très peu de temps les 1 500 exemplaires vendus, et jusqu'à 3000, voire 3 500 au bout de quelques années. En l'espace de peu de mois, un groupe de chanteurs et un groupe de chercheurs s'agrègent à la revue[59] : c'est un véritable mouvement culturel qui, sous le nom de Nuovo Canzoniere italiano, prend alors son essor. Il se dote d'une maison d'édition discographique, I Dischi del Sole, organise des spectacles de chansons sociales anciennes et nouvelles et poursuit une activité de recherche qui sera au cœur du projet d'ensemble. Ce dernier aspect se développera au point d'aboutir, en juillet 1966, à la création de l'Institut Ernesto De Martino[60], « pour la connaissance critique et la présence alternative du monde populaire et prolétaire ». Le nombre des spectacles, en constante augmentation, avait quant à lui rendu nécessaire, dès l'année précédente, la création d'une structure *ad hoc* de promotion et de coordination : Il Nuovo Canzoniere italiano Spettacoli.

55. La production discographique du groupe s'élève en tout à 33 disques (neuf 30T/33 cm, dix 33T/17 cm, quatorze 45 tours), qui comprennent les résultats des recherches de terrain menées en Espagne sur les chansons de la Résistance espagnole, sur les chansons de la résistance algérienne, sur juillet 1960, etc. [Note de Cesare Bermani].

56. C'est Raniero Panzieri qui me l'a chantée en 1963 et j'ai toujours pensé qu'en réalité elle était issue de cette frange des *Quaderni rossi* qui avait regardé avec intérêt les « événements de piazza Statuto » [NdCB].

57. Lettre de Sergio Liberovici à Daniele Ponchiroli, datée du 24 mai 1962 à Cervinia, et conservée à l'Institut Ernesto De Martino de Sesto Fiorentino. L'intérêt porté par l'industrie discographique classique à la chanson sociale, et au bouleversement radical dont elle était porteuse, ne fut cependant sensible qu'à la fin des années 1960 [NdCB].

58. Le *Nouveau chansonnier italien* (NCI). « Chansonnier » est pris ici dans le sens de « répertoire », recueil de chansons, mais le terme désignera aussi les groupes qui recueillent et reprennent les chansons de tradition populaire, et souvent en proposent de nouvelles.

59. La revue a publié une première série de huit numéros (dont deux doubles) parus entre juillet 1962 et novembre 1968 ; une seconde série de deux numéros (novembre-décembre 1970 et décembre 1972) ; et une troisième série de quatre numéros (dont un double) entre avril 1975 et mars 1977 [NdCB].

60. Ernesto De Martino (1908-1965) est historien des religions et anthropologue, membre du PCI à partir de 1950. Il a développé un type d'enquête multidisciplinaire (et d'équipe) dans la recherche ethnographique de terrain qui n'est pas sans évoquer le concept de *conricerca* forgé par la suite, dans le contexte ouvrier, par l'opéraïsme italien. De Martino s'est particulièrement intéressé aux rituels magiques et de possession du sud italien. Il est l'auteur d'une œuvre riche et abondante, malheureusement peu connue en France, malgré plusieurs traductions, dont son ouvrage sur le tarentisme du Salento : *La Terre du remords* [1961], Synthelabo, 1999.

Une telle expansion n'est possible que parce que l'ensemble de ces activités est adossé aux éditions Avanti!, une structure éditoriale de petite taille mais remarquable par bien des aspects[61] et qui, bien que submergée en permanence par une marée de factures impayées, avait su conquérir un espace autonome au sein de la gauche italienne. Les éditions Avanti! sont dirigées par Gianni Bosio (Acquanegra sul Chiese 1923 - Mantoue 1971), un militant socialiste lié à Lelio Basso[62], qui avait fondé, en octobre 1949, *Movimento operaio*, une revue résolument innovante dans le champ de l'histoire du mouvement ouvrier italien. Elle partait du présupposé que le mouvement ouvrier possédait une culture, des institutions et des usages propres, qu'il était pourvu d'une capacité d'initiative politique de masse dont la longue histoire avait commencé avant le fascisme et avant même la fondation du Parti communiste d'Italie à Livourne en 1921. L'approche théorique de la revue se distinguait donc nettement des choix politiques d'unité nationale qui étaient alors ceux de la gauche, et la formation autour de *Movimento operaio* de nombreux centres locaux de recherche historique n'était pas sans inquiéter les bureaucrates du Parti. Palmiro Togliatti lui-même exprima notamment de vives critiques à l'égard de l'orientation donnée par Bosio à la revue. En 1953, ce dernier fut non seulement exclu de la direction de *Movimento operaio*, mais aussi purement et simplement licencié par l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli. Il s'ensuivit un procès, que Bosio gagna. Avec les deux millions de lires d'indemnités, il fonda les éditions Avanti!, qu'il offrit par la suite au PSI sans demander la moindre contrepartie. Cette décision fut payée d'un intérêt si faible que – par une sorte d'effet boomerang – les éditions se retrouvèrent rapidement moribondes. En ces temps de gouvernement de centre-gauche, il leur fallut donc reconquérir, même formellement, leur autonomie et le 24 décembre 1964 elles furent rebaptisées Edizioni del Gallo.

Les éditions Avanti!/del Gallo avaient été les premières à publier en Italie *La Guerre de guérilla*[63] d'Ernesto « Che » Guevara, ou encore les textes de Rosa Luxemburg, mais elles avaient également permis le démarrage des *Quaderni rossi*, en imprimant et en distribuant les trois premiers numéros. Elles sont à ce moment-là la seule structure susceptible d'héberger l'activité de recherche, d'archivage et d'édition de la chanson sociale que mène le Nuovo Canzoniere italiano. Car celui-ci fait partie de ces expériences exemplaires d'organisation politique et culturelle qui voient le jour à l'époque par réaction à la stagnation politique, culturelle et théorique des débuts de ce qu'on a appelé le « miracle économique ». Les dirigeants de la gauche officielle, alors engagés dans la voie d'une intégration progressive mais irréversible, contesteront d'ailleurs de manière générale la pertinence de ces expériences.

Comme s'en souviendra plus tard Gianni Bosio, les débuts du Nuovo Canzoniere italiano furent donc un événement « isolé et unique, reposant sur quelques personnes de très bonne volonté, le résultat d'un choix obstiné d'aller à contre-courant. [...] La proposition semblait bien sûr provocatrice : à l'égard des habitudes et du conformisme qui transcendait les barrières de classe, à l'égard d'un processus de massification déjà avancé, à l'égard des options sociales-démocrates prises par

le mouvement ouvrier, à l'égard de ceux qui ne croyaient plus à la capacité de réaction de notre prolétariat, à l'égard de toute la bureaucratie, de la grisaille de la politique culturelle, etc.[64] ».

Tant et si bien que, au moins pendant la période qui précéda 1968, les spectacles du Nuovo Canzoniere italiano se heurtèrent souvent à la méfiance des fonctionnaires du PCI, du PSI et des autres organisations de masse. Le public de base en revanche était confronté à « une série de choix immédiats (applaudir ou ne pas applaudir telle ou telle chanson, ou plutôt : le contenu de ces chansons) qui l'amenèrent à examiner de manière plus ou moins approfondie les deux esprits qui l'habitaient (et qui habitent encore aujourd'hui le mouvement ouvrier dans son ensemble) : l'esprit révolutionnaire et l'esprit bureaucratique[65] ». En d'autres termes – et c'est cela qui était intolérable aux bureaucrates de parti – la chanson sociale avait puissamment contribué « à empêcher les militants et les nouvelles générations de substituer la stratégie du front uni, ou le centre-gauche, au socialisme[66] ».

La participation du Nuovo Canzoniere italiano au Festival des deux mondes à Spoleto en juin 1964, avec le spectacle *Bella ciao*, un programme de chansons populaires italiennes proposé par Roberto Leydi et Filippo Crivelli, fit scandale. C'est un couplet d'une chanson de la Première Guerre mondiale, *O Gorizia, tu sei maledetta*, qui mit le feu aux poudres. Une plainte en justice fut même déposée.

61. Les Éditions Avanti !, qui allaient par la suite prendre le nom d'Edizioni del Gallo produisirent, entre 1953 et 1970, 238 ouvrages, 39 numéros de revues, 8 brochures, 14 publications hors-série. Le tirage total de l'ensemble des livres entre 1953 et 1965 avait été de 899 541 exemplaires, celui du reste de la production citée de 671 303 exemplaires. À cette époque, il s'était vendu globalement 240 273 exemplaires des 48 disques produits, ce qui revient à une moyenne de 5 000 exemplaires chacun [NdCB].

62. Lelio Basso (1903-1978) est un des fondateurs du PSIUP en 1964. Ancien résistant antifasciste, élu député en 1946, il est secrétaire général du PSI entre 1947 et 1949, et sera exclu de la direction du parti en 1951. Militant socialiste internationaliste, il est le fondateur de la revue *Quarto stato*, et le traducteur en italien des œuvres de Rosa Luxemburg.

63. Ernesto Che Guevara, *La Guerre de guérilla* [1960], Maspero, 1962 ; rééd. Flammarion, 2010.

64. Gianni Bosio : « Dalla canzone popolare alla drammaturgia popolare e operaia », *Il Nuovo Canzoniere italiano*, IIe série, novembre-décembre 1970, p. 2-4. Cité dans *L'intellettuale rovesciato. Interventi e ricerche sulla emergenza d'interesse verso le forme di espressione e di organizzazione « spontanee » nel mondo popolare e proletario (gennaio 1963-agosto 1971)*, ed. Bella Ciao, 1975, p. 282-283 [NdCB].

65. Gianni Bosio, Roberto Leydi, « Discussone aperta », *Il Nuovo Canzoniere italiano* n°5, Ière série, février 1965, p. 6 [NdCB].

66. Lettre de Gianni Bosio à Dino Gentili, Milan, 4 juin 1963. Citée dans Cesare Bermani (dir.), *Bosio oggi : rilettura di una esperienza*, Province de Mantoue – Biblioteca Archivio – Casa del Mantegna – Institut Ernesto De Martino, 1986, p. 237 [NdCB].

Messieurs les traîtres officiers
vous qui avez voulu cette guerre
écorcheurs de chair à vendre
vous êtes la ruine de la jeunesse

Lorsqu'il l'entendit, une partie du public bourgeois qui assistait au concert déchaîna ses fureurs aux cris de « Vive les officiers ». La *bagarre** qui s'ensuivit dans la presse dura plusieurs jours, et contribua à faire connaître le Nuovo Canzoniere italiano mieux que n'importe quelle campagne publicitaire (en 15 ans, le disque du spectacle allait se vendre à plus de 100 000 exemplaires, un succès non négligeable pour une activité qui conserva toujours un caractère *underground*).

Pourtant, même propulsées au cœur d'une polémique culturelle d'ampleur nationale, les éditions Avanti ! échouèrent dans leur projet de fonder « une maison d'édition de classe, en dehors des partis, dont la majorité ne soit ni aux mains des partis ni dans celles des structures économiques et syndicales de la classe. Il fallait pour cela répartir les parts de la maison d'édition[67] » afin d'en faire une « *zone franche* d'élaboration idéologique à l'intérieur du mouvement ouvrier socialiste italien, qui en accueille tout l'éventail politique et reste ouverte aux différents points de vue de manière à permettre un large débat[68] ».

La proposition fut discutée avec le PCI, le PSI, le PSIUP et la CGIL entre 1965 et le printemps 1967. Mais au moment de concrétiser son entrée au conseil d'administration – et donc sa participation financière – le PCI exigea en substance un pouvoir de contrôle sur la production culturelle de la maison d'édition. Devant le refus de Bosio, le PCI se retira du projet, vidant du même coup l'opération de son sens politique et déclenchant des défections en chaîne, si bien qu'à la fin seul le PSIUP souscrivit la participation actionnaire prévue. Et comme un malheur n'arrive jamais seul (et ce n'est presque jamais par hasard), juste après cet épisode, au mois de mai, la Guardia di Finanza[69] s'installa pour un mois dans les locaux de la maison d'édition. Bosio, qui en était l'administrateur délégué, écopa de plus de cent millions de lires d'amende. Il ne lui restait plus rien de cette expérience, sinon qu'à tirer les conclusions suivantes : « Quand le travail culturel est conçu sur un plan stratégique, il s'affronte en premier lieu aux partis officiels de la classe, et cela peut parfois s'avérer utile sur les deux plans. Mais ce travail se soustrait objectivement à toute possibilité de capture de la part de l'adversaire, et il signe ainsi sa propre fin : l'adversaire le persécutera en le maintenant à l'écart des outils de communication contrôlés par l'État ; l'adversaire cherchera à le briser avec des plaintes en justice ; l'adversaire tentera de l'étouffer économiquement et fiscalement [...] Le *travail culturel* est ainsi poussé par la logique de non-intégration à se forger des armes pour se garantir la possibilité de survivre ; le travail culturel ne peut que se transformer en lutte politique pour sa propre défense, puisque la lutte politique devient le degré le plus élevé de tout travail culturel[70]. »

Entre autres conséquences, le succès de *Bella ciao* suscita une véritable « mode » de la chanson populaire et sociale, si bien qu'à l'intérieur même du Nuovo Canzoniere italiano, il y eut quelques tendances à la « mondanisation » du travail et à certaines formes d'académisme. Des ruptures s'ensuivirent, il y eut des défections et Roberto Leydi lui-même s'éloigna progressivement du groupe avant de le quitter définitivement à l'été 1967. Dans ces circonstances, il faut reconnaître à Gianni Bosio le mérite d'avoir réussi à mobiliser ces militants et ex-militants du PCI et du PSI qui, au moment de la régression sociale-démocrate et bureaucratique de leurs partis et des syndicats, s'étaient momentanément retranchés dans le travail de recherche, et pour qui la restitution des chansons, et plus largement de la culture de base, était un mode de relation à la réalité de classe : Dante Bellamìo, Cesare Bermani, Gualtiero Bertelli, Franco Coggiola, Gioietta Dallò, Ivan Della Mea, Giovanna Marini, Giuseppe Morandi, Tullio Savi, Michele L. Straniero, Giovanni Pirelli. Bosio eut sur eux une influence décisive et les poussa à conserver l'intégrité du « matériel populaire et à le préserver d'une homologation rapide. Le prix à payer était le refus d'une politique d'alliances qui, dans ce contexte, aurait inévitablement affaibli ce choix. Ce matériel fut donc restitué dans sa dimension polémique et son immédiateté, de la classe à la classe. Le mouvement allait ainsi pouvoir se développer et se structurer sur la base de la non-délégation et du refus de toutes les médiations "éclairées", en partant d'une recherche sur la culture de classe, et de sa complète restitution[71] ».

Car « une vraie circulation culturelle n'est possible que lorsque l'intellectuel, renonçant à son privilège de transmetteur culturel, est disposé à prendre en compte et à recevoir les formes d'expression culturelle qui existent dans le monde populaire et prolétaire ; sa tâche consiste à recenser, à rendre évidentes, manifestes, conscientes, ces réalités culturelles souvent ignorées. ***La contribution la plus importante du NCI à la culture italienne est d'avoir rendu visible cette culture de base violemment polémique, dure et vive si on la compare à d'autres formes culturelles en vase clos, paternalistes ou "éclairées".*** De là découlait l'analyse critique des formes traditionnelles de la communication de masse et l'exigence d'instituer un rapport dialectique entre la culture militante et les réalités culturelles

67. Lettre de Gianni Bosio à Giacomo Brodolini, Milan, 16 septembre 1964, *loc. cit*, p. 230 [NdCB].
68. Lettre de Gianni Bosio à Dino Gentili, *loc. cit.*, p. 237 et suivantes [NdCB].
69. La Guardia di Finanza est le corps militaire chargé de la police financière en Italie.
70. Gianni Bosio, lettre à Giuseppe Morandi, Milan, 25-26 mai 1967. Cité dans *L'intellettuale rovesciato, op. cit.*, p. 185 et suivantes [NdCB].
71. *Le attività del Nuovo Canzoniere italiano come retroterra per nuove esperienze* (Proposition de document préparée par Cesare Bermani et approuvée par le collectif et le conseil d'administration du 24 avril 1969), in *Il Nuovo Canzoniere Italiano del 1962 al 1968*, Mazzotta – Institut Ernesto De Martino, 1978, p. 38-39 [NdCB].

de base. C'est ce que l'on nomma, de manière un peu réductrice, la *communication de classe*[72] ».

C'est précisément le refus de la fonction traditionnelle de médiation de l'intellectuel qui allait être à l'origine de la rupture avec Dario Fo et Nanni Ricordi, en 1967, après deux années de collaboration sur le spectacle *Ci ragiono e canto*[73]. Nanni Ricordi avait fait pression sur Armando Cossuta pour faire échouer les négociations en cours au sujet de l'entrée du PCI au conseil d'administration des éditions del Gallo. C'est ainsi qu'à la faveur d'une alliance temporaire avec le PCI et l'ARCI, naquirent Nuova Scena et ce qu'on allait appeler le « circuit alternatif » – lequel à l'origine avait été surtout conçu comme alternatif *au* Nuovo Canzoniere italiano[74]. Et puis, fin 1967, une véritable scission survint au sein du groupe, à la fois parce que la situation économique de la maison d'édition était devenue extrêmement fragile et parce que certains militants souhaitaient participer au mouvement en leur nom propre. Ivan Della Mea, Paolo Ciarchi, Cati Mattea, Silvia Malagugini, Nuccio Ambrosino et tous les autres participants à l'expérience du Teatro d'Ottobre (qui avait fait partie du Nuovo Canzoniere italiano) quittèrent le groupe. Peu de temps après, Giovanna Marini allait elle aussi se mettre « à son compte », alors même que les Edizioni del Gallo traversaient une crise économique majeure. Elle fut pendant quelques années son propre agent au sein du circuit ARCI et, parce que les Edizioni del Gallo n'étaient plus en mesure de le faire, elle dut produire ailleurs deux de ses disques[75]. En 1968-69, l'activité du Nuovo Canzoniere italiano régressa donc beaucoup. Entre 1963 et 1967, il avait donné en moyenne 100 spectacles par an. En 1968-69, cette moyenne chuta à 35, avant de remonter à 77 en 1970-71, grâce à *La grande paura*, un spectacle sur l'occupation des usines, produit en collaboration avec le Centro universitario teatrale de Parme[76]. En revanche, sur un total de 278 disques produits entre 1960 et 1980, seuls 98 datent de la période 1960-1967[77]. En fait, malgré les lourdes défections subies par le groupe, la production discographique ne régressa pas, et même elle augmenta. Non seulement elle offrit au mouvement des anthologies de chants communistes et anarchistes, mais elle s'ouvrit à d'autres *canzonieri* du mouvement, avec des disques consacrés au *Canzoniere* de Pise, au *Canzoniere* de Rimini et au *Canzoniere* populaire de Vénétie.

Mais le véritable tournant qui se joue au cours de ces années, c'est l'orientation progressive de l'activité de recherche vers les métropoles et des expériences de mouvement. C'est ainsi que l'Institut Ernesto De Martino deviendra le plus important fonds oral sur 1968 en France et en Italie. Bosio à ce moment-là se consacre principalement au travail de l'Institut, qui se développe et se précise en vertu du constat suivant : « aux yeux des militants politiques qui accordaient quelque importance au travail du NCI, le développement du mouvement réel représente le succès le plus significatif qui soit, quand bien même ce succès a pu contrarier la vocation provocatrice de la chanson, dépassée et finalement abolie par son usage immédiat[78]. » Les interlocuteurs de l'Institut ne sont alors pas tant les groupes de chant que les « Ligues de culture », en particulier celle, très active, de Piàdena. Ces organismes culturels de base, créés en 1966, « peuvent se mettre au service du

prolétariat, afin que ce dernier retrouve un visage et une présence ; ils doivent servir à faire le lien entre la situation objective de base et l'action politique du prolétariat, selon les formes et les modalités qu'indiquent l'ensemble des minorités révolutionnaires italiennes reconnues coupables de se situer à la gauche des partis officiels dominants[79] ». Dans une conversation avec le groupe musical « Come Yu Kung mosse le montagne », Bosio précisera la position politique qui avait été la sienne à ce moment : « L'un des objectifs du NCI était de clore une phase qui avait simplement servi à vérifier l'existence d'une réalité subjective très en avance sur les

72. Gianni Bosio, *Estensione dei risultati del Nuovo Canzoniere italiano. Note organizzative svolte al convegno dei gruppi di studio promosso dal Folk Festival 1, Il Nuovo Canzoniere italiano,* Ière série, n° 7-8, 1966, p. 3 à 8, cité dans *L'intellettuale rovesciato, op. cit.*, p. 140-141 [NdCB].

73. *Ci ragiono e canto*, est un spectacle de chansons populaires mis en scène par Dario Fo avec le collectif théâtral La Comune en 1966. Il naît au sein de l'Institut Ernesto De Martino grâce aux recherches de Cesare Bermani et Franco Coggiola et fut représenté pour la première fois le 16 avril 1966 au Teatro Carigliano de Turin. Parmi les interprètes, on retrouve Giovanna Marini, Giovanna Daffini, Caterina Bueno, Ivan Della Mea, il Gruppo Padano di Piadena, il Coro del Galletto di Gallura… Le disque est disponible aux Éditions Le Chant du monde sous le titre « Les travaux et les jours ».

74. Depuis leur création en 1957, les cercles de l'ARCI (Associazione ricreativa culturale italiana) avaient tissés, en lien avec le PCI et le PSI, un réseau de lieux culturels sur l'ensemble du territoire.
Nuova Scena (et Dario Fo, pour « son opportunisme ») fut ainsi sévèrement jugée par Bosio : « Avec Nuova Scena, une fois encore la culture se présente dans la tête d'un intellectuel qui la filtre à travers des modes populaires. Le NCI visait au contraire à supprimer cette médiation », cité par C. Bermani, *Una storia cantata, 1962-1997. Trentacinque anni di vita del Nuovo Canzoniere italiano,* Milan, Istituto De Martino / Jaca Book, 1997. Fo rompt ensuite lui-même avec le PCI et les cercles ARCI, et en 1970, « il réussira au sein du Collectif théâtral La Comune à créer un circuit alternatif qui avait le mouvement pour interlocuteur direct », *ibidem.*

75. Le premier est le poème épique *La vivazione (La partita truccata)* publié en 1969 par la Compagnia editrice e discografica internazionale di Torino. Il s'agit d'une des critiques les plus acérées des travers de l'assembléisme et de la vie groupusculaire. Le second, *Controcanale,* fut produit par Marini elle-même en 1970, puis repris dans le catalogue des Dischi del Sole en novembre 1971 lorsque les rapports avec les éditions del Gallo – qui n'avaient jamais cessé – regagnèrent en intensité [NdCB].

76. Les 702 spectacles produits dans cette première période se répartissent comme suit : 1962, 1 ; 1963, 57 ; 1964, 81 ; 1965, 114 ; 1966, 110 ; 1967, 139 ; 1968, 39 ; 1969, 27 ; 1970, 70 ; 1971, 64 [NdCB].

77. La maison d'éditions produisit entre 1960 et 1980 : 101 30T/33 cm, 75 33T/17 cm, 34 45T et 58 cassettes soit un total de 276. Ajoutons que la production discographique se maintint à un bon niveau entre 1964 et 1975, avec des pics en 1968-69 et 1972 et une chute en 1971, l'année de la mort de Gianni Bosio [NdCB].

78. Gianni Bosio, *Della canzone popolare…, op. cit.*, p. 283.

79. Gianni Bosio, lettre à Giuseppe Morandi, *cit.*, p. 186.

prétendues avant-gardes de Parti, [...] et de trouver une manière de faire sauter les verrous de la ville capitaliste. Il faut trouver le courage de conclure des expériences aussi importantes que peut l'avoir été celle du NCI, et de dire : "Ici s'arrête le NCI, parce que ce n'est pas en créant de nouvelles chansons qu'on mènera l'offensive contre la ville capitaliste. *Contessa*[80] a eu son utilité. Mais il s'agit à présent de substituer à l'intervention strictement superstructurelle des chansons, l'intervention politique dans la ville." Si nous réussissons à comprendre quelle est la dynamique de la ville capitaliste, quelle est la fonction précise de la classe ouvrière, et de quelle manière elle peut se mettre en mouvement et frapper, cela n'est pas rien[81]. »

Cette position poussera les chercheurs, pour mieux documenter leur objet, à se mêler aux occupations d'usines, d'universités et d'« institutions totales », avec des résultats très probants. Cela permettra par exemple à Sandro Portelli, qui s'était rattaché à l'Institut en 1969 avec son groupe romain, de produire en 1970 un important disque d'« histoire immédiate » : *Roma. La borgata e la lotta della casa* [82]. C'est Bosio qui avait donné l'impulsion de cette « recherche-intervention », au début de la même année, avec une reconstitution sonore des « événements du Lyrique » et de leurs suites, entre le 19 novembre et le 4 décembre 1969[83]. Au même moment, le groupe travaille assidûment à la publication des premiers livres d'histoire composés à partir des témoignages oraux des protagonistes[84]. Les orientations données par ces recherches sur la subjectivité de base seront, quelques années plus tard, massivement reprises par le mouvement, jusqu'à en devenir un *leitmotiv*. Elles nourriront notamment, dans les années 1970, les multiples expériences didactiques d'avant-garde menées dans le cadre des 150 heures[85].

Quant aux spectacles de chansons, ceux qui avaient quitté le NCI continuèrent en 1968-69 à les organiser par eux-mêmes. Et ceux qui étaient restés étaient souvent contraints d'en faire autant, étant donné que le NCI n'était pas même en mesure à ce moment d'organiser la diffusion de manière autonome. De fait, cet aspect était géré tant bien que mal par les éditions del Gallo : Michele L. Straniero s'en occupa jusqu'à l'été 1969, date à laquelle il quitta lui aussi la maison d'édition.

Tout cela se passait précisément au moment où on assistait à un phénomène très remarquable d'appropriation par le « mouvement » d'une grande partie des chansons que le NCI avait fait connaître au cours des années précédentes. Les textes étaient modifiés, transformés mais aussi hybridés, dans la plus pure tradition de la chanson populaire.

Par exemple, *La brigata Garibaldi*, enregistrée aux Dischi del Sole par la grande Giovanna Daffini[86], était reprise dans les manifestations du mouvement étudiant, mais précédée de cette variante de *l'Italia l'è malada* – qui faisait également partie du catalogue :

L'Italie l'est malade
Capanna est le docteur
pour que l'Italie guérisse
tombons leur dessus à ces messieurs[87].

Et à la prison de Gênes, des membres des Brigades rouges chanteront sur l'air de *Festa d'aprile*[98] de Sergio Liberovici et Franco Antonicelli – enregistrée aux Dischi del Sole en 1967 par Giovanna Daffini,

80. La chanson *Contessa*, dont le texte est reproduit plus loin fut l'une des plus reprises par les manifestations de 1968.
81. Conversation entre Gianni Bosio, Cesare Bermani, Claudio Berneri, Lorenza Bordes, 14 avril 1970 [NdCB].
82. Rome. Le quartier et la lutte pour le logement.
83. Sur les événements au Théâtre lyrique le 19 novembre 1969 et la « guerre de l'information » qui s'ensuivit, voir au chapitre 6 – *Paolo Virno : Le travail ne rend pas libre*, p. 299 *sqq.* et *La stratégie de la tension*, p. 320 *sqq.*
84. Il me reviendra de publier le premier de ces livres : *Pagine di guerriglia. L'esperienza dei garibaldini nella Valsesia*, Sapere, 1971, vol. I. En effet, Gianni Bosio mourut cette année-là sans terminer son *Il trattore ad Acquanegra*, auquel il travaillait depuis 1958 et qu'il avait bien l'intention d'achever. Ce travail sera publié par mes soins chez De Donato en 1981 sous le titre *Il trattore ad Acquanegra. Piccola e grande storia in una comunità contadina* [NdCB].
85. Les 150 heures sont une conquête syndicale des ouvriers de la métallurgie (élargie ensuite à l'ensemble des ouvriers) qui imposèrent en 1972 que les employeurs financent un dispositif de formation continue comprise dans l'horaire de travail. De fait, de nombreux intellectuels proches du mouvement (enseignants, étudiants) postulèrent pour y enseigner et il en naquit ce que l'on peut brièvement retenir comme une « expérience pédagogique de mouvement » où ouvriers et intellectuels, enseignants et enseignés, tentaient de modifier leur rapport au savoir et à l'autorité savante.
86. La « grande » Giovanna Daffini (1914-1969) incarne à elle seule la chanson populaire italienne et sa renaissance dans les années 1960, quand elle est « découverte » par Gianni Bosio et Roberto Leydi. Repiqueuse de riz dès l'âge de 13 ans, elle interprétera le répertoire des *mondine*, auquel elle saura imprimer, avec sa voix incomparable, son style si particulier. Pendant la guerre, elle est aux côtés des partisans, avec son mari le violoniste Vittorio Carpi, et enrichit son répertoire des chants des luttes sociales et de la résistance. Elle fera partie de la Nuova compania del canto popolare et participera à plusieurs spectacles, dont le célèbre *Bella ciao*, dont elle interprète la version originale, ou *Ci ragiono e canto*, sous la direction de Dario Fo.
87. *L'Italia l'è malada* est une chanson politique apparue en 1885 au cours du mouvement paysan de *la boje*, qui mobilisa 40 000 ouvriers agricoles dans la région de Mantoue. Le « docteur » était à l'époque Sartori, le meneur d'une des associations où s'organisaient les paysans. La chanson a connu par la suite de nombreuses versions où le « docteur » apparaît sous les traits de Garibaldi, Lénine, Togliatti, Malatesta… jusqu'à Mario Capanna, l'un des *leaders* des luttes de 1968 à Milan. Voir au chapitre 5 – *Des messes aux masses, les luttes à l'université catholique*, p. 287 *sqq.*
88. « Cela fait déjà quelque temps que nos fascistes / ne se font plus trop voir, semblent toujours plus tristes / peut-être ont-ils compris, s'ils ne sont pas stupides / que l'heure est venue des règlements de compte. / Allez l'heure est venue, la bataille fait rage… »

C'était le dix-huit avril[89]
un peu après huit heures
que passèrent à l'action
les rouges Brigades.

Allez les Brigades rouges
les fusils levés
que chaque jour soit
un dix-huit avril.
Pour arrêter Sossi
le juge f...[90]
dont le peuple disait
« tu es le premier sur la liste »
Allez les Brigades rouges etc.

Qui avait condamné
tant de prolétaires
encore incarcérés
dans les prisons d'État

Allez les Brigades rouges etc.

Du Vingt-deux octobre,
nous réclamons les communistes
ils ont été les premiers
les premiers brigadistes

Allez les Brigades rouges etc.

À présent chers bourgeois
si vous voulez Sossi
libérez tout de suite
le camarade Rossi

Allez les Brigades rouges etc.

La chanson sociale était donc plus vivante que jamais, et ce n'était pas étranger au travail réalisé par le Nuovo Canzoniere italiano au cours des années précédentes. Cette appropriation « par le mouvement » des chansons qu'il avait fait connaître passa entièrement par les canaux de la communication de classe : occupations, cortèges, manifestations de rue, multiplication des chorales de mouvement, publication des chansonniers, etc. Les circuits de la communication de masse (qui avaient toujours fermé leur porte au NCI) n'y jouèrent pas le moindre rôle, et même la diffusion

par les Dischi del Sole n'eut dans ce domaine que peu d'effet. Des chansons comme *Contessa, Il vestito di Rossini* ou *Valle Giulia*[91] de Paolo Pietrangeli (sorties en 45 tours en mars 1968), ou *Cara moglie* d'Ivan della Mea (énormément chantée pendant l'Automne chaud, mais qui était sortie en 45 tours dès octobre 1966) se vendirent la première année à 2500 exemplaires environ, ce qui est peu. Et pourtant, comme le remarquait Paolo Pietrangeli : « Il n'y a pas de musique de 68 si ce n'est la nôtre, nous qui n'étions même pas de vrais musiciens[92]. » Car à ce moment-là, c'était le « mouvement » qui, par la communication orale, *faisait bouger* les choses et transformait les chansons en fonction des échos, des correspondances qu'il y entendait : il les utilisait et les modifiait selon ses besoins. De fait, beaucoup des questions qui étaient débattues pendant ces années de mouvement de masse avaient déjà été chantées par le Nuovo Canzoniere italiano. Et l'on peut sans doute affirmer que les spectacles, qui continuèrent bon an mal an entre 1963 et 1967, exercèrent une influence non négligeable sur nombre de ceux qui allaient devenir les contestataires de 68, en les amenant à prendre conscience que la réalité n'était pas exactement celle que propageaient les médias ou les organisations officielles de la gauche.

Lorsqu'après 1968, Tullio Savi fait le bilan de l'apport théorique du Nuovo Canzoniere italiano au mouvement, il souligne à juste titre que celui-ci a « rendu tangible le *dissensus*, la fracture entre le mouvement réel et la bureaucratie des organisations politiques traditionnelles ; et […] révélé le fait qu'il ne s'agit pas là d'un désaccord marginal, lié à la stratégie du moment, mais d'une scission advenue lorsque la "magistrature ouvrière" a reconnu de fait le primat de la culture et des valeurs bourgeoises, et a complètement déplacé la contestation sur leur terrain. En adoptant le langage, les critères et même les modes de vie promus par la société des propriétaires, les magistrats ouvriers ont implicitement crédité le mouvement réel d'une indépassable dimension minoritaire et affirmé son incapacité à exister comme sujet de culture[93] ».

89. Cette chanson me fut rapportée dans un train par un anonyme ex-détenu en janvier 1978 et je l'ai notée. Comme on sait, Mario Sossi fut enlevé le 18 avril 1974 parce que les BR le tenaient pour responsable d'avoir manipulé l'instruction contre le groupe génois du « 22 ottobre ». Elles demandèrent en échange – exactement comme le dit la chanson – la libération des détenus appartenant à ce groupe, dont Mario Rossi était l'une des figures les plus remarquables [NdCB].
90. Aujourd'hui retraité, Mario Sossi a été élu en 2008 coordinateur d'Azione sociale (le parti d'Alessandra Mussolini) en Ligurie, après avoir été candidat au Conseil communal de Gênes dans les rangs d'Alleanza nazionale. Il a été également candidat de Forza nuova (un parti qu'on peut qualifier de néofasciste) aux élections européennes de 2009. Le slogan des BR « Sossi, fasciste, tu es le premier sur la liste ! » n'était donc pas dénué de fondement historique.
91. Le texte de cette chanson figure au chapitre 5 – *La bataille de Valle Giulia*, p. 235.
92. Paolo Pietrangeli, « Gli anni cantati », *in* Massimo Ghirelli, *68. Vent'anni dopo*, Editori Riuniti, 1988, p. 200 [NdCB].
93. Tullio Savi, « Utilizzazioni della ricerca ed elaborazione ideologica », *Il Nuovo Canzoniere italiano* n° 9-10, Ière série, 1968, p. 19 [NdCB].

Les chansons avaient joué un rôle fondamental dans la mise en évidence de ce *dissensus* dans les années qui ont précédé 68. Mais elles avaient aussi révélé l'existence d'une réalité de base, surtout dans les rangs du PCI, qui avait fort peu à voir avec les « magistrats ouvriers » dont parlait Savi.

Dans un pays où l'école enseignait depuis 100 ans combien la présence des troupes autrichiennes dans la péninsule avait été écrasante au XIXe siècle, où elle martelait depuis l'après-guerre combien l'occupation de l'armée allemande de 1943-45 avait été atroce, mais où personne ne semblait remarquer que depuis la Libération les troupes américaines s'étaient installées sur le territoire, il fallait bien une chanson (*Le basi americane* de Rudi Assuntino) pour dire :

Jetons à la mer les bases américaines
cessons d'aider les assassins
tournons une page qui a duré vingt ans
allons conquérir notre liberté.

Les directions des partis de gauche en restaient très embarrassées tandis que les militants de base donnaient libre cours à leur enthousiasme.

Pour contrer le récit pacificateur d'une Résistance décrite comme tristement aconflictuelle et qui servait de caution idéologique à l'indispensable unité retrouvée des associations de partisans, le communiste de base Ivan Della Mea chantait, à Sesto San Giovanni, devant Luigi Longo[94] :

Et aux jours de la lutte
le rouge était ma couleur
mais à l'heure du souvenir
aujourd'hui je porte le tricolore.
Tricolore est la rue
tricolores les partisans
« nous sommes tous italiens
et vive la nouvelle unité ».

Et quelle fête et quels chants
et quels cris, quels feux d'artifice
et il y a Longo et il y a Parri[95]
et il y a aussi Andreotti[96].

Et il y a mon patron
celui qui m'a licencié
ce dégueulasse libéral
lui aussi est en tricolore.

J'ai enlevé mon foulard

celui qui est blanc, vert et rouge
et autour de mon cou j'ai mis
celui qui est simplement rouge.

Ils m'ont traité de « chinois »
ils m'ont traité de « défaitiste »
j'ai répondu aussi sec :
« J'étais et je suis communiste ».

Hier j'ai fait la guerre
contre le fascisme et l'envahisseur
aujourd'hui je lutte contre le patron
pour la même liberté.
Si le libéral vous va bien
avec Andreotti et le tricolore
moi je vous dis « vous êtes foutus
vous vous êtes bien fait coincer ».

Ils m'ont traité de « chinois »
ils m'ont traité de « défaitiste »
j'ai répondu aussi sec :
« J'étais et je suis communiste ».

Et tandis qu'au milieu de la chanson, Longo se levait brusquement et quittait les lieux, le « peuple communiste » explosait en applaudissements.

94. Luigi Longo (1900-1980) ancien combattant de la Guerre d'Espagne, arrêté en 1940 par la police française puis incarcéré en Italie jusqu'en 1943, résistant et membre des Brigades Garibaldi aux côtés d'autres futurs dirigeants du PCI (Pajetta, Amendola, etc.), il est élu député en 1946. Il succéda à Togliatti comme secrétaire général du PCI (1964-1972) et s'employa à définir une « voie italienne vers le socialisme ».
95. Ferruccio Parri (1890-1981) est un ancien chef de la Résistance lié au Partito d'Azione (d'inspiration républicaine et sociale-démocrate, l'un des sept partis qui composaient le CLN), président du Conseil et ministre de l'Intérieur du gouvernement d'union à l'issue de la guerre, sénateur à vie en 1963. Il joue son propre rôle en 1972 dans le film *Il caso Mattei* de Francesco Rosi. Lors de la grève du 30 juin 1960 à Gênes, il défile en tête du cortège des officiels aux côtés des commandants de la Résistance et de Luigi Longo.
96. Giulio Andreotti (1919-2013) est une des principales figures de la Démocratie chrétienne après guerre. Sept fois président du conseil, huit fois ministre, député sans interruption de 1946 à 1991, date à laquelle il est sénateur à vie, il a poursuivi son activité politique jusqu'à sa mort en 2013. Traduit en justice en 1992 pour association mafieuse et pour avoir commandité l'assassinat d'un journaliste, il est d'abord relaxé (1999) puis condamné en appel à 24 ans de prison (2002), avant d'être de nouveau blanchi par la Cour de Cassation en 2003.

Si des chansons comme *Nina* (1966) de Gualtiero Bertelli, ou *Cara moglie* d'Ivan Della Mea furent énormément chantées, le véritable hymne de 1968 fut indubitablement *Contessa*, de Paolo Pietrangeli. Pietrangeli était un étudiant communiste, lecteur de *classe operaia* et d'*Ouvriers et Capital*. Il l'écrivit en une nuit, en mai 1966, pendant l'occupation de l'Université de Rome, après l'assassinat par les fascistes de l'étudiant Paolo Rossi. Le texte s'inspire des discours que tenait la vieille bourgeoisie à propos de l'occupation et des supposées orgies sexuelles qu'elle abritait, ainsi que du récit d'une grève dans une petite usine romaine au cours de laquelle le patron, un certain Aldo, avait requis les forces de police contre les ouvriers qui faisaient le piquet :

« Quelle affaire, Comtesse, dans l'usine d'Aldo
ils ont fait la grève, cette poignée d'ignorants
ils voulaient que leurs salaires soient augmentés
ils criaient, figurez-vous, qu'ils étaient exploités.
Et quand la police est arrivée
ces quatre va-nu-pieds ont crié plus fort
ils ont sali de leur sang la cour et les portes
qui sait combien de temps il faudra pour nettoyer. »

Camarades des campagnes et des ateliers
prenez la faucille, brandissez le marteau
descendons dans la rue et utilisons-les pour frapper
descendons dans la rue et enterrons le système.
Vous, les gens comme il faut, qui désirez la paix
la paix pour faire tout ce que vous voulez
mais si c'est le prix à payer, nous voulons la guerre
nous voulons vous voir finir sous la terre.
Mais si c'est le prix, nous l'avons payé
plus personne au monde ne doit être exploité.

« Si vous saviez, Comtesse, ce que m'a dit
un proche parent au sujet de l'occupation
que cette racaille enfermée là-dedans
faisait profession d'amour libre.
Du reste, ma chère, de quoi s'étonne-t-on ?
Même l'ouvrier veut que son fils soit docteur
pensez au climat que cela peut générer
il n'y a plus de morale, Comtesse. »

Si le vent sifflait, à présent il siffle plus fort
les idées de révolte ne sont jamais mortes
si quelqu'un l'affirme, ne l'écoutez pas

celui-là ne cherche qu'à trahir.
Si quelqu'un l'affirme, crachez-lui dessus
celui-là a jeté le drapeau rouge au fossé.
Vous, les gens comme il faut, qui désirez la paix
la paix pour faire tout ce que vous voulez
mais si c'est le prix à payer, nous voulons la guerre
nous voulons vous voir finir sous la terre.
Mais si c'est le prix, nous l'avons payé
plus personne au monde ne doit être exploité.

Si le mouvement s'était approprié beaucoup des chansons que le Nuovo Canzoniere italiano avait fait connaître, il faut également souligner qu'à partir de 1968 les spectacles de chansons se multiplièrent dans des proportions considérables, suite à la formation de très nombreux groupes de chant – de qualité, il est vrai, très inégale. Parmi les plus intéressants, on peut citer le Canzoniere del Lazio, le Canzoniere internazionale, le Canzoniere pisano (qui deviendra par la suite le Canzioniere del proletariato, lié à Lotta continua, et qui produira seul ou avec les Circoli Ottobre[97], vingt-deux 45 tours et un 33T/17 cm de chansons sociales anciennes et nouvelles), le Canzoniere di Rimini, le Canzoniere popolare veneto, le Canzoniere nazionale del vento rosso (lié au Partito comunista marxista-leninista italiano, dont les groupes donnèrent 523 spectacles en un an, en 1972-73, et qui produisit un 33T/17 cm), le Canzoniere delle Lame (lié au PCI, qui autoproduisit quelques disques) ou encore le Canzoniere del Valdarno. Mais au cours de ces années, même des groupes politiques enregistrent sur 45 tours leurs propres hymnes et autres chansons sociales : il Manifesto (avec Gualtiero Bertelli), Potere operaio (avec Oreste Scalzone qui s'était improvisé chanteur), le Movimento studentesco milanais, le Circolo anarchico Giuseppe Pinelli de Milan. Deux 33T/17 cm seront également édités par le Canzoniere femminista, un groupe musical créé en 1974, qui était l'émanation du Comitato per il salario al lavoro domestico de Padoue[98].

Ce très large mouvement, capable de produire des milliers de spectacles par an jusqu'à la seconde moitié des années 1970, donna quelques bonnes chansons parmi lesquelles on peut retenir au moins celles d'Alfredo Bandelli (Pise, 1945-1994), qui reste sans doute avec Paolo Pietrangeli l'auteur le plus original des années 68.

Après avoir été vendeur à la gare de Pise, puis manœuvre dans une usine allemande, Bandelli est ouvrier à l'usine Piaggio de Pontedera entre 1972 et 1979. Licencié par mesure de représailles (on ne lui pardonne pas d'être venu travailler

97. Les Circoli Ottobre sont un réseau de lieux culturels créé par Lotta continua au début des années 1970. Ils organisent des festivals de théâtre ou de musique, des projections, des spectacles, éditent un bulletin. L'auteur-interprète Pino Masi en sera le dirigeant jusqu'en 1975.
98. Comité pour la rétribution du travail domestique. Sur ces questions, voir le chapitre 9, p. 445 *sq.*

un réveil suspendu au cou pour protester contre les cadences toujours plus pénibles), il devient aide-soignant à l'hôpital de Pise. C'est un militant actif et combatif, d'abord à la FGCI[99], puis à Il Potere operaio de Pise et à Lotta continua. Ses chansons circuleront de manière anonyme de 1968 à avril 1974[100] et c'est Pino Masi qui le premier les rendra célèbres en les reprenant sur les disques de Lotta continua. Car en 1968, Bandelli était à peine capable de jouer les accords qui lui servaient à composer les musiques de ses chansons. Deux d'entre elles seront particulièrement reprises par le mouvement.

La première s'intitule *La violenza*:

[...]
Mais aujourd'hui j'ai vu dans la manif
tant de visages souriants
les camarades, des filles de quinze ans,
les ouvriers avec les étudiants.

« Le pouvoir aux ouvriers
pas au système des patrons
toujours unis nous vaincrons
vive la révolution. »
Et puis quand les camionnettes
ont chargé les manifestants
les camarades ont empoigné
les manches en bois des pancartes.

Et j'ai vu les autos blindées
renversées et puis brûlées
tant et tant de policiers
avec la tête fracassée.

La violence la violence
la violence et la révolte
celui qui a hésité cette fois-ci
luttera avec nous demain.

[...]

La seconde, écrite en 1969, s'intitule *La ballata della FIAT* et s'inspire d'un texte de l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin à propos des événements survenus sur le Corso Traiano le 3 juillet[101].

Au terme de ces deux ans de contestation (1968-69), Bosio lui-même écrira: « le mouvement nous a montré qu'au-delà de la cohérence abstraite de notre discours et de nos analyses, cette activité [d'édition et de publication des chansons

sociales] tirait sa nécessité de l'importance que lui conférait le mouvement réel[102]. » Cette façon, plus prudente, d'envisager le rôle de la chanson fut relativement déterminante pour la reprise du Nuovo Canzoniere italiano, qui attendit toutefois 1973 pour se doter à nouveau d'une véritable structure de diffusion autonome – bien après la mort de Gianni Bosio, survenue en août 1971. Il rassembla alors ses troupes, et l'on vit notamment revenir Giovanna Marini, puis Paolo Ciarchi et Ivan Della Mea qui prit en charge l'organisation des spectacles. Entre 1973 et 1977, le Nuovo Canzoniere italiano, avec différents groupes, assura en moyenne 500 spectacles par an, c'est-à-dire qu'en l'espace de cinq ans, il donna deux fois et demi plus de spectacles qu'au cours de la décennie précédente[103]. 70 % d'entre eux étaient organisés par le PCI, les 30 % restants par les Circoli Ottobre, Avanguardia operaia et quelques autres. Si le nombre des spectacles fut donc quintuplé, le travail collectif finit toutefois par perdre progressivement sa dimension provocatrice. La dissolution du lien qui, par le passé, avait étroitement associé recherche et interprétation, comportait pour la première le risque de tomber parfois dans l'académisme, tandis que la seconde finit le plus souvent par s'intégrer au paysage culturel. À ce sujet, Ivan Della Mea dira justement : « Nous ne nous sommes pas aperçus tout de suite que nous étions en train de devenir des *cantautori*, que nous étions en train de perdre le fil rouge qui nous avait liés à l'activité de recherche. À force de courir derrière la demande, derrière le marché, même si c'était un "marché de gauche", celui des fêtes de *L'Unità*[104] (très gratifiantes du point de vue du rapport

99. La Federazione giovanile comunisti italiani est l'organisation de jeunesse du PCI.

100. Il a en effet fallu attendre avril 1974 pour qu'elles soient enregistrées, chantées par lui, dans son unique album, aux Dischi del Sole : *Fabbrica, galera, piazza* (DS 1039/41) [NdCB].

101. Le texte de la chanson figure au chapitre 8 – *La Naissance des Brigades rouges,* p. 377. Sur la bataille du Corso Traiano, voir Nanni Balestrini, *Nous voulons tout, op. cit.*

102. Gianni Bosio, *Dalla canzone popolare…, op. cit.*, p. 284.

103. Le Nuovo Canzionere italiano eut un « correspondant » très actif en France, en la personne d'Aldo Vitale (décédé en 1986), fondateur, en mai 68, du « Comité d'action étudiants-enseignants pour la diffusion de la chanson populaire et engagée », qui deviendra l'année suivante l'« Association pour la diffusion de la chanson populaire italienne », rattachée à l'UER d'italien et de roumain de l'université Paris III. De 1968 à 1979, cette association organisera en France, un très grand nombre de concerts à la Maison d'Italie (dont Vitale était le directeur), où se produisirent non seulement les nouveaux *cantautori* cités dans l'article, mais nombre de chanteurs et chanteuses populaires, jusqu'à un mémorable concert organisé au Théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie de Vincennes, le 18 mars 1979, en clôture d'une « semaine de la culture populaire italienne », où se produisirent plusieurs générations de chanteurs et musiciens de toute l'Italie.

104. Fondé en 1924 par Antonio Gramsci, *L'Unità* est le journal du PCI. Les fêtes de *L'Unità*, créées en 1945 en Lombardie avant de se généraliser à l'ensemble du territoire, sont organisées localement par les sections du parti

avec le public), nous avons de fait accepté de devenir des *cantautori*. En ce qui concerne la chanson protestataire et sociale, notre activité a alors radicalement perdu son caractère d'étrangeté et de subversion, justement parce que ses modalités étaient devenues les mêmes que celles du marché. À ce stade, nous avions accepté, certains plus que d'autres, de revenir sur les raisons pour lesquelles nous avions commencé à faire ce travail. À partir du moment où la perspective d'un projet politique et culturel global se dérobait, nous étions devenus, nous aussi, des *cantautori*. Des *cantautori* capables peut-être d'atteindre le summum du succès au Festival national de *L'Unità* de Florence, en chantant devant 30 ou 40 000 spectateurs. Mais au moment où certains de mes camarades disaient "on y est arrivés", moi j'ai dit : "nous avons perdu"[105]. »

À ce moment, le PCI et l'ARCI semblaient surtout préoccupés par l'organisation de méga-concerts qui permettaient des rentrées d'argent faciles. La mode des *cantautori*, déjà soutenue par l'industrie discographique et largement promue auprès des jeunes, régnait désormais également sur le festival de *L'Unità* et influençait même l'activité culturelle des groupes extraparlementaires.

Et puis, à partir de 1977, les spectacles commencent à se faire moins nombreux, et en 1978 – alors que la destruction du mouvement, par un effet de miroir, mène à un affaiblissement extrême du PCI – la chute devient irrésistible. Entre la fin du mouvement de 77 – lorsque la police expulse Radio Alice[106] juste au moment où elle s'apprête à diffuser un programme composé à partir des Dischi del Sole – et l'« après-défaite à la FIAT[107] », l'activité des Edizioni del Gallo et du Nuovo Canzoniere italiano s'amenuise elle aussi. Ils finissent par être emportés par la régression politique de la gauche et la crise de l'édition du disque.

L'aire de la contre-culture

Il y avait suffisamment de vitalité et de nouveauté dans les romans de Kerouac, la poésie de Ginsberg, les écrits de Miller, pour susciter jusqu'en Italie une forte identification à des modèles de vie alternatifs. C'est à partir de là que commence à émerger, dans les villes de la péninsule, une aire de la contre-culture. Ce sont les premiers voyages en Orient à la recherche d'autres cultures, d'autres sagesses, en dehors des normes blanches et occidentales. La critique des institutions gagne du terrain : de la famille à l'école et à la transmission des savoirs, du refus du monde du travail à l'objection de conscience, de la critique du concept de « folie » au refus des institutions psychiatriques, du refus de la « justice bourgeoise » au mot d'ordre d'abolition des prisons. Autour de la critique des « institutions totales », les *beat* italiens parviendront à former de larges alliances, y compris avec les intellectuels révolutionnaires ou démocrates – qui prendront d'ailleurs directement en main la suite des batailles sur ces questions.

C'est à Milan en 1965 qu'apparaissent les premiers indices d'un « mouvement *beat* » italien. Un groupe de « chevelus » loue une boutique viale Montenero et la transforme en un lieu de convivialité. Armés d'une polycopieuse et de

techniques pour le moins créatives, ils impriment leur propre journal, d'abord intitulé *Mondo beat*. Pour échapper aux lois sur la presse et à l'obligation d'avoir un directeur de publication, il paraîtra ensuite sous différents noms : *Urlo beat*, *Grido beat*, etc., avec la mention « numéro zéro en attente d'autorisation ». Dans une singulière alchimie, il mêle anarchie, philosophies orientales, révolte existentielle et batailles antiracistes sous l'égide de Malcolm X, le leader des *Blacks muslims* américains.

Beaucoup de « chevelus » viennent de la province ; pour vivre, ils se débrouillent en vendant par exemple de petits bijoux (sur le modèle de leurs homologues anglais et américains). Quiconque arrive au local de *Mondo beat* y trouve fraternité et soutien de la part de la communauté. Les *beat* sont non-violents, et lorsque l'un d'entre eux est arrêté par la police, ils défilent avec des fleurs devant la Préfecture en signe d'entente pacifique, mais non sans ironie. Ils se retrouvent habituellement à Brera (le quartier des artistes), mais ils commencent rapidement à ressentir la nécessité d'une expérience plus authentique et plus communautaire, sur le modèle du mouvement hippie. Beaucoup plus nombreux, et plus « socialisés », les hippies vont intégrer l'expérience culturelle des *beat* et la radicaliser en axant centralement leur pratique sur la question de la « commune », de la vie en groupe où l'expérience politique du *dissensus* est indissociable de la dimension quotidienne et interpersonnelle. Comme on allait le dire un peu plus tard : « ceux qui parlent de révolution et de luttes de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre[108]. »

« Parce qu'ils participaient d'un mouvement plus vaste de refus de la civilisation capitaliste, les hippies commencèrent par essayer de créer une réalité *alternative* dans la ville même, sur le modèle de la *free city*, autour de lieux communautaires d'assistance et d'entraide mutuelle[109] […]. Plus tard, ils abandonnèrent le territoire urbain pour s'approprier une autre dimension existentielle, celle de l'environnement et de la nature. *Back to nature*.

dans les différentes communes, agglomérations ou provinces : concerts, rencontres, gastronomie, on retrouve dans les Fêtes de *L'Unità* l'ensemble des ingrédients qui font la fête de *l'Humanité* en France, mais à une échelle locale.

105. Témoignage oral d'Ivan Della Mea recueilli par Fabrizio Borsella, Milan, 23 juillet 1992.

106. Radio Alice est une radio libre de l'Autonomie à Bologne. On peut lire la retranscription de l'expulsion ici mentionnée dans le n° 30 de la revue Recherches, *Les Untorelli*, 1977.

107. En 1980, la défaite ouvrière à la FIAT après 5 mois de contestation marque la fin du cycle de luttes inauguré en 1969. Voir à ce sujet les textes de Paolo Virno aux chapitres 6 (p. 299 *sqq.*) et 12 (p. 595 *sqq.*).

108. Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967.

109. Le texte qui suit est tiré de *Vivere insieme (il libro delle commune), op. cit.*

Mais le phénomène communautaire a d'abord grandi dans la rue. Au plan superstructurel, la rue est l'espace de représentation et d'affirmation du capital, et l'aliénation qui en résulte annihile toute possibilité de rapport entre l'homme et son milieu. Il est cependant possible de modifier l'*habitat**, y compris en profondeur, en intervenant sur ses structures matérielles et en agissant sur les usages factices qu'il impose. C'est ce que firent les hippies, et à leur suite les "politiques", avec le mot d'ordre: "Prenons la ville"[110].

La redécouverte qu'il était possible d'enter en contact direct avec la communauté urbaine, cette réalité qui était l'expression de la culture dominante, et par conséquent de la classe dominante, fut incroyablement porteuse d'énergies nouvelles. Vivre à tous les coins de rue, habiter les places prit un sens révolutionnaire: il fallait banaliser le territoire ennemi, la ville, pour en faire un usage nouveau, un usage humain. Ce que peuvent avoir gardé pour nous de mythique les noms de Brera, Campo dei Fiori, Village, le Dam, Picadilly, est lié à ce souvenir: ce sont ceux des premières communautés alternatives, des premières "zones libérées" [...].

[...] La culture hippie, aux États-Unis, en Italie et ailleurs, a été une culture orale et même, pourrait-on dire, une culture visuelle: il n'y avait pas meilleur moyen pour la diffuser que ces communautés urbaines qui avaient surgi dans les rues. Les cheveux longs exprimaient le refus, les vêtements déchirés disaient le rejet du concept bourgeois de bienséance [...]. Un vêtement volontairement déchiré n'a rien à voir avec un vêtement pauvre. Car si le second ne réfère qu'aux lois de l'économie, le premier (qui est le vêtement hippie) est le signe d'une richesse culturelle cachée [...]. L'apparence extérieure devenait un moyen de communication, qui permettait de distinguer immédiatement l'ami de l'ennemi et, de reconnaître par conséquent les membres des premières éphémères communautés alternatives [...]. Si tu es sale et dépenaillé, tu as peu de chance de fréquenter une maison bourgeoise, si tu as les cheveux tellement hirsutes que tu ne peux pas les coiffer, tu as peu de chance de trouver un travail "respectable". »

De fait à Milan (qui est alors une sorte de référence régionale) et dans d'autres villes, les *beat*-hippies vont chercher, par-delà la très grande fragmentation des groupes et la diversité des étiquettes, à fabriquer leurs propres outils de communication. *Mondo beat,* le premier journal *underground* italien, sort en novembre 1966, et il devient rapidement la feuille de liaison et d'information des différents groupes actifs en Italie. Le plus important d'entre eux est sans doute Onda Verde, qui se distingue à la fois par sa grande richesse culturelle et par l'ampleur de son projet politique. Son fondateur, Andrea Valcarenghi, sera ensuite l'instigateur de *Re nudo*[111], et restera longtemps l'une des figures majeures de la contre-culture. Le premier numéro de *Mondo beat* fait état de la fusion en cours entre les groupes *beat,* Provos et Onda Verde, actifs surtout à Milan. « À partir de ce moment, *Mondo beat* s'affirme comme la voix des « chevelus » en Italie: il relaie leurs manifestations presque quotidiennes, leurs grèves de la faim, il organise l'agitation au plan national (contre le coup d'État en Grèce, le racisme, la guerre du Vietnam, les violences policières, etc.). La police et la presse en font la cible de leurs attaques. Après

quelques numéros, une scission fait suite à la décision de certains rédacteurs de faire éditer le journal chez Feltrinelli (que les dissidents qualifiaient d'« éditeur de mes boutons » en référence à sa production de gadgets[112]). C'est ainsi que prend fin la publication de *Mondo beat*, bientôt remplacé par *Urlo e Grido beat*, tandis que dans d'autres villes les journaux alternatifs se multiplient[113]. »

MÉTHODOLOGIE PROVOCATRICE DE L'ONDA VERDE[114]

a) Pourquoi l'Onda Verde ? Le mouvement de la nouvelle génération en Italie doit faire face à certains risques, qu'un seul terme suffit à désigner : l'assimilation. Essayons d'en énoncer quelques-uns.

1) L'importante fragmentation des groupes. Cela peut signifier une faible capacité à concentrer les forces, l'éparpillement des actions, l'accumulation confuse des sigles, l'absence de communication entre les groupes. (Mais c'est aussi une donnée très intéressante qui implique le refus de l'organisation bureaucratique et de la concentration des pouvoirs, le choix de la responsabilité directe et de l'autogestion dans les prises de décision, des modes d'intervention ponctuels et situés.)

2) L'instrumentalisation par les organisations politiques. Une opération de ce type est spécialement dans les cordes du PCI et des diverses sectes paracommunistes ; elle se traduit par la perte de notre autonomie de mouvement et notre réduction au rang de piétaille.

3) L'instrumentalisation par des groupes culturels et liés au pouvoir économique. Assimilation par la *culture et le marché* : c'est le danger que nous oppose une bourgeoisie particulièrement habile et rouée en la matière.

110. « Prendiamoci la città » sera un slogan du groupe extraparlementaire Lotta continua, un « *programme* qui doit nous permettre d'interpréter une phase de la lutte de classe et de lui donner une orientation politique [...] L'usine est devenue le lieu où, à travers les débrayages, les assemblées, les défilés, l'unité de classe des ouvriers s'est recomposée et organisée. De même "prendre la ville" veut dire en finir avec la désagrégation du prolétariat, avec le contrôle exercé sur les masses par la solitude, l'exploitation économique, l'idéologie bourgeoise, pour produire leur contraire, l'unité prolétarienne complète, non plus seulement contre la production capitaliste, mais pour le droit de tous à une vie sociale communiste libérée du besoin, saine et heureuse. » (*Lotta continua* n° 20, novembre 1970, publié dans *Les Temps modernes* n° 303, octobre 1971).

111. *Re nudo* est une revue de contre-culture fondée à Milan en novembre 1970. Il en sera de nouveau question au chapitre 10 – *Parco Lambro ou la fin de l'idéologie de la fête*, p. 487 *sqq.*

112. Feltrinelli commercialisait des livres assortis de badges ornés de slogans. À la une du n° 4 de *Mondo beat*, en mai 1967, on pouvait lire, entre autres mots d'ordre : « Feltrinelli, la contestation de mes boutons. »

113. *Mondo beat*, n° 1, mars 1967, cité dans *Ma l'amor mio non muore*, Arcana, 1971, rééd. DeriveApprodi, 2008.

114. *Ibidem*.

4) La confusion dans les programmes et un faible niveau de conscience des méthodes et des résultats de l'action dans la société. Le risque est que le mouvement général de la jeunesse ne parvienne pas à consommer la rupture avec le « vieux monde », à couper le cordon pour libérer un flux d'action continu, qui parte d'un ensemble de situations A pour arriver à un ensemble B, puis de B à C, etc.

b) Face à ces risques, l'Onda Verde s'est donné pour tâche de travailler à une *conscience générale des méthodes et des résultats ; à une base méthodologique commune pour chaque type d'action.*

Tout cela (*cf.* Marisa Rusconi, *Il Giorno*, et toutes sortes de cultureux) nous a immédiatement valu d'être taxés d'« intellectuels », qualification immédiatement exploitée pour créer des frictions entre les groupes. Pour le dire plus précisément : tandis que chacun s'accorde sur la zoologie du chevelu protestataire romantique avec des anneaux dans le nez et le cerveau ramolli, on cherche scrupuleusement à tirer de lui tout ce qui est assimilable aux catégories culturelles et philosophiques en vigueur, à créer en somme et à faire prospérer le « *beat* de salon ».

Cela nous a définitivement persuadés de la nécessité d'une prise de conscience générale sur la question des méthodes. Et aussi de la nécessité d'un mouvement qui agit à différents niveaux, de manière à empêcher la définition, la classification, l'étiquetage et l'archivage (un Fantômas qui passe naturellement de la piazza di Spagna à la RAI-TV pour tromper la surveillance du zoologue et des agents de la fourrière qui le pistent).

c) Notre premier geste a été de prendre contact avec le plus grand nombre possible de groupes pacifistes, *beat*, provos, pour élaborer une méthode commune et un programme précis. Nous avons trouvé une première base d'accord dans *le refus méthodologique de la violence, mentale et physique.* Du même coup est apparu le premier objectif contre lequel agir de manière cohérente : la *violence sous toutes ses formes*, en tant qu'elle est un obstacle à la liberté de choix.

Ces deux premières définitions ont servi à poser un diagnostic : le système social actuel des « bourgeois » ou des « ventres mous » est né de la violence, il s'est fondé sur la violence, laquelle est d'autant plus funeste qu'elle est à la fois cachée et ordinaire.

.Il s'agissait dès lors de choisir les MÉTHODES précises et OUVERTEMENT assumées susceptibles de produire, en situation, les RÉSULTATS idoines.

Tout ceci, nous allons l'exposer brièvement ; nous précisons que nos propositions ont emporté jusqu'ici une large adhésion.

Méthodologie stratégique

Parler de méthodologie, que cela soit dit une fois pour toutes, ne signifie pas pour nous « tenir salon sur les méthodes » ou élaborer une « culture des méthodes ».

Nous parlons de méthodes parce que nous en avons terminé avec toutes les espèces d'idéologies axiomatiques et de philosophades métaphoriques. DERRIÈRE, il y a toutes ces choses qui « comptent » et dont nous ne voulons pas : une génération qui a sur le dos les guerres mondiales, les ghettos, les nazis et les stalinismes en tout genre ;

les autorités, la famille, la répression sexuelle, la société de consommation, la guerre et les armées, les prêtres, les policiers, les cultureux, les pédagogues et les démagogues.

Ce n'est même pas la peine de parler de tout ça. Ceux qui disent quelque chose, ce sont les jeunes qui s'enfuient de chez eux, qui descendent dans la rue et qui provoquent, qui désertent les organisations de l'Église, de l'école et des partis. Si vous avez besoin de parler de cela, vous n'avez rien compris, vous ne savez même pas où vous êtes. Vous voulez seulement de nouvelles « problématiques », des « débats », c'est-à-dire de l'eau au moulin du marché, qu'il soit culturel ou non. Nous, nous voulons changer tout de suite *et d'urgence* les situations qui nous environnent. Pour cela il faut *agir et provoquer*. Pour pouvoir le faire ensemble, de manière incisive – et que les résultats suivent – nous devons adopter des méthodes efficaces, adéquates aux objectifs de notre action, claires et univoques.

La vieille génération, qui détient ou soutient ou subit le contrôle social et la répression, *doit mourir avant nous*. Les ventres mous (leurs idéologies, leurs appareils, leurs méthodes) ne doivent pas survivre à leur mort naturelle, il ne faut pas que le passé revienne dans notre futur. *L'inévitable renouvellement biologique doit se muer en renouveau général*. À cette fin, nous avons adopté la méthode de la provocation.

Elle doit produire deux résultats : I) « rompre » avec la vieille génération. Celle-ci doit être désorientée, ridiculisée, contrainte à déballer son linge sale, à laisser apparaître la violence sur laquelle elle s'appuie de manière plus ou moins dissimulée. La séparation crée la provocation, la provocation accentue la séparation entre les responsabilités ; II) fabriquer un tam-tam permanent, un émetteur, un signal qui soit visible de partout.

Tous les jeunes doivent réaliser que nous vivrons après (= il est possible de créer une situation radicalement différente, c'est à nous de la construire, de la vouloir, d'avoir une conscience claire des méthodes pour y parvenir, pour la rendre concrète). Il faut qu'on sache que nous sommes ici, ce que nous faisons et comment ; on pourra toujours discuter de ce qu'on peut faire de plus et de comment le faire mieux.

Méthodologie tactique

Il s'agit avant tout, de fourbir nos armes pour agir, d'établir les points d'appui à partir desquels provoquer et transformer. Par conséquent (et on s'en occupe déjà) : un organe d'information autofinancé, un quartier et des lieux occupés pour se retrouver en fonction des objectifs.

Opérations programmées :

A) Des manifestations de masse avec usage de la désobéissance civile et de la résistance passive. Des méthodes de provocation ironiques ou sarcastiques, destinées à mettre en évidence des réactions hystériques ou violentes. Rappelons simplement la « manifestation des fleurs », quand la police a chargé des jeunes qui rendaient des hommages floraux.

B) Des manifestations permanentes, des manifestations-spectacles, comme celle

qui aura lieu dans quelques jours. À l'heure de pointe, des individus traverseront le centre-ville en ordre dispersé. Sur leurs vêtements seront inscrits des slogans comme : *Rentrez vite à la maison, Carosello va commencer*; *Le pdt Moro est amusant et assez bon pour la santé*; *Ami, la guerre c'est une bonne affaire : investis ton fils*; *Le président Johnson vous offre des vacances gratuites au Vietnam : émotions garanties.*

En d'autres termes, le ventre mou ne doit plus pouvoir se dérober aux *stimuli* : il doit être désorienté et travaillé de biais. C'est encore mieux si la chose est amusante (pour ceux qui la font) et devient une mode.

C) L'appel en direction de la jeunesse doit être mené dans les écoles et dans les lieux que fréquentent les jeunes, en utilisant des méthodes nouvelles comme le message téléphonique, le tract-enquête, le *happening* politique, la fête-congrès.

D) On programme le sabotage, avec l'infiltration provocatrice des organisations de jeunesse de l'école, de l'Église ou des partis qui utilisent les jeunes comme masse de manœuvre et inhibent leur action autonome.

E) Proposition de « Plans Blancs » à diffuser largement et à imposer à l'attention générale par la provocation directe. Ils abordent des questions qui sont de fait négligées, et pas par hasard. Exemples : PB pour l'« âge blanc » : nouvelle législation sur les mineurs ; PB pour les « cheminées blanches » : contre la pollution ; PB pour « l'homme blanc » : pour la contraception et la liberté sexuelle ; PB pour « les bicyclettes blanches » : interdiction de la voiture dans le centre historique.

i) Quand une société industrialisée atteint un stade avancé de développement économique et technologique, la consommation s'accroît et chaque classe ou groupe social est gratifié d'une part de la Grande Tarte à la Crème.

Ceux qui crient le plus fort et sont supérieurs en nombre parviennent à obtenir une plus grande part de marchandises. Dans ce cas, les forces qui pourraient saper l'organisation sociale des activités mentales et transformatrices sont éliminées. Plus le niveau de consommation est élevé, plus les ouvriers et les paysans sont absorbés par le système, dont ils se retrouvent les défenseurs et les gardiens.

C'est de cette situation que naît le mouvement des jeunes. Ce sont des *beat*, il s'agit donc d'un mouvement étudiant de type américain, mais ils constituent L'UNIQUE FORCE SOCIALE RÉELLEMENT AGISSANTE POUR COMBATTRE LES MODÈLES SOCIAUX ÉTABLIS À DIFFÉRENTS NIVEAUX (PSYCHOLOGIQUE, ÉCONOMIQUE, CULTUREL, SEXUEL), POUR COMBATTRE LES GROUPES DE POUVOIR ET LES HIÉRARCHIES AUTORITAIRES QUI, DANS LES FAITS, SOUTIENNENT CES MODÈLES.

En Italie coexistent plusieurs réalités dont les différences tiennent moins à leur méthode d'action qu'à leur niveau de conscience : du yé-yé au « chevelu », du protestataire générique au groupe agissant selon des méthodes claires et conscientes. *Tous ces stades sont nécessaires au mouvement général.*

ii) Les méthodes des *beatniks* et celles des Provos ne sont pas très éloignées et *sont toujours complémentaires dans la situation qui est la nôtre.*

Les *beat* sont des jeunes qui s'enfuient de chez eux, des inadaptés qui refusent de vivre comme le prescrit la société du bien-être. *Et cela est nécessaire.*

Les Provos s'attachent, par la « provocation », à maintenir une « température sociale » élevée. C'est ainsi qu'on évitera au mouvement des jeunes de tourner en vase clos, et de se laisser facilement isoler, ignorer et digérer par la société. *Et cela aussi est nécessaire.*

L'Onda Verde aussi a adopté la méthode de la provocation. Mais « en situation », elle a deux autres objectifs :

– développer la réflexion sur les méthodes et sur la conscience générale de ces méthodes pour éviter des oppositions stupides, dues à des différences nominales et à des divergences d'« idées » plus qu'à des désaccords sur les actions concrètes et les méthodes ;

– occuper l'espace laissé vacant dans les écoles par l'absence d'un mouvement étudiant réellement offensif et libéré de l'influence des partis. *Et cela aussi est nécessaire.*

iii) Oublier ces points fondamentaux c'est n'avoir rien compris, c'est réduire le mouvement à un phénomène provincial, à une série de « faits personnels » sans aucune signification opératoire.

(MARCO DANIELE, Onda Verde Provo)

Naturellement, les espaces libérés que les *beat*-hippies tentaient d'organiser furent partout l'objet de violentes attaques de la part de la presse bourgeoise (*Il Corriere della Sera*, notamment, leur a livré une bataille aussi vulgaire que forcenée) ; ils sont regardés avec méfiance et intolérance par les bien-pensants (on se souvient de l'épisode où des chevelus furent « tondus » par des parachutistes dans les rues de Novara sous les applaudissements des passants) et durement réprimés par la police (avec de fréquents passages à tabac, des centaines d'interdictions du territoire, des nuits au poste et en prison). Les *beat* répondent par la non-violence : ils offrent des fleurs aux policiers, s'enchaînent dans la rue, commencent à écrire des slogans sur leurs blousons et leurs t-shirts (une pratique qui, par-delà toutes les entreprises commerciales, se perpétuera jusqu'à aujourd'hui) ; ils fabriquent des outils d'analyse contre-culturelle de plus en plus élaborés, se mêlent à la contestation étudiante naissante (un long entretien donné à *la Zanzara*, le journal du lycée Parini, est censuré par la direction) et radicalisent une opposition déjà profonde à un « système des partis » totalement incapable de comprendre leur révolte existentielle.

LETTRE AU PARTI[115]

Cher Parti,
il est parfaitement inutile que Vous persistiez à déclarer à droite à gauche que Vous êtes du bord qui s'oppose à la droite, à la gauche, au centre, au centre-droit, au centre-gauche, à la gauche-gauche, à la droite-droite. Vous ne menez qu'une seule politique, celle de la collaboration pour la conservation du « trône ».

115. *Mondo beat*, n° 1, mars 1967.

Il y a longtemps, alors que nous venions tout juste de naître, Vous vous êtes jeté tête baissée contre nous. Vous aussi, et Vous surtout, vous aviez votre mot à dire. Alors, nous étions des crados, des pouilleux, des parasites, des exhibitionnistes, des débiles, des invertis, des fainéants. Tout cela, vous l'avez abondamment répété, en bleu, en rouge, en blanc, en noir, en tricolore, avec la faucille, avec le bouclier, avec le flambeau, avec les drapeaux, avec le soleil, avec le marteau, avec la couronne. Tout cela ne nous plaisait guère et pourtant nous restions bouche cousue, bien sages et bien gentils. Mais à ce qu'il semble, c'était encore trop. Humiliations pour tout le monde, raclées pour les autres, lavage de cerveau pour le plus grand nombre. Les bas-fonds commencèrent à transmettre certaines pulsations au cerveau, que celui-ci répercuta aux mains. Et nous avons commencé à penser. À Vous, cela va sembler bizarre, mais nous avons commencé à penser. Et nous avons commencé, à votre grand émerveillement, à écrire ; à écrire sur les blousons et sur les t-shirts.

À ce stade, Vous vous êtes aperçu qu'il nous manquait une véritable culture. Une culture fondée sur l'expérience directe, selon les nouveaux critères en vigueur. Et c'est ainsi que vous nous avez amenés dans ces pièces grillagées où l'on pouvait rencontrer des prostituées et des délinquants. Et c'est ainsi que nous avons appris. Alors, nous avons fini par décoller de nos marches, et nous sommes allés nous promener avec des pancartes bras dessus bras dessous, quand elles n'étaient pas pendues à notre cou. En toute logique, nous avions demandé Votre permission. Mais Vous, gros méchant, vous ne vouliez pas nous la donner : pour notre bien, naturellement. Reconnaissants mais désobéissants comme tous les enfants, nous sommes quand même partis faire un tour avec nos braves pancartes.

Vous, en bon père de famille, vous nous avez punis, enfermés sans manger, sans pisser ; et puis s'il y en avait un qu'il valait mieux mettre au pensionnat, comme Vous êtes prévoyant, vous vous en êtes occupé. Ainsi, il ne fut plus notre camarade. Mais Vous, malheureusement pour Vous, Vous ne vous aperceviez pas que Vous accouchiez sans cesse de nouveaux enfants. Et les enfants sont devenus de plus en plus nombreux et de plus en plus turbulents. Et vous n'arriviez plus à les contenir et à les éduquer selon vos modèles. Maintenant, les crados commencent à avoir l'air moins crado, maintenant les pouilleux ne sont plus si pouilleux, maintenant les parasites commencent à disparaître, maintenant les exhibitionnistes sont moins exhibitionnistes, maintenant les débiles ne semblent pas si malades, maintenant les invertis semblent réintégrer leur sexe originel, maintenant les fainéants commencent à se remuer. Et quand viendra le temps de tracer une croix sur des petits bouts de papiers[116] qui resteront tout blancs, tous les crados, les pouilleux, les parasites, les exhibitionnistes, les débiles, les invertis, les fainéants deviendront tous de braves fistons, ils deviendront tous de braves et de bons petits anges. Conclusion : Vous, cher Parti, nous Vous figurons sous la forme d'un chaudron, un chaudron émaillé de caca, odorant de caca, plein de caca. En clair, ce que nous voulons dire, étant donné que Vous êtes dur

à la comprenette, c'est qu'avec nous ça ne prend pas. Vous jouez à un jeu, mais Vous n'avez personne avec qui jouer.

(The beatnik's Clan, Monza)

La pratique des espaces libérés (communes urbaines, occupation des rues et des places) continue de se répandre malgré la répression. Alors qu'à Rome, dans le quartier Tiburtino, les *beat*-hippies tentent une expérience de *free shop* (un magasin où l'on peut s'échanger librement des objets de tous les jours), à Milan ils louent un terrain au bout de la via Ripamonti pour y installer une commune à ciel ouvert. Nous sommes à l'été 1967. Le *Corriere della Sera* et les autres journaux la surnomment aussitôt « Barbonia City[117] » et divaguent sur les « noces sacrilèges » entre très jeunes gens, les drogues et les orgies supposées infester ce foyer de maladies, ce refuge pour mineurs en fugue. Il n'en fallait pas davantage pour que la police se déplace, et c'est en effet ce qui arriva. Le numéro 5 de *Mondo beat* donne, en juillet 1967, un long récit de l'expérience de « Barbonia City », à commencer par la description du climat qui règne en ville :

MILAN EN ÉTAT DE SIÈGE[118]

DESCENTE DU SID[119]

Postes de contrôle sur les autoroutes qui mènent à Milan et à la gare Centrale, voitures de police patrouillant sans discontinuer via Ripamonti, là où s'élevait la ville de tentes de « Mondo beat », policiers en civil, policiers en tenue à tous les coins de rue, prêts à tomber sur QUICONQUE aurait les cheveux un peu longs et ne porterait PAS de cravate, quiconque serait en minijupe et SANS veste, interrogatoires sur les trottoirs, inquisitions : – qu'est-ce que tu as là ? ouvre. Ils sont soupçonneux, surtout quand ils voient des LIVRES et des PAPIERS, notes, cartes d'identité, cartes de la poste[120] : pourquoi tu traînes ? tu as une RAISON PARTICULIÈRE ? – MILAN AUX MAINS DE LA POLICE C'EST C-E-L-A QUI SE PASSE AUJOURD'HUI.

COUP D'ÉTAT DU *CORRIERE*

il excite l'opinion publique la monte contre nous depuis des mois la crée l'interprète nous informons avec des panneaux au camping : BONNES GENS LE *CORRIERE DELLA SERA* RACONTE DES MENSONGES

116. En Italie, on vote en cochant.
117. Que l'on pourrait traduire en substance par « Clodoville ».
118. *Mondo beat*, n° 5, juillet 1967, cité dans *Ma l'amor mio non muore*, *op. cit.*
119. SID est l'acronyme à la fois de Servizio informazioni difesa, corps des services secrets italiens et, on le verra dans la suite de ce texte, de Servizi immondizia domestica, le service communal des ordures ménagères à Milan.
120. Les « cartes de la poste », introduites en 1923, servaient au guichet de la poste pour diverses opérations, mais faisaient aussi office de document d'identité.

(ingénus saints naïfs que nous sommes)

les révélations et les articles sur les « SCÉLÉRATESSES » qui se commettent « AUX ABORDS DE L'IMPUDIQUE BIVOUAC » se succèdent à grand renfort de titres énormes et ridicules à base d'INDÉCENCE PATRIE DIGNITÉ ARROGANCE VIOLS IMPUDEUR SACRILÈGE ITALIE

il défend les mères d'Italie il se fait le porte-parole de leur « stupeur » et de leur « effroi ». Les mamans déclarent en chœur avec les papas et les grands frères : « Ils affichent leurs pêchés » « Une maman n'aura jamais l'âme en paix tant qu'il y aura des gens comme ça ». Ceux qui s'agglutinaient par centaines à la clôture pour nous voir jouer au ballon avec l'espoir de voir la décence poussée hors de ses limites et des couples enlacés toute la journée « même entre hommes, vous savez... il faudrait vraiment les lyncher, vous savez ». Le *Corriere della Seppia*[121] donne des nouvelles de plus en plus alarmantes des « NUITS DE SANG SACRILÈGES » des « ARRESTATIONS DE VIOLEURS À L'IMMORAL CAMPING DES CHEVEUX LONGS » [...].

Pendant ce temps l'air devient incandescent. La société de consommation se défend et secrète des anticorps pour nous expulser nous détruire NE PAS NOUS VOIR. Elle fait usage de tout l'arsenal du conservatisme : opinion publique journaux aux ordres journalistes de mauvaise foi ou débiles (ils sont aussi utiles, peut-être plus que les journalistes esclaves) police policiers intelligents qui cognent et policiers intelligents qui notifient la feuille de route l'interdiction du territoire milanais et policiers très intelligents qui sourient te VOUVOIENT et ne FONT pas BEAUCOUP DE BÊTISES.

Pendant ce temps quelqu'un se fait tabasser et revient au camping la tête en sang fracassée dans un bar dit-il où ils N'ONT PAS VOULU LE SERVIR PARCE QU'IL A LES CHEVEUX LONGS et PARCE QU'IL EST DU CAMPING. Il se passe des choses angéliques.

Et encore un élu socialiste interpelle Monsieur le Maire pour savoir « quelles mesures il entend adopter pour sauvegarder la DIGNITÉ et la MORALITÉ de Milan ». Les journaux font à cet événement une publicité énorme. *LA NOTTE* en tire gloriole et écrit que c'est grâce à ses bons services et à ses enquêtes que la question a été posée.

DEUX JOURS AVANT LA DESCENTE

Une vingtaine de voitures de police arrivent l'une après l'autre au camping avec la croix verte et la police municipale une mère EXCITÉE fait du foin les policiers arrivent sur les dents ils violent la propriété privée sur laquelle s'élevait le camping et que nous avons louée dans les formes la circulation bloquée des filles en robes à fleurs la foule applaudit l'étroite Italie se révèle. Inutile de dire qu'il n'y avait aucune raison d'entrer dans le campement et de tirer des coups de pistolet pour récupérer un garçon qui s'est enfui de chez lui étant donné que des centaines de mères sont venues de toute l'Italie et qu'à chaque fois on les a fait entrer et qu'à chaque fois on les a aidées comme on a pu À RETROUVER LEURS ENFANTS

PARCE QU'AU FOND ON SAVAIT BIEN QU'UNE MAMAN ÇA NE DONNE PAS LE CANCER et qu'une fois rentré à la maison il est toujours possible de s'enfuir à nouveau.

DEUX JOURS PLUS TARD

OPÉRATION EXTERMINATION

LA DESCENTE DU SID (service des ordures ménagères) EST SUR LE POINT D'ÊTRE DÉCLENCHÉE

HEURE X:

Cent policiers armés agenouillés dans l'herbe et *fidèles pour les siècles*[122] attendent en retenant leur souffle ils encerclent les ordres sont donnés par radio ils FONT IRRUPTION ils abattent les tentes ils maltraitent ils enquêtent ils transportent ils insultent fourgons cellulaires voitures de police sirènes carabiniers unités homicides sympathiques agents méridionaux hystérie.

NOUS séraphins ensommeillés ennuyés les suivons. Quelqu'un se jette par terre il n'entend pas il ne voit pas il est traîné jusqu'au fourgon cellulaire.

VIA FATEBENEFRATELLI[123]

des volées de milanais crient pour encourager applaudir bénir conseiller

AMOUR DE LA PATRIE

ILS APPLAUDISSENT

MORALITÉ PUBLIQUE

C'est la fête de l'hypocrisie de l'horreur du sexe du racisme du fascisme de la mauvaise foi et de la bêtise.

ET PUIS

CELLULES DE GARDE À VUE
GRANDES SALLES
EN RANGS
MISES EN DEMEURE
ARRESTATIONS
INTERDICTION DU TERRITOIRE
DÉTENTION
SAN VITTORE *BEAT*[124]
DES DIZAINES DE *BEAT* À SAN VITTORE
DES LETTRES DE PRISON ARRIVENT À LA RÉDACTION
LES JEUNES MONTRENT LES BLEUS ET LES PANTALONS CROÛTEUX PELÉS D'AVOIR ÉTÉ TRAÎNÉS À TERRE

121. Littéralement : le Courrier de la seiche. *Mondo beat* multipliera les déformations ironiques du titre du quotidien du soir : *Il Corriere della serva* (de la servante), *Il Corriere della serpe* (du serpent), etc.
122. « Nei secoli fedeli » est la devise des Carabinieri.
123. Cette rue abrite la Préfecture de police de Milan.
124. San Vittore est la plus importante prison de Milan. Beccaria, dont il sera question plus loin, est la prison pour mineurs.

ALERTE !

N'EST-IL PAS POSSIBLE DE VIVRE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ MARCHANDISE FRIC SANS CONSOMMER ET SANS SE FAIRE SUCER L'ÂME ET SANS QU'ON NOUS IMPOSE UN DÉGUISEMENT NON-HUMAIN ?

CE QUI A DÉCHAÎNÉ LE BRAS ARMÉ DU CONSERVATISME C'EST LE REFUS AFFICHÉ DE LA NORME LE MÉPRIS DES FAUSSES VALEURS CRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION.

Les journaux exultent « RASÉ DE LA CARTE LE HONTEUX VILLAGE DE TOILE DES CHEVELUS OPÉRATION TERRE BRULÉE DU SERVICE DES ORDURES ET DU BUREAU D'HYGIÈNE SUR L'IMMORAL CAMPING »

[...]

REVENDICATIONS

1) JE VEUX POUVOIR VIVRE SOUS UNE TENTE sans que pour autant se déchaîne une ville entière sans que pour cela se névrotisent les plus gros journaux d'Italie (vive l'Italie) la préfecture la télévision et peut-être le ministère de l'intérieur.

2) JE VEUX PRENDRE MA DOUCHE EN SLIP comme j'ai fait jusqu'aujourd'hui AU CAMPING DE MONDO BEAT.

3) JE VEUX FAIRE L'AMOUR DANS LA TENTE sans que pour cela des milliers de milanais s'amassent aux bords du campement pour nous surprendre à la sortie nous regarder excités par quelque chose que JE NE COMPRENDS PAS JE NE COMPRENDS PAS pourquoi ça impressionne tellement LA PLUS GRANDE ÉVOLUTION PRODUCTIVE MODERNE VILLE D'ITALIE VILLE DU PANETTONE ET DES CHAÎNES DE MONTAGE VILLE RICHE ET LABORIEUSE AVEC DES ASILES BEAUX COMME DES BUREAUX ET DES BUREAUX PROPRES AVEC DU CARRELAGE COMME LES ASILES AVEC DES JARDINETS COMME DES COURS DE PRISON ET DES COURS DE PRISON COMME DES CABINETS LA VILLE DE CAROSELLO ET DE BRAMIERI GINO ET DES GENS AU VISAGE VIOLACÉ ET L'INFARCTUS DANS LA MACHINE À LAVER ET LES ENFANTS CRÉTINISÉS DANS LES RUES ENFERMÉS À CLÉ DANS DES CUBES DE CIMENT VILLE DE JEUNES GAILLARDS ÉTUDES ET TRAVAIL RENDUS IDIOTS PAR LES SLOGANS PAR LES MÈRES PAR LES FIANCÉES PAR LES FEMMES NUES ET PAR LA FIAT 500 ET PAR LE SIX DE CONDUITE PAR LE PIPER ET PAR LE JOB QU'IL NE FAUT PAS RATER OU QU'IL FAUT ATTRAPER AU PLUS VITE PARCE QUE SANS ARGENT ON N'EST RIEN

VILLE D'ÉDITEURS QUI VENDENT DES LIVRES COMME DES SAVONNETTES ET DES SAVONNETTES COMME DES LAISSER-PASSER POUR L'ÉTERNITÉ VILLE DE PEINTRES ET DE POÈTES ET DE JOURNALISTES ENTASSÉS À BRERA OU DANS N'IMPORTE QUEL

AUTRE ENDROIT TOUS AVEC UNE FLEUR DANS LE CUL VILLE DE JEUNES PROTESTATAIRES DE JEUNES REBELLES PERDUS DANS LES MOTS ET DANS LES RECHERCHES MÉTHODOLOGIQUES DE LUTTE TU LES VOIS BRANLEURS MENTAUX AVEC LEUR PISSE AU CUL ET LA PRAXIS ET LA CULTURE QUI FONT LES LÈCHE-CULS DE BIDET DE LIEUX CULTURELS

que pouvons-nous revendiquer nous qui avons quitté les écoles et les familles et qui allons par l'Europe et par le monde avec un sac à dos et un sac de couchage et un slip de rechange, que pouvons-nous demander à une ville comme celle-là à une Italie comme celle-là à un monde comme celui-là ? si ce n'est le droit DE PRENDRE SA DOUCHE EN SLIP.

Le reste ne nous vient que de nous-mêmes : l'Esprit est à l'intérieur de nous à l'intérieur de nous est la vraie liberté et DEHORS il n'y a que vide ou OBSTACLES à la réalisation de la CLARTÉ. Puisque la société ne craint qu'un seul adversaire : L'HOMME, l'homme rare qui fait seulement CE QU'IL VEUT et À L'HEURE QU'IL CHOISIT, l'homme libre, l'homme qui veut rester en dehors de l'engrenage et qui est prêt à payer de sa solitude ou de sa pauvreté un témoignage intérieur auquel il accorde une immense valeur, l'homme qui PORTE À L'INTÉRIEUR DE LUI LA MERVEILLE D'EXISTER, L'HOMME ALICE AU PAYS DES MERVEILLES INCAPABLE DE PRODUIRE ET DE CONSOMMER SELON UNE LOGIQUE ABSURDE ET ALIÉNANTE.

EN ITALIE COMME DÉJÀ DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE SURGISSENT CES NOUVELLES CONSCIENCES OU CES NOUVELLES INCONSCIENCES.

Au Camping de Mondo beat nous sommes venus de Rome de la Sicile de Sondrio de Beyrouth de la France de Naples d'Amsterdam de Berlin d'Athènes BEAUCOUP s'y sont arrêtés un ou deux jours puis sont repartis QUI SAIT OÙ À LA RECHERCHE DE QUELQUE CHOSE certains sont restés plus longtemps dans l'espoir de POUVOIR DIRE LE FOND DE LEUR PENSÉE pour que LES AUTRES les contestataires culturels de la dernière heure ne disent pas d'autres bêtises sur leur compte NE SPÉCULENT PAS sur leurs couilles en sueur sur leur cerveau calcifié sur leur méfiance envers les mots sur leurs menottes aux poignets sur leurs cheveux longs sur leur revonal[125] sur leurs chaudes-pisses sur leurs culs cassés sur leur feinte ignorance sur leurs perfusions à l'hôpital psychiatrique sur leurs nuits dans les chantiers merdeux serrés l'un contre l'autre sur leurs après-midi dans les préfectures ou dans les cellules de San Vittore sur leurs vomis et sur leur faim d'amour et d'autoroutes.

❧

125. Ou méthaquanol : drogue récréative aux effets aphrodisiaques qui procure une sensation de transe et d'euphorie.

C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE SORT
CE NOUVEAU NUMERO DE
MONDO BEAT

PARCÉ QUE NOUS SOMMES DES CHEVELUS BEAT
agneaux errants anges foutus

Montée en puissance des jeunes en Italie[126] (N. B. : les données qui suivent sont tirées d'un fonds d'archives sur les activités des jeunes en Italie, que nous sommes en train de constituer. Il est probable que quelques faits, y compris importants, manquent à notre recensement. Nous serions heureux que l'on nous permette d'en combler les lacunes.)

1966

4 novembre: (Milan) Provos et *beat* apparaissent pour la première fois dans la rue à l'occasion d'une manifestation antimilitariste. Vittorio Di Russo déchire publiquement son passeport en se déclarant « citoyen du monde ». Il écope d'une interdiction du territoire.

premiers jours de novembre: début de l'activité d'Onda Verde.

10 novembre: un manifeste provocateur d'Onda Verde est distribué à la sortie des écoles milanaises. Une enquête effectuée peu de temps après dans les collèges et lycées de la ville établit que sur 500 élèves, 32 % sont favorables à une politique entièrement administrée par les jeunes.

15 novembre: Vittorio Di Russo et « Paolo » Gerbino publient le premier numéro (polycopié) de *Mondo beat* (Milan).

fin novembre: les trois groupes milanais Provos, Onda Verde et Mondo beat décident d'agir ensemble sur la base de la méthode non-violente.

À Turin, les étudiants décident d'exclure les associations des instituts et se mettent massivement en grève[127].

28 novembre: les groupes milanais désormais alliés défilent à San Babila et s'enchaînent aux barrières du métro.

5 décembre: ces mêmes groupes offrent des fleurs aux policiers et aux passants. La police frappe ceux qui distribuent des fleurs.

17 décembre: (Milan) Provos et Onda Verde entrent à la Préfecture les mains en l'air. Beaucoup sont arrêtés et frappés dans les locaux de la Préfecture. Giuliano Modesti d'Onda Verde finit à l'hôpital Fatebenefratelli.

18 décembre; les trois groupes milanais accordent à *Paese sera* leur première interview à la presse.

Nuit de noël: (Milan) manifestation unitaire pour la paix. La police charge.

derniers jours de 1966: sortie du deuxième numéro de *Mondo beat*. Onda Verde y participe. Elle fait également circuler l'opuscule *Méthodologie provocatrice*.

À Rome la police commence son œuvre de bienfaisance en faveur des *beat* de la piazza di Spagna. Le groupe provo Roma 1 s'est constitué.

1967

janvier: (Rome) Roma 1 distribue le premier numéro d'un journal ronéotypé. Le groupe initie une série d'opérations qui culmineront avec l'arrivée de Wilson à Rome. Le 24 décembre, un groupe de jeunes avait manifesté pour la fermeture du Piper par la police.

8 janvier: (Milan) Provos et Onda Verde manifestent contre l'agression militaire américaine au Vietnam et déclarent la guerre aux États-Unis.

7-11 janvier: (Pise) les étudiants se constituent en « front autonome » et occupent l'université.

27 janvier: les trois groupes milanais énoncent leur programme devant des centaines de personnes au cours d'un débat-fleuve à la Maison de la Culture.

1er mars: sortie du troisième numéro (autorisé) de *Mondo beat*, toujours avec la collaboration d'Onda Verde. Publication de *Méthodologie provocatrice*. 5 000 exemplaires sont diffusés lors d'une vente de rue. Les Provos continuent d'imprimer une feuille ronéotypée à périodicité variable.

6-7 mars: grève de la faim de Mondo beat contre la politique du ministère de l'intérieur et son bras armé policier. Tous les groupes manifestent dans le centre de Milan.

15 mars: Onda Verde poursuit dans un cercle socialiste une longue série d'interventions dans des locaux politiques et culturels. Sortie du quatrième numéro de *Mondo beat-Onda Verde*.

Partis, organisations pro-chinoises, pro-castristes, industriels, sociologues, psychologues, prêtres, continuent à faire des « propositions » à des fins de récupération.

dernières semaines de mars: les jeunes d'Onda Verde commencent à déambuler dans le centre de Milan tous les jours à heure fixe, vêtus d'imperméables transparents sur lesquels sont inscrits des slogans provocateurs (« *Le Président Moro est mignon et plutôt bon pour la santé* », « *Allez Maman* »). C'est ce qu'on appelle la « manifestation permanente ».

8 avril: tous les groupes milanais défilent dans les rues du centre-ville pour l'interdiction de la guerre et l'abrogation des lois fascistes. La manifestation réunit 500 jeunes.

avril: (Rome) après Wilson et Podgorni, Humphrey reçoit les tomates des Provos-Roma 1. Pinky, animateur de Roma 1, est exilé à Ferrare.

23 avril: en conclusion d'une malheureuse série d'articles, *L'Espresso* publie le texte remanié d'une longue interview qu'Onda Verde avait donnée à la *Zanzara* et que la direction du lycée avait aussitôt censurée.

26 avril: (Milan) manifestation contre la dictature grecque.

Le *Corriere della Sera* s'est d'ores et déjà engagé dans une campagne de presse visant à obtenir la destruction violente des groupes pacifistes. Une note de

❦

126. *S*, n° 3, juin 1967, cité dans *Ma l'amor mio non muore, op. cit.*

127. Pour un éclairage sur les rapports entre les associations étudiantes et le mouvement, voir le chapitre 4 de ce livre, p. 173 *sqq.*

l'AIGA[128] confirme qu'il existe à cette fin des directives précises du gouvernement de centre-gauche.

6 mai : (Milan) Onda Verde et Provos défilent en portant des cercueils blancs et des chaînes dans les rues de Milan pour protester contre la guerre du Vietnam.

Le *Corriere* intensifie sa campagne. La police commence à intervenir dans le sens souhaité par le groupe Crespi[129].

1er juin : (Milan) Andrea Valcarenghi d'Onda Verde expose publiquement les motifs politiques de son refus de porter l'uniforme.

2 juin : Onda Verde tente à l'improviste de détourner le défilé des voitures des supporters de la Juventus qui fêtent leur victoire au championnat, vers l'Arco della Pace où, durant la nuit, les chars de l'armée et les troupes sont rassemblés pour la parade militaire. Andrea Valcaranghi, « Ombra », et Aligi Taschera sont arrêtés et incarcérés dans la matinée pour avoir distribué des tracts « exaltant » les vertus civiques et politiques de l'armée.

10 juin : la police fait une incursion dans le camping de Mondo beat. Les journaux « indépendants » jubilent.

12 juin : la police rase le camping à 5 heures du matin. La chasse au chevelu se poursuit les jours suivants. Grâce à Beccaria, à San Vittore et aux « interdictions du territoire », Milan est nettoyée de ses *beat*, de ses Provos et de tous ceux qui auraient oublié de se mettre en règle avec les dispositions de la police en faveur des coiffeurs.

16 juin : seule Onda Verde est encore en mesure de descendre dans la rue. De grands panneaux défendant l'objection de conscience de Valcarenghi et Vassalo sont installés piazza Duomo. La police intervient. Un certain nombre de manifestants entrent au siège du *Corriere della Sera* et distribuent les « dix commandements » du « bon journal ». Andrea Valcarenghi se présente à la caserne de Cosenza et refuse de porter l'uniforme. Peu après, il est transféré avec Vassalo à la prison de Gaeta.

fin juin : les rescapés du mouvement *beat* essayent de relancer le journal.

Underground et opposition

La culture *underground* a constitué par beaucoup d'aspects le fonds commun où se sont enracinées les différentes cultures de la jeunesse (de la culture punk à l'usage des espaces sociaux urbains). Mais elle a également profondément influencé et largement contribué à développer la critique des « institutions totales », la révolte contre l'autoritarisme, le refus de la marchandisation du quotidien et de la sur-idéologisation sectaire des groupuscules néostaliniens. Dans la période qui précède 1968, les *beat*-hippies se rallieront souvent au mouvement étudiant naissant (en particulier dans les lycées), dont ils participeront à complexifier les dynamiques existentielles « anti-autoritaires », alors balbutiantes. Leur choix de mener une vie « provocatrice », en marge du système dominant, ne pouvait qu'exercer une fascination profonde sur une jeunesse en proie au malaise. Leur façon, utopique et

communautaire, d'expérimenter des modes de vie collective complexes et variés, le parti-pris d'arracher, ici et maintenant, de petits morceaux d'une possible société future, tout cela imposait de confronter de manière radicale la misère du « vécu quotidien » et des petites revendications à la nécessité de la rupture avec les pouvoirs et à l'exigence d'une culture nouvelle.

Le mot « *Hip* » signifie « habile », « débrouillard ». Les hippies américains l'avaient emprunté à l'argot des jazzmen noirs. « Ce terme contenait toute l'expérience noire de l'oppression exercée par la société blanche, et en même temps il exprimait la volonté de lutter contre la répression, par le simple fait d'exister aux marges du système : "je suis le plus malin et je finirai par m'en tirer". Les hippies l'adoptèrent et ils se retirèrent du système[130]. »

Le choix de construire une « contre-société » et donc de produire une « contre-culture » entre en résonance profonde avec les aspirations des lycéens et des étudiants qui contestent pour leur part les contenus bourgeois du savoir et les valeurs dominantes de la société capitaliste. De cette affinité élective *en actes* naissent des imaginaires communs et des processus d'identification – même si les parcours ne coïncident pas tout à fait.

Si en Italie, l'étroitesse du cadre intellectuel officiel n'avait pas laissé prévoir l'importance de cette alliance fondamentale entre l'aire du refus et celle de la contestation, dans le reste du monde la chose était beaucoup plus évidente. Hal Draper, dans son analyse de la révolte de Berkeley, parle par exemple d'« un *underground* » qui aux États-Unis a pris la forme d'une sorte de contre-société ; Rudy Dutschke, le *leader* des étudiants allemands, déclare, dans une interview au *Spiegel* en 1967, souhaiter que « le camp de l'anti-autoritarisme s'élargisse encore, et commence à se doter de formes d'organisation, *à trouver ses propres formes de vie en commun* » ; quant aux situationnistes français, s'ils parlent dès 1966 « *de la misère en milieu étudiant* », c'est bien dans l'idée de pousser à des choix existentiels plus radicaux.

Entre 1964 et le début de 1968, les *beat*-hippies ont gagné l'Europe entière (une enquête effectuée en 1967 en dénombre 1 200 en Suisse, 2 500 en Autriche, 6 000 en Allemagne de l'ouest, 7 000 en Italie, 18 000 en Angleterre, 20 000 en Hollande, 26 000 en France et 30 000 dans les pays scandinaves). Leur interaction fréquente avec la révolte étudiante en fait le premier mouvement révolutionnaire hors de la tradition du mouvement communiste organisé.

Mais, tandis qu'aux États-Unis il serait parfaitement arbitraire d'établir une distinction entre le mouvement hippie et la révolte étudiante, en Italie, la rupture survient au cours de l'année 1968. Elle est le résultat d'une forte idéologisation, à

128. L'*Associazione italiana giovani avvocati*, l'Association italienne des jeunes avocats.

129. La famille Crespi est propriétaire de la société d'édition du *Corriere della Sera*.

130. Walter Hollstein, *Der Untergrund. Zur Soziologie jugendlicher Protestbewegungen*, Luchterhand, 1969. Traduit en italien chez Sansoni en 1975.

la fois dans les universités où une nouvelle « classe politique » est en train de se former, et dans la gigantesque offensive ouvrière qui culminera en 1969. La culture politique italienne était trop enracinée et trop complexe pour pouvoir « faire de la place » à d'autres formes de révolte. Elle engendrera par la suite, on le verra, de puissantes dissidences révolutionnaires (marxistes-léninistes, opéraïstes, anarcho-conseillistes, etc.), mais à ce moment précis, elle laisse peu d'espace à l'expression d'une révolte existentielle. Cette dernière n'allait pourtant pas manquer, au cours des années suivantes, de ressurgir par d'autres voies de l'histoire : dans les mouvements de femmes, dans l'aire de la « critique radicale », dans celle de l'« autonomie diffuse » et du mouvement de 1977.

L'*underground* continuera d'exister, comme courant parallèle (par exemple avec le journal *Re nudo*, au moins jusque fin 1976). Pourtant, avant même 1968, une autre dissidence s'était formée, qui se référait à l'expérience des situationnistes français. De ce courant, d'une grande richesse intellectuelle, nous reparlerons dans le chapitre sur 1968. Rappelons seulement ici qu'au moment où l'expérience de *Mondo beat* touchait à sa fin, un certain nombre de membres des tout premiers groupes *underground*, comme Onda Verde par exemple, avaient déclaré la mort du mouvement *beat*-provo et travaillaient déjà au projet de la revue *S* (*Situazionismo*). *S* se voulait « un hebdomadaire unique pour tous les étudiants de toutes les écoles, à la mesure de la masse grandissante de ces jeunes ennuyés par tout ce qui continue imperturbablement à vieillir ». On pouvait y lire : « *S* est une méthode ; le situationnisme n'est pas une idéologie ; il produit des méthodes et la conscience de ces méthodes ; le but se détermine de situation en situation[131] ».

Bien sûr, on ne trouve pas encore dans *S* (qui sera diffusé à des milliers d'exemplaires) la complexité qui sera de mise dans les publications plus tardives du courant de la « critique radicale » situationniste, mais la revue énonce clairement son projet de passer du terrain du refus à celui de la critique ironique et destructrice.

Ce choix est nettement perceptible dès le premier numéro, par exemple dans ce texte intitulé « Qu'est-ce que la déculture ? » :

S entend à présent donner quelques instructions sur la déculture, parce que *S* s'est donné pour tâche d'amener quiconque agit à la conscience de ses propres opérations, et de faire voir de quels « morceaux » on se sert pour fabriquer un discours. Dans notre cas : un discours sur la déculture, ou *en* déculture (déculturel). POURQUOI LA DÉCULTURE ? QU'EST-CE QUE LA DÉCULTURE PAR RAPPORT À LA CULTURE ? On parle toujours de la Culture comme d'un objet. Exemples : la Culture, la culture des pays latino-américains, la culture occidentale, la culture est indispensable à la formation de l'individu, etc. Considérée en ces termes, la culture est une chose, au même titre qu'une cigarette, une table ou une bouteille. Si vous soumettez à différentes personnes les objets sus-mentionnés, vous observerez qu'ils identifieront de manière tout à fait concordante la cigarette, la table et la bouteille. Penseriez-vous à présent pouvoir soumettre aux mêmes personnes un ou plusieurs objets de manière à ce qu'ils les identifient comme

« culture » ? Vous n'y parviendrez pas. Car la Culture n'est pas un objet mais pour le moins une catégorie, exactement comme beau, laid, bon, moral, etc. On en veut pour preuve que, de même que Pierre jugera que tel film est beau alors que Paul le trouvera idiot, l'article que vous êtes en train de lire sera peut-être considéré par Pierre comme de la Culture et par Paul comme de la non-Culture. Pourtant, cet article ne relève ni de la Culture ni de la non-Culture : ce sont Pierre ou Paul qui le considèrent l'un comme faisant partie de la Culture, l'autre comme lui étant étranger. ET LE JEU NE S'ARRÊTE PAS LÀ. Outre le fait qu'il renvoie à une catégorie, le terme de Culture est empreint, pourrait-on dire, de sacralité, ou tout au moins de valeurs positives, si bien qu'il nous plaît de l'écrire avec une majuscule, comme Patrie, Morale, Famille, etc. – nous par plaisanterie, d'autres sérieusement.

La première victime de ce jeu de pouvoir, c'est le jeune qui se fait continuellement refourguer sous le nom de Culture, LA VRAIE, LA SAINTE, CELLE QUI EST TRANSMISE PAR LES PÈRES, à l'école, dans la famille et ailleurs, une infinité d'objets sans que jamais ne lui soient fournis les critères, même grossiers, même partiels, selon lesquels ces objets en feraient ou non partie. Ainsi, le livre est *toujours* de la Culture : Culture pour *happy few* ou Culture pour tous, Culture de poche ou Culture pour initiés, Culture polycopiée ou Culture encyclopédique. Ainsi l'enseignant « fait » toujours de la Culture, quelles que soient les bêtises qu'il est en train de raconter, etc. Mais il est tout aussi vrai qu'aujourd'hui, notre jeune commence à se rendre compte, à l'école ou en famille, qu'il se fait perpétuellement rouler dans la farine. Il proteste, il provoque, il veut savoir-ce-qu'il-y-a-derrière. On le sait, les vieilles ardoises finissent toujours par se payer.

Survient alors la déculture, et sous la forme que nous proposons ici : UNE DÉCULTURE POUR LES JEUNES. L'étudiant ne doit plus être un exploité culturel, celui qui « se fait » une Culture parce que c'est nécessaire (dans les termes, naturellement de ceux qui, à ce moment, détiennent le pouvoir).

La déculture est fondamentalement une attitude (une attitude déculturelle). C'est une forme à la fois de défense et d'attaque.

La première étape, la plus difficile, consiste à acquérir la conscience des mécanismes en vertu desquels un objet devient de la Culture – et en cela, c'est une arme de défense. En conséquence, on récusera comme porteurs de Culture les objets qui sont généralement donnés comme tels, soit par les règles de la production/consommation (le Livre de poche, le programme télévisé, l'abonnement au Piccolo Teatro, etc.), soit par la tradition (l'enseignement scolaire, le livre de poésie, etc.). Il est bien évident que les voies par lesquelles un objet devient Objet-Culture sont infinies : nous nous bornons ici à mentionner les plus courantes.

Troisième phase, la plus proprement offensive et provocatrice : changer l'ordre des valeurs. Ce qui est beau devient laid et inversement. Il en ira de même pour ce qui est bon/mauvais, utile/inutile, moral/dégoûtant, et ainsi de suite. Simultanément,

131. *Internazionale situazionista*, anthologie de Sergio Ghirardi et Dario Varini, La Salamandra, 1976.

en utilisant les mécanismes mêmes par lesquels un objet devient Culture (un film d'Antonioni), faire devenir culture un autre objet qui n'est généralement pas considéré comme tel (un film avec Franchi et Ingrassia[132]). Associer publiquement ces deux objets est une opération déculturelle, provocatrice. Il suffit à présent de penser à de semblables renversements de valeurs, par exemple dans le champ de l'enseignement scolaire. Les conséquences que tout cela peut avoir au niveau du pouvoir constitué, au niveau des rapports sociaux ou familiaux (renversement des valeurs de la cellule familiale, etc.) sont un sujet dont on n'a pas fini de faire le tour.

Et le jeu, si on veut l'appeler ainsi, est d'ailleurs plus amusant que jamais. À propos, nous vous proposons les exercices suivants :

1) Allez au Smeraldo, assister à la revue[133] comme si vous alliez au Piccolo Teatro voir le *Galilée* de Brecht.

2) Allez voir *Django*[134] de Sergio Corbucci avec Franco Nero comme si vous alliez voir *La Chevauchée fantastique* de John Ford.

Le courant situationniste

C'est avec l'expérience de la revue *S* que le terme « situationniste » fait son apparition en Italie, ou du moins que son usage commence à se répandre. On sait que ce courant culturel révolutionnaire est actif en France depuis 1958. Il est d'abord lié à des avant-gardes artistiques et littéraires comme le lettrisme, le surréalisme et le dadaïsme, puis sa réflexion sur le conseillisme allemand, la gauche communiste (*linkskommunismus*) et le communisme libertaire l'amène à croiser l'expérience de *Socialisme ou Barbarie*.

L'Internationale situationniste est sans doute le courant révolutionnaire le plus radical de la période qui précède le Mai français – pendant lequel il jouera un rôle essentiel. En 1967, elle participe à l'occupation de la faculté de Strasbourg : c'est alors que paraît l'opuscule *De la misère en milieu étudiant*[135]. Ce texte, qui circulera dans toute l'Europe, s'emploie à dénoncer les théories « récupératrices » qui réduisent la rébellion en cours à la pseudo-catégorie socio-naturelle de l'éternelle et cyclique « révolte de la jeunesse », et refusent d'y voir « le signe avant-coureur d'une subversion plus vaste qui englobera l'ensemble de ceux qui éprouvent de plus en plus l'impossibilité de vivre, le prélude à la prochaine époque révolutionnaire[136] ».

L'Internationale situationniste avait été fondée en Italie, à Cosio d'Arroscia (près de Cuneo) en 1957. Étaient présents Pinot Gallizio, Asger Jorn, Piero Sismondo, Elena Verone, Walter Olmo du Mouvement international pour un Bauhaus imaginiste, Guy Debord et Michèle Bernstein de l'Internationale lettriste, et Rulph Rumney du Comité psycho-géographique de Londres.

Le texte programmatique est écrit par Guy Debord, qui deviendra une des principales figures de l'IS. Il est surtout centré sur la nécessité de « construire des situations » qui rendent possible dans un premier temps le dépassement de l'art, pour engager ensuite dans des termes plus généraux une critique de la vie

quotidienne. Plus tard, dans les *Thèses de Hambourg*, l'IS fera les propositions suivantes :

A — se saisir comme un ensemble branché sur la totalité (refus du réformisme) dans un monde déficitaire (tout fragment est totalité *et* il n'y a de totalité que fragmentaire) ;

B — construire des bases situationnistes, préparatoires à un urbanisme unitaire et à une vie libérée ;

C — rendre au vécu sa prééminence ; pour un style de vie contre les modes de vie, tous mythiques, immuables, quantifiés ;

D — définir de nouveaux désirs dans le champ minutieusement prospecté des possibles actuels ;

E — s'emparer de tous les moyens techniques susceptibles d'assurer la domination des possibles.

Dans la sécheresse même de leur expression, ces thèses, écrites au début des années 1960, annoncent nettement certaines tendances et certains comportements à venir. L'IS se développe de situation en situation, des sections se créent en Italie, en Belgique, en RFA, en Algérie, en Scandinavie. Si, au moins jusqu'à la veille de 1968, ce courant reste assez souterrain en Italie, il connaît un développement notable en France, où il pénètre le débat théorique comme les pratiques quotidiennes. Le *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem et *La Société du spectacle* de Guy Debord paraissent en 1967, presque simultanément. Dans le climat d'insubordination qui précède Mai 68, ces textes, ainsi que la revue *Internationale situationniste* (qui paraît jusqu'en 1969), rencontrent un écho immédiat. Tirés à quelques milliers d'exemplaires, ils sont très vite épuisés et font partie selon certaines « statistiques » des livres les plus volés dans les librairies parisiennes. Sergio Ghirardi et Dario Varini écriront à ce propos : « Du fait de l'irrépressible explosion de Mai,

132. Franco Franchi et Ciccio Ingrassia (dits « Franco e Ciccio ») sont un couple de comiques célèbres dans les années 1960 et 1970 en Italie. Ils tournèrent ensemble 114 films entre 1954 et la mort de Franco en 1992. Très dénigrés en leur temps par la critique, qui les a rapidement identifiés à des acteurs de série B (leurs films, réalisés avec très peu de moyens reposaient essentiellement sur leurs talents d'improvisation), ils connurent néanmoins un remarquable succès populaire. Après leur mort, la critique est entrée comme il se doit dans un procès en réhabilitation historique et culturelle des deux troupiers.
133. L'*avanspettacolo* désigne un spectacle de théâtre de forme brève et légère précédant une représentation ou une projection cinématographique. Créé en 1940, Le Teatro Smeraldo di Milano fut d'abord une salle cinéma, avant de devenir une salle de spectacle et de concerts.
134. *Django* est un western-spaghetti sorti en 1966.
135. *De la misère en milieu étudiant : considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, première édition : A.F.G.E.S., novembre 1966, rééd. Champ libre, 1976. L'IS utilisera, comme on sait, la section locale de l'UNEF pour éditer le célèbre opuscule.
136. *Ibidem.*

qu'avait précédé le foyer strasbourgeois, personne ne ressentit comme dramatique cet "épuisement" de la théorie. La théorie ressurgissait dans sa propre pratique[137]. »

La production théorique et l'activité pratique des situationnistes se distinguaient par une extraordinaire capacité d'analyse des mécanismes de domination réelle du capital, un usage créatif et novateur du premier Marx, une critique radicale et sans médiation des appareils bureaucratiques et d'une grande partie de la tradition léniniste, mais aussi par une solide réflexion sur l'histoire des courants extérieurs à la IIIe Internationale.

L'IS joue également un rôle précurseur sur la question des rapports entre théorie et pratique. L'impossibilité plusieurs fois réaffirmée de perpétuer l'organisation même de l'IS en est une preuve éclatante : « Appliquer à l'IS la critique qu'elle avait si justement appliquée au vieux monde, ceci non plus n'est pas seulement affaire de théorie[138] », écriront Debord et Sanguinetti, en évoquant le risque pour l'IS de tomber dans des pratiques politiques de type hiérarchique. Le problème est posé en termes globaux. « Sa solution pratique dépasse l'IS et regarde tous ceux qui commencent à se confronter aux ruines de cette société ». Il s'agit d'éviter les pratiques schizophréniques mais aussi les illusions démocratiques. « Le problème n'est pas que certains vivent, pensent, baisent, tirent, parlent mieux que d'autres, mais bien qu'aucun camarade ne vive, ne pense, ne baise, ne tire ou ne parle si mal qu'il en vienne à dissimuler ses retards, à jouer les minorités brimées, et à réclamer, au nom même de la plus-value qu'il accorde aux autres par ses propres insuffisances, une démocratie de l'impuissance où il affirmerait évidemment sa maîtrise[139]. »

Il est difficile d'imaginer une invitation plus radicale à la critique de la fausse démocratie interne, du rapport entre producteurs et usagers de la théorie et des malentendus réciproques qui le sous-tendent ; mais ce qui est pointé, c'est aussi la responsabilité individuelle de quiconque pratique la délégation, y compris dans le strict champ de la théorie.

« Abolition du travail salarié, en tant que système, à une époque où le développement des forces productives ouvrait la possibilité d'une libération totale du salariat, de la hiérarchie, des classes, sans en passer par une longue transition, durant laquelle un nouveau pouvoir aurait pour tâche de porter à son terme l'œuvre historique du capitalisme (selon le modèle léniniste et les modèles tiers-mondistes en vogue). Cette finalité est déjà réalisable immédiatement, dans la pratique, par le mouvement révolutionnaire qui ne se donne plus pour objectif de construire un parti, une idéologie, un lointain futur communiste pour lequel il s'agirait de se sacrifier [...]. Ces orientations eurent une influence directe sur les événements survenus en Italie à cette période, et au cours des années qui suivirent, ainsi que sur la formation d'un courant analogue [...]. La révolution *maintenant*, pour nous qui sommes sans parti et sans syndicat, ne reposait pas sur un refus anhistorique du passé : elle impliquait au contraire la réactualisation de toute l'histoire de la lutte de classe.

En effet, la conception unitaire de l'organisation et de la conduite de la lutte renvoyait à la polémique qui opposait les anarchistes et les anarcho-syndicalistes

aux appareils politiques et à la hiérarchie. Pour nous en revanche, l'instrument fondamental de la critique et de l'analyse révolutionnaire, le seul qui soit à même de dépasser le niveau des rapports de gestion et de pouvoir du capitalisme, restait l'œuvre de Marx. Pour les situationnistes, les raisons du conflit entre Marx et Bakounine étaient devenues obsolètes[140]. »

Après cette première apparition dans la revue *S*, le courant situationniste est pris, pendant la plus grande partie de 1968, dans un mouvement de révolte qui le dépasse, dans les universités et dans la société. Mais c'est surtout en 1969 qu'on assiste à la formation de « situations » d'intervention locale – en particulier à Gênes où, pendant l'Automne chaud, paraît *Il bollettino di informazione*, qui deviendra par la suite *Ludd*, puis *Ludd-Consigli proletari*. Elles seront toutefois progressivement contrariées par la montée en puissance des tendances bureaucratiques et staliniennes.

Pourtant, au fil des années, la critique « de l'idéologie du politique » continuera d'exister. Elle précédera le plus souvent les analyses des « groupes » (notamment sur la question du « massacre d'État[141] » mais aussi sur l'émergence du « parti armé »). Elle sera souvent honteusement attaquée par les théories les plus injurieuses qu'ait pu produire la fermeture sectaire des leaders émergeants. Une grande tentative de « récupération » de masse de la culture situationniste marquera également le mouvement de 1977.

Mais il est presque impossible d'aborder dans ces pages toute la richesse et la complexité des situationnistes, nous nous limiterons donc à renvoyer le lecteur à une succincte bibliographie de référence :

Texte Principaux : *Internationale situationniste n°1 à 12*, Van Gennep, 1958-69 ; Guy Debord, *La Société du spectacle* [1967], Valecchi, 1977 ; Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* [1967], Valecchi 1973 ; René

137. Sergio Ghirardi et Dario Varini, *Internazionale Situazionista – antologia*, Salamandra, 1976.

138. Guy Debord, Gianfranco Sanguinetti, *Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps*, thèse 54, 1972. Guy Debord écrira aussi : « Il fallait donc appliquer à l'IS la critique qu'elle a appliqué, souvent si bien, à la société dominante moderne. (On peut dire que nous étions assez bien organisés pour faire surgir dans le monde notre programme, mais non notre programme d'organisation) », Guy Debord, Lettre du 28 janvier 1971, *Correspondance*, vol. 4, Fayard, 2004.

139. Raoul Vaneigem, « Avoir pour but la vérité pratique », *IS* n° 11, octobre 1967. Traduction italienne dans « Cenni sulla formazione della nostra corrente », *in Maelstrom*, Varani, 1984.

140. Sur cette question, voir notamment Matthieu Léonard, *L'Émancipation des travailleurs, une histoire de la Première internationale*, La Fabrique, 2011.

141. L'expression *strage di Stato* désigne, depuis le livre éponyme de contre-enquête publié chez Savonà e Savelli en 1970, l'attentat du 12 décembre 1969 à la banque de l'agriculture, piazza Fontana à Milan, et, à sa suite, l'ensemble des attentats que l'on rapporte à la stratégie de la tension. Voir à ce sujet le chapitre 6 – *L'État massacre*, p. 325 *sqq*.

Vienet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* [1968], La Pietra, 1980; Sergio Ghirardi et Dario Varini, *Internazionale situazionista*, Salamandra, 1976; Raoul Vaneigem, *Terrorisme ou Révolution* [1972], Arcana, 1974; Mario Perniola, « I Situazionisti », *Agar Agar*, n° 4, Arcana, 1974; Giorgio Cesarano, Piero Coppo, Joe Fallisi, *Cronaca di un Ballo Mascherato*, Varani, 1974; Giorgio Cesarano, *Apocalisse e Rivoluzione*, Dedalo, 1976; Giorgio Cesarano et Gianni Collu, *Manuale di spoppravivenza*, Dedalo, 1977; Giorgio Cesarano, *Critica dell'utopia capitale*, Varani, 1981; Wolf Woland, « Teoria radicale lotte di classe (e terrorismo) », dans Raoul Vaneigem, *Terrorismo o Rivoluzione*, Nautilus, 1982. La revue *Puzz*, publiée à Milan entre 1973 et 1977 reste d'un grand intérêt. *Maelstrom*, éditée par l'Accademia dei Testardi, Varani, fait partie des revues les plus importantes de ce courant.

3

La naissance de l'ouvrier-masse et la fracture du mouvement communiste



Manifestation ouvriers-étudiants devant l'usine Mirafiori, Turin. Extrait du film d'Antonello Branca, *Ai Cancelli della Fiat*, 1973

Un nouveau sujet ouvrier

Les années 1950 ont été marquées par la figure de l'ouvrier professionnel. Porteur d'un important bagage idéologique, héritier de la mémoire de la Résistance, il est investi d'une mission politique qui vise à transformer la société pour faire advenir la démocratie et le socialisme. Il existe pourtant dans les usines, depuis les années 1920 (et l'introduction du système Bedaux[1] dans le processus de production), une forte proportion d'ouvriers non qualifiés et non politisés. Dans les années 1950, tout particulièrement à la FIAT de Turin, cette composante déqualifiée de la classe ouvrière est pour l'essentiel formée d'ouvriers issus de l'immigration intérieure.

Il s'agit là d'une figure peu perméable aux objectifs politiques des avant-gardes communistes, qui ne porte pas la mémoire de la Résistance et qui reste longtemps silencieuse, sans identité.

Dans les années 1960, avec l'introduction massive de la chaîne de montage, cette composante ouvrière devient majoritaire dans les usines. La phase de la Reconstruction est désormais achevée, mais aucune des prévisions des avant-gardes du PCI ne s'est réalisée : l'exploitation s'accroît sans cesse, les conditions de vie se sont insuffisamment améliorées, l'avènement du socialisme semble toujours plus lointain. C'est dans ce contexte qu'éclatent de plus en plus régulièrement des mouvements de masse sur le salaire, qui partent des besoins concrets et matériels. Mais si ces revendications semblent aller dans le sens de la « politique des revenus » voulue par le capital, elles anéantissent aussi le vieux projet de l'ouvrier professionnel, qui reste lié à la perspective d'une crise catastrophique du capitalisme ouvrant la possibilité d'un passage presque indolore au socialisme.

Mais ce n'est pas la seule nouveauté. Ce nouveau sujet ouvrier, qu'on appellera plus tard « ouvrier-masse », ne respecte aucune des règles habituelles de la grève. Il en invente même de nouvelles, comme la grève « au sifflet » qui, au signal convenu, interrompt le travail sans préavis (une technique également appelée « chat sauvage »). Ces pratiques, si étrangères à leur tradition et à leurs stratégies, suscitent la plus grande perplexité chez les cadres communistes.

La bourgeoisie et le système des partis se retrouvent désormais à courir derrière un processus qu'ils ont contribué à mettre en œuvre, mais qui ne cesse de leur



1. Le « système Bedaux » vise à contrôler, à rationaliser et à intensifier le travail ouvrier par le chronométrage des tâches effectuées et l'attribution de primes aux salariés les plus rapides [N.d.A.].

échapper. Après un virage réactionnaire sous le gouvernement Tambroni, la Démocratie chrétienne n'a d'autre choix que d'engager un long dialogue avec les socialistes – qui mènera à la formation du premier gouvernement de centre-gauche –, et de jouer la carte du « réformisme » et de la social-démocratie pour garder le contrôle sur le conflit social. Au cours des trois années qui précèdent la naissance du centre-gauche (1960-1963), se trament d'obscures manœuvres autoritaires avec le soutien des services secrets américains.

Ce qui apparaît en germe pendant cette période, c'est la stratégie du « parti du coup d'État » et l'utilisation des « corps séparés » (des services secrets tels que le SIFAR) à des fins anti-prolétaires et conservatrices[2]. Comme le montrera Roberto Faenza des années plus tard dans son livre *Il Malaffare*[3], en s'appuyant sur des documents originaux de la bibliothèque du Congrès américain, les États-Unis étaient alors fermement décidés à empêcher le « virage à gauche » que constituait l'arrivée du PSI au gouvernement. L'affaire SIFAR, qui impliquait le général De Lorenzo (son commandant) et des milieux proches de la présidence de la République, sera étouffée par le chef du gouvernement de l'époque, Aldo Moro, grâce aux moyens classiques de l'*omertà* et du secret d'État. Frappé de paralysie, le Président de la République Antonio Segni, élu avec les voix des monarchistes et celles des partisans du MSI, part discrètement à la retraite avant le terme de son mandat.

En dépit de ces manœuvres politiques et de ces complots, les luttes dans les usines continuent de s'étendre. Elles adoptent des tactiques nouvelles, qui modifient leur physionomie. Le concept de « centralité de l'usine » devient le centre de gravité de toutes les analyses révolutionnaires.

Piazza Statuto, le début de l'affrontement

Au début des années 1960, la « centralité de l'usine » se manifeste surtout par une tension et une conflictualité très fortes dans le processus de production, en particulier dans la métallurgie. Le patronat italien concentre alors l'essentiel de ses efforts sur l'extraction de la plus-value relative, c'est-à-dire sur des investissements et des modifications de l'organisation du travail qui visent strictement à augmenter la productivité horaire du travail ouvrier[4]. Après le saut technologique des années 1950, les cadences s'accélèrent, il s'agit de prendre totalement possession du temps de travail et du temps de vie ouvriers. Au fordisme du travail à la chaîne et de l'innovation permanente, on applique désormais à son paroxysme le taylorisme de la rationalisation du temps de travail. Dans les grandes villes, la déqualification générale du travail ouvrier dans les usines s'accompagne d'une dégradation des conditions de logement de la main-d'œuvre immigrée.

Mais la *centralité de l'usine* est aussi un enjeu théorique récurrent dans la réflexion qui est menée à cette période sur l'organisation du travail et le projet technologique. À partir des années 1960, les rapports homme-machine, la relation entre classe ouvrière et innovation technologique – des thèmes qui étaient encore marqués par une certaine conception de l'organisation scientifique du travail – deviennent cen-

traux pour la nouvelle gauche italienne[5]. Raniero Panzieri et sa lecture du « Fragment sur les machines[6] » des *Grundrisse* de Marx sont à l'origine de ce tournant.

La question que soulève Panzieri est celle des formes que prend le commandement capitaliste sur la force de travail, ou comme il l'appelle, du « despotisme du capital ». Il montre comment le capital se sert de la rationalité technologique pour en faire l'instrument de sa domination ; de sorte que c'est le développement technologique qui va désormais déterminer les caractéristiques professionnelles de la force de travail ouvrière, et la réduire par conséquent à l'esclavage politique. Ce n'est qu'en s'associant et en revendiquant le contrôle de la totalité du processus de production que les ouvriers peuvent à nouveau se constituer comme des sujets politiques. Il s'agit ainsi de dépasser le fatalisme du syndicat pour lequel la structure du capital fixe est une donnée « objective » et « rationnelle », et qui entend avant tout corriger les « dysfonctionnements » du système. De là découle, pour Panzieri, la nécessité de reprendre le travail politique de « l'enquête ouvrière », afin de constituer un savoir sans intermédiaire, et d'impliquer directement la classe ouvrière dans l'élaboration de sa propre stratégie de lutte[7].

2. Le SIFAR (Servizio Informazioni Forze Armate) est un service secret italien créé en 1949. Sous la direction du général De Lorenzo, il avait, au début des années 1960, fiché 157 000 personnes et mis sous surveillance plusieurs milliers de dirigeants politiques et syndicaux. En 1967, on découvrira que De Lorenzo a été impliqué dans le « plan Solo », une tentative de coup d'État fomentée à l'été 1964. Il sera alors destitué de ses fonctions de chef d'État-major des armées. Le SIFAR a été dissous en 1965 et remplacé par le SID (Servizio Informazioni Difesa).
3. Roberto Faenza, *Il Malaffare*, Mondadori, 1978.
4. Chez Marx, cette hausse de la productivité du travail vient répondre à la lutte pour la réduction de la journée de travail et aux limites légales du travail (pour les femmes, les enfants, le travail de nuit, etc.) : « Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière a forcé l'État à raccourcir autoritairement la durée du temps de travail, en imposant d'abord une journée de travail normalisée à la fabrique proprement dite ; à partir du moment donc où il fallut définitivement renoncer à accroître la production de survaleur par la prolongation de la journée de travail, le capital s'est jeté délibérément et de toutes ses forces sur la production de survaleur relative, par le moyen d'un développement accéléré du système des machines », *Le Capital*, Livre I, chapitre XI, *op. cit.*
5. Sur ces questions et sur l'apparition de nouvelles figures de la classe ouvrière, voir Sergio Bologna, *Teoria e storia dell'operaio massa in Italia nelle ricerche di storia dell'industria dell'auto (dopo la lettura del Daimler-Benz Buch)*, publié par la Fondation d'histoire sociale du XX[e] siècle de Hambourg [N.d.A.].
6. Karl Marx, « Capital fixe et développement des forces productives », *Grundrisse*, *op. cit.* Pour une ressaisie de la lecture du « Fragment sur les machines » par le courant opéraïste et ses suites, on lira l'article de Paolo Virno, « Quelques notes à propos du *General intellect* », paru dans *Futur antérieur* n° 10, L'Harmattan, mai 1992 et disponible en ligne sur le site de la revue *Multitudes*.
7. Voir Raniero Panzieri, « Uso socialista dell'inchiesta operaia », *Quaderni rossi* n° 5, 1965. La traduction française de ce texte, « Conception socialiste de l'enquête ouvrière », parue dans *Quaderni rossi : Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, *op. cit.*, est disponible en ligne sur le site de la revue *Multitudes*.

C'est à cette période, au croisement de ces modifications du cycle de production et de l'émergence d'un nouveau savoir de classe, que se forme pleinement la figure de l'ouvrier-masse. Après des années de silence, ce nouveau sujet prend la parole de manière fracassante à l'occasion de la renégociation des contrats[8] de 1962, prenant de court ceux-là mêmes qui avaient prédit son apparition et auraient dû, en toute logique, en savoir quelque chose.

Du point de vue des luttes ouvrières, on peut considérer que la renégociation des contrats de 1962 dessine une ligne de fracture entre la discipline imposée par la Reconstruction et l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes qui culminera, sept ans plus tard, avec la grande explosion de l'« Automne chaud ».

Une tension croissante dans les usines et dans les villes annonce également les événements à venir. Elle est alimentée par le suremploi, les mouvements migratoires massifs des campagnes vers les grandes concentrations industrielles du Nord, et l'exploitation effrénée de la force de travail, qui s'était démesurément accrue depuis la Reconstruction et sa discipline productive. Dans les usines FIAT, on en était arrivé à ce que deux heures en moyenne suffisent à la reproduction de la valeur de la force de travail : le taux de plus-value était de 400 %. L'inefficacité du syndicat, plus soucieux de satisfaire les attentes du PCI que d'accompagner les élans de la classe ouvrière, n'était pas étrangère à cette situation. La nécessaire transformation du syndicat, qui ne répondait plus en rien aux exigences de la situation, fut du reste un thème récurrent dans les années 1960, au même titre que la modification des structures politiques – qui seront en partie réformées par le centre-gauche.

L'« année des contrats » s'ouvre à Turin par deux grandes grèves aux usines Lancia et Michelin. Aux côtés des plus âgés, cadres communistes d'usine, de jeunes ouvriers entrent en scène avec force. Beaucoup sont issus des vagues d'immigration récentes. Les premiers cortèges se forment à l'intérieur des usines, mais très vite, ils gagnent les rues de Turin : dans les premiers mois de 1962, de grandes manifestations sillonnent la ville en long et en large[9]. Dès le début du conflit, l'UIL tente de conclure des accords séparés. Mais la lutte sur les contrats s'étend aux autres usines métallurgiques de la ville, qui se mettent toutes en grève. Ils sont 100 000 grévistes le 13 juin 1962, et la FIAT n'est pas encore entrée dans le mouvement. Les ouvriers, pour se rendre au travail, « traversent la ville en grève à bord de trams déserts[10] ». Pas pour longtemps : le 19 juin, après des années d'immobilisme, les avant-gardes FIAT entrent en lutte. C'est la grève « des 7 000 », qui touche la SPA Stura, les fonderies, les ateliers auxiliaires, le Lingotto, l'Avio et l'aéronautique et les forges[11]. Sur cette lancée, les piquets de grèves et les cortèges internes se multiplient dans tous les secteurs de la FIAT. Le 23 juin 1962 commence la grève « des 60 000 de la FIAT ».

Il y a désormais 250 000 ouvriers en grève à Turin. Un immense espace de lutte s'est ouvert et à l'annonce que l'UIL a signé un accord séparé avec la direction de la FIAT, des milliers de manifestants, par vagues successives, portent la grève des contrats au cœur de la ville. Pendant trois jours, les 7, 8 et 9 juillet, ce sera la

Révolte de la piazza Statuto. Ces manifestants de 1962 seront à l'origine non seulement du premier grand mouvement de grève de l'après-guerre, mais aussi de la première grande révolte ouvrière depuis la Résistance et la Reconstruction, si l'on excepte celle de juillet 1960 à Gênes, qui présentait tous les traits d'une grande insurrection populaire.

Mais que s'est-il passé exactement sur la piazza Statuto ?

Après le succès du 23 juin, les syndicats appellent à la grève générale pour les 7, 8 et 9 juillet. Le climat est électrique de part et d'autre : dans le mouvement

8. Dans le droit italien, le « contratto collettivo nazionale di lavoro » (CCNL), négocié entre représentants des travailleurs et des employeurs, définit les horaires, les salaires, les conditions de travail ainsi que les modalités des négociations. Celles-ci se déroulent à plusieurs échelles, l'entreprise, le bassin d'emploi, la branche (bâtiment, textile, métallurgie, etc.), et au niveau interprofessionnel. En mars 1962, alors que plus de 50 000 ouvriers sont en grève dans la métallurgie à Milan, une renégociation anticipée du contrat de la métallurgie est demandée par l'UILM (syndicat de branche de l'Union italienne du travail (UIL), réformateur et de tradition socialiste et démocrate). D'autres grèves suivent (FIAT, Lancia, etc.). C'est « l'année des contrats ». Les ouvriers FIAT cherchent notamment à imposer la semaine de 40 heures sur 5 jours.

9. « Turin aujourd'hui n'est pas la Turin de Gramsci. D'autres usines, capitalisme / le même mais différemment organisé, nouvelle classe ouvrière. Les transformations techniques, les nouvelles machines, ont changé / les rythmes de production et les modes de consommation. De ces machines est parti / il y a dix ans / le mot d'ordre de l'optimisme capitaliste : transformer les ouvriers en bourgeois, vendre à la famille ouvrière ce que l'ouvrier a produit / et qui en partie seulement lui a été payé par le salaire. Un ouvrier, cent mille ouvriers / peuvent travailler pour le progrès du capital. Mais la classe ouvrière ne le peut pas. C'est la seule force que le capital ne peut maîtriser / parce qu'il la génère à l'intérieur de lui-même. Quand la classe ouvrière le sait, alors elle existe. Quand la classe ouvrière se met en mouvement, le capital s'arrête. [...] *– Je viens de la province de Bari. J'habite à Turin depuis deux ans. – Je viens de Caserta, je suis méridional ; je travaille à Lancia, cela fait déjà un mois que nous faisons grève et ces misérables, ils ne se décident pas...* », Franco Fortini, *Tre testi per film*, *op. cit.*

10. Dario Lanzardo, *La Rivolta di piazza Statuto. Torino, Luglio 1962*, Feltrinelli, 1979. Ce texte constitue la meilleure documentation sur la piazza Satuto, avec une série importante d'entretiens avec des participants à ces journées et une analyse minutieuse des interprétations qui en ont été faites [N.d.A.].

11. En plus du gigantesque site de Mirafiori (50 000 ouvriers), de nombreuses usines FIAT sont dispersées dans l'agglomération turinoise. À la SPA, on fabrique des machines-outils. Les ateliers auxiliaires de Mirafiori assurent la réalisation de pièces spécifiques et la maintenance de l'usine. La FIAT Lingotto est, comme Rivalta, une des grandes unité d'assemblage. Avio fabrique des moteurs d'avions. Les hauts-fourneaux sont situés au nord de la ville (Ferriere) et en périphérie (Avigliana). À Carmagnola se trouvent les fonderies. Sur les usines FIAT et leurs histoires, voir *La FIAT aux mains des ouvriers. L'Automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2009.

ouvrier à cause du grand succès des grèves de juin, et parce qu'après des années de silence, une ville entière a cessé de travailler ; du côté des patrons pour des raisons inverses : ils sont prêts à tout mettre en œuvre pour empêcher qu'on en finisse avec des années de domination sans partage. C'est la FIAT qui ouvre les hostilités en signant la veille de la grève un accord séparé avec l'UIL et le SIDA (le syndicat jaune de la FIAT), qui concède quelques augmentations de salaire mais rien sur le temps de travail, rien sur les cadences et les rythmes, rien sur la révision des normes disciplinaires. Puisque l'UIL et le SIDA ont obtenu 63 % des voix aux dernières élections professionnelles, les stratèges de Valletta pensent que cet accord sera fatal à la grève du 7 juillet. Mais le samedi matin, la grève est totale et générale : toute une ville s'immobilise. En fin d'après-midi, des attroupements commencent à se former autour du siège de l'UIL, piazza Statuto, où se sont barricadés les syndicalistes de l'accord séparé, sous la protection de la police. Les premiers qui arrivent et qui se mettent à siffler (ils sont quelques centaines) sont les adhérents mêmes de l'UIL.

Et puis tous viennent, adhérents de tous les syndicats, ouvriers de toutes les usines. Beaucoup sont des jeunes, les mêmes qui avaient mené la grève dans les usines. À chaque heure qui passe, leur nombre augmente, ils sont bientôt des milliers. Le nombre de policiers augmente en proportion : le bataillon Padova de la brigade d'intervention rapide, avec son cortège de jeeps et de camionnettes, a été posté à Turin en prévision de la grève des contrats. C'est vers 16 heures, le samedi 7, que commencent les *caroselli* de la police, les caillassages, les affrontements au corps à corps, les matraquages, les arrestations, les lacrymogènes. Plus tard, dans la soirée, le secrétaire de la Camera del Lavoro de Turin tentera sans succès d'intervenir auprès de ses propres adhérents pour les convaincre de quitter les lieux. Personne ne le suit. Même un dirigeant aussi prestigieux que Giancarlo Pajetta[12] errera, impuissant, des heures durant, aux entours de la piazza Statuto. Entre-temps, la nouvelle des affrontements s'est répandue dans la ville : beaucoup des manifestants présents depuis le début ont couru chercher du renfort. Tous reviennent, et à partir de 18h, ils affluent toujours plus nombreux, par les rues et les boulevards qui débouchent sur la piazza Statuto. De 19h à 4h du matin, les affrontements ne connaissent pratiquement pas de pause. Ils sont de plus en plus violents. La police et les manifestants occupent tour à tour, sur la place et dans les environs, les positions qu'ils avaient perdues l'instant précédent.

Le dimanche 8 à 11h, ils sont de nouveau des milliers autour de la piazza Statuto ; face à eux un gigantesque déploiement de forces de police et de carabiniers que l'on a fait venir de Vénétie et d'Émilie. Les forces de l'ordre chargent immédiatement pour disperser les manifestants, puis ils chargent à nouveau, ils chargent de nombreuses fois, mais les manifestants ne se dispersent pas. Cet affrontement qui dure, qui ne veut pas s'arrêter, cette tension qui doit s'exprimer, ce refus d'entendre des raisons d'ordre institutionnel, sont impressionnants. Lundi 9 juillet, même chose. Tension devant les usines où la police et les piquets ouvriers se font face, puis de nouveau, des milliers de manifestants convergent vers la piazza

Statuto. Pour le troisième jour consécutif, entre 11h et 2h du matin, des affrontements ininterrompus opposent manifestants et policiers. Les *caroselli* se multiplient, les forces de l'ordre encerclent la place, ils chargent « en éventail » du centre vers l'extérieur, à grand renfort de grenades lacrymogènes. Toute la zone est complètement enfumée.

Mais de nouveau, et malgré les moyens imposants et la dureté de la répression (les arrêtés subissent presque tous l'épreuve de la *galleria*[13] quand ils arrivent au poste), la police et les carabiniers ne parviennent pas à occuper durablement la place. Les groupes de manifestants, après trois jours de lutte, commencent à savoir se coordonner, ils sont très mobiles, ils se reforment continuellement à peine ils ont été dispersés ; avec obstination ils érigent des barricades, ils utilisent des frondes, ils se battent avec la police. Mardi 10 juillet à 2h du matin, une armée de policiers et de carabiniers réussit à conquérir la place et à la tenir. Les affrontements de la piazza Statuto sont terminés. La répression sera très dure. Et par-dessus le marché, sur la révolte de la piazza Statuto, on va en entendre et en lire de toutes les couleurs.

Des *Quaderni rossi* à *classe operaia*

Les affrontements ne sont pas encore terminés que déjà chacun ou presque, à droite comme à gauche, y va de son explication infaillible, comme si tout avait été prévu, attendu, radiographié, alors même que beaucoup d'ouvriers qui en sont les acteurs en sont les premiers surpris. La thèse la plus prisée par la gauche italienne fait état d'une « provocation » perpétrée par « la police », « le patronat », « des voyous », « des fascistes », auxquels viennent bientôt s'ajouter « des groupes extrémistes » ; de l'autre bord, on accuse les communistes d'avoir excité les ouvriers sur les piquets de grève et d'avoir manipulé le peuple turinois dans la rue.

En réalité, chacun explique « la piazza Statuto » à l'aide de ses propres fantasmes, de sorte que dans les nombreuses déclarations, dénonciations ou prises de distance qui se font entendre, on aperçoit tous les monstres qui peuplent l'idéologie des uns et des autres, mais rien ou presque ne se dit des sujets réels qui manifestent, se révoltent et luttent sur la piazza Statuto, ni de leur nouveauté. À ce jeu de l'occultation

12. Giancarlo Pajetta (1911-1990) est un homme politique communiste et ancien partisan. Incarcéré à 17 ans pour appartenance au Parti communiste et propagande, il passera 13 ans en prison sous le régime fasciste. Pendant la guerre des partisans, il est chef d'État-Major des Brigades Garibaldi. En 1946, il est élu à l'Assemblée constituante, puis à la Chambre des députés en 1948, date à laquelle il devient membre du Secrétariat général du PCI.

13. La pratique policière de la *galleria* (le tunnel) est ainsi décrite dans *Les Invisibles* de Nanni Balestrini [1987], POL, 1992 : « Alors on nous forçait à courir tout le long du couloir entre les deux files de gardiens avec les mains sur la tête pour qu'on ne puisse pas se défendre, mais d'un côté c'était mieux car c'est sur la tête qu'ils cognaient, c'étaient des coups terribles qu'ils donnaient de toute leur force avec les matraques et les barres de fer. »

participent également ceux qui dénoncent « des manifestations d'anarchisme sous-prolétarien » étrangères aux objectifs de la lutte ouvrière. La formule est de Raniero Panzieri, qui y croyait vraiment, ce qui n'était pas le cas de tout le monde aux *Quaderni rossi*. Le premier numéro des *Cronache dei Quaderni rossi* publiera par la suite une analyse approfondie de la grève à la FIAT, mais se montrera extrêmement prudent, pour ne pas dire distant, au sujet des « événements de la piazza Statuto ». Ce texte[14] reconnaît cependant avec une certaine clairvoyance la nouvelle composition de la classe ouvrière qui a mené les grèves de Turin, et qui, à partir de ses besoins et grâce à sa détermination, a débloqué une situation au point mort depuis des années, et donné aux luttes une impulsion décisive.

Toutefois, dans tous les textes des *Cronache*, la grève des ouvriers de la FIAT est toujours rigoureusement disjointe des événements et des protagonistes de la piazza Statuto. La vérité était pourtant à l'exact opposé : les acteurs de la grève de la FIAT étaient bien les mêmes que ceux de la piazza Statuto. C'était précisément cela que, sur le moment, personne ne voulait comprendre et moins encore accepter, et à quoi on préférait substituer le grand bal masqué des figures de l'explication. Une grande partie des ouvriers avait changé. Ils n'appartenaient plus, ou plus seulement, à la tradition communiste qui s'était formée pendant la Résistance. Ils ne se soumettaient plus à la discipline de l'usine et du parti qui avait marqué la Reconstruction. La mobilité de classe, l'immigration massive, le déracinement culturel et les conditions de la vie urbaine avaient commencé à avoir raison de la composition de classe traditionnelle. Les formes de subjectivation et de lutte par lesquelles s'exprimait l'insatisfaction au travail et dans la vie commençaient à déborder les règles institutionnelles établies.

Pendant les trois jours de la Révolte de la piazza Statuto, au point culminant d'une grande grève d'usine à laquelle elle est étroitement liée, la figure de l'ouvrier-masse fait sa première apparition. C'est une figure d'ouvrier déqualifié à haute productivité, jeté dans la production comme pure force de travail, et qui se rebelle face à son destin en portant la grève à de très hauts niveaux de tension et de réussite, sur les piquets de grève et à l'intérieur de l'usine, mais aussi en déplaçant l'affrontement de l'usine vers le territoire urbain. La *centralité de l'usine* c'était aussi cela : elle se prolongeait dans la ville.

La composition de classe avait changé et de ce fait les comportements, les pratiques et les rythmes du conflit de classe commençaient à changer, tout comme avaient changé les modalités de l'accumulation capitaliste et de l'extraction de la plus-value pendant la Reconstruction. Mais il était plus aisé de reconnaître les transformations du capital que celles de la classe ouvrière. Il était plus facile d'analyser les bouleversements dans la composition du capital fixe et les formes de son despotisme que d'accepter les formes de subjectivation et de révolte ouvrières face à des conditions de vie et de travail intolérables – *a fortiori* quand elles s'exprimaient par des comportements anomaux, imprévus, inconnus, ingouvernables et complètement étrangers à la discipline et aux règles politiques et syndicales qui avaient prévalu dans les années 1950, tout au long de l'interminable Reconstruction.

Piazza Statuto est l'indice que les sujets et les formes de la conflictualité sont en train de changer, qu'ils ne sont plus régis par une périodicité mécanique mais qu'ils sont entrés dans une conflictualité permanente. Celle-ci ne fera que croître jusqu'à la révolte urbaine du corso Traiano en juillet 1969 : c'est piazza Statuto que commence l'histoire du mouvement de l'autonomie ouvrière en Italie.

Les recherches de Panzieri et la question du rapport homme-machine suscitèrent un travail d'enquête qui investit directement le terrain des grandes usines. La FIAT et les usines qui présentent un degré d'innovation technologique élevé, comme Olivetti à Ivrea, font l'objet d'une attention particulière. Le groupe des *Quaderni rossi* travaille à partir d'entretiens avec les ouvriers. L'enquête ouvrière redevient – pour reprendre les termes de Marx – un instrument de connaissance de la nature et de la forme du cycle de production en usine, en même temps que l'expression des exigences d'autonomie ouvrière[15]. Dès les premiers numéros parus, à partir de 1961, les *Quaderni rossi* rendent compte de la richesse de ce rapport avec l'usine, notamment dans les enquêtes menées à Olivetti par Romano Alquati[16], qui per-

14. Goffredo Fofi, « Alcune osservazioni sui fatti di piazza Statuto », *Cronache dei Quaderni rossi*, n° 1, septembre 1962. Mais c'est Umberto Segre qui a su, lors de ces journées, saisir le mieux les éléments de la nouvelle composition de classe et finalement le lien entre la piazza Satuto et les grèves de Turin. Voir Umberto Segre, « Piazza Satuto e altro », *Ponte*, juillet 1962, ainsi qu'un article paru dans *Il Giorno* du 12 juillet 1962 [N.d.A.].
15. « Quel est votre métier? Est-ce que votre travail est fait à la main ou avec l'aide de machines ? Y a-t-il des apprentis ? Combien ? Décrivez les conditions de l'atelier : dimension des pièces, place assignée à chaque ouvrier ; lieux d'aisance, etc. Énumérez les accidents arrivés durant votre expérience professionnelle. Travaille-t-on pendant les heures de repas ? Quel temps perdez-vous en vous rendant à l'atelier et en rentrant chez vous ? Quels sont les prix des objets nécessaires, tels que : (a) Loyer de votre habitation ; conditions de location ; le nombre de pièces qui la composent, des personnes qui y demeurent (b) Nourriture : pain, viande, légumes, pommes de terre, etc., laitage, œufs, poissons, beurre, huile, saindoux, sucre, sel, épiceries, café, chicorée, bière, cidre, vin, etc., tabac. Êtes-vous payé au temps ou à la pièce ? [...] Combien de grèves se sont produites dans votre métier pendant le cours de votre expérience ? Combien de temps ces grèves ont-elles duré ? Quels ont été leurs résultats ? » Extraits de Karl Marx, « Enquête ouvrière », *Œuvres*, Tome I, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1963, p. 1529.
16. L'enquête à Olivetti, « menée grâce à l'engagement généreux et massif des cadres ouvriers, non seulement du PSI mais également du PCI, actifs dans l'usine » (Romano Alquati, *Sulla FIAT e altri scritti*, *op. cit.*) est d'abord parue en deux volets dans les numéros 2 et 3 des *Quaderni rossi* (1962 et 1963) sous le titre « Composizione organica del capitale e forza lavoro alla Olivetti ». Rédigée avant les grèves de 1962 à Turin, elle comportait en réalité trois autres parties, qui portaient sur : « c) la lutte ouvrière, d) la subjectivité ouvrière, e) l'organisation politique et syndicale en usine. Il est évident que les parties les plus importantes et les plus déterminantes du point de vue des finalités politiques de la recherche militante et de sa socialisation étaient les trois dernières, mais elles sont restées dans les tiroirs », *ibidem*.

mettent déjà, au début des années 1960, de saisir la nature de la tertiarisation en cours en Italie.

Le groupe d'intellectuels des *Quaderni rossi*, épaulés par des cadres ouvriers, constitue de cette manière un réseau d'intervention et de recherche qui commence à gagner un certain nombre de grandes usines du Nord de l'Italie. Ils interviennent d'abord aux côtés du syndicat, mais bien vite ils ne pourront faire autrement que d'apparaître de manière autonome. Ainsi, lors de la grève de 1962 à la FIAT, ils distribuent aux portes de l'usine leur propre tract, intitulé « Aux ouvriers de la FIAT[17] ». Cette initiative marque de fait le début d'une intervention sur le terrain de l'usine, et la constitution d'un discours sur l'organisation ouvrière dans les luttes, en rupture avec les orientations des institutions politiques et syndicales.

Sur ces questions se dessinent pourtant au sein du groupe des *Quaderni rossi* des positions contrastées, qui conduiront à la rupture. Car s'il y avait, dans le groupe originel, unanimité sur la maturité de la tendance révolutionnaire et sur la nécessité d'en indiquer les passages organisationnels au plus près des intérêts de la classe, la question de savoir précisément comment l'organisation pouvait acquérir un caractère politique ne faisait pas accord. Panzieri, et avec lui toute une partie du groupe, se montre d'une extrême prudence – pour ne pas dire réserve – vis-à-vis des groupes qui commencent à intervenir en usine. Après la révolte de la piazza Statuto en particulier, attaqué de toutes parts[18], il en arrive presque à des positions de blocage qui tendent à geler toute initiative pratique. Mais cela n'était désormais plus possible. C'est autour de cette tension que se joue la rupture au sein du groupe des *Quaderni rossi*, davantage pour des raisons liées à la pratique politique que sur des questions de principe. La scission a lieu en 1963, deux ans après la fondation de la revue. Le courant resté proche de Panzieri contribuera par la suite de manière importante au renouveau de la recherche en sociologie du travail, en approfondissant et en élargissant les thématiques syndicales.

Une autre partie des *Quaderni rossi* fera paraître, début 1964, un nouveau journal : *classe operaia*, sous la direction de Mario Tronti. Il mettra au centre de ses préoccupations la question de l'organisation politique de la classe ouvrière et celle de l'intervention théorique et pratique nécessaire à sa mise en œuvre.

Sandro Mancini : La scission aux *Quaderni rossi* et les raisons théoriques de la rupture entre Panzieri et Tronti[19]

Les *Quaderni rossi* étaient entrés en crise en 1962, au moment de la rupture avec les organisations du mouvement ouvrier. En 1963, la signature du contrat dans la métallurgie et le reflux du mouvement qui s'ensuit précipitent encore les choses. Dans un contexte politique marqué par la naissance du centre-gauche et la nouvelle conjoncture économique, la conclusion d'un accord séparé avec les entreprises publiques et privées du secteur – que la CGIL entérine, malgré de nettes insuffisances, au nom de l'unité syndicale – est le signe indubitable d'une défaite tactique du syndicat de classe et du mouvement ouvrier. La fracture au sein des *Quaderni*

rossi se joue précisément sur l'interprétation de ces luttes sur les contrats, et de leurs conséquences – même si certaines divergences sont plus anciennes. Le courant proche de Panzieri qui poursuivra l'expérience des *Quaderni rossi* après la scission, considère la défaite du syndicat comme le symptôme d'un affaiblissement de la classe ouvrière. Il tempère donc l'optimisme des hypothèses précédentes sur la tendance de la lutte de classe : si le mouvement reflue, c'est à cause de l'insuffisante prise de conscience des nouveaux contenus de la lutte de classe, qui n'a pas permis à l'autonomie ouvrière de se doter de nouvelles formes d'organisation. À l'inverse, la tendance qui se range derrière Tronti voit la défaite de la gestion réformiste des négociations comme une victoire de la classe sur les organisations du mouvement ouvrier. Le reflux du mouvement n'est qu'apparent : des phénomènes comme l'absentéisme ou la passivité politique témoignent du refus de la classe ouvrière de suivre la stratégie de ses organisations, et de sa disposition à radicaliser la lutte. Les conditions sont par conséquent réunies pour donner aux luttes ouvrières (à présent

17. Tract daté du 6 juillet 1962, repris dans *Quaderni rossi, Luttes ouvrières…*, *op. cit.*

18. Raniero Panzieri et les *Quaderni rossi* se trouvent alors au centre d'attaques de la part des partis et des syndicats qui ont vu dans les événements de la piazza Statuto une « manifestation pathologique extrême », un « détournement de l'action gréviste de masse » (cité par Dario Lanzardo, *La rivolta di piazza Statuto, op. cit.*). Mais, comme on le verra par la suite, Panzieri devra également affronter ceux qui avaient partagé l'intérêt des *Quaderni rossi* pour l'intervention en usine, et pour qui il était devenu nécessaire de tenir compte du fait qu'« une nouvelle phase du cycle des luttes des années 1960 était en train de s'ouvrir » (Romano Alquati, *Sulla FIAT, op. cit.*).

19. Ce texte est extrait de l'introduction de Sandro Mancini à l'ouvrage de Raniero Panzieri, *Lotte operaie nello sviluppo capitalistico, op. cit.* Il ne figure pas dans la première édition de *L'Orda d'oro*, qui comprenait à ce stade un texte de Mario Tronti sur l'organisation de la classe ouvrière : « Nous sommes à une époque où ce qu'il nous faut découvrir ce n'est pas l'organisation politique des avant-gardes avancées, mais celle de cette masse sociale compacte dans sa totalité qu'est devenue la classe ouvrière à l'âge de sa maturité historique la plus grande. […] La continuité de la lutte est une chose simple : les ouvriers n'ont besoin que d'eux-mêmes et des patrons en face d'eux. La continuité de l'organisation, en revanche, est une chose complexe et rare : dès qu'elle s'institutionnalise dans une forme, elle se trouve immédiatement utilisée par le capitalisme, ou par le mouvement ouvrier pour le compte du capitalisme. De là découle la rapidité avec laquelle les ouvriers refusent passivement les formes d'organisation dont ils viennent pourtant à peine de faire la conquête. Et ils remplacent le vide bureaucratique d'une organisation politique générale par la lutte permanente dans l'usine, et selon des formes toujours renouvelées que seule l'imagination intellectuelle du travail productif est capable de découvrir. Si une organisation politique directement ouvrière ne se généralise pas, le processus révolutionnaire ne s'ouvrira pas : les ouvriers le savent et c'est pour cela que vous ne les trouverez pas disposés à chanter aujourd'hui les litanies démocratiques de la révolution dans les églises des partis », Mario Tronti, « Lénine en Angleterre », *Ouvriers et Capital, op. cit.*

qu'elles ont acquis un caractère antagoniste) une direction alternative, et pour construire une organisation d'avant-garde susceptible de peser face aux partis historiques. Le courant de Panzieri accuse le groupe dissident de céder à une conception mythologique de la conscience des travailleurs[20], et juge irréalisable à moyen terme la construction d'une alternative organisée au réformisme. La construction du parti et l'élaboration de la stratégie révolutionnaire ne sont, selon lui, possibles que dans une perspective de long terme et il n'exclut d'ailleurs pas qu'un tel processus passe par les partis existants, pour peu qu'ils reviennent à une ligne de classe.

Panzieri et Tronti tentent de dépasser ce différend interne en lançant, en septembre 1962, un périodique unitaire : les *Cronache dei Quaderni rossi*. Seul le premier numéro verra le jour. Après l'échec de cette tentative, le désaccord est rendu public dans le troisième numéro des *Quaderni rossi* – le dernier auquel participera le courant « trontien ». Deux éditoriaux s'y font face : « Le plan du capital » de Tronti, qui devait ouvrir le numéro, est précédé d'un texte exposant les positions du groupe de Panzieri : « Plan capitaliste et classe ouvrière[21]. »

Après la scission, les deux groupes se séparent définitivement. Celui de Tronti et d'Asor Rosa fonde la revue *classe operaia* et tente l'expérience du parti. Les *Quaderni rossi*, quant à eux, réactivent leurs contacts avec le mouvement ouvrier (notamment avec le tout récent PSIUP), et engagent un travail à la fois de formation des cadres issus des luttes récentes, et d'enquête sur le niveau de conscience des travailleurs[22]. Dans cette seconde période, les *Quaderni rossi* accordent davantage d'importance aux questions internationales : ils mûrissent en effet la conviction que la révolution dans les pays du capitalisme avancé ne peut se réaliser qu'au plan international. *classe operaia*, au contraire, estime possible une victoire de la révolution en Italie.

Les événements politiques qui émailleront les années suivantes ne donneront raison ni à la position de Tronti ni à celle de Panzieri. Sur le plan organisationnel, les deux expériences sont un échec : les *Quaderni rossi* ne mèneront pas à son terme l'enquête dont ils avaient fait le centre de leur intervention ; *classe operaia* ne parviendra pas à imposer une nouvelle direction révolutionnaire des luttes.

En 1966, l'expérience des *Quaderni rossi* et celle de *classe operaia* ont vécu. Une frange de *classe operaia*, qui avait redécouvert l'importance « tactique » du mouvement ouvrier, y compris sur le plan organisationnel, se dirigera vers le PSIUP et le PCI. Les autres membres de *classe operaia*, et ce qu'il reste des *Quaderni rossi* rejoindront quant à eux le mouvement de 68. Car c'est finalement 68 qui sera le véritable héritier de la pensée des deux groupes, et qui finira par réaliser les tendances de la lutte de classe qu'avaient annoncées Panzieri et Tronti au début de la décennie.

Le fond théorique de la divergence entre Panzieri et Tronti tient à leurs conceptions respectives des rapports entre la classe et le capital, entre la théorie et le parti. Il est impossible de donner ici une analyse approfondie des motifs politiques et théoriques de cette divergence : on ne saurait en effet restituer en quelques pages la complexité de la pensée de Tronti sans la réduire à une série d'affirmations schématiques et rapides[23].

Nous nous bornerons donc à évoquer ici ceux de ses aspects qui permettent de mieux comprendre la pensée de Panzieri.

Le présupposé théorique de la rupture entre Panzieri et Tronti se fonde sur une divergence d'interprétation du rapport capital-classe. Pour Panzieri, le capital et la classe ouvrière sont deux réalités autonomes, irréductibles l'une à l'autre, qui s'inscrivent dans un rapport de type binaire. La dialectique capital-classe fait donc de la société capitaliste une société dichotomique, composée de deux réalités antagonistes aussi bien qu'objectives. Cependant, même s'il est impossible de réduire la classe ouvrière au capital, et réciproquement, c'est le niveau du capital qui détermine la modalité de leur antagonisme ; c'est-à-dire que la qualité politique de la lutte prolétaire, à un moment historique donné, dépend du degré de développement du capital et non pas de la radicalité de l'insubordination ouvrière. Dans *Lotte operaie nello sviluppo capitalistico*, Panzieri écrit : « La vérification s'effectue toujours au niveau du capital, elle ne peut jamais s'effectuer au niveau du seul mouvement ouvrier. *Et même : le niveau ouvrier ne peut sérieusement se construire que s'il s'est élevé au niveau du capital, s'il est parvenu à dominer, à comprendre, à englober le capital*[24] » [c'est moi qui souligne].

20. Panzieri considère, par exemple, les formes de sabotage en usine qui apparaissent après la signature de l'accord séparé avec la FIAT comme « l'expression permanente de la défaite politique [des travailleurs] ». Voir *La Crisi del movimento operaio : Scritti interventi lettere, 1956-1960*, Lampugnani Nigri, 1973.

21. Le texte de Mario Tronti figure dans *Ouvriers et Capital*, *op. cit.* Celui de Panzieri a été traduit en français dans *Quaderni rossi, Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, *op. cit.*

22. « Il faut que l'enquête se fasse en partie "à chaud", c'est-à-dire dans une situation particulièrement conflictuelle, à partir de laquelle il faut étudier quel rapport s'établit entre le conflit et l'antagonisme : il faut étudier comment le système de valeurs que l'ouvrier exprime en temps normal se transforme, quelles valeurs le remplacent avec une conscience nette de l'alternative ou disparaissent à ce moment-là. Il est en effet des valeurs que l'ouvrier possède en temps normal et qu'il perd au moment d'une lutte de classe, et vice-versa. Il faut plus particulièrement étudier tous les phénomènes qui concernent la solidarité ouvrière, et se demander quel rapport il y a entre celle-ci et le fait de refuser le système capitaliste : il faut déterminer dans quelle mesure, à ce moment-là, les ouvriers sont conscients du fait que leur solidarité porte en elle des forces sociales antagoniques », *Raniero Panzieri*, « Conception socialiste de l'enquête ouvrière », *Quaderni rossi* n° 5, 1965, repris dans *Quaderni rossi, Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, *op. cit.*

23. On peut en avoir toutefois un aperçu dans Mario Tronti, *Nous opéraïstes. Le roman de formation des années soixante en Italie*, L'éclat, 2013.

24. Ce texte est la transcription d'une conférence donnée par Panzieri en mars 1962, publiée en 1967 dans le n° 29 des *Quaderni piacentini* et reprise dans le recueil *Lotte operaie nello sviluppo capitalistico*, *op. cit.* Panzieri souligne dans le passage qui précède : « Ces luttes ouvrières sont un fait important sur le plan tant qualitatif que quantitatif. Mais il faut aller voir ce qu'est l'adversaire, si ces luttes révèlent des traits caractéristiques, objectifs du capital, afin de pouvoir décider de la signification de ces luttes. »

Il me semble que la théorie panziérienne de la dialectique capital-classe entre en contradiction avec les fondements de son analyse du néocapitalisme. Dans cette dernière, en effet, le véritable sujet du processus n'est pas le capital, mais bien le travail vivant. La structure objective du capital y est décrite quant à elle comme la réponse à l'insubordination de la force de travail. Elle est l'instrument qui sert à matérialiser le commandement capitaliste dans la réalité objective de la production, afin de créer les conditions « techniques » de la soumission du capital variable au capital constant. Le rapport capital-classe qui sous-tend la critique panzierienne du développement capitaliste est paradoxalement explicité dans la pensée de Tronti. Car Tronti ne fait pas du capital et de la classe deux réalités autonomes. Il théorise la dépendance du développement capitaliste par rapport au développement de la classe ouvrière, la prévalence logique et historique du rapport de classe sur le rapport capitaliste ; il fait du travail vivant le véritable sujet du processus historique, le moteur mobile du capital[25].

Cette différence de conception du rapport capital-classe induit à son tour une divergence de vues sur le rôle de la théorie. Tronti, en fondant le capital sur le travail vivant, confère à la théorie la tâche spécifique d'élaborer scientifiquement la prévalence du second sur le premier, et donc de lire l'histoire du capital dans les mouvements matériels de la force de travail. Ce qui sépare par conséquent la science du mouvement ouvrier de la science du capital, ce serait le fait de réduire l'objectivité du capital à la subjectivité fondamentale du travail vivant. Tronti donne ensuite une traduction politique à ce renversement théorique en développant la question de la centralité du travail vivant dans le cadre d'une conception nouvelle de la stratégie et du parti. La stratégie appartient pour lui à la classe, tandis que la tactique appartient au parti. La stratégie préexiste dans les comportements matériels de la force de travail, dans son refus spontané du travail – qui exprime la conscience de l'autonomie de la classe par rapport au capital. C'est pourquoi le parti n'a plus pour tâche de transformer la conscience spontanée des travailleurs et d'élaborer la stratégie socialiste : il n'a plus pour rôle que de coordonner et d'organiser sur le plan tactique la lutte révolutionnaire du prolétariat[26].

Panzieri développe sa conception de la théorie et de l'organisation dans le cadre du séminaire sur l'enquête. Il y soutient que la thèse qui fait du capitalisme une société dichotomique est précisément ce qui caractérise le marxisme et lui confère une dimension sociologique, par opposition à la conception scolastique qui a fait de lui une nouvelle philosophie matérialiste universelle : le marxisme doit être pensé « comme une science politique, comme la science de la révolution ».

Puisque la théorie révolutionnaire doit refléter le caractère dichotomique de la société, il est nécessaire qu'elle se subdivise à son tour : l'analyse du capital d'une part, et de l'autre, l'étude autonome du comportement ouvrier. Le dédoublement des plans de la théorie est ce qui distingue la sociologie ouvrière de la sociologie bourgeoise. Celle-ci ne conçoit en effet la force de travail que comme une composante interne du capital, ce qui génère inévitablement une vision unilatérale de la société. Cependant, une fois cette distinction posée entre la sociologie marxiste et

la sociologie bourgeoise, il est possible d'utiliser les méthodes d'enquête de la sociologie bourgeoise sans risque de porter atteinte à l'autonomie du marxisme, dans la mesure où il n'est pas conçu comme un ensemble dogmatique de principes extra-historiques.

Panzieri fait de l'enquête l'instrument de l'étude de la classe ouvrière. Elle se donne pour objet de dresser le constat rigoureux et objectif du niveau de conscience réel des travailleurs, afin d'éviter toute mythification de la classe ouvrière. Le moment de l'enquête précède celui de l'intervention politique. Il lui fournit les données nécessaires pour opérer les choix les plus adéquats. Ainsi, Panzieri distingue-t-il nettement la connaissance de la transformation, en les inscrivant dans une succession temporelle schématique (cette séparation est durement critiquée par Tronti et Asor Rosa, qui accusent Panzieri et les *Quaderni rossi* de penser la conscience ouvrière et sa transformation en dehors de la lutte). Dans l'idée que s'en fait Panzieri, l'enquête doit se construire comme une co-recherche, associant des intellectuels et les travailleurs mêmes qui en sont l'objet. C'est à ce titre qu'elle peut devenir à la fois une méthode de travail fructueuse et le moyen efficace d'entrer en contact avec les cadres du mouvement, et de contribuer à leur formation politique.

La question de la conscience de classe occupe une place centrale dans la position de Panzieri sur le parti (alors même que Tronti la considère comme idéologique). La tâche fondamentale de l'organisation révolutionnaire est d'élaborer la stratégie socialiste – dont le refus ouvrier du travail n'est qu'une prémisse –, de mettre en avant de nouvelles valeurs communistes et d'en faire le modèle normatif de la transformation de la conscience des travailleurs. On ne comprend toutefois pas clairement si la conscience de classe est censée se développer à l'intérieur du mouvement de masse ou si elle est produite par une avant-garde qui lui est extérieure. Panzieri semble pencher vers la seconde hypothèse lorsqu'il affirme que « le mouvement politique ouvrier naît de la rencontre du socialisme et du mouvement spontané de la classe ouvrière ». La reprise de cette conception selon laquelle le socialisme s'origine hors de la classe ouvrière, semble accréditer l'hypothèse du léninisme foncier de Panzieri. Mais cette appréciation ne tient aucun compte de son aversion, jamais démentie, envers d'autres aspects fondamentaux du léninisme, comme la subordination de la classe au parti, ou l'inflexible dévalorisation de la spontanéité ouvrière.

25. « Nous avons considéré, nous aussi, le développement capitaliste tout d'abord, et après seulement les luttes ouvrières. C'est une erreur. Il faut renverser le problème, en changer le signe, et repartir du commencement : et le commencement c'est la lutte de la classe ouvrière », Mario Tronti, « Lénine en Angleterre », *Ouvriers et Capital*, *op. cit.*

26. « La classe ouvrière possède spontanément la stratégie de ses propres mouvements et de son développement ; le parti n'a plus qu'à la recueillir, l'exprimer et l'organiser. [Dans] l'initiative léniniste lors de l'Octobre bolchevique [...] le parti se charge, face à la classe, du moment de la tactique : voilà pourquoi la classe gagne », Mario Tronti, « Classe et parti », *Ouvriers et Capital*, *op. cit.*

Ajoutons pour conclure que ces indications fragmentaires ne s'articulent pas dans une théorie systématique du parti, parce que Panzieri ne pense pas – à l'inverse de Tronti – que l'on puisse déterminer *a priori* le processus de construction du parti, mais que ce processus est au contraire lui-même déterminé, dans une situation historique donnée, à la fois par le niveau du capital et par celui de la classe ouvrière.

Du « chat sauvage » à l'insubordination permanente[27]

Les 15 et 16 octobre 1963, les ouvriers de la FIAT déclenchent une nouvelle grève, qui fait suite à celle des contrats et de la piazza Statuto en juin-juillet 1962. Ce sont les 6 200 ouvriers des Fonderies qui donnent le coup d'envoi au mouvement, ouvrant soudain la voie à une grève qui se propage ensuite « spontanément », « à la chat sauvage », à d'autres secteurs de l'usine. Le mardi 15 octobre, l'équipe du matin de l'atelier 4 s'arrête elle aussi sans préavis ; l'arrêt de travail s'étend ensuite à l'équipe « de jour », puis à celle de l'après-midi.

La grève « à la chat sauvage » procède par arrêts imprévisibles aux points nodaux du cycle de production. Ces interruptions sont « spontanément » décrétées par les ouvriers, c'est-à-dire minutieusement préparées par une intelligence ouvrière qui sait utiliser à ses propres fins l'articulation productive de la coopération capitaliste. La grève « à la chat sauvage » est tout le contraire d'une simple lutte protestataire, éventuellement puissante mais désorganisée. Elle requiert un très haut degré de cohésion et des formes actives d'organisation autonome. Celle du 15 octobre est historique parce qu'elle montre l'émergence à la FIAT d'une organisation ouvrière capable de mener une grève complètement en dehors du cadre des organisations officielles du mouvement ouvrier. Elle dément la vieille idée selon laquelle seul un petit groupe déterminé, détenteur de la conscience antagoniste ouvrière, serait en mesure d'organiser la lutte dans l'usine. Elle fait la preuve qu'une lutte peut s'organiser sans intermédiaire et de manière coordonnée, par l'action de la « masse sociale » ouvrière de chaque secteur de l'usine qui y contribue.

Ce que privilégient les ouvriers dans le « chat sauvage », c'est en premier lieu le caractère *imprévisible* aussi bien du moment où le mouvement démarre que du lieu où il surgit ; c'est sa capacité à frapper tous les points nodaux du cycle de production dans un mouvement de rotation généralisé, en fonction de choix tactiques élaborés par les ouvriers eux-mêmes.

Ce type de mouvement requiert, pour être mené à bien, des formes d'*organisation invisible* au sens où le réseau de communications qui relie la masse sociale des ouvriers ne se révèle qu'au moment du déclenchement de la grève. La forte portée politique de la grève « à la chat sauvage » tient à ce qu'elle permet d'exprimer la forme spécifique de conflictualité qui a ressurgi avec force dans les usines lors des luttes de 1962 : la forme de l'insubordination.

Elle n'exclut ni la grève de masse ni la lutte urbaine. Au contraire, le « chat sauvage » recourra tour à tour à ces formes de lutte, en les intensifiant.

En 1962, sur la piazza Statuto, la révolte ouvrière avait adopté des formes de conflit qui ne relevaient ni des règles ni des rythmes institutionnels. De la même manière, en 1963 avec le « chat sauvage », la forme même de la grève exprime à l'intérieur de l'usine les rythmes et l'intensité du conflit politique de classe.

Avec le « chat sauvage », l'insubordination de la piazza Statuto entre dans l'usine.

Ces événements, presque contemporains et étroitement liés, deviendront l'un des points de référence, l'un des modèles de l'antagonisme ouvrier pour les années qui suivront, jusqu'à l'« Automne chaud ».

Dans les années 1960, les mythes de la Reconstruction et de la discipline s'épuisent à la fois dans la production et dans l'imaginaire. Pas seulement dans les usines et les universités des pays capitalistes: dans les pays du « socialisme réel », dès la fin des années 1950, d'autres mythes commencent à s'effondrer, et de puissants mouvements se dressent contre l'État et les dictatures qui s'exercent au nom du prolétariat.

La crise de l'orthodoxie communiste

La remise en question du mythe de Staline et de l'infaillibilité de l'État-guide puis l'entrée des chars de l'armée soviétique en Hongrie ont créé des traumatismes profonds au sein des deux partis historiques de la classe ouvrière. La dissidence qui en était issue avait amené un groupe assez conséquent d'intellectuels à sortir du PSI. C'est eux qui seront, comme on l'a vu, à l'origine du courant opéraïste dans les années 1960. Pour ce qui concerne le PCI, en revanche, le processus est beaucoup plus lent. La réaction de la base lors de la polémique sur les événements de Hongrie consiste surtout à resserrer les rangs autour du parti et de ses thèses: on fait bloc contre tout ce qui dément la version officielle d'une manœuvre des services secrets occidentaux destinée à tromper les travailleurs hongrois. Le long débat sur la Hongrie se poursuivra toutefois dans les sections du Parti jusqu'à la fin des années 1950. Il y instillera un malaise et des contradictions qui se perpétueront bien au-delà.

L'insuffisance de l'analyse du groupe dirigeant du Parti communiste sur la nouvelle phase du développement capitaliste est plus qu'évidente, et beaucoup de militants ressentent la nécessité de se doter de nouveaux outils de compréhension et d'intervention. Mais, tandis que les luttes ouvrières reprennent, et qu'elles échappent largement à la direction des avant-gardes communistes, le débat reste hermé-

27. Ce texte reprend, parfois littéralement, les analyses de Romano Alquati dans « Verso lo sciopero a gatto selvaggio », *classe operaia*, nº 1, janvier 1964. Alquati avait participé en 1963 à la rédaction de la brochure *Gatto selvaggio* diffusée pendant la grève à la FIAT et à l'usine Lancia. C'est le syndicat américain *Industrial Workers of the World* (IWW), né en 1905 à Chicago, qui introduit le premier le « chat sauvage » comme symbole de l'action directe, imprévisible et coordonnée des travailleurs.

tiquement confiné entre les murs des sections. Comme l'écrira plus tard Vittorio Rieser dans les *Quaderni rossi*: « Les années 1950 et 1960 mettent le mouvement ouvrier italien face à des faits profondément nouveaux. D'une part, le développement capitaliste atteint une ampleur sans précédent; de l'autre, de manière concomitante au miracle économique, on assiste après des années d'immobilité à une reprise croissante des luttes ouvrières, qui révèle l'inadéquation de l'analyse que fait le marxisme officiel de la société capitaliste [...] Si les racines objectives de cette crise [d'identité, N.d.A.] tiennent à l'intensification du développement capitaliste, ce qui les qualifie politiquement, c'est le développement des luttes ouvrières[28]. »

La crise de la référence à l'État-guide et la vérité objective du rapport Khrouchtchev sur les méfaits de Staline contraignent la direction du PCI à tenter une opération rampante de déstalinisation sur l'immense territoire des sections de base. Les résistances sont extrêmement fortes: la base militante a grandi dans le mythe du « grand *condottiere* ». Pendant la Guerre froide (de l'après-guerre jusqu'à l'ère Khrouchtchev), l'opposition des deux superpuissances conférait au militant moyen une solide identité. Il était de plus couramment admis que Togliatti pratiquait une astucieuse « double ligne »: d'un côté, respect et mise en œuvre des règles démocratiques, de l'autre, une fois le pouvoir en main, instauration de la « dictature du prolétariat ». Dans cette perspective, et pour de très nombreuses années encore, de nombreuses formations partisanes avaient caché leurs armes plutôt que de les rendre. La culture de la « Résistance trahie » vivait son existence souterraine et respectait la ligne du parti dans l'attente du moment favorable. Le rêve, tout imaginaire, de l'arrivée de la glorieuse « armée rouge » en soutien fraternel aux révolutionnaires italiens gardait dans ce contexte une valeur hautement consolatrice.

Khrouchtchev semblait avoir en partie brisé cet espoir. Il avait énoncé la théorie de la « coexistence pacifique », du respect substantiel des sphères d'influence respectives des deux superpuissances. Dans la culture politique des militants communistes, le slogan « L'Italie hors de l'OTAN, l'OTAN hors d'Italie » n'était pas une simple défense de l'indépendance nationale: il s'inscrivait aussi clairement dans le futur projet révolutionnaire. La position de Khrouchtchev fut ressentie par beaucoup comme la révision d'une sorte de pacte historique implicite. C'est ainsi que naquit la polémique sur le « révisionnisme ». Entre-temps, la reprise et le développement des luttes dans les pays du Tiers-monde avaient commencé à dominer le paysage international. La révolution algérienne était en cours, la révolution cubaine connaissait une rapide accélération, au Vietnam une guerre historique avait débuté.

« Dans la continuité du XXe congrès, Khrouchtchev engage une politique qui tient en trois points: le rapprochement avec l'Ouest, le défi technico-économique, la déstalinisation[29]. Trois thèmes qui, à brève échéance, engendrent de lourdes polémiques, puis une terrible rupture avec la République populaire de Chine. Par-delà les intérêts des États qui alimentent inévitablement le conflit, les *querelles** idéologiques prennent ici un relief particulier. Et ce sont précisément elles qui contribuent à diffuser, en l'espace de quelques années, le nom de Mao en Italie. Le PCI,

que ce soit sous la conduite de Togliatti ou sous celle de Longo, s'aligne sur les positions de l'Union Soviétique et s'éloigne progressivement de la ligne chinoise. Il avalise par conséquent l'interprétation soviétique de la polémique avec la Chine, même s'il adopte déjà, avec le *Memoriale di Yalta*[30], une attitude plus nuancée, moins philo-soviétique que celle, par exemple, du Parti communiste français. Pour le dire dans les termes des premiers dissidents marxistes-léninistes, le PCI est victime d'une "dégénérescence opportuniste et petite-bourgeoise" qui est l'"inévitable conséquence d'une ligne de collaboration et d'entente avec l'impérialisme américain et la bourgeoisie italienne". Les franges extrémistes du PCI qui n'acceptent pas la ligne politique du groupe dirigeant savent qu'ils peuvent se tourner vers l'exemple chinois, et plus indirectement, vers l'Albanie [...]. »

Comme on peut l'imaginer, les questions théoriques prennent dans ce conflit une importance cruciale, ce qui contraste nettement avec le pragmatisme prompt à la compromission des groupes communistes dirigeants. Initialement, comme l'écrit Giuseppe Mai (une des figures du marxisme-léninisme en Italie), « ce mouvement de dissidence ne fut pas en mesure d'opposer au groupe dirigeant du PCI une ligne claire et une action politique juste. Dans bien des cas, la bataille n'était pas menée sur le plan idéologique, ce qui aurait consisté à mettre en cause la ligne politique du Parti : beaucoup de camarades abandonnaient le parti révisionniste parce qu'ils étaient indignés à juste titre par l'embourgeoisement de ses dirigeants et les retentissants épisodes de collaboration avec la bourgeoisie ». Puis on commença à mieux connaître les raisons de la divergence chinoise et la pensée du « grand timonier » Mao Tsé-toung. « Tous les marxistes-léninistes – écrit encore Mai – ont alors contracté une dette de reconnaissance envers les partis et les peuples de la République populaire de Chine, et de l'Albanie, pour l'aide qu'ils ont apportée aux classes exploitées italiennes. »

« Sans même parler des aides "matérielles", rappelons qu'en 1962 des publications antirévisionnistes imprimées par les soins du Parti du travail d'Albanie commencent à circuler dans les sections du PCI[31]... La même année, lors du Xe congrès du PCI – où la politique chinoise est critiquée pour la première fois par un PC occidental – le délégué de Pékin, Chao I-Min, repousse les "attaques dénigrantes" des révisionnistes.

28. *Quaderni rossi* n° 3, juin 1963.
29. Le texte qui suit est extrait de Walter Tobagi, *Storia del Movimento studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia*, Sugar, 1970.
30. En août 1964 à Yalta, au cours de ses vacances en Crimée et quelques jours avant sa mort, Togliatti rédige un mémorandum, connu sous le nom de *Memoriale di Yalta*. On peut y lire : « Il n'est pas raisonnable de parler des pays socialistes (y compris de l'Union Soviétique) comme si tout s'y passait toujours bien. [...] il faut avoir le courage d'adopter une attitude critique vis-à-vis de nombreux problèmes si l'on veut créer une base solide pour une compréhension meilleure et une union plus étroite dans l'ensemble de notre mouvement. » Il y défend également une voie italienne vers le socialisme.
31. Walter Tobagi, *Storia del Movimento studentesco, op. cit.*

Peu après, le *Quotidien du Peuple* revient sur le sujet dans un éditorial intitulé "Les divergences entre le camarade Togliatti et nous". Les communistes chinois se montrent alors soucieux de préciser leurs points de divergence non seulement avec le Parti communiste soviétique, mais aussi avec tous les partis communistes fidèles à la ligne de Moscou. Un an plus tard, un autre opuscule témoignera de cette volonté, qui s'intitulera cette fois: "Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous."

Entre 1962 et 1964, on assiste au phénomène des "lettres anonymes". Ces lettres, diffusées à l'initiative du PCI parmi les militants communistes, se réclament d'une position "critique de gauche". Mais leurs anonymes rédacteurs ne se placent nullement dans la perspective de sortir du Parti; ils considèrent au contraire (c'est-à-dire qu'ils veulent faire croire) qu'il est possible d'agir à l'intérieur du PCI, sur la base de positions de gauche, pour le mener sur la voie d'une politique marxiste-léniniste. »

Quoi qu'il en soit, dans la polémique qui opposait les chinois au PCI, la divergence portait aussi bien sur la lecture de la période historique que sur la conception du rôle des partis communistes. En adhérant à la théorie de la « coexistence pacifique », le PCI visait une intégration progressive dans l'exécutif sur le plan national, ce qui rendait sa position difficile au regard de l'expansion des guerres de libération du Tiers-monde. Quant à l'idée d'une « voie pacifique vers le socialisme », dans la mesure où elle acceptait la dynamique électorale, elle ne laissait de place qu'à la problématique des « réformes de structure ». Des réformes, donc, qui devaient atténuer progressivement l'oppression des mécanismes d'exploitation en même temps qu'elles autoriseraient un certain nombre de mesures et de lois dans le champ des droits démocratiques et de la représentation.

Mais davantage encore, cela l'obligeait à revoir sa position sur la question de la guerre. En effet, dans la tradition léniniste classique, la guerre est le résultat inévitable des dynamiques de développement du capitalisme et de l'impérialisme. Elle est, pour le dire classiquement, « la continuation de la politique par d'autres moyens ». La tâche des communistes est donc de transformer la guerre impérialiste en « guerre civile », c'est-à-dire en pratique révolutionnaire, sous la conduite du Parti.

Ce rigoureux socle théorique (résumé ici de manière nécessairement sommaire) est inconciliable de fait avec la théorie de la « coexistence pacifique ». Le PCI voyait dans le péril nucléaire un facteur propre à modifier profondément sa théorie de la guerre impérialiste: il opéra donc également dans ce champ une « révision » des principes marxistes-léninistes. La réaction des chinois fut très dure, mais n'alla pas jusqu'à la rupture, ce qui est typique de la pensée politique de Mao Tsé-toung. Car s'il s'agissait bien d'un conflit politique et idéologique, il se jouait encore à l'intérieur du camp communiste. Et c'est pourquoi Togliatti mérite encore ici le nom de camarade.



Les divergences entre le camarade Togliatti et nous[32] (*extraits*)

Le camarade Togliatti et certains autres camarades se sont vigoureusement opposés à la thèse marxiste-léniniste du Parti communiste chinois selon laquelle « l'impérialisme et tous les réactionnaires sont des tigres de papier ». Dans son rapport au récent Congrès du Parti communiste italien, le camarade Togliatti a dit : « il est faux d'affirmer que l'impérialisme soit un simple tigre de papier qu'un coup d'épaule suffirait à renverser ». D'autres disent qu'aujourd'hui l'impérialisme a des dents atomiques, comment pourrait-il alors être un tigre de papier ? Les préjugés sont plus éloignés de la vérité que l'ignorance. Si ce n'est par ignorance, c'est délibérément que le camarade Togliatti et d'autres avec lui ont dénaturé cette thèse du Parti communiste chinois.

En comparant l'impérialisme et tous les réactionnaires à des tigres de papier, le camarade Mao Tsé-toung et les communistes chinois envisagent les choses dans leur ensemble et à longue échéance, ils regardent la substance même du problème. Ce qui signifie en dernière analyse que la force véritable appartient aux masses populaires, et non pas à l'impérialisme et aux réactionnaires. [...]

En 1919, Lénine compara l'impérialisme anglo-français « universellement puissant » à un « colosse aux pieds d'argile ». Il a dit : « L'impérialisme mondial semblait alors une force si grande, si invincible, que les ouvriers d'un pays arriéré qui auraient tenté de s'insurger contre lui auraient été taxés de folie » [il faisait référence à l'alliance que le régime tsariste avait conclu avec les puissances occidentales, N.d.A.].

Aujourd'hui, [...] nous voyons que l'impérialisme qu'on croyait un si insurmontable colosse a montré au monde entier qu'il était un colosse aux pieds d'argile.

Sur la question de la guerre et de la paix, les divergences que nous avons avec le camarade Togliatti et d'autres camarades se manifestent de manière exemplaire dans nos positions respectives sur les armes nucléaires et la guerre atomique.

Le Parti communiste chinois a toujours soutenu que les armes atomiques avaient une puissance de destruction sans précédent, et qu'une guerre nucléaire serait une catastrophe sans précédent pour l'humanité. C'est pour cette raison que nous avons toujours appelé à l'interdiction générale des armes nucléaires, c'est-à-dire à l'interdiction totale des essais, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation de ces armes. [...] À propos des armes nucléaires et de la guerre atomique, le premier point de divergence entre nous et ceux qui attaquent le Parti communiste chinois porte sur la question de savoir si l'apparition des armes nucléaires a rendu ou non « obsolètes » les principes fondamentaux du marxisme-léninisme en matière de guerre et de paix. Togliatti et avec lui d'autres camarades pensent que l'apparition des armes nucléaires « a changé la nature de la guerre », et que « d'autres considérations devraient entrer en ligne de compte pour définir ce qu'est

32. Paru dans le *Renmin Ribao* [*Le Quotidien du peuple*] du 31 décembre 1962. Nous reproduisons ici le texte français publié aux éditions de Pékin.

une guerre juste ». Ils estiment, en fait, que la guerre n'est plus la continuation de la politique, et qu'il n'y a plus aucune différence entre les guerres justes et les guerres injustes. En cela, ils nient complètement les principes fondamentaux du marxisme-léninisme en matière de guerre et de paix. En réalité, les nombreuses guerres qui ont éclaté depuis l'apparition des armes nucléaires ont toutes été la continuation de la politique, et il y a encore des guerres justes et des guerres injustes. Dans les faits, ceux qui estiment qu'il n'y a plus aucune différence entre les guerres justes et les guerres injustes soit s'opposent aux guerres justes [le texte renvoie ici aux guerres d'indépendance des pays tiers et colonisés mais aussi à l'hypothèse d'un conflit mondial, N.d.A.], soit refusent de les soutenir, parce qu'ils ont progressivement glissé vers les positions du pacifisme bourgeois.

La seconde divergence entre nous et ceux qui attaquent le Parti communiste chinois, sur la question des armes nucléaires et de la guerre atomique, consiste à savoir s'il faut regarder l'avenir de l'humanité avec pessimisme ou avec un optimisme révolutionnaire.

Togliatti et d'autres avec lui parlent continuellement de « suicide » de l'humanité, de la « destruction totale » de l'humanité. Ils estiment qu'« il serait même vain de discuter de ce que pourrait être l'orientation de ces morceaux de genre humain en matière d'organisation sociale ». Nous nous opposons fermement à de tels accents pessimistes et désespérés. Nous croyons qu'il est possible de parvenir à l'interdiction totale des armes nucléaires si le camp socialiste détient une grande supériorité nucléaire et que, dans différents pays, les luttes des peuples contre les armes nucléaires et la guerre atomique gagnent en ampleur et en profondeur ; privés de leur supériorité nucléaire, les impérialistes seront obligés de reconnaître que leur politique de chantage nucléaire ne fonctionne plus et que le déclenchement d'une guerre atomique aurait pour seul effet de hâter leur destruction. [...]

Togliatti et d'autres propagent avec zèle la terreur nucléaire, et affirment haut et fort qu'on est « en droit » de « trembler de peur » devant le chantage nucléaire de l'impérialisme américain. Togliatti a également déclaré qu'il fallait « éviter la guerre à tout prix » ; cela ne revient-il pas à dire que, face à la politique de menace et de chantage nucléaires de l'impérialisme américain, il n'y a d'autre voie que celle de la reddition sans conditions, et de l'abandon de tous les idéaux révolutionnaires, de tous les principes révolutionnaires ? [...]

Il est inconcevable que le fait de « trembler de peur » puisse émouvoir l'impérialisme américain et susciter sa bienveillance au point de le faire renoncer à sa politique d'agression, de guerre, et de chantage nucléaire. [...]

Dans les faits, non seulement le camarade Togliatti et d'autres camarades du Parti communiste italien appellent à la collaboration de classe plutôt qu'à la lutte des classes sur le plan international, mais ils étendent leur conception de la « coexistence pacifique » aux rapports entre les oppresseurs et les classes opprimées dans les pays capitalistes. Togliatti a dit : « Toute notre action dans le cadre de la situation intérieure de notre pays, n'est rien d'autre que la traduction en termes italiens de

la grande lutte pour la rénovation des structures dans le monde entier ». L'expression « Toute notre action » renvoie à ce qu'ils appellent « la marche vers le socialisme dans la démocratie et la paix », la voie vers le socialisme au moyen des « réformes de structure », comme ils le disent. Bien que, selon nous, la ligne actuelle du Parti communiste italien sur la question de la révolution socialiste soit erronée, ce sont là des choses que les camarades italiens doivent décider eux-mêmes et naturellement nous n'avons jamais cherché à y intervenir. Mais, puisque le camarade Togliatti proclame maintenant que la théorie des « réformes de structure » est une « ligne commune à l'ensemble du mouvement communiste international » et qu'il déclare unilatéralement que la transition pacifique vers le socialisme est « devenue un principe stratégique mondial du mouvement ouvrier et du mouvement communiste », étant donné que cette question touche [...] non seulement à la théorie mais aussi au problème fondamental de l'émancipation du prolétariat, nous nous voyons obligés de donner notre point de vue à ce sujet.

Le problème fondamental de toute révolution, c'est celui du pouvoir d'État. Dans le *Manifeste du Parti communiste,* Marx et Engels affirment que « La première étape dans la révolution de la classe ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante ». [...] Lénine insiste sur la nécessité de briser et de mettre en pièces la machine d'État de la bourgeoisie et d'instaurer la dictature du prolétariat. Il dit : « la classe ouvrière doit briser, mettre en pièces la « machine préconçue de l'État » et ne pas se borner à en prendre possession » ; « est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat ». [...]

Mais le camarade Togliatti et d'autres camarades du Parti communiste italien soutiennent que l'analyse de Lénine dans *L'État et la révolution* « n'est plus suffisante » [...].

Selon leur théorie des « réformes de structure », il n'y aurait plus besoin, dans l'Italie d'aujourd'hui, d'une révolution prolétarienne, de briser la machine d'État de la bourgeoisie, ou d'instaurer la dictature du prolétariat. Il leur suffirait de procéder, dans le cadre de la Constitution italienne, à « une série de réformes », à la nationalisation des grandes entreprises, à la planification économique et à l'extension de la démocratie pour arriver « progressivement » et « pacifiquement » au socialisme. Ils considèrent en somme que l'État est un instrument au-dessus des classes et que l'État bourgeois lui-même est en mesure de conduire une politique socialiste. Ils considèrent que la démocratie bourgeoise est au-dessus des classes, et qu'en s'appuyant sur elle, le prolétariat pourrait s'ériger en « classe dirigeante au sein de l'État ». [...]

L'Italie d'aujourd'hui est un pays capitaliste sous la domination de la classe capitaliste monopoliste. Bien que la Constitution italienne intègre certaines conquêtes arrachées par la classe ouvrière et le peuple italiens au cours de luttes longues et héroïques, elle n'en demeure pas moins une constitution bourgeoise qui repose sur la défense de la propriété capitaliste. La démocratie qui est pratiquée en Italie, comme dans tous les pays capitalistes, est une démocratie bourgeoise, c'est-

à-dire une dictature bourgeoise. [...] Il se peut qu'afin de perpétuer l'exploitation et d'assurer sa propre domination, la classe capitaliste monopoliste procède parfois à certaines réformes. Dans les pays capitalistes, il est absolument nécessaire que la classe ouvrière mène quotidiennement des luttes économiques et combatte pour la démocratie. Mais le but de ces combats est à la fois d'améliorer partiellement le sort de la classe ouvrière et du peuple laborieux et, ce qui est plus important, d'éduquer et d'organiser les masses, d'élever leur conscience et d'accumuler le potentiel révolutionnaire, afin de s'emparer du pouvoir d'État au moment propice. Les marxistes-léninistes sont favorables aux luttes pour les réformes, mais s'opposent fermement au réformisme.

Les faits ont montré que chaque fois que les revendications politiques et économiques de la classe ouvrière et du peuple laborieux ont excédé les limites fixées par les capitalistes monopolistes, le gouvernement italien qui représente les intérêts du capital monopoliste a recouru à la répression. [...] Jusqu'à présent, l'histoire n'a jamais fourni un seul exemple de transition pacifique du capitalisme au socialisme. [...] La bourgeoisie ne quittera jamais de son propre gré la scène de l'histoire. [...] Les communistes ne doivent pas relâcher le moins du monde leur effort pour se préparer à la révolution [...].

Cela signifie que les communistes doivent adopter une double tactique : tandis qu'ils se préparent au développement pacifique de la révolution, ils doivent être pleinement préparés à son développement non pacifique.

La préhistoire du mouvement marxiste-léniniste

Comme ils ne disposent pas encore d'une organisation propre, les premiers marxistes-léninistes se retrouvent dans des centres culturels de différentes villes (en particulier à Milan, Padoue, Pise et Rome). Ils restent toutefois isolés les uns des autres. On en est encore au stade où le désaccord avec le PCI s'affiche sans alternative précise. La révolte contre le très-puissant père se prépare dans l'ombre, avec sa cohorte de dilemmes œdipiens.

« Comme on l'a vu, c'est à cette période que se forment les premiers groupes issus de la dissidence socialiste[33]. Laissant de côté les idéologies abstraites, ils se lancent dans une étude sérieuse et réfléchie du mouvement ouvrier italien, à la recherche de nouveaux débouchés et de nouvelles alternatives globales. Les dissidents du PCI, au contraire, hésitent à se rebeller : habitués au centralisme démocratique, ils attendent que l'inspiration vienne des chefs incontestés, d'en haut, de la Chine. [...] Pour autant, les premiers petits groupes marxistes-léninistes – même s'ils ne sont pas massivement suivis par les travailleurs – n'en jouent pas moins un rôle important dans la perspective d'une large recomposition de l'ensemble de la gauche traditionnelle [...] Et il faut reconnaître au groupe des m-l de Padoue, auquel participent Vincenzo Calò et Ugo Duse, le mérite d'avoir fondé en 1962 le premier journal marxiste-léniniste italien. *Viva il Leninismo*, qui porte exactement le même titre que le premier opuscule chinois traitant du désaccord

avec les communistes soviétiques, fera paraître trois numéros, tous violemment polémiques contre les dirigeants révisionnistes italiens et soviétiques, coupables d'avoir trahi le contenu originel de la doctrine léniniste. Mais la diffusion du journal reste confidentielle, ce n'est rien de plus qu'un caillou dans la chaussure de l'éléphant révisionniste. »

En 1963, en revanche, naît à Milan la première véritable centrale de propagande marxiste-léniniste : les Edizioni Oriente, fondées par Maria Regis. Et cette initiative est autrement plus gênante pour le PCI. Les Edizioni Oriente se proposent de publier les écrits des communistes chinois, et de diffuser des textes théoriques pour contribuer à la formation d'importants groupes anti-révisionnistes. Jusqu'au milieu des années 1970, elles éditeront la revue *Vente dell'Est,* les *Quaderni delle edizioni Oriente,* des anthologies des œuvres de Mao Tsé-toung, les écrits des dirigeants révolutionnaires vietnamiens. Elles se raccorderont en outre aux Éditions en langues étrangères de Pékin (qui publie dans des dizaines de langues différentes) pour importer les « originaux en italien » des œuvres chinoises, dont le mythique *Petit Livre rouge* des citations de Mao Tsé-toung. Pendant le grand débat sur la « Révolution culturelle », les Edizioni Oriente fourniront l'essentiel des matériaux de réflexion sur les événements chinois. Au-delà des *querelles** entre marxistes-léninistes, ces publications influenceront l'ensemble du débat qui se poursuit dans la gauche révolutionnaire, jusqu'à devenir pour les étudiants et les jeunes une référence symbolique et une source de culture politique. Cette initiative éditoriale joue donc un rôle important. La rigueur de ses choix et de ses traductions, la culture foisonnante de ses initiateurs, contribueront à diffuser la pensée maoïste dans des milieux intellectuels très différents.

S'ils appartiennent à la préhistoire du mouvement marxiste-léniniste, *Viva il Leninismo* et les Edizioni Oriente sont précurseurs des développements à venir. En 1964, les principaux groupes m-l décident de fonder un mensuel, qu'ils intitulent de manière polémique *Nuova unità*[34]. C'est une opération ambitieuse, qui s'inscrit dans un contexte plus large de redécouverte des courants révolutionnaires évincés par l'histoire et par l'hégémonie du PCI dans l'Italie d'après-guerre. C'est à cette époque que des publications trotskistes, anarchistes, bordiguistes, etc., commencent à circuler hors des circuits confidentiels.

Le premier numéro de *Nuova unità* (dont Duse est le directeur et Geymonat le vice-directeur) publie des « Propositions pour une plate-forme des marxistes-léninistes d'Italie ». Le journal devient rapidement une référence pour les petits groupes marxistes-léninistes dispersés sur le territoire. Car outre les quatre bastions de Milan, Padoue, Pise et Rome, les m-l sont présents à Udine, Vicence, Brescia, Crémone, Pavie, Crema, Gênes, Savone, Bologne, Ferrare, Forlì, Sienne, Castel

33. Le texte qui suit est extrait de Walter Tobagi, *Storia del Movimento studentesco, op. cit.*
34. De même, en 1965 les maoïstes français de la Fédération des cercles marxistes-léninistes intituleront leur journal *l'Humanité nouvelle.*

Fiorentino. Et aussi dans l'Italie méridionale et insulaire : à Foggia, Reggio Calabria, Lecce, Catane, Cagliari, Sassari.

La situation se complique dès lors qu'il s'agit de mettre au clair les rapports avec le PCI. La plupart des militants sont issus des rangs du Parti, ils s'y sont formés politiquement et peinent à rompre complètement avec lui. Cette difficulté suscite deux attitudes distinctes qui occuperont pendant des années le centre du débat. D'un côté, les plus « possibilistes » parlent du Parti communiste comme « d'une tête malade dans un corps sain » ; de l'autre, les critiques les plus radicaux se demandent comment « un corps sain peut tolérer une tête malade ? » En réalité, comme l'écrira Giuseppe Mai, et en dépit de la bonne foi, de la volonté et des sentiments de beaucoup de ses adhérents, la ligne politique du PCI, son organisation, sa composition, les rapports entre ses membres et les rapports entre le Parti et les masses en font moins le parti marxiste-léniniste du prolétariat que celui des ouvriers privilégiés [professionnels, N.d.A.], des employés et des petits-bourgeois qui ne sont qu'une fraction de la population italienne.

Les marxistes-léninistes (comme les opéraïstes avant eux) avaient saisi le changement radical qui était intervenu dans l'organisation de l'usine, et la naissance de la figure de l'ouvrier-masse. Mais les différences entre ces deux courants étaient profondes et n'allaient jamais se résorber. Les opéraïstes faisaient de l'usine le centre du conflit. Les nouvelles générations ouvrières, leur « spontanéité » (au-delà même de la conscience de classe) étaient au cœur de toutes leurs analyses, ils excluaient donc toute forme d'organisation extérieure à l'usine. Ils s'opposaient au concept d'« avant-garde externe », au rôle du parti et des bureaucraties syndicales, et privilégiaient, sur le plan tactique et stratégique, les formes d'autogestion des luttes et l'organisation autonome de base qui allait être, quelques années plus tard, à l'origine de l'« autonomie ouvrière ».

Les marxistes-léninistes considèrent au contraire que la modification de la composition du prolétariat nécessite un parti révolutionnaire de type nouveau, pour prendre en main la direction des luttes, pour favoriser par l'intervention de ses avant-gardes la formation de la conscience de classe des masses ouvrières et paysannes, et pour les guider dans le processus révolutionnaire contre le capitalisme. Par-delà les simplifications, il s'agit là d'une polémique d'une très grande complexité qui touche aux racines mêmes du léninisme et de ses interprétations. Or le léninisme est encore à ce moment l'unique théorie de l'organisation du parti révolutionnaire élaborée pendant le siècle. La question de l'organisation dominera les débats dans les années qui vont suivre, et divisera souvent les opéraïstes eux-mêmes.

Deux lignes s'affrontent dans l'aire m-l sur la question des rapports avec le PCI : d'une part celle qui promeut la formation d'une nouvelle organisation révolutionnaire, de l'autre celle qui insiste sur la tâche historique de constituer un pôle d'avant-garde interne/externe au PCI, pour influencer sa ligne et modifier ses orientations et sa direction. Cette seconde position, autrement appelée « entrisme » est largement privilégiée par les militants qui continuent à espérer en une « fracture verticale » du PCI permettant de recomposer la dissidence et le processus révolu-

tionnaire (cette tendance non négligeable à l'intérieur du PCI s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui). Le débat entre les deux tendances est restitué en temps réel dans la *Nuova unità*. Il lui sera fatal à court terme.

Suite à une longue série de défections, le journal cesse de paraître en janvier 1965. Une partie de ses rédacteurs relance, sous le même titre, une seconde édition du journal. Une autre partie d'entre eux, sous la férule d'Ugo Duse, fonde *Il Comunista*. Cette nouvelle publication combat âprement les thèses des « entristes », élabore une réflexion critique complexe sur le rôle du PCI, dénonce l'embourgeoisement profond de la classe ouvrière occidentale, et proclame la nécessité de soutenir les groupes réellement révolutionnaires – avec une lourde référence aux guérillas en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud (il prend notamment l'initiative de trouver des volontaires pour le Vietnam). Mais, outre un certain nombre d'erreurs de gestion et de recrutement, *Il Comunista* sombre dans l'équivoque, en soutenant les groupes sud-tyroliens qui se battent pour l'indépendance de la province de Bolzano[35], sans se rendre compte (ou beaucoup trop tard) que certains d'entre eux émanent de la droite néonazie autrichienne. La somme de ces facteurs précipite la désagrégation du groupe, et les militants rejoignent d'autres organisations.

La seconde série de *Nuova unità* connaît un destin différent. Le nouveau groupe dirigeant (Pesce, Geymonat, Dinucci), après avoir clarifié les motifs de la rupture et durement attaqué les scissionnistes pour leur sectarisme, fonde le Movimento marxista-leninista. Celui-ci entend jouer un rôle de liaison et d'ancrage dans le champ de la dissidence, en recueillant tous les « entristes ». Cette initiative suscite des réactions favorables jusque dans les rangs du PCI : une « lettre anonyme » dira son assentiment à la nouvelle ligne du journal. Le mouvement s'ouvre également aux camarades « engagés dans la lutte à l'intérieur du PCI » et organise plusieurs réunions au plan régional. En janvier 1966, il tient un congrès national et commence de fait à fonctionner comme un parti centralisé. Un mois plus tard, le journal publie son *Programme d'action*, et en juin, un appel intitulé *En avant vers la construction du parti*. Dès lors, la mécanique organisationnelle est en marche, elle conduira en octobre de la même année à la fondation du Parti communiste d'Italie marxiste-léniniste (PCd'I m-l).

Ce processus ne semble pourtant pas satisfaire les aspirations de l'ensemble de l'aire m-l : les ex-militants d'*Il Comunista* et les dissidents de *Nuova unità* et d'*Azione comunista* (un groupe et un journal nés de la scission-exclusion de militants du PCI) organisent à Milan en 1966 un congrès qui donne naissance à la

35. La province de Bolzano est située au nord-est de l'Italie, dans la région du Trentin-Haut-Adige. Autrichienne jusqu'en 1919, puis rattachée à l'Italie, cette région voit s'étendre, à partir des années 1960, les revendications de rattachement à l'Autriche (« *Befreiungsausschuss Südtirol* » : Comité pour la libération du Tyrol du Sud). Les deux provinces du Trentin-Haut-Adige (Bolzano et Trente) obtiennent en 1972 le transfert de compétences législatives et administratives qui leur octroie une certaine autonomie.

Fédération marxiste-léniniste d'Italie, bientôt pourvue de son propre organe de presse : *Rivoluzione proletaria.* La Fédération opte pour une organisation confédérale qui coïncide aussi avec « une hétérogénéité persistante sur le plan idéologique et politique ».

Les événements internationaux ont toujours profondément influencé le débat des m-l et si la « Révolution culturelle » prend de court les « entristes » du Pcd'I m-l, la victorieuse Révolution cubaine est une source inépuisable de dissertations sur la pensée castriste, et plus encore sur la figure de Che Guevara. Chez Castro, on apprécie l'action pratique, l'usage de la force – même s'il n'est pas toujours étayé par une théorie adéquate. Mais chez Castro comme chez le Che, on reconnaît aussi la « juste exigence, celle du léninisme, que le parti révolutionnaire soit une organisation de type politique et militaire profondément liée aux masses, mais distincte d'elles sur le plan organisationnel[36] ». Cette combinaison entre léninisme et castrisme, comme la référence à la tactique de la guérilla urbaine en Amérique latine, influenceront notablement la pensée des premiers fondateurs des Brigades rouges.

Pendant le court moment qui précède 68, les deux organisations monopolisent le débat dans l'aire m-l. Des jeunes et des étudiants d'origine petite-bourgeoise commencent à se rapprocher d'elles. Ils sont attirés par la morale rigide du militantisme, par le besoin de se purifier de leurs « douteuses » origines bourgeoises, par le désir – d'ordre moral avant même que politique – de « servir le peuple ». Pendant 68, les organisations m-l connaîtront de multiples scissions et recompositions (la plus importante donnera naissance à l'Unione dei marxisti-leninisti). Elles joueront un rôle notable dans le processus de verticalisation bureaucratique du mouvement étudiant.

La figure de Mao Tsé-toung, par sa manière d'agir singulière, se prêtait aux interprétations les plus diverses. Grand dirigeant politique, lettré raffiné au style simple et profond, où le recours à la métaphore servait à la fois la compréhension immédiate et sa diffusion sous la forme de slogans et de mots d'ordre, Mao était devenu (et il allait le rester longtemps) une référence fondamentale au plan international.

En réalité, la Révolution chinoise (qui avait duré vingt ans, de 1929 à 1949) n'avait pas eu grande résonance en Italie au cours des années 1950. L'expérience de la construction du socialisme dans le pays le plus peuplé du monde ne semblait pas intéresser les communistes italiens, tout occupés à mettre en œuvre l'« idéologie de la Reconstruction ». Lors de l'invasion soviétique de la Hongrie, Mao s'était à peu près aligné sur les thèses communistes officielles du complot. Il écrira à ce propos : « Lorsque les événements de Hongrie ont éclaté, certains dans notre pays étaient ravis. Ils espéraient que quelque chose d'analogue aurait lieu également en Chine, que des milliers et des dizaines de milliers de personnes descendraient dans la rue, pour manifester contre le gouvernement populaire. Cet espoir qu'ils avaient était contraire aux intérêts des masses populaires et ne pouvait bénéficier de l'appui des masses populaires. Une partie des masses hongroises, trompées par les forces

contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, a commis l'erreur de se livrer à des actes de violence contre le gouvernement populaire, et le résultat fut amer aussi bien pour l'État que pour le peuple[37]. »

Le désaccord avec les Soviétiques et avec la plupart des autres partis communistes éclatera plus tard, sur la question de la « coexistence pacifique » (voir « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous ») et sur celle des luttes révolutionnaires aussi bien dans les pays tiers que dans les métropoles capitalistes.

Si la dissidence m-l en Italie se réfère très tôt à la Chine (et à l'Albanie), et que les Edizioni Oriente contribuent à une bonne information sur le processus révolutionnaire qui s'y déroule, ce n'est qu'au milieu des années 1960, à travers les échos de la « Révolution culturelle », que la Chine et la « pensée-Mao » commencent à devenir un réel élément du débat. Leur influence se fait sentir sur nombre de questions qui se posent aussi en Italie : celles de l'édification du socialisme, du rapport entre le parti et les masses, ou bien entre les institutions et le mouvement, du rôle des intellectuels et de la culture, du rapport entre la démocratie et la révolution. Même posées dans des contextes différents, elles conservent une portée générale, et la façon qu'ont Mao et les acteurs de la « Révolution culturelle » de les traiter n'en est pas moins un enrichissement profond et inventif de la tradition marxiste.

Car Mao Tsé-toung, indépendamment de sa position sur les événements de Hongrie, ou peut-être même à partir d'eux, s'était posé de manière aiguë le problème de la lutte pour la démocratie et le socialisme à l'intérieur du processus révolutionnaire. En reprenant la méthodologie et les contenus de l'un de ses essais les plus célèbres (*De la contradiction*, août 1937), qui reste aussi un de ses apports majeurs au corpus théorique m-l, Mao avait anticipé une partie des questions qui allaient dominer l'histoire de la « Révolution culturelle », et qu'il allait développer ensuite dans *Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple* (février 1957).

Mao Tsé-toung : Que cent fleurs s'épanouissent[38]

Sur quelle base les mots d'ordre « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » et « Coexistence à long terme et contrôle mutuel » ont-ils été lancés ?

Ils l'ont été d'après les conditions concrètes de la Chine, sur la base de la reconnaissance des différentes contradictions qui existent toujours dans la société socialiste et en raison du besoin urgent du pays d'accélérer son développement économique et culturel.

36. Walter Tobagi, *Storia del Movimento studentesco, op. cit.*
37. Discours prononcé le 27 février 1957 lors de la 11e session élargie de la conférence suprême de l'État.
38. Extrait de *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, discours prononcé par Mao Tsé-toung, publié dans le *Quotidien du peuple* du 19 juin 1957. Nous reproduisons ici la traduction donnée au tome V des *Œuvres choisies*, aux éditions de Pékin en langues étrangères.

La politique « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » vise à stimuler le développement de l'art et le progrès de la science, ainsi que l'épanouissement de la culture socialiste dans notre pays. Dans les arts, formes différentes et styles différents devraient se développer librement, et dans les sciences, les écoles différentes s'affronter librement. Il serait, à notre avis, préjudiciable au développement de l'art et de la science de recourir aux mesures administratives pour imposer tel style ou telle école et interdire tel autre style ou telle autre école.

Le vrai et le faux en art et en science est une question qui doit être résolue par la libre discussion dans les milieux artistiques et scientifiques, par la pratique de l'art et de la science et non par des méthodes simplistes.

Pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné, l'épreuve du temps est souvent nécessaire. Au cours de l'Histoire, ce qui est nouveau et juste n'est souvent pas reconnu par la majorité des hommes au moment de son apparition et ne peut se développer que dans la lutte, à travers des vicissitudes.

Il arrive souvent qu'au début ce qui est juste et bon ne soit pas reconnu pour une « fleur odorante », mais considéré comme une « herbe vénéneuse ». En leur temps, la théorie de Copernic sur le système solaire et la théorie de l'évolution de Darwin furent considérées comme erronées et elles ne s'imposèrent qu'après une lutte âpre et difficile. L'histoire de notre pays offre nombre d'exemples semblables. Dans la société socialiste, les conditions nécessaires à la croissance des choses nouvelles sont foncièrement différentes, et bien meilleures que dans l'ancienne société. Cependant, il est encore fréquent que les forces naissantes soient refoulées et des opinions raisonnables étouffées. Il arrive aussi qu'on entrave la croissance des choses nouvelles non par volonté délibérée de les étouffer, mais par manque de discernement.

C'est pourquoi, pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné en science et en art, il faut adopter une attitude prudente, encourager la libre discussion et se garder de tirer des conclusions hâtives. Nous estimons que c'est une telle attitude qui permettra d'assurer au mieux le développement de la science et de l'art.

Le marxisme, lui aussi, s'est développé au cours de la lutte. Au début, il a fait l'objet de toutes les attaques possibles et a été assimilé à une « herbe vénéneuse ». Actuellement encore, en bien des endroits dans le monde, on ne cesse de l'attaquer et de le considérer comme une « herbe vénéneuse ». Il occupe cependant une position toute différente dans les pays socialistes. Mais même dans ces pays, il existe encore des idées non marxistes, voire antimarxistes. Certes, en Chine, la transformation socialiste, en ce qui concerne la propriété, est pratiquement achevée ; les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel terminées. Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des *compradores*, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte de classes n'est nullement arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même

devenir très aiguë. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne. À cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue. Les marxistes demeurent une minorité aussi bien dans l'ensemble de la population que parmi les intellectuels. C'est pourquoi le marxisme doit continuer à se développer par la lutte. C'est dans la lutte seulement que le marxisme peut se développer : il en a été ainsi dans le passé, il en est ainsi dans le présent, et il en sera nécessairement ainsi à l'avenir. Ce qui est juste se développe toujours dans un processus de lutte contre ce qui est erroné. Le vrai, le bon et le beau n'existent jamais qu'au regard du faux, du mauvais et du laid, et se développent dans la lutte contre eux. Au moment même où l'humanité rejette quelque chose de faux et accepte une vérité, une nouvelle vérité entre à son tour en lutte contre de nouvelles opinions erronées. Cette lutte ne cessera jamais. C'est la loi du développement de la vérité, et c'est évidemment aussi la loi du développement du marxisme.

Il faudra encore un temps assez long pour décider de l'issue de la lutte idéologique entre le socialisme et le capitalisme dans notre pays. La raison en est que l'influence de la bourgeoisie et des intellectuels venus de l'ancienne société existera longtemps encore dans notre pays et y subsistera longtemps en tant qu'idéologie de classe. Si on ne saisit pas bien cela et à plus forte raison si on ne le comprend pas du tout, on commettra les plus graves erreurs, on méconnaîtra la nécessité de la lutte idéologique. Celle-ci se distingue des autres formes de lutte ; on ne peut y appliquer que la méthode patiente du raisonnement, et non la méthode brutale de la contrainte. Actuellement, le socialisme bénéficie dans la lutte idéologique de conditions extrêmement favorables. Les forces essentielles du pouvoir sont entre les mains du peuple travailleur, dirigé par le prolétariat. Le Parti communiste est fort et son prestige est grand. Bien que notre travail comporte des insuffisances et des erreurs, tout homme équitable peut voir que nous sommes loyaux envers le peuple, que nous sommes à la fois déterminés et aptes à édifier notre pays de concert avec le peuple, que nous avons déjà remporté de grands succès et que nous en remporterons d'autres, encore plus importants. Les éléments de la bourgeoisie et les intellectuels issus de l'ancienne société sont en grande majorité patriotes, ils veulent servir leur patrie socialiste en plein épanouissement et comprennent que s'ils s'écartent de la cause du socialisme et du peuple travailleur dirigé par le Parti communiste, ils ne sauront plus sur quoi s'appuyer et ils n'auront plus de brillantes perspectives d'avenir.

On demandera : Étant donné que dans notre pays le marxisme est déjà reconnu comme idéologie directrice par la majorité des gens, peut-on le critiquer ? Bien sûr que oui. Le marxisme est une vérité scientifique, il ne craint pas la critique. Si le marxisme craignait la critique, s'il pouvait être battu en brèche par la critique, il ne serait bon à rien. De fait, les idéalistes ne critiquent-ils pas le marxisme tous les jours et de toutes les façons possibles ? Les gens qui s'en tiennent à des points de vue bourgeois et petits-bourgeois sans vouloir en démordre ne

critiquent-ils pas le marxisme de toutes les façons possibles ? Les marxistes ne doivent pas craindre la critique, d'où qu'elle vienne. Au contraire, ils doivent s'aguerrir, progresser et gagner de nouvelles positions dans le feu de la critique, dans la tempête de la lutte. Lutter contre les idées erronées, c'est en quelque sorte se faire vacciner ; grâce à l'action du vaccin, l'immunité de l'organisme se trouve renforcée. Les plantes élevées en serre ne sauraient être robustes. L'application de la politique « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent », loin d'affaiblir la position dirigeante du marxisme dans le domaine idéologique, la renforcera au contraire.

Quelle politique devons-nous adopter à l'égard des idées non marxistes ? Quand il s'agit de contre-révolutionnaires avérés et d'éléments qui sapent la cause du socialisme, la question est aisée à résoudre : on les prive tout simplement de la liberté de parole. Mais quand nous avons affaire aux idées erronées existant au sein du peuple, c'est une autre question. Peut-on bannir ces idées et ne leur laisser aucune possibilité de s'exprimer ? Bien sûr que non. Il serait non seulement inefficace, mais encore extrêmement nuisible d'adopter des méthodes simplistes pour résoudre les questions idéologiques au sein du peuple, les questions relatives à l'esprit de l'homme.

On peut interdire l'expression des idées erronées, mais ces idées n'en seront pas moins là. Et les idées justes, si elles sont cultivées en serre, si elles ne sont pas exposées au vent et à la pluie, si elles ne se sont pas immunisées, ne pourront triompher des idées erronées lorsqu'elles les affronteront. Aussi est-ce seulement par la méthode de la discussion, de la critique et de l'argumentation qu'on peut véritablement développer les idées justes, éliminer les idées erronées et résoudre les problèmes.

L'idéologie de la bourgeoisie et celle de la petite bourgeoisie trouveront sûrement à se manifester. À coup sûr, ces deux classes s'obstineront à s'affirmer par tous les moyens, dans les questions politiques et idéologiques. Il est impossible qu'il en soit autrement. Nous ne devons pas recourir à des méthodes de répression pour les empêcher de s'exprimer ; nous devons le leur permettre, et en même temps engager un débat avec elles et critiquer leurs idées de façon appropriée. Il est hors de doute que nous devons soumettre à la critique toute espèce d'idées erronées. Certes, on aurait tort de ne pas critiquer les idées erronées et de les regarder tranquillement se répandre partout et s'emparer du marché – toute erreur est à critiquer, toute herbe vénéneuse est à combattre –, mais cette critique ne doit pas être dogmatique ; il faut écarter la méthode métaphysique et faire tout son possible pour employer la méthode dialectique.

Une analyse scientifique et une argumentation pleinement convaincante sont ici de rigueur. Une critique dogmatique ne donne aucun résultat. Nous combattons toute herbe vénéneuse, mais il faut distinguer avec soin ce qui est réellement herbe vénéneuse et ce qui est réellement fleur odorante. Nous devons ensemble, les masses et nous, apprendre à faire soigneusement cette distinction et, en nous servant de méthodes correctes, lutter contre les herbes vénéneuses.

Tout en réfutant le dogmatisme, nous devons veiller à réfuter le révisionnisme. Le révisionnisme ou opportunisme de droite est un courant idéologique bourgeois ; il est encore plus dangereux que le dogmatisme. Les révisionnistes ou opportunistes de droite approuvent le marxisme du bout des lèvres et attaquent eux aussi le « dogmatisme ». Mais leurs attaques visent en fait la substance même du marxisme. Ils combattent ou dénaturent le matérialisme et la dialectique, ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du Parti communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes. Lors même que la révolution socialiste a remporté pratiquement la victoire dans notre pays, il y a encore un certain nombre de gens qui rêvent de restaurer le régime capitaliste ; ils mènent la lutte contre la classe ouvrière sur tous les fronts, y compris celui de l'idéologie. Dans cette lutte, les révisionnistes sont leurs meilleurs adjoints.

*

Comme on peut le remarquer même dans ce bref extrait, les questions traitées vont bien au-delà des problèmes intérieurs chinois. En réalité, elles recouvrent aussi l'âpre débat qui oppose, en Italie, la dissidence de gauche au PCI et à la stratégie des « réformes de structure », et jusqu'au rôle des intellectuels et de la culture. Et c'est précisément sur cette question du rôle des intellectuels et des bureaucrates de Parti que se fonde la « Révolution culturelle » chinoise. Edoarda Masi a brossé un tableau exemplaire de ces questions dans un article paru en 1967 dans les *Quaderni piacentini*. Dans l'extrait qui suit, elle analyse leur répercussion en occident.

Edoarda Masi : La Révolution culturelle chinoise en Occident[39]

Ce n'est pas en tant que « modèle » révolutionnaire à imiter que les positions des communistes chinois nous intéressent, pas plus que comme exemple de « voie nationale » vers le socialisme (éventuellement extensible à d'autres régions du monde ou à des continents entiers). Si elles nous intéressent, c'est parce qu'elles représentent une facette et un courant de la lutte internationale dans une « zone » occupée par les forces révolutionnaires. C'est donc dans la perspective de l'élaboration d'une stratégie globale, qui soit valable partout. Partant de là, il est nécessaire de se prémunir contre l'équivoque, ou l'illusion, qui consiste à prendre les mots d'ordre ou les assertions théoriques des dirigeants chinois *dans leur signification apparente et littérale* et de les rapporter *immédiatement* à l'ici et maintenant ; ou pire, d'attribuer aux communistes chinois des opinions ou des questionnements qui nous appartiennent, en gommant plus ou moins inconsciemment les contradictions qu'ils recèlent.

La Révolution culturelle procède de l'affirmation qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat et l'édification des rapports socialistes, il est nécessaire de

39. Ce texte est paru en 1967 dans le n° 30 des *Quaderni piacentini.*

poursuivre la révolution au niveau de la superstructure afin de la mettre en adéquation avec les nouvelles structures[40]. C'est uniquement à cette condition que l'on pourra empêcher la restauration du capitalisme et promouvoir le développement de la société socialiste. C'est en effet à l'absence d'adéquation entre la superstructure et les nouveaux rapports de production socialistes qu'on peut attribuer l'involution de l'Union Soviétique. [...]

Aujourd'hui, la civilisation bourgeoise a achevé son cycle. Elle a produit (elle est en train de produire ou de parfaire) d'elle-même sa propre négation, sur le plan économique, politique et théorique, dans ses structures de base comme dans tous les secteurs de la superstructure. Elle qui s'était construite et développée au nom de la libre initiative et de l'autonomie de l'individu, n'aboutit en fin de compte qu'à une planification toujours plus globale (extensible au monde entier), à la programmation des comportements individuels et au plus radical déni de liberté qu'on ait jamais constaté – puisque le conditionnement opère à l'intérieur même de la conscience des individus. L'individu n'existe plus, la « personnalité » n'est plus rien d'autre que l'alignement sur un modèle, le même pour tous (un modèle formel, sans rapport aux contenus – qui, eux, peuvent être communs sans uniformiser ceux qui les partagent).

La classe bourgeoise elle-même tend à disparaître en tant que classe dominante, là où elle n'a pas déjà disparu. Elle était composée d'une pluralité d'individus libres (grâce à la propriété des moyens de production), au sens où ils jouissaient d'une autonomie économique (dans les seules limites *objectives* imposées par le marché, c'est-à-dire d'une nécessité scientifiquement mesurable) et des libertés politiques, intellectuelles et culturelles afférentes.

Cette liberté avait ceci de mystificateur qu'elle avait pour condition l'assujettissement et la privation de liberté des prolétaires, spoliés des moyens de production et contraints de vendre leur force de travail.

La liberté, parce qu'elle reposait sur cette contradiction, a fini par s'autodétruire. Aujourd'hui, la privation de liberté n'est plus le lot des seuls prolétaires, d'une classe inférieure dépossédée de son humanité par une classe supérieure qui prétend seule vivre humainement, et dont la richesse *effective*, y compris culturelle, s'exprime par la voix de penseurs, de scientifiques et d'artistes. C'est au contraire la condition de la quasi-totalité des hommes, la substance et l'essence même de la vie en société aujourd'hui. Nul îlot d'heureux privilèges n'abrite une minorité de patrons qui pourraient y exprimer – y compris au moyen de leur culture classiste exclusive – une pensée, une science ou des arts à la fois différents et singuliers.

En ce sens – *c'est-à-dire dans les formes de la civilisation bourgeoise* – il n'existe plus de société de classe.

1. Les structures actuelles conservent un seul point commun avec la société bourgeoise: une minorité assujettit la majorité par le contrôle de la production *et* par le pouvoir politique, scientifique, idéologique qui lui sont liés. C'est un trait que la société bourgeoise partage cependant avec toutes les sociétés non-égalitaires, c'est-à-dire avec presque toutes les sociétés qui ont existé dans l'histoire. Du reste,

Marx lui-même avait pressenti que les rapports politiques de pouvoir tendraient à prévaloir sur les rapports de production (tout en continuant à se fonder sur eux).

2. Le capitalisme dans sa phase impérialiste a annexé des zones dont le développement est de type « non européen ». Il en a fait des zones arriérées à l'intérieur de l'aire du développement « européen ».

3. Les deux points précédents induisent un bouleversement dans le développement du capitalisme (par rapport à une approche « idéale ») : des contradictions de fond se font jour, elles prennent des formes et des proportions radicalement nouvelles qui semblaient exclues d'un développement conforme au modèle « idéal » marxiste[41]. Des rapports sociaux que l'on aurait autrefois qualifiés de mystificateurs ou d'archaïques, ou de survivances du passé qu'il faudrait liquider, ressurgissent et prennent une valeur nouvelle. Nous nous trouverions donc aujourd'hui dans une situation *réelle*, qui serait en un certain sens « arriérée » au regard du modèle « idéal ». C'est-à-dire dans une situation où resteraient pertinents des critères de subdivision « en classes » (dans un sens très large), sans que l'on puisse cependant les réduire immédiatement aux rapports de production ; ou, pour le dire autrement, une situation dans laquelle les rapports de production (*et en premier lieu le rapport de propriété*) ne sont qu'un élément parmi d'autres, dont l'importance varie en fonction des différentes situations.

À ce stade, pour les socialistes, deux lignes théoriques s'opposent :

1. Le mouvement réel se rapproche progressivement du modèle « idéal » du capitalisme à partir de situations *arriérées*, sans que l'on ait besoin de remettre en cause le modèle universel de développement « européen ». Il en découle une politique qui favorise un développement de type « capitaliste européen », y compris dans la perspective de la construction du socialisme. C'est le point sur lequel *grosso modo* les dirigeants soviétiques et ceux du PCI s'accordent avec les trotskistes.

2. Une situation *réelle* « arriérée » est toujours plus avancée que l'hypothèse d'un *développement* « idéal ». À ce titre, les populations subalternes des zones de développement « non européen » annexées par l'impérialisme représentent la limite extrême de l'antagonisme face au système capitaliste mondial. Non pas au sens où elles condenseraient et porteraient à leur point de rupture les contradictions d'un système qui aurait atteint son stade « idéal » pur, mais au contraire en y portant des contradictions plus larges et plus universelles que celles qui se rapportent exclusivement aux rapports de production – et en montrant comment ces contradictions

40. Le 8 août 1966, le Comité central du PCC énonce dans ses *Décisions sur la grande révolution culturelle prolétarienne* : « Nous devons abattre les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste. Nous devons abattre les sommités académiques réactionnaires de la bourgeoisie et tous les "monarchistes" bourgeois. [...] Nous devons liquider tous les génies malfaisants. Nous devons extirper énergiquement la pensée, la culture, les mœurs et coutumes anciennes de toutes les classes exploiteuses. Nous devons réformer toutes les parties de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique du socialisme. »

ont été produites par le développement même du capitalisme. Dans tous les cas, ces contradictions sont *réelles* en tant qu'elles ne sont *pas immédiatement* reconductibles à ces rapports. On retrouve ici encore des formes de domination politico-économiques fondées sur la *gestion* de l'économie et du pouvoir plus que sur la *propriété* (au sens juridique) des moyens de production.

C'est ici que les positions actuelles des communistes chinois, Mao en tête, acquièrent une portée d'ordre général. La lutte révolutionnaire se mène principalement contre les élites politiques (et celles de tous les autres secteurs du pouvoir), c'est-à-dire contre ceux qui privilégient certains choix politiques plutôt que d'autres. Les élites qui se donnent comme dominantes font bloc (ou tendent à faire bloc) au niveau mondial contre les dominés (c'est là le sens métaphorique du terme de « bourgeois » dont on les qualifie). Être un dirigeant révolutionnaire signifie donc nécessairement faire corps avec les dominés, sans jamais se définir comme un groupe séparé, à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'exercice du pouvoir. Sans jamais se percevoir comme des individus supérieurs, à quelque titre que ce soit.

Mais la science dans son ensemble, et dans chacun de ses registres – y compris celui qui nous fait prendre conscience de la nécessité – est aujourd'hui aux mains des élites dominantes; et de chaque individu, pour cette part de lui-même qui appartient aux dominants. Et les subalternes des zones « arriérées » ne peuvent opposer la réappropriation de leur passé à leur asservissement présent: depuis qu'ils ont été absorbés par le système impérialiste, leur passé est devenu objectivement archaïque, toute nostalgie est donc strictement réactionnaire. Se référer à une liberté ineffective, pure allusion formelle à une égalité abstraite dans la diversité, revient à apporter son soutien aux dominateurs. C'est pour cette raison que la Révolution culturelle chinoise rejette les valeurs de son propre passé.

Les subalternes qui sont la pointe avancée de la Révolution se retrouvent donc à combattre l'ennemi aussi démunis sur le plan de la science et des valeurs théoriques qu'ils le sont en vérité sur le plan réel du pouvoir et de la propriété.

C'est pourquoi dans la pensée de Mao, le moment révolutionnaire est celui de l'antithèse, de la pure négation, de la destruction. [...]

Mais ce principe comporte une sérieuse difficulté, car la Chine est aussi un grand État où il faut produire et construire: l'insistance sur le moment de la destruction entre inévitablement en contradiction avec la nécessité de construire et – dans certaines limites – de conserver. Dans ces conditions, et si l'immobilité du mouvement ouvrier en Occident persiste, la volonté des communistes chinois de ressaisir toute la réalité dans le moment révolutionnaire peut les conduire à mystifier le moment (conservateur) de la construction, au point d'en faire un moment révolutionnaire. [...] C'est donc une tâche extrêmement difficile qui les attend: celle de réussir à maintenir l'équilibre entre ces deux moments et, en même temps, entre leur action de dirigeants et la conquête révolutionnaire de la liberté par les masses.

•

*

En Italie, les effets de ce grand événement venu « d'Orient » iront bien au-delà des prévisions de l'auteur de ce texte. Des énoncés tels que « la révolution appartient aux masses » pouvaient tout à fait trouver écho dans la culture de l'« autonomie ouvrière » (du syndicat et du PCI) comme dans la « spontanéité » des luttes d'usines. Des affirmations telles que : « pour renverser un pouvoir politique, il est nécessaire avant tout de s'emparer des superstructures et de l'idéologie, et de préparer l'opinion publique » (comme l'avait fait du reste la bourgeoisie avant la Révolution française), agitaient en profondeur le débat déjà tourmenté sur le rôle des intellectuels. Enfin, la thèse selon laquelle « tous les mouvements culturels révolutionnaires » commencent « par des mouvements étudiants » ne pouvait que susciter de fortes identifications dans l'imaginaire du mouvement étudiant naissant. La diffusion massive du *Petit Livre rouge* des citations de Mao Tsé-toung, la publication chez Einaudi des œuvres d'Edgar Snow (*Étoile rouge sur la Chine* et *La Chine en marche*[42]) et de William Hinton (*Fanshen. La Révolution communiste dans un village chinois*[43]) allaient encore accentuer la portée de cet événement historique. Peu de temps après la publication de l'article d'Edoarda Masi, l'explosion de 1968 et l'« Automne chaud » allaient quant à eux démentir la thèse de « l'immobilité du mouvement ouvrier en Occident ».

41. Sur la constitution de ce modèle « idéal », voir l'indication de Marx dans la préface du *Capital*, *op. cit.* : « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer ici aux pays moins développés l'image de leur propre avenir. »
42. *Red Star Over China* [1937], tr. fr. Stock, 1965 ; *Red China Today : The Other Side of the River* [1962], tr. fr. Stock, 1963.
43. Traduction française publiée chez Plon, 1971.

4

De l'école de classe à l'anti-autoritarisme



«Les enfants, révoltons-nous » Dans les maisons occupées de Francfort/Main, 1972,
Photo : Tano D'Amico.

Le développement industriel et le collège unique

L'organisation de la scolarité était depuis toujours rigidement alignée sur un modèle social qui dressait des barrières étanches entre les fonctions et les classes. Jusque dans les années 1950, le second degré (à l'issue de l'école élémentaire) était encore subdivisé en trois filières : professionnelle, commerciale et générale (collège et lycée). Cette séparation garantissait *a priori* une sélection de classe, puisque pour intégrer le collège il fallait passer un examen d'entrée – ce qui n'était pas nécessaire pour les deux autres filières. La sélection, très rigoureuse, favorisait bien sûr les enfants de la bourgeoisie. Et comme sans le brevet[1], il était impossible d'accéder au lycée et *a fortiori* à l'université, ceux qui atteignaient le stade des études supérieures étaient donc presque tous des « fils du docteur[2] », des fils du patron, et c'était bien là le résultat escompté.

Par ailleurs, pour se conformer au nouveau modèle de développement, l'industrie avait besoin non seulement d'une main-d'œuvre spécialisée (qui lui était fournie par les instituts techniques) mais aussi, en plus forte proportion encore, de cette force de travail déqualifiée qui languissait dans les immenses campagnes du Sud et dans les autres régions sous-développées. Une gigantesque armée industrielle de réserve, pour la plus grande part analphabète ou semi-analphabète, et qui allait donner la composition sociale de l'ouvrier-masse[3]. Le principe constitutionnel du droit à la scolarité, la prétendue « école obligatoire » jusqu'à quatorze ans n'étaient généralement pas appliqués, et il en serait encore ainsi pendant de nombreuses années.

1. La *licenza di scuola media* était le diplôme de fin d'études secondaires du premier degré (collège).

2. Comme le Pierino de la *Lettre à une maîtresse d'école*, dont un long passage est reproduit dans ce chapitre, p. 180 *sqq.*

3. L'armée industrielle de réserve ou surpopulation relative désigne chez Marx cette population « disponible et misérable que le capital tient en réserve pour ses besoins d'exploitation changeants » (*Le Capital*, Livre I, chapitre XIII, 9, *op. cit.*). « Mais si ce surplus de population ouvrière est le produit de l'accumulation, du développement de la richesse sur des bases capitalistes, cette surpopulation devient inversement un levier de l'accumulation capitaliste, et même, une condition d'existence du mode de production capitaliste. Elle constitue une armée industrielle de réserve disponible qui appartient de façon si entière et absolue au capital qu'on pourrait croire qu'il l'a élevée au biberon, à ses propres frais. » (*Le Capital*, Livre I, chapitre XXIII, *op. cit.*) L'histoire ouvrière italienne (entre autres) est pourtant là pour montrer que loin de la passivité et du déterminisme auxquels elle est souvent confinée, cette « armée industrielle » n'exclut pas la conflictualité.

Un système scolaire aussi discriminatoire heurtait la culture institutionnelle des progressistes, et suscitait des inquiétudes dans la frange la plus authentiquement chrétienne des étudiants catholiques, stimulés par la figure charismatique de Jean XXIII. En outre, après l'épisode réactionnaire du gouvernement Tambroni de 1960, la Démocratie chrétienne avait été contrainte d'ouvrir le gouvernement aux socialistes, qui comptaient dans leurs rangs Tristano Codignola[4], un ardent défenseur du droit à la scolarité. Dans le même temps, le processus de modernisation requis par l'intense développement industriel nécessitait une main-d'œuvre plus flexible, plus instruite et plus qualifiée, notamment dans le secteur tertiaire (emplois de services, etc.).

C'est de la somme de ces facteurs, et d'autres encore, que naît le projet du « collège unique ». La réforme prévoyait la suppression des filières professionnelle et commerciale, l'abandon du rigoureux examen d'admission, et ouvrait la perspective d'un accès facilité à l'université, y compris pour les enfants des classes subalternes. Bien sûr, les discriminations de classe allaient perdurer, souvent perpétuées par un corps enseignant resté en grande part élitiste et conservateur (« les vestales de l'école secondaire », comme on les appellera plus tard, par allusion à la forte féminisation du corps enseignant). L'« inégalité des chances » entre les enfants des travailleurs et ceux de la bourgeoisie allait donc continuer à peser lourdement dans le mécanisme de « sélection » : 50 à 60 % des élèves, pour leur immense majorité d'extraction prolétaire, continueront à « disparaître[5] » entre le primaire et l'enseignement secondaire. Mais le « droit à la scolarité » était garanti – du moins formellement – par une loi de l'État et les différences de classe allaient bientôt devenir le ferment, au nom de l'égalité, de l'unité des étudiants, et un « moteur » de la contestation de la culture des patrons.

Le dissensus et les symboles de la révolte

Si les années 1960 voient l'émergence d'un *dissensus* radical, c'est aussi grâce à une série de facteurs qui touchent l'ensemble du tissu social. Les grandes migrations intérieures avaient transfiguré les villes : dans *Rocco et ses frères* (1960), Luchino Visconti avait magistralement montré le drame de l'exode rural, en redonnant à la culture paysanne du Sud une dimension tragique saisissante. De plus en plus d'intellectuels, réfractaires à la fonction « organique » que leur assignaient les partis ou les institutions, se tournaient vers des revues comme les *Quaderni piacentini* ou *Quindici* (qui publieront les principaux textes du mouvement étudiant) ou s'organisaient hors des cercles officiels (Arbasino, Eco, Manganelli et Sanguineti, par exemple, créeront le Gruppo 63[6]).

La production littéraire, artistique, et cinématographique est profondément influencée par cette amorce de révolution culturelle démocratique. On y perçoit la dimension nouvelle d'un « engagement civil », qui s'oppose souvent au moralisme des années 1950. Au début des années 1960, la question du divorce est abordée pour la première fois au cinéma. En 1963, Francesco Rosi tourne *Main basse sur la ville*, un réquisitoire implacable contre la spéculation immobilière. Signe des temps, le film sera primé au festival de Venise.

Au plan international, on commence à entendre parler des grands mouvements étudiants américains contre la guerre du Vietnam. Mais ce sont surtout les échos des guerres d'indépendance des peuples du Tiers-monde qui marquent les esprits.

Enrico Mattei, le peu ordinaire président de l'ENI (l'Agence nationale des hydrocarbures), qui était en charge de l'approvisionnement en pétrole de l'industrie et du « cycle automobile », avait fondé en 1956 le quotidien *Il Giorno*, pour contrer l'hégémonie du *Corriere della Sera* et encourager la modernisation du jeu politique. Il deviendra en réalité le sponsor officiel du futur centre-gauche. *Il Giorno* apporta un soutien explicite à la révolution algérienne, probablement dans le but avisé de cultiver des contacts propices à une future exploitation des ressources pétrolières du Sahara. Un tel calcul ne pouvait que contrarier les intérêts des « sept sœurs » (les grandes multinationales anglaises, hollandaises et américaines du pétrole : Shell, Esso, BP, etc.). Mattei le paiera de sa vie : une bombe fera exploser en vol son avion personnel. Cet épisode va encore exacerber l'opposition au colonialisme. Mais au-delà, il révèle au grand public l'existence de pouvoirs transnationaux occultes, en conférant à la stratégie de l'impérialisme une dimension matérielle et concrète.

Les premières marches contre la menace nucléaire et pour la paix (dont celles, restées célèbres, organisées par le radical Capitini[7] sur la route d'Assise), les guérillas des peuples du Tiers-monde, l'émergence de la Révolution culturelle chinoise, c'est

4. Tristano Codignola (1913-1981), fils du pédagogue Ernesto Codignola, membre de la résistance florentine, fit partie des fondateurs du Partito d'azione. Député à l'Assemblée Constituante après-guerre, il fut réélu par la suite au sein du groupe socialiste. Il s'illustra en proposant une amnistie pour les délits politiques liés aux « agitations de masse » en 1968.

5. La *Lettre à une maîtresse d'école* s'attache précisément à montrer où vont ces enfants qui « disparaissent » inopinément du système scolaire dès l'enseignement primaire : à l'usine, aux champs, en apprentissage, ou dans la ferme familiale. Au travail en tout état de cause.

6. Le Gruppo 63 est un mouvement d'avant-garde littéraire fondé en 1963 par des poètes, essayistes et écrivains qui, selon les mots de l'un de ses initiateurs, Nanni Balestrini, entendaient rompre avec « l'état dominant des choses en littérature ». Dans cette phase de « transformation de la société italienne, qui était mieux représentée par le cinéma (Antonioni et Fellini) [...] il fallait repenser la nature des langages qui traversent l'écriture, c'est-à-dire les structures formelles qui définissent le texte, les rapports avec la réalité morcelée et complexe, le rôle des moyens de communication dans ce qu'on appellera bientôt la "société du spectacle", et la position de défi de l'écrivain à l'encontre de conventions de style et de comportements désormais obsolètes », Nanni Balestrini, introduction à *Gruppo 63, L'antologia*, Edizioni Testo&immagine, 2002, consultable sur le site de l'auteur.

7. Aldo Capitini (1899-1968), écrivain et antifasciste publia en 1937 *Elementi di una esperienza religiosa*. Après-guerre, il diffuse la pensée non-violente de Gandhi en Italie. En 1961, il organise de Pérouse à Assise, la Marche pour la paix et la fraternité entre les peuples (où apparaît pour la première fois le drapeau arc-en-ciel dit *bandiera della pace*), ce qui lui vaudra plus tard le surnom de « Gandhi italien ».

là le véritable *background* de l'« internationalisme prolétarien » qui est en train de se constituer.

Partout dans le monde le signal de la révolte est donné, partout surgissent de grands symboles auxquels se référer. Aux États-Unis, les luttes des Afro-américains s'incarnent dans les figures de Martin Luther King et du plus radical Malcolm X (tous deux assassinés). En Amérique Latine, Camillo Torres, prêtre et guérillero jouera un rôle important dans le long dialogue qui s'instaure entre catholiques et marxistes. Mais surtout, il y a la victoire de la révolution cubaine : car si Fidel Castro en reste l'incontestable *Líder máximo*, son commandant Che Guevara, qui a le *physique du rôle**, devient le miroir de l'imaginaire, des aspirations et des inquiétudes de générations entières. La figure du héros romantique, fascinant, authentique et victorieux, qui sans se donner de répit reprend la route pour aller libérer d'autres peuples et combattre les injustices, semble trouver dans le Che son exacte incarnation. « Durs comme l'acier, tendres comme les violettes, généreux comme le grain mûr » : autant de qualités qui peuvent donner un sens à l'existence, et qui semblaient résumer la vie et l'histoire de Che Guevara. Assassiné en 1967 en Bolivie à la faveur d'un complot de la CIA, il deviendra très vite un mythe collectif. Le poster portant l'inscription « le Che est vivant », imprimé par Giangiacomo Feltrinelli, qui avait été son ami et celui de Castro, connaîtra un extraordinaire succès commercial, avec un million d'exemplaires vendus.

En Occident et en Italie, la figure du *commandante* Che Guevara est profondément liée à un désir de transformation radicale des conditions de vie de la jeunesse. Il est avec Mao Tsé-toung (mais bien plus que lui sous certains aspects) l'un des plus grands symboles de la révolte des années 1960 et 1970. C'est aussi un des plus efficaces.

En réalité, même si son histoire est intimement liée à la glorieuse Révolution cubaine, il faudra attendre le milieu des années 1960 pour que la figure du Che s'impose véritablement. Jusque-là, et même dans les manifestations de soutien à Cuba pendant la crise des missiles, la Révolution cubaine est perçue comme un tout indivisible, indissociable de la personne, des discours et des textes de Fidel Castro. On sait qu'un des plus hauts dirigeants de la Révolution n'est pas cubain, mais argentin, et qu'il s'appelle Che Guevara. Mais ce n'est que bien plus tard qu'on commencera à en discerner les traits. Ses deux grands discours, prononcés le 11 décembre 1964 devant l'assemblée générale de l'ONU et en février 1965 devant la conférence du commerce et du développement (GATT)[8], auront en ce sens un énorme impact.

En 1961, les éditions Avanti ! (dirigées par Gianni Bosio qui fondera plus tard l'Institut De Martino) avaient publié *La Guerre de guérilla*, un manuel militaire écrit par le Che. L'ouvrage était dédié à Camilo Cienfuegos, figure hors norme de la guérilla cubaine, qui allait mourir dans des circonstances mystérieuses (il disparut avec son avion sans laisser de traces[9]). Ce geste éditorial courageux était assez exemplaire de la vivacité polémique dont faisait preuve la gauche socialiste à cette

période. Mais est-ce parce qu'il était mal distribué, ou parce qu'il était trop en avance sur l'histoire (republié en 1967 chez Feltrinelli, il se vendra à des centaines de milliers d'exemplaires), il ne permit pas véritablement de faire connaître la figure du Che aux jeunes générations.

Après ses deux discours, et surtout à partir de l'annonce de son départ en Bolivie pour y organiser la guérilla et la révolution, l'enthousiasme et l'engouement pour la figure du guérillero atteignent des sommets. Dans les manifestations, on commence à scander : « Créer deux, trois, de nombreux Vietnam » et « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution ». Les slogans envahissent aussi les murs. Bien plus qu'une référence politique, l'exemple du Che, qui mourra les armes à la main, deviendra pour longtemps une aspiration existentielle.

Che Guevara : Le pas de la guérilla doit s'aligner sur celui du camarade le plus faible[10]

Qu'est-ce qu'un guérillero[11] ?

« L'armée de guérilla, armée populaire par excellence, doit avoir sur le plan des individus toutes les meilleures vertus du meilleur soldat du monde. Elle doit se fonder sur une stricte discipline. Si les formalités de la vie militaire ne conviennent pas à la guérilla, s'il n'y a ni claquement de talons ni salut rigide, ni explication soumise devant le supérieur, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de discipline. La discipline du guérillero est intérieure ; elle vient de la conviction profonde qu'a l'individu de la nécessité d'obéir à son supérieur, pour assurer l'efficacité de l'organisme armé dont il fait partie, mais aussi pour garantir sa propre efficacité. [...] Soldat discipliné, le guérillero est aussi un soldat très agile, physiquement et mentalement ; une guerre de guérilla statique est inimaginable.

8. Il s'agit plus probablement du « Discours d'Alger », Séminaire économique de solidarité afro-asiatique, des 22 et 23 février 1965, publié dans *Le Socialisme et l'homme à Cuba*, Maspero, 1966 ; rééd. *in Textes politiques*, La Découverte, 2001.
9. Camilo Cienfuegos (1932-1959), fils de réfugiés espagnols, fait partie en 1956, sous le commandement de Fidel Castro, de l'expédition du Granma, qui donne naissance à l'armée rebelle contre la dictature Batista. À la tête de la colonne Antonio Maceo, il entre le 2 janvier 1959 à La Havane et prend le contrôle du camp militaire de Columbia, quartier général de l'armée. Son avion disparaît en mer le 28 octobre, date à laquelle les cubains sont appelés à jeter des fleurs dans la mer et les rivières.
10. Le texte qui suit est composé de différents écrits d'Ernesto Che Guevara dont les traductions françaises ont été publiées par les éditions Maspero entre 1962 et 1972 et rééditées aux éditions La Découverte. Nous présentons ici une version légèrement modifiée de ces traductions.
11. Ernesto Che Guevara, « Qu'est-ce qu'un guérillero ? », paru dans *Revoluciôn* le 19 février 1959. Repris dans *Textes militaires*, La Découverte, 2001.

Tout se passe la nuit. Grâce à leur connaissance du terrain, les guérilleros se déplacent la nuit, prennent position, attaquent l'ennemi et se retirent. Il n'est pas nécessaire qu'ils se retirent très loin du théâtre des opérations; il faut simplement qu'ils le fassent très vite [...] ».

Du rôle de la violence[12]
« Nous répondrons: la violence n'appartient pas aux exploiteurs, les exploités peuvent l'employer eux aussi, et plus encore, ils doivent l'utiliser au moment opportun. [...] Lénine, dans le *Programme militaire de la Révolution prolétarienne,* écrivait: "Celui qui admet la lutte de classe ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui dans toute société de classe représentent la continuation et le développement – naturels et parfois inévitables – de la lutte de classe. Toutes les grandes révolutions l'attestent. Nier les guerres civiles ou les oublier, ce serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste." Ce qui signifie que nous ne devons pas avoir peur de la violence lorsqu'il s'agit de donner le jour à des sociétés nouvelles; mais cette violence ne doit advenir qu'au moment précis où ceux qui guident le peuple en ont jugé les circonstances favorables ».

Mais après la victoire de la révolution cubaine, et au terme d'un tour du monde comme ambassadeur et messager des idéaux révolutionnaires qui le mène en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen Orient, le besoin irrépressible de libérer d'autres peuples latino-américains des dictatures pro-USA revient hanter le Che. C'est la culture du « *foco* » guérillero, du petit groupe qui, en se liant aux masses opprimées, déchaîne la tempête qui désagrégera les forces de l'ennemi. C'est un engagement qu'il a pris en son temps avec Fidel et avec lui-même: exporter la révolution!

« Une étincelle peut mettre le feu à la plaine » a dit Mao Tsé-toung: un petit groupe de guérilleros expérimentés et efficaces peut déchaîner la révolte des prolétaires exploités. C'est dans cette intention que le Che part pour la Bolivie, non sans laisser des messages et des orientations pour la lutte.

Créer deux, trois... de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre[13]
« L'impérialisme américain est coupable d'agression; ses crimes sont immenses et s'étendent au monde entier. Cela, nous le savons, messieurs! Mais ils sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste; ils auraient effectivement couru les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais ils auraient aussi obligé les impérialistes américains à se décider. Ils sont coupables, ceux qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe, commencée il y a longtemps déjà par les représentants des deux plus grandes puissances du camp socialiste [Le Che fait ici référence à la rupture entre la Chine et l'Union Soviétique. N.d.A.]. [...]

Le paysage mondial est d'une grande complexité. La tâche de la libération attend encore les pays de la vieille Europe, ceux qui sont suffisamment développés pour ressentir toutes les contradictions du capitalisme, mais trop faibles pour suivre

la voie de l'impérialisme ou s'y engager. Là, les contradictions accumulées deviendront, dans les prochaines années, explosives [...].

Et à nous, les exploités du monde, quel est le rôle qui nous revient ? Les peuples de trois continents observent et apprennent leur leçon au Vietnam. Puisque les impérialistes exercent, avec la menace de la guerre, un chantage sur l'humanité, la réponse juste c'est de ne pas avoir peur de la guerre. Attaquer durement et sans trêve partout où se joue l'affrontement, telle doit être la tactique générale des peuples. [...]

Il faut mener la guerre là où l'ennemi l'emporte avec lui : jusque dans sa maison, dans les lieux où il se divertit ; il faut qu'elle soit totale. Il ne faut pas laisser à l'ennemi une seule minute de tranquillité, une seule minute de calme, que ce soit à l'intérieur ou hors de ses casernes ; il faut l'attaquer là où il est ; il faut que, partout où il passe, il se sente une bête traquée. Alors il perdra peu à peu courage. Il deviendra plus bestial encore, mais on notera chez lui des signes de défaillance. »

D'autres terres du monde réclament le concours de mes modestes efforts[14]

« Fidel,

Aujourd'hui, beaucoup de choses me reviennent en mémoire, le moment où je t'ai connu dans la maison de Maria Antonia, lorsque tu m'as proposé de venir avec toi, et toute la tension des préparatifs.

Un jour, on est venu nous demander qui on devrait prévenir si nous mourions et la possibilité réelle que cela advienne nous a tous frappés. Plus tard, nous avons appris que cela était vrai, que dans une révolution (si c'en est une) ou l'on est vainqueur ou l'on meurt. Beaucoup sont tombés sur le chemin qui mène à la victoire. [...]

Je sens que j'ai accompli la part de mon devoir qui me liait à la révolution cubaine sur son territoire et je prends congé de toi, des camarades, de ton peuple qui est désormais le mien.

Je renonce formellement à mes charges à la direction du parti, à mon poste de ministre, à mon grade de commandant, à ma condition de cubain. Rien de légal ne me lie plus à Cuba ; seulement des liens d'une autre nature qui ne peuvent être détruits comme peuvent l'être des papiers officiels. [...]

D'autres terres du monde réclament le concours de mes modestes efforts. Je peux faire ce que tes responsabilités à la tête de Cuba t'interdisent et l'heure est venue de nous séparer.

12. *Id.*, « La guerre de guérilla, une méthode » paru dans *Révolution africaine d'Alger* en septembre 1963, repris dans *Textes militaires, op. cit.*

13. Extrait de « Message à la Tricontinentale : Créer deux, trois... de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre » (mai 1967), envoyé de Bolivie par le Che à la conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité réunie à La Havane. Repris dans *Journal de Bolivie*, La Découverte, 1997.

14. Le 3 octobre 1965 à la Havane, Fidel Castro lit la lettre d'adieu que Che Guevara lui a adressée à son départ pour l'Afrique, puis pour la Bolivie. Elle est reprise dans son intégralité dans *Textes politiques, op. cit.*

Sache que je le fais avec un mélange de joie et de douleur : ici, je laisse la part la plus pure de mes espérances de constructeur et les plus chers de tous les êtres qui me sont chers. J'en éprouve un déchirement. Je porterai sur les nouveaux champs de bataille la foi que tu m'as inculquée, l'esprit révolutionnaire de mon peuple, le sentiment d'accomplir le plus sacré des devoirs : lutter contre l'impérialisme où qu'il soit. Voilà qui réconforte et adoucit n'importe quelle blessure. […]

J'aurais encore beaucoup de choses à dire, à toi et à notre peuple, mais je sens que les mots ne sont pas nécessaires, qu'ils ne peuvent exprimer ce que je voudrais dire et qu'il est inutile de gaspiller davantage de papier.

Hasta la victoria siempre ! La patrie ou la mort !

Je t'embrasse avec toute ma ferveur révolutionnaire.

Che »

Appel avant de quitter Cuba[15]

« Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les États-Unis d'Amérique du Nord. Qu'importe où nous surprendra la mort, qu'elle soit la bienvenue pourvu que notre cri de guerre soit entendu, pourvu qu'une autre main se tende pour ramasser nos armes, que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres, dans le crépitement des mitrailleuses et les nouveaux cris de guerre et de victoire.

Hasta la victoria siempre ! »

Don Milani : *Lettre à une maîtresse d'école*

C'est dans un contexte social chargé, qui dit son aspiration à la démocratie et à des changements profonds, que paraît en 1966 la *Lettre à une maîtresse d'école*[16]. C'est un extraordinaire petit prêtre qui l'a écrite, avec les gamins de sa paroisse à Barbiana del Mugello, un petit village très pauvre de l'Apennin toscan. Il s'agit d'un acte d'accusation très dur contre l'institution scolaire, contre l'insensibilité des enseignants, contre l'abstraction et les falsifications du « savoir des patrons ». En utilisant de manière ingénieuse et créative les annuaires de l'ISTAT[17], il montre les réalités et les mécanismes de la sélection scolaire qui favorise les « Pierino » (les enfants des patrons) et exclut les enfants des prolétaires. Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le fonctionnement de l'institution scolaire, ce sont aussi les contenus de l'enseignement (les « Pierino » les absorbent en famille depuis tout petit) et l'usage même de la langue, qui est *en soi* élitaire et classiste.

Écrite dans un italien à la fois simple et riche, la *Lettre à une maîtresse d'école* est éditée par une petite maison d'édition florentine. En 1972, il s'en est pourtant déjà vendu un million d'exemplaires. Elle deviendra très vite pour les étudiants et les enseignants une base de l'engagement et de la prise de conscience, et participera à la réflexion des intellectuels sur leur propre fonction. Elvio Fachinelli la qualifiera dans les *Quaderni piacentini* de « livre chinois » (pour souligner son

impact révolutionnaire) et Franco Fortini déclarera qu'il se sent lui-même « un Pierino[18] ».

Mais l'action de Don Milani ne se limite pas au champ de l'école, elle touche également à d'autres institutions, comme l'armée (en faveur de l'objection de conscience), et jusqu'à l'Église elle-même, avec son second livre : *L'obéissance n'est plus une vertu*[19]. Ce titre devient même un slogan, qui sera repris sous différentes formes, tant il s'inscrit dans le processus plus général de refus de la « représentation » et de l'« autorité ». Les expériences de Don Milani influenceront largement, sur le plan culturel et politique, le monde catholique (mais pas seulement). Elles donneront matière à l'action des « prêtres ouvriers », qui choisissent d'aller travailler en usine aux côtés des exploités et d'habiter dans les quartiers dégradés (comme celui de l'Isolotto à Florence) pour vivre l'« Église des pauvres », en rupture avec les fastes du « pouvoir temporel » des évêques et du Pape. Ils auront aussi un effet durable sur la longue marche vers la gauche des ACLI (les associations chrétiennes des travailleurs italiens) jusqu'à la scission, conduite au début des années 1970 par leur secrétaire Livio Labor[20]. Et même si Don Milani est réduit au silence par

15. « Message à la Tricontinentale… », *Journal de Bolivie, op. cit.*
16. Don Milani, *Lettera a una professoressa*, Libreria editrice fiorentina, 1966. Tr. fr. *Lettre à une maîtresse d'école*, Mercure de France, 1968. Nous reproduisons ci-dessous la traduction et les notes de Michel Thurlotte [MT].
17. Istituto Nazionale di Statistico, équivalent italien de l'INSEE. [NdMT]
18. Voir « Tre interventi sul libro di Don Milani : Elvio Fachinelli, Franco Fortini, Giovanni Giudici », *Quaderni piacentini* n° 31, 1967. Elvio Fachinelli (1928-1989), psychanalyste, lecteur de Lacan et traducteur en 1966 de *L'interprétation des rêves* de Freud, a fondé en 1971 la revue *L'Erba voglio*. La même année, il publie chez Einaudi, avec Luisa Muraro et Giuseppe Sartori, un livre homonyme qui est une critique acerbe du système scolaire italien. Dans la foulée de 68, il participe avec un groupe d'étudiants à la mise en place d'une crèche alternative à Milan, *l'Asilo autogestito e antiautoritario di Porta Ticinese*. Le texte d'Elvio Fachinelli sur Don Milani a été republié dans Elvio Fachinelli, *Intorno al '68, un'antologia di testi*, Massari, 1998. Sur Franco Fortini, voir note 55 de ce chapitre (p. 205).
19. Don Milani, *L'obbedienza non è più una virtù*, Libreria editrice fiorentina, 1967. Tr. fr. *L'Obéissance n'est plus une vertu, documents du procès de Don Lorenzo Milani*, Le champ du possible, 1974.
20. Les ACLI (Associazioni cristiane dei lavoratori italiani) ont été créées à la fin de la guerre pour promouvoir la formation et l'éducation des travailleurs dans le sens de la doctrine sociale chrétienne. Leur vice-président, Dino Penazzato, futur député de la DC, déclare en 1952 que les ACLI « sont une part essentielle et constitutive du mouvement ouvrier ». Dans les années 1950, s'affirme une tendance ouvertement favorable à l'indépendance entre les missions (culturelles, syndicales) de l'association et l'action de gouvernement de la Démocratie chrétienne. Malgré les rappels à l'ordre de la Conférence épiscopale, Livio Labor, son président de 1961 à 1969, poursuit ce « virage à gauche », avant de rejoindre le PSI. Son successeur Emilio Gabaglio, définissait les orientations qu'il entendait développer comme « un choix fermement anticapitaliste, la nécessité d'approfondir la recherche d'un autre futur pour l'homme, sans exclure l'hypothèse authentiquement socialiste ».

l'autorité épiscopale[21], la diffusion de son œuvre ne cesse ni parmi les jeunes ni dans l'aire de ce qui va devenir les groupes extraparlementaires.

Le nouveau secondaire.
Nous avons lu la loi et les programmes du nouvel enseignement secondaire.

Presque tout ce qui y est écrit ne nous paraît pas mal. Et puis il y a le fait que le nouveau secondaire existe, qu'il est le même pour tout le monde, qu'il est obligatoire, qu'il a déplu à la droite. C'est un fait positif.

Ce qui fait de la peine c'est de savoir qu'il est entre vos mains. Est-ce que vous lui redonnerez le même esprit de classe qu'au précédent ?

C'est surtout dans son horaire et dans son calendrier[22] que l'ancien secondaire montrait qu'il était un instrument de classe. Le nouveau ne les a pas changés. L'école reste faite à la mesure des riches. De ceux qui ont la culture à la maison et ne vont à l'école que pour récolter des diplômes.

Il y a pourtant une lueur d'espoir à l'article trois. Il est prévu une étude d'au moins dix heures par semaine. Aussitôt après, le même article vous offre une échappatoire pour ne rien faire du tout : le projet ne sera réalisé « qu'après qu'on se soit assuré des possibilités locales ». Tout dépend donc de vous.

Désarmés
[Contre la sélection] les parents les plus pauvres, eux ne font rien. Ils ne soupçonnent même pas que ces choses-là existent. Ils s'émeuvent facilement. De leur temps, à la campagne, il n'y avait que l'école primaire et elle ne durait que trois ans.

Si les choses ne vont pas, c'est que leur garçon n'est pas doué pour les études. « C'est le Professeur qui l'a dit. Il est bien poli, cet homme. Il m'a fait asseoir. Il m'a montré son carnet de notes. Un devoir tout plein de ratures bleues[23]. Notre gosse, qu'est-ce vous voulez, c'est pas un cerveau. Eh ben, tant pis. Il ira aux champs tout comme on y est allés. »

Les tables
Barbiana, quand j'y arrivai, n'avait pas l'air d'une école. Ni chaire, ni tableau noir, ni bancs. Rien que de grandes tables autour desquelles on faisait l'école et on mangeait.

Il n'y avait qu'un seul exemplaire de chaque livre. Les gars se serraient autour. C'est à peine si on s'apercevait qu'il y en avait qui étaient un peu plus grands et qui enseignaient aux autres.

Le plus âgé de ces maîtres avait peut-être seize ans, le plus petit douze et il me remplissait d'admiration. Je décidai tout de suite qu'un jour je ferais moi aussi la classe.

Pas fait pour les études
C'est Giancarlo qui s'est chargé des statistiques. Il a quinze ans. C'est encore un de ces garçons du pays dont vous avez décrété qu'ils n'étaient pas faits pour les études.

Chez nous pourtant ça colle. Tenez, ça fait quatre mois qu'il est plongé dans les chiffres. Et les mathématiques non plus n'ont rien d'ingrat pour lui. [...]

On lui a proposé de travailler pour une noble cause: se sentir frère des 1 031 000 gars qui se sont fait coller en même temps que lui (recalés par l'enseignement obligatoire au cours de l'année scolaire 1963-1964) et se payer le plaisir de se venger, lui et eux.

Élèves-maîtres

L'année suivante j'étais passé maître. C'est-à-dire que je l'étais trois demi-journées par semaine. J'enseignais la géographie, les mathématiques et le français à la sixième (première année de cours secondaire).

Pour parcourir un atlas ou pour expliquer les fractions on n'a pas besoin d'être licencié.

D'ailleurs si je me trompais on n'en faisait pas une maladie. Les gars, ça les rassurait plutôt. On s'y mettait tous ensemble. Les heures passaient sans histoire, sans qu'on ait peur, sans qu'on se sente gênés. Pour ça, vous ne savez pas faire la classe comme je sais moi.

Politique et avarice

Et puis tout en enseignant, j'apprenais bien des choses.

Par exemple j'ai appris que le problème des autres est pareil au mien. La politique ça consiste à s'en sortir tous ensemble, l'avarice à s'en sortir tout seul.

D'accord je n'étais pas encore vacciné contre l'avarice. En période d'examens, je vous assure que je les aurais bien envoyés se promener, les petits, j'avais bien assez à faire pour moi.

Tu ne sais pas t'exprimer

Gianni [...] était sorti de votre école analphabète et avec la haine des livres. [...]

Aux examens il y a une maîtresse qui lui a dit: « qu'est-ce que tu vas faire à l'école libre? Tu vois bien que tu ne sais pas t'exprimer? » [...]

21. En 1954, la Curie de Florence décide d'éloigner Don Milani de l'école populaire ouvrière de Calanzano et de le nommer dans la lointaine commune de Barbiana. En 1957, il publie *Esperienze pastorali* avec l'approbation du diocèse, mais l'année suivante, l'Église demande que l'œuvre de Don Milani (celle d'un « fou échappé de l'asile » selon les mots de Jean XXIII) soit prohibée. Le Saint-Office en interdit la republication et la traduction. En 1965, Don Milani répond publiquement aux aumôniers militaires toscans démobilisés qui définissaient l'objection de conscience comme une lâcheté, et sera pour cela attaqué en justice pour incitation à la désertion et outrage aux forces armées. Relaxé en première instance, il meurt le 26 juin 1967 avant que soit prononcé le délibéré de son procès en appel.

22. Demi-journée, quatre mois de vacances. [NdMT]

23. En Italie, les corrections à l'encre rouge indiquent les fautes moins graves (faux sens), celles à l'encre bleue les plus graves (contresens par ex.). [NdMT]

Du reste il faudrait s'entendre sur ce que c'est qu'une langue correcte. Ce sont les pauvres qui créent les langues et qui ne cessent de les renouveler de fond en comble. Les riches les cristallisent pour pouvoir se payer la tête de ceux qui ne parlent pas comme eux. Ou pour les recaler.

Vous dites que le Pierino du docteur écrit bien. Bien sûr, il parle comme vous. Il est de la maison.

Mais la langue que parle et qu'écrit Gianni est celle de son père. Quand Gianni était petit, il appelait la radio lalla. Et son père tout sérieux : « On ne dit pas lalla, on dit *aradio.* »

Ce sera bien si c'est possible que Gianni lui aussi apprenne à dire radio. Votre langue pourrait lui servir. En attendant ce n'est pas une raison pour le fiche dehors.

« Tous les citoyens sont égaux sans distinction de langue. » C'est la constitution qui l'a dit en pensant à lui. (À vrai dire les députés pensaient aux Allemands du Tyrol du Sud (Haut-Adige), mais sans le vouloir ils pensèrent aussi à Gianni.)

Mathématiques et sadisme

Le problème de géométrie faisait penser à une sculpture de la Biennale : « Un solide est formé d'un hémisphère surmonté d'un cylindre dont la surface est égale aux trois septièmes de la sienne. »

Il n'existe pas d'instrument pour mesurer les surfaces. Donc dans la vie il ne peut jamais arriver qu'on connaisse une surface avant de connaître les dimensions. Un problème comme celui-là ne peut naître que dans l'esprit d'un malade.

Prêtres et putains

La maîtresse, elle, est protégée par son manque de mémoire. Elle fait la mère à mi-temps. Ceux qui manquent ont le tort de ne pas se faire voir. Il faudrait au moins une croix ou un cercueil sur leur banc pour les lui rappeler.

Mais à leur place il y a un nouveau. Un pauvre petit, tout comme les autres. La maîtresse s'y est déjà attachée.

Les maîtresses sont comme les prêtres et les putains. Elles s'amourachent au moins de deux des petits. Mais plus tard si elles les perdent elles n'ont pas le temps de pleurer. Le monde est une grande famille. Et il ne manque pas de petits qui ont besoin qu'on s'occupe d'eux.

C'est beau d'avoir aussi des yeux pour voir ce qui se passe ailleurs que chez soi. Mais il faudrait encore être sûrs que vos mains n'ont servi à chasser personne.

Fascistes en puissance

Pour la plupart, les camarades que j'ai retrouvés à Florence [à l'école d'instituteurs] ne lisent jamais le journal. Ceux qui le lisent, lisent le journal des patrons. J'ai demandé à l'un d'eux s'il savait qui le finançait : « Personne. Il est indépendant. »

Ils ne veulent pas entendre parler de politique. Il y en a un qui en m'entendant parler de syndicat confondait avec *sindaco* [*maire*, en italien].

Tout ce qu'ils ont entendu dire de la grève c'est qu'elle dérange la production. Ils ne se demandent pas si c'est vrai ou pas.

Il y en a trois qui sont fascistes et ne s'en cachent pas. Vingt-huit apolitiques et trois fascistes cela fait 31 fascistes.

Le tourneur

On ne permet pas au tourneur de ne remettre que les pièces qui sont réussies. Autrement il ne ferait plus rien pour qu'elles le soient toutes.

Vous par contre vous savez que vous pouvez écarter les pièces quand ça vous dit. C'est pour cela que vous vous contentez de regarder faire ceux qui réussissent tout seuls pour des raisons qui n'ont rien à voir avec votre enseignement. [...]

Moi je vous paierais à forfait. Tant pour chaque gosse qui s'en tire dans toutes les matières. Mieux encore une amende pour chaque gosse qui n'arrive pas à s'en sortir dans une matière.

Il faudrait voir alors avec quelle attention vous suivriez Gianni [...]. Vous vous donneriez plus de mal pour le gosse qui en a le plus besoin, quitte à ce que ce soit au détriment du plus veinard, comme on fait dans toutes les familles. Vous vous réveilleriez la nuit en pensant à lui, et à une nouvelle méthode d'enseignement que vous seriez en train de mettre au point, une méthode qui soit à sa mesure à lui. Si jamais il ne revenait plus, vous iriez le chercher chez ses parents.

Aveugles

Ceux qui ne me croient pas n'ont qu'à aller à la ville le jour de la fête des bizuths[24].

Les jeunes bourgeois ont si peu honte de leur privilège qu'ils se mettent un calot sur la tête pour bien se faire reconnaître. Et puis pendant toute une journée ils marchent au milieu de la chaussée, comme les chiens, et ils font leur cirque. Obscénités, infractions de toutes sortes. Ils dérangent la circulation, ils empêchent les gens de travailler. [...]

L'agent supporte en silence. Il a compris ce que le patron attendait de lui. On n'appellera désordre que ce que font les ouvriers quand ils font grève [...].

Les jeunes bourgeois sont tellement occupés à faire leur cirque, qu'ils ne font pas attention à ce qu'il peut y avoir d'exagérément servile dans l'attitude du policier – et qui les accuse.

Disparais

Pierino est avantagé parce qu'il sait parler. Désavantagé parce qu'il parle trop. Lui qui n'a rien d'important à dire. Lui qui ne fait que répéter des choses qu'il a lues dans des livres, écrites par des gens qui lui ressemblent. [...]

Pauvre Pierino, tu me fais presque pitié. Tu les as payés cher, tes privilèges. Déformé que tu es par la spécialisation, par les livres, par le contact de gens qui se ressemblent tous. Pourquoi est-ce que tu ne t'en vas pas ?

24. En italien *matricole*: étudiants de première année à l'université. [NdMT]

Laisse tomber l'université, les fonctions, les partis. Mets-toi tout de suite à enseigner. Le langage seulement, rien d'autre.

Ouvre la route aux pauvres et oublie la tienne. Cesse de lire, disparais. C'est tout ce qu'il reste à faire aux gens de ta classe.

Malaise dans l'école secondaire : l'affaire de la *Zanzara*

Par ailleurs, la production de richesses au plan international est en pleine récession, ce qui se répercute violemment sur les programmes nationaux de développement. Tous ces facteurs mènent à une impasse. On donnera à cette crise le nom de « conjoncture », un terme suffisamment vague pour constituer un excellent instrument de chantage face aux revendications ouvrières. L'espérance suscitée par la « coexistence pacifique » se désagrège face à la politique des deux grandes puissances. Celles-ci ne semblent plus en effet se préoccuper que de l'extension de leur zone d'influence militaire et économique à des régions toujours plus vastes d'un monde secoué par les révolutions et les guerres d'indépendance.

La « coexistence pacifique » finit donc par apparaître pour ce qu'elle est : un paravent servant opportunément à occulter les politiques de domination. En 1964, Palmiro Togliatti, le *leader* historique du PCI, meurt de maladie en Crimée ; aux congrès du Parti, on voit pour la première fois s'opposer deux tendances (celle d'Amendola à droite, et celle d'Ingrao à gauche[25]). Au même moment, une solide alliance entre la DC, les grands entrepreneurs, les entreprises publiques, les socialistes et l'Église scelle le bloc du pouvoir bourgeois. Dans la société civile, les phénomènes de *dissensus* se multiplient, y compris sous des formes « démocratiques[26] ». Ils s'organisent en associations, en dehors des partis : la Ligue italienne pour le divorce (LID), par exemple, est fondée en 1964.

Certes, les revues autoproduites plus engagées et plus radicales, comme les *Quaderni rossi* ou les *Quaderni piacentini*, peinent encore à trouver un public. Mais on perçoit, à différents degrés, les multiples signes d'une aspiration générale au changement. Les intellectuels « démocrates » avaient déjà donné en Italie un aperçu de leur engagement à travers des films mémorables ou de nouvelles tendances éditoriales. Mais de nouvelles œuvres cinématographiques ou littéraires, des essais inédits et souvent importants arrivent désormais de l'étranger : *Les Sentiers de la gloire* et le *Docteur Folamour* de Kubrick, les livres de Franz Fanon, *Une Journée d'Ivan Dennissovitch* de Soljenitsyne[27], pour ne citer que ceux-là… Ils soulignent encore, par contraste, le climat d'asphyxie et pour tout dire de restauration qui émane alors du système des partis et des institutions en général.

La police et la magistrature continuent à faire office de bras armé et d'exécutant légal des intérêts du gouvernement et du grand capital. Les épisodes de répression ne se comptent plus : la police tire et tue chaque fois qu'un conflit

éclate. La magistrature maintient une pression continue en instaurant une censure préventive : des films, des livres, des revues, des manifestes, etc. sont systématiquement mis sous séquestre. Quant aux sentences rendues par les tribunaux, le plus souvent en vertu de critères moralisateurs, elles font un usage abondant, suranné et néanmoins inventif du tristement célèbre *code Rocco* fasciste[28].

25. Pietro Ingrao est né en 1915. Résistant, collaborateur de *L'Unità* clandestine pendant la guerre, il en devient le directeur entre 1947 et 1956. Député du PCI pendant dix législatures, il incarne, lors du XIe congrès (1966), l'« aile gauche » du parti, en rupture avec le stalinisme. Elle s'inscrit dans la perspective d'une rénovation du PCI sur le plan tant de la démocratie interne que du « modèle de développement ». Proche de la tendance du groupe Il Manifesto (Lucio Magri, Rossana Rossanda), ce qui ne l'empêchera nullement de voter l'exclusion de ses membres en 1969, il défend alors une dynamique d'union entre les « gauches » des partis, le mouvement syndical et les mouvements sociaux. Il meurt à 100 ans le 27 septembre 2015.
Giorgio Amendola (1907-1980), qui sera opposé à Ingrao pour la succession de Togliatti à la tête du parti, a lui aussi été résistant. Au nom du PCI, il signe en 1943 le « pacte d'unité d'action » avec les socialistes et le Parti d'action, et intègre la même année le commandement militaire des Brigades Garibaldi (avec notamment Luigi Longo et Giancarlo Pajetta). Au XIe congrès, il défend une ligne de collaboration avec le PSI et la perspective d'une nouvelle majorité en avançant l'hypothèse d'une « réunification » des gauches. Il est partisan de la représentation de la classe ouvrière dans les institutions politiques nationales et son action vise à faire du PCI un parti de gouvernement. À la fin des années 1970, il sera à l'avant-garde de la répression contre les mouvements de lutte armée, appelant dans *L'Unità* en juin 1977 à « balayer les équivoques afin de savoir qui veut combattre pour la démocratie et est prêt à tous les sacrifices, et qui est de l'autre côté » (voir à ce propos chapitre 11 – *Et puis il y a aussi la nicodémite : entretien avec Giorgio Amendola*, p. 578 *sqq.*).
26. Dans la suite du texte, le terme « démocratique » renvoie d'une part aux forces progressistes de la « société civile », qui aspirent à une modernisation des institutions (et parfois simplement à « l'ouverture d'esprit » de certaines composantes de la bourgeoisie), et d'autre part, de manière plus spécifique après 1968, à ces expériences de critique du statut disciplinaire, du rôle social et de la profession. Ces secteurs « démocratiques » participeront plus tard de ce qu'on appellera « la crise des professions », de l'éducation au journalisme, de la magistrature à la psychiatrie. C'est pourquoi on retrouvera ce terme souvent accolé à des champs professionnels (magistrature « démocratique », 1964 ; psychiatrie « démocratique », 1973).
27. *Path of glory*, 1957 ; *Dr Strangelove*, 1963 ; *Peau noire, masques blancs* 1952 ; *L'An V de la révolution algérienne*, 1959 ; *Les Damnés de la Terre*, 1961 ; *Pour la révolution africaine*, 1964 ; *Une Journée d'Ivan Dennissovitch*, 1962.
28. Le code Rocco, du nom du ministre de la justice de Mussolini sous lequel il a été promulgué, est encore le code pénal en vigueur en Italie. Outre un usage étendu de la peine de mort, il retenait notamment le délit d'outrage contre la personnalité de l'État.

La jeunesse ressent tout cela d'une manière immédiatement existentielle et pré-politique[29], qui se traduit par un besoin permanent de questionner les récits officiels. La réforme de l'enseignement secondaire, par exemple, commence à laisser deviner, sous son égalitarisme apparent, les objectifs réels qui ont présidé à son institution. Car si la tripartition en filières a été supprimée au collège, elle est maintenue dans le second degré entre les lycées, les écoles normales d'instituteurs, et les instituts techniques, et la sélection n'en est que plus rigoureuse. Dans cette phase de formation de la conscience étudiante, les formes de la contestation n'ont encore rien de très radical, particulièrement dans les lycées ; mais les signes du malaise sont tangibles et révèlent une fracture progressive entre la jeunesse et les institutions de l'État.

En dépit de son caractère local et de ses limites, l'affaire de *La Zanzara* (le moustique) – le journal des élèves du lycée Parini de Milan – constitue en ce sens un épisode historique. En février 1966, sort un numéro sur le thème « École et société », qui contient notamment une enquête menée auprès des lycéennes intitulée : « À quoi pensent les filles d'aujourd'hui ? ».

Le lycée Parini accueille depuis toujours les enfants de la « bonne bourgeoisie » milanaise. Situé au cœur des quartiers résidentiels, il est connu pour être particulièrement sélectif et élitiste. Les élèves ne sont pas spécialement turbulents, ils sont connus au contraire pour leur engagement exemplaire dans les études et leur solide respect des hiérarchies. La plupart des enseignants et même le proviseur affichent une culture « démocratique », et la direction de l'établissement voit d'un œil favorable l'autogestion du journal par les lycéens. Le scandale de la *Zanzara* n'a donc rien de commun avec les formes de contestation qui vont éclore en Italie moins de deux ans plus tard (et au regard desquelles il semble presque anachronique). Cela ne l'empêchera pas d'atteindre assez vite une dimension nationale.

Les rédacteurs du petit journal s'étaient en réalité bornés à interviewer un certain nombre de lycéennes sur des problèmes qui touchaient à l'enseignement de la religion (une thématique manifestement intemporelle) et à l'éducation sexuelle. Dans l'éditorial, sous le titre « École et société », les rédacteurs partent du constat que « [...] l'un des points qui a fait accord entre tous (ou presque tous) les lycéens, c'est la grave défaillance pédagogique dont fait preuve, sur ces questions, la société tout entière, et plus particulièrement l'école, arc-boutée sur des positions qui le plus souvent ne tiennent aucun compte de la réalité, et moins encore de la liberté des individus ». *La Zanzara* avait déjà abordé la question de la religion dans un numéro précédent, ce qui lui avait valu les critiques des « pariniens » catholiques. Elle entend à présent ouvrir « un débat sur la condition de la femme dans notre société, en abordant les questions du mariage, du travail féminin, du sexe, et en examinant les réponses apportées par les individus et la société ». Comme on le voit, il n'y avait là rien de bien scandaleux : à les lire aujourd'hui, les conclusions de l'enquête ne paraissent ni très provocatrices ni même très inquiétantes. Les réponses des jeunes filles interrogées ne faisaient probablement que refléter un état d'âme assez répandu à l'époque chez les jeunes les plus sensibles. Comment lire autrement des affirmations telles que :

« dans les rapports, je pose des limites uniquement parce que je ne veux pas courir le risque qu'il y ait des conséquences. Mais si je pouvais utiliser librement des contraceptifs, je n'aurais pas de problèmes de limites » ; ou encore : « les deux sexes ont également le droit d'avoir des rapports avant le mariage ».

Il est bien évident qu'au moment où elles sont formulées, ces critiques du rapport entre religion et épanouissement sexuel peuvent être perçues comme impertinentes ou agressives, mais elles sont surtout extrêmement libératrices. Une interviewée déclare : « La religion, quand elle intervient dans le champ sexuel, apporte surtout de la culpabilité ; quand il y a de l'amour, il ne doit pas y avoir de limites ou de freins d'ordre religieux. » Cela est plus vrai encore dès lors qu'il est question de famille et de mariage : « Si on m'offrait une vie entièrement consacrée au mariage, à la maison et aux enfants, plutôt que de vivre ainsi, je me tuerais. »

Quoi qu'il en soit, la publication de cette enquête suscite de violentes réactions de la part du groupe Gioventù studentesca (*Giesse*) dirigé par Don Giussani (qui fondera plus tard Comunione e liberazione), et qui est assez bien représenté dans les écoles milanaises. Dans un tract signé « des Pariniens catholiques », ils soulignent « la gravité de l'offense faite à la sensibilité et au sens moral commun [et] la lâcheté avec laquelle, une nouvelle fois, on se joue de l'école et de son autorité ». La désapprobation des futurs « *ciellini*[30] » trouve un relais dans l'édition du soir du *Corriere lombardo* (un quotidien agonisant qui cessera de paraître peu de temps après), lequel « étale » littéralement l'affaire sur six colonnes à la une : « Une enquête publiée dans le journal des élèves crée le scandale au lycée Parini. » L'article est saturé de jugements sans appel (« les délirantes affirmations de certaines lycéennes [...] »), de parents bouleversés qui ne songent plus qu'à retirer leurs enfants du lycée favori de la bonne société milanaise et des protestations d'une opinion publique traumatisée, prête à se lever pour défendre une société « saine et bonne » contre « cette vague de corruption et de débauche » et à solliciter l'intervention immédiate de la police et de la justice.

29. Sergio Bianchi attribue la paternité de cette notion à Elvio Fachinelli : « Fachinelli [...] a mené cette bataille anti-idéologique à l'intérieur même du mouvement en s'intéressant notamment à ce qu'il appelait le "pré-politique". Il voulait comprendre ce qu'il y avait avant le politique dans la formation de la subjectivité militante, quels sont les éléments qui déterminent une conscience commune de la révolte. Ce qui précède la lutte politique, c'est la révolte subjective qui n'implique pas nécessairement une appartenance théorique et idéologique préexistante. Quand cette subjectivité prend une dimension de masse, on assiste à ce qu'on appelle les "mouvements de révolte existentielle" », *La horde d'or*, journal de traduction n° 1, entretien avec Nanni Balestrini et Sergio Bianchi, septembre 2008 – disponible sur le site consacré au livre <ordadoro.info>

30. Les « ciellini » sont les membres de « Cielle », acronyme phonétique de « Comunione e liberazione », tout comme « Giesse » est l'acronyme phonétique de « Gioventù studentesca ». Un peu comme si on abrégeait à l'écrit les Jeunesses communistes en « Jicé ».

Le jour même où est publié l'article du *Lombardo*, et sous la pression des « Giesse », le juge Oscar Lanzi charge le sous-préfet Giovanni Grappone (connu comme « la terreur des criminels les plus endurcis ») d'ouvrir une enquête sur le petit journal lycéen. Dès lors, en l'espace de quelques semaines, l'affaire de la *Zanzara* va se déchaîner, d'abord au niveau local puis au plan national, pour finir en une mémorable bataille sur la question des libertés démocratiques. Les noms des trois jeunes rédacteurs, Marco De Poli, Marco Sassano et Claudia Beltramo Ceppi (tous des premiers de la classe, abonnés au « dix de conduite ») sont très vite connus du grand public.

Presqu'immédiatement, deux camps ennemis s'affrontent, dans la presse mais aussi dans le système des partis. Après quelques hésitations, ceux-ci prennent unanimement fait et cause pour les élèves, à l'exception de la DC et du MSI. Par ailleurs, l'enquête judiciaire se poursuit et les trois lycéens sont convoqués à la Préfecture pour être interrogés par le « terrible » *dottor* Grappone. En voyant la jeune fille du groupe refuser une cigarette, celui-ci émettra notamment ce commentaire : « Vraiment tu ne fumes pas ? Alors tu n'es pas aussi vicieuse qu'on peut le penser en lisant ton journal. »

Entre-temps, un groupe de pacifistes liés au Parti radical[31] et des militants du Centro anti-impérialista milanais et de la Lega marxista-leninista sont arrêtés. La nouvelle se répand, la nécessité de prendre position sur le problème des libertés démocratiques se fait de plus en plus pressante (l'existence d'une dissidence à gauche du PCI se révèle à cette occasion aux yeux du grand public). Les jeunes radicaux sont accusés d'avoir distribué un tract contre la guerre et pour la reconnaissance de l'objection de conscience, les militants marxistes-léninistes quelques tracts contre la guerre du Vietnam. Les imprimeurs qui ont reproduit les tracts sont également arrêtés. Les mandats d'amener sont émis par le *dottor* Lanzi, le même qui quelques jours plus tard déférera devant le tribunal, en comparution immédiate, les trois élèves du lycée Parini, le proviseur Matalia et la responsable de l'imprimerie qui avait reproduit le petit journal.

Comme on le voit, ces événements soulèvent des questions qui les dépassent par beaucoup d'aspects : la guerre du Vietnam, l'antimilitarisme, la dissidence de gauche, la liberté sexuelle, la liberté religieuse, les pouvoirs de la magistrature et de la police, la liberté de l'enseignement et plus généralement la liberté de la presse et la liberté d'expression. Il n'en fallait pas davantage pour susciter un débat dont les développements houleux excéderont de loin les faits incriminés.

Le magistrat en charge d'interroger les trois lycéens (le *dottor* Carcasio) jette encore de l'huile sur le feu : exhumant une vieille circulaire de 1933, il exige, lors de l'interrogatoire, de faire passer une visite médicale aux trois « accusés ». L'objectif formel de cette disposition fasciste était de détecter chez les inculpés mineurs d'éventuelles tares physiques et psychiques, dans une logique lombrosienne de caserne[32].

Les deux garçons, pris au dépourvu, acceptent de se livrer à cet « effeuillage » préfectoral, mais Claudia Beltramo Ceppi tient bon et refuse cette injonction

humiliante. Cet ultime épisode provoque une nouvelle levée de boucliers. Les défenseurs des lycéens affluent à présent de toutes parts. Des centaines d'enseignants et d'intellectuels pétitionnent en signe de solidarité, les partis sont contraints de prendre position et, tandis que l'affaire de la *Zanzara* devient le cheval de bataille de la moitié des jeunes scolarisés d'Italie, d'illustres juristes brandissent l'article 13 de la Constitution qui garantit « l'inviolabilité de la liberté personnelle ». Un comité se constitue pour assurer la défense à la fois des militants pacifistes et des lycéens. Parmi les avocats, on trouve Sergio et Giuliano Spazzali, qui livreront dans les années 1970 de formidables batailles pour la défense des militants et des travailleurs.

En réalité, l'affaire de la *Zanzara* a fonctionné comme un formidable révélateur de la séparation entre la société civile et l'État, qui touche tous les aspects et toutes les dimensions du système institutionnel. Les questions soulevées par ce petit épisode d'intolérance provinciale ont fait tache d'huile, jusqu'à engager le parlement, la présidence de la République et toutes les associations de magistrats et de journalistes dans une profonde réflexion critique sur les maux de la société italienne.

Les étudiants quant à eux tiennent dans tout le pays des assemblées débordantes, et organisent de grandes manifestations. Sur leurs pancartes, on peut lire : « Nous finirons tous nus ou tous muets », ou encore : « La Constitution vaut pour tous, à plus forte raison pour les étudiants. »

Le procès de la *Zanzara* (dont la défense compte quelques ténors du barreau : Pisapia, Delitala, Dall'Ora) se retournera contre ceux-là mêmes qui avaient orchestré toute l'opération, et principalement les « Giesse » de Don Giussani. Il ouvre un processus de réflexion critique sur les espaces de la démocratie, qui va peu à peu gagner l'ensemble de la société italienne. Mais il contribuera aussi à tisser autour du mouvement étudiant naissant une série d'alliances démocratiques qui se maintiendront jusqu'au début des années 1970.

Par-delà la relaxe juridique des inculpés, toute la polémique née de l'affaire de la *Zanzara* tourne autour de la nécessaire modernisation démocratique des institutions, dans une société où le politique reste très en retard sur les usages sociaux.

31. Créé au milieu des années 1950, le Partito radicale s'imposera dans la vie politique italienne à partir de la fin des années 1960 sous l'impulsion de Marco Pannella, qui systématisera le recours aux référendums populaires (prévus par la Constitution) sur des questions concernant société italienne. Il en sera de nouveau question aux chapitres 9, 10 et 11.

32. Cesare Lombroso (1835-1909), professeur de médecine légale, est l'un des fondateurs de l'école italienne de criminologie. Connu pour ses thèses sur le « criminel né », il tentait, à partir d'études phrénologiques et physiognomoniques, de repérer les criminels, considérant qu'il s'agissait d'une classe héréditaire identifiable par l'apparence physique. Il distinguait en Italie la « race du Sud », qu'il jugeait inférieure, de la « race du Nord » et considérait que les femmes étaient moins sujettes à la criminalité en raison de leur moindre intelligence et de la nature plus inactive de leur vie. Voir la discussion de ces thèses dans Stephen Jay Gould, *La Mal-mesure de l'homme : l'intelligence sous la toise des savants* [1981], Odile Jacob, 1997.

C'est à partir de cette contradiction que les luttes étudiantes se radicaliseront au cours des années suivantes. À peine deux ans plus tard, les lycéens de Parini publieront un opuscule intitulé *Contre la sélection de classe à l'œuvre à l'école, le conditionnement socio-économique, culturel et familial de l'élève.*

Le procès des antimilitaristes en revanche est relégué au second plan par la presse, en dépit de l'importance des questions qu'il pose. Commentant la sentence (relaxe pour eux aussi), les *Quaderni piacentini* écriront :

Des magistrats « indépendants », non incriminables et inamovibles[33].

« Antonio Muratori, avocat célèbre il y a un demi-siècle, évoquait souvent cette recommandation paternelle, du temps où il était étudiant : "Bûche, Tonino, bûche, ou tu finiras procureur." Quiconque a assisté au réquisitoire "de fou furieux" – selon le mot d'un avocat catholique – du *dottor* Lanzi dans le procès de la *Zanzara*, et à celui plus abject encore du *dottor* Alma dans le procès des tracts pacifistes, serait en droit de penser que la situation n'a pas évolué depuis cinquante ans. Notre défiance vis-à-vis du système judiciaire reste en tout cas totale et de principe. En cela nous pourrions répéter sans changer une virgule ce que nous écrivions il y a trois ans (*QP* n° 13, nov.-déc. 1963, p. 17-18) : "Notre code est fondamentalement fasciste, et la Constitution elle-même ne sort pas d'une perspective classiste puisqu'elle est fondée sur le *statu quo*, c'est-à-dire sur l'inégalité *de fait* entre les citoyens, et sur ce progressisme rare et ambigu qui, pour autant qu'il s'y manifeste, reste sans effet. Car depuis vingt ans, elle reste administrée (tout comme le code) par des individus qui appartiennent à la classe bourgeoise et qui par surcroît forment une caste fermée et privilégiée, à l'instar des militaires. [...] Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de justice tant qu'il n'y aura pas d'égalité entre les citoyens. La loi n'est pas égale pour tous parce que tous ne sont pas égaux. Le seul moyen pour qu'il n'y ait plus de sentences de classe, c'est qu'il n'y ait plus de classes. [...] Le seul moyen pour que la justice ne soit plus bourgeoise, c'est que le prolétariat puisse lui aussi l'administrer [...] et y intervenir *souverainement*."

Le discours est donc global et porte bien au-delà de la seule magistrature. Mais, attardons-nous encore un instant sur cet instrument du système : quelle confiance le citoyen lambda peut-il avoir envers un système judiciaire comme le nôtre, qui peut se permettre n'importe quel abus et n'importe quelle erreur sans jamais devoir en répondre ? Nos magistrats, si certains l'ignorent encore, sont non seulement "indépendants", mais aussi non incriminables et inamovibles (sinon par la promotion). Nous n'avons pas été surpris qu'un condamné à perpétuité récemment libéré après vingt ans de prison – parce que reconnu innocent – à qui l'on demandait à la télévision s'il éprouvait de la rancune, se soit empressé de répondre, en le répétant plusieurs fois, qu'il pardonnait à tous. Car il peut encore s'estimer heureux : les cas de reconnaissance des erreurs judiciaires sont plus exceptionnels que rares. Combien d'autres condamnés sur la base de vagues indices purgeront l'intégralité de leur peine ? Celui-ci, l'État le dédommagera d'une aumône, mais les magistrats responsables d'une erreur aussi désastreuse ne feront l'objet d'aucune

procédure, au contraire ils seront promus. Nous approuvons la toute récente relaxe des Bebawi[34]. Mais s'il s'était agi d'un paysan sicilien, l'insuffisance de preuves aurait-elle suffi à le sauver de la perpétuité ? À ce qu'il semble, jusqu'à présent, l'insuffisance de preuves aura surtout servi à la relaxe des assassins de la mafia.

Les jeunes de Parini ont eu presque trop de défenseurs, des bourgeois libéraux aux communistes en passant par l'*Osservatore romano*[35], sans compter de nombreux magistrats et le vice-président du Conseil. Pourquoi faudrait-il que nous nous joignions à ce concert ? C'est une affaire classée : un authentique accident de la magistrature milanaise. Le procès des jeunes qui avaient diffusé des tracts antimilitaristes est en revanche rien moins que classé, en dépit de la relaxe. Bien sûr, l'affaire de la *Zanzara* sortait tellement d'un autre âge qu'elle ne pouvait qu'engendrer une prise de position quasi unanime de l'opinion publique (confinant dans l'isolement le *dottor* Lanzi, malgré la solidarité réconfortante que lui a exprimée le professeur Papi, alors encore recteur de l'Université de Rome). Mais l'archaïsme du procès intenté aux antimilitaristes, en dépit de l'intérêt infiniment moindre de l'opinion publique, est tout aussi remarquable. Les avocats en ont appelé à la Constitution, à la Résistance antifasciste, au concile œcuménique (tandis que le procureur, le *dottor* Alma, citait à l'appui de sa thèse des sentences du tribunal spécial fasciste). Mais il est bien évident qu'ici et maintenant, la liberté sexuelle est une revendication beaucoup moins inquiétante que la sortie de l'OTAN, et même que la reconnaissance de l'objection de conscience. L'affaire des jeunes antimilitaristes n'est pas classée, non seulement parce que le verdict de relaxe n'est pas définitif, mais aussi parce qu'ils sont seuls, parce que le mouvement ouvrier n'est pas prêt à les soutenir dans leur lutte. Et pour ne s'attacher qu'à un aspect secondaire – mais très grave –, la manœuvre d'intimidation exercée sur les imprimeurs peut s'estimer gagnante (et ce n'est pas un hasard non plus si dans le procès de la *Zanzara*, la seule condamnation prononcée l'ait été à l'encontre de l'imprimeur). »

Et il est vrai, en effet, que l'affaire de la *Zanzara* a été le symptôme d'une situation culturelle particulièrement rétrograde et que la rapide solidarité « démocratique » qui a entouré des lycéens de Parini aura aussi servi à occulter les conflits réels. Les jeunes d'alors toléraient mal l'existence qui leur était imposée, ils oscillaient entre révolte existentielle et besoin d'engagement politique. Dans ce monde habité de grands imaginaires, ils possédaient un outil de communication capable d'unifier le « temps vécu » : le grand véhicule de la « nouvelle musique ».

33. *Quaderni piacentini*, n° 27, juin 1966.

34. Dans une affaire à rebondissements très médiatisée, les époux Bebawi sont accusés en 1964 du meurtre d'un jeune industriel égyptien à Rome avant d'être relaxés pour insuffisance de preuves en 1966. En 1968, ils seront condamnés en appel à 22 ans de prison, mais le jugement ne sera finalement pas exécuté.

35. *L'Osservatore romano* est un quotidien publié par le service d'information du Vatican.

Franco Bolelli : La révolution culturelle de la musique

« Pas besoin d'un Monsieur Météo pour savoir d'où vient le vent[36] » chantait, il y a vingt ans, un poète guerrier qui n'avait pas encore été domestiqué. À l'époque, pour dire les métamorphoses du temps, il y avait la musique. Les années 1960 sont peut-être les dernières où la musique ait eu cette fonction prémonitoire, ce rôle annonciateur des transformations à venir, qui sont sa raison d'être. À l'heure où Marshall McLuhan[37] annonce l'avènement d'une époque de culture globale, la musique apparaît d'instinct comme la première langue réellement planétaire. Partout dans le monde, les mouvements de révolte battent au rythme de la même bande-son. Elle ne se limite pas à les accompagner, elle est leur étincelle. Car, c'est d'abord avec la musique que la température monte, et que s'embrase cet esprit de rébellion qui alimentera l'imaginaire politique et culturel des mouvements.

Mais attention : il n'y a pas « une » musique. Il y a la conjonction, momentanée et irreproductible de constellations culturelles, émotives et sonores rien moins qu'homogènes. La ligne de masse (les Beatles en tête) emphatise le renouveau euphorique des comportements et des mœurs, ou tout au plus (d'Elvis Presley aux Rolling Stones) écorne avec effronterie les superstitions du sens commun le plus provincial. Viennent ensuite les chanteurs enragés, dans la tradition de la *beat generation* (Bob Dylan), les groupes radicaux à la poétique de l'extrémisme le plus inconditionnel (des MC5 aux Fugs), mais aussi les pacifistes de ce *rock* plus modéré qui célébrera à Woodstock ses dernières illusions. Les *surfers* à l'énergie rayonnante (les Beach Boys) côtoient les prophètes du vice et de l'excès (The Velvet Underground) et les explorateurs de vibrations cosmiques (Pink Floyd). L'irrésistible sensibilité vitale de la *black music* se partage entre insouciance joyeuse (Supremes, Temptations), passions et tourments de l'âme (Otis Redding), et bouffées incendiaires d'un jazz libertaire (John Coltrane, Albert Ayler). Jusqu'à l'imprudence aventureuse d'un rock politique et psychédélique, qui dilate la perception et ouvre les consciences (de Jefferson Airplane à Jimi Hendrix).

Tant que la température du temps reste idéalement élevée, cette constellation concentre une énergie qui est *en soi* une véritable révolution culturelle. Entre le radicalisme musical et les mouvements de libération, les affinités sont devenues électives, et lorsque Ginsberg, Leary et Rubin battent le rappel de toutes les tribus de la culture alternative, ce sont Jefferson Airplane et Grateful Dead qui donnent une consistance sonore à cet assaut du ciel. Mais dès lors que la chaleur commence à décroître, si la musique continue d'avoir une fonction prémonitoire, c'est cette fois pour annoncer un déclin. Nulle trahison ici, plutôt un essoufflement du langage qui réapparaît inexorablement lorsque la haute marée de l'imaginaire collectif se retire. Une bonne partie de ces musiques ne font plus que se survivre, répétant des recettes toujours plus prévisibles, et pour qui veut rester à la hauteur du mythe, la scène musicale de la fin des années 1960 semble n'avoir rien d'autre à offrir que la cruelle *chance** de mourir (physiquement pour Hendrix, Coltrane, Redding, Jim Morrison ou Brian Jones, artistiquement pour ceux qui font le choix de disparaître plutôt que de donner

en spectacle leur paralysie créative). C'est une période de grand froid qui s'annonce, où les différentes tribus musicales s'emploient surtout à conserver leur identité homologuée. Les avant-gardes s'engagent tête baissée dans l'impasse d'une révolution purement syntaxique. Le *rock*, comme tous les langages transgressifs, est contraint par sa nature même à répéter pour survivre : à répéter, en repoussant toujours plus loin les limites qu'il faudrait cette fois franchir ; à répéter la recette toujours plus rituelle de la transgression, jusqu'à la réduire à un lieu commun. Du *We want the world and we want it NOW* des Doors, on en arrive au *It's only rock and roll but I like it* des Rolling Stones rentrés dans le rang. Car trop souvent, les déclarations transgressives ne sont que les résurgences éphémères d'une poétique devenue trop fragile pour ouvrir des horizons réellement autonomes, par-delà l'orbite du réel.

Si l'on porte le regard au-delà du champ de l'histoire, il apparaît clairement que les seuls projets musicaux des années 1960 qui ne s'épuisent pas au cours de cette brève période sont ceux qui font l'expérience des bouleversements les plus profonds du langage, ceux qui se hasardent du côté de poétiques plus globales. À commencer par Miles Davis, qui autour de 1968 offre à l'imaginaire de la métamorphose la vision fulgurante d'une synthèse « par analogie », où la métropole se fond avec la jungle, la langue noire avec l'électronique, le plaisir du rythme avec le raffinement esthétique. Et toujours les Jefferson Airplane qui, avant de s'enliser dans les sables mouvants des habitudes, captent au vol l'intuition lumineuse d'un rock transfiguré et surréaliste, projeté vers de plus grands horizons mentaux et émotionnels. Toute référence au réel est abandonnée, dans une prémonition qui touche au cœur non seulement de la musique, mais du mouvement même de libération. Il n'est plus question ici d'avant-gardes ou de transgressions, mais d'amorcer de nouvelles formes de langage et de vie. Comme tout art véritable, la grande musique des années 1960 met elle aussi en scène le vertigineux passage du monde conçu comme unité de mesure à l'invention d'une sensibilité pour d'autres, pour une infinité de mondes possibles.

La galaxie Gutenberg et le mouvement

Dans l'Italie des années 1950, la « consommation » de livres était encore le privilège presque exclusif des classes moyennes supérieures. La politique des maisons d'édition se fondait d'ailleurs elle-même sur des calculs plutôt pessimistes : des tirages faibles, une nette prédilection pour les classiques, anciens et contemporains, etc. On visait en somme un lecteur cultivé assez traditionnel. Pour ce qui concernait les textes italiens, l'attention se portait presque exclusivement (à de rares exceptions près) sur la littérature « positive », dans la tradition de la Résistance. Le projet

36. « *You don't need a weather man / To know which way the wind blows* », Bob Dylan, *Subterranean Homesick Blues*, 1965.
37. Herbert Marshall McLuhan (1911-1980) est un théoricien de la communication et un des fondateurs des études contemporaines sur les médias. Il est l'auteur de *La Galaxie Gutenberg* [1962], Mame, 1967.

culturel le plus substantiel était sans doute à cette époque celui des éditions Einaudi à Turin, dont le comité éditorial mènera pendant des années une politique indépendante des impératifs du marché.

Pourtant la fin de la décennie est ravivée par des initiatives éditoriales nouvelles, qui gagnent progressivement en richesse et en consistance. C'est le cas des éditions Feltrinelli, qui publient deux grands *best-sellers*, jusqu'alors inconnus : *Le Guépard* et *Le Docteur Jivago*[38]. Alberto Mondadori quitte la grande entreprise familiale pour fonder les éditions Il Saggiatore[39]. Il s'entoure d'une équipe éditoriale d'une grande culture, très ouverte à l'expérimentation, qui publiera Lévi-Strauss, Sartre, Simone de Beauvoir, mais aussi André Gide, Wright Mills, Teilhard de Chardin, etc. Même les grands éditeurs (Mondadori, Rizzoli, Bompiani…) s'aperçoivent alors qu'il leur faudra compter avec les attentes d'un lectorat élargi, dont il s'agira d'interpréter les exigences. La maison d'édition du PCI, quant à elle, obéit à une tout autre logique. Les éditions Rinascita (qui deviendront Editori Riuniti) diffusent en effet de manière très insatisfaisante les classiques du marxisme : les critères de sélection des textes sont sectaires, les traductions incomplètes, les appareils critiques lacunaires. Les *Grundrisse* de Marx, par exemple, ne seront publiées qu'à la fin des années 1950, chez un autre éditeur[40] ; même chose pour Trotski, qui restera presque inédit jusqu'au début des années 1960, etc.

La lecture, en somme, avait été jusqu'alors l'apanage d'un petit nombre, et les censures idéologiques avaient fortement pesé sur les choix éditoriaux. Mais l'expansion économique et le développement de la consommation signifiaient aussi un meilleur accès à l'information (avec la diffusion massive de la télévision, l'apparition de nouveaux quotidiens, d'hebdomadaires d'information, de magazines, etc.). Tout cela avait créé de nouveaux besoins en matière de lecture et suscité de l'intérêt pour de nouveaux types de pensée.

Lentement, progressivement, la consommation de livres commence à s'accroître à partir du début des années 1960. Les librairies aussi se transforment. Ce ne sont plus des lieux clos, barrés d'un comptoir qui sépare le vendeur du client : elles deviennent, à l'instar des librairies Feltrinelli, des espaces ouverts où l'on peut se déplacer et manipuler la marchandise-livre, des lieux de rencontres et d'échanges culturels. La grande édition peinera longtemps à identifier les attentes de ce lectorat nouveau. Ses choix éditoriaux sont encore trop dictés par des mécanismes procéduriers et bureaucratiques, et par les pressions de *lobbies* intellectuels élitistes et fermés.

Les nouveaux éditeurs (Lerici, Il Saggiatore, Samonà e Savelli, Sugar, Guanda, Avanti !), s'ils n'ont pas tous les mêmes moyens financiers, sont généralement plus petits et moins bien distribués (ce problème perdurera). Mais leurs responsables éditoriaux sont enthousiastes, expérimentés, indépendants et animés de solides motivations politiques ou culturelles. Et c'est justement cette plus grande flexibilité, qui leur permet de mieux interpréter les attentes nouvelles des lecteurs. Car les tensions existentielles qui agitent la jeunesse, si elles se manifestent bien sûr dans les comportements quotidiens, induisent aussi un usage différent des produits

culturels et la recherche d'identifications et de réponses dans la musique, la lecture ou le cinéma.

Pendant les années 1960, la consommation culturelle est l'épicentre d'une révolution souterraine, qui aura une influence profonde jusque sur les catalogues des grandes maisons d'édition. Il est évident que les formes de *dissensus* intellectuel (politique ou littéraire) qui s'expriment au travers des pratiques sociales, ou encore l'apparition de revues autogérées ont participé à ces changements, mais ces phénomènes ont probablement davantage touché les élites que l'immense (et inquiète) majorité des jeunes. Ce processus s'est développé par autogenèse, au fil d'une série d'étapes dont il est difficile de restituer la chronologie de manière linéaire. Ce qui compte surtout, ce sont les sensations, les films, les influences internationales, les modifications des relations à l'intérieur d'une classe d'âge, ou entre hommes et femmes, la difficulté à accepter les stéréotypes familiaux, etc. Cet ensemble d'aspirations encore informelles va lentement se transformer en prise de conscience, et sera source d'imprévisibles succès de librairie, ou au contraire d'échecs inattendus.

On peut faire l'hypothèse qu'après-guerre se sont succédées des générations d'étudiants assez différentes. Les deux premières sont encore confusément marquées par la guerre et le fascisme qu'elles ont vécus à l'adolescence : elles sont peu outillées sur le plan historique, politique et idéologique. Du reste, le paysage nouveau qui les environne ne peut qu'inhiber les étudiants et les jeunes gens d'alors : les ruines (et pas seulement matérielles) de la catastrophe militaire, l'irruption de la liberté dans la vie politique nationale qui se traduit par la lutte entre les partis, toutes choses relevant par définition du monde des adultes.

Le peu d'entre eux qui s'intéressent à la politique s'inscrivent dans le sillage des partis, auxquels ils apportent, notamment aux deux extrêmes et chez les catholiques, l'enthousiasme et la ferveur de leur âge ; mais dans presque tous les cas, ils se soumettent à l'autorité des anciens, qu'ils regardent avec admiration et révérence.

38. Les éditions Feltrinelli ont été fondées en 1954 à Milan par Giangiacomo Feltrinelli. *Le Guépard* de Lampedusa est publié en 1958, à titre posthume, alors qu'il avait été refusé par tous les éditeurs italiens du vivant de son auteur (tr. fr. aux éditions du Seuil). Le film de Luchino Visconti sort en 1963. *Le Docteur Jivago*, de Boris Pasternak, est publié pour la première fois chez Feltrinelli en octobre 1957, alors qu'il avait été rejeté par les éditeurs soviétiques. Pasternak obtiendra le prix Nobel l'année suivante. Le film éponyme de David Lean est sorti en 1965.

39. Les éditions Arnoldo Mondadori ont été fondées en 1907. Elles assoient leur succès au milieu des années 1930 avec l'édition des publications Disney et la collection d'auteurs internationaux « Medusa ». Elles sont propriétaires de très nombreux magazines en Italie et en Europe. Alberto Mondadori a quitté l'entreprise de son père en 1958.

40. La première traduction italienne des *Grundrisse* aux éditions Nuova Italia date de 1957. La traduction française de Roger Dangeville chez Anthropos date de 1969. L'ouvrage a été retraduit en 1980 aux Éditions sociales (rééd. 2011).

« Cette “initiation” a permis à nombre d'entre eux de se faire une place dans la “caste” des politiciens. Les autres, ceux qui ne s'intéressent pas à la politique, produiront des formes diffuses de *qualunquisme*[41]. Les épisodes de fronde politique à l'appel des fédérations de jeunesse sont très rares, et bien sûr ils ne concernent pas les organisations communistes. » (Ruggero Zangrandi).

À partir de 1955, une nouvelle génération d'étudiants entre en lice. Elle s'avère rapidement poreuse à la désillusion générale qui fait suite à la « politique de la Reconstruction ». Ce phénomène se vérifie d'ailleurs presque simultanément, de manière confuse à l'échelle plus vaste de la société, et de manière beaucoup plus aiguë dans les usines. Cette génération du « désengagement » (si l'on excepte ceux qui font carrière dans les organisations étudiantes) commence à inquiéter tout le monde parce qu'elle rejette toutes les valeurs traditionnelles et tourne le dos aux grands mythes à présent embaumés de la « lutte de libération ». C'est une génération contradictoire, qui oscille perpétuellement entre un désir d'ascension sociale et une propension extrême à la rébellion (entre 1955 et 1962-63, de nombreuses universités sont contrôlées par le FUAN[42], d'inspiration fasciste, ce qui explique aussi la méfiance durable des ouvriers à l'égard des étudiants).

Mais cette troisième génération comporte également une composante minoritaire, active sur le terrain social, et qui est probablement la protagoniste imprévisible des premiers affrontements de rue de l'après-guerre (juillet 1960 à Gênes, les manifestations procubaines, etc.). Elle est secouée par de fortes crises d'identité, qui tiennent aussi bien à l'expérience vécue au quotidien qu'à une abondante consommation d'imaginaire cinématographique. Sartre, Camus, Gide, les grands romanciers du *New deal* et de la fin du XIX[e] siècle russe, mais aussi Kierkegaard, les premières et difficiles lectures de Nietzsche, les timides approches de Marx, constitueront leur intime et indéchiffrable « roman de formation ».

Cette génération de transition est immédiatement suivie par une autre avec laquelle, souvent, elle se confond. Nourrie des premières formes de communication sociale elle est davantage encore marquée par le choix du « refus », par la « nausée » que suscitent chez elle les valeurs établies. C'est une génération qui paraît clivée : les uns inventent des formes séparées et non-violentes de contestation, sur les places, dans les rues, dans les premières « communes » ; les autres, dans les universités, s'engagent dans la recherche permanente de nouveaux instruments d'analyse de soi et de la réalité en mouvement. On peut dire que ces deux composantes marquent ensemble le passage d'un « désengagement » de masse assorti des formes minoritaires d'un « nouvel engagement » subjectif et individuel, à la pratique plus large d'une contestation séparée et d'une recherche intellectuelle marquée au sceau de la « différence » et de l'« antagonisme ». Les uns découvrent la culture *beat* et les surréalistes français, les autres la pensée corrosive de l'École de Francfort : Horkheimer, Adorno, Marcuse, Benjamin[43]. Et puis, à l'occasion de ce passage par le Nord-Ouest, le jeune Marx des *Manuscrits*[44] et le grand Marx de la maturité, celui des *Grundrisse*, les expériences hérétiques des conseillistes et du communisme de gauche, la dramatique grandeur libertaire

des anarchistes et le Lénine de la « spontanéité » ouvrière du *Que faire?* Et encore: le Brecht du rigoureux « engagement militant » et le Lukács d'*Histoire et conscience de classe.* On relit l'histoire de la révolution d'Octobre au prisme des écrits du « prophète muet » Trotski, et la guerre civile espagnole du point de vue des anarcho-communistes.

Les éditeurs sont perpétuellement désorientés par la demande. La consommation de littérature décline rapidement (toute la collection « Medusa » de Mondadori finira aux invendus) tandis que celle des essais progresse. Einaudi, qui disposait déjà d'un catalogue assez « outillé » pour répondre à cette nouvelle demande d'information (notamment avec la collection Nuova Universale Einaudi et Paperback), continue de s'imposer avec deux nouvelles collections (Nuovo politecnico et Serie politica) pratiquement faites sur mesure pour le « mouvement ». Les éditions Feltrinelli, sans doute aussi à cause de l'engagement politique de leur fondateur, « chevauchent le tigre » de la demande en publiant des textes et des documents sur les luttes de libération (en Algérie, en Palestine, à Cuba, etc.), mais aussi Ginsberg, Kerouac, et *la Révolution sexuelle* de Reich. Feltrinelli fonde également un centre d'archives sur l'histoire du mouvement ouvrier, l'Institut Feltrinelli, qui deviendra assez rapidement une référence incontournable pour les « nouveaux historiens ».

La petite édition démocratique et « militante » est extrêmement vivace. Samonà e Savelli, un éditeur d'inspiration troskiste, publie des écrits de Castro

41. Le terme italien de *qualunquismo* désigne un manque d'intérêt pour les affaires publiques et une défiance envers les institutions qui confine à la réaction. Comme le terme français de « poujadisme », qui en est un équivalent imparfait, il prend son origine dans un mouvement politique, le Fronte dell'uomo qualunque, fondé en 1944 par Guglielmo Giannini. Ce dernier écrivait dans le journal éponyme: « Voici le journal de l'homme quelconque, qui en a marre et dont le seul et ardent désir est que personne ne lui casse les pieds. »

42. Le FUAN (Fronte universitario d'azione nazionale) est fondé en 1950 par des étudiants appartenant aux jeunesses du MSI.

43. L'École de Francfort désigne un groupe d'intellectuels et d'universitaires réunis dans les années 1920 autour de l'Institut de recherche sociale à l'Université Goethe de Francfort-sur-le-Main. Mais elle est surtout un courant de pensée composite, aux coordonnées multiples (marxisme, psychanalyse, esthétique, etc.), qui a contribué à thématiser certains outils critiques de la société bourgeoise contemporaine, en insistant sur « la question de l'aliénation culturelle [...] de manière plus centrale que celle de l'exploitation dans ses dimensions économiques et institutionnelles » (Jean-Marc Durand-Gasselin, *L'École de Francfort*, Gallimard, 2012). Durant les années 1960 ce courant aura une forte influence sur les campus américains. Voir également l'ouvrage classique de Martin Jay, *L'Imagination dialectique. L'École de Francfort 1923-1950*, Payot, 1977.

44. La première traduction italienne des *Manuscrits de 1844*, chez Einaudi, date de 1949. Il faudra attendre 1962 en France pour la première édition complète aux Éditions sociales. Une autre suivra chez Gallimard en 1968, établie par Maximilien Rubel.

et de Trotski, des analyses sur le stalinisme, sur l'expérience spartakiste, etc. Sugar diffuse des textes inédits de Lukács et de Korsch, mais aussi tout Burroughs et Reich. Lerici publie Roland Barthes et Reich, mais également la revue d'avant-garde littéraire et artistique *Marcatré*. Guanda explore avec subtilité la planète poésie. Les éditions Avanti ! de Gianni Bosio, qui ont publié au début des années 1960 *La Guerre de guérilla* de Che Guevara et les *Écrits choisis* de Rosa Luxemburg, s'émancipent du PSI. Devenues les Edizioni del Gallo, et relayées par la suite par l'Institut Ernesto De Martino, elles creusent le sillon de la culture populaire et prolétaire, de cet « autre mouvement ouvrier et paysan », hors de l'institution du Parti, hors de l'histoire des groupes dirigeants. Elles inventent la culture politique de « l'histoire orale » en Italie[45].

Et c'est aussi à partir de ce croisement entre l'essor de la petite et moyenne édition démocratique ou militante et les changements survenus dans les catalogues des grandes maisons d'édition, que l'on peut lire l'impact de la révolution culturelle « par le bas » qui a traversé la société italienne des années 1960. Pour la première fois, l'industrie culturelle avait été contrainte de modifier sa production en fonction d'une demande consciente, hors du système, étrangère et souvent opposée aux *lobbies* universitaires et intellectuels.

La crise des associations étudiantes traditionnelles

Le centre-gauche avait tout d'abord suscité de grandes espérances. « À partir d'aujourd'hui, chacun est plus libre » avait – non sans raison – titré *Avanti !*, le quotidien du PSI, à la naissance de la coalition. En réalité, le contexte social a pris beaucoup d'avance sur le cadre politique : les ouvriers refusent le piège de l'équation « plus de salaire = plus de productivité ». Les étudiants se montrent chaque jour plus hostiles à la moindre forme d'autoritarisme et mettent en cause de plus en plus ouvertement le contenu des enseignements. Les modèles de vie et les mœurs étaient en train de changer beaucoup plus vite que n'était en mesure de le prévoir le système politique.

Par ailleurs, la police continue à tirer impunément dans la rue. L'augmentation globale de la richesse fait paradoxalement saillir les déséquilibres économiques de manière criante, et sur la question des besoins matériels, la défiance envers les formes traditionnelles de la représentation (partis et syndicats) se généralise. La FIOM, qui avait pourtant pris la tête des luttes dans la métallurgie, a atteint un taux d'adhérents historiquement bas et la FGCI, l'organisation des jeunes communistes, est exsangue. Le système de représentation qui s'est imposé depuis l'après-guerre traverse une crise sans précédent.

Cette crise touche aussi les organisations associatives étudiantes. Dans les universités, ces associations ont toujours été les courroies de transmission des principaux partis politiques ; elles servent aussi fort utilement à la formation de leurs futurs cadres dirigeants. Mais au-delà, elles permettent d'expérimenter des alliances politiques inédites : le rapprochement « historique » entre les socialistes et les catho-

liques, par exemple, a d'abord été testé dans les universités. Les aspirants politiciens y apprennent rapidement qu'en Italie, la politique n'est pas seulement l'art des compromis mais qu'elle est avant tout la science des couloirs. Avec toutes les conséquences qui en découlent, à commencer par une disjonction toujours plus profonde avec les problèmes et les besoins de la grande masse des étudiants.

Avec le glissement du centre-gauche vers une politique de plus en plus modérée, l'air commence à devenir irrespirable dans les universités comme dans beaucoup de secteurs de la société. C'est dans ce climat général qu'ont lieu, au printemps 1966, les affrontements entre étudiants à l'université de Rome[46].

L'étudiant Paolo Rossi trouve la mort dans la bagarre, à moins qu'il n'ait été assassiné (tombé ou précipité du haut d'un mur?). À son enterrement, les représentants des partis s'avèrent incapables de la moindre réflexion critique: « Le grand cortège de notables et de militants qui accompagna Paolo Rossi à sa dernière demeure au cimetière du Verano se conformait en tout point aux confortables habitudes de la gauche, et de son sous-gouvernement étudiant[47]. »

Les masses étudiantes et les jeunes supportent désormais très mal la répétition depuis l'après-guerre des mêmes rituels immuables: les défilés du 25 avril[48] avec leurs discours interminables sur la réalisation des « idéaux issus de la Résistance », ceux du 1er mai, etc. « L'élite des étudiants, ceux qui sont les plus outillés sur le plan culturel, ressent très vivement le contraste entre un discours sur la démocratie ressassé à coups de grandes phrases, et une action d'un tout autre ordre. L'érosion des associations étudiantes traditionnelles favorise l'éclosion d'un nombre croissant de cellules et de groupes, de cercles et de revues de la gauche marxiste, qui se réclament des différentes variantes d'un communisme hétérodoxe: celles de tradition longue comme les trotskistes et les anarcho-communistes ou les bordiguistes, mais aussi celles qui commencent tout juste à exister comme les opéraïstes et davantage encore les marxistes-léninistes qui se réfèrent aux enseignements de Mao Tsé-toung[49]. »

45. Sur cette tradition de l'histoire orale en Italie dont il a été déjà question au chapitre 2, on peut lire Cesare Bermani (dir.), *Introduzione alla storia orale*, Odradek, 1997.

46. Le 27 avril 1966, à la faculté d'architecture, des affrontements éclatent entre étudiants et jeunes d'extrême-droite. L'université est occupée puis évacuée par la police à la demande du Recteur, avant que l'occupation ne reprenne au début du mois de mai.

47. Carlo Oliva, Alberto Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte*, Feltrinelli, 1969.

48. Le 25 avril est la fête nationale italienne, qui célèbre la Libération de l'Italie, c'est-à-dire la reddition de l'armée allemande à la résistance partisane. Cette date marque également le début de la longue emprise de la Démocratie chrétienne sur les institutions de la République. Comme dit la chanson : « Le 25 avril / est née une putain / La résistance est rouge / elle n'est pas démo-chrétienne. »

49. Walter Tobagi, *Storia del Movimento studentesco*, *op. cit.*

Dehors, dans les « communes à ciel ouvert » des labyrinthes métropolitains ou dans les « communes urbaines » à caractère plus politique, des milliers d'intelligences ont mûri : intellectuels sociaux et prolétaires insubordonnés, démocrates en crise et ouvriers qui se sont fabriqués, au fil des luttes, une autre mémoire. Les bourgeons de toutes les idéologies révolutionnaires niées par les partis officiels sont en train d'éclore ; mais surtout, des comportements nouveaux, inconciliables avec les standards dominants, se diffusent et s'enracinent. Voici ce qu'écriront à ce sujet les subtils professeurs des *Quaderni piacentini* : « La révolte existentielle, même anarchique, même individuelle, même apolitique ou impolitique, celle des ouvriers, des étudiants ou de quiconque est individuellement ou collectivement opprimé par l'organisation actuelle de la société et les rapports de production existants, cette révolte est toujours justifiée, elle est toujours partageable, même si elle se trompe parfois d'objet et qu'il lui arrive de favoriser objectivement le patron[50]. »

On peut faire remonter à février 1967 la naissance du mouvement étudiant, même si la première phase qu'il traverse est pleine de contradictions. Des étudiants de plusieurs universités occupent alors l'université de la Sapienza à Pise et formulent une série de revendications qui resteront sous le nom de *Thèses de la Sapienza*. Les *Thèses* défendent des positions extrêmement radicales. Elles seront adoptées peu de temps après par la gauche de l'UGI[51] au congrès de Rimini, mais en réalité l'occupation de la Sapienza, qui prend tout de suite une portée résolument nationale, se mène indépendamment – et fondamentalement *contre* – les organisations étudiantes italiennes.

L'occupation de la Sapienza de Pise contribuera largement à la délégitimation des organisations traditionnelles de la représentation étudiante. Mais son importance tient surtout au fait qu'avec cette expérience de lutte – et celle presque simultanée de Trente – apparaît « dans le paysage italien un facteur politique nouveau : un nouveau mouvement étudiant ». Car ce mouvement est d'emblée porteur d'une série de nouveautés : « c'est un mouvement de masse (surtout pendant l'année universitaire 1967-68) ; il fait usage de moyens d'action directs, qui diffèrent foncièrement de l'arsenal traditionnel des organisations représentatives ; il prend objectivement une position politique d'ordre général, va bien au-delà de la seule question de l'université et interagit (dans la rencontre ou le conflit) avec le système politique ; il est porteur d'idées et de contenus qui ont eux aussi une portée générale[52]. »

La contestation étudiante était née d'une réforme universitaire (la loi 2314) rejetée par la plupart des étudiants[53]. Les occupations s'étaient propagées un peu partout en Italie – à Cagliari, Camerino, Naples, Gênes, Trente, etc. – occasionnant des frictions périodiques avec le corps enseignant et les forces de l'ordre. À la bataille contre les mesures touchant spécifiquement à l'université, s'ajoutaient des questions d'ordre plus général, de politique aussi bien intérieure qu'internationale. Le monde avait connu le coup d'État des colonels en Grèce, la Guerre des six jours entre Arabes et Israéliens, la mort de Che Guevara en Bolivie ; mais c'est surtout la guerre du Vietnam qui ouvre les consciences et nourrit les analyses politiques.

La guerre et la résistance de ce petit peuple face au géant américain suscitent une immense solidarité, non seulement parmi les étudiants, mais aussi dans de larges secteurs de la société. Les manifestations se multiplient, la répression policière est particulièrement dure. Sur ce point, l'occupation de la Sapienza ne diffère pas tellement des autres. Sa spécificité tient plutôt à la forte teneur politique des contenus qu'elle exprime.

Les *Thèses de la Sapienza* sont un des manifestes programmatiques de la future gauche marxiste étudiante. Elles contiennent un certain nombre d'éléments théoriques de fond qui renvoient à la pensée opéraïste. Dans les *Thèses*, la question étudiante est posée pour la première fois « en termes de lutte entre capital et travail ». L'étudiant y apparaît par conséquent comme « une figure sociale interne à la classe ouvrière », c'est-à-dire comme une « force subordonnée ». Cette approche théorique, même si elle reste encore minoritaire, allait profondément influencer les luttes des années à venir.

Pas plus qu'à Trente ou à Turin, il n'est possible d'omettre ici, parmi les raisons d'un tournant aussi fondamental, la présence d'organisations de la nouvelle gauche, à laquelle certains étudiants se réfèrent y compris en dehors de l'université. À Pise en particulier paraît un petit journal autogéré de matrice opéraïste, *Il Potere operaio*, qui fait abondamment référence aux *Quaderni rossi* et à *classe operaia*. Publié comme supplément au journal interne des ouvriers d'Olivetti à Ivrea, *Il Potere operaio* soutient résolument les luttes ouvrières de la région, de la très longue grève à Saint-Gobain, à celles de la RIV de Massa et des usines de Piombino. Parmi ses rédacteurs, on trouve Cazzaniga, Della Mea, Campione et Sofri, qui fera également partie des *leaders* de l'occupation de la Sapienza[54]. Fondamentalement, c'est avec les *Thèses de la Sapienza* que se joue la première rencontre politico-culturelle effective entre un des courants de la gauche révolutionnaire en formation et le nouveau mouvement étudiant.

Compte tenu de la forte présence d'étudiants issus d'autres universités dans l'occupation pisane, les *Thèses de la Sapienza* constitueront, indépendamment de

50. *Quaderni piacentini* n° 38, 1969.

51. L'Unione goliardica italiana (Union estudiantine italienne) est fondée en 1945 dans la mouvance du PSI. Elle représentait initialement la tendance laïque et républicaine des associations étudiantes, avant de fusionner en 1957 avec le CUDI (Centro universitario democratico italiano), pour devenir la principale organisation étudiante de gauche, regroupant les étudiants proches du PSI, du PCI ou du PSIUP.

52. Walter Tobagi, *Storia del Movimento studentesco, op. cit.*

53. Ce « projet de rationalisation de l'université sans réelle nouveauté » (Walter Tobagi, *op. cit.*), œuvre du ministre de l'éducation démocrate chrétien Luigi Gui, prévoyait notamment la création d'un Conseil national des universités et l'organisation des études en trois niveaux différents : diplôme de première année, thèse de *Laurea* et Doctorat de recherche.

54. Comme on le verra par la suite, ces leaders réapparaîtront dans le contexte de la naissance des groupes extraparlementaires.

ses résultats immédiats, une référence essentielle pour la propagation des luttes. L'expérience qui sera menée à Trente, où le premier département de sociologie d'Italie avait été créé quelques années plus tôt, aura des effets déterminants sur les mobilisations à venir.

Le laboratoire de Trente et l'« Université négative »

Il faut tout de même reconnaître que la volonté des démocrates chrétiens d'« ouvrir » aux socialistes le commandement politique et le gouvernement n'était pas une stricte opération tactique, destinée à se garantir l'hégémonie des pouvoirs. La naissance du centre-gauche avait aussi été le résultat d'un rude conflit à l'intérieur de la Démocratie chrétienne : aux notables qui avaient dirigé le Parti depuis la fin des années 1950, jusqu'à l'aventureuse expérience du gouvernement Tambroni, s'opposait une aile « gauche » émergente, dirigée par le député Aldo Moro. Cette seconde tendance ne visait pas seulement à assurer ses positions de pouvoir, elle se voulait aussi l'interprète des exigences du néocapitalisme, des dynamiques de modernisation qu'il amorçait, et des nouvelles figures sociales qui semblaient nécessaires à sa consolidation.

Il est probable que c'est précisément de cette dernière considération que naît, pour la première fois en Italie, une université de Sciences sociales. La sociologie n'avait connu jusque-là aucune diffusion notable en Italie. Certes, il y avait les éditions Comunità, fondées par Adriano Olivetti, mais les ouvrages qu'elles publiaient ne circulaient que parmi quelques adeptes[55]. Olivetti était un industriel « éclairé » qui avait formulé l'hypothèse d'une alliance entre l'ensemble des producteurs (« ouvriers et employeurs ») pour construire une société du capital pour ainsi dire « à visage humain », où le conflit de classe aurait été compatible avec le développement des droits démocratiques. De fait, les figures de penseurs et de sociologues comme Weber et Mannheim, les grandes écoles de pensée comme l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse, etc.) étaient pour la plupart restées hors de l'horizon culturel italien. La sociologie, comme du reste la psychanalyse, était suspecte à la gauche orthodoxe, qui la rangeait dans le champ de la culture bourgeoise[56]. Au demeurant, la suspicion à l'égard des sciences sociales persistera longtemps, même pendant les années 1960, et les thèses qui voient en Marx le premier « sociologue » de l'histoire seront pour cette même raison tenues pour aberrantes et « petites-bourgeoises ».

Ce qui est sûr, c'est qu'en fondant l'ISSS (Institut supérieur des sciences sociales) à Trente en 1962, l'aile progressiste de la DC entendait contribuer à la création d'une nouvelle figure d'« ingénieur du social » qui pouvait s'avérer fort utile à la nouvelle phase du développement industriel. Le débat qui précède la naissance de l'université est à ce titre très éclairant pour comprendre les positions de chacun et les enjeux qu'elles sous-tendent.

L'été 1962, à la suite d'un vote quasi unanime (dix-neuf oui, une abstention, et un non du PCI aussi compréhensible que révélateur), le Conseil provincial de

Trente crée l'Institut universitaire des Sciences Sociales (en expropriant au passage une école élémentaire et en détournant des fonds destinés au logement social). C'est Bruno Kessler, le président du Conseil provincial et le représentant de l'aile gauche de la DC locale (pro-Moro) qui défend le projet. En s'appuyant sur des arguments localistes et en faisant miroiter la perspective de la contribution des futurs sociologues à la gestion de la société industrielle, il réussit à la fois à faire taire les oppositions à gauche et à obtenir le soutien de Flaminio Piccoli[57] et de l'aile conservatrice du parti. Les propos, résumés en substance par le quotidien *L'Adige*, du professeur Braga, alors enseignant en sociologie à l'université catholique et vice-directeur de l'institut trentin, sont à ce titre éloquents : « Il est tout d'abord convenu du danger que le sociologue se transforme en politique [...]. Mais il a également affirmé que les techniciens de la sociologie sont aujourd'hui en mesure d'offrir des services de haute portée économique, que ce soit au sein des organisations productives ou des groupes sociaux. » Et le quotidien romain *Il Tempo* renchérit : « Le diplôme de sociologie offrira un instrument fiable pour former une nouvelle classe dirigeante, capable d'affronter les nombreuses missions d'une société engagée dans la compétition internationale[58]. »

Le choix de Trente tenait à sa situation géographique « paisible et excentrée », à la grande hégémonie politique et culturelle qu'y exerçaient les catholiques, et à la nécessité (non subsidiaire) de déprovincialiser un territoire reculé, aux confins de la Nation. Certains politiques locaux iront jusqu'à affirmer : « L'université sera comme un poêle ou une cheminée dans un salon, elle suffira à réchauffer tout son environnement. » Et Bruno Kessler d'augurer « que les nombreux jeunes de nos

55. Adriano Olivetti entretenait également des rapports étroits avec des intellectuels et des écrivains : Paolo Volponi (1924-1994) sera engagé après-guerre aux services sociaux de l'usine d'Ivrea, et Franco Fortini, traducteur des œuvres de Simone Weil pour les éditions Comunità, travaillera au service publicité d'Olivetti. En 1958, Fortini participe à la publication aux éditions Ivrea d'un ouvrage sur les 50 ans de l'entreprise Olivetti, *Olivetti 1908-1958*. On peut voir dans le film *La Notte* (1961) d'Antonioni, une évocation de cette relation, au moment où le personnage de l'industriel éclairé commande à un écrivain prometteur un livre sur l'histoire de son entreprise.
56. Romano Alquati rapporte ces considérations sur la sociologie à l'occasion de l'enquête qu'il mène au début des années 1960 à l'usine Olivetti d'Ivrea : « À Ivrea, chez les camarades, mais également chez les ouvriers, on trouve une méfiance profonde à l'encontre de la sociologie. Beaucoup d'activistes savent ce qu'elle représente, ils en ont fait l'expérience directe : beaucoup des sociologues italiens les plus connus ont été formés chez Olivetti, et en particulier ceux "de gauche" ; nos camarades les ont rencontrés, ils les ont vus à l'épreuve, sur le terrain, face au Capital, à de nombreuses occasions : ils ne les estiment guère. La sociologie qui fleurissait – et fleurit encore – chez Olivetti, ils nous disent : "nous en avons fait l'expérience sur notre peau" », Romano Alquati, *Sulla FIAT*, *op. cit.*
57. Flaminio Piccoli (1915-2000), secrétaire national, député puis sénateur de la DC, est le fondateur du quotidien local trentin *L'Adige*.
58. Cité par Alessandro Silj, *Mai più senza fucile*, Vallecchi, 1976.

contrées qui veulent étudier et sont encore aujourd'hui contraints d'émigrer pour le faire puissent désormais suivre des études universitaires sur le sol natal ».

Mais la singularité de l'université trentine ne se résume pas au caractère innovant des cursus proposés. « C'est à Trente que s'ouvre la première brèche dans la forteresse classiste du système universitaire italien. En effet, les étudiants issus des instituts techniques (qui n'avaient jusque-là accès qu'aux facultés d'agronomie, d'économie et de commerce) y sont admis. » Outre la fascination qu'exercent la nouvelle discipline et le nouveau diplôme, cette ouverture aux étudiants des instituts techniques marque l'imaginaire de milliers de jeunes à travers toute l'Italie. Des grandes provinces méridionales aux régions du centre, des zones industrielles aux zones rurales, le « mythe » de Trente est présent dans toutes les têtes. « On va à Trente parce qu'il y a de la sociologie, parce que les méthodes d'enseignement sont différentes », parce qu'elle est « ouverte » aux fils de prolétaires (condamnés par la tripartition des écoles supérieures à des cursus déterminés). Des étudiants fatigués par la fréquentation d'universités usées jusqu'à la corde viennent y trouver quelque chose de nouveau. Ils sont nombreux, trop par rapport aux prévisions des fondateurs : après quelques années seulement, moins d'un quart des étudiants sont originaires de la région.

C'est ainsi que, par la composition de sa population étudiante, Trente devient la première université réellement « nationale ». L'arrivée dans la somnolente province trentine de tant de subjectivités, de tant de cultures diverses et hétéroclites, provoque une sorte de tremblement de terre. Comme un hérisson, la ville se ferme rapidement au contact de ce corps étranger. Les étudiants se heurtent à d'énormes difficultés pour se loger, « au point qu'un jour, en signe de protestation, un groupe d'étudiants monte un village de tentes devant l'archevêché. À l'université, où les réunions se succèdent pour tenter de résoudre le problème, on propose même de demander à l'administration des chemins de fer de mettre à la disposition des étudiants des wagons abandonnés pour les transformer en logements [...] ».

Les étudiants tentent régulièrement de nouer un dialogue avec les habitants, recourant souvent à des méthodes originales. Ils se mêlent à la promenade vespérale ou dominicale et cherchent à engager la conversation : « Nous voudrions ouvrir un dialogue avec vous, vous expliquer pourquoi nous sommes là. » Mais la plupart des habitants s'y refusent et s'en vont. Ils tentent de construire des alliances en se joignant aux manifestations pour la défense des petits commerçants contre les supermarchés, mais en dépit des tentatives de médiation de l'évêque et de quelques prêtres progressistes, les préjugés dont ils sont victimes semblent insurmontables. Les étudiants se démènent autant qu'ils le peuvent, ils créent de petites communautés débordantes et occupent des immeubles abandonnés, ce qui favorise les dynamiques de sociabilité et la communication entre des classes, des cultures et des expériences différentes.

La composante « prolétaire » issue des instituts techniques ne va pas cesser de croître. Au cours de l'année universitaire 1968-1969, les statistiques deviennent éloquentes : sur un total de 2813 inscrits, 2230 sont issus d'instituts techniques, 360 du lycée classique et 223 du lycée scientifique[59].

Beaucoup de choses ont été dites sur la composante « prolétaire » de l'université de Trente, non sans excès parfois. Le *Corriere della Sera* de l'époque établissait par exemple une corrélation entre une « carence d'études classiques, [l']enthousiasme soudain pour les humanités et [la] frustration provoquée par la nature réelle de l'approche sociologique. Frustration à partir de laquelle se serait développée la spirale de la rébellion ». Ce qui, paradoxalement, laisse entendre qu'il existerait aussi une « corrélation négative entre des comportements révolutionnaires et les études de sciences humaines[60] ».

En tout cas, voici ce qu'on peut lire dans *Brigate rosse, che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*[61] (l'unique texte digne de foi sur la naissance des BR) : « Pour la première fois, parce qu'il fallait augmenter le nombre des inscrits, les étudiants des instituts techniques sont admis dans une faculté qui n'est ni d'agronomie, ni d'économie, ni de commerce. Erreur impardonnable que le système paiera très cher : ceux-là y apporteront bientôt tout le poids de leur origine de classe. » Ce à quoi il est fait allusion ici, ce n'est pas seulement le fait que Margherita Cagol et Renato Curcio (qui feront partie des fondateurs des BR) aient grandi politiquement à Trente. Car s'y sont également formées des personnalités politiques complexes (comme Marco Boato et Mauro Rostagno), qui vont participer dans les années suivantes à la constitution d'une nouvelle « génération politique » révolutionnaire.

Le Mouvement de Trente noue rapidement des contacts avec des luttes analogues dans d'autres pays d'Europe (il sera notamment très influencé par la Kritische Universität allemande[62]). Pour cette raison, et parce que la radicalité de ses contenus et ses stratégies de contestation sont très en avance sur le reste du mouvement étudiant italien, il devient bientôt un modèle qui va favoriser le développement rapide des luttes dans les autres universités. D'ailleurs, à part l'occupation du Palazzo Campana à Turin, rares seront celles qui développeront à pareil rythme la stratégie des « contre-cours », des « contre-leçons » et des « occupations blanches », et qui en approfondiront autant les enjeux politiques et culturels[63].

59. Ces chiffres sont extraits du livre d'Alessandro Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*
60. Aldo Ricci, *I giovani non sono piante*, Sugar, 1978.
61. Soccorso rosso, *Brigate rosse…*, *op. cit.* Épuisé, l'ouvrage est disponible en italien, sur le site de la Biblioteca multimediale marxista.
62. En juillet 1967, le mouvement étudiant allemand lance à l'université de Berlin des contre-cours gérés par les étudiants, en présentant une « nomenclature des séminaires de l'Université critique » (*Kritische Universität*), modèle qui se répand alors dans d'autres universités allemandes, mais aussi à Londres (*The anti-University*) et en Italie.
63. Sur les contre-cours, les contre-leçons et les occupations blanches, voir *infra* le manifeste de l'Université négative, ainsi que *L'Hypothèse révolutionnaire, documents sur les luttes étudiantes à Trente, Turin, Naples, Pise, Milan et Rome*, Mercure de France, 1968.

Les luttes démarrent autour d'enjeux corporatifs. « L'université a à peine un an d'existence quand, en mai 1965, à l'occasion du vote de la loi qui entérine la reconnaissance de l'Institut, le Sénat déclasse le diplôme de sociologie et le requalifie en "cursus de Sciences politiques et sociales, option sociologie[64]". Les étudiants protestent. Le 24 janvier 1966, réunis en assemblée générale (une instance alors presque inédite), ils décident d'occuper l'université. L'occupation durera dix-huit jours et se soldera par une victoire : la "reconquête" du diplôme de sociologie. [...]

Ce mouvement, victorieux sur l'objectif corporatif du diplôme, est remarquable à plus d'un titre. Il vide de toute légitimité le "petit parlement" étudiant (l'ORUT, désormais en crise, comme toutes les associations étudiantes traditionnelles), les étudiants y prennent conscience de leur propre force, ils font le choix d'une nouvelle forme de lutte, l'occupation, jusque-là peu usitée, et à des fins beaucoup plus circonscrites. [...]

Toutefois, une fois conquis le diplôme de sociologie, "aucun des problèmes qui tiennent à la structure du pouvoir à l'intérieur de l'Institut, à l'orientation scientifique et culturelle, à l'organisation académique et à la finalité professionnelle de la Faculté, ne sont résolus" (tract du Mouvement étudiant de Trente). La situation est mûre pour la seconde occupation, toujours sur des revendications corporatives : les étudiants demandent à participer, de manière paritaire à l'élaboration des Statuts. Elle se conclut par une nouvelle victoire. [...]

Cette première phase se clôt en novembre 1966, avec la publication d'un texte intitulé *Observations sur le statut et les programmes des études selon les conceptions respectives de la direction de l'Institut et de la commission étudiante*. Il y est question de la multiplicité des rôles du sociologue, dont on récuse la "neutralité" [...] : dans la mesure où le sociologue opère sur une réalité qui ne peut être *que* politique, le sociologue est nécessairement un "politique". Le sociologue ne peut ni ne doit être un philosophe ou un technocrate au service du pouvoir. Au contraire, les "sciences sociales doivent être une sorte d'organe de l'intelligence publique, qui se confronte à des problèmes publics et à des difficultés d'ordre privé, mais aussi aux tendances structurelles implicites qui leur sont inhérentes" [...]. C'est là, observera Rossana Rossanda, une vision "éclairée", optimiste, dont il restera bien peu de chose dans les phases ultérieures du mouvement. L'assemblée générale survivra comme outil de démocratie directe (elle finira pourtant elle aussi par être mise en cause). Mais le rêve de changer l'université de l'intérieur va bel et bien disparaître. L'université est un instrument de la société qui formate et instrumentalise ceux qui la fréquentent. Partant, le mythe du "bon sociologue" ne peut que s'effondrer. Ce n'est qu'en créant une société nouvelle qu'on parviendra à transformer l'université. Les occupations disent aussi le refus de "la population étudiante de se voir réduite au rang d'objet". Voici donc l'étudiant qui se dresse, et pas seulement en tant qu'étudiant : en tant que sujet, et en tant qu'adversaire. L'ennemi, ce n'est plus seulement l'*establishment* universitaire, ce sont aussi – et surtout – les autres institutions de la société capitaliste. »

Un saut qualitatif s'opère au printemps 1967. Les étudiants « sortent » de l'université, ils organisent une semaine de lutte sur le thème de l'impérialisme et inves-

tissent la ville. C'est la semaine du Vietnam, du 12 au 18 mars 1967. Une grève politique de deux jours est proclamée à l'université. Dès le premier jour, alors que se tient une énorme assemblée, le directeur de l'Institut fait pour la première fois appel aux forces de police, en nombre considérable. Les étudiants sont en train de vivre leur premier conflit massif avec les institutions. L'un après l'autre, ils sont traînés, photographiés, fichés et inculpés, ce qui par contrecoup produit un bond gigantesque de la conscience politique. De fait, la rentrée universitaire suivante (1967-68) ne peut pas même avoir lieu : l'assemblée générale se prononce pour une grève « active », qui a entre autres le mérite de balayer définitivement l'ORUT. Durant cette phase, le mouvement mûrit son tournant radical. La proposition d'une « Université négative » est le fruit le plus emblématique et le plus discuté de cette prise de conscience. Dans un manifeste édité par le Movimento per una università negativa, à l'automne 1967, on pouvait lire entre autres ceci :

Université et société
Aujourd'hui, dans les faits, la fonction structurelle de l'université est de satisfaire les différents besoins techniques de la société. L'université fournit des instruments (techniques) à jour, pour optimiser l'organisation de la domination d'une classe sur les autres. Il devient alors possible de substituer l'équipement technologique ainsi optimisé à la « Terreur » disciplinaire exercée sur les forces sociales centrifuges, et donc de procurer à la classe sociale qui en dispose une supériorité immense sur le reste de la société...

L'université comme instrument de domination
L'université est un instrument de classe. Elle a pour fonction de produire et d'inculquer une idéologie déterminée – celle de la classe dominante – qu'elle présente *a contrario* comme un savoir objectif et scientifique, mais aussi des manières d'être et des comportements précis – ceux de la classe dominante – qu'elle présente *a contrario* comme nécessaires et universels.

Université et répression
Il arrive parfois que les instruments techniques ne suffisent pas à maintenir le *statu quo*; lorsque c'est le cas, des franges non intégrées troublent la paix manipulée de l'univers politique. À l'université, on nie aux étudiants le droit de s'exprimer sur des problèmes fondamentaux (ou non) de politique nationale et internationale [...] RÉPRESSION ET VIOLENCE sont le tissu conjonctif de notre société. Quant à nous, nous formulons l'hypothèse générale que le renversement radical du capitalisme avancé est encore matériellement possible, à partir de nouvelles formes de lutte des classes internes et externes (nationales et internationales). Et nous lançons l'idée d'une

64. L'ensemble des citations rapportées dans la suite du texte sont extraites d'Alessandro Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*, et de Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

UNIVERSITÉ NÉGATIVE qui réaffirme dans les universités officielles mais de manière antagoniste la nécessité d'une pensée théorique, critique et dialectique, qui dénonce ce que les bonimenteurs mercenaires nomment « raison » et pose par conséquent les bases d'un travail politique créatif, antagoniste et alternatif.

La contestation politique

Seul le renversement de l'État permettra une réelle restructuration du système d'enseignement [...] L'étudiant doit donc, par-delà son *statut*, agir dans une perspective de long terme pour la formation (stimulation) d'un mouvement « révolutionnaire » des classes subalternes, qui se donne la forme organisationnelle la plus adéquate au nouveau type de luttes qui doivent être menées. Nous définissons l'Université négative comme un lieu d'intégration politique et d'analyse critique de l'usage des outils scientifiques tels qu'ils sont proposés dans nos universités par la fraction intellectuelle de la classe dominante.

À un usage capitaliste de la science, il faut opposer un usage socialisé des méthodes et des techniques les plus avancées.

Les formes de la contestation idéologique

Les formes de la contestation idéologique se déclinent de différentes manières :

a) Contre-leçons et occupations blanches. Les contre-leçons ont lieu en général à la même heure que les leçons officielles, sur des sujets d'enseignement universitaire ; elles visent à leur soustraire, quand on l'estime opportun, la totalité de leur auditoire.

b) Contre-cours : ce sont des formes plus organiques de contestation, avec des finalités moins immédiates et moins spectaculaires, qui consistent en une socialisation politique plus profonde et plus consciente des étudiants déjà sensibilisés.

La contestation syndicale

Nous voudrions enfin ajouter [...] que notre intérêt pour le mouvement étudiant n'implique nullement sa surévaluation. Il n'est à notre avis en aucun cas possible de considérer le corps étudiant comme une « classe », dont les intérêts seraient objectivement et potentiellement contraires à l'actuel système économique et social [...]. Car si nous considérons l'université comme un foyer de lutte, il n'est ni le seul ni le principal. Il ne faut toutefois pas le sous-évaluer puisque c'est en elle que prend corps l'opération de nivelage programmée par le capital [...].

Une manière de s'opposer à cette opération consiste, avec les instruments que nous avons choisis, à « soustraire » de potentielles forces antagonistes (ANTI-PROFESSIONNELLES) au flux technocratique, pour se rapprocher chaque fois que c'est possible des autres forces antagonistes de notre société.

Pour cela, nous avançons le projet d'une UNIVERSITÉ NÉGATIVE, qui exprime de manière nouvelle dans les universités italiennes la tendance révolutionnaire qui seule pourra mener notre société de la « préhistoire » à l'HISTOIRE.



*

C'est ainsi qu'est lancée la contre-université à laquelle participent aussi, initialement, les enseignants. Aux côtés de Marx, Lénine ou Mao, de nouveaux textes circulent dans les amphithéâtres : la *Lettre à une maîtresse d'école*, les rapports du Tribunal Russell sur les dangers de la recherche nucléaire et les crimes de l'impérialisme[65], Marcuse, Malcolm X, etc.

« Le manifeste programmatique du Movimento per una università negativa est pétri de références politiques et culturelles. Il cite Ortega y Gasset (l'enseignement universitaire est responsable de la formation des "nouveaux barbares", des hommes toujours plus instruits et toujours plus ignorants), Rathenau (sur l'"invasion verticale des barbares"), Wright Mills (sur la rationalité sans raison qui, en s'accroissant, n'accroît pas la liberté mais la détruit). Citant Mills, le manifeste dénonce la tendance actuelle de l'enseignement universitaire : L'IMBÉCILLITÉ TECHNOLOGIQUE comme condition intellectuelle et la ROBOTISATION des individus comme comportement social diffus. Il mentionne aussi, pour la récuser aussitôt, cette phrase de Marcuse : "Le succès le plus caractéristique de la société industrielle avancée tient précisément à sa capacité à intégrer ce qui lui est contraire[66]". » Mais « l'initiative des contre-cours est bientôt balayée par les événements : les luttes qui explosent de manière quasi simultanée dans toute l'Europe, en particulier en France, en Italie et en Allemagne, appliquent au mouvement de Trente un coefficient de multiplication politique ».

Le manifeste programmatique du Movimento per una università negativa avait néanmoins posé les fondamentaux tactiques et stratégiques d'un passage de l'anti-autoritarisme à la contestation globale du système capitaliste. L'objectif, qu'il donnait pour indispensable, d'un solide lien de masse entre les ouvriers et les étudiants, dominera le débat pendant 1968.

Tandis que l'expérience de l'« Université négative » se développait à Trente, le mouvement des occupations gagnait l'Italie entière. À Turin, Pise, Naples, Milan, Venise, Bari, etc., les étudiants étoffent leurs analyses, ils créent leurs propres outils de liaison et d'information et commencent à ressentir le besoin d'une théorie politique qui donne du poids à leurs luttes. À Pise, les militants du groupe Il Potere operaio sont aussi très souvent des étudiants qui font partie de l'avant-garde politique ; à Turin, pendant l'occupation de l'université (le Palazzo Campana), on note la présence des intellectuels des *Quaderni rossi*. À Trente, le Movimento per una università negativa (qui n'est évidemment pas l'unique composante des luttes) participe à la fondation de la revue *Lavoro politico*.

65. En novembre 1966, Bertrand Russell avait fondé avec Jean-Paul Sartre un « Tribunal d'opinion » pour dénoncer les « crimes de guerre de l'armée américaine » au Vietnam. Voir : Collectif, *Tribunal Russell, Tome 1 : Le jugement de Stockholm*, 1967, *et Tome 2 : Le jugement final*, 1968, Gallimard « Idées ».
66. Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société avancée* [1964], Minuit, 1968.

« Publié pour la première fois au format revue en octobre 1967, *Lavoro politico* était à l'origine l'organe mensuel du Centro d'informazione, fondé en 1962 à Vérone à l'initiative de Walter Peruzzi. De tendance initialement catholique, il glissera progressivement vers des positions de plus en plus à gauche. Cette évolution aboutira en 1967 à la rencontre avec les étudiants trentins et à sa transformation en revue. Accusé dès le premier numéro du péché de dogmatisme, le collectif de *Lavoro politico* se défend en affirmant dans le numéro suivant "son adhésion complète à la pensée de Mao Tsé-toung", qu'il donne pour "la seule façon appropriée de s'opposer non seulement au révisionnisme, mais aussi au dogmatisme". Et il ajoute : "Le problème du parti révolutionnaire est de la plus haute importance pratique parce qu'il est l'instrument qui permet de traduire la théorie révolutionnaire dans la pratique de la lutte des classes, c'est-à-dire d'en faire un usage réel [...]" ».

Renato Curcio fait partie des étudiants les plus actifs et les plus engagés, aussi bien dans le Movimento per una università negativa que dans la rédaction de *Lavoro politico*. Mais le manifeste de l'Université négative a été en grande partie rédigé par Mauro Rostagno. En plus d'être un des *leaders* charismatiques des luttes (on l'appelle le « Che » de Trente), Rostagno a traversé des expériences existentielles complexes (il a été ouvrier en Italie et en Allemagne) et il possède un remarquable bagage culturel (« on dirait qu'il a tout lu », diront certains). Il est porteur d'une stratégie politique plus diversifiée et plus libertaire que l'austère marxisme-léninisme de *Lavoro politico*. Malgré cela, Curcio et Rostagno (qui habitèrent longtemps ensemble), bien que souvent en désaccord (Rostagno ira jusqu'à menacer Curcio de le chasser de l'Université), collaboreront souvent dans les luttes. Avant l'expérience de *Lavoro Politico* et de l'« Université négative », Curcio était du reste passé, comme beaucoup d'autres, progressivement d'une réflexion de type existentialiste à un engagement de plus en plus idéologique. Ayant longtemps vécu dans un environnement familial et social de culture vaudoise (à Torre Pellice chez sa mère), il avait rencontré Marco Boato à Trente, qui dirigeait alors une association étudiante de tendance catholique. Il y avait fait sa première expérience militante. Et puis l'effervescence intellectuelle et la complexité sociale de l'université trentine l'avaient porté à une étude méthodique des classiques du marxisme et à s'intéresser aux débats qui agitaient le mouvement communiste international (la polémique sur le révisionnisme). La fascination pour la « révolution culturelle chinoise » faisait alors surgir des références nouvelles et exaltait la figure révolutionnaire de Mao Tsé-toung. C'est d'ailleurs à la Révolution culturelle chinoise qu'est consacré l'éditorial du premier numéro de *Lavoro politico* (« Sans théorie, pas de révolution »). L'ultra-gauche, le trotskisme et le révisionnisme du PCI y sont durement attaqués, mais aussi le « crypto-révisionnisme » de la dissidence de gauche. On peut également y lire une déconcertante (vue d'aujourd'hui) condamnation des hypothèses de « guérilla » en Italie : ceux qui pensent qu'ici et maintenant la révolution peut se réduire au mot d'ordre de guérilla « ne sont que des petits-bourgeois en quête d'émotions, et non des révolutionnaires prolétariens ».

Il est très probable qu'en exprimant de telles positions, Curcio et ses camarades s'inscrivaient dans la polémique qui opposait alors les différentes formations m-l

(*cf.* le chapitre sur les formations marxistes-léninistes) à propos de la diffusion des tendances philocastristes et guévaristes en Italie. Mais la condamnation n'en est pas moins nette, comme en témoigne le passage suivant : « L'aventurisme tactique, la simulation d'un ultra-gauchisme qui va jusqu'à proposer de mener immédiatement des actions armées en Italie n'est rien d'autre que de l'opportunisme stratégique. Il apporte au révisionnisme un soutien déterminant, en contribuant à dissimuler son vrai visage. Car le révisionnisme n'est pas une simple erreur tactique où seraient tombés certains dirigeants révolutionnaires, il s'agit au contraire d'une stratégie contre-révolutionnaire menée avec l'aide des agents de la bourgeoisie. » Curcio changera radicalement de position au cours des deux années suivantes. Mais dans l'intervalle beaucoup de choses se seront passées, les accélérations de l'histoire et ses ruptures auront laissé des marques indélébiles dans les esprits.

En attendant, c'est au cours de ce bouillonnant automne 1967 que s'organisent les prémisses du grand « commutateur » de 1968, au plan national et international. À Pise, les étudiants s'essaient aux premières formes d'alliances avec les ouvriers de Saint-Gobain, à Trente les étudiants se joignent aux luttes des ouvriers de Michelin. À Turin, des représentants des ouvriers de la FIAT participent à l'occupation du Palazzo Campana.

C'est là, dans le fief de la FIAT où règne le clan Agnelli, dans la ville qui concentre le plus grand nombre d'« ouvriers-masse », que s'écrit un autre épisode de la prise de conscience révolutionnaire des étudiants.

Palazzo Campana : les étudiants et les ateliers Putilov

Lorsque débute l'occupation de l'université de Turin, en novembre 1967, le ton est surtout à la contestation de l'autorité des « mandarins » et de leurs méthodes d'enseignement. Comme l'écrira bien des années plus tard Peppino Ortoleva – l'un des occupants du Palazzo Campana, qu'on avait surnommé « Peppeuse » en raison de sa grande familiarité avec la pensée de Marcuse –, les étudiants étaient obsédés par la question : « Qui enseigne à qui ? » La confrontation avec les mandarins n'eut jamais lieu, ajoute-t-il, car ceux-ci eurent tôt fait de disparaître, se faisant généralement porter pâles (une pratique très répandue à cette période).

Les premières occupations reçurent généralement l'appui des organisations étudiantes traditionnelles (UGI, UNURI, etc.). Mais rapidement, des conflits éclatèrent et elles prirent leur autonomie, obéissant en cela à la dynamique générale du mouvement italien. L'occupation du Palazzo Campana prit rapidement une importance particulière parce qu'elle se situait au cœur d'une ville qui était le symbole du développement économique des années 1960.

Turin est le type même de la ville-usine. Elle est dominée par le colosse FIAT sur lequel repose le « cycle automobile », pièce maîtresse du développement industriel national. C'est à Turin qu'est né l'« opéraïsme » des *Quaderni rossi*, qui continue d'ailleurs à y jouer son rôle ; mais surtout, c'est à Turin qu'on trouve la plus forte concentration ouvrière de toute l'Italie. Elle se répartit entre les sites histo-

riques de Mirafiori, Rivalta, Lingotto, etc. que le mouvement surnommera les « ateliers Putilov » par référence aux usines de Petrograd qui jouèrent un rôle majeur dans la révolution d'Octobre.

La ville est totalement imprégnée de culture ouvrière et le mouvement étudiant a tôt fait de se rendre aux portes des usines pour y chercher des formes de coopération et inviter les ouvriers à l'université. Comme à Trente, mais de façon moins idéologique et plus interne aux dynamiques de classe, l'analyse de la fonction classiste de l'université connaît de rapides développements. Guido Viale, l'un des *leaders* de la contestation – qui sera l'un des fondateurs de Lotta continua – écrira à ce propos[67] :

« La tâche première du mouvement étudiant consiste à opérer des distinctions de classe au sein de la population scolarisée. Il est indéniable que pendant le temps de leur formation tous les étudiants sont absolument privés de pouvoir et qu'ils sont soumis aux manipulations des autorités académiques. Il n'en est pas moins vrai que si, pour la majorité des étudiants, la subordination au pouvoir académique n'est qu'un avant-goût de la subordination sociale qu'ils auront à subir dans les organisations productives auxquelles ils se destinent, pour d'autres, l'insertion dans les structures de pouvoir de l'université n'est que la première étape de leur accession aux structures de pouvoir de la société [...]. L'université est un instrument de manipulation idéologique et politique qui vise à instiller un esprit de subordination vis-à-vis du pouvoir (quel qu'il soit) et à effacer dans la structure psychique et mentale de chaque individu la dimension collective des besoins personnels et la capacité d'entretenir avec autrui des rapports qui ne relèvent pas de la stricte compétition. »

Parmi les *leaders* étudiants, on trouve entre autres Marco Revelli (le fils de l'un des plus grands spécialistes d'« histoire orale » en Italie) et Luigi Bobbio (le fils d'un des auteurs de la Constitution), au grand scandale des quotidiens locaux. La presse bien-pensante voit en eux le symptôme d'une grande « trahison » de la part des enfants de la bourgeoisie qui refusent de reproduire (comme il est de leur devoir de le faire) les élites dirigeantes. Mais ces étudiants, qui sont souvent des « premiers de la classe », sont aussi capables de très bons arguments et font preuve d'une remarquable maturité intellectuelle, notamment dans leur capacité à créer des liens entre les différents foyers de lutte pour élaborer des stratégies communes. Luigi Bobbio, justement, écrira, à propos des occupations à Turin[68] :

« Le mouvement dans les universités part du refus de la prédétermination que le système impose aux étudiants. Par conséquent son seul adversaire réel, ce sont les forces économiques qui affectent cette tâche à l'université. Du reste, les choix effectués par les groupes économiques se réalisent par le biais des différentes médiations des centres de pouvoir subordonnés, c'est-à-dire, à des échelles différentes, au pouvoir politique et aux hiérarchies universitaires.

On ne s'appesantira pas ici sur le rôle de l'État en matière de politique scolaire, ni sur le fait de savoir dans quelle mesure il est l'adversaire réel du mouvement étu-

diant. Il nous semble important en revanche d'insister sur le rôle que jouent les professeurs des universités. En Italie (à la différence de ce qui se passe aux États-Unis), le principe de l'autonomie des universités permet de concentrer entre les mains d'une même personne des fonctions d'enseignement et des fonctions administratives[69]. Ajoutons à cela que si les professeurs constituent l'ultime niveau de décision possible et que personne au-dessous d'eux (chargés de cours, assistants ou étudiants) ne détient le moindre pouvoir, il n'en reste pas moins que leur autonomie est fortement limitée par les prérogatives du gouvernement et du Parlement. Dans ces conditions, l'"autonomie de l'université" ne signifie rien d'autre que la perpétuation d'une caste de féodaux qui, s'ils ont trop peu de pouvoir pour impulser à l'université des orientations réellement différentes, en ont suffisamment pour la placer sous leur contrôle, au service de leurs intérêts propres. Les professeurs titulaires constituent des groupes de pouvoir qui brassent d'importants enjeux non seulement de prestige mais surtout économiques. Il suffit pour s'en convaincre de penser aux revenus dont bénéficient les professeurs de médecine ou les avocats, ou encore les scientifiques qui exercent des activités de conseil dans l'industrie. Le seul véritable but commun de ces groupes de pouvoir, c'est précisément la conservation du pouvoir. En cela, ils ont une influence réelle sur la politique du gouvernement en matière d'éducation. On peut même aller jusqu'à dire que le projet de réforme que présente aujourd'hui le gouvernement se situe au point d'intersection entre les exigences de rationalisation de la production et les enjeux de pouvoir des professeurs titulaires.

La ligne qui relie les différents centres du pouvoir qui s'exerce sur l'école apparaît donc ici clairement – même si elle ne va pas sans contradictions. Il est bien naturel que, dans la lutte, le mouvement étudiant prenne d'abord pour cible le dernier maillon de la chaîne, c'est-à-dire les hiérarchies académiques. Mais il n'en est pas moins évident que ce combat, pour peu qu'on en mesure les limites et la partialité et qu'on se donne les moyens de les dépasser dans la lutte, fait immédiatement surgir des questions d'ordre plus général.

Les étudiants refusent l'exploitation et la prédétermination professionnelle qui leur sont imposées. Ils exigent le contrôle sur leur propre formation, entendu comme refus de leur disponibilité. Le mot d'ordre qui exprime cette revendication, c'est le "pouvoir étudiant". Par là, on n'entend pas seulement que les étudiants devraient avoir leur place dans les instances décisionnaires de l'université : une telle mesure signifierait bien peu de chose si elle laissait intacte l'organisation du système des études. Le "pouvoir étudiant" implique au contraire une restructuration totale

67. Guido Viale, « Contro l'Università », *Quaderni piacentini* n° 33, 1968. Repris dans *L'Hypothèse révolutionnaire, op. cit.* Un résumé de ce texte est proposé au chapitre 5 – *La prise de conscience*, p. 224 *sqq.*
68. Luigi Bobbio, « Le lotte nell'università. L'esempio di Torino », *Quaderni piacentini* n° 30, 1967.
69. L'article 33 de la Constitution italienne reconnaît aux institutions « de haute culture » le droit de se donner une organisation autonome.

de l'université, sans quoi il ne saurait s'exercer (pas plus que le contrôle sur la formation). Il s'agit ainsi de dépasser le mot d'ordre de la « démocratisation de l'université » qui est porté par le mouvement étudiant depuis des années, parce que ce que veulent les étudiants ce n'est pas la *démocratie* (qui est en règle générale synonyme de collaboration) mais le *pouvoir*, qui implique un antagonisme. D'ailleurs, lorsqu'on parle de démocratisation, on met l'accent sur la subordination des étudiants par rapport aux professeurs, tandis que le *pouvoir étudiant* met l'accent sur leur subordination sociale. [...]

Dans cette perspective, les limites du mouvement étudiant doivent nous apparaître clairement : l'absence d'autonomie de l'université implique l'absence d'autonomie (et même la subordination) du mouvement étudiant par rapport à la classe ouvrière, dans la mesure où celle-ci est à la fois son point de référence et sa vérification. L'action des étudiants ne signifie donc rien si l'organisation politique du mouvement ouvrier n'est pas en mesure d'en recueillir les expériences et de les intégrer à une stratégie révolutionnaire. Les problèmes qui se posent à ce stade regardent la situation d'ensemble de la gauche italienne. Par ailleurs, le mouvement étudiant ne peut se borner à agir dans son champ sectoriel en s'abstenant de regarder au-delà. C'est précisément en évaluant la situation politique générale qu'il sera à même d'envoyer des *stimuli* à la gauche italienne et de lui offrir des occasions (mêmes marginales) de se radicaliser, et de dépasser par conséquent la crise qu'elle traverse. »

5

L'explosion de 68



~ Les escaliers de la Jurisprudence, Rome, 1968

Un tournant planétaire

Ce chapitre aurait pu s'ouvrir par une vaste fresque, retraçant l'explosion des luttes au niveau planétaire : Berkeley, Tokyo, Londres, Berlin, Paris, Prague, Varsovie ; et aussi, à une autre échelle, mais participant du même processus, « les veines ouvertes de l'Amérique latine[1] » et la Grande Mère Afrique. Mais un livre entier, aussi synthétique soit-il, ne suffirait pas à embrasser l'ensemble de ces dynamiques.

Les années 1980 n'ont pas seulement été une ère de grande restauration : l'« esprit du temps » a véritablement été imprégné par les trois figures de l'opportunisme, du cynisme et de la peur[2]. Prises dans cette triple tension, des intelligences se sont brisées, des carrières se sont décidées, des consciences se sont corrompues, et des pouvoirs reconstitués.

Paradoxalement, la décennie se conclut par les célébrations de trois événements historiques : le tricentenaire de la Constitution anglaise et les bicentenaires des Révolutions américaine et française. Autant dire les trois moments fondateurs des démocraties occidentales, les trois grandes séquences historiques qui marquent la naissance du « droit de représentation ». Le *citizenship* et le *membership*, tout comme les figures du *bourgeois** et du *citoyen**, étaient au fondement d'une révolution sociale qui reconnaissait des droits à l'hétérogénéité et à la complexité des nouvelles figures de la modernité. Pendant trois siècles, le conflit entre la « constitution formelle » des États et la « constitution matérielle » des classes a déterminé, pour le meilleur et pour le pire, l'évolution des démocraties. Les élites bourgeoises au pouvoir ont presque toujours reconnu « sur le papier » un certain nombre de droits fondamentaux, qu'elles ont ensuite, à de rares exceptions près, niés dans les faits. Ce qui a été conquis par les mouvements, en dehors des systèmes de pouvoir, l'a toujours été au prix de luttes dures, parfois sanglantes, et pas toujours victorieuses.

Ce grand commutateur planétaire qu'a été 1968 a donné lieu aux interprétations les plus diverses. Alain Touraine l'a défini comme « l'ultime journée révolutionnaire du XIX[e] siècle[3] » ; d'autres au contraire y ont vu le point culminant d'un grandiose processus d'émancipation, l'entrée dans l'ère de la modernité. Mais

1. Voir Eduardo Galenao, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* [1971], Pocket-Terre Humaine, 2001, sur l'exploitation de l'Amérique latine par les puissances étrangères depuis le XV[e] siècle.

2. Sur ces trois notions, voir Paolo Virno, *Opportunisme, cynisme et peur, ambivalence du désenchantement* [1990], repris dans *L'Usage de la vie et autres sujets d'inquiétude, op. cit.*

3. « Le mouvement de mai est plus proche de l'utopie de 1848 que du mouvement républicain de ce temps, plus solide, mieux adossé à la pensée et

aucune de ces lectures ne semble parvenir à s'imposer, comme c'est souvent le cas s'agissant d'épisodes historiques qui ont modifié profondément le visage des sociétés.

Nous avons jusqu'ici tenté de raconter le processus à la fois unitaire et multiple qui a caractérisé les « magnifiques » années 1960 en Italie. Nous avons essayé de reconstituer les fils subtils et souterrains qui, en participant à la formation des cultures du « désir dissident[4] », aboutiront à 1968. Mais au-delà, tout devient plus compliqué. La tendance unitaire durera en effet très peu de temps : elle s'effondrera, se reconstituera, se massifiera ou s'amenuisera en fonction des aspirations et des subjectivités à l'œuvre. Décomposition et recomposition des mouvements, spontanéité et organisation, désir de pouvoir ou refus du pouvoir, idéologie et vie quotidienne, telles seront les catégories dialectiques, souvent inconciliables, toujours en suspens, qui domineront les années à venir.

Sergio Bianchi : premières pistes d'interprétation de 1968

Ce qui fait de 1968 un accélérateur, un de ces moments décisifs qui font les tournants de l'histoire humaine, c'est de s'être trouvé au croisement d'une multiplicité de crises sociales, qui ont conflué dans le mouvement, et s'y sont agrégées. Et s'il y a désormais un avant et un après 1968, ce n'est pas parce que ce moment de l'histoire aurait enfanté au plan institutionnel quelque éphémère et partiel rejeton de la révolution, mais bien parce qu'il a modifié de manière irréversible l'ensemble des codes qui régissent les relations sociales.

La révolte s'est propagée dans les pays de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, partout elle a gagné les centres et les périphéries, partout elle a réussi à instaurer des circuits de communication culturelle et politique entre des réalités sociales très disparates. 1968 a été un événement à la fois planétaire et extraordinairement contrasté, qui s'est articulé pays par pays, ville par ville, couche sociale par couche sociale, et qui a réussi à donner voix aux réalités locales, aux régionalismes, aux spécificités culturelles, aux différences sexuelles.

La singularité de la révolte, son caractère à la fois fédérateur et innovant tiennent beaucoup à cette double dimension où se conjuguent – malgré d'inévitables contradictions – universalisme et particularisme. Transnational et « polycentrique », le mouvement parvient, pendant une courte période, à générer un processus d'identification fondé sur la conscience que tous les hommes appartiennent à une même « espèce », et dans le même temps à mettre en lumière, à l'intérieur de cette commune appartenance, la contradiction réelle qui distingue les opprimés des oppresseurs. Le petit écran, par l'influence qu'il exerçait sur l'imaginaire social, contribua largement à ce processus. Depuis son apparition à la fin des années 1950, il avait connu un essor extraordinaire, parce qu'il parvenait – chose inédite dans l'histoire des moyens de communication – à donner du monde une image globale, une vision d'ensemble. L'humanité, par-delà les différences ethniques, religieuses et culturelles, pouvait s'y reconnaître et se percevoir ainsi d'abord comme une « espèce ».

Dans les pays occidentaux les plus développés, une partie de ce mouvement porta également, et pour la première fois, l'hypothèse d'un bouleversement de la réalité sociale qui ne partirait pas de la rareté ou de la pénurie mais, au contraire, de l'abondance des biens de consommation. Car cette nouvelle misère qui était en train de se propager, qui générait une angoisse palpable, qui imposait la perspective de l'action, cette misère atrophiait les qualités culturelles et intellectuelles de l'humanité tout entière : il devenait nécessaire de dépasser « l'âge du pain ».

Partout, les étudiants, toutes disciplines confondues, furent les principaux acteurs du mouvement. Les étudiants en sociologie y jouèrent toutefois un rôle spécifique, en développant une critique à la fois théorique et pratique du rôle dévolu aux chercheurs en sciences sociales – et qu'ils étaient eux-mêmes destinés à endosser dans l'avenir.

Cette critique exprimait d'une part la nécessité urgente de renverser l'ensemble des normes et des institutions sociales, et de l'autre le besoin d'expérimenter, en marge de la société, la construction d'espaces collectifs autonomes. Ce besoin de séparation, de sécession, était l'aboutissement logique de toutes les expériences fragmentaires menées par les minorités de la contre-culture *underground* dans les années 1960. Ces deux aspects – le renversement du pouvoir constitué par la lutte ininterrompue, et la constitution d'espaces autonomes – trouveront une forme de synthèse dans les occupations en chaîne qui gagneront l'une après l'autre les universités.

En dépit des disparités matérielles et idéologiques, le mouvement a réussi durant toute cette première période à faire front contre l'ennemi commun. Un ennemi qui, s'il présentait tous les traits génériques de la « société des adultes »,

aux conquêtes de la Révolution française, et pourtant tellement moins chargé d'avenir que les premières manifestations du mouvement ouvrier », Alain Touraine, *Le Mouvement de mai ou le communisme utopique*, Seuil, 1968. Dans la présentation de l'ouvrage réédité en 1998, l'auteur voyait les mouvements de grèves de 1995 en France de nouveau comme « une défense d'intérêts acquis tournée vers le passé plus que vers l'avenir ».

4. « Le désir dissident » est le titre d'un article d'Elvio Fachinelli, publié en février 1968 dans les *Quaderni piacentini* et repris dans *Intorno al '68, op. cit.* Dans *Il bambino dalle uova d'oro* (Feltrinelli, 1974), il écrit : « La difficulté du marxisme vis-à-vis de 1968 tient au fait qu'on se trouvait devant des masses qui voulaient la révolution et, dans le même temps, qui n'étaient pas encore entrées dans le système de production sociale, qu'on ne pouvait donc pas clairement et immédiatement circonscrire en termes de classe [...]. C'est cette logique différente de comportement par rapport au réel et au possible que j'ai appelé "désir dissident", détermination initiale et quasi génétique du mouvement qui vivait de son opposition à la logique de satisfaction des besoins jusqu'alors dominante. » L'anthologie que Lea Melandri a consacrée à la revue *L'Erba voglio* (Baldini&Castoldi, 1998) est également sous-titrée « *Il desiderio dissidente* » ; elle porte en exergue cette citation de Fachinelli : « La révolution, comme le désir, est irrépressible et imprévisible et ne cessera jamais de bouleverser les gardiens du champ des besoins. »

prenait aussi l'aspect bien plus concret de la hiérarchie universitaire et des services de l'État affectés à la répression des luttes. Mais cette cohésion tenait avant tout au très dense réseau de relations et de pratiques communautaires qui était en train de se constituer. Tous ceux qui ont été pris dans ce mouvement de rébellion ont fait l'expérience du dépassement, sur un mode créatif, de la frontière étanche qui avait toujours séparé, même dans les épisodes révolutionnaires de l'histoire, le personnel et le politique, le privé et le public. En soutenant l'idée de la « gratuité » de l'action politique (par opposition à la spécialisation militante), en défendant la légitimité dans les luttes des dimensions existentielles les plus intimes, notamment sentimentale ou affective, ils ont commencé à inventer une nouvelle manière de faire de la politique, indissociable de l'émergence de nouvelles formes de vie.

Conscient d'éventuels risques d'auto-marginalisation, le mouvement se mit en quête des instruments de communication qui allaient lui permettre de faire circuler les informations sur les luttes et sur leurs contenus. C'est dans ce contexte que s'engagea un débat sur le danger d'utiliser les moyens de communication offerts par le système, sur le risque de manipulation et de dénaturation de la charge subversive des énoncés du mouvement, sur la probabilité que les luttes et leurs contenus soient intégrés aux plans néocapitalistes de modernisation des structures de la domination. Ainsi, pour faire circuler les informations sur les luttes au plan international et assurer la communication entre les différentes réalités du mouvement, on eut la plupart du temps recours à d'autres outils que ceux traditionnellement utilisés par le système et le mouvement ouvrier officiel. Outre la production, la lecture et la diffusion de documents sur support papier, le mouvement fit du « voyage » – c'est-à-dire la de circulation physique des corps – et de l'usage « contre-informatif » des outils audiovisuels, radiophoniques et graphiques, les nouveaux vecteurs d'une communication alternative. Ces pratiques se fondaient sur le principe de relation réciproque entre les différents médiums, et sur leur étroit dialogue, qui reproduisait à une échelle plus large le principe démocratique de l'assemblée.

Le mouvement fut perçu et caractérisé comme extrémiste en raison de certains traits récurrents, présents dès son origine et tout au long de son évolution. On a déjà évoqué ce sentiment d'urgence à changer radicalement la société – comme s'il s'agissait paradoxalement de la dernière occasion offerte par l'Histoire – ou encore la stratégie du conflit ininterrompu. Il faudrait également rappeler sa forte charge anti-institutionnelle, anti-normative, son aversion extrême à l'égard des projets misant sur des réformes graduelles pour transformer la société. En ce sens, le succès du slogan « soyez réalistes, demandez l'impossible », ne doit rien au hasard. Ceux qui ont accusé le mouvement d'extrémisme ou d'irréalisme congénital omettent le fait qu'il s'agissait là d'une détermination fermement révolutionnaire qui, confrontée à un « système » tel que le capitalisme avancé, en avait saisi l'infinie puissance récupératrice, c'est-à-dire sa capacité à s'alimenter, à se moderniser, à se renforcer en neutralisant et en phagocytant non seulement les éléments critiques mais ceux qui cherchaient purement et simplement à le détruire. Un « système » comme celui-là, capable de coloniser les esprits, de corrompre les consciences, de

distiller du conformisme et de l'apathie, ne pouvait donc être renversé qu'à la condition de ne pas se limiter à la transformation radicale de ses formes économiques et institutionnelles. Dans ce « système », le pouvoir n'irradiait pas à partir d'un centre unique, d'un cerveau unique, il était au contraire diffus, il se reproduisait par métastases. Par conséquent, les théories révolutionnaires classiques, qui soutenaient la nécessité de se concentrer sur la conquête du point névralgique, à savoir l'appareil d'État, n'étaient pas en mesure de s'y opposer efficacement. La prise du pouvoir politique ne pouvait plus suffire, la révolution devait être totale, c'est-à-dire sociale et ininterrompue. Elle ne pouvait se limiter aux seules structures, elle devait aussi atteindre chaque individu dans son entièreté, sa complexité, et ses contradictions. C'est à cette seule condition que pourrait réellement advenir l'« homme nouveau », la nouvelle humanité.

Mais aux marges de cette aspiration spontanée, largement majoritaire pendant toute la phase des occupations d'universités, une autre composante présentait toutes les nuances du vaste éventail des « hérésies » historiques de la gauche : anarchistes, conseillistes, marxistes-léninistes, pro-maoïstes, opéraïstes, etc. Tous ces courants, issus de l'histoire de la gauche hétérodoxe, s'étaient eux aussi agrégés au mouvement et ils contribuèrent notablement à la formation lente mais inexorable de *leaderships*.

Dans les pays européens, après la phase initiale d'offensive contre l'autoritarisme académique, les étudiants se donnèrent pour objectif de sortir des universités et d'investir l'ensemble de la société. S'ensuivit un intense débat sur la stratégie qu'il convenait d'adopter, qui fit apparaître deux orientations distinctes. La première proposait d'opérer une lente et patiente contagion des contenus de la contestation et des propositions alternatives dont elle était porteuse dans toutes les structures régissant les relations sociales. C'est ce qu'on a appelé la « longue marche à travers les institutions ». La seconde, à l'inverse, n'était pas favorable à un élargissement à l'ensemble de la société, dans lequel elle voyait un risque de déperdition des forces du mouvement. Cette seconde tendance s'attela à produire une définition précise du rapport capital-travail comme rapport spécifique, matériellement central dans la formation des équilibres de pouvoir, clef de voûte de l'ensemble des contradictions sociales. La formalisation de ces deux propositions stratégiques laissa apparaître d'irréversibles divergences de fond entre les deux composantes qui avaient jusque-là coexisté au sein du mouvement.

Une fois sorti de l'enceinte des universités, le mouvement dut tenir le terrain de l'affrontement de rue pour faire face aux appareils répressifs institutionnels, et ces différences s'en trouvèrent encore accentuées. Les formes défensives ou offensives de la violence, même si elles s'en tenaient à une représentation symbolique de la guerre, furent pour beaucoup dans la décrédibilisation du projet de « longue marche » dont l'ambition tactique était de prendre le temps de son développement, en évitant que le conflit ne dégénère en affrontement ouvert. Les feux du Mai français marquèrent en ce sens un tournant pour le mouvement, qui s'orienta dès lors irréversiblement vers une accélération du conflit. On éprouva alors la nécessité de

recourir à un cadre théorique et pratique qui appartenait au fonds des cultures révolutionnaires traditionnelles. Ainsi les influences respectives exercées sur le mouvement par les deux tendances s'inversèrent, et celle qui avait été jusque-là minoritaire devint soudain majoritaire. Ainsi s'explique également le regain de tout un répertoire révolutionnaire « classique » (du plus orthodoxe : le marxisme-léninisme, au plus renouvelé : l'opéraïsme), qui concevait la rencontre entre étudiants et ouvriers comme une condition nécessaire et résolutoire dont dépendait l'issue de la révolution. Ainsi s'explique enfin la renaissance complète, en l'espace de quelques mois, de toutes les structures organisées sous la forme-parti, qu'avait créées la diaspora de la gauche hétérodoxe au cours des décennies précédentes.

La prise de conscience

Dans la période qui succède aux occupations de 1967, les différentes universités commencent à établir entre elles toute une série de liens. La situation dans l'enseignement supérieur est extrêmement tendue et la vague de contestation gagne bientôt les collèges et les lycées. Pourtant, la presse bourgeoise n'y fait presque pas écho. Seule l'émission d'information *Tv7* prend timidement acte de la contestation étudiante[5]. Le reste du pays demeure, semble-t-il, étranger aux luttes en cours, qu'elles soient ouvrières ou étudiantes. Ce silence des médias perdurera pendant tout le début de l'année 1968, tandis que l'actualité internationale est ponctuée d'événements retentissants. Bob Kennedy et Martin Luther King sont assassinés, le massacre américain de My Lai est perpétré au Vietnam, la Révolution culturelle chinoise est en marche et la guérilla fait rage en Amérique latine. Lors des jeux olympiques de Mexico, alors que les athlètes noirs américains Tommy Smith et John Carlos saluent la bannière étoilée de leur poing levé (l'image fait le tour du monde), la police tire, mutile et tue sur la place des Trois Cultures[6].

La Chine, l'Algérie, Cuba et surtout le Vietnam sont les grandes références internationales des luttes étudiantes. « Dans ce contexte, les étudiants étaient les véritables représentants du Tiers-monde à l'intérieur de la citadelle capitaliste et, en toute logique, toutes les minorités du Premier monde frappées par le sous-développement et l'exclusion devenaient leurs alliés naturels[7]. »

Cette accélération des événements sur le plan international, alliée au sentiment de la nécessité d'autres formes d'engagement, allaient balayer jusqu'aux généreux choix existentiels des *beats*. À Chicago, des hippies se font molester par la police pour avoir perturbé la Convention démocrate en présentant un cochon à l'investiture présidentielle[8] ; en Italie, après la destruction de « Barbonia City », ils disparaissent pour un temps. Cela n'empêche nullement la mode de s'inspirer de leur style de contestation pacifiste et coloré qui sera pour beaucoup dans l'essor de l'« empire Fiorucci[9] ». L'Italie télévisuelle bourgeoise et consumériste a de perpétuels motifs d'émerveillement : Christiaan Barnard transplante les cœurs, la navette spatiale *Surveyor* émet des images magiques du sol lunaire, tandis que le scandale du coup d'État manqué du SIFAR mobilise la presse[10]. Les émissions du samedi soir

continuent à attirer des millions de téléspectateurs. On compte à présent en Italie un poste de télévision pour deux familles.

Mais on discerne également de nets indices de changement dans la production cinématographique, musicale et théâtrale. De plus en plus de groupes *rock* américains enregistrent des chansons contre la guerre du Vietnam, le génie théâtral du Living Theater et Carmelo Bene commencent à percer, le Piccolo Teatro met en scène le *Marat-Sade* de Peter Weiss et les jeunes accourent en masse pour voir *La Chinoise* de Godard – malgré l'éreintage que lui ont réservé les *Quaderni piacentini*, qui avaient contribué en revanche au succès de *La Chine est proche* de Bellocchio. Deux dynamiques bien distinctes coexistent donc dans la société : l'une semble relativement satisfaite du *statu quo*, l'autre est à la recherche de nouvelles formes de connaissance, susceptibles de donner un sens à l'expérience vécue, et de favoriser la prise de conscience.

Lorsque débute l'année 1968, le mouvement des occupations touche la moitié des 36 universités italiennes. La répression s'accentue. À Turin notamment, des étudiants sont blessés lors d'affrontements avec la police, d'autres sont arrêtés, sans compter les mesures disciplinaires qui commencent à devenir monnaie courante à l'université. La télévision d'État qui avait jusqu'alors relégué le mouvement

5. C'est en janvier 1963 qu'apparaît pendant le journal télévisé de la première chaîne la rubrique hebdomadaire *Tv7*. D'une durée d'un quart d'heure environ, elle présentait des reportages sur des sujets d'actualité, qui entendaient rompre avec la forme traditionnelle du journal télévisé.

6. Le 2 octobre 1968, dix jours avant l'ouverture des Jeux olympiques, l'armée mexicaine ouvre le feu sur des étudiants rassemblés sur la place des Trois-Cultures de Tlatelolco à Mexico, mettant brutalement fin à plus de trois mois de contestation étudiante contre le gouvernement socialiste du Parti Révolutionnaire Institutionnel. Plusieurs centaines de manifestants sont tués, de nombreux autres sont blessés, arrêtés ou « portés disparus ».

7. Alberto Asor Rosa, « Perché tutto il mondo insieme », supplément à *l'Espresso*, n° 3, 1988.

8. Il ne s'agissait en l'occurrence pas de hippies, mais des Yippies, du Young international party – une organisation informelle fondée par Jerry Rubin et Abbie Hoffman, issue du mouvement anti-guerre des années 1960, qui utilisaient des méthodes d'actions inédites par rapport à celles de l'extrême-gauche américaine. En 1968, ils avaient perturbé la Convention démocrate à Chicago en présentant un cochon du nom de Pigasus à l'investiture pour la Maison Blanche. La répression fut féroce et l'on dit que c'est à cette occasion que les policiers américains gagnèrent le surnom de « pigs » : « *We're running a pig for president. But you guys are the real pigs.* »

9. L'enseigne de mode Fiorucci est née à Milan en mai 1967.

10. Le professeur Christiaan Barnard (1922-2001) effectue la première transplantation cardiaque en 1967. En mai, lors de la mission lunaire *Surveyor 3*, plus de 6000 prises de vue sont envoyées sur terre et converties en temps réel en un signal de télévision. Au printemps, le magazine *L'Espresso* révèle l'existence du « plan Solo ».

dans les espaces étroits des bulletins d'information hebdomadaires, commence à souffler sur les braises, à grand renfort d'alarmisme et de falsifications. Les étudiants, par contrecoup, sont souvent contraints de s'exprimer sur le même terrain, souvent aidés en cela par les revues fondées dans les années 1960 par les intellectuels dissidents.

La revue *Quindici*, par exemple, publie en insert tout un numéro de *S* et le manifeste du Palazzo Campana, *Contre l'autoritarisme universitaire*. Les *Quaderni piacentini*, qui ont atteint de forts tirages, circulent abondamment dans les universités. Les librairies Feltrinelli impriment en temps réel et diffusent pour un prix symbolique les textes issus des différentes occupations. Les étudiants parviennent à dénicher des alliés, des « compagnons de route » y compris dans les secteurs « démocratiques » et progressistes de la société, simplement parce que ceux-ci désapprouvent la répression et les méthodes policières. La vague de contestation, en réalité, était en train d'enrayer la fonction assignée à la sphère de l'éducation par la programmation capitaliste, au risque de la faire exploser.

Car le « néocapitalisme » qui s'était affirmé tout au long du tortueux développement industriel des années 1960, poussé par cette nécessité de programmation qui était à l'origine de ce qu'on appelait l'« économie du plan », conférait à l'école, à la formation intellectuelle, à la qualification de la force de travail, des tâches complexes. Comme c'est souvent le cas dans des phases de grands changements, les exigences de réformes démocratiques issues de la société civile s'avéraient également utiles au développement économique.

En ce sens, les objectifs que les cerveaux néocapitalistes assignaient à la réforme de l'éducation au début des années 1960 (celle du collège unique) étaient un pari sur l'avenir. Il s'agissait en substance, « avec la scolarisation de masse, d'étendre le mythe technocratique de la grande industrie aux institutions de la formation : l'idéologie de la qualification devait pouvoir fonctionner aussi bien dans la production à court terme que dans la formation de la future force de travail. Dans les faits, on attendait de l'instruction scolaire qu'elle acquière sa propre logique de développement « planifié » en façonnant des comportements génériques au travail [...] ». Il s'agissait en premier lieu de produire un sujet au travail à la fois plus flexible (mieux outillé pour s'adapter à de nouvelles fonctions), plus disponible (grâce à la transmission d'un « savoir » fondé sur le mythe de l'efficacité capitaliste), et susceptible d'être opposée au projet politique et à la rigidité de l'« ouvrier » professionnel, qui constituait le « noyau dur » de l'usine.

Naturellement, un tel sujet devait avoir sa place aussi bien dans l'usine taylorisée que dans son secteur tertiaire (les employés travaillant dans l'enceinte de l'usine ou à l'extérieur) de manière à constituer un « capital humain » « disponible », pour une offre de travail qui soit strictement « dépendante » de la demande et des exigences des employeurs. La « fabrique du consensus » des médias de masse, allait quant à elle jouer le rôle réconfortant de grand reproducteur des modèles proposés, et ce n'est pas un hasard si on assiste au cours de ces mêmes années aux premiers phénomènes de concentration éditoriale ou de monopole dans le secteur de

l'information. Il s'agissait là d'une stratégie habile et de vaste portée. Dans la pratique, le capital (les capitalistes) s'appropriait le temps de vie en dehors du cadre salarial, envahissait la sphère des choix individuels, travaillait – pour citer Marx – à « convertir le temps socialement disponible en temps productif », « en créant les conditions institutionnelles de l'« appropriation gratuite » non seulement de la formation (l'éducation), financée par la dépense publique, mais aussi des capacités individuelles constituées dans le temps non soumis au rapport de travail[11] ».

Paradoxalement, la politique du PCI, formée au moule de l'idéologie de la Reconstruction et par conséquent fondée sur l'idéologie du travail, ne pouvait que favoriser ce type de projet, tant elle était axée sur le développement des forces productives. Si l'ouvrier professionnel devait rivaliser avec le patron dans sa capacité à faire fonctionner l'usine, le droit aux études pour les prolétaires signifiait dans cette optique que « la réappropriation des moyens de production [était] liée, même dans une stratégie porteuse de valeurs et d'idéaux nouveaux, à la possibilité pour les prolétaires d'acquérir les compétences techniques et scientifiques qui appartenaient à la bourgeoisie, et dont le prolétariat (en ce sens) n'était que l'héritier ».

Le tableau est sans doute rapidement brossé, il n'en reste pas moins que la direction du PCI n'abandonnera jamais cette culture politique (qui est au fondement par exemple de la politique des sacrifices, ou « ligne de l'EUR[12] » défendue par le PCI

11. Roberta Tomassini (dir.), « Studenti e composizione di classe », *Aut Aut*, 1977. Sur la captation capitaliste du temps chez Marx, voir *Le Capital*, Livre I, chapitre VIII, *op. cit.* : « Il va de soi tout d'abord que le travailleur n'est rien d'autre, chaque jour de sa vie entière, que sa force de travail, que donc tout son temps disponible est par nature et de droit, du temps de travail, qu'il appartient donc à l'autovalorisation du capital. Quant au temps qu'il faut pour son éducation d'homme, pour son développement intellectuel, pour la satisfaction de ses besoins sociaux, pour le commerce des gens, pour le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, et même le temps libre du dimanche – et cela dans le pays même des sanctificateurs du Sabbat – tout ça n'est que calembredaine ! Or dans sa pulsion aveugle et démesurée, sa bestiale fringale du surtravail, le loup-garou capital ne franchit pas seulement les bornes morales, mais aussi les bornes extrêmes purement physiques de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'il faut pour la croissance, le développement et le maintien du corps en bonne santé. Il vole le temps qu'il faut pour respirer l'air libre et jouir de la lumière du soleil. »

12. En février 1978, lors d'une conférence qui se tient à Rome au Palais des congrès de l'EUR, les dirigeants de la CGIL se positionnent à l'avant-garde des politiques d'austérité en appelant à une politique de modération salariale pour garantir l'emploi. Luciano Lama, secrétaire de la CGIL avait déjà invité les ouvriers en janvier, dans *la Repubblica* à « se serrer la ceinture » : « La politique salariale, au cours des prochaines années devra être très modérée. [...] Nous ne pouvons plus obliger les entreprises à entretenir à leurs frais un nombre de travailleurs qui excède leurs capacités productives. [...] Nous proposons dans notre texte que les travailleurs puissent être assistés par l'assurance-chômage pendant un an, et pas au-delà. [...] En somme : mobilité effective de la main d'œuvre et fin du travail assisté en permanence. » Voir aussi le chapitre 8 – *Le compromis historique*, p. 439 *sqq*.

entre 1975 et 1977). La lutte y est conçue en substance comme une mise en concurrence permanente avec les projets de planification et de développement du « capitaliste collectif »: elle oscille perpétuellement entre coopération et conflit « démocratique » (en optant pour des formes « légales » de lutte), et le primat s'y dispute sur la base de catégories telles que l'efficience, la compétence, la capacité à programmer le développement, à accroître la productivité des ressources humaines, etc. C'est ainsi que s'expliquent les incessantes récriminations du PCI contre les dysfonctionnements du système politique, scolaire, économique, sa prétention à l'« hégémonie » au sein des institutions, son incapacité à comprendre les mouvements de base dans le champ social, sa difficulté à prendre acte des transformations de la subjectivité survenues dans les années 1960, pendant le cycle de lutte de l'ouvrier-masse. Mais c'est précisément au cours de ces années, antérieures à 68, que les stratégies parallèles des intelligences néocapitalistes et des partis ouvriers historiques ont été lentement érodées par les comportements collectifs des nouvelles générations.

Comme on l'a vu, les luttes de l'ouvrier-masse n'avaient cessé d'accroître leur capacité à remettre en cause non seulement la manière de produire des marchandises, mais aussi l'organisation de la société tout entière (ce qui allait devenir, au cours de l'année 1969 et pendant l'Automne chaud, à la fois une partie de la mémoire de classe et un projet politique). En ce sens, « l'impulsion donnée à la scolarisation de masse, à la généralisation de l'accès à l'éducation, avait été immédiatement mise au service (à contre-courant des intentions des législateurs) du mouvement de fuite permanente devant la perspective de l'usine, de la nécessité prolétaire du refus du travail salarié subordonné ». Perpétuellement tiraillés entre un désir d'émancipation et un désir de refus (tout comme les jeunes d'extraction petite-bourgeoise qui voyaient s'effondrer les privilèges de l'« instruction »), ces ouvriers avaient déjà produit des formes de contestation radicales et pacifiques. Mais pour pacifiques qu'elles aient été, ces formes étaient déjà porteuses du refus du monde du travail et du monde de l'éducation, et elles exprimaient sur le plan existentiel un besoin d'expériences et de valeurs inconciliables avec les normes dominantes. En cela, les images de la participation massive aux secours lors de l'inondation de Florence en 1966 ont induit une lecture aussi réconfortante que trompeuse[13].

Dans les universités, les professeurs de gauche et progressistes, souvent tout aussi autoritaires et clientélistes que les professeurs bourgeois, s'avéraient incapables de saisir les transformations en cours. De manière générale, les enseignants, marqués par un fort conservatisme, étaient les auxiliaires (volontaires ou non) de la fonction globale de l'école (dont la *Lettre à une maîtresse d'école* opère un dévoilement magistral). Tout cela contribua largement à la remise en question des rôles et de l'autorité.

Si le mouvement se « limite » dans un premier temps à la critique des formes traditionnelles de la représentation étudiante liée aux partis historiques, le moteur véritable de la contestation c'est la conscience nouvelle de la mystification opérée par l'institution scolaire, de sa capacité à occulter les processus réels qui font fonctionner la société. On lui reproche sa participation à la mainmise générale du pou-

voir sur les existences et non, comme le font le PCI et les réformistes, « ses inefficacités et ses retards », son « incapacité à faire face à la nouvelle conjoncture du marché du travail ». Car il devient évident que l'école sert les exigences mêmes du développement capitaliste : « La critique des contenus des enseignements, de l'idéologie de la culture bourgeoise et des formes d'identification qu'elle induit se manifeste, aux débuts de la révolte étudiante, par le refus d'une socialisation du savoir qui résulterait de la pure connaissance des contenus objectifs de la réalité ».

Si l'on s'en prend à la figure autoritaire de l'enseignant, c'est en réalité pour contester les contenus du savoir dont il est porteur, c'est pour refuser l'autorité et les plans du système capitaliste dont il est à la fois le complice et le relais. Le mouvement étudiant met peu à peu au point un usage et une socialisation du savoir qui s'affranchissent des fonctions assignées à l'institution scolaire par les élites néo-capitalistes, une « déscolarisation réelle » au sens d'Ivan Illich[14] : la recherche d'un savoir contre le pouvoir du capital. L'ouvrier-masse était en train d'élaborer la revendication du « salaire comme variable indépendante de la production » : plus de salaire, moins de temps travaillé, diminution des rythmes de production pour se réapproprier le temps vécu dans l'usine et dans la société, pour (re)donner de la valeur à sa propre vie et à son propre corps (autovalorisation[15]), en attaquant à la

13. Les « anges de la boue », comme on les surnomma, étaient de jeunes volontaires issus de nombreux pays, qui avaient rejoint la ville de Florence en 1966 afin de sauver et restaurer les œuvres d'art menacées par la crue de l'Arno. Cette « mobilisation spontanée » fut très médiatisée, et reçut le soutien des associations de jeunesse laïques ou religieuses, de certaines fédérations de partis, de la Croix rouge allemande, de l'Union soviétique, des forces armées américaines stationnées en Italie, de Richard Burton et du pape Paul VI qui célébra la messe de Noël 1966 à Florence dans la cathédrale Santa Maria del Fiore.

14. Voir Ivan Illich, *Une Société sans école* [1971], Seuil, 1972 : « Aujourd'hui, les écoles, les studios de télévision, les théâtres et autres lieux similaires sont tous conçus pour être utilisés par des professionnels. Déscolariser la société veut dire, avant tout, refuser le statut professionnel à ce métier qui, par ordre d'ancienneté, vient juste après le plus vieux du monde, j'entends l'enseignement ! »

15. Le terme d'« autovalorisation » désigne chez Marx la domination du capital sur le temps de travail et de vie ouvrier, y compris au moyen du salaire : « Sous l'angle de la continuité du procès de production, le salaire n'est que la partie du produit qui, après avoir été créée par l'ouvrier, se transforme en moyens de subsistance, autrement dit, en moyens de conservation et d'accroissement de la capacité de travail nécessaires au capital pour son autovalorisation et son procès vital. » (*Chapitre inédit du Capital*, 1867 – disponible en ligne). L'autovalorisation dont il est ici question désigne au contraire la capacité effective du mouvement à s'émanciper dans ses formes et son organisation même du « procès vital » du capital. Contre la valorisation capitaliste du temps de travail et de vie ouvrier, l'autovalorisation prolétaire est réappropriation du surtravail du *point de vue ouvrier.* À propos de l'autovalorisation « étudiante », voir la brochure *L'école, atelier de la société-usine* (1973) – disponible en ligne. Il sera de nouveau question d'autovalorisation au chapitre 8 – *Lucio Castellano : L'autonomie, les autonomies*, p. 420 *sqq.*

racine le processus d'accumulation et d'exploitation. De la même manière, les étudiants aspiraient à débarrasser l'institution universitaire des fonctions productives qui lui étaient dévolues. « Cette tendance à affirmer des besoins autonomes en matière de connaissance, contre le projet de formation et de qualification capitaliste, mène progressivement le mouvement à dépasser la revendication idéologique d'une conscience alternative de la réalité sociale – revendication qu'il aurait été possible de satisfaire dans le cadre de l'institution[16] » : il commence à investir la société, les quartiers, part à la recherche d'autres modèles de vie et, devant les usines et les lieux de travail, se met en quête d'alliances entre ouvriers et étudiants.

Les nouveaux *leaders* du mouvement restaient pourtant convaincus de la nécessité d'une analyse de classe au sein de la population étudiante, comme on l'a vu lors de l'occupation du Palazzo Campana à Turin. Mais cette question, qui risquait au final d'occulter les différences de classe, avait été initialement sous-évaluée et certains des contenus radicaux des *Thèses de la Sapienza* n'avaient pas complètement pénétré[17]. En réalité, à Trente, à Pise et à Turin (les trois pôles principaux de la contestation, au moins pour ce qui concerne la production théorique), l'urgence d'une analyse politique globale se heurtait continuellement aux appareils théoriques des formations de la nouvelle gauche.

Le débat qui opposa les différentes composantes de la rédaction des *Quaderni piacentini* est à ce titre exemplaire. En 1967-1968, le noyau originel s'était élargi. On y trouvait d'une part Luca Meldolesi, Nicoletta Stame, Cesare Pianciola, Giorgio Backaus, qui s'orienteront, à des moments différents et avec des fortunes diverses vers l'Unione dei marxisti-leninisti ; de l'autre Luigi Bobbio et Guido Viale (issus du Palazzo Campana) qui fonderont Lotta continua, et Sergio Bologna qui fera partie des fondateurs de Potere operaio. C'est-à-dire d'une part la théorie typiquement m-l de l'avant-garde intellectuelle des cadres politiques qui « doivent » diriger les masses, et de l'autre la tentative permanente de concilier spontanéité et organisation. En vérité, les acteurs de ce débat complexe, souvent campés dans une « fière adversité », peinaient eux-mêmes à en restituer les enjeux en termes généraux. Cependant le besoin impératif de dégager une ligne unitaire aboutit à un document qui, selon Bellocchio (l'un des fondateurs des *Quaderni piacentini*), « avait en quelque sorte inventé le mouvement étudiant ». Ce texte, rédigé par Guido Viale et intitulé « Contre l'université » fut publié sous forme d'article dans les *Quaderni piacentini*, tirés pour l'occasion à 20 000 exemplaires et distribués dans toutes les universités. Par-delà l'emphase de Bellocchio, il est indéniable que ce texte suscita parmi ses lecteurs une identification très large, presque à l'égal de la *Lettre à une maîtresse d'école* qui restait une référence majeure pour beaucoup de séminaires et de contre-cours.

Le long texte de Guido Viale est une proposition de synthèse du travail et des expérimentations intellectuelles issus des contre-cours et des séminaires organisés par les étudiants pendant l'occupation de l'université de Turin. En cela, il peut être lu comme un bilan général de cette première phase de luttes, dont il reformule les questions encore irrésolues.

L'université comme outil d'intégration. L'université y est décrite comme un instrument de manipulation idéologique et politique, qui fabrique de la subordination par rapport au pouvoir. Elle est faite pour détruire dans la personnalité de chacun le sens de la solidarité et du collectif en promouvant le mythe de la compétitivité individuelle et de la sélection entre sujets privilégiés et sujets défavorisés. Elle a pour objectif la cooptation sélective de la classe dirigeante et des organes de pouvoir. On peut ainsi répartir les étudiants en trois catégories : 1) ceux qui se servent de l'université (comme rampe de lancement pour accéder au pouvoir) ; 2) ceux qui subissent l'université (comme une étape obligatoire pour occuper une position quelconque dans la hiérarchie sociale) ; 3) ceux qui sont opprimés par l'université (qui n'a alors d'autre rôle que de légitimer leur subordination sociale). À Turin il s'agit clairement d'une lutte menée par la deuxième catégorie contre la première, avec l'objectif de dénoncer les concepts de formation professionnelle et de « professionnalisme » comme autant de mystifications.

Carlo Donolo écrira à ce propos : « L'un des aspects les plus intéressants de la révolution culturelle étudiante est de mettre en cause la fonction professionnelle de l'enseignement non seulement en raison de l'autoritarisme de ses contenus, mais aussi et surtout parce que le capital se prévaut de leur pseudo-scientificité pour façonner à la fois ses propres esclaves et leurs futurs oppresseurs. »

Le texte de Viale se poursuit par l'analyse des mécanismes de sélection : des plus évidents, comme le coût des études, à ceux, plus subtils, qui tiennent aux différentes manières de fréquenter l'université. Les étudiants se divisent ainsi en deux catégories : ceux qui se destinent à une carrière universitaire et aux postes de direction, et les autres pour qui le diplôme n'est qu'un bout de papier tout juste bon à dégoter un poste de travail quelconque. Dans cette optique, il est de première importance d'analyser la condition des étudiants-travailleurs.

Après avoir rappelé et analysé la fonction de l'autoritarisme académique, les différentes commissions d'étude ont constaté que les livres pouvaient se révéler tout aussi autoritaires que les professeurs. Le culte du livre et de la « vérité » livresque est par conséquent l'objet d'une critique radicale, et on lui préfère la discussion et la confrontation avec des « experts ».

L'université et la science. La recherche scientifique est principalement abordée sous l'angle de son organisation bureaucratique (soumise à des orientations politiques précises). La fonction idéologique de la recherche scientifique est durement critiquée, parce qu'elle garantit à ses propres tenants une situation privilégiée en même temps qu'elle impose à la société l'idéologie de l'inéluctable division en classes (la nécessité des experts). Le mouvement étudiant des facultés techniques



16. Roberta Tomassini, « Studenti e composizione di classe », *op. cit.*
17. « La tâche première du mouvement étudiant consiste à opérer des distinctions de classe au sein de la population scolarisée », Guido Viale, *Contre l'université*, *op. cit.*

et scientifiques doit trouver, dans le contact avec les usines et avec la classe ouvrière, le terrain d'étude où il pourra exercer ses choix, au sens où il lui faut préparer les techniciens à être autre chose que les « fonctionnaires » du capital.

Les luttes, la base et le sommet. Pour Viale, les instances dirigeantes du mouvement ont montré un retard constant par rapport à la volonté de lutte de la base étudiante, et cela en raison de trois erreurs : 1) elles ont considéré comme un devoir des « dirigeants » d'interpréter les comportements de la « base », au lieu de présupposer que seul pouvait être dirigeant celui qui se donnait les moyens de faire des choix avec plus de clarté et de détermination que les autres ; 2) elles ont considéré que la liberté de l'assemblée consistait uniquement à choisir entre des alternatives prédéterminées ; dans une société fondée sur l'oppression, la liberté ne relève pas de l'exercice du choix ; les alternatives n'autorisent jamais la différence, et l'assemblée ne parvient à la cohérence et à l'unité que lorsqu'elle définit elle-même la voie qui lui permet de se soustraire aux conditions de la « normalité » ; 3) elles ont cru qu'il était possible d'extraire de l'assemblée une composante plus avancée, de l'isoler de la masse de ceux qui n'étaient pas encore « initiés », de séparer ces deux composantes et de leur tenir des discours différents (« révolutionnaires » pour les premiers, « réformistes » pour les autres).

Ce texte, comme on peut le constater, soulevait de multiples questions (qui allaient bien au-delà de cette rapide synthèse, et qui serviront de support à de nombreuses discussions et assemblées). Quoi qu'il en soit, une ligne s'en dégageait : on ne luttait plus « dans » l'université mais « contre » l'université et les structures même de son organisation.

« Cette fois, on ne s'est pas enfuis » : la bataille de Valle Giulia

L'engagement des jeunes *leaders* du nouveau mouvement étudiant est frénétique, passionné, et à temps plein. Pour faire circuler l'information et tisser des liens entre les luttes, ils font de longs et exténuants voyages en train ou en petites cylindrées, d'une université occupée à l'autre. Les théoriciens de la contestation se rendent parfaitement compte (ils l'écriront en novembre 1968 dans un article des *Quaderni piacentini* intitulé « Matériaux pour une université critique ») que le développement et la coordination des luttes sont l'un des enjeux majeurs du mouvement, qu'un « excès » d'intervention idéologique des groupes extérieurs à l'université ne peut que recréer de la séparation entre les cadres dirigeants et les militants de base, au risque d'une institutionnalisation de type réformiste de la contestation.

À l'université de Rome, les luttes sont parties de la faculté de lettres. Elles ont tout d'abord été prises en main par des groupes marxistes-léninistes qui préexistaient au mouvement. La diffusion de la production théorique de Trente, de Pise et de Turin contribuera à changer la donne. En janvier 1968, Bobbio et Rostagno s'expriment contre la logique verticale de la représentation, et insistent sur la nécessité de

donner priorité à l'extension du mouvement plutôt qu'au perpétuel peaufinage d'une idéologie abstraite – qui est aussi un inévitable frein à la mobilisation. Ici encore, le rapport entre spontanéité et organisation reste irrésolu. Franco Fortini parle à ce propos d'« un problème de type nouveau dans notre pays depuis une vingtaine d'années. [...] Ce problème, c'est la contradiction entre une vision politique de type minoritaire (qui ne se limite ni au conflit avec les autorités académiques ni à une protestation indéfinie) et les outils nécessaires pour commencer à la mettre en actes[18] ».

À Rome en tout cas, comme dans beaucoup d'autres situations de lutte, la pratique de l'assemblée commence à perdre petit à petit de sa centralité, et les étudiants préfèrent s'organiser en commissions ou en groupes de travail. C'est ainsi que s'imposent les principes de l'autogestion de la lutte et du refus de la représentation, qui impliquent la mise à distance des groupes idéologiques déjà constitués, même s'ils sont fortement enracinés dans la réalité étudiante romaine. Le refus de la représentation s'étend à la critique des partis de la gauche traditionnelle et se conçoit pleinement comme un principe révolutionnaire. Il passe donc aussi nécessairement par le refus de l'« auto-instrumentalisation », c'est-à-dire d'une forme de délégation interne au mouvement, antithétique avec la ligne de masse. *Linea di massa*: ce sera également le titre d'une série de textes politiques publiés un peu plus tard par Potere operaio[19].

Le 28 février, le Conseil de la faculté de lettres accepte que les examens se tiennent dans l'université occupée. Les étudiants imposent les « examens de l'égalité », c'est-à-dire qu'ils sont publics, qu'il est possible de refuser la note, que celle-ci fait l'objet d'une discussion publique avec l'examinateur et les étudiants présents, et que l'on ne signe pas le procès-verbal sans en connaître le résultat. Ces examens d'un genre nouveau ne durent pas plus d'une matinée: le recteur D'Avack leur récuse toute légitimité et appelle la police, qui expulse les étudiants. Le 30[20], ceux-ci décident de réoccuper et se rassemblent aux abords de l'université. Le cortège s'est à peine ébranlé que des affrontements éclatent avec les forces de l'ordre. Des affrontements violents, que rien ne laissait prévoir.

Cet épisode restera sous le nom de « bataille de Valle Giulia » et deviendra une référence pour les étudiants dans toute l'Italie. « Cette journée n'a servi à rien » commentent Carlo Oliva et Alberto Rendi, deux observateurs attentifs du mouvement, « elle n'a mené à rien et ceux qui y ont été le plus impliqués ont été les premiers à en convenir. Mais il s'est passé quelque chose de résolument nouveau: pour la première fois depuis 1960, on a osé affronter la *longa manus* armée de l'oppression gouvernementale, et ceux qui ont fait cela, ce ne sont ni des ouvriers, ni les partis organisés[21] ».

18. Franco Fortini, « Il dissenso e l'autorità », *Quaderni piacentini*, n° 34, 1968.
19. Sur les brochures *Linea di massa*, voir chapitre 6 – *Sergio Bologna : 68 en usine*, note 26 (p. 293).
20. Long mois de février... l'épisode a lieu en réalité le 1er mars.
21. Carlo Oliva, Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco et le sue lotte*, Feltrinelli, 1969.

Oreste Scalzone, qui participa au mouvement romain, se souvient de cet épisode :

« 1968, pour nous, cela a été la fin du minoritarisme, la sortie des catacombes. La liberté de mener une quasi-révolution. Avant, nous étions des marginaux subalternes, contraints à chercher l'affrontement avec l'État par personne interposée : nous avions toujours face à nous l'État-PCI, l'État-syndicat, sans jamais parvenir à autogérer des luttes indépendantes, autonomes.

La liberté, c'étaient les assemblées de masse à l'université. La liberté, c'était de décider d'appeler à une manifestation et de se retrouver des milliers dans la rue. La liberté, c'était de ne pas avoir de commandement général auquel il fallait obéir ou désobéir.

La liberté a commencé un matin de février par une manifestation qui était partie de la fac de lettres et qui s'est terminée par une grosse assemblée dans l'amphi principal, où on débattait de tout : du pouvoir étudiant et de la guerre du Vietnam, du gouvernement Moro, de la réforme 2314 et de l'offensive du Têt [...].

Quand nous sommes sortis, comme un fleuve en crue, par les hautes portes de noyer, la fac était occupée. L'occupation, c'était comme une fourmilière mystérieuse, comme si chacun circulait sans but apparent, mais pris tous ensemble cela faisait comme un grand laboratoire, une ruche en proie à une activité intense et féroce.

Je ne me rappelle plus si les contre-cours ont commencé tout de suite. Je me souviens que le prétexte de l'assemblée avait été l'expulsion de la fac de Florence, demandée et obtenue par le recteur Devoto. Comme cela arrive souvent, cette décision avait fait déborder le vase et le mouvement se transformait en raz-de-marée.

Je me souviens que ce fut pour moi et pour Lucia – nous étions ensemble depuis quelques mois – le début d'une vertigineuse kermesse. Les assemblées succédaient aux assemblées, les collectifs aux collectifs. Nous suivions le fil rouge, les sentiers des occupations, comme une merveilleuse partie de Monopoly. L'université était en même temps une agora et un carrefour, extraterritorial en un certain sens. L'université occupée était aussi un lieu d'agrégation pour les nouveaux immigrés – les *pendolari*, les provinciaux comme nous[22]. [...].

Je commençais à faire partie de ceux qui parlaient le plus dans les assemblées, j'avais pris la parole dans un énorme *meeting* au palais des sports.

Qu'est-ce que nous voulions ? Que tout change – que les universités soient autogérées, qu'il n'y ait plus de sélection, [...] que les Viêt-Cong triomphent, que les contenus de la culture changent, mais surtout que cet extraordinaire mouvement qui transformait radicalement notre quotidien ne s'arrête jamais.

La liberté, c'était le matin de Valle Giulia. Ils avaient bouclé la fac d'architecture, qui était à présent aux mains de la police. Le soir, la nuit, lors de la réunion du comité d'agitation de l'université, nous avions décidé que nous irions la reprendre. Nous nous sommes levés tôt et nous sommes partis, fiers d'avoir mis en place un embryon de service d'ordre (il avait pour emblème l'insigne de l'équipe la Roma, qui avait connu ce matin-là un franc succès). Nous sommes arrivés au pied du talus herbeux

et nous avons commencé à lancer des œufs sur les policiers, engoncés dans leur uniforme, pris au dépourvu, habitués à disperser les manifestations sans rencontrer de résistance. Lorsqu'ils ont chargé, on ne s'est pas enfuis. On se repliait et on contre-attaquait, pierres contre grenades lacrymogènes, en avançant et en reculant à travers les allées et les pelouses, avec des armes de fortune : des cailloux, des planches arrachées aux bancs publics, des choses de ce genre. Quelques jeeps furent incendiées, il y eut des arrestations et une pluie de coups. Un groupe que je conduisais avec Massimiliano Fucksas a réussi à pénétrer sous un porche de la fac. Là, nous nous sommes retrouvés coincés, pris entre deux feux : à l'intérieur les policiers qui opposaient une résistance forcenée, et les carabiniers qui nous arrivaient par derrière. Nous sommes sortis entre deux rangées de carabiniers qui nous frappaient avec leurs bandoulières. Une fille s'est accrochée au revers de mon manteau, nous avons glissé sur l'écume des canons à eau, dégringolé l'escalier et nous nous sommes retrouvés hors de ce cauchemar. Toute la matinée, les charges ont succédé aux contre-charges et à la fin, en loques, sales, fatigués, nous avons réussi à organiser une manifestation jusqu'au palazzo Chigi[23] [...]. Je me souviens être monté sur l'obélisque de la piazza Colonna qui est par la suite devenu pour nous une sorte de podium naturel, en criant : « Camarades ! Seules quatre rangées de policiers nous séparent de nos ennemis. » Les policiers avaient des mitraillettes, personne ne bougea. Et puis la tension disparut quand quelques députés communistes descendus de Montecitorio nous invitèrent à former une délégation pour discuter avec eux. Lorsque nous sommes sortis, on pouvait lire sur les devantures des kiosques à journaux : *Bataille à Valle Giulia* [...]. »

Ces incidents firent 150 blessés du côté des policiers et plusieurs centaines du côté étudiant, mais la police avait battu en retraite à de nombreuses reprises et la base étudiante avait tenu l'affrontement sans fuir, en opposant une résistance active.

Quelque temps après, Vitavisia et Pietrangeli composèrent une chanson sur les événements de Valle Giulia, qui sera longtemps chantée dans l'euphorie des grandes manifestations.

Place d'Espagne splendide journée
la circulation bloquée, la ville engorgée
et tous ces gens, combien y en avait-il ?
les pancartes brandies bien haut et tous on criait :
« non à l'école des patrons
le gouvernement dehors, démission » eeh

Et toi tu me regardais avec des yeux fatigués
pendant qu'on était encore là devant

22. Les *pendolari* résident hors des grands centres urbains et font chaque jour ou chaque semaine la navette entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail ou d'étude.

23. Le palazzo Chigi est le siège de la Présidence du Conseil. Montecitorio, dont il est question plus bas est la chambre des députés.

et tes sourires paraissaient éteints
mais il y avait des choses bien plus importantes
« non à l'école des patrons
le gouvernement dehors, démission » eeh

Onze heures et quart, tous à la fac d'architecture
on n'avait pas encore de raison d'avoir peur
et on était vraiment très très nombreux
et les policiers face aux étudiants
« non à l'école des patrons
le gouvernement dehors, démission » eeh

Ont empoigné leurs matraques
et ils ont cogné comme ils le font toujours
et alors tout à coup il s'est passé
quelque chose de nouveau, quelque chose de nouveau, quelque chose de nouveau
cette fois on ne s'est pas enfuis
cette fois on ne s'est pas enfuis

Le premier mars si je m'en souviens
on devait bien être mille cinq cents
et la police nous tombait dessus
mais les étudiants la faisaient reculer
« non à l'école des patrons
le gouvernement dehors, démission » eeh

Et toi tu me regardais avec des yeux fatigués
– mais il y avait des choses bien plus importantes
mais qu'est-ce que tu fais ici mais ne reste pas là
tu ne vois pas que la police nous tombe dessus ?
« non à l'école des patrons
dehors le gouvernement, démission » eeh

Les camionnettes les brigades mobiles
nous ont dispersés, arrêtés en masse et puis ils nous ont frappés
mais que ce soit bien clair, et ça on le savait
c'était sûr, on n'en resterait pas là
cette fois on ne s'est pas enfuis
cette fois on ne s'est pas enfuis

Le premier mars si je m'en souviens
on devait bien être mille cinq cents
et la police nous tombait dessus

mais les étudiants la faisaient reculer
« non à l'école des patrons
le gouvernement dehors, démission » eeh
« Non à la classe des patrons
il n'y aura pas de conditions », non!

La bataille de Valle Giulia provoqua une vague d'enthousiasme et de luttes dans toutes les universités italiennes (Bari, Naples, Cagliari, Milan, Turin, Pise, etc.). Elle eut également de fortes répercussions sur le mouvement lycéen naissant (à Milan, au mois de février, quinze lycées avaient été occupés). Sous la pression du mouvement et des secteurs « démocratiques », le gouvernement demanda que les étudiants arrêtés lors des affrontements soient relâchés, et imposa au recteur D'Avack de rouvrir l'université et de négocier avec les étudiants.

Des messes aux masses: les luttes à l'université catholique

L'université catholique du Sacré Cœur de Milan (la *Cattolica*) est l'une des institutions d'enseignement supérieur les plus prestigieuses du pays. D'illustres personnages de la scène politique italienne ont été formés dans ses amphithéâtres. Berceau de la classe dirigeante catholique, elle a compté parmi ses étudiants des « politiciens pur sucre », comme Fanfani, De Mita ou Gui, des économistes comme Prodi et Lizzeri, des juristes du calibre de Tiziano Treu et Roberto Ruffilli. Elle est administrée d'une main de fer par des professeurs armés d'un rigoureux sens moral. « Les étudiantes devaient porter une blouse noire et le pantalon leur était interdit. L'été, les étudiants devaient porter la chemise hors du pantalon pour ne pas laisser voir leur taille[24] »).

Les étudiants viennent d'un peu toute l'Italie, attirés entre autres par le fait qu'un diplôme de la Cattolica constitue une solide garantie sur le marché de l'emploi. Beaucoup sont issus de familles pauvres et doivent leur entrée à l'université aux sacrifices de leurs familles et aux recommandations du curé de leur paroisse. La mobilisation étudiante commence le 17 novembre 1967, lorsque le conseil d'administration décide d'augmenter les frais d'inscription de 54%. Pour beaucoup c'est une charge insoutenable, et même les plus privilégiés se solidarisent immédiatement avec le mouvement de protestation. Dans le contexte général de cette fin d'année 1967, l'occupation de la Cattolica, parce qu'elle porte des enjeux spécifiques, tient une place un peu à part. Comme les autres universités en lutte, elle s'oppose à l'autorité académique, mais il lui appartient également de contester l'autorité et le magistère de l'Église. De ce point de vue, elle apparaît comme la déclinaison estudiantine du long parcours politique des « chrétiens du *dissensus* », que la *Lettre à une maîtresse d'école* de Don Milani avait portée à la connaissance du plus grand nombre.

24. Claudio Rinaldi, « Pater, ave e storia », *Panorama*, 22 novembre 1987.

Les *leaders* de la contestation sont presque tous très religieux. On peut citer Nello Casalini, qui entrera plus tard chez les Frères mineurs, Francesco Schianchi (on lui doit le slogan « des messes aux masses »), Luciano Pero et Mario Capanna (qui écrit en 1967 un traité de 70 feuillets pour convaincre sa petite amie que les rapports sexuels avant le mariage sont compatibles avec l'enseignement de Saint Thomas d'Aquin). Et c'est peut-être dans la radicalité existentielle du christianisme dissident qu'il faut chercher les sources de certains de leurs choix politiques à venir.

Au cours de l'année universitaire 1967-68, trois occupations de la Cattolica se succèdent (le 5 décembre 1967, le 21 mars et le 24 mai 1968). L'immense majorité des étudiants participe aux luttes, et à chaque occupation les autorités académiques ripostent en « bouclant » l'université. C'est ainsi que s'invente, sur le largo Gemelli, devant l'université, la pratique de l'occupation hors les murs : « On planta beaucoup de tentes sur le terre-plein et des centaines d'étudiants commencèrent à y camper jour et nuit, harangués sans trêve par Mario Capanna[25]. » Mais la Cattolica dispose aussi de règlements intérieurs très particuliers qui permettent l'exclusion des individus indésirables, ou du moins leur suspension. La plus honnie de ces règles porte le numéro 47 (et sera par la suite abolie) : « L'étudiant qui, après un avertissement oral ou écrit, persisterait, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, dans une conduite contraire à l'esprit qui régit l'Université catholique, peut être invité par le Recteur à déclarer auprès de quelle université il entend transférer son dossier [...]. Si l'étudiant ne déclare pas dans un délai de quinze jours dans quelle université il entend transférer son dossier, le recteur lui délivrera son congé pour l'université la plus proche. » En vertu de ce dispositif, 150 étudiants sont suspendus, et les avant-gardes comme Pero, Spada et Capanna sont purement et simplement expulsés. Ils rejoindront l'université d'État (la *Statale*).

Mais en dépit de la répression, les luttes à la Cattolica se poursuivent pendant toute l'année 1968. En précisant les objectifs de la contestation, elles travailleront à analyser la fonction spécifique de l'Université catholique (UC) dans le paysage culturel italien. Après la troisième occupation, les étudiants publient un long texte d'analyse qui aborde ces questions[26] :

1) *La définition ambiguë de l'UC : institution apostolique ou institution culturelle ?*

L'UC actuelle, dans ses structures fondamentales, est encore telle que l'a voulue le *padre* Gemelli[27] : une université capable d'asseoir le solide édifice de la culture « catholique » (*cf.* le manifeste fondateur de la revue *Vita e Pensiero* : « Medievalismo »). Et la culture catholique, inspirée par les valeurs de la foi, devait être pour les chrétiens l'instrument apostolique susceptible de pénétrer la citadelle laïque, en vue de la convertir.

Il y a trois ans, un demi-siècle plus tard, le professeur Franceschini (l'actuel Recteur) affichait dans ses lignes programmatiques des préoccupations identiques, en faisant usage d'un remarquable amalgame. Il y comparait en effet l'UC à l'Azione cattolica, ce qui revient à concevoir l'Université comme une œuvre strictement apos-

tolique[28]. Implicitement, l'UC se trouvait donc chargée d'une sorte de « mandat », qui légitimait par conséquent l'intervention directe de la hiérarchie. L'UC est une œuvre de l'Église, et elle doit rester telle, c'est ce qu'on entend encore aujourd'hui, et on sait ce que cela signifie : « L'Université catholique doit rester strictement subordonnée aux volontés de la hiérarchie » (*cf.* les diverses lettres polémiques du Recteur et tout ce qu'a pu écrire l'*Osservatore romano* au moment de la première occupation).

L'élément de fond qui à notre sens détermine la structure de l'UC, c'est la vocation ambiguë qui est de fait la sienne : celle d'être à la fois une institution apostolique et une institution culturelle.

2) *L'intégrisme culturel comme obstacle à la juste liberté de la recherche et à la pureté du message religieux.*

Le *padre* Gemelli pensait qu'il était nécessaire de construire la culture catholique en l'opposant aux autres cultures[29]. Cette conviction profonde, et plus encore

25. *Ibidem.*

26. *Università cattolica*, Sapere edizioni, 1968.

27. Agostino Gemelli (1878-1959), franciscain, médecin et psychologue, fonda en 1921 avec Armida Barelli, Francesco Olgiati et Ludovico Necchi, l'Université catholique du Sacré Cœur de Milan, dont il fut le recteur jusqu'à sa mort.
En 1914 il avait fondé, avec Ludovico Necchi et Francesco Olgiati, la revue *Vita e Pensiero* qui se proposait de jeter un pont entre la foi catholique et les questions politiques, économiques et sociales. Elle est encore aujourd'hui la revue de l'Université catholique de Milan. Gemelli rédigea, lors de la sortie du premier numéro, un manifeste qui fit grand bruit : « Médiévalisme. Voilà notre programme ! Je m'explique. Nous nous sentons profondément éloignés, ennemis même de ce qu'on appelle la *culture moderne*, tellement pauvre de contenus, tellement scintillante de fausses richesses toutes apparentes, aussi bien lorsqu'elle se pavane dans les discours d'investiture universitaires que lorsque, philanthropique, elle descend dans les universités populaires pour partager entre les humbles le pain de la science moderne. Elle est une juxtaposition de parties qui ne sont pas jointes intimement mais mises ensemble sans connexion intime, organique. Elle est une mosaïque construite par un enfant anormal, qui n'a pas le sens des couleurs ni des figures. Encore. Nous avons peur, peur de cette culture moderne, non pas parce qu'elle élève ses armes contre notre foi mais parce qu'elle étrangle les âmes en tuant la spontanéité de la pensée. Encore. Nous nous sentons infiniment supérieurs à ceux qui proclament la grandeur de la culture moderne. Car celle-ci est inféconde et incapable de faire naître une seule pensée, et à la place de la pensée elle a érigé en divinité l'érudition du vocabulaire et de l'encyclopédie. »

28. Fondée en 1906 par Pie X, l'Azione cattolica (« Action catholique ») est l'unique association catholique laïque italienne jusqu'à la fin des années 1960. À partir de 1964, sous la présidence de Vittorio Bachelet, elle va réaffirmer le primat de sa mission strictement religieuse, conformément à l'esprit du concile Vatican II.

29. Agostino Gemelli se rallia avec enthousiasme au régime fasciste de Mussolini. En 1939, après la promulgation des lois raciales, il déclare : « Tragique, sans doute, et douloureuse, la situation de ceux qui ne peuvent faire partie, à cause de leur sang et de leur religion, de cette magnifique patrie ;

l'affectation pernicieuse de missions apostoliques à l'UC ont légitimé l'existence d'un rigoureux contrôle hiérarchique, lequel s'est révélé extrêmement néfaste à deux titres :

a) il a fondamentalement empêché, spécialement ces dernières années, toutes les tentatives de recherche et d'expression sur des sujets considérés comme « compromettants », et pourtant tout à fait propices au débat (la lettre sur le divorce, le Vietnam, la censure des *Dialoghi*, etc.).

b) il a subordonné le message religieux à des choix historiques et culturels précis, et il en a trahi l'esprit universel (*cf. Gaudium et Spes*, 58[30]). La réflexion sur la foi et sur les rapports avec la réalité mondaine risque ainsi de devenir [...] un objet de foi.

Le contrôle hiérarchique est d'autant plus oppressant que les formes de son intervention sont moins définies. La hiérarchie (cela a été dit clairement) est le « maître de maison », et le maître de maison intervient où, quand et comme il veut. Aujourd'hui, ce ne sont pas tant les cas de répression (qui commencent pourtant à être nombreux, voir le point suivant) qui pèsent sur le bilan culturel de l'UC, que *l'inhibition générale, systématique, et inavouée* qui découle d'un contrôle hiérarchique permanent et rien moins qu'éclairé. La hiérarchie a jusqu'ici nommé au poste de Recteur des personnes « sûres », c'est-à-dire toujours prêtes à obéir. Le *padre* Gemelli était un moine ; les deux Recteurs qui lui ont succédé étaient membres de *l'Opera della regalità*[31], un institut séculier : tous étaient liés par le *vœu* d'obéissance. La hiérarchie contrôle la totalité de l'appareil administratif de l'UC, tous les échelons de décision sont aux mains des membres de la *Regalità*, lesquels se sentent quasiment obligés, de manière plus ou moins inconsciente, de veiller sur l'ordre établi et de repérer les éventuels « candidats à l'hérésie ». Ils constituent ainsi, qu'on le veuille ou non, un véritable réseau de délation organisé. Qu'on ne perde pas de vue cependant, que la hiérarchie possède des moyens de contrôle directs, aussi bien par le patronage de Son Éminence G.B. Colombo, archevêque de Milan, que par la présence de Monseigneur C. Colombo, évêque de Vittoriana et président de l'institut Toniolo – congrégation Sacrée pour l'enseignement catholique. Nous parlerons des effets inhibants de ce contrôle aux points 4 et 5. Revenons pour l'heure à la question de l'intégrisme culturel, qui n'est pas uniquement facteur de stérilité.

3) *L'intégrisme culturel comme instrument de répression.*

L'intégrisme culturel est aussi une arme efficace pour les détenteurs du pouvoir universitaire. Il est facile de prétendre élargir les frontières de l'esprit chrétien et d'agiter ensuite l'épouvantail de l'orthodoxie trahie pour liquider le *dissensus*. Aux dires du Recteur, il est permis d'établir une distinction entre le *dissensus* chrétien et le *dissensus* non chrétien. Aujourd'hui, l'occupation est l'expression d'un *dissensus* non chrétien, et par conséquent – conclut-il – ceux qui la pratiquent, l'encouragent ou l'approuvent n'ont pas l'esprit chrétien, et ils seront éloignés de l'Université. Le Recteur est passé maître dans l'art du syllogisme. Et pourquoi l'occupation est-elle une forme non chrétienne de *dissensus* ? C'est simple : parce que l'occupation

est une violence et que le christianisme récuse la violence ou le *dissensus* violent. Et le Recteur s'empresse de citer, presque comme un dogme de la foi, la lettre de l'archevêque G.B. Colombo du 23 avril 1968 qui a servi de prétexte aux derniers épisodes de répression : l'avertissement solennel adressé à Andreoni, le président de l'ORSUC[32], et aux étudiants Casalini et Dente. Et plus graves encore, les exclusions de Schianchi et Marchetti.

Mais il oublie de dire que les étudiants qui ont occupé l'université n'ont jamais eu l'intention d'exercer la moindre violence sur qui que ce soit. Ils n'ont fait que cadenasser les portes et empiler des chaises pour se protéger de la violence bien plus grave des groupes fascistes qui, eux, entendaient vraiment perpétrer des agressions physiques contre les personnes. Le Recteur oublie aussi que la pire des violences est celle qui s'exerce contre la justice. Et les Autorités académiques en ont largement usé. Le Recteur oublie qu'on ne peut fonder une accusation sérieuse d'hétérodoxie (qui motive l'exclusion de Capanna, Pero et Spada, ainsi que la mesure d'éloignement à l'encontre du *dottor* Natoli[33]) sur des arguments aussi discutables, et qui font encore débat dans la production théologique actuelle. Le Recteur oublie enfin que l'occupation a été *le seul* moyen d'action du mouvement qui ait amené les Autorités académiques à prendre position. Le Recteur lui-même n'a-t-il pas parlé de « choc salutaire » ? Malheureusement, la gestion désastreuse qui nous est opposée se sert de ces procédés absurdes pour camoufler son incapacité politique foncière, et la liberté des personnes comme la vie universitaire en font les frais.

tragique, la situation où nous voyons une fois de plus, comme bien d'autres fois dans les siècles, cette terrible sentence que le peuple déicide a appelé sur lui, et pour laquelle il va errant par le monde, incapable de trouver la paix d'une patrie, tandis que les conséquences de l'horrible crime le poursuivent partout et en tous temps », cité par Renzo De Felice, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Einaudi, 1993.

30. La constitution pastorale *Gaudium et Spes* « sur l'Église dans le monde de ce temps », promulguée en décembre 1965, est l'un des principaux documents de l'Église catholique romaine issus du concile Vatican II. Le paragraphe 58, intitulé « Nombreux rapports entre la Bonne Nouvelle du Christ et la culture », indique : « Mais en même temps, l'Église, envoyée à tous les peuples de tous les temps et de tous les lieux, n'est liée d'une manière exclusive et indissoluble à aucune race ou nation, à aucun genre de vie particulier, à aucune coutume ancienne ou récente. Constamment fidèle à sa propre tradition et tout à la fois consciente de l'universalité de sa mission, elle peut entrer en communion avec les diverses civilisations : d'où l'enrichissement qui en résulte pour elle-même et pour les différentes cultures. »

31. Cet institut, fondé en 1929 par Agostino Gemelli et Armida Barelli, était justement chargé d'enseigner « la messe aux masses », c'est-à-dire de transmettre la liturgie aux fidèles.

32. L'Organismo rappresentativo studentesco università cattolica est l'organisme représentatif des étudiants de l'université catholique.

33. Salvatore Natoli (1942) était professeur assistant à l'Université catholique. Il avait entamé une grève de la faim pour protester contre l'expulsion des étudiants Pero et Capanna, ce qui lui valut d'être exclu de la résidence universitaire des enseignants.

A) *L'Université catholique doit être ouverte à tous*

Actuellement, pour être admis à l'UC, il faut produire une série de documents : certificat de baptême, attestation de bonne conduite morale et religieuse, déclaration d'engagement au respect du règlement de l'université. Ils sont censés d'une part garantir l'adhésion à la foi catholique de l'impétrant, et de l'autre, l'engager à respecter par sa conduite une « morale catholique » qui n'est jamais explicitement définie.

Ces documents sont une forme imbécile de contrôle bureaucratique. D'une part, on ne voit pas comment ils pourraient attester ou non de la foi de quiconque ; de l'autre, ils constituent un obstacle réel pour ceux dont le projet d'engagement dans le monde s'appuie sur des choix délibérés et responsables, mais qui ne sont pas partagés par tout ou partie de la hiérarchie.

Nous demandons par conséquent l'abolition de ces documents, qui empêchent les non-croyants d'accéder eux aussi aux enseignements de l'UC.

Cette revendication vise à favoriser l'entrée à l'Université catholique de personnes éminentes dans les domaines de la culture et de la recherche scientifique, indépendamment du fait qu'ils soient ou non croyants. Leur présence permettra d'une part de développer la recherche au sein de l'UC, et de l'autre d'y expérimenter les différentes formes de dialogue entre foi et culture. Seule la présence à l'Université d'orientations culturelles diverses, c'est-à-dire d'interlocuteurs réels, nous préservera de la contradiction dans laquelle elle se trouve aujourd'hui : car tout en prétendant favoriser ce dialogue, elle exclut physiquement ceux avec qui il devrait avoir lieu.

B) *L'autonomie de l'Université catholique à l'égard de la hiérarchie*

C'est une condition indispensable, dans le moment historique que nous traversons, pour garantir l'autonomie de la recherche et la libre expression dont il a été question. C'est en ce sens qu'il convient de réorganiser les structures du pouvoir dans notre établissement : elles doivent être laissées, à tous les niveaux, aux mains des laïcs.

Nous revendiquons donc :

– l'autonomie de l'établissement universitaire par rapport à la juridiction de la Congrégation Sacrée pour l'enseignement catholique ;

– l'abolition des pouvoirs de censure exercés contre les activités libres de ceux qui fréquentent l'UC ;

– la refonte totale de l'actuel règlement de l'UC, et en particulier l'abrogation de l'article 47, dont on a souvent constaté la douteuse exploitation idéologique.

Il semble très évident que, par rapport aux productions théoriques de Turin, Trente et Pise, la contestation des étudiants catholiques apparaît comme sensiblement plus « modérée ». Toutefois, elle bouleverse en profondeur la structure de ce bastion du catholicisme qu'est l'Université du largo Gemelli.

Au moment où ce texte est rédigé, pendant le énième « bouclage » de la Cattolica, Mario Capanna, qui s'occupait de la coordination du mouvement entre

les universités occupées ou en lutte, emmène un cortège de plusieurs milliers d'étudiants sur le largo Gemelli. De violents affrontements éclatent avec les forces de l'ordre.

Capanna, qui fut décrit à cette occasion par le *Corriere* comme « le héros du largo Gemelli », avait déjà pris ses marques à la Statale, et il jouissait d'un grand prestige pour son aisance à diriger les assemblées. Sur le largo Gemelli, il s'employa à échauffer les esprits de manière « donquichottesque » en hurlant au mégaphone : « Policiers, vous avez cinq minutes pour vous disperser. » Les affrontements qui eurent lieu sur l'étroite placette furent très durs. Beaucoup prirent des coups, mais comme à Valle Giulia, les étudiants réussirent un bon moment à tenir tête à la police.

Andrea Valcarenghi : 1968, Milan magique[34]

Mars 1968 : à Milan, après une expulsion violente de la Statale occupée, les étudiants se rassemblent à l'Université catholique. Cette journée restera dans l'histoire sous le nom de « massacre du largo Gemelli ». Plus de 5 000 étudiants sont encerclés par la police. La tension est à son comble, l'organisation au point mort. Mais l'imagination est au pouvoir, et Capanna le catholique s'empare du mégaphone : « Policiers, nous vous donnons cinq minutes pour vous disperser ! »

Jamais nous n'avons pris autant de coups. Ou pour le dire autrement, la créativité et l'imagination ne vont pas toujours de pair avec la préparation militaire. Les militants des différents groupes marxistes-léninistes ne rateront pas une si belle occasion de marginaliser la Cattolica. Mais les luttes à l'université continuent, les campements rouges aussi.

Un jour, je traînais au premier étage de la Statale, j'entre dans un amphi et je suis assailli par une putain d'odeur. Je reste foudroyé.

C'est du haschich !

Je n'ai jamais su si ces mecs qui fumaient dans un coin étaient des étudiants hippies ou des provocateurs du *Specchio*[35]. Le fait est que toute une campagne de diffamation est en train de se monter à propos de l'université qui serait devenue une infâme Babylone et je ne sais quelles autres cochonneries. Mais comme dit l'oncle Mao, « la bourgeoisie soulève de grosses pierres pour se les laisser retomber sur les pieds ». En réalité, la propagande des journaux à scandale redonna force et vigueur aux occupations : « [...] après avoir brisé le crucifix qui ornait l'amphithéâtre, les deux maoïstes s'accouplèrent de manière obscène, enveloppés dans un drapeau rouge [...]. » Joli non ? Malheureusement on s'accouplait peu, en dépit de la propagande du *Specchio* et consorts. Dommage.

34. Ce texte est extrait d'Andrea Valcarenghi, *Underground : a pugno chiuso !*, Arcana, 1973, rééd. N.d.A. Press, 2007.
35. Revue hebdomadaire fondée en 1958, qui faisait partie de la presse à scandale et conservatrice.

Des drapeaux rouges en revanche il y en avait vraiment des palanquées. Et du pain chaud aussi, sur le piquet de grève à 7 heures du matin, quand on était crevés après une nuit de veille. Ce qui commençait à manquer c'était une ligne politique. Et c'est juste au moment où la situation commence à se déliter, où les assemblées se réduisent à deux ou trois cents *afficionados*, qu'arrivent, fraîchement expulsés de la Cattolica, les trois mousquetaires qui vont réveiller tout ça : Pero, Spada et... Capanna !

Pero ne se fait pas remarquer, c'est avant tout un stratège ; tout le contraire de Spada qui avec sa grande écharpe rouge semble fait pour présider les assemblées. Mais c'est Capanna, le beau ténébreux, qui avec son charisme naturel fait immédiatement sensation. Sa manière de parler « prolétaire » balaye toutes les réserves et les préjugés qui pesaient sur « Mario le catholique ». Dès la première assemblée à la Statale, il prend la parole et un murmure parcourt le grand amphi : « C'est le croisé en exil. » Mais à la fin de son intervention, ils sont deux mille, debout, à l'applaudir.

Le 8 juin, lors d'une réunion restreinte, le Mouvement étudiant décide de faire le procès public du *Corriere della Sera* – coupable d'avoir orchestré une campagne de diffamation contre les occupations – et d'appeler ensuite à une manifestation dure. Cela se passe chez Marina Lavaggi, il y a *Falce martello*, le *Pcd'I*, le Mouvement étudiant, le *Sisso* avec son trip militariste, une douzaine en tout. Il fallait décider des modalités de l'assaut [...] et surtout il fallait changer de plan : l'attaque du *Corriere* [...] avait été annoncée publiquement en assemblée générale, et communiquée à la presse. Même le *Gazzetino padano* avait repris l'information. Nous avons donc opté pour un plan différent, que nous avons tenu secret jusqu'au dernier moment. La police et le *Corriere* s'attendaient à la traditionnelle méthode d'attaque : rassemblement, cortège, occupation. Mais à l'heure où la direction du *Corriere* se réunissait pour décider de la manière d'empêcher l'occupation, et où la Préfecture envoyait des télex pour demander des renforts, nous décidions de bloquer les camionnettes de livraison du journal, on passait à l'offensive. Pendant plusieurs jours, des camarades ont circulé carte en main aux alentours de la via Solferino pour repérer les rues adjacentes au *Corriere*, les casernes, les chantiers de construction dont on ferait des dépôts de pavés, le trajet des camionnettes jusqu'à la gare Centrale et l'aéroport de Linate. Nous étions à l'aube de ce que les journaux allaient appeler « la bataille de la via Solferino » : trois mille étudiants contre cinq mille policiers.

Le *meeting*-procès dure deux heures, de 21h à 23h environ. La piazza Duomo est complètement bouclée par les carabiniers et la police. Beaucoup pensent qu'il ne se passera plus rien, une bonne partie des 3000 manifestants renonce à participer au cortège. Jusqu'au dernier moment, on ignore la décision des grands chefs, mais finalement Marina laisse tomber la sentence attendue : « Nous allons clouer le bec au *Corriere della Sera !* » Une colonne se forme et s'ébranle, on ne fait pas les fiers quand il faut passer entre deux rangées de carabiniers ricanants et armés jusqu'aux dents. On marche en direction de la via Solferino, la gorge nouée. Pour la première fois, les slogans sont rares et peu repris. La police aussi s'en est aperçue

et sur sa fréquence radio (captée par un camarade), on entend : « Central, nous suivons la manifestation, ils semblent indécis [...] nous entrons maintenant dans la via Turati [...] ils sont dispersés [...] à distance [...] ».

En effet, il y a désormais quatre cortèges, distants les uns des autres d'environ 200 mètres, et la police a interprété cette séparation comme un désaccord politique entre les manifestants. En fait, au moment d'arriver sur le largo Treves, devant la via Solferino, un groupe s'engage dans la via Statuto, deux autres se dirigent vers la piazza San Marco et le largo La Foppa, le dernier s'arrête largo Treves. Tandis que la police exulte sur les ondes « [...] ils se dispersent, ils se dispersent [...] ils renoncent à attaquer » [...] *NOUS SOMMES EN TRAIN D'ENCERCLER le petit frère de Springer, le colosse allemand de l'information falsifiée*[36]. Je fais partie du groupe qui passe par la via Statuto et se déploie sur le largo La Foppa. Nous devions tout avoir à notre disposition : des chaînes pour attacher les voitures au milieu de la rue, des fusées de détresse, des billes pour ralentir les charges de la police. Mais le fait est que malgré toute notre bonne volonté nous ne sommes pas encore de vrais militaires.

Peu avant l'opération, Saracino s'est fait choper piazza Duomo avec une voiture pleine de matériel : essence et tout le reste. Cet imprévu prive par exemple notre groupe de fusées de détresse, et le groupe de la piazza San Marco se retrouve carrément sans chaînes pour monter des barricades [...] ; ce sera le point faible de l'opération. À 23h30 une fusée tirée depuis le largo Treves explose dans le ciel : c'est le signal. À cinq ou six, on commence à déplacer les voitures au milieu de la rue. Il y en a un qui n'est pas au courant du plan, qui n'est pas d'accord, qui ne comprend pas. Un crétin m'appelle par mon nom de famille. Mais rapidement, tout le monde s'y met. Alignés à vingt mètres, les carabiniers ont l'air ahuris, mais ils n'interviennent pas. Un fonctionnaire en civil parle dans une radio mobile, il réclame probablement des instructions. En quelques minutes, la barricade est terminée : cinq voitures enchaînées par le pare-chocs, et nous derrière, en train de préparer les bouteilles. Le mot d'ordre est de NE PAS tirer sur les policiers. Les bouteilles doivent servir à incendier les barricades pour retarder les charges de la police, couvrir notre fuite et nous laisser le temps de construire plus loin une deuxième barricade avec d'autres voitures, et ainsi de suite. DE LA VIA SOLFERINO AU CENTRE, ON ALLAIT METTRE LA VILLE À FEU ET À SANG MAIS LE *CORRIERE* NE PARAÎTRAIT PAS. Voilà qu'ils chargent : juste au moment où une estafette en mobylette nous annonce que tous les fronts de lutte sauf le nôtre ont été enfoncés, on voit avancer les « caroubes[37] » qui font tourner leurs bandoulières. Ils ne sont pas nombreux, une cinquantaine, c'est peut-

36. Le groupe de presse d'Axel Springer, notamment propriétaire du tabloïd *Bild zeitung*, avait mené une violente campagne contre le mouvement étudiant allemand et ses leaders. Après l'attentat contre Rudi Dutschke en avril 1968, le mouvement avait attaqué le bâtiment du groupe Springer et incendié ses camionnettes de livraison.

37. Les « carruba » sont un surnom des *carabinieri*.

être cela qui les a rendus hésitants jusqu'ici. Une volée de pavés, sortis d'on ne sait où, part de derrière la barricade.

Vive la spontanéité de masse.

Nous gagnons ainsi au moins une dizaine de minutes : les carabiniers se replient, ils attendent les lacrymogènes. Il est minuit quand, sous une pluie de grenades lacrymogènes, nous sommes contraints d'abandonner la première barricade en flammes. Les premiers policiers qui parviennent à contourner l'obstacle sont encore en zone ennemie : le premier peloton glisse sur une mer de billes de verre répandues au sol. Ces trois ou quatre précieuses minutes supplémentaires sont suffisantes pour construire une deuxième barricade au croisement avec les boulevards[38]. De nouveau les autos enchaînées, et derrière nous, un chantier de construction avec tout ce qu'il faut. Nouvel effet de la créativité des masses : au moment où apparaissent les premiers casques gris et verts, une salve de briques et d'autres objets du même acabit s'envole du chantier. Une estafette motorisée en provenance de la piazza della Repubblica nous annonce que le groupe « San Marco » est en difficulté par manque de munitions, tandis que le « via Moscova » s'est fait charger par l'arrière, qu'il a dévié par la via Brera et que, depuis le largo Treves, il s'est replié en éventail pour rejoindre finalement le corso Garibaldi. Il y a maintenant six fronts : Solferino, Brera, San Marco, Moscova, Garibaldi, et via Legnano. Mais les barricades et les affrontements se multiplient sans trêve. La police ne sait plus où donner de la tête, ni comment les contenir. La défense du *Corriere*, si soigneusement préparée, se révèle complètement inutile puisqu'il ne s'agit pas d'un assaut mais d'un encerclement à distance. *Ruse de guerre !* Dans les faits, la police et les carabiniers qui tentent de percer l'encerclement sont contraints à la défensive. Et les exemplaires du *Corriere della Sera* sont déjà prêts, chargé sur des camionnettes. Il est une heure trente : nous sommes en train de bloquer l'édition du centre de l'Italie. Bien sûr, cela ne pourra pas durer indéfiniment, les colonnes de bleus qui stationnaient sur la piazza Duomo convergent déjà dans notre direction. Mais notre force c'est que nous agissons par petits groupes sur plusieurs fronts à la fois, tandis qu'eux se déplacent tous ensemble, et que bien sûr ils sont plus lents. Nous découvrons la guérilla urbaine, la leçon du Mai français. La bataille dure presque cinq heures. Jusqu'à quatre heures du matin, nous avons tenu tête au bataillon *Padova* et à la Troisième brigade d'intervention rapide d'Alessandria, les meilleurs en somme, les spécialistes du cassage de gueule d'ouvriers.

Bien sûr, la victoire n'a pas été complète. Le *Corriere della Sera*, recouvert par la direction de bâches plastique anti-jet de pierre depuis la déclaration de guerre, est resté inviolé. Et les journaux finiront par sortir à cinq heures du matin, dans des camionnettes banalisées (d'un coup de peinture sur l'inscription « *Corriere della Sera* ») et pourtant aisément repérables à leur inhabituelle escorte policière. Mais nous avions réussi à leur causer AU MOINS QUATRE HEURES DE RETARD. Nous allions pourtant payer cher notre inexpérience et notre immaturité : à l'aube, une fois les affrontements terminés, des camarades, au lieu de rentrer chez eux,

sont restés traîner dans les parages, par curiosité. Une curiosité qui, comme le 11 mars 1972, fut terriblement coûteuse[39]. Entre 6 et 7 heures du matin, plus de 350 camarades furent arrêtés : ramassés dans les rues, attrapés dans les embouteillages, cueillis en pleine euphorie au rectorat de la Statale. Nous n'en savions pas encore assez long, et il faudra attendre presque quatre ans pour que la leçon porte ses fruits : le 12 décembre 1972, après quatre heures d'affrontements, et pour la première fois, la police ne réussit à arrêter que dix-huit camarades[40].

Les journaux de droite ? On est d'accord ! Le lendemain dans la presse il y a un bordel jamais vu. Les journaux modérés parlent d'une manifestation étudiante chargée par la police, les journaux de droite nous qualifient d'étudiants extrémistes, prochinois, adeptes de la guérilla urbaine. GUÉRILLA, ÉMEUTE, RÉVOLUTION. Voilà les mots justes ! Les modérés, par contre, minimisent. Des pierres ? Allons bon ! Des fusées ? Mais enfin, ce sont des gamins ! *Les modérés ne donnent pas satisfaction.* Et nous, ça nous la fout mal.

« Les journaux de droite avec leur bêtise sont souvent nos meilleurs alliés » (Jerry Rubin).

La manifestation à la Scala[41]

Il pleuvait des cordes. On part de la Statale, environ soixante-dix, Mario en tête, toujours drapé dans sa cape noire. En arrivant piazza della Scala on se heurte à un barrage de flics, il y en a assez pour décourager même le fou furieux qui a osé attaquer la police sur le largo Gemelli. Tout cela se conclut par un tir nourri d'œufs frais, et un discours particulièrement enflammé de Capanna, qui se tourne mégaphone en main vers les policiers immobiles, en rang sous la pluie : « [...] Vous vous demandez certainement pourquoi nous sommes venus protester ici contre cette débauche de luxe, au mépris de la misère dans laquelle la plus grande partie du peuple italien est en train de sombrer. [...] C'est parce que les étudiants sont solidaires du prolétariat qui souffre et qui travaille. [...] Mais à présent c'est à vous que nous posons la question, vous qui avez été arrachés à vos villages, qui avez dû abandonner la terre qui vous a vus naître pour aller servir un gouvernement qui

38. À Milan, la *cerchia dei bastioni* est un ensemble de boulevards circulaires qui correspondent à l'enceinte espagnole de la ville dont ils relient les différentes portes.

39. Le 11 mars 1972, le siège du *Corriere della Sera* à Milan est de nouveau pris d'assaut lors d'une manifestation à l'appel du Comité national de lutte contre le massacre d'État. À la suite d'affrontements avec la police, un passant est tué par une grenade lacrymogène tirée à hauteur d'homme, on compte de nombreux blessés, 90 personnes sont arrêtées.

40. Le 12 décembre 1972, une manifestation marque, comme tous les ans, le jour anniversaire de l'attentat de la piazza Fontana.

41. La Scala est l'opéra de Milan dont les ouvertures de saison, chaque mois de décembre, sont fréquentées par la riche société milanaise. À partir de la manifestation du 7 décembre 1968, dont il est question ici, il deviendra coutumier pour le mouvement de venir contester la culture de l'apparat de cette institution. Voir aussi chapitre 10 – *L'automne des Circoli*, p. 491 *sqq*.

vous affame, vous à qui on donne aujourd'hui l'ordre de rester là, sous la pluie, devant ce temple du luxe, pour protéger ces quatre putains couvertes de bijoux [...] » On ne savait plus très bien si c'était la pluie qui mouillait les yeux et les joues de ces agents alignés là, à quelques pas de nous. Pour ma part, je n'ai pas le temps de me faire une idée : un officier des carabiniers s'avance et nous intime l'ordre de partir. Capanna sera inculpé pour incitation à la rébellion.

L'étudiant prolétaire

Naturellement, s'agissant de questions aussi complexes que celles qui ont été abordées aux chapitres précédents, la prise de conscience ne fut ni simple ni linéaire. En réalité, des positions contradictoires ne cesseront jamais de coexister au sein du mouvement étudiant, avec des conséquences pour le moins variées.

À l'exception notable de Trente et de Pise, qui se distinguent par la radicalité de leur production théorique, la première phase de lutte du mouvement étudiant (1967 et début 1968) se caractérise surtout par une « revendication d'autonomie et des thématiques anti-autoritaires[42] ». « Tout ce qui touche aux programmes et aux contenus pédagogiques est perçu comme relevant du "respect" de l'autonomie des étudiants et de l'institution universitaire, face à l'ingérence du secteur industriel [...]. La relation entre formation culturelle et rapport de production capitaliste est donc vue sous l'angle d'une pure et simple "ingérence", d'une "violation de l'autonomie". »

Ce qu'on lit dans les textes du Palazzo Campana – mais aussi de beaucoup d'autres universités en lutte – c'est que les étudiants refusent la « prédétermination » que le système leur impose. Ils contestent le fait qu'« un jeune diplômé soit comme naturellement orienté vers un poste de technicien dans l'industrie », c'est-à-dire poussé à la collaboration avec le système dominant, sans la moindre possibilité de faire valoir ses propres choix. Ils demandent à être pour ainsi dire « arrachés » à cette programmation de leur existence qui se décide tout entière « en haut », ils exigent un renouvellement radical des contenus et des méthodes d'enseignement – et revendiquent le droit de lutter pour la « construction d'une société socialiste, fût-ce à l'intérieur d'un secteur déterminé de la société ».

Il est bien évident que des exigences de ce type, aussi explosives qu'elles aient pu paraître dans un contexte politique aussi rétrograde, couraient le risque d'être « intégrées » à court terme aussi bien par les forces réformistes que par les intelligences néocapitalistes, les uns comme les autres étant susceptibles d'y déceler un « moteur » pour la modernisation de l'université et sa « révolution » purement culturelle. Car la majorité des étudiants refuse encore de « se considérer comme une force de travail en formation », comme une composante réelle du prolétariat et s'avère incapable d'élaborer un discours consistant sur la question de la force de travail technique et scientifique. Cette incapacité est consubstantielle à ce début de mouvement, et elle en révèle l'esprit bourgeois et réformiste.

Mais on peut aussi faire un détour par une autre (et riche) lecture, par une histoire souterraine, clandestine, laborieuse. Une histoire qui a commencé en juillet

1960 avec les « maillots rayés », qui a traversé le grand épisode de rupture de la piazza Statuto, qui s'est souvent confondue avec le cycle de lutte de l'ouvrier-masse et la recherche de « stratégies autonomes de classe ». Des minorités de masse ont combattu dans la rue en solidarité avec les peuples colonisés opprimés et les révoltes des grandes citadelles capitalistes. Elles ont dit à travers les expériences *beat* et *underground* leur refus radical des modèles dominants. Elles se sont forgé un solide bagage théorique avec les expériences des *Quaderni rossi*, de *classe operaia* et des *Quaderni piacentini*, auprès desquels se sont formés nombre de militants opéraïstes (en Vénétie, dans le Piémont et en Toscane) et marxistes-léninistes (particulièrement à Milan et dans le Sud).

Une génération aux comportements spontanés, fondamentalement transgressifs, avait grandi dans les grands *hinterlands* métropolitains et dans les immenses territoires inconnus de la campagne italienne. « On n'avait pas pris jusque-là la mesure de cette réalité politique et de son appartenance sociale au prolétariat : les jeunes, exclus du développement, reclus dans la pauvreté de leurs perspectives existentielles presqu'autant que dans leur misère matérielle. Une situation d'autant plus intolérable que le développement du néocapitalisme tend à stimuler la demande intérieure et donc l'expansion des besoins ».

Ces jeunes sont issus de familles ouvrières, ou de la petite bourgeoisie des employés prolétarisés. Ils n'atteignent les études supérieures qu'au prix d'énormes sacrifices économiques et humains, ou bien, en attendant d'y trouver une place, ils font déborder les effectifs des instituts techniques et commerciaux. C'est en 1967-68 que « commence à se dessiner la figure de l'étudiant-prolétaire, celui qui est obligé d'accepter au coup par coup des emplois sous-payés pour pouvoir survivre dans la grande ville. Il vit dans les quartiers sous-prolétaires du centre avec les émigrés méridionaux, ou alors dans les quartiers ouvriers de la périphérie. Il commence à expérimenter des formes de collectivisation de l'existence, des formes de vie en commun, de partage du logement et du salaire (il s'agit bien là de « conditions matérielles » et non d'un choix ou d'un refus délibéré comme dans les expériences *beat*). Tout cela accélère l'homogénéisation du mouvement, sa prolétarisation subjective.

Ces deux histoires parallèles semblent confluer dans le mouvement étudiant, dans l'explosion des luttes de 1968. Car si en 1968 la composante étudiante majoritaire garde la haute main sur les énoncés du mouvement, derrière ces discours, se bouscule toute une gamme de revendications et de débats internes qui se font de plus en plus pressants. Au fondement de la révolte des étudiants antiautoritaires, surtout dans sa phase initiale, il y a la terreur de l'usine. L'usine est perçue comme le destin menaçant que la planification capitaliste réserve à la force de travail technique et scientifique. Face à ce destin, l'intellectuel réagit d'abord en invoquant les valeurs humanistes que l'usine piétine, détruit, et réduit à ce qu'elles sont en fin de compte : des formes vides, juste bonnes à occulter la subordination effective

42. Toutes les citations de ce texte sont tirées de « Lotta di classe a Milano : operai, studenti, impiegati », *Quaderni piacentini*, n° 38, 1969.

des hommes au processus d'accumulation. La réponse des étudiants au processus de prolétarisation en cours est fondamentalement démocrate et humaniste. Mais elle est perdante. L'usine va engloutir inexorablement la société, et avec elle le travail intellectuel. »

Les étudiants-prolétaires, les jeunes chômeurs, les étudiants *fuori sede*[43] sont animés par un égal refus de l'usine. Mais chez eux ce refus est nourri par une mémoire de classe, et par le constat que ni l'école ni l'université ne leur serviront à s'émanciper de leur condition sociale et de leur subordination. Ces composantes introduisent dans les luttes étudiantes les questions de la misère matérielle, des besoins de classe, de la violence des aspirations, du refus des médiations culturelles.

« Cette tendance peine à se constituer, et en particulier à trouver des formes d'expression intelligibles, à produire un discours homogène. Au printemps 1968, l'unique manière dont elle se manifeste semble être la recherche permanente de la radicalisation dans l'affrontement. Elle refuse de se laisser réduire au schéma « contestation, culture critique, renouvellement de l'institution » : elle descend dans la rue, elle accepte l'affrontement avec la police, elle fabrique ses premiers et rudimentaires cocktails Molotov, elle se livre à des actes de dégradation dans les locaux de l'université (que l'étudiant contestataire voudrait réformer dans l'ordre et la propreté). Souvent, elle refuse la logique démocratique de l'assemblée et lui préfère des actions d'apparence minoritaire, mais qui sont susceptibles d'amener l'ensemble du mouvement à franchir des pas décisifs. » Elle puise souvent son substrat théorique dans la culture et la pratique politiques des intellectuels opéraïstes et marxistes-léninistes, même si elle s'ancre fondamentalement là où le vécu de chacun se mêle à la révolte existentielle et antiautoritaire.

« On ne saurait réduire mécaniquement ces deux tendances, qui se croisent et se côtoient tout au long du mouvement de 68, à un conflit entre organisations – même si l'aile réformiste choisit plutôt pour interlocuteurs les forces démocratiques et les groupes liés au PCI ou à la gauche catholique, tandis que l'aile radicale se réfère le plus souvent aux groupes révolutionnaires naissants. » En réalité, elles se fréquentent régulièrement et s'agrègent lors des occupations, ce qui contribue à déplacer les positions des *leaders* de la contestation. Bien évidemment, la pression exercée par la composante radicale fait obstacle au projet capitaliste de « récupération » des luttes à des fins de modernisation. Elle contribue à « désocculter », à donner une dimension concrète à la question qui est alors véritablement centrale : « le problème de la constitution d'un mouvement de lutte global, au sein duquel la force de travail ouvrière, la force de travail technique et scientifique et la force de travail en formation, formeraient un projet unique de luttes sur le salaire et contre l'organisation du travail. En cela, on peut affirmer que le processus d'identification subjective du mouvement étudiant avec les luttes ouvrières doit beaucoup à cette tendance qui, bien qu'initialement minoritaire et peu diserte, réussit à contrarier tous les efforts du courant majoritaire (réformiste et contestataire) pour trouver une issue positive à la crise de l'université. »



« Un poignard dans le cœur de la ville capitaliste »

« Le 28 novembre 1968, un cortège d'étudiants de la *Città degli studi*[44] quitte la résidence universitaire du viale Romagna. Dans le centre de Milan, la manifestation se joint à d'autres cortèges en provenance de la Statale, de l'université Catholique, et à des milliers de lycéens[45] ». L'objectif de la manifestation est d'occuper l'ex-Hôtel Commercio, piazza Fontana, « derrière le Dôme, en face de l'archevêché, non loin de la Scala, de l'Hôtel de ville, du siège de la Province et de la Préfecture de Police [...], bref, au cœur du centre historique ». Les motifs de l'occupation sont clairement énoncés dans un tract distribué par les manifestants. On y explique la situation alarmante des étudiants-travailleurs et des étudiants *fuori sede*, et notamment le fait que trois cents d'entre eux aient été refusés à la Cité universitaire du viale Romagna par manque de place.

Avec l'occupation de l'ancien hôtel Commercio, la composante prolétaire du Mouvement étudiant devient visible, et elle commence à développer un discours qui lui est propre. Dans le récit qu'il en fera dans les *Quaderni piacentini*, Giuseppe Natale (qui s'engagera par la suite dans le syndicalisme enseignant) analyse le fonctionnement de la ville capitaliste : « Le plan régulateur prévoit de transformer rationnellement le centre historique en ce qu'il est déjà : un centre de direction politique, administrative, culturelle – le cerveau de la ville capitaliste. [...] Le plan, c'est la rationalisation de la ville en termes de classes. C'est la logique même de l'usine, la ville divisée en secteurs : les bidonvilles, les monstrueuses cités populaires, les habitations respectables, les maisons de luxe, autant de défroques distinctes pour habiller les parias, la classe des travailleurs exploités, les classes moyennes, la haute bourgeoisie. L'ensemble doit être "bien" distribué sur le plan urbanistique, tout doit s'organiser autour du centre qui doit être la salle des machines et le paradis bourgeois. [...] Tout cela, nous l'avons "découvert" après le 28 novembre. Nous étions viale Romagna, à la Cité universitaire, notre secteur de Milan-usine, mais pour la plupart, nous ne savions rien des autres secteurs, et le plus inconnu de tous, c'était le secteur central : le cerveau et le cœur de cet organisme monstrueux. Nous connaissions pourtant, et nous avions déjà combattu lors des luttes de 1967, la difficulté d'accès aux logements étudiants, la séparation des étudiants en sciences et des étudiants en lettres, etc. Mais nous l'avions fait dans l'espace étroit du corporatisme et de la revendication syndicale, sans débouché politique. Cette année, au contraire, on se projetait à l'extérieur, on faisait *main basse sur la ville.* »

43. Le terme italien *fuori sede* désigne les étudiants qui, n'étant pas originaires de la ville où ils étudient, sont coupés des ressources de la famille et de l'accès au logement.

44. La *Città degli studi* est une zone universitaire située dans le quartier de Lambrate à Milan. Elle regroupe les facultés de sciences, de médecine, de sciences humaines et d'architecture.

45. Sauf mention contraire, les citations de ce texte sont extraites de Giuseppe Natale, « L'occupazione dell'hotel Commercio a Milano », *Quaderni piacentini*, n° 37, 1969.

Une telle analyse de la ville est clairement influencée par les discours de la Faculté d'architecture en lutte. Dès 1967, dans leur désir de ne pas laisser la réflexion politique confinée entre les murs de l'université, les étudiants avaient cherché à faire le lien avec « la question du territoire (sur les problèmes de construction, d'urbanisme, de planification territoriale et donc – au bout du compte – sur les problèmes de logement que rencontraient les travailleurs dans une métropole comme Milan) ». C'est donc une thématique classique du « réformisme avancé » que s'approprient les « étudiants prolétaires » et *fuori sede*, non sans un saut qualitatif qui préfigure certains de leurs choix politiques à venir. « Ainsi le tract de l'occupation dénonce les faits : "À Milan, il y a 2 300 lits pour plus de 20 000 étudiants *fuori sede*. Plus de 1 800 affichent des loyers mensuels supérieurs à 60 000 lires, et certains atteignent même les 110 000 lires ; sur ces 2 300 lits, seuls 900 font partie du parc public." En 1967, la lutte s'inscrivait encore dans la logique légaliste de la revendication. Nous demandions alors une nouvelle résidence étudiante et une nouvelle cantine [...]. Depuis le 28 novembre 1968, le seul principe de lutte qui soit juste est celui de PRENDRE et non pas de demander CE QUI NOUS REVIENT DE DROIT. Aujourd'hui, nous avons compris qu'IL EST JUSTE DE SE REBELLER, et que tout peut et doit être remis en question [...]. La lutte de nos 300 camarades est la lutte de tous les étudiants.

La réaction des autorités communales fut déconcertante. Prises à contre-pied, elles commencèrent par attendre. La presse bourgeoise, même la moins progressiste, se borna à constater le cas de certains (!) étudiants "défavorisés", et le maire socialiste promit de remédier aux nécessités les plus impérieuses. »

L'ex-hôtel Commercio devint rapidement la plus grande « commune urbaine » de la ville, et probablement d'Europe. De nombreux jeunes travailleurs immigrés, mais aussi de nombreux représentants de l'aire de la contre-culture rejoignent rapidement les étudiants. Les espaces intérieurs sont réhabilités grâce au soutien et à la collaboration de coopératives communistes de l'UDI (proche du PCI) et des comités de base de l'ATM[46]. Le Commercio devient vite un point de ralliement, un haut lieu de l'agitation politique, avec les inévitables contradictions dues à « l'excessive » richesse de ses différentes composantes. Mais pendant toute une longue période (l'occupation durera jusqu'en juillet 1969), la composante « de masse » du mouvement s'efforcera d'étendre ce modèle d'intervention à d'autres réalités de lutte. Les occupants établissent des contacts avec la naissante *Unione inquilini* et les expulsés du quartier Isola-Garibaldi, ils interviennent dans les cités-dortoirs de Cinisello Balsamo, ils participent aux luttes de la Cité universitaire du viale Romagna, ils se rapprochent des Comités unitaires de base dans les usines[47].

Le Mouvement étudiant gagne au contact de ces réalités une indéniable épaisseur théorique. Un texte des occupants affirme : « L'acteur central de l'action de la piazza Fontana, c'est l'étudiant-travailleur et le travailleur-étudiant. Voilà la nouvelle figure qui est en train en réalité d'abolir les distances qui séparent le monde du travail de celui des études. Alors que l'étudiant à temps plein a surtout conscience de l'aliénation culturelle, l'étudiant-travailleur et le travailleur-étudiant

font l'expérience de l'exploitation et de l'aliénation du travail *et* des études. L'école et son système répressif [...] ont pour tâche de réduire l'étudiant à une marchandise monnayable sur le marché capitaliste. L'étudiant à temps plein subit ce processus de « marchandisation ». L'étudiant-travailleur et le travailleur-étudiant sont déjà des marchandises. [...] C'est sur la puissance de subversion de la masse toujours plus nombreuse des étudiants défavorisés que se décide l'avenir du Mouvement étudiant, et pas seulement le sien ».

Mais la diversité des « lignes politiques » défendues par les différentes franges du Mouvement, doublée d'une certaine tendance à l'idéologisation, ne pouvaient que laisser apparaître des contradictions parmi les occupants de la piazza Fontana comme dans les luttes du viale Romagna. Il semblait tout particulièrement impossible de concilier la nécessité de l'organisation avec la richesse, la « spontanéité » de la composition sociale du mouvement – et cette question allait rester irrésolue des années durant. La stratégie de l'avant-garde extérieure aux masses, défendue par le Pcd'I (m-l), ne pouvait en effet qu'entrer en conflit avec la base majoritaire, dont la pratique politique s'inspirait globalement des thèses d'Il Potere operaio de Pise, c'est-à-dire de la théorie de l'avant-garde interne, qui mettait implicitement en cause l'organisation verticale de la forme-parti.

Indépendamment des arguments de fond, qui n'auront pas fini de s'opposer, ces querelles intestines ne pouvaient qu'affaiblir l'organisation de masse des occupations. La « commune » de l'ex-hôtel Commercio était devenue pour le pouvoir et pour la municipalité une question brûlante, perpétuellement débattue, d'autant plus que d'énormes intérêts immobiliers étaient en jeu, et que la presse commençait à s'y intéresser fortement. Alors que le centre-ville était traversé presque quotidien-

46. L'Unione delle donne italiane (Union des femmes italiennes) est une association née en 1945 à partir de l'engagement antifasciste de groupes de femmes, en particulier au Nord de l'Italie. Elle a été reconnue officiellement par le CLN après la guerre. Rina Piccolato, résistante et dirigeante depuis 1943 des *Gruppi di difesa della donna* qui rejoindront l'UDI en 1945, déclarait à *L'Unità* le 16 mai 1945 : « Les femmes veulent contribuer à résoudre les problèmes de l'alimentation, du logement, de l'école, problèmes qui les intéressent tout particulièrement et auxquels elles opposent une attitude toute spécifique ». L'Azienda trasporti milanesi est la société des transports urbains de Milan.

47. Les Comités unitaires de base (CUB) sont des organisations ouvrières autonomes nées au printemps 1968 – voir le chapitre 6, p. 271 *sqq.* L'Unione inquilini (Union des locataires) est une organisation de défense des locataires issue du Comitato d'agitazione de Quarto Oggiaro, une assemblée de quartier mobilisée sur la question des logements sociaux. L'UI naît en mai 1968, lançant la revendication « pas de loyer supérieur à 10% du salaire ouvrier ». Elle défendra des objectifs « de masse », « dans lesquels tous les prolétaires puissent se reconnaître, et où, par exemple en récupérant des logements sociaux laissé vides à cause de projets de spéculation immobilière, les prolétaires pourront reconnaître que cette lutte est la leur, parce qu'elle porte, par-delà l'intérêt privé, les intérêts de la classe ouvrière dans toute leur complexité », cité par Francesco di Ciaccia, *La condizione urbana, storia dell'Unione inquilini*, Feltrinelli, 1974.

nement par des cortèges d'étudiants et d'ouvriers en perpétuelle effervescence, l'existence d'un foyer d'agitation subversive en plein cœur de Milan était de toute évidence insoutenable. L'acuité des analyses produites par les occupants, leur capacité de mobilisation, exerçaient une influence profonde sur les autres luttes. Les bourgeois et les réformistes voyaient ainsi s'évanouir leurs derniers espoirs de tirer parti de « l'esprit positif » de la contestation étudiante.

Bien qu'encore minoritaire, cette figure nouvelle de l'étudiant-travailleur se tourne vers les luttes de masse et s'y intègre complètement : « [...] les temps sont révolus, peut-on lire dans un tract de l'ex-Commercio, où les masses acceptaient passivement les conditions de vie que d'autres leur imposaient [...] ». Cette intuition allait très vite être confirmée par une série d'événements marquants : le 2 décembre à Avola, le 8 du même mois devant le Théâtre de la Scala et dans les grands magasins, le 31 à la Bussola dans la Versilia, le 16 janvier à Pirelli Bicocca[48].

Sur les murs de la piazza Fontana, on pouvait lire : « ceci est notre MAISON DE L'ÉTUDIANT ET DU TRAVAILLEUR, poignard dans le cœur de la ville capitaliste. Par sa position stratégique dans le centre-ville, notre maison est un lieu d'information politique : les murs extérieurs sont nos journaux. Il est temps de casser, par nos pratiques, le monopole bourgeois de l'information. Nous avons vérifié sur le terrain que le logement, les transports, les cantines, sont des enjeux communs aux étudiants défavorisés et aux travailleurs [...]. La maison de l'étudiant et du travailleur de la piazza Fontana est au service des étudiants défavorisés, des travailleurs, des immigrés, des exploités [...]. Le comité de base des étudiants-travailleurs nous appartient. »

En juillet 1969, les universités sont fermées et les étudiants absents. Inaugurant une pratique estivale qui va devenir courante, des centaines d'agents sur le pied de guerre assiègent la « Maison », l'occupent et la remettent immédiatement aux services de démolition de la ville. Geste brutal et inutile que le maire justifiera de manière puérile. La presse patronale, qui se frotte les mains, est loin d'imaginer qu'à l'automne suivant – l'historique Automne chaud – le niveau de l'affrontement sera tout différent.

Giuliano Scabia : notes sur des représentations aux marges

La nuit du 5 décembre 1968, en sortant du Piccolo Teatro où allait être présenté un étrange spectacle dont j'étais le dramaturge et en partie l'auteur[49], je me dirigeai sans hâte vers l'ex-hôtel Commercio, sur la piazza Fontana et j'y entrai. La tramontane était sèche, le gel mordait la peau. L'hôtel désaffecté et voué à la destruction avait été occupé par des jeunes et des moins jeunes qui vivaient là, dans des chambres nues – matelas et lits de camp – tapissées de vert pâle, discutant et rêvant beaucoup – parfois jusqu'au délire.

Pas loin du dernier étage, dans une chambre vide à l'exception d'un petit miroir rectangulaire et de deux chaises, assis sur un lit de camp, se trouvait Giancarlo Celli, la quarantaine, qui avait fondé le groupe de théâtre Dioniso Milano. Il m'attendait.

Le directeur du Piccolo Teatro, Paolo Grassi, m'avait parlé de ces occupants un soir, peu auparavant : *j'y suis allé, ils m'ont invité. Tu les as vus ? Du pur Dostoïevski.*

Avec Celli, il y avait un jeune homme maigre, la jambe droite raide, un représentant des locataires en grève des loyers (qui n'était peut-être pas locataire lui-même), un activiste tendance marxiste-léniniste et un militant vénitien qui faisait la navette entre Milan et Francfort pour organiser des occupations de logements. Nous discutâmes longuement et ils me demandèrent d'écrire la trame d'une saynète sur la question de la cherté des loyers, pour la présenter dans la rue à Quarto Oggiaro et dans d'autres quartiers où des mobilisations visaient la régie autonome des logements sociaux (IACP)[50]. Une fois le canevas rédigé, nous répétâmes de nuit au rez-de-chaussée, derrière les vitrines qui donnaient sur la rue. Et puis un samedi, Celli et sa petite troupe partirent jouer. Il jouait le rôle du président de l'IACP qui venait annoncer une baisse de loyer, juché sur un cageot de fruits et légumes. Ils commencèrent la représentation devant le supermarché au centre d'un petit attroupement (jamais on n'avait vu de théâtre en pareil endroit). Mais après quelques répliques, la cagette s'effondra sous le poids de son corps gesticulant, et le président se brisa le tibia. La représentation ne put continuer. La pièce reprit quand la jambe fut guérie.

Ce sont les marges. Des lieux d'agrégation semi-spontanée, souvent mêlée de politique. Centre et marges (de la ville). Recherche de lieux radicalement différents, qui étaient souvent ceux dont nous provenions (on le cachait parfois, par pudeur). Sonder ce langage des marges, qui était aussi le surgissement du quotidien. Entrer avec le théâtre dans des espaces inexplorés – ou peut-être dans sa propre maison. Romantisme de fuites illusoires. Métrique et rythme. La

48. Le 2 décembre 1968 à Avola en Sicile, pendant la grève générale des ouvriers agricoles pour le renouvellement du contrat et contre l'abus d'embauches à la journée (le *caporalato*), le bataillon anti-émeute de Catane attaque les manifestants qui bloquent les routes. Ceux-ci répondent par des jets de pierre, la police tire, deux ouvriers sont tués, des dizaines d'autres blessés, et 150 d'entre eux sont inculpés. Sur les événements de la Bussola voir dans ce chapitre – *Champagne et tomates : la nuit de la Bussola*, p. 257 *sqq.* La grève du 16 janvier 1968 à l'usine Pirelli Bicocca est à l'origine du premier Comité unitaire de base.

49. Il s'agit très probablement de la *Visita a una prova dell'Isola purpurea*, d'après le texte de Mikhaïl Boulgakov, dans une traduction de Giuliano Scabia, avec des musiques Sergio Liberovici, donné au Piccolo Teatro de Milan le 4 décembre 1968.

50. Depuis le mois de janvier 1968, des mobilisations s'opposent aux politiques d'expulsions, d'augmentation des loyers du bailleur social IACP (Istituto autonomo case popolari). En février 1969 l'IACP demande de cesser la lutte et promet des réductions de loyers. Les grèves de loyers continuent pourtant de s'étendre. En août 1969, la mairie de Milan concède 11% de réductions de loyers, mais les locataires dénoncent ces dispositions qui ne résolvent pas, selon eux, les injustices structurelles de la gestion communale des logements sociaux.

métrique (à Milan) des boulevards extérieurs. Poésie/théâtre au-delà de la Baggina ou de San Donato[51]. Romantisme linguistique. L'horizon (limites) s'ouvre soudainement, et chaque lieu (soudainement) donne l'impression de s'animer, de réapparaître, de soulever des questions. De toutes parts, semblent surgir de petits groupes d'écriture, politique, théâtre, animation, discussion, amitié, initiative, prédication, affectivité, illusion.

Très aux marges:
goût pour les cagettes de fruits, boîtes en carton, résidus, bouts de bois, tissus pauvres très colorés, papiers / beaucoup de vent / petits feux et grands feux / montgolfières de papier / cortèges de pantins petits et grands, des jours et des jours durant: rencontres avec des groupes, des familles, des curés, des chambres pleines de malades, des salles de classe; un parler qui se transmet et se diffuse, qui dessine un paysage, une ville plus vaste; des marges habitées par des villages reliés entre eux: mais tout ou presque reste précaire.

Pour beaucoup, il y a eu un long voyage de réapprentissage de soi-même, d'autoformation sur le terrain, dans des lieux institutionnels ou pas: des myriades de noyaux en fission, mis en mouvement par des images sœurs / jusqu'à ce que beaucoup perdent la tête et partent « loin », dogmatiquement, reconstituer un noyau fermé, enclos dans les limites de l'image politique qui le détermine. Les pantins, les marionnettes, les masques, les géants, l'homme sauvage et les bêtes demeurèrent perplexes et se retirèrent en voyant arriver les armes puis la répression. Mais ils ne s'arrêtèrent pas de danser.

Champagne et tomates: la nuit de la Bussola

La manifestation devant la Scala de Milan, sa critique de la vulgarité consumériste et de l'exhibitionnisme impudent de la bourgeoisie, vont fortement influencer les imaginaires et les pratiques dans toutes les réalités de lutte.

L'année 1968 touche à sa fin, et le mouvement étudiant a fait beaucoup de chemin depuis l'époque où il contestait la fonction « productive et capitaliste » du système scolaire et universitaire. Il a souvent noué des alliances avec les luttes ouvrières, il a traversé des conflits et tenté des fusions avec les avant-gardes politiques révolutionnaires naissantes. Les batailles idéologiques qui opposent les nouvelles *élites* dirigeantes issues des occupations ont d'ores et déjà commencé. Ce processus contradictoire est tout entier tourné vers la recherche de stratégies nouvelles qui dépassent le seul terrain de l'université.

L'année a été émaillée d'événements d'importance: Valle Giulia à Rome, la révolte des ouvriers de Valdagno[52], l'attaque du *Corriere della Sera* à Milan, les grandes manifestations à Turin, les mobilisations dans les grands magasins à Padoue et à Milan (en solidarité avec les vendeuses exploitées pour des salaires de misère), les tirs de la police sur des prolétaires à Avola. Le mouvement des occupations a gagné l'ensemble du pays (Florence, Bari, Naples, Cagliari, Rome, Bologne, etc.),

et il semble mû par le besoin irrésistible d'intervenir sur tous les fronts, au cœur des dynamiques sociales.

Le mois de décembre est traditionnellement celui de la marchandise. Des millions d'Italiens y consument leur treizième mois en achats et en cadeaux. Mais c'est aussi le mois des grands rites de la bourgeoisie : les inaugurations, les premières théâtrales, les vacances de luxe, les grandes fêtes de fin d'année. L'ancienne et la nouvelle élite capitaliste ne perdent pas une occasion d'exhiber leur richesse et leur pouvoir. En ce dernier mois de l'année 1968, c'est précisément à l'assaut de ces rites de pouvoir que se lance le mouvement. La manifestation devant la Scala a provoqué une réaction en chaîne qui va culminer avec les affrontements de la Bussola.

La Bussola est un grand et célèbre *night-club* de la Versilia, entre Viareggio et Forte dei Marmi (sur la côte toscane), une région qui est depuis longtemps la villégiature des *élites** de la bourgeoisie, et notamment de la bourgeoisie milanaise. Dans ces magnifiques pinèdes au pied des alpes Apuanes, les industriels du nord possèdent de splendides villas flanquées de plages privées, et les entrepreneurs locaux ont largement misé sur le tourisme de luxe pour développer l'économie régionale.

Le long du littoral, des dizaines de *night-clubs* (la Capannina, Da Oliviero, etc.) tournent à plein régime pendant les mois d'été, et rouvrent ponctuellement l'hiver à l'occasion de grandes fêtes où l'on rencontre des hôtes prestigieux (Franck Sinatra, Mina, etc.). Les prix sont évidemment prohibitifs et les invités triés sur le volet. Tout cela fait de l'échéance du 31 décembre une date symbolique, à laquelle la mobilisation devant la Scala confère un poids politique encore accru.

Les militants d'Il Potere operaio et du Movimento studentesco de Pise décident donc d'organiser une manifestation de protestation devant la Bussola, la nuit de la Saint-Sylvestre. Les jours qui précèdent l'action, un grand nombre de tracts sont diffusés à Pise et sur tout le littoral. Dans l'esprit des organisateurs, il s'agissait d'appeler à une manifestation relativement pacifique pour protester contre l'arrogance crasse et exhibitionniste des patrons[53] :

Champagne et tomates
Quand ils possèdent un cahier neuf, aux pages immaculées, les enfants font mille projets pour le tenir bien en ordre, et le couvrir de leur plus belle écriture. Dans le

51. La Baggina est un quartier de Milan. San Donato Milanese est une commune du sud de la petite ceinture milanaise.
52. L'usine Marzotto à Valdagno, dans la province de Vicenza, est une usine textile créée au milieu du XIXe siècle par le comte Marzotto et qui restera aux mains de ses héritiers successifs jusqu'au milieu des années 1980. Dans cette *company town* (comme la nomme Sergio Bologna, p. 285), la dynastie en place fait peser sur les ouvriers une autorité de type féodal. Le 19 avril, les ouvriers en grève abattent la statue du comte Marzotto, ils attaquent les villas des dirigeants, et affrontent la police : 47 arrestations.
53. Les textes qui suivent à propos des événements de la Bussola sont tirés de *Quindici*, n° 16, mars 1969.

calendrier des patrons, le nouvel an a la même fonction : offrir à tous ceux qui sont quotidiennement exploités, réduits à la misère et abrutis par la domination capitaliste, l'arnaque finale. L'année passée t'a apporté misère et licenciements, surexploitation et servitude ? Eh bien tu peux maintenant la jeter par la fenêtre comme on le fait des vieux débris[54] : devant toi s'ouvre l'année nouvelle, le beau cahier immaculé sur lequel tout reste à écrire. Voilà le discours des patrons : suspendons les hostilités, ce qui a été a été, à présent tout est différent, c'est une autre année qui commence. Mais sur notre cahier, ils ont déjà tout écrit avec leur langage de toujours : misère et licenciements, surexploitation et servitude.

Pourtant ce qu'il y a de plus monstrueux, c'est encore ceci : ils tentent de faire de nous les complices de notre propre exploitation, ils veulent faire de nous des esclaves heureux. Le grand spectacle du nouvel an est prêt. Les acteurs en sont les exploiteurs, les puissants, les parasites, prompts à faire étalage de la richesse accumulée sur la misère et le labeur d'autrui, et à gaspiller en une seule soirée ce qui suffirait à des milliers de familles pour vivre une année entière. Ils n'ont pas assez de s'amuser, il leur faut encore du public, ils ont besoin de ceux qui sont quotidiennement spoliés de la richesse et du pouvoir. Les premières à la Scala, les soirées luxueuses à la Bussola, à l'hôtel Golf, à St-Vincent, doivent entrer dans toutes les maisons, par le poste de télévision, par les quotidiens chargés des photos et des potins du beau monde, par les magazines où s'affichent des vêtements de haute couture à l'intention des femmes au foyer qui ne les porteront jamais.

Mais il n'est pas dit que cette fois-ci le jeu fonctionne. À ceux qui posent l'hypocrite question : « Que nous apportera la nouvelle année ? », comme s'il s'agissait de prévoir un phénomène naturel, un tremblement de terre ou une vague de sécheresse, il n'y a qu'une seule réponse à donner :

La nouvelle année nous apportera ce que nous saurons conquérir.

Sur nos cahiers vierges, les patrons veulent solder leurs comptes vieux et gras. Il ne tient qu'à nous d'y écrire une histoire différente.

Laissons le champagne aux patrons : nous avons les tomates.

Il Potere operaio (29.12.68)

Bonnes fêtes, vous disent les patrons

« Bonne année, bonnes fêtes » te dit ton patron en te donnant ton colis de Noël. « Bonnes fêtes » te dit le panneau publicitaire, « bonne année » te dit la vitrine de l'Upim[55] qui t'invite à dépenser les dernières lires de ton treizième mois (sur lequel la direction a déjà prélevé une retenue, comme à Saint-Gobain, à cause des grèves) ; « bonnes fêtes » nous a dit Apollo 8, plusieurs milliards de dollars jetés à la face de la Lune au nom du progrès de l'humanité, alors qu'aux États-Unis des millions d'hommes crèvent de faim et de froid ; mais pour les fêtes, nous avons le mousseux et le *panettone*.

« Bonnes fêtes » te disent sur toutes les places les arbres étincelants, surchargés de lumières électriques : « bonnes fêtes, soyez sages, les fêtes sont les mêmes pour tous, pour le patron et pour l'ouvrier au chômage technique, pour le docteur Fabbris au Grand hôtel de Cortina et pour l'ouvrier licencié de Marzotto, pour les patrons de Montedison et pour la caissière de chez Upim qui doit sourire deux fois pour vendre triple. »

« Bonnes fêtes, ouvriers, travailleurs, étudiants », disent les patrons, « pensez à boire, à manger, à vous amuser ; oubliez que 68 est l'année du Mai français, des luttes de masse des étudiants et des ouvriers, de la Tchécoslovaquie, de la révolte grondante des peuples du Tiers-monde. Oubliez qu'il y a seulement quelques semaines, la police a massacré deux ouvriers agricoles à Avola, oubliez qu'elle a matraqué des prolétaires en lutte dans des centaines de manifestations. »

« Bonnes fêtes », répètent les patrons, « dépensez votre treizième mois, faites vos courses de Noël, offrez-les vous les uns les autres : il faut que nos commerces vendent et que nos produits soient consommés. »

Eh bien camarades, faisons-leur leur fête à nos patrons, et allons tous à la Bussola, à la Capannina, chez Oliviero, les voir se pavaner avec leur dame en robe neuve à un demi-million, et avaler leur dîner à 50 000 lires arrosé de 50 000 lires de champagne.

Aux gras patrons et à leurs femmes enveloppées de fourrures nous voulons, cette année, personnellement présenter nos vœux. Ce sera un simple et symbolique petit cadeau potager, pour les préparer à une année 1969 riche de bien d'autres émotions.

Il Potere operaio (30.12.68)

Le soir du nouvel an, des centaines de militants et d'étudiants arrivent donc devant la Bussola, armés de tomates et de légumes variés. Le petit groupe de carabiniers (ils sont une cinquantaine) qui a été affecté à la défense du lieu semble tout d'abord tolérer le rassemblement et puis, suite à de petits accrochages en marge de la manifestation, la situation se précipite et prend soudain un tour dramatique. Des participants racontent :

« L'action à laquelle nous avions appelé n'aurait jamais dépassé les limites, l'objectif que nous nous étions fixé, sans l'intervention violente, complètement immotivée, des carabiniers.

La première charge a eu lieu à l'occasion d'un banal accrochage avec un photographe, alors que la manifestation était pratiquement terminée. C'est la violence

54. Une antique tradition du nouvel an, en particulier dans le Sud de l'Italie, consiste à jeter par la fenêtre la vieille vaisselle (et désormais l'électroménager) pour chasser le mal accumulé tout au long de l'année.

55. Upim (*Unico prezzo italiano Milano*) est une chaîne de magasins à bas prix créé en 1928 par le groupe *La Rinascente* – sur le même modèle que les magasins Prisunic ou Uniprix en France.

des carabiniers et de la police qui a poussé systématiquement les choses hors des limites que nous nous étions fixées.

Une seconde charge a succédé à la première, au cours de laquelle, selon presque tous les témoignages, les forces de l'ordre ont fait usage à plusieurs reprises d'armes à feu. Il n'y avait pas eu jusqu'à ce moment de réaction significative de la part des manifestants ; les forces de l'ordre n'avaient pas perdu le contrôle de la situation, elles n'étaient pas non plus en danger. C'est pourquoi la plupart des manifestants n'en ont pas cru leurs yeux lorsqu'ils ont vu des flammes jaillir des armes : beaucoup ont pensé qu'il s'agissait de tirs à blanc. Les jets de pierre, les barricades, sont venus après.

Après la seconde charge, alors que les carabiniers continuaient à tirer, il y a eu des affrontements isolés. C'est à ce moment que Ceccanti est tombé, et au même moment, une balle a traversé le pantalon d'un autre jeune. Rappelons à ce propos qu'aujourd'hui encore, la presse patronale et la RAI continuent d'affirmer que Ceccanti aurait été touché par derrière, lorsqu'ils ne tentent pas d'étouffer purement et simplement cette question. En réalité, il est avéré que la balle est entrée à la base du cou, par devant, probablement alors que Ceccanti, qui se trouvait sur la première barricade, était penché en avant.

Et puis il y a eu une charge de véhicules et de fourgons de police, et pendant ce temps-là, les coups de feu continuaient. Peu après, les manifestants ont été dispersés. »

Le récit se poursuit, avec de nombreux témoignages écrits à la première personne et signés, qui démentent point par point les thèses de la police et de la presse bourgeoise.

Le choc provoqué par les « événements de la Bussola » est immense, et il donne lieu à des discussions politiques complexes. Les tracts d'appel soulignaient déjà la violence préméditée dont avaient fait preuve les « forces de l'ordre » au cours de l'année écoulée (à Valdagno, Avola, etc.), et ils définissaient très clairement le niveau d'affrontement auquel entendait se situer l'action (légumes et tomates). La réaction provocatrice des carabiniers ne pouvait donc qu'être le fruit d'un plan conçu à l'avance. On était entrés dans une phase nouvelle, il devenait nécessaire d'en faire l'analyse politique. C'est ce que fit Il Potere operaio dans un texte intitulé « Après Viareggio : révolution culturelle et organisation » :

« On ne s'attendait pas à ce que la police nous tire dessus » : c'est l'avis unanime des camarades qui étaient présents à la Bussola. Ce serait faire insulte à l'intelligence des camarades d'Il Potere operaio que de leur prêter l'intention, comme l'a fait le chœur des grenouilles de la presse patronale et gouvernementale, d'en arriver à un affrontement dur, voire armé, avec la police.

En effet, la manifestation devant la Bussola, avait été conçue, organisée, et très largement rendue publique au cours des cinq ou six jours précédant le 31 décembre. Des tracts avaient même été distribués pour préciser les horaires et les moyens d'accès à tous ceux qui souhaitaient y participer et s'essayer aux tirs de tomates et de produits variés, horticoles ou non, parfumés ou non, mais en aucun cas « contondants ». Tout

montre, dans sa préparation comme dans sa réalisation, que cette action a été conçue et menée comme une manifestation de masse. Il est inconcevable que les camarades d'Il Potere operaio aient voulu imposer, de l'extérieur, à la masse des participants, des actions de type insurrectionnel ou terroriste : ils auraient en cela grossièrement contrevenu à ce qui est une pierre angulaire de leur action politique.

Mais puisque la police a tiré, il faut en conclure que les analyses politiques et les prévisions d'Il Potere operaio étaient erronées, ou tout au moins insuffisantes. Bien sûr, après ce qui était arrivé en France, et selon d'autres modalités en Grèce, l'hypothèse d'une montée de la réaction était loin d'être absente des discussions politiques au sein du groupe. Car, à un moment où le capitalisme engage la totalité de ses ressources dans la gigantesque lutte concurrentielle qui pousse toutes les entreprises, grandes et petites, soit à un redimensionnement, des fusions, des restructurations technologiques et entrepreneuriales, une réorganisation de leur marché, soit à la faillite, la disparition, ou l'absorption par de plus puissants qu'elles, les marges permettant la concession de réformes réelles sont quasi nulles. Et si la possibilité de mener des réformes radicales fait défaut, soit on réussit à contrôler les masses sous leurs différentes formes en satisfaisant quelques « bonnes » revendications (un peu plus d'argent, de temps, de pouvoir), soit il faudra trouver un autre moyen de leur imposer ce contrôle. Si ça n'est pas le cas, ce sera le chaos et, derrière le chaos, la révolution ou la guerre de destruction.

Le précédent d'Avola, s'il avait fait tonner les trompettes démocratiques, avait néanmoins montré que tirer impunément sur des ouvriers agricoles demeurait un sport national. Il restait, en tout cas, tout à fait conforme à une tradition qui considère, en temps de guerre comme en temps de paix, l'assassinat d'un paysan ou d'un ouvrier agricole comme une fatalité, un événement presque naturel : lorsqu'il ne sert pas de chair à canon, il peut bien servir, au moins de temps en temps, de chair à calibre 9, c'est là la seule manière de résoudre le problème agraire, ou – et c'est presque la même chose – la question méridionale.

À la Bussola, pourtant, un seuil a été franchi. Ce qui s'est passé revêt une tout autre portée politique. Car il y a, dans les événements de la Bussola, un aspect qui n'a pas été souligné autant qu'il aurait été nécessaire : dans la région, les actions d'Il Potere operaio sont suivies avec une attention méticuleuse par la Préfecture et les états-majors des carabiniers. À Pise en particulier, à chaque fois que les militants d'Il Potere operaio participaient à un mouvement (ou ce qu'on suspectait tel), on pouvait compter sur une importante mobilisation des forces de police, avec souvent des déplacements massifs de troupes, parfois depuis des villes assez éloignées. Des forces considérables, mobilisées sur le terrain ou postées en réserve. Des forces qui n'étaient pas présentes à la Bussola, alors même que la manifestation avait été annoncée à grand renfort de propagande au cours des jours précédents.

À la Bussola, il y avait donc une cinquantaine de carabiniers sous les ordres d'un « dur » bien connu. Une présence légère qui, au cas où elle aurait été débordée, aurait été *obligée* de réagir, en faisant au besoin usage de ses armes. Elle aurait ainsi montré au pays qu'il était temps d'en finir avec les forces subversives, avec les

vandales, avec les anarchistes et ainsi de suite. Mais la manifestation à la Bussola avait des objectifs très clairs, au moins pour ce qui regarde Il Potere operaio de Pise. Personne n'allait être débordé. Et personne n'a jamais été blessé (du moins physiquement) par des slogans et quelques tomates. La police a tiré dans le tas, au cours d'une succession de charges qui, si l'on s'en tient aux témoignages, ne se sont pas déroulées de manière très réglementaire. Ils ont tiré, et ils ont fait mouche, mais ils n'ont pas pu dire pour se justifier : « oui, nous les carabiniers, nous les policiers qui intervenons dans la rue, nous avons été *obligés* de tirer car nous avions devant nous une foule enragée ». Au contraire, ils ont déclaré, et ils ont fait déclarer par le ministre Restivo que personne n'avait tiré. Ils se sont arrangés pour intimider les témoins oculaires (à Viareggio, dans les bars on dit que la police a tiré, mais personne ne veut témoigner devant les tribunaux). 55 personnes ont été arrêtées. La mise en scène réactionnaire est parfaitement en place, mais il y manque l'élément peut-être le plus important : le fait de pouvoir dire que les « forces de l'ordre » ont été poussées à tirer par un état d'absolue nécessité. Il est bien regrettable que, face à un si faible déploiement policier, les membres d'Il Potere operaio ne se soient pas jetés sur elles avec joie et sauvagerie, heureux de prendre leur revanche sur toutes les fois où ils avaient dû affronter des forces qui leur étaient bien supérieures.

Naturellement, pour se couvrir, ils ont bâti d'authentiques intrigues de romans noirs qui ont été abondamment reprises par la presse. Il fallait faire croire que c'étaient les manifestants, armés jusqu'aux dents, qui avaient tiré, que c'était peut-être mêmes eux qui avaient touché Ceccanti, qu'ils avaient menacé la vie du propriétaire de la Bussola. On a parlé d'arsenaux dissimulés dans des coffres de voiture ; on aurait même retrouvé une automobile appartenant à Il Potere operaio généreusement abandonnée à deux pas de la Bussola avec son bon gros chargement d'engins offensifs.

À partir de là, et dans un climat assombri à dessein par la presse, la réaction a cherché à exploiter politiquement la situation en sortant de son chapeau des personnalités incontestables comme le général Aloja, ex-chef de l'armée, qui a réaffirmé la nécessité d'un État fort, ou comme Mario Calamari, le procureur général de Florence, qui en a appelé à l'autorité inflexible des pères, des recteurs, des inspecteurs et des enseignants, comme à une obligation légale. Çà et là, on a vu surgir des comités de salut public, un peu partout on a assisté à des manifestations et à des provocations fascistes, à des actes de terrorisme. Tandis que Randolfo Pacciardi essayait de prendre la parole à Pise, à Livourne des dirigeants fascistes locaux tiraient sur une voiture appartenant à des jeunes du PCI et du Mouvement étudiant.

Il pourrait sembler excessif, dans l'économie générale de ce livre, d'accorder une place trop importante à cette manifestation, petite, mais exemplaire, de la « révolution culturelle » qui se jouait contre le système et ses valeurs. Il nous semble pourtant que cet épisode figure une articulation importante dans le processus d'ensemble qui mènera, l'année suivante, au conflit généralisé de l'Automne chaud.

On trouve déjà dans l'analyse d'Il Potere operaio certaines des clés qui permettront de lire nombre d'événements à venir : l'instrumentalisation des forces de l'ordre, les manœuvres des dirigeants réactionnaires, les falsifications délibérées de la grande presse patronale, l'intuition qu'il existe des forces occultes liées aux secteurs conservateurs de l'appareil d'État, et la nécessité, pour les contrer, de créer de « nouvelles formes d'organisations politiques révolutionnaires de masse » :

« C'est pour cette raison que nous tenons pour opportuniste et contre-révolutionnaire la revendication du désarmement de la police, et la proposition de confier aux maires la responsabilité de l'ordre public. L'État bourgeois aura encore recours à la violence armée, au moins à court terme, pour réprimer les mouvements de masse. Et l'apparent désarmement de la police, s'il a lieu – et il ne pourra avoir lieu qu'après que le régime aura surmonté les prochaines échéances de lutte – n'adviendra qu'au prix du désarmement politique et idéologique des masses, que préparent déjà les fausses propositions actuelles. Une telle mesure imposera donc un contrôle beaucoup plus strict des mouvements des masses sur le plan économique et social, qui s'appuiera au besoin sur la collaboration directe des soi-disant organisations ouvrières, définitivement intégrées aux institutions de l'État bourgeois. Il appartient aux avant-gardes révolutionnaires ouvrières et socialistes de base de s'opposer dès à présent, en s'unissant aux masses, à cette perspective de désarmement, pour éviter d'essuyer les mêmes défaites que les luttes ouvrières et étudiantes de ces dernières années. Aux échéances et aux rythmes imposés par l'adversaire de classe, il leur revient d'opposer le temps de la montée en puissance du mouvement de masse. Il leur faut trouver de nouvelles articulations entre les différents moments de la lutte, et surtout de renforcer leurs liens avec les masses exploitées, dans l'objectif de contribuer à la naissance de nouvelles formes d'organisation politiques révolutionnaires de masse.

Ceci est notre programme d'action pour la période à venir. »

A posteriori ces réflexions peuvent sembler banales, mais à l'époque – à un moment où le PCI de Longo croyait encore à la possibilité d'une solution réformiste – elles faisaient preuve d'une grande maturité dans l'analyse.

La notion de totalité en question

La genèse culturelle et philosophique de 68 reste à écrire.

On se contentera ici, à titre indicatif, d'esquisser quelques pistes pour ce travail à venir. D'une façon générale, le mouvement de 68 exprime un questionnement collectif sur le « sens », et ce qu'il en advient lorsque les tendances technocratiques du système capitaliste parviennent à maturité.

La recherche effrénée de nouveaux instruments de connaissance, que nous avons mentionnés précédemment, traduisait une interrogation fondamentale quant à la figure sociale (classe ? catégorie ? fonction ? ou encore : étudiant, intellectuel, technicien ?) qui incarne alors la force productive du savoir, c'est-à-dire le travail intellectuel en formation : les étudiants.

On le sait, les mouvements révolutionnaires en Europe et dans le monde ont été fortement influencés par un certain nombre de courants politiques (léninisme, maoïsme, conseillisme libertaire, foquisme guévariste, etc.). Mais on peut essayer de revenir plus en amont, et examiner l'arrière-plan philosophique qui a conduit à certains choix politiques, et qui explique peut-être aussi de nouveaux usages de la « culture ». C'est sur ce terrain que se sont constitué un certain nombre de champs problématiques et contradictoires internes au mouvement. On se bornera pour l'heure à esquisser les grandes lignes d'une synthèse bibliographique afin de commencer à rendre compte de ce dédale de questions.

Le débat philosophique des années 1960 est dominé par la recherche constante d'un nouvel humanisme qui ferait coexister le nouveau marxisme critique et une sensibilité existentialiste engagée dans l'histoire. À cette période, on se réfère beaucoup aux *Manuscrits de 1844* de Marx, publiés en 1949 dans les *Œuvres philosophiques de jeunesse* (avec la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*). La mise en exergue de l'originalité de la pensée du jeune Marx – par opposition à l'économicisme supposé du Marx de la maturité – prend une importance capitale dans le renouveau théorique des mouvements anticapitalistes, et les amène à s'aligner sur des positions de type antiautoritaires.

Le choc provoqué par les événements de 1956 en Hongrie, le problème du stalinisme, la crise du rôle de l'« intellectuel organique » tenu de soumettre sa subjectivité à l'arbitrage du Parti, toutes ces questions imposent alors une réflexion radicale : comment ces phénomènes sont-ils advenus ? Comment ont-ils pris corps ? Ces événements (et bien d'autres) provoquent en même temps un changement de paradigme philosophique, de première importance si l'on veut comprendre la mutation antiautoritaire du mouvement révolutionnaire dans les années 1960. En ce sens, la critique sartrienne du matérialisme dialectique (dans *Questions de méthode*) mérite d'être rappelée[56].

L'attention particulière portée aux *Manuscrits de 1844* permit au marxisme critique naissant de placer au centre de sa réflexion la problématique de l'aliénation. L'aliénation, c'est l'étrangeté à soi et à ses droits, c'est une séparation progressive d'avec les moyens et les fins de la civilisation industrielle, c'est ne plus se reconnaître dans les marchandises que l'on continue pourtant à produire (aliénation de l'« objet »), c'est devenir étranger à sa propre activité (le travail aliéné), c'est la fracture du sujet même. Ce processus est inhérent à la domination capitaliste totalisante qui subsume (qui ramène, comme une partie du tout) les existences dans sa propre sphère :

« L'ouvrier devient d'autant plus pauvre qu'il produit plus de richesse, que sa production s'accroît en puissance et en volume. L'ouvrier devient une marchandise d'autant meilleur marché qu'il crée davantage de marchandises. Plus le monde des choses *augmente* en valeur, plus le monde des hommes *se dévalorise*. Le travail ne produit pas seulement des marchandises, il se produit lui-même et produit l'ouvrier comme une marchandise [...]. L'objet produit par le travail,

son produit, surgit face au travail comme une entité extérieure, comme une puissance indépendante de celui qui le produit[57]. »

L'aliénation c'est la condition de l'homme dans le capitalisme, c'est la division entre travail manuel et travail intellectuel, c'est la fragmentation du travail intellectuel en spécialités. Cette prise de conscience constitue le fondement humaniste le plus général du bouleversement porté par 68.

La découverte ou la relecture du jeune Marx conduisirent alors à reconsidérer toute la veine théorico-critique où confluaient le *Linkskommunismus* et l'École de Francfort. Car ces deux courants avaient finalement en commun l'idée d'une certaine continuité entre l'idéalisme hégélien et le marxisme critique, que l'on retrouve aussi bien chez le jeune Lukács (celui d'*Histoire et conscience de classe*, en 1922) que chez les auteurs de l'Institut de recherche sociale de Francfort. Il est bien évident que tous donnaient de l'idéalisme hégélien une version très différente de la lecture systématique qui dominait alors le champ des études hégéliennes. Ce qui rendait possible cette relecture de Hegel, sa restitution dans le champ de la pensée révolutionnaire, c'était l'accent porté sur le moment négatif de la dialectique.

Ainsi, Herbert Marcuse écrit dans *Raison et révolution*, publié pour la première fois en 1941 : « Cette étude a été écrite avec l'espoir d'apporter une contribution à la renaissance moins des études hégéliennes que d'une faculté mentale en danger de disparition : le pouvoir de la pensée négative. Selon la définition de Hegel, "la pensée, en vérité, c'est essentiellement la négation de ce qui est immédiatement devant nous"[58]. » Cette affirmation rejoint celle de Lukács lorsqu'il écrit, dans *Histoire et conscience de classe* : « Le but final est bien plutôt cette relation à la totalité (la totalité de la société considérée comme processus) par laquelle chaque moment de la lutte acquiert son sens révolutionnaire[59]. »

La totalité, qui seule définit pour Hegel la vérité historique, est ainsi placée au centre de la recherche théorique du mouvement réel. De cette considération, il

56. Dans *Questions de méthode* [1957], Gallimard, 2005, Sartre se réfère à l'héritage de Kierkegaard – « un chrétien qui ne veut pas se faire enfermer dans le système et qui affirme sans relâche contre l'"intellectualisme" de Hegel l'irréductibilité et la spécificité du vécu ». Le marxisme, qui affirme quant à lui le primat non du vécu mais du travail et de l'action, a fini selon Sartre, par se figer sous la forme du matérialisme dialectique : « le marxisme s'est arrêté : précisément parce que cette philosophie veut changer le monde ; parce qu'elle vise le "devenir monde de la philosophie", parce qu'elle est et veut être pratique, il s'est opérée en elle une véritable scission qui a rejeté la théorie d'un côté et la *praxis* de l'autre. » Sur le contexte et les enjeux de *Questions de méthode*, lire Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française*, La Fabrique, 2011.

57. Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1968.

58. Herbert Marcuse, *Raison et révolution, Hegel et la naissance de la théorie sociale*, Minuit, 1968.

59. Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe*, Minuit, 1960.

pourrait sembler que 68 soit le fruit d'une pensée néo-idéaliste. Mais ce serait sans doute là une présentation partiale du problème.

Il faut en effet rappeler l'importance que prit à l'époque une autre conception de la totalité. Alors que la pensée négative fait de la totalité un destin dialectique et historique, Jean-Paul Sartre, dans la *Critique de la raison dialectique*, lui substitue le concept de « totalisation[60] ». En cela, il insiste sur son caractère projectuel, non déterminé dialectiquement, mais existentiellement donné : il la définit comme un *choix*. « Seul le projet, comme médiation entre deux moments de l'objectivité, peut rendre compte de l'histoire, c'est-à-dire, de la créativité humaine. Ou bien on réduit tout à l'identité, on fait de la dialectique une loi céleste qui s'impose à l'univers, une force métaphysique qui génère d'elle-même le processus historique, ou bien l'on rend à l'homme singulier son pouvoir de dépassement par le travail et l'action. Cette solution seule permet de fonder *dans le réel* le mouvement de totalisation[61]. » Il convient donc d'envisager la totalité « en situation ». La singularité du choix fait du monde un horizon historique intentionnel.

La liberté de « choisir de choisir » est un processus subjectif et intentionnel qui présuppose un mouvement de l'esprit, une dynamique de la pensée qui nie le donné dominant de la réalité, qui fait naître le refus des conditions données, qu'elles soient internes ou externes au sujet, qui amorce une révolution du *moi*, apte elle-même à révolutionner la réalité. C'est la conquête tourmentée de la spontanéité consciente, de la subjectivité négatrice : une pensée libérée des déterminations historiques, sociales et militantes, une pensée entièrement orientée par son rapport à la totalité[62].

À travers le prisme sartrien, la phénoménologie de Husserl prend un tour libertaire, à la fois antidogmatique et antidialectique. Mais la critique la plus radicale du néo-idéalisme de gauche d'inspiration francfortienne et conseilliste vient d'un nouveau matérialisme, celui de l'école italienne de la « composition de classe ». On peut situer le champ théorique de cette pensée dans ce que Lukács nomme l'« ontogénèse de la conscience sociale » (c'est-à-dire le processus de développement ou de reflux des mouvements sociaux, des cycles de luttes, des dynamiques internes et externes, subjectives et collectives qui en déterminent les différentes phases).

La pensée de la composition de classe (on se réfère ici aux œuvres de Raniero Panzieri, Mario Tronti, Toni Negri, Romano Alquati, Sergio Bologna et d'autres) conteste radicalement le fait que la conscience puisse se fonder sur la « nostalgie idéaliste » de l'humain, et formule la thèse selon laquelle le processus révolutionnaire naît de la dynamique sociale et matérielle (sans lui présupposer ni origine idéale, ni authenticité aliénée). Une dynamique dont le moteur se trouve dans la sphère du travail, et plus précisément dans le refus ouvrier du travail (dans le refus d'aliéner son temps à une activité expropriée, commandée par le capital). En ce sens, le cycle de luttes de l'« ouvrier-masse », ce mouvement continu et « spontané », qui s'est affranchi des « tâches » historiques du mouvement ouvrier organisé, détermine davantage la théorie servant à le comprendre, que l'inverse n'est vrai.

La lecture des *Grundrisse* (et en particulier celle du « Fragment sur les machines » et de l'*Introduction* de 1857) donne à la notion de totalité une signification nouvelle.

Elle prend alors conjointement le sens d'une totalisation en situation (du point de vue du travail et de la lutte) et d'une subsomption du singulier dans le processus (total parce que totalitaire) du capital : « Le tout [la totalité], tel qu'il apparaît dans l'esprit comme un tout de pensée, est un produit du cerveau pensant, qui s'approprie le monde de la seule façon qui lui soit possible [...]. Le sujet réel continue de subsister dans son autonomie en dehors du cerveau ; et cela aussi longtemps que ce cerveau se comporte de façon purement spéculative, purement théorique[63]. »

Il faut ici considérer deux aspects distincts : d'un côté, la totalisation est un processus indiscernable de la subjectivité, de la partialité historique, sociale et militante (« on ne peut comprendre le tout que par la partie », selon le mot de Mario Tronti). De l'autre, la subjectivité capitaliste est elle-même un processus de totalisation (que l'on peut appeler « totalitance ») qui se manifeste comme subsomption, comme assomption despotique des existences réelles à l'intérieur de son fonctionnement même[64]. C'est le règne du travail abstrait, que Marx décrit ainsi : « L'indifférence à l'égard d'un genre déterminé de travail suppose l'existence d'une

60. Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Gallimard, 1960.
61. Jean-Paul Sartre, *Questions de méthode*, *op. cit.* Une polémique avait opposé après-guerre Sartre et Lukács qui, dans *Existentialisme ou marxisme ?* (Nagel, 1948, repris dans *Georg Lukács, Textes*, Éditions sociales, 1985), sommait l'existentialisme « de se mesurer directement au socialisme en combat ouvert, de prouver sa supériorité sur les terrains de la morale et de l'histoire ». Lukács était l'une des principales cibles de Sartre lorsqu'il affirmait en conclusion de *Questions de méthode* : « L'autonomie des recherches existentielles résulte nécessairement de la négativité des marxistes (et non *du* marxisme). Tant que la doctrine ne reconnaîtra pas son anémie, tant qu'elle fondera son Savoir sur une métaphysique dogmatique au lieu de l'appuyer sur la compréhension de l'homme vivant [...] l'existentialisme poursuivra ses recherches. »
62. « Sartre parle d'un monde qui est, non pas vertical, mais en soi, c'est-à-dire plat, et pour un néant qui est abîme absolu. [Or] c'est l'horizon, non l'humanité qui est l'être. [...]. Chez Sartre, c'est toujours moi qui fais la profondeur, qui la creuse, qui fais tout, et qui ferme du dedans ma prison sur moi. – Pour moi au contraire, même les actes les plus caractérisés, les décisions (la rupture d'un communiste avec le Parti), ce n'est pas un non-être qui se fait être (être communiste, ou être non communiste). Ces décisions qui tranchent sont pour moi ambiguës [...] et cette ambiguïté est du même type que l'impartialité de l'histoire passée », Maurice Merleau-Ponty, *Le Visible et l'invisible*, Gallimard, 1964.
63. Karl Marx, *Grundrisse*, *op. cit.*
64. « La force de travail se trouve insérée, et *doit* l'être, dans le procès de production comme classe et comme classe antagoniste. Du seul fait qu'elle est une force productive sociale, elle possède la faculté de produire du capital, mais aussi celle d'*appartenir* au capital, de devenir partie intérieure à lui-même. Et dès lors le procès de production capitaliste se présente en fait comme *procès d'appropriation capitaliste de la force de travail ouvrière* », Mario Tronti, « La particularité de la marchandise force de travail », *Ouvriers et capital*, *op. cit.*

totalité très développée de genres réels de travail dont aucun n'est plus absolument prédominant. Ainsi les abstractions les plus générales ne prennent au total naissance qu'avec le développement concret le plus riche où un aspect apparaît comme appartenant à beaucoup, comme commun à tous. On cesse alors de pouvoir le penser seulement sous une forme particulière[65]. »

Le travail abstrait est la condition de l'indifférence, de l'identité vide du temps des hommes, du caractère dénué de sens du processus cognitif et du morcellement du travail intellectuel en spécialités. C'est peut-être Hans-Jürgen Krahl, un penseur allemand qui participa au mouvement de 1968, qui a apporté à cette question, dans sa « Thèse sur l'intelligence technico-scientifique », la contribution la plus décisive[66].

La totalité oppressive qui caractérise la subsomption capitaliste du temps et l'homologation impérialiste du monde, cette totalité est le pôle négatif du mouvement de 68. C'est pourquoi il constitue selon nous une critique en actes de la totalité idéaliste et du totalitarisme réel – un processus de singularisation qui prendra par la suite la forme explicite de l'autonomie.

65. Karl Marx, *Grundrisse, op. cit.*

66. Hans-Jürgen Krahl, « Tesi sul rapporto generale di intellighentzia scientifica e coscienza di classe proletaria », *Quaderni piacentini* n° 43, 1971. H. J. Krahl (1943-1970) est, avec Rudi Dutschke, un des *leaders* étudiants de 68 en Allemagne. Élève d'Adorno, il rédige sa thèse sur *Les Lois naturelles du développement capitaliste chez Marx*. En 1968, avec 71 autres étudiants il occupe l'*Institut de recherches sociales* de Francfort, dirigé par Adorno, qui fait donner la police. Krahl passe 9 mois en prison. Ses thèses sur le déclin de la centralité de la classe ouvrière d'usine trouveront un large écho au sein du mouvement italien, notamment à travers la publication de son ouvrage *Costituzione e lotta di classe* [1971], Jaca Book, 1973.

6

1969 : L'Automne chaud



⇜ L'assemblée vote la grève, Fiat Mirafiori, 1969

Les Comités Unitaires de Base (CUB) : la classe ouvrière comme sujet

Pendant les deux années qui ont précédé 1969, les luttes d'usine ont été marquées par une forte autonomie des comportements ouvriers aussi bien à l'égard de la politique des partis de gauche qu'à l'égard de celle du syndicat. La FIOM avait bien tenté, parfois avec succès, de prendre la tête des luttes, mais la division persistante entre les centrales syndicales (UIL, CISL, CGIL) et la soumission des directions aux exigences des partis les empêchaient de comprendre pleinement les nouvelles tensions et les exigences exprimées par la base ouvrière.

Par ailleurs si, de 1965 à 1967, le PCI se maintient dans l'opposition par rapport au centre-gauche, il continue à croire en la perspective d'une « politique du plan » : une politique qui permette de « programmer », de « planifier » le développement économique, productif et politique du néocapitalisme. Fidèle à la ligne tracée depuis l'après-guerre avec l'« idéologie de la Reconstruction », son action ne se distingue de celle du centre-gauche que par la revendication d'une « programmation démocratique », et donc d'une participation des communistes et des syndicats à l'élaboration des stratégies du développement capitaliste.

La ligne, le mythe de la « classe ouvrière qui se fait État[1] », qui s'émancipe à travers le développement des forces productives, continue à occuper les esprits de la gauche communiste, syndicale et politique. Et en réalité cette conception n'est pas près de disparaître, elle va au contraire s'accentuer à partir du milieu des années 1970. Il est bien évident qu'une stratégie syndicale assise sur de telles bases théoriques ne pouvait guère qu'arrimer ses revendications au rapport entre salaire et productivité. Depuis le début du gouvernement de centre-gauche, le PCI avait donné tous les signes d'une bienveillante opposition. Il se réservait de maintenir des rapports privilégiés avec le PSI et considérait la politique de « programmation » comme un terrain sur lequel « la classe ouvrière doit et peut conduire sa lutte pour faire de la « politique du plan » un outil servant d'autres buts », au sein de laquelle « l'efficience productive n'est pas et ne peut être indifférente à la classe ouvrière, laquelle a établi sur ce terrain une vaste zone de convergence ».

Comme on l'aura aisément compris, une telle stratégie politique se situait aux antipodes de la tendance ouvrière – qui reste longtemps souterraine et fragmen-

1. Ce mot d'ordre, dont il sera de nouveau question au chapitre 8 – *Le compromis historique* (p. 439 *sqq*.), invoque la nécessité pour la classe ouvrière de se substituer à l'État défaillant dans ses fonctions d'organisateur de la production (idée qui domine, de l'idéologie de la Reconstruction au Congrès de L'EUR), mais aussi dans ses fonctions de police et de garant de la légalité constitutionnelle.

taire, mais qui n'en est pas moins présente et opérante – à briser les règles rigides de la négociation contractuelle, à déconnecter le salaire de la productivité, à inventer de nouvelles formes de lutte, hors des schémas traditionnels. En dépit de cela, l'énorme masse des ouvriers injectés dans l'usine à partir du début des années 1960 continuait de se référer au PCI, y compris parce qu'il n'y avait pas d'alternative à gauche.

D'ailleurs, le jeune prolétaire, immigré ou non, qui se trouvait en situation de devoir défendre ses droits dans l'univers autoritaire de l'usine, n'avait d'autre choix que de s'en remettre aux syndicats, d'en subir l'hégémonie sur le terrain, d'accepter qu'il « fasse la médiation » entre ses exigences et celle de la direction. « Parce que la lutte de classe en usine est par définition fondamentalement syndicale et que dans les usines la seule structure organisée qui agisse au quotidien est le syndicat[2] ». Cela ne signifie pas que la nouvelle composition ouvrière ne perçoive pas la contradiction permanente entre ses exigences et les stratégies politiques de ceux qui la représentent (parti et syndicat). Les épisodes récurrents d'insubordination prolétaire et de débordement des directions syndicales en sont la manifestation la plus évidente. Les intellectuels raffinés du courant opéraïste y verront aussi un délicat problème théorique, et parleront souvent à ce sujet d'« usage ouvrier du syndicat ». Car les nouvelles formes de lutte (« chat sauvage », grève « en damier », « au sifflet [3] »), qui se situent toutes en dehors de la tradition syndicale, jalonnent la lente formation des « comportements autonomes de classe ».

À partir de 1965, la pression ouvrière ne cesse donc de s'accroître, jusqu'à l'affrontement ouvert avec les « forces de l'ordre ». Le gouvernement fait donner la police contre les travailleurs à Milan, Rome, Naples et dans de nombreuses autres villes. En 1966, à l'usine Alfa Romeo de Milan, ce sont de véritables épisodes de guérilla qui opposent travailleurs et policiers (finalement, la trêve est conclue par un échange de « prisonniers » entre les deux camps). Lors de l'inauguration de la *Fiera*[4] de Milan, malgré les freins mis par les dirigeants syndicaux, des milliers d'ouvriers se mettent en grève et convergent vers le site pour y siffler Saragat (alors président de la République) lequel, évidemment averti, est prudemment resté à Rome.

« C'est à l'occasion de la renégociation des contrats de 1966 qu'apparaît, à l'usine Siemens de Milan, un tout nouveau type d'organisation ouvrière démocratique de base : en substance, le premier conseil d'usine des années 1960. Il prend d'abord la forme d'un "comité de grève" composé de délégués d'atelier. Le "comité" ne dure pas très longtemps, en particulier parce que dès le contrat signé, le syndicat se livre à une vigoureuse opération de pilonnage, mais son existence signale toutefois nettement que les exigences ouvrières commencent à s'orienter vers de nouvelles formes d'organisation[5]. » Et c'est aussi dans ces espaces de *dissensus* ouvrier que se déploient les premières formes d'intervention de la gauche révolutionnaire naissante. Même s'il ne faut pas en surévaluer l'importance, les questions de l'égalitarisme et de l'anti-productivisme qui commencent à investir le débat

public influenceront de larges secteurs des avant-gardes ouvrières et une bonne part des cadres syndicaux.

D'autre part, la stratégie politique du PCI, tout à sa quête de formes de participation au gouvernement de la société, exigeait que le syndicat, conçu comme la « courroie de transmission » des exigences du Parti à l'intérieur de l'usine, devienne lui aussi un « acteur social » incontournable de la négociation avec le gouvernement et les « élites néocapitalistes ». En ce sens, la nécessité de l'unité syndicale (dans la diversité de ses composantes politiques : chrétiennes, socialistes et communistes) en venait à être considérée presque exclusivement comme une opération au sommet, l'anticipation sur le terrain social productif de la future participation du PCI au gouvernement.

Dans cette dynamique, la collaboration avec le système capitaliste devenait donc centrale. Au nom de l'« unité syndicale », la CGIL multipliait les retours en arrière et s'alignait sur les positions ultra-collaborationnistes défendues par les autres syndicats. Cela explique par exemple que la FIOM, qui avait pourtant tenté de prendre la tête des luttes de 1965-66, se soit retrouvée au terme de ces deux ans avec le plus bas nombre d'inscrits de son histoire. Ce que les directions syndicales n'avaient pas compris, ou ce qu'elles n'avaient pas voulu comprendre, c'était la modification profonde qui était intervenue dans la composition ouvrière : la nouvelle subjectivité des jeunes ouvriers, le fait que la plupart étaient déconnectés de la tradition ouvrière issue de la Résistance, leur indifférence aux critères méritocratiques de la hiérarchie d'usine, le fait que bien souvent, ils n'exprimaient rien d'autre que le vent de transformation égalitaire et antiautoritaire qui soufflait en dehors de l'usine.

« L'ouvrier-masse est le protagoniste de la nouvelle grande vague de luttes ouvrières, celle qui a commencé dans les années 1960[6]. C'est à ce moment qu'est arrivée sur le devant de la scène cette nouvelle figure politique du prolétariat, avec ses carac-

2. « I Comitati unitari di base : origini, sviluppi, prospettive », *Quaderni di Avanguardia operaia*, Sapere edizioni, 1973.

3. La grève *a scacchiera*, en « damier », est un arrêt de travail déclenché successivement par différents groupes de travailleurs dont les activités sont interdépendantes dans l'organisation du travail. Il s'agit de causer le préjudice maximal avec une perte de salaire minimale pour les grévistes. Comme la grève « au sifflet » ou à la « chat sauvage », qui désignent plus spécifiquement (comme on l'a vu au chapitre 3) l'absence de préavis dans l'interruption du travail, il s'agit d'un arrêt de travail concerté entre les travailleurs et déterminé en fonction de leur position dans le processus de production, en dehors de toute consigne syndicale.

4. La *Fiera di Milano* (la Foire de Milan) est l'exposition annuelle des produits de l'industrie *made in Italy*, qui se déroulait dans le parc des expositions *Fiera campionaria di Milano*.

5. « I comitati unitari di base : origini, sviluppi, prospettive », *op. cit.*

6. Ce texte est extrait de l'appendice à l'édition italienne de *Nous voulons tout !* de Nanni Balestrini (*Vogliamo tutto !*, Feltrinelli, 1971, réed. DeriveApprodi, 2004), intitulé *Prendiamoci tutto – Conferenza per un romanzo (novembre 1971).*

téristiques et ses objectifs propres, et les nouvelles formes de lutte qu'elle impose. On l'a décrit comme "le méridional typique, c'est-à-dire pauvre, entre 18 et 50 ans, disponible à tous les métiers, sans aucune qualification professionnelle – même quand il est formellement titulaire d'un diplôme –, candidat pérenne à l'immigration, sans emploi stable et fréquemment au chômage ou contraint à des prestations aussi bigarrées qu'irrégulières".

Une figure dont l'émergence politique est tout à fait spontanée, au sens où elle est étrangère aux canaux organisationnels traditionnels, au parti et au syndicat. Une figure nouvelle qui agit par elle-même, indépendamment de toute tradition politique antérieure, et qui refonde, dans la matérialité des faits, des événements et des luttes, toutes les manières de faire de la politique.

C'est ce nouveau sujet politique prolétaire qui, en émigrant depuis le Sud de l'Italie, a porté dans l'Europe entière le développement capitaliste de ces vingt dernières années, de la FIAT à Volkswagen ou à Renault, des mines de Belgique à la Ruhr. C'est lui qui a mené les grandes luttes ouvrières de ces dernières années, lui qui a tout mis en pièces, qui a mis l'Italie en crise ; lui qui est aujourd'hui à l'origine de la réponse désespérée du capital, aussi bien dans les usines qu'au plan institutionnel ; lui qui oblige les patrons à brandir l'arme ultime, celle de la crise ; lui qui les oblige même à détruire leur propre richesse pourvu qu'ils portent un coup définitif à l'ennemi qui les accule.

L'ennemi, c'est ce prolétaire du Sud : l'homme aux mille métiers parce que sans aucun métier, "le déraciné, le chômeur, le métayer expulsé, l'ouvrier agricole sans perspective, le paysan insolvable, le diplômé sans travail ; cette force de travail mobile, disponible, interchangeable à des niveaux de qualification bas ou moyen". Celui qui ne trouve pas de travail dans le Sud et va en chercher à Turin, à Milan, en Suisse, en Allemagne, partout en Europe. Celui qui en échange de revenu, en échange d'argent, accepte le travail le plus dur, le plus épuisant, le plus inhumain, ce que personne d'autre n'est disposé à faire.

Bien sûr pendant cette phase, son comportement n'est pas encore déterminé politiquement, du point de vue de la conscience de classe. Il se situe simplement à l'intérieur du projet capitaliste, c'est-à-dire qu'il est pris dans les lois capitalistes de l'accumulation. Ils sont tous dedans, pliés, sous le commandement absolu de la domination du capital.

Mais dans le passage des années 1960 aux années 1970, il se produit quelque chose de fondamental : la domination du capital sur cette figure prolétaire, sur cette figure de l'ouvrier-masse telle qu'on l'a définie, éclate, se brise. Et elle n'éclate pas parce qu'il y aurait eu une prise de conscience, l'avènement d'une idéologie nouvelle centrée sur les besoins de pouvoir de cette nouvelle figure ouvrière, de cette nouvelle composition de classe. Elle se brise au contraire sur la matérialité même du conflit, face aux exigences matérielles de cet ouvrier, de ce prolétaire. C'est à l'intérieur même des luttes que la domination du capital est brisée. Elle est brisée en 1969 à la FIAT et dans toute l'Italie par la formidable poussée des luttes qui émergent à cette période.

Les luttes de 1969 ont des caractéristiques complètement différentes de celles qui les ont précédées, et aussi de celles d'aujourd'hui, parce qu'elles sont nées à l'intérieur du développement. Elles sont nées à un moment où le capital utilisait la force de travail – cette figure de la force de travail – dans son projet de développement, dans son plan d'accumulation. Et soudain, ce qui était devenu une loi fondamentale du capital – le fait que cette force de travail du Sud devait servir à garantir un saut dans le développement du capital – s'est révélé, au cœur de son développement même, une contradiction irréversible. Parce que cet ouvrier qui a fait la richesse, qui a construit la richesse non pas tant ou pas seulement dans les villes du Nord de l'Italie mais, si l'on regarde bien, dans l'Europe entière – ce type d'ouvrier, dans son rapport même avec le capital, réussit à inventer un comportement antagoniste nouveau, entièrement fondé sur ses besoins matériels.

Cet ouvrier, l'ouvrier-masse, n'a aucun rapport avec la vieille tradition communiste, et il ne peut pas en avoir parce qu'il s'agit d'une composition de classe totalement différente de celle dont était né le Parti communiste.

Le PCI était né au Nord, il était né à Turin, il était né du mouvement des Conseils d'usine, il était né dans le sillage de la révolution d'Octobre, il était né de l'expérience des Soviets. Il se fondait sur la figure de l'ouvrier professionnel, c'est-à-dire d'un ouvrier hautement qualifié qui demandait du pouvoir au nom de sa capacité professionnelle. C'était l'ouvrier qui savait parfaitement construire une FIAT Balilla tout seul et qui, parce qu'il détenait la capacité de produire la richesse, en exigeait en contrepartie la gestion.

Les Conseils ouvriers étaient à l'avant-garde de ce mouvement et il y a eu, en 1920, des épisodes d'occupation d'usines où ils ont tenté de se substituer à la direction patronale. La nécessité de contrer l'offensive de cette composition de classe détermina la réponse capitaliste des années suivantes. Cette réponse à l'expérience des Soviets et au mouvement des Conseils conduisit à la destruction, à l'absorption, d'un point de vue objectif, de la figure de l'ouvrier professionnel comme figure majeure du processus productif.

Le capital a eu recours à différents moyens pour parachever la défaite de l'ouvrier traditionnel : le fascisme, le saut technologique, la crise économique de 1929. Le résultat devait nécessairement en être la destruction et le remplacement de l'ouvrier professionnel par une nouvelle figure de la force de travail, une autre figure de producteur.

Par conséquent, l'ouvrier spécialisé fait place à un nouveau type d'ouvrier qui tient, du point de vue du rapport de production, de l'organisation même de la production, un rôle tout différent. C'est l'ouvrier de la chaîne de montage : non professionnalisé, non spécialisé, mobile, interchangeable. C'est l'ouvrier du grand saut technologique des années 1920 et 1930, de la chaîne de montage fordiste et du taylorisme. C'est l'ouvrier qui a, comme nous aujourd'hui, un rapport complètement différent à la machine et à l'usine. »

La culture subjective de l'ouvrier-masse, même si elle était encore confuse et sans projet, était aux antipodes de la politique de productivité et du salaire indexé au mérite. La thèse de Bruno Trentin (le dirigeant historique de la FIOM) selon laquelle « les augmentations de salaire égales pour tous ne sont que des prurits égalitaires de nature petite-bourgeoise », lui était par exemple incompréhensible. Cette authentique imbécillité de la part d'un dirigeant syndical qui jouit encore aujourd'hui d'un large prestige, y compris chez les intellectuels de gauche, allait être démentie durablement par les luttes victorieuses de l'Automne chaud.

Mais la « composition politique ouvrière » n'était pas la seule à connaître une mutation rapide : les techniciens, les employés et les salariés des services (postes et téléphones, hôpitaux, transports, etc.) subissaient eux aussi d'importantes modifications de leur statut et de leurs fonctions. La position traditionnelle des employés et des techniciens dans le cycle productif, notamment, s'était largement transformée au cours des années 1960. Les processus de restructuration technologique avaient conduit à un fort accroissement du secteur des techniciens, tandis que celui des employés administratifs avait nettement diminué.

Mais face aux dynamiques du nouveau cycle capitaliste, les employés semblent « désarmés » sur le plan culturel et politique. Ils sont habitués à adhérer à des syndicats « mous », ils sont portés tant socialement que psychologiquement à se distinguer de la condition ouvrière. On sait qu'ils sont tendanciellement soumis au mythe de l'efficience et du prestige patronal, et qu'ils restent « petits-bourgeois » dans leurs relations privées et leurs modes de consommation quotidienne. Ils portent souvent leur suffrage sur des formations centristes et conservatrices, mais ils subissent les pressions du PCI qui s'oriente vers la conquête des classes moyennes et la social-démocratisation de ses structures. Leur pouvoir d'achat ne cesse de s'éroder, ce qui entraîne une perte de statut social et de prestige. Décontenancés par les innovations techniques et administratives (le processus d'automation et les infrastructures mécanographiques), ils sont touchés de plein fouet par une vaste opération de rajeunissement du personnel et l'embauche de milliers d'employés jeunes et combatifs.

Pour les uns comme pour les autres, c'est donc bien d'un processus de « prolétarisation » qu'il s'agit, et qui les propulse dans le conflit de classe en cours. Le slogan « ouvriers et employés unis dans la lutte » commence à circuler dans les manifestations, abolissant une séparation qui existait depuis toujours. Bien sûr, dans les usines, beaucoup de techniciens assument des fonctions de « petits chefs » affectés au contrôle des « temps et des rythmes » et une minorité semi-privilégiée d'employés assument en partie des fonctions managériales, mais ceux-là devront bien vite affronter la rage et l'insubordination ouvrières.

C'est dans ce contexte, et tandis qu'au dehors explose la contestation étudiante, que la base ouvrière prend conscience du fait que le syndicat joue un rôle fondamental dans la politique de collaboration avec l'adversaire de classe. La lutte se porte alors contre la politique syndicale, contre la manière dont elle se traduit concrètement en usine. La critique du PCI n'est plus alors que le simple reflet de

la critique adressée à la CGIL – dans la seule mesure où il semble évident qu'elle en subit l'hégémonie.

La lutte contre la politique collaborationniste des syndicats prend différentes formes. Certains choisissent de lutter « à l'intérieur de l'organisation syndicale » pour y corriger ce qui est parfois envisagé comme des erreurs dans le cadre d'une stratégie globalement valable ; d'autres décident de créer des « structures d'organisation indépendantes » pour développer une action de masse sur des bases de classe, ce qui est devenu impossible dans les organisations syndicales. Cette seconde option donne naissance à de petits syndicats et aux Comités unitaires de base.

La création des premiers CUB au printemps 1968 fait suite à deux énormes mouvements de grève, contre les « cages salariales[7] » et sur les retraites, qui avaient tous deux fait preuve d'un très haut degré de maturité. Les « cages salariales » étaient un instrument de division de la classe. Des salaires différents selon les zones géographiques, des négociations isolées et des luttes séparées, tout cela faisait le jeu des patrons : la lutte devait être unique, nationale et par catégories. Mais les ouvriers demandaient aussi à savoir quel serait leur futur après une vie de travail et d'exploitation. Tous avaient à l'esprit, par leur vécu personnel, par leur condition de classe, des images de pères, de mères, de parents, d'amis réduits à une vie misérable par des retraites faméliques, après 30 ou 40 ans de dur labeur en usine. Tous avaient en mémoire les centaines de milliers de morts (« les morts blanches[8] ») et d'invalides du travail. Ils demandaient que tout cela change.

Les « cages salariales » furent abolies et la réforme du régime des retraites fut engagée. Des manifestations avaient réuni des centaines de milliers d'ouvriers, donnant souvent lieu à de violents affrontements avec la police. À Valdagno, fief industriel des comtes Marzotto, les ouvriers avaient abattu la statue du fondateur de la dynastie qui trônait sur la place. Les étudiants s'étaient couramment joints à ces manifestations et les journaux patronaux (mais aussi le PCI) déliraient continuellement sur les provocations de « groupuscules chinois ». La violence de la police et l'ampleur incontrôlable des manifestations ouvrières avaient ébranlé le gouvernement. Quant au syndicat et au PCI, ils essayaient de « chevaucher le tigre » du *dissensus* ouvrier en proposant notamment le désarmement de la police, et en demandant que la garantie de l'ordre public soit confiée aux syndicats.

Cette position n'est pas sans susciter de lourdes inquiétudes parmi les autorités policières, et jusque dans les appareils des services secrets. On peut avancer que

7. Les *gabbie salariali* sont un mode de calcul et d'indexation des salaires mis en place en 1946, qui reposait sur différents paramètres dont l'indice de cherté de la vie selon les provinces (il existait 14 « zones » différentes, qui furent ensuite réduites à 7). Ce système distinguait principalement les salaires du Sud de ceux du Nord. En mars 1969, suite à une série de mobilisations pour l'égalité des salaires, le principe des « cages » sera aboli.

8. Les *morti bianche* désignent des accidents du travail mortels, ainsi nommés en Italie en raison du silence qui les entoure et de l'absence de responsabilités établies.

c'est à ce moment qu'ils commencent à expérimenter les techniques de ce qu'on appellera plus tard la « stratégie de la tension ». En effet, le 30 août 1968 (et l'incident se reproduira en décembre) on retrouve une bombe intacte au sixième étage des magasins la Rinascente à Milan. Le Préfet Allegra[9], qui deviendra célèbre après le « massacre d'État », écrit dans un rapport confidentiel que « les engins explosifs ont certainement été déposés par des éléments anarchistes, puisque le dépôt a été précédé par l'envoi d'une lettre adressée à la Préfecture, dactylographiée en lettres majuscules et signée *Brigata anarchica Ravachol* ».

Inutile de souligner combien il peut sembler étrange qu'un éventuel poseur de bombe se soucie d'avertir la police avant l'attentat. Il ne sera plus jamais question des bombes à la Rinascente, mis à part la tentative particulièrement maladroite de les attribuer, longtemps après, à la compagne de Giangiacomo Feltrinelli. Cet épisode, auquel succède celui des « bombes de la *Fiera* » (tandis qu'au Parlement, on s'apprêtait justement à discuter du désarmement de la police), confirme en tout cas qu'à partir de 1968, les corps séparés de l'État s'activent déjà pour contrecarrer toutes les modalités de transformation démocratique.

Pour revenir à l'histoire des CUB : le phénomène reste d'abord très hétérogène, il varie en fonction des situations et des secteurs ouvriers et n'atteint son amplitude maximale qu'entre l'été et l'automne 1969. Les CUB se sont implantés surtout au Nord, dans ces régions de grandes concentrations ouvrières où le rapport avec les stratégies syndicales était particulièrement conflictuel et tendu : Milan, Pavie, Trente, Porto Marghera, Bologne. Des expériences analogues ne furent toutefois pas rares dans le Centre de l'Italie (Florence, Pise, Rome) et en Sardaigne (Porto Torres). Dans le Sud, les CUB ne prirent pas, sauf à Naples. Pendant 68, il y eut des tentatives de coordination horizontale entre les CUB, mais elles ne fonctionnèrent jamais réellement, probablement en raison de la forte présence (parfois jusqu'à l'hégémonie) dans certaines réalités locales d'étudiants très idéologisés.

L'une des expériences les plus intéressantes dans l'histoire des CUB est sans aucun doute celle de l'usine Pirelli Bicocca, à Milan. Le CUB Pirelli naît au printemps 1968, suite à la signature d'un contrat d'entreprise au terme de 72 heures de grève. Dans un tract, un groupe d'ouvriers qui compte aussi des activistes syndicaux inscrits au PCI, à la CGIL et à la CISL, dénonce la signature du contrat. Il se constitue sans se réclamer d'aucune idéologie particulière – comme un foyer d'organisation de la lutte, et non comme un organe de direction politique de la classe ouvrière.

À l'usine Pirelli, le processus de modification de la composition ouvrière avait été long et très intense. L'âge moyen des ouvriers embauchés depuis 1967 était très inférieur à 30 ans et beaucoup d'entre eux étaient des travailleurs-étudiants. Caractéristiques que ces ouvriers partageaient d'ailleurs avec les milliers de jeunes prolétaires embauchés au cours des deux années précédentes dans la plupart des usines italiennes.

Par rapport aux jeunes immigrés embauchés au début des années 1960, ils avaient globalement un niveau d'études plus élevé, un plus grand vécu métro-

politain et des aspirations subjectives plus complexes. Et aussi, dans l'ensemble : une faible expérience politique et syndicale, une allergie notable à la bureaucratie et au collaborationnisme syndical, et une affinité certaine avec les luttes étudiantes. Ce furent d'ailleurs ces jeunes ouvriers qui, chez Pirelli comme sur d'autres sites, établirent les premiers contacts avec les étudiants qui faisaient de l'agitation devant les usines.

Le CUB regroupe des ouvriers et des étudiants, auxquels se joignent souvent quelques techniciens et employés. Il se réunit en dehors de l'usine. Les premiers objectifs de lutte portent sur la nécessité de nouvelles embauches et la réduction du temps de travail sans perte de salaire. « Les syndicats ne peuvent pas [...] porter une attaque de fond sur le plan économique », soutient le CUB, parce qu'ils sont objectivement contraints à jouer le rôle de gestionnaires des contrats. « Les objectifs ne peuvent pas venir d'en haut, ils doivent se construire et s'affiner dans le débat de base », « la lutte est l'unique arme ouvrière ». Dans le texte publié par la revue *Quindici*, en mars 1969, que nous reproduisons ci-dessous, les fondateurs du CUB retracent les débuts de leur expérience. Il témoigne par différents aspects du degré de maturité ouvrière qui a été atteint dans l'affrontement avec le plan du capital, et on y retrouve un grand nombre des thèmes qui joueront un rôle « moteur » au cours des luttes de l'Automne chaud.

Texte du CUB Pirelli

Lutter dans une direction nouvelle, s'organiser

La signature unitaire du contrat a tout de suite suscité un très fort mécontentement[10]. D'emblée, il y a eu de la rage ouvrière contre le syndicat (de nombreux ouvriers ont alors déchiré leur carte), y compris parce que les militants syndicaux n'avaient de cesse de vanter les termes du contrat. Par la suite, une pluie d'autocritiques de la part des syndicats s'est conclue en substance par une invitation aux ouvriers à leur renouveler leur confiance, en l'assortissant éventuellement d'une présence plus assidue, « d'un contrôle » dans les assemblées syndicales. Mais certains ouvriers avaient définitivement tiré les leçons qui s'imposaient : le contrat bidon était le résultat d'une absence de vision politique sur les problèmes ouvriers, de l'absence d'une conscience de lutte continue et frontale, contre le patron. Il était le résultat d'une recherche de compromis, selon la ligne tracée par des centrales

9. Antonio Allegra était responsable du Bureau politique à la Préfecture de police lorsqu'en décembre 1969, après l'attentat de la piazza Fontana, des accusations contre le mouvement seront suivies de nombreuses arrestations dans les milieux anarchistes. Sur cet attentat, voir dans ce chapitre – *La Stratégie de la tension* (p. 320 *sqq.*) et *L'État massacre* (p. 325 *sqq.*).

10. L'accord national signé par les syndicats avait notamment mis de côté la question des cadences, de la rémunération du travail à la tâche et de la nocivité de l'environnement de travail, ce qui entraîna au mois de janvier 1968 une importante grève à l'usine Pirelli.

syndicales qui ne s'intéressaient qu'aux tractations au sommet et nullement au climat *politique* qui s'était créé au sein de la base ouvrière, et qui étaient prêtes à sacrifier n'importe quelle exigence de la base au nom d'une unité entre états-majors.

Les premières propositions ouvrières cherchent un débouché politique au mécontentement. On repense les problèmes de la lutte de la classe ouvrière, on discute pour reconsidérer les formes dans lesquelles elle s'organise. Des ouvriers *adhérents à différents syndicats* ont décidé d'impulser dans l'usine un travail de type nouveau, et commencent à se rencontrer en dehors de l'usine, pour discuter de ce qu'il y a à faire. C'est ainsi que se constitue le Comité unitaire de base de Pirelli.

Les premiers mois du CUB sont difficiles : les sections syndicales font pression pour rappeler les activistes à un travail à l'intérieur du syndicat, et pas en dehors. Mais après des discussions avec des dirigeants syndicaux, qui participent initialement aux réunions du CUB, et une confrontation avec la ligne du syndicat ainsi qu'avec celle du Parti, les termes du travail deviennent plus clairs : il s'agira d'une action qualitativement différente de l'action syndicale.

À Milan, pendant ce temps, les luttes étudiantes qui s'étaient développées portaient, même de manière confuse, l'idée d'unité entre ouvriers et étudiants. À l'usine Innocenti notamment, le Mouvement étudiant, en se joignant à la lutte, avait contribué à faire monter la tension et à accroître la combativité ouvrière, ce qui avait mené à la conclusion d'un accord inespéré.

Les ouvriers du Comité Pirelli entrevoient alors la possibilité de mener un travail politique avec les étudiants. Ils prennent des contacts personnels avec certains d'entre eux, ceux qui leur semblent les plus disponibles à un engagement sur le long terme. C'est ainsi que le CUB devient une organisation d'ouvriers et d'étudiants.

À propos du lien ouvriers-étudiants

Le CUB a inventé un type de lien nouveau entre ouvriers et étudiants, par rapport à ceux qui étaient théorisés et mis en pratique par le Movimento studentesco (MS)[11]. Le fait que le MS soit allé au-delà de la logique corporatiste et sectorielle, la portée résolument anticapitaliste des luttes dans lesquelles ils s'étaient engagé, avaient logiquement amené un nombre important d'étudiants au travail politique en usine – là où naît le capital, là où il manifeste ses contradictions les plus évidentes – pour s'unir à la classe ouvrière dans la perspective du renversement du système. Mais le rôle purement instrumental qui avait été assigné aux étudiants au cours des luttes ouvrières de 1968 à Milan (par exemple chez Innocenti et Marelli) restait résolument sans perspectives, parce qu'il se réduisait à une pure et simple fonction de service : celle de l'étudiant distributeur de tracts et participant aux piquets. Dans le CUB, la position des étudiants n'est plus subordonnée : ils participent à la première personne au travail ouvrier qui est un travail politique et qui, en tant que tel, n'admet pas la division en catégories. De plus, la présence des étudiants est permanente, conformément à l'objectif anticapitaliste des luttes étudiantes et en vertu du constat partagé que *l'usine est le lieu de naissance du capital.*

Un rapport satisfaisant au sein du Comité d'usine exige donc une responsabilité partagée, ce qui signifie que la tactique, les instruments et les échéances de la lutte sont élaborés et décidés collectivement. Pour arriver à cela, le CUB rejette résolument : a) l'ouvriérisme qui, à travers le mythe de l'« ouvrier en tant que tel », confine l'étudiant dans une prudente position d'infériorité et limite aussi bien son intervention que son action ; b) l'« autonomie du MS par rapport au mouvement ouvrier », et vice-versa, formule avancée par le PCI et la CGIL pour conserver leur hégémonie sur la classe ouvrière et éviter d'être court-circuités par l'unité ouvriers-étudiants au sein d'une organisation.

Pour ce qui concerne le MS « officiel », il faut bien dire qu'on a cherché à établir avec lui des formes de collaboration, avec des résultats le plus souvent incertains – et seulement à des moments particuliers (manifestations ou piquets). Car la structure du MS et sa labilité idéologique – pour ne pas parler de l'incompréhension et du snobisme avec lesquels les « *leaders* » étudiants milanais ont regardé l'expérience Pirelli, ce qui ne les a pas empêchés ensuite de se gargariser du slogan « unité ouvriers-étudiants » – n'auraient pas pu permettre ce qu'on a cherché au contraire à réaliser au CUB : à savoir que les étudiants et les ouvriers assument la même fonction politique, d'analyse et de décision, et que seulement dans un second temps ils se répartissent les tâches pour des raisons pratiques. Les premiers bénéficient d'une plus grande disponibilité horaire et d'une plus grande mobilité d'action, ils sont par conséquent plus efficaces pour assurer les tâches organisationnelles. Les seconds ont accès à davantage d'informations sur la situation en usine, ils sont donc les mieux placés pour analyser les faits et avancer des propositions concrètes.

Le Comité est d'ailleurs toujours resté ouvert aux étudiants et, de manière générale, aux « forces extérieures » (ouvriers d'autres usines et militants de gauche) qui partageaient ses positions et se montraient disposées à travailler à leur développement et à leur réalisation.

Méthode de travail du CUB.

Parce qu'il n'avait aucune idéologie préconçue, le CUB est parti d'une analyse du plan du capital, non pas du point de vue de sa dynamique générale, mais du point de vue de sa réalisation dans l'usine. *L'analyse de l'exploitation en usine* est au fondement du discours politique du Comité. C'est par le biais de la discussion sur la condition ouvrière chez Pirelli que l'on cherche à saisir le moment politique d'où pourrait partir la mobilisation.

Il s'agit de montrer que les éléments que l'on présente comme partie intégrante, indissociables du travail (les cadences, le contrôleur horaire, les environnements nocifs, etc.) ne sont rien d'autre que des instruments de l'exploitation. L'exploitation n'est pas seulement un mot, c'est une réalité que l'ouvrier expérimente en

11. Sur cette formation et les différentes organisations locales qui prennent le nom de Movimento studentesco, voir chapitre 7 – *Andrea Colombo : Les principaux groupes*, p. 353 *sqq*.

usine, sous des formes bien précises. C'est pour cette raison que le CUB part toujours de l'analyse de la condition ouvrière dans sa dimension la plus concrète, pour parvenir à dépasser la simple expression du mécontentement et engager la lutte frontale contre l'exploitation et ses causes.

Depuis que des petits groupes ont commencé à se former à gauche du PCI, nombre d'entre eux se sont essayés à intervenir en usine (*Quaderni rossi, Avanguardia operaia,* les marxistes-léninistes, le PCd'I., etc.).

La critique que le CUB adresse au type d'intervention que mènent ces groupes – au nombre desquels il ne s'est jamais compté – consiste dans le fait qu'en dépit de leurs intentions, ils agissent *de l'extérieur,* parce qu'ils partent d'analyses théoriques déjà établies ou d'exigences idéologico-politiques incompressibles, qu'ils essaient ensuite de traduire en programmes de lutte et en plates-formes de revendications. Ces groupes trouvent la plupart du temps un faible écho parmi les ouvriers.

De l'avis du CUB, si la classe ouvrière ne répond pas aux interventions extérieures, c'est que leur point de départ réel (et non pas de pur prétexte) devrait être la condition singulière et concrète selon laquelle les ouvriers connaissent l'exploitation capitaliste. Ni l'action ni la théorie ne peuvent faire abstraction de cela sous peine d'être irréelles et dogmatiques.

Revendications économiques et objectif politique de la lutte

Le CUB entend développer sa ligne politique en restant au plus près de la condition ouvrière dans l'usine, en vérifiant les contenus et les instruments de la lutte, aux différents niveaux de la conscience ouvrière. Cela ne signifie nullement « vivre au jour le jour » ou défendre un syndicalisme vainqueur à tous coups : le discours reste irréductiblement politique.

La lutte qu'entend mener le CUB est une lutte pour le « pouvoir ouvrier ». L'attaque contre le patron, si elle doit être générale, peut et doit aussi passer par différentes phases. Les contradictions du plan patronal n'éclatent que lorsque l'ouvrier comprend que chacun de ses besoins économiques n'est qu'un moment d'une spoliation plus générale, et qu'ils peuvent trouver satisfaction dans le cadre d'une lutte plus générale pour la prise du pouvoir. La perspective est claire et simple : on conteste au patron son pouvoir de décision aux endroits précis où celuici s'exerce.

La lutte strictement revendicative est d'emblée vouée à l'échec. Seuls des contenus politiques sont à même de déboucher sur un refus général des conditions économiques. La perspective politique prend en charge les contenus revendicatifs, mais elle ne s'identifie pas à eux[12].

Il est fondamental, en revanche, de *chercher chaque fois que c'est nécessaire les contenus revendicatifs, les besoins économiques qui sont capables de revêtir concrètement une signification politique.*

Exemple : on ne se bat pas pour une réglementation du travail au rendement ou pour une amélioration de l'environnement de travail, mais à travers la contestation du travail à la pièce ou de l'environnement nocif, on *conteste au patron son*

pouvoir décisionnaire (avant la lutte, c'est Pirelli qui décidait des cadences ou qui fixait les limites de la nocivité ; dans la lutte, c'est l'ouvrier qui décide de ses rythmes, qui refuse le travail s'il est dangereux pour sa santé, etc.).

Ce qui signifie qu'il faut identifier les endroits précis où s'actualise la « politique » de l'exploitation, en menant de front la lutte revendicative et la lutte politique.

Toute revendication est susceptible d'être intégrée par le système, mais si la perspective de lutte est politique, il est possible de refuser les luttes de pure contestation et de se consacrer à la création de moments et de lieux propices à la lutte révolutionnaire. Dans la situation actuelle, on assiste, comme on sait, à une division entre le moment économique de la lutte, géré par les syndicats, et son moment politique, à la charge des partis ouvriers.

Mais, au contraire, c'est justement l'*union* de la lutte économique et de la lutte politique qui peut mettre en crise la société capitaliste. En effet, la lutte économique n'est féconde que dans la mesure où l'on combat le plan général de la politique ; et inversement, le moment politique ne peut, sous peine de dépérir, se passer des luttes économiques. C'est en outre la conscience ouvrière de ses propres intérêts et de ses droits sur le lieu de travail qui mène à la lutte générale dans la société, et vice-versa.

Quand, comme on le voit aujourd'hui, le moment politique est confié aux dirigeants des partis et le moment économique aux dirigeants syndicaux, la classe ouvrière risque de devenir étrangère à l'un comme à l'autre. Sans compter que les dirigeants se transforment en bureaucratie de parti et en bureaucratie syndicale.

Le CUB est une tentative de ***restituer à la classe ouvrière son rôle de sujet aussi bien de la lutte économique que de la lutte politique.***

Les rapports avec les syndicats

De ce qu'on a pu lire jusqu'ici, on comprend clairement que le CUB ***n'a jamais prétendu être une organisation alternative au syndicat,*** c'est pourquoi il n'a jamais prétendu faire l'analyse ou même une critique ponctuelle de l'action du syndicat. En revanche, il a discuté de la fonction objective qui était celle du syndicat et on peut lire dans son texte programmatique : « insertion des organisations syndicales dans le plan [du capital] et donc enfermement des luttes y compris au moyen de l'outil syndical. Les

12. « Je n'ai jamais plus oublié la leçon de vie apprise aux grilles des usines, quand nous débarquions avec nos tracts prétentieux qui invitaient à la lutte générale anticapitaliste, et la réponse toujours la même, des mains de ceux qui prenaient ces bouts de papier et disaient en riant : "C'est quoi ? du pognon ?" Telle était la "rude race païenne". Pas la moindre adhésion à l'*enrichissez-vous* bourgeois, mais le mot salaire comme réplique politique objectivement antagoniste au mot profit. La phrase lumineuse de Marx : en s'émancipant lui-même le prolétariat émancipera l'humanité tout entière, nous la relisions obscurément ainsi : la classe ouvrière, en agissant pour son propre intérêt partisan, mettra en crise le rapport général du capital. » Mario Tronti, *Nous opéraïstes*, *op. cit.*

syndicats en effet doivent toujours davantage fonctionner *objectivement* comme les gestionnaires des contrats, ils doivent toujours être disponibles *d'abord* à la négociation et seulement *ensuite* à la lutte (tel est le sens de *l'accord cadre* dont on parle tant et sur lequel nous reviendrons dans un prochain texte). La Commission interne elle-même doit être subordonnée au syndicat central qui lui-même doit être inséré activement dans la programmation. Les Commissions paritaires qui, du reste, ne fonctionnent pas pour le moment, s'avèrent être des instruments de chantage anti-ouvrier, parce qu'elles ne peuvent intervenir que dans les cas d'abus évident et qu'elles sont pour la plupart aux mains des patrons, puisqu'elles sont composées pour moitié de dirigeants et pour moitié (mais on sait qu'il est toujours possible d'acheter quelques lèche-bottes) de représentants ouvriers. »

Le syndicat gère le contrat et propose toujours la lutte comme moyen d'arriver à un accord, après que les négociations ont commencé. Le syndicat, de fait, se situe dans la logique du système capitaliste, parce qu'il tend à circonscrire et à épuiser la combativité ouvrière entre le début et la fin des négociations.

Le CUB n'a cherché ni le conflit ni la rencontre avec le syndicat, il se situe sur un autre plan : il entend poser les problèmes politiquement et mener la lutte politiquement, ce qui de fait va au-delà de la gestion purement syndicale. Mais, même sans chercher l'affrontement, le CUB a exprimé ses divergences avec la manière dont le syndicat entendait mener la lutte chez Pirelli, et il a dénoncé le fait que la grève purement démonstrative, la grève qui n'est qu'une menace pour peser sur les négociations, ainsi que la grève programmée, sont des formes stériles, incapables de mettre réellement en crise le système patronal.

Le CUB soutient l'idée de la *grève de lutte, c'est-à-dire de la grève comme expression de la combativité ouvrière et de sa capacité à changer les rapports de force en usine.*

Cette conception de la grève permettra peut-être à la classe ouvrière Pirelli de dépasser la phase dans laquelle nous sommes actuellement, où la lutte a presque toujours été une réaction aux provocations du patron. Par conséquent il s'agit encore d'une phase défensive, même si elle semble s'orienter à présent vers une lutte d'attaque, comme dans ce qu'on a appelé la « grève de la production », où les ouvriers décident en dehors des phases de lutte, et sans vouloir parvenir à aucune tractation immédiate, de diminuer la production.

Le CUB, donc, s'il se trouve nécessairement aux côtés du syndicat dans l'intervention en usine, est porteur d'une conception différente, que le syndicat a souvent attaquée et rejetée, mais qu'il a aussi parfois récupérée. Le CUB n'a pas accusé les syndicats d'être des « traîtres à la classe ouvrière », il a souligné en revanche *la limite intrinsèque du discours syndical* et affirmé que *seule la gestion politique autonome de la lutte permettait de dépasser les limites de ce discours.*

Les syndicats, après les attaques en règle des débuts, se sont rabattus sur des attaques sporadiques et personnelles, à l'égard de tel ou tel adhérent du Comité, étudiants aussi bien qu'ouvriers, en tentant d'aliéner par exemple la sympathie des ouvriers pour la composante étudiante. Ces tentatives n'ayant pas donné de résultat, ils ont été contraints de reconnaître l'existence du Comité.

Il est à ce propos significatif que dans les pages de *L'Unità*, il n'ait pas été fait allusion depuis des mois à l'existence du CUB. Ce n'est que dans un reportage spécial sur les grèves chez Pirelli que l'intervention des CUB a été reconnue, bien que réduite au rôle d'« aiguillon ». Le *Gazzettino padano*, par contre, fait état sur un ton alarmé de l'absence du syndicat dans ces grèves dont il attribue un grand nombre à la responsabilité du CUB, qu'il décrit comme une « force extérieure », et à la tension que celui-ci aurait créée à l'intérieur de l'usine. C'est aussi la position du *Corriere della Sera* dans les articles qu'il consacre au CUB (les 12 et 17 décembre 1968).

Sergio Bologna : 68 en usine [13]

68 en usine a surtout été milanais et le CUB Pirelli en a été le symbole. La FIAT a commencé à se mettre en mouvement un an plus tard, tandis que d'autres usines comme Montedison à Porto Marghera, FATME à Rome ou Saint-Gobain à Pise ont plutôt suivi les fortunes diverses des groupes locaux de Il Potere operaio, en traînant même pas mal les pieds. Le 68 du CUB Pirelli c'est 68 qui dure et qui préfigure les mouvements et le syndicat de base des années 1970. Alors que, par exemple, le 68 de Valdagno apparaît plutôt comme l'explosion à retardement d'une *company town* demeurée jusque-là sous un despotisme anachronique de type féodal.

J'avais passé quelques jours à Valdagno en 1965. Le souvenir du vieux Marzotto, qui envoyait ses chefs prélever son tribut de jeunes femmes dans les ateliers, était encore vif. Ses fils, férus d'automobile, dévalaient le court boulevard qui reliait l'usine à la ville comme s'ils étaient à Monza[14]. À la sortie de l'usine, il y avait une guérite avec un garde. Les ouvriers et les ouvrières devaient le fixer bien droit dans les yeux en quittant l'usine, parce que c'était lui qui choisissait, en les désignant d'un imperceptible signe de tête, ceux qui passeraient à la fouille. Les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Je ne me rappelle plus si à ce moment-là les femmes avaient réussi à obtenir au moins d'être fouillées par d'autres femmes. Valdagno n'avait pas d'autre rythme social, physiologique, que celui de l'usine. Le soir, le village était désert, plongé dans le noir, et on racontait déjà que le torrent Agno avait été pollué irréversiblement par l'usine Marzotto. 1965.

13. Ce texte est tiré de « Aux portes de 69, l'automne ouvrier », supplément au journal *Il Manifesto*, 1988. Dans la première édition de *L'Orda d'oro*, en lieu et place du récit de Sergio Bologna, un texte intitulé *La naissance de l'auto-organisation des travailleurs* portait en particulier sur l'expérience des Gruppi di studio (GdS) à l'usine Sit-Siemens (voir dans ce chapitre la note 27, p. 295) et sur la naissance du Collettivo politico metropolitano (CPM) dans le contexte des luttes ouvrières de 1968-69 (voir chapitre 8 – *Les origines possibles de la tendance armée*, p. 365 *sqq.*).

14. La ville de Monza, en Lombardie, accueille chaque année le Grand Prix de Formule 1 d'Italie.

Lorsque quelques mois plus tard je succédai à Umberto Segre à l'université de Trente, j'y retrouvai Mauro Rostagno que j'avais connu en 1963 à Milan dans un petit groupe opéraïste, et je fis la connaissance de sa compagne d'alors, Marianella, de Checco Zoi, de Paolo Sorbi et de quelques autres camarades du groupe « historique » de Trente. Quand je leur racontai ces histoires, c'est à peine s'ils voulurent y croire. L'explosion de rage de Valdagno eut lieu sans les étudiants. Lorsqu'ils accoururent de Trente, tout était consommé. Il faut néanmoins rappeler une autre histoire, celle de SLOI – une usine à cancer qui produisait des additifs pour le carburant[15], car les étudiants y prirent au contraire une part déterminante. En cela, elle préfigure les mobilisations actuelles autour d'ACNA et de Farmoplant[16]. Dans le groupe « historique » des trentins, il y avait un camarade dont le père, ouvrier chez SLOI, était mort d'un cancer justement dans ces années-là. L'intervention des étudiants et de quelques courageux syndicalistes locaux fit éclater l'« affaire SLOI », et mena à la fermeture de l'usine.

Les années 1965-66 avaient été les dernières de l'intervention en usine apparue avec les *Quaderni rossi.* À Milan, cette pratique avait été plus systématique qu'ailleurs, parce qu'il y avait beaucoup d'usines et qu'aucune n'exerçait l'hégémonie de la FIAT à Turin, ou de Montedison à Marghera. Notre intervention produisait fort peu de résultats en termes d'organisation. C'étaient les années de *classe operaia*, la seule revue qui, en cette période de restructuration et de répression violentes, publiait des données sur la situation dans les usines. Mais plus important encore que la revue, il y avait les affiches, les brochures et les tracts des groupes locaux, surtout des groupes lombards. Je pense, j'espère, qu'ils sont conservés à la bibliothèque de la fondation Feltrinelli. En tout cas, nous avons contribué à remuer les eaux. Je me souviens d'une grève spontanée chez Innocenti à Lambrate en 1965, avec une manifestation jusqu'à la préfecture, je me souviens des luttes d'atelier chez Siemens, piazzale Lotto, chez Autobianchi à Desio, chez Farmitalia, chez Alfa Portello[17]. Nous avions des camarades à Côme, à Varese, à Pavie, à Monza, à Crémone, qui intervenaient dans d'autres grandes usines lombardes. Mais chez Pirelli, nous ne connaissions personne.

Quel fut le résultat de ce travail de fourmi ? Un « savoir » sur l'usine, dans le moindre de ses rouages, comme personne n'en possédait alors en Italie, ni les Turinois écrasés par la monoculture automobile, ni les Vénètes, ni les Génois. Le paysage industriel de la région de Milan était plus bigarré, plus sensible à l'innovation, plus ouvert à l'industrie étrangère.

La fin de *classe operaia* marque aussi la fin de l'intervention en usine. Je réinvestis mon engagement politique et intellectuel dans l'enseignement à Trente, dans la collaboration aux *Quaderni piacentini*, dans les échanges avec des groupes aux États-Unis et en Allemagne.

En septembre 1967 – l'explosion étudiante était déjà dans l'air – Toni Negri organise un séminaire à Padoue pour fêter sa récente nomination au rang de

professeur. C'est lors de ce séminaire que se met au point la théorie de l'ouvrier-masse. Je récolte les fruits de mes années d'études sur l'expérience conseilliste et présente mon essai sur les figures de l'ouvrier professionnel et de l'ouvrier-masse qui sera publié cinq ans plus tard dans *Operai e stato*[18], chez Feltrinelli. La révolte étudiante explose pendant l'hiver 1967-68, elle est tout de suite très nettement marquée par le refus des thèses opéraïstes. Dans les universités les plus mûres politiquement, ce refus est particulièrement violent : pour affirmer leur identité propre et épouser pleinement les théories antiautoritaires du « pouvoir étudiant », les groupes étudiants doivent se libérer de l'influence exercée jadis par les mânes de Panzieri. Le groupe « historique » des *piacentini* rompt donc violemment l'association qui s'était établie entre nous. Les *Quaderni piacentini* sont fascinés par Francfort et par Berlin, par Krahl et Dutschke. Comme l'ensemble du mouvement en Italie, ils ignorent tout de l'importante contribution des facultés techniques et scientifiques aux luttes en Allemagne, de la critique de la science et de la technologie qu'elles avaient commencé à formuler, et de ce qu'on avait appelé le « mouvement des ingénieurs » et le refus de la profession. De tout ce qui, en somme, allait nourrir la pensée écologiste dans les années 1970.

J'avais eu écho de ces questions, parce que mes contacts en RFA étaient le fruit de vieilles connaissances de Lelio Basso, et se situaient par conséquent dans le

15. Dans cette usine trentine, les ouvriers manipulaient des produits hautement toxiques. Beaucoup seront atteints de cancer, ou de cirrhose, certains seront internés à l'hôpital psychiatrique, tous empoisonnés par le contact quotidien avec le plomb. En octobre 1969, les ouvriers diffusent un tract devant le siège de la Région et dans la ville de Trente : « Dans un litre d'essence, il y a un peu de notre santé. [...] Nous mourrons à SLOI, poussés à travailler dans un environnement nocif, au contact du plomb : à 30 ans, nous sommes déjà vieux » (cité par Odilio Zotta dans l'ouvrage collectif *Incubo nella città*, UCT, 1978).

16. L'ACNA (Cengio, Piémont) est une usine chimique qui a suscité une large mobilisation pour sa fermeture à la fin des années 1980. À la même époque, en juillet 1988, l'usine de pesticides Farmoplant installée à Massa (Toscane) et appartenant au groupe Montedison connaît un double incendie qui entraîne la formation d'un nuage toxique dans la région et notamment sur les communes côtières de Marina di Massa et Marina di Carrara. Cet accident retentissant déclenche aussitôt une manifestation pour sa fermeture (qui interviendra en 1991).

17. Sergio Bologna cite ici et dans la suite du texte un ensemble d'usines ou de sites industriels (de l'automobile, de la chimie, de l'ingénierie, etc.) situés à Milan ou dans son agglomération plus ou moins immédiate (Lambrate, San Donato Milanese, Sesto San Giovanni, Portello, Bicocca, etc.). Il est question plus loin du caractère « métropolitain » de ces usines, de ce paysage de la production à Milan qui s'étend du centre-ville, avec l'école d'ingénieurs et d'architecture et les différentes facultés scientifiques, à sa périphérie, avec les sites industriels Pirelli Bicocca, Siemens, Innocenti, etc.

18. Collectif, *Operai e stato : Lotte operaie e riforma dello stato capitalistico tra revoluzione d'ottobre e New Deal*, Feltrinelli, 1972.

champ de la gauche SPD et syndicale. En 1967, j'avais fait un autre voyage en Allemagne, qui m'avait amené à approfondir ces contacts. Ce fut à cette occasion que je rencontrai à Francfort Angela Davis, qui vivait alors dans un *loft*. La gauche syndicale suivait à ce moment avec beaucoup d'attention ce qu'on appelait le « mouvement des ingénieurs », parce qu'il concernait directement la force de travail qualifiée de la production de demain.

68 s'ouvrit donc pour moi sur une étrange sensation : d'un côté je ressentais un certain isolement, comme si le mouvement étudiant et ses idéologies avaient eu besoin de « rejeter » la culture à laquelle je m'identifiais ; de l'autre il s'était ouvert un grand espace où voler. C'était comme si une nouvelle *res publica* était advenue, objet de tous les désirs, et qu'elle aussi m'avait mis au ban, comme l'ancienne.

Ce qui l'emportait néanmoins, c'était la sensation que l'avenir était de notre côté. Je ne m'attendais pas à grand-chose de la part du vieux groupe de *classe operaia*. Certains s'étaient dispersés, d'autres étaient en train de reprendre du service comme citoyens de la nouvelle *res publica*, une frange importante s'était fait avaler par le PCI. Seul Toni Negri continuait à voir les choses en grand. Il était, je crois, complètement obsédé par l'idée qu'il fallait acquérir à la cause opéraïste une fraction « visible » du mouvement étudiant ; donc, d'un côté il le suivait de près, et de l'autre, il cherchait à nouer des alliances tactiques avec certains de ses *leaders* les plus en vue.

Ma position était différente, et on peut la résumer ainsi : laissons les étudiants tracer leur propre route. S'ils doivent tuer les pères, qu'ils les tuent. S'ils veulent se référer à la classe ouvrière, qu'ils le fassent, s'ils ne le veulent pas, peu importe. Dans tous les cas, ils en ont fait beaucoup, presque trop. La question n'était pas d'amener les étudiants devant les usines – en général, ils y avaient déjà pensé tout seuls. À Trente, le travail chez SLOI ou chez Michelin avait commencé bien avant 68. À Turin, aussi bien au Palazzo Campana que par la suite aux Molinette[19], les carabins s'étaient tout de suite interrogés sur la manière dont ils allaient se situer par rapport à la FIAT. Le problème était tout autre. Il ne s'agissait pas d'amener les étudiants devant les usines mais d'amener la classe ouvrière d'usine sur des positions de « refus du travail », c'est-à-dire de refus des mécanismes les plus abjects de l'exploitation. Il s'agissait de participer à créer une nouvelle génération de cadres ouvriers qui puissent se substituer à des structures syndicales délabrées. En somme, j'étais convaincu que même si les murs de toutes les universités d'Italie avaient été couverts de graffitis « pouvoir ouvrier », il ne se serait rien passé de plus dans les usines. Ce qu'il fallait éviter en revanche, c'était que le mouvement étudiant (qui commençait à être reconnu comme une « nouvelle institution » par le mouvement ouvrier, c'est-à-dire par les instances dirigeantes du PCI et de la CGIL) ne se laisse gagner par une conception des questions liées au travail tout droit sortie des malles du pire togliattisme. Et donc que ne s'affirme une culture de la classe ouvrière complètement ignorante de la contribution du courant opéraïste, et qui continue-

rait à le considérer comme hérétique. Je n'en pouvais déjà plus de m'entendre traiter de « provocateur, à la solde des Américains » par les communistes de la Commission interne à chaque fois que j'allais distribuer un tract de *classe operaia* devant une usine de Sesto San Giovanni. Il ne manquait plus à présent que les étudiants s'y mettent à leur tour ! Je préférais encore qu'ils s'occupent de tout autre chose que de la classe ouvrière.

Le Mai français changea radicalement la donne.

À partir de là, la « question ouvrière », qui avait été écartée ou considérée comme secondaire par le Mouvement étudiant, revint au premier plan. Je m'y jetai tête baissée, à peine eus-je entendu à la radio les premières informations sur les affrontements à Nanterre et à la Sorbonne. Le temps de rassembler quelques sous et un contrat pour la radio suisse, Giairo Daghini et moi partîmes pour Paris dans une voiture bourrée de bidons d'essence, qui ressemblait à une bombe. Le fils d'Alberto Savinio, Ruggero, nous accompagnait. Ce fut un voyage ponctué de pics d'enthousiasme et de douches froides. Enthousiasme lorsqu'en arrivant à la frontière, un peu inquiets des questions des policiers et de toute cette essence que nous transportions, nous l'avons trouvée déserte : sur une grande banderole suspendue on pouvait lire : « *La douane aux douaniers**. » Et puis à l'inverse, de la frontière aux portes de Paris, pas la moindre trace de révolution ni de quoi que ce soit de bizarre ou d'inhabituel. La France profonde poursuivait son existence tranquille. Nous étions atterrés. Mais notre arrivée au Quartier latin, les barricades encore fumantes et la nuit psychédélique passée à arpenter ce paysage incroyable qu'était la Sorbonne, nous firent repartir dans les étoiles.

Nous restâmes à Paris jusqu'à la fin. Et puis nous écrivîmes pour les *Quaderni piacentini* un article qui permit peut-être de réinjecter dans le mouvement italien les catégories d'analyse opéraïstes[20].

Le Mai français fut un point de bascule pour l'imaginaire collectif. Mais dans la réalité des faits, on ne pouvait pas vraiment le voir comme un modèle du rapport ouvriers-étudiants. Il avait démontré que la classe ouvrière était un sujet bien présent, rien de plus. Il avait redonné pleine citoyenneté à la « question ouvrière » dans les universités et dans les organisations de base du mouvement, et pas davantage. Comment faire comprendre que les chemins de la mémoire ouvrière étaient tortueux et complexes et que l'histoire des défaites, des désillusions et des trahisons, continuait de peser sur elle bien plus qu'on ne pouvait l'imaginer ? Comment faire comprendre que les langages, les codes de communication, les symboles, l'imaginaire de la classe ouvrière, étaient tout autres ?

19. Les *Molinette* sont l'hôpital de Turin où le mouvement s'est transféré en 1968 après son expulsion du Palazzo Campana.
20. Sergio Bologna, Giairo Daghini, « Maggio 68 in Francia », *Quaderni piacentini* n° 35, juillet 1968, rééd. DeriveApprodi, 2010.

Pour établir un dialogue avec cet univers de classe, il fallait des connaissances et des savoirs que nous seuls, qui étions issus des laboratoires opéraïstes des années 1960, avions commencé à organiser de manière systématique.

Pendant les premiers mois de 1968, avant le Mai français, j'avais complètement déserté les débats du Mouvement étudiant, pour les raisons que j'ai expliquées plus haut. Je m'étais mis à travailler sur les techniciens, c'est-à-dire sur cette nouvelle strate de la force de travail – les « nouvelles professions industrielles » – qui avait commencé à se développer surtout en Lombardie dans les industries *high tech* (électronique, téléphonie, chimie fine, *engineering*, etc.). J'avais à ce titre une petite expérience personnelle derrière moi. Pendant deux ans, j'avais travaillé chez Olivetti dans le secteur de l'électronique (service de presse et publicité) et j'avais assisté aux premières luttes d'un groupe de « nouveaux techniciens » : les préposés à la manutention des (très déglingués) ordinateurs Elea Olivetti. C'est dans ce contexte qu'était née l'idée – écartée par la *Camera del lavoro* de Milan – de créer un syndicat des techniciens. Le champ d'analyse des « nouvelles professions industrielles » était déjà pollué par les premières théories post-industrialistes selon lesquelles les *blue collars* étaient en train de disparaître et seraient bientôt remplacés par les *white collars*. Ces théories trouvaient un très large écho dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement étudiant et dans la culture de gauche en général. Leur opposer une analyse de la situation centrée au contraire sur la complémentarité entre cols-blancs et cols-bleus, c'est-à-dire sur l'unité politique et historique de la force de travail plutôt que sur sa division et son exclusion réciproque, n'était pas une mince affaire. Cette fois-là, c'est nous qui avons gagné, nous qui n'avions pas la notoriété des Mallet et des Wright Mills[21], et nous avons réussi à repousser d'une décade le succès des théories post-industrialistes en Italie. Nous avons gagné parce que nous étions en position de créer des initiatives et du mouvement, quand ils ne produisaient que paralysie et bavardage sociologique. L'université de Trente était une réserve inépuisable de spécimens humains et sociaux. Tous ceux dont les besoins en formation avaient été niés par les règles du système universitaire italien pouvaient, à Trente, leur trouver une satisfaction, même partielle.

Ainsi il y avait là beaucoup de travailleurs-étudiants. La première vague de contestation les avait un peu marginalisés. Ils n'avaient pas pu participer à toutes les assemblées, ni aux occupations, c'est-à-dire à la phase du mouvement « à plein-temps ». Ils étaient par conséquent moins influencés par le charisme de certains *leaders*, pour lesquels ils éprouvaient néanmoins estime et respect. Leur problème était double : il leur fallait vérifier si le « pouvoir étudiant » allait se traduire ou non par plus de pouvoir pour les travailleurs-étudiants, et il leur fallait essayer de transposer sur leur lieu de travail certains des espaces de liberté, de discussion et de négociation qu'ils avaient vus s'ouvrir à l'université. Mais pour en arriver là, les théories sur le pouvoir étudiant ne leur étaient pas très utiles. Ce dont ils avaient éventuellement besoin, c'était de théories sur les nouveaux techniciens.

J'avais fait circuler des notes sur cette question, dont j'allais reprendre quelques-unes des idées principales dans un article écrit avec Ciafaloni pour les *Quaderni*

piacentini, en mars 1969[22]. Ces notes, qui reprenaient des questions abordées à diverses reprises dans mes cours à l'université de Trente, circulèrent et contribuèrent à la discussion qui suivait désormais son propre cours dans les usines *high tech*. C'est ainsi que je commençai à collaborer avec un groupe de travailleurs de la Snamprogetti de San Donato Milanese[23], dont certains étaient inscrits en sociologie à Trente et suivaient mon cours dans le cadre de leur cursus. Ils formèrent l'un des premiers Comités de base de 68 dans ce secteur des usines de haute technologie.

À Milan, malgré le foisonnement des groupuscules pendant toutes les années 1960, rares étaient ceux qui pouvaient se prévaloir d'une réelle implantation dans les usines. À part nous, il y avait les restes du PCd'I (m-l), qui comptait quelques solides cadres ouvriers, et puis il y avait le groupe du PSIUP qui faisait de l'entrisme à la CGIL, qui allait par la suite donner naissance à Avanguardia operaia (AO), et qui constitue aujourd'hui le vieil appareil de Democrazia proletaria (DP)[24]. Nous étions en désaccord avec l'entrisme trotskiste et nous avions plus de sympathie pour les m-l parce qu'en usine ils étaient un peu kamikazes comme nous. Cependant, avec le groupe du PSIUP, puis avec AO, puis avec DP, il y avait une solidarité toute « milanaise » qui devint évidente lorsque débuta finalement le vrai 68 ouvrier, c'est-à-dire en septembre 1968. Ils avaient des camarades dans les usines *high tech* et leur discours sur les techniciens avait beaucoup de points communs avec le nôtre. Lorsqu'ils commencèrent à étendre leur influence sur le Mouvement étudiant du Politecnico de Milan, l'expérience des techniciens, déjà en cours, fut décisive pour les futurs ingénieurs, chimistes et physiciens.

Mais il me faut faire ici une précision importante.

La grande nouveauté dans le mouvement étudiant, une fois retombée la première vague de contestation de l'hiver 1967-68, avait été l'engagement de plus en plus déterminé des facultés techniques et scientifiques (physique et médecine à Padoue, médecine à Turin, physique et ingénieurs à Rome, ingénieurs, chimie, et agro à Milan, physique à Pise, laboratoire expérimental de biologie à Naples, etc.). Les textes qui sortaient de ces universités étaient d'une singulière consistance et leur lecture aujourd'hui est vraiment instructive.

21. Serge Mallet, sociologue, sorti du Parti communiste français en 1956 et parmi les fondateurs du PSU en 1960, affirmait dans *La Nouvelle classe ouvrière* (Seuil, 1963) que « l'ouvrier cesse de se sentir tel lorsqu'il sort de l'usine ». Charles Wright Mills, sociologue américain, a écrit en 1951 *Les Cols-blancs. Essai sur les classes moyennes aux États-Unis*, Maspero, 1966.

22. Sergio Bologna, Francesco Ciafaloni, « I tecnici come produttori e come prodotto », *Quaderni piacentini*, n° 37, Mars 1969.

23. La Snamprogetti est un laboratoire de recherche pétrolière de l'Ente nazionale idrocarburi (ENI).

24. Il sera plus amplement question de cette coalition d'extrême-gauche au chapitre 7 – *Andrea Colombo : Les principaux groupes*, p. 353 *sqq.*

Ils devaient leur qualité au fait qu'ils reléguaient au second plan la thématique de l'*Öffentlichkeit*, qui avait été au centre du premier mouvement étudiant, et qu'ils privilégiaient celles de la science, de la technologie, et donc de la production[25]. Les grands thèmes des années 1970 et 1980 en particulier, figurent déjà au répertoire des facultés techniques et scientifiques: la santé, le rôle du médecin, l'expropriation des savoirs par le capital incorporé dans les machines, et ainsi de suite. Et si certains textes de l'époque, lus aujourd'hui, nous semblent pauvres et pleins d'ingénuité, d'autres ont gardé au contraire toute leur fraîcheur et leur clairvoyance (on pense notamment aux textes des facultés scientifiques de Rome à la rédaction desquels a participé Franco Piperno et qui ont été publiés dans la brochure de *Linea di massa*: *Scuola e sviluppo capitalistico*[26]).

En août, Daghini et moi nous octroyâmes de bonnes vacances et nous partîmes pêcher dans les îles Kornati, certains qu'en septembre il y aurait du pain sur la planche pour ceux qui, comme nous, avaient une formation opéraïste. Le vrai 68 était encore à venir: 68 en usine.

Aucun d'entre nous ne participa de près ou de loin à la fondation du CUB Pirelli. Ce fut un véritable tournant dans la lutte parce que le CUB grandit, mûrit et se développa de façon complètement intrinsèque à la mémoire de classe. Il ne semble pas avoir été le moins du monde influencé par les groupes, les idéologies, ou même par tel ou tel activiste ou théoricien. Ses *leaders* avaient été des dirigeants syndicaux d'usine, avec un passé à la CGIL et au PCI, ce n'étaient pas des « hommes nouveaux », ce n'étaient pas de jeunes immigrés. On ne trouvait pas chez Pirelli Bicocca la mobilité de la force de travail FIAT. C'était une usine foncièrement « milanaise », si proche de Sesto San Giovanni qu'elle en faisait presque partie, mais suffisamment aux marges de Sesto pour être une usine métropolitaine comme Siemens, Alfa Portello ou Borletti.

Le CUB Pirelli fut un chef-d'œuvre d'autonomie ouvrière, qui ne dura malheureusement pas plus d'une année. À l'automne 1969, il succomba à l'exacerbation du conflit, au trop haut degré auquel il avait été porté.

Le CUB Pirelli, avec les luttes qu'il contribua à conduire, à coordonner et à susciter, se révéla très vite un formidable instrument pour la guérilla d'ateliers, mais il n'était pas outillé pour prendre en charge une phase de conflit à l'échelle nationale.

Comme on sait, le CUB Pirelli ne chercha pas initialement d'alliés, ni parmi les étudiants, ni dans le mouvement ouvrier. Il ne commença à le faire que lorsqu'apparurent les premières divisions internes, que certains attribuèrent à des conflits de personnes, et qui étaient dues en vérité à des divergences de perspective. Grâce au travail engagé auprès des techniciens de la Snamprogetti, je réussis à établir un rapport de confiance avec Raffaello De Mori, l'un des fondateurs du CUB Pirelli, et nous écrivîmes à deux mains la brochure « Lotta alla Pirelli » (*Linea di massa* n° 1), qui retrace de manière approfondie 68 à Pirelli Bicocca et l'expérience du CUB.

Tout de suite après cela, je commençai à travailler avec les camarades de San Donato Milanese à une autre brochure, sur l'expérience à Snamprogetti (*Linea di massa* n° 2 : « Lotte dei tecnici »). Je considère ces expériences de « scribe » comme valant celles de n'importe quel historien oral : ces brochures ont servi à l'époque à faire connaître 68 en usine dans toute l'Italie, et par la suite à en conserver la mémoire. Je suis très fier d'y avoir collaboré, et je considère que la qualité de cette expérience n'a rien à envier à celle des articles que j'ai pu écrire pour les *Quaderni piacentini*, *classe operaia*, ou *La Classe*.

L'expérience du CUB Pirelli fut contagieuse, mais elle fut difficile à reproduire dans d'autres usines. Il y eut beaucoup d'autres « Comités de base » qui n'en avaient que le nom. Ce que le CUB Pirelli avait apporté de grand et de durable se mesurait moins en termes de modèle organisationnel que sur le plan de la stratégie : par ce type particulier de refus du travail qui s'exprimait dans la revendication en actes de l'abrogation du salaire à la prime, dans le fait d'avoir montré la voie de l'égalitarisme, contre les augmentations au mérite et le système patronal de promotions-mutations, dans le fait d'avoir mis en avant un type d'objectifs qui ne passaient pas par la négociation. Le CUB avait réaffirmé la capacité ouvrière à instituer une autre modalité d'organisation du travail, un climat différent dans l'usine, sans passer par les médiations syndicales. Il fallait remonter à l'époque de la Résistance – comme le rappellera en 1974 Battista Santhià dans une interview donnée à Marco Revelli – pour trouver des formes d'autoréduction de la production aussi élaborées, qui exigeaient une participation et une unité extraordinaires de la part de tous les travailleurs, techniciens compris.

Aujourd'hui, à distance de vingt ans, je suis porté à croire que le plus grand mérite du CUB Pirelli a été de ne s'être érigé aucun monument. C'est sans doute pour cette raison qu'on a tendance aujourd'hui à l'oublier ; peut-être parce qu'il n'a pas produit d'idéologie au rabais, et n'a fait la fortune ou la gloire d'aucun personnage.

25. L'*Öffentlichkeit* (« publicité ») renvoie au concept philosophique de « sphère publique » en tant qu'espace de délibération des « citoyens », indépendamment de la sphère de la production matérielle (le travail), loin donc de « la substance même, l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète », Lénine, *Le Communisme*, 12 juin 1920.

26. Le texte auquel il est fait allusion, « Ristrutturazione capitalistica, proletarizzazione dei tecnici e riforma della scuola », *Linea di massa* n° 3, 1969, est longuement cité au chapitre 8 – *Les origines possibles de la tendance armée*, p.371 *sqq*. Les deux premières brochures de *Linea di massa* (*Lotta alla Pirelli* et *Lotte dei tecnici*) avaient été écrites en collaboration avec un des fondateurs du CUB Pirelli pour la première, et avec des techniciens en lutte du Comité de la Snamprogetti pour la deuxième. Une quatrième brochure, intitulée *Potere operaio*, a été consacrée au Congrès national de Potere operaio en janvier 1970 à Florence. Cette initiative éditoriale a coïncidé avec la naissance du groupe, comme on pourra le lire dans la suite du texte.

Comme je l'ai déjà dit, la première grève des employés et des techniciens avait eu lieu en février 1968 à l'usine Siemens. À partir de là, les actions et les initiatives avaient repris de plus belle dans toutes les usines, avec notamment la création de ce qu'on appelait les *Gruppi di studio*[27]. C'était la première fois depuis la guerre que ces secteurs de la force de travail qui avaient toujours été utilisés à des fins anti-ouvrières, qui avaient été le ferment social de la discipline patronale en usine, rompaient leur lien de subordination et choisissaient la voie de la solidarité de classe. Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'émergence, dans ces secteurs, des « nouvelles professions industrielles ».

Les luttes d'ateliers chez Pirelli ont commencé avant les vacances, et elles reprennent en septembre. À la Snamprogetti, la lutte – avec occupation des bureaux – démarre à la mi-octobre et dure jusqu'à mi-novembre, au moment où les étudiants occupent le Politecnico.

Ces trois mois – septembre, octobre, novembre – concentrent toute la complexité du 68 ouvrier à Milan. Toutes les énergies accumulées, les envolées de l'imaginaire, les élaborations théoriques, les nouveaux codes de communication, fusionnent en une synthèse qu'on ne peut pas nommer autrement que « nouvelle composition politique de classe » – ils sont tous là : étudiants et ouvriers, techniciens et employés, au cœur de la production industrielle, au cœur de la formation de la force de travail qualifiée de l'industrie.

C'est cela le véritable 68 milanais, sans *leaders* charismatiques étudiants ou ouvriers, sans usine locomotrice, sans universités d'avant-garde et sans aucune tension hégémonique de la part de qui que ce soit. C'est un système de synergies complexe, c'est une culture foisonnante, dont les articulations internes sont, sous certains aspects, difficiles à comprendre, et qui est profondément différente de la culture turinoise. Le CUB Pirelli donne une impulsion puissante et puis il disparaît, il devient patrimoine collectif. C'est aussi ce qui arrive aux Gruppi di studio Siemens, à l'assemblée permanente de la Snamproggetti, à l'occupation de la faculté d'architecture, etc.

Le 30 novembre, 15 jours après l'occupation du Politecnico, se tient le premier congrès national des facultés techniques et scientifiques. On débat du thème habituel : reproduction et expropriation des savoirs, de l'école à l'usine. Deux mois et demi plus tard, le 15 février 1969, la première manifestation nationale des techniciens et des employés des grandes industries était organisée à Milan.

Ainsi, tandis que je mettais la dernière main aux brochures de *Linea di massa*, cette année, qui s'était ouverte sur un sentiment de marginalisation, se terminait en beauté.

Le programme des mois suivants m'apparaissait très clairement : il fallait faire exploser la lutte à la FIAT, il fallait lui imprimer une marque qui la différencierait de toutes les luttes précédentes. C'était la seule façon dont on pouvait changer les rapports de classe dans ce pays. Nous devions le faire, nous devions y parvenir, même sans les étudiants, même sans Pirelli, et même sans les techniciens. Nous devions, en tant qu'opéraïstes, solder les comptes avec l'Avocat[28].

Lanfranco Pace avait participé au *meeting* du Politecnico en tant qu'observateur mandaté par la direction du Movimento studentesco romain. C'était la première fois que je rencontrais un de ces étranges animaux romains qui posaient sur les assemblées le même regard conquérant que lorsqu'ils reluquaient une jolie fille.

Depuis quelque temps, Toni Negri s'était remis en mouvement et faisait la navette entre Padoue, Rome et Milan pour convaincre le Movimento studentesco romain de Piperno et Scalzone d'épouser en justes noces les ouvriers de Marghera, et de sceller ensuite une alliance avec nous, les Milanais.

Du coup, à nous il racontait qu'à Rome il y avait 100 à 200 cadres militants tout prêts à intervenir en usine, et à eux il disait que nous tenions Siemens et Pirelli, ENI et Alfa Romeo, et quand il était en forme, il nous gratifiait en prime de la *Fiera* de Milan.

Moi, j'étais assez sceptique, je savais que les ouvriers de Marghera avaient une tête pour penser. Avec ce qui s'était passé en novembre et décembre 1968, j'avais commencé à m'agiter, c'est-à-dire à reprendre contact avec tous les groupes lombards et piémontais dont j'avais gardé les coordonnées ou dont j'arrivais à me souvenir. J'allai les voir les uns après les autres en prêchant la nécessité, l'urgence de faire quelque chose à la FIAT, ou au moins de garder clairement à l'esprit que 68 avait été un prologue, que le plus gros était encore à venir et que cela ne pouvait se passer qu'à la FIAT. Je rencontrai de la méfiance et un certain scepticisme. La tendance générale était plutôt de s'appuyer sur 68, d'en stabiliser certaines formes et de faire aller ainsi. Entre autres choses, on me reprochait mon manque de cohérence : « Comment, toi, qui as justement théorisé l'autonomie ouvrière comme processus complètement interne, maintenant, tu te mets à vouloir organiser une intervention de l'extérieur ? »

Les déceptions que j'essuyai lors de cette campagne de recrutement me convainquirent d'accepter les propositions de Toni Negri, d'autant plus qu'elles étaient

27. Les *Gruppi di studio* (« groupes d'études ») se constituent à partir de 1968 notamment à l'usine Siemens afin « d'étudier et de proposer à tous les employés des objectifs et des actions [...] non pas de l'extérieur comme le fait le syndicat [...] mais de l'intérieur, au moyen d'analyses et d'assemblées auxquelles tous peuvent participer », cité dans Soccorso rosso, *Brigate rosse, op. cit.* On lit dans un tract du GdS Siemens de 1969 : « La grève prolongée a comme conséquence que nous ne produisons pas [...] mais pendant ce temps le patron ne nous paie pas [...]. Il faut trouver des formes de luttes qui portent atteinte à la production plus qu'à nous-mêmes [...]. Certaines formes de luttes ne plaisent pas à la direction qui les déclare illégales [...] : la grève, le piquet, la chasse aux jaunes, une vitre cassée pendant les manifestations sont illégales [...] ; le travail à la pièce, les bas salaires, l'intimidation directe ou déguisée, les amendes, le travail dangereux et nocif, en revanche, sont légaux. Contre sa volonté, contre ses lois, nous devons imposer notre volonté, opposer notre pouvoir », *ibidem*.
28. C'est ainsi que l'on désignait Giovanni Agnelli, l'héritier de la dynastie FIAT.

devenues alléchantes : un journal. Ainsi, je finis par croire et par faire croire que tout ce qu'il racontait sur le reste de l'Italie était vrai.

Le journal, ce fut *La Classe*. Principalement grâce à Scalzone, que je n'avais encore jamais vu, le journal fut prêt le premier mai pour être distribué piazza Duomo. J'écrivis l'éditorial, qui s'intitulait « À la FIAT ! ».

Donc, nous abattions nos cartes, mais personne ne voulait y croire : toujours les mêmes bonimenteurs. Le fait que quelques vieux opéraïstes se remettent ensemble pour faire un journal provoqua des réactions de méfiance, et me ferma assez rapidement les portes de beaucoup de milieux milanais avec lesquels j'entretenais depuis longtemps des rapports de confiance. Je refis une grande partie de la tournée que j'avais effectuée lors de ma première campagne de recrutement, surtout en province. Mais loin de me donner une plus grande crédibilité comme je l'avais imaginé, le fait de revenir avec le journal suscitait une méfiance accrue. C'était le syndrome du parti, je crois, qui nous jouait de sales tours. Car, même à considérer Negri et Piperno comme Lucifer et Belzebuth, il n'y avait strictement aucune raison valable de rejeter *a priori* un projet de mouvement – et non de groupe – à la FIAT.

À la FIAT, ça commençait à se savoir, les luttes d'ateliers étaient en train de faire tache d'huile, et elles montraient une singulière continuité. Par conséquent, malgré les revers, mon obsession ne faisait que croître.

Si je croyais désormais possible et souhaitable qu'une organisation extérieure intervienne à la FIAT, c'était qu'il m'était apparu durant l'automne milanais que, parmi les étudiants comme dans les usines, un certain nombre de barrières culturelles avaient été dépassées et qu'on avait identifié la ligne des intérêts communs. J'avais l'impression, en somme, qu'en l'espace de quelques mois, 68 avait opéré un gigantesque saut qualitatif. Par ailleurs, il me semblait qu'au cas où il se passerait à la FIAT quelque chose de nouveau sur le plan qualitatif, il fallait mettre en place un instrument politico-culturel qui soit capable d'en transmette la mémoire, de traduire cet événement en langage, en culture, en opinion, d'agir sur le plan de l'*Öffentlichkeit*. Pour décoder ce qui était nouveau, il fallait avoir une bonne connaissance du passé. Une fois de plus, l'énorme réserve humaine de la faculté de sociologie de Trente vint à la rescousse, non pas cette fois sous la forme de travailleurs-étudiants, mais sous les traits d'un personnage qui semblait placé là par le destin : Mario Dalmaviva, un bergamasque transplanté à Turin et étudiant à Trente. Nous nous rencontrâmes deux ou trois fois, et peut-être que je réussis une fois à le traîner à une réunion de rédaction de *La Classe*, mais pas davantage. Mario eut assez de se munir de 4 ou 5 concepts de base sur la classe ouvrière FIAT, et il fonça tête baissée faire de l'agitation devant les portails de Mirafiori. En l'espace d'une semaine, la situation était devenue explosive, des assemblées quotidiennes réunissaient 70 à 100 ouvriers – autant que pouvait en contenir le bar du coin – à la fin de la journée de travail. Mario était épaulé par quelques-uns de ses amis, dont certains étaient inscrits comme lui en sociologie

à Trente – des gens qui n'avaient jamais vu une usine de leur vie, et peut-être jamais lu une ligne des textes sacrés opéraïstes.

Pourtant ils avaient tous en eux quelque chose de plus important : pour des raisons personnelles, familiales, ou culturelles, qui sait, ils sentaient que la libération des ouvriers de la FIAT faisait partie de leur histoire. Par conséquent, quand ils étaient aux portes de l'usine, ils savaient parler et communiquer infiniment mieux que beaucoup d'Iga Biva[29] opéraïophiles, moi y compris naturellement. Une fois lancés, ce groupe de camarades, stupéfaits eux-mêmes de la responsabilité qui reposait sur leurs épaules, se retournèrent pour voir si ceux qui les avaient poussés à y aller étaient bien en train de les suivre. Ils furent déçus. Moi-même, je ne les rejoignis que presque dix jours après le début des événements, précédé par Giairo. À Turin, pour apporter un soutien politique et organisationnel au grand Mario, il n'y avait guère qu'Alberto Managhi et d'autres camarades, tout juste sortis du PCI, comme Franconi.

Entre-temps, le mouvement s'était transféré à l'hôpital des Molinette, un des espaces libérés par les étudiants des universités scientifiques. J'écrivis la première série de tracts, ceux qui lancèrent le mot d'ordre « *Lotta continua* » et qui furent en partie repris dans *Nous voulons tout* de Balestrini. La galerie de personnages formée par ce premier noyau d'ouvriers qui participaient à l'assemblée mixte était vraiment pleine de surprises. La richesse de l'expérience politique de ces gens qui, avant d'arriver à la FIAT, avaient vu la moitié du monde – ils étaient tous méridionaux – n'avait aucun équivalent dans les rencontres que j'avais faites ou les collaborations que j'avais nouées au cours des années précédentes. Le seul pourtant avec qui je me liai d'amitié fut Alfonso Natella, le génial, le plus débridé. Une de ses maximes, je m'en souviens, était « chaos et liberté ».

De nos amis, de nos camarades, on n'en voyait pas trace à l'horizon, même avec des jumelles. La Vénétie, toutefois, nous expédia un autre personnage extraordinaire, tout juste entré lui aussi dans le mouvement avec pour seul bagage sa profonde volonté de revanche et sa très grande aptitude à communiquer : Emilio Vesce.

Surpris et un peu agacés, le mouvement et la classe politique intellectuelle turinois eurent tôt fait de se retirer, presque comme s'ils attendaient qu'on échoue. Et puis arriva Sofri : il comprit immédiatement la situation et les convainquit d'y aller, pour prendre en charge la gestion des événements. Les Romains arrivèrent bons derniers, tandis que l'hospitalité des Molinette touchait à sa fin et qu'on s'apprêtait à rejoindre la faculté d'architecture. Leur contribution fut très importante, et ils

29. « Découvert par Mickey et Dingo dans une caverne, Iga Biva est capable de sortir de son pagne des dizaines d'objets insolites et encombrants. Il est supérieurement intelligent et prêt à aider Mickey dans toutes ses aventures. Il possède un chien extraterrestre, prénommé Flip. Ses défauts : il mange n'importe quoi. » (Site internet du *Journal de Mickey*).

assumèrent de fait la gestion de l'assemblée ouvriers-étudiants avec ce qui allait devenir le groupe dirigeant de Lotta continua. Quant à moi, je me retirai avec Vesce, pour suivre l'intervention à Rivalta[30], et j'écrivis un compte-rendu de la situation pour le *meeting* des comités, des avant-gardes et de je ne sais plus quoi encore, qui avait été repoussé en juillet.

Le récit pourrait continuer, mais en réalité ces mois à la FIAT mériteraient qu'on prenne le temps d'y réfléchir. Ce serait véritablement appauvrir cette expérience que de la lire seulement comme la préhistoire des groupes, même si la prééminence que certains accordaient aux problèmes de la « gestion » finit vraiment par dénaturer cette initiative et par la déporter du terrain de l'autonomie de la classe ouvrière à celui des règlements de comptes entre bandes.

L'intérêt qui finit par dominer, ce ne fut pas celui d'un nouveau sujet collectif mais celui d'une classe politique en formation, qui se portait candidate à la direction de la classe ouvrière.

Le fait d'avoir perçu ces contradictions détermina la suite de mes obsessions. Je pris une part importante dans la création de Potere operaio, où je défendis la proposition d'une « direction ouvrière pour l'organisation ». Mais je ne sus pas aller au-delà de l'expression d'un désir. Je mis un certain temps à reconnaître ma défaite, et l'impraticabilité d'une telle proposition au sein d'une structure comme PO. Mais cela aurait été exactement la même chose si j'avais milité à Lotta continua ou à Avanguardia operaia. Je sortis donc de Potere operaio au bout d'un an seulement. Il aurait mieux valu reconnaître dès septembre 1969 ce que ma proposition avait de déjà dépassé, alors que je m'obstinais encore, en écrivant l'éditorial du premier numéro du journal (« *Da* La Classe *a* Potere operaio[31] »), à poursuivre l'image du mouvement qui s'était gravée dans mon cœur pendant cet automne 1968 milanais.

Est-ce à dire que je regrette d'avoir fondé Potere operaio ? Non, mais je reconnais que ce fut une erreur d'avoir voulu en faire un instrument de la direction ouvrière.

Puisqu'elle n'était pas praticable, ma ligne ne fut en rien meilleure que celle des autres. Au contraire, au cours de cette première année, je contribuai probablement davantage à la paralysie du groupe qu'à son développement. Si bien que lorsque je sortis, avec beaucoup de camarades qui avaient partagé l'expérience de 68 à Milan – PO commença à grandir, à trouver son identité, à trouver un tout autre mordant.

Non, ma ligne n'était en rien meilleure que celle de Toni ou de Franco, au contraire, ils avaient raison de dire que le terrain du conflit de classe s'était tellement déplacé vers l'avant qu'il était inutile de s'attarder à valoriser les contenus de 1968 qui ne s'étaient pas pleinement déployés. Cela étant dit, j'estime que mes préoccupations étaient justifiées, non pas en ce qui concerne PO en particulier, mais pour l'ensemble du personnel politique des groupes. Une fois sorti, d'abord un peu dépaysé, j'estimai pouvoir poursuivre la vérification de mes

hypothèses en travaillant à la base et en offrant mon expérience et mes connaissances à des groupes locaux.

Paolo Virno : Le travail ne rend pas libre[32]

En 1969, la renégociation des contrats nationaux conclut le formidable cycle de luttes qui avait traversé toutes les années 1960. Ce qui adviendra par la suite est déjà une autre histoire. Dans les années 1970, c'est la crise du fordisme qui occupera le premier plan, le dépérissement du système productif au sein duquel cette révolte des salariés avait précisément muri. Il ne s'agira plus pour les ouvriers de tirer leur puissance politique de l'organisation du travail spécifique dont ils faisaient partie, en cherchant dans chacun de ses recoins des armes pour l'insubordination, mais de marquer au plus près la « nouvelle frontière » capitaliste, de polluer au maximum les fleuves inconnus sur lesquels la grande entreprise commençait à naviguer. Soyons bien clairs : il faudra encore dix ans pour faire plier les cols-bleus de cet automne-là. Mais ce qui s'est passé après 69, toute cette extraordinaire radicalité, ne fut cependant qu'une manière de perdurer, de résister – et, dans les cas les plus intéressants, de réinvestir la force accumulée jusqu'ici dans un paysage social et productif en rapide mutation.

L'automne 69 est une acmé, et comme cela arrive souvent, l'acmé coïncide avec la fin d'un parcours. On se retrouve devant une gigantesque récapitulation des années 1960, la réplique à grande échelle de chacune des étapes de la décennie, une montée en généralité des objectifs et des expériences. 69 est une synthèse concentrée dans le temps : il offre un point de vue précieux pour repenser dans sa progression toute une séquence de conflits, pour en fixer d'un seul coup d'œil à la fois l'origine et le but, l'incertitude initiale et l'assurance de la victoire. Avec ce

30. « [...] il y a eu ces 15 premiers jours de grève, c'est Dalmaviva et son groupe qui s'en sont directement occupés, alors qu'ils n'étaient pas du tout armés pour le faire et qu'ils espéraient que l'organisation *La Classe* viendrait leur donner un coup de main, mais personne n'est venu, personne n'a bougé. Et puis [...] Emilio Vesce est arrivé en renfort [...]. C'est à ce moment-là que Sofri a battu le rappel des troupes et il a fait venir tout son cercle du Potere operaio de Pise, ceux qui avaient monté le Movimento studentesco à Turin [...] Et puis les Trentins sont arrivés en masse. Lorsque finalement Piperno et les romains de *La Classe* se sont décidés à monter à Turin, à peine arrivés, ils ont fait tout de suite alliance avec Sofri. À partir de là, vu qu'ils se sont occupés tous les deux de tout ce qui a suivi, je me suis mis un peu à l'écart et je me suis limité à "tenir" les portes de Rivalta avec Vesce et Pietrostefani [...]. » Interview de Sergio Bologna, 21 février 2001, *in* Guido Borio, Francesca Pozzi, Gigi Roggero, *Gli operaisti*, *op. cit.*

31. De larges extraits de ce texte sont reproduits au chapitre 7 – *Andrea Colombo : Les principaux groupes* : « Potere operaio », p. 355 *sqq.*

32. Ce texte est paru en 1989 dans *Autunno operaio*, supplément au journal *Il Manifesto*. Il est absent de la première édition de *L'orda d'oro* où figurait en revanche un texte traitant des luttes à la FIAT en juillet 1969, *La bataille de Corso Traiano*, dont il sera brièvement question plus loin.

type d'approche, on obtient un critère d'orientation – ce qui permet tout au moins de s'épargner les énonçés les plus imbéciles à propos de la soudaine « disparité » de la classe ouvrière dans les années 1980.

On sait que la figure centrale de 69 a été l'ouvrier de la chaîne de montage – déqualifié, interchangeable, déraciné. À partir de ce moment-là, l'idée de classe ouvrière a coïncidé pleinement avec cette figure. Encore aujourd'hui, la synonymie entre les deux termes, qui s'est imposée à l'époque, vaut sans exception. On comprend dès lors pourquoi le déclin actuel de l'ouvrier à la chaîne a souvent été interprété comme le déclin de la classe ouvrière *tout court** (et peu importe, alors, que ce constat s'accompagne d'euphorie ou d'effarement). Cette superposition a-t-elle du sens? C'est précisément le cycle qui a culminé en 1969 qui nous fait penser que non.

Car l'ouvrier-masse, personnage principal de cette séquence, avait eu bien des difficultés, à peine dix ans plus tôt, à se faire reconnaître comme appartenant de plein droit à la « classe ouvrière ». À la fin des années 1950, l'ouvrier non qualifié est perçu comme le ventre mou du monde du travail, son point de moindre résistance, sa frange marginale et peu fiable. Et il faut bien reconnaître que lorsque le « sans métier » fait irruption, il n'est pas joli à voir: c'est un corps étranger, sans tradition industrielle, non politisé, objet idéal de chantage. Il a généralement été embauché par l'entremise du curé de sa paroisse, se tient sous la coupe des syndicats maison, c'est souvent un « jaune »... Bref, la force de travail que nous continuons encore aujourd'hui à identifier à la « classe ouvrière », dans le sillage persistant de 69, et dont nous constatons, stupéfaits, la réduction drastique, occupait en réalité avant 1969 une position périphérique et ne pesait pas grand-chose.

Dans les analyses et dans les programmes de la gauche, la *vraie* classe ouvrière est longtemps restée la classe des ouvriers « professionnels », c'est-à-dire celle qui avait un certain contrôle – quand bien même il était parfois résiduel – sur le cycle productif. Celle dont la qualification se fondait encore sur un savoir-faire spécifique et sur la fière certitude de pouvoir administrer la production mieux que le patron lui-même. Ensuite, bien entendu, les choses ont changé. Au début des années 1960, à chaque échéance de conflit, les *marginaux* ont commencé à devenir centraux, décisifs; et à l'inverse, l'ouvrier « authentique », celui qui avait la fierté du « métier », a souvent été un frein, un fauteur de compromis. L'Automne chaud porte à son terme ce renversement conceptuel. La nouvelle force de travail, qui incarnait de la manière la plus immédiate le concept marxien de « travail abstrait » (une pure dépense d'énergie psycho-physique, mesurable par le temps), est devenue l'épicentre tellurique de la société occidentale. Son opportunisme passé et la peur qui était la sienne autrefois sont balayés par le plus fort coup de boutoir anticapitaliste de l'après-guerre.

Cet automne 1969 charrie trop de faits, de discours, de dates et d'anecdotes pour que l'on tente d'en dresser l'inventaire exhaustif, à moins de courir le risque de saturer l'attention de nos patients lecteurs. Et en réalité, dès qu'on rentre dans le détail des choses, il devient impossible d'isoler cet automne-là de l'année et demie qui l'a précédé, de cette mosaïque de luttes d'usine qui, en s'opposant le

plus souvent à l'organisation syndicale, avait dissipé toute trace de ce cauchemar qu'était la paix sociale. On ne peut faire le récit de la renégociation des contrats que si l'on se concentre sur un petit nombre d'événements déterminants. On tentera au besoin, dans de rares cas, de *zoomer* sur un détail – pour en isoler à grands traits un aspect exemplaire. Parfois encore, on introduira un contrepoint, à partir duquel réfléchir sur aujourd'hui avec les lunettes de 1969 (et vice-versa).

En avril 1969, la FIOM, la FIM et l'UILM décident de soumettre aux assemblées ouvrières les premières ébauches de leurs plates-formes de revendications. Les trois syndicats de branche ont des orientations très différentes : c'est presque la tour de Babel. La FIM place au premier rang de ses revendications la parité statutaire entre les employés et les ouvriers, et se déclare prête à sacrifier en échange les questions du salaire et du temps de travail (elle accepte cependant le principe de l'augmentation salariale égale pour tous[33]). La FIOM est mitigée sur la parité employés/ouvriers, mais elle est favorable à une forte augmentation des salaires – selon un pourcentage qui varie en fonction de la qualification. Bruno Trentin, le secrétaire de la fédération, est très clair : la qualification est une conquête ouvrière, il n'est pas question pour nous d'y renoncer, l'égalitarisme c'est de la démagogie. L'UILM propose également une augmentation de salaire conséquente mais différenciée. Gino Giugni[34], dans une déclaration postérieure aux événements de l'automne, synthétisera la défiance d'une large partie des syndicats vis-à-vis de l'« égalitarisme », c'est-à-dire d'une revendication typique de l'ouvrier à la chaîne, et étrangère à l'ouvrier de métier : « Cette proposition, absolument discutable du point de vue de la technique de négociation, a acquis par la suite une force indéniable en tant que "symbole" politique de participation. Tout compte fait, je crois qu'elle a fini par satisfaire jusqu'à ceux qui y voyaient, non sans raison, une concession à des égalitarismes naïfs et à des velléités de communisme chinois. »

33. Les revendications ouvrières portaient sur différents aspects : l'augmentation salariale (égale pour tous ou au pourcentage, sur la partie fixe et/ou sur la partie variable) ; la question des catégories c'est-à-dire des différents échelons ; la réduction du temps de travail ; les cadences ; la parité statutaire entre les ouvriers, les employés et les techniciens. « S'il a trois jours d'absence, l'ouvrier perd son salaire complètement. Dans le statut des employés et des techniciens, c'est pas pareil. Justement, c'est étudié pour empêcher l'ouvrier de rester chez lui quand ça ne lui va pas de travailler. [...] D'où l'exigence ouvrière, celle du salaire garanti, indépendant de la productivité. D'où l'exigence ouvrière d'augmentation sur le salaire de base, sans attendre les conventions collectives. D'où l'exigence ouvrière des 40 heures, 36 pour ceux qui travaillent par équipes, payées 48 tout de suite. D'où l'exigence ouvrière de la parité statutaire tout de suite. Simplement pour le fait d'entrer dans l'enfer de l'usine », Nanni Balestrini, *Nous voulons tout, op. cit.*
34. Luigi (dit Gino) Giugni (1927-2009) était un avocat, juriste et professeur de droit du travail, spécialiste des questions syndicales. Membre du PSI, il préside en 1969 la commission qui élabore le *Statuto dei lavoratori* (le « Statut des travailleurs », voir note 73 de ce chapitre, p. 323).

La position des syndicats est délicate. En 1966, ils avaient signé un contrat au rabais. Au milieu de l'année 1968, des luttes autonomes avaient commencé à se développer dans presque toute l'Italie, prenant de court le personnel syndical et débordant les grandes lignes des fédérations. On sait que plus tard, les Comités de base seront présentés comme ce rude interrègne qui a régénéré le syndicalisme, mais en réalité, ce sont des structures politiques alternatives aux structures réformistes: elles ont géré des conflits, ouvert et clos des négociations, et réussi souvent à arracher d'importantes conquêtes. Par ailleurs, en ce printemps 1969, les luttes commencent à monter à la FIAT – et là-bas, les syndicats comptent pour presque rien. Ils n'ont pas droit à l'erreur: toute ligne imposée « d'en haut » risque de rester lettre morte, la consultation de masse est nécessaire. La renégociation du contrat, précisément parce qu'elle possède une dimension nationale, générale, institutionnelle, est la grande occasion de reprendre en main les rangs éparpillés du mouvement. Si les Comités de base ont le dessus en usine, il leur sera difficile de conduire un affrontement à grande échelle, qui demande de la coordination et de la centralisation. Le syndicat peut reconquérir son rôle, mais il s'agit de faire preuve de doigté.

La consultation dans les usines n'est pas indolore, bien au contraire. Elle redistribue les cartes, déplace les points de repères, change la donne. Une plate-forme de revendications finit par émerger: augmentation de salaire fixe (75 lires de l'heure pour les ouvriers, 15 000 lires mensuelles pour les employés); semaine de 40 heures; parité statutaire entre ouvriers et employés; reconnaissance des « droits syndicaux », à commencer par celui, fondamental, de se réunir en assemblée pendant l'horaire de travail. Un bulletin interne de l'UILM résume bien ce qui s'est passé: il y a eu une « surenchère démagogique, qui a laissé la voie libre à la contestation de la plate-forme proposée à titre indicatif par les syndicats, avec des solutions qui ont, de fait, conduit à la juxtaposition et à la dispersion des revendications ». C'est vrai: les assemblées ouvrières ont cumulé ce qui, dans les projets des différents syndicats, représentait autant d'alternatives. L'égalitarisme, mais aussi une grosse augmentation salariale; la parité statutaire, mais aussi la réduction du temps de travail.

Les 26 et 27 juillet, à la conférence unitaire FIOM-FIM-UILM à Milan, la plate-forme de revendications est définitivement approuvée. On peaufine les tactiques, non seulement par rapport à la Confindustria[35], mais aussi par rapport à la gauche révolutionnaire. « Face à la contestation, peut-on lire dans une "note pour le contrat", et aux phénomènes de débordement ou de contournement du syndicat, il faudra, lors des négociations, fournir une réponse qui appelle selon les cas les travailleurs à discuter, à débattre, à choisir. D'autres méthodes pourraient en effet renforcer chez les travailleurs le sentiment que le syndicat n'est pas prêt à accueillir leur exigence de participation, et qu'il propose au contraire pendant les négociations des solutions bureaucratiques prises "d'en haut". »

De son côté, Angelo Costa, le président de la Confindustria, qui vient d'essuyer un certain nombre de revers (en particulier la récente abolition des cages salariales), et qui est critiqué par de « jeunes lions » aux dents longues (Agnelli et Pirelli),

continue de répéter à longueur de congrès et d'interviews : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » À chacun ses traditions : pour le vieux Costa, *Arbeit macht frei.*

Au tout début, l'Automne chaud a pour emblème un mot-clef, qui sonne aujourd'hui de manière un peu sibylline, mais qui était à l'époque très en vogue : la négociation articulée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Par-delà l'effet de jargon, cela signifie que l'idée de la lutte continue, c'est-à-dire la myriade de négociations locales – dans chaque usine, ou par catégorie – qui ont lieu entre un contrat national et un autre, est désormais sur le banc des accusés. Ces négociations sont-elles licites ? Les patrons du privé, représentés par la Confindustria, répondent par la négative et font de ce point un préalable absolu : si le contrat que l'on s'apprête à redéfinir doit être suivi par d'autres revendications et de nouvelles « agitations », cela ne vaut même pas la peine de commencer à discuter.

Ce point est fondamental. Les contrats nationaux ont la formidable fonction de circonscrire les conflits sociaux en les périodisant. Une fois tous les trois ans, on fait grève (l'entreprise prévoyante peut accumuler des réserves importantes pour faire face à la chute de la production), mais après *ça suffit* – jusqu'à la prochaine échéance prévue. La Confindustria exige des garanties en la matière. Et on la comprend : pendant l'année qui vient de s'écouler, il y a eu davantage d'heures de grève que pendant la totalité des luttes sur les contrats de 1966. Chaque entreprise a dû céder sur la rémunération, sur les pauses, sur le ralentissement des cadences, sur les passages d'un échelon de qualification à un autre, sur la révision des primes de productivité. On a pris de l'avance sur le contrat, et de cette manière, il a été largement vidé de sa fonction de grand rituel de la politique économique. Mais il y a pire encore : on n'a plus la moindre certitude quant au contrôle que le syndicat est en mesure d'exercer sur les luttes des travailleurs. Les chefs d'entreprise font peu confiance aux ouvriers pour respecter les contrats : l'expérience récente les rend sceptiques. Ce qui a été se répétera un jour ou l'autre : les ouvriers semblent avoir l'intention de lutter aussi contre la périodisation des luttes. Les patrons veulent donc savoir si les syndicats sont disposés ou non à cautionner la conflictualité « sauvage ». À la table des négociations, une question flotte dans l'air : qui doit s'occuper de l'autonomie et de la spontanéité ouvrières ? Seulement le patronat – ou aussi le syndicat ?

Le 8 septembre, les négociations avec la Confindustria sont rompues. La première grève nationale de l'industrie privée est fixée au 11 septembre. Le 10 septembre, les syndicats rencontrent l'Intersind (l'industrie publique de la métallurgie), qui semble avoir adopté un comportement résolument plus *soft* : pas de préalable sur la « négociation articulée », et une disponibilité à entrer immédiatement dans le détail de la plate-forme de négociation. Ce n'est pas que Glisenti, son président,

35. La Confindustria (Confederazione generale dell'industria italiana) est la principale organisation du patronat italien.

ou les autres représentants des entreprises d'État, voient les choses différemment de leurs collègues du privé, mais la politique du gouvernement de centre-gauche, et en particulier la position du ministre du travail, Donat Cattin[36], pèse sur leurs épaules. Le gouvernement cherche à arrondir au maximum les angles du conflit en cours, et surtout à éviter que les syndicats ne se retrouvent dos au mur. Il faut offrir aux syndicats, qui sont dans une position délicate dans les usines, une solution raisonnable afin qu'ils puissent retrouver leur prestige, leur représentativité et leur autorité. Mais la rencontre avec l'Intersind, elle non plus, n'aboutit à rien : les syndicats appellent à 24 heures de grève dans l'industrie le 16 septembre.

Angelo Costa, le président de la Confindustria, répète : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » *Arbeit macht frei*.

Ce que montrent les prémices matérielles de l'Automne chaud, c'est que la « guérilla d'usine », c'est-à-dire la lutte qui déborde toutes les programmations syndicales, en est le centre névralgique. Tout commence peu après la rentrée des vacances, le 3 septembre. C'est Agnelli qui donne le coup d'envoi, *noblesse oblige**.

FIAT a déjà beaucoup enduré au printemps : deux mois de luttes spontanées qui ont gagné progressivement la totalité du cycle productif, depuis sa périphérie (les Auxiliaires) jusqu'à son cœur (les Carrosseries). Le mythe technologique de Mirafiori s'est fissuré. L'usine, pensée pour éliminer les coûts de stockage et permettre la production en flux continu, a remarquablement fonctionné pendant trente ans, mais elle laisse désormais apparaître le revers « à risque » de sa médaille, c'est-à-dire son visage ouvrier. La continuité du cycle productif se retourne en continuité des luttes. L'interdépendance optimisée des étapes de la production induit la propagation des grèves. Des revendications salariales et statutaires peu convenables (100 lires de l'heure d'augmentation pour tous, la seconde catégorie pour tous) commencent à se généraliser, tout comme les formes de luttes parfois un peu frustes : assiéger les salariés « jaunes » retranchés dans l'immeuble de la direction ou déclencher des cortèges internes. Par ailleurs, le 3 juillet, une manifestation organisée par « l'assemblée ouvriers-étudiants » pour relier les luttes d'usines au mouvement d'autoréduction des loyers dans le quartier de Nichelino a donné lieu jusqu'à la nuit tombée à de violents affrontements avec la police[37]. Et cette fois-ci, sur le corso Traiano, les ouvriers n'ont pas été les vaincus[38].

Dans ces circonstances, la reprise des grèves après les vacances est tout simplement intolérable pour la direction. Le 1er septembre, dès leur arrivée à l'usine, les ouvriers de l'atelier 32 (un groupe tout sauf homogène : soudeurs, ouvriers des Presses, ouvriers chargés de la finition des disques et embrayages, ouvriers des fours de brasage) cessent le travail. Réunis en assemblée, ils demandent l'application de l'accord de juin sur les passages de catégorie. On n'élit pas de délégués et les membres de la Commission interne sont vivement contestés. La grève dure entre 4 et 6 heures. Le lendemain, le 2 septembre, 7 400 ouvriers sont mis à pied au prétexte que la grève de l'atelier 32 a interrompu le réassort des pièces destinées à l'atelier de montage des moteurs. Une remarque en marge : dès que la nouvelle des suspensions se

répand, les syndicats appellent à une interruption du travail de deux heures – interruption qui cependant n'est pas suivie. Cet échec semble incompréhensible, étant donné la combativité des jours précédents. Et pourtant, il est symptomatique : les gestes purement symboliques, les protestations génériques, et plus largement tout ce qui ne semble pas susceptible de causer un dommage réel aux patrons, n'ont pas la faveur des ouvriers. Pas de Pelizza da Volpedo qui tienne, avec son *Quart-État*[39] qui s'avance en rangs serrés, mais une attention très pragmatique à l'efficacité réelle des actions. Par ailleurs, les ouvriers sont très peu tentés par la perspective d'un « affrontement ouvert », dont les échéances seraient en réalité fixées par les patrons.

Le 3 septembre, on compte 20 000 suspendus, puis 30 000, et enfin presque 40 000. Le 4, la grève de l'atelier 32 continue, mais le travail reprend le 5. Et les suspensions sont immédiatement annulées. La FIAT a voulu montrer que désormais, toute lutte partielle se heurtera à une riposte à grande échelle, que la microconflictualité sera débusquée et contrainte à se battre sur un terrain qui n'est pas le sien. Par cette « provocation », Agnelli anticipe à son tour l'ouverture des négociations contractuelles. Ce n'est donc pas un hasard si, comme on l'a dit, le premier écueil qui se présente est le préalable de la « négociation articulée » : des épisodes comme ceux de la lutte de l'atelier 32 ne doivent pas se répéter, ou pour le moins, ils doivent être désavoués par les syndicats.

À l'époque, les usines FIAT et Pirelli forment un axe solide : ce sont ces deux colosses qui « fixent la ligne » et servent d'exemple à l'ensemble du patronat. Le 2 septembre, à l'usine Pirelli-Bicocca, une grève de 24 heures est déclenchée pour la

36. Carlo Donat Cattin (1919-1991), issu des milieux catholiques turinois, a été l'un des représentants de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne. Il a fait partie des fondateurs de la CISL en 1950 et a été Ministre du travail entre 1969 et 1972. En 1970, il est l'un des artisans, avec Gino Giugni (*supra*, note 34), du *Statut des travailleurs*.

37. L'autoréduction des loyers était une pratique répandue en Italie, au sein du mouvement et dans les quartiers ouvriers : elle consiste à ne pas payer (ou à décider de baisser soi-même) le prix du loyer que l'on doit au propriétaire. L'autoréduction a été également pratiquée sur les factures de gaz, d'électricité et d'eau, et a accompagné les revendications salariales et horaires. Il sera à nouveau question de ces pratiques aux chapitres 8 et 10. Voir aussi Yann Collonges et Pierre Georges Randal, *Les autoréductions, grèves d'usagers et luttes de classe en France et en Italie* (1972-1976), Christian Bourgois, 1976, rééd. Entremonde, 2010.

38. Profitant de l'appel des syndicats à manifester contre la politique du logement, l'assemblée ouvriers-étudiants organise une manifestation à Turin le 3 juillet 1969 en lien avec les mobilisations sur les loyers dans le quartier ouvrier de Nichelino : charges de la police, contre-attaques, barricades, les affrontements se poursuivent huit heures durant. Sur les mobilisations à Nichelino et la « bataille de Corso Traiano », voir le récit de Nanni Balestrini dans *Nous voulons tout*, *op. cit.*

39. *Il Quarto Stato* (1901) est une œuvre du peintre Giuseppe Pelizza da Volpedo (1868-1907). Inspiré par une grève, il met en scène le prolétariat en marche.

prime de production et les droits syndicaux (en particulier la reconnaissance des délégués d'atelier). La réponse de l'entreprise est la même qu'à Turin : le 24 septembre, fermeture partielle de l'usine et suspension de 12 000 ouvriers pour une durée indéterminée. Mais les choses ne se passent pas bien : la réaction des ouvriers est très dure, et on en arrive au blocage total du site. La mesure est alors révoquée.

Angelo Costa continue ses admonestations : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » C'est clair non ? *Arbeit macht frei.*

Les luttes se propagent rapidement, et font tache d'huile. Et pas seulement parmi les ouvriers de la métallurgie. Les 12 et 13 septembre, grève dans le secteur du bâtiment. Le 16, c'est au tour de la chimie : 48 heures d'interruption du travail pour protester contre « l'antijeu » pratiqué par le patronat, qui se sert de prétextes variés pour retarder les négociations. Un mois plus tard, à la mi-octobre, d'autres catégories entreront dans la lutte, dans les secteurs des hôpitaux, des chemins de fers, des poste-et-télécommunications, des administrations locales, de la main-d'œuvre agricole.

Cette simultanéité ne se traduit pas automatiquement par une unification. Les avant-gardes d'usine tentent de faire coïncider les jours de grève dans les différents secteurs, mais ils n'y parviennent pas toujours. Les syndicats de branche établissent chacun leur calendrier de lutte au nom d'une autonomie qu'ils défendent jalousement. De ce point de vue, ce qui se passe à Porto Marghera est édifiant : la Petrolchimica[40] et Chatillon ont un portail d'entrée commun, et la Commission interne de Chatillon n'a pas hésité à mettre en place à plusieurs reprises un « contre-piquet » afin d'éviter la généralisation « inopportune » de la lutte. Mais quoi qu'il en soit, la simultanéité des échéances de négociations et l'adhésion massive aux grèves changent la physionomie de la ville. Elles en font un lieu plus humain et plus civilisé.

À partir de septembre, une autre question d'apparence sibylline se pose avec insistance, et elle est décisive : quelles formes de luttes faut-il adopter ? Il serait erroné de considérer rétrospectivement cette question comme regardant strictement l'aspect « technique du conflit ». L'alternative entre une interruption articulée pendant l'horaire de travail et une grève « en fin de service[41] » relève d'un choix politique. Dans le premier cas, le dommage infligé au patron est maximal, puisque les secteurs en amont de celui qui cesse de travailler sont eux aussi bloqués, sans pour cela que les ouvriers qui y travaillent perdent leur salaire. Dans le second cas, l'efficacité de la grève est moindre, et comme les ouvriers qui rentrent chez eux se dispersent, il est plus difficile de discuter en assemblée, ou de se débarrasser des jaunes.

Un autre exemple, qui concerne les usines chimiques : pour maintenir en état de fonctionnement les équipements à cycle continu, l'entreprise demande qu'on laisse entrer un certain nombre d'« indispensables ». En général, on les laisse entrer ; mais parfois non, comme c'est souvent le cas dans l'incorrigible Petrolchimica de Marghera. Là encore il s'agit d'un choix politique – sans doute plus politique que ceux qui divisent les partis de gauche. D'un côté, réapparaît l'idée d'une classe ouvrière toujours prête à prendre en charge les problèmes objectifs du « dévelop-

pement économique » ; de l'autre, un sujet s'affirme qui se moque bien des héritiers d'Agrippa Menenius[42] et des fables sur l'« intérêt général », et qui sans s'embarrasser vise plutôt l'intérêt *partisan*. Souvent, il faut savoir déceler dans un détail – le choix des modalités d'une grève – toute une dimension politique générale.

La question des formes de lutte, qui se pose tout au long de l'automne, est peut-être même plus importante que les discussions sur les objectifs. Parce qu'en définissant la *manière* dont se déploie le conflit, on définit en réalité un rapport de force durable, qui sera encore valable « plus tard », quand les projecteurs se seront éteints. Parce que ce qui est à l'œuvre dans la question de « quand » et « comment » interrompre le travail, ce sont des conceptions différentes, voire opposées, de l'organisation ouvrière que l'on veut construire. Considérons de nouveau la « lutte articulée », atelier par atelier, équipe par équipe. Elle touche le quotidien de l'exploitation, son noyau dur : les rythmes, les pauses, l'attitude du petit chef ou du mesureur de cadences. Elle est décidée par tous, heure par heure, sans délégation. Elle est le terrain privilégié de l'autonomie ouvrière, avec un petit « a ». À l'inverse, la grève de 24 heures ressemble vraiment beaucoup à un coup isolé, et elle dépend encore largement des centrales syndicales.

Qu'on ne s'y trompe pas : ces considérations sur la lutte articulée ont une valeur relative, changeante selon les périodes. C'est ce qui se passe en philosophie quand on cherche à dire quelque chose du scepticisme : à certaines époques, le sceptique exprime une critique impitoyable de l'ordre institué ; à d'autres, il semble se laisser aller à la résignation. C'est la même chose pour les formes de lutte. Au début des années 1960, « l'articulation » avait souvent été un choix défensif, dicté par la prudence ; au contraire, pendant l'Automne chaud, elle est un choix subversif. Il faut préciser toutefois que dans ce contexte spécifique, la lutte générale (grèves régionales ou nationales, ou par branches) et la lutte articulée se sont souvent confondues et renforcées réciproquement. À cela s'ajoute qu'en 1969, pour la première fois, on abandonne l'habitude sordide qui consiste à interrompre la grève pendant qu'on négocie : cette fois, quand les dirigeants syndicaux vont à Rome, les chaînes de montage se couvrent de poussière.

Le 25 septembre a lieu à Turin une manifestation régionale contre la politique de la FIAT. Et à la FIAT, précisément, la proportion de grévistes atteint un record

40. « La Petrolchimica » désigne les installations pétrochimiques situées à Porto Marghera, près de Venise, et en particulier l'usine Montedison. Pour une vue d'ensemble des luttes à Porto Marghera et une histoire du Comité ouvrier de Montedison, voir Devi Sacchetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera, Du Comité d'usine à l'Assemblée de territoire (Vénétie – 1960-1980)*, Les nuits rouges, 2012.

41. La grève *a fine turno* est une interruption de travail à la fin du temps de travail journalier de chaque salarié.

42. Agrippa Menenius était un patricien et consul romain envoyé en 494 av. J.-C. sur le Mont Sacré (le Mont Aventin, à Rome) pour convaincre la plèbe, qui s'était révoltée contre le pouvoir des Patriciens et s'était retranchée en haut de la colline, de redescendre dans la ville.

absolu : 98%. Mais seuls quelques ouvriers se rendent à la manifestation sur la piazza San Carlo. Cet écart entre la cessation du travail et la participation aux cortèges et aux *meetings* restera une constante dans le comportement des ouvriers de Mirafiori. Dans les rizières des Presses ou dans la jungle de l'atelier peinture, la prédilection pour une guérilla « à la vietnamienne », enracinée dans le territoire que l'on reconnaît comme sien, est très nette. Et dans le même ordre d'idées : le 6 octobre, une série d'interruptions spontanées à l'atelier 54 de Mirafiori donne un coup de semonce au syndicat, encore indécis sur les modalités de la lutte. À partir de là, les grèves s'articuleront par groupes d'ateliers, avec des interruptions pendant l'horaire de travail. Plus tard, le 28 octobre, se produit un épisode qui devient immédiatement symbolique : le bruit court qu'à Mirafiori, la FIAT, toujours extrêmement sensible aux coups de griffe du « chat sauvage », a l'intention de ne pas payer les heures de travail rendues improductives par les grèves des autres ateliers. C'est la première fois que l'on ose menacer les ouvriers d'une mesure de ce genre. Les ouvriers sont exaspérés. Le 20 octobre, au cours d'un cortège interne, quelques boulons volent, quelques voitures sont rayées, quelques chaînes de montage sont endommagées. Le jour suivant, *La Stampa*[43] titre : Graves violences pendant les grèves articulées – À Mirafiori et à Rivalta, les ateliers Phares et les Carrosserie dévastés – Cent voitures renversées et détruites à coup de barres de fer – Dégâts sur les chaînes de montage des FIAT 600 et 850. Le 31 octobre, la FIAT porte plainte contre 70 ouvriers pour « dégradation des équipements ». Les jours suivants, 52 autres plaintes s'y ajoutent, et surtout 85 ouvriers considérés comme les responsables des faits les plus graves sont frappés d'une mesure de suspension à durée indéterminée. Le syndicat organise le « Procès de la FIAT », qui se tiendra au Palais des sports de Turin le 18 novembre.

Le 15 octobre, grève générale contre la vie chère et le prix des loyers. Le 16, grande manifestation à Naples des ouvriers du Centre-Sud de l'Italie. Toujours à la mi-octobre, grève générale à Palerme, à Matera, à Terni.

Entre-temps, une voix solitaire encore une fois s'élève : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » *Arbeit macht frei.*

En octobre, des dizaines d'entreprises privées demandent au syndicat de signer un « contrat d'acompte ». De quoi s'agit-il ? De nombreux capitalistes de petit et moyen gabarit, épouvantés par la chute de la production et mis sous pression par les engagements qu'ils ont pris à l'étranger, ne se sentent pas capables de tenir plus longtemps la ligne dure de la Confindustria. Ils aimeraient donc cesser les hostilités et accorder immédiatement un acompte sur le futur Contrat national. Autant dire : paix sociale et production *über alles*. Le syndicat repousse l'offre sans hésiter, même si les grèves commencent à peser lourdement sur les fins de mois. Il est évident que la signature des « contrats d'acompte » dans une myriade d'entreprises se traduirait par l'affaiblissement radical de tous les autres ouvriers.

Jetons à présent un coup d'œil au Ministère du travail, où l'« infatigable » Donat Cattin est en train de se construire une petite épopée personnelle, faite de réunions marathons avec les « parties » à la table des négociations. Le 10 octobre, le ministre

envoie une lettre aux syndicats et aux organisations patronales, les engageant à la reprise des négociations interrompues depuis septembre. L'Intersind accepte immédiatement l'invitation, la Confindustria tergiverse. La rencontre a lieu le 15 octobre. Les patrons du privé retirent leur fameuse clause sur la « négociation articulée », mais demandent cependant que la question figure à l'ordre du jour des négociations. Par ailleurs, ils avancent leurs premières contre-propositions : 10% d'augmentation de salaire, 2 heures de réduction du temps de travail hebdomadaire, et une disponibilité globale à considérer la question de la parité statutaire.

« Dérisoires » : tel est le jugement sans appel des syndicats sur les augmentations offertes par la Confindustria. Ils s'opposent par ailleurs à la limitation, sous quelque forme que ce soit, de la « négociation articulée » – ce qui signifierait « modifier qualitativement la pratique de négociation existante, qui s'est soldée par l'expérience revendicative de 1968-1969 ». Malgré ce résultat négatif, une porte demeure entr'ouverte. Essentiellement en raison de l'insistance de l'UIL, on fixe un prochain rendez-vous, le 23 octobre. Mais là encore, tout s'achève en inutiles débats méthodologiques. La rencontre avec les patrons des entreprises publiques de l'Intersind ne donne rien de mieux. Donat Cattin continue à miser sur les entreprises publiques comme courroie possible entre les syndicats et la Confindustria ; mais pour le moment il doit se résigner, la situation est bloquée.

Face à l'impasse qui s'est créée au Ministère, les syndicats de la métallurgie – FIOM, FIM, UILM – décident l'extension de la lutte articulée, la convocation d'assemblées dans toutes les usines, et l'organisation d'une grande manifestation nationale à Rome le 28 novembre. Pendant ce temps, le 8 novembre, le Contrat des travailleurs du bâtiment est signé, avec des avancées tout sauf extraordinaires : une augmentation de 13% des minima salariaux, la réduction progressive du temps de travail hebdomadaire à 40 heures, le droit d'assemblée. Ce premier accord fait pourtant souffler un vent d'optimisme sur les négociations des métallos : le 10, les syndicats et l'Intersind se rencontrent dans une atmosphère du genre « personne ne sortira de cette pièce tant qu'on ne sera pas arrivés à un accord ». *Non-stop* : des réunions plénières, des consultations d'experts, des rencontres séparées de chacune des parties avec le Ministre – bref, un peu de tout. Donat Cattin loue « l'autodiscipline des syndicats », mais semble préoccupé : une prolongation du conflit relèverait d'« un aventurisme dangereux pour l'ordre public ». En somme : Messieurs, il est temps de conclure.

Le 12 novembre, Donat Cattin présente une ébauche de médiation, dont la mesure phare consiste à exclure la fameuse « négociation articulée » des prémisses de l'accord. Pour les syndicats, c'est une bonne base de départ. Au nom de la Confindustria, Angelo Costa écrit au Ministre pour dire sa perplexité et conclut avec un sursaut d'orgueil : « [...] nous tenons à redire qu'en aucun cas nous n'accorderons une valeur de droit à des pratiques acquises ou susceptibles de le devenir,

43. *La Stampa* est un quotidien turinois de diffusion nationale étroitement lié à la classe dirigeante de la ville, et à celle de la FIAT en particulier.

qui entreraient en contradiction ouverte avec des accords par ailleurs librement approuvés par les parties. » Bien entendu, entre les lignes, on entend son mantra préféré : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » Comme on le sait, le travail rend libre. *Arbeit macht frei.*

L'Automne chaud est le grand moment de la gauche syndicale. Coller au mouvement réel, tel est son mot d'ordre. Il s'agit de suivre pas à pas le développement de la conflictualité, l'élaboration des objectifs, la tendance vers des formes de lutte plus radicales, mais en ramenant tout cela à la structure du syndicat, à sa figure institutionnelle de représentant de la force de travail. Ce n'est qu'ainsi, en s'appuyant sur ce vaste réseau capillaire que les nouvelles luttes sont en train de tisser dans les usines, que le syndicat peut peser sur l'action du gouvernement et commencer à compter dans la programmation du développement économique. Les différentes fédérations de travailleurs de la métallurgie, souvent en bisbille déclarée ou latente avec leurs confédérations respectives, empruntent cette voie d'un pas décidé.

La tradition réformiste est à présent au mieux de sa forme : loin d'imiter les gouvernants qui, à Berlin-Est en 1953, face à une révolte ouvrière, avaient semblé enclins à « se choisir, indignés, un autre peuple » – pour reprendre les mots de Brecht[44] –, la gauche syndicale de 1969 accepte sans réserve son « peuple » tel qu'il est réellement, se plie à nombre de ses exigences et tente de le remettre sur le chemin d'une politique réformiste et de négociation. Cette extraordinaire perméabilité a représenté en Italie un cas presque unique. Toutes les autres institutions, face à l'agitation sociale, se sont repliées sur elles-mêmes – bloquées dans un délire qui les a fait ressembler énormément à cet État-machine qu'avait décrit Lénine[45]. Au contraire, les fractions avancées du syndicat se sont courageusement laissées transformer, et parfois même bouleverser, par cette « nouveauté » qui avait surgi. Soyons clairs, une telle souplesse répondait à une urgence prioritaire : ne pas perdre le contrôle du mouvement, battre en brèche les avant-gardes révolutionnaires. L'automne est aussi l'occasion d'une opération assez avancée de « récupération » (pour utiliser les termes de l'époque) de la poussée subversive, essentiellement ouvrière, de 1968-1969. Mais, comme toutes les récupérations réformistes, celle-ci ne réussit qu'à moitié, ou tout au moins elle demeure ambivalente : le syndicat retrouve certes de la force et de la représentativité, mais dans la mesure seulement où il accepte en son sein, ou dans ses proches entours, des hommes et des luttes empreints d'une radicalité persistante et difficilement contrôlable.

Comme on sait, c'est à l'automne que naissent les « Conseils des délégués » : des délégués d'équipe ou d'atelier, éligibles même s'ils ne possèdent pas de carte syndicale. À dire vrai, les premiers délégués étaient apparus à Mirafiori lors des luttes autonomes du printemps, mais il s'agissait encore de figures hybrides, au profil incertain. Et il est vrai aussi que la majorité des conseils ne se sont formés que courant 1970. Il n'en reste pas moins que la décision syndicale de créer ces organismes intervient précisément au moment de la renégociation des contrats : le 13 septembre, le Conseil des délégués FIAT se réunit pour la première fois. À sa création, les seuls délégués réel-

lement élus sont ceux des chaînes de montage, c'est-à-dire là où dans l'usine les luttes ont été les plus intenses. Peu à peu, d'autres les rejoignent, élus par les assemblées ou choisis par les membres de la Commission interne. Les premières réunions du Conseil FIAT offrent le spectacle d'un désordre admirable : de nombreux ouvriers y participent à titre personnel, mais on y trouve aussi des hommes du syndicat, des membres de la Commission interne, des ouvriers qui ont adhéré aux « groupes » extraparlementaires, et quelques étudiants. La présence varie d'une réunion à une autre, les délégués sont souvent « intermittents ». Ce tâtonnement initial est cependant le signe d'une grande richesse. Il suffit de comparer ces débuts du Conseil avec la situation déprimante dans laquelle se trouve le PCI à la FIAT : 250 adhérents à Mirafiori, 200 aux Ferriere, 150 à Stura. Presque un club privé.

À Porto Marghera aussi, on enregistre les premiers signes de la nouvelle stratégie des syndicats : une radicalisation rapide à gauche, et une intégration dans le discours syndical de la plupart des revendications ouvrières. Et pourtant, c'est aussi à Marghera que l'on peut voir le plus clairement l'autre face de la médaille : il s'agit de chasser les avant-gardes autonomes. Arrêtons-nous y un instant. En août, le syndicat avait exclu plusieurs membres du Comité ouvrier et dissous la Commission interne de la Petrolchimica où, sur 7 sièges de la CGIL, 5 étaient occupés par des membres du Comité. Mais la manœuvre ne donne pas les résultats escomptés : les élections sont un désastre pour les syndicats, la CGIL perd plus de 1 000 voix. Peu de temps après, en septembre, le Comité ouvrier propose d'anticiper la grève prévue à la Petrolchimica pour la faire coïncider avec le début des négociations dans la métallurgie. Mais lors d'une assemblée improvisée, le syndicat exhorte les ouvriers à ne pas participer à cette « grève anarchoïde ». La dissuasion, assortie de l'agression assez peu délicate de quelques figures de proue du Comité, est un réel succès. Des épisodes de ce genre, il y en aura beaucoup, surtout dans les grandes usines. Ce n'est pas très étonnant : le syndicat, alors même qu'il s'ouvre au mouvement – et sans doute précisément pour cela –, s'engage dans une bataille pour l'hégémonie où tous les coups sont permis.

Ces luttes intestines pour imposer tel ou tel projet d'organisation, ne concernent bien entendu pas ceux qui continuent à répéter, monotones : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » *Arbeit macht frei.*

Novembre est le mois le plus furieux. En tout cas en l'an de grâce 1969. Les luttes sur les contrats atteignent leur pleine puissance, débordant souvent les digues qui

44. « Après l'insurrection du 17 juin / Le secrétaire de l'Union des écrivains / Fit distribuer des tracts dans Stalinallee. / Le peuple, y lisait-on, a par sa faute /Perdu la confiance du gouvernement / Et ce n'est qu'en redoublant d'efforts / Qu'il peut la regagner. / Ne serait-il pas / Plus simple alors pour le gouvernement / De dissoudre le peuple / Et d'en élire un autre ? » Bertolt Brecht, « La Solution », *Poèmes*, Tome 7, L'Arche, 2000.
45. Vladimir Ilitch Lénine, « De l'État. Conférence faite à l'université Sverdlov le 11 juillet 1919 », *Textes philosophiques*, Éditions Sociales, 1982.

ont été dressées ici et là. Les ouvriers des usines sont obligés de se confronter avec les « choses ultimes[46] » du conflit de classes moderne : l'État, la question du pouvoir politique. Une certaine « illégalité de masse », ressentie cependant comme tout à fait légitime, se heurte au « monopole étatique de la violence », c'est-à-dire à la répression. Dans les ateliers, émerge la figure d'un État capitaliste sinistre et haï. Du même coup, l'exigence de « socialiser la lutte », selon la formule de l'époque, se fait jour : il s'agit de l'étendre aux quartiers, aux chômeurs, aux étudiants. « Sortir de l'usine », ce n'est plus une diversion un peu grossière pour contrer l'intraitable engagement subversif dans les ateliers, mais le prolongement cohérent de cet engagement.

Cette conjoncture de l'automne donne donc à voir un tableau paradigmatique, un peu comme Mai 1968 en France, la Commune de Paris en 1871, ou 1905 en Russie – bref, comme dans toutes les situations où une certaine « composition de classe », de la pointe vive de son énergie subversive, a frôlé les rivages du pouvoir. De ce point de vue, 69 nous lègue une question qui demeure intacte, incontournable, et qui se repose sans cesse. Quelle forme prend la révolution anticapitaliste dans les pays développés au faîte d'une longue offensive ouvrière ? Pas la prise du Palais d'hiver, d'accord. Et pas non plus un changement de la majorité parlementaire, cela va de soi. Alors ?

Rétrospectivement, on pourrait faire cette première réponse : en 1969, la petite phrase de Lénine : « hier il était trop tôt, mais demain il sera trop tard », possède encore à sa manière une certaine valeur métaphorique. Même dans les sociétés les plus complexes et les plus articulées, on trouve l'exigence d'un rythme révolutionnaire : ce n'est bien entendu pas une question de jours et de mois, il s'agit seulement de profiter du moment où la classe ouvrière – dans le cas qui nous occupe, cette classe ouvrière qui a grandi dans et contre l'organisation fordiste du travail – n'a pas été encore abîmée ou désagrégée par la restructuration, c'est-à-dire par la transformation profonde de la base productive. Mais c'est là une observation banale et partielle, et qui est encore prise dans les rets de la tradition socialiste. En 1969, si l'on y regarde de près, c'est précisément un renversement radical de cette tradition qui commence à se dessiner. Parce que la question pertinente est peut-être bien davantage : à la différence de la lutte contre l'indigence et le chômage, la lutte contre le travail salarié est-elle encore liée au modèle aulique de la « révolution politique », à la perspective emphatique de la « prise de pouvoir » ? Ou bien, justement parce qu'elle présente des caractéristiques très avancées, s'agit-il d'une révolution intégralement sociale, qui se confronte bien sûr de très près avec le pouvoir, mais sans jamais rêver d'une organisation alternative de l'État, et qui cherche bien plutôt à réduire, à faire disparaître toute forme de commandement sur l'activité des femmes et des hommes ? Ce sont là sans doute des questions fumeuses. Mais quand bien même ce serait le cas, elles le seraient toujours moins que les projets réformistes sur la « nouvelle manière de faire les voitures[47] », ou plus récemment encore, les clinquantes théories sur « les droits de citoyenneté ». La question du pouvoir, esquissée en 1969 par le mouvement, demeure, en attente de pensées

efficaces et de réponses non conformistes. Il n'en reste pas moins que la dernière « base empirique » de la réflexion sur la révolution en Occident a été l'Automne chaud – et certainement pas l'année 1976, mémorable pour ses résultats électoraux[48].

Nous disions qu'en novembre, la « socialisation des luttes » – horrible expression pour désigner une chose si belle – devient une nécessité vitale. Des initiatives encore inconcevables quelques semaines plus tôt, se multiplient : les ouvriers se battent dans leurs quartiers pour obtenir le report du paiement des services publics de première nécessité (loyers, électricité, gaz, transports) à trois mois après la signature du contrat. Si ce renvoi n'est pas obtenu, très souvent, on ne paie pas – un point c'est tout. La volonté de « sortir de l'usine », dont nous avons déjà parlé, ne se réduit pas à des promenades en centre-ville avec banderoles et clochettes. Il y a de la dureté dans ces manifestations, de la hargne aussi. À Milan, un impressionnant cortège de 100 000 ouvriers se masse devant la « maison des patrons », l'Assolombarda[49] ; à Turin, le Salon de l'automobile, vitrine de la ville, est assiégé par des milliers de grévistes.

Le 19 novembre, les confédérations ont appelé à une grève nationale pour le droit au logement. Pour une fois, la mobilisation générale est loin d'être rituelle. L'abstention du travail est à son maximum : les villes sont paralysées, il y a des cortèges partout, la tension est énorme. À Milan, alors que Bruno Storti, le secrétaire de la CISL, achève de tenir un *meeting* au Théâtre Lyrique, en plein centre-ville, à l'extérieur, sur la via Larga, les camionnettes de la police chargent un rassemblement d'ouvriers et d'étudiants. Les affrontements sont brefs et extrêmement violents. L'agent de police Antonio Annarumma perd la vie. La réaction des institutions est à la fois hideuse et stupide : on accuse les luttes d'usine, le « grand désordre » qui serait en train de corrompre le sol de la patrie. Les télégrammes que le Président de la République Giuseppe Saragat[50] envoie par rafales débordent de

46. Chez Aristote, les « choses ultimes » (*ta eschata*) sont les termes derniers auxquels doit aboutir et où doit s'achever l'action à accomplir.

47. Le slogan syndical « *il nuovo modo di fare l'automobile* » insistait sur l'implication des ouvriers dans l'organisation du cycle productif. Leur connaissance de chacune des étapes de ce cycle devait leur permettre le contrôle effectif de la production.

48. En 1976, le PCI obtient 34,4% des voix à la Chambre des députés, et 33,8% au Sénat. Cette « poussée » fait caresser à beaucoup l'espérance d'un « dépassement » de la DC par le PCI, à deux doigts d'obtenir une majorité relative.

49. Association patronale des entreprises de Lombardie.

50. Giuseppe Saragat (1898-1988) est un homme politique socialiste italien. Exilé pendant le fascisme, résistant, il est élu (PSI) après-guerre à l'Assemblée Constituante qu'il dirige jusqu'en 1947. Opposé à l'alliance du PSI avec le PCI, il fonde en 1947 le Partito socialista dei lavoratori italiani, qui deviendra le Partito socialista democratico italiano. Aux élections de 1948, il s'allie avec la DC contre le Front démocratique populaire (alliance du PSI et du PCI). En 1964 il est élu Président de la République italienne et le reste jusqu'en 1971.

haine de classe : ils parlent encore et encore d'« effroyables assassins ». Au sein du mouvement, même si on ne l'exprime pas ouvertement, on ressent douloureusement la mort d'Annarumma, prolétaire méridional contraint à l'émigration comme des millions de ses semblables, et qui a sans doute échoué dans un bataillon de la police – plutôt que chez Alfa Romeo ou Pirelli – par pur hasard. Mais il y a aussi ces chiffres qui circulent : entre 1947 et 1969, la police a tué 91 prolétaires au cours de manifestations politiques, et elle en a blessé 674. Et encore : en vingt ans, il y a eu plus de 44 000 « morts blanches », c'est-à-dire dues à des accidents du travail – une toutes les demi-heures.

Le 26 novembre à l'aube, Francesco Tolin, le responsable de l'hebdomadaire *Potere operaio* (le journal du groupe extraparlementaire du même nom) est arrêté. L'accusation est délirante : « Incitation à la subversion contre les pouvoirs de l'État. » Tolin sera condamné à vingt mois de détention. Les jours suivants, les arrestations se comptent par centaines, les plaintes contre des manifestants par milliers. On parle d'une interdiction imminente des organisations de la gauche révolutionnaire. Ce 26 novembre encore, le comité central du PCI exclut du parti le groupe Il Manifesto[51].

La manifestation nationale des travailleurs de la métallurgie, prévue à Rome le 28 novembre, effraie un peu tout le monde : le gouvernement, la Confindustria (sous les fenêtres de laquelle le cortège semble avoir l'intention de se conclure, piazza Venezia), et même les confédérations syndicales. Donat Cattin essaie frénétiquement de mener les négociations à leur terme pour conjurer « l'invasion », mais il n'y parvient pas. Le 28 novembre est une journée orageuse – le ciel est lourd d'une pluie sur le point de s'abattre, le vent souffle par rafales sinistres. À la gare Tiburtina arrivent les ouvriers de Milan et du Sud de l'Italie. À la gare Ostiense, les Piémontais. À la gare Termini, les ouvriers de Vénétie et ceux du Centre. Grâce aux collectes dans les usines, les cars loués par la FIOM, la FIM et l'UILM se comptent par centaines. Les écoles romaines, en grève, rejoignent elles aussi les points de rassemblement. Le parcours de la manifestation est extrêmement long : tenus à distance de la via Nazionale, du Quirinal, de la piazza Venezia, de la via del Gesù[52] – bref, des lieux du pouvoir – les ouvriers défilent le long du Tibre, jusqu'à la piazza del Popolo. Le *meeting* de clôture est tenu par les trois *leaders* des fédérations de la métallurgie, Trentin, Macario et Benvenuto. Les secrétaires des confédérations, présents sur l'estrade, ne prennent pas la parole. À la fin, alors que la manifestation est en train de se disperser, des hélicoptères de la police passent très bas au-dessus de la tête des ouvriers, dans un bruit assourdissant. L'espace d'un instant, la tension monte encore d'un cran, les policiers en position autour de la place, serrent les rangs, il y a des cris de rage et des poings levés. Mais aucun incident ne survient.

Le 29 novembre, la première mouture d'un accord entre les syndicats et l'Intersind est finalement rendue publique. Une grande partie des revendications contenues dans la plate-forme ouvrière y sont reprises. Bien évidemment, les industriels du secteur public ne sautent pas de joie, ils savent bien que le ministre Donat Cattin les a utilisés à la manière d'un brise-glace afin de débloquer les rapports

avec la Confindustria. Les déclarations de Glisenti le chef de la délégation de l'Intersind, ne dissimulent pas leur ton polémique : « Nous nous sommes trouvés dans la situation de devoir accorder des augmentations qui n'étaient pas justifiées par l'accroissement de la productivité, mais par les carences qui existent dans les infrastructures de notre société. L'industrie a dû prendre en charge ce "plus", qui devrait théoriquement compenser le mécontentement qu'expriment les travailleurs à l'égard de leurs conditions de vie. En un mot, l'industrie italienne a dû payer ce qui, dans d'autres pays, repose principalement sur la collectivité. »

Angelo Costa, secoué, répète en boucle son *pitch* : « Faites en sorte que les Italiens ne perdent pas l'envie de travailler. » *Arbeit macht frei.*

Novembre est le mois le plus furieux. Moins à cause des événements les plus visibles – ceux qui ont rapidement trouvé leur place dans un tiroir de la mémoire collective – que pour toute une série de faits minuscules, plus difficiles à recenser, et qui marqueront les comportements et les vies de milliers de salariés. Il ne s'agit pas ici de sacrifier à l'air du temps en rendant à ces « micro-histoires » un pesant hommage : au contraire, derrière l'évocation succincte de la radicalisation extrasyndicale des luttes à la FIAT en ce mois de novembre, c'est le *Gulf stream* de l'Histoire (avec un grand H) qui nous intéresse.

Quelques instantanés, pour se faire une idée. Le 10 novembre n'était pas un jour de grève à la FIAT, mais les ouvriers de la deuxième équipe prennent tout le monde de court : ils quittent l'usine à 19h30, au lieu de 23h, pour ne pas rater le dernier tram (la grève des conducteurs de trams et de trains commence à 21h30). Ils font simplement preuve de bon sens, mais les petits chefs sont fous de rage et les syndicalistes eux-mêmes ne savent plus quoi penser. Le même jour, à la FIAT Stura, les ouvriers de l'atelier 2 entrent en grève sans préavis, parce que deux chefs d'équipe font des heures supplémentaires. Un cortège interne se forme, qui sillonne l'établissement jusqu'à ce que, les deux petits chefs bannis, le scandale retombe. Mardi 11 novembre, à la FIAT Lingotto, un cortège se dirige vers le bâtiment de l'administration : les ouvriers tentent d'envahir les locaux pour en chasser les « cols-blancs », réfractaires à la grève. Mais les portails d'entrée et les accès sont cadenassés. Ils imaginent alors des représailles moqueuses : ils empêchent les employés de sortir pour la pause-déjeuner. La direction, qui essaie de trouver une solution pour nourrir les « lapins[53] », tente d'introduire dans l'usine une ambulance remplie de

51. Sur ce courant, constitué en 1969 au sein du PCI, voir chapitre 7 – *Andrea Colombo : Les principaux groupes*, p. 353 *sqq.*
52. La via Nazionale est une longue avenue qui descend de la gare Termini vers le centre de la ville (en particulier vers la piazza Venezia, en passant non loin du Quirinal), et abrite le siège de la Banque d'Italie. Elle fait partie des parcours « classiques » des manifestations. Le Quirinal est le Palais de la Présidence de la République. La piazza Venezia abritait jusqu'en 1972 le siège de la Confindustria. Sur la via del Gesù, toute proche, se trouvait le siège de la DC.
53. En italien « i conigli » : les lâches, les poules mouillées.

mesure de la pression, du chantage exercé par l'entreprise sur chaque individu, avec son sempiternel mélange de menaces et d'incitations. Il s'agissait de déployer sur le terrain une autorité égale et contraire à celle – atavique et intériorisée – du chef d'atelier. Il serait complètement stupide de croire que le piquet servait *uniquement* à convaincre et à distribuer des tracts ; c'est là un boniment tout juste bon pour les repentis[59]. C'était au contraire une institution de *pouvoir*, même si elle était informelle. Du pouvoir de « ces autres » : les ouvriers réfractaires au régime de l'usine. Et c'est comme tel qu'il était raconté – et même *respecté* – par les grands organes de presse. On le considérait pour le moins comme un élément incontournable du paysage urbain, on saisissait immédiatement sa logique et sa nécessité. L'aversion explicite pour la « main-d'œuvre » insubordonnée, n'empêchait pas de saisir la profonde légitimité de son recours à la force.

En 1969, rentrer par le portail de l'usine devient une chose impensable. Les « jaunes » cherchent des accès alternatifs : il y en a toujours qui essaient d'escalader le mur d'enceinte. La ronde ouvrière, qui n'est pas sans ressources, les déniche, les force à redescendre et les éloigne à grands coups de claques. À une certaine heure, alors qu'il fait encore sombre, la voiture d'un petit chef ou d'un employé apparaît sur l'avenue : le moteur tourne à plein régime, les phares sont allumés. Au piquet, tout le monde comprend de quoi – et souvent aussi de qui – il s'agit : les samouraïs de la productivité et de l'entrée-à-tout-prix sont des personnages bien connus[60]. On cherche aussitôt un obstacle à lui opposer : une poubelle, ou n'importe quoi. Le « jaune » à moteur met la gomme et fonce comme un bolide sur les hommes du piquet. Si on réussit à l'arrêter, sa voiture est démontée, son pare-brise rayé, sa carrosserie lacérée. Et Stakhanov n'en sort pas toujours indemne.

Si la grève a lieu pendant les heures de travail, c'est le cortège interne qui fait office de piquet. Les camarades encore hésitants l'attendent comme une garantie passagère, comme un *autre* gouvernement qui dicte sa loi pour quelques heures. Souvent, la fois d'après, les derniers (ceux qu'on avait poussés *de force* hors de l'atelier) seront les premiers (à entrer en grève). Le cortège œuvre à sa manière au recensement de la hiérarchie d'usine : il ramasse çà et là les contremaîtres, les contrôleurs de cadences, les réducteurs des temps de production et même, les jours fastes, un membre de la direction ; et puis il les place en tête et les fait défiler eux aussi. Bien sûr, les droits sacrés de la personne subissent quelques secousses – mais c'est bien peu de chose par rapport à ce que supportent les ouvriers à n'importe quel moment de la journée de travail.

Le tournant, longuement ruminé, se produit à Turin, en octobre 1980, avec la « marche des 40 000 ». Tous les médias interviewent le chef des chefs, Arisio[61]. Très vite, le discours porte sur les années de l'après-1969, la longue saison de violences, de violations des lois pénales, l'incivilité généralisée. La hiérarchie d'usine, qui n'est qu'au tout début de sa reconquête, ressemble à une association de vétérans du Vietnam : combien ils en ont vu, et combien encaissé. C'est aux chefs d'ateliers que l'on doit d'avoir fermement maintenu les idéaux de la libéral-démocratie dans le triangle très agité que formaient les usines de Mirafiori, Rivalta et Stura. Ils ont

payé de leur personne, ils n'ont jamais été assez protégés, ils ont souvent été conspués par ces mêmes médias qui à présent sont suspendus à leurs lèvres.

Le principal accusé, c'est le piquet : ce n'est plus la pointe de l'iceberg d'une communauté ouvrière, ce n'est plus le réseau des rapports politiques qui la constitue et l'innerve : ce n'est plus qu'un ramassis de malfrats. Pas un employé ambitieux, pas un dirigeant avide de réussite qui n'y aille de sa petite histoire : ils m'ont craché au visage, ils ont déchiré ma veste, ils m'ont humilié en m'entortillant dans un drapeau rouge, il y avait un cul-terreux[62] qui se penchait pour regarder mes jambes comme s'il me disait « attention à tes genoux…[63] ». Hommes politiques, faiseurs d'opinion, sociologues du travail parlent d'un « climat intolérable », qui appartient enfin au passé. Vous les avez couverts, disent-ils aux syndicats, sur un ton qui n'a rien d'amical : vous avez couvert les jeunes ouvriers du groupe Chen Po Ta qui, pendant l'occupation spontanée de Mirafiori en 1973, remontaient leurs foulards sur leur visage avant de commencer le « ratissage » des ateliers[64]. Non, s'évertuent à répondre les accusés, c'est grâce à nous que tant de violences ont été évitées, mais c'est vrai, il y a eu des excès.

Sait-on pourquoi les conflits dans les usines passent souvent pour de la micro-histoire, lorsque ce n'est pas simplement pour les stridulations d'un « monde à part[65] » ?

59. À partir de la fin des années 1970, dans les procès intentés aux participants aux mouvements de l'Autonomie, la figure du « repenti » (*pentito*) désigne un délateur qui monnaie des informations (réelles ou fictives) destinées à être utilisées par l'accusation contre des aménagements et des réductions de peine. Sur ce dispositif, introduit par la loi Cossiga du 6 février 1980, voir Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, *La révolution et l'État. Insurrections et « contre-insurrection » dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'état d'urgence*, Dagorno, 2000.

60. Le terme italien « soliti noti » est le renversement du titre du film de Mario Monicelli, *I soliti ignoti*, 1958 (« les habituels inconnus », sorti en France sous le titre *Le Pigeon*) qui raconte les aventures d'une bande de pieds-nickelés du vol, à Naples, dans les années de l'après-guerre : prolétaires, affamés, malchanceux et généreux. L'inversion en « soliti noti » (les « habituels bien connus ») suggère du même coup l'inversion de ces qualités : bourgeois, repus, chanceux et égoïstes.

61. Luigi Arisio était le responsable de la coordination des contremaîtres et des cadres de la FIAT, réunie le 14 octobre à Turin pour lancer la « marche des 40 000 ».

62. Le terme italien *terrone* est une manière raciste de désigner, au Nord de l'Italie, les Italiens immigrés du Sud.

63. Allusion à la *gambizzazione* (jambisation) qui consiste à tirer dans les jambes ou les genoux d'« ennemis de classe » pour leur faire payer leurs méfaits, les terroriser, les marquer d'une invalidité permanente.

64. La *spazzolata* (le coup de balai) désigne le passage au crible de tous les ateliers et bureaux de l'usine, en général effectué par le cortège interne, afin de dénicher les « jaunes » et d'imposer la cessation du travail. Sur l'occupation de 1973, voir chapitre 8 – *L'occupation de Mirafiori et l'autonomie comme projet politique*, p. 408 *sqq.*

65. Allusion probable au film *A World Apart*, de Chris Menges (1988) qui a pour toile de fond l'*apartheid* en Afrique du Sud dans les années 1960.

sandwiches et de boissons. Les manifestants la repèrent et l'interceptent : que les « jaunes » restent à jeun et méditent sur leurs péchés ! Le siège censé les affamer se poursuit jusqu'à 18h, mais 200 policiers entrent finalement dans l'usine et libèrent les malheureux.

Les 12 et 13 novembre, à Mirafiori et Rivalta, de violents cortèges se succèdent, contre les employés. Le 14, le service de presse de la FIAT fait savoir que l'entreprise a porté plainte contre 50 ouvriers, et que 200 autres sont suspendus. Le 27, un cortège de masse défile dans le secteur des Carrosseries de Mirafiori en appelant à une grève illimitée, afin de bloquer totalement la production. Les 28 et 29 novembre, les Carrosseries continuent la grève « à outrance ». La majorité des délégués s'y opposent, et tentent, lors des assemblées internes, de convaincre les ouvriers de faire marche arrière. Mais à la réunion du Conseil d'usine, ce sont les mêmes délégués qui demandent qu'on durcisse les formes de lutte. Bel exemple des contradictions du délégué, cette « conscience malheureuse[54] » tiraillée entre différentes instances.

Le coup de force des ouvriers de la FIAT, que nous évoquons ici en accéléré, à la manière d'un film de Ridolini[55], est une fois de plus décisif. Le compte à rebours a commencé. Le 7 décembre, l'accord pour le renouvellement du Contrat des travailleurs de la chimie est conclu : 40 heures de travail hebdomadaire, trois semaines de vacances, des augmentations globales de 19 000 lires par mois. Le 10 décembre, c'est au tour des entreprises publiques de la métallurgie : 40 heures de travail, une augmentation de 65 lires de l'heure pour toutes les catégories de travailleurs, la parité statutaire entre les ouvriers et les employés, le droit d'assemblée en usine pendant le temps de travail à hauteur de 10 heures rétribuées.

Reste le cas des métallos du privé, les « enfants terribles » de l'Avocat. Le 12 décembre à Milan, leur marche vers le contrat est brutalement interrompue par les larmes et le sang du massacre de la piazza Fontana. Les syndicats, après avoir suspendu les grèves en signe de deuil, ont assez de sang froid pour tenir dur et reprendre la mobilisation : il s'agit de faire pression jusqu'au bout sur les négociations qui sont en cours à Rome. Finalement, le 21 décembre, le contrat est signé, les acquis sont les mêmes que ceux des métallos du public.

Tout est fini. Angelo Costa est réduit au silence. L'Italie est un pays qui a perdu l'envie de travailler sous la botte du patron. Le travail ne rend pas libre.

Paolo Virno : Le piquet revu et corrigé

L'histoire passée est un butin de guerre : elle fait l'objet de razzias et d'appropriations permanentes – et cela est tout particulièrement vrai pour les luttes en usine. Ce que le sens commun considère comme juste et raisonnable lorsque les grèves sont au maximum de leur puissance, est qualifié de délire ou d'abus dès lors que les indices de productivité recommencent à grimper. Comme dans les mauvaises *ghost stories*, la jeune fille amoureuse ne tarde pas à se transformer en un spectre ricanant et sanguinaire. Lorsqu'il s'agit d'ouvriers, le révisionnisme historiographique a des temps de réaction très brefs : il opère avec l'agilité d'une *task force* et

l'absence de scrupules d'un courtier en Bourse. Il enregistre minutieusement la moindre transformation des rapports de force matériels. Il est toujours prêt à réclamer la libération des cadavres qui s'entassent dans les placards.

Les montagnes russes qui président à l'évaluation historique des « conflits industriels » constituent le modèle clair et sans ambiguïté, de toutes les autres réécritures du passé. Elles en sont le prototype secret. Qu'on pense seulement à l'an de grâce 1969, Automne chaud et compagnie. Ce caillou, l'autruche historiographique a dû le garder longtemps sur l'estomac avant de parvenir à le digérer[56]. Pendant plus de dix ans, jusqu'aux 35 jours de la FIAT, en 1980[57]. Pour ce qui concerne le 68 étudiant, les choses ont été plus simples : une ligne de démarcation a très vite été tracée pour séparer l'Eden festif des assemblées spontanées et les terres amères des sectes extrémistes – et c'est cette lecture qui a prévalu au moment du vingtième anniversaire de 68. Alors que, si l'on y regarde bien, les « méchants » qui sont censés avoir troublé l'innocence des premières occupations d'université, sont justement les étudiants, les militants et les groupes qui ont conflué dans la contestation ouvrière de 69 et qui en ont renforcé la radicalité extrasyndicale. Quand il s'agit de trouver la ligne de partage des eaux, on en revient toujours à 1969 – et on mérite alors la sourcilleuse attention de l'historiographie *prêt-à-porter**.

Le piquet en est un excellent révélateur. En 1969, ce n'était pas un dîner de gala[58] – ni même un en-cas chez McDonald's. Sa violence *évidente* était à l'exacte

54. « *La conscience malheureuse* est la conscience de soi-même comme essence divisée et seulement encore empêtrée dans la contradiction », Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*, chapitre IV.

55. Ridolini est le nom italien de Larry Semon, une gloire comique du cinéma muet américain des années 1920 (en français : Zigoto).

56. L'autruche, connue pour ses facultés digestives hors-pair, est aussi l'emblème de la grande maison d'édition turinoise Einaudi.

57. En 1980, la FIAT connaît cinq mois de contestation ouvrière virulente après l'annonce de restructurations massives (sa direction a notamment déclaré qu'il y avait 24 000 ouvriers « en trop », dont 14 000 devaient être licenciés). Les « 35 jours » désignent le summum de la tension et de la radicalisation des luttes – non seulement dans l'établissement mais dans toute la ville de Turin. En octobre, les « cols blancs » de la FIAT, les chefs et sous-chefs d'ateliers se réunissent et décident d'une contre-offensive. Une manifestation est organisée, avec l'appui de la direction. Passée à l'histoire comme « marche des 40 000 », elle est généralement considérée comme marquant la fin du cycle de luttes inauguré en 1969. Voir au chapitre 12, le texte de Paolo Virno, *Do you remember counterrevolution ?*, p. 595 *sqq.*

58. « La révolution n'est pas un dîner de gala ; elle ne se fait pas comme une œuvre littéraire, un dessin ou une broderie ; elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse, ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme. La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre », Mao Tsé-toung, *Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan*, 1927, repris dans *Le petit Livre rouge*, 1966.

Et pourtant, si l'on tient compte du brusque changement de point de vue qui détermine la lecture de ces conflits, on apprend quelque chose. On comprend par exemple la logique qui inspire les grandes réécritures de l'histoire. Et on s'en étonne sans doute moins, et on ne s'en indigne plus au nom de l'« objectivité », mais pour d'exquises *raisons partisanes*. Celles du parti du piquet.

La stratégie de la tension

Dès les premiers mois de 1969, l'insubordination ouvrière et étudiante gagne l'ensemble de la péninsule. Particulièrement généralisée et incontrôlable dans les régions du Centre-Nord, elle connaît des répliques jusque dans le Sud du pays – même si elles ont leurs logiques propres et qu'elles expriment des besoins spécifiques. Depuis 1968, les interventions policières sont devenues fréquentes et brutales, avec la bénédiction du gouvernement et de la presse. Quant à la magistrature, elle a presque toujours légitimé les agissements policiers : en un peu plus d'un an et demi (d'octobre 1966 à juin 1968), près de 10 000 ouvriers, étudiants et paysans sont condamnés (ou en instance de l'être) pour activisme syndical ou étudiant.

« La police semble s'agiter dans tous les sens, de manière indiscriminée. En juin 1968, elle agresse les participants au Festival de cinéma de Pesaro : vingt personnes sont interpellées et plus de trois cents sont inculpées. Le même jour à Lanciano (Abruzzes), elle attaque les ouvriers en grève. Le 10 juillet à Palerme, elle charge les habitants de Belice, victimes d'un tremblement de terre, lors un rassemblement devant le siège de la Région. Un officier donne l'ordre de charger au cri de "on va leur défoncer la gueule à ces charognes". Des hommes, des femmes et des enfants sont tabassés avec une violence extrême. Le 2 décembre 1968 à Avola, la police tire sur les paysans, faisant deux morts et de nombreux blessés. » Le 9 avril 1969, la police tire à Battipaglia : des manifestations de protestation sont organisées dans toute l'Italie, qui donnent lieu à des affrontements violents et prolongés. Sur le plan « technique », la police perfectionne également son attirail répressif : c'est à Battipaglia qu'apparaissent pour la première fois les boucliers transparents (également appelés « boucliers romains »). Le président Saragat évoque indirectement ces événements lors d'un congrès conservateur à Florence, en lançant un « message » où il condamne « l'illusion de la violence » et déclare que « chaque pas sur le chemin du progrès s'accomplit au prix du travail, de l'effort, de la douleur ».

La presse de régime fait immédiatement écho au message présidentiel, qu'elle reçoit comme « un signal clair contre toutes les forces de contestations nazi-maoïstes et contre l'inquiétante "collusion des extrêmes"[66] ». La thématique des « extrêmes qui se rejoignent » devient le durable cheval de bataille de la Démocratie chrétienne, tandis que les socialistes qui participent au gouvernement, font la démonstration de leur complète subordination (pour ne pas parler de complicité) face à cette offensive réactionnaire.

« C'est dans ce climat que, le 25 avril (anniversaire historique de la Résistance), deux bombes explosent à Milan, l'une à la gare Centrale, et l'autre, qui fait vingt

blessés, au stand FIAT de la *Fiera*. Le 12 mai, trois charges explosent, deux à Rome et une à Turin. Peu de temps après, toujours à Turin, une manifestation d'ouvriers-étudiants contre la cherté des loyers dégénère en une violente bataille de rue entre manifestants et policiers, qui dure jusque tard dans la nuit. Bilan: 70 blessés, 29 arrestations et 165 inculpations. En juillet, la revue *Panorama* laisse filtrer dans un article des rumeurs de coup d'État d'extrême-droite. Des groupes et des associations néofascistes lancent un appel à la mobilisation, le PCI place ses sections en état de vigilance. Le 24 juillet, un engin explosif identique à ceux qui ont été retrouvés au mois de mai à Turin et à Rome est découvert intact au palais de justice de Milan. Dans la nuit du 8 au 9 août, huit bombes placées dans des trains (deux autres engins n'exploseront pas) provoquent des dégâts considérables et font plusieurs blessés[67]. »

Depuis ce mystérieux épisode des bombes à la Rinascente, que nous avons déjà évoqué, le pouvoir a engagé un tournant stratégique. La ligne générale consiste bien sûr dans un usage toujours plus massif et plus violent des forces de police, mais il y a des nouveautés notables: l'instrumentalisation délibérée des groupes néofascistes, l'intervention des « corps spéciaux séparés » de l'État (services secrets, etc.), l'application massive par la magistrature de la législation fasciste (le code Rocco, jamais aboli) contre la liberté d'expression et d'association (des militants et des dirigeants de Lotta continua, de Potere operaio, des marxistes-léninistes sont inculpés) et le recours aux attentats dont on fera retomber la responsabilité sur des militants de gauche pour créer un climat de tension et réprimer toute forme de lutte et ou de conflit.

L'épisode des bombes à la *Fiera* illustre parfaitement ce programme. La « piste » anarchiste, avancée presque un an plus tôt à propos des bombes à la Rinascente, acquiert alors une légitimité judiciaire. Les anarchistes Braschi, Faccioli, Della Savia, Pulsinelli, Norscia et Mazzanti sont immédiatement accusés, et des dizaines d'autres camarades, parmi lesquels Pietro Valpreda[68], sont interrogés et perquisitionnés.

Les enquêtes sur l'attentat sont menées à la préfecture de Milan par Calabresi et Panessa, Pagnozzi et Mucilli sous l'autorité du Préfet Guida[69]. Dans les rapports

66. Domenico Tarantini, *La maniera forte*, Bertani, 1975.
67. *Ibidem*. Sur les militants fascistes Giovanni Ventura et Giorgio Freda, reconnus coupables de cet attentat en 1987, voir chapitre 8, note 92, p. 437.
68. Pietro Valpreda est un militant du « Cercle anarchiste du 22 mars ». Il sera accusé de l'attentat de la piazza Fontana en décembre 1969 et restera en prison jusqu'en 1972 avant d'être acquitté avec d'autres accusés en 1981, pour insuffisance de preuves. Voir à ce sujet *La Piste rouge – Italia 1972*, 10/18, 1972.
69. Le préfet Guida, ancien directeur de la prison de Ventotene où étaient isolés les prisonniers politiques pendant le régime de Mussolini, réapparaît sous la qualification de « fasciste » dans un couplet de la chanson *La ballade de Pinelli* retranscrite à la fin de ce chapitre, p. 331. Le 16 décembre 1969, au moment de l'arrestation de Valpreda pour l'attentat de la piazza Fontana, il recevra les compliments officiels du Président Saragat pour « la capture du monstre », selon le titre du *Corriere della Sera*. Sur Calabresi, voir dans ce chapitre – *L'État massacre*, p. 325 *sqq*.

confidentiels, les anarchistes incriminés sont désignés sans équivoque comme des « dynamiteurs notoires », sans qu'aucun élément ne vienne appuyer ces allégations. Pour les policiers du bureau politique de la Préfecture, l'équation anarchiste égale poseur de bombes est un fait historiquement avéré, une détermination quasi génétique qui ne nécessite pas de preuve. On leur attribue presque tous les attentats survenus au cours des mois précédents, en faisant d'eux des sortes de VRP de la dynamite. Un télégramme envoyé à titre informatif à la préfecture de Livourne (le lieu de naissance de Paolo Braschi) et à celle de Pise, au sujet de Braschi, Faccioli et Della Savia, est en ce sens assez éclairant : « [...] a été rapporté que Braschi Paolo est actif dynamiteur que sur ordre de la précitée Vincileone Eliane se déplace dans différentes villes italiennes pour perpétrer attentats terroristes et que ledit est auteur attentat contre le ci-devant palais de justice décembre année dernière – *stop* – ledit individu accompagné de Facciolo Paolo né à Bolzano a déjà perpétré attentat terroriste cette ville et est étudiant universitaire à Pise – *stop* – veuillez procéder d'office arrestation et perquisition sur personne de Braschi Paolo et éventuellement sur personne de Faccioli Paolo en référant résultat cet office – *stop* – veuillez *idem* demander audit Braschi s'il connaît actuel domicile de Della Savia Angelo Pietro désigné également comme dynamiteur et ami susnommés[70] ». « Dynamiteur » notoire, désigné, identifié ! Par qui ? Pourquoi ? Personne ne le dira jamais !

Le procès de la *Fiera* va traîner en longueur, et c'est à ce moment que commence à émerger une nouvelle figure d'avocat qui se range délibérément aux côtés de l'accusé politique : c'est en 1969 qu'apparaît l'avocat-camarade, ou le camarade-avocat. Naturellement, on finira par s'apercevoir que les anarchistes inculpés sont tout à fait étrangers à l'affaire, mais cette opération politico-judiciaire ajoutera une pierre à l'édifice de la stratégie de la tension. En dépit de toutes ces manœuvres, les luttes ouvrières et étudiantes ne faiblissent pas.

Les 26 et 27 juillet, les rencontres nationales des assemblées et comités de base ont lieu au Palais des sports de Turin. C'était la première fois qu'on tentait de donner un cadre unitaire aux différents processus d'auto-organisation qui s'étaient développés au cours de l'année passée. Mais ces rencontres se soldent par un échec. L'assemblée ne parvient pas à effacer les lourdes divergences entre les différentes options tactiques et organisationnelles dont l'aggravation rapide va conduire, au début de l'automne, les groupes Lotta continua et Potere operaio à se séparer complètement, avec chacun leur local et chacun leur journal.

Début septembre, c'est encore Turin qui donne le signal que l'automne a commencé et que les hostilités sont ouvertes. Les ouvriers des ateliers les plus combatifs, en particulier le 54, reprennent les grèves tournantes avec des objectifs spécifiques à chaque atelier. Pour toute réponse, Agnelli fait mettre au chômage technique, sans salaire, plusieurs milliers d'ouvriers des autres ateliers, au prétexte que le cycle de travail est interrompu. Ces suspensions déclenchent un premier bras de fer. Quelques jours plus tard, les luttes sur les contrats débutent. La situation générale est très tendue, des incidents éclatent un peu partout. Le 19 octobre,

les habitants des bidonvilles de la via Latina à Rome incendient leurs propres baraques en signe de protestation. Le 27 octobre, des affrontements à Pise font un mort et 125 blessés.

Au cours de l'automne, la dynamique de fond des mouvements pour la généralisation du conflit repose sur la combinaison (et parfois sur l'opposition) de deux logiques différentes : la logique syndicale d'une part et la logique révolutionnaire de l'autre.

Le syndicat tâche de réduire l'influence des avant-gardes ouvrières des grandes usines du Nord en organisant de grandes manifestations (ils sont 50 000 aux arènes de Milan[71]), mais aussi en isolant toutes les tentatives de radicalisation du mouvement, par exemple le 10 octobre, lorsque les groupes ouvriers de Lotta continua réussissent brièvement à occuper l'atelier des Carrosseries de Mirafiori[72].

Grèves, piquets et blocage des marchandises se succèdent tout au long des mois d'octobre et de novembre. Les forces politiques, la police, la magistrature sont complètement impuissantes devant un tel processus d'auto-organisation de masse. Ville après ville, quartier par quartier, les ouvriers sont en train de mettre en place les bases structurelles et culturelles d'un vaste réseau de pouvoir, qui continuera à fonctionner une bonne partie de la décennie suivante et, va transformer en profondeur la société italienne.

Le climat politique est bouillant, les rues sont perpétuellement envahies par des dizaines de milliers d'ouvriers et d'étudiants en lutte. Les syndicats commencent à intégrer – y compris pour des raisons tactiques – une partie importante des revendications ouvrières, et les milieux gouvernementaux tentent de redonner un cadre légal au conflit en proposant un accord sur le « Statut des travailleurs ». Indépendamment de la manœuvre politique, il s'agira d'une des plus importantes conquêtes ouvrières à l'échelle européenne[73].

Il est donc clair que, même du point de vue du gouvernement, des marges de contradiction subsistent entre l'option autoritaire et la tendance réformiste. Mais le patronat italien et les appareils de pouvoir s'avèrent incapables de faire face à cette « poussée ouvrière et populaire », et recourent en permanence à des manœu-

70. Giuliano Spazzali, *La zecca e il garbuglio*, Machina Libri, 1981.
71. Le 15 octobre 1969, au début des négociations contractuelles et suite à un avis de grève générale de 4 heures déposé par la CGIL, la CISL et l'UIL, une manifestation contre la vie chère se termine en *meeting* aux Arènes de Milan en présence des principaux responsables syndicaux.
72. Ce 10 octobre, jour de la grève nationale sur les contrats qui réunit plus de 250 000 ouvriers à Turin, l'immeuble de la direction de la FIAT est encerclé et pris d'assaut.
73. Le « Statut des travailleurs » (*Statuto dei lavoratori*) est une loi constitutionnelle du 20 mai 1970, qui reste une des principales normes du droit du travail en Italie. Elle introduit d'importantes améliorations des conditions de travail, mais aussi la « liberté d'opinion » des travailleurs et la représentation syndicale. Les occupations, les piquets et les assemblées sur le lieu de travail ne sont plus considérés comme des délits.

vres d'intimidation. En l'espace de trois mois, plus de 13 000 personnes sont traînées devant les tribunaux : des ouvriers agricoles, des manœuvres, des étudiants, des employés communaux, des agents de police municipaux... « Un immense filet répressif s'abat sur l'ensemble du pays. Soutenu par la presse et la télévision, il prend dans ses mailles hommes et femmes, jeunes et vieux, travailleurs et syndicalistes, retraités et sous-prolétaires[74] ». Le « climat de chasse au rouge » rassemble les appareils de gouvernement, les médias de masse et de larges franges de la bourgeoisie. L'hebdomadaire *Epoca*, qui avait déjà soutenu la tentative de coup d'État de 1963[75], affiche une couverture tricolore et un titre choc : *Ce qui peut arriver en Italie*. Le 19 novembre, grève générale pour le logement : de violents affrontements éclatent à Milan. La police charge violemment et sans raison les manifestants qui sortent d'un *meeting* au Théâtre Lyrique. L'agent Annarumma est tué lors d'un accrochage avec une autre camionnette de police, comme l'attestent clairement photos et témoignages. On continue néanmoins à rejeter la responsabilité de sa mort sur les manifestants. On donne le nom d'Annarumma à la caserne de la piazza San Ambrogio, tandis que le président Saragat affirme dans un communiqué : « L'assassinat barbare d'Antonio Annarumma, le jeune policier de vingt-deux ans tué à Milan alors qu'il faisait son devoir de défenseur de la loi démocratique [...], blesse la conscience de tous les Italiens [...]. Ce crime odieux doit rappeler à chacun qu'il est nécessaire d'isoler et de mettre hors d'état de nuire les délinquants dont le seul objectif est la destruction de la vie. »

Les luttes sur les contrats, qui touchent désormais toutes les usines, dominent l'ensemble des débats. Mais les avant-gardes ouvrières commencent à voir la question des contrats comme un frein à la progression des luttes autonomes d'usine en usine. Ils jugent nécessaire d'en finir rapidement pour éviter l'essoufflement. Un tract signé Lotta continua et diffusé à Turin le 28 novembre affirme : « Les ouvriers veulent en finir avec cette lutte sur les contrats, qui n'a que trop duré, qui a été l'objet de trop de manœuvres [...]. Le syndicat est complètement dépassé. *Assez avec les contrats*, voilà le mot d'ordre des ouvriers. »

Cela n'empêcha pas les groupes révolutionnaires, les premiers contrats signés, de se montrer critiques. Lorsqu'un accord est conclu dans le bâtiment, Potere operaio distribue un long tract intitulé : *Voilà la première arnaque*. Les avant-gardes révolutionnaires déconsidéraient *a priori*, et en toute cohérence, l'institution contractuelle. Toute avancée sur la condition ouvrière dans les usines passait pour une escroquerie : de toute façon, ça n'était pas suffisant. On ne s'attaquait pas à la racine du problème : liquider l'esclavage salarié, l'échange de la vie contre de l'argent.

Cette radicalité ne se démentit jamais au cours du conflit. Elle pénétra le tissu de la culture ouvrière, elle la détourna du progressisme industrialiste, de l'éthique socialiste du travail, de la soumission culturelle au destin de la civilisation occidentale. Lors de cet automne « tropical », les ouvriers devinrent un tantinet sauvages : telle fut la révolution culturelle du moment. L'utilité du travail, sa nécessité historique furent enfin mises en doute. Les ouvriers commencèrent à se sentir *différents* au regard de l'histoire de la civilisation blanche occidentale.

C'est également au cours de cet automne que les groupes révolutionnaires se transformèrent, ou plutôt, redéfinirent leur identité. Lotta continua et Potere operaio se séparèrent définitivement en deux organisations distinctes avec chacune son journal. À Turin, les deux organisations coexistaient encore de manière féconde, entre polémique et recherche commune. Mais ailleurs, le paysage était très morcelé : à Rome, à Padoue et à Florence, la totalité ou presque du mouvement étudiant avait rejoint Potere operaio. En revanche, Lotta continua était majoritaire à Trente, à Pise et à Pavie, et renforçait ses positions dans de nombreuses usines milanaises.

Le paysage milanais était sans doute le plus complexe. Malgré le poids politique très important de la classe ouvrière industrielle, la voix des avant-gardes ouvrières de Pirelli, de Sit-Siemens, d'Alfa Romeo, n'a jamais vraiment réussi à pénétrer un Mouvement étudiant retranché dans la citadelle de la Statale et embourbé dans des logiques sectaires et des disputes dogmatiques.

Si la bourgeoisie démocratique milanaise a vécu intensément les événements de 1968 et de l'automne ouvrier (comme le montrent les transformations du monde du journalisme à Milan dans les années 1970), elle ne sut pourtant jamais avancer ni une proposition ni forger une culture qui lui soit propre. Elle est restée à la remorque d'un processus qui l'a transformée sans qu'elle sache le transformer en retour.

L'État massacre

Nous sommes le 12 décembre 1969, à Milan. Sur la piazza Fontana, comme c'est l'usage en début d'après-midi, les agriculteurs de la plaine du Pô et des provinces voisines négocient leurs marchandises. Sur la place également, l'antique Banque de l'agriculture reste ouverte tout l'après-midi. À 16h37 précises, une bombe de forte puissance explose dans le hall de la banque, faisant seize morts et quatre-vingts blessés. Au même moment, d'autres bombes explosent à Rome : la première à 16h55 à la Banque nationale du travail fait seize blessés dont deux très graves, la seconde à 17h21 sous les drapeaux de l'Autel de la Patrie[76], la troisième à 17h30 non loin de l'entrée du Musée du Risorgimento. Entre-temps,

74. Domenico Tarantini, *La maniera forte, op. cit.*

75. Il s'agit du « plan Solo » déjà évoqué au chapitre 3, note 2, p. 135. L'hebdomadaire *Epoca*, édité par Mondadori, s'était imposé dans le paysage médiatique italien des années 1950 parmi les grands magazines illustrés. Il a bâti son succès avec des reportages sur les personnalités des trente glorieuses et des faits divers, notamment sous la direction du journaliste Enzo Biagi. Celui-ci dut quitter la direction du journal suite aux vives réactions suscitées par un article sur les émeutes de juillet 1960 qui se dispensait de mentionner les 10 morts à Reggio Emilia dus à la répression policière du gouvernement Tambroni.

76. L'Autel de la Patrie abrite la dépouille du soldat inconnu. Il se trouve dans le monument à Vittorio Emanuele II érigé à Rome sur la piazza Venezia à la fin du XIXe siècle afin de célébrer l'Unité italienne.

une dernière bombe est retrouvée intacte, piazza della Scala, par un employé de la Banque commerciale de Milan.

L'émotion est immense : dans les organisations de la gauche révolutionnaire, dans les usines et plus largement dans l'opinion publique. La sensation qui prédomine, c'est qu'on se trouve face à un tournant dont l'issue est imprévisible. Les premières analyses sont confuses et paralysantes, et Saragat souffle sur les braises en déclarant : « L'attentat de Milan n'est que l'un des maillons d'une chaîne tragique d'actes terroristes, qu'il nous faut briser à n'importe quel prix pour préserver la vie et la liberté de nos concitoyens. » Les observateurs étrangers sont d'un avis bien différent et dès le mois de janvier, certains écriront : « Le parti du Président italien Saragat, tout comme les industriels, s'est laissé emporter par la panique devant la perspective d'une classe ouvrière unie. C'est à ce moment qu'ont explosé les bombes de Milan, qui semblent bien être un acte politique, l'expression d'une peur vis-à-vis d'une société qui est en train de se renouveler naturellement. »

En Italie aussi, certaines intelligences minoritaires comprennent immédiatement qu'une manœuvre de l'État est en cours pour enrayer les luttes. Il faudra quelques mois à la gauche révolutionnaire pour identifier les bombes de la piazza Fontana à un « massacre d'État », et initier la mémorable bataille de la « contre-information ». Pourtant, dès le 19 décembre 1969, un tract signé « Les amis de l'INTERNATIONALE (situationniste) » était placardé sur les murs de Milan. Son titre, *Le Reichstag brûle-t-il?* renvoyait explicitement à l'épisode de l'incendie – très opportun lui aussi – du parlement allemand, qui avait participé de l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933[77]. Ce texte fait preuve d'une lucidité surprenante, et pourtant rares sont ceux qui, au début, en prendront acte. Voici ce qu'écrivent les situationnistes[78] :

Camarades,
le mouvement réel du prolétariat révolutionnaire italien est en train de le conduire vers le point qui rend impossible – pour lui et pour ses ennemis – tout retour en arrière. Tandis que tombent l'une après l'autre toutes les illusions sur l'éventualité d'un retour à la « normalité » de la situation antérieure, la nécessité mûrit pour les deux parties de risquer son présent pour gagner son futur.

Face à la montée du mouvement révolutionnaire, malgré l'action méthodique de récupération des syndicats et des bureaucrates de la vieille et de la nouvelle « gauche », il est devenu fatal pour le Pouvoir de ressortir une fois encore la vieille comédie de l'ordre, en jouant cette fois la fausse carte du terrorisme, pour tenter de conjurer la situation qui l'obligerait à découvrir tout son jeu face à la clarté de la révolution.

Les attentats anarchistes de 1921, les actes désespérés de ceux qui ont survécu à l'échec du mouvement révolutionnaire de cette époque, fournissent un prétexte commode pour instaurer, avec le fascisme, l'état de siège sur toute la société.

Forte, dans son impuissance, de la leçon du passé, la bourgeoisie italienne de 1969 n'a pas besoin de vivre la grande peur du mouvement révolutionnaire, ni

d'attendre la force qui ne peut lui venir que de la défaite de celui-ci pour se libérer de ses illusions démocratiques. Aujourd'hui, elle n'a plus besoin des erreurs des vieux anarchistes pour trouver un prétexte à la réalisation politique de sa réalité totalitaire : ce prétexte, elle cherche à se le fabriquer toute seule en impliquant les nouveaux anarchistes dans un scénario policier, ou en manipulant les plus naïfs d'entre eux par une provocation grossière. Les anarchistes, en effet, offrent les meilleures garanties aux exigences du pouvoir : image séparée et idéologique du mouvement réel, leur « extrémisme » spectaculaire permet d'atteindre à travers eux l'extrémisme réel du mouvement.

LA BOMBE DE MILAN A EXPLOSÉ CONTRE LE PROLÉTARIAT

Destinée à blesser les catégories les moins radicalisées pour les rallier au pouvoir, et à resserrer les rangs de la bourgeoisie pour la « chasse aux sorcières » : ce n'est pas un hasard s'il y a eu massacre parmi les agriculteurs (Banque nationale de l'agriculture) et si les bourgeois, en revanche, en ont été quittes pour la peur (Banque du commerce). Les résultats, directs et indirects, des attentats sont leur but même.

Dans le passé, l'acte terroriste – comme manifestation primitive et infantile de la violence révolutionnaire dans des situations arriérées, ou violence perdue sur le terrain des révolutions manquées – n'a jamais été qu'un acte de refus partiel et, pour cette raison, vaincu d'avance : la négation de la politique sur le terrain de la politique même. Au contraire, dans la situation actuelle, face à la montée d'une nouvelle période révolutionnaire, c'est précisément le pouvoir qui, en tendant à sa propre affirmation totalitaire, exprime de façon spectaculaire sa propre négation terroriste.

À une époque qui voit renaître le mouvement qui supprime tout pouvoir séparé des individus, le pouvoir lui-même est forcé de redécouvrir, jusque dans sa *praxis* consciente, que tout ce qu'il ne tue pas l'affaiblit. Mais la bourgeoisie italienne est la plus misérable d'Europe. Incapable aujourd'hui d'exercer sa terreur active sur le prolétariat, il ne lui reste qu'à essayer de communiquer à la majorité de la population sa terreur passive : la peur du prolétariat. Impuissante et maladroite, elle tente par ce moyen de bloquer le développement du mouvement révolutionnaire, et de créer artificiellement pour un temps une force qu'elle ne possède pas, mais elle risque de perdre sur les deux terrains à la fois. C'est de cette façon que les fractions les plus

77. Les deux thèses qui s'opposent traditionnellement sur cette question, celle du Parti national-socialiste et celle du Parti communiste (reprise ici), se sont renvoyées la responsabilité d'une manipulation dans l'incendie du parlement allemand. Pour en finir avec ces deux fictions, on lira avec intérêt les écrits du chômeur conseilliste, ouvrier du bâtiment et incendiaire du Reichstag, Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag et autres écrits*, présentés par Yves Pagès et Charles Reeve, Verticales, 2003.

78. Ce texte est cité dans Sergio Ghilardi et Dario Varini, *Internazionale situazionista, op. cit.*

avancées du pouvoir (internes ou parallèles, gouvernementales ou d'opposition) ont dû se tromper. L'excès de faiblesse ramène la bourgeoisie italienne sur le terrain de l'excès policier, elle commence à comprendre que sa seule possibilité d'échapper à une agonie sans fin passe par le risque de la fin immédiate de son agonie.

Ainsi le Pouvoir doit-il abattre au plus tôt l'ultime carte politique qui le sépare de la guerre civile ou d'un coup d'État dont il est incapable : la double carte du faux « péril anarchiste » (pour la droite) et du faux « péril fasciste » (pour la gauche), aux seules fins de déguiser et de rendre possible son offensive contre le véritable danger – le prolétariat. De plus, l'acte par lequel la bourgeoisie tente aujourd'hui de conjurer la guerre civile est en réalité son premier acte de guerre civile contre le prolétariat. Pour le prolétariat, il ne s'agit donc plus de l'éviter ni de la commencer, mais de la gagner.

Et il a commencé à comprendre qu'il peut la gagner non pas par la violence partielle, mais par l'autogestion totale de la violence révolutionnaire et l'armement général des travailleurs organisés en conseils ouvriers. Il sait à présent qu'il doit repousser définitivement, par la révolution, l'idéologie de la violence comme la violence de l'idéologie.

Camarades, ne vous laissez pas arrêter ici : le pouvoir et ses alliés ont peur de tout perdre ; nous, nous ne devons pas avoir peur de nous-mêmes : « Nous n'avons à perdre que nos chaînes et tout un monde à gagner. »

Vive le pouvoir absolu des Conseils ouvriers !

On trouve dans ce tract des situationnistes beaucoup d'indications et d'intuitions politiques qui, pour partie du moins, intégreront au cours des mois suivants le patrimoine commun. Pour autant, et surtout dans les grandes villes, les positions se polarisent et des alliances se forment. Les partis officiels s'alignent pour leur grande majorité (avec quelques nuances) derrière le choix de la rigueur, au nom de l'ordre public et de la « défense des institutions » ; de même, de larges secteurs de la bourgeoisie, soutenus par la presse et la télévision, exigent « la manière forte ».

Mais au sein de cette même bourgeoisie, des minorités éclairées se rangent du côté de la gauche révolutionnaire, contre la répression et la falsification systématique des faits. C'est ainsi que naît une alliance qui durera plusieurs années entre « antagonistes dans des institutions et antagonistes hors des institutions ». De cette logique de coopération naît un *dissensus* dans le champ de la magistrature : la Magistrature démocratique jouera un rôle de premier ordre dans la critique et le renouvellement des catégories classiques du « droit bourgeois », et elle introduira en Italie les problématiques de la « criminologie critique[79] ». C'est l'époque où se multiplient les avocats-camarades, mais aussi où des minorités *démocratiques* commencent à apparaître parmi les journalistes, qui, avec la création du *Bulletin de Contre-information démocratique*, mèneront une honorable bataille contre l'hégémonie réactionnaire. Sorti en mai 1970, le *BCD* poursuivra ses activités pendant plusieurs années, et contribuera à rendre publiques les dérives des services de sécurité, les accointances entres les pouvoirs au plan international, les exactions policières, etc.

Le livre *L'État massacre*[80] est un autre produit de ces alliances informelles. Publié anonymement aux éditions Savelli, il se vendra à un million d'exemplaires et constituera la base d'une contre-enquête radicale, parallèle à celle de la magistrature. Les informations rassemblées dans le livre donnent lieu à une bataille collective pour défendre les accusés et s'opposer à la régression réactionnaire. C'est de là qu'est issue la problématique de l'« antifascisme militant[81] », mais aussi les organisations de défense des espaces d'action du mouvement.

On peut considérer l'expérience du Soccorso rosso comme une forme de synthèse de ce processus. Créé à l'initiative d'avocats, d'intellectuels, d'artistes (la participation de Dario Fo et Franca Rame sera très importante), de militants révolutionnaires, d'étudiants et d'ouvriers, le *SR* jouera un rôle décisif dans la première moitié des années 1970 tant en matière de défense pénale, que de soutien aux luttes de prisonniers ou sur des questions sociales plus larges. Il ne faut pourtant absolument pas confondre ou rabattre l'un sur l'autre les deux niveaux sur lesquels se joue cette réponse : le niveau démocratique et le niveau militant. Dans le premier cas, il s'agit d'une généreuse tentative exercée par des forces démocratiques pour défendre la supposée « légalité » de l'État bourgeois ; dans le second, il s'agit d'un choix politique précis contre l'occultation classiste qui sous-tend la structure de l'État de droit. Les camarades, avocats ou non, qui créent le Soccorso rosso ne font que prolonger dans leurs champs respectifs le choix politique du refus de la profession, du refus de la fonction technique – une problématique sur laquelle s'était déjà engagée la génération des *Quaderni rossi*. Et derrière ce choix du « refus de la fonction », on retrouve l'idée que le « savoir du capital » est une « science hostile à la classe », et la volonté de « mettre au jour » les racines de la domination et de l'exploitation[82]. C'est sur ces bases que naît l'aire de la contre-information en Italie.

79. La *Critical criminology*, ou *Radical criminology* marque l'influence des thèses de l'école de Chicago dans l'approche de la délinquance. En étudiant le phénomène de « la déviance », des chercheurs tels que Howard Becker (*Outsiders, Études de sociologie de la déviance* [1963], Métailié, 1985) ont montré le rôle des interactions, sociales, institutionnelles, qui produisent la délinquance, en s'attachant à rompre avec tout essentialisme pénal (le « criminel né ») et en soulignant au contraire le rôle des « institutions totales » (Prisons, Asiles, etc.) dans l'étiquetage de l'individu.
80. *L'État massacre* [1970], Champ libre, 1971.
81. Cette question sera abordée plus en détail par Sergio Bologna au chapitre 7 – *Le temps des groupes extraparlementaires*, p. 335 *sqq.*
82. « Nous qui cherchons, nous réclamons le droit d'être méprisés par les chercheurs professionnels. Au sein de la société capitaliste le travail de recherche et la science du point de vue ouvrier doivent revendiquer en pleine connaissance de cause l'honneur d'être isolés. Ce n'est que de la sorte qu'ils réussiront tranquillement à livrer, aux mouvement de la classe qui est la leur, la connaissance de la force offensive dont elle a besoin », Mario Tronti, *Ouvriers et Capital*, « Le mot d'ordre : la valeur travail », *op. cit.*

Le Comité national de lutte contre la répression et le massacre d'État, qui coordonne et rassemble la majeure partie des forces de la gauche extraparlementaire, sera le principal support de l'aire de la contre-information. Dans les jours qui suivent l'attentat de la piazza Fontana, la police s'engouffre tête baissée sur la « piste anarchiste ». Dès l'après-midi des faits, le local anarchiste de la via Scaldasole à Milan est perquisitionné[83]. Pino Pinelli, un cheminot anarchiste bien connu dans le mouvement, est immédiatement arrêté, puis ce sera le tour de Sergio Adau (qui plus tard se réfugiera en Suède pour se soustraire aux persécutions policières). Le grand artisan de cette provocation, le commissaire Calabresi, dira aux deux militants libertaires : « Je sais bien que vous n'avez rien à voir. Tout ça, c'est pour ce fou de Valpreda. » La police tient donc son coupable à peine deux heures après l'explosion des bombes, il s'appelle Pietro Valpreda.

Le 15 décembre, sur la foi du témoignage du fasciste Merlino (infiltré dans les milieux anarchistes), Pietro Valpreda est arrêté à Rome. Pendant ce temps à Milan, les « lourds interrogatoires » de Pino Pinelli se poursuivent. Surgit alors l'étrange figure du chauffeur de taxi Cornelio Rolandi, qui affirme avoir transporté le poseur de bombes et croit reconnaître Valpreda sur photographie. La presse se déchaîne, et donne toute la richesse de sa gamme expressive : « l'homme sauvage arrêté », « la fureur de la bête humaine », etc. Le 16 décembre à 00 h 04, en sortant de la salle de presse de la Préfecture de Milan, le chroniqueur de *L'Unità,* Aldo Palumbo, entend des bruits, puis l'impact d'une chute dans la cour intérieure du bâtiment. Le corps brisé, sans vie, de Pino Pinelli gît sur le sol, après un « vol » terrible depuis le quatrième étage.

L'histoire du « massacre d'État » est trop connue pour être résumée ici brièvement. Valpreda et de nombreux autres anarchistes innocents resteront en prison pendant des années, tandis que les commanditaires et les exécutants de l'« assassinat d'État » de Pino Pinelli resteront dans l'ombre. Valpreda et d'autres militants anarchistes seront libérés grâce à la force et à l'unité du mouvement, à l'issue d'une mémorable bataille démocratique et militante. Le commissaire Calabresi, jugé responsable de la mort de Pinelli par le mouvement, sera assassiné quelques années plus tard par des personnes non identifiées[84].

L'aire anarchiste et libertaire – la plus directement touchée par les manœuvres du « massacre d'État » – imprimera tout de suite une tonalité radicale à la bataille de la contre-information. Les désaccords seront donc fréquents avec ceux qui prétendent donner une orientation *démocratique* à ce conflit avec l'État. Les différentes versions de la *Ballade de Pinelli* qui circulent durant cette période en témoignent : celle de Lotta continua, quoique militante, est assez modérée ; celle de l'aire anarcho-situationniste est nettement plus radicale, et par certains aspects prophétique. Sur le disque vinyle de cette version, publiée par le Cercle Giuseppe Pinelli, on peut lire : « Cette chanson peut être librement reprise, reproduite ou adaptée par tous ceux qui ne sont pas des récupérateurs progressistes et des faux ennemis du système[85]. »

•

La Ballata del Pinelli
(paroles et musique du prolétariat)

Cette nuit-là à Milan il faisait chaud
ah quelle chaleur, quelle chaleur il faisait
Brigadier ouvre un peu la fenêtre
et d'un coup Pinelli est tombé.

« Commissaire, je vous l'ai déjà dit
je vous répète que je suis innocent
Anarchie ne veut pas dire bombes
mais égalité dans la liberté. »

« Assez d'histoires, suspect Pinelli
ton ami Valpreda a parlé
c'est lui l'auteur de cet attentat
et nous savons que tu es son complice. »

« Impossible – s'écrie Pinelli –
un camarade ne peut avoir fait cela
c'est chez les patrons qu'il faut chercher
ceux qui ont fait exploser ces bombes. »

« D'autres bombes seront posées
pour empêcher la lutte des classes
les patrons et les bureaucrates savent
que nous ne sommes plus disposés à négocier. »

« Maintenant ça suffit, suspect Pinelli
– Criait Calabresi, nerveux –

83. Il s'agit du Circolo anarchista Ponte della Ghisolfa dans le quartier ouvrier de Bovisa, et auquel participait Giuseppe (dit Pino) Pinelli.
84. Le commissaire Calabresi est assassiné à Milan en 1972. La justice a depuis attribué la responsabilité de cette action au groupe extraparlementaire Lotta continua. C'est dans ce contexte qu'Adriano Sofri, Giorgio Pietrostefani et Ovidio Bompressi furent condamnés en 1997 à 22 ans de prison, au terme du 7e procès concernant l'affaire. On peut lire à ce propos les livres de Carlo Ginzburg, *Le Juge et l'historien*, Verdier, 1991, et d'Adriano Sofri, *Les Ailes de plomb : Milan, 15 décembre 1969*, Verdier, 2010.
85. Sortie anonymement en 1970, *La Ballata del Pinelli* est en réalité l'œuvre du ténor lyrique, compositeur et militant anarchiste milanais Joe Fallisi. Sur la face B du 45 tours figurait *Il blues della squallida città*, récit de la sombre pérégrination de Joe dans les rues mortes de Milan, quadrillées par la police et le syndicat.

Lo Grano, ouvre un peu la fenêtre!
quatre étages, c'est dur à descendre. »

En décembre à Milan il faisait chaud
ah quelle chaleur, quelle chaleur il faisait
il a suffi d'ouvrir la fenêtre
une bourrade et Pinelli est tombé.

Quelques jours plus tard nous étions trois mille
trois mille à tes funérailles
et aucun de nous ne peut oublier
ce que, sur ton cercueil, il jura.

Ils t'ont tué en te brisant le cou
tu es tombé et tu étais déjà mort
Calabresi retourne à son bureau
Mais il n'est plus tranquille à présent.

Ils t'ont tué pour te faire taire
parce que tu avais compris leurs intrigues
à présent tu dors, tu ne peux plus parler
mais les camarades te vengeront.

Progressistes et récupérateurs
nous crachons sur tous vos discours
pour Valpreda, Pinelli et nous tous
il n'y a plus qu'une seule chose à faire.

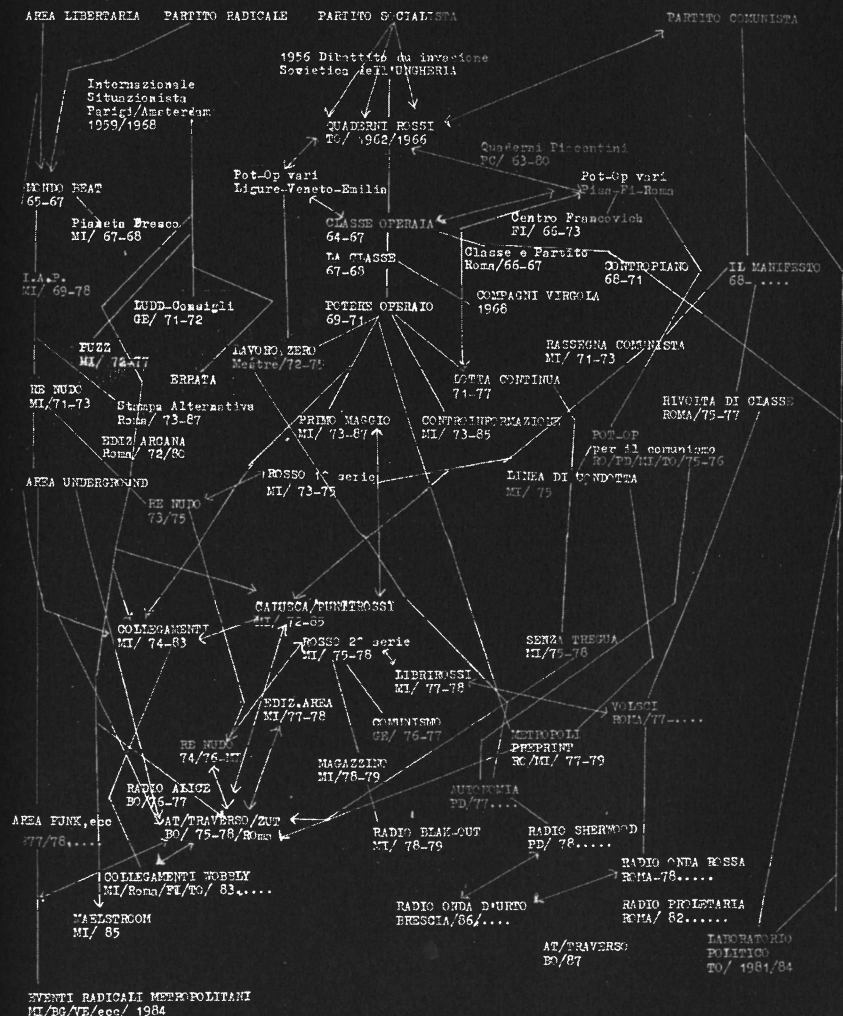
Les ouvriers dans les usines et au dehors
sont en train de signer votre condamnation
le pouvoir commence à trembler
la justice sera jugée.

Calabresi et Guida le fasciste
souvenez-vous que le temps dure longtemps
tôt ou tard quelque chose finit par arriver,
quelque chose qui nous rappellera Pinelli.

Ce soir-là à Milan il faisait chaud
ah quelle chaleur, quelle chaleur il faisait
Brigadier ouvre un peu la fenêtre
Et d'un coup Pinelli est tombé.

7

Les groupes extraparlementaires



« Principales lignes de la naissance et du développement de l'aire extrasystémique de l'Autonomie de classe » (dans *Ca' lusca, Scritti e interventi di Primo Moroni*, Calusca City lights - COX 18 BOOKS, 2001). La carte du ciel des groupes a été établie par Primo Moroni.

Le temps des groupes extraparlementaires

Pour traiter de la naissance et de l'évolution des organisations politiques de la gauche extraparlementaire, il faudrait se livrer à un travail d'enquête et d'analyse beaucoup plus approfondi qu'il n'est possible de le faire ici. Car les causes qui concourent à l'apparition des groupes extraparlementaires dans le paysage politique d'après 68 sont nombreuses, et les récits (auto)biographiques publiés à la fin des années 1970 par d'anciens leaders comme Viale, Bobbio ou Boato, ne permettent pas réellement d'y voir plus clair. En attendant que des témoignages de première main plus étayés ne voient le jour, on s'essaiera ici à dégager quelques éléments d'interprétation.

Une fois encore, il nous faut revenir en 1968, au moment où un nouveau sujet étudiant fait irruption au cœur du conflit social. Ouvriers, étudiants, salariés, intellectuels mènent une offensive de grande envergure pour établir de nouveaux pouvoirs et contre-pouvoirs au sein de la société. Ils s'opposent à un ordre institutionnel (partis historiques, industriels, institutions de l'État), décidément incapable de faire face aux problèmes soulevés par ce mouvement de masse. Naturellement, le contexte international joue dans ce conflit un rôle de premier plan. D'Ouest en Est, les peuples opprimés semblent mus par une irrépressible et perpétuelle révolte. Les grands appareils militaires impérialistes essuient de mémorables défaites politiques et militaires, que leur infligent avec une force et une détermination toutes révolutionnaires de petites Nations et de petits peuples tout juste sortis des profondeurs de l'histoire.

L'imaginaire à portée de main, « oser lutter, oser vaincre », dans un contexte de crise généralisée du système capitaliste, tout cela ne pouvait qu'échauffer les esprits et favoriser de rapides processus d'idéologisation, en particulier dans les rangs des avant-gardes étudiantes. Du reste, dès la fin du mouvement de 68, la grande poussée antiautoritaire et contestataire des mouvements étudiants semble s'essouffler, presque se replier sur elle-même, tandis que l'unité tant plébiscitée entre étudiants et ouvriers ne se réalise que partiellement, par des voies souterraines qui le plus souvent échappent au champ universitaire – on pense en particulier aux luttes des étudiants-travailleurs et des techniciens.

Ni les avant-gardes universitaires ni les intellectuels de la mouvance opéraïste n'étaient parvenus à donner une interprétation convaincante (à supposer que cela fût possible) de ce qu'était réellement le mouvement étudiant. Dans le meilleur des cas, on y avait vu « le détonateur de la lutte ouvrière » ou, pour paraphraser Régis Debray, le *petit moteur étudiant* capable d'entraîner le *grand moteur de la*

classe ouvrière[1]. Interprétations évidemment insuffisantes et restrictives, pour ne pas dire idéologiques, d'un soulèvement de masse dont les exigences intrinsèques, profondes et immédiates relevaient d'un formidable mélange de révolte existentielle radicale et de refus de tous les modèles politiques existants. En ce sens, l'extraordinaire succès des écrits de Marcuse, de Laing ou de Cooper, le souci de concilier la « libération » individuelle avec la lutte contre les « institutions totales » et l'esclavage du travail salarié (Marx, Bakounine, Rosa Luxemburg, et le Lénine de la « spontanéité ouvrière »), le désir, le choix de jeter son corps dans la lutte contre le pouvoir (le « Che », mais aussi Reich et les « frères Jackson ») étaient autant d'indicateurs d'une tension utopique et subjective difficilement réductible aux traits mêmes que l'on vient d'esquisser.

Des exigences aussi profondes avaient probablement besoin, pour mûrir et pour se développer, de s'inscrire dans la durée. Elles avaient besoin d'échéances de lutte à moins court terme, déterminées par des processus réels plutôt que dans les rythmes rapides de la confrontation avec l'État et la répression. Mais ce temps ne leur a pas été donné et, en vérité, il n'aurait pas pu en être autrement. Le système des partis, la magistrature, la police, restèrent sourds à ces exigences de changement, et leur opposèrent des réponses toujours plus dures. Avec la « stratégie de la tension », la politique des « bombes » et des « massacres », la bourgeoisie néocapitaliste choisit de déplacer le conflit sur le terrain de l'affrontement militaire.

Et c'est principalement du choc provoqué par la répression généralisée, les dizaines de prolétaires assassinés par la police, les sombres « complots d'État », que naît le besoin de l'« organisation » et que l'on commence à discuter de la nécessité du « parti révolutionnaire ». Naturellement, les petits groupes marxistes-léninistes, opéraïstes ou trotskystes, qui se posaient depuis longtemps le problème de l'organisation et de la théorie, ou de l'idéologie, ont joué lors de cette phase un rôle très important. Mais la rencontre avec le mouvement, qui ne s'était pas réellement produite au cours des étapes précédentes, ne s'opère véritablement qu'à ce moment.

Au moment où la gigantesque offensive ouvrière de 1969 est en train de se déployer, les avant-gardes du mouvement étudiant commencent à hiérarchiser et à idéologiser les structures du contre-pouvoir étudiant dans les universités. On est loin d'avoir encore pris la mesure du phénomène qui se joue alors et de ses retombées plus ou moins immédiates : une nouvelle génération de cadres politiques est en train de se constituer.

Bien sûr, les luttes qui avaient eu lieu auparavant à l'université avaient déjà produit leurs propres cadres. Mais leur rôle se bornait à diriger les assemblées, à organiser les contre-cours ou à écrire des textes théoriques. À partir du moment où on fait le choix de l'organisation, la fonction de cette « classe politique » se trouve pour ainsi dire formalisée selon des canons classiques. Elle s'identifie rapidement à son rôle « d'avant-garde révolutionnaire, en aspirant, selon un modèle récurrent dans l'histoire, au commandement et à la direction politique des mouvements de classe, et en se substituant (en aspirant à se substituer) à cette autre génération politique (elle aussi majoritairement bourgeoise et intellectuelle) née sous le

fascisme, qui tenait encore les rênes du pouvoir dans les institutions du mouvement ouvrier italien[2] ».

Ce tournant organisationnel, quand bien même il était issu d'un ensemble de contraintes réelles, a eu pour conséquence immédiate l'élimination ou la marginalisation de toute l'aire créative et existentielle (libertaire, *beat*, *underground*, situationniste) sur le territoire des universités. Il a aussi très largement contribué à l'éclatement du mouvement en une multitude de petits groupes et de petits partis, qui n'étaient souvent que de pathétiques imitations des modèles d'échelle supérieure.

Certes, une organisation comme le PSIUP, née au début des années 1960 d'une scission du PSI, avait entretenu des liens indéniables avant et pendant 68 avec les mouvements de classe et de jeunesse. Mais dans l'ensemble, ses modèles organisationnels étaient restés « traditionnels », et à bien des égards inadéquats aux nouvelles nécessités imposées par le conflit de classe.

Dans les rangs du PCI, la composante de très loin la plus clairvoyante était formée par un groupe d'intellectuels réunis depuis la fin des années 1960 autour de la revue *Il Manifesto*. Ce groupe (auquel participaient Rossanda, Pintor, Magri, Castellina, Caprara, etc.) avait peu ou prou tenté de constituer un « courant » interne au Parti, enfreignant en cela les règles rigides du « centralisme démocratique » et de « l'unanimité » dans les décisions. Un tel projet n'était tout simplement pas pensable pour le groupe dirigeant historique du PCI et les intellectuels du *Manifesto* furent exclus en 1969. Ils adoptèrent pour un temps la forme d'un « parti » organisé, et placèrent au centre de leur réflexion les questions qui touchaient au renouvellement de l'organisation. Ce sont précisément ces questions qu'aborde Rossana Rossanda, dans un important article intitulé « Classe et parti », dont on lira ci-dessous la partie finale[3] :

« [...] Un seul pays socialiste, la Chine, a déplacé au cours de sa révolution – et surtout au cours de la tumultueuse "Révolution culturelle" – les termes théoriques de la question parti-masse en préconisant le recours permanent à la masse, la référence permanente à l'objectivité non seulement de ses besoins, mais de ses formes les plus immédiates de conscience ("le paysan pauvre", le plus déshérité, devenant l'axe de la construction du mouvement partout où arrivent l'Armée rouge et ses

1. Voir Régis Debray, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Maspero, 1978, rééd. *Les Mille et une nuits*, 1998.
2. Sergio Bologna, *Dieci interventi sulla storia sociale*, Rosenberg&Sellier, 1981.
3. « Classe e partito (*Da Marx a Marx*) », *Il Manifesto* n° 4, septembre 1969. Ce texte a été publié en français en janvier 1970 dans le n° 282 des *Temps Modernes*, suivi d'un long échange entre Jean-Paul Sartre et *Il Manifesto*. Ces deux textes ont été repris dans le volume *Il Manifesto, analyses et thèses de la nouvelle gauche italienne*, Seuil, 1971. C'est cette traduction que nous reproduisons ici.

propagandistes) : c'est à ces critères que doit se mesurer la justesse du processus politique et que doit se subordonner l'organisation. Toutefois, cette insistance sur la matérialité de la condition est elle-même garantie par le caractère charismatique de la "pensée juste" de Mao, levain de la prise de conscience, garante du processus subjectif. Cette dualité renferme une tension explosive qui, de temps à autre, fait voler en éclats les formes concrètes de l'organisation politique ou de l'administration de l'État, mais pour en reproduire aussitôt une autre, tout aussi rigidement centralisée, avec ses formes spécifiques et extérieures à la masse. Plus que d'une dialectique, nous croyons qu'il convient de parler d'une antinomie non résolue, maintenue vivante comme système pratique, empirique, de correction réciproque ; peut-être s'agit-il du seul système qui, dans une situation d'immaturité des forces productives et, en partie, sociales, permette au rapport classe-parti de ne pas se figer en une structure hiérarchisée à laquelle le porterait l'immensité des problèmes à résoudre. La question théorique reste ainsi non résolue ; mais du moins reste-t-elle posée et vivante en Chine, alors que dans les autres sociétés socialistes elle s'est figée dans le ressassement d'un schéma léniniste revu et appauvri par l'expérience stalinienne.

La discussion est restée ouverte, dans des groupes marginaux du mouvement ouvrier seulement, jusqu'à ces dernières années. Mais là où elle a été menée – en Italie dans le débat sur les conseils[4], en France dans la polémique contre Sartre ouverte en 1952 par Merleau-Ponty et Claude Lefort, puis poursuivie dans la revue *Socialisme ou Barbarie*[5] – elle a fait apparaître une insuffisance fondamentale. Cette insuffisance était bien moins théorique que politique : car c'est la dimension politique qui donne leur force aux argumentations théoriques de Marx, Lénine, Rosa Luxemburg, Gramsci. Ces discussions sur la théorie du Parti ont toujours eu en Europe, depuis les années 1920, une marque de "gauche" ; elles ont toujours renvoyé à la constatation du retard du mouvement révolutionnaire en Occident. Mais toutes aussi ont cherché la solution dans le "retour aux sources", marxiennes ou gramsciennes, pour retrouver un rapport "pur", à l'intérieur du mécanisme d'exploitation et à cet endroit seulement, entre la classe et son expression politique.

Toutes les positions qui, contre l'appauvrissement des forces institutionnelles du Parti ou du syndicat, affirmaient durant cette période la priorité de la classe comme sujet politique (qu'elles acceptent ou qu'elles nient la nécessité d'une organisation) ont prêté le flanc à la critique que Lénine adressait à l'"économisme" de son temps : elles réduisaient la classe ou le rapport d'exploitation à la relation capital-travail, et faisaient bon marché de toutes les implications politiques, nationales et internationales de la lutte de classe, implications que savaient assumer au contraire les organisations institutionnalisées de la classe ouvrière. Une relecture du débat sur les conseils ouvriers révèle le manque d'historicité, la fragmentation de la proposition politique, un côté curieusement « insurrectionnel » là où il aurait fallu retrouver Marx dans son intégralité. On constatait ainsi qu'il était impossible de définir une position de classe cohérente à moins d'embrasser l'organisation totale du capital comme système total de rapports sociaux. Ainsi, dans la discussion

de *Socialisme ou Barbarie*, ce n'est pas un hasard si Lefort – qui pourtant critiquait, avec quelques bonnes raisons, la réduction par Sartre de la classe au Parti – trouve sans importance que la classe ouvrière française manifeste ou non contre le général Ridgway : cela n'était pas son affaire[6]. Le fait que le mouvement ouvrier du XX[e] siècle soit exprimé soit par la social-démocratie, soit par le léninisme (ou sa version stalinienne) ; l'existence de l'Union soviétique et les rapports de force que cela entraîne à l'échelle mondiale ; la répétition de révolutions ou de crises révolutionnaires dans des régions "retardataires" et où la révolution, quand elle ne s'organise pas dans des partis communistes, se donne des structures plus centralisées et hiérarchisées encore (toujours justifiées par l'immaturité objective et par la prégnance subjective de la révolution) – tout cela est laissé de côté et condamne ce débat à une fondamentale stérilité.

Le mouvement communiste, en comparaison, a la partie belle : il lui suffit de rappeler son insertion effective dans l'histoire réelle. Il est vrai qu'il a souvent eu

4. On doit à Raniero Panzieri (*Tesi sul controllo operaio*, 1958) et Lucio Libertini (*Tesi sul partito di classe*, 1959) les contributions les plus intéressantes à ce sujet [NdRR].

5. En 1952, dans un article des *Temps Modernes* (« Les communistes et la paix », repris dans *Situations VI*, Gallimard, 1964), Jean-Paul Sartre faisait l'apologie du PCF en le désignant comme le seul pôle de rassemblement de la gauche. Claude Lefort lui répondait dans la même revue : « Si l'on observe la manière dont les ouvriers, dès l'origine, conduisent leur lutte, s'opposent dans les faits à la légalité bourgeoise, créent des organismes autonomes de lutte, des comités d'usines ou des soviets, agissent selon de nouvelles normes sociales, alors il apparaît que leurs revendications, quelle qu'en soit la portée explicite, sont révolutionnaires. » Puis dans *Socialisme ou Barbarie* : « Est-ce la peine d'ajouter que, de ce que chaque parti exprime à un moment donné de son histoire une étape nécessaire de ce développement du prolétariat, il ne résulte nullement qu'on a à soutenir toujours le parti « ouvrier » le plus fort dans le pays où l'on se trouve ? Seule une âme de valet ou de parlementaire pourrait tirer une conclusion pareille », « Sartre, le stalinisme et les ouvriers » [1953], repris dans Cornelius Castoriadis, *L'Expérience du mouvement ouvrier (Comment lutter)*, 10/18, 1974. Sur la polémique Sartre / Lefort-Merleau-Ponty, voir aussi Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française*, *op. cit.*

6. Le 28 mai 1952 a lieu à Paris une manifestation contre la venue en France du général américain Ridgway, nommé à la tête de l'OTAN et accusé d'utiliser des armes bactériologiques en Corée. Jacques Duclos, secrétaire général du PCF, est arrêté par la police. On lit dans *Socialisme ou Barbarie* : « Le PC appelait les ouvriers à manifester contre Ridgway, et les ouvriers ne bougeaient pas ; on arrêtait le neveu du peuple, et le peuple ne faisait rien. Qu'était-il arrivé ? Où était passée l'efficacité ? Depuis quatre ans les ouvriers se faisaient battre chaque fois qu'ils faisaient grève ; mais c'était de vulgaires luttes revendicatives, de l'économique, du physico-chimique, du moléculaire – bref sans intérêt. [...] Que les ouvriers n'arrivent pas à réussir une grève pour gagner cent sous de l'heure de plus, il n'y a là rien de dramatique ; après tout, Sartre « veillera à payer » les *beefsteaks* qu'ils n'auront pas mangés. Mais qu'ils ne se mettent pas en grève lorsqu'on arrête Duclos, cela mérite 180 + X pages des *Temps Modernes* », « Sartre, le stalinisme et les ouvriers », *art. cit.*

tendance à en tirer sa justification et à se dispenser de tout réexamen critique ; il est vrai aussi que l'institution – une institution faite du militantisme et du sacrifice de milliers d'hommes, devenue la protagoniste du XXe siècle – est souvent tentée de prendre pour but sa propre conservation plutôt que de vérifier, de façon permanente, la justesse de sa ligne politique auprès de la classe qu'elle prétend représenter. Mais au langage des faits, et quand ceux-ci prennent une telle dimension, seuls les faits peuvent répondre. Sur le terrain pratique et théorique, la nature des partis communistes ne pouvait être mise en question par une *réflexion* sur la classe, et encore moins par une réflexion viciée par les insuffisances que nous avons indiquées. Elle ne peut être mise en question que par un changement profond des rapports *réels*, qui soudain pose à l'avant-garde le problème de savoir non pas si elle est en règle avec la théorie, mais si elle est, oui ou non, à la hauteur des potentialités du mouvement, si elle le précède ou si elle le suit. Élaboré dans la première moitié du XXe siècle comme instrument d'une révolution située en marge du capitalisme avancé, le schéma léniniste du rapport entre Parti et classe ne revient sur le tapis que pour autant que l'on se pose à nouveau le problème de la révolution dans les sociétés avancées [...]. Nous voudrions, en conclusion, souligner encore deux points :

Le premier, est que si la question classe-parti n'a de valeur théorique qu'à condition d'être politiquement mûre – ce qui est une autre façon de dire que la seule théorie qui ait quelque sens est celle qui se forme à l'intérieur d'une *praxis*, d'un travail de l'histoire –, aucune solution ne peut lui être apportée si l'on ne part pas d'une analyse attentive des différentes contradictions de classe au sein de la société avancée, des formes concrètes de luttes, des besoins qu'*aujourd'hui* la crise du capitalisme préfigure. Nous voulons dire, en somme, qu'une théorie de l'organisation est étroitement liée à une hypothèse de la révolution et ne peut en être séparée.

Le second point, c'est que la tension qui s'exerce sur les institutions historiques de la classe, partis et syndicats, ne vient pas seulement de leurs limites subjectives. Elle vient de l'accroissement d'une dimension politique toujours plus étroitement liée à l'être social, toujours plus jalousement intérieure à sa prise de conscience, toujours moins délégable. En somme, la distance entre avant-garde et classe, qui fut à l'origine du parti de Lénine, se rétrécit à vue d'œil : l'hypothèse de Marx revit dans les mouvements de mai en France, dans les soubresauts qui parcourent nos sociétés et qui tendent à échapper à l'encadrement, si élastique et attentif soit-il, d'une formation purement politique. C'est de cette constatation que peut maintenant repartir le problème de l'organisation. De Marx, nous sommes en train de revenir à Marx. »

Naturellement, et au-delà des questions posées par la formation d'une nouvelle « classe politique », le rôle joué par les groupes n'a pas été purement négatif. Et pour en parler, il faudrait commencer par établir entre eux un certain nombre de distinctions, qui rendent compte de leurs pratiques politiques, du type de travail militant dans lequel ils sont engagés et de leurs rapports avec le mouvement réel. Quoi qu'il en soit, leur « âge d'or », qui dura tant que les divergences idéologiques ne firent pas obstacle à une certaine solidarité de base, connut une fin rapide. Les groupes

succombèrent sans doute à la fois à la pression exercée par la conflictualité ouvrière, et à l'incapacité intrinsèque du modèle organisationnel qu'ils avaient adopté à répondre à la question de la séparation entre activité politique et vie privée. L'émergence radicale et irrépressible du mouvement des femmes contribuera du reste de manière décisive à la désagrégation des organisations pyramidales. Rapidement, le fossé se creuse entre les « élites » dirigeantes et une base dont les comportements se radicalisent, qui brise les digues du militantisme et les barrières idéologiques, et s'essaie à une recomposition de son propre processus d'émancipation, en se confrontant dans les faits à un appareil répressif d'État toujours plus violent, toujours plus totalisant. Dans le livre *La tribú delle talpe*, Sergio Bologna décrit cette phase[7] :

« Si l'on choisit de suivre le fil de la subjectivité, il faut distinguer deux grandes phases dans la période qui va du cycle de luttes de 68 à aujourd'hui. Au cours de la première, à l'ensemble des manœuvres qui s'exercent habituellement sur le corps central de la classe ouvrière, s'ajoutent l'utilisation terroriste des services secrets et l'action clandestine de l'État, avec un large recours à la main-d'œuvre fasciste. C'est dans la réponse à ce qu'on a appelé "la stratégie de la tension" que se consume la dernière génération de militants formés pendant 68. Après la "parenthèse ouvrière", le rapport entre programme et organisation se pose de nouveau selon les vieux schémas du parti : la lutte pour le pouvoir passe tout à la fois par l'antifascisme militant et par la conquête des niveaux formels (c'est-à-dire électoraux) de la politique. Durant cette phase, le "système des partis" ne se présente pas encore sous sa forme-État, mais sous la figure conflictuelle d'une opposition violente entre un exécutif qui a libéré les forces clandestines de l'État (des services secrets à l'*omertà* de la magistrature), et une opposition qui prend pour étendard les valeurs démocratiques de la Résistance. C'est une phase d'absorption partielle de la forme de l'autonomie dans le "système des partis", un moment de récupération à grande échelle de la tradition idéologique et organisationnelle du mouvement ouvrier, d'introjection, pourrait-on dire, du « système des partis » par le mouvement révolutionnaire.

Du point de vue des rapports entre la subjectivité et les modèles organisationnels, durant cette période qui va de l'attentat de la piazza Fontana à l'échec de la "stratégie de la tension" (même si ses ramifications s'étendront jusqu'au 20 juin[8]), on assiste à un reflux des hypothèses créatives qu'avaient portées 1968 et 1969, et au retour de modèles ultra-bolcheviques – ou bien, dans des groupes comme le MLS, Il Manifesto, AO ou le PDUP[9], de modèles togliattiens teintés dans le meilleur des cas de maoïsme. Les grandes figures et les moments historiques majeurs

7. Sergio Bologna (a cura di), *La tribù delle talpe*, Feltrinelli, 1978.
8. Il s'agit des élections législatives du 20 juin 1976.
9. Le Partito di unità proletaria est né en 1972 de la fusion entre une frange du PSIUP (emmenée par Vittorio Foa) qui refusait de rejoindre le PCI, et une partie de la « dissidence chrétienne » : le courant de gauche du Movimento politico dei lavoratori, issu des ACLI, dont la majorité rejoindra le PSI.

du mouvement communiste italien (de Gramsci à la Résistance) reviennent en grâce, à l'exclusion drastique de toute l'aire opéraïste classique, des courants anarchiste et situationniste et des groupes marxistes-léninistes les plus intransigeants.

Potere operaio et le Collettivo politico metropolitano, qui sont les épicentres de l'aire opéraïste, prennent acte des limites politiques et institutionnelles de la "marche pour le salaire" en usine, et font le choix radical de la bataille pour la militarisation du mouvement. Cela passe bien sûr là aussi par des mots d'ordre du type "construire le parti armé"; on mise tout sur de hauts niveaux d'implication militante, sur la formation des cadres politiques[10], etc. Ce sera une bataille perdue. Mais pour l'instant ce qui nous importe c'est surtout de comprendre comment toutes les marges du "mouvement" sont en train de s'effondrer, et pourquoi les hypothèses "de parti" sont les seules à surnager.

Un certain nombre de modèles historiques, invoqués de manière tout à fait acritique, prennent soudain une importance centrale, assortie d'une forte valeur normative. Après le grand souffle des hypothèses "postcommunistes" des années 1968-69, la tradition de la IIIe Internationale revient en force, intacte. Le terrorisme d'État devient le problème central. La question du pouvoir, entendu comme capacité à briser la machine d'État accentue encore le caractère léniniste de l'organisation, et c'est peut-être au moment de la lutte pour le renversement du gouvernement Andreotti-Malagodi que la convergence entre la stratégie organisationnelle des groupes et les forces antifascistes institutionnelles atteint son paroxysme. Si bien que les groupes seront absorbés dans le système des partis, au point pour certains de franchir le pas électoral en s'engageant dans l'expérience de Democrazia proletaria – quand ils n'ont pas appelé à voter pour le PCI, comme Lotta continua. Mais c'est déjà de la seconde phase qu'il s'agit, et nous y reviendrons.

Ce qui est donc à l'œuvre dans cette première période, c'est une sorte de système togliattien imparfait avec d'un côté l'utilisation de la rue, l'antifascisme militant, les manifestations de masse et les mobilisations organisées par les « groupes », et de l'autre l'action parlementaire du PCI et du PSI, qui s'exerce surtout dans les institutions et par voie de presse, pour contrer le chantage terroriste de la DC et de ses alliés. Même les actions des Brigades rouges, pendant cette première période, maintiennent une ambivalence objective entre un antifascisme militant poussé à l'extrême (et considéré avec bienveillance par un certain nombre d'anciens partisans) et la construction du parti armé, toute entière tournée vers la redéfinition de l'autonomie ouvrière.

Il est désormais aisé de tracer à grands traits le portrait du *militant moyen*, qui s'est formé et construit durant cette phase de lutte. C'est un militant de parti avec de grandes qualités d'exécution, qui fait preuve d'un activisme et d'une présence sans faille à tous les niveaux requis, qui est certes le produit de sa propre situation de lutte, mais à qui les écoles de parti et les mythes de son organisation fournissent les schémas politiques qui lui permettent de s'orienter. Il serait toutefois injuste d'en faire le type du militant aliéné, exproprié de sa propre subjectivité. Les aspects positifs de la période, le rythme soutenu de la mobilisation, l'activisme parfois aveugle mais à la longue efficace, la pratique nouvelle et ingénieuse de la rue, les ripostes systématiques aux

provocations, finissent par imposer et pour ainsi dire ancrer dans l'usage un ensemble de pratiques politiques qui devient structure sociale, composition de classe – même si les signes de leur fragilité ne deviendront patents qu'au début de la seconde période. »

Bien sûr, les concepts de « parti » et d'organisation, parce qu'ils nous ont été légués par le communisme orthodoxe ou par le communisme de gauche et le conseillisme, sont incapables, seuls, de rendre compte de la complexité du conflit qui se joue dans une société de capitalisme avancé. Et la thèse « luxemburgienne » selon laquelle la classe agit spontanément et crée elle-même ses propres instruments de lutte, devient pour les organisations extraparlementaires une limite et une contradiction insurmontables.

La période qui succède à l'Automne chaud et à la naissance des groupes est assez confuse. La dynamique interne des organisations les amène à intervenir largement sur le territoire, mais selon des modalités typiquement hiérarchisées, aux antipodes des pratiques des collectifs d'ouvriers qui visent au contraire à mêler usine et société au sein d'un même projet politique. Le retour violent aux schémas de type « IIIe Internationale » fait perdre aux organisations leur clairvoyance sur le conflit qui se joue dans les usines.

Les « groupes » n'ont pas de stratégie d'usine. Leurs militants s'exposent à l'épuration, il n'est pas rare qu'ils soient licenciés (souvent pour absentéisme) ou qu'ils s'auto-licencient, à moins qu'ils ne se dissimulent derrière le syndicat. Dans certaines grandes concentrations ouvrières du Nord, seule la fraction clandestine maintient un mince maillage organisationnel.

Les « groupes », enfermés dans la logique de l'organisation, illusionnés par le miroir déformant de leur relative hégémonie sur les luttes sociales, ne se rendent pas exactement compte que la période qui va de 1969 à l'été 1973 « n'est pas une période d'accalmie revendicative, mais qu'elle est au contraire marquée par une riche activité contractuelle, probablement la plus intense depuis l'après-guerre[11]. » Continuellement pressés par les échéances de la lutte contre « la stratégie de la tension », ils jettent l'essentiel de leurs forces dans de grandes batailles démocratiques (comme par exemple celle du « référendum sur le divorce[12] ») et en faveur des

10. « Il apparut de plus en plus clairement dans la lutte contractuelle que la lutte de base était en train de monter en généralité, de sortir de l'usine pour impliquer toute la structure sociale. D'où la nécessité pour le groupe de se mettre en adéquation avec le niveau du conflit, c'est-à-dire d'agir non pas seulement dans l'usine, mais également à l'école, dans les quartiers, en un mot dans la métropole ; d'où la création d'un Collettivo politico metropolitano (CPM) », *Sinistra proletaria*, juillet 1970, cité dans Soccorso rosso, *Brigate rosse ...*, *op. cit.* Sur l'histoire du CPM, voir également le chapitre 8 – *Les origines possibles de la tendance armée*, p. 365.

11. Cette citation ainsi que celles rapportées dans la suite du texte sont extraites de Sergio Bologna, *La tribù delle talpe*, *op. cit.*

12. Les 12 et 13 mai 1974, les Italiens furent invités à se prononcer par référendum sur l'abrogation de la loi Fortuna-Baslini de 1970 qui avait introduit en Italie l'institution du divorce. Le « non » l'emporta avec près de 60% des suffrages.

droits civiques. Mais bien peu se rendent compte « de la lente marche du "système des partis" à l'intérieur de l'usine, parce qu'elle est masquée par une conjoncture fortement conflictuelle ». Tout au plus les secteurs organisés les plus clairvoyants se concentrent-ils sur la lutte contre la restructuration productive qui, si elle est nécessaire, n'en reste pas moins une bataille défensive. Et surtout, elle ne permet pas de saisir la dynamique fondamentale qui consiste à transférer progressivement « toute la puissance politique de la classe à l'organisation officielle (syndicat ou parti) », la classe redevenant alors un élément subalterne, un matériau pour le parti, une force de travail.

À l'automne 1973, lorsqu'explose le « parti de Mirafiori[13] » et que les drapeaux rouges flottent sur la FIAT occupée, les « groupes » sont en réalité déjà parvenus au terme de leur bref cycle de vie, tandis que les avant-gardes de masse de l'« autonomie ouvrière » tentent l'ultime grande recomposition.

« On a confondu la victoire contre la stratégie de la tension avec la crise de la forme-État, on a confondu l'abandon forcé par la DC des manœuvres fascistes (démasquées par le mouvement) avec une crise de régime. » Les « groupes » continuent à parler de la « putréfaction définitive du système », alors que la forme-État du système des partis est en réalité en train de se préparer à une recomposition plus autoritaire encore.

Potere operaio décidera logiquement de se dissoudre après l'occupation de Mirafiori en 1973. Lotta continua (le groupe qui avait la plus forte identité de masse, le plus suivi aussi) entrera également très vite dans la longue crise qui mènera à sa dissolution. Avanguardia operaia (AO) entamera une longue série de mutations qui, de fusions en scissions, mènera à la naissance de Democrazia proletaria. Les marxistes-léninistes de Servire il popolo, l'organisation la plus rigoureusement bureaucratique et pyramidale des années 1970, qui avait eu un certain écho parmi les prolétaires (surtout au Sud), ne résisteront pas davantage aux pressions de la « subjectivité militante » et finiront par être rendus au champ plus vaste de l'« autonomie organisée ».

Rossana Rossanda : Éloge des groupusculaires

L'été 1968 fut celui de la grande transmigration. Les étudiants qui étaient allés à Paris pour voir la Révolution, et que son reflux rapide avait laissés perplexes, commençaient à reconsidérer l'expérience italienne, à se dire qu'elle reposait peut-être finalement sur des bases plus solides que cette soudaine flambée française, et surtout que ses enjeux restaient ouverts. Tout était encore en cours lorsqu'avait sonné l'heure de ces humiliantes vacances qui, qu'on le veuille ou non, avaient vidé les universités de leurs étudiants et les villes de leurs habitants.

Pour la première fois, les jeunes décidèrent alors massivement de partir ou de rester en vertu de logiques qui ne leur étaient pas personnelles. Pour ceux qui restèrent, chaque maison devint une étape potentielle sur des routes qui partaient de Berlin, de Paris ou de Londres, et que sillonnait une population légère en bagages,

mais chargée d'une grande curiosité et d'expériences haletantes, sans oublier les guitares et les chansons. Résolue à vivre ensemble jour et nuit. On dormit dans les lits, sur les tapis, dans les couloirs et même dans la baignoire de la *mamma*, laquelle, à son retour, dut laver tous les draps de la maison et compter la vaisselle cassée. Dans les villes du centre transitaient aussi ceux qui, depuis Milan ou Turin, partaient à la découverte du Sud, en mission dans la réalité peu bucolique et peu industrielle, fuyante, du midi.

Campings et rassemblements furent autant de moyens de sortir des lieux et des horizons où l'on était né à la politique, une façon de rencontrer les autres, nos semblables en tout; on se voyait dans une transmutation commune. *Times are changing*, partout. Chacun s'était d'abord construit dans sa situation locale, et puis au printemps les collectifs universitaires avaient commencé à établir entre eux de très prudents contacts, qui avaient abouti à une assemblée à Venise aux premiers jours de juin, laquelle avait appelé à une nouvelle rencontre en septembre.

Chaque faculté pourrait raconter, même dans ce moment de transition, l'histoire qui a été la sienne. Une chose est certaine: après l'été allait commencer l'histoire des divisions de ce collectif de jeunes d'une même classe d'âge qui s'était formé depuis l'automne 1967. Et moins d'un an après, courant 1969, ces divisions allaient donner naissance à toute une ribambelle de partis ou de groupes de la nouvelle gauche, organisés à l'échelle nationale mais distincts sur le plan local des matrices unitaires du mouvement.

Pendant la première moitié de l'année 1968, c'est l'autonomie des réalités locales qui avait prévalu. Elle était le reflet d'une certaine hésitation à passer de l'analyse à la proposition, de peur de figer les potentialités du mouvement qui semblaient ouvertes et infinies. À preuve, le succès du *Manifeste de l'Université négative* de Trente et la proportionnelle infortune, au Palazzo Campana, de toutes les propositions de plate-forme, même provisoires. Ce qu'on craignait surtout, c'était d'obtenir gain de cause, de voir la poussée contestataire absorbée par l'astucieuse élasticité du système. Les objectifs étaient « justes » dans la mesure où ils étaient incompatibles, c'est-à-dire inassimilables, impossibles à domestiquer. Mais la seule incompatibilité réelle se situait à l'intérieur même du mouvement. Ce fut sans doute, sur le plan théorique et politique, la faiblesse majeure des luttes étudiantes. C'est aussi à cela que l'on peut mesurer la maturité du mouvement ouvrier de 1969 qui, lui, n'avait peur d'aucune plate-forme parce qu'il les considérait comme des terrains de conquête, des tremplins permettant de repartir de plus belle, après avoir refait ses forces. Quoi qu'il en soit, dans les premiers mois de 1968, la logique du pur mouvement rendit superflu tout contact permanent et suspecte toute « construction horizontale ». Le mouvement, comme la grâce divine, était là où il était. L'été et surtout l'automne, avec les premières luttes ouvrières, modifièrent

13. Il en sera question de façon plus détaillée au chapitre 8 – *L'occupation de Mirafiori et l'émergence de l'autonomie comme projet politique*, p. 408 *sqq.*

cette perception de soi, et c'est l'idée du mouvement comme essence de l'antagonisme qui l'emporta. Le mouvement était la poussée originaire, la « raison » de la masse. Au PCI aussi, le concept de masse avait remplacé celui de classe, mais avec une connotation inverse : la « masse » impliquait des alliances avec la « démocratie avancée », et jusqu'à des secteurs et des groupes de type « national » ou « national-populaire », ou opposés à l'autoritarisme clérical persistant, etc. Pour 68, au contraire, les masses étaient riches de nouveaux sujets plus radicaux : étudiants, jeunes, marginaux, et même les femmes, qui donnaient une idée plus large de la classe, mais à gauche. L'expression « les idées justes des masses » se mit à signifier « besoins », et les besoins devinrent une alternative fluide, radicale, à l'immuabilité sociologique et au progressisme d'une classe ouvrière objectivement exploitée mais subjectivement corruptible. Autant les « besoins » ouvriers pouvaient ressembler aux « besoins » bourgeois (davantage de salaire, davantage de logements, davantage d'aides sociales, davantage d'école, etc.), autant ceux des nouvelles « masses » ne le pouvaient pas[14].

À la reprise du mouvement à l'automne 1968 et dans le foisonnement de textes qui en étaient issus, la question se posa de tisser des liens entre les différents collectifs, par-delà la prudence des premières réunions et des premières rencontres – toutes horizontales et coordonnées de manière informelle, toutes plus promptes à souligner les différences qu'à dégager les bases d'une possible unité. Et de fait, ce mouvement ne parvint jamais à s'unifier, pas même sous des formes consultatives et provisoires. Je ne saurais dire si cela était dû à sa nature profonde et/ou à l'encombrant charisme de ses *leaders*, souvent perçu comme une marque d'hétérogénéité, comme un signe d'appartenance symbolique. Viale, Rostagno, Sofri, Bobbio, Boato, Curcio, Mordenti, Flores, Capanna, pour ne citer que les plus connus, autant de figures qui résistent à toute tentative d'assignation, si ce n'est qu'aucune de leurs qualités n'avait jamais été celles d'un *leader*. Ils n'étaient pas même tous de grands tribuns, ce qui avait pourtant été une caractéristique commune à tous les *leaders* du passé.

La défense de l'autonomie des réalités locales du mouvement s'appuyait notamment sur deux arguments, qui faisaient accord pour tous, excepté pour les m-l, lesquels n'avaient du reste pas attendu 68 pour se structurer. D'une part, la conception du mouvement comme irréductible aux institutions, l'institution étant par nature figée et donc paralysante (*cf.* les échanges entre Jean-Paul Sartre et Il Manifesto sur les rapports entre mouvements et partis, qui furent essentiels pour l'expérience française de la Gauche prolétarienne) ; de l'autre, la critique de la forme-parti classique (c'est-à-dire léniniste) du mouvement révolutionnaire, qui n'avait pas fait obstacle au « révisionnisme » des communistes historiques (quand elle ne l'avait pas favorisé).

L'efflorescence des discours sur les « conseils », la découverte de Rosa Luxemburg, qui n'était connue jusque-là en Italie que par le travail de personnages singuliers comme Lelio Basso ou Luciano Amodio[15], et même le regain d'intérêt pour Pannekoek[16] (qui s'accommodait d'ailleurs fort bien du silence ou de l'inattention

qui entourait les conseils gramsciens, ou même ce super-conseil que fut la Commune de Paris, ignorée en Italie autant qu'elle fut exaltée par la Révolution culturelle chinoise), furent la conséquence de la seule « forme » dans laquelle le mouvement se reconnût : la démocratie directe fondée sur le système des assemblées et le mandat direct, provisoire, contraignant et révocable.

Ce choix anti-institutionnel (au sens où il était contraire à tout type de formalisation) avait deux prémisses analytico-théoriques. Tout d'abord, l'expression directe et immédiate des sujets devait être d'emblée considérée comme mûre, comme ne nécessitant aucune forme de médiation culturelle, et comme alternative en tous points. Et cette maturité des sujets rendait non nécessaire aussi bien la dictature du prolétariat que son corollaire, le parti comme guide, qui venait se « surimposer » au mouvement. Car le mouvement, dans son affirmation et dans son être même, sapait le fondement de tous les pouvoirs constitués. Le communisme devenait immédiate explicitation de soi, sans médiations, il était le fruit d'une société capitaliste avancée où la révolution sociale pouvait même se passer de la révolution politique. Je reprends ici, en forçant un peu le trait, un court article que j'avais écrit en 1969, « De Marx à Marx » (*Il Manifesto*, n°4, 1969), à un moment où cette position était d'ailleurs devenue tout à fait minoritaire. L'ensemble des mouvements furent de fait confrontés au problème de l'organisation, ou de la forme-parti, quel que soit le nom qu'on lui ait donné. Ils se sentaient porteurs de valeurs qui résonnaient partout dans le monde, comme jamais cela ne s'était produit sur une aussi vaste échelle. Mais nulle part au monde le mouvement n'avait, à lui seul, réussi à remplacer l'existant. Au mieux il avait occupé un terrain, celui de l'enseignement supérieur en Italie ou à la Freie Universität de Berlin – tentative qui allait connaître une réplique brève mais violente dans les lycées à l'automne 1968. Le

14. Sur cette conception des besoins radicaux dans la tradition marxiste, on pourra se reporter à Agnès Heller, *La Théorie des besoins chez Marx*, *op. cit.* : « La question est la suivante : comment une théorie radicale peut-elle devenir *praxis* ? Comment peut-elle s'emparer des masses ? La réponse en est : "La théorie ne peut être réalisée au sein d'un peuple que dans la mesure où elle est la réalisation des *besoins de celui-ci*. Une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux" (Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*). »
15. De Lelio Basso il a été question au chapitre 2 (note 62, p. 91). Luciano Amodio (1926-2001), qui avait collaboré avec Franco Fortini à l'importante revue politique et culturelle *Il Politecnico* (1945-1947) fondée par Elio Vittorini, est l'auteur de l'introduction à l'édition italienne des *Œuvres choisies* de Rosa Luxemburg (*Scritti scelti*, Avanti !, 1963). En 1965, il publie dans les *Quaderni piacentini*, n° 21, « Il contrasto Lenin-Luxemburg sull'organizzazione del partito ».
16. Anton Pannekoek (1873-1960), auteur de *Conseils ouvriers* [1946], Spartacus, 1982, avait développé la thèse selon laquelle le régime soviétique n'était pas une forme de socialisme, même déformée, mais un capitalisme d'État. Voir également *Histoire critique de l'ultra-gauche*, *op. cit.*

pouvoir, dans une manœuvre presque géniale, s'était retiré de l'école, l'abandonnant à lui-même. Les universités et les lycées vécurent douloureusement le retournement de 1969 et se replièrent rapidement sur des objectifs aussi modestes que fracassants : le 30 pour tous, les étudiants provinciaux, et plus tard la mini-réforme[17], autant de sujets que, dans l'optique de 1968, on n'aurait pas hésité à qualifier de syndicaux. Et en effet, ils étaient surtout portés par Potere operaio, qui voyait également dans la lutte pour le salaire un levier susceptible de rompre les équilibres du capital (pour ne pas parler du salaire minimum garanti, qui refleurit aujourd'hui dans l'aile droite de la social-démocratie européenne[18]).

Les *leaders* du mouvement sentirent donc, en cette fin d'année, qu'il fallait sortir de l'école et que, pour sortir de l'école, il fallait dépasser l'éparpillement des différentes universités et ouvrir un horizon plus vaste, sous peine de ne perturber aucun équilibre de fond (un « ghetto doré dans un monde de merde » selon le mot de Rostagno). Cette nécessité de se rassembler sur un front commun, autour d'un même projet, allait remettre en cause l'élément fondateur de l'expérience du premier 68 : l'assomption de soi comme sujet capable de lever le voile sur le système de l'homologation. Cette évolution dure de l'automne 1968 jusqu'en 1969, quand, dans un contexte social rendu explosif par l'émergence du nouveau mouvement ouvrier, le mouvement étudiant, loin de s'y jeter en bloc, se divisa au contraire pour se dissoudre dans les groupes de la nouvelle gauche. L'histoire de chacune de ces trajectoires mériterait d'être minutieusement décrite. On se contentera d'en rappeler sommairement quelques problématiques communes, et que l'on peut tenir pour essentielles :

a) la réflexion politique et un certain ancrage théorique devaient permettre d'échapper à un morcellement destructeur sur le plan de l'organisation interne. Le mouvement n'était pas une donnée absolue, il pouvait être interprété, situé, analysé, et dans une certaine mesure ordonné et commandé, pour ne pas s'étouffer lui-même. Le passage aux groupes devait permettre non pas de perdre mais de sauver l'existant. Le processus révolutionnaire obligeait à un dialogue entre mouvement et organisation qui devait permettre de dépasser les limites de l'un comme de l'autre.

b) l'organisation signifiait en premier lieu passer du subjectivisme pur à la « ligne », avant même d'inventer les règles de l'être-ensemble. Cet aspect constituera un point de clivage durant toutes les années 1970 entre les partis d'une part, et le « mouvementisme », ou les mouvements naissants ou renaissants, de l'autre. Ces derniers n'auront en effet de cesse de pointer la « manière d'être », la « manière de faire de la politique » comme étant l'élément déterminant, plus ou moins visible, de la formation et des transformations de la « ligne ». Beaucoup de ruptures politiques se jouèrent sur « la manière », et le féminisme en premier lieu critiqua de façon radicale l'existence même d'une ligne. Néanmoins, fin 1968 et pendant l'année 1969, la question de la ligne fut l'occasion d'une réflexion foisonnante, elle apparut comme une « forme » de croissance des potentialités du mouvement, qui semblaient alors

différentes. Naturellement, on parlait là d'une « ligne » qui serait capable de déjouer les pièges des lignes précédentes, d'une « ligne » radicale, anticapitaliste, hautement conflictuelle, qui serait en elle-même la forme la plus mûre du conflit. Les groupes éprouvaient autant de défiance envers la « médiation » que ne l'avait fait le mouvement dans ses phases les plus spontanées, mais ils lui opposèrent la « ligne révolutionnaire ». Et c'étaient des exigences de cette ligne que découlaient naturellement les structures et les règles d'organisation proprement dites, et non l'inverse.

La « ligne », à son tour, trouvait sa légitimation dans ce que la situation avait d'objectivement révolutionnaire, dans le fait qu'une forme inédite de conflit était déjà en train de se jouer contre le système et contre l'État. Sur cette question, les groupes se divisèrent, pour le dire simplement, autour des prémisses du *Que faire?* de Lénine, c'est-à-dire sur la conception de la ligne comme conscience induite au sein des masses, ou de la classe, par une *intelligentsia* plus avertie, une avant-garde éclairée ou du moins mieux formée[19]. Les groupes les plus récents, de Potere operaio à Lotta continua, refusèrent l'idée d'une avant-garde extérieure au mouvement (ou si l'on veut, ils n'eurent pas la sincérité de Lénine), même s'ils furent toujours dirigés par une avant-garde qui, sans le dire, marchait dans les pas du *Que faire?* Ce phénomène s'accrut de manière inversement proportionnelle à l'implication des masses dans la dynamique d'expansion révolutionnaire, et c'est ainsi que la « vraie ligne » se retrouva finalement le patrimoine de fort peu de gens et pour ce qui concerne les groupes armés, de quelques clandestins, c'est-à-dire de personnes qu'unissaient de puissants liens émotionnels, mais de faibles liens numériques. Le léninisme ne fut jamais admis non plus par les chefs charismatiques des groupes qui se revendiquèrent le plus longtemps de l'informalité du refus, comme Lotta continua – où, pour ce que j'en sais, les rapports entre l'avant-garde et le reste des militants étaient réellement moins rigides qu'ailleurs.

17. La « mini-réforme » de l'université qui fit suite aux mobilisations étudiantes de 1968-69 prévoyait notamment la suppression de l'examen d'entrée et une modification des cursus étudiants.

18. Rossana Rossanda ébauche ici une critique du salaire garanti en tant que stricte variable des politiques libérales, reprenant ainsi certains arguments du PCI contre les revendications du salaire garanti issues du prolétariat non-garanti – dont il sera question notamment au chapitre 8.

19. « L'organisation des ouvriers doit être, en premier lieu, professionnelle ; en second lieu, la plus large possible ; en troisième lieu, la moins conspirative possible [...]. Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire [...]. Nécessairement, cette organisation ne doit pas être très étendue, et il faut qu'elle soit la plus clandestine possible. [...] Et je soutiendrai cette thèse quoi que vous fassiez pour exciter la foule contre mon "antidémocratisme", etc. Par "têtes intelligentes", en matière d'organisation, il faut entendre uniquement, comme je l'ai indiqué maintes fois, les *révolutionnaires professionnels*, étudiants ou ouvriers d'origine, peu importe », Vladimir Ilitch Lénine, « L'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires », *Que Faire ?* [1902], Seuil, 1966.

c) la ligne pouvait aussi signifier un retour aux « véritables sources de la pensée révolutionnaire ». C'est sur ce point que les dissensions furent les plus fortes : elles opposaient cette fois non pas les mouvements aux groupes, mais les groupes entre eux. Certains groupes réfutèrent l'utilité, et la validité même de cette idée du retour aux origines, parce qu'ils privilégiaient la nouveauté des sujets – comme Lotta continua – ou la nouveauté des situations dans lesquelles se trouvaient les anciens sujets – comme Potere operaio, dont le classisme n'admettait pas d'antécédent sinon une certaine lecture de Marx, qui condamnait chez Lénine la collusion avec le progressisme et qui, je pense, ignorait tout de Rosa Luxemburg et de Mao. Ceux qui au contraire se confrontèrent à cette question des sources, et se mirent en quête de références pré-togliattiennes et pré-staliniennes, étaient en général issus du Parti ou de la jeunesse communiste. Ce fut le cas de la mouvance trotskyste, dont l'expansion en 1968 fut plus forte en France qu'en Italie, ou de groupes comme Avanguardia operaia. Ce fut aussi bien sûr le cas de toutes les branches du mouvement marxiste-léniniste et de ses dérivés, comme par exemple le Movimento studentesco de Milan. Le retour au luxemburgisme fut plus souterrain : aucun groupe ne s'en réclama jamais en tant que tel, et s'il fut largement représenté au Manifesto, il n'y fit jamais l'unanimité, loin de là.

d) de la ligne découlait l'idée de l'organisation comme système de transmission, continuité et efficacité. L'organisation avait eu, dans le mouvement, encore plus mauvaise réputation que la ligne : elle semblait rigoureusement incapable d'en traduire ou d'en exprimer quoi que ce soit, elle s'opposait à sa nature la plus intime. L'organisation, cela voulait dire la fin de l'assemblée souveraine, la représentation, des mandats moins provisoires et moins révocables, une direction centralisée dans une certaine mesure, des comités centraux, des congrès, des majorités et des minorités, le centralisme démocratique ou les courants, tout ce qu'on connaissait en somme. Tout ce qu'on détestait.

Et pourtant on était en train d'en redécouvrir les enjeux. Avant tout pour des raisons internes. Fin 1968, le mouvement était passé par des processus dont il était sorti morcelé, dispersé. Les assemblées, à force de mettre en cause la présidence, l'ordre du jour et le rapporteur, couraient toujours le risque de ne jamais commencer. Il fallait toujours tout reprendre à zéro, et comme la légitimité des décisions finales était tout aussi contestée que celle des propositions initiales, les résultats étaient maigres. Les participants les moins vigoureux, ou les moins capables de vocifération s'en allaient, déçus, et l'assemblée s'amenuisait plutôt que de s'élargir. Et à moins de l'intervention de quelque *leader* charismatique, ou d'une sollicitation extérieure, les assemblées réunissaient de moins en moins de monde. Beaucoup de contre-cours périrent ainsi d'épuisement. C'est de cette mort-là que mourut l'assembléisme pur. Il fallait par conséquent s'organiser pour se donner non pas un « commandement » mais une colonne vertébrale, un réseau, un axe portant, une continuité, moins fragile et moins fébrile.

e) ligne et organisation étaient nécessaires pour sortir des spécificités locales, pour étendre le mouvement là où il n'existait pas mais où il aurait pu exister, là où

il était en train de surgir et où il fallait entrer en contact avec lui. L'université avait tombé le masque, elle était clairement apparue comme la formatrice du consensus, comme la fabrique des figures du commandement capitaliste. Et l'usine, le cœur de l'exploitation et de l'aliénation, ne se mettait pas en mouvement ? Et lorsque l'usine se mit en mouvement, ne fallait-il pas s'agréger à cette classe ancienne mais décisive, dont on avait beaucoup à apprendre et à laquelle on apporterait la fraîcheur de forces nouvelles et la merveilleuse expérience de la subjectivité victorieuse ? Mais comment allait-il y aller, le « mouvement », dans les usines, sinon en se structurant ? En créant des commissions d'étude pour jeter les bases d'une analyse, d'une pensée, d'une ligne en somme ; en formant des groupes d'intervention devant les portails, en créant des instances de coordination où les rapports ne seraient plus fondés sur la communauté de l'expérience universitaire ? Le mouvement est à la fois totalisant et indissociable du terrain sur lequel il se développe. S'il se diffuse, on a affaire à plusieurs mouvements. S'il s'est généralisé, et qu'il cherche à communiquer, il faut qu'il se donne certaines « formes ». Des formes d'organisation. Ligne et organisation devinrent donc les conditions de la croissance, de la sortie de soi, de ce terrain qu'on avait occupé si facilement et où l'on avait à présent l'impression d'être enfermé.

f) ligne et organisation pour se défendre contre le pouvoir, pour le vaincre. Dans le passage du mouvement aux groupes se développa une certaine perception de la complexité sociale et, plus confusément, des pouvoirs. Là aussi la spécificité des mouvements s'érigea en limite – et quand ces derniers voulurent réaffirmer leur primauté, ils refusèrent le principe même de l'analyse ou de l'intervention « générale », au nom des « particularités » qui risquaient d'être noyées ou jugulées par une montée en généralité. Dans les années 1970, cet aspect constitua un point fondamental de crise. Mais en cette fin d'année 1968, après l'été, la question de l'intervention dans la société, hors des universités, ouvrait une perspective immense, un univers qui contenait en germe, bien qu'encore endormie, sa propre transformation. Mais on ne pouvait attendre qu'elle s'éveille d'elle-même, il fallait accélérer le rythme, briser l'isolement et – on n'aurait pas, à l'époque, utilisé ce terme, mais le sens était celui-là – le corporatisme.

Ou pire encore, la défaite. Bien sûr, la question de la « recomposition de classe », qui allait dominer le débat à partir de 1969, avait pour revers le constat de la force de l'adversaire. Ce point restait délicat dans la pensée du mouvement puis des groupes. Les pouvoirs étaient considérés alternativement comme fragiles – ne s'étaient-ils pas évanouis en France aux premiers feux de *l'imagination au pouvoir** ? – et omnipotents, omniprésents, inflexibles autoritarismes, rocs fascistes. Très vite, certains groupes allaient vivre la contradiction fort peu dialectique entre la finesse de certaines analyses du pouvoir et la pauvreté des mots d'ordre qui en découlaient. La « militarisation » (qui fut l'objet d'une criminalisation hors de propos de la part des procureurs des années 1980, d'abord parce que l'organisation militaire était le fait de fort peu de monde, ensuite parce que

même en ce cas, les militants étaient plutôt « armés » que « militairement organisés », si les mots ont un sens) fut une extrême simplification de ce qu'était le conflit, dans une société dont on voyait bien du reste la nouveauté des sujets et des situations[20].

Le mouvement étudiant romain fut de ce point de vue le plus grossièrement simplificateur, mais partout l'affrontement avec la police fut porteur des mêmes facilités symboliques qu'allait lui renvoyer la partie adverse.

Seule une histoire des années 1970 pourrait rendre compte des fluctuations du problème qui se posa au mouvement de 68 et qui devint à la fois la raison d'être et la préoccupation centrale des groupes. Mais à l'origine, tous, sans exception, avaient à l'esprit que ce modèle d'organisation, qui semblait pourtant nécessaire si on voulait se donner une chance de survie, était intrinsèquement réducteur. Les nouveaux groupes ou les nouveaux partis se voulaient sincèrement, généreusement, « différents ». Non formalistes, non bureaucratiques, non autoritaires – spectre d'une nouvelle classe à un moment où il s'agissait de tout vivre en commun. Le charisme n'est pas l'autorité : il peut à l'occasion être bien pire, mais à ce moment-là il fut un mieux, parce qu'on y vit la manifestation de l'être potentiel qui dort en chacun de nous, chrysalides d'immatures papillons. L'organisation allait exalter les individus : elle n'avait pas besoin d'êtres grégaires mais de personnes singulières, et ses institutions devaient rester flexibles. La continuité des liens avec le mouvement dont elle était née devait la préserver de la calcification et de la bureaucratisation. Et il y avait bien en effet un certain « mouvementisme » dans ces groupes qui étaient en train de se structurer. Tous crurent réellement à la rotation des charges, à la révocation des mandats, tout le monde donnait volontiers sa démission qui n'était jamais suivie d'effet, mais qui n'en était pas feinte pour autant. Ils étaient tous, on peut le dire aujourd'hui, assez candidement ignorants des mécanismes psychologiques – davantage encore que politiques et sociologiques – du groupe. Ils s'étaient voulus différents et ils le furent au moins sur un point essentiel : ils n'imaginèrent pas un instant que l'on puisse « séparer le politique », que la politique puisse être conçue comme une profession ou une « technique ». Il semble que c'était il y a cent ans. En 1975, la situation avait déjà changé. Sept ans plus tard, Lotta continua avait disparu, Potere operaio avait été le premier à s'auto-dissoudre, les m-l n'avaient même pas poussé jusqu'à ce geste. La géographie politique de la nouvelle gauche s'était profondément modifiée. C'est à l'automne 1968 que, pour la dernière fois peut-être, la question mouvement-ligne-organisation fut reposée dans ses fondements mêmes, qu'elle fut mise en pratique de manière problématique et contradictoire, entre passé et présent. Plus tard, on la réglerait, de manière pas toujours très limpide. Mais il y a 20 ans c'était encore un devenir surgissant. Il nous faut nettoyer notre mémoire mal cicatrisée pour en ressentir le rythme.



Andrea Colombo : les principaux groupes[21]

LOTTA CONTINUA

Au printemps 1969, des groupes de militants du Potere operaio toscan et du Mouvement étudiant turinois affluent aux portes de l'usine FIAT Mirafiori où, hors de tout contrôle syndical, une puissante offensive ouvrière est en marche. Le groupe de l'hebdomadaire *La Classe*, composé essentiellement de militants du Potere operaio de Vénétie et, d'Émilie et du Mouvement étudiant romain intervient à la FIAT depuis quelques semaines déjà. En juin, il devient l'organe de presse de l'assemblée permanente ouvriers-étudiants, qui rassemble les cadres ouvriers à la tête des différentes luttes d'ateliers et l'ensemble des collectifs étudiants. Après « la bataille de corso Traiano », à l'occasion d'une grève syndicale sur la réforme des retraites début juillet, l'assemblée permanente appelle à un congrès national des avant-gardes d'usines pour la fin du mois. À cette occasion, le groupe de *La Classe* et celui qui réunit le Potere operaio toscan et les étudiants turinois se séparent. La ligne proposée par *La Classe* qui consiste à identifier les objectifs à même de désarticuler le plan du capital, en tablant sur le refus ouvrier du travail, est jugée « économiciste ». Les Toscans et les Turinois lui opposent un projet qui vise à l'accroissement de la conscience antagoniste ouvrière par une mobilisation continue et ciblée. Au cours de l'été, une alliance se crée autour de cette seconde position, qui rallie une partie du mouvement trentin et des cadres étudiants de l'Université catholique de Milan. Le groupe décide de faire paraître un journal national, dont le titre reprend l'immuable slogan qui figure sur tous les tracts de l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin : « *Lotta continua* ». En novembre paraissent deux numéros zéro, bientôt suivis du premier numéro de la série régulière. Ils sont presque entièrement consacrés à la chronique des luttes ouvrières et étudiantes. Le second numéro affiche en page centrale un long article théorique intitulé *Trop et trop peu*, qui expose le point de vue de LC sur la question de l'organisation : « [...] Il apparaît à présent clairement que les organisations traditionnelles ne sont parvenues à trahir les intérêts de la classe que dans la mesure où elles arrivaient à étouffer l'initiative directe des masses [...]. La nouvelle organisation doit alors en premier lieu garantir que ne se reproduise pas un mécanisme de pouvoir fondé sur l'inertie et la passivité, mais que soit sollicitée, dans la plus grande discipline collective et la plus grande solidarité possibles, la plus grande émancipation réelle des exploités [...].

Mais les exploités ne disposent pas tous du même niveau de conscience [...]. Une minorité, plus active et plus combattante dans la lutte de masse, mieux à même d'en traduire les exigences et d'en orienter la force, est déjà disposée à exercer sa tâche au-delà même de la situation spécifique de lutte dont elle est

20. Voir à ce sujet Mario Moretti (avec Rossana Rossanda et Carla Mosca), *Brigate rosse, une histoire italienne*, Amsterdam, 2010.

21. Ce texte a été publié dans *Dal movimento ai gruppi*, supplément au journal *Il Manifesto*, 1986.

issue [...]. Cette minorité, qui constitue l'avant-garde interne des luttes dans le conflit général de classe, a besoin de s'unir à toutes les autres avant-gardes, de s'organiser [...]. Aucune "théorie" de la révolution prolétaire n'est valable une fois pour toutes. Aucune stratégie révolutionnaire n'est une vue de l'esprit, aucune stratégie ne peut faire l'impasse sur l'expérience pratique, concrète de l'histoire passée et présente du mouvement révolutionnaire. Mais il n'en est pas moins vrai qu'aucune théorie ne peut se développer indépendamment des idées exprimées par les masses dans les luttes, de la manière dont la lutte de masse révèle le fonctionnement de la société et les possibilités réelles de dépassement révolutionnaire [...]. C'est dans le rapport entre la généralisation de la lutte de classe et sa direction politique qu'il faut trouver la réponse à la question de l'organisation. Il n'existe pas de ligne politique "juste" indépendamment de la force du mouvement de masse [...]. Si cette hypothèse est la bonne, si l'organisation n'est pas une étape mais bien un processus, alors jamais, à aucun moment, l'organisation n'est définitive, à aucun moment l'avant-garde organisée ne peut se cristalliser, se détacher du mouvement de masse, à moins de courir le risque de faire passer sa logique interne – et inévitablement bureaucratique – avant celle de la lutte du prolétariat. Si le *parti* signifie cette cristallisation, alors nous sommes contre le *parti* [...]. »

À sa création, Lotta continua est plus particulièrement présente dans le centre et le Nord du pays. À Turin, elle est l'héritière directe de l'assemblée ouvriers-étudiants ; à Milan au contraire elle se heurte longtemps à l'hégémonie du Movimento studentesco de la *Statale*. En avril 1972, le journal *Lotta continua* devient un quotidien national. Au début de l'année 1975, le groupe tient son premier congrès en vue de se transformer en parti. Aux élections administratives de juin, LC choisit pourtant de ne pas adhérer à la liste Democrazia proletaria, qui rassemble le PDUP et Avanguardia operaia, et appelle à voter pour le PCI. Aux élections législatives du mois de juin suivant, en revanche, au terme d'exténuantes négociations, le groupe intègre la coalition DP, qui sort battue de l'épreuve électorale. Quelques mois plus tard, lors de son second congrès à Rimini, la révolte des femmes et des jeunes d'une part, celle des services d'ordre de l'autre, amènent les dirigeants de LC à acter la dissolution de l'organisation. Le quotidien continue quant à lui son activité en tant qu'« organe du mouvement ».

Potere operaio

Le congrès national des comités et des avant-gardes ouvrières s'ouvre à Turin à la fin du mois de juillet 1969. Il est organisé par l'hebdomadaire *La Classe* qui, depuis sa première parution, au mois de mai, a joué un rôle important pour coordonner localement les luttes des différents ateliers FIAT. Après le grand cycle de luttes autonomes du printemps, l'objectif est désormais de construire une organisation révolutionnaire à l'échelle nationale.

Mais le projet unitaire est un échec et les deux principaux courants qui avaient fait de l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin le centre de l'organisation des luttes

autonomes des mois précédents sortent du congrès divisés : d'un côté le groupe de *La Classe*, de l'autre celui qui réunit les militants du Potere operaio toscan et le Movimento studentesco turinois. Les raisons de la discorde ne sont bien sûr pas sans lien avec des problèmes de personnes, mais des divergences plus profondes sont également en jeu. *La Classe* insiste sur le caractère politique des objectifs salariaux, sur la direction ouvrière du conflit social, sur la lutte contre le travail.

Pendant l'été, le groupe de *La Classe* donne naissance à Potere operaio. Le groupe a ses bases à Rome, mais aussi en Vénétie, parmi les cadres militants qui interviennent depuis des années dans les usines de Porto Marghera. Le premier numéro du journal éponyme paraît en septembre. L'éditorial, « De *La Classe* à *Potere operaio* », expose les positions du groupe : « [...] Il faut être clair : il y a un saut entre le discours porté par *La Classe* et celui que nous entendons mettre en œuvre avec *Potere operaio*. Ce saut n'a rien d'abstrait : il a été rendu nécessaire par le niveau actuel de la conflictualité et, en premier lieu, par les impératifs d'organisation [...].

Disons-le clairement : Agnelli a décelé les limites de la « lutte continue », du blocage de la production, même si cette perspective le terrorise au point lui faire perdre la tête [...]. Il est donc nécessaire d'aller au-delà de la gestion ouvrière de la lutte dans les usines, au-delà de l'organisation de l'autonomie, et de mettre en place une direction ouvrière du cycle de luttes sociales présentes et à venir. La simple coordination, l'unification des objectifs ne sont plus suffisantes [...].

Que signifie une "direction ouvrière" du cycle de luttes ? Cela veut d'abord dire assurer dans les faits l'hégémonie de la lutte ouvrière par rapport aux luttes des étudiants et des prolétaires.

La fin de l'autonomie du mouvement étudiant, entendue comme organisation spécifique composée de différentes tendances (opéraïste, m-l, anarchiste), a été actée par l'expérience même de l'assemblée permanente ouvriers-étudiants à Turin [...].

Il va sans dire que *Potere operaio* refuse de se considérer comme l'organe des assemblées ouvriers-étudiants actuelles et moins encore futures : un tel projet serait aussi absurde qu'inconvenant. La bataille sur la ligne, pour la formation d'une direction ouvrière du cycle de luttes, est une tout autre affaire. Elle requiert avant tout un ancrage local, et un rayon d'intervention des cadres ouvriers qui ne se limite pas à l'organisation de la lutte en usine. Pour autant, ce n'est pas une théorie des cadres qui garantira une direction politique. Ce qu'il nous faut affronter aujourd'hui, c'est la question du rapport entre autonomie et organisation, c'est le rôle des avant-gardes de classe, c'est le rapport complexe qui lie les luttes ouvrières et les luttes populaires en général [...].

Organisation du refus du travail, organisation politique ouvrière [...], hier le problème était celui de la lutte continue, aujourd'hui c'est celui de la lutte continue *et* de la lutte organisée [...].

Alors pourquoi Potere operaio ? Certainement pas pour reprendre un mot d'ordre ou une formule des groupes minoritaires des années 1960. Au contraire. Le

"Pouvoir ouvrier" pour ressaisir la dynamique de lutte de masse de la classe ouvrière des années 1960, pour s'emparer de cette formidable poussée vers une organisation ouvrière globale à partir de la lutte de masse, pour l'organisation subjective, pour planifier, guider, diriger les luttes ouvrières de masse [...].

Le sens que nous donnons au cri "Pouvoir ouvrier", c'est l'impératif d'une direction du conflit révolutionnaire contre l'organisation capitaliste du travail : en tant que construction effective à l'intérieur de la lutte de classe et par la lutte de masse, de la direction politique et de l'organisation ouvrière de la révolution. »

Potere operaio continuera de paraître jusqu'à la dissolution du groupe, fin 1973, selon une périodicité bimensuelle puis mensuelle. En septembre 1971, après l'échec d'un projet d'unification avec *Il Manifesto*, le mensuel, qui a pris un tour exclusivement théorique, est complété par un hebdomadaire, *Potere operaio del lunedì*, qui paraîtra à partir de février 1972.

Il Manifesto

Le projet de la revue *Il Manifesto* naît à l'été 1968. Il s'agit de répondre, y compris sur le plan théorique, au haut niveau de conflictualité de classe qui s'est développé en Occident et dans le monde entier depuis la fin des années 1960. Le premier numéro du journal paraît un an plus tard. La rédaction se compose d'un groupe de militants de la gauche du PCI, dont trois sont députés. Le pari est ambitieux mais risqué à plusieurs titres. Les groupes de la gauche extraparlementaire, qui sont en train de se constituer, considèrent avec défiance cette initiative issue des rangs du PCI, d'autant plus que l'explosion de l'autonomie ouvrière du printemps précédent semble valider les hypothèses les plus radicales. Mais le principal danger vient du PCI lui-même qui, de façon prévisible, accuse *Il Manifesto* de scissionnisme. Malgré ces pressions, le groupe décide de tenir bon et le premier numéro du mensuel paraît en juin 1969.

Dans l'éditorial, le groupe expose son projet de liaison entre la gauche historique et les nouveaux mouvements révolutionnaires. « Cette publication naît d'un constat que nous pensons partagé : la lutte du mouvement ouvrier, l'histoire même du mouvement sont entrées dans une phase nouvelle, beaucoup de schémas interprétatifs consacrés, beaucoup de comportements se sont effondrés de manière irréversible, nous ne pouvons faire face à la crise sociale et politique que nous vivons par les moyens qui nous étaient habituels [...].

Les problèmes auxquels nous faisons face ne sont ni isolés ni secondaires. Il s'agit de saisir : la nature de la crise qui secoue le capitalisme avancé, les motifs de la fracture du mouvement ouvrier et communiste, les voies d'une transition vers le socialisme dans une société "avancée" comme la nôtre, les conditions d'une jonction entre les offensives qui ont émaillé ces dernières années et une tradition longue d'un demi-siècle [...].

Ni le repli dogmatique, ni la foi dans la spontanéité, ni la complaisance envers nos propres habitudes, ni l'arrogance de groupe ne peuvent nous y aider. Ce à quoi nous invitent les faits, c'est au contraire à une dialectique ouverte à l'intérieur du mouvement tout entier, à une circulation maximale des idées, aussi modestes

soient-elles, à un vrai travail collectif, sans autres limites que celles qui s'imposent à la responsabilité et la conscience de chacun [...].

On en est venus à perdre de vue le sens de la révolution comme rupture, comme renversement de l'ordre existant des choses[22]. Est-ce abstrait, est-ce de l'intellectualisme que de rouvrir cette perspective dans toutes ses potentialités ? Ne voit-on pas au contraire que tout ce qui arrive dans le monde, et même les conquêtes du passé, nous indique que les conditions sont aujourd'hui réunies pour que le discours théorique de Marx prenne corps dans la réalité historique et dans l'actualité politique, avec toute la force de sa radicalité originelle ?

Sur un terrain plus directement politique, il est absolument nécessaire d'examiner et de renouveler courageusement les schémas stratégiques, la pratique politique et les modalités organisationnelles du mouvement ouvrier [...]. La gauche révolutionnaire occidentale témoigne encore d'une faiblesse historique face au capitalisme développé. Elle critique le système du point de vue de ses insuffisances productives sans s'attaquer à sa véritable nature ; ses plates-formes de luttes dépassent rarement l'aspect strictement revendicatif, sa structure interne demeure centralisée et hiérarchique [...].

Notre pays jouit d'un privilège probablement unique : il est d'une part le théâtre d'expériences, de luttes, d'aspirations profondes et originales, comme nombre de pays occidentaux, qui font apparaître de nouveaux acteurs, d'authentiques protagonistes du conflit social ; de l'autre, il abrite le plus puissant mouvement de masse du monde capitaliste, avec un Parti communiste qui ne refuse pas de dépasser ses propres limites et ses propres conditionnements historiques. Un dialogue entre passé et futur s'est ainsi ouvert dans les faits, avant même que les intentions ne s'en manifestent. Seule une jonction non superficielle entre ce que l'histoire et la lutte de la classe ouvrière ont déjà produit et ce que la lutte de classe est en train de produire de nouveau, permettra de réaliser le saut qualitatif qui est la condition de la victoire. »

Mais le PCI décline l'invitation et les membres de la rédaction sont exclus du Parti en octobre. Il Manifesto se transforme en organisation politique. La revue continue de paraître jusqu'en 1971, date à laquelle elle devient le premier quotidien de la gauche extraparlementaire. La même année, un projet de fusion avec *Potere operaio* échoue.

En 1972, Il Manifesto se présente aux élections, avec Pietro Valpreda comme tête de liste, mais il n'obtient pas le *quorum* nécessaire. En 1975, le groupe s'allie avec une fraction du PSIUP et du parti catholique MPL pour créer le PDUP, qui présente des listes aux élections administratives de 1975, parfois seul, parfois avec

22. « Pour nous, le communisme n'est pas un *état de choses* qu'il convient d'établir, un *idéal* auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent actuellement », Karl Marx, *L'Idéologie allemande* [1845], *in Œuvres*, Tome III, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard.

Avanguardia operaia. La coalition Democrazia proletaria, qui se présente aux élections législatives de l'année suivante, comprend cette fois-ci des candidats de Lotta continua. Mais, même si la liste obtient cinq sièges, le résultat demeure insatisfaisant[23]. Par la suite, une partie des membres du PDUP, dont certains fondateurs d'Il Manifesto, retournera au PCI.

Avanguardia operaia

Au printemps 1968, une grève à l'usine Pirelli Bicocca se conclut par la signature d'un contrat d'entreprise. Un groupe d'ouvriers – dont un certain nombre de militants syndicaux – fait alors circuler un texte qui critique et dit son refus de l'accord. Le Comité unitaire de base Pirelli est né : il regroupe les ouvriers les plus combatifs, des étudiants, ainsi que quelques techniciens et employés. Le CUB Pirelli représente en 1968 le degré le plus avancé d'organisation ouvrière autonome. Le poids du CUB et des autres Comités de base qui voient rapidement le jour dans de nombreuses entreprises ne cesse de s'accroître au cours des années suivantes. Ils resteront l'une des formes les plus avancées de l'autonomie ouvrière, même si, à la différence des avant-gardes ouvrières de Turin, et en particulier de celle de la FIAT, ils chercheront toujours à éviter la rupture ouverte avec le syndicat.

Avanguardia operaia se crée à l'automne, sur la vague de l'expérience de Bicocca, et restera toujours majoritaire au sein des CUB. Ses dirigeants ont derrière eux une longue expérience militante, d'abord dans la IV[e] Internationale (trotskiste), puis d'intervention dans les usines. L'organisation se présente officiellement dans un long texte publié chez Samonà e Savelli, *Per il rilancio di una politica di classe.* « L'opuscule qui suit – peut-on lire dans l'introduction – exprime les opinions d'un groupe de militants révolutionnaires milanais, pour la plupart ouvriers, et dont certains sont engagés depuis des années dans la tentative d'opérer une jonction entre les groupes d'avant-garde presque exclusivement composés d'intellectuels et les secteurs des cadres et des militants ouvriers. Cette tentative a non seulement des ambitions pratiques, mais elle participe aussi d'une recherche, au cours de laquelle un certain nombre d'hypothèses ont été échafaudées, enrichies et parfois abandonnées, où s'est élaborée une ligne générale de travail, que toutefois nous nous gardons bien de tenir pour définitive [...]. Dans le moment politique actuel, il est primordial d'établir un lien entre les anciennes et les nouvelles avant-gardes révolutionnaires, entre les militants de groupes minoritaires de tradition plus ou moins ancienne et les nouveaux groupes d'étudiants et d'ouvriers, sur une ligne commune d'intervention politique en direction de la classe ouvrière et des masses étudiantes. Dans cette perspective, il est nécessaire de battre en brèche les tendances sectaires, le chauvinisme groupusculaire et les barrières idéologiques abstraites [...] La crise des rapports entre les organisations officielles bureaucratisées et réformistes d'une part, et les larges secteurs des cadres, des militants et des masses prolétaires de l'autre, est de moins en moins latente, différents phénomènes sont là pour nous l'indiquer. Elle offre aux minorités d'avant-garde un terrain propice au travail ouvrier. Cette crise, en l'absence d'une intervention massive et déterminée, peut conduire à la

capitulation de l'ensemble de la classe ouvrière italienne et de ses cadres face à la social-démocratie et au néocapitalisme. Nous ne sommes pourtant pas pessimistes, puisque nous considérons qu'aujourd'hui en Italie, une grande partie des groupes révolutionnaires et de leurs cadres sont suffisamment mûrs pour mener une intervention politique en direction de larges masses étudiantes et ouvrières [...]. La lutte des masses étudiantes a, par-delà les idéologies, joué pour les différentes tendances présentes dans le mouvement, le rôle d'un révélateur. Elles ont soutenu tous ceux qui œuvraient à le rejoindre, et c'est ainsi que le mouvement a intégré les meilleurs cadres étudiants issus de ces différents groupes. Mais ceux qui dans une logique opportuniste de petits partis, ont tenté d'enfermer le mouvement dans leurs propres schémas sans jamais accepter d'en tirer le moindre enseignement, convaincus par avance de leur prééminence et de leur rôle charismatique, ont été marginalisés au même titre que les partis traditionnels, et se sont désagrégés [...]. Nous augurons que cet opuscule [...] pourra contribuer à orienter y compris les cadres et les groupes des nouvelles avant-gardes étudiantes dans la direction du travail ouvrier. Il est inutile de souligner à quel point cela est important au regard de l'objectif central de la formation d'un nouveau parti marxiste et révolutionnaire [...]. »

La revue *Avanguardia operaia* commence à paraître en décembre. Il devait à l'origine s'agir d'un mensuel mais l'année suivante, seuls deux numéros verront le jour, l'un en mai, l'autre en décembre. Entre 1969 et 1971, tandis que le rayon d'action des CUB s'élargit, AO s'implante dans une série de cercles et de groupes qui essaiment dans différentes villes. Il sort ainsi du contexte milanais et s'impose comme une organisation d'échelle nationale. Milan reste néanmoins sa base principale, malgré la division du CUB Pirelli en juin 1969 entre une fraction majoritaire liée à AO et une aile plus « mouvementiste », qui comprend notamment le Gruppo Gramsci et le Collectif politique métropolitain. En octobre 1971, un bimensuel d'agitation reprend le titre *Avanguardia operaia*. Il deviendra à peine un an plus tard un hebdomadaire qui sortira régulièrement jusqu'à la publication du *Quotidiano dei lavoratori*. La production de brochures théoriques traitant de thèmes spécifiques est abondante : on en compte environ 25 au début des années 1970. Lors des élections administratives de 1975, puis des législatives de 1978, AO adhère à la coalition Democrazia proletaria.

Movimento studentesco

Aux côtés des principaux groupes, naissent et meurent entre 1969 et le début des années 1970 une série de formations mineures, dont beaucoup ne sont présentes que dans une seule ville. De peu de poids sur le plan national, elles représentaient néanmoins souvent des réalités locales importantes.

Il Potere operaio de Pise, donnera naissance, non seulement à Lotta continua,

23. La coalition reste loin derrière le PCI. DP se transformera en parti en 1978, et se dissout définitivement en 1991 pour rejoindre le Movimento per la rifondazione comunista (MRC).

mais aussi à quelques-unes des organisations les plus intéressantes de la période, en particulier du point de vue de l'analyse théorique. Le groupe a été fondé à Pise en 1967. Il compte parmi ses *leaders* Adriano Sofri, Gian Maria Cazzaniga, Vittorio Campione, Luciano Della Mea. Il Potere operaio intervient activement dans les usines (au premier rang desquelles Saint-Gobain), et il est massivement présent pendant les luttes étudiantes de 1968. Cette année-là, Pise est certainement la ville la plus touchée par la répression. À l'automne, la lutte reprend en usine, avec les grèves à Marzotto et à Saint-Gobain. La manifestation organisée devant la Bussola par Il Potere operaio la nuit de la Saint-Sylvestre connaît une fin tragique : l'étudiant Soriano Ceccanti est grièvement blessé.

Les événements de la Bussola provoquent la première scission au sein du groupe. Cazzaniga et Campione quittent l'organisation et fonderont peu après le Circolo Karl Marx. Au printemps, Della Mea quitte à son tour Il Potere operaio et fonde, avec le groupe de la revue *Nuovo impegno*, la Lega dei comunisti. Au début des années 1970, Della Mea se rapprochera de Lotta continua, tandis que le reste de la Lega rejoindra le groupe romain Unità operaia. Presque au même moment, le Circolo Karl Marx et plusieurs Circoli Lenin fusionneront dans l'Organizzazione dei lavoratori comunisti.

À Rome, naissent les Nuclei comunisti rivoluzionari, sous la houlette de Franco Russo qui, sans parvenir à une véritable unification, se coordonnent avec Lotta comunista, une organisation qui excède la dimension strictement locale, avec des foyers d'activité particulièrement forts en Calabre.

À Milan, le groupe local le plus fort est certainement le Movimento studentesco de la *Statale*, emmené par Mario Capanna, Turi Toscano et Luca Cafiero. En dépit de son nom, le « Movimento » est structuré comme une organisation à part entière, avec son service d'ordre, et jouit d'une suprématie incontestée à la *Statale*. À la différence de toutes les autres organisations, il ne cherche pas à intégrer des cadres ouvriers, et n'intervient pas directement dans les usines. Il insiste en revanche sur la spécificité de la composante étudiante à l'intérieur d'un regroupement plus large, qu'il souhaite le plus hétérogène possible. Des rencontres, des confrontations et des séminaires sont organisés à la *Statale* avec les autres forces sociales. Au début des années 1970, le MS exerce à Milan une suprématie que seule Avanguarda operaia (qui regroupe la plus grande partie des cadres d'usines) est réellement en mesure de lui disputer. En 1971, une fraction du MS, emmenée par Popi Saracino, scissionne pour former le Gruppo Gramsci. Ses militants établissent des contacts avec le reste de la gauche extraparlementaire – ce que refusait le MS, retranché sur le terrain de l'université – et publient un mensuel théorique : *Rassegna comunista*. Le MS cesse toute activité en 1973. Une partie de ses militants donneront par la suite naissance au Movimento dei lavoratori per il socialismo.

Unione dei comunisti (m-l)

Parmi tous les groupes marxistes-léninistes, l'Unione dei comunisti italiani (UCI) est celui qui exerce le plus grand attrait sur le mouvement étudiant. Il s'agit

certainement de la formation prochinoise la plus organisée, la plus coordonnée, celle dont la propagande est la plus aboutie. Comme ses homologues, elle est dogmatique, sectaire et grandiloquente, mais elle abrite également des composantes plus raffinées, qui proviennent surtout du mouvement étudiant romain.

Le groupe se forme en octobre 1968. Ses dirigeants proviennent de Falce martello, un groupuscule milanais autrefois lié à la IVe Internationale et passé au marxisme-léninisme après le début de la Révolution culturelle chinoise, et du mouvement étudiant romain. Lors des manifestations, les cortèges de l'Unione sont encadrés de manière presque chorégraphique, elle impose à ses militants une discipline ultra-rigoureuse qui régit non seulement la vie politique mais aussi la vie privée, elle exige de ses adhérents le don de la plus grande partie de leur revenu, elle crée des « organisations sectorielles » qui s'occupent spécifiquement des jeunes, des femmes, des ex-partisans ou de la propagande.

L'UCI publie un hebdomadaire, *Servire il popolo*. L'éditorial du premier numéro spécifie quels doivent être les « rapports adéquats » entre le prolétariat, les masses populaires et le parti : « le parti marxiste-léniniste est au service du peuple, c'est le parti du prolétariat qui apporte au peuple les propositions révolutionnaires du prolétariat, qui seront la solution à ses problèmes. La direction de la lutte révolutionnaire est entre les mains de la classe prolétarienne, mais la cause pour laquelle on combat est celle du peuple tout entier, si l'on excepte la poignée des riches exploiteurs du peuple et la clique de ses serviteurs [...]. C'est la tâche du parti marxiste-léniniste que de faire en sorte que la ligne révolutionnaire soit correctement exécutée, de manière à répondre aux intérêts généraux de la cause du peuple [...]. Servir le peuple, c'est-à-dire amener la ligne de masse à ses éléments conscients, la ligne faite d'idées justes, de formes d'organisation justes, d'incitations justes à la lutte, afin qu'elle soit transmise au peuple tout entier, pour que ce soit le peuple lui-même, dans son immense créativité, qui réalise la transformation de la société dans le sens indiqué par la ligne révolutionnaire prolétarienne. »

L'étoile de l'Unione ne brille que quelques mois. Début 1969, commencent les classiques procès internes dont le premier à faire les frais est Luca Meldolesi, dirigeant romain et représentant de la tendance la moins dogmatique et stalinienne. Le *leader*, Aldo Brandirali, l'accuse de l'habituelle liste d'infamies, l'exclut de la direction en février 1969, et l'envoie se rééduquer « au sein du peuple ». Rééducation manifestement manquée, puisque quelques mois plus tard, Meldolesi est exclu de l'organisation.

En 1972, l'UCI, désormais réduite à une frange insignifiante, décide que le moment est mûr pour sa transformation en parti. Celui-ci transforme son hebdomadaire en quotidien et se présente aux élections, où il ne recueille que 85 000 voix, empruntant ainsi la voie qui mène à sa disparition définitive.

8

Lutte armée et Autonomie ouvrière



↜ Manifestation de l'Autonomie, sans date, extrait de Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli Autonomi*, vol. 3.

Les origines possibles de la « tendance armée »

« Ainsi, le rejet des Brigades rouges a-t-il servi de justification à la criminalisation du *dissensus* radical. Il a favorisé la mise en place en Italie d'une législation répressive sévère, sur le modèle allemand, et l'effacement de toute distinction entre prévention et répression [...] », c'est du moins ce qu'on pouvait lire en 1976 au dos du volume *Brigate Rosse, che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*[1]. Et plus loin : « En ce sens [celui de reconstruire une histoire telle qu'elle s'est réellement passée, N.d.A.], le livre du Soccorso Rosso est une tentative [de lecture] honnête. La publication de ce livre, dans le moment particulier que nous traversons, entend précisément offrir au public ce service que personne n'avait auparavant songé à lui rendre, et qui devrait pourtant être la tâche de tout éditeur moderne. »

L'éditeur précise sa pensée dans la note qui introduit le volume. Il y récuse les qualifications de « provocateurs et d'espions » qu'on a souvent accolées aux Brigades rouges et leur reconnaît qu'ils combattent pour « une cause qui a mobilisé des générations entières de militants ». Il y dresse également une brève généalogie : « dans les années 1969-72 (et au-delà), une importante fraction des jeunes qui avaient participé aux luttes ouvrières et étudiantes [...] a organisé sa vie dans la perspective d'une transformation radicale à brève échéance [...]. Aujourd'hui, aucune des principales organisations politiques issues des luttes de cette génération ne croit plus qu'en Italie, il y aura, à court terme, une révolution. Pourtant, comme l'a écrit Francesco Ciafaloni dans les *Quaderni piacentini*, "il n'y a pas eu de passage conscient, argumenté, rationnel entre la première position et la seconde, qui permette de conserver de manière cohérente une partie de la charge psychologique et idéologique qui était apparue à un niveau de masse. La plupart sont rentrés dans le rang. Ils se sont simplement aperçus que la politique avait un prix et qu'ils n'étaient pas prêts à le payer. D'autres ont accepté le jeu de la double vérité. D'autres encore ont décidé de pousser leur choix jusqu'à ses conséquences ultimes[2] [...]" ».

Ces lignes ont été écrites alors que le délitement des groupes extraparlementaires était entré dans sa phase aiguë, qu'une vaste restructuration autoritaire était à l'œuvre dans les usines (*cassa integrazione*[3], licenciements « politiques », etc.) et

1. Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

2. *Ibidem.*

3. La *cassa integrazione guadagni*, créée en 1946, est un dispositif qui permet de placer les salariés en chômage technique en leur versant une allocation financée en partie par l'État et en partie par les employeurs. Ces salariés « placés en réserve » peuvent être réintégrés à n'importe quel moment. Ils

que le gouvernement commençait à élaborer, avec le parlement, le tournant législatif autoritaire qui allait rester dans l'histoire sous le nom de « période d'urgence[4] ».

Le livre du Soccorso rosso sur les Brigades rouges, vite épuisé, ne fut jamais réimprimé. Il reste – avec *Mai più senza fucile*, d'Alessandro Silj[5] – l'une des rares tentatives non falsificatrices (pour ne pas dire vulgairement diffamatoires) pour remonter aux origines du phénomène de la lutte armée en Italie.

La question des Brigades rouges et des actions clandestines, violentes et armées avait, au cours des années précédentes, donné matière à perpétuel débat. La « stratégie de la tension » instaurée par l'État avait secrété un climat propice à la multiplication des thèses complotistes, dans la presse bourgeoise bien sûr, mais aussi dans celle du mouvement. Ainsi, le *Bulletin de contre-information démocratique* qui s'était pourtant rangé aux côtés du mouvement, n'a-t-il jamais cessé d'accuser les Brigades rouges d'être des « agents provocateurs » ; de même, pendant des années, le quotidien *Il Manifesto* n'a jamais pu faire mention des Brigades rouges sans les affubler des termes « soi-disant » ou « prétendues », insinuant ainsi qu'elles se rendaient complices des pouvoirs occultes de l'État.

En réalité, les Brigades rouges sont nées dans un contexte ouvrier, plus particulièrement dans les usines Sit-Siemens et Pirelli, à Milan. Au début, leurs actions ne connaissent pas un grand retentissement, parce qu'elles ne diffèrent en rien d'actions semblables qui sont menées au même moment par d'autres forces politiques, ou par la spontanéité ouvrière. Peut-être faut-il en effet rappeler ici que pendant l'« Automne chaud » et l'année 1970 qui lui succéda, le sabotage, le passage à tabac des petits chefs, la destruction de leurs voitures et de celles des dirigeants, la formation d'un contre-pouvoir à l'intérieur de l'usine, sont devenus des pratiques usuelles, très largement répandues. Voici ce qu'écrivait le bimensuel *Lotta continua* à propos du climat qui régnait alors dans les usines :

« Après chaque action, manifestation ou blocage des marchandises, [...] chaque atelier devient un tribunal prolétaire : ceux qui n'ont pas participé aux actions alors qu'ils en avaient la possibilité, on les met à la porte de l'usine. Un exemple typique : dans un atelier du magasin, on apprend que 7 personnes ont travaillé le dimanche, 4 ouvriers et 3 chefs. On discute, et les jaunes sont "mis à pied" : 2 jours pour les ouvriers et 3 jours pour les chefs ; 3 jours parce que ce sont des chefs, et parce que, pendant la discussion, l'un d'eux a manqué de respect aux ouvriers en disant qu'il s'en foutait [...]. Il ne s'agit pas seulement de défendre l'unité : les ouvriers sont en train de se frotter à l'exercice du pouvoir, et ils y prennent goût[6]. »

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les premières actions des Brigades rouges. La première à être signée de l'étoile à cinq branches flanquée de l'inscription *Brigate rosse* a lieu le 17 septembre 1970 : l'automobile de Giuseppe Leoni, le directeur du personnel de l'usine Sit-Siemens, est incendiée. Aucun tract n'est laissé sur les lieux. Le soir en revanche, un message mi-ironique, mi-menaçant est glissé sous l'essuie-glace de la Ferrari de Giorgio Villa, ingénieur à Sit-Siemens : « Combien de temps durera-t-elle, la petite Ferrari ? Jusqu'à ce que nous ayons décidé qu'il est temps d'en finir avec les voyous. BRIGADES ROUGES[7]. »

Avant de se livrer à ces actions « exemplaires », les Brigades rouges avaient tenu, devant des auditeurs perplexes et curieux, un *meeting* volant dans le quartier ouvrier de Lorenteggio à Milan ; elles avaient également procédé à un jeter de tracts devant l'usine Sit-Siemens.

Le 20 octobre 1970, dans une des *feuilles de lutte* de *Sinistra proletaria*, l'apparition des Brigades rouges sur la scène politique est mentionnée en ces termes :

« L'AUTOMNE ROUGE A DÉJÀ COMMENCÉ

L'automne que nous allons vivre s'annonce comme une échéance de lutte décisive dans le conflit de pouvoir [...]. Contre les institutions qui planifient notre exploitation, contre les lois et la justice des patrons, la fraction la plus déterminée et la plus consciente du prolétariat en lutte a déjà commencé à combattre pour construire une nouvelle légalité, un nouveau pouvoir. Pour construire son organisation. Quelques exemples : *l'enlèvement et l'exposition publique*, par les ouvriers d'Ignis à Trente, des fascistes provocateurs qui avaient poignardé deux des leurs de manière préméditée[8] ; *l'occupation et la défense des logements occupés*, seule manière

touchent jusqu'à 80% de leur salaire et ne sont pas comptabilisés comme chômeurs. Durant les années 1970 et 80, ce dispositif a permis d'ajuster au plus près la quantité de main-d'œuvre (et donc de salaire) aux besoins de la production, notamment à la FIAT. Sur l'usage politique de la *cassa integrazione* contre le cycle de lutte de l'ouvrier-masse au milieu des années 1970, voir chapitre 10 – *L'année frontière*, p. 494 *sqq.*

4. La « période d'urgence » désigne une forme de gouvernement qui voit les principales forces au parlement, en particulier la DC et le PCI, adopter des mesures législatives exceptionnelles au nom de « la défense de l'ordre démocratique et de la sécurité publique » (décret-Loi Cossiga du 15 novembre 1979, devenu loi du 6 février 1980). Ces mesures, d'abord imposées sans le vote des chambres, vont profondément modifier le code pénal en instituant de nouveaux instruments juridiques, tels que la notion d'« association avec finalité de terrorisme et de subversion de l'ordre démocratique », la reconnaissance juridique des « repentis », etc. On peut faire remonter ce « tournant législatif autoritaire » à 1974-75 (avec l'adoption du décret-loi du 11 avril 1974, puis de la Loi Reale en 1975 : extension de l'usage des armes à feu par la police, de la garde-à-vue et de la détention préventive...) mais à l'époque, le PCI votait encore contre ces mesures. Sur l'interprétation de la « période d'urgence » comme tournant politique et législatif, voir le chapitre 12, p. 595 *sqq.* Voir aussi Paolo Persichetti, Oreste Scalzone, *La Révolution et l'État, op. cit.*, et Luther Blissett Project, *Nemici dello Stato, Criminali, "mostri" e leggi speciali nella società di controllo*, DeriveApprodi, 2002 – disponible en ligne en italien.

5. Alessandro Slij, *Mai più senza fucile, op. cit.*

6. Soccorso rosso, *Brigate rosse..., op. cit.*

7. *Ibidem.*

8. Le 30 juillet à Trente, agressés par des fascistes au cours d'une manifestation, des ouvriers sont blessés à coups de couteau. En mesure de représailles, des ouvriers et des étudiants contraignent deux représentants locaux du MSI (un conseiller régional et un membre du syndicat CISNAL) à marcher dans les rues de Trente avec une pancarte autour du cou où l'on

d'accéder enfin à un logement [...] ; *l'apparition d'organisations ouvrières autonomes* (Brigades rouges) qui sont l'indice que l'auto-organisation prolétarienne commence à se doter d'instruments pour combattre les patrons et leurs valets sur leur propre terrain, « à égalité », avec les mêmes moyens que ceux qu'on utilise contre la classe ouvrière : directs, sélectifs, et sûrs comme à l'usine Siemens.

ORGANISONS LA RÉSISTANCE DES MASSES POPULAIRES...
Il est temps de s'organiser sur la ligne de feu pour enraciner dans les luttes les contenus de la nouvelle pratique révolutionnaire : la stratégie de la guérilla populaire. Et il est temps de s'investir dans l'affrontement généralisé pour :

– enraciner chez les masses populaires en lutte le principe suivant : "*il n'y a pas de pouvoir politique sans pouvoir militaire*" ;

– éduquer par l'*action partisane* la gauche prolétarienne et révolutionnaire à la résistance, à la lutte armée ;

– mettre au grand jour la structure oppressive et répressive du pouvoir et les instruments de désorganisation de l'unité de classe[9]. »

Mais qu'est-ce donc que *Sinistra proletaria*[10] ? C'est une revue, dont deux numéros paraissent courant 1970. Avant cela, plusieurs *feuilles de lutte de Sinistra proletaria* avaient déjà circulé, avec la mention « édité par le CPM (Collettivo politico metropolitano) ». Comme on s'en souvient, le CPM était, en termes organisationnels, le résultat du débat qui avait agité l'aire des CUB à Milan en 1968 et 1969. Il avait été créé dans le but d'élargir son champ d'action de l'usine à l'ensemble de la société, et de dépasser les contradictions inhérentes à la séparation entre les luttes en usine et les luttes sociales et étudiantes. Dans un texte de janvier 1970, le CPM résume ainsi la nécessité de se doter de nouvelles formes organisationnelles :

« Nous devons nous poser le problème de manière concrète. Quel niveau d'organisation est aujourd'hui possible et nécessaire ? [...]

CUB, Gruppi di studio, collectifs locaux du Movimento studentesco etc. ont rempli une fonction : en menant des luttes autodéterminées et autogérées, ils ont permis que renaisse un mouvement autonome du prolétariat. Ces luttes avaient essentiellement pour cadre politique l'école et l'usine, elles se situaient donc à l'intérieur des institutions [...]. Dès lors que les luttes se sont généralisées et que beaucoup des contenus politiques de l'autonomie ont été acquis, [...] l'instrument organisationnel interne, sectoriel, n'a plus de fonction politique réelle, et il est dépassé à juste titre par les luttes mêmes qu'il a rendues possibles.

Développer l'autonomie du prolétariat aujourd'hui, cela signifie dépasser les luttes sectorielles et les organisations sectorielles. Ce dépassement ne peut advenir que par la lutte contre les tendances « conservatrices » à l'intérieur du mouvement, qui confondent l'autonomie avec son premier niveau d'expression organisée, c'est-à-dire précisément les CUB, Gruppi di studio, Movimento studentesco[11]. »

•

Ce texte fait spécifiquement référence à la polémique qui avait opposé au sein des CUB les tenants de la « ligne de masse » et ceux de la « ligne de parti », c'est-à-dire fondamentalement la tendance de base d'une part et de l'autre Avanguardia operaia, qui entendait intégrer la fonction des CUB dans une organisation de type parti. La suite du texte précise encore ce point de vue :

« La dimension sociale de la lutte nécessite des organisations de base à l'échelle de la société [...]. Il ne s'agit donc pas de passer d'une organisation de base à une organisation pyramidale [...] mais de créer des organisations politiquement homogènes, pour intervenir dans la lutte sociale métropolitaine.

Le dépassement de l'ouvriérisme et de l'estudiantisme [...] ne sera pas le fruit de l'union spontanée, sporadique et apolitique d'ouvriers et d'étudiants [...], elle implique la constitution de foyers organisationnels capables d'agir sur l'ensemble des questions sociales[12]. »

Le CPM devient rapidement une organisation de masse, en particulier à Milan. Il est présent dans des dizaines d'usines et d'établissements scolaires. Les militants de Potere operaio, entre autres, le regardent avec une sympathie et un intérêt croissants, parce qu'ils y voient – malgré les divergences – un exemple en acte d'organisation de l'autonomie ouvrière.

Le texte que nous avons cité plus haut est issu d'un congrès du CPM qui s'est tenu fin 1969 à Chiavari, alors que résonnent encore les échos du « massacre d'État ». Les questions de l'organisation, de la ligne et de la violence sont au centre des débats. Trois facteurs récents ont sans aucun doute lourdement influencé les discussions et les choix qui ont été faits alors : la répression extrêmement dure exercée par les institutions de l'État pendant l'année 1969 ; la forte impression produite par la « violence » de masse, spontanée, des ouvriers pendant l'« Automne chaud » ; et enfin, les analyses stratégiques produites au fil des luttes par les deux principaux groupes politiques, Lotta continua et Potere operaio.

Le CPM, où l'on retrouve Renato Curcio et d'autres militants issus de l'Université négative de Trente, reprend en partie le concept de « lutte de longue durée », qui avait été théorisé au cours de l'expérience trentine, pour critiquer les positions de Lotta continua et de Potere operaio :

« Dans la lutte de classe, il convient de distinguer trois éléments : les objectifs, les formes de lutte, l'organisation. Il appartient à la classe ouvrière de radicaliser la lutte sur des objectifs unificateurs, mais l'organisation est le produit des luttes [...].

pouvait lire : « Nous sommes fascistes. Aujourd'hui nous avons poignardé trois ouvriers d'IGNIS. Voilà notre politique pour les ouvriers. » Le Canzoniere pisano a publié une version chantée de cet épisode : *Trenta luglio alla Ignis.*

9. Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

10. Littéralement : « Gauche prolétarienne ». Sur les rapports entre ce groupe et l'organisation maoïste française du même nom, voir dans ce chapitre le texte *La naissance des Brigades rouges*, p. 374 *sqq.*

11. Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

12. *Ibidem.*

On jugera par conséquent qu'une lutte est avancée ou rétrograde dans l'exacte mesure où elle exprime – ou non – des objectifs unificateurs et des formes radicales. L'organisation vient ensuite, elle répond à l'exigence de "conserver" à un niveau conscient les résultats acquis au cours de la lutte. [...].

Nous faisons donc l'hypothèse d'une longue "guerre de position" au cours de laquelle la classe ouvrière se renforce à mesure qu'elle s'organise.

Sur ces questions, Lotta continua et Potere operaio, malgré leurs différences, partagent la même analyse. Pour ces organisations, l'autonomie est une condition préalable à l'avènement de la lutte même. Pour elles, l'autonomie signifie « indépendance » par rapport au syndicat et au parti [...].

Le développement de l'autonomie est donc entendu comme le développement d'une capacité organisationnelle qu'il s'agit d'opposer aux organisations traditionnelles. Nous pensons quant à nous que cette conception de l'autonomie est restrictive et superficielle, parce qu'ainsi comprise, elle n'est plus que l'instrument et la condition du développement des luttes [...]. Vis-à-vis des luttes autonomes de masse de 1968 et 1969, deux positions coexistent au sein du mouvement ouvrier :

– il y a ceux qui refusent d'y voir une dimension de rupture, et qui tentent de récupérer et d'exploiter leurs potentialités aux fins d'une sorte de "restauration politique" [...] ;

– il y a ceux qui, quels que soient les courants ou les tendances dont ils proviennent, ont compris que l'autonomie du prolétariat était le point central dont devait partir le travail politique à venir [...].

Nous faisons partie des seconds, et considérons qu'il s'agit là de l'unique position féconde, la seule capable de développer la lutte révolutionnaire dans les métropoles européennes.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Non pas tant de remporter immédiatement la victoire et de tout conquérir (comme le disent les slogans faciles des apprentis manipulateurs), mais de croître dans une lutte de longue haleine, en utilisant les puissants obstacles que le mouvement trouve sur sa route, afin de transformer le mouvement spontané de masse en mouvement révolutionnaire organisé[13]. »

Courant 1970, le CPM lance *Sinistra proletaria*, un organe d'information et de liaison entre les luttes et les réalités du mouvement. C'est sous cet intitulé que le collectif mènera ou soutiendra de nombreuses luttes d'usine et qu'il participera à plusieurs grandes occupations de logements à Milan, via Mac Mahon et dans le quartier de Gallaratese[14]. Plus tard, il lancera une campagne de lutte sur la question des transports publics au cri de : « Reprenons les transports » ou « Les transports on les prend, l'abonnement on ne le paie pas ».

Ces slogans reprenaient, dans leur cadence comme dans leurs contenus, ceux de la campagne de Lotta continua qu'avait rejointe Sinistra proletaria : « Reprenons la ville », « Les maisons on les prend, les loyers on ne les paie pas ».

Le CPM mène par ailleurs des actions systématiques en direction des techniciens et des étudiants-travailleurs, qu'ils considèrent comme l'un des terrains les

plus pertinents pour comprendre le développement des luttes dans les usines et dans la société.

La question des « techniciens » avait déjà été soulevée avec beaucoup d'intelligence par les militants et les intellectuels opéraïstes. En 1968, à Milan, un grand congrès national des facultés techniques et scientifiques en lutte avait produit des analyses importantes sur la restructuration technologique en cours et sur la fonction assignée aux techniciens et à leur formation scolaire et universitaire par le néocapitalisme. Au cours d'une longue intervention, Franco Piperno de Potere operaio avait abordé la question du rapport entre « fission » et « fusion » nucléaire, anticipant des analyses qui allaient devenir « à la mode » bien des années plus tard. Mais si les luttes des techniciens suscitent tant d'intérêt, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont dotés d'une intelligence et d'une compétence technico-scientifique révolutionnaires: ce qui les rend centrales, c'est avant tout leur positionnement dans le conflit de classe en cours.

Dans le texte qui suit[15], après avoir examiné les dynamiques d'innovation technologiques du néocapitalisme italien dans les secteurs clefs de la pétrochimie, du nucléaire, de l'automobile, de l'aéronautique et de l'aérospatiale, mais aussi de l'électronique et de l'automation, Piperno analyse la nouvelle fonction du « technicien » dans la société capitaliste avancée:

« La fondation de l'État comme État-plan implique une gigantesque extension des services généraux qui assurent et coordonnent l'utilisation des facteurs productifs (recherche, programmation, transports, services sociaux, enseignement), et leur prise en main par le secteur public.

D'autre part, la régulation du cycle suppose une capacité institutionnelle de l'État à rétablir le rapport de forces entre les classes sur le plan de la violence sociale: c'est-à-dire que l'organisation étatique du capital social doit être capable de s'affirmer comme pur appareil répressif chaque fois que les luttes prennent la forme d'une attaque politique contre le rapport de production et imposent la crise comme terrain de l'affrontement.

Sur le plan de l'organisation sociale, cette caractéristique du capitalisme avancé nécessite le renforcement et l'extension des services improductifs affectés spécifiquement au contrôle du comportement de la force de travail (dispositifs de surveillance, répression, manipulation, etc.).

On a déjà observé que ces mouvements du capital, que l'on a schématiquement examinés par secteurs, requièrent tous des innovations technologiques radicales dans le processus de travail.

13. Soccorso rosso, *Brigate rosse*..., *op. cit.*

14. On pourra lire en français l'un des rares textes qui fait le bilan de ces campagnes d'occupation dans Lea Melandri, « Via Tibaldi et le communisme » [1971], *L'Infamie originaire*, éd. Des Femmes, 1979.

15. « Ristrutturazione capitalistica, proletarizzazione dei tecnici e riforma della scuola », *Linea di massa* n° 3, 1969.

Du point de vue de la stratification sociale, on peut globalement affirmer que le "saut technologique" modifie la répartition de la population active en augmentant le nombre d'emplois techniques et en raréfiant les emplois manuels agricoles.

En outre, le type de transformation capitaliste que nous venons de décrire attire les investissements vers des secteurs qui présentent un besoin structurel en travail technique, non seulement dans le processus de fabrication à proprement parler, mais surtout "en amont" et "en aval" de ce processus.

Et c'est là une nouveauté, dont les effets sont explosifs. Traditionnellement en effet, le développement de l'industrie italienne s'est concentré sur une technologie qui, si elle laissait une large place à l'habileté de l'opérateur individuel, au métier – c'est-à-dire globalement aux processus empiriques élaborés directement dans la pratique (typiquement dans la sidérurgie, le textile, le cuir, etc.) –, elle était également fondée sur l'exécution de tâches monotones et répétitives par une main-d'œuvre pourvue au mieux d'une instruction de base et d'une brève préparation extrascolaire, principalement administrée par les instituts professionnels (on pense au secteur automobile ou à la production d'électroménager).

La transition capitaliste à laquelle est contrainte aujourd'hui l'économie italienne nécessite au contraire d'importants investissements à long terme pour la recherche, l'étude, la conception de projets et la réalisation de nouvelles infrastructures [...].

Le rapport entre l'ouvrier et le matériau qu'il transforme est toujours plus médié par une série de procédures scientifiques, objectivées par la machine automatisée ; parallèlement, on constate que les techniciens en tant que couche professionnellement qualifiée de la force de travail deviennent peu à peu prédominants.

Ainsi, des figures sociales qui opèrent aux marges du processus de valorisation, ou même qui remplissent des fonctions improductives de contrôle et de discipline sur le travail vivant, ont-elles pris aujourd'hui un poids nouveau dans le processus de production. Si l'ingénieur traditionnel se caractérisait par le fait qu'il effectuait par délégation certaines fonctions patronales, l'ingénieur de l'unité productive automatisée moderne s'acquitte en règle générale d'une fonction productive qui touche à la recherche, à la conception de projets, à la coordination du travail, même s'il continue souvent d'exercer un certain nombre de pouvoirs disciplinaires sur la force de travail la moins qualifiée. Évidemment, cette affirmation implique l'abandon de l'identification traditionnelle, et pour partie marxienne, entre la transformation de la matière et le travail productif ; elle autorise en outre, par-delà les hiérarchies mystificatrices indexées aux écarts de revenu et à l'échelle des qualifications, une identification profonde entre les différents secteurs de la classe ouvrière.

En effet, si l'on définit le travail productif comme l'activité qui élabore des informations, transmises ensuite au matériau brut afin qu'en les incorporant il se transforme en marchandise, alors nous devons en tirer la conclusion que le travail productif s'exerce non seulement lors de la phase de fabrication mais aussi dans la recherche et dans la conception, ainsi que dans la coordination et la distribution.

Il en résulte que seules peuvent être exclues de cette définition du travail productif les activités qui sont strictement dévolues au contrôle et à la discipline des comportements de la force de travail.

Mais ni l'analyse du processus de travail, ni une redéfinition du procès de valorisation ne suffisent à étayer la thèse qui identifie les techniciens comme un moment de la composition politique de la classe ouvrière. L'incorporation des techniciens dans la classe ouvrière n'a de sens que dans la mesure où leurs luttes respectives se coordonnent et se mêlent. Ainsi, regarder les techniciens comme des travailleurs productifs revient en réalité à faire l'hypothèse d'une intervention politique fondée sur la possibilité de communiquer à ce secteur de la force de travail qualifiée les rythmes et les objectifs de l'insubordination ouvrière.

En effet, nous verrons que si la réalisation pratique des mouvements du capital nécessite cette opération de violence sociale sur le travail vivant que l'on appelle "réforme de l'école", la lutte contre l'école dûment comprise doit tenter d'impliquer les techniciens dans le conflit de classe qui s'annonce avec les échéances contractuelles de 1969-70. Ce serait là un premier pas vers la réunification politique verticale de la classe ouvrière. »

Une partie de ces réflexions seront reprises par le Collettivo politico metropolitano, en particulier après la grève nationale des techniciens début 1969. La forte présence de techniciens et d'employés au CUB Pirelli et au Gruppo di studio Sit-Siemens n'y fut sans doute pas non plus étrangère. C'est également dans ce contexte théorico-politique qu'est né le GDS IBM, dans une entreprise qui est, avec Olivetti, l'une des pointes avancées de la production technologique en Italie.

Le choix stratégique du CPM-Sinistra proletaria d'unifier luttes d'usine et luttes sociales leur permet de larges alliances avec Potere operaio et Lotta continua sur les questions du logement et des transports. Dans la lignée de l'expérience des CUB – où les étudiants-travailleurs avaient joué un rôle de liaison –, le CPM décide également d'intervenir de manière systématique dans les instituts techniques et professionnels, où la concentration d'étudiants-travailleurs est la plus importante et où les étudiants sont les plus réceptifs à la situation de l'emploi qui se profile dans le secteur des techniciens.

De toutes les villes d'Italie, Milan compte la plus forte concentration d'étudiants-travailleurs : environ 80 000 en 1970. Parce que c'est une ville industrielle, les mouvements des étudiants-travailleurs créent une passerelle naturelle entre les luttes des scolarisés et les luttes d'usine. Dans les premiers mois de 1970, les luttes des étudiants-travailleurs sont presque entièrement chapeautées par le CPM, qui a produit l'analyse théorique la plus aboutie de la fonction de cette figure sociale. Le Movimento lavoratori studenti[16] devient une organisation où confluent des militants issus d'autres expériences (cadres du CUB Pirelli, étudiants de Trente,

16. Ce MLS de 1970 ne doit pas être confondu avec son homonyme plus tardif, une organisation de l'Université *Statale* de Milan apparue en 1975.

etc.). Il est hégémonique à l'institut technique Feltrinelli, et devient une référence pour des expériences analogues. Dans les analyses du CPM et du MLS, les cours du soir sont décrits comme un travail d'usine :

« Les cours du soir sont une institution productive [...], ils produisent l'homme comme marchandise. Les échecs, les abandons, le surmenage, les interruptions de cursus [...], sont les moyens concrets par lesquels l'usine du soir décide de soustraire au processus de fabrication une partie non négligeable du matériau qu'elle produit. En ce sens, la "sélection" n'est rien d'autre qu'un "contrôle de qualité" du produit. Selon le nombre de salariés dont il a besoin, le système développe les cours du soir ou commence au contraire à éclaircir les rangs en recalant les étudiants[17].

Mais les cours du soir ont aussi une fonction idéologique : le contrôle de qualité présuppose que la production soit "homogène" au système, d'où la nécessité pour les patrons de créer le "consensus politique et idéologique des masses prolétaires". En somme, "l'exploitation qui, dans les usines, se manifeste surtout sous son aspect économico-structurel, prend à l'école la forme prévalente de l'oppression politico-idéologique".

Nous considérons que les études sont un véritable travail parce qu'elles produisent quelque chose de précis, de tangible : une force de travail pourvue d'une capacité productive accrue. Les cours du soir équivalent donc à 4 heures supplémentaires. Objection nous a été faite que la loi obligeait à payer des charges sur le travail. Mais quelle loi ? Comme l'école, la loi appartient aux patrons.

LA LUTTE EST LA LOI DES EXPLOITÉS.

Nous n'avons à observer et à mettre en œuvre qu'une seule loi : la lutte continue contre l'exploitation que les lois de l'État bourgeois tentent de rendre juste, et par conséquent légale[18]. »

La naissance des Brigades rouges

Les luttes de l'automne 1969 et celles du printemps 1970 provoquent une véritable crise de régime. Pour endiguer la conflictualité ouvrière et sociale, le patronat et les services occultes de l'appareil d'État avaient misé sur deux phénomènes : la montée en légitimité du syndicat d'une part, la « stratégie des bombes » et la brutalité de la répression de l'autre. Ils sont à présent contraints de chercher de nouvelles médiations. Agnelli en arrive même à augurer que « les syndicats et les entrepreneurs se mettent d'accord sur la défense commune de certains objectifs, le cas échéant contre le pouvoir politique lui-même [...] ».

La loi sur le « statut des travailleurs » et l'instauration des conseils d'usine sont une tentative supplémentaire pour enfermer le mouvement dans de nouvelles formes de représentation, pour fixer de nouvelles règles du jeu. Mais pour l'essentiel, l'autonomie ouvrière continue de ne respecter aucune règle, elle parvient même à détourner les nouvelles structures représentatives pour asseoir son indépendance par rapport aux centrales syndicales[19].

Du côté des militants de Potere operaio, de Lotta continua et du CPM (devenu Sinistra proletaria), le spectre d'un tournant réactionnaire et autoritaire de l'appareil d'État fait l'objet d'analyses de plus en plus poussées et de plus en plus précises. On ressent une urgence croissante à se doter des moyens d'y résister, de structures politico-militaires non seulement défensives mais aussi potentiellement offensives.

L'été 1969, l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli publie un opuscule où la menace d'un « coup d'État » est sérieusement évoquée. L'ouvrage, intitulé *Estate 69. La minaccia incombente di una svolta radicale autoritaria a destra, di un colpo di stato all'italiana*[20], fait grand bruit. Il le doit pour partie au texte du romancier grec Vassili Vassillikos qui figure en appendice sous le titre *En Grèce non plus, nous ne croyions pas que c'était possible*, par référence au coup d'État sanglant qui avait écrasé les mouvements et porté les « colonels » au pouvoir avec la complicité des services secrets américains.

Mais si le mouvement se militarise, ce n'est pas simplement ou pas seulement par crainte d'un coup d'État. Avec le « massacre d'État », la bourgeoisie a choisi de déplacer le conflit sur le terrain militaire et ce constat, omniprésent dans les analyses, a chez les militants de fortes répercussions théoriques et idéologiques. On se réfère de plus en plus à la guérilla urbaine latino-américaine (surtout aux Tupamaros uruguayens) et à la théorie de la métropole comme centre du commandement capitaliste. Dans le texte rédigé à Chiavari, le CPM écrit:

« La dimension sociale de la lutte est le niveau ultime de son développement: la lutte contre la répression généralisée constitue déjà un moment révolutionnaire [...]. La bourgeoisie a d'ores et déjà choisi l'illégalité. La longue marche révolutionnaire dans la métropole est la seule réponse adéquate.

Elle doit commencer ici et maintenant. [...]

On n'a pas suffisamment pensé à ce que pouvait signifier un processus révolutionnaire dans le contexte métropolitain du capitalisme avancé. On ne peut y transposer ni les modèles révolutionnaires du passé, ni ceux qui prévalent aujourd'hui dans les régions périphériques [...].

17. Sur la formation comme production de travail vivant au moyen de travail vivant, voir la brochure « *L'école, atelier de la société-usine* », *op. cit.* : « Au stade du capital social, est productif tout travail qui s'échange contre du capital et non contre du revenu, qui contribue socialement à la reproduction élargie du capital, et donc la production de la science, de la technologie, et toutes les opérations en amont et en aval de la production [...]. »

18. CPM – Collettivo lavoratori-studenti, « Sviluppo e ristrutturazione della scuola serale come istituto produttivo », janvier 1970, cité dans Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

19. La loi sur le « Statut des travailleurs » adoptée en 1970, sera suivie en 1972 par l'instauration de « Conseils d'usines », instances syndicales électives dotées d'un pouvoir de négociation. Lire à ce propos dans ce chapitre – *Problématiques du mouvement ouvrier*, notamment la note 63, p. 403.

20. « Été 1969. La menace imminente d'un virage radical autoritaire à droite, d'un coup d'État à l'italienne ». Ce texte a été réédité chez Feltrinelli en 2012.

a) Dans les zones métropolitaines nord-américaines et européennes, les conditions objectives du passage au communisme sont déjà là : la lutte doit s'attacher pour l'essentiel à en créer les conditions subjectives [...] ;

b) À l'heure où structure et superstructure tendent de plus en plus à coïncider, le processus révolutionnaire doit être appréhendé de manière globale, dans ses aspects à la fois politiques et "culturels". Cela implique la modification des rapports entre les mouvements de masse et l'organisation révolutionnaire, et par conséquent la modification des principes d'organisation.

La ville représente aujourd'hui le cœur du système, elle est le centre où s'organise l'exploitation économique et politique, elle est la vitrine où s'exhibe le "but à atteindre", le modèle qui est censé motiver l'intégration prolétarienne. Mais c'est aussi son maillon faible : c'est dans la ville que les contradictions éclatent de la manière la plus flagrante, c'est là où le chaos organisé, qui est le propre de la société capitaliste avancée, est le plus évidemment perceptible.

C'est là, au cœur du système, qu'il faut frapper.

La ville doit devenir pour l'adversaire, pour ces hommes qui exercent un pouvoir chaque jour plus hostile et plus étranger à l'intérêt des masses, un terrain mouvant. Nous pouvons contrôler chacun de leurs gestes, dénoncer chacun de leurs abus, révéler au grand jour chaque collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique[21]. »

Du reste, pour qui veut la regarder avec une certaine dose d'utopie, il semble que la lutte armée progresse partout dans le monde : dans certains conflits en Amérique du nord, dans les métropoles latino-américaines, dans la lutte des Palestiniens qui s'intensifie, et surtout au cœur de l'Europe, en Allemagne, où la RAF a commencé à agir avec une grande efficacité[22]. On peut lire dans l'ultime numéro de *Sinistra proletaria*, en octobre 1970 :

« La guérilla est à présent sortie de sa phase initiale [...], on ne peut plus la considérer comme un simple détonateur [...], elle est aujourd'hui l'unique visée stratégique qui soit en mesure de dépasser la perspective insurrectionnelle, désormais inadéquate [...], elle pénètre dans les métropoles en donnant au prolétariat mondial une forme commune de lutte et de stratégie. Le Capital unifie le monde dans son projet de contre-révolution armée ; le prolétariat s'unit dans la guérilla au niveau mondial.

L'ITALIE ET L'EUROPE NE SONT PAS DES EXCEPTIONS DE L'HISTOIRE[23]. »

C'est ainsi qu'en février 1971 s'achève la brève existence de Sinistra proletaria. Les camarades qui avaient porté cette expérience légale l'ont consumée en l'espace de quelques mois. La clandestinité apparaît désormais comme son débouché naturel.

Les autres groupes, au demeurant, confirment dans leurs analyses de la situation la nécessité de hausser le niveau de l'affrontement. Lotta continua en particulier,

qui, avec Potere operaio, est massivement présente dans les usines turinoises, semble pencher pour un usage généralisé de la « justice prolétaire » (par opposition à la justice bourgeoise) et pose résolument la question du contre-pouvoir ouvrier. C'est à ce moment que les chansons de lutte font leur apparition dans les manifestations, à la fois pour rythmer les cortèges et pour énoncer de manière concise le sens de la lutte :

La Ballata della Fiat
(Alfredo Bandelli)

Monsieur le Patron, cette fois
pour toi c'est sûr ça va mal se passer
nous sommes fatigués d'attendre
que tu nous fasses crever à la tâche.
Nous, on continue à bosser
et les syndicats viennent nous dire
qu'il faut encore réfléchir
mais de lutter, on n'en parle jamais.

Monsieur le Patron, on s'est réveillés
et cette fois on va livrer bataille
et cette fois nous serons les seuls
à décider comment nous voulons lutter.
Regarde le jaune comme il se débine
écoute le silence dans les ateliers
peut-être que demain tu n'entendras plus
que le bruit de la mitraille !

Monsieur le Patron, cette fois
pour toi c'est sûr ça va mal se passer
à partir de maintenant si tu veux négocier
tu vas t'apercevoir que ça n'est plus possible.
Et cette fois tu ne pourras pas nous acheter
avec cinq lires d'augmentation
si tu nous en offres dix nous en voulons cent
si tu nous en offres cent nous en voulons mille.

21. Soccorso rosso, *Brigate rosse…*, *op. cit.*
22. La Fraction armée rouge (Rote Armee Fraktion) est une organisation clandestine qui agit en Allemagne fédérale à partir de 1970. Voir *La « Bande à Baader » ou la violence révolutionnaire*, Champ Libre, 1972.
23. Soccorso rosso, *Brigate rosse…*, *op. cit.*

Monsieur le Patron, tu n'as pas réussi à nous rouler
avec tes inventions, avec les délégués
tous tes projets sont éventés
et nous, on lutte contre toi.
Les qualifications et les catégories
nous voulons qu'elles soient toutes abolies
les divisions, c'en est fini
à la chaîne nous sommes tous égaux!

Monsieur le Patron, cette fois
on a appris à lutter
on l'a montré à Mirafiori
on le montrera dans toute l'Italie.
Et quand nous sommes descendus dans la rue
tu t'attendais à un enterrement
mais ça s'est vraiment mal passé
pour ceux qui voulaient nous enfumer.

On en a vu vraiment beaucoup
des matraques et des boucliers romains
mais on a aussi vu tellement de mains
qui allaient chercher leur pavé.
Toute la Turin prolétaire
à la violence policière
réplique désormais sans crainte
les luttes à mener seront dures!

À bas les bureaucrates et les patrons
que voulons-nous? Nous voulons tout!
la lutte continue à Mirafiori
et le Communisme triomphera!
À bas les bureaucrates et les patrons
que voulons-nous? Nous voulons tout!
la lutte continue en usine et ailleurs
et le Communisme triomphera!

L'ora del fucile
(Pino Masi et Piero Nissim)

Le monde entier est en train d'exploser
de l'Angola à la Palestine
L'Amérique latine combat
la lutte armée gagne en Indochine

dans le monde entier les peuples
sont gagnés par la conscience
et ils descendent dans la rue
pleins d'une juste violence – et donc
Que veux-tu de plus camarade
pour comprendre
qu'a sonné l'heure
du fusil

L'Amérique des Nixon
Agnew et MacNamara
dans les jungles du Vietnam
est en train de prendre une leçon
les peuples n'aiment pas
la civilisation du napalm
tant qu'il y aura des patrons
il n'y aura pas de paix
la paix des patrons
arrange bien les patrons
la coexistence est une arnaque
pour nous faire tenir bien sages – et donc
Que veux-tu de plus camarade...

En Espagne et en Pologne les ouvriers
nous apprennent que la lutte n'a jamais connu de trêve
contre les patrons unis, contre le capitalisme
même s'il est déguisé en pseudo-socialisme
les ouvriers polonais quand ils étaient en grève
criaient dans les manifs « police-gestapo »
ils criaient « Gomulka pour toi ça finit mal »
ils marchaient en chantant l'Internationale – et donc
Que veux-tu de plus camarade...

Les masses même en Europe ne restent plus passives
la lutte partout s'embrase, on ne peut l'arrêter
l'heure est aux barricades de Burgos à Settino
partout et même ici d'Avola à Turin
d'Orgosolo à Marghera, de Battipaglia à Reggio
la lutte dure est en marche les patrons seront vaincus – et donc
Que veux-tu de plus camarade...

Les premières actions des Brigades rouges, à l'automne 1970, ne connaissent aucun retentissement particulier. Ce n'est qu'en janvier 1971, avec l'incendie de

la piste de Lainate, qu'elles vont devenir l'objet de toutes les attentions, sur le plan national.

« La nuit du 25 janvier 1971, un commando place une bombe incendiaire sous chacun des huit semi-remorques garés sur la piste d'essais de pneumatiques de l'usine Pirelli. Trois camions sont entièrement détruits. Les cinq autres, en raison d'un défaut de fabrication des bombes, et surtout à cause de l'humidité, demeurent intacts. À l'entrée de la piste, on retrouve une feuille de papier qui porte l'inscription : DELLA TORRE-CONTRAT-RÉDUCTIONS DE SALAIRE-MAC MAHON-BRIGADES ROUGES[24]. »

Ce message télégraphique fait référence à un ouvrier licencié de l'usine Pirelli, à la lutte en cours dans cette usine, et à la grande occupation de logements qui a lieu au même moment à Milan.

Le *Corriere della Sera* fait grand cas de cet épisode. Il lui consacre un article sur cinq colonnes où, peut-être pour la première fois, les Brigades rouges sont qualifiées de « fantomatique organisation extraparlementaire ».

Le PCI et *L'Unità*, qui n'avaient rien dit des précédentes actions, minimisent. Leur condamnation tient dans un entrefilet : « Ceux qui ont perpétré [cet attentat] ont beau se cacher derrière d'anonymes tracts à la phraséologie révolutionnaire, ils n'en agissent pas moins pour le compte de ceux qui, tel Pirelli lui-même, ont intérêt à ce que la lutte responsable des travailleurs pour la renégociation de leur contrat, apparaisse aux yeux de l'opinion publique comme une série d'actes de vandalisme. »

Dans un communiqué, le PCI enjoint les travailleurs à se débarrasser eux-mêmes des provocateurs : « Lorsque de tels actes ont lieu, les travailleurs doivent être les premiers à agir pour les éradiquer, *par les moyens les plus adéquats à la nature des actes qui ont été perpétrés*[25]. » L'invitation à maintenir l'ordre en recourant à la violence ne saurait être plus explicite et consonne parfaitement avec une précédente déclaration syndicale qui qualifiait les BR de « fanfaronnade provocatrice de pur style fasciste ».

La réaction de Lotta continua est négative elle aussi. Le groupe juge l'action « exemplaire », c'est-à-dire coupée des masses, et objectivement provocatrice. Voici ce que dit son communiqué : « Justement parce que les masses prolétaires n'ont pas besoin qu'on leur explique qu'il faut recourir à la violence, et donc que les actions exemplaires ne sont pas nécessaires [...], l'organisation militaire des masses ne se construit pas dès lors que quelques groupes commencent à mener des actions militaires [...]. Elle se construit à partir de l'existence d'organisations politiques de masse, stables et autonomes[26]. »

Quoi qu'il en soit, les actions des Brigades rouges se multiplient, en particulier à Milan. Depuis l'arrêt de la publication de *Sinistra proletaria*, c'est le journal *Nuova resistenza* qui représente le mieux leur point de vue. Il emprunte son titre à un texte de la Gauche prolétarienne, l'organisation la plus radicale qu'ait produit le Mai français, qui avait pratiqué des formes de lutte clandestine avant d'être interdite. Il suffit de lire le texte programmatique de la Gauche prolétarienne pour comprendre les affinités profondes qui le lient à la nouvelle pratique de Sinistra

proletaria : « Notre politique portera un nom : NOUVELLE RÉSISTANCE : la lutte violente, populaire, des partisans. […] L'heure de la guérilla a sonné[27]. »

Nuova resistenza paraît pour la première fois en 1971. Sous le titre, le mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » est flanqué du symbole de Sinistra proletaria : faucille, marteau et fusils croisés. Le périodique, qui se définit comme « le journal communiste de la nouvelle résistance », envoie (à commencer par son titre) une série de signaux qui font mouche jusque dans les rangs de la base du PCI. On se souvient en effet que depuis les années 1950, tout un courant politique d'anciens partisans et de militants regarde d'un œil très critique les suites que le PCI a choisi de donner à la Résistance, laquelle aurait dû à leur sens se prolonger par un conflit de classe généralisé jusqu'à l'instauration d'un État socialiste. Conformément à ces objectifs, beaucoup de partisans n'avaient pas rendu les armes après la défaite du fascisme et, au cours des années 1950, les carabiniers et la police avaient retrouvé (le plus souvent dans des villages de montagne, mais aussi dans les sous-sols de certaines usines) des centaines de fusils, de mortiers et de revolvers. Naturellement, ces anciens partisans étaient à force devenus un peu mythiques et imaginaires, mais il ne fait pas de doute qu'au moins en juillet 1960 ils étaient descendus armés dans la rue. Danilo Montaldi, dans son *Militanti politici di base,* nomme cette tendance « *sottovoce* », en un ingénieux jeu de langage qui emprunte au parler ouvrier : *sottovoce* était en effet le surnom du traditionnel petit verre de *grappa* que les ouvriers prenaient le matin avant d'aller à l'usine et dont la vente était interdite avant 8 heures[28].

Comme on peut s'en douter, cet imaginaire s'était peu à peu imposé aux nouvelles générations de militants de base. Et la révélation progressive de la ligne « collaborationniste » de la direction du PCI vis-à-vis du néocapitalisme naissant et du gouvernement de centre-gauche n'était pas pour atténuer ce processus.

On se transmettait oralement l'histoire de la Volante rossa, ce groupe paramilitaire actif à Milan et dans le nord de l'Italie dans l'immédiat après-guerre. Des

24. *Ibidem.*
25. *Ibidem.* Ce sont les auteurs qui soulignent.
26. *Ibidem.*
27. Ibidem. Cette citation, légèrement remaniée, est vraisemblablement tirée du texte de la Gauche prolétarienne : *De la lutte violente de partisans. Questions du réajustement stratégique, mars 1970* : « Si nous appliquons avec justesse notre politique, l'attaque de l'ennemi sera brisée et l'espoir dans le peuple portera un nom : NOUVELLE RESISTANCE. […] Dans les régions-usines où les masses sont pour nous comme la forêt et la jungle qui nous cachent, il faut mener le travail de propagande politique tout en poursuivant la guérilla. » Ce texte, ainsi que d'autres documents de la GP, sont disponibles en ligne sur archivescommunistes.
28. « Lorsque les cheminots, ou les ouvriers de la houillère, ou les terrassiers doivent, l'hiver, travailler à l'extérieur, ils font un saut dès qu'il le peuvent au bistrot voisin et ils demandent un « *sottovoce* », parce que le matin, sa vente est interdite. À l'intérieur du parti, « sottovoce » est devenu le terme qui évoque l'*autre* possibilité, celle de la prise révolutionnaire du pouvoir », Danilo Montaldi, *Militanti politici di base, op. cit.*

phénomènes semblables étaient apparus dans d'autres régions du Nord, comme la Ligurie et l'Émilie, là où les traditions partisane et communiste étaient les plus fortes. C'est d'ailleurs à Reggio Emilia qu'une scission du PCI et de la FGCI finira par rejoindre les Brigades rouges.

Alberto Franceschini a fait partie de ce groupe. Ce militant, qui avait participé à la rédaction de *Sinistra proletaria*, était issu d'une des familles historiques de la tradition communiste de Reggio : sa grand-mère avait dirigé une section du syndicat agricole en 1922, son grand-père antifasciste avait passé une bonne partie de sa vie en exil, son père, après avoir été déporté à Auschwitz et s'en être évadé, avait fait partie des Squadre di azione partigiana[29]. Fabrizio Pelli (qui mourra en prison) et Prospero Gallinari y ont également participé. D'autres comme Azzolini, Roberto Ognibene et Franco Bonisoli fréquentent le « Collettivo politico operai e studenti », plus connu sous le nom de « Gruppo dell'appartemento », du nom du local informel où ses membres se réunissaient après leur sortie des organisations de la gauche officielle.

Le « Groupe » se rapproche de Curcio et de *Sinistra proletaria* courant 1970 et finit par participer à la fondation des Brigades rouges (même si tous ses membres ne font pas ce choix). D'autres militants, originaires de la région de Novara et surtout des quartiers ouvriers de Milan et de Turin, proviennent d'expériences analogues, ancrées dans la tradition communiste[30].

Pendant sa courte existence (deux numéros en trois mois), *Nuova resistenza* entend jouer un rôle de porte-voix pour tous les groupes spontanés ou clandestins qui s'accordent sur la nécessité de s'opposer par la violence à la contre-révolution armée bourgeoise. Le journal publie les communiqués des BR, mais aussi ceux d'autres groupes, et notamment, dès le premier numéro, ceux des Gruppi d'azione partigiana (GAP).

Les GAP et Feltrinelli

Fin 1970 et début 1971 une série d'actions violentes sont revendiquées par des groupes clandestins qui se réclament souvent des Brigades rouges. On recense aussi quelques épisodes plus obscurs, ou plus provocateurs, que les fascistes et la police tentent de leur attribuer. Il s'agit en règle générale d'attentats « au plastic » accompagnés de tracts exaltant les BR. Lesquelles, pourtant, réprouvent l'usage des explosifs, comme cela transparaît clairement dans un de leurs textes : « Il n'est pas difficile de constater que l'usage de la dynamite a généralement pour effet de terroriser les masses de manière indiscriminée, et pas seulement l'ennemi. Il prête en outre le flanc aux interprétations les plus disparates, à droite comme à gauche, étant donné l'usage fréquent qu'en a fait la réaction. »

Quant aux attentats « au plastic » les BR expliquent dans un long communiqué qu'ils sont pour eux clairement d'empreinte fasciste, et d'inspiration policière. Dans le même texte, le groupe détaille la logique de ses actions et de ses objectifs :



« *Dans les usines*, nous avons frappé les despotes, les valets des patrons, les plus haïs de la classe ouvrière, lorsque des camarades avaient été frappés et qu'une riposte était nécessaire;

nous avons frappé *les fascistes* parce qu'ils sont le bras armé dont le capital se sert aujourd'hui pour contrer les luttes ouvrières et la revendication prolétarienne du pouvoir;

nous avons toujours frappé *les ennemis du peuple* et nous les avons toujours frappés dans le cadre de larges mouvements de lutte.

C'est pourquoi, même si nous sommes persuadés qu'aucun camarade ne tombera dans le piège de ces actions fascistes "signées" de notre sigle, nous mettons en garde les forces de la réaction:

QUI JOUE AVEC LE FEU
SE BRÛLE LES DOIGTS
RIEN NE RESTERA IMPUNI!

Aux policiers et aux fascistes nous adressons un message clair: il n'y aura pas de pitié pour vous, le poing de la justice prolétaire s'abattra avec une force terrible sur tous ceux qui complotent, intriguent et œuvrent contre les intérêts des prolétaires.

LIRE, FAIRE CIRCULER, PASSER À L'ACTION.
COMMANDEMENT UNIFIÉ DES BRIGADES ROUGES[31]. »

D'autres actions qui se revendiquent des BR sont au contraire bien accueillies. C'est ainsi qu'un groupe romain sera surnommé « les BR de Rome » par le journal *Nuova resistenza*. Ses actions, qui durent jusqu'au milieu de l'année 1971, visent principalement des fascistes ou des locaux fascistes (on se rappelle notamment de l'attentat contre Junio Valerio Borghese, qui avait été impliqué dans une tentative un peu grotesque de « coup d'État »), et ses revendications sont elles aussi fortement teintées d'antifascisme. Les BR, malgré leurs divergences, reconnaissent aussi les actions des GAP.

Les GAP font une entrée fracassante sur la scène politique le 16 avril 1970, soit quatre mois seulement après le « massacre d'État ». Le pays est encore secoué par les polémiques, et les formations fascistes toujours plus arrogantes sont systématiquement « couvertes » par la police. Il est 20h33 lorsque, pendant la diffusion du journal du soir, une voix se fait entendre sur le canal audio de la télévision. À Gênes, où survient l'interférence, le retentissement est énorme. D'autres « émissions du

29. Les SAP sont un groupe de résistants armés fondé en 1944.
30. Sur la fondation des BR, l'histoire des « premières colonnes », leur implantation dans les usines du Nord de l'Italie et leurs liens avec les milieux communistes « dissidents », voir Mario Moretti (avec Rossana Rossanda et Carla Mosca), *Brigate rosse, Une histoire italienne*, *op. cit.*, en particulier le chapitre « De l'usine à la clandestinité », ainsi que Renato Curcio, *À Visage découvert*, Lieu commun, 1993.
31. Soccorso rosso, *Brigate rosse…*, *op. cit.*

peuple » seront diffusées par la suite dans d'autres régions, notamment à Trente et à Milan. Les communiqués de Radio GAP sont publiés dans *Potere operaio* (lequel au demeurant publie également ceux des BR) et dans *Nuova resistenza*, qui donne en outre des précisions sur les divergences politiques entre les GAP et les BR.

Parmi les différents groupes qui apparaissent à cette période, les GAP sont en effet les seuls, avec les BR, à faire preuve d'une certaine consistance politique. Ils savent échapper habilement aux enquêtes policières, ils disposent manifestement de moyens financiers et bousculent, par leurs actions comme par leurs émissions pirates, le débat politique. D'ailleurs, même Lotta continua s'intéresse de plus en plus à leurs actions.

En dehors de ces piratages, l'activité des GAP consiste essentiellement en une série d'attaques contre des centres du pouvoir bourgeois (consulat des USA, siège du PSU, usines, dépôts Ignis, raffinerie Garrone, etc.). À la lecture de leurs communiqués, on comprend que leur position est fondamentalement défensive et qu'elle reproduit les modèles de la lutte des partisans pendant la Résistance. Leur optique relève moins de la guérilla urbaine que d'une guérilla de type cubain en zone de montagne, où il est possible de mieux se défendre pendant de longues périodes.

Les GAP estiment que le plus grand danger auquel est exposée l'Italie est celui d'un coup d'État d'extrême droite: la tentative ratée du 7 décembre 1970 a produit sur eux une impression durable. Ce jour-là, Junio Valerio Borghese (un aristocrate qui commandait autrefois la tristement célèbre Decima MAS[32]) pénètre à la tête d'un groupe de conjurés fascistes dans les locaux du ministère de l'intérieur. Ce devait être le signal du coup d'État. Mais, au dernier moment, les conjurés reçoivent un contre-ordre. Quelque chose, au plus haut niveau, n'avait probablement pas fonctionné. Les enquêtes qui ont suivi ont montré que le « coup d'État manqué » était lié à un autre « complot » de droite, dit de la « Rose des vents », et qui impliquait des officiers supérieurs de l'armée. Le général Vito Miceli, qui avait été pendant trois ans le chef de l'USPA (l'Office de sécurité du Pacte Atlantique) et pendant quatre ans celui du SID (le plus important service secret italien) sera arrêté dans le cadre de cette affaire.

Cet épisode fait très nettement apparaître les différences entre les GAP et les BR. Pour les BR, il n'y a aucun danger immédiat de coup d'État militaire et Valerio Borghese est un fantoche. « Ce qui en revanche est très important, c'est la manière dont le gouvernement a tenté d'utiliser ces chimères. Depuis trois ans, la classe ouvrière est perpétuellement à l'offensive. Le pouvoir, pris dans des difficultés insolubles, doit cacher aux yeux des masses la lèpre qui le ronge chaque jour davantage. Il invente alors la jolie fable du "prince noir" (putschiste) pour la vendre à l'opinion publique[33]. » Les BR accusent aussi les révisionnistes (PCI et syndicats) de se servir de ces fariboles pour inciter les avant-gardes ouvrières à accepter le jeu parlementaire et pour contenir leur volonté de lutte.

La position des GAP est toute différente: « le coup d'État est imminent. » Dans un texte publié par Potere operaio et Lotta continua, ils insistent sur « le rôle toujours plus prééminent des forces militaires de l'État et des forces paramilitaires fascistes

[...] Seule une fuite a permis d'éventer, au dernier moment, un coup d'État préparé avec un soin méticuleux [...] par des centaines d'officiers des forces armées, par les commandements supérieurs des carabiniers, par les représentants de la finance et de l'industrie capitaliste italienne, ainsi que ceux de l'impérialisme américain[34] ».

Logiquement, les deux organisations diffèrent aussi dans le jugement qu'elles portent sur les révisionnistes du PCI. Pour les GAP, « même la gauche traditionnelle, représentée par le PCI [...] s'inquiète de voir chaque jour sa marge de manœuvre se rétrécir ». De là l'appel aux militants du PCI : « La classe ouvrière, les travailleurs, exigent unanimement une politique de front uni contre le fascisme, contre le patronat capitaliste et contre l'impérialisme. Les camarades adhérents au PCI veulent-ils faire partie de ce front révolutionnaire et antifasciste[35] ? »

Dans ce court extrait, on retrouve des thèmes historiques du mouvement ouvrier organisé : de la stratégie du « front uni » héritée de la IIIe Internationale à la nécessité d'y recourir pour défendre la démocratie, comme cela avait été le cas pendant la Résistance. Les différences avec les BR sont, on le voit, profondes. Elles reflètent aussi la personnalité de celui dont on découvrira par la suite qu'il est le principal animateur des GAP : Giangiacomo Feltrinelli.

Dès la fin des années 1950, Feltrinelli avait été un acteur important du débat culturel. Sa maison d'édition, ses librairies étaient un bel exemple du renouveau culturel et politique qui avait traversé la société italienne. En 1949, il avait fondé l'Istituto Feltrinelli per la storia del movimento operaio : un geste important qui venait combler une grave lacune dans la culture de la gauche marxiste. Inscrit au PCI, Feltrinelli s'en était progressivement éloigné pour porter son attention sur les luttes révolutionnaires dans le Tiers-monde.

Les « opuscules des librairies Feltrinelli » publiaient avec une extraordinaire réactivité des documents sur les luttes de libération et sur les luttes étudiantes en cours. Feltrinelli s'était progressivement rapproché de la gauche révolutionnaire. Il avait soutenu la scission de Falce Martello (un groupe de 1 500 adhérents du PCI de la zone de Sesto San Giovanni qui allaient fonder par la suite l'Unione dei comunisti italiani m-l, et plus tard Servire il popolo). Mais il cherchait surtout à mettre en lumière dans l'histoire du PCI, cette poche de résistance révolutionnaire qui n'avait jamais cessé de penser à prendre le pouvoir. Et c'est probablement dans ce cadre qu'il entre en contact avec un certain nombre de cercles d'anciens partisans, surtout en Ligurie où l'on peut supposer que se sont implantées les premières bases des GAP.

Pendant l'année 1968, Feltrinelli multiplie les voyages en Amérique Latine, pour des raisons éditoriales (il avait publié les œuvres de Che Guevara et de nombreux romanciers latino-américains), mais aussi pour apporter un soutien concret

32. La Xa Flottiglia MAS ou Decima MAS (pour *Memento audere semper* : « Souviens-toi d'oser toujours ») est une unité de nageurs de combat de la marine royale italienne qui opérait lors de la Seconde Guerre mondiale.
33. Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*
34. *Ibidem.*
35. *Ibidem.*

aux guérillas en cours. Il est arrêté en Bolivie et la présidence de la République intervient directement pour obtenir sa libération. Ami de Castro et de Régis Debray (qui a rejoint le Che en Bolivie), il se convertit progressivement à l'idée que la bourgeoisie italienne n'est pas en mesure de faire face au conflit social en cours et qu'elle sera contrainte (y compris à cause de sa position dans le déploiement militaire occidental) de recourir à des solutions autoritaires.

Pour Feltrinelli, nous sommes entrés dans la phase « coup d'État et guérilla ». Il expose ce point de vue dans une série d'opuscules : *Italia 1968 : guerriglia politica; Persiste la minaccia di un colpo di stato; Estate 1969*[36]. Il publie aussi *Le Sang des Lions* d'Édouard-Marcel Sumbu, à propos de la guérilla au Congo, qui propose en appendice un efficace manuel de guérilla urbaine, et qui deviendra une sorte de livre culte du mouvement.

Cette agitation, cette propagande permanentes autour des idées et des pratiques révolutionnaires place Feltrinelli dans la ligne de mire de la presse conservatrice, laquelle ne perd pas une occasion, chaque fois qu'il se passe quelque chose, d'insinuer qu'il pourrait bien en être le complice. La police et la magistrature deviennent également plus insistantes et multiplient les enquêtes et les interrogatoires. À partir de 1970, Feltrinelli passe de plus en plus de temps à l'étranger. Depuis différents lieux de séjour, il donne des interviews et écrit des textes pour des revues italiennes, où il fait état de ses positions. C'est ainsi qu'il expose à la revue *Compagni* quelques-unes de ses réflexions politiques :

« Seule une lutte qui mettra réellement en jeu les avant-gardes du prolétariat sera en mesure de stopper l'offensive réactionnaire. Jusqu'ici, mes interventions politiques sont toujours passées par l'activité éditoriale, mais à partir de maintenant j'envisage d'intervenir plus directement dans le cours des choses[37]. »

En 1971, Feltrinelli est suspecté de complicité dans le meurtre de Roberto Quintanilla, le Consul de Bolivie à Hambourg. Cet ancien chef de la police secrète bolivienne, qui est l'un des responsables de l'assassinat du Che, a été abattu par une femme. L'arme, un Colt Cobra 38, a été retrouvée et il apparaît qu'elle appartient à Feltrinelli, lequel déclare l'avoir perdue.

Le 15 mars 1972, le cadavre de Giangiacomo Feltrinelli est découvert par un paysan sous un pylône, à Segrate dans la périphérie de Milan, entouré de plusieurs charges d'explosif encore intactes. La mort de Feltrinelli et les conjectures qui l'accompagnent occuperont le centre du débat qui fait rage à l'époque[38]. Le front uni des démocrates et des mouvementistes commence à se fissurer, la paranoïa de l'« ennemi intérieur » se développe.

Initialement, les « démocrates » interprètent la mort de Feltrinelli comme un énième épisode de la « stratégie de la tension », comme un « meurtre d'État ». Les hypothèses et les contre-enquêtes se multiplient. L'aire des démocrates et même les groupes extraparlementaires ne doutent pas un seul instant qu'il s'agisse d'une provocation. C'est Potere operaio qui le premier jette un pavé dans la mare, en révélant dans les pages de son journal l'appartenance de Feltrinelli aux GAP, sous le nom de guerre de « commandant Osvaldo[39] ».

Dans les groupes de la gauche extraparlementaire, la mort de Feltrinelli ravive le débat sur les formations clandestines. Si Lotta continua s'aligne sur la position de Potere operaio (qui doit alors essuyer bien des attaques), Avanguardia operaia décide, avec d'autres représentants de l'aile démocratique, de sortir du « Comité national de lutte contre le massacre d'État ». Elle accuse Potere operaio et Lotta continua de se livrer à « une analyse insensée de la politique italienne et des tâches qui incombent au mouvement, analyse qui les pousse à considérer les GAP et les BR comme des camarades ».

Par-delà les polémiques, le front qui unissait démocrates et mouvementistes appartient désormais au passé. Du côté des organisations extraparlementaires, même la solidarité de base qui était née après l'attentat de la piazza Fontana sur le fonds commun d'une identité démocratique radicale et de la nécessité de démasquer « les mystères de l'État », est mise à mal.

Il y a deux types de réactions parmi les camarades : d'une part un réflexe d'organisation qui revient à porter l'accent sur la démocratie formelle (participation aux élections, référendum, etc.) ; de l'autre un repli individuel, mais assez courant, sur soi-même ou vers les partis traditionnels. L'un et l'autre de ces choix impliquent le reniement du passé. Mais il y a aussi ceux qui, dans les organisations ou à leur marge, accordent une attention croissante aux groupes armés clandestins, et contribuent à alimenter un vaste débat souterrain sur la nécessité nouvelle de la « lutte armée ». Ce débat qui ne s'épuisera pas avant longtemps aura pour effet de désagréger par pans entiers la base des organisations extraparlementaires.

Giangiacomo Feltrinelli : *Estate 69* (extrait)

Il convient d'examiner – fût-ce brièvement – les raisons qui conduisent les forces de droite (grandes entreprises italiennes, militaires et forces internationales) à tenter d'imposer, sur le plan à la fois politique militaire, un virage autoritaire à droite. Disons-le clairement, les motifs qui poussent les groupes réactionnaires à des choix de ce type coïncident pour partie avec la critique que fait la gauche des superstructures du système. Leur opposition fondamentale tient plutôt aux buts que, respectivement, ils poursuivent. Les forces de droite critiquent les superstructures du système qu'ils ont pour perspective de modifier, pour les mettre en conformité avec leurs propres exigences d'exploitation et de domination sans partage de la sphère publique et privée. Quant à nous, nous entendons à l'inverse faire glisser la critique

36. « Italie 1968 : guérilla politique » ; « La menace d'un coup d'État n'est pas dissipée » ; « Été 1969 ».

37. Collectif, *L'affare Feltrinelli*, Stampa club, 1972.

38. C'est le point de départ du livre de Nanni Balestrini, *L'Éditeur* [1989], POL, 1995.

39. Le 29 mars 1972, l'hebdomadaire *Potere operaio del lunedì*, titrera au dessus du portrait de l'éditeur : « Un révolutionnaire est tombé. »

de la superstructure à la structure elle-même, c'est-à-dire au système capitaliste dans son ensemble, et à travailler par conséquent à son renversement et à son abolition.

Pour les grands groupes industriels, politiques et militaires italiens et internationaux, les raisons qui militent en faveur d'un coup d'État sont les suivantes :

a) le fonctionnement de l'appareil d'État, du gouvernement et de la partitocratie italienne – encore fondé sur le vieux schéma clientéliste – s'oppose aux exigences d'une industrie capitaliste italienne et internationale moderne. On entend parler de diverses parts de l'« obsolescence des institutions ». Les rapporteurs du Proggetto 80[40] au ministère du budget, entre autres, y font explicitement allusion, lorsqu'ils insistent sur l'obstacle fondamental que constituerait une telle obsolescence pour un développement capitaliste à venir. Ce qui ne les empêche pas par la suite de développer une fantomatique hypothèse de développement capitaliste, sans s'attarder outre mesure sur la manière dont ils entendent dépasser cette « obsolescence » de l'appareil d'État et de gouvernement. Cela signifie-t-il que le coup d'État serait pour eux une chose acquise ?

Cette obsolescence de l'appareil administratif, juridique et politique de l'État et du système de gouvernement est d'autant plus grave qu'elle se traduit non seulement par une lenteur excessive du processus législatif (précisément à un moment où la rapidité de l'intervention législative est une condition essentielle pour le bon fonctionnement du système, surtout en matière économique), mais aussi, sur le plan politique et financier, par une paralysie progressive de l'État et des organismes publics, due à la complexité et à la lenteur des procédures bureaucratiques. Cette paralysie pèse lourdement sur le bon développement économique des entreprises privées et publiques. Enfin, il faut compter avec le mécontentement larvé qui se répand dans les hautes sphères militaires, à cause du caractère confus de la politique militaire du gouvernement italien et de l'insuffisance des crédits alloués au ministère de la défense. Il est bien évident qu'il n'est pas question pour la gauche d'endiguer cette « obsolescence » au prix de l'instauration en Italie d'une nouvelle forme, moderne et internationale, de fascisme. Nous la considérons au contraire comme inhérente au système, et par conséquent elle ne peut être résolue qu'en éliminant le mal à la racine.

Aujourd'hui, pour la grande industrie et pour l'impérialisme international, le système politique actuel, indépendamment de la mauvaise gestion qu'en a fait la DC et des limites (fondamentalement de classe) de la Constitution sur laquelle il se fonde, le système politique actuel constitue un obstacle objectif au capitalisme de type colonial dont le développement est programmé en Italie dans les prochaines années.

b) Une crise grave se profile à l'échelle internationale. Elle a pour cause deux phénomènes concomitants aux États-Unis : d'une part une inflation rapide et exponentielle ; de l'autre, la mise en œuvre de mesures anti-inflationnistes qui ont entraîné une paralysie relative et porté un coup d'arrêt au développement du processus de production. Sur le marché financier international, qui vit à l'heure de la crise du dollar, les symptômes de cette crise sont déjà nettement visibles. Dans ce

contexte, l'industrie craint évidemment de se retrouver entre le marteau (c'est-à-dire l'irrépressible montée en puissance des revendications ouvrières, susceptibles à tout instant de déborder les limites que lui a fixées le syndicat pour affirmer un caractère plus nettement politique) et l'enclume (que représenteraient pour un pays exportateur de 25% de son produit national brut une crise économique aux États-Unis et ses répercussions sur le commerce international).

c) Le fait qu'une partie de la DC et le PSI cherchent à construire une nouvelle « majorité », impliquant une participation directe ou indirecte du PCI, viole des engagements internationaux précis pris dans le cadre du Pacte Atlantique et de l'OTAN et en vertu desquels (comme c'est déjà arrivé en Grèce) un coup d'État préventif ou un virage autoritaire à droite s'imposent.

d) Enfin, l'arsenal de forces et de lois actuellement disponibles s'avère incapable de contenir les revendications ouvrières, paysannes et étudiantes, et l'action politique des groupes d'extrême gauche. Ces revendications et les mouvements qui les portent ne visent pas simplement à une modification de la répartition du revenu par l'augmentation du salaire. En exigeant la déconnexion du salaire et de la productivité, la réduction des rythmes de travail épuisants et la semaine de 40 heures, ils touchent à l'efficience même de l'appareil productif. Le refus de la FIAT de négocier sur ces questions, l'impossibilité – en dépit de la complicité des directions syndicales – de contenir ces revendications, et le virage à droite qui s'en est suivi du côté du grand monopole turinois sont en ce sens symptomatiques. À ceux qui se demanderaient quels intérêts auraient aujourd'hui les grands groupes monopolistes italiens à un virage autoritaire à droite, il suffit de rappeler la nature des revendications ouvrières qui, par leur incidence sur la productivité, *frappent précisément les entreprises qui disposent du capital fixe le plus important.*

Pour conclure : dans un moment comme celui que nous vivons, où se profile le spectre menaçant d'une crise financière et économique internationale, les superstructures du système aussi bien que les revendications ouvrières constituent des obstacles au développement capitaliste italien.

Le recours au coup d'État ou à un virage radical et autoritaire à droite serait par conséquent tout à fait conforme aux exigences du système et à la nécessité de dépasser (même provisoirement) à son profit les contradictions les plus aiguës du moment.

La perspective flatteuse d'un très large succès joue en faveur de ce dessein et des ambitions qu'il affiche. Le manque de stratégie révolutionnaire des classes opprimées exploitées ne peut que conforter les forces de droite dans cette visée. Sans parler de la politique du PCI qui, dans sa quête d'une « (éphémère) nouvelle majorité », est disposé, pourvu qu'il arrive à ses fins, à ignorer non seulement la faiblesse fondamentale de toute coalition gouvernementale, actuelle ou future,

40. Le Proggetto 80 est une commission de réflexion lancée en 1968 sous le gouvernement de centre-gauche, qui avait établi les objectifs à long terme (jusqu'aux années 1980) d'une réforme de l'État.

mais aussi jusqu'aux désormais évidents complots et autres manœuvres de ceux qui préparent ce tournant droitier. Le PCI que les masses, sur la foi de la tradition révolutionnaire, regardent encore comme un guide sûr, néglige encore (et peu importe de savoir si cela est ou non délibéré) de mener une analyse correcte de la situation et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. L'Histoire nous apprend que ce n'est pas en acquiesçant ni en se soustrayant à une lutte qui apparaît désormais comme inévitable que l'on évite l'affrontement : la seule conséquence de cette attitude, c'est qu'on y arrive impréparé.

Mais il est d'autres symptômes de l'imminence d'un coup d'État ou d'un virage radical autoritaire à droite. En comparant les situations des pays qui ont connu récemment un coup d'État ou un sursaut réactionnaire, on relève en général les « constantes » suivantes : 1) la dénonciation répétée de l'anarchie dans laquelle seraient tombés le pays et la production industrielle à cause des manifestations et des revendications ouvrières ; 2) la dénonciation usuelle et généralisée de la crise de l'État, de l'incompétence des partis et de la corruption galopante dans tous les secteurs de la vie publique ; 3) le surgissement d'un scandale au cœur de la démocratie parlementaire ou parmi les hauts fonctionnaires de l'appareil d'État ; 4) l'arrestation de personnalités du monde de la culture et de l'édition de gauche (journalistes, éditeurs) ; 5) l'inculpation et l'arrestation simultanées de centaines de personnes qui avaient fait preuve de combativité politique lors de conflits précédents ; 6) l'arrestation de représentants syndicaux ; 7) la multiplication des agressions perpétrées par des groupes d'extrême droite à l'encontre d'organisations et de personnalités de gauche ; 8) la dissolution du parlement suite au refus de certains secteurs du monde parlementaire de respecter le mandat formel de cette institution.

Il convient de noter, soit dit en passant, qu'aujourd'hui en Italie, beaucoup de ces symptômes sont en train d'apparaître ou sont déjà des réalités, tandis que d'autres, en particulier la dissolution des Chambres, reviennent sans cesse dans les discours que l'on entend dans les milieux officiels.

La clandestinité, l'idéologie, l'organisation

Après la mort de Feltrinelli, une partie des militants des GAP rejoignent les BR qui sont désormais complètement clandestines et qui ont perdu, avec la disparition de *Nuova resistenza*, leur forme de représentation semi-légale. En septembre 1971, pour rendre leurs décisions publiques, elles font circuler un opuscule clandestin inaugurant une série de « réflexions théoriques » qui se poursuivront au cours des années suivantes.

Ce texte, qui prend la forme d'une auto-interview, met fortement l'accent sur la régression qui touche le système démocratique. La pensée politique des BR semble en proie à une profonde et soudaine transformation. Patrons et bourgeois, tout le monde y passe dans une atmosphère d'an mil : une page de l'Histoire est en train de se tourner, la révolution est une force de la nature qui frappe irrépressiblement à nos portes.

Cette accélération idéologique doit certainement beaucoup au climat de répression qui sévit alors en Italie, mais aussi à l'impression produite par le « coup d'État » informel de De Gaulle en France[41]. L'erreur de fond consiste probablement à croire que « le prolétariat comme classe (tout le prolétariat et pas seulement les franges avancées de l'autonomie, même s'il s'agit d'avant-gardes de masse) ressent ce climat exactement de la même manière que les milieux de la gauche révolutionnaire, qui sont la principale cible de cette perpétuelle et asphyxiante répression[42] ».

Cette analyse complètement idéologique de la composition de classe, cette sous-évaluation de la capacité de riposte des pouvoirs, poussent les BR à abandonner la théorie des temps longs qu'elles défendaient depuis leurs origines. Paradoxalement, elles reprennent à leur compte, en les amplifiant, les inquiétudes de Feltrinelli et des GAP sur l'imminence d'un « tournant réactionnaire ».

Dans l'auto-interview que nous avons évoquée, à la question : « Vous pensez donc à un retour du fascisme ? », les BR répondent :

« Le problème ne se pose pas en ces termes [...]. En France, le "coup d'État" de De Gaulle et le "fascisme gaulliste" qui règne actuellement présentent toutes les apparences de la démocratie. À court terme, c'est certainement le modèle le moins inconfortable. Il serait toutefois ingénu de croire que face à un mouvement révolutionnaire combatif, on puisse assister à une stabilisation de la situation économique et sociale qui aille dans le sens de la modération [...]. Lorsqu'il y a plusieurs années nous avons refusé, avec l'ensemble de la gauche révolutionnaire, la voie du réformisme, deux perspectives se sont présentées à nous : soit répéter l'expérience historique du mouvement ouvrier dans ses versions anarcho-syndicaliste ou de la IIIe internationale, soit au contraire épouser l'expérience révolutionnaire métropolitaine de notre époque[43]. »

Fortes de ce choix, les BR se proposent d'être le point de référence et d'agrégation pour la formation du parti armé « qui ne doit pas être compris comme le bras armé d'un mouvement de masse désarmé, mais comme son point d'unification le plus haut. Il ne s'agit pas de donner le coup d'envoi de la lutte armée, parce que celle-ci a malheureusement déjà commencé à l'initiative de la bourgeoisie[44] ».

Naturellement, « sans théorie, pas de révolution » : les BR ont pour références le « marxisme-léninisme, la révolution culturelle prolétarienne et l'expérience en cours des mouvements de guérilla urbaine[45] ». C'est ainsi que commence la période

41. Le 29 mai 1968, De Gaulle disparaît en hélicoptère avant de revenir en France pour annoncer dans un discours radiodiffusé la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives pour juin 1968. Il en appelle également aux préfets « pour empêcher la subversion à tout moment et en tous lieux ». Il a déjà été question de cette lecture de la situation française en terme de « tournant autoritaire » au chapitre 5, à propos des « événements de la Bussola », p. 256 *sqq.*

42. Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

43. *Ibidem.*

44. *Ibidem.*

45. *Ibidem.*

de la « propagande armée » : une longue série d'actions exemplaires, qui visent surtout des « petits chefs » et des fascistes, et qui ont pour but de susciter une adhésion de masse.

En 1972, dans le climat politique le plus « chaud » qu'on ait connu ces trois dernières années, les BR procèdent au premier enlèvement politique de l'histoire italienne : celui de l'ingénieur Idalgo Macchiarini, l'un des dirigeants les plus haïs de l'usine Sit-Siemens à Milan. L'action s'inscrit dans un contexte de conflit social généralisé. En janvier, les ouvriers avaient bloqué Porto Marghera pendant deux jours ; en février avait débuté le procès de « la piazza Fontana », qui s'était très vite mué en un violent acte d'accusation contre les « complots d'État ». Une minutieuse opération de contre-information, assortie d'une campagne de masse sur le mot d'ordre « Valpreda libre ! C'est l'État qui massacre » avait fait s'effondrer l'édifice de mensonges échafaudé par les corps séparés de l'État avec l'appui de certains secteurs de la magistrature[46]. Le 11 mars, à Milan, lors d'une des plus violentes manifestations de rue qu'on ait jamais connue, les camarades « tiennent » la ville pendant plusieurs heures. Le siège du *Corriere della Sera* essuie une violente attaque de « champagne molotov[47] ».

L'ingénieur Macchiarini est donc retenu sous la menace des armes dans une camionnette où il sera soumis pendant une vingtaine de minutes à un « procès politique », avant d'être relâché. Lorsqu'ils communiquent sur cette action, les BR utilisent le même langage que les institutions de l'État : « procès », « arrestation », « mise en liberté provisoire ». Il est bien évident que l'usage de ces termes comporte une part d'ironie, mais ils sont aussi le symptôme d'une tendance qui va aller en s'accentuant dans la pratique armée, et qui consiste à adopter le visage d'un « contre-État », d'une organisation autoritaire et hiérarchisée, d'une « forme-parti » bureaucratique et verticale. Cette évolution mènera à terme aux « prisons du peuple », aux « procès devant la justice prolétaire », et jusqu'aux pures et simples « exécutions », inévitables résultats d'une « clandestinisation » qui produit des règles inflexibles et des militants durs et obéissants, qui exécutent les ordres sans trop discuter.

Au fil des années, cette dynamique fera peu à peu des BR une réplique spéculaire de l'État et les rendra toujours plus indéchiffrables pour le mouvement.

Quoi qu'il en soit, ce premier enlèvement suscite plutôt un mouvement de sympathie générale parmi les avant-gardes ouvrières et même de la part de certaines organisations extraparlementaires. Potere operaio, dans un communiqué, en livre une analyse fondamentalement positive :

« Pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière italienne, un commando ouvrier est passé à la pratique de l'enlèvement. Nous prenons acte de la réception positive de cette action au sein de la classe ouvrière. Le saut qualitatif qu'elle a manifesté dans la gestion de la lutte a été positif [...]. Il semble que dans la classe ouvrière milanaise, qui est aujourd'hui à l'avant-garde du mouvement global, l'articulation entre actions de masse et actions d'avant-garde soit désormais un fait acquis[48] [...]. »

Même Lotta continua, qui avait porté un jugement négatif sur l'action de Lainate, publie un communiqué de solidarité : « Nous considérons que cette action s'inscrit de manière cohérente dans la volonté généralisée des masses de mener la lutte de classe y compris sur le terrain de la violence et de l'illégalité[49]. »

Au moment même où Macchiarini est enlevé, une action similaire a lieu en France. Robert Nogrette, un cadre de chez Renault, est enlevé le 9 mars 1972 par la Nouvelle résistance populaire, le noyau armé de la désormais dissoute Gauche prolétarienne[50]. L'opération se termine sans effusion de sang au bout de 48 heures. Elle est accueillie avec enthousiasme par Lotta continua qui titre sur une demi-page : « Enlèvements des dirigeants de Sit-Siemens et de Renault : la justice révolutionnaire commence à faire peur – Vive la justice révolutionnaire[51]. »

Fin 1972 et début 1973, l'existence des BR et la question du « spontanéisme armé » suscitent des discussions enflammées, mais il est incontestable que les BR commencent à se nimber d'une aura de romantisme et emportent la sympathie générale. Leur compétence sur les questions qui touchent à l'usine, leur pratique de l'« enquête ouvrière » avec des méthodes aussi expéditives qu'efficaces, leur usage pondéré de la violence (jusqu'en juin 1974, aucune des actions des BR n'aura d'issue mortelle, et même lorsque cela sera le cas – deux fascistes tués à Padoue – elles feront leur autocritique en parlant d'un « accident du travail »), et leur discours que l'idéologie n'a pas encore encombré de formules cryptiques, produisent leur effet sur les militants, mais aussi dans les secteurs ouvriers de base. L'année 1973 est celle où les BR s'enracinent dans le tissu ouvrier turinois, avec les enlèvements du syndicaliste Labate (de la CISNAL, fasciste) et d'Ettore Amerio, le chef du personnel de la FIAT. Ces deux actions s'inscrivent dans la vive polémique qui oppose les groupes extraparlementaires à la direction de la FIAT après la découverte d'une importante documentation démontrant la complicité stipendiée des forces de police et d'« agents fascistes » dans le « fichage », le contrôle et la répression des avant-gardes d'usine.

La base ouvrière accueille avec une ironie amusée la diffusion des « procès-verbaux » de l'« interrogatoire » d'Amerio, et laisse, dans l'indifférence la plus totale, le syndicaliste fasciste Labate enchaîné à un poteau face à Mirafiori attendre que la police vienne le libérer.

46. Voir *La Piste rouge, Italia 1972, op. cit.*
47. La signification politique de cet événement donnera lieu à des appréciations contrastées, comme on le verra plus loin dans le texte de Toni Negri – *Un pas en avant, deux pas en arrière, la fin des groupes.*
48. Soccorso rosso, *Brigate rosse*…, op. cit.
49. *Ibidem.*
50. Nogrette sera libéré au bout de deux jours. Cet enlèvement intervient après la mort de Pierre Overney, ancien ouvrier de Renault Billancourt tué le 25 février 1972 par un vigile lors d'une manifestation de la Gauche prolétarienne aux portes de l'usine.
51. Cité par Soccorso rosso, *Brigate rosse*…, *op. cit.*

La grande occupation de la FIAT en 1973 et les luttes du « parti de Mirafiori » redistribueront toutes les cartes et bouleverseront le paysage politique de la gauche révolutionnaire[52]. Il en sortira d'une part le projet de l'« autonomie organisée », et de l'autre les BR, non plus seulement comme point d'agrégation des tendances radicales, mais comme projet politique autonome, comme parti. Ce processus, s'il n'est pas immédiatement visible, ne fera que se consolider avec le temps.

Les NAP et les luttes de détenus

Le 31 octobre 1974, des affiches manuscrites apparaissent sur les murs de Florence. Elles sont signées « Autonomia proletaria – Collettivo autonomo Santa Croce – Collettivo Jackson » et annoncent les obsèques de Luca Mantini, « prolétaire révolutionnaire, militant communiste » abattu avec Sergio Romeo lors d'un hold-up raté à la Caisse d'épargne de Florence.

Luca Mantini est un militant bien connu de Lotta continua, tandis que Sergio Romeo appartient à la foule des délinquants de droit commun. Cet épisode suscite tout d'abord une certaine perplexité, bientôt dissipée dans les cercles de la gauche extraparlementaire par un tract laissé dans une cabine téléphonique, qui révèle l'identité de deux autres personnes arrêtées : Pietro Sofia et Pasquale Abatangelo.

« Le 29 octobre au matin, à Florence, cinq militants sont tombés dans une embuscade tendue par les carabiniers [...]. Les camarades sur lesquels on a tiré rue Alberti étaient des militants des NAP et nous les revendiquons comme tels. Le but de leur action : une expropriation pour l'autofinancement. Leurs vies ont été fauchées par des rafales de mitraillettes. Deux camarades sont morts, deux ont été blessés dont un grièvement. Le dernier a réussi à s'enfuir, il est désormais en lieu sûr[53]. »

Les NAP (Nuclei armati proletari) n'étaient pas à ce moment de parfaits inconnus mais, avec cet épisode tragique, ils sont brusquement propulsés à la une des journaux. Le groupe avait déjà mené des actions à Naples, Milan et Rome. Toutes avaient pour objectif les prisons : San Vittore à Milan, Poggioreale à Naples, Rebbibia à Rome. Elles avaient essentiellement consisté à diffuser, au moyen de haut-parleurs, des messages appelant à la lutte des détenus politiques et de droit commun. Car les NAP avaient centré leur action sur la question carcérale, et plus largement sur celle des institutions totales (prisons pour mineurs, hôpitaux psychiatriques carcéraux)[54].

Les NAP naissent dans les prisons de la rencontre entre les centaines de militants de gauche inculpés et le vaste circuit des détenus de droit commun qui se consacrent à des activités extralégales. Ils proviennent pour partie du mouvement des « Dannati della terra » (d'après le livre de Frantz Fanon sur l'oppression des peuples du Tiers-monde[55]), que Lotta continua avait épaulé au début des années 1970. Ils se situent aussi dans la lignée de l'action d'un des plus célèbres détenus depuis les années 1960, Sante Notarnicola, un militant du PCI turinois auteur avec d'autres de dizaines de braquages, toujours incarcéré aujourd'hui, et dont on peut lire l'histoire dans *L'evasione impossibile*[56].

Les NAP constituent dans le paysage des organisations clandestines armées italiennes une variante extrêmement originale, difficile à situer selon des critères nets et univoques.

Une des spécificités des NAP tient à son territoire d'origine, le Sud, et à son contexte de classe : une réalité sociale et économique caractérisée à l'époque (mais c'est en partie encore le cas) par une forte production de comportements marginaux et extralégaux. Dans ce type de situation, les différences sont considérables en termes de choix de vie et de formes de lutte, entre les « garantis » – les travailleurs en poste qui ont souvent accédé à un emploi stable par le clientélisme politique – et les « non-garantis » – les prolétaires exclus du tissu productif, contraints de remettre chaque jour en jeu leur force de travail en échange d'un revenu.

Ces couches populaires, qu'on les appelle « sous-prolétariat », « classes marginales », « non-garantis » ou « prolétariat informel », ne sont pas simplement tributaires de conditions de survie qui les poussent en permanence aux frontières de la pègre (organisée ou non) : le passage par la prison fait pour eux figure de parcours obligé, d'élément régulateur de leur existence. C'est dans cette dynamique complexe, dans ces conditions d'existence violentes et contraintes que naissent dans les prisons, au début des années 1970, au terme d'une longue réflexion politique, les premiers collectifs de détenus de droit commun. Ce mouvement des « Damnés de la terre » est fortement marqué par les théories de Frantz Fanon, mais aussi des frères Jackson (les fameux *Frères de Soledad*).

C'est également l'époque où les Brigades rouges mènent l'essentiel de leur travail de propagande sur la « lutte armée » et l'inéluctable construction du « parti clandestin ». Le mouvement des détenus est fortement influencé par cet assemblage complexe de cultures politiques. Il décide de s'affirmer non seulement comme un

52. Voir dans ce chapitre – *L'occupation de Mirafiori et l'émergence de l'autonomie comme projet politique*, p. 408 *sqq.* Le collectif *Videobase* a réalisé un film durant cette occupation de l'usine de Turin : *Lotta di classe alla Fiat* (1973).

53. Alessandro Silj, *Mai più senza fucile, op. cit.* Sur cet épisode et plus largement sur l'histoire des NAP, on lira en français le récit de Roberto Silvi, *La Mémoire et l'oubli*, Colibri, 2011.

54. La notion d'« institution totale » renvoie aux travaux d'Erving Goffman, l'auteur d'*Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus* [1961], Minuit, 1979. Il y définit l'institution totale (asiles, prisons, etc.) comme « lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus, placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées ».

55. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Maspero, 1961, rééd. La Découverte, 2002.

56. Sante Notarnicola, *La Révolte à perpétuité* [1972], éd. d'En Bas, 1977. Le nom de Notarnicola figurait sur la liste des 13 prisonniers dont les BR demandent la libération dans leur communiqué du 24 avril 1978, lors de l'enlèvement Moro. Placé en semi-liberté en 1995 après 27 années de prison, il a finalement été libéré en janvier 2000.

fait politique, mais aussi comme une véritable organisation de lutte. C'est ainsi que naissent les NAP, de la nécessité urgente d'apparaître et de lutter contre la société dans son ensemble – une société qui vous conditionne en même temps qu'elle vous détruit. Le noyau historique du groupe est donc constitué au départ par les « extralégaux » les plus durs et les plus déterminés, dans les prisons comme à l'extérieur. « Se rebeller ou mourir dans les prisons et dans les ghettos », écriront-ils dans un de leurs premiers tracts : cette terrible alternative existentielle exprime à elle seule toute la macération et la rage vécues par chacun d'entre eux, comme prolétaire extralégal détenu, jusqu'à ce qu'elle se « réincarne » dans le défi « stratégique » de la lutte armée.

Les NAP avaient repris des BR le concept de la lutte armée et de l'organisation clandestine, mais ils ne se référaient pas aux grands modèles de la IIIe Internationale typiques de la composition ouvrière de l'époque. Leur idée-force se résumait à la nécessité absolue de « détruire la prison », justement parce que la conscience politique du prolétariat « extralégal » ne pouvait naître qu'à partir de la prison. Leur bref cycle de lutte se place donc sous le signe de l'audace subjective, il met en débat les exigences de chacun d'entre eux et devient un modèle qui suscite une large vague de sympathie au sein du prolétariat méridional. Une histoire rapide, tragique, riche de significations cachées, refoulées dans la conscience des démocrates. Le Sud profond, inépuisable réservoir d'exploités et d'exploitation, territoire de conquête pour toutes les mafias politiques, continuera à peser avec toutes ses histoires occultées sur la conscience collective des italiens. Aujourd'hui encore, après avoir éradiqué toute velléité de transformation, ceux qui nous gouvernent s'apprêtent une fois de plus à faire du prolétariat méridional un terrain d'expérimentation, un laboratoire du consensus, afin de donner, sous couvert de la catégorie de « crime organisé », une légitimité aux législations « d'urgence[57] ».

Après les violentes turbulences des années 1970 et en l'absence de toute réforme carcérale, la prison est redevenue le principal régulateur des conflits sociaux. Le prolétariat extralégal n'a plus le choix qu'entre d'une part la domination des organisations criminelles et la prison, et de l'autre l'humiliation par le marigot politique local dont dépend sa survie. Mais en matière d'aliénation, l'extralégal ne peut pas faire de demi-mesure : soit il est révolutionnaire – de manière subjective ou romantique – soit il n'est Rien.

Au cours de leur brève existence, les NAP font l'objet d'une répression délirante : meurtres de sang-froid, assassinats prémédités, tortures, conditions de détention terribles, destructions psychiques et physiques. Après les événements de Florence, où les carabiniers avaient ouvert le feu sur le groupe de Mantini sans sommation ni nécessité apparente, Vitaliano Principe meurt à Naples, victime de son propre engin explosif. Également blessé, Alfredo Papale, le corps mutilé par l'explosion, subira 14 heures d'interrogatoire malgré un œil crevé. En 1975, Giovanni Taras mourra déchiqueté par une explosion alors qu'il prépare un attentat contre l'asile *lager* d'Aversa[58]. Toujours en 1975, Anna Maria Mantini, la sœur de Luca, est tuée

par la police, qui parlera d'une « tragique erreur[59] ». En juillet 1976, 23 militants des NAP sont déjà incarcérés, beaucoup d'autres les rejoindront au cours des années suivantes. Parmi eux, Alberto Buonconto, rendu fou par des conditions de détention extrêmement dures, se suicidera après sa libération. Son père témoignera en ces termes du traitement réservé à son fils[60] :

« Je suis le père d'Alberto. Je ne veux ni ne peux exprimer ici des sentiments qui doivent rester personnels. Je veux seulement dire ce qui offense ma sensibilité d'homme et de citoyen, plus que de père.

Je veux seulement faire part des doutes et des angoisses qui chaque jour et pour toujours accompagneront pour moi le souvenir d'Alberto.

Alberto était une personne profondément sensible, un homme sincère et loyal.

Et aujourd'hui encore je me demande quelle a été la raison d'une telle cruauté, d'un acharnement aussi impitoyable à son égard, la raison des tortures qu'on lui a infligées après son arrestation, pendant et après sa longue incarcération, ce long calvaire qui jour après jour a détruit Alberto.

À ces questions, personne ne peut répondre. Ce qui peut me donner, peut-être, un peu de réconfort, c'est l'espérance que ce qui est arrivé à mon fils Alberto (et qui malheureusement arrive encore aujourd'hui à d'autres jeunes gens, au moins en partie) ne se reproduise pas demain.

C'est pour cela que j'ai tenu moi aussi à participer à ce livre, à ce recueil de témoignages sur l'histoire tragique d'Alberto.

Je ne sais si d'autres juges sauront un jour juger et peut-être condamner ceux qui ont tué mon fils.

57. La lutte contre la mafia servira de prétexte dès les années 1980 au maintien et à l'extension des législations d'urgence mises en place à la fin des années 1970 contre la « subversion politique ». Ce glissement des outils juridiques vers ladite « lutte contre le crime organisé », en plus de confirmer le rôle du « collaborateur de justice » (le repenti) et la restriction des droits de la défense, permet de mettre en place « des techniques d'avant-garde extrêmement sophistiquées [...] qui échappent aux divers pouvoirs et filtres de contrôle intermédiaires », Paolo Persichetti, Oreste Scalzone, « L'usine à "repentis". Fabrication d'un collaborateur de justice », *La Révolution et l'État, op. cit.*
58. Le 30 mai 1975, Giovanni Taras, un ouvrier milanais de 22 ans incarcéré à Aversa, meurt alors qu'il montait sur le toit de l'hôpital pour y placer un engin explosif, muni d'une banderole rendant hommage à Sergio Romeo. Il y avait alors 800 détenus à Aversa : inculpés en attente de jugement, « malade mentaux » ou prisonniers « indisciplinés » mobilisés contre la prison. Les hôpitaux psychiatriques judiciaires (OPG) ont été créés par la réforme pénitentiaire de 1975, qui définit dans le code pénal italien un nouveau type d'institution : l'hôpital-prison.
59. Sur l'exécution d'Anna Maria Mantini, voir Ida Faré et Franca Spirito, *Mara et les autres, Des femmes et la lutte armée*, éd. Des femmes, 1982.
60. Franca Rame, *Non parlarmi degli archi, parlami delle tue galere*, Edizioni F.R., 1984.

La veille de l'arrestation d'Alberto, en début d'après-midi, des carabiniers et des agents en civil de la Digos[61] viennent perquisitionner à notre domicile. Ils sont sept, ils disent qu'ils sont de la police et qu'ils sont chez nous au motif de l'article 80 – conduite sans permis. Ils fouillent dans nos affaires et s'emparent arbitrairement de photos où l'on aperçoit Alberto au milieu d'un groupe d'amis. Ma femme proteste en disant que l'article 80 n'autorise pas à saisir des photos, que c'est un coup de force, qu'on est en droit d'exiger qu'ils nous les rendent. Mais à quoi bon ?

Après une perquisition méticuleuse mais sans résultat, ils me demandent de les accompagner à la préfecture avec ma fille Paola. Ma femme reste à la maison.

Quand Paola, que les émotions ont épuisée, demande à prendre l'ascenseur, ils répondent de manière provocatrice qu'en prison il n'y a pas d'ascenseur, insinuant ainsi qu'elle aussi est sous le coup d'une accusation.

Ils nous laissent des heures dans une pièce, et de temps en temps un fonctionnaire vient me demander ce que je sais, moi, de mon fils. Pourquoi est-ce que je ne lui dis pas de revenir à la maison ? Depuis combien de temps il n'est plus à Naples ? Hypocritement, ils insistent pour que je leur parle de mon fils. Ce sont des questions piège, parce qu'Alberto est déjà entre leurs mains : ils sont en train de le frapper et de le torturer. Mais moi, je ne le sais pas encore.

Et puis j'apprends par les avocats et par la presse qu'Alberto a été blessé. Les plaintes que nous avons déposées ont été classées parce que les auteurs n'ont pas été identifiés. Pas identifiés !!! Les tortures qu'il a subies lui ont été infligées dans une administration publique, il aurait été facile de remonter aux responsables, si on en avait eu seulement la volonté.

C'est ce jour-là qu'a commencé notre désespoir à tous. Mon fils a payé de sa vie sa lutte contre l'inégalité et l'injustice. Un jour, mon fils, mon Alberto, et tous les autres, présenteront la "note" à tous les puissants qui, indifférents, répriment, écrasent, assassinent.

Et l'addition sera salée[62]. »

· Liberare tutti
(Pino Masi)

Il y a tant de camarades
dont nous sommes privés
parce que cette justice
les préfère en prison

Mais ils sont aux côtés
d'autres prolétaires
ceux qui passent leur vie
dans les pénitenciers

•

Ils s'organisent
pour faire des prisons
une base de lutte
contre les patrons

Pour cela ils ont besoin
aussi de notre appui
si nous luttons dehors
nous leur serons une aide

Libérer tout le monde
cela veut dire lutter encore
cela veut dire s'organiser
sans perdre une heure

Porcs patrons
vous vous êtes leurrés
vos taules ne suffisent pas
à nous tenir enfermés

Montrons bien
à ceux qui nous exploitent
que pour un seul qui est dedans
mille autres luttent à l'extérieur

Nous sommes tous des délinquants
mais seulement pour le patron
nous sommes tous des camarades
pour la révolution

Et tous les réformistes
qui jouent aux délateurs
tout comme les patrons
on s'en débarrassera

Libérer tout le monde…

61. La Digos (« Divisione investigazioni generali e operazioni speciali ») est une police de « prévention de l'ordre public » créée en 1978 avec la réorganisation des services de Police. Elle est en charge de missions de renseignement, d'enquête et d'antiterrorisme. Les agents de la Digos sont répartis dans les différentes préfectures, et dépendent de la « Direction centrale de la police de prévention », qui a son siège à Rome depuis 1981.
62. Pour de plus amples développements sur le parcours et la mort d'Alberto Buonconto, voir Roberto Silvi, *La Mémoire et l'oubli, op. cit.*

Problématiques du mouvement ouvrier des années 1970

Fin 1969, les grandes questions qui agitent le mouvement ouvrier touchent à l'organisation et à la perspective stratégique, à l'invention de nouvelles formes sociales et à l'élaboration d'une nouvelle méthode d'analyse, axée sur les notions de composition de classe et de refus du travail.

La première question qui fait débat concerne les formes d'organisation dans les usines. Lorsque surgit le nouveau mouvement d'auto-organisation, la critique du syndicat fait d'emblée partie du patrimoine, de la conscience commune la plus partagée parmi les ouvriers. Elle comporte différents aspects, ou, pourrait-on dire, différents niveaux : le premier, le plus simple et le plus immédiat, c'est la contestation ponctuelle et systématique du rôle de médiation exercé par les organisations syndicales sur les questions spécifiquement liées aux négociations contractuelles avec le patronat.

Le second niveau est plus complexe : il s'agit d'une critique radicale du syndicat en tant qu'instance de médiation – et donc implicitement intégrée à la dynamique capitaliste –, en tant qu'instance de négociation du prix de vente de la force de travail.

Enfin, à un troisième niveau, le syndicat est vu comme un instrument de contrôle et un facteur de division introduit par l'organisation politique du capital dans les luttes ouvrières.

Ces trois motifs d'hostilité à l'égard de l'institution syndicale se retrouvent à des degrés divers dans de larges secteurs des avant-gardes ouvrières. Les nouvelles formes d'organisation s'inventent donc en dehors du syndicat. Et dans une certaine mesure, elles s'inventent comme des alternatives au syndicat, qu'elles passent au crible d'une critique radicale et dévastatrice.

Cette position s'appuyait du reste sur toute la production théorique publiée par les revues opéraïstes, et en particulier par *classe operaia*. Sur ces questions, la position de *classe operaia* était sans ambiguïtés : en séparant dans les luttes ouvrières la dimension économique (aux mains du syndicat) et la dimension politico-démocratique (aux mains du Parti), le mouvement ouvrier avait offert au patronat et à l'État capitaliste les moyens d'anéantir la puissance transformatrice des luttes ouvrières et avait, pendant toute la période de l'après-guerre, réduit les avant-gardes d'usine à l'impuissance et à la division.

C'est pour cette raison qu'il fallait faire de la renégociation des contrats une échéance politique et qu'il fallait donc en retirer la direction des mains du syndicat. C'est également pour cela qu'il fallait transformer les mouvements de l'automne en une lutte *contre* les contrats, contre l'instance de négociation du prix de la force de travail. Le prix de la force de travail, mais aussi son usage – le salaire et les conditions de travail – ne devaient pas être fixés une fois tous les trois ans par une négociation au sommet entre syndicats et organisations patronales : ils devaient devenir l'objet d'une mobilisation constante, d'une contestation ininterrompue. Il fallait, à partir de la question des contrats, déstabiliser sans trêve le système de l'usine, la

division capitaliste du travail, le despotisme patronal. Il fallait, à partir des échéances contractuelles, créer les conditions du pouvoir ouvrier dans l'usine.

Les conseils d'usine ont été une tentative pour tenir ensemble ces différentes positions et pour offrir à la critique ouvrière du syndicat une forme organisée et unitaire, susceptible d'exprimer la volonté de la base. L'automne 1969 a permis la diffusion et la généralisation de l'expérience des conseils dans les usines. Mais les conseils furent immédiatement à la fois contestés et contrariés. Contrariés, parce que la bureaucratie syndicale, naturellement, voyait dans ces organismes électifs largement représentatifs un facteur d'expropriation de sa fonction spécifique de négociation et de médiation entre les ouvriers et le capital. Ils furent aussi diversement contrecarrés par le patronat, surtout dans les zones les plus arriérées, parce qu'ils étaient capables de coordonner des élans de rébellion qui, faute de circuits organisationnels, étaient restés épars, fugitifs et spontanés.

Mais, les conseils étaient également contestés par la gauche ouvrière, en particulier par les militants proches des positions de Lotta continua, de Potere operaio, des assemblées autonomes et des Comités de base. Cette composante critiquait plus spécifiquement deux aspects des conseils : d'une part la réintroduction d'un principe de délégation qui risquait d'affaiblir l'effort d'auto-organisation et de réduire la pression exercée par la base dans les ateliers et dans les usines (Lotta continua opposait à l'élection de délégués ouvriers le slogan « Nous sommes tous des délégués ») ; de l'autre, la sujétion *in fine* des conseils à la fonction de médiation du syndicat.

Après 1968, les luttes étaient reparties d'un principe de stricte séparation entre le moment autonome de la lutte et le moment syndical de la négociation. Ce principe laissait la plus grande liberté à l'action ouvrière, à l'expérimentation de nouveaux modèles organisationnels et productifs. Il permettait d'affranchir l'organisation ouvrière des accords qui avaient pu être passés avec le patronat et garantissait une liberté d'action chaque fois que les accords syndicaux semblaient insatisfaisants à la majorité des ouvriers. À l'inverse, les conseils réintroduisaient un lien entre le moment de la lutte et le moment de la négociation, et par là même la possibilité d'un contrôle syndical sur l'organisation ouvrière.

Sur la question des conseils, le débat fut âpre et il ne fut jamais conclu. La plupart des ouvriers d'avant-garde considérèrent que les conseils étaient des structures importantes pour l'auto-organisation, et ils y participèrent. Une fraction d'entre eux y participèrent sans se départir d'une une position critique. Enfin, une minorité plus radicale s'y opposa et s'attela obstinément à la constitution de structures de base qui s'opposaient frontalement à la gestion syndicale. Pour mieux comprendre cette critique ouvrière des conseils, nous citons ci-dessous ici un extrait d'un texte de 1973, issu des organisations autonomes des usines Alfa Romeo, Pirelli et Sit-Siemens à Milan :

« Les organisations syndicales entrent dans une phase où elles doivent assumer ouvertement leur rôle de collaboration avec le plan de restructuration capitaliste et de développement réformiste. La violente attaque que mènent actuellement les

forces patronales a pour but de purger la gauche de toute velléité de rébellion et de contraindre la classe ouvrière à la passivité par rapport au plan du capital.

La thèse qui soutient que le conseil d'usine serait l'instrument d'organisation de base que la classe ouvrière aurait réussi à imposer, qu'il serait l'expression de son autonomie, est erronée. Ce qui est indéniable en revanche, c'est que face à la pression de la base et au développement d'une autonomie ouvrière qui échappe le plus souvent au contrôle des hiérarchies syndicales, ces dernières ont été contraintes à concéder un modèle d'organisation certes plus horizontal, mais qui leur assure également des possibilités de contrôle accrues. Si l'on fait aujourd'hui le bilan de l'expérience des conseils, on ne peut que constater qu'ils ont toujours été largement contrôlés par les syndicats. Tant qu'ils vont dans le sens de la ligne syndicale, on les laisse fonctionner, mais on les bloque dès que les décisions de la base commencent à prévaloir. »

Car l'expérience des conseils a toujours été prise dans des tensions contradictoires : pour les ouvriers combatifs qui y participaient, ils étaient non seulement un instrument d'organisation politique et de lutte, mais aussi un outil d'expérimentation sociale. Il n'en reste pas moins qu'ils étaient également un relais syndical à l'intérieur de l'usine[63]. Et c'est cette fonction qui allait être la cible d'une puissante vague d'opposition, radicalement politique, qui revendiquait le caractère révolutionnaire des instances d'organisation ouvrière.

Mais il nous faut à présent, au-delà de l'analyse formelle, entrer dans le vif du sujet. En quoi consistait donc cette expérimentation politique et sociale, en quoi consistait l'hypothèse théorique et analytique des groupes révolutionnaires et des organisations autonomes de base ? On a déjà évoqué les objectifs portés par la vague de luttes ouvrières qui débute au printemps 1968 et culmine à l'automne 1969 : l'égalité salariale, la lutte contre les rythmes et la charge de travail, la garantie du salaire, la lutte contre la nocivité des conditions de travail, l'auto-réduction des cadences, l'auto-réduction des dépenses quotidiennes.

Mais cet ensemble d'objectifs ne constitue pas encore en lui-même une stratégie d'ensemble, un projet révolutionnaire complet et articulé. C'est pourquoi nous voudrions nous attarder ici sur un concept central à l'époque et davantage encore dans les années 1970 – mais qui donna lieu à beaucoup d'équivoques, à beaucoup d'incompréhensions, à beaucoup de formulations incomplètes ou erronées : le refus du travail.

Le refus du travail

L'expression « refus du travail » renvoie à deux significations distinctes, deux orientations théoriques et pratiques sur lesquelles il nous faut à présent nous attarder.

Le refus du travail c'est à la fois : a) une grille d'interprétation portant sur l'ensemble du processus qui voit s'affronter les luttes ouvrières et le développement capitaliste, l'insubordination et la restructuration technologique ; b) une conscience

diffuse assortie d'un comportement social antiproductif, qui participe de la défense de la liberté et du bien-être de chacun. Cette conscience devient peu à peu prégnante et c'est elle qui, dans les faits, a constitué jusqu'au milieu des années 1970 la base intangible de la résistance ouvrière face aux tentatives de restructuration capitaliste.

Examinons à présent de manière plus analytique le sens de ces deux perspectives dans lesquelles s'inscrit l'expression « refus du travail ». Le refus du travail, c'est avant tout une forme de comportement immédiat : celui de ces prolétaires jetés dans le circuit de la production industrielle avancée sans avoir subi la longue et déformante réduction perceptive, existentielle et psychologique qui accompagne l'histoire de la modernisation industrielle, et qui se rebellent presque instinctivement.

Un Piémontais élevé dans le culte des valeurs de l'industrialisme, habitué depuis l'enfance à considérer le travail à la FIAT comme un destin familial, pouvait peut-être supporter la perpétuelle intensification de l'exploitation qui avait caractérisé les années de *boom* de la production automobile. Mais pour un Calabrais qui avait grandi au soleil au bord de la mer, cette vie de merde était immédiatement insupportable. C'est naturellement la perception du Calabrais qui était la plus juste : parce qu'elle lui donnait la possibilité de s'émanciper de cet abrutissement. Dans cette perspective, le refus du travail est à la fois une réaction immédiate et l'expression de la conscience subtile et clairvoyante de ceux qui affirment : non seulement cet esclavage est inhumain pour les ouvriers mais il est aussi inutile pour la société.

Cela nous amène à l'autre dimension du refus du travail, à l'horizon du refus du travail comme modèle permettant d'interpréter les dynamiques sociales et les transformations historiques. Toute l'histoire du progrès scientifique, technologique et productif peut être lue comme l'histoire d'un refus, le refus des hommes de

63. « Toute la question de la récupération est de savoir si la bouteille est à moitié vide ou à moitié pleine. Il est évident que la force des luttes avait des retombées dans certaines transcriptions syndicales. Par exemple, à la réouverture de la FIAT après les luttes de l'été 1969, Bruno Trentin, une figure importante dans le mouvement ouvrier italien, a lancé le mot d'ordre du "syndicat des conseils", qui a suscité certains espoirs. Pour nous, c'était une période de déception parce qu'à la FIAT nous sortions d'une grande lutte, autonome, sauvage, avec laquelle, un peu par chance, un peu par mérite, nous avions vraiment été en prise. À Lotta continua et à Potere operaio, nous sommes partis en guerre contre ce qu'on considérait comme une mystification. En théorie, les militants ouvriers de Potere operaio et de Lotta continua ne participaient pas aux élections, mais dans les trois mois qui ont suivi l'annonce, ils ont de fait tous décidé de participer, de se porter candidats, d'être dans les conseils. Évidemment, on pouvait voir les conseils à la fois comme une forme de poursuite et de récupération du mouvement antérieur… C'était vraiment un terrain ambivalent, même si bien sûr, parfois, le syndicat était aussi la courroie de transmission d'une certaine force. On s'en servait inévitablement, tout en continuant à se faire la guerre », Oreste Scalzone, « Les 150 heures », récit paru dans le journal *La horde d'or* n°3/4, mars 2009 – disponible en ligne sur ordadoro.info.

consacrer leurs efforts, leur attention, leur habileté et leur créativité à la reproduction matérielle. Ce refus a produit la division en classes (certains refusent le travail et font travailler les autres à leur place, en les réduisant à l'esclavage). Mais le principe du refus du travail, pour peu qu'il soit aux mains de l'intelligence sociale collective, pourrait aussi à l'inverse autoriser un usage de la technique et des machines à même de libérer les hommes de l'esclavage du travail salarié.

Au début des années 1970, la réflexion sur la technique, sur son usage en tant qu'il est déterminé par le profit à des fins de contrôle politique ou d'agression militaire, devient centrale dans le débat politique et philosophique. Il s'agit en somme d'une réflexion sur la structure du savoir scientifique, qui s'articule à la problématique du *saut technologique* et à celle de la *composition de classe*, deux expressions fondamentalement nouvelles dans la pensée révolutionnaire et dans l'aire du marxisme.

La notion de composition de classe visait à faire apparaître les formes sociales, politiques et organisationnelles au moyen desquelles le prolétariat construit son identité subjective, sa conscience propre, en fonction de la structure du système productif, du rapport entre le travail vivant et le travail mort, des conditions technologiques et de l'organisation du processus de travail. En substance, par l'expression *composition de classe*, on référait à l'élaboration subjective et consciente des conditions objectives du rapport de production.

Dans une certaine mesure, la notion de composition de classe s'enracine philosophiquement dans la pensée de la gauche marxiste des années 1920, et en particulier dans la notion lukácsienne d'« ontogenèse de la conscience sociale ». Comment se constitue la conscience sociale? Quels sont les processus par lesquels une masse de personnes atomisées, séparées, individualisées, aussi bien dans le processus de production que dans leur situation économique et sociale, réussit à se transformer en un mouvement actif, à produire un point de vue politique commun, à élaborer des modes de comportements et des horizons de pensée dont ils partagent l'essentiel tout en respectant les différences de sensibilité et de formation de chacun?

Comment survient ce miracle par lequel la force de travail se transforme en classe ouvrière, la discipline en rébellion organisée, la séparation des champs sociaux en mouvement révolutionnaire, en vague irrépressible capable de submerger et d'emporter l'état présent des choses?

On avait cherché une réponse à ces questions en formulant le processus de « recomposition de classe », à partir des conditions technologiques déterminées du processus de travail. Mais si la notion de composition de classe renvoie à la subjectivation consciente et organisée des comportements collectifs d'une communauté prise dans le processus de travail massifié, alors une analyse approfondie du système technologique, c'est-à-dire du rapport entre les technologies et l'activité sociale productive, l'activité consciente, l'attention, la perception, la mémoire, l'imagination, devient nécessaire. •

Comment se fait-il, par exemple, qu'à certaines conditions technologiques et organisationnelles du processus productif correspondent tel ou tel type de conscience et d'organisation politiques, d'idéologie et d'imaginaire social? Comment se fait-il que la structure productive des premières décennies du siècle ait donné lieu à des modèles d'organisation de type conseilliste? Pour répondre à cette question, il faut comprendre le processus de recomposition de classe à partir des conditions matérielles de l'usine mécanique pré-taylorienne; il faut comprendre les caractéristiques du travail individualisé et qualifié de l'ouvrier professionnel. Il faut comprendre les formes de sociabilité qui peuvent se nouer dans l'usine des années 1920, où les ouvriers disposaient d'un espace de sociabilité et d'autonomie productive, où le rapport homme-machine était individualisé et relativement personnalisé, où l'habileté faisait la différence.

Alors, on comprendra aussi pourquoi les ouvriers de cette période revendiquaient avec fierté leur fonction productive, pourquoi ils revendiquaient le droit de gérer, de contrôler et d'organiser le travail, de déterminer sa valeur sociale et son utilité. Mais dans les grandes usines des années 1960, plus rien de tout cela n'existe. Le taylorisme et l'introduction des techniques automatisées, la chaîne de montage, la standardisation des temps et des cadences de travail, tout cela a fait de l'usine un lieu absolument asocial. Les communications entre les travailleurs y sont presque impossibles à cause de la distance, du bruit, de la séparation physique; le poste de travail est dépersonnalisé, son organisation, despotique et répétitive, est conçue pour imposer rythmes, mouvements, gestes et réactions à un opérateur toujours moins humain, toujours plus mécanique.

La recomposition de classe des ouvriers des chaînes de montage part précisément de cette déshumanisation. La révolte de l'ouvrier-masse, c'est la révolte de l'homme mécanisé qui prend à la lettre sa propre mécanisation et affirme: s'il faut que je sois totalement déshumanisé, si je ne dois avoir ni âme, ni pensée, ni individualité, alors je le serai jusqu'au bout, résolument, de manière illimitée, sans la moindre réserve. Je ne participerai plus intellectuellement au processus de travail. Je serai étranger, froid, indifférent. Je serai brutal, violent, inhumain, comme le patron a voulu que je sois. Je le serai au point de ne plus concéder une once de mon intelligence, de ma disponibilité et de mon intuition, au travail, à la production.

Ce que les philosophes avaient décrit comme une aliénation subie par l'ouvrier se transforme dès lors en *extranéité* délibérée, organisée, intentionnelle, créative. Une extranéité qui signifiait: pas un gramme d'humanité à la production. Toute l'humanité à la lutte. Aucune communication, aucune sociabilité pour la production. Toute la communication, toute la sociabilité pour le mouvement. Aucune disponibilité pour la discipline. Toute la disponibilité pour la libération collective. Recomposition de classe voulait donc dire, simplement et logiquement: sabotage, blocage, destruction des marchandises et des infrastructures, violence contre les contrôleurs des cadences esclavagistes.

L'intelligence ouvrière se refusait à être une intelligence productive; elle s'exprima complètement dans le sabotage, dans la construction d'espaces de liberté

antiproductive. La vie commença à refleurir précisément là où elle avait été le plus totalement éradiquée, là où elle avait disparu : sur les chaînes de montage, dans les ateliers, dans les chiottes où les jeunes prolétaires avaient commencé à fumer des joints, à faire l'amour, à attendre les chefs d'ateliers charognes pour leur lancer des boulons à la tête. L'usine avait conçue comme un *lager* inhumain, elle commença à devenir un lieu d'études, de discussion, de liberté et d'amour. C'était cela le refus du travail. C'était cela, la recomposition de classe.

Aux questions de la recomposition et du refus du travail s'ajoute, comme on l'a dit, la problématique de la restructuration productive et du saut technologique. Qu'est-ce que c'est que la « restructuration » ? C'est la réorganisation d'un système, la reprise en main de ses fonctionnalités et de ses performances afin de répondre à des facteurs de trouble (internes ou externes) qui ont brouillé, altéré ou complètement bouleversé son fonctionnement et sa structure.

À la fin des années 1960, les luttes ouvrières avaient totalement bouleversé le système disciplinaire de l'usine sociale et le système économique du profit. À la même période, au beau milieu de ce tremblement de terre, le grand patronat et les économistes – c'est-à-dire le cerveau organisationnel du capital – tentaient de réactiver certaines des fonctions fondamentales de la reproduction capitaliste. Il fallait avant tout relancer la productivité – sévèrement mise en crise par l'insubordination et l'absentéisme – et rétablir la discipline – sévèrement mise en crise par la solidarité ouvrière, l'égalitarisme et le climat antiautoritaire. Mais pour cela, l'intelligence capitaliste savait parfaitement qu'elle ne pouvait pas recourir à la force brutale sous peine de s'exposer à une riposte précise et déterminée, à la hauteur de l'attaque. C'est ce qui s'était passé corso Traiano, c'est ce qui s'était passé via Larga, c'est ce qui était en train de se passer sur des centaines de piquets de grève et lors de manifestations dures dans toutes les villes d'Italie.

Il fallait donc engager une restructuration de grande ampleur, pour réduire substantiellement le poids quantitatif de la force de travail dans la production (c'est-à-dire modifier la composition organique du capital en recourant davantage aux machines et aux technologies de *labor saving*) afin de réduire le poids qualitatif de la classe ouvrière consciente. L'intelligence planificatrice du capitalisme international (et du capitalisme italien en particulier) s'attela sérieusement à ce projet pendant toute la première moitié des années 1970. Et, de fait, les premiers résultats de cette offensive et de cette restructuration commencèrent à se faire sentir au milieu de la décennie, pour se manifester de manière fracassante dans sa seconde moitié, et pendant toutes les années 1980 – mais c'est une autre histoire.

En attendant, en 1969, on commençait à entrevoir le cadre dans lequel ce processus allait se déployer. On commençait à parler de saut technologique, on commençait à envisager la possibilité d'une transformation post-industrielle de la société tout entière, de la production. Le capital devait faire fond sur le refus du travail, il fallait, par l'automation, transformer le refus ouvrier en un placement avisé. La pensée révolutionnaire commença à réfléchir à ces questions, formula la notion de *saut technologique* et se mit à fourbir un arsenal conceptuel à même de faire front.

La catégorie de saut technologique est l'une des obsessions fécondes qui poursuivent le courant « opéraïste » révolutionnaire dans les années 1968-69. « L'échéance c'est le capital lui-même qui nous l'offre. La préparation du saut technologique, dans la mesure où elle investit la réalité de classe dans toutes ses dimensions, ne peut pas ne pas représenter pour nous les conditions évidentes d'un conflit généralisé. Le progrès technologique, qui est pure violence des patrons et de leur État, n'est pas et ne peut pas être un élément sur lequel nous pouvons négocier. Sur cette base, il nous faut anticiper la rupture, pour l'emporter sur le patron et construire l'unité pour consolider et relancer notre organisation politique[64]. » Organisation politique contre saut technologique. Mais que signifiait ce « saut technologique » dans les prévisions et dans l'imaginaire des révolutionnaires et des avant-gardes ouvrières ? Et pourquoi fallait-il s'y opposer comme au pire des ennemis ?

C'est en réalité ici que s'origine une disjonction qui se manifestera au plan théorique et pratique dans les mouvements ouvriers des années 1980, la plupart du temps inconsciemment. C'est ici que s'enracine l'ambivalence irrésolue de ces mouvements à l'égard de l'innovation capitaliste, de la révolution technologique et symbolique permanente que le capital introduit dans la société, en manipulant sans cesse ses contours, en décomposant les formes organisées, en bouleversant les identités sociales et politiques.

Dès lors le refus du travail peut être envisagé comme un ressort fondamental du développement capitaliste. Sans luttes ouvrières, sans refus ouvrier de l'exploitation, sans sabotage, sans absentéisme, pas de développement. Le développement, c'est d'abord le pillage de l'innovation ouvrière, la capture par le capital de l'inventivité de l'ouvrier qui pour fumer tranquillement une cigarette trouve le moyen de se débarrasser plus rapidement de sa tâche. L'innovation technologique est avant tout une invention patronale qui vise à éliminer un maillon du travail vivant, un opérateur, une section entière, une fonction. En somme, l'innovation technologique est la forme qui permet d'économiser le travail, c'est la réponse patronale au refus du travail. Cela signifie-t-il que la restructuration, l'innovation, le saut technologique doivent être considérés comme des ennemis ? N'est-il pas possible d'y trouver les prémisses de la liberté, les conditions permettant de réduire la subordination de la vie au travail ? Cette question mérite d'être abordée dans toute sa complexité. Dans les faits, quand le patron transforme un atelier ou automatise un segment de travail, son intention est de massifier le profit global, d'éliminer des poches d'insubordination, d'autoriser un contrôle mécanique plus étroit sur le travail humain. L'usage capitaliste de la technologie peut se résumer ainsi : soumettre la structure de la machine, de l'outil de travail, mais soumettre aussi la structure cognitive et scientifique nécessaire à la production de cette machine ; la soumettre à une finalité de contrôle, imposer une soumission toujours plus parfaite, toujours plus totale, toujours plus étouffante. L'usage capitaliste de la

64. *La Classe*, 24 mai 1969.

technologie – la restructuration entendue comme révolution capitaliste de l'outil de travail et du système technologique – pénètre les structures, la forme et la fonction des objets, et imprègne indirectement les esprits, les relations sociales, le monde de la production.

La pensée et la pratique opéraïstes révolutionnaires se retrouvent rapidement face à une contradiction dont elles vont rester, dans une certaine mesure, prisonnières. L'intense révolution technologique qui se déploie tout au long des années 1970 et qui parvient à maturité à la fin de la décennie avec les grandes vagues de licenciements de masse, est la cause de la crise de l'autonomie ouvrière. Mais en réalité, elle est aussi la cause de la dissolution tendancielle de la classe ouvrière d'usine et de la prédominance de l'industrie comme système de production. La restructuration, l'innovation technologique sont une réponse au refus du travail, mais elles en sont aussi l'accomplissement. Car à travers la restructuration, l'objectif ouvrier de réduction du travail nécessaire se réalise, mais les conditions sociales et politiques dans lesquelles se produit ce déplacement sont dominées par l'intérêt capitaliste, orientées vers la domination et le profit et non vers l'utilité sociale.

Ainsi, la restructuration aura pour effets un accroissement de l'exploitation et de la dépendance, et une division politiquement ruineuse entre salariés et chômeurs. Mais ils se font sentir dès les années 1970, dans la mesure où le mouvement révolutionnaire ne parvient pas à faire porter son programme de direction ouvrière sur la totalité du processus de transformation productive ; la médiation syndicale et l'extrémisme s'affronteront sur ce point sans parvenir à trouver l'issue : la réduction généralisée du temps de travail et la redistribution sociale du temps de travail nécessaire – c'est-à-dire le pouvoir ouvrier sur les conditions de la transition post-industrielle, sur les conditions de la désindustrialisation et de la transformation de l'ensemble du monde productif.

Mais ce n'est pas ici le lieu de développer ces questions. Nous nous proposons pour l'heure de retracer les grandes lignes d'un processus qui commence avec l'explosion des luttes spontanées de 1968, avec la convergence du mouvement étudiant et des organisations ouvrières de base – qui se généralisera à l'automne 1969. C'est au cours de ce processus que se constituent les éléments que l'on retrouvera, à un tout autre degré de consistance et de complexité, dans l'explosion de l'autonomie ouvrière des années 1970.

L'occupation de Mirafiori et l'émergence de l'autonomie comme projet politique

L'année 1973 marque un tournant décisif dans l'histoire du mouvement prolétaire en Italie, mais aussi dans les modes d'organisation de la gauche révolutionnaire. L'événement central en a sans doute été la mémorable conclusion des négociations sur les contrats, avec l'occupation de l'usine FIAT Mirafiori, où culmine tout le cycle des luttes autonomes initié en 1968.

Les années 1971 et 1972 avaient été marquées par la crise des groupes extraparlementaires et par un reflux des luttes d'usines. Au même moment apparaissaient des groupes sociaux actifs dans les grandes villes, sur le territoire métropolitain : le centre de gravité du mouvement était en train de quitter l'usine pour s'ancrer sur le terrain de l'appropriation sociale. L'occupation de la FIAT Mirafiori, précisément parce qu'elle se situe au cœur de cette transition, constitue un moment d'agrégation décisif. Elle conduit en outre à l'effondrement de la fonction dévolue aux groupes révolutionnaires, en réduisant à néant leur rôle d'avant-garde.

Au mois de mars à Turin, les conditions sont réunies pour mettre un point final aux résistances patronales à la conclusion de l'accord. La plateforme syndicale demandait la grille unique de salaire[65], l'égalité de traitement pour les congés, la semaine de 40 heures sur cinq jours (samedi libre), la réduction des heures supplémentaires obligatoires. Un accord insatisfaisant se dessinait depuis le début du mois, et le syndicat était la cible de virulentes critiques du côté ouvrier. Les ouvriers de la FIAT commencèrent à mener des luttes autonomes qui aboutirent à la mi-mars à une grève à outrance, bientôt généralisée à l'ensemble des ateliers de Mirafiori, et même à d'autres départements.

Malgré des manifestations quotidiennes dans les ateliers, le bruit se mit à courir le 27 mars d'un accord qui ne prenait pas en compte le nombre d'heures de grève (plus de 170) déjà effectuées par les ouvriers. Le 29 au matin, les groupes révolutionnaires – notamment Lotta continua et Potere operaio – distribuaient aux portes de Mirafiori des tracts appelant à relancer la grève à outrance. Mais lorsque les ouvriers passèrent, ce matin-là, les portes de l'usine, l'ambiance était plus lourde qu'à l'accoutumée. Et peu de temps après l'arrivée de la première équipe, on commença à entendre dire qu'à l'intérieur, ils étaient en train de décider l'occupation. Plus tard, alors que *La Stampa* annonçait qu'un accord a été conclu, les ouvriers sortirent accrocher les drapeaux rouges aux grilles de l'usine.

Les formes organisationnelles de l'occupation restèrent mystérieuses pour tout le monde, et peut-être même pour les ouvriers. Mais ce qui est sûr, c'est qu'à l'intérieur, quelque chose de très important était en train de se passer : la nouvelle composition sociale ouvrière introduisait dans l'usine des modèles de comportements qui n'avaient plus aucun rapport avec la tradition du mouvement communiste. Ces modèles de comportement avaient leur origine dans la vie quotidienne des prolétaires nouvellement recrutés. Car il ne s'agissait plus d'émigrés du Sud sans aucun enracinement dans la métropole, mais de jeunes turinois et piémontais qui avaient été scolarisés et formés dans le contexte des luttes étudiantes et des

65. L'*inquadramento unico* proposait une échelle de salaire commune aux ouvriers et aux employés, composée de cinq niveaux de qualification. En dépit d'une façade « égalitaire » (les ouvriers, par exemple, sont exclus du cinquième niveau), ce modèle ne remet pas en cause l'évaluation individuelle en fonction de la productivité, mais renforce la promotion individuelle, la concurrence entre ouvriers, la variablité du salaire. À l'inverse, les luttes ouvrières visaient à l'égalité salariale, à l'abolition des catégories, à la garantie du salaire.

expériences collectives de quartier. L'occupation de Mirafiori est la première manifestation du jeune prolétariat en pleine libération qui constituera le terreau social des luttes au cours des années suivantes, jusqu'à l'explosion de 1977.

C'est pendant l'occupation de Mirafiori qu'est apparu le refus conscient, radical de la prestation de travail. Mais si le refus du travail était devenu un mouvement conscient, il ne pouvait, d'un point de vue organisationnel, se constituer dans les murs de l'usine. Tant que dura l'occupation, Mirafiori semblait une citadelle inexpugnable et l'État se garda bien d'intervenir d'une quelconque manière. Mais cette citadelle devint d'un jour à l'autre tout à fait inutile: le patron avait cédé, les ouvriers avaient réaffirmé leur hostilité à tout accord, quel qu'il soit – non sans avoir imposé des avancées substantielles vers l'égalité (congés, grille des salaires, réduction des heures supplémentaires).

Mais les enjeux étaient en train de se déplacer sur un terrain plus large. Le mouvement devait à présent emprunter un autre chemin, ouvrir de nouveaux horizons. Les premiers symptômes de la crise, bientôt exacerbée par la flambée des prix du pétrole, avaient fait apparaître des éléments nouveaux: l'inflation, le chômage, la marginalisation de pans entiers de la société, l'expansion du travail au noir – autant d'aspects du processus de métropolisation qui commençait à se dessiner. Les cris inarticulés, sans plus de slogan, sans plus de menaces ni de promesses, des jeunes ouvriers portant un foulard rouge autour du front (les premiers indiens métropolitains[66]), annonçaient le début d'un nouveau cycle pour le mouvement révolutionnaire en Italie. Sans idéologie progressiste, sans foi dans le socialisme, sans la moindre affection pour le système démocratique, mais sans aucun respect non plus pour les mythes de la révolution prolétarienne. C'est avec ce changement de scénario que s'amorça le phénomène politique et culturel nouveau que l'on appela autonomie ouvrière.

L'expression « autonomie ouvrière » était largement répandue dans le langage du syndicat et dans celui des groupes. Elle était calquée sur l'expression « autonomie syndicale ». L'indépendance de l'organisation syndicale par rapport au jeu des partis politiques avait été un principe important dans les années 1960, mais elle comportait des éléments d'ambiguïté, de contractualisme subalterne, de dépolitisation de la lutte ouvrière. « Autonomie ouvrière », cela voulait dire quelque chose de plus, cela signifiait auto-organisation des luttes, en dehors de la gestion syndicale et des logiques politiques.

Mais en 1973, l'expression « autonomie ouvrière » commença à prendre un sens nouveau, un sens plus radical. Elle signifiait désormais que l'existence ouvrière, la communauté prolétaire solidaire, pouvait mettre en œuvre des conditions sociales d'échange, de production et de vie en commun qui soient autonomes vis-à-vis de la légalité bourgeoise. Autonomes par rapport à la loi de l'échange, à la loi de la prestation de temps, à la loi de la propriété privée. Le principe d'autonomie recouvrait sa pleine signification étymologique: la socialité prolétaire déterminait ses propres lois et les mettait en pratique sur le territoire occupé militairement par la bourgeoisie. Ce principe se diffusa rapidement et provoqua la crise et la déliquescence des groupes extraparlementaires.

Parmi les groupes révolutionnaires, certains perçurent le sens de cette crise. Depuis quelque temps, le Gruppo Gramsci (implanté à Milan chez les intellectuels, les enseignants, les ouvriers de la zone Nord, et à Varese) critiquait la forme du groupe organisé et le dirigisme léniniste et cherchait des formes d'organisation de base qui ouvrent la voie d'une socialité libérée. Potere operaio prit acte de la leçon de Mirafiori et, quelques mois après le mars turinois, décida la dissolution du groupe[67]. Dans les rangs de Lotta continua aussi, s'amorça un processus de dispersion et de désagrégation qui arrivera à son terme en octobre 1976.

Le numéro de *Potere operaio* qui, au mois de novembre, annonce la dissolution du groupe revient sur la leçon de Mirafiori : « Le 29 et le 30 mars à Mirafiori, à Rivalta et dans tous les départements de la FIAT, la grève à outrance se transforme en occupation armée. C'est sous cette forme que se révèle aux ouvriers l'effectivité d'un exercice direct du pouvoir contre l'ensemble des conditions répressives mises en œuvre par les patrons et les syndicats depuis septembre 1969, et jusqu'à aujourd'hui. Le parti de Mirafiori se forme pour montrer qu'il sera impossible pour le capital de recourir aux instruments de répression et de restructuration[68] [...]. »

Toni Negri : « un pas en avant, deux en arrière : la fin des groupes »

Replaçons à présent les éléments du texte dans une perspective historique[69], non pas de manière générale mais dans le cadre qui nous intéresse immédiatement de l'expérience de ces dernières années. Le terrorisme et la « longue marche à travers les institutions[70] » (c'est-à-dire le néo-réformisme), sont les deux faces de la crise

66. Voir chapitre 10 – *Un étrange mouvement d'étranges étudiants*, p. 499 *sqq.*, et les textes suivants.

67. Le Gruppo Gramsci donnera naissance à la revue *Rosso* à la suite de la dissolution de Potere operaio. Voir à ce propos leur texte « Pour une nouvelle manière de faire de la politique » (décembre 1973) au chapitre 10 – *La crise du militantisme*, p. 475 *sqq.*

68. Cité dans Antonio Negri, « *Articolazioni organizzative e organizzazione complessiva : il partito di Mirafiori* » (1er mai 1973), *in* Paolo Carpignano, Sergio Bologna, Antonio Negri, *Crisi e organizzazione operaia*, Feltrinelli, 1974. Ce texte tenait lieu d'Appendice n° 4 au texte « *Partito operaio contro il lavoro* » [rééd. dans *I libri del rogo*, DeriveApprodi, 2006] et a été reproduit dans son intégralité dans Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli Autonomi*, vol. 2, DeriveApprodi, 2007.

69. Ce texte, daté du 1er mai 1973, tenait lieu d'Appendice n°3 à Antonio Negri « *Partito operaio contro il lavoro* », *op. cit.* Il a été Publié dans Paolo Carpignano, Sergio Bologna, Antonio Negri, *Crisi e organizzazione operaia*, *op. cit.*

70. « Pour élargir la base du mouvement étudiant, Rudi Dutschke a proposé la stratégie de la "longue marche à travers les institutions" : il s'agit de travailler contre les institutions établies tout en y travaillant, mais pas seulement de les saper de l'intérieur, plutôt au contraire de "faire son boulot", d'apprendre (à programmer et lire le langage des ordinateurs, à enseigner à tous les niveaux, à se servir des *mass media*, à organiser la production, à repérer l'obsolescence calculée et à y faire échec, à concevoir l'esthétique industrielle, etc.), et de

théorique du mouvement révolutionnaire né en 1968. Mais la crise n'est pas seulement théorique, elle est aussi pratique. Les groupes sont engagés dans un irréversible mécanisme de dissolution, la seule issue semble être de renouer liens avec les institutions ou, à l'opposé, à s'engager individuellement vers le terrorisme. Des micro-partis se forment, le paysage devient mobile, instable, périlleux. Le mot d'ordre de la construction du parti et de l'organisation de l'insurrection s'effiloche en décisions minoritaires, incapables de se répliquer politiquement de manière massive. Ce problème n'est pas propre au mouvement italien, il concerne toutes les situations (en Europe et en Amérique) qui ont connu l'explosion de 1968.

Et pourtant, tous ces camarades, tout ce personnel politique, ont été pris dans une phase réelle d'action politique révolutionnaire. Il faut tous les préjugés sectaires des bureaucrates du mouvement ouvrier officiel pour refuser de l'admettre. En réalité, des milliers de camarades savent ce que veut dire produire de l'agitation révolutionnaire et gérer des espaces de pouvoir ouvrier : c'est ce qui s'est passé en 1968-1969. Mais tandis que la classe ouvrière et certains secteurs du prolétariat ont continué de se mouvoir sur ce terrain, le personnel politique des groupes a volé en éclats. La crise pratique s'est compliquée d'une crise théorique : la marche à suivre s'est révélée confuse, le réflexe – puissant jusqu'alors – de l'unité ouvrière sur la base de la solidarité politique des groupes s'est affaibli, des tentations contraires ont prospéré.

Il serait trop facile de répliquer que la contre-attaque des réformistes, l'habileté et la vitalité incontestables du syndicat ont restreint et bloqué les marges d'expression et de luttes des groupes – et falsifié le rapport entre l'avant-garde et les masses. Trop facile de prétendre que là où il y a eu résistance et progression du mouvement politique, la répression a durement frappé parmi les cadres militants. Ni l'usage capitaliste de la crise, ni le déséquilibre, en termes d'organisation, entre les fins et les moyens, n'expliquent la phase actuelle de dissolution des groupes. Cela ne suffit pas : il y a autre chose. Et cette chose, c'est l'absence d'une théorie motrice, d'une analyse révolutionnaire qui aurait permis aux avant-gardes d'avancer du même pas que le mouvement de masse.

Car il nous semble que le mouvement de masse a avancé et qu'il a potentiellement résolu, pour son propre compte, dans la lutte, les problèmes qui ont causé la dissolution du mouvement politique né en 68, dans les usines comme à l'extérieur. *Une reprise unitaire de l'offensive politique doit par conséquent aujourd'hui prendre une conscience nouvelle de l'état d'avancement du mouvement réel, rouvrir une enquête de masse dans les usines et dans l'ensemble du prolétariat*, se restructurer au rythme du rapport entre avant-garde et masses tel que défini par le mouvement de classe. Mais nous y reviendrons.

Il nous faut tout d'abord regarder les moments critiques qui ont déterminé historiquement la récession du mouvement et surtout la dissolution du rapport entre avant-garde et masses dont il était né. Il faut distinguer *trois phases* : *la première* s'étend des premiers soulèvements de Valdagno, de Valle Giulia, de Porto Marghera, de Pirelli, jusqu'au printemps de la FIAT en 1969. *La deuxième* va de la

contre-attaque d'Agnelli le 3 septembre 1969 et de l'insurrection de Porto Marghera en juillet-août 1970[71] jusqu'en mars 1972. *La troisième* s'est ouverte à Mirafiori en mars 1973. Avec cette dernière phase, une nouvelle perspective organisationnelle, un nouveau saut en avant semblent se dessiner.

Au cours de la première phase, un long processus d'insubordination ouvrière contre le plan capitaliste, contre le socialisme du capital, contre la domination capitaliste sur le développement, arrive à maturation. Le rapport entre les mouvements de la classe et les positions des avant-gardes est total et spontané. La force motrice du mouvement repose tout entière sur l'autonomie du comportement ouvrier. *Du point de vue des objectifs*, la rupture du lien entre salaire et productivité (aussi bien au plan de l'entreprise : lutte contre le système des primes, égalitarisme, etc., qu'au plan général : lutte pour le salaire social, etc.) se transforme rapidement en lutte contre le travail. *Du point de vue de la forme de la lutte*, on assiste à un processus d'identification avec l'objectif qui rend le projet massivement unitaire : puisque l'objectif est égalitaire, égalitaire sera l'organisation de la lutte à la base. Le refus de la négociation des contrats et le refus du travail deviennent synonymes. En somme : le refus du travail est le *style* du travail politique, la haine de l'organisation du travail est le point d'appui et le moteur du projet. *Du point de vue des articulations stratégiques du projet*, la spontanéité est de mise. La prévision la plus aventureuse ne regarde guère au-delà quelques semaines, les niveaux de masse font preuve d'une telle force d'invention qu'elle emporte tout sur son passage, tout de suite. *La question de l'organisation (et de l'insurrection) se calque en quelque sorte sur les niveaux de masse.* L'avant-garde est complètement interchangeable avec le mouvement global, les rythmes et les formes de la circulation des luttes sont autant d'articulations du projet insurrectionnel ; les objectifs, les rythmes et les formes de la lutte sont des éléments fongibles. Dans cette première phase de lutte, la conscience révolutionnaire fait un énorme pas en avant.

Avec la contre-attaque d'Agnelli, les mises à pied de septembre 1969 et le début de la lutte sur les contrats, s'ouvre un processus contradictoire, fondamentalement négatif. *La nécessité d'incorporer au mouvement spontané des masses une conscience des articulations tactiques et stratégiques du processus insurrectionnel* devient première. Ça n'est qu'à cette condition qu'il est possible de se libérer de l'étau dans lequel le mouvement se trouve pris, entre d'un côté les premiers assauts de la contre-attaque d'Agnelli, et de l'autre la manœuvre d'encerclement des syndicats. Le mouvement met ces problèmes à l'ordre du jour : il devient clair qu'on ne pourra tenir les espaces de pouvoirs qui ont été conquis, et les étendre, qu'à la

préserver en même temps sa propre conscience en travaillant avec autrui. L'effort concerté pour instaurer des contre-institutions fait partie de cette longue marche. » Herbert Marcuse, *Contre-révolution et révolte* [1972], Seuil, 1973.

71. Sur l'insurrection à Porto Marghera, voir Devi Sacchetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera, Du Comité d'usine à l'Assemblée de territoire (Vénétie – 1960-1980)*, Les nuits rouges, 2012.

condition de réarticuler sur le plan organisationnel ce que le mouvement de masse, profitant de sa force et de l'effet de surprise, avait mis à plat avec enthousiasme. Mais mettre le problème à l'ordre du jour ne signifie pas le résoudre. C'est là, au contraire, que s'ouvre une *crise* profonde et douloureuse. Les premières expériences ne sont pourtant pas négatives : après Turin et Porto Marghera, le terrain d'expérimentation se déplace à Milan, c'est-à-dire dans une métropole où ce qui se joue a moins à voir directement avec l'usine qu'avec un commandement capitaliste extrêmement complexe et articulé. Et le problème est immédiatement posé à l'échelle de cette complexité : les luttes milanaises sur le logement sont sans doute le témoignage le plus aigu de ce savoir. *Sur le plan militaire* également, l'articulation du discours entre avant-garde et masse tend à se développer. Le 1er août 1970, l'insurrection à Porto Marghera et dans d'autres centres de la Vénétie révèle, à une vaste échelle territoriale, une articulation offensive entre groupes d'attaque et mouvement de masse, qui permet de perfectionner les modèles de la guérilla urbaine et de dépasser le formidable précédent de la révolte de masse du 3 juillet 1969 à Turin. Cela vaut aussi pour la généralisation des luttes pour le logement à Milan. Mais c'est la tentative, par la suite, de faire correspondre la forme de l'organisation à ces tâches nouvelles et urgentes qui échoue. Ce processus occupe la majeure partie de l'année 1971, avec la constitution sectaire des groupes, l'usurpation bureaucratique de la direction politique contre les instances organisées de l'autonomie ouvrière. *La vraie tâche, celle de recomposer de l'intérieur la cohésion de la force ouvrière unifiée, se transforme en une mission de guide extérieur, de direction abstraite.* Le tiers-internationalisme le plus rustre triomphe. Dans le même temps, alors que la lutte ouvrière poursuit en l'intensifiant la destruction de la hiérarchie d'usine, lance le mot d'ordre du salaire garanti et déclenche les premières luttes sur cette question, les groupes se concentrent sur une capacité d'attaque qui est désormais abstraite parce qu'elle ne « prend » pas sur les niveaux de masse, et qui devient impuissante parce qu'elle se veut une attaque directe contre l'État. La « descente vers le Sud » qu'engagent les groupes lors de cette phase, loin de porter, sur le plan du discours et de l'organisation, une nouvelle articulation entre les luttes ouvrières dans les métropoles et les luttes ouvrières dans les zones de sous-développement, un projet de mouvement qui ferait le lien entre l'action des avant-gardes et les comportements de masse, propose un retour à l'idéologie spontanéiste de 68, surchargée – de manière doublement fausse – d'une insistance tout à fait hors de propos sur la violence du sous-prolétariat contre l'État (simple projection, en réalité, du subjectivisme et de l'auto-référentialité des groupes)[72]. Le processus organisationnel qui consiste à articuler une continuité des moments d'organisation dans la discontinuité du mouvement de masse, est brutalement interrompu. Entre fin 1971 et mars 1972, les groupes partent à l'attaque, seuls. Quand le 11 mars 1972, les groupes sont gagnés par l'impression fugace qu'ils ont remporté une victoire militaire au plan métropolitain et national, ils viennent en réalité, de par leur existence séparée, d'essuyer le plus dur, le pire des revers. Ils seront lourdement défaits : la répression les trouvera isolés et pourra s'acharner

sur eux. La distance avec la classe est totale : fin 1972, les groupes seront totalement absents de la mobilisation sur les contrats.

C'est ici que *la crise organisationnelle connaît des répercussions théoriques*. C'est ici que se confirme l'écart grandissant avec les niveaux de masse – qui existait déjà dans les faits avant d'être théorisé et justifié par l'idéologie de « l'autocritique », de l'organisation nouvelle, de la continuité générationnelle des cadres politiques, etc. ; ici qu'apparaissent les deux voies de l'idéologie – la voie néo-réformiste qui pose la nécessité de renouer un lien avec les masses, mais ne peut l'envisager autrement que dans la collaboration avec le syndicat, et la voie terroriste qui table sur l'exemplarité d'actions offensives comme moments de cristallisation du mouvement de masse ; c'est ici donc que l'on fait deux pas en arrière. *L'usage capitaliste de la crise* – qui s'accentue pendant ce temps – n'est pas analysé : la crise n'est prise en compte qu'en termes catastrophistes, aussi bien par les néo-réformistes qui y fondent leurs espoirs d'unité dans les institutions et de front uni avec le mouvement de masse, que bien sûr par les terroristes. Quant au problème de l'organisation, dans les deux cas, la nécessité de substituer à la continuité du projet ouvrier la cohérence d'une ligne autoritaire et d'une initiative évidemment bureaucratique – tout ceci conduit à exalter les fonctions du groupe, la cohésion et l'homogénéité idéologique de la direction, sa verticalité, etc. Et l'insurrection – à supposer qu'on en parle encore – redevient un « art », un moment que « quelqu'un » soudain décide ! Que ces pas en arrière sont accablants !

Mais la classe ouvrière et le prolétariat vont de l'avant. D'abord en consolidant leurs objectifs, en tenant des espaces de pouvoir, en affirmant l'irrévocabilité du pouvoir ouvrier et prolétaire. Mais aussi *sur le plan de l'organisation*. Le savoir que l'insurrection n'est pas un « art » mais une « science », une capacité à transformer minutieusement tout le parcours de la subversion en mouvements de masse et en opérations d'avant-garde – le savoir en somme que le capital, à ce stade de développement, n'offre ni ventres mous à frapper ni maillons faibles à briser, ni détonateurs à actionner, mais que *seul un rapport politique conscient, continu et organisé est à ce jour capable d'identifier ce qu'il faut détruire par une force massifiée* – ce savoir est tout entier dans la classe ouvrière.

La troisième phase du processus d'organisation de la classe ouvrière s'ouvre en mars 1973 à Mirafiori. *La direction est cette fois complètement interne à l'autonomie de classe, le déploiement de l'offensive est en même temps sa capacité unificatrice, on voit apparaître les linéaments d'un modèle d'organisation approprié.* À ce niveau de la lutte de classe, l'autonomie ouvrière commence à écrire son « *Que faire ?* ». Le sous-titre en est : *L'insurrection comme science.* Cette fois-ci, peut-être, si on parvenait à prendre

72. La « descente vers le sud », ici critiquée par Toni Negri, renvoie à l'attention soutenue de groupes comme Lotta continua à l'égard des révoltes qui éclatent à cette époque dans le Sud de l'Italie, assortie d'une certaine fascination pour le caractère « pré-capitaliste » du sous-prolétariat méridional. Sur ces questions, voir chapitre 10 – *Lanfranco Caminiti : L'autonomie méridionale, territoire d'ombres et luttes solaires*, p. 518 *sqq*.

position sur ce terrain, en arrimant de nouveau la théorie au mouvement de masse, on n'aurait peut-être pas à attendre aussi longtemps que dans les années 1960, entre la répétition générale de la piazza Statuto et l'insurrection du 3 juillet [1969].

Mais rien de tout cela ne suffit tant que la lutte contre l'État n'en passe pas par la *théorie* (*la conscience critique du point de vue de la classe*) *de la crise*. La tentative capitaliste d'ouvrir des brèches dans la composition de classe – car c'est en cela que consiste « la crise » du point de vue du capital – et l'articulation de moyens de répression de masse et d'offensives répressives sporadiques (l'anticipation provocatrice) utilisés à cette fin, sont intégrées à la conception ouvrière de l'organisation et renversées jusqu'à devenir des fonctions du projet révolutionnaire. Il n'est pas dans notre propos de prôner une quelconque « recherche du temps perdu »: les niveaux de classe dont il est question aujourd'hui ont été déterminés par la puissante émergence de l'ouvrier-masse, par la massification de sa figure organisationnelle, mais on sait aussi qu'ils ont été et qu'ils seront profondément transformés par la crise. Ce que le capital réarticule avec la crise, se réarticule objectivement: *transformer en fonction subjective cette matérialité de l'articulation ouvrière voulue par le capital au moyen de la crise, voilà ce qu'il faut accomplir aujourd'hui.* La conscience générale que le salaire est du pouvoir passe par l'articulation organisationnelle des instances qui s'attaquent à la capacité capitaliste de bloquer la demande ouvrière de salaire, et de pouvoir.

Prenons un exemple. Supposons que dans certaines grandes usines, la demande ouvrière de *salaire garanti* obtienne gain de cause. L'appareil de pouvoir capitaliste utilisera cette victoire ouvrière pour créer des divisions entre les différentes strates ouvrières, entre l'usine et le quartier, pour obtenir un certain nombre de trêves, etc. La tâche immédiate des avant-gardes de masse consistera, à l'inverse, à rendre cette conquête immédiatement généralisable. Mais, cette pression de masse est-elle suffisante? Non, elle ne l'est pas. Le renversement révolutionnaire du projet capitaliste visant à étouffer les luttes pour le salaire garanti ne sera possible que si, simultanément, se développe la *lutte pour l'appropriation*, c'est-à-dire la lutte pour la garantie du panier de biens conquis par le prolétariat, et cela non seulement au niveau des avant-gardes mais de façon motrice et exemplaire sur tous les terrains de la lutte prolétaire. *La seule manière de maintenir, d'élargir, de consolider les espaces de pouvoir est d'en appeler toujours plus directement à des niveaux de pouvoir plus avancés: c'est le seul gradualisme que nous connaissons.*

Et, là encore, cette fonction s'enracine immédiatement dans la composition de la classe ouvrière. Entre 1968 et aujourd'hui, les avant-gardes se sont modifiées, leur détermination offensive s'est accrue à la mesure de la riposte capitaliste et de la crise. Ce sont les groupes et les cadres politiques qu'ils ont produits qui ont idéologisé 1968 et interrompu la « continuité d'une génération »! Ce n'est pas la classe. Ici, dans la lutte, *l'autonomie a été un terrain d'innovations constantes de l'initiative politique et surtout a ouvert l'horizon de la lutte armée.* Le jeune ouvrier – entré en usine après 68 – a apporté à l'organisation une conscience nouvelle du rapport entre lutte pour le salaire et lutte pour le pouvoir, entre lutte d'usine et lutte de

quartier, entre lutte particulière et lutte générale. Le jeune, le nouvel ouvrier – véritablement multinational – ne traînait derrière lui aucun fétiche polémique. Il n'avait pas eu à arracher la victoire, il avait vaincu avant d'entrer à l'usine où il apparaissait déjà comme un *produit socialisé de la lutte*[73]. Dans sa structure de prolétaire il n'y avait, matériellement, ni résignation ni calcul complice des possibilités bureaucratiques, mais plutôt la fraîcheur d'une série de besoins satisfaits et une haine nouvelle pour l'exploitation. Aujourd'hui la lutte de classe et l'organisation nouvelle se mesurent à l'aune de cette formidable et fraiche réalité. Ici les groupes n'ont rien à ajouter.

*

Des milliers de militants issus des groupes en voie de dissolution rejoignaient des centaines de collectifs, de comités, d'assemblées autonomes, de centres sociaux, de maisons occupées, qui allaient proliférer les années suivantes dans toutes les villes d'Italie et constituer une véritable scène sociale du mouvement de libération. L'expression même de « mouvement de libération » a été inventée pour désigner ce nouveau processus, qui ne se limitait plus à la sphère de la revendication ou du conflit mais qui choisissait celle de l'auto-constitution.

Mais la genèse de l'autonomie n'a vraiment pas été un processus linéaire ou univoque. L'autonomie, c'était une immense galaxie où l'on pouvait distinguer différentes constellations, différents sous-réseaux dotés chacun de leur histoire politique, de leur formation culturelle, de leur imaginaire, mais aussi de leurs journaux, de leurs outils de communications, de leurs locaux propres.

Nous ne détaillerons pas ici la géographie de ces groupes. On peut cependant en indiquer certains parmi les plus importants : les Comitati autonomi romains, rassemblés autour du groupe de la via dei Volsci, portaient une conception

73. Cette expression renvoie à la conception de l'*ouvrier social*, dont il sera de nouveau question par la suite. « Le passage de la composition de l'ouvrier-masse à la composition de l'ouvrier social ne signifie pas seulement un perfectionnement supplémentaire de la force productive du travail. Il ne signifie pas seulement la proposition d'un nouveau système des besoins. Il signifie plutôt qu'ici quand la dialectique de la composition s'épuise en une totalité de subordination au capital, la rébellion prolétaire envahit tout le tissu de la composition et du système des besoins. Contre la valeur d'échange apparait son opposé, le travail comme créativité, comme libération ; contre le système des besoins se dessine, sur cette polarité libérée, la possibilité d'un système de luttes. [...] Au système des besoins se substitue le système des luttes : un système alternatif de luttes qui se sait être la réappropriation antagoniste des forces productives par le sujet prolétaire, comme travail vivant social. » Antonio Negri *Proletari e stato: per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico*, Feltrinelli, 1976 [repris dans *I libri del rogo*, DeriveApprodi, 2006]. Voir également Antonio Negri, *Dall'operaio massa all'operaio sociale, op. cit.* Steve Wright commente cette notion dans *À l'assaut du ciel, op. cit.*, notamment dans le chapitre « Negri et l'ouvrier social ».

fortement marquée par le spontanéïsme, héritière du luxemburgisme, et étaient implantés surtout parmi les travailleurs de certains services (hôpitaux, chemins de fer, postes et télécommunications, énergie), mais aussi parmi les étudiants *fuori sede* de Rome et les jeunes prolétaires des quartiers[74]. À Milan, des militants issus du Gruppo Gramsci et une partie de ceux qui provenaient de Potere operaio mirent sur pied une structure d'intervention métropolitaine avec des ouvriers de Sit-Siemens et d'Alfa Romeo et, plus tard, de nombreuses autres usines de la ceinture Nord. De la fusion entre une partie des ex-militants de Potere operaio et de militants ouvriers de issus Lotta continua allaient également naître les Comitati comunisti rivoluzionari (CoCoRi). Mais ces quelques éléments ne rendent en rien compte du fourmillant processus d'organisation diffuse dont les véritables protagonistes étaient les jeunes prolétaires, marginaux par rapport aux groupes autonomes organisés mais insérés dans des dynamiques d'agrégation spontanée, magmatique, incontrôlable. Cette réalité sociale allait engendrer deux sensibilités politiques différentes, deux options de fond, qui allaient traverser toute l'histoire de l'autonomie. Mais ce serait simplifier que de les réduire aux enjeux spectaculaires de la violence et de l'organisation.

On pourrait dire qu'à partir de 1973, sont apparues d'une part une tendance néoléniniste et militariste (qui se définissait comme Autonomie Ouvrière Organisée, avec des majuscules) et de l'autre, une tendance créative-désirante qui misait davantage sur la dissémination sociale des comportements que sur leur organisation politique. Mais ce serait là encore une simplification intempestive. En réalité, la source de l'ambivalence constitutive de l'autonomie se trouve dans la formule de Potere operaio que nous avons déjà mentionnée, à propos de l'occupation de Mirafiori : « Le parti de Mirafiori se forme pour montrer l'impossibilité pour le capital d'utiliser les instruments de répression et de restructuration [...] ».

Cette conception qui est au fondement de toutes les pratiques de résistance à la restructuration, de la reprise de toute la veille mythologie communiste de la guerre civile et de la justice prolétaire, cette conception est fausse et limitante. Elle fait du mouvement de l'autonomie un mouvement de résistance : résistance contre la restructuration capitaliste et surévaluation de la capacité de la composition sociale prolétaire issue des luttes de 1968-1973 à se maintenir.

La défense de l'identité politique et culturelle du mouvement se heurta à la rigidité de la composition sociale de la force de travail et à son refus de se conformer aux nouvelles formes technologiques de l'organisation du travail.

En réalité, dès 1973, la contre-offensive patronale prit pour cible les bases structurelles de la composition de classe : tout d'abord par le blocage des embauches et l'arrêt du *turn over* dans l'ensemble du cycle de production de la FIAT. Puis, lentement au départ et de manière de plus en plus effrénée par la suite, par l'introduction de technologies de *labor-saving* et le démembrement des grandes unités productives. Ce tournant inaugure la profonde redéfinition de l'ensemble du système productif italien (mais il s'agit là d'un processus international), avec la marginalisation du travail industriel et l'expansion du cycle de travail immatériel : les années 1980.

L'autonomie ne disposait pas des outils culturels qui lui auraient permis de faire face à cette transition productive et sociale, à cette décomposition. Elle tenta hystériquement de se substituer à un processus de recomposition sociale qu'il aurait fallu suivre de l'intérieur, en renonçant à tout forçage subjectif, et aux hypostases de parti. Mais il s'agit là d'un processus qui appartient à l'histoire de la période suivante, celle qui prépare le mouvement de 77, où l'on manqua l'occasion de redistribuer les cartes dans la perspective d'un nouveau processus de recomposition, l'occasion de comprendre les lignes de transformation du travail humain après la vague du refus du travail, l'occasion d'identifier les nouveaux terrains où le commandement s'était déplacé et où l'action critique, l'auto-organisation, l'invention révolutionnaire auraient dû se déplacer également[75].

Entre la fin de Potere operaio, la naissance des conseils d'usine et la crise des groupes politiques organisés, les premières assemblées autonomes se constituent dans les usines. On doit leur existence non seulement à l'action de toute une série de cadres politiques formés dans les luttes, mais aussi et surtout à la grande lutte de la FIAT en 1972-73, à ce paysage politique et ouvrier complexe que l'on appellera « le parti de Mirafiori[76] ».

74. En janvier 1973, on pouvait lire dans un document qui marquait la naissance des Comitati : « Lier les luttes d'usines aux luttes sociales : le logement, les factures, les crèches [...] La *Zone* n'est pas un organe de propagande mais un projet sur le territoire, relié à la capacité de contre-pouvoir. » Voir Vincenzo Miliucci, Sirio Paccino, Daniele Piffano, « Comitati autonomi operai di via dei Volsci, *in* Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi*, vol.1, *op. cit.*

75. Cette analyse rappelle la critique qu'adresse Sergio Bologna à la catégorie « d'ouvrier social » dans sa recension du livre d'Antonio Negri, *Proletari e Stato,* à quelques mois de l'explosion du « mouvement de 77 » : « Il y a eu de nombreuses petites (ou grandes) batailles, mais pendant qu'elles se déroulaient, la composition politique de la classe a substantiellement changé dans les usines, et certainement pas dans le sens indiqué par Negri. [...] Au contraire, une plus grande division s'est produite : non pas entre usine et société, mais à l'intérieur de l'usine elle-même, entre la droite et la gauche de la classe ouvrière. En somme il y a eu une réaffirmation de l'hégémonie réformiste sur les usines, brutale et implacable dans ses efforts pour démembrer la gauche de la classe et l'expulser de l'usine. [...] Nous n'en sommes pas à l'an I, nous ne sommes pas revenus au réveil de la "nouvelle gauche" des années 1960, nous n'en sommes même pas à la redéfinition d'une figure sociale différente de celle de l'ouvrier-masse. Même s'il était vrai que la relation entre *ouvrier social* et parti est différente [...] La forme du discours politique est obsolète, le langage millénariste nous "casse les couilles", et cette forme de théorie mérite d'être rejetée comme tout autre "théorie générale". » *Primo Maggio*, n° 7, 1976 – disponible en ligne et dans Cesare Bermani (dir.), *La Rivista Primo Maggio*, *op. cit.*

76. Ces différentes assemblées et comités autonomes se réuniront à Bologne en mars 1973, à l'occasion de la première Assemblée nationale de l'Autonomie

Les Assemblées autonomes ouvrières (et leurs journaux : *Senza padroni* à Alfa Romeo, *Lavoro zero* à Porto Marghera, *Mirafiori rossa* à Turin, etc.) tissent des liens avec les Colletivi politici studenteschi (CPS) tout juste émergents et les Collettivi autonomi qui fleurissent dans de nombreux quartiers prolétaires métropolitains. Dans les écoles, dans les usines, dans la société, ils constituent un vaste et informel réseau de conflictualité qui, par la singularité de ses objectifs et de ses contenus, dessine les contours de l'aire de l'Autonomie. Nombreux sont ceux qui, rapidement, la rejoignent. À Milan par exemple, la revue *Rosso*[77] naît de la crise de Potere operaio, bientôt ralliée par des membres d'autres organisations en crise. À Milan, toujours, la sortie de Lotta continua du « courant ouvrier » aboutira à la naissance de *Senza Tregua* puis, au terme de multiples expériences croisées, aux CoCoRi. En Vénétie, les aires de l'autonomie se rassembleront autour des collectifs et du journal *Potere operaio per il comunismo* qui prendra après 1977 le nom d'*Autonomia*.

À Rome, l'éclatement du groupe Il Manifesto donne lieu à la revue *Rivolta di classe*, qui devient *I Volsci* en 1978, et constituera l'une des aires les plus importantes de l'autonomie au Centre-sud. À Rome toujours, le processus de décomposition de Potere operaio et d'autres groupes, aboutit à la parution des revues *Metropoli* et *Pre-print*[78]. La diffusion de masse des comportements autonomes culmine avec le « mouvement de 77 ». Des dizaines de journaux voient le jour, sur le modèle d'*A/traverso* – qui, lancé en 1975, atteint les 20 000 exemplaires en 1977.

En réalité, le mouvement de 77 est marqué par l'apparition sur le marché du travail d'un nouveau sujet prolétaire, doté d'un haut degré de savoir et d'un bon niveau d'études, qui se distingue de l'« ouvrier-masse » par son refus de l'insertion « forcée » dans l'usine. C'est ainsi qu'apparaît cette sorte « ouvrier social » qu'avaient déjà théorisés certaines aires de l'autonomie, en affirmant la nécessité tendancielle d'abandonner le terrain de l'usine.

Lucio Castellano : L'autonomie, les autonomies[79]

L'histoire de l'*autonomie* est jalonnée, tout au long des années 1970, d'expériences politiques variées et hétéroclites, qui tournent toutes autour de l'idée-force de « refus du travail ». Loin d'être seulement une idéologie de l'émancipation, le refus du travail est une façon de lire la société capitaliste et de comprendre comment agissent ses protagonistes, de quelle manière le pouvoir y est distribué, quelles sont la dynamique et la finalité de son développement. C'est cette lecture qui définit les orientations et qui constitue la toile de fond des expériences qui, tout au long de cette décennie de conflit politique, vont s'opposer au mouvement ouvrier organisé[80]. •

C'est sur cette base que l'on peut tracer la ligne de continuité qui relie la « conflictualité sauvage » de 68 aux comités ouvriers de base (qui forment en grande partie l'ascendance commune de Potere operaio et de Lotta continua), les luttes « sociales » et la « résistance à la restructuration » (qui marqueront à la fois l'apogée et la fin de ces organisations) aux thématiques des nouveaux besoins et de

l'« ouvrier social » qui s'imposeront de manière éclatante en 1976 et 1977. Il ne s'agit pas d'établir des connexions atemporelles, de faire l'impasse sur les différences, parfois profondes, en méconnaissant la pluralité des apports et la disparité des orientations. Il s'agit plutôt de faire apparaître une trajectoire cohérente, tant du point de vue des questions posées que des manières de les résoudre, au sein d'une pratique de l'organisation qui tend à identifier la politique et l'économie, et qui reconnaît dans l'émergence de besoins conflictuels la constitution de l'autonomie sociale et politique du sujet révolutionnaire.

Le « refus du travail » cela signifie qu'à l'intérieur même de la structure et de la hiérarchie des rapports sociaux commandés par le travail salarié, il existe toujours un réseau communicationnel et organisationnel (porteur d'informations, de connaissance, de « savoirs ») qui s'y oppose et qui en constitue l'alternative. Il s'agit d'une structure sociale qui naît de la lutte et pour la lutte – pour plus d'argent, pour moins de travail, pour un travail moins nuisible, ou moins usant, pour « que ça aille mieux » ou tout au moins pour ne pas mourir de l'usine. Mais cette structure sociale est d'ores et déjà pouvoir « sur » la production et pouvoir « de » production, parce qu'elle est composée exactement des mêmes éléments que la prestation de travail mais qu'elle se présente, à front renversé, sous le signe du refus

ouvrière. Y participent, parmi de nombreuses autres réalités de luttes, l'Assemblea autonoma dell'Alfa Romeo, l'Assemblea autonoma della Pirelli, le Comitato di lotta della Sit-Siemens (Milan), l'Assemblea autonoma di Porto Marghera, le Comitato operaio della Fiat-Rivalta (Turin), le Comitato politico ENEL, le Collettivo lavoratori e studenti del Policlinico (Rome), les Comitati operai (Florence et Bologne). Dans le document introductif de l'Assemblée, on lit : « C'est à partir de 1968 que le refus de masse, du côté ouvrier, d'accepter le travail comme terrain de l'affrontement, en le refusant *un point c'est tout*, prend le nom d'autonomie. »

77. Sur la revue *Rosso*, dont le premier numéro est publié en mars 1973 avec le sous-titre « bimensuel du groupe Gramsci », voir *Avete pagato caro. Non avete pagato tutto, La rivista Rosso (1973-1979)*, DeriveApprodi, 2007. Marcello Tarì, dans *Autonomie !*, La Fabrique, 2011, consacre une large place à l'histoire de *Rosso*. Pour un point de vue « interne » au groupe de la revue, on pourra lire *Insurrection* de Paolo Pozzi, Nautilus, 2010.

78. Une grande partie des publications de cette « aire » de l'Autonomie a fait l'objet du second volume de l'ouvrage de Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi*, *op. cit.*

79. Ce texte est extrait de l'introduction à l'anthologie dirigée par Lucio Castellano, *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata*, Savelli, 1980.

80. Sur l'une des brochures issues de l'assemblée autonome de Porto Marghera on lit : « Les ouvriers ne vont pas à l'usine pour faire des enquêtes mais parce qu'ils y sont contraints. Le travail n'est pas un mode de vie, mais une obligation de se vendre pour vivre. C'est en luttant contre le travail, contre la vente forcée de soi-même que nous nous opposons à toutes les règles de la société. C'est en luttant pour travailler moins, pour ne pas mourir empoisonné par le travail que nous luttons contre la nocivité. »

de collaborer, d'aliéner ses ressources et sa disponibilité. La connaissance qu'ont les ouvriers du cycle productif, leur faculté de s'arrêter, de se soustraire, de saboter, telle est la science de la résistance avec sa capacité d'impact permanente sur la distribution de la richesse et sur l'organisation du travail. Cela revient à dire que le pouvoir social, la connaissance sociale, se partagent entre le commandement et la résistance, et que les rapports sociaux sont scindés, organisés tout à la fois par le travail et par la lutte contre le travail, que la production n'est pas une dynamique neutre, qu'elle n'est pas l'« économie », mais qu'elle est le lieu du conflit et de la médiation entre ces deux pouvoirs qui s'affrontent. *La question de savoir combien de ressources sociales entrent sous le commandement de la hiérarchie établie par le rapport de travail salarié, et combien s'ordonnent à l'inverse autour de l'émergence des besoins autonomes de classe n'est jamais définitivement tranchée, une fois pour toutes, mais elle constitue l'objet même de cette lutte politique à laquelle on donne usuellement les noms de « développement » et de « crise ».*

Si on en accepte les termes, cette conception est déjà tout entière dans les *Quaderni rossi* de Panzieri et Tronti. Et on y trouve déjà les grandes lignes de fracture théoriques avec la tradition socialiste du mouvement ouvrier. Parce qu'il n'y a plus d'autonomie de l'« économique », ni d'objectivité de la crise, mais partout conflit entre organisations et intérêts opposés. Parce que le pouvoir n'est pas d'un seul côté, parce qu'il n'y a pas une classe de « producteurs » qui s'opposerait à celle des « exploiteurs », mais un rapport qui est productif en tant que conflit entre des intérêts en lutte. Il n'y a pas, par conséquent, de libération qui puisse se résumer à la seule « élimination des exploiteurs », c'est-à-dire à la « socialisation du rapport », au socialisme en somme : il n'y a aucune raison de préférer la planification au marché, il n'y a pas d'autre perspective que celle de prendre le commandement du rapport de développement, que de produire plus de classe ouvrière et moins de capital.

Ce sont là des ruptures importantes qui déterminent une refonte générale des problématiques de l'émancipation. À commencer par la relativisation du rôle de la conquête du pouvoir politique dans le processus de libération, qui entraîne à son tour un réexamen de l'histoire des classes ouvrières occidentales. Mais aussi le solide ancrage de tout discours sur l'organisation au système des besoins tel qu'il s'exprime matériellement, en tant que niveau effectif de l'autonomie de classe.

Cette analyse s'énonce d'abord dans les termes de l'autonomie politique de classe, c'est-à-dire de l'autonomie du système des besoins, de l'autonomie du pouvoir ouvrier : participation conflictuelle au développement et menace de blocage ; c'est-à-dire négociation consciente en vue de satisfaire des intérêts partisans. Mais, parce que le terrain est propice, elle se développe rapidement.

Car si l'on veut bien regarder la société capitaliste non plus comme le lieu du commandement incontesté des intérêts du capital, de la hiérarchie qui s'exprime dans le rapport salarial, mais comme le lieu de l'affrontement entre le travail et le refus du travail ; si l'on admet que ce qui s'organise en tant que lutte, ce sont les mêmes ressources qui sont la substance du développement du capital, et qu'il y a

une autonomie des besoins sociaux par rapport au commandement sur le travail; qu'à la hiérarchie construite autour du temps de travail s'oppose une autre hiérarchie construite autour du temps de la lutte, du temps libéré du travail, et qu'elle aussi est porteuse de connaissance, qu'elle est réseau de communication et organisation sociale, force productive; si l'on admet tout cela, l'enjeu devient d'accroître et d'enrichir les ressources qui se donnent comme « non capital », de bloquer la synthèse sociale capitaliste, de parvenir à opérer toute une autre synthèse, non pas tant sur le terrain de l'organisation du pouvoir politique que sur celui de la structure des forces productives. L'enjeu devient alors celui de la déstructuration du rapport de capital.

Si l'on cesse de regarder la société comme le théâtre d'un acteur unique – l'intérêt du capital – mais qu'on la considère au contraire comme rapport de capital, on entrevoit alors la difficile synthèse entre les intérêts de deux camps adverses. Si outre le principe régulateur de la valeur d'échange, l'intérêt ouvrier de la valeur d'usage est un puissant moteur de la production sociale, si le pouvoir social est scindé, la dynamique du pouvoir ouvrier – non pas le pouvoir « politique » qui prétendrait gouverner l'État, car il n'existe pas et on n'en sent pas le manque, mais le pouvoir « social » qui, lui, existe et participe dans toute sa puissance au gouvernement de ce monde –, la dynamique de croissance du pouvoir ouvrier et de sa subordination, les termes infinis de sa lutte-négociation pourront être examinés et ressaisis par quiconque en recherchera les lois et le principe de structuration – c'est-à-dire la capacité d'exister en tant qu'organisation sociale post-capitaliste, en tant que communisme.

« Plus de salaire, moins de travail », « le salaire déconnecté de la productivité[81] »: ces deux puissants mots d'ordre de masse qui exploseront lors de l'automne ouvrier de 1969 forment la base politique des premières expériences autonomes d'organisation. Pas seulement et pas tant pour leur aptitude à perturber les appareils des organisations traditionnelles, ni pour leur « capacité immodérée » à générer de la « crise » économique et politique, mais parce qu'on peut y lire la possibilité, l'émergence d'un programme de pouvoir. Avec ces mots d'ordre, le rapport entre le commandement capitaliste sur la production de richesse et la production des besoins sociaux se fissure. La hiérarchie qui s'exprime dans le

81. « "Salaire dissocié de la productivité", "salaire variable indépendante", "plus d'argent, moins de travail". Ces slogans, diffusés et répétés maintes fois entre 1968 et 1969, de la Saint-Gobain à la Fiat Mirafiori, de l'Italsider de Tarente à la Pétrochimie de Marghera, avaient la résonance insupportable de la craie crissant sur le tableau noir aux oreilles des programmateurs du centre-gauche, des managers d'entreprise, de la presse bien-pensante, mais aussi des progressistes en mal de "justice sociale". Des sous et encore des sous, réclamaient les ouvriers d'usine en 68-69, peu soucieux de l'"intérêt général" comme du système de compatibilité prescrit par le développement capitaliste. [...] Ce "droit à la vie", réclamé par l'ouvrier sans qualités de l'usine fordiste, est une chose simple et irréfutable. » Paolo Virno, « Le salaire comme variable indépendante », dans *L'usage de la vie et autres sujets d'inquiétude*, *op. cit.*

processus de production, les divisions fonctionnelles au moyen desquelles il discipline le corps ouvrier, se montrent impuissantes à gouverner les exigences sociales et les voies qui les structurent. Entre la composition de classe – c'est-à-dire la structure des rôles, la forme que prennent la circulation des capacités productives, les informations, et les besoins ouvriers – et l'organisation productive, apparaît un hiatus profond qui est d'emblée dualité des hiérarchies, conflit ouvert entre les pouvoirs et leurs principes ordonnateurs. Car la contradiction entre les besoins et la production n'est pas du même ordre que celle qui distingue les « rêves » de la « réalité » : elle exprime un antagonisme entre des systèmes de communication sociale, des formes d'organisation humaine ; elle exprime l'incapacité de la hiérarchie sociale qui régit la production à gouverner la société tout entière, c'est-à-dire le fait que cette hiérarchie n'est qu'une très petite part de la société, qu'une part insuffisante des ressources sociales y converge, et qu'un pôle d'agrégation distinct commence à se constituer.

« AUTOVALORISATION » ET « NOUVEAUX SUJETS »

Les thématiques des « nouveaux besoins », de l'« ouvrier social », de l'« autovalorisation[82] », auxquelles se réfère l'« autonomie », procèdent en droite ligne de cette approche. Le fossé qui sépare la production de capital et l'organisation sociale s'est creusé jusqu'à ce paradoxe : à un individu social plein de capacités, riche d'informations, de connaissances, de besoins, de désirs, correspondra une production pauvre, qui ne parvient à organiser qu'une part de plus en plus restreinte de son temps, qui est aussi la plus misérable et la plus vide de toutes les choses que l'on puisse connaître ou désirer. Une production qui n'est qu'une partie des interrelations sociales de ses agents, qui n'est qu'un fragment et non la synthèse de l'ensemble de la coopération sociale. Et surtout, une production qui ne parvient plus à commander ni à organiser cette coopération. La circulation des fonctions et des connaissances s'ordonne de moins en moins selon les critères du travail productif de capital et des règles de la prestation de travail. Ces règles commandent une quantité de richesse qui n'est plus suffisante pour organiser l'ensemble de la production sociale. Les zones de dispersion, de désordre se sont accrues de manière exponentielle, et on entrevoit déjà les premiers signes fugaces de la possibilité d'un autre principe ordonnateur : la valeur d'usage contre la valeur d'échange, la concrétude des besoins de l'« individu social riche » qui s'oppose à l'univers sériel uniquement capable de détermination quantitative, depuis le besoin reproductif de la force de travail jusqu'au besoin abstrait de la « nécessité », de la « pénurie naturelle ». Ce n'est plus seulement le salaire contre le profit, c'est-à-dire l'autonomie d'intérêts qui s'opposent dans l'unité d'un mécanisme social, mais l'identification d'une opposition possible entre deux modes de production, deux univers de rapports sociaux.

Ce qui permet de passer de la première articulation de ce discours (le salaire) à la seconde (le « mouvement de la valeur d'usage ») c'est en définitive la crise du concept de développement, entendu comme l'aptitude capitaliste à opérer une

synthèse de la dualité des pouvoirs qui coexistent dans la production. De ce point de vue, la longue alternance entre périodes de crises et de périodes stagnation qui commence en Italie, comme partout en Occident, au début des années 1970, apparaît à l'autonomie comme l'incapacité capitaliste à réaliser la synthèse de la totalité de l'organisation, de la communication, du savoir social ; l'incapacité à organiser sous l'égide du temps de travail la totalité des ressources sociales, sous la hiérarchie qui le commande la totalité du temps social. Autant dire que la synthèse productive et politique qu'offre le rapport de capital s'avère pauvre si on la compare à la richesse croissante du tissu social qui se constitue au contact des luttes. Ce tissu implique une immense quantité de ressources productives en termes de capacité de coopération sociale, d'échange et d'élaboration d'informations et de connaissances, de commandement du temps social. Le champ de la communication sociale tend à s'élargir démesurément, et se libère en grande partie du principe de prestation qui règle le rapport salarial. Car celui-ci n'est plus en mesure de commander pleinement la hiérarchie sociale : une part croissante de la richesse sociale est affectée au financement non pas de la prestation de travail mais, à travers les formes d'assistance les plus diverses, de la rigidité et du refus qui s'y opposent : le fait d'en être exclu devient alors socialement insignifiant, non marginalisant.

D'autre part, l'usine ne commande plus, à travers le marché du travail, l'ensemble des comportements sociaux, et la coopération sociale apparaît comme plus vaste et plus riche que celle qui anime le travail productif de capital : des groupes sociaux largement exclus du rapport de travail, les jeunes et les femmes, conquièrent force d'expression et pouvoir social. Et, alors que le temps de travail, non seulement est vécu subjectivement comme expropriation de la vie, comme astreinte et misère, mais qu'il se vide objectivement de toute connaissance et de toute force créative, le temps libre cesse en proportion inverse d'être le temps subalterne de la reproduction de la force de travail, pour devenir un temps riche d'échanges et de relations sociales, de communication, de réflexion et de coordination, de connaissances et de ressources substantielles : une force productive en somme, qui n'est pas égale au travail, qui procède d'un régime social plus vaste, qui est résolument habitée par la lutte contre le travail. Cette modification profonde, tissée de réalités nouvelles, qui affecte le mode de production, est un événement puissant dont il faut prendre toute la mesure. Pourtant, elle non plus n'est pas en mesure de constituer à elle seule la force d'une synthèse alternative : il y a trop de choses qu'elle ne sait pas mettre en œuvre, trop de ressources qui lui échappent, même si elle n'a pas un aussi mauvais rapport

82. La formation de l'autovalorisation – laquelle intervient toujours à l'intérieur de rapports de production existants – est selon Toni Negri « l'analyse du mécanisme autonome et singulier où se développe la révolution dans son caractère prolétarien » (« Préface à la nouvelle édition italienne de *La Domination et le Sabotage* » [1979], dans *Usines et ouvriers : Figures du nouvel ordre productif*, Maspero, 1980 – disponible en ligne). Sabotage et refus du travail apparaissent de ce point de vue comme des formes de cette autovalorisation. Voir aussi « Sabotage et autovalorisation ouvrière », *ibidem*.

qu'on le dit avec la technologie, et qu'elle a commencé à entrer sur le terrain de la production non plus seulement comme force de résistance et de sabotage mais aussi comme force créatrice. Ce dont il est question ici, c'est de la transition, de la migration de masse hors du travail productif de capital, et de ses issues possibles.

En définitive, là où l'opéraïsme avait procédé à une série de ruptures sur le corpus théorique du marxisme-léninisme, l'expérience « autonome » ajoute une conception de la crise qui n'est plus celle de « l'effondrement social », de l'explosion, de l'incapacité fondamentale du capital à faire face aux exigences sociales, mais au contraire celle de l'explosion de relations sociales trop riches pour être réduites au rapport de capital, des limites du commandement capitaliste sur l'ensemble de la société : ce n'est pas l'extension de la misère qui est au fondement du « besoin de communisme », c'est celle du mouvement d'émancipation. On est là aux antipodes d'une théorie de la catastrophe : à la base de tout il y a le constat de l'inadéquation, de la pauvreté des rapports de pouvoir existants, face à la richesse des relations sociales qui se sont développées et qui sont devenues effectives.

La « migration » du travail salarié et la question de l'État

Dans cette perspective, la question du « pouvoir » prend une dimension toute particulière : il devient le lieu de l'« identité difficile » de l'autonomie, le lieu où s'articule son expérience organisationnelle contradictoire. Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, aussi bien dans sa version réformiste, social-démocrate, que dans sa version révolutionnaire, la question du pouvoir est la base, le principe directeur de l'identité du projet de réforme sociale. Au sens où la révolution politique prétend précéder la révolution sociale, et où la conquête de l'État apparaît comme la condition de la modification des rapports de production : l'État est donc, selon une logique toute hégélienne, le niveau plus avancé de la coopération sociale, celui qui commande tous les autres. C'est cela – et c'est ainsi que Staline achèvera un propos initié par Marx – qui différencie la révolution prolétarienne de la révolution bourgeoise : la seconde s'est emparée d'abord de la société et ensuite de l'État, tandis que la première est vouée à suivre le chemin inverse et à diriger d'en haut, depuis le point de concentration maximale du pouvoir, la révolution des rapports sociaux.

Rien de tout cela n'existe dans le discours de l'autonomie, parce qu'il a pour objet la transformation « en acte » des rapports de production, la redistribution du pouvoir dans la société bien avant que dans les institutions. Le problème du pouvoir politique n'est pas premier, il vient après et se réduit à la question de savoir comment l'État s'adapte à cette transformation. La question « socialiste » de la conquête de l'État, de la « prise du pouvoir » par le prolétariat, ne se pose en réalité même pas : parce que le nouveau pouvoir qui se fait jour ne se donne aucune représentation étatique, il ne se délègue pas, il ne se distingue pas de ceux qui l'exercent, il n'est pas politique mais « productif », il est « extinction de l'État[83] ». *Cette opposition entre l'appauvrissement de la synthèse capitaliste et la richesse des ressources qui lui demeurent étrangères signifie qu'il y a une dispersion du pouvoir social, un glissement des pouvoirs de gestion des ressources de la « puissance abstraite à la coopération sociale »*

prescrite à l'intérieur du travail salarié aux communautés concrètes qui se structurent informellement autour de l'existence d'un temps social nouvellement conquis et qui, indifféremment, se situent hors du rapport de travail ou le traversent.

Cette opacité dans la distribution sociale du pouvoir, cette dispersion qui met à mal son articulation hiérarchique et qui ôte de la puissance au grand système abstrait et complexe au profit du petit, du simple et du concret, s'attaque aux fondements de l'analyse marxiste du pouvoir. Au sens où celle-ci admet la concentration du pouvoir dans la société du capital et la possibilité de lui donner une forme positive en modifiant la forme de l'État afin d'étendre au maximum la « participation démocratique », d'accroître sa légitimité et les moyens de la contrôler. Mais surgit alors un problème : le discours sur l'État est, chez Marx comme dans toute la pensée politique démocratique, un discours sur l'« égalité » ; le discours sur le communisme est un discours sur le libre développement des « différences », sur la fin du droit et de son abstraction inhumaine. « Chez Marx, le lien entre les deux discours n'est pas dialectique, il est tout simplement inexistant. » On y trouve tout à la fois l'exaltation de la politique, de l'égalité, que sa critique. La révolution socialiste, au nom de l'égalité, pour « mener à son terme la Révolution française », et le communisme, qui en est la critique. Car l'égalité entre les hommes est une abstraction qui passe par-dessus les différences concrètes, les goûts, les tempéraments, les nécessités et les désirs, et elle ne peut le faire que dès lors qu'elle considère les hommes comme des marchandises, interchangeables dans la prestation de travail : en cela, il s'agit d'une égalité *strictement* politique, parce que l'égalité vraie, matérielle, c'est la reconnaissance des différences, l'abolition du droit. L'« égalité » est le seul fondement possible de toute délégation et de toute participation, le fondement de la politique, sa condition de possibilité en même temps que sa finalité. Mais sa base c'est le marché, le travail salarié où « un homme d'une heure » équivaut à un autre homme d'une heure[84].

83. « La classe ouvrière doit *briser, démolir* la "machine d'État toute prête", et ne pas se borner à en prendre possession. [...] La base économique de l'extinction totale de l'État, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée. [...] Aussi n'avons-nous le droit de parler que de l'extinction inévitable de l'État, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance vis-à-vis de la rapidité avec laquelle se développera la *phase supérieure* du communisme, et en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction », Lénine, *L'État et la révolution* [1917], rééd. La Fabrique, 2012.

84. « La concurrence suppose que [...] les hommes s'effacent devant le travail ; que le balancier de la pendule est devenu la mesure exacte de l'activité relative de deux ouvriers, comme il l'est de la célérité de deux locomotives. Alors, il ne faut pas dire qu'une heure d'un homme vaut une heure d'un autre homme, mais plutôt qu'un homme d'une heure vaut un autre

L'« intérêt général » du monde politique est fondé sur cette équivalence générale du monde des marchandises, sur l'abstraction du travail salarié ; mais la « critique de la politique », la critique des rapports de représentation repose elle aussi sur une base puissante. Que se passe t-il en effet quand le temps de travail, où tous sont égaux, perd de son pouvoir et de sa force productive, qu'il devient un fragment de l'ensemble du temps social, tandis que le temps du non-travail cesse d'être une fonction subordonnée de la reproduction sociale et commence à participer de la richesse des forces productives ? Quand les rapports entre les hommes gagnent en richesse au point de ne plus se laisser mesurer par un principe d'équivalence et que la communication sociale commence à se structurer autour d'un temps qualitatif, riche de différences, qui se soustrait au commandement du salaire ? *Le discours de l'égalité cesse de gouverner le processus de libération, ce qui soulève un problème nouveau : comment faire pour articuler le pouvoir non pas à l'égalité abstraite qu'impose le marché, mais aux différences concrètes qui animent le temps nouveau de la coopération sociale riche ?* Marx parlait de *general intellect*, de production détachée de la nécessité. Comment fonctionne la délégation des pouvoirs quand la production sociale de richesse commence à se dégager des liens du travail abstrait, quand la participation de chacun à la production ne se réduit plus à son temps de travail mais qu'elle ressort de sa qualité d'« individu social riche » ? Comment peut-on se représenter des personnes qui participent de la société non plus à la mesure d'une prestation de travail mais plus largement par ce qu'elles font, savent, veulent et désirent, puisque tous ces aspects relèvent aujourd'hui de la puissance de la coopération sociale ?

Tout cela n'est pas absolument vrai : le temps de travail est encore le fondement réel de la production et c'est de lui que la délégation, l'égalité, le « politique » tirent leur force matérielle ; mais cette libération du temps social existe et elle n'est pas marginale, elle est capable d'effets puissants et elle traverse de sa force de délégitimation toutes les institutions. Ce qui éclate à tous les niveaux, ce n'est pas une demande de « participation » sur fond d'égalité, mais l'exigence d'une redistribution élargie, d'une diffusion du pouvoir, d'une autonomie des espaces où il s'exerce, sur fond de « différence », d'irréductibilité à l'« intérêt général » et au principe de majorité. Les mouvements de lutte de ces années-là, partout, portent cette marque : ils ne demandent pas une gestion différente du pouvoir, ils ne revendiquent pas l'« égalité » c'est-à-dire la légitimité majoritaire : ils sont l'affirmation d'une différence irréductible qui devient, en tant que telle, demande de pouvoir, ouverture de négociations, revendication d'autonomie. Revendication d'avoir voix au chapitre en tant que « différents », et non en tant qu'égaux, revendication d'une reconnaissance du pouvoir inhérent à cette différence même.

Le mouvement de 1977 était composite et très ancré dans la société, il comptait peu de « marginaux », il avait toutes les cartes en main pour poser des questions « politiques », mais son identité était celle du « différent », les langages qu'il parlait étaient spécialisés et intraduisibles, comme le dialecte d'une ethnie qui cherche à se défendre contre la langue officielle. La « marginalité » n'était pas pour lui une

caractéristique sociale, mais un choix politique, une critique de la politique. Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres : les noirs, les femmes, les jeunes, les vieux, les pédés, les minorités nationales, techniques, linguistiques ou religieuses ; le trait dominant des « mouvements », ou de cette période, a été la recherche d'une identité non « politique », centrée sur une différence à faire reconnaître, à faire respecter, à partir de laquelle négocier des espaces de gestion des ressources[85].

Le rapport avec les institutions dans l'histoire de l'Autonomie

Dans cette transformation sociale, dans cette question du passage des pouvoirs du travail vers le non-travail, la question du pouvoir d'État se pose toujours en termes de négociations, jamais en termes d'« accession » ou de remplacement. Dans l'histoire de l'Autonomie, cela signifie qu'elle se pose toujours en termes « tactiques », jamais en termes de « stratégie », et qu'elle n'a pas vocation à devenir le cœur de l'identité politique. Le problème tactique, c'est de réduire les résistances ; le problème stratégique c'est de construire le mécanisme de commandement du processus. Le problème est « tactique » au sens fort dans la première phase du mouvement, jusqu'à la dissolution de Potere operaio – et au sens faible dans la seconde phase, celle de l'aire de l'autonomie proprement dite.

Être tactique « au sens fort », cela signifie être capable d'exprimer une identité politique et organisationnelle complexe, un projet de parti. La stratégie appartient au mouvement : c'est le communisme, la tactique est l'affaire du parti : levée des obstacles et capacité de rupture. Lorsqu'on désigne Potere operaio comme le « parti de l'insurrection », c'est cela que ça veut dire. « Insurrection » ne renvoie pas ici à un projet de pouvoir politique – ni « tout le pouvoir aux soviets », ni « gouvernement

homme d'une heure. Le temps est tout, l'homme n'est plus rien ; il est tout au plus la carcasse du temps. » Karl Marx, *Misère de la philosophie* [1847], Paris, Éditions Sociales, 1972.

85. Gilles Deleuze et Félix Guattari tenteront également, à travers la notion de minorité, d'exprimer la double irréductibilité (à la forme-État et à la forme capital) de ces « communautés concrètes qui se situent hors du rapport de travail » : « De manière générale, les minorités ne reçoivent pas davantage une solution de leur problème par intégration, même avec des axiomes, des statuts, des autonomies, des indépendances. Leur tactique passe nécessairement par là. Mais si elles sont révolutionnaires, c'est parce qu'elles portent un mouvement plus profond qui remet en question l'axiomatique mondiale. La puissance de minorité, de particularité, trouve sa figure ou sa conscience universelle dans le prolétaire. Mais, tant que la classe ouvrière se définit par un statut acquis, ou même par un État théoriquement conquis, elle apparaît seulement comme "capital", partie du capital (capital variable), et ne sort pas du *plan du capital.* [...] On voit mal ce que serait un État amazone, un État des femmes, ou bien un État des travailleurs précaires, un État du "refus". Si les minorités ne constituent pas des États viables, culturellement, politiquement, économiquement, c'est parce que la forme-État ne convient pas, ni l'axiomatique du capital, ni la culture correspondante », *Mille plateaux,* Éditions de Minuit, 1980.

ouvrier » – mais à une recomposition du mouvement, à une rupture du contrôle politico-social à partir de la force unificatrice d'un certain nombre de mots d'ordre comme celui du « salaire garanti », à même de concentrer les énergies, pour enfoncer un coin, faire reculer les institutions et élargir les espaces du mouvement. Unifier le mouvement, démanteler le contrôle, voilà l'enjeu. Et il ne s'agit pas de contrôle militaire, sinon en dernière instance : il n'est pas ici question de guerre, mais d'hétérogénéité dans la composition de classe, de points forts et de points faibles, de contradictions et de la possibilité de trouver ce plus petit dénominateur commun qui permette de frapper et de recommencer à croître, à un niveau plus avancé. On ne parle pas ici de prendre le pouvoir mais de rompre des digues.

Mais il y a là une insistance, une inquiétude, une exagération qui n'ont jamais été confirmées dans les faits. Insistance sur la force des digues, inquiétude quant à la consistance du mouvement, exagération de la nécessaire frontalité du conflit : le blocage des luttes, la décomposition de classe, le reflux face à la restructuration semblaient être des passages obligés du discours sur la rupture. En réalité, toutes les digues ont été contournées à peu de frais et la crise économique a donné la mesure non pas tant de la virulence de la contre-attaque capitaliste que de l'ampleur des espaces conquis par le mouvement. Le mouvement du refus du travail n'a pas pris d'assaut la société politique, il a commencé à lui tourner autour. Les instruments de gouvernement ont été maintenus mais leurs effets sélectifs ont été de plus en plus bridés et une large part de richesse a été affectée, de manière indifférenciée, au paiement du consensus : au fond, ce mouvement a anticipé, a chevauché la restructuration capitaliste, en la pliant au respect de sa propre unité, en la rendant contradictoire, en érodant sa capacité de commandement social et en élargissant ses propres espaces de pouvoir et de gestion. Formellement, la rigidité des institutions n'a pas cédé d'un pouce, au point de rendre impossible toute forme de représentation politique de cette mutation, de refouler jusqu'à la question de sa légitimité. Mais cette opération se paya d'un lourd tribut et généra à la fois une fragilité substantielle et une perte sèche de la capacité à gouverner.

C'est dans ce glissement d'un niveau de confrontation à l'autre qu'a sombré le projet politique de Potere operaio. En 1973, le groupe entre en crise. L'unification « tactique » qu'il propose apparaît réductrice face à la multiplicité des niveaux de conflit qui se sont ouverts, des langages parlés par le mouvement, des espaces d'expansion ouverts à la richesse de sujets sociaux à l'identité collective complexe, irréductibles à une « unité » du moment. Vouloir lire la complexité du mouvement à travers une grille simplement anti-institutionnelle apparaît à la fois impossible, non nécessaire et d'un une schématisme extrême. C'est là dessus que se détermine la dissolution de Potere operaio.

Pour l'autonomie, la perspective qui s'ouvre alors est celle d'une adhésion totale au mouvement, qui passe par l'abandon de tout projet de « grande tactique », de centralisation ou d'unification qui déborderait le terrain effectif ouvert par les contenus et les stades de croissance du mouvement au jour le jour. Il n'est plus

possible de séparer tactique et stratégie, parti et mouvement, politique et communisme. Le seul terrain d'unification du mouvement qui semble encore praticable n'est pas politique mais productif, c'est la synthèse pratique des espaces de pouvoirs qui ont été conquis peu à peu : le pouvoir communiste grandit de jour en jour dans l'affrontement entre travail et refus du travail, selon des formes et des modalités qui varient d'une fois sur l'autre. C'est sur ce même terrain que doit se poser le problème de la tactique et que la question de l'État doit être résolue.

Il n'y a pas de place pour une identité de mouvement différente, ni plus simple que la construction du communisme qui grandit dans la société. Le commandement politico-militaire de l'État doit être combattu partout où il s'impose comme contradiction spécifique, et dans ses ultimes ramifications qui sont peu à peu rongées. La question de l'État cesse d'être le lieu d'une facile identité « tactique », elle s'est réintégrée à la dimension plus complexe de la constitution des rapports de production émergents. Expansion des espaces sur le terrain où ils s'ouvrent : en aucun cas concentration des forces autour d'une unité minimale et « représentative » mais exploration en profondeur des hétérogénéités, des discontinuités dans le tissu de classe, parce que c'est là que se constitue le pouvoir nouveau. Lequel est diffus, disséminé, non synthétique.

Tout cela implique un déplacement général de l'attention au niveau des thématiques et des objectifs et pas seulement des formes organisationnelles : de l'« insurrection » à la « lutte de longue durée », des « échéances » autour d'objectifs unificateurs à l'« appropriation ». La pratique de l'appropriation devient le trait identitaire peut-être le plus remarquable de l'aire politique qui se constitue. Appropriation des biens, c'est-à-dire expropriation, illégalité de masse, « violence diffuse » ; mais aussi autoréduction des tarifs des services publics, c'est-à-dire extension de la légalité sur la base du consensus ; et « appropriation » en usine de la réduction de l'horaire de travail, unilatérale et non négociée, mise en œuvre concrète d'une décision partisane, d'un « décret ». L'appropriation, en somme, comme dépassement de la négociation, exercice d'un pouvoir de fait sur la distribution de la richesse comme sur le temps de travail, partout où c'est possible : un mot d'ordre qui correspond bien à une analyse « moléculaire » du pouvoir, dont une limite évidente réside dans sa conception « artisanale » de la lutte : son localisme, sa réduction du problème de l'évaluation générale des rapports de forces à la pratique locale du contre-pouvoir. Car à chaque fois qu'une lutte gagnera en puissance jusqu'à poser des problèmes d'ordre général pour le mouvement, à chaque fois que le niveau de l'affrontement s'élèvera jusqu'à prendre une valeur exemplaire, ce discours montrera ses limites, tiraillé entre l'affirmation d'une identité pleinement sociale et le besoin de politique, d'une « représentation générale » des forces en présence, de la concentration des ressources.

Cette contradiction ne sera jamais dépassée. Elle explique à la fois la vitalité de l'aire de l'autonomie, sa dissémination, sa capacité à interpréter ce qui est nouveau et à y adhérer, et la pauvreté, le morcellement de ses niveaux d'organisation ; mais aussi sa propension constante à mettre en exergue, d'un point de vue minoritaire,

l'exemplarité ses actions, sa volonté d'affronter les problèmes irrésolus de l'identité et de du conflit politiques. Dans ce contexte, la question du contre-pouvoir, qui était un point d'appui puissant mais local pour telle ou telle expérience organisationnelle, est érigée en idéologie collective, en identité générique du mouvement. Une identité impossible parce qu'une modification de la distribution sociale du pouvoir ne crée un « contre-pouvoir » que dans des cas extrêmes, pour des couches sociales bien particulières, strictement définies par leur exclusion de tout rapport de participation. Car en général, les mécanismes de la négociation informelle, et en particulier la forme de l'appropriation des ressources – monétaires ou de temps – qui se manifeste dans la perte d'efficience du rapport de prestation, constituent des solutions moins dispendieuses socialement et politiquement. Une identité impossible, mais qui tend naturellement à se présenter comme la pratique « normale » du rapport avec le pouvoir, dès lors que le tissu institutionnel auquel on s'affronte est marqué par sa rigidité, son incapacité à se modifier et à se réformer, au point que la question du pouvoir se pose quotidiennement en termes totalitaires. Car on a affaire à un tissu institutionnel qui tend à gagner à la classe politique tous les champs d'expression sociale, à jouer ses cartes non pas sur le terrain du monopole de la représentation légitime mais sur celui, socialiste, du monopole de la communication sociale.

Dans cette acception du contre-pouvoir, la question de l'État ne constitue que marginalement le lieu de l'identité sociale et politique du mouvement : si c'est vrai d'un certain nombre d'expériences organisationnelles importantes, mais limitées, cela ne deviendra jamais la trame effective des expériences de lutte les plus consistantes. *Ainsi, l'histoire de l'autonomie semble, au cours de ces années, dépourvue d'un réel point focal : on a, à Rome et Padoue, deux expériences solidement enracinées dans de larges franges du prolétariat jeune et ouvrier ; à Milan, des expériences d'une grande richesse, de l'assemblée autonome d'Alfa aux Circoli del proletariato giovanile*[86]*, inscrites dans une mobilité organisationnelle pratiquement inextricable ; à la FIAT de Turin, une séquence de très grandes expériences de lutte, de l'occupation de 1973 aux luttes de 1974, jusqu'aux piquets de ville de 1979, sans trame organisationnelle stable et identifiable*[87]*; partout, une quantité énorme de collectifs locaux, disséminés, impossibles à recenser ; l'explosion du mouvement de 77 à Rome et à Bologne, irréductible aux expériences d'organisation antérieures mais qui les englobe toutes.* Dans cette logique complexe, faite de discontinuités et de discordances entre luttes et organisation, le mouvement du refus du travail côtoie une histoire politique qui, quand bien même elle voudrait y adhérer et elle s'en nourrit continuellement, ne parvient pas à apporter de réponse aux problèmes qu'il pose. C'est une histoire dont la clef est simple : une adhésion aux niveaux les plus élevés du conflit social de ces années-là, et une incapacité d'élaborer une identité suffisamment articulée pour rendre compte de l'ensemble du tissu communicationnel du mouvement et pour s'y rapporter sans avoir recours à la fonction exemplaire de l'expérience guide.

Dans ce contexte, le mouvement de 77 occupe une place toute particulière : à cause sa force d'impact, de la nouveauté qu'il exprime, de la manière dont il

réinvente tous les termes de la question. L'autonomie est la seule aire politique qui entre en contact avec le mouvement, qui l'alimente et qui s'en nourrit. C'est aussi par conséquent la seule à y apporter ses limites et ses erreurs. Le mouvement de 77 donne à voir le minoritarisme et le minimalisme du projet politique de l'autonomie, et le mystère du problème irrésolu du « politique » en elle. Il révèle aussi qu'elle seule a tenté d'interpréter le processus de transformation qui nous traverse et de lui donner de la puissance. Mais surtout, il redistribue les cartes et il ouvre les horizons : l'ampleur de la mobilisation a brisé, probablement pour toujours, ce goût très typique du *Risorgimento* pour les petits nombres qui avait survécu – seul « léninisme » possible – à l'effondrement de l'idée de parti. Et, en même temps, la multiplication des langages, la désagrégation du jargon « politique », l'explosion du discours sur les « différences » ont mis sur la table, dans la pratique, l'urgence, la possibilité et les ressources d'une identité politique complexe, arrimée à la richesse des forces productives existantes, irréductible à l'anti-institutionnalisme rituel de l'histoire « autonome » que l'on vient de traverser.

Les collectifs politiques de Vénétie[88]

Tous les mouvements qui ont traversé les « longues années 1970 » italiennes ont procédé d'une spécificité territoriale dont il est impossible de ne pas tenir compte. Le contexte dans lequel les différents sujets antagonistes ont agi a marqué de manière décisive ces expériences et leurs évolutions. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'on examine l'expérience qui s'est déroulée en Vénétie, avec un premier axe, de 1967 à 1973, centré sur le pôle industriel de pétrochimie de Porto Marghera, et un second, de 1974 à 1979, sur la ville de Padoue. Épisodes significatifs, au point d'attirer – en même temps que l'opération politico-

86. Sur ces « Cercles du jeune prolétariat », voir notamment le chapitre 10 – *Des bancs publics aux centres sociaux*, p. 479 *sqq*.
87. En 1974 à la FIAT, dans le contexte de la « reconversion industrielle » qui commence, des grèves, débrayages, manifestations se succèdent de janvier à octobre, jusqu'à l'appel à la grève générale des syndicats ; voir également le chapitre 10 – *L'Année frontière*. À propos de la mobilisation de 1979, voir au chapitre 12, Paolo Virno – *Do you remember counterrevolution ?*, p. 595 *sqq*.
88. Cette contribution s'inscrit dans une recherche plus vaste sur la mémoire, initiée par un groupe de travail constitué à la Fondation Bruno Piciacchia – Librairie Calusca de Padoue. Il ne s'agit donc pas d'une reconstruction exhaustive, mais de notes qui seront ultérieurement développées à la lumière des nombreux fonds et matériaux encore inédits : les témoignages oraux recueillis, les (rares) livres disponibles, les revues, les journaux, les brochures et les tracts du mouvement conservés à la Fondation, ainsi qu'une revue de presse des journaux locaux de l'époque. Nous avons en outre utilisé les documents issus du Séminaire autogéré inter-universitaire sur les années 1970, qui s'est tenu à la Faculté des Sciences politiques de l'Université de Padoue en 1993-1994 [N.d.A.].

judiciaire du 7 avril [89] – l'intérêt morbide de grandes signatures du monde de la presse, de sociologues et d'intellectuels, et de mériter par la suite, à l'intérieur même de l'« anomalie italienne » du long Mai 68, le qualificatif d'« anomalie vénitienne ».

Là encore, il s'agit de redonner voix, en particulier à l'encontre des reconstructions judiciaires, à une multiplicité de sujets et d'expériences qui se laissent difficilement réduire à un parcours unique et à une composition de classe homogène. Si beaucoup a été dit et écrit au sujet de la première expérience de lutte et d'organisation, liée à la figure sociale de l'ouvrier-masse dans les usines de la grande concentration industrielle de Mestre-Marghera dans les années 1960 et 1970, il ne reste presqu'aucun témoignage (exception faite des actes du procès « 7 avril, colonne vénitienne ») au sujet des expériences qui ont suivi à Padoue[90].

Au cours de ces années, la ville et la province de Padoue seront au centre d'un singulier mélange, entre les spécificités productives d'un territoire (marqué par la présence d'une petite et moyenne industrie déjà fortement décentralisée dans les laboratoires du travail au noir, et par une ville où le rôle de l'université était et demeure décisif), une composition de classe en voie de transformation profonde, et une pratique originale de l'organisation politique et de l'« usage de la force ».

On tentera ici d'ébaucher quelques pistes, en assumant un point de vue tout à fait subjectif et partisan, sur ce que furent les acteurs de ces mouvements et de ces luttes, dans l'expérience organisée des « collectifs politiques » qui débute en 1974, jusqu'à sa criminalisation en 1979 par le procureur Pietro Calogero.

S'il est un fil qui relie cette expérience au cycle de luttes ouvrières de Porto Marghera, il tient au fait que beaucoup de ses principaux protagonistes ont milité ensemble dans les rangs de Potere operaio. L'importance de cette militance commune tient moins à une continuité organisationnelle, comme l'a soutenu en son temps la magistrature, qu'à une sorte d'*imprinting*, à l'acquisition d'un ensemble d'outils théorico-pratiques qui furent décisifs pour l'analyse et l'intervention sur la réalité sociale : une capacité, au fond, à articuler la composition sociale de classe et les besoins, les besoins et l'élaboration de revendications, de formes de lutte et d'organisation. L'expérience des « collectifs » s'enracine – entre 1968 et la fin de Potere operaio – dans le premier grand cycle régional de mobilisations sur les transports (1970). Partant du constat que « le temps de travail, le temps de l'exploitation ne se limite pas aux huit heures d'usine, mais comprend aussi *a minima* les deux heures nécessaires aux milliers de travailleurs *pendolari* (ceux par exemple qui habitent à Chioggia ou dans la région de San Donato) pour aller de leur domicile au pôle chimique et inversement, transis à bord de navettes brinquebalantes, en payant un abonnement qui est un vol supplémentaire sur le salaire », les luttes investissent de manière capillaire l'ensemble du territoire de la Vénétie. L'organisation prend la forme de « comités de lignes », qui exigent des améliorations du service, davantage de navettes, moins d'affluence, le gel du prix du billet ; on lutte en bloquant les lignes et en refusant de payer les augmentations. Sur ce terrain, on assiste à une vaste recomposition sociale des figures prolétaires et notamment les

lycéens *pendolari*, aussi bien ceux qui sont scolarisés dans la région de Venise que ceux qui fréquentent les instituts techniques et commerciaux de Padoue. Car c'est la très jeune génération des lycéens de Potere operaio qui donnera naissance aux « collectifs » de Padoue : au moment de la crise et de la fin du groupe, ils se demanderont comment mettre en œuvre sur le territoire une intervention politique d'ensemble, en prise sur la complexité de la société. Sans vouloir revenir sur les motifs de la dissolution de PO, il faut souligner combien, d'après les témoignages, ces jeunes militants ne parvinrent saisir que très peu de chose – et pas par mauvaise volonté – des différentes positions qui s'opposaient au sein du « groupe dirigeant » de l'organisation. « Nous n'arrivions pas à comprendre – disent-ils – ce qu'allait signifier pour nous le choix des assemblées autonomes d'usines : nous étions presque tous étudiants, et nous pensions tous que cela n'avait pas de sens de nous réduire au rôle de "soutiens" des luttes ouvrières. » Au début des années 1970, l'usine métallurgique d'Utita à Este, dans la Bassa padovana, est la seule réalité significative de la province de Padoue où des luttes ouvrières autonomes reprennent, à leur échelle, les revendications et les comportements à l'œuvre dans les grandes usines : en l'espace de quelques mois, l'insubordination ouvrière et l'intervention continue du Comité ouvriers-étudiants renverse la situation dans ce fief du syndicat fasciste CISNAL. On lutte pour de fortes augmentations salariales égales pour tous, pour la suppression des primes et des catégories. Le refus ouvrier de l'organisation capitaliste du travail est majoritaire, généralisé : du sabotage des machines à des pratiques de lutte telles que les piquets et les cortèges internes qui « ratissent » les bureaux de la direction. Les militants du Comité ouvrier seront pour la plupart élus au Conseil d'usine et les avant-gardes de l'Utita joueront un rôle important d'impulsion et de proposition dans les réunions de la coordination nationale des Conseils d'usine, en diffusant des formes de lutte comme les grèves coordonnées, tournantes ou « à la chat sauvage ». Ce n'est pas un hasard si c'est à l'Utita, en 1973, qu'auront lieu les premiers licenciements politiques. La situation est différente dans les usines de la zone industrielle de Padoue où, malgré la présence sporadique de formes d'organisation ouvrières autonomes, le contrôle sur

89. Le 7 avril 1979, le substitut du procureur de Padoue ordonne l'arrestation des « chefs de l'autonomie ». Cet événement « peut être considéré comme la date d'instauration – spectaculaire, résolue et désormais stable – de l'état d'urgence judiciaire. L'opération de police constituait en fait une "rafle judiciaire" [...] Arrêtés dans différentes villes d'Italie, les vingt et un inculpés du 7 avril ne se voyaient pas imputer de délits circonstanciés ; ils étaient plutôt désignés comme "les chefs", "les intellectuels" de la mouvance de l'autonomie ouvrière, les "mauvais maîtres" de la subversion et de la lutte armée », Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, *La Révolution et l'État, op. cit.* Voir également Chapitre 12 – *Les années du cynisme, de l'opportunisme et de la peur.*
90. On peut désormais se reporter à l'article de Marcello Tarì, « I Collettivi politici veneti per il potere operaio », *in* Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi*, vol. 1, *op. cit.*, et en français à l'ouvrage de Devi Sacchetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera*, *op. cit.*

une composition de classe encore très « professionnelle » restera résolument aux mains du PCI et du syndicat.

Après le congrès de Rosolina, en juillet 1973, qui entérine la scission de Potere operaio[91], les « lycéens » de Padoue continueront pendant plusieurs mois à se revendiquer de cette organisation : en janvier 1974, ils entreprennent un voyage à travers l'Italie pour mieux comprendre ce qu'il est resté du « groupe », désormais exsangue, dans les autres situations de lutte. À partir de ce moment, ils feront le choix de privilégier l'implantation sociale sur leur territoire, cette Vénétie que, grâce aux luttes sur les transports, ils commencent tout juste à appréhender comme une « entité homogène ». Un choix qui les conduit, cette même année 1974, à abandonner la stérile réunion hebdomadaire du « noyau » de PO et à fonder, tout simplement, des collectifs susceptibles d'intervenir directement dans les quartiers et dans les villages, où le premier réseau militant sera précisément constitué par les étudiants qui bloquaient les cars. « À l'époque, à Padoue – se souvient l'un d'entre eux – les "groupuscules" de la gauche extraparlementaire dominaient. Il y avait une tradition historique de militants m-l qui devenaient fous dès qu'on parlait de refus du travail salarié. Nous, on était minoritaires, mais on se sentait différents par rapport aux "groupes" [...] on n'avait pas d'identité précise parce que la référence théorique c'était l'ouvrier-masse, mais ici il n'y en avait pas [...], nous avons dû tout inventer de A à Z, et peut-être que nous avons été, sans le savoir, les précurseurs d'une nouvelle figure qui commençait à se manifester dans le corps social. »

Mais qu'est-ce qui caractérise alors, du point de vue social, la spécificité padouane ? Dans le système productif et urbain « polycentrique » de la région, la ville avait un rôle de capitale du tertiaire, des services, en particulier dans les secteurs du crédit et de la finance. Dans la province de Padoue prédominaient déjà les petites et moyennes usines et le laboratoire du travail au noir (mais très différemment de la typologie réticulaire de l'entreprise d'aujourd'hui). Des processus rapides de modernisation coexistaient avec la violence archaïque des rapports d'exploitation, arrachant des bras à des campagnes historiquement très pauvres, qui jusqu'à la fin des années 1950 avaient été vidées par l'émigration. Padoue, ville « blanche », dominée par l'Église selon les stéréotypes les plus ancrés (au référendum sur l'abolition du divorce en mai 1974, le oui l'emporte par 55,9%), compte également une très ancienne université, dirigée par des autorités hiérarchiques aussi rigides qu'impénétrables, dont le taux de fréquentation connaît une augmentation vertigineuse (pendant l'année universitaire 1973-74 le nombre d'inscrits atteint 47 000, soit 6 000 de plus que l'année précédente). Fruit de la massification de l'accès aux études supérieures et du fort afflux, d'étudiants originaires du Sud – en particulier en psychologie – une nouvelle composition étudiante, s'impose. Ici, l'institut de sciences politiques constitue une anomalie supplémentaire : c'est une expérience unique par la richesse de sa production théorique critique et subversive, des dizaines de séminaires et de recherches de dimension internationale s'y déroulent, dans un rapport d'osmose avec les luttes sociales.

Mais jusque 1975, l'université, en particulier la faculté de droit, est aussi un lieu où les fascistes agissent en toute impunité : c'est ici que Freda et les *camerati* font leurs premières armes (la bombe contre le bureau du professeur Opocher, recteur démocratique et ancien partisan), aux côtés de Massimiliano Fachini et d'autres qui s'avéreront plus tard impliqués dans les projets d'attentats de la Rosa dei venti[92]. Ils sont largement couverts par les autorités académiques et policières, et interviennent armes au poing pour disperser des piquets ouvriers et des assemblées étudiantes. Les mobilisations antifascistes du printemps 1975, et en particulier les affrontements très violents avec la police – mise en déroute sous une pluie de cocktails molotov à l'occasion d'un *meeting* électoral de Covelli (MSI) marquent un tournant dans la ville[93] : il n'y aura plus aucun espace pour les fascistes, tandis que les « collectifs politiques » deviennent hégémoniques dans ce qu'on appelle la gauche extraparlementaire. Un témoin raconte : « Pour nous, les fascistes n'ont jamais représenté un problème stratégique [...] les discours sur la "fascisation de l'État" ou le "Fanfascisme[94]" n'ont jamais été les nôtres [...] En occupant le terrain face à ces bandes de gros bras, on commençait en revanche à poser la question du contre-pouvoir sur le territoire, de l'usage de la force de masse mais pas seulement, afin d'affirmer un double pouvoir [...]. »

91. Le congrès de Potere operaio à Rosolina verra s'affronter deux lignes irréconciliables : l'une affirmant la nécessité de s'organiser en parti (défendue par Franco Piperno) et l'autre affirmant la nécessité de se fondre dans l'aire de l'Autonomie et de clore par conséquent l'expérience d'organisation de Potere operaio – position alors défendue par Toni Negri et qui l'emportera : « Ceci est le dernier numéro de *Potere operaio.* Nous avons choisi l'autonomie organisée et la direction ouvrière. Si d'autres camarades souhaitent continuer à crier le slogan « pouvoir ouvrier », qu'ils se rassurent, nous le ferons également [...] Nous avons refusé le groupe et sa logique pour être à l'intérieur du mouvement réel, pour être dans l'Autonomie organisée », éditorial de *Potere operaio,* « Ricominciare da capo non significa tornare indietro », septembre 1973, cité dans Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi,* vol. 2, *op. cit.*
92. La Rosa dei venti est une organisation anticommuniste dont les ramifications s'étendaient au niveau de l'État et au niveau international. Giorgio Freda est un militant néofasciste italien du syndicat étudiant FUAN et de l'organisation Ordine nuovo. En 1987, il sera inculpé pour l'attentat de la piazza Fontana puis acquitté par la cour d'assise de Bari. En 2005, il est condamné sans que sa participation directe puisse être démontrée. Ce jugement aura donc une stricte valeur symbolique. Freda sera également désigné par Franco Tomasini (un membre du MSI) comme auteur de l'attentat contre le recteur Opocher, le 15 avril 1969 (l'enquête finira aux oubliettes) et reconnu responsable en 1987 de l'attentat du 8 août 1969 dans un train de voyageurs. Massimiliano Fachini, élu au conseil communal sous les couleurs du MSI en 1970, sera également mis en cause dans l'attentat de la Piazza Fontana, et acquitté en 1991.
93. Cet épisode a laissé une chanson : *e cominciarono a volare le molotov.*
94. Mot-valise, en référence au *leader* démocrate-chrétien Amintore Fanfani, nommé président du conseil pour faire face à l'insurrection de juillet 1960 contre la tenue d'un congrès du parti fasciste (MSI) à Gênes.

Au cours de cette expérience, l'articulation entre l'analyse de la composition sociale et la matérialité des besoins qu'elle exprime continue d'occuper une place centrale. En 1975-76 on assiste à l'essor des collectifs de l'Alta padovana qui, paradoxalement, joueront un rôle important dans la « syndicalisation » de dizaines d'usines et de petites entreprises de la région. Dans les quartiers prolétaires de la ville (Arcella, Mortise), la pratique de l'autoréduction des factures d'électricité et de téléphone se répand. Les lycéens du Comitato interistituti poursuivent une tradition de lutte sur les transports, longue désormais de plusieurs années.

À l'université, où la Cité universitaire Fusinato sert pour ainsi dire de « base rouge », la nouvelle figure toujours plus présente de l'« étudiant prolétaire » suscite des mobilisations sur le coût des logements et des restaurants universitaires.

Les pratiques des « collectifs politiques » ajoutent à l'originalité de ce parcours subjectif d'organisation, en proposant une lecture de la crise de la forme parti classique et des groupes de la « gauche extraparlementaire » en des termes léninistes actualisés. Ils inventent ainsi un rapport nouveau entre « masse et avant-garde », en prise sur le moment : « nous voulions être – raconte l'un d'entre eux – des cadres transversaux, au sens où il ne devait pas y avoir de séparation entre le politique et le militaire, où la construction d'organisations prolétaires de masse, autonomes par rapport aux partis et aux syndicats, qui luttaient pour l'affirmation des besoins, et l'usage de la force, la pratique du contre-pouvoir, avançaient d'un même pas. » Entre 1975 et 1979 en Vénétie, on compte plus de 500 actes d'« usages raisonnés de la force ». Dans la plupart des cas, il s'agit d'actes de sabotage et d'importantes dégradations de biens appartenant à des fascistes, à des hommes politiques démocrates-chrétiens, à des patrons et à des mandarins de l'Université. La diffusion de ces pratiques d'« illégalité de masse » constituera, entre autres choses, le meilleur antidote à l'existence des organisations combattantes et du projet stratégique de la lutte armée.

1976 marque le début de l'intervention contre le travail au noir et les laboratoires de la production décentralisée. Les coordinations ouvrières organisent des centaines de travailleuses et travailleurs jusqu'alors « souterrains ». La forme de lutte la plus répandue est celle de la ronde qui impose, par le blocage de la production, les revendications ouvrières. Dans les quartiers, la bataille contre la « vie chère » commence, on implante de petits marchés qui pratiquent des prix politiques, on voit apparaître les premières formes d'appropriation directe dans les supermarchés, avec distribution des marchandises aux prolétaires du secteur. Dans les écoles supérieures et à l'Université, en même temps que les premières luttes contre la sélection, naissent des « séminaires autogérés » dont on impose la reconnaissance et le financement public. Toujours en 1976, Radio Sherwood, l'une des premières radios libres en Italie, commence à émettre.

Ainsi, le mouvement de 77 à Padoue ne relèvera pas tant du surgissement inopiné d'un événement que du renforcement, de l'intensification d'un processus qui avait vu au cours des années précédentes se développer d'innombrables terrains de lutte.

•

Le compromis historique

L'expression « compromis historique » naît en 1973 à la suite d'une réflexion menée par les instances dirigeantes du PCI sur le coup d'État fasciste au Chili. Mais il serait tout à fait erroné de voir dans cette formule, dans ce concept, une innovation radicale ou un tournant dans la politique du PCI.

Le « compromis historique » est au contraire, la traduction en termes politico-institutionnels d'une stratégie longuement mûrie, vers laquelle le PCI s'oriente dès 1946 ; cette stratégie prend différents noms selon les moments, parmi lesquels « voie italienne vers le socialisme » ou « politique des nouvelles majorités », mais son fil conducteur reste la recherche constante d'un équilibre entre une pratique réformiste et un langage idéologique révolutionnaire.

Dans les années qui ont suivi la mort de Togliatti, un nombre croissant de jeunes cadres communistes, en particulier ceux qui se sont formés à l'université, étaient sortis de l'orbite du Parti sous l'influence de deux forces d'attraction principales. La première était, sans aucun doute, l'impact de la Révolution culturelle chinoise, aussi bien sur les vieux militants staliniens auxquels elle redonnait une identité agressive anti-krouchtchevienne, que sur les nouveaux militants étudiants auxquels elle enseignait des principes résolument antistaliniens comme : « les minorités doivent être respectées parce que souvent la vérité est de leur côté[95]. »

La deuxième force d'attraction tenait à la reprise des luttes ouvrières, qui voyaient émerger une composition sociale profondément transformée par rapport à l'après-guerre, et où les composantes les moins homogènes à la culture communiste traditionnelle – comme les émigrés méridionaux qui venaient remplir par vagues les grandes usines du Nord – tendaient à prendre une place de premier plan.

Le PCI, dans les années qui suivent 1968, est traversé par deux tendances contraires : il réussit d'une part à capitaliser en termes de votes et d'influence sociale l'élan donné par le mouvement étudiant, de l'autre, il doit faire face à une perte d'ascendant et à la fin de son hégémonie dans les rangs des avant-gardes ouvrières nouvellement formées. En 1969 on assiste pour la première fois à des luttes ouvrières de masse autonomes par rapport aux directions des syndicats et des partis.

Le problème du rapport entre classe ouvrière et parti s'était posé à différentes reprises dès le milieu des années 1960. Lors de sa Conférence d'organisation à Gênes en 1966, le Parti s'était notamment employé à restaurer sa fonction dans les usines[96]. Mais le problème pour les communistes était plus profond. Précisément parce que le Parti référait son action politique aux intérêts généraux de l'économie de la Nation, de l'État, il n'était en mesure de donner aucune traduction,

95. « La minorité doit être protégée, parce que parfois la vérité est de son côté. » Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur la grande révolution culturelle prolétarienne, 8 août 1966.

96. C'est l'année du XI[e] congrès du PCI à Rome, le premier après la mort de Togliatti, qui confirme Luigi Longo à la tête du parti.

ni aucune réception appropriée aux poussées antiproductivistes, égalitaires et radicalement anticapitalistes.

Confronté à la formation d'une nouvelle composition de classe, suite à l'arrivée d'ouvriers jeunes et immigrés, étrangers à la tradition politique communiste, étrangers aux mythes productivistes d'ascendance gramscienne, et surtout étrangers à la culture étatiste du mouvement ouvrier officiel, le Parti communiste commença à perdre de plus en plus le contrôle des luttes d'avant-garde.

À l'extrémisme ouvrier, le PCI répondait par une politique d'alliances avec les classes moyennes. Mais ce qui, jusqu'à la fin des années 1960, pouvait apparaître comme une politique de conquête de l'hégémonie culturelle et de la direction politique, se révéla purement et simplement, après 1968 et plus encore après l'Automne chaud, comme une politique d'affaiblissement, de désagrégation de la force politique ouvrière.

1973 est indubitablement l'année-clef de ce processus de disjonction entre les avant-gardes ouvrières et le Parti communiste. Et cela pour deux raisons opposées. L'occupation de Mirafiori avait constitué un signal fort pour les avant-gardes ouvrières et prolétaires : il était possible de s'organiser de façon autonome jusqu'à aboutir à l'occupation de la plus grande usine italienne sans aucune participation du syndicat ou du Parti – et même, en s'opposant ouvertement à eux.

Le coup d'État fasciste au Chili constitua pour le PCI un signal d'un sens tout à fait contraire : il n'était pas possible d'aller à l'affrontement ouvert avec la bourgeoisie, même si on était une force majoritaire, sous peine de provoquer une réaction de type fasciste. Il convenait donc de proposer au plus grand parti de la bourgeoisie un compromis qui rassemble l'ensemble des forces sociales du pays dans une perspective de solidarité nationale. Rien n'était plus éloigné des tensions qui traversaient le corps social tout entier. La disjonction entre le Parti communiste et les avant-gardes sociales se mua en une rupture verticale, en une violente opposition.

Mais après 1973, la rupture entre le Parti et les avant-gardes commença également à prendre un tout autre contour, plus dramatique et plus profond qu'une simple divergence politico-programmatique. Elle commença à prendre la forme d'une scission entre deux pans de l'aire sociale du prolétariat métropolitain. C'est fondamentalement là que commença à se dessiner la division entre prolétariat garanti et prolétariat non garanti qui, en 1977, constitua le principal motif de la crise de la gauche.

Quand nous parlons de prolétariat non garanti, nous n'entendons pas seulement les chômeurs, les étudiants, les jeunes à la recherche d'un premier emploi : nous y incluons également les franges du nouveau travail ouvrier les plus exposées aux effets de la restructuration et de la réduction de la main-d'œuvre, qui au cours des années 1970, s'affirme comme une tendance incontournable du développement productif et de la mutation technologique.

On trouve un symptôme de cette tendance, par exemple, dans le conflit à l'usine Innocenti, où le patron renvoya un tiers des effectifs, comme par hasard

justement les jeunes ouvriers, dont beaucoup étaient liés aux formations politiques de l'autonomie[97]. À l'automne 1976, on en arrive à l'affrontement entre les ouvriers licenciés (qui voulaient rentrer dans l'usine avec des centaines d'étudiants et de militants autonomes) et les ouvriers plus âgés, liés au PCI et dont le poste de travail n'était pas, pour l'heure, menacé.

La politique du PCI, devant l'émergence d'un mouvement de non-garantis – qui se manifesta dans toute son ampleur et sa puissance destructrice lors du conflit de 77 – accentua très vivement les oppositions et poussa, indirectement, des franges non négligeables des avant-gardes ouvrières vers la lutte armée.

Porté par la victoire électorale de 1976 et par l'adhésion d'une énorme quantité d'intellectuels (cantonnés le plus souvent à des fonctions serviles et subalternes) voués à jouer les bureaucrates du consensus, le Parti communiste en vint même à énoncer le plus délirant et le plus suicidaire des mots d'ordre : *la classe ouvrière se fait État*. Énoncer un tel propos, lancer ce slogan au moment où la crise détruisait des postes de travail et où l'État se préparait à attaquer les non-garantis et les ouvriers mêmes qui continuaient de lutter, cela signifiait semer la discorde dans le mouvement, au sein de la gauche, et dans le prolétariat. Ce qui se passe ensuite, en 1977, n'est qu'une conséquence partielle de cette politique de division (comme nous le verrons du reste dans le texte consacré au débat entre les intellectuels en 1977[98]). Mais c'est le PCI qui, plus que tous les autres, a payé les conséquences de la lâcheté théorique et de la subordination politique qu'impliquait la stratégie du compromis historique et de l'étatisation des ouvriers.

En récusant *a priori* toute proposition issue du prolétariat autonome non garanti et en épousant de manière acritique les exigences du capitalisme italien qui affirmait devoir restructurer pour pouvoir sortir de la crise, le mouvement ouvrier renonça à s'engager dans une campagne de lutte, de revendications et de transformations qui pourtant semblait s'imposer dans les luttes ouvrières, la contestation de la jeunesse et les revendications des chômeurs, pour la réduction générale du temps de travail.

Quand en 1977 les slogans « travailler moins, travailler tous », « réduction du temps de travail à salaire égal » furent lancés d'abord par les assemblées ouvrières autonomes, puis par les instances du mouvement et jusqu'à une assemblée nationale ouvrière (en avril au théâtre Lyrique) et de larges secteurs du syndicat, le Parti communiste repoussa cette perspective comme s'il s'était agi d'une provocation.

97. En 1975, le plan de restructuration de l'usine automobile Innocenti-Leyland prévoyait le licenciement de 1 700 ouvriers : « À Rome, ils décident de notre sort. Il promettent une nouvelle usine, un nouveau projet. Entre-temps, ici, l'exploitation ne cesse de croître. Occupons immédiatement l'usine, n'attendons pas nos lettres de licenciement. Bloquons la sortie des marchandises », appelle en novembre 1975 un tract de Lotta continua distribué à l'usine Innocenti.

98. Sur cette question voir le chapitre 11, et notamment *Théorie du consensus et dissensus culturel* (p. 573 *sqq.*).

Il paya sa fermeture et sa servilité philo-patronale lorsque, à peine trois ans plus tard, le patron Agnelli – rassuré, parce que les communistes l'avaient aidé à renvoyer de l'usine le « fond du tonneau » (selon l'expression du communiste anti-ouvrier Adalberto Minucci[99]) – licencia 40 000 ouvriers, et détruisit l'organisation ouvrière et toute la force du Parti communiste lui-même. C'est à ce moment que commence la crise sans fin du Parti communiste italien.

99. Responsable du PCI et de la rédaction de *L'Unità* à Turin dans les années 1960-1970, Minucci fait partie des secrétaires de direction de Berlinguer lorsque ce dernier dirige le Parti, notamment pendant le conflit à la FIAT à l'automne 1980.

9

La révolution du féminisme



↝ Occupation de la Villa Franchin, Mestre, par les collectifs féministes, 1977

Il y a deux sexes

« La femme ne se définit pas par rapport à l'homme. C'est sur cette conscience que se fondent notre lutte et notre liberté. L'homme n'est pas le modèle auquel il faudrait conformer le processus de découverte de soi engagé par les femmes. La femme est *autre* par rapport à l'homme. L'homme est *autre* par rapport à la femme. » Ainsi commence le manifeste de *Rivolta femminile*, qui paraît en juillet 1970. Et il continue ainsi :

« L'égalité est une tentative idéologique pour asservir la femme au dernier degré. Identifier la femme à l'homme revient à anéantir l'ultime perspective de libération.

Pour la femme, se libérer ne signifie pas accepter la même vie que l'homme – parce qu'elle est invivable – mais exprimer son sens de l'existence.

La femme en tant que sujet ne refuse pas l'homme en tant que sujet, elle le refuse en tant que figure absolue. Dans la vie sociale, elle le refuse en tant que figure autoritaire.

Jusqu'à aujourd'hui, le mythe de la complémentarité a servi à l'homme à justifier son propre pouvoir.

Les femmes sont habituées depuis l'enfance à ne pas prendre de décisions, à dépendre d'une personne "capable" et "responsable" : père, mari ou frère...

L'image de la femme dont l'homme s'est servi pour interpréter la femme n'est que pure invention de sa part.

La virginité, la chasteté, la fidélité, ne sont pas des vertus ; ce sont des chaînes qui ont servi à construire et à perpétuer la famille. L'honneur n'est rien d'autre que leur codification répressive.

Dans le mariage, la femme, privée de son nom, perd son identité, et cette perte dit le transfert de propriété qui s'est opéré entre son père et son mari.

Celle qui engendre ne peut pas donner son nom à ses enfants : le droit de la femme a été conçu par d'autres, dont il est devenu le privilège.

Ils nous contraignent à revendiquer l'évidence d'un fait naturel.

Nous reconnaissons dans le mariage l'institution qui a subordonné la femme au destin de l'homme. Nous sommes contre le mariage.

Le divorce est un surgeon du mariage dont l'institution sort renforcée.

La transmission de la vie, le respect de la vie, le sens de la vie sont au cœur de l'expérience de la femme, sont des valeurs qu'elle revendique.

Pour la femme, le premier objet de ressentiment envers la société, c'est d'être contrainte d'affronter la maternité comme un chantage.

Nous dénonçons la dénaturation d'une maternité qui se paie au prix de l'exclusion.

La négation de la liberté d'avorter fait partie du veto global que l'on oppose à l'autonomie de la femme.

Nous ne voulons pas passer notre vie à penser à la maternité et rester à notre insu les instruments du pouvoir patriarcal.

La femme est lasse d'élever un fils qui deviendra pour les femmes un mauvais amant. Dans une liberté qu'elle ne craint pas d'affronter, la femme libère aussi son fils, et son fils c'est l'humanité.

Dans toutes les situations de vie collective, nourrir, nettoyer, prendre soin, et tous les moments du quotidien doivent être des gestes réciproques.

Par éducation et par imitation, l'homme et la femme occupent déjà des rôles dès leur prime enfance.

Nous savons que toutes les idéologies ont un caractère falsificateur parce qu'à travers les formes raisonnées de pouvoir (théologique, moral, philosophique, politique), elles ont contraint l'humanité à une condition inauthentique, opprimée, résignée.

Derrière toutes les idéologies, nous distinguons la hiérarchie des sexes.

À partir de maintenant, nous ne voulons plus d'écran entre nous et le monde.

Le féminisme a été le premier moment politique de critique historique de la famille et de la société.

Il nous faut unifier les différentes réalités et les différents moments de l'expérience historique féministe : c'est au cours de cette histoire que la femme a fait irruption, en interrompant pour la première fois le monologue de la civilisation patriarcale.

Nous regardons le travail domestique non rétribué comme une prestation permettant au capitalisme, qu'il soit privé ou d'État, de subsister.

Allons-nous laisser se produire ce qui invariablement se répète au terme de toutes les révolutions populaires, lorsque la femme, qui a combattu avec les autres, se voit écartée avec les toutes questions qu'elle soulève ?

Nous haïssons les mécanismes de la compétitivité et le chantage exercé dans le monde par l'hégémonie du rendement. Nous voulons mettre notre capacité de travail au service d'une société qui en serait indemne.

La guerre a depuis toujours été l'activité spécifique du mâle et son modèle de comportement viril.

L'égalité des salaires est pour nous un droit, mais notre oppression est une tout autre chose. L'égalité des salaires peut-elle nous suffire alors que nous avons déjà sur le dos des heures de travail domestique ?

Nous regardons la contribution créative de la femme à la communauté et nous dénonçons le mythe qui veut que son travail soit subsidiaire.

Accorder une haute valeur aux temps "improductifs", c'est une extension de la vie que propose la femme.

Ceux qui ont le pouvoir prétendent qu'"aimer un être inférieur participe de l'érotisme". Maintenir le *statu quo* est donc pour eux un acte d'amour.

Nous accueillons la libre sexualité sous toutes ses formes parce que nous avons cessé de considérer la frigidité comme une alternative acceptable.

Continuer à réglementer la vie entre les sexes est une nécessité du pouvoir, le seul choix satisfaisant est celui d'un libre rapport.

Les jeux et la curiosité sexuels sont un droit des enfants et des adolescents.

Nous avons regardé pendant 4000 ans. À présent nous avons vu!

L'apothéose de la suprématie masculine millénaire est derrière nous. Les religions institutionnalisées en ont été le plus solide piédestal. Et le concept de "génie" une marche hors de notre portée.

La femme a fait l'expérience d'assister chaque jour à la destruction de ce qu'elle accomplissait.

Nous considérons comme incomplète une histoire qui ne s'est construite qu'à partir des traces impérissables.

De la présence des femmes rien n'a été transmis (ou mal): c'est à nous de la redécouvrir pour connaître la vérité.

La civilisation nous a définies comme inférieures, l'Église nous a appelées sexe, la psychanalyse nous a trahies, le marxisme nous a vendues à la révolution hypothétique.

À une pensée philosophique qui a théorisé pendant des millénaires l'infériorité de la femme, nous demandons ses références.

De la grande humiliation que nous a imposée le monde patriarcal, nous tenons les grands systèmes de pensée pour responsables: tous ont entretenu l'idée que la femme était un être accessoire, voué à la reproduction de l'humanité, au bord de la divinité ou au seuil du monde animal; sphère privée et *pietas*. Ils ont justifié dans la métaphysique ce qui dans la vie des femmes était injuste et atroce.

Nous crachons sur Hegel.

La dialectique du maître et de l'esclave est un règlement de comptes entre des collectifs d'hommes: elle ne prévoit pas la libération de la femme, la grande opprimée de la civilisation patriarcale.

La lutte de classe, qui est une théorie révolutionnaire fondée sur la dialectique du maître et de l'esclave, exclut également la femme. Nous remettons en cause le socialisme et la dictature du prolétariat.

En ne se reconnaissant pas dans la culture masculine, la femme lui ôte toute illusion d'universalité.

L'homme a toujours parlé au nom du genre humain, mais la moitié de la population terrestre l'accuse désormais d'avoir sublimé une mutilation.

La force de l'homme, c'est de s'identifier à la culture. La nôtre, c'est de la refuser.

Après cet acte de conscience, l'homme sera distinct de la femme: tout ce qui la concerne, il faudra qu'il l'entende de sa bouche.

Le monde ne va pas s'écrouler dès lors que l'homme sera privé de l'équilibre psychologique que lui garantit notre soumission.

Dans la réalité brûlante d'un univers qui n'a jamais révélé ses secrets, nous retirons beaucoup du crédit qu'on accorde aux acharnements de la culture. Nous voulons être à la hauteur d'un univers sans réponses.

Nous recherchons l'authenticité du geste de révolte et nous ne la sacrifierons ni à l'organisation ni au prosélytisme.

Nous ne communiquons qu'avec des femmes. »

L'auteure de ce manifeste s'appelle Carla Lonzi[1]. On lui doit la première définition politique de la différence des sexes en Italie, qui deviendra très vite la raison et la référence première de la lutte des femmes. Une lutte qui est loin d'avoir uniformément suivi la ligne tracée par cette revendication, mais qui sera désormais marquée par la nécessité de signifier socialement quelque chose qui ne l'avait jamais été jusque-là : les sexes qui veulent une existence libre, il n'y en a pas un, mais deux. De là, la remise en question de plus en plus précise du « pacte social », parce qu'il porte en lui l'écrasement et la négation de l'existence des deux sexes. L'« un » essaie donc de se diviser en deux.

En juin 1971, se tient à Milan le premier congrès national des groupes féministes. Le DEMAU[2] et Rivolta femminile, qui sont les principaux intervenants, prennent la parole contre la famille et le patriarcat. Mais, le tout jeune mouvement féministe doit très vite se confronter à l'« autre mouvement », aux catégories de révolution et de lutte des classes, aux stratégies de prise de pouvoir, au concept d'« intérêt général » et à celui d'« intérêt supérieur » de la classe.

Bien sûr, le mouvement ouvrier et le PCI avaient dépassé cette conception selon laquelle la révolution de classe devait amener la résolution de la « question des femmes ». Et la « question des femmes » était devenue une question nationale, une de ces questions qui jalonnaient « la voie italienne vers le socialisme ». Mais écrire « des femmes » après le mot « question », à la place de « méridionale » ou « de la jeunesse » revenait au final à maintenir le concept d'« intérêt général ».

Pendant des années, on continuera à faire des listes, en alignant les uns à la suite des autres les femmes, les jeunes, les méridionaux, les chômeurs, les vieux, les handicapés.

À la fin des années 1960, on commence à affirmer de manière plus explicite que tout projet de transformation sociale fondé sur l'occultation de l'existence des femmes est en réalité un projet partiel, masculin, régi par les rythmes, les désirs et les contradictions d'un seul sexe érigé en modèle, y compris pour l'autre – *Le deuxième Sexe*, selon le titre du livre de Simone de Beauvoir[3].

La révolution partielle

Non seulement, donc, la révolution ne répond pas à la nécessité pour les femmes de mener une existence libre, mais le « sujet historique » (la classe) est traversé par la contradiction, par le conflit entre les sexes[4]. Le machisme *et* l'autoritarisme

patriarcal sont les deux principales cibles des textes du DEMAU, un groupe né à Milan à la fin des années 1960.

Il s'agit à présent, de devenir l'un des deux sexes, de sortir de cette subordination séculaire qui s'est répliquée dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement étudiant. Les femmes découvrent qu'elles y participent dans un silence soumis. Elles ne prennent pas la parole dans les assemblées ; elles n'écrivent pas les tracts, mais elles se lèvent à six heures du matin pour aller les distribuer devant les usines (à la première équipe) et devant les écoles. Elles sont en quelque sorte les « grillons de la ronéo ». On n'est pas très loin des « grillons du foyer[5] ».

Aussi décident-elles de gagner en autonomie en se soustrayant au regard masculin, et en mettant en question l'image d'elles-mêmes que l'homme leur renvoie – y compris parce que beaucoup de femmes sont convaincues qu'elle est juste. Il faut se séparer. Le séparatisme devient la première forme politique de ce mouvement : les hommes hors des assemblées et des réunions. On se retrouve dans les maisons, uniquement entre femmes. Une fois, deux fois par semaine.

1. Carla Lonzi (1931-1982) est une écrivaine et critique d'art italienne. Après avoir rejoint les rangs du PCI en 1954, elle fonde au début des années 1970 les éditions *Scritti di Rivolta femminile*. Ce manifeste, écrit avec Elvira Banotti et Carla Accardi, a été publié dans *Sputiamo su Hegel. La donna clitoridea e la donna vaginale e altri scritti* (1974).

2. « Bien des thèmes que le féminisme revendique comme siens avaient déjà été avancés en 1966 à Milan par le DEMAU (Demistificazione dell'autoritarismo patriarcale), un groupe formé uniquement de femmes et qui se définissait comme étant en dehors de tous les courants politiques quels qu'ils soient », Rosalba Spagnoletti, préface de *L'Italie au féminisme* (publication du Groupe de Recherche et d'Information des Femmes de Bruxelles), éd. Tierce, 1978.

3. Simone de Beauvoir, *Le deuxième Sexe*, Gallimard, 1949. Traduit en italien en 1961 aux éditions Il Saggiatore.

4. « C'est à partir de l'autonomie du mouvement des femmes, de cette contradiction spécifique qui nous touche en tant que femmes, que l'on peut retrouver aussi un mode nouveau de considérer l'économie. Je ne supporte plus de lire des comptes-rendus de luttes ouvrières où l'on ne tient pas compte en profondeur de ce qu'est le corps de l'ouvrier, de sa sexualité, de tous les phantasmes qui l'agitent au moment même où il lutte, de son rapport aux autres ouvriers, etc. Même l'analyse de l'exploitation économique s'est déformée parce qu'elle s'est justement établie sur la négation des autres contradictions matérielles. [...] La lutte des femmes est partielle et n'exclut pas les luttes ouvrières, on peut dire qu'elle les traverse et les transforme en tant que discours sur le corps et le quotidien. », Lea Melandri, « La violence invisible : conversation avec des femmes de Padoue, 1975 », *L'infamie originaire, Pour en finir avec le Cœur et la Politique*, éd. Des Femmes, 1979.

5. « Depuis 1967, je suis sur le soi-disant front de lutte – protestait une femme dans une des premières assemblées féministes – j'ai lutté en distribuant des tracts, en faisant des piquets de grève pour les ouvriers à 4 heures du matin, j'ai occupé pour les étudiants... Maintenant j'en ai marre ! Pendant toutes ces années, j'ai lutté pour tout le monde sauf pour moi, et ma situation a plutôt empiré, et celle de la classe aussi », « Il personale è politico », *Quaderni di lotta feminista*, n° 2, éd. Musolini, 1973.

Naturellement, les femmes s'étaient toujours rencontrées, mais jusque-là, elles avaient plutôt « profité » de l'absence des hommes pour récupérer cet espace autorisé de sociabilité.

À présent, les hommes sont explicitement – et parfois douloureusement – exclus. Il arrive que certains (dans les écoles) forcent la porte. Soudain, ils s'intéressent à ce que disent les femmes. Les conflits se multiplient dans la sphère privée, au point de provoquer régulièrement des ruptures, ou tout au moins une exigence de redéfinition de ce qui avait été jusqu'alors l'équilibre – asymétrique – du couple.

Chercher l'identité d'un sexe, le sien, par une patiente archéologie de la mémoire; par une attention aux productions (littérature, cinéma, poésie de femmes); par une négation aussi dure qu'une autre (« Moi je ne suis pas comme vous ») pour démontrer l'altérité du sexe masculin. Étudier les raisons de la séculaire subordination féminine; celles de la complicité; inventer une phénoménologie qui aurait pour centre la vie quotidienne, dévoiler la face intériorisée de la violence, la dévalorisation, la rivalité et/ou la complicité entre les femmes, telle fut l'opération. Et la phénoménologie classique, on lui crache dessus.

L'autoconscience

Il n'y avait qu'une seule façon d'échapper à la symbolique masculine: partir de soi. Donner de la valeur, dirait-on aujourd'hui, à son propre vécu, en lui conférant une dignité politique. « Le personnel est politique », voilà le mot d'ordre. La nécessité d'une attention spécifique à l'histoire de chaque individu-femme, comme condition et mesure de tout agir collectif; le besoin des autres femmes pour se comprendre soi-même. L'analyse se concentra sur la famille: « plus jamais mères, femmes, filles, détruisons les familles ». Et aussi sur l'éducation autoritaire (le livre *Du côté des petites filles*[6] allait, par exemple, dans ce sens), sur le rapport à la mère et à ses semblables. De là surgirent de petits groupes d'autoconscience, une pratique inventée aux États-Unis et diffusée en Italie par les collectifs Rivolta femminile[7].

Dans un numéro de 1974 de *Sottosopra*, une revue milanaise fondée deux ans plus tôt, on peut lire:

« L'autoconscience, c'est se poser des questions.
Demandez à un ouvrier quel est le taux de nocivité de son atelier, la date de la dernière négociation du contrat, quel niveau de qualification il possède, comment on lui a calculé ses retenues sur salaire, et vous aurez des réponses.

Posez les mêmes questions aux femmes: vous rencontrerez *de la paresse, du manque d'intérêt, de l'indifférence, de la délégation.*

Pendant la pause-déjeuner, les femmes achètent des choses pour leurs enfants sur les petits marchés devant l'usine, les ouvriers discutent, lisent les panneaux syndicaux, le journal et les tracts qu'on leur a distribués (mais beaucoup de camarades sont portés instinctivement à ne pas donner de tracts aux femmes parce que "de toute façon, elles ne les lisent pas"!).

Entre deux tracts, nous nous sommes demandées pourquoi.

Notre petit groupe d'autoconscience est composé d'une douzaine de femmes.

Nous nous retrouvons chaque semaine. Ensemble, nous avons compris que même s'il existe un lieu pour nous à la surface de la terre, il nous faudra le conquérir, et que nous ne devons plus compter sur les hommes, pas même pour nous ouvrir une boîte de tomates pelées.

Nous avons compris que nous sommes capables de vivre (et ce n'est pas rien) et que nous n'avons pas besoin de pères, de mères, de grands frères, de psychologues ou de prêtres, qu'il est possible d'avancer "en comptant sur nos propres forces" et que nous sommes fatiguées des conseils, du courrier du cœur, des recommandations, des "demandez donc à...", etc.

Nous avons appris à nous regarder au dehors et au dedans, pour comprendre comment est fait le monde et comment nous sommes faites, sans personne pour nous le dire à l'avance et pour l'expliquer à notre place; pour le dire vite, nous avons RETIRÉ À L'HOMME TOUS SES MANDATS, avec tous leurs effets annexes et connexes: paresse, indifférence, *qualunquisme.*

Il y a quelque temps, nous avons mené une enquête auprès des femmes au foyer dans un quartier périphérique de Milan. "– Combien d'heures travaillez-vous par jour? – Bah, 12, 15, je ne les ai jamais comptées..."; "– Est-ce que ça vous arrive de sortir de chez vous? – La dernière fois que j'ai voyagé, c'était pour mon voyage de noces"; "– Comment faites-vous pour ne pas tomber enceinte? – C'est mon mari qui s'occupe de tout..." (quatre enfants, un curetage).

Nous avons aussi demandé des idées pour changer la situation, pour essayer de changer les choses. « Qu'est-ce que vous voulez y faire? On est condamnées à ça ». *Découragement, confusion et résignation.*

Entre deux entretiens, nous nous sommes demandées pourquoi.

Dans notre groupe de prise de conscience, certaines ne pouvaient pas sortir seules, pas même un soir. Toujours leur mari aux basques et dans des lieux fixés à l'avance.

Ça a été une conquête cette soirée d'autoconscience, on a compris qu'il était possible de changer quelque chose, et que la liberté qu'on nous a toujours refusée est une victoire de chaque jour, qu'il faut arracher avec les dents.

Nous avons eu du mal à vaincre notre sentiment de culpabilité à cause des assiettes sales laissées sur l'évier pour pouvoir venir à la réunion, ou du mari seul à la maison qui fait la gueule, de la mère qui hurle, du bébé qui vient juste de s'endormir.

6. Elena Gianini-Belotti, *Du côté des petites filles* [1973], Des femmes, 1974 (rééd. 1994): à partir d'une enquête dans différentes institutions (famille, crèches, écoles) Gianini-Belotti met en évidence la force des stéréotypes masculins et féminins.

7. Pour une cartographie des groupes féministes en Italie dans les années 1970, on peut lire « Où étions-nous, où en étions-nous? Entretien avec Anna Orsini et Silvia Schiassi », « Les Untorelli », revue *Recherches* n° 30, novembre 1977.

Mais pour toutes, c'était une question de survie. On ne pouvait pas faire autrement. Qui a dit que nous devions nous contenter des restes ? Que notre truc c'était la maison et les enfants ? Qui a décidé qu'on ne devait être qu'un cul et des nichons ?

Et nous nous sommes senties coupables, oui coupables de tout : de ne pas nous être rebellées plus tôt, d'avoir tant attendu pour parler, d'avoir toujours patienté, parce qu'après tout, un jour ou l'autre sans doute, tout allait changer, coupables d'avoir toujours cherché des bras pour pleurer au lieu de bazarder casseroles et tablier, laque ultradouce et gaine archiserrée, coupables d'avoir gâché tout ce temps en romans-photos, en *Chiamate Roma 3131*[8], en bavardages de palier et courses au supermarché (attention aux offres spéciales !), en jupes courtes et bas transparents, coupables surtout de s'être toujours annihilées en "lui", en "eux", d'avoir consacré toute une vie aux autres, esclaves fidèles et silencieuses.

Tout cela pouvait changer, tout cela a changé à l'intérieur de nous.

À présent, ce qui est important c'est de "s'accorder de l'importance", ce monde est aussi le nôtre, à condition de nous unir et de prendre conscience.

Les kiosques à journaux débordent de femmes nues et nous, nous n'arrivons pas à parler de sexe. Lorsque nous le faisons, c'est de manière maladive, comme s'il y avait tellement de problèmes non réglés avec la sexualité qu'il valait mieux la tourner en dérision. Le plus souvent, c'est le tabou, le silence.

La marchandisation du sexe a atteint des dimensions absurdes : rien ni personne n'échappe à la technique manipulatrice des *mass media*. Voici ce qu'en dit Marcuse dans *Eros et civilisation* : "À travers l'industrie culturelle à tous les niveaux, la sexualité a été réduite à un comportement de type administratif : la mobilisation érotique permanente imposée par les images du capitalisme monopoliste castre toute potentialité cathartique effective de la sexualité[9]."

C'est ainsi qu'au lit, nous ne sommes jamais seuls : avec nous, il y a les conseils de *Cosmopolitan*, les 57 positions érotiques du dernier fanzine pornographique, la *grappa bionda*[10], le canapé "invitant", les bandes de roulement pour des courbes plus douces, les frustrations du chef de bureau, l'insécurité accumulée, l'énergie réprimée, l'agressivité amoncelée, l'envie d'autres partenaires, le chantage affectif toujours en embuscade, l'instinct de posséder, de s'approprier l'autre, et parfois aussi le dégoût, la nausée, l'assimilation instinctive aux animaux.

Il y a tout cela (et d'autres choses encore !) entre nous et un autre, quand on "fait l'amour".

Mais on n'en parle pas. Ou plutôt si : l'homme pour énumérer ses trophées de guerre ; la femme pour confier, inquiète, à une amie que ce mois-ci elle a "du retard".

Dans notre petit groupe, nous avons voulu briser l'*omertà*, y compris sur ces questions et nous avons commencé à en parler. Timidement tout d'abord. Comme nous n'avions pas le courage de partir tout de suite de nous, nous avons pris le prétexte d'un livre, et puis les paroles, les expériences, les problèmes de chacune d'entre nous se sont égrenés sans difficulté, sans peurs et sans méfiance.

C'est vrai, y en a encore qui ne parlent pas, qui ne mettent pas en commun : ce qui fait obstacle, ce sont des années de solitude, d'avoir dû affronter ces problèmes enfermées entre les quatre murs de ses pensées, avec devant soi l'ombre de l'homme.

Nous avons découvert que nous avions le droit de parler de notre corps, parce qu'il nous appartient à nous et à personne d'autre, ni aux magazines ni à la littérature « érotique », ni aux mots d'esprits, ni à la tradition, ni aux mœurs.

Ce qu'autrefois nous offrions à l'homme (y compris la manière de faire l'amour ou le choix du contraceptif), nous l'avons repris en main, consciemment. Cela ne veut pas dire demander à entrer dans le monde masculin ou chercher à devenir aussi "capables" que les hommes, cela signifie simplement être à la recherche de notre propre identité. Et cela nous suffit.

Notre groupe d'autoconscience existe depuis un an. Nous avons parlé de tout, nous sommes parties de nous-mêmes, sans voiles ni fausses pudeurs, et nous sommes devenues plus femmes. Avant, nous étions tout juste bonnes à faire les couvertures de journaux, à la cuisine ou au lit. Nous avons longuement examiné, sous tous ses aspects, la sphère privée sur laquelle nous régnons depuis toujours : femme = privé, homme = public, femme = maison, homme = société.

C'est ainsi que nous avons abordé cette première contradiction et si nous restons à la maison c'est seulement parce qu'il fait froid sous les ponts, mais nous, nous ne sommes plus « la maison », les enfants nous les aimons encore et peut-être davantage, mais nous n'avons plus besoin d'eux pour être nous-mêmes, désormais nous sommes plus libres – et eux avec nous.

Nous sommes devenues des termites pour l'homme, car jour après jour nous érodons son pouvoir, sa force, sa prétendue suprématie, nous avons perdu jusqu'à "la peur de le perdre".

Mais tout cela, nous le savons bien, ne suffit pas.

La prise de conscience ne peut pas être seulement le moment où nous nous confrontons à nos contradictions personnelles, il ne sert à rien de vouloir être plus libres à douze, à vingt, à cent. TOUTES LES FEMMES DOIVENT SAVOIR, NOUS DEVONS NOUS ADRESSER À TOUTES LES FEMMES.

Et dans cette perspective, nous n'avons jusqu'ici compris qu'une seule chose, mais elle est fondamentale : nous ne voulons pas intervenir "sur" les femmes, parce que nous nous défions de cette forme subtile d'abus de pouvoir qui se fait passer pour de la politique, précisément parce qu'en tant que femmes nous sommes les premières à avoir été "abusées" et que pendant des années (et aujourd'hui encore) nous avons vécu cette réalité à nos dépens.

8. *Chiamate Roma 3131* était un *talk show* de la radio italienne.

9. Herbert Marcuse, *Eros et civilisation*, Éditions de Minuit, 1963.

10. « Une blonde dans le sac : Si tu penses être suffisamment un homme pour te faire une blonde, essaies de t'en faire deux », disait une publicité pour la grappa *Fior di vite*.

Nous ne refusons pas l'organisation, au contraire nous la recherchons, nous la voulons, nous sommes en train de l'inventer.

Nous affirmons aujourd'hui notre refus de devenir la nouvelle Ève sortie de la côte d'un nouvel Adam de gauche.

Notre richesse pour l'avenir, c'est d'avoir compris et de ne vouloir ni dogmes, ni papes, ni drapeaux.

Notre seule force c'est de nous rassembler de nouveau après que l'homme nous a dressées les unes contre les autres. Et nous portons aussi une espérance, la même qu'on pouvait lire sur une banderole aux obsèques d'Emily Davison, la suffragette anglaise morte en 1913 : "La prise de conscience des femmes est désormais forte d'un pouvoir qui ne peut rester lettre morte. VICTOIRE !"

Tout cela, c'est vrai, soulève d'énormes problèmes et touche directement à la manière de concevoir la révolution et le processus historique qui y mènera. Nous en sommes pleinement conscientes et sur ces questions, l'engagement des "*camarades*[11]" du mouvement est déjà bien réel, et il se fera de jour en jour plus vivant et plus conscient. »

Dans les rangs des partis de la vieille et de la nouvelle gauche, une nuée de voix s'élevèrent pour dénoncer tant d'intimisme et d'individualisme. L'intimisme n'était pourtant rien d'autre que la nécessité d'accorder une valeur sociale et politique, de donner du sens à un vécu, celui des femmes, qui avait été si longtemps cantonné à la sphère privée. Et l'individualisme était une attention (inédite pour la gauche) portée à l'individu : s'il voulait modifier à son avantage le monde dans lequel il vivait, mais aussi dans lequel il luttait, le sujet de ce processus de transformation devait lui-même changer, se reconstruire en fonction de ses propres catégories et de ses propres projets.

Le mouvement des femmes rompt donc violemment avec une certaine tradition du mouvement ouvrier en Italie, celle qui faisait de la question féminine (la subordination, l'exploitation, l'exclusion des femmes du travail) une « grande question nationale », un grand problème social lié à la division sexuelle du travail. Par la suite, l'enjeu se déplace vers ce qui, pour les femmes, fait problème dans la société (mais aussi dans les mouvements qui prétendent la changer).

Émancipation, citoyenneté, parité, ne sont plus des objectifs. On cherche une autre voie d'entrée dans le monde, non pas en raison d'une exclusion mais en vertu d'un désir irréductible – à cause de la différence – aux nécessités sociales et politiques énoncées par les hommes.

Oppression / exploitation

Mais il est une autre torpille lancée contre le modèle porté par mouvement ouvrier : en partant d'une critique économique et sociale d'inspiration opéraïste, elle défend une monétisation du travail ménager, c'est-à-dire du travail souterrain, analysé au prisme de la catégorie d'exploitation. Le projet de libération des femmes consiste alors à faire apparaître la quantité d'effort et la quantité de revenu qui se dissimulent

dans cette transformation de la valeur d'usage en valeur d'échange. À Padoue, les féministes exigent « un salaire pour les femmes au foyer ». En mai 1975, on peut lire dans les pages de leur journal *Le operaie della casa*[12] :

« Nous les femmes, dans le monde entier, accomplissons le même travail : nous portons les enfants, nous les faisons naître, nous les élevons, nous prenons soin de notre mari, de notre famille. Nous sommes toujours présentes lorsqu'il faut soutenir et réconforter nos enfants qui reviennent de l'école, nos maris et nos pères qui reviennent de l'usine, du bureau, etc., nos parents ou nos beaux-parents terrifiés à l'idée de finir à l'hospice ou qui pensent être une charge à la maison.

Lorsque nous sommes seules à la maison, nous sommes comme des trains : organisées à la minute près, toujours en mouvement : nous faisons les lits, nous nettoyons les vitres, nous faisons les courses, nous balayons et lavons le sol et les escaliers, nous nettoyons la salle de bains, nous plions et rangeons les vêtements, nous lavons le linge et le repassons, etc.

Lorsque les hommes rentrent à la maison, tout est propre et en ordre ; ils ne se rendent pas compte de la quantité de travail que cela nous a coûté, ils ne se posent pas la question. Ainsi le travail domestique passe toujours à la trappe, parce que s'il y en a un qui est fatigué, qui ne se sent pas bien ou qui est inquiet, ça ne peut être que lui.

Les enfants, eux, l'après-midi, assistent à notre travail ; mais ils sont trop petits pour faire autre chose que nous aimer et nous laisser travailler ; et puis, on nous les abîme tout de suite en leur apprenant à ne pas nous respecter. Voilà à quoi ressemble, pour la plupart d'entre nous, la vie en famille.

C'est ainsi que nous accumulons au fil des années une fatigue physique chronique, une rancœur, une intolérance et une grande violence envers tous et contre tout.

Faire et refaire chaque jour les mêmes choses que les autres défont sans cesse, travailler à des rythmes délirants comme nous le faisons, tâcher d'équilibrer les comptes, se rappeler mille choses, les factures à régler, le loyer qu'il faut mettre de côté et aller payer, tout ce qu'il faut acheter, ce qu'il faut réparer, etc., ça nous met les nerf à vif. Pendant ce temps, personne, ni mari, ni enfants, ni famille, n'a de véritable considération pour nous.

11. L'italien *compagne* permet de préciser que ces « camarades » sont des femmes.

12. *Le operaie della casa* [les ouvrières du foyer], *rivista dell'autonomia femminista*, Padoue, avril 1975. En France aussi, des collectifs se sont emparés de la question du salaire ménager : « Non pas : est-ce bien ou non de réclamer un salaire ménager ? Mais : le salaire ménager est le seul moyen de commencer à lutter contre l'oppression qui pèse sur les femmes, y compris du travail ménager », « La lutte des femmes algériennes à Paris », *Camarades*, avril-mai 1976, repris dans *Le Foyer de l'insurrection, textes sur le salaire pour le travail ménager*, collectif l'Insoumise, 1977. Voir aussi Louise Toupin, *Le Salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale* (1972-1977), les éditions du remue-ménage, 2014.

Au bout du compte, c'est toujours la même chose : nous aimons davantage que nous ne sommes aimées, nous servons *bien davantage* que nous ne sommes servies, nous consolons *bien davantage* que nous ne sommes consolées. Nous devons en faire toujours plus pour avoir toujours moins. C'est cela qui nous épuise. En général, à quarante ans nous sommes déjà à bout de nerfs. Nous n'en pouvons plus. Nous sommes consumées nerveusement, spirituellement, physiquement. Alors, le neurologue nous prescrit des psychotropes.

La *carrière du sacrifice*, les femmes l'ont *brusquement interrompue*. La rébellion a surgi. Chaque femme veut bénéficier de la même considération, du même respect qu'elle porte aux membres de sa famille, de la même quantité et de la même qualité d'amour, *du même horaire de travail.*

Les hommes bien calés dans leur fauteuil, même après huit heures de dur labeur, tandis qu'elle fait la vaisselle ne vont plus s'en tirer à si bon compte. Elle aussi a travaillé dur pendant la journée, et pendant plus de 8 heures. Alors, le minimum c'est de partager le travail qui reste à faire. Aucune femme n'en démordra. Dans les maisons, les disputes se multiplient entre maris et femmes, entre frères et sœurs, à propos de toutes ces choses qui, de plus en plus, *ne vont pas* dans la famille entre les hommes et les femmes.

Mais *hors de la famille* aussi, la colère des femmes monte. Contre ceux qui augmentent les tarifs de l'eau, du gaz, de l'énergie, du téléphone, du loyer, le prix des choses dont nous avons besoin pour vivre, de celles qui nous plaisent et que nous voudrions avoir. Tout cela a toujours été l'objet de discussions entre les femmes, mais *aujourd'hui, les femmes en colère ont durci le ton contre ceux qui ont le pouvoir.*

Et même l'autre éternel sujet de discussion entre les femmes, *la question des enfants*, on l'aborde différemment. *On l'aborde en termes de travail domestique et d'argent* : un enfant, ça fait un paquet de travail en plus et il faut beaucoup d'argent pour l'élever ; le prix que nous payons pour faire un enfant est aujourd'hui trop élevé. C'est un état de fait : *les femmes se sont mises à faire moins d'enfants parce qu'elles ont commencé à tenir compte de toutes ces choses qui les concernaient.* Et c'est ainsi qu'elles ont un peu échappé à l'engloutissement sous le travail sans fin et le manque constant d'argent. Un peu échappé mais pas trop, parce que nous devons aujourd'hui encore consacrer des milliers d'heures au travail domestique. Dans certains pays, les femmes ont même réussi à *obtenir un peu d'argent pour le travail qui consiste à élever des enfants.* Qu'on pense seulement, pour donner un exemple bien connu, aux luttes des femmes qui reçoivent l'assistance de l'État en Grande-Bretagne et aux États-Unis[13].

Aujourd'hui, c'est le *travail domestique* dans son ensemble que nous mettons à l'ordre du jour : comme temps de travail et comme absence de salaire. Nous voulons organiser la *lutte contre notre exploitation*. Voilà notre féminisme.

Femmes, nous travaillons deux fois plus que les hommes mais le 27 du mois, nous ne recevons pas notre paie.

L'Église célèbre la famille, l'État se fonde sur la famille, mais quand il s'agit de travailler, c'est nous qui devons tirer la charrette. Et bien contentes si on nous dit merci.

Mais personne ne vit de mercis. *Avec le salaire du mari on parvient tout juste à survivre. Nous voulons un salaire pour le travail domestique, pour commencer à* VIVRE[14] ».

L'opposition homme/femme et la sexualité, qui ont été jusqu'ici niées, sont pour le mouvement des femmes les terrains privilégiés de l'oppression. Une oppression perpétuée par le sexe masculin à l'encontre du sexe féminin. Jusqu'ici, la seule grille de lecture de la condition féminine avait été l'exploitation. Désormais, le travail va s'axer sur la sexualité. Et sur la négation de la sexualité féminine, qui doit nécessairement se conformer au désir de l'homme. Dans *Speculum*, Luce Irigaray reparcourt les textes de la philosophie à la psychanalyse, de Platon à Freud, pour souligner combien la femme est exclue de la production du discours[15]. Réduite à une plasticité silencieuse, ignorée par la logique de l'un et du même. En France, apparaissent les groupes Psychanalyse et politique[16], tandis qu'en Italie le mouvement se divisera entre celles qui suivent « la pratique de l'inconscient » et celles qui pensent qu'il est plus juste d'« intervenir dans le champ social » (par exemple le collectif romain de la via Pomponazzi [17]). C'est cette alter-

13. « C'est surtout dans les pays anglo-saxons que se sont développés des mouvements encore peu connus à l'échelle internationale : les mouvements des assistés (le "*Welfare*" aux USA, la "*social security*" en Angleterre). Ces mouvements regroupent tous ceux qui tirent leur revenu directement de l'État : mères seules, retraités, chômeurs, jeunes ; et ils sont légion ! C'est précisément leur grand nombre, ainsi que le développement important de l'assistance publique dans ces pays qui ont rendu possibles des luttes collectives de la part des assistés quant à leurs droits. Dans ces luttes, les femmes ont joué un rôle clé, en tant que mères qui ne se bagarraient pas pour trouver un travail, qu'elles avaient déjà, mais un revenu », *Le Foyer de l'insurrection, op. cit.*
14. « En tant que femmes qui vivons quotidiennement la mutilation de nos vies que représente le double travail, qui vivons toujours plus nombreuses la mutilation de nos corps et de nos possibilités que représente le travail salarié forcé, qui vivons la contrainte du travail ménager gratuit, nous luttons, et nous réclamons un revenu pour chaque femme, indépendant du nombre de nos enfants, de notre état-civil, de notre âge et de notre production : un salaire pour les femmes, contre tout le travail que nous faisons, pour arriver à en faire le moins possible, pour ne plus devoir choisir entre un travail ou deux travaux. [...] Dans le travail ménager gratuit, dans notre rôle productif de femmes, nous identifions ce qui nous cloue à la dépendance et à la double exploitation, et ce que nous avons toutes en commun ; car nous sommes toutes des ménagères. VICTORIA. Genève, 1977 », « Les femmes contre le travail », *ibidem.*
15. Luce Irigaray, *Speculum. De l'autre femme*, Minuit, 1974.
16. Le groupe du MLF « psychanalyse et politique » sera en France à l'initiative de la création en 1973 des éditions *Des Femmes.*
17. « Notre histoire personnelle de femme et le fait d'être prise dans une structure sociale qui comporte d'autres aspects de l'aliénation ne sont pas reliés ensemble. L'ouvrière qui nous parle de ses problèmes avec son mari et ses enfants paraît presque minimiser l'aliénation qu'elle subit sur son lieu de travail. [...] À deux ans de distance, dans les collectifs d'usines à Milan, les ouvrières se retrouvent en train de parler de la famille, de faire de

native qui tentera de répondre à la crise des petits groupes d'autoconscience, pris en étau entre un douloureux besoin de politique et l'impossibilité de mener à son terme l'analyse de la dépendance (ce qui conduira beaucoup de femmes à faire le choix de la psychanalyse).

Les femmes organisent des rencontres collectives et commencent à pratiquer les vacances séparées. Les lieux de ces rencontres et de ces réunions ont nom Pinarella, Paestum, Carloforte[18]. Ce qui compte, c'est que la discussion politique ne soit pas cantonnée dans une sphère séparée. On éprouve du plaisir à parler ensemble. On ne se réunit pas entre femmes pour sécher ses larmes. En 1973, dans *Sottosopra*, on peut lire le témoignage d'une femme au retour de l'une de ces rencontres :

« Et je me suis rendue compte au fond que les femmes, moi y compris, nous ne sommes pas seulement cette caste opprimée qui se rebelle, nous ne sommes pas seulement capables d'élaborer une analyse pertinente pour une stratégie efficace, nous ne sommes pas seulement les "*compagne*" d'une lutte de libération. Bien sûr tout cela existe ; mais pour ainsi dire augmenté, rendu splendide et heureux et puissant par l'évidence que j'ai vécue, que les femmes peuvent être pour d'autres femmes des créatures auxquelles on peut faire confiance et sur lesquelles on peut compter, avec lesquelles on se sent bien, avec lesquelles on peut jouer de la flûte et du tambourin des nuits entières, avec lesquelles on s'amuse, on danse, on discute, on fait des projets et on les réalise, toutes choses que l'on ne pensait pouvoir faire auparavant qu'en compagnie des hommes. »

Et elle raconte ensuite en quoi cet « amour pour les femmes » a été pour elle « le premier pas, l'absolue nouveauté par rapport à la vieille conscience d'une oppression commune, pour arriver *moi aussi* à me reconnaître avec joie dans les femmes, à me reconstruire non seulement dans la douleur et la rage mais aussi dans l'enthousiasme et le rire ».

L'adieu aux armes

Radicalité, transgression, rupture du cadre établi : comment tout ceci interfère-t-il avec l'histoire politique de la gauche ? De la gauche des années 1970 ?

Le 6 décembre 1975, lors de la grande manifestation pour l'avortement, première expression visible d'un séparatisme qui était déjà une pratique politique depuis plusieurs années, un représentant de la « nouvelle gauche » se prend une gifle pour avoir forcé le service d'ordre interdisant aux hommes l'accès au cortège[19]. Ce fut la première image médiatique de l'irréductible conflit qui traversait la nouvelle gauche, et des difficultés de la gauche – ancienne ou nouvelle – à intégrer ce qui ne se présentait pas comme une variable de la contradiction première capital/travail.

Les manifestations ne rassemblant que des femmes deviennent une pratique courante. Elles sont très différentes des manifestations mixtes. Sabots, cheveux bouclés, jupes à fleurs, les manifestantes chantent, dansent, se tiennent par la

main, s'enlacent, font des rondes. Le bonheur « d'être là », nombreuses, sans hommes, semble être l'objet véritable de ces retrouvailles. Ainsi, la journée du 8 mars sera-t-elle annoncée par des banderoles à petits carreaux blancs et roses. Ainsi le collectif romain de Pompeo Magno usera-t-il de toute son imagination pour casser le schéma classique du défilé où l'on marche en lançant des slogans, et en faire une grande chenille qui ondule à travers les rues de Rome. Ainsi, la manifestation « Reprenons la nuit » revendiquera-t-elle centralement la possibilité pour les femmes de marcher seules dans la ville, non seulement à midi, mais aussi à minuit[20].

Bien évidemment, cette politique des femmes et ses modes d'expression sont de moins en moins conciliables avec la politique de la gauche. Et la mésentente tourne au divorce. Avec le congrès de Lotta continua à Rimini, et la dissolution du groupe en 1976 ; avec le départ des femmes d'Il Manifesto et de plusieurs autres groupes mixtes. C'est une critique de la politique qui amène les femmes à déserter

l'autoconscience, tandis que les plus politisées mènent une sorte de "double militance" : elles parlent en tant qu'ouvrières avec les camarades et en tant que femmes avec les femmes, etc. Parler de pratique de l'inconscient, d'analyse de la sexualité, signifie que l'on reconnaît profondément que ce sont les nœuds spécifiques de notre aliénation, mais ne signifie pas que l'on nie l'existence d'autres moments de l'exploitation dans lesquels nous sommes nous-mêmes prises en tant que femmes. Le fait d'être mères, le rapport à l'homme, etc., et le problème de la production sont liés entre eux », Lea Melandri, « La violence invisible : conversation avec des femmes de Padoue, 1975 », *L'Infamie originaire*, *op. cit.*

18. « Le rapport individu-collectif a été le thème fondamental de la rencontre de Pinarella. À une année de distance, la pratique de l'inconscient qui au début sentait l'idéologie, est devenue un acquis collectif des lieux les plus différents. Trois cents femmes étaient à Pinarella, elles ne s'étaient jamais vues et elles parlaient la même langue. Lorsqu'une d'elles racontait une histoire, on ne tombait pas dans cette logique qui consiste à associer de nombreuses histoires à un récit, comme dans l'autoconscience, à faire une sorte d'abrégé d'histoires, mais il y avait immédiatement quelqu'un qui voulait comprendre davantage : pourquoi as-tu dit cela ? Quel sens cela a-t-il de le dire maintenant et non pas après ? On cherchait à interpréter en profondeur. Je suis convaincue que celles qui sont allées à Pinarella, celles qui ont fait ce type d'analyse ensemble ont également acquis la disponibilité pour la mener dans d'autres collectifs. Pinarella 1975 a été en ce sens un grand pas en avant », *ibidem.*

19. Le 6 décembre 1975, 20 000 femmes manifestent en faveur de l'avortement, à l'appel du Comitato romano per l'aborto e la contracezione (CRAC), né en juin de la même année et qui commence alors à pratiquer l'avortement autogéré. C'est la première manifestation composée exclusivement de femmes en Italie. Elle donnera lieu à des affrontements avec des militants de Lotta continua et marque, pour les femmes des organisations d'extrême gauche, le début de la remise en question de la « double militance » et de la « politique traditionnelle ».

20. Le 27 Novembre 1976 à Rome, au cri de « *La nuit nous plaît, nous voulons sortir en paix* », a lieu la première manifestation nocturne de femmes, avec le mot d'ordre *Riprendiamoci la notte* (« reprenons la nuit »).

des organisations dont la culture reproduit les formes de domination qu'elles subissent et dénoncent ailleurs. Parce qu'on y sépare encore « le personnel du politique », l'économie de la sexualité, l'individu du collectif.

Un an plus tôt, Lea Melandri avait écrit, dans *L'Infamie originaire*[21] :

« Deux institutions, l'école et la famille, se recomposent dans un ordre idéal, l'Ordre Délégué. Le sourire de Franti est l'*infâme*, le *différent* qui n'hésite pas à briser l'idylle d'une majorité consentante[22].

Le militant révolutionnaire repense à ses rêves privés et il en vient à se demander si la Politique n'est pas un rêve. Ce qu'il a tenu à distance, nié ou séparé, fait honteusement retour, par le biais d'insidieuses "voix" dissonantes. La "voix" qui "discrimine, divise, indique une différence".

Mais à l'intérieur, dans la faille, filtre le sourire de Franti : un sourire qui tue tout à la fois sa mère et Malfatti, le Cœur et la Politique.

Au cours de ces dernières années, tandis que les partis, grands et petits, renforcent leurs structures hiérarchiques et bureaucratiques, pyramides imaginaires d'antiques "géométries" familiales, la spontanéité révolutionnaire découvre toujours plus clairement la vérité de tout ce que l'idéologie bourgeoise a chassé hors de la sphère publique, dans le ghetto des maisons, des rapports hommes-femmes, de la déviance individuelle. La recherche de circularité et de synthèse entre *personnel* et *politique*, artificiellement séparés, semble être le dernier bord : au-delà, soit c'est une nouvelle manière d'exister politiquement qui naît, soit la politique meurt d'elle-même comme projet collectif de libération.

Les difficultés que rencontre l'autonomie dans ses formes variées d'agrégation (assemblées autonomes, groupes d'autoconscience, communes, etc.) ne sont pas différentes de celles qui poussent les militants "déçus" à reconstituer le parti comme lieu, séparé, de la politique. Mais, pour ceux qui ont abandonné aussi cette illusion, le risque est celui du retour à la vie privée.

La *nostalgie* et la *répétition* s'insinuent continuellement là où l'apparition de comportements différents et plus libres est sentie comme une menace de solitude et d'exclusion au regard d'une société qui, bien que reconnue comme imaginaire et répressive, reste somme toute moins inquiétante.

L'esclavage accoutume à craindre la liberté. L'idée du mouvement a derrière elle, comme une ombre, celle de la paralysie.

On peut à ce point se demander si on ne s'est pas toujours trop précipité pour tracer les frontières entre *conservation* et *révolution*. Si par conservation, on n'entend pas seulement la défense des privilèges, mais dans un sens plus général, la soumission à des normes et à des rapports qui garantissent une survie aliénée, la frontière se déplace, elle traverse l'histoire de chacun, elle touche aux situations les plus "privées".

Phantasmes et réalité se mêlent depuis toujours dans notre histoire privée / sociale. L'organisation capitaliste de la production a dû, pour rendre concrètes des abstractions (comme l'argent, la valeur d'échange), se poser elle-même comme

objectivité immodifiable (nature). Tout ce qui a affaire à elle a subi le même sort: division du travail, technologie, rapport individu-société, etc. La "naturalité" de l'économie et de la politique est la mystification de l'idéologie capitaliste, en partie conservée aussi par ceux qui voulaient la détruire. Découvrir les défauts dans une machine qui semblait parfaite signifie donc ouvrir une lucarne à la tentative de réappropriation de la réalité. Quand le *social* ne nous apparaît plus dans la fausse solidité de *ce qui est objectivement*, hors et totalement autre que nous, il est plus facile de voir la parenté entre le social et l'histoire de chacun.

Au cours de ces dernières années, l'image d'un système immuable et rationnel a subi une secousse à laquelle on peut difficilement remédier. Les mystifications idéologiques et morales sur lesquelles s'appuyait jusqu'ici la société bourgeoise s'effondrent, tandis que l'on prend acte du fait que sa reproduction n'est plus garantie.

Cela pourrait sembler le moment le plus favorable pour mettre fin à la dépendance de masse. Certains y ont sans doute compté. Mais des signes indiquent aussi des tendances inverses: la réévaluation des institutions (école, famille, parti), la nostalgie du retour au privé, la naissance de nouvelles formes d'évasion de type magico-religieux comme remède à la solitude et à l'incertitude. Le problème de la *dépendance*, outre qu'il est plus que jamais actuel, se révélerait maintenant tout chargé d'implications complexes et profondes. Face à un ordre qui se fissure, les efforts pour colmater les brèches et pour ouvrir les voix dissonantes répondent à un besoin de conservation non moins matériel que l'instinct de conservation physique au sens strict. Ceux-là mêmes qui augurent l'effondrement de la pyramide capitaliste ne réussissent pas toujours à se soustraire à la tentation de consolider les sommets d'autres organisations qui ne sont alternatives qu'en apparence.

La conservation renvoie à la *survie*. Qu'est-ce qu'on ne peut risquer de perdre, outre la nourriture, pour que la vie soit assurée?

Sujet individuel et sujet social se présentent tous deux, à l'intérieur de l'actuelle structure économique, nantis de connotations aliénées: les individus, que la bourgeoisie décrit comme des sujets actifs, libres, sont en réalité réduits à n'être que des objets passifs, des individus abstraits; la masse des producteurs et des exécutants est au contraire formée d'individus qui ne se connaissent pas les uns les autres,

21. Ce texte de Lea Melandri est paru en 1975 dans le n° 20 de la revue *L'Erba Voglio*. Il a été traduit en français en 1979 par le collectif des éditions *Des femmes* dans le recueil *L'Infamie originaire*, *op. cit.*, qui s'ouvre sur cette note: « Le but de ces textes: qu'ils contribuent au "dépérissement" de la Politique, du Sentiment, de la sexualité imaginaire, de l'évasion obligatoire, des amours malheureuses ». C'est cette traduction que nous reproduisons ici.

22. « Le maître a regardé Franti avec un regard terrible et lui a dit en scandant ses mots: – *Franti, tu assassines ta mère, tu assassines Malfatti.* Nous nous sommes tous tournés vers lui; et l'infâme a souri », *Cuore*, De Amicis [1889]. Dans ce classique italien de la littérature jeunesse, le « mauvais » élève Franti incarne la figure répulsive du sous-prolétariat. Exclu de l'école à la fin du roman, il sera réhabilité notamment par Umberto Eco dans son « Elogio di Franti », *Diario minimo*, Mondadori, 1963.

isolés et dépossédés du fruit de leur travail. En opposant le sujet social (classe) à l'individu, comme si la classe était déjà en soi-même, objectivement, le sujet de la révolution, le matérialisme dialectique risque d'attribuer force révolutionnaire et réalité à une entité non moins abstraite et aliénée de l'individu.

La recherche *d'une individualité concrète* se lie donc, inévitablement, à la recherche *d'une nouvelle socialité.*

Quand on parle du "personnel" et du "politique", comme instances toutes deux présentes du mouvement révolutionnaire, le risque est, à l'inverse, de restituer une consistance et une polarité à deux moments qui se présentent au contraire comme fondus et confondus. Se laisser glisser dans l'histoire de ce qui a toujours été vu comme privé et individuel, c'est comme se laisser couler dans un entonnoir. Le temps réel et l'intention politique deviennent toujours plus flous, tandis que semble prendre corps une profondeur sans histoire où s'agitent quelques passions, intenses, toujours égales. Le "personnel" assure l'aspect du *différent*: une sorte de "nature" immuable et niée qui, quand elle affleure à nouveau, produit bouleversement et confusion dans un tissu social qui aime à se représenter comme homogène.

Au-delà de la vérité que tout cela comporte (le parti-pris contre une unité imaginaire, la conflictualité contre une solidarité fictive), on peut tout de même finir par reproduire involontairement la mystification idéologique: voir comme une impulsion "naturelle" et séparée ce qui est à la fois un effet et un soutien de la perpétuation d'une socialité distordue et abstraite.

La jalousie, la rivalité, la demande d'amour sont le masque d'une interrogation dans le social qui passe étroitement par le dualisme triangulaire des rapports familiaux.

De ce point d'origine, le modèle d'une *survie* aliénante et destructive semble traverser, avec de légères modifications, toute l'organisation sociale.

Dans un groupe de femmes qui se proposent de donner une base concrète, non idéologique, à leurs rapports politiques, la venue de nouvelles personnes centre la discussion sur la question de savoir si le groupe doit rester ouvert ou se donner un minimum de règles.

Mais qui sont les "nouvelles"? M. se déclare ouvertement hostile à toute nouvelle présence sentie comme "rivale" par rapport au groupe, en ce sens qu'elle peut détourner l'attention et l'amour du groupe. Le groupe joue alors clairement comme *tiers-groupe/personne*, à qui, imaginairement, on donne ou on craint de donner un visage. Notre histoire semble irrémédiablement marquée par un rapport triangulaire. "Y a-t-il jamais eu – se demande L. – un quart actif?"

Pour G., le groupe est accueillant, chaud comme un ventre maternel. Pas toujours; quelquefois, elle se sent à son aise, elle a envie de parler. Sa voix est pénétrante, vorace, mais trahit aussi la peur d'être dévorée.

Pour d'autres, le groupe n'a pas le visage d'une femme en particulier; on veut qu'il reste neutre, anonyme. La structure fondamentale la plus ancrée de tous les rapports interpersonnels revient ainsi au premier plan, mais sur un mode qui peut

se voir et s'analyser : la dualité/triangularité du type de relation sociale que la famille imprime en chacun de nous. Quel que soit le visage du groupe (la mère, le couple parental), *la situation originaire* est là, impliquée dans la rationalité fragile de nos discours, dans la configuration de notre corps. Libérer la parole signifie "se trahir", en révélant des pulsions et des images en parties inconnues de nous-mêmes, mais pas au point de ne pas pressentir en elles la réapparition de quelque chose que nous savons déjà. Pas par hasard, expliciter la demande de garantie affective dans un groupe de femmes éveille des terreurs profondes : on craint le refus parce qu'il est la réapparition intolérable de l'abandon originel, mais aussi la condescendance, parce qu'elle rappelle des images fusionnelles, des englobements mortifères ; comme si, la différence rassurante que possède l'homme venant à manquer, la différence devenue historiquement pouvoir, les femmes se trouvaient les unes en face des autres sans frontières, mutuellement perméables.

Avant la fin de la réunion, l'une de nous propose que nous mangions ensemble, pour re-rencontrer les autres *hors du groupe* et distinguer plus facilement les visages et la voix de chacune de ses propres phantasmes. La rencontre a lieu quelques jours plus tard dans un local où, à cause de la musique tonitruante, il est presque impossible de se parler. Le besoin de se référer à un groupe/personne anonyme résiste au désir de rapports plus libres.

Le "quart actif" naît lentement et avec peine. Entre-temps, la survie.

Une femme a décidé de se séparer de son mari. Elle a passé la soirée seule ; elle s'est endormie tout de suite mais s'est réveillée avec la migraine. Elle imagine qu'elle tombe gravement malade et qu'elle est conduite à l'hôpital. Elle veut que son mari le sache et pleure sur son sort. Autres phantasmes : se dépouiller de tout désir et se vouer à la méditation religieuse ; ou encore : devenir comme la mère, réservée, économe, sacrifiée aux obligations familiales.

On peut se soustraire à la dépendance, à l'attente de quelqu'un ou de quelque chose *de l'extérieur* qui garantirait la vie, mais ce qui reste interdit, c'est de *jouer en liberté*.

Le privilège de l'homme consiste aussi en ce qu'il se permet "d'avoir faim" et, simultanément, de "jouer". un équilibre aliéné entre survie et plaisir, fondé sur la séparation, mais qui permette d'éviter la souffrance de celui qui est contraint, en l'absence de plaisir, à "avoir faim" en ayant honte d'avoir faim.

Briser le cercle de la dépendance, c'est entrer dans une phase de dépassement où le risque consiste à éliminer, en même temps que le cadavre d'une existence aliénée, le plaisir et la vitalité figés dans une sorte d'enfance obligée.

La survie est à repenser à partir de *son point d'origine* : indication qui ne vaut pas seulement pour l'analyse de l'aliénation spécifique des femmes, mais pour toutes les organisations politiques qui soulignent l'autonomie comme moment indispensable pour la création d'une collectivité politique réelle.

Au moment où elle fait siens des thèmes tels que la survie, le personnel, etc., la pratique politique des groupes féministes bute contre un Ordre et une Unité idéals qui font continuellement retour, sans variations majeures, dans l'histoire de

la gauche. Dans ce cas, le parti-pris se présente sans équivoque comme *différence* et *dissonance*, menace de changements et de contradictions, neuves et imprévues.

Le fait que les femmes se soient donné des formes d'organisation qui ne procèdent d'aucun modèle antérieur, qui ne paraissent spontanées (dans un sens de "non-organisation") qu'à ceux qui ont en tête des structures hiérarchiques et bureaucratiques, fait sauter l'illusion de ceux qui espèrent encore que le conflit homme / femme puisse s'insérer, pacifié, dans la Grande et seule unité de classe.

Quand un ordre, quel qu'il soit, se sent menacé, la réaction est la même : censurer, tenir en respect, intégrer.

La survie continue à se poser pour les femmes, dans sa forme originaire, même à l'âge adulte : besoin d'être nourrie, besoin de nourrir, besoin d'être aimée, besoin de donner de l'amour. L'élaboration du besoin dans les diverses formes qui caractérisent au contraire le développement de l'homme – affirmation, pouvoir, compétition – n'apparaît pas, sinon rarement.

Les activités de l'homme – que ce soit l'activité économique, culturelle, artistique, ou politique... – portent aussi le signe du rapport originaire de dépendance à la femme-mère. Mais elles portent en plus la *différence* qui naît du privilège de pouvoir se poser, vis-à-vis de la mère, en position de pouvoir.

La survie affective est garantie à l'homme, même en l'absence d'images maternelles, par sa conscience de jouer de toute façon le rôle de celui qui « peut » ou qui "possède". Le monde, tel qu'il est structuré, quelles que soient les structures économiques, politiques et culturelles qui le régissent, le confirme quotidiennement dans son avoir héréditaire : la soumission des femmes.

Géza Roheim soutient que toutes les cultures peuvent ressembler à l'histoire d'un individu, avec ses névroses, ses défenses, ses angoisses. La civilisation comme prolongement de l'enfance ? Mais ceux qui peuvent « créer de la culture » sont ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont trouvé satisfaction aux besoins de l'enfance, ceux pour qui la séparation d'avec la mère a été possible, parce qu'ils ont pu répéter avec d'autres femmes le lien originel. Ce qui ne signifie pas l'autonomie et la liberté vis-à-vis des rapports primaires, mais seulement le fait de poser les pieds sur une terre ferme, sur une matière assez solide pour laisser toute disponibilité à "faire autre chose".

Survie économique et survie affective (être aimé – être nourri) ne sont pas distinctes à l'origine. L'érotisme aussi fait partie intégrante du rapport à travers lequel se transmet la vie. La séparation qui suit (production-reproduction, rapports économiques-rapports familiaux, travail-sexualité) est déjà le signe d'une aliénation profonde dont les racines résident dans la structure sexiste, patriarcale, bien avant son ancrage dans la structure capitaliste.

Telle qu'elle se présente dans l'expérience quotidienne des femmes, la survie n'aurait ni temps ni histoire. Le point d'arrivée, le point de départ restent au lieu d'origine, fixité, immobilité qui provoquent la paralysie ou la mutilation du "faire". Ce n'est qu'au prix de grands efforts que les femmes réussissent à faire leur le travail de l'homme, gardant à son égard une sorte de réserve. Leur énergie reste obstinément

liée à la recherche d'un amour maternel sur lequel pèsent peur et sentiment de culpabilité : passer de la fille abandonnée à la mère généreuse. L'expérience de l'abandon-trahison maternel met la femme dans la situation de devoir nécessairement chercher en l'homme la preuve de son existence et de sa valeur.

Elle se trouve ainsi expropriée de la vie et du sens que sa vie pourrait prendre, contrainte à ramener ses impulsions dans les limites imposées par l'homme pour la satisfaction des siennes ; à mesurer et à mystifier ses désirs afin de ne pas répéter l'expérience de l'abandon.

Mais l'"inexistence" des femmes fait aussi leur force. Celles qui peuvent voir clairement *ce qui est à l'origine*, parce qu'elles ne s'en sont jamais séparées, sont porteuses d'une vérité qui fait vaciller toutes les analyses sociales et politiques fondées sur la négation et la mystification de cette origine même.

La tentative à laquelle on assiste aujourd'hui, de toutes parts, qui consiste à porter à la tribune des congrès, des universités ou des partis, ce qui est devenu, grâce au mouvement des femmes, une pratique politique, est la Réaction conservatrice de ceux qui sentent leurs privilèges quotidiens et leur crédibilité d'intellectuel ou de politicien menacés.

Mais désormais, est advenu un fait nouveau – que la critique de la survie puisse devenir partie intégrante d'une pratique politique.

La nourriture et l'amour, la sexualité et le faire, le jeu et la nécessité ne peuvent que renaître ensemble. »

Voilà comment naît une pratique politique fondée sur les rapports entre femmes. Pourtant, c'est cette position, largement répandue, qui vaudra au mouvement des femmes qu'on lui attribue la maternité de ce qu'on a appelé le « reflux » ou d'un narcissisme désormais galopant, presque de masse.

1977 : la fuite hors des collectifs

En 1977, le mouvement étudiant parle de besoins et entend valoriser l'individu en tant qu'il est irréductible au collectif et au projet. Eugenio Finardi chante « *Il politico è personale*[23] ». Les Indiens métropolitains font des rondes et se peignent le visage. « Reprenons la vie » est devenu un slogan de masse. Il paraît possible de retrouver les raisons d'une lutte commune.

Mais là encore, le conflit éclate. Souvent de manière violente. Très vite, les manifestations des femmes subissent les agressions des autonomes qui, souvent

23. « Si ce qui est juste est aussi naturel / ce qui est politique est aussi personnel / [...] Faire l'amour c'est un peu comme faire de la musique / c'est toujours le jeu de prendre pour donner / Mais plutôt que de parler j'ai envie de te toucher / si je te regarde j'ai envie de te manger / pour la manière dont tu fais l'amour, la manière dont tu te donnes / si tu n'existais pas il faudrait t'inventer », Eugenio Finardi, *Zucchero*.

suivis des filles de leur groupe, tentent d'imposer leur point de vue par la force : il n'y a pas de séparatisme possible, la lutte est une, tout comme la forme qu'elle doit prendre. Le deux tend à redevenir un.

Et puis, même dans ce mouvement-là, la rupture, l'abandon. Les féministes quittent l'assemblée. Dans un texte, elles dénoncent la violence et l'abus de pouvoir qui empêchent toute velléité de parole et aussi d'écoute. Une fois de plus, elles revendiquent une autre pratique, une autre politique, une autre manière d'être ensemble. Une fois de plus, l'impossibilité de trouver un terrain d'entente, ou même une synthèse, saute aux yeux. Mais il est un espace à gauche où la recherche de cette entente, de cette synthèse, fait l'objet de plus de soins, c'est le Parti communiste. Là, les femmes ne sont pas parties. Les féministes – peu nombreuses – ont pratiqué la double militance (dans le parti et dans le mouvement) et elles se sont battues pour qu'elle soit reconnue. Et peut-être ont-elles gagné.

Ce double régime a fonctionné tant que le mouvement était organisé en collectifs et en groupes. C'était alors relativement simple : d'un côté le parti, de l'autre les groupes de femmes. Mais en 1978-1979, les collectifs se désagrègent et ces femmes se retrouvent dans leur parti, confrontées pour ainsi dire, sans échappatoire, à la nécessité de trouver *sur place* une médiation entre les deux militantismes. La voie qui a été choisie – par les hommes et par les femmes –, c'est celle d'une lutte commune pour renouveler les manières de faire de la politique.

Le PCI s'ouvre à la question de l'individu, organise des rencontres sur le thème des sentiments.

Les femmes communistes accusent la politique, y compris celle de leur parti, de ne pas s'intéresser aux raisons du cœur. Les femmes qui se sentent dépositaires de tels arguments tiennent là leur légitimité « d'être au monde ». Et au Parti. Et les voilà, désormais porteuses de valeurs salvatrices, capables de soustraire la politique et les hommes à leur misère. Et le secrétaire du PCI, Enrico Berlinguer, répond en affirmant que la politique doit repousser ses propres frontières : il en appelle au concours des femmes, qui deviennent ainsi les nouveaux sujets d'une vieille révolution[24].

La société des droits

Tandis que les femmes discutaient, se rencontraient, débattaient, inventaient de nouvelles formes de prises de conscience, de nouvelles manières de faire de la politique, il y en avait qui réfléchissaient à ce qu'il fallait faire pour les femmes. Parfois, c'étaient les mêmes que celles qui discutaient et se rencontraient. Le plus souvent, c'étaient d'autres femmes : celles qui étaient dans les partis, au parlement ou au syndicat.

On peut faire la liste de lois que ces femmes ont gagnées : le divorce, la réforme du code de la famille, la loi sur la parité, le planning familial et, enfin, la loi sur l'avortement[25].

Ces conquêtes ont donné lieu à une lecture du mouvement politique des femmes qui le décrit tendanciellement comme un processus de civilisation. C'est

une lecture que partagent également beaucoup de femmes. À travers des catégories « réformistes », on en arrive ainsi à nier que le monde est un et que les sexes qui y vivent sont deux. On accepte la médiation existante. L'État est neutre. Et ses institutions aussi. L'exemple de l'avortement est le plus typique à cet égard. Dans un tract du collectif féministe milanais de la via Cherubini, on lit à propos de la lutte pour la légalisation de l'avortement :

« Sur la question de l'avortement, nous faisons un travail politique différent. L'avortement libre et gratuit nous fera dépenser moins d'argent et nous épargnera un certain nombre de souffrances physiques : c'est pourquoi, aucune d'entre nous n'est opposée à une réforme sanitaire et juridique de la prévention de la grossesse et, subsidiairement, de son interruption. Mais de là à manifester pour l'avortement en général, et qui plus est avec les hommes, il y a un pas. Parce que ces manifestations sont *à l'opposé* de la pratique politique et de la conscience que les femmes en lutte ont exprimées ces dernières années.

De notre point de vue, nous le disons d'emblée, l'avortement de masse dans les hôpitaux ne s'apparente en rien à une conquête de civilisation, parce que c'est une réponse violente et mortifère à la question de la grossesse – et qui, de surcroît, marque une fois de plus le corps de la femme du sceau de la culpabilité : ce corps qui est dans l'erreur parce qu'il fait des enfants que le capitalisme ne peut entretenir, ni éduquer. On en arrive à l'obsession américaine : "nous sommes trop nombreux, nous n'allons plus pouvoir respirer, nous n'aurons plus assez à manger, etc." Et la question du contrôle des naissances devient soudain plus importante

24. « En réalité je ne suis pas le seul à être convaincu que l'explosion des mouvements de femmes représente un des grands phénomènes sociaux d'aujourd'hui, mais il me semble qu'elle exprime une tendance qui caractérise toute l'époque actuelle. [...] L'émergence si éclatante de la question des femmes aujourd'hui s'inscrit, me semble-t-il, dans cette grande effervescence qui agite le monde entier, dans cette masse de questions qui surgissent sur la scène politique, qui sont très différentes entre elles mais témoignent d'une même croissance de l'humanité. Aujourd'hui tous affirment leur droit de participer à l'histoire. L'histoire est enfin en train de devenir celle de tous. » Enrico Berlinguer *in* Carla Ravaioli, *La questione femminile : intervista al PCI*, Bompiani, 1976.

25. La loi sur le divorce est votée en décembre 1970, malgré l'opposition de la DC. La réforme du droit de la famille date de mai 1975 : elle instaure le passage de la seule autorité paternelle à l'autorité parentale des conjoints, l'égalité entre conjoints, la révision du régime patrimonial de la famille et des normes sur la séparation des époux. La loi sur le planning familial est votée en juillet 1975. La loi sur l'avortement est promulguée en mai 1978, pendant la séquestration d'Aldo Moro, coupant court à la demande de référendum déposée par le Parti radical. Depuis septembre 1973, les CISA (Centri informazioni sterilizzazione aborto) avaient commencé à pratiquer ouvertement des « avortements autogérés » ; en janvier 1974, à Trente, 263 femmes seront inculpées pour avortement : 2500 s'auto-dénoncent. Voir sur ces questions *L'Italie au féminisme, op. cit.*

que la transformation de la structure sexiste et capitaliste de la société. Nous ne pouvons nous faire les complices de cette fausse conscience. Il faut réorienter le travail politique, et chercher la solution dans l'affirmation du corps de la femme : *sexualité indépendante* de la conception, capacité de procréer, perception de la sexualité interne, cavitaire : utérus, ovaires, menstruations. Et le rapport aux ressources, à la nature, à la production et la reproduction de l'espèce doit être posé dans le sens de la socialisation, plutôt que de chercher à rationaliser, en le perpétuant, la structure familiale, la propriété privée, le gaspillage.

Quoi qu'il en soit, l'avortement légal n'est pas "la fin d'une honte". La majorité des femmes qui avortent dans la clandestinité n'ont pas honte d'être clandestines. Si honte il y a, c'est d'autre chose et pour d'autres raisons. Même les femmes qui ont les moyens, qui ont accès à la contraception mécanique ou chimique, qui ont la possibilité de penser, de contrôler leur vie sexuelle (en termes de choix, de temporalité, de manières, de formes et de partenaires), reproduisent le phénomène de la conception et, le plus souvent, de l'avortement ; elles reproduisent la négation et l'affirmation de la grossesse, c'est-à-dire la violence même que les femmes subissent ordinairement. Indépassable archaïsme des femmes – comme le pense le rationalisme bourgeois – ou, comme nous le pensons, indice vital de réflexion et de travail politique. On voit apparaître ici la contradiction entre la sexualité féminine et la sexualité masculine, la réalité de *la domination* masculine sur la femme ; et on mesure combien la question de l'avortement engage la femme – au niveau conscient et inconscient – dans son rapport à la sexualité, à la maternité et à l'homme.

La clandestinité de l'avortement est une honte pour les hommes qui, en nous expédiant dans les hôpitaux pour avorter en toute légalité, auront désormais la conscience tranquille. On continuera, comme avant et mieux qu'avant, à faire l'amour de manière à satisfaire les exigences physiques, psychologiques et mentales des hommes. Mais il reste interdit de se situer dans une autre sexualité, qui ne soit pas entièrement orientée vers la reproduction.

Le corps de la femme, sa sexualité, sa jouissance, n'exigent pas nécessairement ces usages et ces formes d'intimité (coït) qui provoquent les grossesses.

Au contraire, nous, les femmes, préférons : soit qu'on nous laisse tranquilles (les statistiques sur la frigidité parlent d'elles-mêmes), soit chercher autrement la jouissance et la joie. Alors, que devons-nous rechercher et désirer en premier lieu ? Notre bien-être, notre plaisir, notre joie, ou la satisfaction (violente) des penchants et des goûts d'autrui, en l'occurrence des hommes ?

Il existe une séparation profonde, une contradiction entre l'homme et la femme, entre la sexualité masculine et notre sexualité. On ne résoudra pas cette contradiction en éliminant le moment de la lutte spécifique des femmes (ce qui reviendrait à faire valoir une fois de plus les intérêts des hommes et à réaffirmer la subordination des femmes). Il y aura d'autres occasions de manifester avec les hommes pour l'émancipation (pour les services sociaux, pour le droit au travail), mais nous n'irons pas manifester avec eux pour l'avortement où, comme nous l'avons dit, la contradiction entre la sexualité masculine et la sexualité féminine se

manifeste dans toute sa violence. Où la violence exercée par la chirurgie sur le corps de la femme n'est jamais que la dramatisation de la violence sexuelle.

Revendiquer l'avortement libre et gratuit aux côtés des hommes, ce serait reconnaître concrètement la violence qui nous est faite dans les rapports de pouvoir avec la sexualité masculine, en s'en faisant les complices et les victimes consentantes, y compris sur le plan politique.

D'ailleurs, les hommes manifestent aujourd'hui pour l'avortement libre et gratuit plutôt que de mettre en question leur comportement sexuel, leur pouvoir fécondant.

Notre pratique politique se refuse à fractionner et à dénaturer nos intérêts propres : nous voulons maintenant partir de la matérialité du corps, comprendre la censure qui lui a été imposée et qui fait partie à présent de notre psychologie. Agir pour se réapproprier notre corps, pour un savoir et une pratique différents, qui partent de cette analyse matérialiste. Sans cela, il est absurde de parler de "libre disposition de son corps", et toutes les réformes que nous obtiendrons serviront à étouffer notre lutte plutôt qu'à la développer.

Il ne s'agit pas davantage de réduire la signification qu'a pour nous le mouvement des femmes en le privatisant à la façon d'un "groupe politique traditionnel" : toutes les femmes représentent, à la première personne, le mouvement des femmes[26]. »

Mais alors l'État redevient neutre. Il devient même le lieu d'une possible médiation du conflit entre les sexes. Par la coercition. C'est ce qui se passe avec la loi d'initiative populaire contre les violences sexuelles proposée par quelques-unes et très vite devenue, malgré l'opposition de beaucoup d'autres, le fer de lance du mouvement féministe des années 1980. Cette loi prévoit des peines sévères pour les violeurs et, surtout, reconnaît au mouvement des femmes le droit de se porter partie civile dans les procès pour viol.

Le conflit qui s'était développé dans les années précédentes est ainsi ramené aux schémas classiques de l'opposition entre mouvements et institutions, entre société et politique. La différence, le refus de définir les femmes par rapport

26. Dans le numéro spécial de la revue *Sottosopra* (1975) dont est issu ce texte, le Collectif de la via Cherubini dénonçait les effets de cette « privatisation » en désignant spécifiquement le PCI : « Avortement libre signifie seulement libre de sanctions pénales, mais non pas affirmation d'une plénitude de soi conquise avec l'avortement. Avortement libre seulement parce qu'il nous libère du pire. Dans ce cas parler de "liberté de choix" par rapport à son propre corps et à sa propre sexualité est une duperie. C'est également une duperie de croire défendre réellement les femmes en leur accordant des concessions légales qui, malgré les apparences, sont très limitées. Nous considérons que la proposition du PCI est un acte de terrorisme exercé à l'encontre des femmes, parce qu'elle escamote tout le drame lié à l'avortement, et décharge sur la femme, laissée seule à décider, toute la violence sexuelle, sociale et économique de la société », cité par *L'Italie au féminisme, op. cit.*

aux hommes (fût-ce dans un rapport d'opposition), sont en train de disparaître. Et avec eux, le caractère révolutionnaire, transgressif, irréductible de ce mouvement.

Pendant ce temps, le féminisme se sépare en « mille ruisseaux ». On s'intéresse à l'histoire des femmes; on écrit, on fait de la poésie; les Maisons des femmes sont créées, des revues paraissent: *Orsaminore, Memoria, DonnaWomanFemme.*

Il faudra attendre 1983 et la sortie d'un numéro de *Sottosopra* intitulé *Plus de femmes que d'hommes,* édité par la Librairie des femmes de Milan, pour qu'on en revienne toutes à débattre de la même chose, c'est-à-dire de la possibilité et/ou de la nécessité de dire la différence sexuelle dans le monde[27]. Mais ceci est une autre histoire.

Les journaux de l'aire féministe

Les expériences menées par les femmes dans le mouvement féministe se sont multipliées, parfois dans des sens très différents. Cette prolifération, si elle a été bien sûr positive, a posé le problème de l'échange et de la communication entre les collectifs. Lorsqu'on réussit finalement à entrer en contact, il est souvent difficile de se comprendre, peut-être parce que les intérêts divergent, mais surtout parce que les formes d'expression, les langages, sont différents.

Le problème se pose aussi pour d'autres formes de communication, comme le cinéma, les arts visuels ou l'écriture, avec quelques problèmes supplémentaires. En dépit des obstacles, les moyens de communication des expériences personnelles et collectives se multiplient, en particulier les journaux et les revues.

Certains de ces médias, généralement autogérés, se développent au rythme des collectifs dont ils sont issus; d'autres en passent par l'industrie de l'édition et les circuits officiels de distribution.

Toutes ces façons de communiquer ont une chose en commun: on n'écrit pas seulement pour soi, mais pour quelqu'un d'autre, pour les femmes du mouvement, pour « les autres », pour celles qu'on ne connaît pas. Dès lors, quelle que soit sa situation, chaque femme qui écrit et qui sait que son travail sera publié fait face à un interlocuteur, même s'il reste indéfini. Les écrits voyagent au dehors, une partie de soi est « publique ».

C'est, pour les femmes, une relative nouveauté. « Après avoir repris la parole en criant notre vie à la face du monde, aujourd'hui, nous nous réapproprions l'écrit. »

En partant de leur pratique dans le mouvement, des groupes de femmes repartent à la recherche d'un langage qui n'efface pas la différence, la spécificité des femmes, et qui aille au-delà de leur condition immédiate.

Nous présentons ici brièvement une liste des principales revues féministes publiées dans les années 1970, qui sont souvent des numéros uniques ou des encarts périodiques.



Sottosopra naît en 1973 à l'initiative de plusieurs groupes féministes milanais. Il se veut un instrument de débat et un outil de liaison entre les groupes féministes, à Milan et ailleurs. Au-delà, il entend dépasser l'échelle du groupe, et constituer une réalité plus vaste, plus ample, plus complexe. La mise en page, le graphisme, les images y tiennent une place importante ; on y expérimente l'usage de langages différents. La revue prend fin en décembre 1976, mais des opuscules continuent à paraître de manière irrégulière.

Differenze naît à Rome en 1976. « Différences entre homme et femme, entre classe et classe, entre femme et femme, entre féminisme du XIX[e] siècle et féminisme d'aujourd'hui, entre émancipation et libération, entre féminisme et féminisme, entre un numéro et l'autre de cette revue. » Cette publication n'a pas vocation à représenter le mouvement féministe ; chacune de ses parutions sera conçue par un groupe différent, les textes n'engagent que leurs signataires, et n'incarnent pas le point de vue ultime du mouvement féministe sur le sujet abordé. La revue cesse de paraître en 1977.

Nuova dwf – donnawomenfemme est une revue trimestrielle d'études internationales sur la femme, liée à la partie du mouvement qui est active dans les universités et les lieux de recherche en Italie et à l'étranger. Elle se donne pour objectif non seulement de revisiter le champ culturel pour mettre en lumière les nombreuses contributions des femmes à l'histoire, mais surtout d'élaborer une méthodologie et une approche de recherche sur la femme qui ne soit pas la plate application des schémas préétablis, de réinventer de manière créative les outils d'une culture différente. Les numéros de la revue sont toujours thématiques : femmes et recherche scientifique, femmes et transmission de la culture, femmes et recherche historique, mouvement et institutions, femme et littérature, impérialisme et maternité.

Quotidiano donna est né d'une réflexion de plusieurs camarades du mouvement sur la manière dont les femmes sont depuis toujours conditionnées par les flux d'information, aussi bien par les contenus qui leur sont imposés que par l'image des « femmes » qu'ils véhiculent. D'où la nécessité d'une information différente, des femmes pour les femmes, mais qui reste encore entièrement à inventer.

Le operaie della casa paraît en 1976, à l'initiative du groupe de rédaction du Comitato per il salario al lavoro domestico de Padoue. Les rédactrices le définissent comme un « *journal-collage* » de textes, de dessins, de photographies. Il diffuse des informations sur les luttes des femmes dans les maisons, dans les usines, dans les écoles, contre le travail et l'exploitation qu'elles subissent.

… e siamo tante… est le bulletin du Mouvement féministe romain de la via Pompeo Magno (qui reparaîtra en 1976 après deux ans d'interruption). Il a pour objet de diffuser les positions du groupe et de « créer entre nous les rapports nécessaires à l'analyse des contenus que nous voulons porter ».

27. Ce numéro spécial de *Sottosopra*, ainsi que tous les autres, sont disponibles en ligne sur le site de la Libreria delle donne de Milan.

Lilith est le journal du Movimento di liberazione della donna autonoma, créé par un groupe de militantes d'inspiration marxiste qui ont scissionné du Movimento di liberazione della donna lorsque celui-ci a réaffirmé, à son congrès de 1975, ses liens avec le Parti radical. L'objectif du groupe est « de garantir à la lutte féministe un espace suffisant dans le cadre plus général de la lutte des classes [...], et de comprendre que la lutte pour la libération de la femme est une composante décisive de la lutte révolutionnaire ».

10

Le mouvement de 77



~« Pour l'autonomie, pour le communisme », Bologne, 1977

La crise du militantisme

La nouvelle génération de mouvement qui fait irruption sur la scène politique à partir de 1975 se montre extrêmement critique et irrévérencieuse à l'égard des stéréotypes idéologiques, des modèles, des rites et des mythes hérités de la IIIe internationale, ceux de la génération politique des groupes extraparlementaires nés après 1968-69. Cette critique radicale des « groupes » (qui existait déjà dans le mouvement féministe) portait principalement sur les questions du « personnel et du politique », des rapports entre les sexes, des formes hiérarchiques, du volontarisme aliénant, etc. Ces questions, bientôt reprises par le « mouvement du jeune prolétariat », porteront le coup de grâce à des organisations extraparlementaires déjà moribondes.

« Je faisais partie d'un groupe extraparlementaire. Les groupes, je les vivais comme la continuité du mouvement communiste. Pour moi, ça voulait dire une histoire qui nous précédait et qu'on me transmettait. Et puis il y a eu la défaite de ces groupes. Pour moi, la défaite, ça voulait dire qu'on avait avancé pendant toute une période en croyant au moins à une chose : qu'on pouvait se rencontrer avec trois ou quatre autres organisations, qui pensaient peut-être différemment de toi, mais avec lesquelles il était tout de même possible de se donner un objectif commun *a minima*. L'objectif, c'était d'être suffisamment forts pour infléchir la ligne politique de cet éléphant qu'était le Parti communiste, pour le ramener dans "le droit chemin de la révolution". Avec le résultat des élections du 20 juin, pour moi, cette idée a volé en éclats ; la dissolution de Lotta continua et la Fête-*lager* de la FGCI à Ravenne le même été n'ont fait que confirmer ce sentiment[1]. Le 20 juillet 1976, il y avait eu les élections législatives anticipées ; résultat, après deux défaites consécutives, au référendum sur le divorce de 1974 et aux élections administratives de 1975, la DC avait regagné du terrain. Les faits démentaient lourdement toutes les analyses sur l'"irrésistible déclin démocrate-chrétien". Par ailleurs, le PCI avait

1. En juillet 1976 à Ravenne, lors de la Fête nationale de la FGCI, le camping qui accueillait les participants venus de toute l'Italie fut entouré par les organisateurs de fils barbelés, auxquels les forces de l'ordre ajoutèrent des tourelles (pour la « sécurité »), ce qui lui valut l'appellation de fête-*lager*. Comme ce sera le cas le même été au Festival du Parco Lambro, les mouvements naissants viendront perturber la bonne tenue de cette fête en menant des « expropriations prolétaires ».

progressé au point qu'il avait été au bord de "dépasser" la DC. Mais le résultat le plus décevant avait été celui de la coalition qui réunissait sous le nom de DP (Democrazia proletaria) les groupes extraparlementaires et qui avait atteint à grand-peine le demi-million de suffrages. Sur le 20 juin, j'ai tenu bon, en me raccrochant, comme beaucoup d'autres militants à l'habituelle et confortable justification que la situation n'était pas mûre. Mais très vite, tous les doutes qu'on traînait depuis des années ont commencé à remonter à la surface.

Et puis, à la même époque, il y a eu la confrontation avec le mouvement des femmes, avec le féminisme.

Les groupes s'étaient épuisés, ils ne donnaient plus aucune garantie, tu ne te sentais plus couvert. Mais l'inverse était vrai aussi : c'est-à-dire que toi, ces sécurités qui te venaient du fait d'être dans un groupe, tu avais aussi envie de les dépasser. Moi, par exemple, à ce moment-là, je voulais dépasser le rôle que j'avais, et qui était celui d'un petit *leader*. Le petit *leader* du groupe, c'est celui qui a fait des années de militantisme dans son organisation, dans son petit parti, dans son groupe, justement. Là, il a fait carrière, il a acquis du pouvoir par sa fidélité à la ligne, par l'étude, bref par tous les aspects qui constituent le militantisme. Le petit *leader*, ça peut être un chef, un demi-chef, un petit chef ; c'est quelqu'un qui, de toute façon, a du pouvoir sur les autres camarades de base, parce que ce pouvoir lui a été conféré par de hautes hiérarchies, par les sommets de son groupe. Et alors, le petit *leader*, fort de cela, il se persuade d'avoir toujours été un communiste, un vrai révolutionnaire et il ne se demande pas ce qui, concrètement, pourrait changer chez lui et chez ceux qui sont autour de lui, ou pour mieux dire au-dessous de lui ; les autres camarades sont du matériel humain qu'il faut former, qu'il faut forger selon les directives officielles des élites du groupe. Le petit *leader*, c'est celui qui, quand une assemblée se passe mal, parce que le silence se crée, ou bien parce que des positions politiques différentes de celles de son groupe s'expriment, se sent le devoir d'intervenir pour combler le vide ou pour affirmer la justesse de sa ligne par rapport à celle des autres.

Voilà, c'est cela la grande contradiction qui m'est apparue à ce moment : j'ai compris que mon sacrifice, le fait de me consacrer de manière inconditionnelle à la cause du communisme cachait en réalité le besoin de me dissimuler derrière une identité qui me manquait. Et puis, il a eu la fin de la grande illusion : la croyance qu'on pouvait convaincre ou contraindre le Parti communiste à adopter une ligne révolutionnaire. Ce qui se passait au contraire, ce que je voyais dans les faits, c'est que non seulement le PCI ne changeait pas, mais qu'il commençait à prendre toutes les caractéristiques d'un parti ennemi. Moi, je suis sorti de ma crise en accentuant cette tension qui traversait le mouvement et posait toute une série de questions nouvelles, de manière encore confuse, mais passionnante : le "personnel/politique", la transformation des rapports interpersonnels, etc. Tout cela n'était pas bien défini politiquement, pourtant on pressentait qu'il s'agissait d'un processus de transformation matérielle de la vie. Ces choses – et ce n'était pas le cas dans mon expérience précédente de militant – je pouvais les mesurer

directement, personnellement, dans mon quotidien. Tous les camarades qui faisaient partie des groupes ont été traversés par ces contradictions. J'ai vu des camarades démolis après des réunions où on avait pris acte de la fin d'une expérience à laquelle on s'était consacrés corps et âme. Mais cela a été un passage obligé[2]. »

La crise du militantisme éclate au grand jour dans les principaux groupes extraparlementaires en 1975-76. Mais elle avait déjà connu une prémisse importante fin 1973, avec la décision du Gruppo Gramsci de se « dissoudre dans le mouvement » et sa *Proposta per un diverso modo di fare politica*[3].

« Comme groupe, nous avons pris la décision de nous dissoudre pour pouvoir réaliser pratiquement ce qui est au centre de notre proposition politique: l'organisation de l'autonomie ouvrière [...]. Nous savons que d'autres, par d'autres voies, sont déjà arrivés au même résultat; et que d'autres encore, dans un futur proche, feront pleinement l'expérience de la crise de la politique groupusculaire. Mais il ne s'agit pas que de cela: dans les usines et dans les écoles s'ouvre une phase de conflits violents contre la ligne et la pratique réformistes, qui ouvrira de larges espaces à une organisation différente du travail politique [...]. Notre proposition repose sur deux points fondamentaux: la centralité de l'autonomie ouvrière et le problème de son organisation [...].

L'organisation de l'autonomie ouvrière, cela signifie identifier et créer les espaces où pourront proliférer, dans une politisation toujours plus massive, le refus du travail capitaliste et les contenus dont il est porteur. Cela signifie une proposition de pratique politique pour organiser ces contenus, qui parte de l'usine mais ne les y confine pas [...]. La famille et le sexe, la condition des femmes et celles de la jeunesse, la répression affective et intellectuelle, la marginalisation des « anor-

2. « Tous les camarades qui ont été "militants de profession" ont sans cesse [pu] vérifier l'extrême rareté de ces moments qu'ils pouvaient consacrer, individuellement ou collectivement, à réfléchir et à discuter de toute une série de questions considérées dans les discours comme marginales ou secondaires, mais qui sur le plan personnel étaient vécues de manière déchirante [...] Ce qui se présente aujourd'hui à nos yeux de vieux "militants", c'est la lutte des femmes, des jeunes, les nouvelles contradictions qui tendent à modifier le concept même de communisme (et qui surtout infléchissent nettement la trajectoire de ce "mouvement réel"), les transformations profondes dans la composition du prolétariat, les nouveaux besoins qui sont apparus, la critique radicale et impitoyable de toute conception "réaliste" de la transition vers le communisme, la forme nouvelle de l'État, et bien d'autres choses », Emilio Costantino, « Agli ex "militante di professione" », *Ombre rosse*, n°2, Savelli 1977, repris dans Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.): *Settantasette. La rivoluzione che viene*, DeriviApprodi, 2004.

3. « Proposition pour une autre manière de faire de la politique », paru dans *Rosso* n° 7, décembre 1973, repris dans *Avete pagato caro. Non avete pagato tutto, op. cit.*

maux », sont les aspects concrets, quotidiens par lequel se manifeste l'esclavage imposé par le capital, dans l'usine et dans la vie [...].

Exprimer, libérer ses besoins et fonctionner comme une loyale force de travail pour le capital sont deux choses incompatibles. Les contenus de cette libération ne sont pas seulement donnés par l'usine, même s'ils sont étroitement liés au refus du travail et à l'extranéité ouvrière [...]. Avec les mouvements qui portent ces contenus, il est nécessaire d'entretenir un rapport qui, s'il est (et restera) contradictoire, constitue une dimension non négligeable du discours pour la libération complète de tous et de chacun. Il faut en finir avec la société du "vivre pour travailler" [...].

Pour se réapproprier les aspects les plus avancés exprimés par les luttes de masse de ces cinq dernières années, pour rendre commun et d'usage plus large à l'intérieur du mouvement le patrimoine des avant-gardes politiques et des mouvements les plus radicaux [...], un saut qualitatif de la "logique de groupe" à la "logique de mouvement" est selon nous nécessaire et possible. La critique et l'abolition de l'idéologie de la gauche extraparlementaire sont une des conditions de ce passage [...]. Les alliances et les divisions qui ont jalonné l'histoire des groupes ont toujours porté, et ce n'est pas un hasard, sur des points théoriques. Le programme de lutte est toujours resté au second plan. Et lorsque des rapprochements se sont produits sur des bases programmatiques, cela a toujours été dû aux poussées spontanées du mouvement et à leur caractère unificateur. Les groupes, unis sur la théorie, ont ainsi divisé le mouvement.

Forts de ce constat, nous proposons de trouver concrètement des moments d'unification et de coordination sur la base d'un programme, à partir d'organisations autonomes dans les usines et dans les écoles; c'est là que se trouve le terrain de l'unification, avec de larges possibilités de politisation parmi ceux qui n'appartiennent à aucun groupe [...]. Les mouvements autonomes de jeunes, de femmes, de tous ceux qui sont marginalisés, réprimés et exploités par le capital, connaissent aujourd'hui des moments d'expression organisés: notre proposition s'adresse à ceux d'entre eux qui accepteront de se confronter avec le développement de l'organisation de l'autonomie ouvrière, sans pour autant renoncer à leur autonomie et à leurs pratiques, à partir de leurs besoins spécifiques.

Donc une nouvelle manière de faire de la politique? Certainement. Parce que c'est nécessaire. Parce qu'il n'est plus possible de se parler seulement d'avant-gardes à avant-gardes, dans ce langage paroissial "d'experts" de la politique, de connaître sur le bout des doigts l'ABC – et aussi le M et le L du marxisme-léninisme –, mais de ne rien réussir à dire concrètement de nous et de nos expériences. Parce qu'il faut chercher la conscience et les explications dans l'expérience de nos conditions de vie, de nos problèmes et de nos besoins, et pas seulement dans les théories qui décrivent des phénomènes.

Et encore: il faut inventer une nouvelle manière de faire de la politique pour éviter que les pratiques des différents secteurs du mouvement ne restent séparées et divisées, parce qu'un minimum de confrontations entre des expériences diverses

sont d'ores et déjà possibles. Et pour finir : parce que nous voulons concrètement mettre en place les premiers éléments d'une autre vie, d'une autre manière d'être nous-mêmes et d'établir des rapports personnels, au-delà des rôles que nous impose le capital pour nous marginaliser, nous subordonner, nous diviser, pour faire de nous, à son propre profit, une loyale force de travail [...]. »

La crise du militantisme traverse la totalité des formations extraparlementaires. Il devient possible d'interpréter les réalités sociales indépendamment des schémas d'analyse rigides élaborés dans les structures élitaires et bureaucratiques des différents micro-partis. Au plus fort de ce processus de libération, des militants souvent très jeunes mais extrêmement politisés se plongent dans les tensions d'une jeunesse marquée par la grande transformation sociale consécutive aux luttes initiées en 68.

Cette vague irrésistible et ininterrompue de politisation de masse en arrive à ébranler les fondements mêmes de la société civile, c'est-à-dire les structures élémentaires de la formation de l'identité sociale des jeunes : la famille et l'école. La famille comme lieu de formation à la discipline des valeurs dominantes et l'école comme lieu de formation d'un savoir professionnel à acquérir par l'étude pour le mettre ensuite en œuvre dans le travail. Pour des pans entiers de la jeunesse, la critique formelle et idéologique de ces deux institutions, qui sont à la source de leur formation, commence à se traduire en refus pratique : abandon, fuite, migration, lutte ouverte mais aussi la recherche consciente d'alternatives à même de satisfaire le besoin d'une autre socialité et d'un autre savoir. C'est dans ce contexte que s'écrit le prologue du mouvement de 77.

Des bancs publics aux centres sociaux

Les premiers événements surviennent à Milan en 1975-76. De larges parts de la jeunesse des lointaines périphéries de la métropole inventent spontanément des formes inédites d'agrégation, à partir de la critique de la misère de leur quotidien : la condition d'étudiants pour certains, celle de chômeurs pour d'autres, celle d'ouvriers précaires et sous-payés pour la plupart. Pour tous, indifféremment, il y a la question du « temps libre », un temps vécu comme une assignation au vide, à l'ennui, à l'aliénation.

« Devant la petite gare de Limbiate, dans la banlieue de Milan, il y a quelques bancs publics. "Les bancs ont pris la couleur de nos *jeans*" dit Vincenzo à une vingtaine de jeunes qui depuis des années, en attendant du travail ou après le travail, se rassemblent sur la petite place. Même les bancs publics n'en pouvaient plus de nous supporter ; on nous chassait des bars parce qu'on était des chevelus, des drogués, mais surtout parce qu'on ne consommait pas beaucoup [...]. Alors autant rester dans le froid, sur les bancs, au moins tu pouvais parler de toi, de tes soucis, mêmes personnels, trouver une solidarité en réponse à tes états d'âme. Je ne sais pas si ce qu'on vivait sur les bancs, ça peut s'appeler une "prise de conscience", mais le fait est qu'à un moment il n'y a plus eu assez de bancs parce qu'il y avait

toujours plus de jeunes de toutes sortes qui se rencontraient là, et plus seulement pour la drogue. Lentement, l'envie a mûri de faire quelque chose de plus, quelque chose enfin : nous étions trop jeunes pour accepter de moisir ici[4]. »

Les Circoli del proletariato giovanile naissent de cette mise en discussion collective des conditions matérielles d'existence. En l'espace de quelques mois, ils occupent des dizaines de bâtiments, jusque dans le centre de Milan, et transforment d'anciennes usines abandonnées, des églises déconsacrées, des villas, des appartements, des maisons vides, en centres sociaux.

Ces espaces occupés, où se succèdent les initiatives sur les conditions de vie de la jeunesse, connaissent une grande affluence. Pour les rendre publiques, on a recours aux outils classiques : petits fanzines, tracts, affiches, mais on en réinvente le graphisme, les couleurs, la mise en page, en s'inspirant surtout des modèles historiques de la presse créative *underground.*

« La condition dans laquelle nous vivons, nous les jeunes, ne cesse de se détériorer avec la progression continuelle de la crise que les patrons imposent aux prolétaires, avec la vie chère et le chômage. C'est pour ça qu'il y a de moins en moins de possibilités pour un jeune de trouver du travail : les emplois temporaires, sans contrat, sous-payés, nous maintiennent dans une situation de survie de plus en plus précaire. Il est de plus en plus difficile pour un jeune de décider de sa vie de manière autonome, de quitter le domicile familial.

Vivre dans les ghettos, accepter passivement l'aliénation que nous impose la vie dans cette ville, être marginalisés, tenus à l'écart de l'organisation de la vie parce qu'on n'a pas de travail, parce qu'on n'a pas de lieu où s'organiser et lutter à partir de nos besoins, tout cela nous contraint à accepter des emplois de merde, à rester sans logement, à n'avoir aucun choix dans l'usage de notre temps libre, contraints toujours à la passivité [...].

Nous affirmons que cette situation peut et doit cesser. Nous voulons avoir le droit d'organiser notre vie, de décider de notre bonheur.

Beaucoup d'entre nous ont refusé de fonder une famille, beaucoup ont refusé le chantage des patrons : "si tu ne te maries pas, tu n'as pas droit au logement." Si tu n'as pas les garanties morales de la famille, les propriétaires ne veulent rien te louer.

À cela s'ajoute le prix des loyers : nous n'avons pas les moyens de payer les loyers de voleurs qui nous sont imposés. Parce que nous ne voulons pas vivre dans un monde fermé et individualiste, où on ne questionne jamais la manière dont nous vivons notre vie privée, nous récusons la séparation entre vie privée et vie sociale.

Ce monde nous refuse dès notre naissance la moindre sécurité : il nous oblige à adopter des comportements et des modèles qui ne sont pas les nôtres et qui génèrent un faux vivre-ensemble, basé sur les chantages affectifs, la culpabilité, la propriété, la négation de l'autonomie de l'individu.

Le mouvement du jeune prolétariat est né de la volonté de créer des lieux de rencontre pour débattre et pour organiser différemment notre temps libre. Il a maintenant besoin d'aller plus loin, en prenant position sur le travail, sur la famille,

sur les autres. Nous devons créer notre propre organisation et devenir une catégorie sociale soudée, qui exprime le besoin de communisme déjà présent aujourd'hui dans les luttes ouvrières, chez les soldats, chez les chômeurs organisés ou dans le mouvement des femmes, qui propose d'ores et déjà d'autres manières d'instituer les rapports entre hommes et femmes, entre individu et nature, entre vie privée et vie sociale, entre travail et temps libre.

Sortir de la crise ne veut pas dire « se serrer la ceinture », mais en finir avec cette façon de vivre et de travailler. Ces derniers mois, nous avons occupé des logements qui étaient vides depuis des années. Nous avons organisé ces occupations (il y en a déjà cinq à Milan) avec des camarades qui ont décidé spontanément de refuser l'isolement.

Nous ne voulons pas vivre selon le modèle familial, nous voulons vivre de manière autonome; pour autant nous ne voulons pas que les rapports « communautaires » dans les maisons occupées reproduisent des rôles qui ressemblent à ceux la famille, nous voulons commencer à vivre notre vie, avec toutes les contradictions qu'impliquent nos choix – mais au moins c'est nous qui l'aurons voulu.

Le mouvement d'occupation des jeunes prolétaires n'en est qu'à ses débuts; pour gagner, pour obtenir le droit au logement, y compris pour nous, il faut qu'il s'étende et devienne une lutte de masse. Cela permettra aussi d'ouvrir le débat sur l'ensemble des besoins de la jeunesse et de bâtir son organisation sur un programme et des objectifs plus articulés. Pour cela, nous invitons dès maintenant tous/tes les camarades à nous rejoindre dans les lieux occupés où, entre autres choses, ils pourront s'inscrire sur la liste des prochaines occupations[5]. »

Les Circoli del proletariato giovanile obtiennent très vite l'appui décisif d'organisations politiques et culturelles déjà bien implantées.

Le circuit de *Re Nudo* suit depuis ses débuts la trajectoire de ce mouvement, qui fonde son action sur cette « nouvelle manière de faire de la politique » qu'illustre le slogan « le personnel est politique ». *Re Nudo* voit dans les initiatives des Circoli une réalisation de son engagement contre-culturel depuis près d'une décennie. Les structures politiques de Lotta continua, en crise depuis la dissolution formelle de l'organisation au congrès de Rimini l'année précédente, fourniront aux Circoli non seulement un « soutien » organisationnel, mais aussi un nombre non négligeable de ses militants les plus jeunes et les plus déçus par une expérience politique structurée par des logiques de parti.

Après une première phase constituante, les Circoli découvrent qu'ils constituent une force politique et sociale, et qu'ils peuvent exercer cette force. Ils s'engagent alors dans une phase de coordination de toutes les expériences. C'est l'occasion pour des centaines de jeunes d'amorcer les premiers échanges théoriques et

4. Extrait de l'anthologie *Sarà un risotto che vi seppellirà – Materiali di lotta dei Circoli proletari giovanili di Milano*, Squilibri, 1977.
5. *Ibidem.*

idéologiques sur le rapport au travail, l'usage des drogues, l'utilisation du temps libre, le rapport à l'organisation politique et par conséquent au programme, aux initiatives et aux formes de lutte les plus pertinentes. On débat de la façon de gérer un espace occupé, du rapport avec le quartier qui l'environne, des moyens de résister aux expulsions policières, etc. La culture des groupes extraparlementaires est vivement critiquée parce qu'on la juge impropre à favoriser une agrégation de masse des jeunes prolétaires. La composition sociale des Circoli comprend une majorité de jeunes ouvriers, apprentis et employés des petites usines de l'*hinterland* milanais et une minorité de chômeurs et d'étudiants des filières professionnelles. Il y a peu de femmes parce que dans les ghettos de l'*hinterland* et dans les familles prolétaires elles se heurtent à des obstacles souvent insurmontables ne serait-ce que pour sortir le soir.

Au cours de cette première période, si les jeunes des Circoli descendent des banlieues vers le centre-ville, ce n'est plus par bandes ou par petits groupes pour traîner au coin des rues, dans les squares, les bars sordides, les cinémas de troisième catégorie[6] et les discothèques, mais pour jouer de la musique et danser en masse; pour en découdre et revendiquer le droit de se réunir pour faire la fête. Et les fêtes dominicales deviennent, dans cette première période, l'occasion de concentrer tout ce qui tend à « réapproprier la vie ».

Lors de ces rassemblements, il n'est pas rare que surviennent des incidents et des affrontements avec la police. On commence à pratiquer de plus en plus ostensiblement des formes de réappropriation de marchandises, en expropriant des boutiques de luxe et des magasins d'alimentation. Les journaux et les forces politiques ne peuvent plus ignorer ce qui est devenu un phénomène de masse, mais leurs prises de position témoignent de leur incapacité absolue d'en comprendre les raisons. Ce qui prédomine au bout du compte, c'est la diabolisation et l'encouragement à la criminalisation. Pendant ce temps, les Circoli diffusent leur programme, *Ribellarsi, è ora? Sì*[7]:

« Nous sommes expropriés de tout, soumis au pire esclavage du travail salarié, ou condamnés à en rester exclus au prix de la plus humiliante misère matérielle et de la pire désagrégation humaine.

Notre vie est dévorée par 8 ou 10 heures d'exploitation quotidienne; le temps libre n'est plus qu'un sordide ghetto, à la recherche désespérée d'une évasion possible. Nous sommes condamnés à nous sentir inutiles dans cette société qui détruit les rapports sociaux, les rapports humains. Comment pourrions-nous ne pas vouloir tout? Vouloir être les maîtres de notre vie, du présent et du futur? Vouloir décider nous-mêmes de l'éducation de notre corps, de nos sens et de notre esprit? Vouloir décider nous-mêmes de notre travail: combien – pourquoi – comment travailler?

Voilà pourquoi nous affirmons que nous voulons tout! Voilà pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se rebeller!

Nous faisons des fêtes parce que nous voulons nous amuser, être ensemble, affirmer notre droit à la vie, au bonheur, à un nouvel être ensemble.

Nous occupons des immeubles parce que nous avons besoin de lieux de rencontres et d'échanges, pour faire de la musique et du théâtre, pour inventer, de lieux qui soient une alternative à la vie en famille.

Nous faisons les rondes pour défendre les apprentis contre la surexploitation, pour faire obstacle au *deal* d'héroïne, pour virer les fascistes.

Nous faisons des groupes d'autoconscience pour mieux nous connaître, pour affronter collectivement et politiquement nos problèmes individuels et personnels.

Nous organisons des assemblées sur la question de l'héroïne parce que nous voulons construire ensemble, y compris avec ceux qui se piquent, une alternative de vie et non pas de mort, et pour virer les fascistes et les mafieux qui *dealent* pour le fric.

Nous luttons et nous faisons grève dans les usines parce que nous voulons travailler moins et mieux, c'est-à-dire avec le pouvoir en main. Voilà les choses concrètes qu'exprime notre mouvement. Voilà notre désir de communisme, entendez : du pain et des roses.

Jeunes = criminels

Les journaux bourgeois nous disent : "vous ne voulez pas travailler, vous êtes des drogués, vous êtes des délinquants, des violents, aux mœurs légères, de jeunes hippies et des *guerilleras* féministes." Examinons ces accusations l'une après l'autre.

Mais va bosser !

C'est ce qu'on nous dit toujours, qu'on travaille ou qu'on soit chômeur.

Car nous sommes bien d'accord avec cet ouvrier américain qui déclarait dans une interview : "Si un matin je me levais avec l'envie d'aller travailler, j'irais immédiatement voir un psychologue." Et c'est exactement pour cela que l'absentéisme existe, et aussi la grève.

Le travail, abstraitement et aussi concrètement, ce n'est pas beau, c'est seulement une déplaisante nécessité. Mais même cette nécessité, les patrons nous la

6. « Le cinéma des années 1950, 60 et 70 était divisé en trois circuits. La *prima visione* constituée de cinémas de première exclusivité qui étaient implantés de manière disproportionnée dans les villes les plus importantes, en particulier à Rome et dans le Nord, s'adressait à un public relativement bien instruit, fortuné, jeune et de la classe moyenne. La *terza visione*, constituée de cinémas de troisième exclusivité situés de manière disproportionnée dans les villes les plus petites et les périphéries et les zones rurales, surtout dans le Mezzogiorno, s'adressait a un public moins instruit, plus pauvre, plus vieux et appartenant davantage à la classe ouvrière [...] Alors que ceux de la *prima visione* étaient des *spectateurs de films* [...], leurs homologues de la *terza visione* allaient au cinéma plus par habitude que pour voir un film en particulier, en se servant de la salle comme un endroit de détente et de socialisation. » Keith H. Brown, « le *giallo* – 1930-2009 », *in* Franck Lafond (dir.), *Cauchemars italiens*, vol. 2 : Le cinéma horrifique, L'Harmattan, 2011.

7. « Se rebeller, c'est l'heure? Oui ! » in *Sarà un risotto...*, *op. cit.*

font démesurément payer. Travailler, cela veut dire dès notre jeune âge recommencer la vie de nos pères, huit heures à la chaîne ou au bureau, toujours obligés de rendre des comptes à un chef, avec comme seule perspective, pour nous les jeunes, d'être opprimés et exploités notre vie tout entière.

Comment pourrait-on alors avoir envie de travailler? Devant l'effort que cela coûte, seule l'idée de décider nous-mêmes comment, combien et à quoi travailler pourrait donner quelques résultats. Ce n'est en tout cas pas l'invitation aux sacrifices et le nouveau modèle de développement ou d'exploitation qui y parviendra.

Nous accuser de ne pas avoir envie de travailler, quand ce sont les bourgeois qui parlent, n'est que pure hypocrisie.

Drogués ?

Ici, il faut distinguer. S'agissant des jeunes qui meurent de l'héroïne, nous avons des accusations précises à formuler. Le trafic international d'héroïne est aux mains de la CIA et de la grande mafia (couverte par la DC). L'héroïne est un produit du capitalisme : ce n'est pas un hasard si c'est aux États-Unis qu'elle est la plus répandue, c'est-à-dire dans la société bourgeoise la plus développée. La seule perspective que le capitalisme est en mesure de donner aux jeunes, c'est la mort de l'envie de vivre, la soumission, l'autodestruction pour ceux qui ne "s'intègrent" pas, ou les guerres impérialistes.

En Italie, la vente d'héroïne est dirigée par le tandem mafia-fascistes, qui a trouvé là une manière tout à fait cynique d'accumuler le capital et de faire taire ceux qui individuellement se rebellent. Qui est le responsable de la désagrégation humaine, matérielle et culturelle des jeunes? Ou bien tu avales cette soupe (conformisme, surexploitation, chômage, solitude) ou bien tu sautes par la fenêtre[8] : telle est la loi qu'on impose aux jeunes. Quelles valeurs humaines de vie, de communication, la bourgeoisie offre-t-elle ? La solitude, l'ennui, le triste consumérisme, l'inutilité sociale, l'expropriation des individus et des masses de la vie sociale, culturelle, politique.

Qui a fait du corps de la femme, des relations entre les personnes, des marchandises ? Qui a construit une société de millions de drogués : drogués aux psychotropes pour s'endormir après huit heures d'exploitation (les tranquillisants) ; drogués aux psychotropes pour avoir l'énergie de travailler (les stimulants, y compris le café) ; drogués au tabac pour calmer la tension nerveuse que véhiculent quotidiennement les rapports sociaux et humains ; drogués à la télévision, à l'alcool (quand tu bois tu ne penses à rien, bois, ça passera) ? Essayons d'imaginer Milan un mois sans ces drogues… Et tout cela pour la société du profit.

Quand ils nous traitent de drogués, ils pensent à ces inoffensives et agréables cigarettes ou à ces infusions de haschisch qui aident à communiquer et "désinhibent" comme un litre de Barbera, un jeu, et alors ça n'est pas notre problème.

Délinquants ?

Ceux qui n'ont pas de travail, ceux qui n'ont pas assez d'argent parce qu'ils n'en ont pas beaucoup, ceux qui ne veulent pas avaler cette soupe, la soupe de l'es-

clavage du travail salarié, et qui n'ont pas la force de s'organiser collectivement et politiquement contre les différents responsables, ceux qui, pour se sentir exister n'ont plus d'alternative que de voler ou de se piquer, il est possible que ceux-là cherchent une solution individuelle et qu'ils glissent dans ce qu'on appelle la « délinquance ». Mais le terrain sur lequel ce choix, souvent contraint, s'opère, c'est la bourgeoisie qui l'a préparé et qui l'impose, pas les prolétaires. Les jeunes qui finissent en prison pour vol ou pour détention de petites quantités de drogue ne sont pas des criminels. Les criminels, encore une fois, ce sont les patrons.

Violents ?
Est-ce que nous sommes violents ? Oui, nous sommes porteurs de toute la violence que vous nous avez fait subir et que vous nous faites subir quotidiennement. Nous gardons le souvenir des camarades assassinés par les fascistes ou par la police, des jeunes morts de l'héroïne, ou tués de sang-froid pour avoir commis de menus larcins. Mais pour nous, la violence n'est pas l'essentiel, elle est tout au plus un moyen : nous sommes pacifiques parce que nous voulons vivre, mais nous ne sommes pas pacifistes parce que nous avons appris à connaître le pouvoir et la manière dont l'exerce la bourgeoisie.

Organisons-nous.
Nous ne proposons aux jeunes qu'une seule chose : s'organiser, sortir des bars et des cuisines et faire dix, cent, mille cercles de la jeunesse ; dix, cent, mille fêtes ; dix, cent, mille spectacles de théâtre de rue ; dix, cent, mille moments d'autoconscience ; dix, cent, mille occupations de maisons et d'immeubles, dix, cent, mille rondes dans les quartiers.

Organisons-nous pour prendre en main notre présent et notre futur.

Fêtes.
Les fêtes, comme le théâtre, sont des moments importants si l'on a envie de communiquer quelque chose. C'est dans les fêtes que le mouvement des jeunes de Milan a grandi et qu'il a trouvé des moments d'unité. Les fêtes ne sont ni une alternative partielle à l'usage du temps libre (une façon de redonner quelques couleurs au ghetto de la marginalité), ni un moyen détourné, et donc instrumental, de servir des discours dans une logique de paroisse rouge et de catéchisme de gauche. La fête, surtout lorsqu'elle célèbre la défaite de ton ennemi, est aujourd'hui un fait politique, une manière de rendre politique le personnel et personnel le politique. La fête est la célébration de la victoire sur ceux qui t'oppriment, que ce soit le patron ou la nature. La fête du printemps était la célébration de la défaite de l'hiver.

8. *O mangi questa minestra o salti dalla finestra* dit une expression populaire italienne.

Les fêtes sont aujourd'hui des moments gagnés sur la solitude et l'ennui auxquels nous contraint la bourgeoisie. Elles sont des moments de communication, de connaissance, où l'on voit et où l'on rencontre beaucoup d'êtres humains.

Et les fêtes sont aussi des moments de conflit sur le plan personnel, parce qu'elles sont des lieux où s'expérimentent les rapports humains, les comportements, la culture des jeunes. Aujourd'hui, dans les fêtes, nous exprimons notre besoin de nouveauté. Les fêtes sont un moment important où l'on accumule de la force: utilisons-la.

Les patrons nous ont relégués dans le ghetto du temps libre. Nous voulons, à l'inverse, prendre possession du temps libre pour le retourner contre – et dans – le temps occupé.

Les rondes.

Les rondes de vigilance représentent un saut qualitatif important pour le mouvement de la jeunesse. Il est prévisible qu'au cours de cette campagne électorale, les provocations fascistes se multiplieront dans les quartiers. S'ils veulent créer un climat de terreur (attentats, incendies, agressions au couteau), s'ils veulent répéter à l'échelle du pays ce qu'ils ont fait par le passé à Savone[9], ils nous trouveront prêts à leur donner la réponse qu'ils méritent.

La vigilance permanente, les rassemblements, les rondes qui contrôlent et défendent les quartiers comme cela se passe déjà dans les usines, sont désormais un devoir pour les jeunes. Les rondes sont nécessaires pour la vigilance antifasciste, pour faire face à la campagne électorale du MSI, mais elles sont aussi nécessaires pour mettre en pratique le programme, les besoins que nous exprimons.

Les rondes pour dénoncer politiquement les patrons et les petits patrons qui surexploitent les apprentis et les mineurs sans contrat de travail (à Cinisello, une trentaine de jeunes se sont rendus devant la boutique d'un coiffeur où deux apprentis étaient contraints de faire des heures supplémentaires et ils ont imposé à la patronne de respecter les droits des deux jeunes); les rondes qui repèrent les postes de travail et imposent l'embauche des chômeurs; les rondes qui enquêtent sur le travail au noir et sur le travail précaire; les rondes qui veillent dans la rue, dans les lieux de *deal* d'héroïne; les rondes qui s'opposent aux heures supplémentaires; les rondes qui réquisitionnent des immeubles et des appartements pour les attribuer aux jeunes qui cherchent un logement; les rondes qui s'attaquent aux symboles et aux responsables de la marchandisation des rapports humains et du corps de la femme (par exemple les spectacles de *strip-tease*); les rondes qui empêchent les familles les plus rétrogrades d'enfermer les jeunes et les filles à la maison. Les rondes qui font des *murales*, des graffitis sur les murs, qui retouchent les affiches électorales de la DC, qui improvisent des échanges avec les gens dans la rue (à travers le théâtre de rue par ex.) [...]

La liste des courses

Nos besoins dans cette société ont un prix qui se paie en monnaie: aller dans un cinéma un peu décent, se déplacer dans la ville et au-delà, ne pas dépendre de sa

famille, trouver un logement, écouter de la musique, avoir des livres, du vin, des belles choses, tout cela coûte de l'argent.

Si on est chômeur, on est obligé de réduire ses besoins. C'est pour cette raison que nous voulons travailler tous mais moins, et après être allés à l'école gratuitement. [...]

Nous disons aux jeunes qu'il faut s'organiser, chercher des emplois collectivement, imposer des embauches aux patrons qui font faire des heures supplémentaires, qui n'emploient pas, qui ne remplacent pas le *turn-over.*

Nous voulons éradiquer le travail au noir, les emplois précaires, sans contrat de travail. Il est indécent que des mineurs soient réduits à se faire exploiter.

Nous voulons des communes agricoles. Pour retourner aux terres du Sud, aux zones agricoles dépeuplées par l'émigration forcée, nous voulons l'intervention et le financement de l'État pour industrialiser l'agriculture, pour fonder des milliers de communes agricoles modernes.

Nous voulons la réquisition d'immeubles et d'appartements où nous retrouver et faire l'expérience de la vie communautaire, comme alternative à la famille, pour jouer de la musique, discuter, se connaître collectivement.

Nous voulons une loi. Une loi ? Oui, une loi, qui libéralise l'usage et la détention de drogues légères, sous le contrôle d'un monopole d'État (comme le tabac) et qui permette que les jeunes victimes de l'héroïne, plutôt que de finir en prison, disposent au plus vite de structures de soin efficaces.

Nous voulons des espaces verts et qu'en plus du 1er mai, le premier jour du printemps soit lui aussi fête nationale, parce que nous aimons la nature, la végétation, les animaux et les montagnes… quand naturellement nous parvenons à les maîtriser. La nature doit être au service de l'homme et non pas du profit. C'est au nom de la loi du profit que les patrons polluent l'air, l'eau, la nourriture, l'environnement, le corps et l'esprit des travailleurs. »

Parco Lambro : la fin de l'idéologie de la fête

À l'approche de l'été 1976, le rendez-vous historique du festival de Parco Lambro est de nouveau à l'ordre du jour du mouvement milanais. *Re Nudo*, qui l'organise depuis des années, se coordonne avec les anarchistes, Lotta continua et les autonomes pour assurer ce qui, selon les prévisions, s'annonce comme la gigantesque rencontre de dizaines de milliers de jeunes. Et en effet, pendant les trois jours que dure le festival, environ 100 000 jeunes affluent de toutes les régions d'Italie. Les contradictions politiques et culturelles qui couvaient à l'intérieur du mouvement et de ses secteurs organisés explosent alors violemment, et révèlent du même coup les limites de l'idéologie de la fête.

9. Entre avril 1974 et mai 1975, 12 attentats à la bombe touchent Savone et sa périphérie. Sans jamais aboutir, les enquêtes ouvertes à partir de 1979 mettront en avant la responsabilité de militants néofascistes.

Pour tous, c'est un traumatisme. On se retrouve face à la réalité telle qu'elle est : solitude, violence, misère matérielle, multipliées par 100 000 jeunes. Voilà ce qu'a permis de partager ce qui devait être l'apogée de la fête du jeune prolétariat.

« On se roule pendant quatre jours dans une mer de détritus sous un soleil oppressant et sous les averses boueuses de la nuit, avec des cafards dans les sacs de couchage et des assiettes en plastique nauséabondes. [...] On exproprie les stands des camarades, et parmi les expropriateurs il y en a qui mettent à sac le stand des *gays* du Cony, d'autres qui agressent les femmes et organisent la nuit des groupes vociférants : "Hommes du Lambro, chargez !" L'agressivité de l'impuissance le dispute à l'impuissance de l'agressivité et toutes les tensions se déchargent dans le ghetto où l'expropriation fait place à son propre spectacle. Pendant ce temps, d'autres se claquemurent dans leur tente pour fumer des joints en se lamentant parce qu'ils sont "venus pour restaurer l'unité de l'âme et du corps, mais même ici il y a de la violence". Toute la merde, la misère, l'impuissance sécrète ici son idéologie, le mouvement des séparations se termine en juxtaposition des isolements ou en déchaînements d'agressivité[10]. »

À propos de ce qui s'est passé au Parco Lambro, on retiendra les analyses des secteurs du mouvement qui se réclament de l'autonomie ouvrière, les seuls à proposer une lecture de cette faillite et des perspectives de lutte pour sortir de la crise où le mouvement risque de s'enliser.

« L'idéologie de la fête et de la vie, quand le nouveau sujet ne parvient pas à se saisir lui-même comme une figure interne à la composition de classe en pleine transformation, est une idéologie consolatoire, catholique et qui en dernière analyse sert l'entreprise de ghettoïsation et de marginalisation des strates de temps social libéré du travail[11]. »

« Les occupations de logements, les appropriations dans les supermarchés, les luttes pour le salaire, la mobilisation contre le *deal* d'héroïne, les mouvements de libération, l'explosion du mouvement féministe ont fait irruption dans cette fête, ils ont signé l'arrêt de mort du Festival pop de *Re Nudo*.

Ce qui est apparu clairement aux yeux de tous, c'est que les jeunes prolétaires veulent faire la fête pour s'amuser, mais aussi pour affirmer leurs besoins. Et leurs besoins s'opposent à l'ordre de la métropole capitaliste, au travail de l'usine du capital, à la répression par la culture des patrons. C'est à toutes ces choses que les jeunes prolétaires veulent faire leur fête.

La principale avancée de ce festival, c'est d'avoir indiqué la sortie du Parco Lambro, d'avoir compris qu'il était devenu un ghetto, d'avoir porté la fête dans la ville, contre la ville. Beaucoup de camarades ont montré, lors du festival, que la seule façon d'assurer la continuité d'un programme de travail politique était de retourner dans les quartiers pour y porter les contenus issus des appropriations et de l'assemblée. Qu'il était nécessaire de réarticuler les besoins exprimés par les jeunes prolétaires au Lambro, les luttes des ouvriers contre le travail, les luttes

des chômeurs pour le salaire, l'offensive des détenus contre la répression d'État, le refus par les femmes de l'oppression machiste, pour en faire des formes de lutte et d'organisation. Retournons dans les quartiers et les usines pour que la fleur de révolte éclose au Lambro se multiplie en cent fleurs d'organisation, en mille épisodes d'appropriation, en bases solides de contre-pouvoir. Et en capacité d'organiser l'an prochain une grande fête : notre fête contre la métropole[12]. »

Un tranquille festival pop de peur
(Gianfranco Manfredi)

Le parc a tant d'entrées va savoir qui paiera
mais le parc n'a pas de sorties, le prix on n'en sait rien
tu voulais une réponse et le groupe te la donne
cachée dans un sandwich de mauvaise qualité.

La mairie nous a concédé la pelouse mais pas l'eau
la mairie est de gauche, la saleté je n'en sais rien
et puis l'électricité a été coupée
pour qu'on vive dans le noir notre extranéité.

Et on est tous ensemble mais chacun pour soi
la recomposition, on en rêve mais elle n'est pas là
chacun dans son duvet ou nu dans le fumier
seul comme un poussin, trempé comme un chien.

La scène est comme un pont qui ne relie rien à rien
les chanteurs s'y succèdent sous les sifflets des gens

10. *A/traverso*, juillet 1976. Dans le même registre, on lira le récit de Paolo Pozzi, *Insurrection, op. cit.* : « Le deuxième jour, la colère de milliers de jeunes est déjà en train de grandir à cause du prix des denrées alimentaires dans les stands des organisations révolutionnaires. À midi, la situation est devenue insoutenable et des groupes commencent à prendre les stands d'assaut pour se procurer de la bouffe. Puis soudain, un gros cortège se dirige vers le camion frigorifique loué par Re Nudo qui contient les poulets et la viande, qu'on fait cuire au stand de Democrazia proletaria… ». Marcello Tarì donne trente ans plus tard une autre lecture de l'épisode : « Il est vrai que le festival dévoila la misère, la contradiction, la pauvreté, la violence et la confusion de ce jeune prolétariat, mais aussi son désir énorme de communauté, de révolte, de bonheur partagé » *Autonomie !, op. cit.* Sur Parco Lambro 1976, voir également le film d'Alberto Grifi réalisé avec un groupe de « videoteppisti » (« videovandales »), *Festival del proletariato giovanile a Parco Lambro*, dont de nombreux extraits sont disponibles en ligne.
11. *A/traverso, art. cit.*
12. *Rosso*, « Il Festival è morto, facciamo la festa alla metropoli », supplément au n° 11-12, juillet 1976.

il y a un plus malin qui fait battre des mains
ou bien qui fait surgir le chœur des napolitains.

Et tu veux voir en face
le jeune prolétariat
parce qu'il était l'invité qui devait venir
mais tu sens dans l'air une étrange vibration
qui émane de fétiches habillés comme des gens.

Tout est une vaste merde, et c'est la faute à qui
l'État, le réformisme, les groupes, le je-ne-sais-quoi
la marchandise embrasse la fête populaire
elle entre dans les corps entre la pisse et les drapeaux.

Tout part en lambeaux, même la Théorie
car le Nouveau Sujet, on n'en voit pas la queue
et si l'expropriation signifie quelque chose
c'est bien que notre vie est devenue une chose.

Le désir crie : voilà la police !
nuage de lacrymos, on ne sait pas où elle est
mais sur l'autre pelouse quelqu'un fait des massages
peut-être que le yoga te fera un peu passer la trouille

On ne comprend rien
on a envie de fuir
la fête... quelle fête ? on ne peut plus rester là,
un type la bite à l'air
est encore là à se chercher
une femme à baiser pour l'emmener sous sa tente.

Certains ont réussi à vaincre la nuit
à attendre l'aube plus loin que les coups
certains ont réussi à percer les regards
à lire au fond des yeux qu'il n'est pas trop tard.

Sur la scène on célèbre l'ultime pantomime
on brûle des sachets de la vile héroïne
mais on en voit qui cherchent leur ennemi sur la pelouse
et le dealé avec le dealer te défonce la tête.

C'est le dernier spectacle
pas seulement de la fête

ma génération qui se vide la tête
veut en voir les morceaux
et ne veut pas les voir
elle veut se lire sur les corps, mais aussi dans le journal.

À cinq heures du matin, on joue de la musique tous ensemble
on danse comme des fous, on a l'impression d'être bien
les femmes se sont enfuies, il n'y a plus qu'un mannequin
qui danse à l'africaine la dernière tarentelle.
Et même là, dans le rite, gît la contradiction
dans la félicité, la nouvelle répression
le parc est à présent enfoui, il n'est plus qu'une canette
nous avons fait le point et rien n'est comme avant.

L'automne des *Circoli*

À l'automne, alors que les cercles sont en crise, le Movimento dei lavoratori per il socialismo (la forme-parti de l'ex-Movimento studentesco de la *Statale* de Milan) décide de transformer ses Comitati antifascisti di quartieri en « Circoli giovanili ». Cette opération suscite beaucoup de perplexité, car nul n'ignore que le MLS affiche des positions philostaliniennes très hostiles aux tendances contre-culturelles dont se réclame pleinement, au contraire, le mouvement du jeune prolétariat. Le rapport entre ces « Circoli giovanili » et les Circoli del proletariato giovanile existants se soldera à la fin de l'année, au terme d'une longue polémique, par une rupture irrémédiable.

Quoi qu'il en soit, l'apparition de ces nouveaux « cercles » offre au mouvement un regain de vitalité. Une campagne d'autoréduction des places de cinéma est lancée, pour protester entre autres contre la distribution des films de troisième catégorie dans les circuits de banlieue. Plusieurs dimanches de suite, des milliers de jeunes autoréduisent le prix du ticket à 500 lires dans les salles de première exclusivité. La propagande sur les prix politiques s'intensifie. La pratique des expropriations dans les supermarchés se généralise, tandis que sur le terrain des négociations, une liste de revendications est adressée à l'équipe municipale, qui exige entre autres la réquisition officielle d'espaces inoccupés pour les transformer en centres sociaux et le financement d'activités culturelles dans les centres déjà occupés. L'automne s'écoule au rythme de la succession des mobilisations de masse, tandis que dans d'autres villes de nouveaux cercles se créent sur le modèle de l'expérience milanaise.

La prolifération des cercles, et surtout la diffusion de leur programme de lutte sur l'ensemble du territoire italien, débouche à la fin du mois de novembre sur l'organisation d'un « *happening* du jeune prolétariat » à la *Statale* de Milan. L'affiche qui appelle à l'événement figure un énorme *tomahawk* orné du slogan : « Nous avons déterré la hache de guerre. » Pendant deux jours d'un débat vif et passionné, on tente de poser les bases d'une plateforme commune, dans le respect des différences qui coexistent au sein du mouvement. Dans la motion de clôture on peut lire :

« Après le 20 juin, une campagne de presse s'est déchaînée contre les jeunes. On a prétendu qu'après le Parco Lambro, il ne subsistait plus qu'une poignée de rescapés occupés à s'entre-déchirer. À l'issue de ces rencontres on voit au contraire qu'il y a du nouveau. Le Parco Lambro a créé les conditions d'un vaste débat sur la condition alarmante de la jeunesse. Le Parco Lambro a été le reflet fidèle d'une réalité inscrite faite de marginalité, de solitude, de manque de forces pour changer les choses. Nous nous sommes soudain rendus compte que notre condition individuelle était tragiquement collective : les réflexions qui ont suivi ont fait apparaître le besoin de construire une force collective qui soit capable de changement [...]. Ces rencontres représentent un pas en avant par rapport au Parco Lambro, parce que nous sommes en train de prendre conscience que la solution est entièrement entre nos mains [...]. Dans le mouvement, les jeunes ne sont pas tous égaux parce que les besoins ne sont pas encore tous les mêmes. Il est nécessaire de porter le conflit, de libérer les contradictions. Un conflit pour dire les besoins réels des jeunes, pour définir et pour conquérir une véritable autonomie. Un conflit pour en finir avec cette conception de la politique et du militantisme qui implique la négation de soi-même et la peur d'exprimer ses besoins vitaux[13]. »

« À l'heure où le congrès se termine dans l'austère Grand amphi de la *Statale*, s'ouvre un petit procès contre les "propriétaires des lieux", ces messieurs du Movimento lavoratori per il socialismo, avec leur tradition de violence envers les petits *dealers*-toxicos, leur intolérance à l'égard de la contre-culture, le moralisme de leur comité antidrogue tout juste défunt.

La presse nationale tire contre le congrès une nouvelle bordée d'accusations criminalisantes, prenant prétexte de quelques épisodes de petit vandalisme aux marges des rencontres. [...] L'analogie avec l'attitude de la presse pendant le mouvement de 68 est frappante. Nous publions dans les pages de *Re Nudo* une série de coupures de presse de l'époque afin de montrer le vrai visage de ceux qui, six ans plus tard, exaltent les contestataires du passé pour mieux nous étriller. Ainsi Schiavinato, le recteur de la *Statale*, déclare-t-il sans honte au *Corriere della Sera* : "Ce sont des vandales. En 68, c'était différent, si j'avais été étudiant à l'époque, j'aurais été aux côtés de Capanna." Ou encore ce conseiller PCI de la Province de Milan, qui déclare : "en 1968 c'était autre chose, les jeunes, les étudiants luttaient pour un véritable changement de société"[14] ».

Lors du Congrès national des Circoli, plus de 2 000 personnes réunies en assemblée prennent la décision de « boycotter » la première de la Scala. Alors qu'on impose une cure de sacrifices aux prolétaires, la riche bourgeoisie milanaise s'offre l'émotion d'un fauteuil à 100 000 lires pour assister à l'ouverture de la saison théâtrale. La déclaration de guerre des Circoli est reprise et amplifiée par la presse. Tout l'appareil répressif se met immédiatement en branle pour barrer la route à la « horde de vandales » qui menace de perturber une manifestation de la culture officielle.

Le 7 décembre au soir, 5 000 agents de police et carabiniers saturent le périmètre de la piazza della Scala.

Ce sera une nuit de guérilla, qui se conclura par 250 personnes arrêtées, 30 incarcérées et 21 blessés dont plusieurs graves.

« Pour assurer la défense d'*Othello*, la brigade d'intervention rapide bloque la rue en une cinquantaine d'endroits, de la piazza Cavour à Brera, piazza Castello, largo Cairoli, piazza Duomo, piazza Fontana, San Babila, corso Venezia. Chaque barrage est renforcé par un second, à brève distance du premier. À chaque point de blocage, des centaines d'hommes armés sont alignées en rangs serrés. Dans les trams qui circulent en centre-ville, tous les jeunes sont arrêtés et renvoyés chez eux : seuls les riverains et les personnes en possession d'un billet pour la première de la Scala sont autorisés à passer.

En plus de ce dispositif, deux colonnes mobiles de la police en position offensive tournent sans discontinuer sur le boulevard circulaire, radioguidées par une flottille de voitures banalisées, avec pour mission d'identifier et de disperser les cortèges en formation.

Les rassemblements organisés par les Circoli étaient tenus secrets. Depuis la veille déjà, il apparaissait clairement qu'il serait impossible de se rassembler sur la piazza della Scala. [...]

En réalité, les "milanais moyens" voyaient la chose un peu autrement que les politiciens. S'ils condamnent les actes de violence contre les voitures et les feux de signalisation, nombre d'entre eux ne cachent pas le dégoût que leur inspire cet étalage de luxe sous protection policière en pleine cure de sacrifices.

Le secret autour des lieux de rassemblement empêche toutefois beaucoup de manifestants d'y participer, ce à quoi il faut ajouter la défection de la coordination des Circoli giovanili (ceux du MLS) qui décide de se rassembler de son côté sur la piazza Santo Stefano.

Il y a trois points de rassemblement. L'un des cortèges part de la porta Romana. Il s'engage sur le boulevard circulaire avec l'objectif de bloquer le trafic en faisant boule de neige, et de voir si ça prend. Il est 18 heures. Il reste deux heures avant le début d'*Othello*.

Une heure plus tard, le cortège arrive sans avoir encore rencontré la police près de la gare du Nord, à hauteur du café Magenta. Les estafettes annoncent que des affrontements sont en cours dans les autres secteurs : les deux autres cortèges ont été durement attaqués.

Tandis que la gigantesque couleuvre, désormais grosse d'un millier de camarades, progresse vers la gare du Nord pour se diriger ensuite vers la via Dante, les deux colonnes mobiles de la police arrivent en trombe. Le cortège est pris en tenaille, par la tête et par la queue, de manière à rendre toute fuite impossible :

13. *Sarà un risotto, op. cit.*

14. Andrea Valcarenghi, *Non contate su di noi*, Arcana, 1977.

une tactique qui n'avait jamais été utilisée auparavant, sinon dans de très rares cas, particulièrement critiques. Pendant que les policiers descendent en hâte de leurs fourgons, lacrymogènes en main, il y aurait bien les quelques secondes nécessaires pour riposter par un lancer défensif et se donner le temps de fuir. Mais les camarades, pour la plupart très jeunes, sont pris de panique. Leur fuite est désordonnée, suicidaire. Près de la moitié du cortège se laisse encercler sans difficulté par la police qui avance rapidement, en formation, sans même vraiment perdre son calme.

Les lacrymogènes sont tirées à ras de terre ou à hauteur d'homme. Je vois un garçon tomber, touché à la jambe. Pendant une bonne demi-heure, les manifestants interpellés sont passés à tabac, les halls et les escaliers d'immeubles sont ratissés.

Cette action à la Scala sera la dernière démonstration de force du mouvement des Circoli. Un sacrifice de sang qui aura permis mieux que beaucoup de discours de dévoiler le vrai visage du pouvoir politique milanais.

L'initiative du mouvement va désormais passer à Rome, puis à Bologne[15]. »

L'année frontière

« Quand l'extraordinaire devient quotidien, c'est qu'il y a la Révolution[16]. » Cette maxime du « Che » reflète bien l'état d'esprit des protagonistes du mouvement de 1977, l'année de la grande révolte. L'année la plus occultée aussi, la plus refoulée. Ce refoulement, qui dure depuis maintenant dix ans[17], témoigne de la peur du pouvoir institutionnel de se confronter de nouveau aux contenus d'un mouvement social, politique et culturel qui s'était manifesté cette année-là sous des traits irréductiblement révolutionnaires. 77 n'a pas été 68. 68 a été contestataire, 77 a été radicalement alternatif. C'est pour cette raison que la version officielle présente 68 comme « bon » et 77 comme « mauvais ». Et effectivement, 68 a été récupéré tandis que 77 a été anéanti. C'est pour cette raison qu'à la différence de 68, 77 ne sera jamais un objet facile de célébration[18].

Mais le refoulement du mouvement de 77 a aussi été le fait de ses acteurs mêmes. Des milliers de personnes ont intériorisé les effets catastrophiques du terrorisme répressif d'État, effaçant avec la mémoire des événements vécus leur propre identité antagoniste. Par-delà ces deux refoulements « volontaires », il y a l'effet de la gigantesque mutation des technologies de la communication qui a arasé des pans entiers de la mémoire sociale. Pourtant, en dépit de cet effacement, les questions posées par le dernier mouvement anti institutionnel de masse en Italie restent actuelles, parce qu'elles demeurent sans réponse. « Quel développement pour quel futur ? » : telle est la question centrale, simple et terrible, qui résume l'« intuition » du mouvement : celle que ce moment devait être vécu comme le point de bascule d'un changement d'époque, que la crise et l'épuisement des règles régissant les relations et l'organisation sociales fondées sur le système industriel avait rendu criant.

La sensibilité particulière de ce mouvement c'est d'avoir compris ce qu'allait impliquer l'irrésistible passage à la société obscure et indéchiffrable de l'ère post-

industrielle. Et d'avoir su s'emparer, sur le plan des contenus, de la question centrale que posait ce passage : celle du travail et de ses transformations.

La fracassante irruption du mouvement de 77 sur la scène sociale, sa composition – des étudiants, des jeunes prolétaires, des femmes en situation précaire, « non garanties » sur le marché du travail – contraignirent les experts en sociopolitologie nationale à tenter d'analyser ses caractéristiques – aussi inédites qu'indéchiffrables. Mais, les acteurs du mouvement se montrèrent d'emblée fort mal disposés à l'égard de l'attirail classique de l'enquête sociologique et psychanalytique, qui devait faire la lumière sur les causes de leur déviance par rapport aux règles du « vivre-ensemble ». Ainsi, sans données, sans chiffres, sans encéphalogrammes à leur disposition, nos « experts » ne surent rien faire de mieux que de combler leur vide de savoir par un étalage ininterrompu d'âneries publiées des mois durant dans des journaux et des revues, qu'ils soient indépendants ou liés à des partis[19].

Ainsi en fut-il, jusqu'à ce que la rigoureuse lucidité des intellectuels du PCI descende dans l'arène du « débat ». Le lendemain du jour où Lama fut chassé de l'Université de Rome, Asor Rosa, ex-opéraïste des *Quaderni rossi* et de *classe operaia*, livra une analyse complète des nouveaux sujets sociaux de la révolution en acte. Cet effort conceptuel, qui prit le nom de « théorie des deux sociétés », remporta un tel succès qu'il en devint immédiatement l'analyse officielle[20].

15. Andrea Valcarenghi, *Non contate su di noi*, *op. cit.*
16. Ernesto Che Guevara, *Journal*, Gallimard, 1992.
17. Quarante ans ont passé désormais, mais cette formule n'a rien perdu de son actualité puisque, selon la formule de Paolo Virno, « s'inaugure alors un exode qui n'est pas encore arrivé à son terme », « Le futur est derrière nous. Notes sur 1977 », *L'Usage de la vie et autres sujets d'inquiétude*, *op. cit.*
18. Cette thèse sur 77 connaîtra une certaine postérité, voir en particulier *Ceci n'est pas un programme*, « Mai rampant contre Mai triomphant ! », *Tiqqun*, n° 2, septembre 2001, repris dans *Tout a failli, vive le communisme* !, La Fabrique, 2009.
19. Cette résistance à l'objectivation, déjà aperçue chez les ouvriers de l'usine Olivetti d'Ivrea, se poursuivra jusque dans les années 1980 : le 4 avril 1984 à Milan, le collectif punk d'occupants de la via Correggio envahit la conférence de presse d'un colloque sur les « bandes de jeunes ». L'un d'entre eux se taillada le torse au rasoir devant les politiques, experts et sociologues présents, maculant de son sang un tract qui commençait par : « Ceci est mon sang : analysez-le ! Peut-être découvrirez-vous mes véritables besoins. » Voir l'ouvrage publié par Primo Moroni, Consorzio Aaster, Centro Sociale Cox18, Centro Sociale Leoncavallo, *Centri sociali, geografie del desiderio*, Shake edizioni, 1996 – disponible en ligne.
20. Alberto Asor Rosa, *Le due società*, Einaudi, 1977. Alberto Asor Rosa a fait partie des fondateurs des revues *Quaderni rossi* et *classe operaia* ; il a également fondé avec Massimo Cacciari la revue *Contropiano* (1968-1971). Professeur de littérature à l'université de Rome, il est entre autres l'auteur de *Scrittori e popolo* (Samona e Savelli, 1965) dans lequel il prend pour cible la veine « populiste » de la littérature italienne contemporaine. Il a été député en 1979-80, élu sur les listes du PCI.

Dans les grandes lignes, le raisonnement était le suivant: la crise engendre le chômage qui touche en premier lieu les jeunes. Le chômage est une exclusion du système du travail productif (qui est celui de la classe ouvrière d'usine) et cette exclusion se traduit par un délitement et un désespoir qui finissent par se traduire à leur tour par une violence irrationnelle et irréfléchie. Ce sont précisément ces sujets marginaux (exclus sociaux parce que non intégrés au système productif central de l'usine) qui forment la « seconde société », « grandie aux côtés de la première, et peut-être à sa charge, mais sans en retirer d'avantages conséquents, sans débouchés, sans enracinement dans la première société[21] » (la société ouvrière).

Pour la culture industrialiste du mouvement ouvrier historique, « la centralité ouvrière » est synonyme d'emploi fixe dans les usines de biens de consommation durables. Les sujets qui n'occupent pas une position de ce type sont donc nécessairement des marginaux. Un mouvement constitué de tels sujets – qui par surcroît revendiquaient leur pleine autonomie vis-à-vis des institutions historiques du mouvement ouvrier, parti et syndicat – ne pouvait par conséquent qu'être considéré comme un dangereux phénomène de marginalisation et de parasitisme corporatiste, susceptible d'être aisément instrumentalisé par les forces réactionnaires et conservatrices. Nul hasard si Giorgio Amendola, prestigieux intellectuel du PCI, a forgé pour qualifier le mouvement les termes de *neosquadrismo* et de *diciannovismo*[22].

Le jugement porté par la gauche historique sur le « mouvement de 77 » se fondait donc sur une analyse de la composition de classe qui ne tenait aucun compte de la grande transformation des processus de production et de la journée sociale de travail qu'avait provoquée la restructuration capitaliste. Cette restructuration, qui restera sous le nom de « reconversion industrielle », a pris dès 1974 (l'année de la crise pétrolière) la forme d'une attaque contre la composition technique et politique de la classe ouvrière des grandes usines. La *cassa integrazione* a été le premier des puissants instruments patronaux qui ont servi à liquider le cycle de lutte de l'ouvrier-masse, en faisant éclater sa « rigidité », c'est-à-dire l'homogénéité matérielle et politique dont il tirait les conditions de son pouvoir, en premier lieu dans l'usine mais aussi dans la société[23]. Cette restructuration a eu pour effet premier le décentrement, la dispersion, la fluidification et la diffusion dans le champ social de larges pans du processus de production et de reproduction.

De nouvelles figures sociales, traditionnellement exclues du marché du travail, furent intégrées à ce réseau où les conditions de travail non normées prenaient la forme du chômage partiel et de la précarité. Ce que le parti communiste et le syndicat ne surent ou ne voulurent pas comprendre, c'est que ces nouvelles figures précaires et non garanties avaient pourtant, de manière directe ou indirecte, une fonction productive; que leur nature était ouvrière dans la mesure où on extrayait d'elles de la plus-value; qu'elles étaient partie intégrante de la nouvelle composition de classe qui était en train de se constituer au rythme de la métamorphose du processus de production, avec la diminution des emplois manuels traditionnels et l'augmentation du travail intellectuel massifié.

Plutôt que de prêter attention à ces nouvelles figures productives et de prendre acte de la charge de nouveauté qu'elles exprimaient du point de vue du développement et de l'organisation politique, le Parti communiste et le syndicat y opposèrent la plus grossière des analyses. Et au bout du compte, ils les réduisirent à la dangereuse irrationalité d'un nouveau sous-prolétariat de masse auquel il convenait d'opposer la fermeté rationnelle et démocratique d'une classe ouvrière garantie, retranchée dans les grandes cathédrales industrielles où elle cultivait l'illusoire certitude de contenir les assauts de l'offensive capitaliste.

Sur le plan de la politique institutionnelle, la stratégie du « compromis historique » du PCI donna ses meilleurs fruits lors des élections administratives de 1975, où le Parti conquit de nombreuses localités importantes, et davantage encore l'année suivante lors des élections législatives où il faillit devancer la DC.

Comme cet éclatant succès électoral arrivait au sommet de la vague de luttes de masse des années précédentes, le Parti s'imagina avoir réduit les mouvements au rôle de courroie de transmission de son projet dans le champ social et politique. Dès lors, il s'occupa surtout de ses prétentions à être un « parti de gouvernement » et consacra toute son énergie à des manœuvres d'alliance et à des tractations avec les autres partis.

Hanté par l'idée que sa légitimité à gouverner devait passer par une image de crédibilité démocratique, il accepta de se porter garant de la conflictualité sociale et de participer à la réduire, à la contrôler, à la canaliser, à l'administrer, voire à la répudier, à l'excommunier et à la réprimer dans ses aspects les plus incompatibles avec la survie du système en crise. En conséquence, les organisations et les secteurs du syndicat contrôlés par le PCI élaborèrent une ligne qui visait, sur les lieux de travail, à l'élimination de toute opposition ouvrière incontrôlée ou incontrôlable. Dans le même temps, elle se faisait valoir auprès des milieux industriels comme une force capable de favoriser une sortie de la crise de la production.

21. *Ibidem.*
22. Le terme de squadrisme désigne les groupes paramilitaires du fascisme naissant ; le *diciannovismo*, dont Berlinguer accuse le mouvement en février 1977, renvoie aux événements sociaux et politiques de l'année 1919, au moment de l'avènement du fascisme. Franco Berardi, dit « Bifo », répondra à ces mises en causes en avril 1977 dans *L'Espresso* : « Il est à la mode aujourd'hui de parler à propos [du mouvement de 77] d'irrationalisme et même de retour à l'esprit de 1919. C'est de la mystification pure et simple : l'esprit ancien combattant de 1919 était l'expression de secteurs petits-bourgeois ouvertement anti-ouvriers, alors que le nouveau mouvement est l'expression de couches qui en majorité – dans le processus de recomposition de classe – appartiennent au monde du travail (même si ce n'est pas toujours le travail d'usine)... », repris dans *Italie 77, le « mouvement », les intellectuels*, documents rassemblés par Fabrizio Calvi, Seuil, 1977. Dans la même veine, lire également au chapitre 11 – *Et puis il y a aussi le nicodémisme : entretien de Gianni Corbi avec Giorgio Amendola*, p. 578 *sqq.*
23. En 1974, la FIAT avait mis 65 000 ouvriers en *cassa integrazione*.

Cette stratégie eut pour résultat l'acceptation par le syndicat de la « politique des deux temps » : d'abord les sacrifices à supporter par la classe ouvrière pour rétablir les marges d'accumulation de capitaux érodées par les luttes des années précédentes, ensuite une reprise de la production et une distribution équitable des revenus et des pouvoirs.

Campés sur ces présupposés culturels et sur cette stratégie politique, le PCI et le syndicat durent faire face en 1977 à l'imprévisible surgissement d'un mouvement constitué d'une grande variété de sujets prolétaires hautement scolarisés et très réceptifs aux transformations rapides d'un système productif qui s'acheminait vers la fin de la centralité du travail industriel.

Ces sujets condensaient, comme à travers un énorme entonnoir, tout le savoir, toute la mémoire organisationnelle du cycle de luttes anti-institutionnelles (et donc autonomes et radicales) qui s'était déployé sans interruption depuis le début des années 1960. Et parce que, du point de vue du rapport dialectique à la restructuration capitaliste, ils étaient avant tout la conséquence historique, le produit logique de l'ouvrier-masse, ils s'avérèrent extrêmement agressifs dans leur expression politique antagoniste.

Le concept de refus du travail qui avait traversé toutes les années 1960 et la première moitié des années 1970, avait finalement trouvé sa génération, la génération qui faisait de lui le fondement de son identité culturelle, sociale et politique. La restructuration, en fluidifiant le marché du travail, était en train de dessiner une nouvelle organisation productive où l'activité salariée devenait toujours plus précaire, discontinue, alternant indifféremment les fonctions manuelles et intellectuelles. Les sujets de 1977 s'approprièrent ce terrain d'extrême mobilité – entre les différents emplois, entre emploi et chômage – en prenant le parti de considérer la prestation salariale comme un fait occasionnel plutôt que comme le fondement constitutif de leur existence.

Loin de se mobiliser et de lutter pour s'assurer « un emploi fixe » à vie, en usine ou dans un bureau, ils préférèrent expérimenter les alternatives possibles pour se procurer du revenu. De condition subie, la mobilité dans le rapport au travail se transforma pour eux en choix conscient, largement préféré à l'emploi garanti huit heures par jour, toute une vie durant. Lorsqu'ils eurent pris acte de l'impossibilité (et de l'inutilité) de résister au processus de restructuration en luttant pour la « sauvegarde des emplois », les jeunes ouvriers en poste dans les usines s'auto-licencièrent et choisirent le front du travail mobile.

C'est par ces comportements et par ces choix, bien plus que par leur propension à la violence dans les luttes, que les jeunes du mouvement de 77 suscitèrent le scandale dans les rangs du mouvement ouvrier historique. Et à rebours, on comprend bien pourquoi toute la tradition du mouvement ouvrier historique, profondément enracinée dans l'idéologie du travail, ne pouvait qu'apparaître aux yeux du mouvement de 77 non seulement comme profondément étrangère mais aussi comme objectivement ennemie : ennemie de son besoin, mûri par l'extraordinaire développement des forces productives, de libérer la vie de l'esclavage,

du chantage au travail subordonné. L'affrontement était inévitable. Et il fut violent.

Ainsi, en 1977, c'est un conflit à la fois politique et culturel qui se généralisa jour après jour jusqu'à occuper la totalité de l'espace social, concentrant la conflictualité qui avait traversé toutes les années 1970. Un affrontement violent entre les classes et à l'intérieur de la classe, le plus violent peut-être qui se soit produit depuis l'unité italienne. 40000 inculpés, 15000 incarcérés, 4000 condamnés à des milliers d'années de prison, et puis des morts et des blessés par centaines, dans les deux camps. On se gardera bien de regarder ces chiffres comme le pur résultat d'un pari hasardeux, issu du savoir délirant d'un quarteron scélérat de « mauvais maîtres », qui aurait prospéré sur les tendances nihilistes de couches sociales marginales et acculturées[24]. Ce qui imposa l'échéance de ce conflit, c'est l'accélération des contradictions sociales entre les classes qui, dans la crise généralisée, poussaient à un affrontement direct pour la redéfinition de nouvelles règles de pouvoir.

Un étrange mouvement d'étranges étudiants

Le 3 décembre 1976 le ministre de l'Éducation nationale, Franco Maria Malfatti, publie une circulaire interdisant aux étudiants de se présenter à plusieurs examens dans la même discipline, mettant un terme de fait à la libéralisation des cursus disciplinaires qui avait cours depuis 1968[25]. Cette initiative est très vite perçue par les étudiants des universités comme la première d'une série de mesures de contre-réforme qui s'annoncent plus graves encore. L'Université de Palerme décide d'appliquer la circulaire sans délai. La réponse des étudiants ne se fait pas attendre: l'université est occupée.

Les semaines suivantes, les enseignants précaires, touchés eux aussi par l'initiative du ministère, rejoignent la contestation étudiante. En très peu de temps, le mouvement gagne Turin, Pise, Naples et Rome. Le 1er février 1977, les fascistes font une incursion dans l'enceinte de l'université de Rome. Repoussés par les

24. Sur l'idéologie judiciaire des chefs, des instigateurs et des « mauvais maîtres », on lira la réponse de Lucio Castellano devant le juge Calogero au moment de son arrestation le 12 juin 1979: « Votre motif premier est de réduire le mouvement de ces dernières années à quelque chose que vous puissiez comprendre avec votre langage, de le réduire autrement dit à un complot. C'est pourquoi vous devez y trouver un cerveau central [...] Vous êtes convaincus que le monde est fait de maîtres et de serviteurs, et que ces derniers sont rarement en mesure de faire de réels dégâts: vous êtes convaincus que la question du pouvoir se pose toujours dans les termes shakespeariens d'une guerre entre consanguins. Ces choses que vous m'imputez font partie de votre culture, non de la mienne. » Cité dans Marcello Tarì, *Autonomie!*, *op. cit.*

25. La circulaire Malfatti regroupait les examens en deux sessions annuelles, augmentait les frais universitaires, séparait les enseignants en deux statuts, « professeurs associés » et « professeurs ordinaires », et confiait à ces derniers de plus amples pouvoirs dans les structures de gestion.

étudiants, ils tirent des coups de feu pour couvrir leur fuite. Guido Bellachioma, un étudiant en lettres, est grièvement blessé d'une balle dans la nuque. La riposte est immédiate : la faculté de lettres est occupée. Des assemblées survoltées se succèdent pour organiser la mobilisation contre les fascistes. Les syndicats CGIL, CSIL et UIL, avec le soutien de la FGCI, la FGSI, du PDUP et d'AO appellent à une manifestation à l'université pour protester contre cette agression fasciste.

Tandis que, soucieux du tour soudain que prennent les événements, le ministre Malfatti retire prudemment sa circulaire, le 2 février, un cortège de quelques milliers d'étudiants sur le pied de guerre sort de l'université. L'objectif affiché est le siège du MSI, via Sommacampagna, qui en l'espace de quelques minutes devient la proie des flammes. La manifestation reprend son cours, mais sur la piazza Indipendenza des équipes spéciales de policiers en civil engagent une violente fusillade contre le groupe de manifestants armés. Un policier (Domenico Arboletti) et deux étudiants (Paolo Tommasini et Leonardo Fortuna) gisent à terre, grièvement blessés.

La polémique qui suit, sur la responsabilité de la fusillade, est révélatrice des divergences au sein de la gauche. Dans les pages de son journal, le PCI renvoie dos à dos les « soi-disant autonomes » et les fascistes. Les partis de l'arc constitutionnel exigent de la magistrature une intervention énergique pour fermer les « repaires » qui font le nid de « la provocation violente de quelque couleur qu'elle soit ». Le jour suivant, lors de l'assemblée convoquée à l'université par le PCI, le PSI, le PDUP et AO, le fossé se creuse entre le mouvement et les forces politiques officielles. La gestion de ces assemblées par les partis commence à devenir insupportable à un mouvement qui se développe par le bas et commence à revendiquer son autonomie.

Pendant ce temps à Milan, la Statale est occupée et 5 000 étudiants manifestent dans le centre de Turin. À Naples aussi, 15 000 personnes sont descendues dans la rue : étudiants, chômeurs organisés, diplômés, sans emploi, enseignants précaires ou non. À Bari, la Faculté de lettres et de philosophie est occupée.

À Rome le 5 février, la police fait le siège de l'université. La manifestation appelée par le mouvement pour briser l'isolement dans lequel les organes de presse et les partis ont confiné les étudiants, qu'ils décrivent comme « extrémistes et violents » est, dans les faits, interdite. Dans *L'Unità* on peut lire que les locaux sont occupés par « quelques dizaines de provocateurs autonomes ». À l'intérieur de l'université, 5 000 étudiants réunis en assemblée décident de refuser l'affrontement voulu par le gouvernement ; ils proposent d'étendre l'occupation à toutes les universités d'Italie et d'élargir la lutte en organisant des moments de contre-information dans les quartiers, dans les usines, dans les lycées.

Le jour suivant, l'université devient un point de ralliement pour l'ensemble du jeune prolétariat. Une fête gigantesque se prolonge tout le jour durant, le vaste espace de l'université « libérée » s'emplit de lycéens, de jeunes des quartiers périphériques, de femmes. La fête est spontanée, personne ne s'est occupé de l'organiser, il y en a qui font du théâtre de rue, d'autres dansent ou chantent, jouent de la

musique ou à des jeux divers. Le syndicat condamne officiellement l'occupation et dénie au mouvement « la capacité de conduire de manière autonome une lutte sur les problèmes restés sans réponse de l'Université ».

Les occupations s'étendent aux universités de Bologne, de Gênes et de Cagliari. À Rome, le 9 février, 30 000 personnes descendent dans la rue. Sur l'énorme banderole de tête, on peut lire : « Liberté pour Paolo et Daddo, et pour tous les camarades arrêtés. » Arrivé sur la piazza Navona, le cortège se disperse sans incident. Dans la manifestation, on ressent une formidable énergie politique mais surtout beaucoup d'ironie. Les femmes autogèrent leur cortège et les Indiens métropolitains – la composante « créative » du mouvement – sont là[26].

Le 10 février, le cartel des « Comités unitaires » qui regroupe la FGCI, la FGSI, les jeunes républicains, les jeunes des ACLI, le PDUP, AO et les syndicats parvient lui aussi à faire descendre les lycéens dans la rue, dans une claire intention de revanche sur le mouvement universitaire « extrémiste ». Mais le jeu ne fonctionne pas tout à fait comme prévu : la manifestation retentit d'innombrables slogans contre « le gouvernement des abstentions et de la paix sociale », à peu près identiques à ceux qui avaient été scandés la veille[27].

L'après-midi du même jour, à la faculté de lettres, se tient le « procès » des rédacteurs de *Paese sera*, du *Corriere della Sera*, et de *L'Unità*, accusés de calomnier dans leurs pages les luttes des étudiants. Le plus vilipendé est Duccio Trombadori (PCI) qui, à la question « quels sont ces repaires que vous voulez voir fermer ? », répond : « Non seulement les repaires fascistes, mais aussi tous ces centres qui se placent sur le terrain de la provocation et sont aux mains de forces étrangères au mouvement ouvrier[28]. » Au bout du compte, Trombadori sera expulsé de l'université.

26. C'est pendant cette occupation de la Faculté de lettres de Rome que le nom d'*indiani metropolitani* apparaît pour la première fois. En 1977, ils participeront activement à l'expulsion de Luciano Lama, le secrétaire de la CGIL, de l'université de Rome (voir le texte suivant).

27. Après sa « presque victoire » aux élections de juin 1976, le PCI de Berlinguer s'abstient au vote de confiance au cabinet Andreotti, ce qui permettra la formation d'un gouvernement rapidement surnommé « gouvernement des abstentions ». D'où, les slogans entendus dans les manifestations étudiantes : « Non au gouvernement Berlingotti », « Mais quel compromis, mais quelle abstention, la seule voie, c'est la révolution ! », ou encore « Luciano Lama, tu n'as pas bien compris, la classe ouvrière ne s'abstient pas ».

28. Le 13 février 1977, le ministre de l'intérieur Francesco Cossiga décide de nouvelles mesures pénales pour « fermer les repaires, quelle qu'en soit la couleur » ; le mouvement écrira alors sur les murs : « Fermons les repaires gris qui sont à Palazzo Chigi » [siège du gouvernement]. Le terme de « repaire » sera bien souvent détourné par le mouvement, comme dans ce tract distribué à l'université de Bologne en mars 1977 : « Étant donné la difficulté bien connue de définir avec exactitude les caractéristiques d'un repaire et l'extraordinaire capacité des criminels à se travestir en personnes humaines, le Ministre propose les caractéristiques suivantes : doit être retenu comme repaire un lieu

Le même jour, une grande manifestation traverse la ville de Bologne où le PCI local continue à dénigrer le mouvement en lui collant l'habituelle épithète de « provocateurs ». D'autres facultés sont occupées, à Messine, à Pescara et à Modène. La fédération romaine du PCI déclare que « la reprise des activités pédagogiques et scientifiques » dans l'université occupée depuis maintenant onze jours est « une nécessité politique et démocratique ». Cette déclaration laisse le champ libre aux forces qui militent pour une intervention policière.

Le 13 février, l'assemblée des occupants débat des perspectives politiques. La tendance de fond est à la poursuite de l'occupation jusqu'à l'obtention de résultats concrets : le retrait définitif du projet Malfatti, la libération des camarades arrêtés, la garantie d'espaces autogérés dans l'université, son ouverture le soir et les jours fériés. Mais, il est surtout question de chômage et des initiatives à prendre dans les quartiers contre l'exclusion et pour la satisfaction des besoins matériels comme le revenu et le logement. Deux jours plus tard, des militants du PCI forcent les piquets de grève aux portes de l'université occupée et diffusent un tract qui en appelle au « rétablissement de la vie démocratique au sein de l'université » et annonce un *meeting* avec Luciano Lama, le secrétaire de la CGIL.

Le lendemain, les occupants débattent en assemblée de la ligne à tenir lors de la venue de Lama à l'université. Tous s'accordent à penser qu'il s'agit d'une provocation, d'une tentative de reprise en main du mouvement qui vise explicitement au « retour à la normale dans l'université ». Il est donc proposé que le *meeting* soit transformé en assemblée où interviendront des représentants du mouvement étudiant.

Lama chassé de l'université : témoignages

Un camarade du mouvement.

Je garde un très sale souvenir de la journée où Lama a été chassé de l'université. Une image est restée gravée dans mon esprit : pendant la débandade du service d'ordre du PCI, un camarade du mouvement qui tenait un marteau à la main a commencé à courir après un type du service d'ordre du PCI, et puis il s'est arrêté, il est revenu en arrière, il s'est mis à pleurer et il est tombé dans les bras d'autres camarades. Ça a été un moment de psychose collective. C'était la première fois qu'il y avait un affrontement aussi dur, et qui n'était pas seulement idéologique : un affrontement physique sérieux.

Bien sûr, il y avait eu une provocation ouverte de la part du PCI. Il ne fait aucun doute que son but était de rétablir à tout prix l'ordre dans l'université, ne serait-ce que parce qu'il était venu avec un service d'ordre très bien organisé et prêt aussi bien psychologiquement que physiquement à faire face à une situation d'affrontement. Je crois que tous les camarades ont mal vécu cette journée. Le service d'ordre du PCI affichait clairement la volonté d'en découdre et certains d'entre eux ont tout de suite commencé à nous provoquer lourdement. Dans les faits, nous nous sommes retrouvés alignés sur deux fronts. Eux étaient entrés en force, tôt le matin, et ils se sont mis à gauche, du côté de la fac de droit, tandis que les camarades étaient en face, de l'autre côté.

Tant que nous tenions ces deux positions distinctes, et jusqu'à ce que Lama commence à parler, il ne s'est rien passé de grave. Il y avait juste une contestation verbale très vive de la part des camarades du mouvement, surtout des Indiens métropolitains. Et puis il y a eu une réponse très violente du service d'ordre du PCI, qui a commencé à avancer et à nous provoquer de manière évidente. Je suis certain qu'il devait y avoir des pères et des fils, alignés sur ces deux fronts, face à face. Ce qui s'est passé, on peut le lire y compris en termes de conflit de générations, de différences culturelles telles qu'elles en arrivaient à s'affronter. Au milieu de tout cela il y avait aussi un facteur humain important. C'étaient des désaccords que tu pouvais certainement aussi avoir à la maison avec ton père. Au bout du compte tu finissais par en venir aux mains avec ton père. Enfin. Mais il y avait aussi quelque chose de terrible là-dedans.

Tout cela a eu un très fort impact psychologique. Ce n'étaient plus seulement deux lignes politiques qui s'opposaient, il y avait derrière tout cela des problèmes beaucoup plus lourds, comme par exemple le fait que la figure du PCI sur le plan idéologique était celle d'un père, qu'il aurait dû te protéger et qu'au contraire il te trahissait.

Cela faisait des années qu'il te trahissait. Il t'a trahi avec la loi Reale[29], ensuite il t'a trahi avec des projets politiques absurdes que tu ne pouvais jamais, absolument jamais partager : le gouvernement des abstentions, la philosophie de l'austérité et des sacrifices, en un mot le compromis historique, et ces choses-là n'étaient pas sans conséquences matérielles[30].

où : 1) on trouve des lits défaits après 10 heures du matin ; 2) on trouve des livres sur le dadaïsme allemand ; 3) sont jetées par terre des bouteilles de bières (vides) [...] Nous rappelons que le délit de conspiration contre l'État s'accomplit dans tout lieu où est brisé l'ordre du travail, de la famille, de la télévision, de la parole : *conspirer veut dire respirer ensemble*. Signé Francesco Cossiga, Ministre de l'Intérieur. *Post-scriptum* : La Préfecture de Bologne communique que des groupes de provocateurs ont décidé de transporter aujourd'hui, à 18h, tous les repaires sur la piazza Verdi. On a vu des écrits annoncer : *Nous ne sommes pas ici, nous ne sommes pas là, notre repaire c'est la ville entière* », cité dans *Les Untorelli*, *op. cit.*

29. La loi Reale est une loi sur l'ordre public votée en 1975 sous le quatrième gouvernement Moro. Elle dote la police d'une série de nouveaux pouvoirs à caractère préventif, notamment en étendant l'usage des armes à feu hors des situations de légitime défense, en donnant le droit de perquisition sans l'intervention d'un magistrat contre « des personnes dont le comportement ou la présence, en relation à des circonstances concrètes et spécifiques de lieu et de temps, n'apparaissent pas justifiables » (art. 4), en allongeant la durée maximale de détention préventive. L'article 5 de la loi interdit de manifester « le visage couvert » ou en portant des « casques de protections ». Le PCI vote contre la loi, mais en juin 1978, un mois après la mort d'Aldo Moro, il s'opposera à son abrogation.

30. Contre cette « philosophie de l'austérité et des sacrifices », le mouvement de 77 a multiplié les slogans : « Ouvriers, étudiants, il n'y a plus de demain, il y a les syndicats métropolitains », « Nous sommes heureux de faire des sacrifices », etc.

Et puis voilà Lama qui arrive à l'université, avec son mégaphone, ou plutôt son méga mégaphone, avec sa sono assourdissante, et il commence à parler dans ce truc fracassant avec une telle puissance de son, un tel vacarme que personne, même s'il l'avait voulu, n'aurait pu écouter ce qu'il était en train de raconter.

Le mouvement, depuis des mois, ne s'était pas constitué autour d'un message univoque mais plutôt d'une myriade d'énoncés différents, de cent langages différents, de cent messages différents qui se croisaient et se mélangeaient parfois. Comme par exemple les inscriptions sur les murs de l'université, que les types du PCI avaient effacées d'autorité. À l'université, pendant l'occupation, personne ne prétendait imposer sa volonté aux autres, parce que tout le monde discutait, non seulement dans les assemblées mais aussi en faisant toutes sortes de graffitis, et personne ne disait ici c'est moi qui détiens la ligne. Au contraire, la première chose qu'a faite ce mouvement, ça a été d'affirmer avec une grande clarté, avec une grande détermination qu'on ne voulait pas des partis comme « guides », ni de tentative hégémonique de la part de quiconque, individu ou groupe.

Mais Lama, il vient là et tout ce qu'il fait c'est dire : « Je viens ici, je prends un mégaphone grand comme ça et je fais mon discours, un discours qui doit recouvrir, qui doit annuler tous les autres discours. » Parce que lui, il n'est pas venu pour discuter avec le mouvement, il est venu là pour s'imposer. Et voilà, ça a été tout de suite clair pour tous les camarades du mouvement, les camarades l'ont tout de suite vécu comme un acte autoritaire, illégitime, arrogant, violent, dans la droite ligne de tout ce que le PCI avait déjà dit et fait jusque-là vis-à-vis du mouvement.

Ils n'ont absolument pas voulu qu'il y ait débat : ils ont refusé que les camarades du mouvement interviennent après le discours de Lama, ils n'ont pas même accepté cette toute petite condition. Lama est venu là en disant : « C'est moi qui parle et c'est tout. » En faisant cela, ils voulaient obliger ceux qui étaient là à se conformer à des comportements, à une culture qui n'avaient plus aucune logique.

Je me souviens qu'à un certain moment de son intervention, Lama a dit une chose du genre : « En 1943, les ouvriers ont sauvé les usines des Allemands et vous aujourd'hui vous devez sauver les universités parce que ce sont vos usines à vous. » Évidemment, ce qu'il disait n'avait aucun rapport avec ce qui était en train de se passer. Alors moi j'ai pensé, et on a tous pensé : mais pourquoi tu viens ici et tu nous racontes ces trucs qui n'ont plus aucun rapport avec nous, avec ce mouvement ? La vérité c'est que tu ne comprends plus rien et que tu prétends me poser un ultimatum : soit tu es avec moi soit tu es contre moi.

Ce matin-là, j'étais arrivé très tôt à l'université et les types du service d'ordre du PCI et du syndicat étaient déjà sur place avec leurs badges rouges au revers de la veste, en train d'effacer les graffitis qu'on avait faits sur les murs extérieurs des bâtiments. Il y avait des hommes en combinaison avec des pinceaux et des seaux de peinture blanche qui recouvraient les graffitis. Ils travaillaient en équipes, il y avait un silence hallucinant.

Ce que j'ai tout de suite compris c'est que le type qui recouvrait les graffitis, il me cassait les couilles. Sur la venue de Lama, sur 1977, il pouvait se passer plein

de choses, moi je voyais les choses d'une certaine façon, d'autres pensaient autrement, mais je ne pouvais pas tolérer qu'un type me casse les couilles, qu'il vienne là d'autorité et qu'il efface les graffitis, même si je n'étais pas d'accord avec tout ce qui était écrit. La vérité c'est que ce qu'il était en train de faire, ça ne le rendait pas très différent du premier flic venu. Ce qu'ils étaient en train de faire, effacer les graffitis, c'était un acte de violence incroyable. Et puis ces types, on voyait tout de suite qu'ils n'avaient rien à voir avec l'occupation, ils auraient pu être ton père, et c'était vraiment ton père qui venait là pour rétablir l'ordre, les papas avec leurs gros bides. Il y avait un graffiti qui disait « les Lamas sont au Tibet », et un des types du PCI criait, tout énervé : « Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Mais qu'est-ce qu'ils racontent, ceux-là ? » Alors, un camarade du mouvement qui était là lui a dit : « Ça veut tout dire et ça ne veut rien dire, va poser la question à celui qui l'a écrit au lieu de l'effacer sans même savoir pourquoi. Mais toi, pourquoi tu l'effaces ? Qui tu es ? »

Les types du service d'ordre du PCI, on les voyait comme des adultes, des types imposants, des manœuvres, des ouvriers du bâtiment, des gens qui n'avaient juste rien à voir. Je me souviens que beaucoup d'entre eux portaient des imperméables sombres et qu'ils avaient des parapluies. Ça m'a frappé parce qu'aucun d'entre nous n'avait de parapluie, même s'il pleuviotait. Le parapluie c'était comme la pipe. Tu sentais que c'étaient des étrangers, il n'y avait rien à faire. Quand les affrontements ont éclaté, j'ai vu des gens se faire casser la tête. Mais déjà avant, les types du PCI nous disaient : « Ces fils de pute, je te les enverrais en Sibérie. » Il y en avait un que je connaissais, alors je lui ai dit : « Mais on habite à cent mètres, et c'est où que tu veux m'envoyer ? »

La tribune sur laquelle se tenait Lama était montée sur un camion garé sur l'esplanade. En première ligne, face au service d'ordre du PCI, les Indiens métropolitains. En haut d'une échelle ils ont érigé une petite tribune, ça fait comme une espèce de char, sur lequel est accroché un pantin en polystyrène avec des pancartes en forme de cœur où il est écrit : « Nous voulons parler » et « *Non Lama nessuno*[31] ». Leurs visages sont peints, ils sont armés de haches en plastique, de serpentins, de confettis, de ballons de baudruches et de quelques bombes à eau qu'ils jettent sur le service d'ordre en scandant des slogans ironiques : « Sa-cri-fices, sa-cri-fices », « Plus de travail, moins de salaire », « Le capitalisme n'a pas de nation, l'internationalisme c'est la production », « Plus de taudis, moins de maisons », « Tout de suite ! tout de suite ! la misère aux travailleurs », « Tout le pouvoir aux patrons », « S'il te plaît, Lama, ne t'en va pas, nous voulons encore plus de police. »

À un moment, on a vu un nuage blanc du côté du char des Indiens métropolitains, c'était un type du service d'ordre du PCI qui avait actionné un extincteur. J'ai vu le nuage blanc s'élever au-dessus des têtes autour de la tribune, et la tribune qui commençait à vaciller, de manière continue et confuse, et puis les gens qui détalaient dans tous les sens. Le service d'ordre du PCI est arrivé, il a commencé

31. Jeu de mots avec *Non l'ama nessuno* : personne ne l'aime.

à cogner, il y avait des trucs qui volaient, des cailloux, des bouts de bois ont commencé à voler. Dans la foulée, les types du PCI ont chargé. J'ai vu des camarades du mouvement qu'on portait par les bras et les jambes, la gueule cassée, le visage en sang. Tout le monde a été choqué de voir ces camarades arrangés comme ça, et quand le service d'ordre du PCI est retourné à la tribune, les camarades du mouvement, qui entre-temps s'étaient armés avec ce qu'ils avaient trouvé sur place, ont contre-attaqué.

On a contre-attaqué, on était vraiment en colère, il y avait des gens à nous qui s'étaient fait casser la tête. Le camion sur lequel se tenait Lama a été renversé et détruit. À ce moment, on a eu la sensation que quelque chose s'était cassé, ça pouvait être la tête de quelqu'un que tu connaissais, moi, ma fiancée était à la FGCI et à ce moment-là, j'ai compris que quelque chose se cassait qui avait aussi à voir avec mes affects. Ce qui était en train de se passer à ce moment-là était clair : le syndicat et le PCI te tombaient dessus comme la police, comme les fascistes. À ce moment-là, il est devenu clair qu'entre eux et nous, la rupture était irrémédiable. Il est devenu clair qu'à partir de ce moment-là, les types du PCI n'auraient plus le droit à la parole à l'intérieur du mouvement.

Ils avaient cherché l'affrontement, ils l'avaient voulu pour justifier la théorie selon laquelle on ne pouvait pas dialoguer avec le mouvement. Ce jour-là, pour eux, gagner ou perdre c'était la même chose, ils n'avaient plus rien à perdre parce que l'université occupée, ils l'avaient déjà perdue. L'université était désormais un bastion du mouvement qu'ils devaient faire tomber par tous les moyens. Pour eux, toutes les manières de la « libérer » étaient bonnes. Ils devaient sauver la face vis-à-vis des institutions démocratiques en affirmant non seulement que nous n'étions pas leurs enfants légitimes, mais qu'on était carrément des fascistes. Ils devaient rappeler qu'ils avaient la situation bien en main, qu'ils étaient le parti de la classe ouvrière et des prolétaires, les seuls garants, les seuls médiateurs, les seuls représentants officiels dans n'importe quel conflit. Leur logique, c'était : « S'il y a du bordel, c'est moi qui gère, ou sinon c'est la merde. »

Une militante de la FGCI

Nous de la FGCI, avant la journée de Lama, on avait fait une réunion où on avait discuté de la manière dont on envisageait l'événement. Nous vivions l'occupation de l'université, et plus généralement l'existence même du mouvement, comme une vaste provocation à laquelle il fallait donner une réponse. Nous, à l'université, on n'avait jamais eu la vie facile parce qu'on regroupait très peu de gens, et aussi parce qu'il y avait toujours eu une grande conflictualité, d'abord avec les militants des groupes et ensuite avec les gens du mouvement. Bien évidemment, on considérait le mouvement comme l'ennemi. À l'intérieur du PCI, cette histoire du mouvement, on la vivait – le Parti nous la faisait vivre – comme quelque chose qui remettait en question la démocratie, la responsabilité des masses, etc.

Le mouvement, nous on le voyait comme un agrégat confus de jeunes, un peu sur la vague des modes extrémistes, imprégné de culture extrémiste et anti-

communiste. Un mouvement de jeunes où ce qui l'emportait était l'irrationalité. Au PCI, on croyait à la distinction entre l'autonomie ouvrière, comme composante spécifique de groupes plus ou moins organisés, et le reste du mouvement. C'est plus tard qu'on a compris, et ça a été une grave erreur parce que cette incompréhension a permis de faire cadeau de la quasi-totalité du mouvement aux franges de l'autonomie.

Je me souviens de l'immense manifestation du 12 mars que nous, au Parti, nous avons regardé passer depuis le trottoir : c'était impressionnant, un cortège énorme, ils étaient vraiment très nombreux. Les manifestations du mouvement, indépendamment de ce qui pouvait se dire dans les sections, me faisaient beaucoup d'effet parce que je voyais tous ces jeunes comme moi, nos seules différences étaient idéologiques, qui défilaient par milliers en criant des slogans magnifiques, réussis, pleins de sens[32]. Tout cela faisait vraiment de l'effet.

Dans la section du parti que je fréquentais, on discutait du mouvement, mais des jeunes il n'y en avait pas beaucoup. La plupart des gens étaient fonctionnaires ou enseignants, certains étaient ouvriers, mais ils n'étaient pas jeunes, c'étaient des gens qui avaient des enfants, des gens mariés, avec un travail régulier, avec une vie régulière. Dans les discussions, il fallait qu'on défende un patrimoine historique que le mouvement, à ce moment-là, était en train d'attaquer. C'est pour ça qu'on ne pouvait pas vivre ce rapport autrement qu'en termes de conflit, ils étaient notre ennemi et il y avait de la haine, mais c'était le cas évidemment de part et d'autre.

Au Parti, on passait notre temps à ressasser que le mouvement était irresponsable. Notre position, c'était que la politique appartenait à ceux qui avaient le sens de l'Histoire, qui avaient le sens critique, qui étaient dépositaires du patrimoine des masses. Pour nous, le mouvement ne faisait pas partie de la gauche, et nous n'avons pas compris le moins du monde ce qui allait se passer ensuite. Nous n'avons pas compris que ce mouvement posait des questions fondamentales, nous le regardions comme un phénomène de jeunesse, une manière irrationnelle, passionnelle d'aborder la politique. De toute façon nous avions la certitude d'avoir les masses avec nous, les masses organisées qui parlaient des contrats, qui tenaient un discours sur le travail, qui avaient vécu des moments difficiles qui en avaient fait les défenseurs de la démocratie.

Nous à la FGCI, on organisait des formations dans les sections pour les cadres politiques. On étudiait beaucoup les textes classiques contre l'extrémisme. Parce que les dirigeants du Parti se rendaient bien compte de l'influence, de la fascination qu'exerçait l'extrémisme diffus sur les jeunes, un peu partout et surtout à l'école. Entre nous et le mouvement s'est construit un rapport de haine, une haine profonde suscitée par l'accroissement et par l'accumulation des incompréhensions, parce que nos cultures, mais aussi nos comportements et nos formes de vie étaient différents.

32. « Nous sommes du PCI, nous sommes de la FGCI, nous ne descendons dans la rue qu'avec la DC ! Avec les extrémistes, non ! on ne peut pas descendre, c'est Berlinguer qui nous a l'interdit ! »

Le matin où Lama est venu à l'université, je me souviens que les gens du mouvement nous jetaient des pièces de monnaie, et c'est quelque chose qui m'a fait très mal, je m'en souviens comme d'une chose odieuse. Ils nous jetaient des pièces, c'était terrible de devoir supporter ça, c'était très violent. Nous sommes arrivés et nous avons pris position au pied du camion qui faisait office de tribune. Il y avait le mur de notre service d'ordre et ceux du mouvement qui poussaient. À un moment, des objets ont commencé à voler, il y a eu des coups de poing et des coups de bâton, mais ce qui m'a le plus marquée c'est qu'ils me raillaient, qu'ils me crachaient dessus et qu'ils me jetaient des pièces. J'ai été anéantie, je me suis rendue compte du degré de haine que le mouvement avait à notre égard.

Quand l'affrontement a eu lieu, je ne me suis pas défilée, j'ai même pris des coups, et un caillou ici dans le dos. Je me suis énervée contre mes camarades qui s'enfuyaient parce que je pensais que si nous avions décidé d'aller à l'université, c'était pour y rester. Si c'était un moment de lutte, alors il fallait lutter jusqu'au bout, et non pas fuir. Mais à un moment, ça a été la débandade générale.

Les jours suivants, au Parti, on s'est engueulés avec les camarades de la cellule de l'université, qui nous avaient décrit la situation de manière complètement fausse. Ils étaient venus à la fédération nous dire qu'il n'y avait pas de mouvement à l'université mais des groupes de provocateurs, une situation qu'il fallait absolument normaliser et que c'était vraiment faisable. Officiellement, nous du PCI, nous étions allés à l'université pour empêcher l'irréparable – c'est ce que nous avons dit et c'est ce que nous pensions – c'est-à-dire pour empêcher que la police intervienne pour expulser l'occupation, et les inévitables affrontements qui s'en seraient suivis. Nous n'avions pas compris que sur ce terrain, nous n'avions pas, je ne dis pas l'hégémonie, mais pas même une once de prestige, qu'au fond nous n'avions pas la moindre légitimité.

Vers l'affrontement

À la fin du mois de février, le mouvement s'est étendu dans toute l'Italie, il a gagné jusqu'aux petites villes de province. De très nombreux lycées sont occupés, ou en état d'agitation permanente. On s'y essaie à des formes d'« autogestion », c'est-à-dire qu'on y expérimente un apprentissage collectif sur les questions qui intéressent le mouvement. À Rome, les fascistes tirent de nouveau des coups de feu devant une école, blessant deux étudiants. En réponse, un cortège du mouvement attaque plusieurs locaux fascistes à Turin et y met le feu. Une polémique s'ensuit avec les militants du PCI, des bagarres et des affrontements éclatent. À Padoue, toute l'université est bloquée. À Pérouse, les facultés de lettres et de sciences humaines sont occupées. Le 5 mars, une manifestation est organisée en soutien à Panzieri, un camarade qui a été condamné la veille à 9 ans de prison pour responsabilité morale dans la mort d'un fasciste. Voici le témoignage d'un camarade du mouvement :

•

« Après avoir chassé Lama de l'université, le mouvement est reparti, plus uni et plus rassemblé, parce que l'initiative provocatrice du PCI a fait l'unanimité contre elle. C'est sur cette base qu'on a réussi à faire fonctionner les occupations en chaîne des établissements scolaires. Les rapports avec le PCI dans l'université se limitent désormais à quelques professeurs, qui jouent le rôle de médiateurs avec le mouvement. Mais les organisations du PCI comme la FGCI et les cellules du parti n'ont de fait plus aucun espace de parole à l'université.

Au dernier moment, alors que tous les camarades du mouvement sont mobilisés, on apprend que la manifestation de soutien à Panzieri n'a pas été autorisée. La police, massivement déployée sur le piazzale delle Scienze devant l'université, fouille et menace quiconque tente de s'approcher, mais des milliers de camarades sont déjà à l'intérieur. Des négociations s'engagent pour fixer un parcours, mais la police est intraitable : aucun cortège ne doit partir. Et puis tout à coup, les carabiniers chargent en tirant des lacrymogènes à hauteur d'homme. Des affrontements éclatent aussitôt devant l'université, mais le gros du cortège est déjà passé par une sortie latérale pour rejoindre le centre-ville.

Le cortège se divise alors en plusieurs tronçons qui se déversent dans tous les quartiers de Rome. Les affrontements se succèdent, avec un véritable saut qualitatif : les fonctions militaires ne sont plus déléguées aux habituels services d'ordre, cette fois tout le monde veut participer. C'est pour cela, je crois, que la manifestation du 5 mars a été la plus belle du mouvement de 77, à cause de la participation, à cause de la gestion de masse, à cause du refus de la délégation qui ont caractérisé les affrontements. À la fin, nous avons réussi à désorienter complètement la police en nous éparpillant dans les rues étroites du centre historique où les camionnettes avaient du mal à circuler.

Ce jour-là, Radio città futura a joué pour la première fois son rôle de tam-tam en nous renseignant sur les lieux des affrontements et sur les positions de la police. Les gens l'écoutaient sur des transistors, se téléphonaient, s'échangeaient des informations sur ce qui se passait, sur les affrontements. Il y avait des camarades sabotaient les feux de signalisation pour créer des embouteillages, une grande créativité spontanée.

Après Lama, le PCI a commencé à attaquer le mouvement frontalement ; la presse aussi nous attaquait, nous dénigrait et poussait à la criminalisation. Le discours officiel, c'était que le mouvement allait à l'affrontement parce qu'il était composé d'une masse de désespérés sans aucun projet rationnel, sans le moindre espoir de débouché politique : la seule chose qu'il pouvait faire, c'était donc de tout casser. Mais le mouvement n'avait pas *a priori* de volonté d'affrontement, il avait la volonté d'affirmer le droit de pouvoir faire ce qu'il était en train de faire et de ce point de vue, face à la police qui cassait les couilles, qui réprimait avec des méthodes scientifiques, qui massacrait les camarades dès qu'elle en avait l'occasion, l'affrontement était une question de survie. À ce moment, aller à l'université c'était comme monter en première ligne, nous étions en permanence encerclés, assiégés, nous n'avions aucun espace de liberté, aucun espace politique où agir. Le mouvement ne

considérait pas l'affrontement comme faisant partie d'un projet politique prédéterminé: il allait à l'affrontement parce qu'il était nécessaire de maintenir ouverts les espaces physiques et politiques indispensables à la pratique de son programme spécifique, un programme fait de choses pratiques, vécues au quotidien, qui avaient pour but d'amplifier et de généraliser la transformation. Si on s'en prenait au policier, au carabinier, c'est avant tout parce qu'il nous empêchait de nous exprimer.

C'est compliqué de parler de 77. Tous ceux qui n'étaient pas du mouvement se demandaient: mais c'est quoi leur ligne politique à ceux-là, où elle est, en quoi elle consiste? Eh bien pour moi, justement, une ligne politique de ce genre, telle qu'ils l'imaginaient eux à travers les schémas de la politique traditionnelle, le mouvement n'en avait pas. Dans le projet politique du mouvement, débattre du féminisme, des ouvriers, de la crise économique, de l'écologie, des plus petits comme des plus grands systèmes, c'était tout un. Dans cette effervescence permanente, tout avait la même importance. On avait la sensation qu'on pouvait tout changer, que tout était en train de se transformer et que rien ne devait pouvoir échapper à la critique et à la discussion.

Dans l'université occupée, il y avait des assemblées sur les thèmes les plus divers. Au département d'économie, par exemple, il y avait l'assemblée des homosexuels qui posaient la question du langage chez les camarades et qui contestaient l'utilisation d'expressions comme "va te faire enculer", qu'ils percevaient comme une insulte, comme une offense. Il y avait des ribambelles de collectifs qui inventaient les choses les plus étranges et les plus diverses, et personne ne serait allé les voir, même en rêve, pour leur dire que ces choses n'avaient pas d'importance, qu'elles étaient secondaires par rapport aux autres, etc. »

Les jours suivants, le PCI fait son « autocritique » et concède que dans le mouvement « une large composante s'est engagée pour une réforme de l'université et pour le renouveau du pays », même s'il ajoute qu'« à ses côtés, certaines franges mènent des batailles sans débouchés ». D'ailleurs, pour le PCI, l'épisode de Lama est la preuve qu'« un nouveau type de *squadrisme* est en train de se mettre en place ». Aux cris de « Ils nous ont chassés de l'université, maintenant reprenons la ville! », plus de 30 000 participants au mouvement défilent dans les rues de Rome. Pendant ce temps se prépare l'assemblée nationale des facultés occupées et en lutte. Elle se clôt par la décision d'appeler pour le 12 mars à Rome à une grande manifestation nationale de lutte contre l'attaque sur le revenu prolétaire et l'emploi, contre le travail salarié, pour la reprise de la lutte ouvrière et l'organisation autonome des ouvriers, des étudiants, des chômeurs et de tous les exploités.

Le 7, la conférence nationale de la Federazione lavoratori metalmeccanici (FLM) s'ouvre à Florence. Des délégations d'étudiants des universités en lutte sont invitées à débattre. C'est un acte courageux qui montre combien la politique de la FLM a été plus clairvoyante, dans sa tentative de recoller les morceaux entre le nouveau mouvement et les institutions historiques du mouvement ouvrier, que celle des appareils confédéraux. Durant les débats, qui dureront trois jours, le syndicat se livre à une autocritique sévère et franche, pour ne pas avoir été capable

de faire face quand il le fallait et de manière adéquate aux problèmes posés par le mouvement des étudiants et de la jeunesse. Malgré une volonté réelle de trouver des solutions et de rétablir un contact entre les deux parties en présence, cette rencontre ne suffira pas à combler la distance qui sépare leurs logiques et leurs présupposés respectifs lorsqu'il s'agit d'aborder les formes de luttes et leurs contenus.

Pendant ce temps, à Padoue, la police intervient pour expulser l'université occupée. En réponse, des groupes d'étudiants mettent à sac les bureaux des « mandarins » de l'université qui ont été identifiés comme ayant commandité l'expulsion. Le 8 mars, la journée des femmes connaît une participation massive dans toutes les villes d'Italie. Le mouvement féministe réaffirme dans la rue son autonomie non seulement par rapport aux partis et aux institutions, mais aussi par rapport au mouvement étudiant. Les jours suivants à Rome, les préparatifs pour l'organisation de la manifestation nationale du 12 mars battent leur plein. Mais le jour qui précède ce rendez-vous important est endeuillé par la mort de Francesco Lorusso, un militant de Lotta continua tué à Bologne par un carabinier lors d'affrontements dans le quartier de l'université.

Les journées de mars

Le 11 mars au matin, à Bologne, Comunione e liberazione tient une assemblée à l'Institut d'anatomie de l'université[33]. Environ 400 personnes sont présentes. Cinq étudiants en Médecine, connus pour faire partie du mouvement, se présentent à l'entrée de l'amphi. Le service d'ordre des catholiques les malmène et les jette dehors. La nouvelle se répand, des groupes de camarades accourent. Tandis que les *ciellini* se barricadent dans l'institut, la police et les carabiniers arrivent à bord de camions, de jeeps et de fourgons cellulaires. Les premières grenades lacrymogènes sont tirées presque immédiatement. Les camarades s'enfuient en direction de la porta Zamboni. Lancés à leur poursuite, les carabiniers commencent à tirer des coups de feu. Un cocktail molotov part du groupe de fugitifs et atteint une jeep, qui brûle.

Via Mascarella, un autre groupe de camarades qui se dirige vers l'université rencontre une colonne de carabiniers qui chargent aussitôt. On entend des rafales de mitraillette, suivies de 6 ou 7 coups rapprochés de pistolet 9 mm. Le tireur est un carabinier qui porte un uniforme sans bandoulière et un casque à visière. Il vise avec précision, le bras en appui sur une voiture. Francesco Lorusso, 25 ans, militant de Lotta continua bien connu dans le mouvement bolonais, entend les premiers coups de feu. Il est en train de courir avec les autres, il se retourne, il est touché dans le dos, de biais. Sur sa lancée, il parcourt encore une dizaine de mètres et tombe sur le pavé, sous les arcades de la via Mascarella.

Le bruit qu'un camarade a été tué se répand rapidement. La police se retire à la préfecture. Vers 13 h 30, Radio Alice relaie la nouvelle dans la ville. Tout le mouve-

33. Le récit qui suit s'inspire d'un document plus détaillé du Collettivo di controinformazione, reproduit en français dans *Les Untorelli*, *op. cit.*

ment s'est rassemblé à l'université, toutes les voies d'accès se hérissent de barricades. *Terra promessa*, la librairie de Comunione e liberazione, est saccagée. Chaque faculté se réunit en assemblée. Les services d'ordre s'organisent et on décide que l'objectif politique qu'il faut frapper est la DC. Un imposant cortège part de l'université.

Via Rizzoli, des dizaines de vitrines s'effondrent. Aux abords du siège de la DC, des affrontements éclatent entre la police et la tête du cortège tandis qu'un tir nourri de grenades lacrymogènes en attaque la queue. Le cortège se disperse et s'éparpille dans les petites rues latérales. Des groupes compacts se dirigent vers la gare et occupent les voies, où ils affrontent de nouveau la police. Pendant ce temps, d'autres groupes se rassemblent dans la zone de l'université. Le restaurant de luxe Il Cantunzein est mis à sac pour se procurer des vivres.

Radio Alice relate les affrontements en direct: « [...] nous rappelons donc que, parmi tous les événements survenus aujourd'hui à Bologne, les événements dont parlent la télévision et la radio, par exemple l'incendie des locaux du *Resto del Carlino*[34], celui des deux commissariats de police et du bureau de la FIAT; comme celui du magasin Luisa Spagnoli, qui est un magasin justement qui vit sur le dos des détenues, c'est-à-dire qui les fait travailler pour fabriquer des produits de mode chic[35], de tout cela, des affrontements de la via Ugo Bassi dont les camarades ne sont pas responsables ou des affrontements qui se sont produits parce que la police essayait de les expulser de la gare, de tout cela, tous les camarades prennent l'entière responsabilité. Tous faisaient partie de ce gigantesque service d'ordre qui a été décidé collectivement, en s'équipant avec des cocktails molotov préparés tous ensemble à l'université aujourd'hui en début d'après-midi; tous ensemble nous avons préparé les bouteilles, tous ensemble nous avons dépavé les allées de l'université; tous ensemble, nous avions tous des bouteilles incendiaires, des pavés en poche, parce que la manifestation d'aujourd'hui était une manifestation violente, c'était une manifestation que nous avons tous voulue violente, sans service d'ordre, sans petits groupes isolés de provocateurs, d'autonomes, qui faisaient des actions, parce que tous les camarades ont participé à toutes les actions qui ont eu lieu aujourd'hui[36]. »

En fin d'après-midi, les fédérations bolonaises du PCI et de la FGCI diffusent le tract suivant: « [...] Une nouvelle et grave provocation a été perpétrée aujourd'hui à Bologne. Elle a pour point de départ la décision inadmissible d'un groupe de la soi-disant Autonomie d'empêcher l'assemblée de Comunione e liberazione et de lourdes interventions des forces de police. Devant une situation de tension où, une fois de plus, des groupes néosquadristes ont joué l'intimidation et la provocation, la police et les carabiniers sont intervenus en faisant usage d'armes à feu [...]. Cette logique de provocation et de violence, qui est plus que jamais au service de la réaction, doit être isolée et vaincue. Depuis longtemps, dans notre ville, de petits groupes de provocateurs bien identifiés agissent dans cette logique précise[37]. »

La nouvelle des affrontements à Bologne se propage dans toute l'Italie. À Rome, où le mouvement prépare la manifestation du 12 mars, le climat devient très « chaud », comme le raconte un témoin:

« Le 11 mars, toute l'Université de Rome était devenue une fabrique de cocktails molotov. Les camarades étaient décidés à foutre le bordel. Les services d'ordre des différentes facultés se réunissaient pour discuter des objectifs. La veille à Bologne, les carabiniers avaient assassiné un camarade, Francesco Lorusso. La situation était donc vraiment tendue. Le rassemblement avait été fixé piazza Esedra. À un moment, les gens qui arrivaient étaient tellement nombreux que personne ne pouvait plus rentrer. Des milliers de camarades étaient venus de tous les coins d'Italie, par trains spéciaux, en bus ou en voiture. Certains étaient venus au rendez-vous avec leurs propres bouteilles, mais le plus gros avait déjà été préparé et organisé, et je me souviens que la consigne était de préparer des molotov aussi pour tous ceux qui n'étaient pas de Rome. Au final, malgré toutes les bouteilles qui ont été lancées, il en est resté par quintaux.

La police bloquait la via Nazionale, le grondement des slogans contre le gouvernement, la police et les carabiniers montait par vagues successives. La négociation du parcours de la manifestation avec la préfecture a commencé à quatre heures de l'après-midi. Évidemment la police avait l'ordre formel de ne pas nous laisser passer par le centre. Finalement, on se met d'accord sur un parcours et le cortège part sur la via Cavour. Il y avait une tension indescriptible, l'ambiance était à l'orage. La ville était déserte, les magasins fermés, la circulation avait été déviée. Il a commencé à pleuvoir, des gens nous lançaient des sacs en plastiques par les fenêtres des immeubles pour nous abriter. Les services d'ordre de l'université étaient en liaison permanente, ils avaient des motos, des talkies-walkies, et ils nous servaient de guides. On se sentait protégés d'une certaine manière, mais en même temps aussi expropriés de cette fonction militaire que, le 5 mars, nous avions pu exprimer directement.

À un moment, le cortège s'est arrêté, dans un silence absolu, pendant à peu près cinq minutes. Tout le monde était très tendu, tout le monde savait qu'il allait y avoir du grabuge. À ce moment-là, un groupe important se détache du cortège et rejoint la piazza del Gesù, là où se trouve le siège de la DC gardé par la police. Les molotov ont commencé à voler et les policiers ont riposté en tirant des lacrymogènes. Puis on a entendu des coups de pistolets, des hurlements, des coups. Une fumée irrespirable a tout envahi, on ne pouvait plus rien voir, deux policiers sont

34. Quotidien de Bologne, classé à droite.

35. « Luisa Spagnoli, gardienne notoirement connue pour s'être enrichie en exploitant sauvagement le travail des détenues prolétaires. Une femme sensible qui « habille » avec un goût très sûr les femmes de la haute bourgeoisie : des vêtements à 150 000 lires, des pull over à 20 000 lires ; elle paie les détenues au tarif de 3 000 et 1 500 lires, les exploitant pendant 12 heures par jour et plus, en les payant à la pièce… », tract diffusé lors de l'incendie de deux magasins Luisa Spagnoli en mars 1977 à Milan, cité dans Ida Faré et Franca Spirito, *Mara et les autres, op. cit.*

36. Collectif, *1977, BOLOGNA, Fatti nostri*, Bertani, 1977.

37. *Ibidem.*

tombés, blessés aux jambes. La police a chargé plus durement encore et le cortège s'est scindé en deux tronçons. Le siège du PCI, via delle Botteghe oscure, ne faisait pas partie de nos objectifs, les cordons des services d'ordre du mouvement bloquaient l'accès à la rue. Le PCI avait son propre service d'ordre, mais il n'y a eu aucune friction, probablement aussi parce que vu l'ambiance, ils ont compris que ce n'était vraiment pas le moment. Intérieurement, ils étaient certainement prêts, mais là dehors, il n'y en avait vraiment pas beaucoup qui avaient l'allure de *pistoleros.*

Des barricades sont dressées sur la piazza Argentina et à partir de ce moment les affrontements et les fusillades vont se succéder dans tout le centre pendant des heures. Le plus gros cortège passe devant le Ministère de la justice : nouveaux molotov, nouveaux échanges de coups de feu avec les policiers retranchés à l'intérieur.

Sur les quais du Tibre, les deux tronçons du cortège se sont rejoints et sur le parcours qui mène à la piazza del Popolo, il s'est passé beaucoup de choses. Il n'y a plus une seule vitrine debout, deux postes de police, l'ambassade du Chili près le Saint-Siège, la rédaction d'*Il Popolo,* le siège de la Gulf[38] ont été attaqués, ainsi qu'un nombre indéterminé de banques et un concessionnaire FIAT. La police, positionnée de l'autre côté du Tibre, se préoccupait surtout de protéger la Prison de Regina Coeli. Il commençait à faire nuit et des coups de feu ont été tirés contre la prison. Au même moment, une armurerie a été prise d'assaut, les armes, fusils et pistolets ont été emportés. Je garde l'image d'un camarade qui sort de l'armurerie avec un fusil, il le charge, il traverse la rue, il pose le canon sur le parapet et il tire toutes ses munitions en direction de la prison de l'autre côté du Tibre, juste en face.

Il y avait même un type avec un fusil sous-marin pris dans la même armurerie, qui a tiré un coup de harpon en direction de la police qui était de l'autre côté du fleuve. Sur tous les ponts on dressait des barricades et on lançait des volées de molotov. Il y en avait qui tiraient, mais la police aussi tirait, un peu tout le monde tirait. Il y a eu énormément de blessés ce jour-là, des deux côtés.

Le long du quai, il y en avait qui tentaient de former des cordons pour empêcher des groupes de détruire toutes les voitures stationnées. Après, il y a eu une grosse polémique à ce sujet. Il y avait peut-être cent mille personnes et parmi elles, il y en avait aussi qui détruisaient tout.

Sur la piazza del Popolo l'air était irrespirable. La police n'était pas là, elle était restée à distance comme un fantôme et tirait des lacrymogènes sans discontinuer. Des flammes s'élevaient au-dessus des murets. Un groupe fourni a donné l'assaut au siège du commandement des carabiniers, ils ont lancé quantité de cocktails molotov, et puis ils ont commencé à tirer des coups de fusil et de pistolet contre la porte et le mur. Plus loin, un bar qui servait de rendez-vous à des fascistes a été incendié. »

À Bologne, le matin du 13 mars, un millier de carabiniers armés jusqu'aux dents et protégés par des blindés, occupent militairement la zone de l'université qui, depuis deux jours, était aux mains du mouvement. L'université est déserte. Des fusils de chasse, des munitions, des molotov, des armes par destination sont retrou-

vés à l'intérieur. Toute la journée, les carabiniers se déploient dans les espaces collectifs du mouvement, cassant tout et confisquant ce qu'ils trouvent. Plus tard, des perquisitions sont menées dans des domiciles privés, 41 personnes sont incarcérées, une centaine interpellée. Depuis le 11 mars à Bologne, 131 personnes ont été incarcérées.

Le lendemain, 14 mars, la police et les carabiniers maintiennent toute la journée la ville en état de siège. Le Préfet interdit le cortège qui devait accompagner les funérailles de Francesco Lorusso. Dans le même temps à Rome, un décret préfectoral interdit toute manifestation pour les quinze jours à venir. Cossiga, ministre de l'Intérieur, déclare : « Nos *Tupamaros* doivent comprendre qu'il n'y a absolument pas de place pour leur folie. » Le 12 mars à Milan, pendant une manifestation du mouvement, une violente fusillade fait voler en éclat les vitrines du siège de l'Assolombarda. Des attentats et des affrontements ont lieu dans de nombreuses autres villes. Le matin du même jour, à Turin, les Brigate communiste combattenti avaient abattu un brigadier du Bureau politique de la préfecture.

De larges secteurs du mouvement ne cachent pas leur sympathie pour les actions armées. Aux côtés des organisations combattantes les plus structurées, une galaxie informelle et mobile de micro-organisations est en train de se constituer. Elles diffusent les pratiques armées des métropoles jusqu'aux villes les plus périphériques, en privilégiant l'attaque non pas tant au « cœur de l'État » que contre les figures qui incarnent « l'articulation du commandement capitaliste sur les territoires[39] ».

Lucia Martini et Oreste Scalzone : phénomènes de lutte armée dans le mouvement et à ses marges

Le « 68 des ouvriers », c'est le triomphe de la vie irréductible à l'économie et aux règles comptables. C'est là que commence à se manifester une très forte demande de transformations sociales, sans qu'aucun débouché lui soit donné. À ce moment-là, dans les cultures du mouvement, « nous voulons tout » c'était l'exigence de tout le pouvoir, le pouvoir de transformer radicalement la vie de la société et des individus. Aujourd'hui, peut-être, on peut dire que la lutte pour le pouvoir est un piège

38. Société internationale fondée aux États-Unis, qui fait partie les dix plus importantes compagnies pétrolières au début des années 1970.

39. « Notre ligne, dans ce cadre général de projets et de contradictions reste celle d'unifier et de renverser toute manifestation partielle de l'antagonisme prolétarien en une attaque qui converge au "cœur de l'État". Celle-ci naît de la considération totalement évidente que c'est l'État impérialiste [...] qui impose le projet global de restructuration [...] et que pour cette raison, hors du rapport classe ouvrière-État, il n'y a pas, et il n'y a du reste jamais eu, de lutte révolutionnaire. L'objectif intermédiaire est l'effondrement et la crise définitive du régime démocrate-chrétien, prémisse nécessaire à un tournant historique vers le communisme », *Résolution de la direction stratégique des Brigades rouges*, 1975, cité dans Soccorso rosso, *Brigate rosse...*, *op. cit.*

qui mène droit au socialisme, c'est-à-dire à un mode de production étatique (capitalisto-étatique) qui nie la demande de libération communiste portée par les luttes. Aujourd'hui, peut-être, on peut dire que le maximum de révolution historiquement possible, c'était cet extraordinaire désordre sous le ciel, ce pouvoir ouvrier et prolétaire qui était un pouvoir de refus et de négation. Mais à ce moment-là, on cherchait le point de non-retour, on voulait déboucher sur un pouvoir, y compris formel. De tout cela, il n'y a pas eu, dans la politique réformiste, la moindre traduction adéquate.

La *lutte armée* a donc été la prolongation – mal comprise – de cette trajectoire. Non pas que tous aient voulu la guerre civile, mais « tous » ont participé à en constituer les prémisses culturelles et matérielles. Et certains – ils n'étaient pas rares – en ont tiré les conséquences. C'est sur cette question du « débouché » que l'expérience extraparlementaire s'est désagrégée. Il y a eu un moment où c'était soit le PCI et le syndicat, soit les Brigades rouges. Et entre les deux, la crise vécue avec lucidité par Potere operaio, ou l'irresponsable démagogie verbale des autres groupes.

Le PCI et le syndicat sont déjà engagés dans la *svolta dell'EUR*, dans le gouvernement d'unité nationale, c'est-à-dire qu'ils se sont « fait État ». Pour beaucoup, il n'est resté comme possibilité de contestation politique que la « lutte armée ». Pourquoi un débouché mal compris ? Parce qu'on n'était pas arrivés au bout d'une critique radicale de la politique. De la politique y compris comme « urgence révolutionnaire ». De la politique y compris comme théorie des stades de transition. De la politique y compris comme théorie du semi-État ouvrier. De la politique y compris comme séquence : rupture de la machine d'État / instauration de la dictature du prolétariat / transition vers le socialisme / transition socialiste[40].

Avec la crise pétrolière et la manœuvre capitaliste qui prospère sur elle, commence la contre-révolution. Une révolution par le haut qui, dans les endroits clefs comme la FIAT, mènera tout droit à l'usine post-tayloriste de l'automation. L'extrémisme ouvrier engage une lutte de résistance à mort contre la restructuration. De notre point de vue, cette lutte est résiduelle et stratégiquement perdante : même si elle fétichise les formes d'actions radicales, son contenu n'en reste pas moins stérilement défensif. Ceci étant, on pense à lier le processus d'organisation à l'infatigable résistance de ces ouvriers extrémistes. On pense que c'est à cet endroit que peut se construire une organisation révolutionnaire qui pourra ensuite requalifier ses contenus. L'étoile polaire de ce processus d'organisation qui fut le nôtre – les Comitati comunisti per il potere operaio – c'est la Magneti Marelli de Sesto San Giovanni. Cela vaut la peine d'en raconter ici quelques morceaux d'histoire[41].

En 1976, après une lutte dure contre la restructuration au cours de laquelle les bureaux de la direction ont été occupés, quatre membres du comité sont licenciés par l'entreprise. Un bras de fer commence alors entre les ouvriers et la direction. Tous les matins à l'entrée de l'usine, un cortège se forme pour faire entrer les quatre camarades licenciés. Simultanément, l'affaire est débattue aux prud'hommes. Le verdict change à chaque instance de jugement, les décrets de réintégration

succèdent aux confirmations de licenciement. En dépit de cela, chaque jour, les quatre camarades continuent d'entrer dans l'usine, emmenés par le cortège.

Un jour, ces quatre camarades sont arrêtés dans le Val Grande[42] alors qu'ils s'entraînent au tir. Le comité « s'occupe » de créer le débat autour de leur arrestation en distribuant un tract pendant un *meeting* de Bruno Trentin, sur la piazza Castello à Milan. La petite et la moyenne bourgeoisie, affirme le tract, sont en train de s'armer, les patrons disposent de corps armés privés ; il est par conséquent légitime que les ouvriers en fassent autant. Pendant le débat aux prud'hommes, le tribunal est régulièrement envahi par des cortèges ouvriers. Des affrontements avec les carabiniers surviennent à l'intérieur du Palais de justice.

Au procès pénal pour l'affaire des armes, la salle d'audience est pleine de camarades qui scandent des slogans solidaires. Peu de temps après le procès, dans l'usine, se tiennent les élections pour le conseil des délégués. Enrico Baglioni, l'un des ouvriers licenciés arrêtés dans le Val Grande, fait partie des mieux élus. Le conflit sur les licenciements se poursuivra après la libération des camarades, jusqu'à ce que l'entreprise paye 25 millions par tête pour leur faire accepter le licenciement – déjà rendu effectif par l'ultime jugement des Prud'hommes. L'argent sera consacré à la construction d'une crèche pour les enfants des ouvrières.

Dans ce conflit, c'est toute une expérience sociale, culturelle et politique qui est à l'œuvre. Il y avait ce discours sur les « décrets ouvriers », sur la capacité que pouvait avoir un réseau d'avant-gardes révolutionnaires de classe d'exprimer un contre-pouvoir sur le territoire, sur l'ensemble de l'organisation sociale. La réduction du temps de travail et le salaire social, le revenu garanti pour tous comme droit à la vie : une fois posés ces deux axes revendicatifs, il s'agissait de trouver les formes de luttes qui s'en approchent le plus. Lutte contre le commandement de l'entreprise, la discipline d'usine, l'augmentation de la productivité ; lutte contre les prix, les factures, les loyers. C'est quelque chose de différent, de plus dur, de plus âpre que le « nous voulons tout » de 1969 : il s'agit d'affirmer une sorte de *citoyenneté** nouvelle, d'introduire des modifications irréversibles dans l'état social des choses.

Lorsqu'en 1976 un groupe armé fait irruption dans la guérite à l'entrée de l'usine, et tire dans les jambes du chef des « vigiles », Matteo Palmieri, le comité boycotte

40. Dans *L'État et la révolution, op. cit.*, Lénine définit les différentes phases de transition du capitalisme au communisme. Le Semi-État ouvrier désigne le socialisme, juste avant la disparition complète de l'État.

41. Les Comitati comunisti per il potere operaio sont nés en décembre 1974 du rapprochement d'ex-militants de Potere operaio et du Comitato comunista autonomo, issu de Lotta continua. Ils éditeront *Senza Tregua, giornale degli operai e dei proletari comunisti.* Voir Emilio Mentasti, *Senza Tregua. Storia dei Comitati comunisti per il potere operaio (1975-1976)*, Colibri, 2010. Sur l'histoire de l'usine d'équipements électriques Magneti Marelli, appartenant au groupe FIAT, voir Emilio Mentasti, *La « Garde rouge » raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan 1975-78)*, Les Nuits rouges, 2009.

42. Région montagneuse située à une heure de Milan.

l'heure de grève organisée par le syndicat en signe de protestation. « Pas une larme, pas une minute de grève pour le chef des vigiles », lit-on dans le tract. Mais la Magneti n'est que la partie émergée d'un iceberg bien plus vaste et plus profond. À Milan, le 77 du jeune prolétariat du travail intellectuel précaire et du chômage a été annoncé par les Circoli del proletariato giovanile, par les occupations de logements, par les autoréductions dans les salles de cinéma, par les *riots* dans les supermarchés.

Le 77 milanais sera le moment d'expression et d'explosion d'une gauche ouvrière « spartakiste ». Lors de la grève générale du 18 mars, un cortège ouvrier défile le long de la piazza Duomo, puis il trace son propre « sentier de la guerre », en allant frapper de nombreux « objectifs », de l'immeuble de direction de Marelli aux bureaux de l'entreprise Bassani Ticino qui prospère sur le travail sous-payé des détenues de San Vittore. C'est seulement à la fin de 77 que commence l'exode hors de l'usine. On pense aux syndicalistes révolutionnaires américains qui sont décrits dans *Dynamite* d'Adamic[43]. Suspendus, licenciés, mis *en cassa integrazione*, les « cadres » ouvriers commencent à quitter l'usine. C'est le début des autolicenciements. Il y a une extraordinaire osmose entre ces sujets et les autres strates qui composent la figure multiforme et protéiforme de l'ouvrier social.

Les organisations formelles perdent aussi du terrain. Parallèlement aux militants qui rejoignent en nombre Prima linea[44], les Brigades rouges ou d'autres groupes combattants, parallèlement à ceux qui militent dans les Coordinamenti dell'opposizione operaia, ou dans les Comitati comunisti rivoluzionari, ou dans les Collettivi politici operai – l'Autonomie organisée –, beaucoup créent des micro-agrégations affinitaires. De petits groupes d'« auto-conscience combattante » se constituent. La perte de la dimension politique collective pousse à une pratique d'autovalorisation immédiate. Il n'y a pas de processus de « criminalisation » de ces sujets, mais un effacement, une indistinction de la frontière entre action politique révolutionnaire et action transgressive, extralégale, individuelle ou groupusculaire. Un peu comme les anarchistes de la bande à Bonnot, comme les Wobblies qui avaient survécu à la Crise[45], comme les syndicalistes révolutionnaires américains dans les années 1930, ces groupes entendent annuler la distinction entre « expropriation » et « vol ». La nébuleuse de ces micro-organisations affinitaires occupera la scène jusqu'à la fin des années 1970[46].

Lanfranco Caminiti : l'autonomie méridionale, territoire d'ombres, luttes solaires

La crise des groupes extraparlementaires, au milieu des années 1970, obligeait à repenser la question méridionale[47]. Si les groupes les plus attentifs aux réalités du travail ouvrier avaient regardé la constitution des pôles industriels (à Gela, Milazzo, Priolo, Taranto, Porto Torres) comme les lieux possibles d'une conscience révolutionnaire, les groupes marxistes-léninistes s'intéressaient surtout à la tradition comme garantie de virginité, aux racines paysannes, à la sagesse antique, aux jacqueries (ainsi à Cutro, Paola, Bronte, Lentini[48]). Dans les deux cas, au-delà du fait d'avoir impulsé des mouvements de luttes massifs, ils étaient capables à la fois d'éléments de vérité

et de connaissance, mais aussi d'une forte surdétermination théorique ou idéologique (qui les avait par exemple déconcertés et paralysés lors des événements de Reggio Calabria[49]). Ces surdéterminations avaient comme brouillé les processus de connaissance et les catégories de l'analyse. Il fallait revenir en arrière pour regarder et comprendre ce que nous avions sous les yeux. Mais, en attendant, il fallait sortir de leur torpeur toute un ensemble de consciences, de réalités, de militants, qui s'était sédimenté. C'est ainsi que naît l'autonomie méridionale.

À un premier réseau de militants, réunis autour du journal *Comunismo*, s'agrège une nébuleuse plus hétérogène qui s'était réunie en 1976 à l'université de Cosenza[50].

43. Louis Adamic, *Dynamite ! Un siècle de violence de classe en Amérique* [1931], Sao Maï éditions, 2010. Ce livre avait été traduit en italien par le Collettivo editoriale Librirossi en 1977.
44. Ce sera le cas d'Enrico Baglioni. Pour une histoire de Prima linea par un de ses principaux membres, voir Sergio Segio, *Miccia corta. Una storia di Prima linea*, DeriveApprodi, 2005.
45. Les Wooblies étaient les membres du syndicat IWW – *Industrial workers of the world*, né en 1905 aux États-Unis. Voir Joyce Kornbluh, *Wobblies & Hobos*, L'Insomniaque, 2012.
46. Deux des cinq volumes édités du *Progetto memoria*, mis en œuvre par Renato Curcio, contiennent un grand nombre de documents, tracts, témoignages, manifestes, des 32 organisations armées actives en Italie entre 1969 et 1989. *La Mappa perduta*, Sensibili alle foglie, 1994, rééd. 2005, et *Le Parole scritte*, Sensibili alle foglie, 1996.
47. En 1926, dans *Alcuni temi della questione meridionale*, Antonio Gramsci pointait l'écart de développement entre le Sud et le Nord de l'Italie. La « question méridionale » est dès lors devenue une problématique classique du mouvement révolutionnaire italien.
48. Dans ces communes de Calabre et de Sicile, pendant la période de l'unification italienne, de nombreuses révoltes paysannes se sont opposées au système d'exploitation et de production intensive latifondiaire.
49. Pendant l'été 1970, des émeutes surviennent à Reggio Calabria alors que l'administration prévoit de déplacer le chef-lieu de région de Reggio à Catanzaro. On compte 6 morts et plus de 50 blessés au terme du siège militaire que les forces armées et la police ont déployé durant dix mois. Une partie de Lotta continua misera sur l'exemplarité de ces émeutes, comme en témoigne le film *Dodici dicembre* (1972) réalisé avec Pier Paolo Pasolini.
50. « L'assemblée, qui compte environ 300 participants, se tient à Cosenza dans l'amphi jaune de l'université, les 23 et 24 octobre. C'est un moment important pour tout le Sud. Pour la première fois le Sud s'organise en coordination qui se donne des échéances, choisit ses priorités et définit les points chauds du *Meridione*. Mais surtout, le mouvement méridional commence à se donner une identité. Ce n'est pas un retour aux thèses de Gramsci, d'un Sud à l'abandon et qui veut prendre part à la politique industrielle de la Nation, c'est tout le contraire. C'est un Sud qui a pris acte de ses propres ressources et qui compte en tirer parti selon des principes anticapitalistes et anti-développement. Les luttes à venir s'articuleront dans cette direction », Francesco Cirilo, « Mo' Basta » *in* Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli Autonomi*, vol.1, *op. cit.*

Les questions soulevées, les positions des uns et des autres s'amoncellent dans un chaos où tout se tient (de la commune anarchiste de Pellaro, aux féministes de Vibo, des dynamiteurs de ... aux musiciens de Verbicaro).

En octobre 1976, la faculté de lettres de Palerme est occupée par des précaires et des étudiants. Lors d'une assemblée surpeuplée, on aborde les questions centrales du travail non ouvrier, du sens de la recherche et des sciences au service de la domination et de l'exploitation, de la nécessité d'avoir des droits et de sortir de la marginalité. Le 77 italien commence.

« [...] La dispersion des militants, l'absence de canaux rapides et stables pour débattre, le manque de réflexion sur les luttes, confiées à une perpétuelle reproduction spontanée sans moyens organisationnels, le manque de points de fixation capables d'accueillir l'ensemble du champ de la contradiction pour pouvoir ensuite le diffuser, l'absence presque totale d'information ; dans le Sud, entre la lutte et la représentation il n'existe qu'indifférence. Le prolétariat méridional n'a pas de voix, il n'a pas de communication interne, n'a pas de lieu où déposer sa mémoire pour la transformer en théorie [...]. Ainsi, la priorité devenait de connaître le Sud, et réciproquement de le faire connaître à ses militants, de confronter des dizaines de situations, de réalités résolument antagonistes, libres de tout lien sinon occasionnel, de montrer simplement l'irréductibilité de luttes qui échappaient au cadre politico-institutionnel et surtout enracinées sur leur territoire [...]. Les organisations territoriales de masse, les organisations locales, régionales, méridionales de masse, deviennent la pratique organisationnelle des rencontres. La découverte de centaines de militants vivants, actifs, plongés au quotidien dans l'esprit de la lutte sur les besoins de toutes les fractions du prolétariat, formés au lent travail capillaire, formés au conflit avec les patrons et les petits chefs, les mafieux et les administrations publiques, formés depuis toujours à toutes les pratiques de lutte, formés au perpétuel chantier de la construction, de la désagrégation et de la reconstruction, était le signe tangible de l'offensive contre la normalisation institutionnelle. La fin de la compartimentation groupusculaire libérait de la disponibilité, ouvrait la possibilité d'un débat qui puisse repartir des choses concrètes et offrait la perspective d'une orientation méridionaliste. On pouvait enfin lire l'histoire des luttes méridionales non pas en termes de carences, d'insuffisances, mais comme l'expression d'une autre manière de concevoir l'organisation prolétaire. L'histoire du Sud n'est pas seulement faite d'imprévisibles explosions de rage, mais d'un incessant travail de masse, de tout un réseau de discussion prolétaire, d'une dimension territoriale horizontale qui, à partir des villages, à partir des quartiers, des rues, des lieux de rencontre, investit les lieux de travail, dans une maturation lente mais sûre [...]. »

Voilà ce qu'avec Fiora nous écrivions dans *Scirocco*[51]. Mais il fallait y être. Je veux dire : il fallait vraiment se trouver là, au milieu des choses. Prendre la voiture de nuit à Cosenza pour arriver à Palerme et parler avec les types des chantiers navals, puis repartir pour Reggio parce qu'il était urgent de soutenir la lutte chez Omeca[52] et pousser dans la foulée jusqu'à Tarente, à l'Italsider[53], en s'arrêtant en chemin du côté de Sibari, assister à une réunion à l'université de Bari, dormir

quelques heures et repartir pour Naples – une assemblée l'après-midi au Politecnico. C'est à ce moment qu'est née la théorie de l'itinérance, du nomadisme. Que pouvions-nous inventer d'autre ? Nous devions être fous. Et extraordinairement forts. Les plus sédentaires étaient les camarades de Naples mais, on le sait, ils vivaient sur un continent d'autosuffisance ; les plus dynamiques étaient les camarades lucaniens[54], eux, ils étaient presque au centre de l'univers, en un rien de temps ils étaient à Tarente ou à Naples ou à Cosenza, que pouvaient-ils vouloir de plus ? Et puis ce n'était pas désagréable d'aller d'une réunion à une autre le long de la côte Amalfitaine, de faire la route au crépuscule entre Maratea et Diamante ou de se rencontrer la nuit dans les lumières de ce monstre de Bagnoli vu de Bacoli[55] ; ce n'était pas désagréable de s'arrêter dans les troquets des Quartiers espagnols pour parler de communisme, avec poulpe et *friarielli*[56], ou d'affronter la pluie et le vent sur la Basentana[57] pour l'impression de l'éternel numéro zéro[58], mais après cela planter ses crocs dans des saucisses de sanglier lucaniennes. Ce n'était pas facile, c'est vrai. Nous devions aller à contre-courant de l'usinisme[59] et de l'industrialisme qui avaient régné sans partage sur la programmation étatique dans les années 1960

51. Fiora Pirri, Lanfranco Caminiti, *Scirocco*, Collettivo editoriale Scirocco, 1979.
52. Le *Officine meccaniche calabresi* (OMeCa) sont une entreprise de construction ferroviaire installée en Calabre dans le cadre des programmes de décentralisation de la production impulsés par l'État au début des années 1960.
53. L'Italsider était un important groupe sidérurgique public italien. L'usine de Tarente construite au début des années 1960 et désormais privatisée, reste l'une des plus grandes aciéries d'Europe.
54. Habitants de la Basilicate, située entre la Calabre, la Campanie et les Pouilles. « C'est vrai, nous n'avions pas, comme les plus chanceux camarades de Naples, Tarente ou Palerme, un "continent d'autosuffisance" où vivre notre militantisme de manière simplement stable : l'université, un grand pôle industriel ou une ville capitale. Notre militantisme, au contraire, était toujours un choix, un choix qui renouvelait toujours le désir : partir sans s'en aller », Daniele Adamo, Antimo de Santis, « I Lucani erano i più dinamici » *in* Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi*, vol. 1, *op. cit.*
55. Bacoli est une commune située sur le golfe de Pozzuoli, au Nord de Naples. Elle fait face à Bagnoli, qui a connu une forte industrialisation au début du XXe siècle, avec notamment la construction d'une aciérie du groupe Italsider.
56. Les *friarielli* sont des jeunes pousses de navet utilisées dans la cuisine napolitaine.
57. La route départementale 407, dite Basentana, traverse toute la Basilicate depuis Potenza jusqu'à la Méditerranée.
58. Comme on l'a vu précédemment, pour échapper aux lois sur la presse et à l'obligation d'avoir un directeur de publication, l'usage était de publier un nombre indéterminé de « numéros zéro ».
59. À la différence de l'*operaismo*, dont les différentes acceptions réfèrent à l'histoire de la classe ouvrière, le terme italien de *fabbricchismo* associe ici le salut du Sud de l'Italie à l'implantation d'usines, qui avaient fait le succès du « miracle économique » au Nord.

et 1970, polluant la totalité de la gauche et jusqu'à la gauche révolutionnaire. Nous devions de nouveau suivre le fil rouge de l'opposition méridionaliste, retourner comme un gant l'illusion du développement, décaper à l'huile de coude les apories des groupes. Régler son compte au gramscisme institutionnalisé. Nous redécouvrions les racines lointaines (les brigands, les Fasci siciliens, le mouvement indépendantiste de Finocchiaro Aprile et l'EVIS de Canepa, les occupations de terres[60]) pour revenir à Marx, ce Marx qui dans le Sud, et ici en Italie, avait toujours été lu de manière historiciste et positiviste, par Labriola, Croce, Della Volpe[61]. S'il y avait un endroit où le capitalisme faisait la preuve de sa maturité c'était bien le Sud.

« S'il est une manière inepte d'envisager la "question du développement", c'est bien de le faire au prisme d'une codification économique fondée sur des données statistiques : taux de chômage/taux d'activité, distribution d'énergie électrique, revenu moyen, taux moyen de richesse produite, etc. Rien de tout cela ne rend compte des rapports de production, ni de la manière dont l'État tisse sa toile au travers de la coopération sociale [...]. On a dit que dans la société capitaliste avancée, il était difficile de postuler un centre, probablement parce qu'elle se survit à elle-même ; mais si on choisit de poser au centre le rapport travail/capital, ce n'est qu'en tant qu'il est le symbole d'un processus de production de la richesse dont les conditions se sont lentement transformées. À présent, on ne peut pas affirmer que le Sud a été la périphérie de ce champ magnétique structuré par le rapport travail/capital [...]. L'opposition travail/capital s'est produite transversalement, dans la société, dans chaque relation, et c'est la raison pour laquelle, dans la société capitaliste avancée, toute relation sociale a été ramenée à la coopération, à la production de richesse. Ce type de déplacement du rapport de commandement intéresse le Sud. En d'autres termes, le pouvoir politique, l'État, ont transposé au Sud la même fonction conflictuelle que le rapport travail/capital [...]. Le saut qualitatif, le passage volontariste de la dialectique capitaliste, se manifeste dans l'inversion de la tendance : de l'accroissement du travail ouvrier à l'accroissement du travail non ouvrier [...]. Au Sud, on voit apparaître des déséquilibres radicaux entre les capacités de travail respectives des différents secteurs du processus de travail/production. Ce qui différencie la capacité de travail d'un employé de la Banque de Sicile, où des terminaux ont été installés, le travail des ouvriers agricoles dans les Pouilles, le travail au noir dans le centre de Naples, le travail illégal des contrebandiers, le travail à domicile dans les nouveaux processus de restructuration du textile en Calabre, le travail du technicien d'Olivetti à Marcianise, le travail ouvrier à la SIR[62], se mesure au temps de travail nécessaire à chacun pour couvrir la part de chiffre d'affaires qui correspond à son salaire. Mais pour l'État, la seule chose qui compte, c'est la capacité globale de travail social [...]. Par conséquent, la richesse produite, non seulement n'appartient pas au travail social mais elle s'y oppose en tant que commandement, dans le processus de travail mais aussi dans le temps de reproduction (temps de non-travail), c'est-à-dire dans la vie. La contradiction s'accroît entre le développement des forces productives et les rapports de production. Elle n'est plus seulement l'indice du paradoxe entre une capacité de richesse

toujours accrue, rendue possible par le développement des forces productives, et la misère à laquelle le travail est réduit par les rapports de production ; elle y ajoute le paradoxe supplémentaire d'une richesse étrangère, non pas au sens de non possédée, mais au sens d'ennemie, vers laquelle le développement des forces productives est contraint. L'ouvrier du bâtiment méridional construit des petites villas où il n'ira jamais habiter et, à côté, des prisons spéciales où il pourrait bien aller habiter ; l'ouvrier de Face Standard fabrique des composants électroniques pour les télécommunications qui n'étendent ni ne facilitent l'usage privé dans ce domaine, mais celui de l'État[63] [...]. Les termes de développement ou de sous-développement ne renvoient plus seulement à la présence ou non de richesse, mais aux formes du salaire indirect ou à une configuration territoriale et urbaine dont il est possible de tirer satisfaction ou avantage (il n'y a pas de centre urbain où l'eau ne vienne à manquer l'été, que ce soit à Tarente, à Palerme ou à Sassari – et la lumière l'hiver ; les virus sont partout mais il n'y a qu'à Naples qu'ils provoquent des massacres d'innocents ; il n'existe pas, ou quasiment pas de réseau ferroviaire à l'intérieur des terres, il n'y a que des services privés d'autocar, pour ne pas parler des camions aménagés par des particuliers pour le transport d'ouvriers agricoles ; le prix du billet de train est le même entre Reggio Calabria et Battipaglia qu'entre Venise et Milan, mais dans le premier cas on voyage entassés les uns sur les autres dans des wagons d'ex-troisième classe et dans le second, on voyage dans des wagons insonorisés à moitié vides ; l'autoroute Salerne-Reggio Calabria est gratuite, contrairement à l'Autosole[64], mais l'une est en perpétuelle rénovation, avec virages en dévers pour la tenue de route, Autogrill et Luna Park, alors que l'autre a plus de cratères que la Lune et qu'entre les trous et les virages, il y a de quoi assurer la sélection

60. Les Fasci siciliani dei lavoratori sont un mouvement populaire d'inspiration démocratique et socialiste apparu en Sicile entre 1889 et 1894. Antonio Canepa et Andrea Finocchiaro Aprile étaient des *leaders* indépendantistes siciliens. Le premier créa en 1945 une armée clandestine l'Esercito volontario indipendenza della Sicilia (EVIS), le second le Movimento indipendentista siciliano.
61. Antonio Labriola (1843-1904) est un philosophe et homme politique italien, proche de Friedrich Engels et maître de Benedetto Croce (1866-1952), philosophe, historien et homme politique, auteur de *Matérialisme Historique et Économie Marxiste* [1901]. Galvano della Volpe (1895-1968), dont on peut lire en français *Rousseau, Marx et autres écrits*, Grasset, 1974, a eu une forte influence sur le marxisme italien des années 1960, en particulier sur Mario Tronti : « Della Volpe démontait pièce par pièce, sans se préocupper des obédiences orthodoxes, la ligne culturelle des communistes italiens. Confessons-le : pour nous libérer du national-populaire, nous restâmes attachés, sous son influence, à un certain aristocratisme intellectuel », Mario Tronti, *Nous opéraïstes*, *op. cit.*
62. LA SIR (Società italiana resine) est une entreprise de chimie industrielle installée à Porto Torres en Sardaigne.
63. La FACE (Fabbrica apparecchiature per comunicazioni elettriche) fabriquait des équipements à usage essentiellement militaire.
64. L'Autosole (autoroute A1) relie Milan, Bologne, Rome et Naples. Inaugurée en 1964 sous le gouvernement Moro, c'est la plus longue autoroute italienne.

naturelle pour la surpopulation du Sud; pareil pour le réseau hydrique, pareil pour tout). Le bien-être métropolitain a accompagné l'utopie capitaliste du développement [...]. Les aires de l'immigration n'ont été affectées par ce modèle qu'à la marge. Zones "sous-développées" par antonomase, elles mesurent aujourd'hui leur contribution à cette phase du développement tardocapitaliste à la présence d'éléments de commandement-plan social, points lumineux signalant le rythme d'une activité sociale coordonnée par l'État. Voilà la mesure actuelle du développement [...]. Si l'ouvrier intéresse le capitaliste huit heures par jour, il intéresse l'État pendant les 16 heures restantes; et dans la mesure où l'État pénètre fiscalement la structure du salaire et financièrement celle de l'accumulation, il commence à l'intéresser aussi pendant les huit premières heures. »

C'est donc sur l'État que nous avions refocalisé notre attention.

L'État-entreprise, capable de valoriser la redistribution du revenu sous les formes du commandement et du consensus forcé, et de construire ainsi un « pacte social » avec beaucoup plus de cohésion que ne l'avaient jamais fait les capitalistes[65]. Pour cela, il avait besoin de la participation de représentants du champ social (partis, syndicats, associations catégorielles etc., jusqu'aux copropriétaires). Encore une fois, le Sud servait de laboratoire (dans une interview au *Corriere della Sera* en septembre 1995, Andreotti lui-même fera allusion à cet aspect d'« expérimentation politique »). En Sicile, l'administration régionale dirigée par les démocrates-chrétiens et le PCI avait préfiguré les gouvernements d'unité nationale, rééditant des formes nouvelles de « milazzisme[66] ». Ce sera la première expérimentation du « compromis historique ». La gauche réformiste s'était préparée intellectuellement à cette entrée dans la salle des machines en formulant des théories de l'État qui valorisaient sa capacité à intégrer les instances sociales et à représenter les droits des citoyens. En réalité, tout ceci prospérait de manière parasitaire sur une longue vague de luttes qui était en train de redistribuer les cartes au Sud (pour la première fois en Italie, on assistait à des victoires électorales de la gauche hors du triangle Émilie-Toscane-Ombrie) et qu'il fallait contenir. Poussées réformatrices, inerties mafieuses et rêves technocratiques constituaient pêle-mêle un agir de l'État qui était pourtant déjà déterminé par et pour le capital.

« [...] Il y a un fonds commun aux différents courants du mouvement ouvrier institutionnel: de Vacca[67] qui entend "promouvoir une recomposition unitaire des conflits dont les partis sont les principaux interprètes et médiateurs", à la conception ingraienne du décentrement de l'État vers le tissu corporatif des partis devenus l'instrument unitaire de l'émancipation des masses, jusqu'à la conception trontienne de l'autonomie du politique pour laquelle la classe ouvrière, unique interprète du pouvoir politique, prend le capital de vitesse en l'anticipant dans la réorganisation d'une machine d'État très en retard sur les exigences de valorisation du capital [...]. En presque 30 ans d'existence et en dépit de ses invraisemblables revirements programmatiques et "stratégiques", la Cassa per il Mezzogiorno[68] a assuré une fonction continue et sans équivoque: le développement du pouvoir politique qui structure les relations sociales méridionales. L'État a mis en œuvre

simultanément deux orientations qui concourent à la socialisation de l'exploitation. La première est incarnée par les technocrates (Saraceno, Pescatore, Peggio, Vera Lutz, Galasso, Novacco, Compagna, etc.) qui ont œuvré à la programmation étatique [...]. Avec le premier plan quinquennal naissent Tarente, Gela, Priolo, Ottana, Brindisi, Naples, les 34 zones et foyers d'industrialisation ; dans leur sillage, les plans-fiction de la politique de programmation, assez liés toutefois aux mythologies du centre-gauche [...]. L'autre tendance, c'est celle des costumes gris, des billets de première classe dans les rapides, de l'argent qui glisse entre les doigts, des mains tendues, des trafics, des clientèles, des menaces, celle des Gioia, Lima, Mattarella, Frasca, Principe, Dell'Andro, Lattanzio, Matarrese, celle des grands réseaux du corporatisme des partis [...]. En convergeant, ces deux tendances ont permis, comme l'avait anticipé Moro, la maturation du commandement social de l'État au Sud. L'État a compris la nécessité de transformer ses propres structures politiques, encore teintées de provincialisme, en fonction des axes de la restructuration dominante : au niveau politique (gestion des institutions locales et de tous les niveaux du décentrement institutionnel) ; technocratique (lié aux plans de restructuration et de réorganisation sociale) ; financier (à travers les organismes qui émettent ou facilitent l'accès au crédit et aux financements en général) ; militaire (avec la réorganisation de toutes les structures locales de contrôle) ; scientifique (avec les plans électronique et informatique, têtes de pont du développement des technologies avancées de contrôle au Sud). Presque vingt ans après les premières implantations de pôles industriels, qu'est-ce qui apparaît ? Par-delà la crise de la chimie et de la sidérurgie, on distingue un réseau extrêmement dense de drainage territorial

65. Sur l'État comme capitaliste collectif voir notamment les analyses de Marx (*Le Capital*, Livre II) et de Lénine (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916), qui seront reprises et prolongées par Mario Tronti : « Quand la production capitaliste s'est généralisée à la société tout entière, la production sociale est devenue, tout entière, production du capital – ce n'est qu'alors que naît sur ces bases une société capitaliste proprement dite comme fait historiquement déterminé. Le caractère social de la production a atteint un tel niveau que la société tout entière remplit le rôle de *moment de la production* [...] Le capitaliste collectif représente la forme que prend *le pouvoir* quand il est détenu par le capital social, pouvoir de la société capitaliste sur elle-même, l'autogouvernement du capital, et par conséquent de la classe des capitalistes », *Ouvriers et capital*, « Le plan du capital », *op. cit.*

66. En 1958, Silvio Milazzo est élu président de la région Sicile avec le soutien des communistes, des socialistes, d'une partie des démocrates-chrétiens, des monarchistes et du MSI, mettant en échec le candidat officiel de la DC. Le néologisme « milazzismo » désigne depuis des alliances entre partis opposés visant à constituer une majorité de circonstance.

67. Homme politique et historien né à Bari en 1939, Giuseppe Vacca a été membre du comité central du PCI de 1972 à 1991, et député des Pouilles de 1983 à 1992.

68. La Cassa del Mezzogiorno (en abrégé : « Casmez ») est une institution publique de financement pour l'industrialisation des régions du Sud de l'Italie, créée en 1950.

au service de la circulation financière nationale et internationale [...]. Le cycle financier qui se construit au Sud est en règle générale conçu de la manière suivante : l'argent est introduit par l'État, par le truchement de lois de financement des participations de l'État (IRI, EFIM, ENI), et des lois de financement de la Casmez et de la Gepi[69] ; ces établissements prennent des participations avec d'autres organismes de crédit vers lesquels convergent les financements de la CEE, à travers la BEI[70] et le Fonds régional, et les investissements privés nationaux et multinationaux. Ils se transforment donc en initiatives productrices de biens et de services, en même temps qu'ils mettent en œuvre une activité de recherche et de contrôle social [...]. L'État n'a aucun intérêt à se mettre en jeu en tant que capitaliste réel. Il a bien plus à cœur de monopoliser la circulation financière par l'offre aux entreprises (avec les différentes modalités de prêt financier, le *leasing*, le crédit, les facilités fiscales) et par la demande et les commandes passées par ses structures et ses organismes territoriaux, que de monopoliser la propriété entrepreneuriale. Il déplace ainsi le contrôle juridique des rapports de propriété aux rapports sociaux en tant que rapports d'échange : argent et territoire deviennent la base de la juridification de la société [...]. Dans une production sociale caractérisée par la plus-value sociale, par le fait de mettre tous les aspects de la vie sociale au service de la valeur, où la consommation privée semble une survivance aristocratique (c'est le "communisme du capital[71]"), la figure même de l'échange se transforme, elle devient transfert, tout comme se transforme la figure juridique du contrat : le contrat de droit privé se dissout, et tire sa raison d'être du contrat social [...]. Ainsi, le refus du travail (la liberté du non-travail) est à la fois l'hypothèse et la praxis du capital, lorsqu'à travers la machine, il rend progressivement le travail humain excédentaire et qu'il subordonne perpétuellement l'échange à la production de valeur. Une marchandise sans marché, telle a toujours été l'hypothèse de lutte communiste. Un marché sans marchandises, un marché de valeurs, de signes, de transactions abstraites, de contraintes sociales, c'est l'hypothèse-rêve du capital-argent social[72]. »

Les transformations du travail (revenir à Marx) deviennent fondatrices pour l'analyse. Le concept de « prolétariat méridional » nous semblait peu pertinent. Nous nous entêtions à montrer non seulement comment la production de plus-value accompagnait désormais tout reflux de l'activité travaillée au Sud (quand bien même elle était de reproduction et d'assistance, ce qui fabriquait du consensus et du commandement), mais aussi comment les aspects de cette production (où coexistaient des formes féodales et des technologies d'avenir) portaient désormais – comme du papier-tournesol – la marque des nouveaux caractères généraux du rapport travail/capital, prolétariat/État.

« [...] Le travail au noir, précaire, marginal, la gigantesque aire du sous-emploi [...] quand l'État-Sud structure un certain nombre de zones productives en mettant l'accent sur la petite et moyenne entreprise, puis sur l'automation de la grande entreprise sans modifier le taux d'occupation du travail ouvrier, voire en éliminant le travail ouvrier (même en tenant compte des nouveaux investissements, le taux

d'accroissement de l'emploi est toujours et de toute façon inférieur à l'entrée sur le marché de la force de travail des jeunes), il ne fait que déplacer la force de travail vers d'autres zones du processus de travail social où, à l'inverse, le capital n'est absolument pas en mesure de produire du commandement [...]. Le travail au noir se divise en travail "ouvrier" et travail "non ouvrier". Le travail au noir ouvrier peut-être hautement technologique (c'est le cas dans certains secteurs du travail à domicile : dans le textile où les ouvrières travaillent chez elles avec un métier à tisser automatique, dans la réparation et la production à domicile de certaines pièces mécaniques et électromécaniques, dans le dessin technique à domicile, etc.) ; ou bien ce peut être un travail pour le compte de tiers, toutes ces activités (manutention, chantiers de construction, gros travaux particulièrement risqués ou nocifs) que la grande entreprise externalise pour se soustraire aux responsabilités économiques liées à des secteurs de travail dans lesquels elle n'est pas en mesure de produire une avancée productive (accidents du travail dits "homicides blancs" à l'Italsider) ; ou ce peut être un travail artisanal (brodeuses, gantières, tricoteuses, couturières, et une infinité d'autres travaux comme la fabrication de fleurs

69. L'IRI est l'Institut pour la reconstruction industrielle ; l'EFIM, l'Établissement pour les participations et le financement des industries manufacturières ; l'ENI, l'Établissement national des hydrocarbures ; la Gepi, la Société pour les gestions et les participations industrielles, dont la mission « publique » consistait à entrer au capital de sociétés privées en crise.

70. Banque Européenne d'Investissement.

71. « La métamorphose des systèmes sociaux en Occident, dans les années 1930, a parfois été désignée par une expression à la fois claire et en apparence paradoxale : socialisme du capital. On fait allusion ainsi au rôle déterminant assumé par l'État dans le cycle économique, à la fin du laisser-faire libéraliste, aux processus de centralisation et de planification menés par l'industrie publique, aux politiques du plein-emploi, aux débuts de l'État providence (du *Welfare*). [...] C'est l'expression communisme du capital qui résume le mieux la métamorphose des systèmes sociaux en Occident dans les années 1980 et 90. Cela veut dire que l'initiative capitaliste orchestre à son propre avantage les conditions matérielles et culturelles mêmes qui assurent le réalisme tranquille de la perspective communiste », Paolo Virno, *Grammaire de la multitude*, Thèse 10 : Le postfordisme est le « communisme du capital », L'éclat, 2002.

72. Fiora Pirri, Lanfranco Caminiti, *Diritto alla guerra*, Edizioni Scirocco, 1981. La notion de capital-argent, qui apparaît dans *Le Capital* de Marx (Livre II) constitue un pivot de l'analyse du mode de production capitaliste dans *L'Anti-Œdipe* de Gilles Deleuze et Félix Guattari (Minuit, 1972) : « le capital-argent est cette "axiomatique des quantités abstraites" qui s'impose à tout le réel, c'est le monde social organisé selon la relation de pouvoir créancier/débiteur, en dehors du système d'exploitation lié spécifiquement au travail. Par-delà le fordisme et la période industrielle du capitalisme, c'est aussi bien le marché que la monnaie qui sont la vraie police du capitalisme ». Pour une relecture contemporaine de cette problématique de l'argent-dette chez Deleuze et Guattari, voir Maurizio Lazzarato, *Gouverner par la dette*, Les Prairies ordinaires, 2014.

artificielles, de chaussures, d'uniformes) fondé sur la prolongation maximale de la journée de travail, puis coordonné par les grandes entreprises commerciales à destination de l'étranger ou des chaînes de distribution. Le travail au noir non ouvrier est lui aussi hétérogène. C'est un travail qui se développe dans l'ombre du tertiaire, reproduisant de manière plus ou moins illégale ou extralégale des activités de commerce et de services très liés à la reproduction (travail domestique non déclaré, contrebande, vente ambulante, cours particuliers) ; le travail à temps partiel ou saisonnier ou à durée déterminée, dans tous les cas précaire, et c'est vers là que s'oriente le rapport de travail dans le tertiaire supérieur : embauches régionales (usage administrativo-méridional de la loi 285[73]), concours, recherche, établissements et services, programmation en général, dissémination « territoriale ». Et pour fermer le ban, les formes variées (mais toujours existantes) de travail précaire, saisonnier, ou à domicile, au noir, dans l'agriculture et les secteurs qui lui sont liés : du travail "à domicile" du paysan pour la Cip-Zoo[74] aux cueilleuses d'olives de Nicastro, des ouvriers forestiers de l'Opera Sila[75] au travail des journaliers dans toutes les zones agraires, et jusqu'au double travail de presque tous les ouvriers-paysans pendulaires des zones agricoles qui bordent les aires industrielles, en particulier dans les Pouilles. Il faut aujourd'hui considérer le large spectre de ces formes de travail, tout à fait dominantes sur le territoire méridional même avant la "révolution technologique" de la petite et moyenne entreprise, comme autant de solutions que le capitalisme avancé entend apporter au processus de travail : si certaines de ces solutions sont passives, et si elles interagissent toutes, aucune n'est la survivance de formes précapitalistes (même dans le cas des brodeuses ou des cueilleuses d'olives). De ce point de vue, il serait vain de vouloir mesurer les différentes intensités d'exploitation entre les différentes formes de travail au noir-précaire et les autres activités de travail. »

Au fil des mois la question de la violence, de l'affrontement avec l'État, a commencé devenir prégnante, comme partout. Mais nous vivions sur un territoire où l'illégalité et la violence contre l'État étaient monnaie courante, dès l'adolescence, et il n'y avait pas besoin de beaucoup forcer le trait. Et pourtant, l'illégalité et la violence étaient affaire d'individus, elles relevaient de capacités singulières, elles ne parvenaient jamais à se transformer en science de la lutte. Et là où elles étaient organisées, elles devenaient criminalité, savoir mafieux. Même le refus de la politique se retournait souvent en son contraire : une délégation des pouvoirs aux professionnels de la politique. Ainsi, il était clair que nous ne prétendrions jamais assumer une fonction séparée de l'action de sabotage ; nous devions imaginer, faire imaginer, la possibilité d'une construction collective de la force, d'une décision collective. Et en même temps, il était clair que nous devions constamment nous déprendre de nous-mêmes, empêcher qu'on nous perçoive comme une classe politique, fût-elle alternative. Jouir d'une délégation était facile au Sud ; construire le mouvement et la démocratie était beaucoup plus complexe. Il nous a semblé que la radicalité tenait tout entière dans un discours sur la guerre.

« […] L'autodestruction, l'obsolescence de toute parcelle d'organisation prolétaire ne signifient pas l'incapacité à donner une constance à la position révolutionnaire mais, exactement à l'inverse, un sens artisanal de l'usage, de l'utilité de l'outil organisationnel, auquel on interdit toute vie séparée, toute prétention à représenter linéairement la dynamique complexe des besoins, tout fonctionnariat à outrance. C'est un indice de maturité, de démocratie communiste qui n'entend pas reproduire dans le comportement révolutionnaire la distinction entre le citoyen et le travailleur, entre le politique et l'économique […]. Sur la souche du refus du travail contraint germe le refus de la paix contrainte. Volons la guerre ! Volons-la à la séparation, à l'aliénation. À présent, la théorie révolutionnaire est tout entière critique de la politique, théorie de la guerre. L'activité concrète de la subjectivité de guerre doit être mobilisée contre l'abstraction-travail. »

Après le congrès de Bologne, en septembre 1977, auquel nous avons participé de manière distraite, en nous tenant à l'écart des petits jeux nocturnes des groupes, mais en marge duquel nous avons organisé une après-midi de rencontre entre tous les militants méridionaux présents, le travail politique est devenu plus usant. Trop de choses se superposaient et nous nous sentions comme des brindilles projetées au loin. Obstinément, nous nous enfoncions dans l'entonnoir. Fin janvier 1978, nous avons réussi à tenir une assemblée méridionale à la faculté de médecine de Palerme. Une marée de gens. C'était juste après les luttes des travailleurs agricoles dans la plaine de Battipaglia et les occupations de logements à Salerne ; pour la première fois depuis des années, les fascistes avaient été chassés de l'université de Messine, et puis Naples, et Palerme. Tout le monde était là. Et tout avait encore l'air de se tenir. À part nous. Au retour des rencontres, les camarades de Potenza ont été arrêtés, perquisitionnés, gardés à vue. C'est le début de la poisse. À Naples, une bombe explose entre les mains d'un camarade. Arrestations, terre brûlée. Quelques jours plus tard, après un affrontement armé aux environs de la via Mezzocannone d'autres camarades sont incarcérés, et la répression s'engouffre dans les rues désertées. Nous sommes suivis, espionnés et même lourdement filés sur des kilomètres d'autoroute. Et puis, les arrestations annoncées de Licola, et encore, et encore[76].

73. La loi n° 285 de juin 1977 prétend dans son article 1 : « Favoriser l'emploi des jeunes dans les activités agricoles, artisanales, commerciales, industrielles et de service […] Financer des programmes régionaux de travail productif pour des projets et des services socialement utiles, avec une attention particulière au secteur agricole et aux programmes de services et projets prévus par les administrations centrales ».

74. La Cip-Zoo était une immense usine de la filière porcine, installée en Basilicate dans la périphérie de Potenza. Elle comprenait 20 000 m² de cabanons amiantés, conçus pour les besoins de l'élevage intensif de cochons.

75. L'Opera Sila est une opération de valorisation du haut plateau de la Sila, en Calabre, mise en place après la Seconde Guerre dans le cadre de la réforme agraire.

76. Le 6 avril 1978, c'est à Licola près de Naples que l'auteur de ce texte est arrêté, avec Fiora Pirri, Davide Sacco et Ugo Melchinda.

Aujourd'hui, lorsque je regarde le présent, il me semble qu'au fil des années le Sud a été pris dans une double spirale : celle de la lutte contre la mafia (et contre la criminalité en général) qui a fini par s'appliquer à tout type de contradiction ; et celle de la vulgarisation des questions chères au méridionalisme, que nous n'avions fait que réinventer (je pense à l'autogouvernement, à l'autonomie, au fédéralisme régional, à la démocratie territoriale, au sécessionnisme contre la représentation déléguée et abstraite du pouvoir politique, contre l'assistancialisme corrupteur, à l'entrepreneuriat inventif lié au territoire), transformés en un ramassis de petites banalités jouées contre le Sud (regardé comme le trou noir de la circulation d'argent, quand c'est justement le contraire grâce à son épargne), dressées contre le Sud.

Il sera impossible d'échapper à cette double spirale si l'on se borne à perpétuer un jeu à somme nulle, en reprochant à l'État d'avoir fait le lit du phénomène mafieux, ou en retournant son orgueil blessé en anti-nordisme. Ce sont là de terribles impasses dont il vaut mieux se tenir à distance. La voie des procédures judiciaires contre les politiques et les mafieux, des opérations de police et du contrôle militaire du territoire méridional, même si elle semble aujourd'hui gagnante, est étonnamment fragile : elle s'appuie sur un faible consensus et reste sans perspective, si ce n'est une perpétuelle et douteuse auto-reproduction. La classe politique qui s'est constituée au Sud (celle des juges et des militaires) est bigote. Et incontrôlable. Leur vision du gouvernement du territoire ressemble à celle qui s'applique dans des villes comme New York (Rudolph Giuliani vient de la « lutte contre la mafia »), Los Angeles après la révolte, Tokyo, Rio. Il n'est pas invraisemblable de supposer un rapport direct entre le désintérêt total que suscitent les problèmes du Sud dans la classe politique actuelle – comme un signe de dérive de l'imagination – et l'interlocution strictement militaire que lui réserve l'État. Les attentions se focalisent tout entières sur le Nord et c'est vers là qu'on s'ingénie parce que c'est là que se sont exprimés la rupture, le renversement. La vérité c'est qu'il n'y a pas aujourd'hui de subjectivité politique méridionaliste. Nous nous trompons par excès de vertu. S'il est vrai que surévaluer à sa propre jeunesse, et ce qu'on y a fait, est un signe de sénilité, la sous-évaluer ne peut être que le signe d'une perpétuelle adolescence.

Tenir une position différente, cela signifie reprendre la mesure de la complexité des questions du Sud, redonner du contraste à ses nuances. La crise définitive des pôles industriels, la guerre civile au sein de la classe politique, les transformations de la présence de l'État, l'énorme richesse et l'épargne qui se sont accumulées pendant les années de la drogue, la panne des projets d'informatisation et de tertiarisation, la généralisation dévastatrice (parce que sans aucun filtre) de la télévisualisation de la société, le travail qui apparaît toujours plus comme une potentialité et ne parvient pas à arracher un revenu, la reprise actuelle de l'émigration avec le *software* dans la valise en carton à la place du saucisson, et une explosion de l'immigration pour les travaux serviles et ceux de la terre, tout cela demande un nouvel effort d'élaboration, de lecture, d'intervention.

Mais un fait demeure : il n'y a jamais eu de processus de modernisation et de libération, d'avancées, de conquête du bien-être capables de marquer l'histoire de ce pays – des municipalités à l'idée de Nation, de la conquête des droits de l'Homme à la fin des monarchies, de la naissance des mouvements ouvriers et socialistes à la fin des totalitarismes – qui n'aient eu au Sud leurs lieux propres. C'est de là qu'il nous faudra repartir.

Franco Tommei et Paolo Pozzi : ces coups de feu qui tuèrent le mouvement à Milan

Cet article est une photographie floue et un peu bougée. Ou mieux : un autoportrait instantané des derniers jours de mouvement à Milan. Ce mouvement des Circoli proletari giovanili, contre le travail au noir, pour de nouveaux espaces de sociabilité, qui avait développé en 1975 et 1976 des formes organisées. En 1977, il est déjà derrière nous. Ne subsiste qu'une frange de militants incertains, brisés, au bord du reflux ou tentés par le « saut » vers la lutte armée. Le 12 mars, dans la dynamique même de la manifestation vers l'Assolombarda, dans les désaccords sur le parcours et sur les objectifs, dans la succession heurtée des événements, l'appauvrissement et la dispersion imminente sont déjà perceptibles. En filigrane, on entrevoit l'opposition entre la violence – même dure – du mouvement et le « discours sur la guerre » qui deviendra typique des organisations combattantes.

Nous n'étions pas nombreux à être restés à Milan, la plupart des autonomes étaient partis la veille. Tout le mouvement de 77 s'était donné rendez-vous à Rome pour participer à la grande manifestation. Mais même peu nombreux, nous avons décidé de manifester malgré tout. La mort d'un camarade à Bologne, les blindés appelés par Zangheri pour protéger la ville vitrine du communisme italien[77], la manifestation romaine nous imposaient, nous obligeaient presque à descendre dans la rue.

Nous n'étions pas nombreux mais nous étions tous là : les comités de *Senza Tregua*, ceux de *Rosso*, des morceaux de Lotta continua, le collectif du Casoretto et ce qu'il restait des Circoli giovanili. À Milan, pendant toute l'année 1976 et jusqu'à la bataille/défaite de la Scala, les Circoli avaient été hégémoniques sur le plan politique.

Ce 12 mars 1977, la manifestation n'avait rien de joyeux ni de festif. Gueules d'enterrement, colère. Les musettes pleines de bouteilles et sous les cache-poussière, tu devinais, tu savais qu'il y avait des armes. Dans un centre-ville totalement vide, envahi par la peur, le cortège avançait lentement en quête d'objectifs. Mais cette

77. Renato Zangheri a été le maire communiste de Bologne de 1970 à 1983. Sur l'histoire du communisme municipal en Émilie Romagne, et ses rapports avec le mouvement, on peut lire Bruno Giorgini, « Bologne et l'Émilie, vitrine de l'Eurocommunisme, Toute une histoire », *Les Untorelli*, *op. cit.*

fois-ci, il n'était pas question d'exproprier un supermarché ou de désarmer les sempiternels vigiles. On avait assassiné un camarade à Bologne et face à cela, rien ne nous semblait à la hauteur. En attendant, au-dessus de nos têtes, les habituels slogans pleins de rage et de rancœur. Quelques mains en l'air figuraient un pistolet.

Nous de *Rosso*, n'étions pas très bien préparés, les « meilleurs » étaient partis avec leur équipement. Mais pouvait-on rester à l'écart d'une manifestation en 1977 ? Alors on y était, avec les autres.

On a voulu un peu retrouver les gars de Baggio, ceux de Siemens, ceux de Chicco[78] avec ceux de Bovisa. Pas un qui n'eût un foulard sur le visage. Et puis de temps en temps, on courait sur les Boulevards. Jusqu'où ?

À hauteur du corso Monforte, le cortège s'était arrêté brusquement. Et là, devant nous, il y avait la préfecture lourdement protégée par des bataillons de carabiniers armés de Winchester. Une discussion à voix basse s'est engagée entre les responsables des différents groupes de l'autonomie. Ils nous demandent si nous de *Rosso*, nous sommes d'accord pour donner l'assaut à la préfecture, par tous les moyens.

Il nous a suffi d'un instant pour comprendre que toute cette illégalité, en faveur de laquelle nous avions tant fait pour qu'elle fasse partie du mouvement, était en train de se retourner contre le mouvement lui-même : l'usage de la force n'était plus au service d'une contractualité conflictuelle et violente, il était en train de devenir le domaine exclusif de ceux qui voulaient abandonner toute possibilité de travail politique de masse pour choisir la ligne des organisations combattantes et de la clandestinité.

Mais sur le moment, là tout de suite, il fallait donner à cette illégalité une issue qui soit tout aussi violente mais ne soit pas la préfecture. Une « porte de sortie » qui permette à *Rosso* de continuer à discuter avec ce qui restait de mouvement à Milan, en évitant un affrontement meurtrier avec les carabiniers.

« Nous de *Rosso*, on veut manifester devant l'Assolombarda. L'une des raisons pour lesquelles on est ici aujourd'hui, c'est la mobilisation des ouvriers de Marelli contre la restructuration. Nous ne sommes pas d'accord pour attaquer en direction de l'État, ce n'est pas l'intérêt de l'autonomie. » « Vous ne les voyez pas, les fusils des *carambas*, c'est de la folie ! »

Quelques blasphèmes, des jurons, des bousculades. Finalement le cortège réagit et se remit en marche. Le mot d'ordre qu'on allait à l'Assolombarda était passé. Un soupir de soulagement, et en tête la sensation nette d'être dans un bordel sans nom. On était dans une impasse. Comment allions-nous en sortir ?

Mais déjà nous courions dans les rues en sens inverse, fuyant ce que la plupart d'entre nous ce jour-là n'avaient pas voulu. Nous de *Rosso* et ceux du Casoretto, on tirait le gros du groupe. Nous voilà finalement devant l'Assolombarda.

Contre ce bâtiment vide et vitré, nous nous sommes déchargés de tout ce que nous avions. Molotov à volonté, coups de pistolet, coups de fusil. Les vitres de la « maison des patrons » tombaient, que c'en était un plaisir. « Brûle mon gars, brûle ! » On le sentait à l'intérieur de nous. Et puis on dégage en courant.

Ainsi s'était consumée l'ultime tentative à Milan de lier la subversion du mouvement avec les éléments organisés de l'autonomie qui seraient bientôt morts, pris dans l'étau de la répression et de la militarisation. Ce fut la dernière manifestation où nous avions porté l'affrontement au plus haut degré (et l'armement aussi) sans s'attaquer aux personnes, aux hommes. Deux mois plus tard, lors de la manifestation contre la répression, le policier Custrà fut tué : la ligne de front était passée à l'intérieur du mouvement.

Le noir mois de mai

Après le temps de la furieuse révolte, le mouvement se retrouve lourdement persécuté par la répression policière et judiciaire, criminalisé par la presse officielle et les « condamnations unanimes » des forces politiques institutionnelles. Mais ce qui commence à peser de manière très négative dans le mouvement, ce sont les différents jugements émis suite au bilan des affrontements. L'homogénéité politique qui, au cours des mois précédents, avait permis aux initiatives de lutte de rester soudées, commence à s'altérer. Les divisions entre les différents secteurs de l'autonomie ouvrière et les autres composantes du mouvement (notamment les femmes et les créatifs) commencent à s'énoncer ouvertement.

L'absence d'initiative de masse qui s'ensuit laisse le champ libre aux orientations et aux pratiques des petits groupes militaristes. La succession des attentats, petits et grands (on en comptera plus de deux mille à la fin de l'année), met l'ensemble du mouvement devant des prises de positions claires et définitives sur l'usage de la violence dans les luttes politiques.

Le 16 mars, l'université de Rome rouvre ses portes, protégée par d'importantes forces de police. Mais à l'intérieur, la contestation continue de s'exprimer, en particulier vis-à-vis des enseignants liés au Parti communiste. Par réaction, l'université est de nouveau fermée, et lorsqu'elle rouvre, elle trouve les étudiants bien décidés à faire valoir dans leurs assemblées une plate-forme de revendications tout droit issue du mouvement des mois précédents : la police hors de l'université, ouverture de l'université de 8 heures à 22 heures, le 27 garanti, libre choix du sujet d'examen, cours du soir pour les travailleurs, etc. À la mi-avril, le mouvement bolonais reprend lui aussi son souffle : à peine les blindés ont-ils laissé le champ libre que de nombreuses facultés sont réoccupées.

Mais le 21 avril à Rome, les affrontements avec la police reprennent. Le matin, les étudiants occupent l'université sur la base des revendications annoncées au début du mois. Le recteur Ruberti demande l'intervention de la police pour la troisième fois depuis le début de l'année universitaire. L'expulsion est immédiate, elle se déroule dans un calme relatif. Mais dans l'après-midi, des groupes d'étudiants et de jeunes prolétaires s'organisent dans le quartier voisin de San Lorenzo,

78. Les établissements Chicco sont spécialisés dans les produits pour la petite enfance.

où les groupes autonomes les plus organisés ont leur local. Les détachements de policiers postés dans l'université fraîchement expulsée sont attaqués par des tirs de molotov et d'objets contondants. La réaction policière est délirante : coups de fusil et rafales de mitraillette à hauteur d'homme. En face, on riposte aux coups de feu. Trois élèves policiers tombent à terre, l'un d'eux est mort, un autre est grièvement blessé.

Cet épisode marque le début d'une escalade dans l'usage des armes dans la rue, qui s'avérera catastrophique pour le mouvement de masse. Au lendemain de la mort du policier Settimio Passamonti, une campagne de criminalisation sans précédent se déchaîne. Le mouvement se retrouve non seulement lourdement isolé, mais terriblement divisé, gagné par la confusion. Dans les assemblées où on aurait dû décider de la position à prendre à propos de ce qui s'était passé, des bagarres éclatent et des déchirures irréversibles se produisent. La répression en profite, en déclarant qu'« à partir de maintenant, l'État répondra par les armes[79] ». La Préfecture de Rome interdit toutes les manifestations jusqu'au 31 mai.

Le 2 mai, l'université est réouverte. À Turin, au moment où s'ouvre le procès des militants des Brigades rouges, un noyau de l'organisation clandestine abat l'avocat Fulvio Croce, président de l'Ordre des avocats[80]. À Bologne, l'université est de nouveau fermée pour empêcher un congrès du mouvement.

Mai est le mois le plus noir pour le mouvement. Unanimement, les forces politiques incitent à la répression forcenée de toute manifestation collective d'antagonisme politique. La police, les carabiniers et la magistrature se sentent légitimés dans l'usage de la manière forte. Le premier mai à Rome, pendant la manifestation nationale officielle, le mouvement et les services d'ordre du syndicat s'affrontent. La police intervient, il y a des arrestations et des passages à tabac. Catalanotti, le juge de Bologne, inculpe des dizaines de participants au mouvement, sous l'accusation d'avoir organisé le « complot » de mars. À Padoue aussi, à l'initiative du procureur de la République Calogero, des mandats d'amener et des plaintes pour association de malfaiteurs sont émis contre des enseignants et des étudiants de l'Institut de sciences politiques de l'université. La DC lance une campagne pour le rétablissement de la garde-à-vue[81].

Le 12 mai, le mouvement tente une manifestation pacifique pour célébrer la victoire au référendum de 1974 sur le divorce. La manifestation est organisée par le Parti radical. Sur la piazza Navona, la police intervient immédiatement et moleste plusieurs députés du parti. Des charges se déchaînent ensuite contre tous les groupes de personnes qui circulent aux environs de la place. La manifestation n'était pas organisée, il n'y avait pas de services d'ordre, ni de moyens de se défendre. Beaucoup battent en retraite vers le campo dei Fiori où des barricades sont dressées et le sol défoncé pour se procurer des pavés. La police fait entrer en scène ses équipes spéciales : des agents en civil déguisés en « extrémistes » tirent à hauteur d'homme. Les affrontements se poursuivent des heures durant. Tard le soir, sur le pont Garibaldi, Giorgiana Masi, vingt ans, sympathisante du Parti radical, est abattue par la police d'une balle dans le dos, alors qu'elle fuyait.

La conscience que le niveau d'affrontement met désormais en jeu l'existence de quiconque ose descendre dans la rue commence à porter ses fruits en termes de dissuasion par la terreur. Au lendemain de la mort de Giorgiana Masi, on n'assiste pas à une réaction semblable à celle qui avait suivi, en mars, la mort de Francesco Lorusso. La participation de masse s'est effondrée à mesure que le niveau d'affrontement et la répression se durcissaient, que les contradictions au sein du mouvement restaient irrésolues. En dépit de cela, les secteurs les plus organisés de l'autonomie ouvrière romaine parviennent à mener une contre-offensive dans de nombreux quartiers de la ville. Des affrontements très durs, avec des fusillades, ont lieu à Garbatella, Prati, Appio, Montesacro.

Le 14, toujours à Rome, la police charge et disperse à coups de matraque un *sit-in* pacifique organisé par les féministes à l'endroit où Giorgiana Masi a été tuée. Le même jour à Milan, tandis qu'une manifestation de l'autonomie ouvrière défile dans les rues du centre-ville pour protester contre la répression, un groupe se détache du cortège et ouvre le feu contre la police. Deux policiers sont grièvement blessés et un troisième, Antonino Custrà, meurt d'une balle en pleine tête.

79. « À partir d'aujourd'hui, les manifestations violentes seront considérées comme des agressions contre l'État. Je ne veux pas de malentendu : désormais, à toute attaque armée contre l'État, l'État répondra par les même moyens » écrit Francesco Cossiga, dans *Il Popolo*, le 23 avril 1977. En réalité, ces déclarations ne font que commenter l'extension des pouvoirs de la police prévue par la loi Reale : « La loi Reale donne ainsi à la police le droit de faire usage des armes pour *prévenir* [...] C'est sur la base de ce texte que depuis deux ans, compte tenu de nombreuses "bavures" et de balles perdues, plus de 130 personnes ont été abattues par la police : des militants, mais surtout des dizaines de jeunes, tués pour un vol de voiture, une tentative de fuite, un délit mineur, ou pas de délit du tout, sans compter les passants qui avaient simplement la mauvaise idée de passer dans des endroits où des policiers soulageaient leurs chargeurs », Gérard Soulier, « La Loi Reale : la police au-dessus de la loi », *Les Untorelli*, *op. cit.*

80. Des militants des Brigades rouges, dont Renato Curcio et Alberto Franceschini, avaient en mai 1976 à Turin, refusé le mandat de tout avocat désigné pour assurer leur défense, menaçant de mort quiconque accepterait cette charge. « Les accusés n'ont à se défendre de rien », précisait le communiqué lu pendant une audience. Suite au refus des avocats commis d'office d'endosser cette fonction, Fulvio Croce sera désigné d'office par la Cour d'Assises pour assurer, en tant que président de l'ordre des avocats de Turin, la défense des militants des BR. Il sera abattu le 28 avril 1977, cinq jours avant le début du procès. « Nous ne vengions personne. Le procès pénal venait de subir une mutation complète en participant à l'attaque contre le mouvement révolutionnaire. Nous refusions de nous défendre ; c'étaient les avocats commis d'office qui garantissaient pour le compte de l'État ce rôle d'accusés que nous n'acceptions pas. C'est cette fonction-là que nous voulions frapper avec le Président de l'Ordre des avocats », Mario Moretti, *Une histoire italienne*, *op. cit.*

81. La loi Reale de 1975 avait introduit la garde-à-vue préventive de 48 heures renouvelables. En 1977, des députés du Parti radical lancent une campagne pour son abrogation. La DC répondra par une défense de ces dispositions, confirmées avec l'adoption en février 1980 de la loi Cossiga.

Cet événement, qui jettera le discrédit sur l'autonomie ouvrière milanaise dans tout le mouvement, était déjà en germe, deux mois plus tôt, dans la manifestation du 12 mars.

Le congrès de Bologne : le mouvement sans débouchés

Dans les mois qui suivent, les partis de la majorité gouvernementale s'accordent pour publier une série de décrets relatifs à l'ordre public, qui durcissent la loi Reale – déjà réactionnaire – et restreignent encore les libertés. En outre, des prisons spéciales sont instituées à l'usage des détenus politiques et des détenus de « droit commun » considérés comme les plus dangereux.

Ces dispositions, en détruisant un certain nombre de garanties fondamentales du droit constitutionnel, sont en train de tracer les linéaments d'un nouvel « état d'urgence ». La majorité des « prestigieuses personnalités démocratiques » de l'administration de la justice, de la politique et de la culture se taisent ou consentent. Seules quelques rares et faibles voix s'élèvent pour dénoncer les dangers de ce nouveau tournant autoritaire des institutions de l'État. Dans un article publié le 6 août dans *Lotta continua* et intitulé « l'ordre public dans un pays « libre », ou l'indice de suspicion », voici ce qu'écrit l'avocat Luca Boneschi[82] :

« Il y a quelques semaines, Cossiga a déclaré [...] que l'Italie était le pays le plus libre du monde. Au lieu d'être accueillie par un éclat de rire et commentée avec humour, cette déclaration a été portée à la une des journaux, avec la servilité typique des multiples Piero Ottone[83], comme s'il s'agissait d'une chose sérieuse. Et cela m'a fait réfléchir. Bien sûr, en un certain sens, on peut dire que l'Italie est le pays le plus libre du monde.

Libre d'avoir pour ministre de l'intérieur, justement, un Cossiga, qui envoie dans la rue le 12 mai à Rome des agents déguisés et armés pour provoquer et pour tuer ; qui fait passer à tabac des parlementaires comme Mimmo Pinto[84] ; qui manque aux règles élémentaires du débat public en se procurant par avance le texte des interventions télévisées de Pannella de manière à répliquer en l'insultant ; qui envoie ses agents dans les rues, tirer sur quiconque a un comportement "suspect" et le tuer. Lui, il est toujours en place, à faire le ministre avec l'assentiment de la gauche historique : cela, en effet, c'est de la liberté.

Libre, l'Italie, de compter dans son histoire récente des ministres mafieux ; et d'entendre Moro prendre la défense des ministres voleurs et d'avoir un gouvernement dirigé par un ministre à vie comme Andreotti, toujours aux postes clefs du pouvoir [...].

Pour beaucoup de gens, l'Italie est un pays très libre : par exemple pour les carabiniers qui, non contents de pouvoir tirer à volonté, sont également devenus des justiciers dignes d'éloges [...].

Par exemple encore, liberté pour Roche, qui peut impunément empoisonner des villages entiers, et pour l'administration de la région Lombardie qui

gaspille des milliards pour une fausse œuvre de bienfaisance sur le dos des populations.

À présent, l'Italie est en train de devenir un pays libre pour le PCI aussi : tant qu'il a défendu sur le terrain les libertés démocratiques, il a été largement tenu à distance de tous les centres du pouvoir et il a été accusé des maux les plus affreux ; mais aujourd'hui qu'il signe un accord programmatique liberticide en matière d'ordre public, qu'il accepte le pacte scélérat avec les multinationales sur les centrales nucléaires, qu'il porte un projet de société fondé sur l'efficacité et la répression, il fait partie de la majorité gouvernementale et on lui donne accès aux charges publiques.

Je crois que c'est là que se situe le point nodal d'un débat sur la répression (ou sur la liberté) aujourd'hui en Italie : parce que la répression, on l'a sans cesse subie, entre 1948 et aujourd'hui, et assurément depuis 1968 quand le slogan "la répression ne passera pas" était la chose la plus fausse que l'on pouvait affirmer. Seulement, les années précédentes, même avec des incertitudes, des lenteurs, et des erreurs, le PCI finissait toujours par se retrouver du bon côté et par défendre les libertés de tous, tandis qu'aujourd'hui il a fait un choix clair : l'accès au "pouvoir" en échange de l'État policier. Et voilà que, au-delà de toute logique aussi bien de développement industriel que des nécessités du pays, le PCI donne son aval et impose la construction des centrales nucléaires (ce qui implique, par exemple, une dépendance économique, technologique et politique ; de très graves dangers en matière de santé et de sécurité des populations ; d'irréversibles dommages environnementaux ; des mesures exceptionnelles en matière d'ordre public). Il attaque et il propose de modifier, de manière à le rendre impraticable, le référendum, c'est-à-dire un outil démocratique pour les luttes "d'en bas" et de protection des minorités ; il accepte de balayer des articles entiers de la Constitution républicaine, avec les nouvelles propositions sur l'ordre public qui sont non seulement graves en tant que telles, mais qui représentent un consentement *a posteriori* à la loi Reale, contre laquelle le PCI avait tout de même (quoique mollement) voté [...].

Si des mesures de ce type sont intégrées à la loi, l'Italie deviendra sans aucun doute, pour les gouvernants et les policiers, le pays le plus libre du monde : ils pourront intimider, prévariquer, violer les droits civils et politiques. En somme, le code fasciste finira par nous sembler un exemple de libéralisme éclairé ; et la Constitution, qui, sous beaucoup d'aspects, n'a pas été mise en œuvre pendant des années, est à présent attaquée frontalement : voilà le prix totalement fou que la gauche historique paie pour le "pouvoir". »

82. Cet article a été republié dans *Alto là ! chi va là ? Sentinelle o disfattisti ?*, sous la direction de Gerardo Orsini et Peppino Ortoleva, Edizioni Cooperativa Giornalisti Lotta Continua, 1977.
83. Piero Ottone est un journaliste, qui a été directeur du *Corriere della Sera* entre 1972 et 1977.
84. Domenico Pinto était un dirigeant de Lotta continua, élu député sur les listes de Democrazia proletaria aux élections législatives de 1976.

Depuis Paris, un groupe d'intellectuels français rédige un appel (*cf.* chapitre 11, p. 571) contre la répression en Italie. Cette initiative suscite une violente polémique publique parmi les intellectuels italiens, sur leur rôle face du conflit politique qui oppose le système des partis au mouvement. Le débat déborde bien vite les lieux de l'intellectualité officielle et débouche sur la proposition d'un congrès national du Mouvement sur la répression, qui doit se tenir en septembre à Bologne.

Le PCI, qui dirige la ville, ne s'oppose pas au projet, qu'il accepte au contraire comme un « défi ». Mais la quasi-totalité de la presse met l'accent sur l'événement, et multiplie les scénarios catastrophe où des hordes de squadristes armés répandent partout le saccage et la dévastation. Pour l'occasion, le ministère de l'intérieur affecte 6000 policiers à la protection des points névralgiques de la ville, en particulier la prison où sont détenus les participants au mouvement que la magistrature tient pour responsable du « complot » des journées d'insurrection de mars. La fédération locale du PCI aussi, après avoir proclamé par la bouche de son dirigeant et maire de la ville, Zangheri « Bologne, la ville la plus libre du monde », active la totalité de ses militants à des fonctions de « contrôle et de vigilance ».

La nouvelle du rendez-vous bolonais suscite dans le mouvement une mobilisation spontanée sans précédent. Les 22, 23 et 24 septembre, Bologne est envahie par 100000 jeunes venus de toute l'Italie, même des localités les plus périphériques. Des trains, des autobus, des colonnes d'automobiles transportent une marée colorée de gens avec leurs sacs à dos, couvertures, duvets, maillots de bain et instruments de musique. Les rues du centre sont sillonnées par le flux ininterrompu de milliers de personnes. Les places, les parcs, les bâtiments publics se transforment en gigantesques bivouacs. Dans les rues, on peint, on danse, on chante, on joue ; on fait et on écoute de la musique, du théâtre, des animations.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une « fête continue », d'un besoin de se rencontrer, de se parler et de se compter dans la richesse des expériences diverses et réciproques. Car en même temps que la masse fêtarde des anonymes participants au mouvement, les « troupes » des groupes politiques organisés et les « observateurs » des formations combattantes endurcies, sont eux aussi descendus à Bologne. Au cours de ces journées, toutes les composantes de la « strate politique » du mouvement se reposent le vieux problème de la ligne stratégique de l'organisation et du programme. Tous les groupes organisés arrivent en ordre de bataille, chacun avec sa position préétablie, avec beaucoup de tentations sectaires et peu de disponibilité à la recherche d'une quelconque homogénéité. À l'intérieur du Palazzetto dello sport, 10000 militants des différentes organisations s'affrontent plus qu'ils ne se confrontent, parfois même physiquement. Le Palazzetto dello sport devient une arène, une scène sur laquelle chaque position politique joue son propre spectacle en déclarant qu'à partir de maintenant elle mettra quoi qu'il en soit en œuvre son projet. Les seules alliances tactiques se jouent entre les composantes de l'Autonomie Ouvrière Organisée et visent à la conquête formelle de la « direction politique » du mouvement. La démonstration de force qu'elles mettent en scène se conclut symboliquement par l'« expulsion » des

autres composantes, celles qu'on situe à la « droite » du mouvement. C'est ainsi que les MLS d'abord, puis Avanguardia operaia et enfin Lotta continua sont chassés.

L'immense majorité du mouvement vit avec des sentiments contrastés les déchirements qui traversent l'espace où l'on aurait dû trouver la solution politique des principaux problèmes stratégiques qui tenaillent le mouvement depuis des mois. Pendant trois jours, le plus grand débat jamais organisé par le mouvement suscite un mélange <de sentiments> où alternent extranéité exaspérée et attente angoissée. En ce sens, la prise de position de la composante créative du mouvement (dont l'épicentre se trouve précisément à Bologne) est significative. Voici comment la décrit l'un de ses acteurs :

« Le numéro de juin 1977 de *A/traverso* était sorti sous le titre : "La révolution est finie, nous avons gagné." Beaucoup de gens ont lu ce titre comme une boutade ironique. En réalité, il fallait le prendre très au sérieux et à la lettre. Là où les mouvements révolutionnaires du XX[e] siècle avaient pensé pouvoir renverser et dépasser la forme sociale capitaliste, le mouvement autonome posait les bases d'une nouvelle conception du processus de libération.

Cette conception nouvelle n'impliquait pas de briser le système politique de pouvoir, mais plutôt de créer une aire sociale à même d'incarner l'utopie d'une communauté qui s'éveille et se réorganise en dehors du modèle prédominant de l'échange économique du travail contre le salaire. L'extinction du travail devient la tendance objective, rendue implicitement possible par la technologie et du système social du savoir. On ne peut plus appliquer le modèle de la révolution politique : en ce sens, "la révolution est finie".

La seconde partie du titre est plus difficile à interpréter. Que signifie "Nous avons gagné" ? Cette phrase était presque une sorte de conjuration, ou plutôt l'indication d'une posture mentale, par laquelle nous cherchions à créer les conditions pour affronter, dans une expérimentation consciente et collective, le processus d'extinction du travail, ce processus maturé par l'immense transformation issue des technologies modernes, par la subsomption du travail technico-scientifique sous le processus productif qui rendait possible de remplacer le travail humain, l'extinction du travail comme modèle de l'activité.

Cette intuition, présente dans le travail de *A/traverso*, ne réussit en aucune manière à se traduire politiquement au congrès de Bologne de septembre 1977. Ce qui est représenté au congrès c'est l'esprit de l'organisation, c'est-à-dire la tentative de ramener tout ce qui s'était passé au cours des mois précédents à des formules organisationnelles. La proposition nouvelle avait choisi le silence parce qu'à ce moment-là, elle n'avait rien à dire.

Ce que nous avions à dire, nous l'avions dit dans le numéro de juin de *A/traverso* et c'était une analyse de ce qui allait se passer dans les années à venir, la description du travail intellectuel à l'intérieur de la nouvelle organisation technologique.

Sur ces questions, nous n'avions pas de proposition politique mais nous avions élaboré le texte d'une nouvelle Constitution de la république italienne, une espèce de scénario dadaïste destiné à être représentée pendant le congrès : ça se voulait une espèce de lecture des chapitres de la Constitution du point de vue de la libération en acte.

Nous voulions monter une scène sur la piazza Maggiore, et là, à un moment quelconque au milieu des gens, déclarer que notre contentieux avec l'État italien était caduc, que le compromis historique (la seule proposition que l'État avait faite) avait failli, et que l'on pouvait par conséquent considérer l'État comme dissous ; que l'on pouvait toutefois considérer cela comme un fait positif parce que ce que nous voulions était déjà en train de se passer : le travail ouvrier va disparaître dans les prochaines années, et nous refaisons donc la Constitution à partir de ce savoir élémentaire : le travail ouvrier disparaît, refondons la vie humaine sur d'autres bases.

À ce moment-là, circulait un discours alternatif propre à l'époque : le processus de refus du travail conduit à l'usage intensif des technologies, et si nous le voyons comme une malchance c'est une chose désespérée et dramatique. Mais si, au contraire, nous le voyons comme un processus que l'on peut gérer collectivement, cela devient un nouveau terrain de libération. Pour ce faire, il faut se libérer de l'enveloppe formelle que continue à représenter l'État, par conséquent, refondons la Constitution italienne.

Ce que nous avions à dire, c'était : "les gars, des années désastreuses nous attendent, pourtant au cours de ces années se déploiera un processus futur que nous pouvons tenter d'interpréter, où pourront se manifester de nouveaux processus d'autonomie."

En réalité, ce que nous avons trouvé à Bologne, c'était une tout autre tonalité/tension.

Le congrès de septembre était né à Paris au moment où nous avions lancé l'appel contre la répression signé par les intellectuels français. Au début, personne ne pensait que cette occasion allait complètement échapper à notre contrôle.

Cela a été en revanche un moment où tout le monde a senti qu'il fallait y aller, parce que ça allait être l'occasion de se voir, de se parler, de se compter. On s'attendait à quelque chose de magique. Une attente dramatique s'était créée ainsi qu'une divergence nette, très nette entre le Palazzetto dello sport, qui était le lieu affecté à la couche politique et à l'aire du militantisme des différentes et de ses différentes composantes, et d'autre part un grand nombre d'animations et de spectacles de masse.

Tout le monde était venu à Bologne avec de fortes attentes, et ces attentes avaient été frustrées. Face à la demande d'une solution post-organisationelle, l'encadrement politique n'avait rien d'autre à proposer que les vieux modèles, et les autres n'avaient ni l'énergie ni la capacité d'inventer une nouvelle solution politique, parce qu'il n'y avait pas de solution politique.

La manifestation qui clôt le congrès, imposante et suggestive, défile des heures durant. En dépit de l'agressivité verbale des slogans, il n'y a pas d'affrontements avec la police. À la fin, les manifestants regagnent leurs territoires respectifs, leurs lieux de vie et de lutte en emportant un léger sentiment d'amertume, de déception, de frustration. Tous se promettent encore de continuer, d'aller plus loin, de l'avant mais personne ne parvient à se dissimuler l'angoissante question : en avant comment ? en avant vers où ? »

11

La communication, la culture, les intellectuels



⤳ Rédaction de Radio Alice, via del Pratello 41, Bologna, 1977 (photo : Enrico Scuro)

Des luttes à la communication, de la communication aux luttes.

Au milieu des années 1970, l'archipel de la communication antagoniste dessine un territoire vaste et contrasté qui s'étend aux quatre coins du pays. C'est sans doute entre 1975 et 1977 que la production d'information autogérée et subversive (marginale, radicale, militante, directe, antagoniste, alternative, démocratique, transversale, clandestine, révolutionnaire, et toutes les nombreuses autres définitions qu'on en a données) atteint son apogée. Elle possède parfois ses propres infrastructures techniques (imprimeries, locaux plus ou moins durables, etc.), ses canaux de distribution militante et même ses structures de diffusion, indépendantes des circuits commerciaux petits ou grands. Des rencontres nationales sont organisées pour mettre en place des réseaux de coopération. Ses producteurs aussi bien que ses lecteurs en assurent le financement. Le travail intellectuel est presque entièrement gratuit et bénévole.

Il est impossible de tracer les contours d'une « géographie de la conspiration » dans un paysage aussi vaste et contrasté, et le résultat en serait dans tous les cas schématique et sectaire. Il est plus ardu encore de prétendre remonter le cours des influences internationales réciproques, des « réseaux » politiques et culturels qui se sont entremêlés sur les quatre continents, des filons idéologiques historiques qui constituent le *background* de beaucoup d'élaborations théoriques.

« Le besoin de reconstituer les géométries du « politique », les sentiers tortueux de la conspiration, les intrications idéologiques, donner à voir les "âmes perdues" de la révolte est au moins aussi ancien que l'idée de révolution. Malgré cela, rares sont ceux qui ont tenté de réfléchir sur ce "besoin". En revanche, copieuse, captieuse et souvent nocive est la géographie de la délation, la pulsion préfectorale des sociologues, journalistes et magistrats de dessiner des cartes, de dresser des listes, de raccorder et d'indiquer des complicités politiques et matérielles[1]. »

En réalité, derrière les milliers de pages de livres, derrière les centaines de titres de revues, il y a des myriades d'intelligences qui ont fait du « refus de la fonction » un choix conscient, un programme d'existence, et qui ont traduit en comportement pratique l'heureuse pensée marxienne des *Grundrisse*: « Le technicien, le scientifique, l'intellectuel comme machine, et par conséquent la science – quelle qu'elle soit – comme "puissance hostile" à la classe, le travailleur intellectuel comme travailleur productif inséré dans le cycle de socialisation du capital ou dans l'appareil de commandement. Un travailleur qui doit se libérer "de lui-même" avant

1. Collectif, *I dieci anni che sconvolsero il mondo* [Les dix ans qui bouleversèrent le monde], Arcana, 1978.

même de rechercher des alliances avec le prolétariat. Un travailleur sans alliés, capable d'exercer de manière autonome un refus des rôles imposés, capable donc de développer – déjà dans la forme du travail intellectuel abstrait – une force d'initiative autonome, des formes spécifiques d'organisation, de refus, d'organisation de masse. En conclusion : science et technologie comme une seule chose, matérialisée dans la machine "puissance hostile" à la classe, toutes deux objet d'un processus parallèle de libération, de la part de la classe et du travail intellectuel, concret et potentiel. Aussitôt la classe et le travail intellectuel se mettent-ils en mouvement de manière antagoniste que d'énormes, de puissants processus cognitifs s'amorcent à l'intérieur même du conflit, comme produit du conflit : une force d'invention latente se libère et se traduit en connaissances spécifiques, nouvelles techniques et "sciences" nouvelles[2]. »

Cette synthèse exemplaire de Sergio Bologna, nous semble contenir l'essentiel du parcours de la production culturelle révolutionnaire des années 1970.

La richesse illimitée de « l'autre travail intellectuel » a investi la totalité des champs du savoir : de l'histoire à la psychanalyse, de la psychiatrie à la technologie, de l'économie à la philosophie, de la sexualité à l'urbanisme, de l'alimentation à la médecine, jusqu'au droit et à la criminologie. Ses résultats ont été inégaux, mais il ne fait aucun doute qu'en dépit de l'occultation opérée au début des années 1980 par des magistrats, des éditeurs, des « *journalistes-policiers** » etc., la culture révolutionnaire des années 1970 a posé des questions et ouvert des voies qui pourront difficilement être éludées à l'avenir. Il est évident, et incontestable, que le processus de libération parallèle de la classe et du travailleur intellectuel a représenté une contradiction inconciliable avec le développement capitaliste. Mais peut-être les acteurs de cette révolution culturelle par le bas n'ont-ils pas perçu toute l'importance de ce phénomène, ni les inquiétudes qu'il générait chez les élites capitalistes, jusqu'à aboutir plus tard à une vaste offensive répressive. En attendant des études plus approfondies, on peut toutefois rappeler ce que pensait la Commission Trilatérale de ce problème en 1975.

La *Trilateral Commission* avait été créée au début des années 1970 par les pays appartenant aux trois zones les plus industrialisées du globe : Japon, USA, Europe. Dans les intentions de ses promoteurs, elle se voulait une sorte de « gouvernement mondial supranational » qui réunissait aussi bien des représentants des différents gouvernements que des industriels, des généraux, des sociologues, des journalistes de rang, des économistes, des politiques, des scientifiques, etc. : le « meilleur », en somme, des représentants et des collaborateurs du système. La « Trilatérale » se réunissait une fois par an dans différentes capitales, avec l'objectif de coordonner les politiques de domination au plan international. Ce n'est pas ici le lieu de mesurer l'importance qu'a eue cet organisme, ni la surévaluation dont elle a été l'objet (pour les BR, par exemple, elle était la preuve de l'existence du « SIM » : L'État impérialiste des multinationales[3]) ; il ne s'agit pour nous que de constater l'importance que les intelligences capitalistes accordaient aux processus sociaux en actes. Voici donc ce que disent les « trilatéralistes » lors de leur réunion de 1975 :

« Aujourd'hui, une menace non négligeable provient des intellectuels et des groupes auxquels ils sont liés, qui affirment leur aversion pour la corruption, le matérialisme et l'inefficacité de la démocratie, ainsi que pour la subordination des gouvernements démocratiques au "capitalisme monopoliste". Le développement chez les intellectuels d'une "culture antagoniste" a eu une influence sur les étudiants, les chercheurs et les outils de communication [...]. Les sociétés industrielles avancées ont donné naissance à une strate d'intellectuels animés par des valeurs qui s'appliquent à discréditer le *leadership*, à défier l'autorité, à dénoncer et à nier la légitimité des pouvoirs constitués, et adoptent un comportement qui contraste avec l'ensemble des intellectuels technocratiques orientés par la politique [...] Ce développement représente pour le système démocratique une menace aussi grave, au moins potentiellement, que celles qu'ont représenté par le passé les groupes aristocratiques, les mouvements fascistes et les partis communistes[4]. »

Passons sur la référence aux « mouvements fascistes », ici mentionnés pour dissimuler élégamment les « cadavres dans le placard » et raviver la politique des « extrêmes opposés » : il ne fait pas de doute que ces observations rendent compte de la préoccupation des élites au pouvoir, face à ces « intellectuels qui, en tant que groupe social, sont propulsés à l'avant-garde des luttes socio-politiques[5] ». Dans un monde où « il n'y a pas lieu de croire que la révolution culturelle actuelle sera plus pacifique que les révolutions industrielles du passé », et où « le défaut d'intégration de la classe ouvrière non seulement interdit la contractualisation et l'entente immédiate [...] mais est aussi à l'origine de la réticence générale des jeunes à accepter des travaux manuels génériques et sous-rétribués[6] », les rapports entre les intellectuels et la société se transforment radicalement.

Le rapport de 1975 se poursuit en appelant de ses vœux une démocratie plus « forte » et une nouvelle culture politique de la « gouvernabilité ». Les *Berufsverbot*[7] en Allemagne et la « législation d'urgence » en Italie seront, au cours des deux années suivantes, la traduction institutionnelle de ces réflexions. Il ne s'agit pas

2. Sergio Bologna, *Primo Maggio* n° 11, 1967.

3. « L'État impérialiste des multinationales est la superstructure institutionnelle « nationale » qui correspond à la phase de l'impérialisme des multinationales. Ses caractéristiques essentielles sont : la formation d'un personnel politique impérialiste ; la centralisation rigide des structures étatiques sous le contrôle de l'Exécutif, le réformisme et l'anéantissement comme formes intégrées de la même fonction : la contre-révolution préventive », *Résolution de la direction stratégique des Brigades rouges*, février 1978, cité dans Soccorso rosso, *Brigate rosse..., op. cit.*

4. Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Waranuki, *The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York University Press, 1975. Depuis 2011, la *Trilateral Commission* est présidée pour la zone Europe par Jean-Claude Trichet.

5. *Ibidem.*

6. *Ibidem.*

7. Ainsi nomme-t-on les lois fédérales adoptées en 1975 en RFA, dans l'objectif d'exclure les personnes de gauche des emplois publics [N.d.A.].

pour nous d'affirmer que tout est réductible à un « complot » des sommets, à l'existence d'un cerveau occulte et invincible du commandement capitaliste qui prévoit et planifie tout. Bien au contraire, il faut avoir à l'esprit, que la dynamique de « plan et contre-plan », le conflit entre projets antagonistes, entre capital et travail, dans toutes ses formes et ses manifestations, engendre un enrichissement réciproque des forces et des intelligences qui s'affrontent et que dans ce conflit, le processus révolutionnaire joue son destin.

Durant ces « dix ans qui bouleversèrent le monde » – de la Chine aux USA, de l'Angleterre à l'Allemagne, du Japon à la France, de l'Amérique Latine à l'Afrique, à l'Asie et au Moyen-Orient – il n'est pas aisé d'expliquer le rôle qu'a joué la communication en tant qu'expression et exigence des luttes de masse. On pourrait se hasarder à donner foi aux prévisions schématiques de McLuhan qui, à partir de l'ère de la télévision et de la communication de masse, développe la théorie du « village global » planétaire[8], ou encore exagérer l'importance que les forces antagonistes accordent à la « recomposition » du prolétariat au niveau international. Les seules choses dont on peut être sûr, ce sont les productions mêmes de la « communication antagoniste », où l'on pourra être surpris de trouver, dans le bulletin *offset* de Tradate ou dans la petite revue de Corsano (province de Lecce), des analyses à ce point attentives et « informées » sur les luttes de Detroit ou de San Benedetto del Tronto, sur le rapport entre Islam et marxisme ou les liens entre la science du capital et la guerre chimique au Vietnam.

Après 1968 et la décennie précédente, on avait hérité, dans un « renversement » conscient d'un monde « plus uni, plus interdépendant, plus douloureusement conscient de son destin commun que ce qu'il avait été jusque-là. Sans cet héritage, rendu possible par la circulation de la communication et des luttes, leur spontanéité, pour ainsi dire leur "naturalité" et leur richesse seraient incompréhensibles. On ne pourrait pas comprendre que pour le mouvement, où que ce soit, toute bataille avait désormais pour décor le monde entier, que le monde était devenu la scène où chaque geste se jouait[9] ».

Avec la lente désagrégation des groupes qui commence en 1974-75, un grand nombre d'intelligences formées au militantisme sont « libérées ». L'aire de l'autonomie se pose le problème de ne pas laisser se disperser ce patrimoine de militants. Dès 1973, paraît un texte intitulé *Récupérer les forces subjectives créées par les groupes.*

Mais c'est à partir de la spontanéité et de la nécessité de la communication sociale que s'opèrent des rencontres et des croisements entre les anciens militants et les intelligences nouvelles.

Ils ne se rencontrent pas autour de la seule « nécessité de remettre en discussion un certain appareil historico-théorique et de le mettre à jour. Leur base commune est constituée matériellement par les structures culturelles militantes qui ont vu le jour à partir de 1974-75, contre toutes les hypothèques groupusculaires et tous les "parrains" des partis. Ces structures autogérées reposent uniquement sur l'intelligence et la force de travail de ceux qui les font vivre, et l'art de s'arranger. Elles ont non seulement permis la diffusion de la nouvelle communication politique et

sociale, mais elles ont aussi favorisé la naissance d'un langage différent et d'une structure organisationnelle nouvelle, capillaire, locale, informelle, parfois non explicitement politique, qui a permis de rallier des camarades déçus et a fini par construire un arrière-plan, un tissu auquel par la suite tout le monde a recouru comme structure de service[10] ».

Et c'est précisément à partir de l'idée de « structures de service intermédiaires dans le mouvement » qu'apparaissent, en 1974 et 1975, des dizaines de librairies, de centres de documentation, de circuits de distribution autogérés, de petites maisons d'édition originales et inventives[11]. Presque toutes les revues qui naissent à cette période s'appuient sur ce circuit informel de production. Elvio Fachinelli, lors d'une polémique sur les valeurs culturelles exprimées par le mouvement, précise son point de vue : « Tout changement profond ne peut que naître à partir d'une sphère extra-culturelle, dans la mesure où il est d'abord une transformation de la vie. Et à partir de là, les fils se renouent, les réseaux culturels se reconstituent. Et donc, c'est vrai que 68 a produit des tracts. Ceux qui disent que 68 n'a rien inventé, c'est qu'ils raisonnent avec l'esprit de ceux qui sont déjà dans une certaine culture constituée, qu'il s'agit seulement de perpétuer. Mais à côté du tract, il y a eu une forme d'écriture en rapport étroit avec lui : les revues » : *Quaderni piacentini, Primo maggio, Aut/aut, Sapere, Ombre rosse, L'Erba voglio, A/traverso*, pour ne citer que les plus connues. Sur ce terrain, il est difficile de mieux faire. Les revues les plus vivantes ont été et sont toujours celles de la nouvelle gauche. Le phénomène est plus important encore si l'on considère que ce secteur est l'un des plus vivants

8. *The Global Village, Transformations in World Life and Media in the 21th Century*, Oxford University Press, 1989.

9. Peppino Ortoleva, « La sfinge '68 », in Norberto Bobbio, Francesco Ciafaloni, Peppino Ortoleva, Rossana Rossanda et Renato Solmi, *Cinque lezioni sul '68*, dossier Rossoscuola, vol. 1, 1987.

10. Sergio Bologna, *Primo Maggio* n° 12, hiver 1978-79.

11. Primo Moroni utilise aussi l'expression « structure de service » à propos de la librairie *Calusca* à Milan : « En février 1971, quand nous avons ouvert la Calusca, il n'y avait pas de modèle bien défini pour la librairie. Nous n'étions militants d'aucune organisation particulière, mais nous voulions comprendre et accompagner le mouvement antagoniste qui se développait dans cette ville. [...] La librairie est devenue peu à peu une "structure de service" où les enseignants qui refusaient d'utiliser le manuel scolaire venaient nous parler de leur enseignement. Nous, on fournissait une bibliographie raisonnée et éventuellement les photocopies des textes. En peu de temps, les enseignants de 35 écoles expérimentales se sont réunis à la *Calusca*. Et puis dans le quartier Ticinese, il y avait la première "commune d'enfants" d'Elvio Fachinelli, et avec Marcello Bernardi, on parlait de l'éducation dans les écoles maternelles : de là est né le groupe *Bambini mani in alto*, et toute la thématique de l'éducation anti-autoritaire. En six ans, on avait vendu 6800 exemplaires de l'encyclopédie *Io e gli altri* [éditée et diffusée par la *Calusca*] », Primo Moroni, « Libreria Calusca », *Ca' lusca, scritti e interventi di Primo Moroni* [1986], Calusca City lights, COX18 Books, 2001.

de la sphère culturelle, que les laboratoires d'idées, souvent constitués de personnes qui ont aussi une pratique de vie commune, génèrent des débats qui se diffusent très rapidement sur un large territoire, envoient des *stimuli* et de nouveaux modèles de comportements jusqu'aux provinces les plus reculées. L'effet multiplicateur de la revue, sauf dans quelques cas qui peuvent se compter sur les doigts de la main, a toujours été supérieur à celui du livre.

L'autre édition, l'autre communication[12]

Mais le livre n'en est pas moins un outil essentiel de transmission du savoir. Le passage à la production du livre reste un problème pour le mouvement. Produit souvent hâtif, sans réelle maturation, il se réduit presque toujours au livre-document, au livre qui colle à l'actualité, à la pseudo-réflexion ou au compte-rendu de luttes.

Si, dans les premières années qui suivent 68, le travail de contre-information était assuré par la publication de revues et de brochures, le livre, souvent aride remâchage des classiques du marxisme ou histoire de l'organisation, servait à l'école des cadres militants. Plus tard, dans la phase du « personnel est politique », on est passé aux carnets, aux manuels sur les herbes, sur le corps et sur la drogue pour en arriver aux tristes récits écrits par les anciens *leaders* lors des commémorations décennales. « Le livre est un objet spécifique, il implique une réflexion plus longue, un rapport au temps différent de celui de l'actualité », et pourtant l'épaisseur théorique semble faire défaut aux *leaders* politiques de cette décennie, presque comme s'il restait l'apanage de la génération culturelle précédente: Tronti, Asor Rosa, Cacciari, Bologna, Negri.

Les livres, en somme, ne sont pas à verser à l'actif de l'édition militante. Le rapport entre les jeunes du mouvement et l'écriture reste des plus difficiles. On sait pourtant que la redécouverte de la littérature et de la poésie, la profonde révolution du langage engagée par le mouvement de 77 et surtout la grande, la puissante transformation de la réalité des modes de vie ne peuvent rester sans débouchés littéraires, même si c'est à long terme, et probablement du fait d'une génération nouvelle, qui ne sera pas celle des « politiques ».

Malgré cela, le foisonnement des petites maisons d'édition et des micro-initiatives éditoriales est plus vivant que jamais.

À Bologne, à Rome, à Milan et en « province », un phénomène nouveau apparaît: plus d'une dizaine de petites maisons d'édition, en lien étroit avec des imprimeries sommairement outillées, se sont équipées en *offset* qui ne coûte que quelques millions de lires[13] et permet une impression de bonne qualité. Elles publient des ouvrages, y compris à de faibles tirages, qui sont ensuite distribués par un circuit alternatif. Le phénomène, déjà connu en Allemagne après la répression brutale exercée par les autorités sur toutes les formes de production non institutionnelle, a trouvé chez nous d'autres motivations, d'autres raisons d'être.

Car on ne peut pas dire que l'industrie culturelle exerce des formes ouvertes de répression vis-à-vis des intelligences émergentes: simplement elle les ignore.

Elle a longtemps snobé, par exemple, l'expérience des *Quaderni rossi*. Elle tolère avec peine les nouveaux auteurs s'ils ne sont pas directement assignables à des catégories littéraires établies, celles des Moravia, des Calvino, de la veine américaine, et ainsi de suite. Elle en arrive souvent à engager – même avec retard et lorsque l'organisation des opérateurs culturels le permet – une de ces figures susceptibles de jouer le rôle d'intermédiaire direct avec le mouvement. Au mieux, le nouveau talent est repéré lorsqu'il publie pour la première fois dans des revues ou dans la petite édition – ce qui revient à lui faire jouer le rôle de filtre ; mais le plus souvent, la grande édition préfère fabriquer elle-même livres et auteurs en interne, dans une planification précise.

La séparation entre ces deux formes d'édition est nette. Les grosses maisons d'édition ont un projet culturel précis qui fait presque toujours défaut aux petites, lesquelles, en revanche, ont des parcours culturels plus souples et plus labiles. Plus encore : la programmation des titres est l'élément fondamental, le soubassement de toute leur politique éditoriale ; tandis que les 80 à 90 petits éditeurs actifs aujourd'hui en Italie fondent leur existence précisément sur l'idée inverse, pas tellement par manque de structures, d'organisation du travail ou de personnel compétent, mais parce que ce qui compte, ce qui est vital pour eux, c'est de sortir le bon livre au bon moment. Deux ou trois mois suffisent pour le fabriquer. Ils s'adressent à un public restreint, répondent à un besoin souvent émergent ou en voie de formation, les trois mille exemplaires de tirage moyen sont donc presque toujours suffisants.

C'est pour cette raison que bien souvent la petite édition a un train d'avance, tant en ce qui concerne les phénomènes sociaux qui exploseront par la suite, qu'avec la redécouverte de filons qui seront exploités plus tard par la grande édition. C'est le cas du livre sur Radio Alice, publié en décembre 1976 par l'*Erba voglio*[14], qui sur le moment n'eut aucun écho, mais qui plus tard nourrit un intérêt immense pour le langage, les radios libres, l'imagination nouvelle : autant d'éléments qui allaient atteindre des niveaux explosifs au printemps 1977. C'est aussi le cas de la réédition des poètes surréalistes, des grands écrivains du passé comme Virginia Woolf, redécouverte par les éditions « féministes », et plus tard republiée en grand tirage par les gros éditeurs, toujours prêts à saisir au vol les indications du mouvement.

Les premiers numéros d'*A/traverso* sortent en 1975. La revue se veut un outil de recherche ouverte sur l'ensemble des problèmes du langage, du « personnel » et de l'intelligence vis-à-vis du pouvoir, par-delà les rigides schémas idéologiques des

12. Primo Moroni et Bruna Miorelli, *Ombre Rosse*, été 1979, repris dans *I fiori di Gutenberg*, Arcana, 1979.

13. Le salaire ouvrier s'élevait à 150 000 lires en 1975.

14. Collectif A/Traverso, *Alice è il diavolo, sulla strada di Majakovskij : testi per una pratica di comunicazione sovversiva*, L'Erba voglio, 1976, rééd. augmentée, Shake 2002. Tr. fr : *Radio Alice radio libre*, Laboratoire de Sociologie de la Connaissance – JP Delarge 1977, avec une préface de Félix Guattari.

organisations, mais aussi du « sempiternel » débat sur la crise du militantisme et l'émergence des besoins. On cherche des voies plus complexes, référant à un terrain culturel qui va de Maïakovski à Bataille, des *Quaderni rossi* à Deleuze et Guattari. C'est là un projet de petite révolution culturelle qui naît, non par hasard, à Bologne, comme une réponse en miroir à un modèle du « socialisme réalisé », oppressant, faible, peu attrayant. De là aussi un certain parcours parallèle avec les « nouveaux philosophes » comme Bernard-Henri Lévy ou André Glucksmann qui, en épousant la cause de toutes les dissidences, portaient une violente attaque contre les pays du « goulag[15] ».

Entre l'hiver 1976 et juillet 1977, on assiste à l'explosion d'un phénomène sans précédent : 69 nouvelles revues voient le jour, pour un tirage total de 300 000 exemplaires, dont 288 000 vendus. Elles sont imprimées dans neuf régions différentes d'Italie, aussi bien dans des métropoles que dans des localités improbables comme Pero, Sesto San Giovanni, Brugherio, dans les provinces de Catanzaro, Ascoli Piceno, Ferrara, Rimini, Savona ou Imperia. *Zut*, *Altraverso*, *Wow*, *Bilot* le journal de la Brianza, et *Nel morbido blu* du Catanzaro, dans une surprenante homogénéité langagière, témoignent de parcours culturels communs et expriment les contenus du mouvement de 77. On théorise la transversalité à l'intérieur des grandes questions sociales, en dehors de la contrainte de catégories comme celles de prolétariat ou de bourgeoisie, désormais usées par l'idéologie.

Comme l'a fait auparavant le féminisme, on s'oppose à tout système idéologique. L'antagonisme radical rompt avec l'entrisme et avec l'illusion de pouvoir transformer les partis, les syndicats, les régions, les écoles ou l'industrie culturelle. Le quotidien vécu comme moment révolutionnaire dans tous ses aspects doit consumer le plus d'inventivité et de créativité possible. De là l'usage ironique du langage, les *nonsense*, la revendication du droit au voyage (avec des billets de train impeccablement falsifiés), du droit au spectacle, pas celui de banlieue, mais celui des « premières » (c'est ainsi que les Circoli giovanili occupent les salles du centre-ville), l'intelligence technico-scientifique (qui rend fous les feux rouges de Bologne et vide les cabines téléphoniques de la moitié du pays), le « totoïsme révolutionnaire », c'est-à-dire la passion commune pour la figure géniale de Totò, dont on redécouvre les racines populaires. Radio Alice rompt avec toutes les conventions de la communication[16]. Chose inédite dans la gauche italienne, le mouvement révolutionne le langage, dans une recherche consciente. Il invente de nouvelles méthodes d'impression avec des coupures de journaux, des feutres et du papier blanc tapé à la machine et appliqué sur un calque, qui permet une mise en page libre, affranchie des contraintes typographiques.

Mais la charge de créativité exprimée par le mouvement de 77 aura aussi des issues éditoriales imprévisibles, par exemple *Il Male*, journal ironique et désacralisant dont la rédaction réunit le meilleur des dessinateurs de *strips* en Italie, et atteindra rapidement des tirages importants.

L'aire de la « contre-information » connaîtra un autre destin : elle sera contrainte de se replier sur elle-même à mesure que s'imposeront la répression de la lutte armée et le durcissement du modèle répressif carcéral.

Aldo Bonomi : La contre-information

On ne peut pas parler des années 1970 sans avoir à l'esprit que, dans un moment historique de rupture, un certain nombre de camarades en sont arrivés à la conviction que s'occuper de communication était déjà en soi un projet. Cela signifiait communiquer un imaginaire, faire de la propagande à l'intérieur des processus de transformation en acte.

Évidemment ce projet tirait sa légitimité d'une réalité sociale qui, à ce moment-là, travaillait essentiellement à faire sauter le mécanisme de sélection et d'accès au pouvoir resté aux mains des structures bureaucratiques des partis. Voilà l'axe autour duquel on commença à produire de l'information : un projet d'explosion

15. Ce « parcours parallèle » connaîtra une fin rapide : Franco Berardi, l'un des fondateurs d'*A/traverso* publie en 1977 *L'ideologia francese : contro i « nouveaux philosophes »* (Squi/libri). Gilles Deleuze avait écrit la même année : « Ce qui me dégoûte est très simple : les nouveaux philosophes font une martyrologie, le Goulag et les victimes de l'histoire. Ils vivent de cadavres. [...] Les résistants sont plutôt de grands vivants. Jamais on n'a mis quelqu'un en prison pour son impuissance et son pessimisme, au contraire. Du point de vue des nouveaux philosophes, les victimes se sont fait avoir, parce qu'elles n'avaient pas encore compris ce que les nouveaux philosophes ont compris », Gilles Deleuze, « À propos des nouveaux philosophes et d'un problème plus général », Supplément à la revue *Minuit* n° 24, mai 1977, repris dans *Deux régimes de fous, textes et entretiens 1975-1995*, Minuit, 2003.

16. « Nous disons que le langage n'est pas un moyen pour communiquer quelque chose qui se tiendrait ailleurs (un contenu hors du langage lui-même, de la démarche même du rapport de communication) ... En conclusion, le langage n'est pas un moyen mais une pratique, un terrain absolument matériel, qui modifie la réalité, le rapport de forces entre les classes, la forme des rapports interpersonnels, les conditions de la lutte pour le pouvoir », « Un langage sale pour le mouvement », *Radio Alice radio libre, op. cit.* Ou encore : « Recommençons depuis le début et n'effaçons rien. La schizophrénie en appendice. / Informer ne suffit pas. / Ki émet Ki reçoit ? / "Ouvriers-Étudiants", le papier se gaspille... / La vague arrive la première, d'abord, tout de suite. / Comme une brève incise, un point de référence partout. / L'information augmente, les liaisons se multiplient... Ki informe que le jour X à une certaine heure / dans tel atelier de telle usine / est arrivé tel épisode de lutte, / Ki peut s'étendre ? ou ke dans la « nième » classe / du cours AC de telle école / les étudiants se sont mis à rire bruyamment / face à la stupidité du MEGA professeur, / l'invitant à sortir ? Ou que pendant la dernière année, / 3 millions de femmes ont avorté d'une-manière-irre-spons-able ? / Ou ke dans la seule Turin le nombre de familles / qui autoréduisent les factures du gaz / a augmenté le mois dernier, de 15000 à 70000 ? [...] Ki reçoit cette information ? [...] Il faut enregistrer chaque écart minime / dans le diagramme quotidien des luttes », Radio Alice, 5 août 1976.

protéiforme des langages et des comportements qui cherchait à faire sauter les médiations et à communiquer ses propres expériences, en refusant le mécanisme de la représentation. Il s'agissait de s'approprier la communication, pour communiquer les besoins, les désirs, et surtout les désirs de transformation.

Le mécanisme de la communication qui se constitua à ce moment était lié à un projet politique qui entendait que chacun puisse compter directement comme sujet. Si on n'a pas ce contexte à l'esprit, on ne peut pas comprendre la pluralité des voix, on ne peut pas comprendre l'extrême parcellisation, des revues nées après 1973.

Le langage de la contre-information n'est pas l'unique langage : il est un parmi les nombreux langages et il est d'abord une réponse à la brutalité du pouvoir. Le mécanisme de la contre-information se fonde avant tout sur l'auto-représentation. Cela signifie que dans le processus de transformation en acte, la demande de pouvoir ne passe pas par les lieux institutionnels à qui il est habituellement délégué.

Au début, le mécanisme de la contre-information (qui naît de la terrible et tragique question des massacres fascistes) est fondamentalement le suivant : identifier les ennemis, dire qui ils sont, donner à voir leurs méfaits, c'est-à-dire par exemple dénoncer les collusions entre l'État et les fascistes, dénoncer les infamies, crier la vérité dans et contre une campagne politique plus large.

Le livre *La strage di Stato*[17], qui paraît parce qu'un groupe de camarades romains et milanais décide de s'auto-représenter, est un moment emblématique de cette nouvelle façon de prendre position. Ce livre sera utilisé par toutes les organisations politiques qui portent un désir de transformation : les organisations extra-parlementaires mais aussi le PCI et le PSI. Il suffit de regarder les numéros de *L'Unità* et d'*Avanti !* en 1969-70 pour se rendre compte que la plupart des articles qui traitent des massacres fascistes font référence à une production culturelle et d'information qui se situe hors du système des partis. Car il ne s'agit pas uniquement de ce livre : pendant ces deux années, les groupes de contre-information se diffusent dans toute l'Italie et produisent une information différente contre le pouvoir, de manière informelle et non centralisée.

Durant cette phase, la contre-information se concentre sur l'ennemi : c'est une donnée très importante, parce que concentrer ses efforts sur un ennemi favorise l'unité. À partir de là, les journalistes démocratiques qui écrivaient dans *L'Unità*, dans *Avanti !* ou dans *Il Giorno* faisaient de la contre-information au même titre que des camarades qui entreront ensuite dans la rédaction de revues comme *Controinformazione*[18].

Beaucoup de ceux qui avaient participé à la naissance de la revue *Controinformazione* ont fini en prison, et il est arrivé bien souvent que les magistrats qui les ont interrogés aient fait, eux aussi, des années avant, de la contre-information. Et cette proximité culturelle a permis à bon nombre de magistrats d'exercer par la suite une logique répressive aussi efficace que radicale.

À un certain moment, dans l'histoire de la contre-information, apparaît le problème de la contradiction de la vérité. Le mécanisme unificateur reposait sur la

recherche de la vérité : on enquêtait sur l'ennemi, on communiquait le résultat de ces enquêtes au mouvement en lui fournissant des objectifs et des mots d'ordre. Ce mécanisme s'enraye à un moment bien précis, au moment où la vérité ne peut plus se raconter.

Il y a un moment historique en Italie, où des secteurs du mouvement opèrent des choix radicaux, pour lesquels le mécanisme de la vérité ne fonctionne plus. Le braquage de la « bande du 22 octobre » (le terme de « bande » appartient à la presse officielle) provoque une scission sans équivoque[19] : la composante « démocratique » au sein de l'activité de contre-information invente un hypothétique passé fasciste à Mario Rossi, parce que c'était la seule explication compatible avec le mécanisme de la vérité qui avait jusque-là tenu tout le monde ensemble. À l'inverse, les militants qui se revendiquent du mouvement savent fort bien que le braquage de la « bande du 22 octobre » est un moment de bascule, un saut vers un processus politique d'un autre ordre.

La situation s'accélère lorsque le cadavre de Giangiacomo Feltrinelli est retrouvé à Segrate, sous un pylône électrique. D'un côté, on invoque la CIA, parce qu'on est incapable de comprendre autrement ce qui s'est passé, tandis que de l'autre, *Potere operaio* titre : « Un révolutionnaire est tombé. » C'est là qu'on s'aperçoit véritablement que la contradiction de la vérité est révolue. À partir de ce moment, le

17. *L'État massacre, op. cit.*

18. *Controinformazione* a publié 27 numéros de 1973 à 1984, tirés à 10000 exemplaires. Cette revue se distinguait par son volume (plus d'une centaine de pages) et son souci du graphisme. Se voulant un instrument de documentation des avant-gardes du mouvement, elle n'est la revue d'aucun groupe particulier et privilégie le point de vue des protagonistes des luttes. Son numéro zéro sera principalement consacré au mouvement de 1973 à la FIAT. À la différence de nombreux titres militants, la revue consacrera une part importante de ses pages aux mouvements de lutte armée, en publiant documents et communiqués des différents groupes, des BR à Prima Linea, en passant par la RAF. Sur cette revue voir Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli Autonomi*, vol. 3, *op. cit.* L'auteur de ce texte a été membre de la rédaction de la revue.

19. Le groupe *22 ottobre* est un groupe armé actif à Gênes entre 1969 et 1971 (attentats contre le siège du PSU, le consulat américain, un dépôt IGNIS, une raffinerie pétrolière, enlèvement avec demande de rançon...). En mars 1971, au cours d'un braquage, Mario Rossi abat Alessandro Floris qui transportait des fonds de l'IACP (l'office du logement social) et tentait de s'opposer à sa fuite. Les clichés d'un photographe amateur permettent d'identifier le tireur et son complice, donnant à l'événement un grand retentissement médiatique. Mario Rossi est condamné à la prison à vie en 1973. D'autres membres du groupe sont arrêtés, certains rejoignent les GAP de Feltrinelli. L'enquête fera apparaître que « ces ouvriers plus ou moins jeunes, dockers, marins, sont presque tous passés par le Parti communiste [...] et, réalité tout aussi embarrassante, que l'on compte parmi eux d'anciens Partisans », Paolo Piano, *La "banda" 22 ottobre, Agli albori della lotta armata*, DeriveApprodi, 2008. Les militants du 22 ottobre feront partie des détenus dont les Brigades rouges exigeront la libération en 1974 lors de l'enlèvement du juge Sossi, et en 1978, pendant la séquestration d'Aldo Moro.

mécanisme de la contre-information n'est plus unificateur, il produit au contraire de la séparation.

Après 1973, la communication et la contre-information empruntent des chemins séparés. Au cours des années 1973-75, la position marxiste-léniniste devient culturellement hégémonique au sein du mouvement. Par conséquent, le mécanisme de la communication devient la courroie de transmission des micro-partis, qui ne produisent plus guère que des certitudes idéologiques à l'usage de leurs propres militants. C'est le moment où apparaissent les journaux d'organisation : *Lotta continua, Potere operaio, Il Quotidiano dei lavoratori,* etc. Ce qui caractérise ces journaux, ce n'est pas l'auto-représentation, mais la communication d'un imaginaire rigide de la révolution. Pendant trois ans, la question devient : « qu'est-ce qui se passe au coin de la rue ? », et la réponse, c'est qu'au coin de la rue, il y a la certitude de la révolution.

Avec le « parti de Mirafiori » une large composante du mouvement pose le problème du pouvoir, le problème de la radicalisation maximale des choix pour l'obtenir. Ici se pose la question du rapport entre communication et lutte armée. La lutte armée est la forme la plus radicale de négation de la communication, au sens où elle dénie toute légitimité à tous les instruments de création du consensus, et où elle entend obtenir par effraction, par des moments de recours à la force, ce qu'elle ne croit pas pouvoir obtenir par des opérations de construction du consensus.

Toutefois, entre l'aire de la lutte armée et celle de la contre-information, il y a certainement un rapport, une contiguïté – ce qui ne signifie pas que la contre-information soit interne au processus de la lutte armée[20]. La phase dans laquelle naît la revue *Controinformazione* est, comme je le disais, celle où éclate le problème de la contradiction de la vérité. Cette contradiction se répercute presque immédiatement au sein de la rédaction de la revue, qui se compose d'un groupe de militants se référant au processus de transformation en actes et d'un groupe formé à l'expérience classique de la contre-information. Après le premier numéro, la seconde composante se retire. Les positions politiques diffèrent quant au rôle de la contre-information, entre ceux qui pensaient que la contre-information devait avoir pour fin ultime la transformation des mécanismes institutionnels, et ceux qui pensaient au contraire que la contre-information devait se tenir au plus près des mécanismes radicaux de classe qui s'étaient créés ces années-là.

Pendant cette période, la contradiction de la vérité traverse horizontalement le mouvement, comme elle traverse l'ensemble des forces politiques. Le rapport à la lutte armée devient un rapport de contiguïté, ce qui fait que la contre-information consiste essentiellement à parler de la lutte armée : puisqu'une composante du mouvement a pris cette direction, il est juste que l'on en parle, que l'on en publie les textes et qu'on essaie de comprendre ce processus.

Cette contiguïté avec l'expérience de la lutte armée amènera la contre-information à se tourner vers l'univers carcéral. On commence à s'occuper de cette question en 1975-76, en suivant le parcours de ceux qui ont choisi la voie de la

plus grande radicalité et ont fini en prison. La contre-information devient une dénonciation. Le danger a été ensuite de réduire un mouvement très complexe, plein de potentialités, à une culture de ghetto.

Le mouvement de 77 fut par la suite un moment d'intense production politique et culturelle. L'enjeu était alors de reconnaître la multiplicité des langages qui, dans leur diversité, tendaient à casser le mécanisme de délégation de pouvoir inscrit dans la structure bureaucratique des partis. Mais l'erreur fatale qui a été commise a été de privilégier les moments de réduction de la complexité, plutôt que le moment de son amplification. À partir de 77, la contre-information est devenue un facteur de simplification : elle ne parvient plus à saisir la complexité du mouvement réel.

Vincenzo Sparagna : L'aventure du *Male*

L'expérience du *Male* prend naissance dans le mouvement de 77 et plus spécifiquement dans la phase qui suit les « insurrections » du printemps. Deux courants distincts apparaissent alors, qui vont connaître des destins différents. Le courant de la lutte armée, qui a rapidement dérivé vers une activité de guérilla imaginaire, récitation obligée de cohérence révolutionnaire ; et le courant qui eut l'intuition de l'importance du déplacement de la lutte politique vers la lutte médiatique, vers la lutte de communication, qui eut conscience d'être au seuil d'une époque post-idéologique. Le principal problème qui a tenaillé le mouvement de 77 a été de réussir à communiquer, d'une manière ou d'une autre, ses contenus au-delà de ses propres cercles, vers le reste de la société. Il a connu deux types de réponses : l'inspiration langagière et la fusillade. Je suis convaincu que le choix de l'inspiration langagière fut un choix de gauche cohérent, tandis que le celui de la fusillade fut un choix idiot, parce qu'il ne tenait pas compte du fait que la guerre véritable qui se joue dans la société contemporaine est celle de la communication. Ces réflexions étaient déjà présentes à l'intérieur de ce que furent les expériences pilote du *Male*, c'est-à-dire les journaux *Cannibale*, *L'Avventurista* et *I Quaderni del sale*.

Cannibale était un journal *underground* de masse parce que, même s'il ne tirait qu'à 300 exemplaires, il aspirait à parler à tout le monde. Cette première expérience

20. Le premier éditorial de *Controinformazione* affirmait : « Les avant-gardes de la classe ouvrière ont compris, comme il en sera question dans ce numéro, la direction du projet capitaliste : cela leur a servi à hausser le tir. Les premières grandes expériences de la lutte militante démontrent la conscience de l'opération capitaliste en acte et de son caractère terroriste et décisif, mais – en même temps – elles sont aussi une indication politique précise. Aujourd'hui, il est nécessaire [...] de construire une unité politique de la classe et du prolétariat contre le projet de compromis historique et de l'État autoritaire et corporatif », cité dans Sergio Bianchi, Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli Autonomi*, vol. 3, *op. cit.*

marque un dépassement des multiples « feuilles » de 77 qui étaient un mélange de phraséologie révolutionnaire et de littérature. Au même moment, à l'initiative de Pino Zac et de Vincino, naissaient *I Quaderni del sale*, un journal plus proprement lié à la tradition satirique de gauche, tandis que le quotidien *Lotta continua* commençait à sortir un supplément satirique qui s'appelait *L'Avventura*. C'est dans ces journaux, qui ne vécurent que quelques mois, que se sont formés les protagonistes du *Male*.

On avait fait, dans ces expériences pilote, le choix de la boutade, de la blague, de l'écriture « démentielle » et surtout de la bande dessinée comme outils de communication plus populaires, plus « d'en bas », plus susceptibles d'être reçus à un niveau de masse. Pour ce qui concerne la bande dessinée par exemple, on avait découvert quelque chose d'assez banal peut-être mais qui était important pour nous, c'était qu'il n'était absolument pas nécessaire de savoir bien dessiner ni de posséder une technique particulièrement raffinée. Du point de vue des contenus, ces bandes dessinées, à la différence de celles des années 1960 et 70, n'avaient pas une fonction d'évasion, mais de dénonciation ironique et mordante de la misère de la vie quotidienne, qui visait à détruire le mythe de la société réelle, ordonnée et rationnelle. Les médias et leurs habituelles schématisations linguistico-philosophiques en ont fait ensuite quelque chose de purement démentiel ; une manière d'appauvrir un parcours d'intelligence et de connaissance.

Ces journaux se fabriquaient dans le mouvement, dans un contexte d'assemblée où se rencontraient des personnes à part entière et non pas des fractions de personnes, comme on en voit dans les *meetings* autorisés où chacun interprète sa petite partition de spécialiste ou de professionnel. *Il Male* est né en février 1978, de la crise de ces journaux. Au début, il n'y avait pas de rédaction fixe. Les premiers numéros étaient plutôt laids, parce que ce qui se remarquait le mieux, c'était le mauvais goût de la vieille satire, vulgaire et affectée, avec les habituels stéréotypes de la gauche contre la droite.

Ce qui a changé radicalement l'orientation du *Male*, c'est l'enlèvement de Moro. Le développement de l'affaire Moro a été parallèle au développement du *Male*, à l'impact qu'il a eu sur les minorités de masse du mouvement qui agissaient dans le champ de la communication sociale, qui travaillaient à produire des transformations réelles de l'opinion. *Il Male* fut le seul journal à renverser l'opération hypocrite de sanctification de la figure de Moro qui était à l'œuvre dans les médias officiels.

Après l'exécution de Moro, *Il Male* a inauguré la phase des « faux », qui consistait à sortir des fausses unes des plus grands quotidiens nationaux. Il y eut d'abord l'annonce par le *Corriere dello sport* de l'annulation des championnats du monde de football. Puis il y eut *L'Unità* titrant en gros caractères « La DC, ça suffit ! ». C'était encore la période de l'unité nationale et du gouvernement des abstentions, et le destin fit que ce titre anticipa le choix que le PCI allait véritablement faire l'année suivante. Le succès du faux de *L'Unità* reposait évidemment sur un imaginaire qu'on pensait désirable pour le « peuple de gauche ». Les ventes s'envolèrent, jusqu'à atteindre les 50 000 exemplaires. D'autres faux retentissants ont suivi : le

Corriere della Sera annonçant le débarquement des OVNI, *Il Giorno* révélant l'arrestation d'Ugo Tognazzi en tant que chef des Brigades rouges, ou *la Repubblica* proclamant : « L'État s'est éteint. »

Parallèlement au succès public et commercial, les plaintes et les perquisitions au domicile des rédacteurs allaient bon train. J'ai moi-même été arrêté et incarcéré pendant quatre jours, mais l'effet obtenu fut moins dissuasif que publicitaire et les ventes du journal grimpèrent à 80 000 exemplaires. L'expérience d'*Il Male*, du moins dans ses aspects les plus originaux, s'achèvera en 1980, même si le journal continuera à paraître jusqu'en 1982 avec d'autres équipes rédactionnelles. En 1980, Scozzari, Mattioli, Tamburini, Pazienza, Liberatore et moi, c'est-à-dire le groupe de *Cannibale*, avons décidé de quitter cette expérience et de lancer la revue *Frigidaire*, convaincus que la satire de la fin des années 1970 ne parviendrait plus à être opérante dans le contexte de la décennie qui s'ouvrait. Une décennie très ambiguë où, d'une part on assistait à la montée de l'idéologie de l'argent, du succès, du pouvoir, tandis que de l'autre qu'on constatait combien l'issue finale de la dérive des militants armés avait ouvert de canaux inédits pour une nouvelle communication.

Je crois que si 68 a consisté à « prendre la parole », les années 1980 ont permis de s'approprier les techniques de la communication moderne qui, en tant que telle, va au-delà de la parole. Car aujourd'hui il existe des personnages bigarrés, malheureusement encore éparpillés, divisés et ne communiquant pas entre eux, qui, sous la dénomination formelle d'opérateurs de l'information, se souviennent de la richesse de l'expérience passée dans les structures de la communication extra-institutionnelle et représentent la constitution subjective de potentiels guérilleros de l'information.

Les cent fleurs du savoir antagoniste

Pendant une période parcourue de tensions anticonstitutionnelles, parmi les dynamiques internes aux formes de lutte, il ne faut pas négliger celles qui regardent le champ des sciences ou de la science *tout court**. Car celui-ci ne se limite pas aux innovations technologiques destinées à contrôler la conflictualité ouvrière, il touche aussi au monde de la médecine et de la psychiatrie, aux problèmes liés à la santé du corps et de l'esprit. Les années 1970 ont formulé une critique radicale, novatrice et irréversible du médecin comme « technicien du capital », du psychiatre comme « technicien du contrôle ». Ces définitions contiennent déjà en germe le parcours critique qui amènera certains « techniciens » des institutions totales à questionner leur propre fonction et à emprunter un chemin analogue à celui qu'avaient suivi les intellectuels dissidents des années 1960.

En 1968 paraît *L'Institution en négation. Rapport sur l'hôpital psychiatrique de Gorizia*, sous la direction de Franco Basaglia[21]. Publié chez Einaudi, le livre va

21. *L'Institution en négation. Rapport sur l'hôpital psychiatrique de Gorizia* [1970], Arkhê éditions, 2012. Sur ce courant en Italie, on peut lire en français :

rencontrer rapidement le large mouvement qui conteste la société du capital : 60 000 exemplaires seront vendus entre 1968 et 1972. Le formidable impact du travail de Basaglia n'est pas seulement dû au fait qu'il a montré les horreurs de l'institution asilaire et l'humanité souffrante des reclus (il se serait agi en ce cas d'un simple exercice de dénonciation de type réformiste), mais à ce qu'il remonte aux racines de la fonction de la psychiatrie et de la figure du « fou », du « dément », et qu'il les définit comme des fonctions et des figures internes à la logique de domination du capital[22].

« Autrefois, Marx a parlé de "folie du capital" au sens propre et au sens figuré. (Il faut prendre au sérieux les métaphores marxiennes. Folie du capital est exactement le contraire de "capital fou".) C'est-à-dire qu'il a parlé de la réalité comme réalité "renversée" (redoublée, dédoublée, remplacée) [...]. La folie et la maladie sont l'expression constitutive contradictoire de la réalité "doublement" existante comme rapport renversé des relations sociales et du mode de production capitaliste, du "temps de travail" et du "temps de vie" [...]. L'être-homme des "malades" ou des "sains" comme être marchandise des hommes constitue et définit en positif ou en négatif, l'appropriation ou l'expropriation de l'autoproduction humaine-sociale, des rapports entre l'homme et ses produits[23]. »

Fondamentalement, le « dément », le « fou », lorsqu'il surgit, est un dissident de l'ordre existant des choses, de la « folie du capital » qui contraint le privé et le social derrière les grilles de la marchandisation des besoins humains. À charge ensuite de l'asile, de l'institution et de la science psychiatriques de faire de la folie une catégorie productive et fonctionnelle.

Avec le travail de Basaglia et l'expérience de l'hôpital psychiatrique de Gorizia où il exerçait, le « fou », l'« exclu » est devenu un sujet des luttes. Et tandis que des milliers d'étudiants allaient travailler bénévolement à Gorizia, la culture et la pratique de l'antipsychiatrie devenaient un pilier de la culture révolutionnaire.

C'est à ce moment que les œuvres de Laing, de Cooper, de Goffman ont commencé être largement diffusées[24]. Elles ont participé à introduire dans le champ de la révolte politique et sociale les thématiques des « techniques de libération », des méthodes pour se soustraire aux conditionnements et aux manipulations, aussi bien internes qu'externes aux vécus de chacun, pour retrouver autonomie et autodétermination. Et sur le chemin de la « séparation », déjà balisé par l'expérience *beat* et hippie, la « consommation » créative de pensée et de lectures antipsychiatriques devient une pratique quotidienne, un instrument de libération individuel et collectif.

Ce parcours n'a jamais été simple, ni linéaire. Après avoir connu une expansion importante 1968, ces pratiques ont été brutalement marginalisées par l'émergence des organisations bureaucratico-léninistes. Il subsiste alors comme privilège de l'aire *underground* et contre-culturelle, avant de revenir sur le devant de la scène à la grande époque du « personnel est politique », liée au mouvement des femmes. Lequel, s'il a eu l'extraordinaire mérite de placer au centre du conflit « la plus grande de toutes les différences », n'a peut-être pas suffisamment saisi qu'il était aussi un

mouvement social de masse, et que cela faisait de lui « une partie du tout ». Et que, après 77, une fois dissipé l'effet totalisant des mouvements (ouvrier, social, politique et existentiel), la possibilité du « renversement » de la séparation se résumerait, dans la pratique psychanalytique diffuse, au seul remède au malaise, à la souffrance et à l'angoisse, sans plus ouvrir à une révolution complète de soi. « [...] On ne peut plus réfuter, pour ainsi dire, la preuve de la totalité. Nietzsche disait déjà qu'exclure une partie signifie exclure le tout. Le renversement est total comme totalité renversée, dans toutes ses dimensions et niveaux : dans le système du travail, de la communication, du langage, des besoins, de la sexualité, du pouvoir[25]. »

Cette aire de la critique du vécu quotidien et des contradictions dues au malaise existentiel a donné naissance à nombre de revues. *Sapere*, dirigée par Giulio Maccacaro, a été d'une importance fondamentale, aussi bien en raison du prestige de ses collaborateurs que de la diversité des questions traitées (on peut dire qu'elle a presque tout anticipé : de l'écologie à la critique de la « médecine du capital », de la bataille anti-nucléaire à la dénonciation du « développement industriel » comme responsable de la pollution qui dévaste la planète, jusqu'à la critique des fondements mêmes du savoir technico-scientifique).

La revue *L'Erba voglio*, fondée par Lea Melandri et le psychanalyste Elvio Fachinelli, occupe une place à part. Née au début des années 1970, elle formulera des années durant une critique précise des excès sectaires du militantisme idéologique et des pratiques autoritaires, y compris lorsqu'ils sont occultés par la matrice de gauche. Revue de référence dans le champ des pratiques anti-autoritaires à l'école (surtout maternelle), *L'Erba voglio* se situe constamment dans le vif du débat culturel

Franco Basaglia, *Qu'est-ce que la psychiatrie ?* [1973], PUF, 1977 ; *Psychiatrie et démocratie : conférences brésiliennes*, Érès, 2007 ; Giovanni Jervis, *Le Mythe de l'antipsychiatrie*, Solin, 1977. Voir également le film de Marco Bellocchio, Silvano Agosti, Sandro Petraglia et Stefano Rulli, *Matti da slegare* [1975], inspirée de l'expérience de Basaglia à l'hôpital de Colorno à Parme.

22. En termes pratiques, il s'agissait pour ce courant de l'antipsychiatrie italienne de transformer la situation de misère qui régnait à l'intérieur des asiles en restituant leurs droits aux psychiatrisés, de permettre l'accueil de la folie hors de l'asile par la formation d'un réseau de coopératives de travail, de centres de santé, de communautés thérapeutiques, et de produire à travers cette lutte politique une profonde modification des soins.

23. Franco Basaglia, Franca Basaglia Ongaro, *La Majorité déviante, l'idéologie du contrôle social total* [1971], 10/18, 1976.

24. Ronald Laing et David Cooper sont les principaux représentants du courant de l'antipsychiatrie en Angleterre, auteurs de *Raison et violence* [1960], Payot, 1972. Voir également David Cooper, *Psychiatrie et anti-psychiatrie*, Seuil, 1970 ; Ronald Laing, *La Politique de la famille*, Stock 1972. Erving Goffman est l'auteur d'*Asiles, Études sur la condition sociale des malades mentaux*, *op. cit.*, préfacé par Robert Castel (*L'Ordre psychiatrique*, Minuit, 1977 ; avec Françoise Castel et Anne Lovell, *La Société psychiatrique avancée : le modèle américain*, Grasset, 1979 ; *La gestion des risques : de l'antipsychiatrie à l'après-psychanalyse* [1981], Minuit, 2011).

25. Franco Basaglia, Franca Basaglia Ongaro, *La Majorité déviante*, *op. cit.*

qui oppose les comportements existentiels et les rigides théorisations idéologiques.

Enfin, le mouvement a largement touché les domaines de l'art et de la création (théâtre, musique, cinéma, etc.) : de la contestation des intellectuels et des artistes en 1968 (occupation de la Triennale de Milan et de la Biennale de Venise) à la grande efflorescence des « radios libres » en 1977. Et surtout, par-delà son abondante production théâtrale et de cabaret politique, l'intelligence et l'engagement du Circolo La Comune de Dario Fo et Franca Rame. Une structure qui, en de nombreuses occasions, a fonctionné comme un véritable grand « média » d'interprétation-reproduction des luttes politiques diffuses.

Communication, pouvoir et révolte

Le débat sur le rôle et la fonction des intellectuels constitue en 1977 un aspect majeur du processus social et politique.

La discussion s'est développée en deux temps : elle a commencé à émerger en février et en mars, sur la question du rapport entre information et mouvement de lutte ; puis elle a explosé en juillet, suite à l'appel de Paris contre la répression, entraînant dans son sillage une grande partie des intellectuels italiens.

Mais pour mieux comprendre le contexte dans lequel s'est déroulé ce débat, il convient de soulever rapidement deux questions : la première concerne les choix opérés par le Parti communiste au moment du gouvernement de solidarité nationale ; la seconde tient au caractère singulier du mouvement de 77, en particulier à Bologne.

Le PCI s'était engagé depuis 1973 dans la stratégie du compromis historique, ce qui l'avait amené à occuper une position fondamentalement subalterne par rapport au gouvernement dirigé par la Démocratie chrétienne. En vertu de cette ligne, le rôle des intellectuels consistait à gérer le consensus, dans un rapport de dépendance à l'État démocratique.

Au milieu des années 1970, l'État démocratique avait opéré des choix que l'on pouvait assez difficilement qualifier de démocratiques : la loi Reale, approuvée par l'ensemble des forces politiques (avec l'abstention des communistes), avait donné aux forces de police un tel pouvoir d'intervention contre les mouvements et les manifestations de rue qu'en l'espace de quelques années (de 1975 à 77) plus de cent de personnes avaient été tuées dans la rue : Pietro Bruno, Mario Salvi, Giannino Zibecchi étaient quelques-uns de ces militants d'extrême gauche que le PCI participait à décrire comme de dangereux agents de la subversion. En outre, le discours sur les sacrifices pour les travailleurs, que le PCI et les syndicats cherchaient à imposer au mouvement ouvrier, légitimait l'offensive politique et économique menée par le patronat pour faire face aux conséquences de la crise économique et revenir sur les conquêtes du pouvoir ouvrier dans les usines.

Dans ce contexte se développa une culture de l'État qui trouva une forme d'aboutissement au congrès de l'Eliseo. À l'Eliseo en janvier 1977, Enrico Berlinguer demanda en substance aux intellectuels de choisir entre deux options :

ou bien ils acceptaient le rôle de fonctionnaires du consensus et de gestionnaires de l'existant; ou bien ils seraient désignés comme éléments subversifs pour la démocratie[26].

Dès lors, les conditions étaient réunies pour que soient exclues toutes les nouvelles tendances de la culture, toutes ces expériences culturelles qui cherchaient à interpréter le besoin d'autonomie et l'élan libertaire exprimés par les secteurs en mouvement de la société italienne (en particulier les jeunes scolarisés chômeurs, les jeunes ouvriers rebelles à l'ordre de l'usine). Et les conditions étaient réunies pour une réduction de la fonction intellectuelle à une corporation au service de l'État qui, dans les années qui suivirent 77, eut des effets désastreux, en particulier dans certains secteurs professionnels. La magistrature, notamment, finit par se concevoir comme le bras armé du consensus, comme l'attestent les persécutions judiciaires massives, d'abord en mars 1977 à Bologne, puis de manière systématique à partir du 7 avril 1979.

Comme chacun le sait, ces persécutions se sont révélées dans toute leur odieuse partialité lorsque les mises en scènes fabriquées avec la complicité des « repentis » se sont effondrées lors de leurs procès au pénal. Des centaines de militants et d'intellectuels ont été alors blanchis des principales accusations dont les avaient accablés des juges souvent formés dans la culture communiste de l'État. Mais on ne peut saisir le plein sens de ces persécutions que si on les rattache à la polémique sur le rôle des intellectuels et à l'alternative entre étatisme et indépendance.

La seconde question qu'il faut évoquer pour comprendre le contexte dans lequel mûrit le débat, c'est la nouveauté et la spécificité des thématiques portées par ce mouvement qui a pris en 1977 le devant de la scène, c'est-à-dire sa dimension culturelle critique et sa créativité.

Le mouvement créatif qui a pris forme confusément entre 1975 et 1977 doit être regardé selon une double perspective. Il a été le mouvement de rébellion d'une constellation sociale composite, et rendu homogène par un niveau de scolarisation élevé. Dans le foisonnement d'expériences qui s'en est suivi se manifestait une

26. Lors de ces rencontres intitulées « Le rôle de la culture dans le projet de rénovation de la société italienne », Berlinguer devait également déclarer : « Une politique d'austérité n'est pas une politique qui tend au nivellement vers l'indigence, elle ne doit pas être poursuivie dans le simple but de garantir la survie d'un système économique et social en crise. Une politique d'austérité, au contraire, doit avoir pour but – et c'est pour cela qu'elle peut et doit être l'œuvre du mouvement ouvrier – d'instaurer la justice, l'efficience, l'ordre, et j'ajoute : une moralité nouvelle. Ainsi entendue, une politique d'austérité, même si elle implique (nécessairement, et par sa nature même) certains renoncements et certains sacrifices, devient dans le même temps synonyme de rénovation ; elle devient, en effet, un acte libérateur pour les larges masses, objets de vieilles sujétions et d'intolérables exclusions, elle crée de nouvelles solidarités, et parce qu'elle est capable de s'attirer une part croissante de consensus, elle se mue en un vaste élan démocratique, au service d'une œuvre de transformation sociale. »

intelligence sociale qui cherchait à échapper à la dépersonnalisation du travail industriel. Dans le même temps, ce mouvement a rendu possible la formation d'une identité productive nouvelle, destinée à être absorbée dans le processus de travail que l'on peut qualifier d'immatériel, toujours plus étendu à un moment de crise du système industriel classique.

Ceux qui ont été impliqués dans ce mouvement de rébellion se sentaient les vecteurs d'une manière de *faire culture* qui n'était plus subordonnée au système politique et à la reproduction du consensus. Mais, qu'ils en aient conscience ou non, ils étaient aussi les sujets dont allait naître une nouvelle modalité de travail, issue de la subordination de la créativité aux règles de l'efficacité productive.

Dans le même mouvement par conséquent deux cultures distinctes étaient en train de se dessiner : l'une avait pour but une autonomie radicale de la culture par rapport au pouvoir politique et économique ; l'autre préparait les professionnalités subordonnées au cycle de production de l'immatériel et de l'imaginaire.

Mais ces cultures, pour différentes qu'elles soient, cohabitaient inconsciemment à l'intérieur des mêmes personnes, des mêmes secteurs sociaux.

Il y eut bien une tentative de traduire ce processus contradictoire en une forme de conscience explicite : je pense au mouvement qui s'est auto-intitulé mao-dada. L'inspiration mao-dadaïste peut être résumée comme suit : « Le dadaïsme voulait en finir avec la séparation entre langage et révolution, entre art et vie. Il demeura à l'état d'intention parce que dada ne se situait pas à l'intérieur du mouvement social prolétaire, et la figure sociale prolétaire n'était pas dans dada : renversement des rapports de classe et transformation culturelle ne se mêlaient pas dans la vie, et dans la matérialité des besoins sociaux. Le maoïsme conçoit le rôle de l'organisation non pas comme représentation hypostatique du sujet-avant-garde, mais comme capacité de synthèse des besoins et des tendances qui coexistaient dans la réalité matérielle du travail et de la vie[27]. »

Selon l'hypothèse mao-dada, donc, le développement de nouvelles formes de communication, le développement des technologies informatiques et des réseaux télématiques rend possible la réalisation de la vieille utopie dadaïste : abolir l'art/abolir la vie quotidienne en abolissant la séparation entre l'art et la vie quotidienne. Grâce à la diffusion de technologies de communication proliférantes et polycentriques, il devient possible pour des réalités communautaires foisonnantes de redéfinir le rapport entre socialité et production en sortant du système capitaliste intégré et en construisant des systèmes autonomes de production-communication.

Cette hypothèse a été mise en œuvre, de façon peut-être trop immédiate et spontanéiste, par une vaste aire de réalités de base et de mouvement mais elle n'est jamais devenue un élément de réflexion sur le rôle des intellectuels et sur la mutation que le travail intellectuel était en train d'opérer, ni sur le mouvement qui se préparait à affecter tout l'univers de l'activité mentale, sur son intégration par la machine productive et médiatique.



On a dit que le débat sur la question du travail intellectuel, sur le rôle et sur la fonction des opérateurs impliqués dans la dématérialisation du travail social, s'était déroulé en deux temps. Dans le premier moment, entre février et mars de cette année 1977 incroyablement dense, la discussion s'était centrée sur les nouvelles caractéristiques que prenait le mouvement de masse et sur sa vocation particulière à investir les questions du langage, les pratiques créatives et de l'information.

C'est à ce moment que les expériences de créativité diffuse ont connu leur plus grande efflorescence, la période des fanzines et des radios libres. L'explosion des langages autonomes s'exprimait par la voix des radios, qui furent aussi la première tentative d'auto-organisation de l'information, comprise comme un élément de transformation sociale et existentielle, mais aussi comme travail, comme activité productive.

Ainsi, le collectif A/traverso écrira dans *Radio Alice, radio libre* : « Faire sauter la dictature du Signifié, introduire le délire dans l'ordre de la communication, faire parler le désir, la rage, la folie, l'impatience et le refus. Cette forme de pratique linguistique est l'unique forme adéquate à une pratique complexe qui fait sauter la dictature du Politique, qui introduit dans le comportement l'appropriation, le refus du travail, la libération, la mise en commun. C'est pour cela que le rapport entre le mouvement et Radio Alice n'est garanti ni dans les messages qu'Alice transmet, ni même dans la démarche qu'elle-même propose – comme unité opérationnelle linguistique collective et subversive. L'organisation linguistique de l'instrument définit de fait un espace, trace ses propres discriminants[28]. »

Mais il existe aussi une conscience du nouveau rôle productif de l'information et des questions que commence à poser l'intégration de la pratique linguistique dans le processus de travail social. « Il s'agit donc de subvertir l'usine informative, de renverser le cycle de l'information en organisation collective de la connaissance et de l'écriture. Au cours de ce processus de prolétarisation du travail technico-scientifico-informatif s'établissent les conditions pour que le travail intellectuel ne se pose plus, face au mouvement, dans une position de type externe et volontariste, dans la pratique de contre-information, du service rendu au mouvement ; mais dans une position interne, sur le terrain de la guérilla informatique, du sabotage du cerveau productif et politique, de l'organisation cybernétique du contrôle, et du sabotage du cycle informatif[29]. »

27. *A/traverso*, février 1977.

28. « [...] devenir-radio, devenir-électrique, devenir-moléculaire. C'est un autre aspect de la situation actuelle : non plus les nouvelles luttes liées au travail et à l'évolution du travail, mais tout le domaine de ce qu'on appelle les « pratiques alternatives » et la construction de telles pratiques (les radios libres seraient l'exemple le plus simple, mais aussi les réseaux communautaires urbains, l'alternative à la psychiatrie, etc.) », Gilles Deleuze et Félix Guattari, « Appareil de capture », *Mille Plateaux*, *op. cit.*

29. Collectif A/traverso, *Radio Alice, radio libre*, *op. cit.*

Peu nombreux sont ceux qui acceptèrent alors de discuter ces positions sans les étiqueter comme du « délire » ou de l'incitation à la subversion. Umberto Eco fut de ceux-là, et publia plusieurs articles dans différents journaux et revues.

Eco observait que « les nouvelles générations parlent et vivent dans leur pratique quotidienne le langage (ou, mieux, la multiplicité des langages) de l'avant-garde. [...] ce langage du sujet éclaté, cette prolifération de messages apparemment sans code sont compris et pratiqués à la perfection par des groupes aujourd'hui encore étrangers à la culture officielle » (voir *infra*, p. 568, son article paru dans l'*Espresso* : « Une autre langue : l'italo-indien »).

Cette nouvelle « capacité linguistique », cette capacité de transcodage, de glissement de code en code, Eco la comprend comme la conséquence de la constitution d'un nouveau système techno-communicationnel. Les positions d'Eco (même si elles se distinguaient par leur dignité et leur acuité de celles de beaucoup d'autres commentateurs et critiques) ont été critiquées parce qu'il omettait, consciemment et ouvertement, il faut le dire, toute considération sur l'intentionnalité consciente, c'est-à-dire sur la projectualité politico-culturelle dont étaient porteurs les nouveaux langages.

En effet, en reconsidérant cette question avec le recul du temps, on peut reconnaître que la projectualité du mouvement créatif a été balayée par la force de la mutation techno-communicationnelle : le mouvement créatif a été absorbé, piégé par l'organisation médiatique, par l'investissement de capitaux énormes dans la publicité, dans la télévision, dans la mode, dans la soumission des idées et des langages créatifs à un système de production d'imbécillité au moyen du travail mental.

Mais à cette période, durant ces mois, au plus fort d'une insurrection des signes et des symboles, le mouvement cherchait à donner une forme autonome à la communication alternative. Ainsi, la réponse dans *l'Espresso* de Franco Berardi « Bifo » et Angelo Pasquini aux positions de Eco, affirmait-elle que la socialisation du style et des problématiques de l'avant-garde littéraire ne pouvait être réduite à un fait purement communicationnel, mais qu'elle impliquait une redéfinition radicale du rapport à la production, à l'identité sociale, au pouvoir[30].

Maurizio Calvesi reprendra cette question dans son livre *Avanguardia di massa* où, à la lumière de l'éventail des thématiques surgies au printemps 1977, il propose de lire le mouvement créatif comme une vérification de l'utopie artistique des avant-gardes, à l'heure du développement des moyens de communication rapides et des technologies de production de l'imaginaire[31]. C'est précisément cela qu'a représenté le mouvement créatif : la réalisation de la visée avant-gardiste de porter la vie dans l'art et de fondre l'art avec la vie. La perspective de cette réalisation tenait à la massification de la rupture linguistique proposée par l'avant-garde, et au lien étroit qui unissait la créativité de masse et les technologies de la communication[32].

Les conditions sociales réelles dans lesquelles ce lien s'est établi ont été très différentes de l'idée que le mouvement en avait eue, il en est sorti une forme totale-

ment nouvelle de subordination de l'activité créative à la production capitaliste à l'ère de sa dématérialisation. Pourtant, le mouvement créatif avait très bien su identifier le nouveau terrain sur lequel les transformations advenaient : celui de l'imaginaire et de sa production sociale. Le débat sur cette question s'ébauchait au printemps 1977.

Dans un autre article paru dans l'*Espresso* sous le titre : « No per dio non mi suicido », Umberto Eco entrait dans le vif du sujet. Eco soutenait que le mouvement se trompait sur un point important, parce qu'il confondait les énoncés symboliques et les réalités concrètes.

« Si j'en juge par les divers comportements du mouvement [...] j'ai plutôt l'impression qu'il tend à transformer sans arrêt des attitudes concrètes en purs symboles, ou mieux en énoncés où l'action simplement fait office de style. Je ne dis pas que les énoncés soient inutiles. Mais il faut être lucide et reconnaître que les énoncés ne sont que des énoncés. Il ne faut pas confondre la représentation anticipée, sous la forme d'une grande fête symbolique, de l'assaut du palais d'hiver, et la prise effective du palais d'hiver[33]. »

30. Franco Berardi « Bifo », Angelo Pasquini, « Indiens c'est vite dit », *l'Espresso*, 24 avril 1977, repris dans *Italie 77, op. cit.* Ex-militant de Potere operaio, Bifo participe au mouvement de 77 à Bologne, au collectif A/traverso et à Radio Alice – ce qui lui vaut l'inculpation d'« incitation à la haine par l'intermédiaire d'un média radiophonique ». Il quitte Bologne pour Paris où il rencontre Félix Guattari, et rédige *Le Ciel est enfin tombé sur la terre*, Seuil, 1978. Parmi ses ouvrages, on peut citer *Contro il lavoro*, Feltrinelli, 1970 ; *Scrittura e movimento*, Marsilio, 1974 ; *Chi ha ucciso Majakovskij ?*, Squilibri, 1977.

31. Maurizio Calvesi, *Avanguardia di massa*, Feltrinelli, 1977.

32. « L'indication dadaïste peut donc être reprise : critiquer et dépasser la séparation entre l'art et la vie, entre la création textuelle et formatrice et le mouvement qui transforme. Mais le lieu où cette opération de recomposition se détermine doit changer. L'expérience dadaïste avait cherché à dépasser cette séparation sur le terrain de la littérature, de l'art ; la pratique créatrice, au contraire, a un sujet de masse, transporte son action dans l'espace de la transformation pratique, c'est un moment du processus de recomposition transversale du sujet du mouvement. C'est l'indication de Maïakovski, d'abord bolchevik puis poète : lui n'a pas été se lamenter sur la séparation entre l'art et la vie, ni critiquer la spectacularité du texte spectacularisant la critique elle-même. Maïakovski a pris part au processus révolutionnaire et a trouvé le point où la séparation pouvait être dépassée dans la pratique », Collectif A/traverso, *Radio Alice radio libre, op. cit.*

33. « Soyez tranquilles, je ne me suiciderai pas », *l'Espresso*, 1er mai 1977, repris dans *Italie 77, op. cit.* Eco poursuit : « Comme cela ne pouvait manquer d'arriver, certains marginaux suivent la démarche opposée : ils croient énoncer des symboles (au besoin en "écrivant" avec un P38), alors qu'ils font des choses. Mais ces choses ne sont pas insérées dans une stratégie à long terme [...] : sur le plan symbolique elles acquièrent une valeur négative, aisément manœuvrable par ceux qui ne croient pas au "désir de quelque chose" ; et sur le plan des réalités, elles produisent la mort du mouvement. »

Mais c'est justement Eco qui a si justement compris cette sorte de sémiomorphose qui a gagné le monde réel, cette identification du monde avec l'échange et le recoupement des énoncés symboliques, des événements informatifs, des simulations d'imaginaire. Ce territoire imaginaire est devenu le lieu déterminant de tout processus social, et la domination sur les molécules vivantes de la société est devenue, toujours davantage, une domination sémiocratique, une domination des symboles et des signes. Et 77, c'est exactement le moment où la société commence à se rendre compte de ce déplacement.

Umberto Eco : Une autre langue : l'italo-indien[34]

Dans un récit de science-fiction, un pseudo-agent commercial (en réalité agent de la CIA) fait le tour des planètes périphériques pour y installer une série de centres de production à bon marché, postes avancés d'une future expansion coloniale. Cet agent est un linguiste spécialisé ; ne connaissant pas la langue des planètes visitées, il doit établir le code après analyse des comportements indigènes. C'est ce qu'il fait aussi sur la dernière planète et il semble réussir : il élabore une série de règles grammaticales, communique avec les habitants, rédige un contrat ; mais arrivé à ce point, il s'aperçoit qu'on lui pose des questions incompréhensibles. Le code doit être plus complexe qu'il ne l'imaginait. Il recommence son enquête, élabore un nouveau modèle de comportements communicatifs : il se heurte toujours au même mur d'incompréhension. Il comprend enfin qu'il se trouve devant une société qui change de code tous les jours. Les indigènes peuvent en une nuit redistribuer leurs règles de communication. L'agent repart, désespéré : la planète est restée impénétrable.

Ce récit illustre pour moi à merveille les difficultés des sociologues, politologues, théoriciens de partis ou d'académies à courte vue quand ils essaient de définir le langage et le comportement des jeunes de 1977.

Je ne me réfère pas uniquement aux discours d'assemblées, mais aux comportements quotidiens, à l'usage de l'ironie, d'une langue apparemment incohérente, à l'emploi des mass-médias, aux graffitis, aux slogans, à la musique.

Allumons au hasard la radio et écoutons une des chansons préférées des jeunes ; peu importe l'auteur-interprète. On a d'abord l'impression qu'il parle un langage disparate, fait d'allusions qui nous échappent : aucun « lien logique » ; et pourtant la chanson dit bien quelque chose, et ce quelque chose est parfaitement familier et convaincant pour un garçon de 14 ans ! Alors une question vient à l'esprit : les premiers lecteurs d'Éluard, d'Apollinaire, de Maïakovski et de Lorca n'éprouvaient-ils pas le même sentiment étonné devant l'allure « illogique et fragmentée » de leur poésie ? Ce qui frappe le plus le professeur (d'université ou de lycée) qui participe à une assemblée d'étudiants, c'est la différence entre les thèmes et les revendications du lundi et ceux du mardi. L'auditeur cherche en vain où le groupe a pu trouver une étrange cohérence entre deux paquets de revendications. Tout se déroule à partir de quelques mots d'ordre imperceptibles, comme si on avait tacitement et

instantanément reconstitué un code de comportement. Les premiers lecteurs de l'*Ulysse* de Joyce devaient, me semble-t-il, éprouver la même sensation : ils s'étaient à peine adaptés au style « viscéral » d'un chapitre en monologue intérieur, qu'ils se retrouvaient, stupéfaits, devant le chapitre suivant, qui amassait toutes les figures de la rhétorique classique. Ou bien, après avoir compris quelques pages présentant des événements considérés d'un seul point de vue, ils se perdaient dans d'autres pages présentant un seul événement considéré de plusieurs points de vue.

La culture « professionnelle » a compris et a expliqué assez vite qu'on était là devant des modèles de laboratoire d'une subversion des langages, où l'art s'essayait à préfigurer un état de crise et remettait en question l'homme-sujet. Le sujet divisé, la dissolution de la conscience, du moi transcendantal, la négation du point de vue privilégié comme parabole du refus du pouvoir : que de clefs pour expliquer un modèle de nouveau langage mis au point dans les laboratoires de l'art ! À l'arrière-plan, restait la société, avec ses codes invariables, avec ses métalangages confirmés, qui lui fournissent les explications et les justifications historiques mêmes de ces langages en liberté. À l'objection que ces langages ne reflétaient pas la réalité sociale du moment, on répondait par les fameuses disparités de développement entre structure et superstructure : la pratique subversive des divers langages devait préfigurer des états de désagrégation ou de recomposition du tissu social et psychologique, qui se répercuterait ensuite, mais dans la phase suivante, au niveau des rapports économiques.

Nous y sommes peut-être aujourd'hui : les nouvelles générations parlent et vivent dans leur pratique quotidienne le langage (ou, mieux, la multiplicité des langages) de l'avant-garde. La culture officielle s'est essoufflée à vouloir identifier les pistes du langage d'avant-garde ; elle les cherchait sur des voies sans issue alors que les langages et les comportements subversifs avaient déjà abandonné le circuit familier de l'édition, des galeries, des cinémathèques, pour se trouver une identité dans la musique des Beatles, les images psychédéliques de *Yellow Submarine*, les chansons de Jannacci, les répliques loufoques de Cochi et Renato[35] ; John Cage et Stockhausen se retrouvaient dans une fusion de rock et de musique italienne, les murs de la ville ressemblaient de plus en plus à un tableau de Cy Twombly… Il y a aujourd'hui plus d'analogie entre le texte d'un auteur-interprète et Céline, entre une discussion dans une assemblée de marginaux et un drame de Beckett, qu'il n'y en a entre Beckett ou Céline et tel ou tel événement de la vie artistique ou théâtrale signalé par l'*Espresso*.

34. *L'Espresso*, 10 avril 1977. Republié dans *Alto là chi va là*, *op. cit.*, qui regroupe tous les articles relatifs au débat des intellectuels « entre *dissensus* et conformisme » pendant le mouvement de 77 [N.d.A.]. Traduit en français dans *Italie 77*, *op. cit.*

35. Duo de comiques né dans les années 1960, qui rencontre un large succès avec ses numéros de cabarets et ses chansons abracadabrantes, écrites avec Enzo Jannacci.

Le plus intéressant est que ce langage du sujet éclaté, cette prolifération de messages apparemment sans code sont compris et pratiqués à la perfection par des groupes aujourd'hui encore étrangers à la culture officielle, qui n'ont jamais lu Céline ni Apollinaire et qui sont venus à la parole à travers la musique, le *dazibao*, la fête, les concerts pop. Et alors que la culture officielle comprenait parfaitement le langage du sujet divisé tant qu'il était parlé en laboratoire, elle ne le comprend plus quand elle l'entend dans la bouche des masses. En d'autres termes, c'est le même homme de culture qui se moquait du bourgeois quand celui-ci, au musée, avouait ne rien comprendre à une femme avec trois yeux, à des graffitis sans forme, qui aujourd'hui, en face d'une génération qui s'exprime par la même femme à trois yeux et les mêmes graffitis sans forme, avoue ne rien comprendre « à ce qu'ils disent ». Ce qui lui paraissait acceptable comme utopie abstraite, comme proposition de laboratoire, devient inacceptable dans la vie courante. Entre parenthèses, on peut dire que la gauche traditionnelle éprouve les mêmes difficultés à comprendre ces phénomènes nouveaux que toutes les expériences d'avant-garde, parce qu'elle se retranche toujours derrière sa notion d'un sain réalisme. Lors d'une récente manifestation, les étudiants scandaient : « Gui et Tanassi[36] sont innocents, les étudiants sont délinquants. » L'ironie et la provocation étaient claires. Aussitôt après, un groupe d'ouvriers reprenait le slogan, pour manifester leur solidarité. Mais ils l'avaient traduit dans leurs modèles d'intelligibilité : « Gui et Tanassi sont des délinquants, les étudiants sont innocents. » Les ouvriers disaient la même chose, mais en termes réalistes ; parce que tout simplement, ils ne pouvaient pas accepter le jeu de l'ironie. Non parce qu'ils sont incapables de comprendre l'ironie, mais parce qu'ils ne la reconnaissent pas comme moyen d'expression politique.

Des nuances sont, toutefois, nécessaires. Et d'abord, il est clair que mon hypothèse ne signifie pas que l'expérimentation sur les langages a fait naître cette conscience nouvelle. L'affirmer serait de l'idéalisme. J'ai voulu remarquer simplement comment un projet abstrait et littéraire d'expression subversive, allant de la langue au comportement, a profité, d'une part, de la diffusion par les mass media et, de l'autre, d'une situation historique et économique bien précise, où le moi divisé, le sujet dissocié, le sentiment d'être sans patrie et la perte de l'identité ont cessé d'être une hallucination expérimentale, un pressentiment obscur, pour devenir la condition psychologique et sociale d'une grande masse de jeunes. On voit bien par là que notre hypothèse à elle seule est insuffisante et qu'elle appelle d'autres explications. Mais c'est bien une hypothèse « politique », même si elle relève de l'anthropologie culturelle. L'étude anthropologique des structures sociales et de leur transformation passe aussi par la lecture des mythes et des rites.

Deuxième mise au point : mon hypothèse ne veut pas être une justification optimiste. Il n'est pas vrai que tout ce qui se produit est bon et que le seul fait de se produire en commande la réussite. Certaines mutations apportent des crises dans l'espèce. Dans la planète évoquée au début, la communauté pouvait changer le code de tous les jours, parce que cette aptitude était inscrite dans le programme génétique de chacun de ses membres. Mais en dehors de toute science-fiction,

peut-il exister une communauté qui change de code tous les jours sans être liée aux codes sociaux qui l'ont précédée ? Peut-on ignorer la dialectique entre norme et violation en faisant de la violation la seule norme reconnue ? Peut-on restructurer en permanence, sans faire appel à un métalangage qui installerait dans les conventions les règles de restructuration elles-mêmes ? Je veux dire ceci : est-ce psychologiquement et biologiquement soutenable ? C'est la question qui est posée aux « nouveaux barbares » de l'An 9[37] ; quant aux autres, ils devront être en mesure de comprendre non seulement les termes de la question, mais aussi, éventuellement, les mécanismes de la réponse.

Bien évidemment, je continue ici à interroger une métaphore à travers d'autres métaphores. Il est sans doute impossible de faire davantage en ce moment. Cela dit, il se peut aussi que cet exercice de la métaphore cache une dernière astuce pathétique de la raison, qui voudrait donner une forme stable à un processus de transition permanent. Mais, c'est bien connu, à chacun ses obsessions.

L'appel des intellectuels français[38]

Au moment où, pour la seconde fois, se tient à Belgrade la conférence Est-Ouest, nous tenons à attirer l'attention sur de graves événements qui se déroulent actuellement en Italie et plus particulièrement sur la répression qui s'abat sur les militants ouvriers et la dissidence intellectuelle en lutte contre le compromis historique.

Dans ces conditions, que veut dire, aujourd'hui, en Italie, « compromis historique » ? Le « socialisme à visage humain » a, ces derniers mois, révélé brutalement sa vraie figure : développement d'un système de contrôle répressif sur une classe ouvrière et un prolétariat jeune refusant de payer prix de la crise d'un côté, projet de partage de l'État avec la Démocratie chrétienne (la banque et l'armée à la DC, la police, le contrôle social et territorial au PCI) au moyen d'un véritable parti « unique » ; c'est contre cet état de fait que se sont révoltés ces derniers mois les jeunes prolétaires et les dissidents intellectuels en Italie.

Comment en est-on arrivé là ? Que s'est-il passé exactement ? Depuis le mois de février, l'Italie est secouée par la révolte des jeunes prolétaires, des chômeurs et

36. Luigi Gui et Mario Tanassi sont deux anciens ministres de la Défense qui seront accusés en 1976 d'avoir touché d'importants pots-de-vin pour favoriser l'acquisition par l'État italien d'avions Hercules C-130 de la firme américaine Lockheed Corporation. Révélé par une enquête du Sénat américain, ce scandale débouchera en Italie sur la démission en 1978 du Président de la République Giovanni Leone, et en 1979 sur la condamnation de Mario Tanassi pour corruption.

37. « Je dirai simplement qu'il s'agit d'une génération qui, dès son apparition, fait table rase de tout ce qui a été dit avant et pendant 1968 : 77 moins 68 font 9 ; je parlerai par conséquent de génération de l'An 9 », Umberto Eco, « La communication subversive neuf ans après 68 », cité dans *Italie 77, op. cit.*

38. Cet appel a été publié le 5 juillet 1977 dans *Lotta continua*, puis en français sous le titre « Adresse à la conférence de Belgrade » dans *Les Untorelli, op. cit.*

des étudiants, des oubliés du compromis historique et du jeu institutionnel. À la politique de l'austérité et des sacrifices, ils ont répondu par l'occupation des universités, les manifestations de masse dans les villes, la lutte contre le travail au noir, les grèves sauvages, le sabotage et l'absentéisme dans l'usine, avec toute l'ironie féroce et la créativité de ceux qui, exclus par le pouvoir, n'ont plus rien à perdre : « Des sacrifices, des sacrifices ! », « Frappe-nous, Lama ! », « Les voleurs Chrétiens-démocrates sont innocents, nous sommes les vrais délinquants ! », « Encore plus de taudis, encore moins de maisons ! ». La réponse de la police de la Démocratie chrétienne et du PCI a été sans ambiguïté : l'interdiction des manifestations à Rome, l'état de siège permanent à Bologne, le quadrillage de la ville par les blindés, le tir à balles réelles dans la foule.

C'est contre cette provocation permanente que le mouvement contestataire a dû se défendre. À ceux qui les accusaient d'être manipulés par la CIA et le KGB, les exclus du compromis historique ont répondu : « Notre complot c'est notre intelligence, le vôtre c'est celui qui consiste à utiliser nos mouvements de révolte pour entamer l'escalade de la terreur. »

Faut-il rappeler que :

– Trois cents militants parmi lesquels de nombreux ouvriers sont aujourd'hui en prison en Italie.

– Leurs défenseurs sont systématiquement persécutés : arrestation des avocats Cappelli, Sanese, Spazzali, et de neuf autres militants du Secours rouge, toutes formes de répression qui s'inspirent des méthodes utilisées en Allemagne récemment.

– La criminalisation des professeurs et des étudiants de l'institut des sciences politiques de Padoue, dont douze sont inculpés « d'association subversive » : Guido Bianchini, Luciano Ferrari Bravo, Antonio Negri, etc.

– Les perquisitions dans les maisons d'édition : Area, l'Erba Voglio, Bertani et l'arrestation de ce dernier éditeur. Fait sans précédent : saisie des épreuves d'un livre consacré au mouvement à Bologne. Perquisition des domiciles des écrivains Nanni Balestrini, Elvio Fachinelli. Arrestation d'Angelo Pasquini, rédacteur de la revue littéraire *Zut*.

– Fermeture de l'émetteur « Radio Alice » à Bologne et mise sous séquestre du matériel, arrestation de l'animateur du collectif de rédaction.

– Les campagnes de presse visant à identifier la lutte du mouvement et ses expressions culturelles à un complot, et incitant l'État à entamer une véritable chasse aux sorcières.

Les soussignés exigent la libération immédiate de tous les militants emprisonnés, l'arrêt des poursuites et des campagnes de diffamation contre le mouvement et ses productions culturelles, proclament la solidarité avec tous les dissidents actuellement inquiétés.

J.-P. Sartre, M. Foucault, F. Guattari, G. Deleuze, R. Barthes, F. Wahl, P. Sollers, D. Roche, P. Gavy, M. A. Macciocchi, C. Guillerme et d'autres.



Théorie du consensus et dissensus culturel

Après le mars bolonais, la magistrature et la police avaient lancé une véritable chasse aux sorcières, en attribuant au mouvement une structure organisationnelle qu'il n'avait jamais eue. Dans la traque de cette structure qui n'existait pas, on arrêta d'abord des manifestants et des militants, puis des animateurs de radio, puis des rédacteurs de différentes revues, et pour finir, on perquisitionna les librairies, les maisons de disques et les maisons d'édition.

C'était la première fois en Italie que l'appareil répressif d'État se déchaînait de cette manière contre toutes les formes d'organisation de la culture. Comment une chose pareille s'est-elle produite? En premier lieu, il faut revenir au caractère particulier de ce mouvement, à son substrat social non seulement étudiant, mais étudiant *et* travailleur *et* précaire *et* intellectuel tout à la fois. Il faut se rappeler que ce mouvement était effectivement un mouvement d'appropriation des différentes fonctions de l'agir intellectuel, une prise de parole qui reconnaissait la parole, le signe, l'imaginaire comme objet réel de la lutte, de la transformation, comme instruments effectifs de production.

Il est donc aisé de comprendre comment un tel mouvement s'est développé et s'est reconnu dans les instruments de la communication culturelle, plutôt que dans ceux de la communication politique. La culture n'était plus un moyen de lutte (comme pour les générations révolutionnaires précédentes), c'était le terrain même de la lutte.

Mais il faut avoir également à l'esprit un autre aspect, qui peut mieux nous faire comprendre pourquoi la répression s'est déchaînée contre la culture. Il tient à la nature particulière de l'accord de pouvoir consacré par le compromis historique. Le compromis signifiait beaucoup de choses insupportables: la compression des niveaux de salaire et l'étouffement des luttes ouvrières, un durcissement des mesures de sécurité; mais il représentait surtout une forme de conformisme culturel véritablement mortifère.

C'était cela qui frappait le plus profondément: le conformisme et l'hypocrisie de la culture consensuelle. Les valeurs du productivisme ouvrier s'alliaient à celles du respect de l'ordre et l'orthodoxie classiste se confondait avec le conformisme catholique.

La culture nationale, qui n'avait jamais eu une grande vocation pour l'ironie, manifestait une totale absence d'esprit. La tendance à prendre les mots pour la réalité, à prendre les images pour la réalité, à prendre pesamment tout à la lettre est massivement présente aussi bien dans la culture catholique que dans la culture communiste. Le mouvement a complètement renversé cet état de fait, en proclamant une réalité délirante, en laissant la place à la prolifération des discours et des imaginaires. Chaque énoncé, d'où qu'il parte, était porteur d'un monde imaginaire, dont la réalité était entièrement faite de communication. Le pouvoir répondit en interprétant ces imaginaires comme autant de conspirations. Voilà pourquoi ils perquisitionnèrent tous ces abris éphémères et ils se retrouvèrent au milieu de millions de pages folles parmi lesquelles ils perdirent la tête.

La seconde phase de ce débat sur la question des intellectuels débuta en juillet 1977, lorsqu'à Paris un groupe d'intellectuels prit position contre la répression qui sévissait en Italie contre le mouvement des jeunes, et plus particulièrement contre ses expressions culturelles et ses organes d'information. La sollicitation des intellectuels français contraignit le monde de la culture italienne à prendre position : soit du côté de l'État, soit du côté d'une subversion que les forces politiques institutionnelles (et particulièrement le PCI) n'hésitaient pas à qualifier de « *diciannovismo* », par référence aux débuts du fascisme.

La discussion entre Leonardo Sciascia et Edoardo Sanguineti, publié par *l'Espresso* sous le titre : « Dialogue entre une sentinelle et un ermite[39] » témoigne de ces enjeux :

Sanguineti : Mais aujourd'hui, le vrai problème qu'il faut affronter est celui du désordre public. Le parti et la classe doivent prendre la responsabilité d'une gestion différente de l'ordre public s'ils ne veulent pas répéter les vieilles erreurs de la gauche italienne qui n'a pas compris que face à l'émergence de la violence fasciste, l'unique solution était d'empêcher la décomposition de l'État.

L'Espresso : Alors aujourd'hui, le *dissensus* est petit-bourgeois et fasciste ?

Sanguineti : Oui.

Sciascia : Cela me semble une définition trop commode. Le *dissensus* en Italie vient d'une partie de la population qui se sent marginalisée, précaire. C'est un malaise qui n'est pas uniquement petit-bourgeois, mais aussi ouvrier et populaire.

Pour la plupart, les intellectuels italiens refusèrent de céder à ce chantage : avec des nuances, la culture italienne opta pour une position critique et anti-étatiste. C'est à ce moment qu'a commencé la crise du compromis historique et avec elle la longue crise d'identité de l'intellectualité communiste (qui dure encore aujourd'hui[40]). Sans doute une synthèse des positions de l'époque peut-elle aider à mieux comprendre le sens de cette crise, et la formation d'une aire intellectuelle « du *dissensus* », qui fut à l'origine d'une critique libertaire de l'étatisme, mais qui fut aussi la source d'une profonde ambivalence quant au destin productif de la fonction intellectuelle.

La position du PCI a été clairement exprimée par les positions – par exemple – d'Asor Rosa, lorsqu'il écrit : « Les masses laborieuses et populaires fondent leur adhésion à la République sur la conviction garantie depuis toujours par les communistes, que cette République est le cadre institutionnel pour une participation de plus en plus large du peuple à la direction de l'État[41]. »

Ainsi, la légitimité de tout mouvement poursuivant d'autres horizons (pas nécessairement opposés, mais autres, différents du consensus républicain) est exclue et niée. Et les intellectuels sont appelés à participer « concrètement » à la réalisation de ce consensus – voué à se transformer plus tard en consensus sur le compromis historique, sur l'accord de régime entre communistes et catholiques.



Quant aux intellectuels incertains ou récalcitrants, Giorgio Amendola leur donnait le nom de lâches : quiconque n'acceptait pas de travailler à convaincre les gens, les étudiants et les ouvriers, d'accepter l'autorité de l'État (de cet État qui, durant toutes ces années, tuait impunément dans les rues et se préparait à laisser le champ libre à l'offensive patronale des licenciements) était accusé par Amendola de couardise et de nicodémisme[42].

La brutalité de l'invitation des communistes à collaborer, jointe à la violence de l'agression par les forces de l'ordre des mouvements de protestation, poussa de nombreux intellectuels à adopter une position critique. C'est à ce moment-là que Sciascia démissionna du Conseil municipal de Palerme – où il avait été élu avec les voix communistes – et qu'il entreprit de répondre au discours d'Amendola, en en balayant les mystifications et en l'abordant sous un autre angle. Dans un article intitulé « Du défaitisme, de la viande et d'autres choses encore », paru dans la *Stampa* du 9 juin, Sciascia écrivait : « Mais peut-être conviendrait-il d'utiliser des mots moins forts que peur et courage[43]. Pour ce qu'Amendola camoufle dans son

39. *L'Espresso*, n° 23, 1977. Edoardo Sanguineti (1930-2010) et Leonardo Sciascia (1921-1989) sont écrivains. Le premier, professeur de littérature à Turin, collabore dans les années 1950 à la revue *Il verri* avec Nanni Balestrini, période où il écrit son « roman d'avant-garde » *Laborintus* [1956]. Membre du Gruppo 63, il a publié au Seuil dans la collection Tel Quel, *Capriccio Italiano* (Feltrinelli, 1963). En 1976, il devient conseiller PCI dans sa ville natale, Gênes, et député au parlement italien. Leonardo Sciascia (1921-1989), né en Sicile, est l'auteur de nombreux romans (*Le Jour de la chouette, Mort de l'inquisiteur, La controverse Liparitaine*. En 1977, il démissionne du conseil municipal de Palerme pour marquer son désaccord avec la ligne du PCI. Membre du Parti radical en 1979, il participe à la commission d'enquête parlementaire sur la mort d'Aldo Moro. Il consacre en 1978 un livre à l'analyse des échanges épistolaires entre Les BR, la DC et le « prisonnier » : *L'Affaire Moro*, Grasset & Fasquelle, 1989.

40. Une crise qui trouvera son terme avec la fin du Parti, quatre ans après la rédaction de ce texte.

41. *L'Unità*, 17 juin 1977, traduit en français dans *Italie 77, op. cit.* Asor Rosa poursuit : « Dès lors, si la République devait survivre dans ses formes actuelles, elle perdrait tout crédit auprès des masses [...] Il faut défendre la République pour la changer ; mieux même, il faut défendre la République en la changeant. Cette tâche, du reste, est déjà entamée. »

42. Voir plus loin p. 578 : *Et puis il y a aussi le nicodémisme : entretien de Gianni Corbi avec Giorgio Amendola*, initialement paru en février 1977. Dans *L'Unità* du 3 juillet 1977, Amendola insiste : « Le courage seul, c'est entendu, ne fait pas un révolutionnaire ; mais sans courage, jamais un homme ne pourra affirmer sa dignité d'homme : comment, à plus forte raison, pourrait-il être un révolutionnaire ? Sans courage, c'est clair, il n'y a pas de militant politique. Les lâches ne jouent aucun rôle dans l'histoire », cité dans *Italie 77, op. cit.*

43. L'article de Leonardo Sciasca commençait ainsi : « À Turin, seize citoyens italiens se sont déclarés, ont été déclarés par les médecins "atteints d'un syndrome dépressif" et, pour cette raison, dans l'impossibilité de prendre part aux assises qui devaient juger les hommes des "Brigades rouges". Montale, au cours d'une interview, a dit que ces citoyens n'avaient pas tort, et qu'il aurait

discours, conformisme et anticonformisme sont assurément préférables. Si tu te conformes à ce que nous faisons, tu es courageux. Si tu oses n'être pas d'accord, tu es un lâche. Cela, dit ou laissé entendre du sommet d'un grand parti qui, dans l'enthousiasme, s'avance vers la démocratie et le pluralisme, ne va pas sans produire un certain effet ; c'est-à-dire produit l'effet contraire. »

Cette polémique annonçait déjà la crise profonde qui allait frapper de plein fouet la culture communiste. En réduisant la fonction intellectuelle la production de consensus et à l'administration de l'existant, le Parti communiste perdait toute crédibilité face aux nouveaux rebelles (et il fallait s'y attendre, parce que le PCI s'opposait, de manière provocatrice, à toute forme de lutte autonome, ouvrière ou étudiante). Mais il perdait également toute crédibilité dans les milieux intellectuels sur lesquels il comptait et qui allaient bientôt trouver de nouvelles formes d'identité, pour partie dans l'aire du *dissensus*, mais aussi au service d'une efficacité *new look* néolibérale, ou de toutes les nuances du désengagement et de la superficialité.

Dans la discussion, déjà citée, entre Sciascia et Sanguineti, le poète génois, conseiller communiste de sa ville, s'en prend à ce qu'il nomme une « métaphysique de la négation » : « Sciascia en appelle à une politique créative, mais il me semble qu'il s'agit au contraire d'un manque de volonté constructive. Je m'inquiète de ce que, au moment où la classe des travailleurs a la possibilité d'accéder aux responsabilités, il reste des intellectuels qui, par nostalgie de la contestation, refusent de se compromettre. »

Mais la position du PCI – qui alla à la bataille en croyant pouvoir facilement mettre en déroute quelques milliers de « porteurs de peste » (c'est le nom que Berlinguer avait donné au mouvement autonome de mars[44]) et qui trouva face à lui le front très large de tous ceux qui refusaient le tournant corporatiste et autoritaire des strates garanties et traditionalistes – ne suffit pas à expliquer ce qui se passait à ce moment-là.

Pour mieux comprendre le tournant qui était en train de s'esquisser, Federico Stame propose le concept de « démocratie autoritaire ». Dans une interview au *Manifesto* intitulée : « La démocratie s'enferme dans les institutions et devient autoritaire », Stame affirme : « plutôt que de porter un jugement sur les derniers choix politiques du PCI, je pense qu'il est utile de reprendre la question plus en amont. Un régime fondamentalement autoritaire est en train de se mettre en place, que l'on peut qualifier de "démocratie autoritaire". Cela ne signifie pas l'abolition des libertés politiques, ni du système des libertés. Mais sous ce régime, les libertés traditionnelles et le fonctionnement même du système subissent une inflexion autoritaire[45]. » Avec beaucoup de justesse, Stame décrivait ce processus comme un « retard » et dénonçait une incompréhension de la part du Parti communiste des « phénomènes actuels de la société capitaliste ». Le PCI prétendait renforcer le consensus vis-à-vis de la société existante, précisément au moment où le système capitaliste faisait le choix d'une plus grande flexibilité, et d'un déplacement des centres réels du pouvoir de la sphère de la politique vers la sphère de la communi-

cation et de la société. « Le PCI fait cette erreur stratégique parce que sa conception de la démocratie ne correspond plus aux phénomènes contemporains de la société capitaliste. Il entend résoudre le problème de l'organisation de l'État et de la régulation du conflit de classe comme s'il ne s'agissait que d'une question de représentation de la classe ouvrière dans les institutions. Et il ne se rend pas compte que cette situation politique prépare précisément une restriction drastique des possibilités de mouvement de la classe ouvrière organisée, ainsi que de ces groupes qui ne sont pas organisés en partis et qui sont un élément très important pour tenir ouverte la dialectique entre l'État et la société civile, entre les niveaux de médiation politique et les exigences, les besoins issus de la société non institutionnelle. »

Les positions de Stame allaient connaître par la suite d'importants prolongements, jusqu'à servir de base au conglomérat de forces intellectuelles antiautoritaires et garantistes qui finiront par servir d'appui à l'opération néolibérale craxienne, visant à soustraire l'initiative des mains du PCI et à promouvoir ce mélange de politique libertaire et de culture *yuppie*-libérale qui donne sa couleur particulière aux années 1980 italiennes[46].

Cette brève reconstitution permet d'entrevoir la faiblesse et la force des positions qui constituaient ce champ hétéroclite et discordant que l'on peut qualifier d'aire du *dissensus*. Dans cette aire coexistaient l'exigence éthique d'indépendance de la culture par rapport au pouvoir (rappelée par Jean-Paul Sartre dans une très belle interview donnée à *Lotta continua* en septembre[47]) et une vocation à l'efficacité qui prétendait en finir avec la conception rigide et anachronique des communistes et des démocrates-chrétiens. Bien sûr, à long terme, c'est la seconde position qui a pris le dessus, ou du moins qui est parvenue à produire les effets politiques les plus consistants.

Et en effet, dans les années qui suivirent, on voua la culture à l'irréalité et au culte des apparences (les communistes nicoliniens se distinguèrent à ce jeu-là:

eu peur lui aussi. Du haut de son âge et de sa réputation, [...] il est resté fidèle à lui-même, humblement, il s'est mis dans la peau de ces citoyens, il a dit leur vérité, sa vérité. Italo Calvino s'en est étonné : il a écrit un article où il affirmait la nécessité et le devoir pour tous de concourir à la restauration de l'État, parce que nous sommes tous l'État, parce que l'État, c'est nous. Pour ma part, dans une courte note, j'ai dit que je ne me reconnaissais pas dans cet État en voie de décomposition et de corruption, et que "n'était le devoir de ne pas avoir peur", j'aurais refusé moi aussi. » Leonardo Sciascia, « Du défaitisme, de la viande et d'autres choses encore », repris dans *Italie 77*, *op. cit.*

44. « Ce ne sont pas quelques *untorelli* (porteurs de peste) qui déracineront Bologne », Enrico Berlinguer, cité dans *Les Untorelli*, *op. cit.* La formulation est empruntée au roman classique d'Alessandro Manzoni, *Les Fiancés*, qui consacre des pages fameuses aux *Untorelli* accusés de répandre la peste à Milan lors de l'épidémie de 1630.

45. *Il Manifesto*, 17 juillet 1977.

46. Sur cette séquence du « craxisme triomphant » voir chapitre 12 – *Paolo Virno : Do you remember counterrevolution ?*, p. 595 *sqq.*

47. *Lotta continua*, septembre 1977.

moins paléo que les amendoliens ils étaient aussi plus creux et stériles, et finalement tout aussi désastreux[48]). Et au même moment, tandis que la culture officielle était réduite au divertissement, à la vitrine, à l'ornementation et au racolage, les bataillons de masse du travail intellectuel étaient intégrés dans la machine productive asservie au nouveau cycle capitaliste de l'information, de la communication et des nouvelles technologies. Le *dissensus*, qui s'était manifesté comme affirmation d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique, n'avait pas su anticiper la nécessité d'une résistance au pouvoir économique. Et ainsi, les motivations libertaires servirent aisément de prémisses à la *dérégulation* culturelle et à l'asservissement de la fonction intellectuelle à une nouvelle domination, moins pesante mais plus insidieuse et cruelle.

Au cours du débat, par-delà l'alternative entre consensus et *dissensus*, on vit apparaître quelques signes avant-coureurs des dangers qui se profilaient à l'horizon. Mais c'est sans doute Gianni Scalia qui posa le problème dans les termes les plus radicaux et les plus clairvoyants : « Le *dissensus* est le symptôme aussi bien de la contradiction indépassable de la société capitaliste, que de la crise de l'opposition et de la représentation des opprimés et des exploités ; et aussi de la nécessité d'une critique nouvelle, d'une représentation nouvelle, de formes nouvelles et d'outils nouveaux pour la lutte générale de classe. Le débat s'est aujourd'hui radicalisé, et il ne peut que continuer. Le temps des débats sur les rapports entre culture et politique, entre intellectuels et parti est révolu. Le temps est venu des questions ultimes, philosophiques. Est-ce à dire que le marxisme est parvenu à ce degré d'auto-occultation ? Est-ce à dire les mots d'ordre doivent rester ceux de toujours : l'acceptation des finalités de la production et de la consommation capitalistes, du système de propriété de classe et d'État ; la réalisation des possibilités technologiques du développement, de la domination et du contrôle général de la technologie, et à cette fin l'organisation du consensus transclassiste ? N'est-il plus permis d'être pessimistes, de désespérer du capital, pour être optimistes, et espérer en la transformation radicale ? Devons-nous accepter cette langue du plus grand nombre, ce suprême conformisme idéologique[49] ? »

Et puis il y a aussi le nicodémisme : entretien de Gianni Corbi avec Giorgio Amendola

Être optimiste – explique Amendola – cela ne signifie pas ne pas voir la gravité de la situation et les dangers qui menacent notre démocratie[50]. Au contraire, je considère avoir participé ces dernières années à ce que le pays, mais aussi les communistes se rendent compte de la gravité de la crise, qui n'est pas seulement économique et italienne, mais politique et mondiale. Il ne s'agit pas d'occulter les problèmes, mais de mobiliser les forces qui sont en mesure de les maîtriser et de les résoudre.

« Personnellement, je considère que ces forces existent et c'est en cela que réside le principal motif de mon optimisme. Et je ne me réfère pas seulement aux forces

traditionnelles de la gauche, mais à un éventail beaucoup plus large qui comprend également de nombreuses forces catholiques, tout au moins celles qui perçoivent ce que la situation présente a de dramatique. »

Q. Y a-t-il quelque chose ou quelqu'un dont vous auriez véritablement peur ?

R. Je crains par-dessus tout deux choses. D'abord, que les forces politiques, partis et syndicats, n'aient pas pleinement conscience de la situation et continuent par conséquent à s'amuser avec des procédures dilatoires. Ensuite qu'il y ait un déphasage entre l'aggravation rapide de la crise et la lenteur des temps requis par la clarification politique. Je reconnais qu'après trente ans de profonds désaccords avec la DC, il faut compter avec une certaine viscosité des processus politiques, qui ne peut être éliminée en quelques jours ou en quelques semaines, mais il faut également dire qu'au point où nous sommes, il nous faut faire quelques pas en avant significatifs si l'on veut donner au pays la sensation que nous voulons emprunter une voie nouvelle.

Q. Ce que vous dites relève de la logique la plus orthodoxe du compromis historique : nous sommes prêts, avec les catholiques, à changer en mieux notre démocratie, etc. À cette logique, Bobbio réplique : « Il me semble impossible que la fin de la première République puisse être évitée. » Qu'est-ce que vous répondez ?

R. Je réponds que l'affirmation de Bobbio me semble particulièrement grave. Il donne pour d'ores et déjà perdue une bataille qui est toujours en cours. Au contraire de Bobbio, je vois surgir des éléments nouveaux de conscience et de maturité politique, surtout de la part de la classe ouvrière.

Q. Bobbio poursuit en disant : « Je laisse volontiers aux fanatiques, c'est-à-dire ceux qui veulent la catastrophe, et aux sots, c'est-à-dire ceux qui pensent qu'à la fin tout s'arrange, le plaisir d'être optimistes. Le pessimisme aujourd'hui est un devoir civil. Un devoir civil, parce que seul un pessimisme radical de la raison peut éveiller quelques frémissements parmi ceux qui, d'un côté où de l'autre, montrent qu'ils ne savent pas s'apercevoir que le sommeil de la raison engendre les monstres. » Selon Bobbio, vous seriez donc un « sot » ? Qu'avez-vous à répondre ?

R. Encore une fois, Bobbio fait la preuve qu'il a une conception aristocratique de la lutte politique et qu'il ignore tout des raisons conscientes qui guident la lutte idéale et politique des forces populaires. Aujourd'hui, dans le pays, heureusement pour nous, se manifestent bien plus que les « frémissements » évoqués par Bobbio. C'est-à-dire que chaque jour, nous assistons à de multiples expressions d'un courage politique qui ne sont ni des signes de sottise ni des signes d'ignorance, mais qui manifestent au contraire la ferme volonté de sauvegarder les conquêtes de la

48. Renato Nicolini, conseiller à la mairie de Rome chargé de la Culture sous le mandat de Giulio Carlo Argan (PCI), fut le promoteur à partir 1977 de l'*Estate romana*, un événement festif sponsorisé d'occupation des places et des rues.
49. *Lotta continua*, 25 juillet 1977.
50. L'ensemble de cet entretien fait référence à un texte de Norberto Bobbio paru dans *La Stampa* du 15 mai 1977, intitulé « Le devoir d'être pessimiste », repris dans *Italie 1977, op. cit.*

Résistance et de trente ans de démocratie républicaine. Prédire une défaite certaine lorsque la bataille est encore en cours ne signifie pas à mon avis être pessimiste, mais tout simplement défaitiste.

Q. Bobbio, pourtant, n'est pas un cavalier solitaire du pessimisme ; Leonardo Sciascia et Eugenio Montale le sont tout autant, et peut-être davantage. Montale, par exemple, a justifié ces jurés de Turin qui se sont refusé à juger les Brigades rouges. Et Sciascia a ajouté qu'il était d'accord avec eux puisque cela ne valait vraiment pas la peine de lutter pour la survie de ce régime. Que répondez-vous à cela ?

R. Que les déclarations de Sciascia et de Montale m'ont fait de la peine, mais ne m'ont en rien surpris. Le courage civique n'a jamais été une qualité très répandue dans de larges sphères de la culture italienne. N'oublions pas que pendant le fascisme, la pratique du « nicodémisme » était très répandue chez beaucoup d'intellectuels (qui pourtant n'étaient pas fascistes et qui nourrissaient au contraire des sentiments démocratiques) : cette pratique consistait à toujours rendre à César (c'est-à-dire au régime) l'hommage qui lui était dû, en réservant à l'usage exclusif de sa propre conscience les croyances intimes en la liberté. J'espérais qu'après la Résistance et les luttes dures de ces dernières années, cette vieille et confortable défroque aurait disparu pour toujours. Je m'illusionnais. Et en effet je vois refleurir l'ancien vice sous des formes naturellement différentes. Les déclarations de Sciascia et de Montale sont profondément anti-éducatives, puisqu'elles sont prononcées précisément au moment où tous les Italiens sont appelés à donner une preuve de courage civique, chacun à la place qu'il occupe[51].

Ce n'est plus aujourd'hui le temps des fuites ou des capitulations, individuelles ou collectives. C'est le temps, au contraire, de la plus ferme intransigeance, où il est nécessaire de repousser avec courage le chantage de la violence. C'est un devoir des organes de l'État républicain que de défendre la démocratie et la sécurité des citoyens. Mais cette défense serait vaine si chaque citoyen n'était en mesure d'accomplir complètement son devoir, à la place où il se trouve et avec d'autant plus de fermeté qu'il occupe un poste de plus haute responsabilité politique.

Q. Vous avez comparé les nouveaux guérilleros aux vieux squadristes, tout au moins à des véhicules objectifs d'un futur autoritaire. Voulez-vous dire par là que vous éprouvez au moins la crainte d'une possible renaissance du fascisme ?

R. J'ai toujours pensé que dans la société italienne, et malgré la Résistance, persistaient les racines d'un fascisme qui pourrait revenir sous des formes nouvelles. L'action des autonomes et autres squadrismes, qui se présentent sous l'étendard de l'extrémisme, mais qui, comme par hasard, attaquent toujours les partis de gauche et les institutions républicaines, est dangereuse parce qu'elle tend – objectivement – quelles que soient leurs intentions, à éroder l'unité des gauches, à décomposer le tissu social et à ouvrir la voie à un gouvernement autoritaire. Que faire alors ? Je pense que le vrai problème n'est pas tant celui de promulguer de nouvelles lois répressives que celui plutôt d'ôter aux « guérilleros » les cautions politiques et culturelles dont ils ont bénéficié jusqu'à aujourd'hui, de la part de certains secteurs de la gauche parlementaire ou extraparlementaire.

Elvio Fachinelli : Coups de feu et silences[52]

De la longue polémique à propos des « intellectuels » français et italiens qui a traversé la presse de juillet, il est peut-être possible de tirer aujourd'hui quelques considérations critiques, qui pourraient également solliciter la réflexion de quelques autres.

1) On a pu toucher du doigt l'impossibilité presque absolue de faire percevoir l'existence d'une position démocratique cohérente à partir du moment où entre en jeu, directement ou indirectement, le terrorisme. Tout le monde a vu à la télévision le visage de Pajetta, et les expressions de ce visage tourné vers l'avocat Cappelli ou vers l'étudiant Branchini ont donné, je crois, la mesure physique de cette impossibilité[53]. Eco a fait la remarque il y a quelque temps que quiconque prenait la défense d'un terroriste était assimilé à un terroriste. Aujourd'hui, le cercle semble s'être élargi : un député démo-chrétien a qualifié de « complices objectifs » des BR ceux-là mêmes qui avaient signé les référendums des radicaux[54]. Pire : récemment dans *L'Unità*, un commentateur de l'émission de Biagi n'hésite pas à invoquer un « regroupement hétéroclite » allant « des 'non-violents' de Pannella aux défenseurs des Brigades rouges, et à ceux qui exaltent les pillages à Bologne ».

C'est le ministre Cossiga qui a fourni le modèle de ce type de position, en réprouvant fermement et à plusieurs reprises toute attitude de « compréhension » à l'égard du terrorisme, dont il a réclamé à voix forte l'« éradication ». Le terme « compréhension » est assez ambigu : il peut impliquer pour l'auditeur aussi bien la solidarité pure et simple à l'égard des BR que l'effort pour comprendre politiquement et intellectuellement la sombre réalité quotidienne qui est en train d'advenir dans le pays. Il n'est pas difficile d'imaginer à quel point ce type de méthode peut être néfaste, non seulement pour l'intelligence critique, mais pour l'action politique même. Dans ce domaine, il est déconseillé (voire condamné) d'approfondir le réel ;

51. « Excellente, cette remarque finale. Serait-ce une question impertinente et anti-éducative que de demander : et ceux qui n'occupent aucune place ? et les chômeurs ? », Leonardo Sciascia, « Du défaitisme, de la viande et d'autres choses encore », *art. cit.*

52. *Lotta continua*, 5 août 1977.

53. « Le camarade Cappelli, avocat du Soccorso rosso, raconte de manière simple et claire ce qui lui est arrivé : incarcéré pendant des mois (l'avocat Sergio Spazzali est, lui, toujours en prison) parce qu'il a défendu des Brigadistes rouges. Pajetta s'insurge, les veines de son cou et de ses tempes sont gonflées : "Vous devez dire si vous êtes d'accord avec les BR ! Vous devez dire si vous condamnez ou non leurs crimes". Cappelli lui rappelle qu'il est avocat et qu'en Italie, il existe un droit à la défense. Puis c'est un étudiant bolonais qui parle. Son maire [Zangheri, PCI] se tourne vers lui, perfide et persuasif [...] : – ayez le courage de vos actions, l'exhorte-t-il, mielleux, – ayez le courage de dire que vous êtes contre l'État, pourquoi acceptez-vous d'être défendus ? Pourquoi jouez-vous les victimes ? », *Lotta continua*, 27 juin 1977.

54. Comme nous avons pu le voir aux chapitres 9 et 10, le Parti radical, emmené par Marco Pannella, a fait grand usage dans les années 1970 de l'arme référendaire, notamment pour l'abrogation de la loi Reale.

ce qui est conseillé, en revanche, c'est un procédé semi-magique, dicté par l'égarement, en vertu duquel quiconque s'approche, ou parle, ou s'occupe en quoi que ce soit d'un phénomène donné en devient responsable. En lieu et place de l'intelligence tournée vers la réalité, on tend à instaurer un tabou sur certains pans de la réalité. Mais ce tabou finit par la frapper tout entière.

2) Une telle position ne pourrait pas avoir le succès qu'elle a eu jusqu'ici si le phénomène du terrorisme n'avait été préalablement soumis à un processus d'isolement, en vertu duquel il apparaît dans un espace et un temps déserts, sans précédents ni relations significatives avec le reste de la réalité italienne. C'est la « violence » à l'état pur, aveuglante, des titres des journaux et des photos à la télévision. Cet isolement spectaculaire du terrorisme est mis en œuvre mécaniquement par les *mass media*, qui mettent en avant les aspects visuels, immédiatement visibles, des situations. Il est néanmoins certain que cet isolement ne pourrait avoir lieu si les actions des BR n'étaient pas déjà très largement orientées par une dimension spectaculaire, qui a fait de la grande majorité des Italiens des spectateurs, d'abord épouvantés, puis pris par l'ennui. Qu'on prenne pour exemple la récente série de « jambisations » : le sinistre « avertissement » d'empreinte mafieuse est rapidement devenu un genre de téléfilm, itératif et monotone. En somme, les terroristes, qui partaient d'un scénario écrit dans le style du dix-neuvième siècle, ont rencontré les *mass-médias* : une machine curieuse de tout ce qui se passe juste en dehors du champ, et qui les a par conséquent promus au rang d'acteurs. Mais ils ne se sont pas rendu compte que c'était une machine carnivore.

À présent, même face à ce spectacle du terrorisme, l'intelligence conserve le goût de retracer le maillage des relations, des liens plus ou moins évidents. Elle ne se contente pas d'instantanés. On se demande, comme Boulgakov dans sa célèbre comédie, de quelles expérimentations tordues – ou en l'espèce de quelles inerties, de quelles omissions, de quels sommeils politiques travestis en méditations sur l'histoire – naissent ces œufs terroristes[55]. On se demande si le terrorisme ne serait pas, par exemple, non seulement la cause, mais aussi la conséquence de la situation actuelle. C'est à partir de ces questions – et pas seulement de la sinistre variation des programmes avec pistolets – qu'elle déduit l'urgence de ses propres actions.

3) C'est dans ce contexte qu'advient un singulier phénomène : l'« unisson » avec lequel la presse italienne dans sa quasi-totalité a condamné, tout au moins au début, les initiatives française et italienne contre la répression du *dissensus*.

Sans vouloir entrer dans le détail de cette condamnation, il importe ici de souligner qu'en cette occasion, le commentaire, qui occupe déjà en règle générale une place prépondérante dans les journaux italiens (*cf.* M. Dardano, *Il linguaggio dei giornali italiani*, Laterza, 1976), a ici pris une importance massive, tandis que l'information à laquelle il référait (c'est-à-dire la déclaration française et la nôtre) n'est littéralement apparue nulle part. Comme on le sait, les textes incriminés, envoyés à tous les journaux par le biais des agences de presse, n'ont été publiés que par *Lotta continua*. Non pas donc « les faits séparés des opinions », comme l'annonce le sous-titre d'un des hebdomadaires italiens les plus diffusés[56], mais les « opinions »

sans les « faits »! Ce mouvement univoque, généralisé, immédiat, mérite une grande attention et me semble un indice de cet état de guerre non déclarée, qui tend à envahir les institutions italiennes. À ce propos, j'ai lu il y a quelques jours dans un article de Lucio Lombardo Radice, dans *L'Unità*, une phrase à vous faire froid dans le dos. « "Nous sommes en guerre" affirme quelqu'un, "et à la guerre, ce qui compte c'est de frapper ses ennemis". » À l'auteur, que je ne connais pas, de cette phrase et à Lombardo Radice, qui accepte d'être en guerre, fût-elle démocratique, je voudrais demander: vous rendez-vous compte que la guerre dont vous parlez si tranquillement, ce pourrait être la guerre civile?

C'est dans cette optique qu'il faut regarder les manifestations de chauvinisme rampant qui, dans les modalités les plus diverses, des plus subtiles aux plus grossières, a accompagné le chœur des condamnations. Il est peut-être inutile de rappeler que ce type de réaction n'est pas typique de l'Italie, elle est même rare dans notre pays. Et elle est assez similaire à la réaction de la presse allemande lorsque Sartre a décidé d'aller visiter en prison les membres du groupe Baader-Meinhof: une réaction qui fut alors vigoureusement déplorée par la quasi-totalité de la presse italienne. Évidemment, si une telle réaction a lieu ici, maintenant, dans notre pays, on est obligé de penser qu'une transformation profonde est en cours, une préparation souterraine aux armes dont il semble opportun de se préoccuper.

4) Un fait qui n'a pas été noté jusqu'ici: toute la polémique déclenchée par quelques « intellectuels » a été dans les faits en grande partie menée par des journalistes. Les intellectuels, au sens classique, traditionnel du terme, qui sont intervenus jusqu'ici ont en général fourni des contributions « en marge », non déterminantes du point de vue du débat. Ceux qui ont répondu avec vivacité, de la manière surprenante dont on a parlé, ce sont tous ceux qui participent au réseau de l'information. Cette dernière a été évidemment heurtée dans un certain nombre de ses présupposés de base: le pluralisme des voix, la coexistence plus ou moins pacifique de toutes les opinions, l'absence de « répression ». Il est vrai que dans cette situation d'alarme, la structure de l'information a tranquillement contredit ces présupposés, en se révélant par moments une machine pour parler des autres et à la place des autres. En tout cas, ce « silence radio » général, perdu dans la clameur la plus assourdissante a permis de révéler à beaucoup de journalistes un aspect significatif de leur travail au sein de la structure autoritaire des journaux, il les a mis face à des choix et à des responsabilités tout à fait spécifiques. Lorsqu'un journaliste propose à son directeur de travailler sur le *dissensus* et s'entend répondre tranquillement: « Ah oui, parce que toi aussi tu fais partie du *dissensus* », il fait l'expérience sur sa propre peau de cette contagion semi-magique dont je parlais tout à l'heure, ce processus de marquage qui devient net et violent dans les situations de tension. Mais il est amené en outre à réfléchir directement,

55. Il s'agit vraisemblablement des *Œufs fatidiques* [1925], Marabout, 1973.

56. Il s'agit du magazine *Panorama*, hebdomadaire d'information tabloïd édité par le groupe Mondadori.

et à la première personne, sur sa position, sur son rôle subordonné/insubordonné dans une situation précise.

Maintenant, tout cela a signifié, et pas seulement pour les journalistes, de sortir pour un temps des discours génériques sur les « intellectuels » et leur rôle vis-à-vis de la classe, vis-à-vis du parti [...]. C'est sans doute l'un des aspects positifs de la polémique de juillet. Toute une conception littéraire-humaniste des intellectuels et de leur influence sur le « prince moderne » – tous ces discours de ces derniers mois, dans lesquels il était si facile d'apercevoir, sous la pâle lumière de la demande de « garanties », le rapport courtisan des postes et des carrières garanties « théologiquement » – tout cela a été pour un temps démantelé, et mis de côté.

Pour une fois, des milliers d'« intellectuels » ont été contraints de se poser le problème de leur connexion/déconnexion avec les structures normatives de la société dont ils font partie, de manière directe, précise, sans s'abriter derrière l'idéologie et sans le réconfort d'aucune religion.

Devenir des cultures créatives

La phénoménologie des cultures créatives repose sur un système de référence complexe, qui renvoie aux avant-gardes historiques, au maoïsme, mais aussi à la philosophie hippie, à l'orientalisme des années 1960, à l'utopisme heureux et communautaire, mêlé à la sombre prophétie de la « théorie critique ».

Dans le courant des années 1960, deux tendances avaient structuré les cultures dites « de la jeunesse » : d'une part, la tendance à considérer l'avenir avec confiance et certitude, à accepter un modèle de développement économique et technologique qui semblait devoir être illimité et irréversible. De l'autre, la tendance que l'on pourrait appeler « contre-culturelle », qui ne mettait pas fondamentalement en cause la certitude d'un développement linéaire, mais qui se bornait à en refuser les conséquences en termes d'intégration culturelle et d'appauvrissement existentiel, qui refusait l'homologation et la perte de liberté engendrées par la société de consommation. Le mouvement contre-culturel (hippie, anti-impérialiste, le mouvement des communes, le mouvement étudiant) était étroitement lié à la société du bien-être : elle en était la face opposée.

Mais voilà qu'avec les années 1970, le contexte économique et politique se transforme : la crise brise la confiance en l'avenir, et l'horizon ne semble pas rassurant : les identités personnelles et collectives de la décennie précédente (qu'elles aient été intégrées ou rebelles) doivent se redessiner sur une autre toile de fond, dans une autre attente de futur.

1977 est, sans aucun doute, la date emblématique de ce changement de scénario et de ce renversement perceptif.

1977 est une année chargée de signification pour l'ensemble des cultures de la jeunesse en Occident : c'est l'année où le punk explose à Londres et où les Sex Pistols défient la police et la monarchie avec leurs concerts provocateurs le jour du

jubilé de la reine[57]. Et c'est l'année des premières grandes manifestations antinucléaires, à Malville et à Brokdorf[58].

Les mouvements révolutionnaires avaient été jusque-là porteurs d'une espérance et d'une idéologie confiantes et homogènes; en 1977, ils se placent au contraire sous le signe du refus, du rejet de la modernité, ils disent plutôt le désespoir que suscitent le scénario de la crise et l'apparition de technologies nouvelles, qu'une espérance dans le progrès technologique et économique.

C'est toute une perspective historique qui se renverse et, en 1977, les cultures de la jeunesse enregistrent ce renversement: de l'expansion de la culture industrielle, on est passé à sa crise. En outre, le progrès industriel commence à montrer des tendances catastrophiques. Ce renversement de perspective, c'est aussi la transition vers une société dominée par l'électronique, par la froideur technologique et l'arrogance compétitive, par l'omnipotence du spectacle et de l'information.

Et de fait, les jeunes qui entrent en scène après 1977 sont bien différents de la génération précédente: ce sont les spectateurs de l'effondrement des mythes sociaux de la modernité: la crise de perspective de la société moderne leur apparaît comme une disparition de toute possibilité de futur. Le punk, en ce sens, est la conscience lucide d'un changement d'époque.

Vu sous cet angle, le 77 italien acquiert une densité singulière: au fil de l'année s'additionnent les effets d'un long cycle de luttes ouvrières et d'une explosion culturelle, celle de mouvements de révolte des chômeurs et des jeunes, de tous ceux qui se sentent menacés par la nouvelle organisation productive que l'on entrevoit à l'horizon post-industriel.

Le mouvement de 77 en Italie synthétise les différents aspects de la contre-culture « des jeunes »: le fond politique d'empreinte maoïste et l'agressivité guérillera se mêlent au créativisme de claire dérivation hippie, et tout cela finit par aboutir à la représentation sombre et désespérée du premier surgissement punk.

Aux mois chauds du printemps 1977 (lors de l'explosion des révoltes de rue à Bologne et à Rome), le ton qui prédominait était celui de l'espérance messianique, de la confiance euphorique en une communauté libérée, en la construction de zones libérées. Mais au cours des mois suivants, quand le mouvement eut subi de plein fouet la dureté de la répression et surtout la logique impitoyable de la marginalisation, du chômage et de la compétitivité, le ton commença à

57. Le single *God save the Queen* est sorti en mai 1977, une semaine avant la célébration des 25 ans du règne d'Elisabeth II.

58. Le 31 juillet 1977, 60 000 personnes de plusieurs pays d'Europe se rassemblent sur le site de Malville (Isère) contre le projet de centrale nucléaire Super-Phénix. Au cours de cette marche antinucléaire, Vital Michalon est tué par une grenade des forces de l'ordre. Voir Collectif d'enquête, *Aujourd'hui Malville, demain la France, livre noir sur la manifestation de 1977*, La Pensée sauvage, 1978. La même année à Brokdorf, une grande manifestation marque la naissance du mouvement antinucléaire allemand. La centrale sera finalement reliée au réseau électrique en 1986, six mois après l'explosion de Tchernobyl. Voir la brochure « La lutte contre l'État nucléaire » – disponible en ligne.

tourner au désespoir et à l'autodestruction ; on avait le sentiment qu'une une époque inhumaine était en train d'advenir, où toutes les valeurs de solidarité allaient être anéanties.

En ce sens, on peut dire que 77 fut à la fois une synthèse des années 1960 et 1970, et une sombre prémonition des années 1980.

Après 77, apparaissent de manière diffuse les tendances qui caractériseront le comportement de la jeunesse dans les années dites « du reflux » : les attitudes et les motivations se modifient à la fois dans le rapport au travail et dans les processus de socialisation, le besoin de communauté et le goût méprisant et poussé à l'extrême pour les solitudes drapées d'orgueil. Enfin, c'est à ce moment que se prépare le passage entre des formes culturelles marquées au sceau du collectivisme et de l'égalitarisme et les celles qui sont dominées par l'individualisme.

77 est une critique de tout investissement psychologique sur l'avenir, c'est la revendication d'une immanence sans reliquat, d'un vivre au présent qui ne fait place ni aux idéologies ni aux expectatives. Dans la culture de 77, l'insurrection est un acte absolument présent, un acte qui vaut pour son immédiateté et non pas pour le futur qu'il doit instaurer. La critique que la culture de 77 adresse au militantisme politique traditionnel se fonde également sur ce refus de tout investissement dans l'avenir.

Il faut vivre le bonheur tout de suite et pas le renvoyer à un futur postrévolutionnaire. Mais si l'on remet les choses en perspective, à la lumière de l'expérience qui a suivi, on se rend compte que l'immanentisme heureux de 77, la revendication d'un futur intégral, à vivre pleinement n'est rien d'autre que l'anticipation du *no future* punk qui, à peine éteinte la brûlante expérience de 77, se propage dans la conscience de la jeunesse. Il ne faut rien attendre du futur parce qu'il n'y a pas de futur, ni pour les valeurs humaines, ni pour la solidarité, ni pour la liberté ou le plaisir de vivre.

Le futur est soudain apparu comme voilé par les spectres de la militarisation, de la violence, du conformisme, de la misère. Et de fait, après 77, les investissements militaires augmentent de manière effrayante et le climat de guerre froide fait son retour avec la victoire de Reagan ; après 77, une vague de licenciements frappe les ouvriers dans tout l'Occident industriel, et les nouvelles technologies détruisent des millions de postes de travail, faisant du chômage des jeunes une donnée structurelle incompressible.

L'avenir semble aride et désert. C'est à partir de ce moment que l'héroïne se répand massivement sur le marché de la drogue. Mais c'est aussi à ce moment, dans ce monde de la dérégulation et de la concurrence impitoyable entre chômeurs, que l'individualisme et la compétition refont surface, générant une crise profonde des formes de communauté et de solidarités qui avaient marqué les années précédentes.

C'est à ce moment, en somme, que le scénario change, mais il change avant tout dans les attentes, dans les façons dont on parvient à imaginer l'avenir. C'est-à-dire qu'il change dans l'imaginaire social, dans la perception culturelle, jusqu'à

s'enfermer sourdement dans l'homologation conformiste et anesthésiante des années 1980 triomphantes.

Toni Negri : la défaite de 77

En Italie, 77 est le deuxième moment de 68. Dans tous les autres pays d'Europe, 68 s'est épuisé rapidement, en réalité entre fin 1967 et début 1969. En Italie au contraire, 68 a été le début d'une période extrêmement intense où, en raison de conditions tout à fait singulières, la lutte des classes, la contestation étudiante et la réinvention des modes de vie (les communes, la libération des femmes etc.), ont trouvé une continuité qui leur est propre. Je crois que c'est lié au fait qu'en Italie, nous sommes partis d'une situation extrêmement arriérée. Toutes les exigences de libération, d'émancipation, étaient bloquées par des contradictions très fortes et très rigides. Le mouvement a été par conséquent contraint de se déplacer sur ce terrain et de se libérer de ces déterminations initiales.

Il faut souligner, en outre, qu'il existait en 68 un certain communisme à l'italienne, c'est-à-dire un socialisme primaire et conservateur, qui imprégnait la vie quotidienne et dont la présence dans le mouvement était indéniable, et importante. De ce point de vue, les petits livres rouges léninistes, maoïstes, trotskistes, guévaristes, ont été des textes fondamentaux, bien plus que Marcuse ou l'École de Francfort, bien plus que toute une série de motifs culturels différents et plus élaborés qui étaient déjà présents, par exemple, dans le mouvement français ou allemand.

Le mouvement italien a longtemps été conditionné par le mouvement ouvrier officiel, et les protestations contre le révisionnisme cachaient assez mal le lien ombilical qui, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays, rattachait le mouvement à l'univers idéologique et organisationnel du monde socialiste.

Le mouvement a donc été obligé de se libérer presque immédiatement de ces déterminations premières, et dans cette exaspération, il a consumé son rapport avec le mouvement ouvrier.

Pourtant, ce moment d'approfondissement critique, de crise du rapport avec le mouvement ouvrier officiel, a produit une série d'effets extrêmement importants qui ont fait de la situation italienne des années 1970 un laboratoire social et politique exceptionnel. Pour le dire avec des mots simples, à la fin de 1968-69, le mouvement pouvait compter sur une audience de masse réellement importante, une très forte pénétration dans les lieux de travail, une méthodologie de travail politique et culturel extrêmement raffinée, et un ensemble de moyens matériels pour assurer malgré tout son développement, éclectique et riche. Il y avait trois quotidiens, des dizaines de revues, des maisons d'édition qui travaillaient pour le mouvement, un nombre indéterminé mais important de sièges et de lieux d'organisation politique, etc.

Tout cela a permis au mouvement (par-delà l'histoire souvent risible de ses directions politiques) de s'enraciner socialement d'une manière totalement inédite dans d'autres pays d'Europe. En effet, si dans ces pays 68 a continué à conditionner

les mouvements sociaux et institutionnels d'un point de vue culturel (et/ou terroriste clandestin), il a été beaucoup moins fort en tant que force sociale. En Italie, en revanche – et c'est le seul cas en Europe – le mouvement s'est affirmé comme force sociale pendant une longue période et a développé un potentiel qui a, peu à peu, intégralement révélé ce que signifiait l'innovation historique de 68.

Cette innovation c'était la découverte du terrain de l'autonomie, la rupture du système des partis, la liquidation du socialisme, la mise en avant de thématiques communistes, la critique en actes du travail salarié. Tout cela, c'était le contenu de l'imagination au pouvoir qui s'est développé une décennie durant.

77 est la dernière année où se déploie ce processus : un processus de rupture, bien sûr, mais surtout de continuité, un *work in progress*.

68 et 77 sont intimement liés, mais ils sont en même temps extrêmement différents parce que la polémique pressante qui s'ouvre en 68 entre le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier officiel, débouche en 77 sur une rupture irréversible.

La force du mouvement de 77 a été absolument innovante. En 68, par-delà les mots, la radicalisation de la critique culturelle, la modification des systèmes de vie, la constitution de communautés, en sont en réalité restés au stade des déclarations d'intention, souvent sans effet. En 77, tout cela devient réalité.

Entre 68 et 77, on découvre et on amplifie l'autonomie sociale du mouvement, mais ce n'est qu'en 77 qu'elle se réalise comme phénomène de masse. 77, c'est l'invention d'une politique d'un genre nouveau, une politique de base, complètement transversale, l'exercice direct du contre-pouvoir. C'est aussi la première fois qu'on s'approprie les moyens de communication de masse, au service de l'initiative révolutionnaire. Il me semble que le discours sur le refus du travail donne la mesure de la véritable ambivalence du rapport entre 68 et 77. Le discours sur le refus du travail représente à la fois la continuité, l'exaspération et le dépassement de la critique socialiste du travail : c'est en cela que consiste son ambiguïté.

Mais c'est aussi en cela que consiste sa richesse, parce que si la référence directe au communisme le sépare de l'idéologie socialiste du travail, la nécessité de construire une nouvelle réalité sociale, un pouvoir, une nouvelle manière de travailler le rattache aux contenus positifs d'une utopie d'émancipation. Le refus du travail se révèle ainsi clairement comme quelque chose de positif, d'actif, au sens de la constitution d'un ensemble de relations, d'idées, de formes de production et de reproduction.

Et de ce point de vue, 77 n'a pas donné une interprétation réductrice du refus du travail. Cela n'a pas suffi toutefois à résoudre un problème important qui se posait à la marge et à la limite du refus du travail : cette utopie positive n'est jamais parvenue à exister comme programme politique. Le danger était grand parce que la possibilité existait que se réintroduisent – comme ils se sont réintroduits – des éléments de stalinisme et des pulsions terroristes. Je veux dire que quand on arrivait là et qu'on se demandait : « qu'est-ce qu'on fait ? », et qu'on s'apercevait qu'il n'y avait pas de modèles préétablis, qu'il n'y avait pas de programme, il était facile de

voir revenir par la fenêtre un certain type de vieux socialisme qu'on avait chassé par la porte.

Il fallait suivre au contraire, avec rigueur et cohérence, la voie de l'alternative sociale. Le discours sur le refus du travail devait être approfondi, modifié, développé, non seulement pour contrer tous les raccourcis terroristes et toutes les résurgences de l'idéologie socialiste, mais il devait être étudié dans les nouvelles conditions de la restructuration du mode de production (automation, informatique), conjugué avec les expériences d'autovalorisation, c'est-à-dire avec l'autodétermination des nouveaux sujets politiques. C'est ainsi qu'on arrive à un autre discours fondamental de 77, qui est encore actuel aujourd'hui et qui part du constat que les jeunes et, en général, la couche des travailleurs, des ouvriers marginalisés, exclus du développement productif, ne voulaient plus se réinsérer dans le vieux système productif, mais voulaient se représenter eux-mêmes de manière adéquate dans un nouveau mode de production.

Par conséquent, quand on parlait de refus du travail, il était tout à fait juste de l'entendre comme refus du « travail d'usine » (ainsi que nous l'avions vu s'affirmer en Italie dans les années 1950 et 1960, jusqu'à 68). Mais il fallait par ailleurs prendre en compte au moins deux nouveaux éléments de contexte : en premier lieu, on était confrontés à la troisième révolution industrielle qui, pour le moment avait simplement l'effet d'une marginalisation de masse ; en second lieu (et c'était plus important encore), on voyait apparaître un nouveau sujet qui avait toutes les caractéristiques d'une force de travail inventive, créative, intellectuelle, totalement abstraite : un sujet qui ne pouvait produire que dans les nouvelles conditions du système social économique industriel, un sujet social révolutionnaire. Le thème du refus du travail a été, donc, et reste aujourd'hui, un levier formidable parce qu'il porte en lui toute une série de revendications, de la réduction de l'horaire de travail au salaire social ou politique, jusqu'à la restructuration complète de la journée de travail sociale et la politique de la dépense publique, et qu'elle les rattache à une référence forte au communisme.

Une série de nouvelles dimensions problématiques s'ouvrent alors autour du thème du refus du travail : il faut réussir à comprendre ce qu'est le communisme, jusqu'au fond des choses, et pas seulement comme réorganisation d'un mode capitaliste de production (qui reste tel même si les gens travaillent deux heures par jour). Le problème était et reste celui d'introduire des finalités, une rationalité autre dans le mode de production. Ce sont des questions qui étaient complètement évidentes et présentes en 77.

Mais il ne suffit pas d'avoir ces questions présentes à l'esprit. Nous avons probablement perdu à cause de notre incapacité à produire un nouveau modèle social depuis l'intérieur du refus du travail, à rattacher à notre pratique un programme. Nous avons perdu par manque d'extrémisme intellectuel. L'adversaire, en revanche, a pratiqué un extrémisme cohérent, il a su utiliser les nouvelles possibilités productives pour nous isoler, nous marginaliser et nous détruire.

Aujourd'hui, on se trouve face au même problème, c'est-à-dire au fait que l'informatique et le système de l'automation deviennent une espèce de taylorisme perfectionné et que les nouvelles machines, au lieu de nous donner davantage de liberté, organisent aussi la force de travail intellectuelle (machines automatiques, machines informatiques, la robotisation) et augmentent le degré d'exploitation. Toute la nouvelle organisation du travail est orientée, dans la Troisième révolution industrielle, vers l'économie de travail vivant en usine et la récupération du travail vivant dans la société. Le problème du communisme aujourd'hui est celui de comprendre ce que veut dire renverser cet usage des machines. C'est un problème complexe et ce n'est certainement pas la conception léniniste du problème de l'organisation qui nous aidera à le résoudre. Cette conception nous conduisait au seul programme du sabotage. Un piètre programme. Le sabotage, c'était aller contre les machines qui existaient. On ne parvenait pas, en revanche, à inventer une méthode pour saboter les machines futures : et c'est sur cette question que nous avons perdu. Sur le fait que notre fantaisie, notre imagination du sabotage, n'était pas parvenue à aller au-delà de l'existant. Et il était presque inévitable que le terrorisme, dans ce passage, apparaisse comme une théorie du raccourci dans l'approfondissement de la thématique de l'organisation, une pratique opportuniste de simplification ou de fuite des problèmes stratégiques.

Mais nous essayons de comprendre comment, sur quelques points cruciaux, 77 n'a pas tant été la conséquence et le complément de 68 que l'anticipation de ces problèmes qui, aujourd'hui, constituent l'objet des luttes et qui se proposent à la critique transformatrice. Il est peut-être utile alors d'observer comment la forme de l'usine se développe et s'impose aujourd'hui en termes sociaux, c'est-à-dire en termes d'unification, d'organisation, de disciplinarisation du travail socialement diffus. La constitution de ce processus unifié – et aussi étendu qu'est étendue la société – est devenue possible parce que la société est rendue complètement transparente par les flux de communication. C'est à travers ces canaux de la communication que la productivité sociale est réabsorbée et le savoir collectif mis à disposition de la production. D'autant plus que ce savoir est alternatif, de base, spontané : d'autant plus qu'il est le fruit du « refus du travail » d'usine. Il faut désormais représenter la société comme un libre ensemble de flux de communication qui dessinent des positions et des figures du travail social : à présent, le pouvoir veut les organiser, les réduire à sa propre discipline, les absorber et les reproduire comme information. C'est en cela que consiste l'exploitation aujourd'hui. En conséquence, la nouvelle forme d'organisation et de libération prolétaire doit passer par la réappropriation de la communication sociale. Le problème des luttes contre l'exploitation est aujourd'hui celui de la lutte contre l'expropriation de la communication et l'organisation capitaliste de l'information.

Maintenant, en 77, il y avait dans le mouvement une sensibilité à ces thématiques, et elle était même très développée : mais dans ce cas aussi de manière ambiguë. En réalité, nous avons confondu la démocratisation de la communication avec de prétendues vagues de liberté (bien concrètes seulement du point de vue

capitaliste), la réappropriation de l'information avec sa modernisation. Nous nous sommes mus selon une théorie des deux temps – d'abord la libéralisation, ensuite la démocratisation – qui était la conception certainement la plus lointaine et étrangère aux comportements de l'autonomie. Si bien que nous nous sommes complètement faits avoir, nous sommes devenus la cause de la libéralisation de l'éther, et par conséquent les producteurs des formes les plus scandaleuses d'expropriation du savoir et d'inculcation des théories de régime. C'est nous, en 77, qui avons déterminé Berlusconi, voilà la réalité. Nous n'avons pas mené jusqu'au bout en 77 la bataille pour la réappropriation publique de base de l'information.

De cette façon, nous avons posé les conditions d'une défaite plus générale. La bataille sur l'information était en effet une partie de celle qui, dans le même temps, se déroulait autour de la nouvelle organisation de la communication sociale, c'est-à-dire de la production sociale. C'était là le thème sur lequel nous aurions dû nous mobiliser. Au contraire, ce fut celui sur lequel les patrons restructurèrent les grandes usines et surtout la FIAT. Ils vidaient les usines non pas tant des ouvriers que de l'organisation ouvrière. Si ensuite l'organisation ouvrière était autonome, de base, et coïncidait avec la majorité des ouvriers, alors les patrons renvoyaient tout le monde à la maison. Comment continuer à produire ? Par le biais de la réorganisation du territoire autour de l'usine, et l'utilisation du travail socialement diffus – en premier lieu ; en second lieu, au moyen de l'automation de la production en usine. Ces deux objectifs (informatisation du social et automation des usines) avaient comme présupposé l'assujettissement de la communication sociale et scientifique au projet du patron. Rappelons-nous par exemple ce qui s'est passé à la FIAT, ce pôle exemplaire de la lutte de classe en Italie : là, nous avons perdu après 10 ans de lutte, entre 1979 et 1981, d'abord avec la liquidation des 61 (symboliquement, l'attaque et l'expulsion des avant-gardes révolutionnaires ont été contemporaines du 7 avril), et ensuite, un an et demi plus tard, avec la marche des 40 000 contre les grévistes.

Mais même à la FIAT en réalité, c'était nous qui avions ouvert la voie à l'automation poussée et à un certain usage patronal de la communication sociale. Les patrons, à la FIAT, avaient produit des systèmes modernes de robotisation qu'ils étaient en train d'expérimenter depuis le début des années 1970. Ils étaient une conséquence des grandes luttes des années 1960, le produit du refus du travail et une réponse à la première configuration de l'organisation sociale du nouveau sujet. Or, cette disponibilité d'une nouvelle technologie, qui correspondait aux nouveaux besoins ouvriers, de refus du travail et de socialisation productive, fut tenue en réserve, cette nouvelle force technologique resta inutilisée, jusqu'à ce que l'affrontement de pouvoir soit résolu. Les patrons FIAT ont tenu les automates, les robots, et tous les projets de restructuration avancée, en réserve (au maximum, ils ont fait fonctionner quelques mécanismes intermédiaires) pendant au moins 10 ans. C'est seulement après avoir gagné la bataille du pouvoir que les patrons firent passer la modernisation. Il se passa donc dans les usines ce qui s'était passé dans l'information : nous avons été des éléments de modernisation. Notre autocritique doit

commencer à partir de ce constat. Il n'y a pas eu de notre part de lutte de pouvoir face à une modernisation que nous aussi, classe ouvrière, classe sociale des producteurs, avions produite, et que désormais les patrons étaient en train de capturer dans leur organisation. Il ne suffit pas de s'en prendre aux partis, aux syndicats, à la trahison et au terrorisme. Il s'agit d'apprendre des erreurs et de recommencer ; à comprendre comment s'affirmer en termes d'organisation, à comprendre ce que c'est que l'antagonisme, ce que sont les polarités organisationnelles au niveau actuel de la lutte de classe, ce que c'est que le sabotage à ce niveau de la société restructurée, ce que c'est que la réappropriation.

12

En avant comment ? En avant vers où ?



Blocage de la gare de Milano Lambrate (années 1970)

Paolo Virno : *Do you remember counterrevolution ?*[1]

Que signifie le terme de « contre-révolution » ? Il ne faut pas seulement y entendre la violence de la répression (même si, bien sûr, elle n'est jamais absente). Il ne s'agit pas non plus d'une simple restauration, d'un retour à l'*ancien régime**, du rétablissement d'un ordre social malmené par les conflits et les révoltes. La « contre-révolution » c'est, littéralement, une *révolution à rebours*. Ce qui revient à dire : une innovation furieuse dans les modes de production, les formes de vies, les relations sociales, qui pourtant renforce et relance le commandement capitaliste. La « contre-révolution », exactement comme son symétrique inverse, ne laisse rien à l'identique. Elle détermine un *état d'exception* prolongé, où la succession des événements paraît s'accélérer. Elle construit activement un *ordre nouveau* à sa mesure et son usage. Elle façonne les mentalités, les comportements culturels, les goûts, les us et les coutumes, en un mot elle forge un nouveau *common sense*. Elle va à la racine des choses et elle travaille avec méthode.

Mais il y a autre chose : la « contre-révolution » se sert des mêmes présupposés et des mêmes tendances (économiques, sociales, culturelles) que celles sur lesquelles pourrait s'appuyer la « révolution » ; elle occupe, elle colonise le terrain de l'adversaire, elle donne d'autres réponses aux *mêmes* questions. Elle réinterprète à sa manière (et cette opération herméneutique est souvent facilitée par l'existence des prisons de haute sécurité[2]) l'ensemble des conditions matérielles qui auraient pu faire de l'abolition du

1. Ce texte de Paolo Virno, d'avril 1994, est paru dans Paolo Virno et Michael Hardt (dir.), *Radical Thought in Italy : A Potential Politics*, University of Minnesota Press, 1996. C'est une sorte de *sequel* d'un article de février 1983 publié dans *Il Manifesto* sous le titre « Do you remember Revolution ? », rédigé par Paolo Virno à partir d'une discussion collective et signé par Lucio Castellano, Arrigo Cavallina, Giustino Cortiana, Mario Dalmaviva, Luciano Ferrari Bravo, Chicco Funaro, Toni Negri, Paolo Pozzi, Franco Tommei, Emilio Vesce et Paolo Virno, détenus à la prison de Rebibbia (Rome) au moment où commençait le procès des inculpés du 7 avril 1979. « Notre intention, écrit Virno, était d'ouvrir une discussion publique sur l'histoire récente au lieu de nous limiter à la défense judiciaire. » Cet article a été repris en français dans Toni Negri, *Italie rouge et noire*, Hachette, 1985.

2. Le 4 mai 1977, dans la continuité des dispositions de plus en plus répressives introduites par la loi Reale, notamment sur le maintien en détention, un décret interministériel met en place « une politique carcérale et pénale de "différenciation typologique", inaugurée par l'ouverture du "*circuito dei camosci*", expression qui désignait le réseau des prisons de haute sécurité où les prisonniers étaient gardés à l'isolement. » Paolo Persichetti, Oreste Scalzone, *La Révolution et l'État, op. cit.* Sur la création des prisons spéciales, voir également le texte suivant – *Les années du cynisme, de l'opportunisme, de la peur.*

travail salarié un objectif simplement réaliste : elle les réduit au rang de *forces productives* profitables. Mieux : la « contre-révolution » transforme les comportements de masse qui semblaient devoir déboucher sur le dépérissement du pouvoir de l'État et la possibilité d'une autodétermination radicale, en une passivité dépolitisée ou en un consensus plébiscitaire. C'est pour cette raison qu'une historiographie critique rétive à l'idolâtrie des « faits établis » doit s'efforcer de reconnaître à chaque étape et dans chaque aspect de la « contre-révolution », la *silhouette**, les contenus et la matière même d'une révolution en puissance.

La « contre-révolution » italienne commence à la fin des années 1970, et dure encore aujourd'hui. Elle fait apparaître de nombreuses stratifications. Comme un caméléon, elle change souvent d'aspect : « compromis historique » entre la DC et le PCI, craxisme triomphant[3], réforme du système politique après l'effondrement du bloc de l'Est. Il n'est cependant pas difficile de repérer à l'œil nu les leitmotivs qui resurgissent à chacune de ses phases. Le noyau dur de la « contre-révolution » italienne des années 1980 et 1990 est constitué des éléments suivants :

a) la pleine affirmation du mode de production postfordiste (technologies électroniques, décentrement et flexibilité des processus de travail, savoir et communication comme principales ressources économiques, etc.) ;

b) la gestion capitaliste de la réduction sèche du temps de travail socialement nécessaire (travail à temps partiel, retraites anticipées, chômage structurel, précarité de longue durée, etc.) ;

c) la crise radicale et, par bien des aspects, irréversible de la démocratie représentative. La Deuxième République s'enracine sur cette base matérielle. Elle est une tentative d'ajustement de la forme et des techniques de gouvernement aux transformations qui sont d'ores et déjà à l'œuvre dans les lieux de production et sur le marché du travail. Avec la Deuxième République, la « contre-révolution » postfordiste se dote enfin d'une constitution propre et parvient ainsi à son accomplissement.

Les thèses historico-politiques qui suivent proposent une extrapolation à partir de quelques aspects saillants des événements de ces quinze dernières années en Italie [1979-1994]. Et plus précisément des aspects qui offrent un arrière-fond empirique immédiat à la discussion théorique. Lorsqu'un événement concret présente une valeur *exemplaire* (c'est-à-dire qu'il laisse présager d'une « rupture épistémologique » et d'une innovation conceptuelle), on l'approfondira au cours d'un *excursus* dont la fonction est analogue à celle d'un « gros plan » cinématographique.

THÈSE 1. En Italie, le postfordisme a été porté sur les fonts baptismaux par ce qu'on a appelé le « mouvement de 1977 », c'est-à-dire par des luttes sociales très dures, menées par une force de travail scolarisée, précaire, mobile, abhorrant « l'éthique du travail ». Elle s'oppose frontalement à la tradition et à la culture de la gauche historique et marque une rupture nette par rapport à la figure de l'ouvrier de la chaîne de montage. Le postfordisme s'inaugure sur fond de tumultes.

Le coup de génie de la « contre-révolution » italienne c'est d'avoir su transformer en conditions professionnelles, en ingrédients de la production de plus-value, en ferment du nouveau cycle de développement capitaliste, les dispositions collectives qui, dans le « mouvement de 77 », s'étaient manifestées à l'inverse par un antagonisme intransigeant. Le néolibéralisme italien des années 1980 est une sorte de 77 inversé. Et réciproquement : cette période révolue de conflits continue de représenter, encore aujourd'hui, le revers de la médaille postfordiste, sa face rebelle. Le mouvement de 77 constitue, pour reprendre une belle expression d'Hannah Arendt, un « avenir dans notre dos[4] », le *souvenir* de ce que pourraient être les *prochaines échéances* de la lutte des classes.

1er excursus. Travail et non-travail : l'exode de 77.

Comme toute réelle nouveauté, le mouvement de 1977 a connu l'humiliation d'être réduit à un phénomène de *marginalisation*. Sans compter l'accusation, additionnelle plus que contradictoire, de *parasitisme*. Ces notions renversent la réalité de manière suffisamment précise et complète pour qu'elles en deviennent très révélatrices. En effet, ceux qui ne voyaient, chez les « intellectuels aux pieds nus » de 1977, chez les étudiants-travailleurs et les travailleurs-étudiants, chez les précaires de tout poil, que des marginaux ou des parasites, étaient aussi ceux qui considéraient comme « central » et « productif » l'emploi fixe dans les usines de biens de consommation durables. Ceux, donc, qui ne regardaient ces sujets que dans la perspective étriquée d'un cycle de développement en déclin. Pourtant, s'il y avait un point de vue exposé au risque de marginalité et même de parasitisme, c'était bien celui-là. Car il suffit de prêter attention à la grande transformation des processus productifs et de la journée sociale de travail – qui prend son essor à ce moment – pour reconnaître aux acteurs de ces luttes urbaines quelque rapport avec le cœur même des forces productives.

Le mouvement de 77 donne voix *pour un temps* à une composition de classe nouvelle, qui commence à se constituer après la crise pétrolière et la *cassa integrazione* dans les grandes usines, au début de la reconversion industrielle. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une transformation radicale du mode de production s'accompagne d'une conflictualité précoce dans les secteurs de main-d'œuvre, qui sont en train de devenir l'axe portant de la nouvelle organisation productive.

3. Bettino Craxi a été Secrétaire du Parti socialiste italien de 1976 à 1993. Parvenu à la tête du PSI, il met fin à la stratégie d'alliance avec le PCI et s'inscrit dans la ligne du « centre-gauche organique » qui mise sur un rapprochement avec la DC. Il est nommé président du Conseil entre 1983 et 1987. Compromis dans plusieurs scandales de financement illégal et de corruption, il est mis en cause en 1993 dans l'opération de justice *Mani pulite* et doit quitter la vie politique. Condamné à 27 ans de prison, il s'enfuit en Tunisie où il meurt en 2000.

4. *Il futuro alle spalle*, Il Mulino, 1991, est le titre d'une anthologie de textes d'Arendt publié en Italie par Lea Ritter Santini, regroupant différents articles de la période new-yorkaise.

Qu'on pense seulement à la dangerosité sociale des vagabonds anglais du XVIIIe siècle, *déjà* expulsés des champs et *sur le point* d'être enrôlés dans les premières manufactures. Qu'on pense encore aux luttes des ouvriers déqualifiés américains dans les années 1910, qui précédèrent le tournant fordiste et tayloriste, fondé précisément sur la déqualification systématique du travail. Toute métamorphose brutale de l'organisation de la production, on le sait, est structurellement vouée à rejouer les affres de l'« accumulation primitive[5] », dans la mesure où elle doit convertir complètement un rapport entre des « choses » (nouvelles technologies, réaffectation des investissements, qualités spécifiques de la force de travail) en un rapport social. Mais c'est précisément lors de cette transition que se manifeste parfois le *versant subjectif* de ce qui deviendra par la suite le cours irréfutable des choses.

Les luttes de 1977 intègrent la fluidification du marché du travail, elles en font un terrain d'agrégation et un point de force. L'interchangeabilité des travailleurs, la mobilité entre travail et non travail, loin de générer de l'atomisation, produisent des comportements homogènes et des habitudes communes, elles se mêlent de subjectivité et de conflit. Dans ce contexte commence alors à s'imposer une tendance qui sera analysée ensuite par Dahrendorf, Gorz et bien d'autres : diminution des emplois manuels traditionnels, croissance du travail intellectuel massifié, chômage d'investissement produit par le développement économique (et non pas par ce qui lui fait obstacle). De cette tendance, le mouvement a donné une *expression partisane*, il l'a rendue visible et, en un sens, il l'a portée sur les fonts baptismaux, mais en la tordant dans un sens antagoniste. La possibilité de concevoir le travail salarié comme un *épisode* dans le cours d'une vie, et non plus comme une *peine à perpétuité*, joua alors un rôle décisif. Les aspirations par conséquent s'inversent : on ne se bouscule plus pour entrer à l'usine ou pour y rester, on explore toutes les voies qui permettent d'y échapper ou de s'en éloigner. De condition subie, la mobilité devient la règle positive et l'aspiration dominante ; l'emploi fixe cesse d'être l'objectif premier pour devenir exception, ou parenthèse.

C'est en raison de ces aspirations, bien plus qu'à cause de la violence, que les jeunes de 77 restent absolument indéchiffrables à la tradition du mouvement ouvrier. Ils font de l'accroissement de la zone du non-travail et de la précarité un parcours collectif, ils la retournent en une *migration consciente hors du travail d'usine*. Plutôt que de résister à outrance à la restructuration de la production, ils en forcent les lignes et les limites, ils tentent de la pousser à des conséquences imprévues et qui leur soient favorables. Plutôt que de se retrancher dans un fortin assiégé, promis à une défaite passionnée, ils tentent de pousser l'adversaire à s'attaquer à des forteresses vides, depuis longtemps abandonnées. L'acceptation de la mobilité s'accompagne de la revendication d'un revenu garanti, mais aussi d'une conception de la production plus proche de l'exigence de réalisation de soi. Le lien entre travail et socialisation s'érode. Des formes de communauté s'expérimentent en dehors et contre la production directe. Si ce n'est qu'ensuite, cette sociabilité indépendante se manifeste comme insubordination, y compris sur le lieu de travail. Le choix de la « formation ininterrompue », c'est-à-dire le prolongement de la

scolarisation même après l'entrée sur le marché du travail aura une importance décisive : elle alimente la « rigidité » de l'offre d'emploi, mais elle fait surtout des acteurs du précariat et du travail au noir des sujets dont le réseau de savoirs et d'informations est toujours démesuré au regard des fonctions diverses et changeantes qu'ils occupent. Il s'agit là d'un excédent inaliénable, irréductible à une prestation de travail donnée : il s'investit ou se dépense toujours en cherchant à peupler et à habiter durablement un territoire qui se situe au-delà d'elle.

Cet ensemble de comportements est *évidemment* ambigu. Il est en effet possible de le lire comme une réponse pavlovienne à la crise de l'État-providence. En vertu de cette lecture, les assistés, anciens et nouveaux, descendent dans la rue pour défendre leurs *enclaves** respectives, diversement creusées dans la dépense publique. Ils sont donc l'incarnation de ces coûts fictifs que les forces néolibérales et anti *welfare* entendent abolir, ou tout au moins contenir. Il arrive parfois que la gauche prenne la défense de ces enfants illégitimes, non sans quelque embarras et sans manquer de condamner leur « parasitisme ». Mais peut-être est-ce précisément le mouvement de 77 qui a jeté une lumière toute différente sur la crise du *welfare state*, en redéfinissant radicalement le rapport entre travail et assistance, entre dépenses réelles et « coûts fictifs », entre productivité et parasitisme. L'exode hors de l'usine, qui pour partie anticipe et pour partie marque d'une empreinte différente le chômage structurel naissant, suggère de manière provocante qu'à l'origine de la crise de l'État-providence, il y a peut-être le développement asphyxié, inhibé, moins que modeste, de la sphère du non-travail. Comme s'il disait : *le non-travail, il n'y en a pas trop, il y en a trop peu*. Une crise, donc, non pas générée par le poids de l'assistance, mais par le fait que l'assistance s'accroît pour sa plus grande part sous forme de travail salarié. Et inversement par le fait que le travail salarié se manifeste, à un certain point, comme de l'assistance. Du reste, les politiques de plein-emploi n'avaient-elles pas surgi, dans les années 1930, à l'enseigne de la maxime sacrée : « Creuser des trous pour les reboucher ensuite » ?

5. « Nous avons vu comment l'argent est transformé en capital, comment, avec le capital, on fait de la survaleur, et à partir de la survaleur davantage de capital. Cependant, l'accumulation du capital présuppose la survaleur, la survaleur la production capitaliste, laquelle présuppose à son tour la présence de masses importantes de capital et de force de travail entre les mains de producteurs de marchandise. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux dont nous ne sortons qu'en supposant une accumulation "initiale" antérieure à l'accumulation capitaliste ("*previous accumulation*" chez Adam Smith), une accumulation qui n'est pas le résultat du mode de production capitaliste, mais son point de départ [...] Dans l'histoire de l'accumulation initiale, les moments qui font époque sont tous les bouleversements qui servent de leviers à la classe capitaliste en formation ; mais surtout ce sont les moments où de grandes masses d'hommes ont brusquement et violemment été arrachées à leurs moyens de subsistance et jetés, prolétaires hors-la-loi, sur le marché du travail. La base de tout ce processus, c'est l'expropriation hors de sa terre du producteur rural, du paysan. » Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIV, *op. cit.*

La question centrale – qui se pose de manière conflictuelle en 1977, puis dans les années 1980 comme paradoxe économique du développement capitaliste – est la suivante : le travail manuel, morcelé et répétitif, en raison de ses coûts accrus et pourtant rigides, se révèle non compétitif, comparé à l'automation et, de manière générale, à une nouvelle phase d'application de la science de la production. Il apparaît comme un *coût social excessif*, une forme d'assistance indirecte, dissimulée et hypermédiée. Mais le fait d'avoir rendu l'effort physique profondément « antiéconomique » est le résultat extraordinaire de décennies de luttes ouvrières : il n'y a vraiment pas de quoi en avoir honte. De ce résultat, nous y insistons, le mouvement de 1977 s'est emparé un temps, en affirmant à sa manière *le caractère socialement parasitaire du travail subordonné*. C'est un mouvement qui se situe par bien des aspects à la hauteur de la *new wave* néolibérale, puisqu'il cherche un autre type de solution aux problèmes auxquels elle sera confrontée. Il cherche et il ne trouve pas, et il implose rapidement. Mais, même s'il est resté à l'état de symptôme, ce mouvement a été la seule revendication d'une voie alternative dans la gestion de la fin du « plein-emploi ».

THÈSE 2. Après avoir contribué à l'anéantissement des mouvements de classe – y compris sur le plan militaire – et à la première phase de la reconversion industrielle, la gauche historique est progressivement mise sur la touche. 1979 marque la fin du gouvernement de « grande coalition », également appelé de « solidarité nationale », soutenu sans réserve par le PC et le syndicat[6]. L'initiative revient entièrement aux mains de la grande entreprise et des partis centristes.

Suivant un scénario classique, les organisations ouvrières réformistes ont été cooptées à la tête de l'État dans une *phase de transition*, caractérisée à la fois par un « non plus » (le modèle fordiste-keynésien a vécu) et par un « pas encore » (l'entreprise en réseau, le travail immatériel, les technologies informatiques ne se sont *pas encore* totalement déployés), et au cours de laquelle il s'agissait de contenir et de réprimer l'insubordination sociale. Ensuite, dès que le nouveau cycle de développement est lancé, dès que l'ouvrier-masse de la chaîne de montage a définitivement perdu son pouvoir d'action contractuel et politique, la gauche officielle devient un fardeau inutile dont il s'agit de se débarrasser au plus vite.

Le déclin du PCI commence à la fin des années 1970. C'est un événement « occidental », italien, lié à la nouvelle configuration du processus de travail. Seule une illusion d'optique a pu laisser penser que ce déclin, qui aboutira en 1990 à la dissolution du PCI et à la naissance du Partito democratico della sinistra (PDS), ait pu dépendre de l'effondrement du « socialisme réel », c'est-à-dire de la chute du Mur de Berlin, bien plus tardive[7].

La défaite de la gauche historique a connu son moment symbolique au milieu des années 1980. En 1984, le gouvernement Craxi met fin au « point de contingence », c'est-à-dire au mécanisme d'indexation des salaires sur l'inflation. Le PCI exige un référendum pour restaurer cette importante conquête syndicale des années

1970. Il l'exige et, en 1985, il le perd de manière retentissante[8]. La conséquence de cette *débâcle**, c'est qu'à partir de là, Parti et syndicat adoptent des positions « réalistes », c'est-à-dire de collaboration, sur les questions du salaire et du temps de travail. À partir de 1985, plus aucune forme de tutelle « social-démocrate » ou « trade-unioniste » ne s'exerce sur les conditions matérielles du travail salarié. La classe ouvrière postfordiste a fait ses premières armes sans jamais pouvoir s'appuyer sur un parti ou un syndicat qui lui soient propres. Cela n'était jamais arrivé en Europe depuis l'époque lointaine de la première révolution industrielle.

2e excursus. Le tournant des années 1980 à la FIAT.
À la FIAT, à la charnière entre les deux décennies, la « dialectique » féroce entre la spontanéité conflictuelle de la jeune force de travail, le PCI, et les entreprises qui commencent à changer de physionomie, se laisse apercevoir de manière particulièrement limpide. Le microcosme FIAT anticipe et concentre la « grande transformation » italienne. La pièce se joue en un acte, divisé en trois scènes.

Scène 1. En juillet 1979, la FIAT est bloquée par une grève « à outrance » qui, par bien des aspects, ressemble à une pure et simple occupation des locaux. C'est

6. Suite aux élections législatives du 20 juin 1976, qui voient le PCI atteindre 34% des voix, Giulio Andreotti forme un gouvernement soutenu par l'ensemble des partis, à l'exception du MSI. Le PCI de Berlinguer qui depuis le XIIIe Congrès du parti (1972) s'est engagé dans la stratégie du "compromis historique", accepte de ne pas voter de motion de censure contre ce cabinet (composé exclusivement de membres de la DC). Lorsque ce « gouvernement des abstentions » tombe en 1978, Aldo Moro, nouveau président de la DC, convainc Andreotti de former un nouveau gouvernement, avec un vote de confiance des autres partis, y compris le PCI (qui vote pour et ne s'abstient plus). Il est présenté à la Chambre des députés le 16 mars 1978. Le même jour, un commando des Brigades rouges enlève Aldo Moro, le PCI vote l'investiture de gouvernement, dit de « solidarité nationale ». Sur cet enchaînement d'événements, on peut écouter le témoignage d'Oreste Scalzone sur le site de *Lundi matin #66, Oreste Scalzone contre la montre*, chapitre XII, "16 mars 1978, l'enlèvement d'Aldo Moro".

7. En novembre 1989, le secrétaire général du PCI, Achille Ochetto, annonce « de grands changements » au sein du parti. Un Congrès extraordinaire est fixé à Bologne en février 1990. Un an plus tard, lors du XXe Congrès, à Rimini, trois motions s'affrontent : la première, *Per il Partito democratico della sinistra*, présentée par Ochetto et soutenue notamment par le courant Amendola obtient 67% des voix ; la seconde, *Per un moderno partito antagonista e riformatore*, soutenue notamment par Mario Tronti et Alberto Asor Rosa obtient 6% des voix ; enfin, la motion *Rifondazione comunista*, soutenue par Ingrao, obtient 27% des suffrages. Le 3 février, le PCI se dissout et donne naissance du PDS par 807 voix contre 79, et 49 abstentions. Sur son drapeau, le PDS remplace la faucille et le marteau par un chêne. En 1994, Massimo D'Alema succède à Ochetto. Il devient président du Conseil de 1998 à 2000.

8. Le PCI était parti seul dans cette bataille, sans le soutien de la CGIL de Lama. Il perd le référendum au moment où le PSI de Craxi, alors Président du Conseil, s'imposait « à gauche » comme parti de gouvernement.

le point culminant du conflit sur le contrat d'entreprise[9]. Mais il s'agit surtout du dernier grand moment d'*offensive* ouvrière des années 1970. Les acteurs incontestables en sont les 10000 nouveaux embauchés, qui n'ont commencé à travailler à la FIAT que dans les deux années précédentes. Ce sont des ouvriers « extravagants », tout à fait semblables (par leur mentalité, leur culture métropolitaine, leur niveau de scolarisation) aux étudiants et aux précaires qui avaient tenu la rue en 1977. Ces nouveaux embauchés se sont jusqu'alors distingués par un sabotage assidu des rythmes de travail : la « lenteur », voilà leur passion. Avec le blocage de la FIAT, ils entendent réaffirmer la « porosité », ou l'élasticité du temps de production. Le syndicat et le PCI les désavouent et condamnent ouvertement leur désaffection au travail.

Scène 2. À l'automne 1979, la direction de la FIAT prépare la contre-offensive en licenciant 61 ouvriers, tous des meneurs historiques des luttes d'ateliers. Remarquons bien qu'elle ne les licencie pas pour un quelconque motif lié à l'entreprise, mais au prétexte d'une connivence présumée des 61 avec le « terrorisme ». Peu importe que les magistrats ne disposent d'aucun élément précis contre les « suspects ». L'entreprise « sait », et cela suffit. L'épisode des 61 est en parfaite syntonie avec les gouvernements de « solidarité nationale » et l'équivalence qu'ils postulent entre les luttes sociales extra-institutionnelles et la subversion armée. Le PCI et le syndicat avalisent la décision de la FIAT, en se bornant à opérer quelques distinguos formels.

Scène 3. Un an plus tard, à l'automne 1980, la FIAT lance un plan de restructuration qui prévoit 30000 licenciements. L'usine fordiste est en train d'être démantelée, Mirafiori est appelée à devenir une pièce d'archéologie industrielle. S'ensuivent 35 jours de grève. Le PCI, désormais sorti du gouvernement, y engage toute sa puissance organisationnelle. Le secrétaire du parti, Enrico Berlinguer, tient aux portes de la FIAT un *meeting* qui restera un « objet de culte » pour les militants de la gauche officielle. *Mais il est déjà trop tard.* En acceptant l'exclusion des 61 et, avant cela, en contrecarrant et en réprimant la lutte spontanée des nouveaux embauchés, le PCI et le syndicat ont détruit l'organisation ouvrière dans l'usine. On pourrait dire qu'ils ont scié la branche sur laquelle ils étaient, eux aussi, malgré tout, assis. Seule une historiographie malhonnête peut voir dans les « 35 jours » l'affrontement décisif, l'événement autour duquel la situation bascule : tout, en réalité, s'était déjà joué avant, entre 1977 et 1979. Pour gagner la bataille, la FIAT peut compter sur une base massive : les cadres intermédiaires, les petits chefs, les employés. Ce sont eux qui organisent à Turin, en octobre 1980, une manifestation contre la poursuite de la grève ouvrière. Avec un succès inespéré : ils sont 40000 à défiler dans la rue. Le plan FIAT passe.

THÈSE 3. Entre 1984 et 1989, l'économie italienne connaît un petit « âge d'or ». Les indices de productivité montent sans discontinuer, les exportations s'accroissent, la Bourse connaît une longue « effervescence ». La « contre-révolution » brandit l'étendard cher à Napoléon III après 1848 : *enrichissez-vous**. Les moteurs de

ce *boom* sont les secteurs de l'électronique, l'industrie de la communication (ce sont les années où la Fininvest de Berlusconi prend des proportions monstrueuses), la chimie fine, le textile « postmoderne » type Benetton (qui s'occupe lui-même de la commercialisation de ses produits), les entreprises qui fournissent des services et des infrastructures. L'industrie automobile elle-même, une fois dégraissée et restructurée, réalise des profits exceptionnels pendant plusieurs années.

La nature du marché du travail change profondément. L'emploi bénéficie de moins de cadres institutionnels, il est surtout d'une durée inférieure. La « zone grise » de l'emploi à temps partiel, du travail intermittent, de l'alternance rapide entre surexploitation et chômage, s'étend démesurément. Les besoins en main-d'œuvre industrielle diminuent globalement. Quand Marx parlait de « surpopulation » ou « d'armée industrielle de réserve » (c'est-à-dire des chômeurs), il distinguait trois catégories : la surpopulation *fluide* (nous dirions aujourd'hui : *turn-over*, retraites anticipées, etc.) ; la surpopulation *latente* (là où, à tout moment, l'innovation technologique peut intervenir et réduire massivement l'emploi) ; la surpopulation *stagnante* (travail au noir, « souterrain », précaire). Eh bien on pourrait dire qu'à partir du milieu des années 1980, les concepts à l'aide desquels Marx analysait l'« armée industrielle de réserve » deviennent au contraire tout à fait pertinents pour décrire la classe ouvrière dans l'emploi. Toute la force de travail employée vit la condition structurelle de « surpopulation » (fluide, latente ou stagnante). Elle est toujours, potentiellement, superflue.

À cela s'ajoute une complète redéfinition de la notion de « professionnalité ». Ce qui est valorisé (et requis) chez chaque travailleur, ce ne sont plus les « *vertus* » qui s'acquièrent sur le lieu de production, par un effet de la discipline industrielle. Les compétences réellement décisives pour exécuter au mieux les fonctions du travail postfordiste sont celles qui se fabriquent en dehors de la production directe, dans le « monde de la vie ». Autrement dit, la « professionnalité » n'est désormais rien d'autre qu'une sociabilité générique, une capacité à nouer des relations interpersonnelles, une disposition à maîtriser des flux d'informations et à interpréter des messages linguistiques, une adaptation aux reconversions permanentes et imprévisibles. C'est ainsi que le mouvement de 77 est *mis au travail* : son « nomadisme », son désamour pour l'emploi fixe, un certain auto-entreprenariat, jusqu'à son goût pour l'autonomie individuelle et l'expérimentation, tout cela conflue dans l'organisation de la production capitaliste. Qu'on pense, par exemple, au fort développement, dans l'Italie des années 1980, du « travail indépendant » – c'est-à-dire de l'ensemble des micro-entreprises, parfois à peine plus que familiales, montées par d'anciens travailleurs salariés. Ce « travail indépendant » est bien la suite

9. Le *contratto integrativo aziendale* est un accord d'entreprise qui se superpose aux contrats nationaux de branche (*contratto collettivo nazionale di lavoro*). Il stipule certains droits complémentaires à l'intérieur d'une entreprise (sur la sécurité, les pauses, la paie, etc.) Ce type d'accord est négocié entre les dirigeants et les syndicats élus, et s'applique à l'intérieur d'une entreprise mais il peut également valoir à une échelle régionale.

logique de la migration hors du système de l'usine qui avait commencé en 1977, mais il est strictement subordonné aux diverses exigences des grandes entreprises, il est même le moyen spécifique par lequel les plus grands groupes industriels italiens externalisent une partie de leurs coûts de production. Le travail indépendant comporte presque toujours un formidable degré d'auto-exploitation.

THÈSE 4. Le parti socialiste (PSI) dirigé par Bettino Craxi (chef du gouvernement de 1983 à 1987) a été pendant un temps non négligeable l'organisation politique qui a le mieux compris et analysé la transformation productive, sociale et culturelle qui était en cours en Italie.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, pour assurer sa survie même, le PSI a mené une sorte de guérilla contre ce qu'il appelait le « consociativisme », c'est-à-dire l'accord de principe systématique qui liait les deux principaux partis italiens (la DC et le PCI) sur toutes les principales questions législatives et de gouvernement. C'est pour cette raison que, lors de la séquestration d'Aldo Moro par les Brigades rouges, Craxi s'est opposé à la ligne de « fermeté » (voulue par le PCI et acceptée par la DC) et a soutenu au contraire la nécessité de « négocier » avec les terroristes pour sauver l'otage. Et c'est encore pour cette raison que le PSI a fait front contre les lois spéciales sur l'ordre public, la logique de l'« état d'urgence » et la restriction des libertés consécutive à la répression des formations armées clandestines. Pour échapper à l'étreinte suffocante de ses deux principaux *partners* (la DC et le PCI, donc), le Parti socialiste apparut comme une tribu politique réfractaire au culte de la « raison d'État ». Les idolâtres ne le lui pardonneront jamais. En revanche, certains de ses accents libertaires lui vaudront quelques sympathies de la part de franges de l'extrême gauche, et de figures sociales issues de l'archipel du mouvement de 1977.

Pendant quelques années, le PSI réussit à offrir une représentation politique partielle aux secteurs du travail salarié qui dérivaient spécifiquement de la reconversion de la production capitaliste. Il a notamment exercé une certaine influence et un certain attrait sur *l'intellectualité de masse*, à savoir tous ceux qui opèrent dans la production avec pour outils et pour matière première : le savoir, l'information, la communication. Entendons-nous bien : exactement comme, en d'autres temps et sous d'autres cieux, il y a eu des partis réactionnaires de paysans ou de chômeurs (le mouvement populiste américain, par exemple, à la fin du siècle dernier), le PSI a été dans les années 1980 le *parti réactionnaire de l'intellectualité de masse*. Ce qui signifie qu'il a établi un lien effectif avec la condition, la mentalité, les désirs, les styles de vie, de cette force de travail, mais en faisant basculer tout cela *à droite*. Ce lien fut tout aussi réel que la bascule fut incontestable : si l'on ignore l'un ou l'autre de ces deux aspects, on n'y comprend plus rien.

Le PSI a mobilisé les franges supérieures (en termes de statut et de revenu) de l'intellectualité de masse *contre* le reste du travail salarié. Il a intégré à un nouveau système de hiérarchies et de privilèges la prééminence du savoir et de l'information dans le processus productif. Il a promu une culture où la « différence » devient

synonyme d'inégalité, d'arrivisme et d'abus. Il a nourri le mythe d'un « libéralisme populaire ».

THÈSE 5. À la différence de ce qui s'est passé en France et aux États-Unis, la pensée dite « postmoderne » n'a eu en Italie aucune consistance théorique, mais un sens immédiatement *politique*. Plus précisément, elle a joué un rôle pour partie consolateur (en prétendant montrer la nécessité de la défaite des mouvements de classe à la fin des années 1970), et pour partie apologétique (en célébrant infatigablement l'état présent des choses et en exaltant les *chances** bientôt offertes par la « société de la communication généralisée »).

La pensée postmoderne a fourni une idéologie de masse à la « contre-révolution » des années 1980. Le boniment sur la « fin de l'histoire » a produit en Italie une résignation euphorique[10]. L'enthousiasme général pour la multiplication des formes de vie et des styles culturels a fabriqué une minuscule métaphysique *prêt-à-porter**, parfaitement adéquate à l'entreprise en réseau, aux technologies électroniques et à la précarité pérenne du rapport de travail. Les idéologues de la postmodernité, en intervenant la plupart du temps dans les médias, ont clairement joué un rôle de direction éthico-politique de la force de travail postfordiste qui les a régulièrement amenés à se substituer à l'influence traditionnelle des appareils de partis.

3e excursus. L'idéologie italienne

Dans les années 1980, les idées dominantes ont été multiples et variées, elles se sont exprimées à travers mille et un dialectes et se sont parfois opposées de manière très polémique. La victoire capitaliste à la fin de la décennie précédente a autorisé le pluralisme le plus effréné : « avancez, il y a de la place au fond », comme on lit dans les autobus. Parler d'« idéologie italienne » ne signifie rien moins que de ramener cet émiettement satisfait à un principe unitaire, à de solides présupposés communs. Cela signifie s'interroger sur les liens, les complicités et la complémentarité entre des positions apparemment éloignées.

En quoi la culture italienne des années 1980 ressemble-t-elle à une crèche de Noël, avec ses petits ânes, ses rois mages, ses bergers, et sa Sainte famille – autant de visages différents d'un même spectacle ? Une chose surtout : la tendance diffuse à naturaliser les dynamiques sociales. Encore une fois, la société a été représentée comme une « seconde nature » dotée de lois objectives incontestables. Si ce n'est que, et c'est un point absolument remarquable, on applique désormais aux rapports sociaux les modèles, les catégories et les métaphores de la science postclassique : la thermodynamique de Prigogine à la place de la causalité linéaire de Newton, la physique quantique au lieu de la gravitation universelle, le biologisme sophistiqué

10. On doit à l'universitaire américain Francis Fukuyama le succès en Europe des thèmes eschatologiques sur « la fin de l'histoire ». En 1992, trois ans après la chute de l'Union soviétique, il publie *La Fin de l'histoire et le dernier homme* (Flammarion).

de la théorie des systèmes de Luhmann plutôt que la « fable des abeilles » de Mandeville[11]. Les phénomènes historiques et sociaux sont appréhendés à partir de concepts comme l'entropie, les fractales, l'autopoïèse. Le principe d'indétermination et le paradigme de l'autoréférentialité assurent la synthèse de l'ensemble.

L'idéologie postmoderne italienne présuppose l'irruption de la physique quantique en sociologie, l'analyse des forces productives en termes de mouvement aléatoire des particules élémentaires. Mais d'où vient cette inclination renouvelée à considérer la société comme un ordre naturel? Et surtout: appliqués aux rapports sociaux, de quelles extraordinaires transformations les concepts indéterministes et autoréférentiels de la science naturelle moderne sont-ils tout à la fois le symptôme et la mystification? On peut hasarder une réponse: la grande innovation sous-tendue par cette naturalisation récente et très spécifique de l'idée de société, concerne la place du travail. L'opacité qui semble envelopper les comportements des individus et des groupes, dérive de la perte d'influence du travail (industriel, manuel, répétitif) dans la production générale de la richesse, mais aussi dans la constitution de l'identité des individus, dans la formation des « images du monde » et des valeurs. Une représentation *indéterministe* s'adapte bien à cette « opacité ». Au moment où le temps de travail n'assure plus sa fonction de principal lien social, il devient impossible de déterminer la « position » de ces corpuscules isolés, leur « direction », l'issue de leurs interactions.

Cet indéterminisme est en outre accentué par le fait que l'activité productive postfordiste ne se présente plus comme une chaîne silencieuse de causes et d'effets, d'antécédents et de conséquences, mais qu'elle est caractérisée par la communication linguistique, et donc par une corrélation interactive où prédomine la simultanéité, sans causalité univoque. L'idéologie italienne (« pensée faible », esthétique du fragment, sociologie de la « complexité », etc.) se saisit de ce lien inédit entre savoir, communication et production, en même temps qu'elle le dégrade au rang de *nature*.

THÈSE 6. Quelles ont été les formes de résistance à la « contre-révolution »? Et quels conflits sont apparus dans ce nouveau paysage social dont la contre-révolution a dessiné les contours? Il nous faut en premier lieu apporter une précision en négatif: au nombre de ces résistances et de ces conflits ne figure pas l'action des Verts. Si en Allemagne et ailleurs, l'écologisme a hérité de questions et d'exigences issues de mai 68, en Italie au contraire, il s'est construit en opposition aux luttes de classes des années 1970. Il s'est agi d'un mouvement politique modéré et peuplés de « repentis », rejeton légitime des temps nouveaux. Les expériences collectives qu'il faut ici rappeler sont d'une autre nature. Il y en a trois, exactement: les « centres sociaux » de la jeunesse, les comités de base extrasyndicaux qui se sont imposés sur les lieux de travail à partir du milieu des années 1980; le mouvement étudiant qui, en 1990, a paralysé l'activité universitaire pendant plusieurs mois, en s'attaquant précisément au « noyau dur » du postfordisme, à savoir la centralité du savoir dans le processus productif.

Les centres sociaux, qui se sont multipliés dans tout le pays à partir du début des années 1980, ont représenté un choix de *sécession*: vis-à-vis des formes de vie dominantes, des mythes et des rites des vainqueurs, et du vacarme médiatique.

Cette sécession s'est exprimée sur le mode de la marginalité volontaire, du ghetto, d'un monde à part. Concrètement, un « centre social » est un immeuble vacant, occupé par des jeunes et transformé en lieu d'activités alternatives : concerts, théâtre, cantine collective, accueil des immigrés extracommunautaires, débats, etc. Dans certains cas, les « centres » ont donné lieu à de petites activités artisanales, reproduisant ainsi le vieux modèle des « coopératives » socialistes du début du siècle.

Généralement ils ont mis en avant (ou simplement évoqué) une forme de sphère publique non filtrée par les appareils d'État. Une sphère publique, cela veut dire un espace où débattre librement de questions d'intérêt commun, de la crise économique aux égouts du quartier, de la guerre en Yougoslavie à la question de la drogue. Depuis quelque temps, un bon nombre de « centres » se servent des réseaux informatiques alternatifs pour mettre en circulation documents politiques, cris et chuchotements du « sous-sol » de la société, récits de luttes, messages personnels. Dans l'ensemble, l'expérience des centres sociaux a été une tentative de donner une expression autonome et un contenu positif à l'augmentation du temps de non-travail. Une tentative entravée, pourtant, par un certain penchant à constituer une « réserve d'Indiens » qui a presque toujours caractérisé (tristement) cette expérience[12].

Les Comités de base (Cobas) se sont constitués parmi les enseignants (avec le conflit mémorable, long et victorieux qui bloqua les écoles en 1987[13]), les

11. Le sociologue allemand Niklas Luhmann intégrera les découvertes de la biologie sur l'autopoïèse pour soutenir la thèse d'une autonomie des systèmes sociaux et des institutions, quand les lointains travaux du philosophe et médecin Bernard Mandeville cherchaient la preuve entomologique de l'utilité sociale de l'égoïsme (Niklas Luhmann *Politique et complexité : Les Contributions de la théorie générale des systèmes*, Cerf, 1999 ; Bernard Mandeville, *La Fable des abeilles* [1714], Vrin, 1998). Ilya Prigogine, prix Nobel de chimie, s'est fait connaître pour ses théories sur les « structures dissipatives » et les systèmes instables qui, en rupture avec la physique classique de Newton, font place à « une vision évolutive, temporelle, de l'univers, à travers le second principe de la thermodynamique », *Les Lois du chaos*, Flammarion, 1993.

12. C'est la thèse inverse que porte la publication *Centri Sociali, geografie del desiderio, op. cit.*, issue d'une enquête sur les centres sociaux à Milan. « Coopératives métropolitaines », lieux de débats publics, de concerts, de réunions, d'auto-support, espaces de formation, de socialisation, d'organisation, d'assemblée, « dans une ville de plus en plus soumise à sa propre commercialisation, les centres sociaux ont constitué des lieux de recherche et d'élaboration capables de redonner sens à tout un tissu de recherche qui s'effectuait aussi sur un plan culturel. »

13. Les premiers Co.ba.s. (*Comitati di Base della Scuola*) naissent en 1986-87 parmi les enseignants des écoles publiques. En mars 1987, ils lancent un mouvement indépendant des confédérations syndicales et porteur de revendications salariales et statutaires pour les salariés précaires. Les enseignants bloquent les conseils de classe et, après un an de lutte, obtiennent le vote d'une loi qui garantit notamment la limitation à 25 du nombre d'élèves par classe, la titularisation de 30000 enseignants et d'importantes revalorisations salariales.

cheminots, les employés des services publics. Par la suite, ils se sont étendus à un certain nombre d'usines (en particulier chez Alfa Romeo, où le Cobas a déboulonné la CGIL aux élections internes). Les Comités de base ont engagé des conflits très durs sur le salaire et les conditions de travail. Ils refusent de se considérer comme un « nouveau syndicat » et cherchent plutôt à nouer des liens avec les centres sociaux et les étudiants, à mettre en place des formes d'organisation *politique* à la hauteur de la « complexité » postfordiste. Ils se font surtout l'écho d'une exigence de démocratie. Démocratie contre les mesures législatives qui, dans les années 1980, ont en substance révoqué le droit de grève dans la fonction publique. Démocratie contre le syndicat qui, dépassé par le nouveau processus productif, s'est mué en structure étatique autoritaire, en adoptant des méthodes et des façons de faire dignes d'un trust monopoliste. La trajectoire des Comités de base a connu son acmé à l'automne 1992, pendant les grèves contre les manœuvres économiques du gouvernement Amato (réduction brutale des dépenses sociales : retraites, santé, etc.). Dans toutes les grandes villes italiennes, le « collaborationnisme » syndical est violemment contesté : tirs de boulons sur les podiums des *meetings*, contre-manifestations organisées par les Cobas... Un petit Tienanmen qui a commencé à régler ses comptes avec le « syndicat monopoliste d'État ».

Tandis que les centres sociaux et les Cobas ont incarné, avec plus ou moins d'efficacité, les vertus de la « résistance », le mouvement étudiant (appelé « mouvement de la Pantera » car sa naissance, en février 1990, coïncida avec l'heureuse fugue d'une panthère du Zoo de Rome) a pu évoquer, au moins pour un temps, une véritable « contre-offensive » de l'intellectualité de masse[14]. Le lien entre savoir et production, qui n'avait montré jusqu'alors que son versant capitaliste, apparut soudain comme un élément central du conflit et une ressource politique précieuse. Les universités occupées contre le projet gouvernemental de « privatiser » l'éducation, sont devenues, pendant quelques mois, un point de ralliement pour ce travail immatériel (chercheurs, techniciens, informaticiens, enseignants, employés de l'industrie culturelle, etc.), qui, dans les métropoles, était encore éparpillé en mille ruisseaux incommunicants, sans aucune puissance collective. Le mouvement de la panthère s'éclipsa rapidement, et demeura à peine plus qu'un symptôme ou une promesse. Il échoua à identifier des objectifs clairs, capables de garantir une continuité à l'action politique. À force de s'auto-analyser et de se regarder le nombril, il finit par se pétrifier. Mais, cette auto-référentialité hypnotique a éludé une question importante : pour avoir des effets politiques et détruire ce qui mérite de l'être, l'intellectualité de masse ne peut se borner à une série de refus. En partant de ce qu'elle est, elle doit matérialiser, *en positif* et sur un mode expérimental et constructif, ce que les hommes et les femmes pourraient faire hors du rapport de capital.

THÈSE 7. L'effondrement du « socialisme réel », en 1989, a bouleversé le système politique italien de manière bien plus profonde que ce qui s'est passé dans les autres pays d'Europe occidentale (y compris en Allemagne, malgré les contrecoups de la réunification). Ce tremblement de terre soudain (et les lourds symptômes de

récession économique qui l'ont accompagné) n'a pas permis que le « contrepoison » à l'épopée capitaliste des années 1980 produise tous ses effets – c'est-à-dire un ensemble de luttes sociales visant pour le moins un rééquilibrage physiologique de la distribution du revenu.

Les feux allumés par les Cobas et le mouvement de la Pantera ne sont pas parvenus à atteindre le seuil critique, à se propager jusqu'à ce qu'ils deviennent des comportements de masse durables : ils ont été étouffés, submergés par le fracas de la crise institutionnelle. Les sujets et les besoins issus du mode de production post-fordiste, plutôt que de présenter la facture à l'imprudent apprenti sorcier, ont endossé des déguisements trompeurs qui ont occulté son visage véritable. Le rapide délitement de la Première République a surdéterminé, jusqu'à les rendre méconnaissables, les dynamiques de classe de « l'entreprise-Italie » (pour utiliser une expression chère à l'ex-Président du Conseil, Silvio Berlusconi).

THÈSE 8. La chute du mur de Berlin n'a pas été la *cause* de la crise institutionnelle italienne, mais l'*occasion* extrinsèque qui lui a permis de remonter à la surface, pour se laisser finalement distinguer à l'œil nu. Le système politique national était rongé par une longue maladie qui n'avait rien à voir avec l'opposition Est-Ouest. Une maladie contractée dans les années 1970. Son nom : *consomption et dépérissement de la démocratie représentative*, de ses règles et de ses procédures, des fondements sur lesquels elle repose. La catastrophe des régimes de l'Est a pesé en Italie plus qu'ailleurs, précisément parce qu'elle a permis de déguiser une tout autre catastrophe, parce qu'elle a masqué une crise d'un tout autre ordre.

C'est le déclin de la société du travail qui a chamboulé les mécanismes de la représentation politique. Car celle-ci est fondée depuis l'après-guerre sur l'identité entre « producteurs » et « citoyens ». L'individu représenté dans le travail, le travail représenté dans l'État : tel est l'axe de la *démocratie industrielle* (mais aussi du *Welfare State*). Un axe déjà fragilisé quand, à la fin des années 1970, les gouvernements de « solidarité nationale » ont voulu célébrer avec une fougue intraitable son dynamisme et ses valeurs. Un axe qui achèvera de s'effondrer au cours des années suivantes, au plus fort de la grande transformation du système productif. Le poids

14. « Les étudiants italiens ont occupé, entre décembre 1989 et mai 1990, cent cinquante facultés. Le mouvement a touché toutes les universités en commençant par Palerme et a été très actif surtout dans les universités du sud et du centre de l'Italie [...] Les objectifs autour desquels le mouvement s'est formé et qui ont constitué les finalités de sa lutte sont : 1) le retrait d'une loi qui envisageait la privatisation d'une partie de l'université ; 2) l'opposition à la concentration monopoliste de l'information (à la fois de la presse écrite et de la télévision) telle qu'elle existe en Italie depuis les années 1980 ; 3) le retrait de la nouvelle loi contre les stupéfiants, qui pour la première fois criminalise les drogués. [...] Sous l'action du mouvement c'est toute la théorie postmoderne de la communication qui s'effondre », Maurizio Lazzarato, « La Panthère et la communication », *Futur Antérieur* n° 2, Été 1990 – disponible sur le site de la revue *Multitudes*.

désormais résiduel du temps de travail dans la production de richesse, le rôle déterminant qu'y jouent le savoir abstrait et la communication linguistique, le déplacement des processus de socialisation en dehors de l'usine et du bureau, tout cela, et bien d'autres choses encore, mine les fondements mêmes de la Première République (qui, comme le dit la Constitution, est précisément « fondée sur le travail »). Ce sont les travailleurs postfordistes qui se sont soustrait les premiers à la logique de la représentation politique. Ils ne se reconnaissent pas dans un quelconque « intérêt général », ils sont moins que jamais disposés à se « faire État ». Ils n'éprouvent que méfiance ou rancœur envers les partis, parce que ce sont des *copywriters* d'identités collectives.

Cette situation ouvre la voie à deux options non seulement différentes, mais diamétralement opposées. La première consiste à émanciper le concept de « démocratie » de celui de « représentation », c'est-à-dire à inventer et à expérimenter des formes de démocratie non représentative. Que cela soit clair : il ne s'agit pas de poursuivre l'illusion d'une simplification salvatrice de la politique. Au contraire, la démocratie non représentative exige un mode opératoire plus complexe et plus sophistiqué que jamais. Elle empiète en effet sur l'action des appareils administratifs d'État, elle entame leurs prérogatives et elle absorbe leurs compétences. Elle est une tentative de traduire en action politique ces forces productives – communication, savoirs, science – qui sont centrales dans le processus de production postfordiste. Cette première option est restée et restera encore un certain temps au second plan. C'est l'option inverse qui s'est imposée : l'affaiblissement structurel de la démocratie représentative se manifeste comme une restriction tendancielle de la participation politique, c'est-à-dire de la démocratie *tout court**. En Italie, les tenants de la réforme institutionnelle prennent appui sur la crise profonde et irréversible de la représentation pour légitimer une réorganisation autoritaire de l'État.

THÈSE 9. Au cours des années 1980, un ensemble de signes peu équivoques avaient préfiguré la fin peu glorieuse vers laquelle s'acheminait la Première République. La débâcle de la démocratie représentative fut notamment annoncée par les phénomènes suivants : a) l'« urgence » (c'est-à-dire le recours à des lois spéciales et la création d'institutions non moins exceptionnelles pour les appliquer) comme forme stable de gouvernement, comme technique institutionnelle pour faire face, selon les nécessités, à la lutte armée clandestine ou à la dette publique ou à l'immigration ; b) le transfert de nombreuses compétences du système politique parlementaire à la sphère administrative, la prévalence de l'« ordonnance » bureaucratique sur la « loi » ; c) le pouvoir démesuré de la magistrature (qui s'est imposée dans la répression du terrorisme), le rôle de supplétif du pouvoir politique qu'elle a endossé ; d) les comportements aberrants du président Cossiga qui, à la fin de son mandat, commence à agir « comme si » l'Italie était une République présidentielle (et non parlementaire).

Après la chute du Mur, tous les symptômes de la crise imminente se cristallisent dans la campagne d'opinion, menée presque unanimement par la gauche

comme par la droite, pour liquider le symbole le plus visible de la démocratie représentative : le scrutin proportionnel aux élections législatives. En 1993, le système électoral majoritaire est introduit après abrogation des anciennes règles par voie de référendum. Cette modification, en même temps que l'opération judiciaire *Mani pulite* (qui a abouti à l'inculpation pour corruption d'une part importante de la classe politique), accélère ou parachève la décomposition des partis traditionnels. Dès 1990, le PCI s'était transformé en PDS (Partito democratico della sinistra), abandonnant tout reliquat de référence à la lutte de classes, et se proposant de devenir un parti « léger[15] » ou d'« opinion ». La Démocratie chrétienne part en morceaux, jusqu'à ce qu'en 1994, elle change elle aussi de nom : le Partito popolare est né. Les plus petites formations du centre (y compris le PSI, qui avait d'ailleurs anticipé par bien des aspects l'exigence d'une profonde réforme institutionnelle) disparaissent du jour au lendemain. Toutefois, l'aspect le plus remarquable de cette convulsion prolongée qui a secoué le système politique italien au début des années 1990, est la constitution d'une nouvelle droite. Une droite qui n'est en rien conservatrice, mais vouée au contraire à l'innovation, ancrée dans le travail salarié, capable de donner une expression partisane aux principales forces productives de notre temps.

Les années du cynisme, de l'opportunisme et de la peur

En avant comment, en avant vers où ? Avec le « mouvement de 77 » s'est reproduit un phénomène qui avait déjà eu lieu en 1968-69 : le système politique est heurté de plein fouet par une demande de rénovation politique, institutionnelle et culturelle, et il réagit en marginalisant le mouvement, à l'aide de différentes formes de répression judiciaire et policière.

Au plus fort de l'« Automne chaud », la « stratégie de la tension » avait contraint le mouvement à adopter des formes d'organisation et de représentation diverses : du néoléninisme des groupes, à la conquête/usage/négation des conseils d'usine ; de l'émergence des formations armées clandestines au regroupement de composantes de la société civile autour de projets « référendaires » (divorce, avortement, etc.) visant à recouvrer des espaces d'action démocratique.

En 1977, toutes ces formes de représentation entrent en crise, à la fois à cause de la recomposition qui est à l'œuvre dans les sphères de pouvoir de l'État, et de l'émergence d'une nouvelle composition sociale, de nouveaux sujets productifs qui ne se reconnaissent plus dans les précédentes formes d'auto-organisation. On a dit que 77 avait été le moment où la « critique radicale de la politique » avait été portée à son comble, le moment historique où la subjectivité de la nouvelle composition sociale avait définitivement mis en pièces l'ensemble des théories et des pratiques

15. Ce mot d'ordre attribué à Walter Veltroni, premier secrétaire du Partito democratico (PD, suite lointaine du PDS), marque l'abandon assumé des ambitions de « parti de masse » qui caractérisait le PCI.

se rapportant à la « forme parti ». Mais il faut aussi garder à l'esprit que la richesse et la complexité qui se sont manifestées alors n'ont pas trouvé de forme politique qui puisse contenir et organiser l'ensemble des besoins exprimés.

Les intuitions et les pratiques diffuses au cours de cette brève saison de révolte ont fait ressurgir de manière aiguë la contradiction irrésolue entre composition de classe et organisation, qui a dominé toute l'histoire des années 1960 et 1970. On pourrait dire qu'au cours de la décennie précédente, toutes les hypothèses organisationnelles possibles, produites historiquement par l'aire communiste et libertaire, avaient été « épuisées », et que toutes s'étaient révélées inadéquates à la complexité des sujets et au conflit contre l'ennemi de classe. Si, après l'« Automne chaud », la capacité de riposte du mouvement avait expérimenté des formes d'organisation et des pratiques de lutte « étrangères » à la tradition révisionniste, en faisant du « corps central » de la classe ouvrière son point de référence, avec le mouvement de 77, ce point de vue aussi s'effondre, laissant les sujets réels sans rien à quoi se référer.

La « stratégie de la tension » avait été défaite par trois grandes composantes sociales et politiques : la conflictualité de l'autonomie de classe, la pratique militante et le radicalisme démocratique. La position extrême et totalisante des formations armées avait historiquement produit « la forme-violence organisée en parti » mais, jusqu'à la fin de l'année 1976, cette composante était restée fondamentalement minoritaire (Bonisoli, l'un des fondateurs des BR, dira qu'à cette époque, il n'y avait pas cent militants dans toute l'Italie). Lorsqu'émerge le « mouvement de 77 », le projet qu'elles portent est sérieusement mis en difficulté : car si la référence imaginaire et politique à la tendance armée avait incontestablement gagné du terrain, rien ne permettait de postuler un but commun entre le projet armé et la pratique de la violence diffuse.

Crise des « modèles organisationnels », radicalité du « besoin de communisme », restructuration profonde et autoritaire du cycle productif, recomposition de la « forme État », telles étaient les coordonnées du conflit.

La nouveauté la plus manifeste de 77 par rapport à la période 1969-73, c'est le fort raidissement institutionnel qui a désormais gagné la quasi-totalité des forces politiques représentées au parlement. Les mesures d'ordre public qui passeront à l'histoire sous le nom de « législation d'urgence » ont constitué, en 77, la base de l'accord entre les partis de l'arc constitutionnel, elles ont conditionné la cooptation du PCI dans l'aire « démocratique », ou de gouvernement. Pour la première fois de son histoire le PCI s'est déclaré favorable à une restriction massive des libertés et des garanties constitutionnelles et il s'est engagé dans des campagnes idéologiques – dont la dernière a été celle du « référendum » sur la loi Reale – visant à nourrir le consensus populaire à l'égard du processus de restauration autoritaire[16].

« Même si, comme le remarque très justement un des historiens et des analystes les plus lucides des questions institutionnelles et de la scène judiciaire italiennes, on avait pu constater dès 1974-75 une forte tendance à l'aggravation des sanctions pénales, "1977 est l'année clef" [17]. Entre autres choses, de lourdes menaces commencent à peser sur les avocats qui pratiquent une défense politique, puisque ceux

qui sont mis en cause dans des procédures pénales ou qui sont frappés par un mandat d'arrêt encourent la suspension de l'exercice de leur profession[18]. »

C'est aussi à cette période que sont autorisées – sans aucune intervention législative – les « prisons spéciales », véritables *lagers* destinés à la destruction psychophysique des détenus, et que l'on généralise l'usage des armes pour empêcher les évasions : on comprend donc que si un autre « massacre d'Alessandria » devait avoir lieu, ce ne serait plus du fait de l'initiative personnelle de quelque magistrat, mais bien par force de loi[19]. Nul hasard si la direction des prisons spéciales est confiée au général Carlo Alberto Dalla Chiesa qui avait été un des acteurs de ce « massacre ».

En effet, si la « stratégie de la tension » avait été ourdie par certains secteurs de l'État pour « instiller » dans le conflit de classes le chantage terroriste d'une possible involution réactionnaire, la « législation d'urgence » est l'avènement au plan institutionnel d'une pratique fondamentalement « illégale », régressive, réactionnaire, visant à conditionner et à réprimer toute expression organisée ou spontanée de rébellion sociale. Les formes que prend la réponse de l'adversaire de classe sont diverses, mais les finalités sont identiques.

Dans la perception commune de milliers de militants – mais aussi dans certains secteurs démocratiques – l'État, en couvrant (c'est-à-dire en tolérant ou en organisant) les intrigues de la « politique des massacres » avait perdu le monopole de l'usage légitime de la violence – ce supposé privilège « démocratique » étant par ailleurs des plus ambigus et contradictoires. Norberto Bobbio (l'un des pères de la Constitution) affirmait lors d'une intervention sur ces questions : « Que les groupes révolutionnaires justifient leur propre violence en la considérant comme une réponse, la seule possible, à la violence de l'État, est plus que naturel [...] Du reste ce même argument est utilisé par l'État pour justifier l'usage de sa propre violence, de la violence *institutionnalisée*, contre la violence révolutionnaire[20]. » C'est pris

16. Luigi Ferrajoli, Danilo Zolo, « Il caso italiano », *Democrazia autoritaria e capitalismo maturo*, Feltrinelli, 1978.
17. Romano Canosa, « Apparati di stato e 'transizione' », *Quaderni piacentini* n° 69, 1978.
18. Sergio Bologna, « Primo Maggio oltre il movimento », *Primo Maggio* n° 13, 1979.
19. En mai 1974 à Alessandria (Piémont), trois détenus séquestrent des employés de la prison. Ils demandent de pouvoir quitter la prison à bord d'une camionnette. L'intervention de la police, qui assiège immédiatement l'édifice, provoque la mort de deux otages. Le lendemain, le Général Carlo Alberto della Chiesa décide de donner l'assaut : deux détenus et trois otages sont tués. En 1977, le général Dalla Chiesa est promu plénipotentiaire des prisons spéciales, avec pour mission d'en assurer l'organisation et la sécurité. En deux jours, « 600 détenus sont transférés dans les sept premières structures de haute sécurité par les troupes spéciales de Della Chiesa. » Salvatore Verde, *Massima sicurezza. Dal carcere speciale allo stato penale*, Odradek, 2002. Sur les conditions de détention dans les établissements de haute sécurité, voir *Progetto memoria* : *Il carcere speciale*, Sensibili alle foglie, 2006.
20. Norberto Bobbio, « Se cede la legge », *La Stampa*, 17 juillet 1977.

dans ce jeu de miroir que, selon Bobbio, les « démocrates conséquents » élaborent les constitutions et les tables des lois. Ces appareils « disciplinaires » devraient avoir pour tâche d'équilibrer le droit de représentation des mouvements sociaux et les exigences de gestion et de reproduction des démocraties. Si ce n'est pas le cas, si les statuts et les règles du jeu sont modifiés de manière unilatérale, un conflit éclate, aux issues imprévisibles.

Au milieu des années 1970, l'arriération conservatrice du pouvoir démocrate-chrétien avait engendré un « blocage » du système démocratique, dont les premiers symptômes apparaissent dès 1974 (c'est-à-dire bien avant la phase de la prétendue menace « terroriste »), avec notamment la promulgation d'une loi doublant les durées maximales d'incarcération préventive. La réintroduction de l'interrogatoire de police et surtout la loi Reale (1975) parachèvent cette première phase de régression : les « forces de l'ordre » se voient accorder un véritable « permis de tuer » : on comptera 350 victimes dans les dix premières années de son application[21].

Avec le recul, la dynamique autoritaire apparaît presque comme un projet global : d'un côté « la terreur des massacres » entretenue par les organes de sûreté de l'État, de l'autre une inflation de dispositions judiciaires toujours plus autoritaires, au nom de la défense d'une « démocratie » par ailleurs assez mal définie, contre une violence qui reste tout aussi générique. Tout cela était une réponse à la « modification profonde de la constitution matérielle du système politique italien » qui, en partant de l'usine et en s'intégrant dans le champ social, avait profondément altéré les rapports de force entre les classes. Le syndicat avait pris forme, ou plutôt l'unité syndicale voulue par la base, par l'ouvrier-masse.

Le syndicat, seul instrument de médiation entre le pouvoir de la classe ouvrière et le système des partis (tout le système des partis), était aussi en train de devenir la principale courroie de transmission entre la société civile et l'État, affaiblissant ainsi de manière drastique et irréversible le traditionnel pouvoir des partis, et en particulier des partis de gauche. Dans l'usine et dans la société, les mouvements échappaient progressivement à l'hégémonie du PCI, qui pour la première fois depuis l'après-guerre perdait la mainmise sur les usines. Les formes de lutte, la « conflictualité permanente », les mouvements qui portaient le conflit sur le salaire, sur le revenu, sur les services, sur la consommation productive de la force de travail, étaient presque tous autonomes et indépendants du système des partis. La seule force qui tentait au contraire de les représenter était le syndicat sous ses différentes formes, parmi lesquelles les instances de base s'imposent rapidement – et la grande majorité des adhérents au FLM (l'instance intersyndicale des conseils d'usine) n'émargeait à aucun parti – jusqu'à affronter violemment les directions.

« Tandis qu'une société tout entière est en voie de transformation accélérée, la bourgeoisie est en proie à une crise violente et durable, qui se traduit par la perte de son identité culturelle et de ce qui reste des héritages démocratiques de la Résistance, mais aussi et surtout par un conflit et une modification des pouvoirs internes à sa composition[22]. » Dans ce contexte, on assiste à une unification tendancielle du cadre politique autour du projet de défense de l'« État démocratique ». « Il s'agit

du reste d'un processus récurrent sous les régimes unanimistes ou dépourvus de réelle opposition. D'une part, les forces politiques perdent progressivement leur caractère de classe et s'alignent sous la référence commune à un intérêt général interclassiste, dont l'État est le siège; de l'autre, et réciproquement, l'État et les institutions, en tant qu'ils sont dépositaires du "consensus" que la grande majorité populaire exprime par la médiation des partis, abandonnent à leur tour toute référence à l'histoire et à la classe, pour devenir État et institutions "démocratiques" par définition [...]. En Italie, par exemple, on ne dit plus de l'État qu'il est "bourgeois", "capitaliste", "démocrate-chrétien", ou même par certains aspects encore "fasciste" : par les vertus thaumaturgiques du "consensus" des forces politiques [*Cf.* le gouvernement de "solidarité nationale", N.d.A.] – c'est-à-dire en premier lieu du PCI – l'État en est venu à s'identifier à la démocratie, à une valeur commune dont la défense est l'intérêt et le devoir de tous[23]. »

Dans la période qui précède 77, le PCI tente justement de revoir en profondeur ses statuts, ses références et son système de pouvoirs internes. C'est aussi le Parti qui, dans un premier temps, tire les meilleurs bénéfices de l'aspiration généralisée au changement qui parcourt la société civile. Les victoires électorales de 1975-76 (ses plus hauts scores historiques depuis la guerre) sont aussi le produit d'un imaginaire collectif qui fait du « dépassement » électoral de la démocratie chrétienne l'emblème d'une partie des besoins exprimés au cours des cinq années précédentes. Mais tout cela se révèle une tragique illusion. Le PCI, par stratégie historique et par culture politique, n'est pas en mesure de se faire l'écho d'un besoin de changement aussi radical. Il poursuit au contraire avec obstination l'objectif d'entrer dans l'aire de gouvernement. Ainsi s'expliquent l'abandon de son irréductible opposition à l'OTAN (une bataille historique menée depuis les années 1950) et le choix de la lutte pour restaurer la « productivité » capitaliste durement érodée par les luttes sociales et d'usine.

Cette stratégie de rapprochement avec le pouvoir implique nécessairement de ramener le syndicat dans la sphère d'influence du Parti, puisqu'il est, comme on l'a vu, l'unique force de médiation du conflit. « Sans les syndicats, le système politique italien ne résisterait pas aux poussées de classe, sur le revenu, aux nouveaux besoins[24]. » Aucune recomposition du pouvoir par le haut ne pouvait avoir lieu sans la collaboration du syndicat.

21. Le décret-loi du 11 avril 1974 étend la détention préventive à 8 ans ; en octobre de la même année, une loi rétablit l'interrogatoire de police judiciaire, suspendu depuis décembre 1969. Sur les victimes de la Loi Reale voir 625. *Libro bianco sulla legge Reale. Materiali sulle politiche di repressione e controllo sociale*, Centro di Iniziativa Luca Rossi, 1990. L'ouvrage fait état de 625 victimes directes de la loi Reale, dont 254 morts.

22. Sergio Bologna, « Composizione di classe e sistema politico », *Crisi delle politiche e politiche nella crisi*, Libreria l'Ateneo di G. Pironti, 1981.

23. Luigi Ferrajoli, Danilo Zolo, *Democrazia autoritaria e capitalismo maturo*, *op. cit.*

24. Sergio Bologna, « Composizione di classe e sistema politico », art. cit.

C'est sur la base de ce projet que s'ébauche la politique des sacrifices, qui mobilise toutes les « têtes pensantes » disponibles. Bruno Trentin écrit un long texte de réflexion (*Da sfruttati a produttori* [25]) où il explique la nécessité d'un pacte entre producteurs pour renouer, comme par hasard, avec l'« hégémonie démocratique » du mouvement ouvrier. Berlinguer, dans son célèbre discours aux intellectuels, expliquera que le gouvernement de gauche n'est pas tant une hypothèse impossible qu'indésirable tant que le terrain de la « productivité » sera « une arme du patronat » plutôt qu'« une arme du mouvement ouvrier pour faire advenir la politique de transformation ». Lama, pour sa part, dans un entretien fameux à la *Repubblica*, répétera en substance les mêmes idées, en s'appuyant sur les propos de l'économiste Sylos Labini, selon lequel « la gauche doit délibérément et sans mauvaise conscience participer à la reconstitution de marges de profit, qui se sont aujourd'hui largement effondrées, y compris en proposant des mesures coûteuses pour les travailleurs. Cela peut être un pas en direction de l'hégémonie gramscienne [*sic*][26] ». Le PCI s'alignera sur cette position théorique lors de sa « participation » au gouvernement.

Mais un tel choix stratégique ne peut qu'avoir de lourdes conséquences sur le conflit social. Il implique le renversement complet du rapport capital/travail tel qu'il existait dans la phase révolutionnaire précédente. Il implique l'anéantissement de toutes les conquêtes de l'« Automne chaud » et de l'hégémonie conquise avec le « parti de Mirafiori ». On peut user de tous les artifices linguistiques (les licenciés, par exemple, sont maintenant qualifiés de « surnuméraires »), mais dans la réalité, ni les ouvriers ni les mouvements qui agissent dans la société n'entendent renoncer aux conquêtes des luttes précédentes, et ils entendent même aller au-delà.

La « législation d'urgence » est avant toute chose une force de dissuasion, visant à prévenir l'affrontement qui pourrait naître de la modification des « règles du jeu ». Le gouvernement de « solidarité nationale », qui se veut l'expression d'un « État démocratique » thaumaturgique et interclassiste, tend à intégrer le maximum de formes conflictuelles dans l'espace parlementaire, tandis que celles qui sont lui incompatibles deviennent matière pénale et judiciaire.

Derrière le « système des partis », la forme-État, qui est depuis toujours latente dans l'histoire italienne, ressurgit alors dans toute la vigueur de son projet. « La forme-État (démocratique et interclassiste) se manifeste avec évidence à certaines périodes de l'histoire, lorsque la crise du régime précédent et le développement d'une nouvelle composition de classe (presque toujours extérieure au système et aux institutions) menacent d'échapper au contrôle de la dialectique entre gouvernement et opposition. C'est ce qui est arrivé en 1945-46 après la lutte armée contre le fascisme, quand les partis ont choisi de privilégier leurs rapports réciproques plutôt que leurs rapports avec les classes et avec les masses, et que le PCI a privilégié le rapport avec les partis de l'arc constitutionnel, plutôt que le rapport avec la classe et avec le mouvement en armes. De manière analogue, dès lors qu'il a choisi la voie du compromis historique et plus encore après le 20 juin 1976 (les élections victorieuses), en invoquant encore une fois l'"État d'urgence" contre la crise – exactement comme il l'avait fait à l'époque de la Reconstruction – le PCI a choisi de

renforcer ses liens avec les autres partis et en particulier avec la DC "afin de surmonter la crise de l'État" et de donner au "système des partis" un air de concorde plutôt que de conflit. L'unité politique et programmatique des partis s'abat alors comme une cloche de fer sur les besoins de la classe ; le "système des partis" n'entend plus représenter les conflits ni en assurer la médiation ou l'organisation : il les délègue aux "intérêts économiques" et s'affirme comme forme scientifique de l'État, un État séparé et hostile à la société. Le système politique se raidit, il s'oppose plus frontalement à la société civile, il n'accuse plus réception des secousses venues d'en bas, mais les contrôle et les réprime[27]. »

Alors qu'en 1977, le Parlement ratifie un train de « lois exceptionnelles », les pratiques insurrectionnelles du mouvement et le retranchement désespéré des avant-gardes ouvrières dans les usines bouleversent complètement le paysage des mouvements révolutionnaires. À l'heure où l'autonomie et la richesse du « mouvement de 77 » se heurtent au désert de la décomposition subjective, et que la difficile question « en avant comment, en avant vers où ? » prend des significations existentielles, les avant-gardes d'usine vivent d'une manière tragique la « trahison des directions ». L'usage politique de la *cassa integrazione*, le décentrement des infrastructures de production, les licenciements incessants pour raisons politiques, régulièrement légitimées par le pouvoir sans frein de la magistrature, semblent – et c'est ce qu'ils sont, en effet – autant d'obstacles insurmontables à la reprise de l'initiative.

Il s'agit peut-être de la période la plus sombre que l'on ait connue depuis l'après-guerre. Si l'angoisse du début des années 1960 avait été l'un des ressorts de la révolte, la « peur » ouvrière produit à ce moment des formes désespérées d'homologation. La lutte « contre le terrorisme » est le cheval de Troie qui va servir à faire accepter un projet bien plus vaste et bien plus complexe. Il s'agit avant tout d'éliminer, d'une part, un certain nombre de forces d'opposition révolutionnaires du paysage politique italien et, de l'autre, le corps central des avant-gardes ouvrières qui avait rendu ingérable la domination patronale sur les usines. Pour ce faire, on a recours non seulement à un processus législatif qui met en pièces l'« État de droit », mais aussi à un formidable arsenal médiatique, à une culture, à une lecture falsificatrice de l'histoire des années 1970, dans l'objectif de priver de toute « mémoire » les sujets antagonistes.

Les jeunes militants sont frappés du syndrome terrible qui consiste à considérer toute forme d'auto-organisation de base comme inutile. L'éventail des possibles semble se réduire au choix de l'extrémisme radical : une spirale où la généralisation de l'héroïne (10 000 drogués en 1976, 70 000 en 1978) devient l'expression d'une négation radicale de l'existant, et où l'afflux massif dans les formations armées reflète un besoin diffus de rigueur et d'ordre moral.

25. Bruno Trentin, *D'exploités à producteurs* [1978], Éditions ouvrières, 1984.
26. *La Repubblica*, 10 décembre 1976.
27. Sergio Bologna (dir.), *La tribù delle talpe, op. cit.*

Les Brigades rouges étaient l'organisation armée qui jouissait historiquement du plus grand prestige. Fortes de leurs origines ouvrières, arborant des orientations théoriques globales de plus en plus proches de la IIIe Internationale (après de longs débuts nettement plus « opéraïstes » et guérilleros), les BR donnaient l'image d'une organisation impénétrable, imprenable, dotée d'une implacable capacité d'agir. L'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro, qui se préparait à introduire directement le PCI au plus haut niveau de l'État, ont fait des BR les interprètes d'un désir de riposte diffuse et contradictoire à l'intérieur de ce qu'il restait des mouvements. De larges secteurs des avant-gardes d'usine regardaient avec une sympathie complice ce que l'affaire Moro pouvait avoir de symbolique, et dans de nombreuses aires de mouvement l'efficacité militaire dont les BR avaient fait preuve lors de l'enlèvement de l'homme d'État démocrate-chrétien avait fait grande impression.

Dès les premiers mois de 1978, et après la conclusion tragique de l'affaire Aldo Moro, les groupes et les pratiques armés se multiplièrent sans discontinuer. Des centaines de militants de l'autonomie diffuse et des pans entiers des avant-gardes d'usine rejoignent alors les principales formations – la Colonna Walter Alasia de Milan, par exemple, était majoritairement composée de jeunes ouvriers[28]. Le « système des partis », qui semble déstabilisé par ses propres choix politiques, délègue les pouvoirs de contrôle et de répression aux forces de l'ordre et à la magistrature. Les pouvoirs des juges deviennent incontestables, absolus, et participent à écrire une des pages les plus noires de l'histoire des « États de droit » modernes. Avec l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro, les Brigades rouges ont franchi un pas symbolique dans la stratégie d'« attaque au cœur de l'État » qu'elles ont commencé à élaborer en 1975-76 en réponse à l'hypothèse du « compromis historique ». Dans la résolution de la direction stratégique d'avril 1975, les BR avaient définitivement abandonné le modèle de l'auto-interview avec un document officiel qui aspirait à être une sorte de programme général, comme dans la tradition des partis historiques de la IIIe internationale. Ce choix, qui pourrait sembler formel, manifestait une volonté de l'organisation armée d'occuper une position hégémonique dans la complexité du processus révolutionnaire en acte. Elle ne se présentait plus comme un groupe armé clandestin constituant un pôle de référence pour les expériences les plus radicales agissant dans le conflit de classes, mais comme une véritable organisation qui, en faisant de la « lutte armée » l'unique ligne stratégique du conflit de classe, la « forme » de la révolution, tendait à requalifier en son sein toutes les expériences produites par la complexité du mouvement réel. Un tel choix stratégique ne pouvait que réduire drastiquement la complexité et la richesse des parcours organisationnels et par conséquent créer une opposition progressive avec les autres expériences de lutte, non seulement avec ce qui subsistait des groupes extraparlementaires mais aussi avec l'aire de l'autonomie organisée et diffuse. Ces divisions perdureront au cours des années suivantes, et la pratique des BR continuera de susciter à la fois compréhension et refus, mais jusqu'à la bifurcation complexe et contradictoire de l'« affaire Moro », elle ne sera jamais complètement délégitimée.

En séquestrant l'homme d'État démocrate-chrétien, les BR s'attaquaient bien évidemment au projet du « compromis historique ». Mais en réalité cette action poursuivait l'objectif plus ambitieux de conquérir l'hégémonie, d'anticiper l'inévitable affrontement entre la « centralité ouvrière » et l'État du capital que les analyses des BR donnaient pour certain et imminent, qu'elles voyaient comme le résultat historique « naturel » de l'attaque que le capital et l'État étaient en train de porter à l'hégémonie exprimée par l'« ouvrier-masse ». Il s'agissait d'anticiper la « guerre civile ouverte » par des actions militaires exemplaires, dans l'objectif de prendre la direction du mouvement réel au moment précis où son développement propre l'amènerait à rencontrer le projet des BR. Ce projet, fondamentalement idéologique, témoignait bien de la séparation progressive qui s'opérait avec le mouvement réel. Il allait recevoir un démenti éclatant lors de la grande et traumatique défaite ouvrière à la FIAT en 1980 : des dizaines de milliers d'ouvriers suspendus, exclus de fait de la production, se dispersaient dans la société et devenaient d'« invisibles » sujets apeurés, privés de leur identité de masse, tandis que les groupes armés désormais issus d'une pratique exclusivement militaire n'étaient plus en mesure de se rapporter aux modifications profondes intervenues au cours du conflit.

« Fin 1978 et début 1979, la formule du gouvernement d'unité nationale s'effondre et, parallèlement, les dernières instances de médiation sont liquidées. L'assassinat du juge Alessandrini (par Prima linea) prend à ce titre une signification particulière, dans la mesure où il remet en question tout le fonctionnement et l'histoire de la magistrature dans la gestion des processus politiques des dix dernières années[29]. Les distinctions qu'opéraient encore certains secteurs du monde politique et judiciaire entre terrorisme organisé et mouvements de contestation s'effondrent. La magistrature, comme corps séparé, a une réaction d'autodéfense qui va bien au-delà des temps et des rythmes nécessaires mêmes aux cellules spéciales antiguérilla : elle agit contre tout et tous, jetant pêle-mêle en prison théoriciens et politologues, techniciens et journalistes[30]. »

Car si la magistrature padouane et les rédacteurs communistes de la revue *Rinascita* avaient avancé la thèse d'une direction commune aux groupes armés et au mouvement dès 1976-77, celle-ci n'était que partiellement « passée », comme on l'a vu dans le débat sur le mouvement de 77, elle avait rencontré des zones de

28. La « Colonna Walter Alasia » (du nom d'un jeune brigadiste natif de Sesto San Giovanni tué dans un affrontement avec la police en 1976) était la section milanaise des Brigades rouges. Plus « ouvriériste » que l'organisation centrale, elle en fut exclue en 1980 et continua à mener des actions sous son nom propre jusqu'à sa dissolution en 1982. Sur cette période des BR voir Mario Moretti, *Brigate rosse, une histoire italienne, op. cit.*

29. Emilio Alessandrini est tué le 29 janvier 1979 à Milan. Figure bien connue dans le champ de la magistrature démocratique, il s'était distingué par son action efficace pour démêler la pelote de falsifications liées au « massacre d'État » et à la stratégie de la tension ». [N.d.A.].

30. Sergio Bologna, « Primo Maggio oltre il movimento », art. cit.

résistance et de refus non seulement parmi les intellectuels mais aussi dans d'importants secteurs de la magistrature « démocratique ». Avec l'affaire Alessandrini, cette digue ultime et fragile se rompt définitivement, laissant place à l'efficacité dévastatrice et falsificatrice du « théorème Calogero[31] ». Violemment privé de ses moyens de communication (des centaines de rédacteurs sont inculpés et incarcérés), écrasé par l'efficacité des groupes armés, désormais presque sans alliés et sans « compagnons de route », le mouvement se disperse en mille petits ruisseaux. C'est la vague des « suicides militants », bientôt suivie de celle, bien plus importante, des « suicides ouvriers » (plus de 200, rien qu'à Turin, parmi les ouvriers mis en *cassa integrazione*). L'État, qui s'est reconfiguré en appareil d'État, fait de l'urgence une pure et simple – et mortelle – méthode de gouvernement, capable de redessiner en termes autoritaires l'ensemble la « géographie du conflit », mettant en pièces toute forme de « représentation » qui refuserait de se plier aux nouvelles exigences productives. L'« économie souterraine » (comprendre : le travail au noir) amène sur le devant de la scène une nouvelle génération d'entrepreneurs sans scrupule, agressifs, et prêts à se mesurer à la traditionnelle *razza padrona*[32] industrielle, qui après avoir vidé les usines des subjectivités révolutionnaires exprimées par l'« ouvrier-masse », peut finalement englober la science ouvrière à l'intérieur même de la restructuration technologique et informatique.

La « culture d'entreprise » et l'« individualisme propriétaire » se retournent en valeurs positives, défendues et exaltées par les médias et les intellectuels, qui semblent trouver dans la « pensée faible[33] » du « quotidien » et du « profil bas » de la défense de leurs privilèges, un alibi à leur fuite.

La théorie des « deux sociétés » qui avait pu apparaître pendant le mouvement de 77 comme une excessive schématisation, prend au début des années 1980 une dimension de masse : des centaines de milliers de jeunes « non garantis », des millions salariés en sous-emploi constituent l'axe portant – et sans représentation – de la nouvelle richesse.

Dans les grands labyrinthes métropolitains règne le silence de la séparation et de l'impuissance. Les visages « sérialisés » des « politiques » répètent des mots dépourvus de sens sur les écrans de télévision. Les années 1980 ont commencé. Les années du cynisme, de l'opportunisme et de la peur[34].

•

31. Nom donné au système d'accusation élaboré par le magistrat padouan Calogero, qui consiste à présupposer une direction politique unique à tous les mouvements révolutionnaires (clandestins ou non). C'est sur la base de cette thèse que se déchaîneront les arrestations du 7 avril 1979. Inutile de dire qu'après des années de procès et de détention préventive, le « théorème » s'avèrera totalement inconsistant [N.d.A.].
32. Cette expression fait référence à l'essai des journalistes de *L'Espresso*, Eugenio Scalfari et Giuseppe Turani : *Razza padrona – Storia della borghesia di stato*, Feltrinelli, 1974. Le livre pointe, à partir de l'exemple de l'entreprise Montedison, l'émergence d'une « bourgeoisie d'État » qui accompagne l'intervention toujours plus importante de l'État dans l'économie et l'industrie italienne, aux dépens de la traditionnelle « Razza padrona » [race des patrons] du secteur privé.
33. La « pensée faible » (*pensiero debole*), recette *al dente* du postmodernisme dont la France fut d'ailleurs friande, a consisté selon Toni Negri « à écraser la richesse des plans et des articulations du réel, des dispositifs et des agencements de la critique post-structurale française sur l'horizon de l'ontologie heideggérienne. [...] La pensée faible a traduit en italien un Deleuze et un Foucault déguisés en soubrettes » (*La differenza italiana*, Nottetempo, 2005). Ce fut probablement la "force" de la *pensée faible* que de se glisser subrepticement du côté de la contre-révolution, profitant d'une vacance philosophique due aussi aux contrecoups de 77 : « peut-être, dans le déclin des idées et du débat au XXe siècle, le point le plus abject a-t-il été atteint lorsque certains auteurs qualifièrent justement de faible leur pensée et leur définition de la philosophie du présent. D'autres la nommèrent, avec davantage d'à-propos « pensée molle ». Il s'agissait, semble-t-il, d'une tentative d'acclimater le postmoderne sous les tièdes cieux italiques », *ibidem*.
34. « L'opportunisme, le cynisme, la peur, transforment la situation émotive actuelle marquée justement par l'abandon à la finitude et par l'appartenance au déracinement, en résignation, asservissement, acquiescement prompt. Mais ainsi, en même temps, ils l'offrent à la vue comme une donnée irréversible, à partir de laquelle on peut penser le conflit et la révolte. Il faut se demander si et comment se laissent entrevoir des signes d'opposition, reflétant cette même affectation pour le fragile écheveau de l'« ici et maintenant » [...] Si et comment s'affirment des refus et des espoirs dans ce déracinement même dont est sorti le nihilisme euphorique et autosatisfait que nous avons sous les yeux. » Paolo Virno, « Ambivalence du désenchantement », *Opportunisme, cynisme et peur, ambivalence du désenchantement* [1990], repris dans *L'Usage de la vie et autres sujets d'inquiétude, op. cit.*

Appendice

Rossana Rossanda : irréductibles d'État

Chaque fois que se repose la question de l'*indulto*[1] pour les années de plomb, les passions se déchaînent. De très dignes personnages, comme Piersanti Mattarella[2] en tremblent : c'est tellement précipité ! Et pourtant, plus de vingt ans au moins se sont écoulés depuis les faits, les détenus en ont purgé en moyenne dix-sept – davantage que ceux qui sont incarcérés pour d'autres délits –, une vie ; et l'*indulto*, on en parle au moins depuis deux législatures, ou plutôt depuis que Cossiga, alors président de la République, saisit le Parlement d'un texte solennel[3]. Giovanni Moro, le fils de la victime la plus illustre, s'est récrié : pas encore, parce que trop de mystères entourent encore la mort de mon père. Trop de mystères, c'est vrai, mais pas du côté de ceux qui l'ont séquestré et exécuté : même une douleur inconsolable peut se rendre à cette évidence. Ce qui reste mystérieux, c'est plutôt comment et pourquoi on a décidé de ne pas faire ce que demandait Moro, ce qu'il aurait fait lui ; et c'est à ce qu'il reste de la Démocratie chrétienne et du Parti communiste qu'il faut poser la question.

Il y a un nerf à vif dans la classe politique italienne – je ne parle pas ici des familles des victimes –, qui lui permet de comprendre le passé fasciste, le présent *tangentiste* ou la transformation des frères Brusca en auxiliaires de justice[4], mais

1. Le Littré définit ce terme comme le « pardon accordé aux vaincus » (*sic*). Cette mesure aboutit à l'annulation d'une peine prononcée et se différencie en cela de l'amnistie qui se conclut par l'annulation de la peine comme du délit. Ces mesures se distinguent de la grâce, accordée à titre individuel. Sur ces questions voir également Paolo Persichetti, Oreste Scalzone, « Qui a peur de l'amnistie ? » dans *La Révolution et l'État, op. cit.*

2. Piersanti Mattarella a été assassiné par la mafia en 1980. C'est vraisemblablement de son frère Sergio qu'il s'agit : député DC proche d'Aldo Moro, passé à l'Ulivo en 1996, il est l'actuel président de la République italienne.

3. Le ministre de l'Intérieur honni du mouvement de 77 a été élu à la Présidence de la République italienne en juin 1985. En 1991, il propose publiquement de gracier Renato Curcio, ce qui déclenche une polémique dans les sphères du pouvoir.

4. À l'époque où Rossana Rossanda écrit ce texte, l'Italie est secouée d'un côté par le scandale *Tangentopoli* qui touche depuis 1992 la classe dirigeante italienne et de l'autre par les grands procès anti-mafia. En 1996, Giovanni Brusca, un chef mafieux réputé pour sa férocité, et son frère Enzo ont été condamnés pour avoir entre autres organisé l'attentat qui causa, en 1992, la mort du juge Falcone. Rapidement promus « collaborateurs de justice », ils ont obtenu un allégement conséquent de leurs peines, au grand scandale des familles de leurs victimes.

pas les mouvements subversifs et armés des années 1970. Je dis « comprendre », et pas « absoudre ». Je dis : restituer leur véritable et tragique image à ceux qui ont levé la main, à ce moment, sur l'organisation de la société et de l'État, dans une guerre civile qui n'est pas très différente de celle que mènent l'ETA ou l'IRA ou le Hamas – que l'on condamne, mais que l'on comprend. Et pourtant, il s'agit bien là d'organisations terroristes au sens propre, qui frappent les populations, tandis que les militants armés italiens, non : chez nous, les massacres appartiennent à la veine obscure des appareils fascistes au sein de l'État. On peut s'écrier que l'extrême-gauche n'avait pas le droit de tuer, mais on ne peut nier le caractère politique du délit, son contexte, sa trajectoire et sa fin. Pourquoi est-ce si difficile ?

Parce que ces luttes étrangères sont des luttes armées pour l'indépendance ou la sécession alors que les nôtres visaient une organisation sociale et un État considérés comme injustes ? Ce soulèvement a été moins archaïque : l'organisation sociale n'est-elle pas, n'était-elle pas injuste ? Qu'elle fut parée des atours de la démocratie rendait-il impensable qu'elle fût attaquée ? Pourtant, l'Espagne, la Grande-Bretagne, Israël le sont aussi. Chez nous, ceux qui se sont soulevés au péril de leur vie et de celle d'autrui ont été une minorité parmi tous ceux qui avaient espéré une grande saison de changements, de manière peut-être utopique mais certainement pas indigne. Cela a été une erreur, et aussi la preuve d'une arrogance obstinée vis-à-vis de ceux qui ressentaient les choses de la même manière qu'eux, mais qui ne leur avaient pas délégué les armes. Mais cela n'a vraiment pas été affaire de cruauté ou d'argent. On ne peut pas non plus dire d'eux qu'ils étaient communistes, membres du Parti, tentacule de l'odieux totalitarisme russe : c'étaient les enfants de la génération de l'après-guerre, que les bombes de la piazza Fontana et l'issue chilienne d'une tentative tout à fait légalitaire, tout à fait parlementaire, avaient convaincu qu'il n'y avait plus de voie praticable pour le mouvement ouvrier.

Est-ce qu'ils se sont trompés ? Cela ne fait pas de doute. Non seulement dans la méthode, dans l'analyse des rapports de force, mais aussi sur la maturité du changement. Ce qu'ils avaient parfaitement identifié, en revanche, c'est cette violence sans écoulement de sang qui allait causer la défaite de cette génération ouvrière et étudiante, de ses espoirs et même de ce qu'elle avait cru vivre, et qu'un système politique fort et libre de toute culpabilité aurait pris en compte et mis au travail à temps, avant que ne survienne la dérive désespérée.

Cela, tout le monde l'a compris à l'époque, jusqu'à l'enlèvement de Moro. Tout le monde voyait que la violence n'était pas d'un seul côté, ni du côté le plus visible. Il suffit de lire les journaux de l'époque. C'est plus tard que nous sommes devenus un pays de belles âmes, qui nie la violence d'un système jusque devant l'évidence de ses dévastations. Et lorsque certains d'entre nous disent que cette époque est révolue, que depuis 1987, les militants armés ont déposé toutes les armes, mêmes intérieures, que nombre d'entre eux réfléchissent à l'erreur qu'ils ont faite et qu'ils ont payée de toutes les manières sinon de leurs vies, et bien souvent aussi de leur vie, cela fait bondir la classe politique et une certaine base ex-communiste qui,

pour trouver la paix, doit absolument croire qu'il s'agissait d'agents de la CIA ou du KGB.

Ce n'est pas seulement avec les protagonistes – désormais plus très jeunes – de cette époque qu'il s'agit de clore cette histoire : c'est une page d'histoire que le pays lui-même doit tourner. Rien de tout cela n'a à voir avec la douleur des familles, privée et irrémédiable, qui ne mérite pas d'être utilisée pour dissimuler l'incapacité publique à faire lecture de ce qui est advenu. Et moins encore avec le droit qui, depuis longtemps, a inventé le délit politique. Cela a à voir avec un État qui était faible, qui s'est déglingué, qui n'a pas de lui-même une idée suffisante pour adopter un profil historique et humain de quelque envergure. La dure Allemagne y est parvenue. Pourquoi pas nous ?

Il Manifesto, 2 août 1997.

Annexes



~ Autoréductions : « Souvenons-nous de ne pas payer les factures »

N.d.t.

Le projet de traduire *L'orda d'oro* remonte au terme d'une décennie rythmée, en France, par des conflits qui ont érodé « le cynisme et la peur » propres à la société de concurrence : mobilisation massive d'intermittents et de précaires qui, en 2003, exigent un droit au chômage ; émeutes en banlieue parisienne, en 2005, après la mort de deux adolescents, électrocutés alors qu'ils étaient poursuivis par la police ; plusieurs semaines de grèves, manifestations et blocages impulsés en 2006 par des scolarisés, principalement lycéens, lors de l'instauration d'un contrat première embauche (CPE) qui aggravait la précarisation des entrants dans le salariat. Il s'achève au lendemain d'un long printemps de révolte contre l'imposition d'une énième « loi travail » par un gouvernement de gauche. Tout comme leurs conditions d'émergence, de tels moments d'insubordination rappellent que le texte ici publié n'a pas perdu de son actualité. L'histoire continue. Et avec elle, le refus de la société du capital. Crise, austérité, flexibilité, dette, état d'urgence, c'est aussi de ce présent, issu de quarante années de restructuration permanente, que *La horde d'or* établit la généalogie : celle d'une contre-révolution qui ne dit pas son nom, et qui s'empare de toutes les dimensions sociales de l'existence, des espaces et des temps de vie, de pensée, de production, à l'école, à l'université, dans les institutions, dans la rue ou chez soi, jusque dans les corps et les sensibilités.

Si le « laboratoire italien » cartographié par l'ouvrage offre une saisie incomparable de ces tensions, c'est que là plus que partout ailleurs en Europe dans le dernier XXe siècle, les luttes, les mouvements, l'affrontement avec les pouvoirs institués ont atteint une dimension de masse. Des premières secousses qui disent, dès les années 1950, le refus de « l'idéologie de la Reconstruction » et le passage accéléré au « fordisme », de la généralisation du « refus du travail » à la décomposition du Mouvement ouvrier au début des années 1980, le livre propose un récit composite, éclaté et pourtant étrangement cohérent d'un antagonisme social et politique qui se sera étendu de l'usine à l'ensemble de la société. Ce changement de monde et d'époque, *La horde d'or* le raconte au pluriel singulier, tissant les fils matériels et subjectifs des comportements, des besoins et des luttes. Ce sont des histoires de campagne qui devient ville, puis métropole, de grandes migrations du Sud vers le Nord industriel, de luttes pour le salaire et contre la productivité, de victoires et de défaites rythmées par des chansons, de grèves impromptues minutieusement coordonnées par l'intelligence collective, d'assemblées d'étudiants-travailleurs qui désertent l'université, de collectifs de femmes qui dynamitent la politique des groupes révolutionnaires, d'autoréductions et d'appropriations prolétaires, d'affrontements contre la

société de classes et sa police et de luttes armées, d'indiens métropolitains, d'immeubles qui deviennent radios libres ou logements occupés, de comités de rédaction qui se réunissent dans des librairies transformées en centres sociaux...

À la façon d'un long manifeste rétrospectif, le livre décrit le foisonnement théorique, politique, mais aussi culturel, langagier qui a caractérisé cette *anomalie italienne*, le revers subjectif de la « grande transformation » des années 1960-1970. S'il en parcourt les lignes de plus en plus disparates et hétérogènes au fil de ce Mai qui dura 10 ans (ce que l'on a appelé les « autonomies »), il ne cesse en même temps de donner à voir la continuité des problèmes politiques, sans jamais les considérer comme séparés. Qu'il s'agisse du travail (dans et hors l'usine), des cultures métropolitaines (du détournement critique jusqu'aux outils de communication du mouvement), de l'organisation politique (du schéma ancien de la prise de pouvoir à la construction de contre-pouvoirs), de la production de savoirs (de l'enquête ouvrière au savoir séparé des groupes féministes). Autant de terrains de conflit auxquels se confrontent les différentes composantes de lutte, mises à l'épreuve de leur propre réalité – de leur fragilité comme de leur pertinence. Et c'est sans doute pourquoi l'ouvrage continue à décrire au singulier cette « vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle », comme si c'était à l'ensemble du mouvement que ces enjeux conflictuels et contradictoires restaient présents – même si reformulés et éclatés en tous sens. Tension productive et jamais résolue entre l'affirmation collective de besoins radicaux (d'égalité, d'émancipation, de bonheur) et l'affrontement ouvert avec l'organisation capitaliste de la société.

La horde d'or n'est donc pas tout à fait un livre d'Histoire et pas davantage un manuel. Il n'apporte ni réponse, ni recette. Il est collage et montage de différents textes, auteurs et sources, espaces et matériaux du mouvement. Allées et venues entre le vocabulaire politique et la prose littéraire, entre le tract et le récit d'enquête, entre les paroles d'une chanson et celles d'un manifeste, entre le langage de la théorie et celui des inscriptions murales... Enquête, collage et différences donc, autant que le mouvement fut transversalité et composition (et décomposition – et recomposition). Cette méthode d'exposition et de recherche ne répond pas seulement à un enjeu descriptif, mais aussi, comme le rappellent les auteurs dans leurs préfaces, au choix d'une partialité énoncée depuis la pluralité et l'intérieur de ces mouvements, pour défaire la fausse totalité du récit des vainqueurs, de la « Société », de « l'Histoire ». Et à tout le moins, lever l'amnésie et l'effacement qui ont frappé la dernière grande vague révolutionnaire qu'ait connue l'Europe. C'est ainsi sans doute que ce livre débouche sur notre présent : parce qu'il rouvre une série de questionnements politiques encore très largement refoulés, il est une indication à (re)lire la période 1960-1977 sans mythologie, et sans autre nostalgie que celle du futur.

Remerciements

Avant d'accoster aux éditions de l'éclat, ce projet a bénéficié du programme Résidence d'écrivains de la région Île de France. Merci à Sylvie Labas, la libraire de Folies d'encre à Saint-Denis, de l'avoir accueilli et porté à ses débuts, au collectif Précipité (notamment Thierry Braibant et Joachim Gatti), à tous ceux qui ont participé aux séances de lecture et à la réalisation des quatre numéros du Journal de la Horde et du site web afférent, notamment Jean Jover, Rossalinda Scalzone, Constantin Alexandrakis.

Pour leur hospitalité et leur goût du partage, que soient également remerciés tous ceux qui, à Milan, poursuivent la tâche initiée par Primo Moroni à la librairie Calusca City Lights, à l'Archivio Primo Moroni et au Centre social occupé et autogéré Cox 18.

Merci aussi à Sergio Bianchi et Nanni Balestrini qui nous ont reçus à Rome au commencement de ce travail.

Merci enfin à ceux qui ont contribué à divers degrés à l'établissement du texte et à l'éclaircissement de quelques épisodes obscurs, en particulier Denis Giordano, Maurizio Lazzarato, Judith Revel, Oreste Scalzone.

Et à tous ceux qui, camarades de la première heure ou relecteurs de dernière minute, ont porté le projet de ce livre et participé à sa fabrication, tout spécialement Rémi Toulouse, Adrien Tournier, Pablo Arnaud, Phuong Lan Nguyen, Isabelle Massu.

Bibliographie

Cette bibliographie reprend pour l'essentiel les livres, articles, revues ou films cités dans le texte et les notes, auxquels nous avons ajouté quelques références complémentaires (signalées par une comète ✍). Nous nous en sommes tenus aux seuls documents concernant directement l'histoire et la politique italiennes des années 1960-1980, sans reprendre (à quelques exceptions près) les « classiques » (ou moins classiques) de l'histoire politique du dernier XX[e] siècle, dont il est aussi question dans les notes. Les sources disponibles sur des sites internet (italiens, français ou anglais) sont signalées « en ligne ». Nous avons renoncé à en préciser les liens, qui sont aussi variables que la fiabilité des moteurs de recherche.

A/traverso (collectif) : *Alice è il diavolo, sulla strada di Majakovskij : testi per una pratica di comunicazione sovversiva*, L'Erba voglio, 1976 ; rééd. augmentée, Shake 2002. Tr. fr : *Radio Alice radio libre*, Laboratoire de Sociologie de la Connaissance – J.-P. Delarge 1977, avec une préface de Félix Guattari.

L'Affare Feltrinelli. Con una testimonianza di C. Ripa di Meana, Stampa club, 1972

Alasia, Franco & Montaldi, Danilo : *Milano, Corea. Inchiesta sugli immigrati*, Feltrinelli, 1960 ; rééd. Donzelli, 2010

Alquati, Romano : « Verso lo sciopero a gatto selvaggio », *classe operaia*, n° 1, janvier 1964

—— *Sulla FIAT e altri scritti*, Feltrinelli, 1975 (en ligne)

Asor Rosa, Alberto : *Scrittore e popolo. Il populismo nella letteratura italiana contemporanea*, Samona e Savelli, 1965 ; rééd. Einaudi, 1988

—— *Le due società. Ipotesi sulla crisa italiana*, Einaudi, 1977

Autori molti compagni (collectif) : *Bologna Marzo 1977 ...fatti nostri...*, Bertani, 1977 ; rééd. NDA Press, 2007

Avanguardia operaia : *Per il rilancio di una politica di classe*, Samonà e Savelli, 1968

—— « I Comitati unitari di base : origini, sviluppi, prospettive », *Quaderni di Avanguardia operaia*, Sapere edizioni, 1973

Baldi, Gian Vittorio : *Anni duri alla FIAT* (1977), Film long métrage

Balestrini, Nanni : *Nous voulons tout* [*Vogliamo tutto*, 1971], Seuil, 1973 ; rééd. Entremonde, 2009

—— *Les Invisibles* [*Gli invisibili*, 1987], POL, 1992

—— *L'Éditeur* [*L'editore*, 1989], POL, 1995

—— introduzione a *Gruppo 63. L'antologia*, Edizioni Testo&immagine, 2002

Balestrini, Nanni (dir.) : *Quindici. Una rivista e il Sessantotto*, Feltrinelli, 2008 ✍

Basaglia, Franco (dir.) : *L'Institution en négation. Rapport sur l'hôpital psychiatrique de Gorizia*, Seuil, 1970 ; rééd. Arkhê, 2012

Basaglia, Franco : *Qu'est-ce que la psychiatrie ?* [1973], PUF, 1977
—— *Psychiatrie et démocratie : conférences brésiliennes*, Érès, 2007
Basaglia, Franco & Basaglia Ongaro, Franca : *La Majorité déviante, l'idéologie du contrôle social total* [1971], 10/18, 1976
Bechelloni, Giovanni (dir.) : *Cultura e ideologia della nuova sinistra*, Ed. di Comunità, 1973
Bellocchio, Marco - Agosti, Silvano - Petraglia, Sandro & Rulli, Stefano : *Matti da slegare* (*Fous à délier*) [1975], Film long métrage ✍
Berardi, Franco « Bifo » : *Contro il lavoro*, Feltrinelli, 1970
—— *Scrittura e movimento*, Marsilio, 1974
—— *Chi ha ucciso Majakovskij ?*, Squi/libri, 1977
—— *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, Seuil, 1978 (partiellement en ligne)
Bermani, Cesare : *Storia e mito della Volante rossa*, Nuove edizioni internazionali, 1996 (en ligne) ; rééd. *La Volante rossa. Storia e mito di un « gruppo di bravi ragazzi »*, Colibrì, 2009
—— *Una storia cantata, 1962-1997. Trentacinque anni di vita del Nuovo Canzoniere Italiano*, Istituto Ernesto De Martino / Jaca Book, 1997
—— (dir.) : *Introduzione alla storia orale*, Vol. 1, Odradek, 1999
—— (dir.) : *La Rivista Primo Maggio*, DeriveApprodi, 2010
Bianchi, Sergio & Caminiti, Lanfranco (dir.) : *Settantasette. La rivoluzione che viene*, Derivi-Approdi, 2004
Bianciardi, Luciano : *La Vie aigre* [*La vita agra*, 1962], Actes Sud, 2007
Bobbio, Norberto - Ciafaloni, Francesco - Ortoleva, Peppino - Rossanda, Rossana & Solmi, Renato : *Cinque lezioni sul '68*, dossier Rossoscuola, vol. 1, 1987
Boggs, James : *La Révolution aux États-Unis*, Maspero, 1966
—— *Dieci interventi sulla storia sociale*, Rosenberg&Sellier, 1981
Bologna, Sergio & Daghini, Giairo : *Maggio 68 in Francia*, DeriveApprodi, 2008 (repris des *Quaderni piacentini* n° 35, juillet 1968).
Bologna, S. - Rawick, G. P. - Gobbini, M. - Negri, A. - Ferrari Bravo L. & Gambino, F. : *Operai e stato : Lotte operaie e riforma dello stato capitalistico tra revoluzione d'ottobre e New Deal*, Feltrinelli, 1972
Bologna, S. - Carpignano, P. & Negri, A., *Crisi e organizzazione operaia*, Feltrinelli, 1974
Borio, Guido - Pozzi, Francesca & Roggero, Gigi : *Gli operaisti*, DeriveApprodi, 2005
Bosio, Gianni : *Il trattore ad Acquanegra. Picola e grande storia in una comunità contadina*, De Donato, 1981
—— *L'intellettuale rovesciato. Interventi e ricerche sulla emergenza d'interesse verso le forme di espressione e di organizzazione « spontanee » nel mondo popolare e proletario (gennaio 1963-agosto 1971)*, Bella Ciao, 1975 ; rééd. Jaca Book 1998
Bourrinet, Philippe : *Le Courant bordiguiste 1919-1999, Italie, France, Belgique*, éditions left-dis, Zoetermeer, 2000 (en ligne)
Calvesi, Maurizio : *Avanguardia di massa*, Feltrinelli, 1977
Calvi, Fabrizio (textes rassemblés par) : *Italie 77, le « mouvement », les intellectuels*, Seuil, 1977

Castellano, Lucio: *Aut. Op. La storia e i documenti: Da Potere operaio all'Autonomia organizzata*, Savelli, 1980
Caminiti, Lanfranco & Pirri, Fiora: *Scirocco*, Collettivo editoriale Scirocco, 1979
—— *Diritto alla guerra*, Edizioni Scirocco, 1981
Cavazzini, Andrea: *Enquête ouvrière et théorie critique*, Presses Universitaires de Liège, 2013
« Cenni sulla formazione della nostra corrente », dans *Maelstrom*, Varani, 1984
Centro Sociale Cox18, Centro Sociale Leoncavallo, Consorzio Aaster, Primo Moroni (dir.): *Centri sociali, geografie del desiderio*, Shake edizioni, 1996
Collettivo Internazionale Femminista: *Le operaie della casa. Rivista dell'autonomia femminista*, Padoue, avril 1975
Collettivo di « Primo Maggio » (a cura di Sergio Bologna) : *La tribú delle talpe* , Feltrinelli, 1978
Collonges, Yann & Randal, Pierre-Georges: *Les autoréductions. Grèves d'usagers et luttes de classe en France et en Italie* (1972-1976), Christian Bourgois, 1976; rééd. Entremonde, 2010
Corten, André & Tahon, Marie-Blanche (dir.) : *L'Italie: le philosophe et le gendarme*, VLB 1986
Costantino, Emilio: « Agli ex "militante di professione" », *Ombre rosse* n°2, Savelli, 1977 [repris dans Bianchi & Caminiti: *Sessantasette*]
Cristofolino, Antonio (dir.): *Incubo nella città*, UCT, Trento, 1978
Curcio, Renato: *À Visage découvert*, Lieu commun, 1993
De Lorenzis, Tommaso - Guizzardi, Valerio & Mita, Massimiliano: *Avete pagato caro. Non avete pagato tutto, La rivista Rosso (1973-1979)*, DeriveApprodi, 2007
Debord, Guy & Sanguinetti, Gianfranco: « Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps », dans *La Véritable Scission dans l'Internationale*, Champ libre, 1972
Deleuze, Gilles & Guattari, Félix: *Mille plateaux*, Éditions de Minuit, 1980
—— *L'Anti-Œdipe*, Éditions de Minuit, 1972
Di Ciaccia, Francesco: *La condizione urbana. Storia dell'Unione inquilini*, Feltrinelli, 1974
Dieci anni che sconvolsero il mondo. Il '68 chiude un'epoca, quella delle illusioni sulla politica. Perchè tutti si ostinano ad affermare il contrario?, Arcana, 1978
L'État massacre [*La strage di Stato*, 1970], Champ libre, 1971
Fachinelli, Elvio: *Il bambino dalle uova d'oro*, Feltrinelli, 1974; rééd. Adelphi, 2010
—— *Intorno al '68. Un'antologia di testi*, Massari, 1998
Faré, Ida & Spirito, Franca: *Mara et les autres. Des femmes et la lutte armée*, Des femmes, 1983
Feltrinelli, Giangiacomo: *Estate 69. La minaccia incombente di una svolta radicale autoritaria a destra, di un colpo di stato all'italiana*, Feltrinelli, 1969; réédité en 2012
I Fiori di Gutenberg. Analisi e prospettive dell'editoria alternativa, marginale, pirata in Italia e Europa, Arcana, 1979
Foa, Vittorio: « La monarchia di luglio del capitalismo italiano », *Mondo nuovo* n° 29, 1962
Fortini, Franco: « Il dissenso e l'autorità », *Quaderni piacentini*, n° 34, 1968 [repris dans *Questione di frontiera*, Einaudi, 1977]

Fortini, Franco : *Tre testi per film* [*All'armi siam fascisti ; Scioperi a Torino ; La statua di Stalin*], éd. Avanti !, 1963
Giachetti, Diego & Scavino, Marco : *La FIAT aux mains des ouvriers. L'Automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2009
Gianini-Belotti, Elena : *Du côté des petites filles* [1973], Des femmes, 1974
Ginzburg, Carlo : *Le Juge et l'historien. Considérations en marge du procès Sofri*, Verdier, 1991
Grifi, Alberto : *Festival del proletariato giovanile a Parco Lambro*, film réalisé avec un groupe de « videoteppisti », 1976 (en ligne)
Guigou, Jacques & Wajnsztejn, Jacques : *Mai 1968 et le mai rampant italien*, l'Harmattan, 2008 ✍
Heller, Agnès : *La Théorie des besoins chez Marx* [1976], UGE, « 10/18 », 1978
Histoire critique de l'ultra-gauche, Trajectoire d'une balle dans le pied, Senonevero, 2009
L'Hypothèse révolutionnaire. Documents sur les luttes étudiantes à Trente, Turin, Naples, Pise, Milan et Rome, Mercure de France, 1968
L'Insoumise (collectif) : *Le Foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*, Genève, 1977
Internazionale situazionista, anthologie de Sergio Ghirardi & Dario Varini, La Salamandra, 1976
Io e gli altri (collectif : Marcella Bacigalupi, Giorgio Bini, Claudio Costantini, Piero Fossati; illustratori Flavio Costantini ed Emanuele Luzzati) : *Io e gli altri. Nuovissima enciclopedia del ragazzo*, Edizioni La Ruota (Angelo Ghiron), 1970-1973
Jackson, George : *Les Frères de Soledad. Lettres de prison de George Jackson*, Gallimard, 1971 avec une introduction de Jean Genet
Jervis, Giovanni : *Le Mythe de l'anti-psychiatrie*, Solin, 1977
Krahl, Hans Jürgen : *Costituzione e lotta di classe*, Jaca Book, 1973
Lanzardo, Dario : *La Rivolta di piazza Statuto. Torino, Luglio 1962*, Feltrinelli, 1979 (en ligne)
Lazzarato, Maurizio : « La Panthère et la communication », *Futur Antérieur* n° 2, Été 1990
—— *Gouverner par la dette*, Les Prairies ordinaires, 2014
Lénine, Vladimir Ilitch : *L'État et la révolution* [1917] ; rééd. La Fabrique, 2012 (en ligne)
Librairie des femmes de Milan (collectif) : *Ne crois pas avoir de droits. L'Autonomie féministe des années 70 en Italie*, Éditions la tempête, 2016 ✍
Il Libro bianco sul pop in Italia. Cronaca di una colonizzazione musicale in un paese mediterraneo, Arcana, 1976
625. Libro bianco sulla legge Reale. Materiali sulle politiche di repressione e controllo sociale, Centro di Iniziativa Luca Rossi, 1990
Linea di massa : « Ristrutturazione capitalistica, proletarizzazione dei tecnici e riforma della scuola », *Linea di massa*, s. d. (en ligne)
Lonzi, Caria : *Crachons sur Hegel. Le passage féministe à la philosophie et à l'art* (1970), Eterotopia France, 2016
Lonzi, Carla - Banotti, Elvira & Accardi, Carla : « Scritti di Rivolta femminile », dans *Sputiamo su Hegel. La donna clitoridea e la donna vaginale e altri scritti*, Milano 1974 ; rééd. Et al./ Edizioni, Milan 2010
Lotringer, Sylvère & Marazzi, Christian (éds.), *Autonomia. Post-political politics*, Semiotext(e), 2007 ✍

Lukács, Georg : *Histoire et conscience de classe*, Éditions de Minuit, 1960
Luther Blissett Project (collectif) : *Nemici dello Stato, Criminali, "mostri" e leggi speciali nella società di controllo*, DeriviApprodi, 2002 (en ligne)
Ma l'amor mio non muore. Origini documenti strategie della « cultura alternativa » e dell'« underground » in Italia, Arcana, 1971 ; rééd. DeriveApprodi, 2008
Il Manifesto. Analyses et thèses de la nouvelle gauche italienne, Seuil, 1971
Marx, Karl : *Grundrisse (Manuscrits de 1857-1858)*, Éditions Sociales, 2011
Melandri, Lea : *L'Erba voglio*, Baldini&Castoldi, 1998
—— *L'infamie originaire. Pour en finir avec le Cœur et la Politique*, Des Femmes, 1979
Mentasti, Emilio : *La « Garde rouge » raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan 1975-1978)*, Les nuits rouges, 2009
—— *Senza Tregua. Storia dei Comitati comunisti per il potere operaio (1975-1976)*, Colibrì, 2010
Milana, Fabio & Trotta, Giuseppe : *L'operaismo degli anni Sessanta. Da* Quaderni rossi *a* classe operaia, précédé de Mario Tronti : « Noi operaisti », DeriviApprodi, 2008 ✍
Milani, Don Lorenzo (Don Milani) : *L'Obéissance n'est plus une vertu. Documents du procès de Don Lorenzo Milani* [1967], Le champ du possible, 1974
—— *Lettre à une maîtresse d'école* [1966], Mercure de France, 1968
Montaldi, Danilo : *Autobiografia della leggera*, Einaudi, 1961 ; rééd. Bompiani 2012
—— *Militanti politici di base*, Einaudi, 1971
Moretti, Mario (avec Rossana Rossanda et Carla Mosca) : *Brigate rosse, une histoire italienne*, Amsterdam, 2010
Moroni, Primo : *Ca' lusca, scritti e interventi di Primo Moroni* [1986], Calusca City lights, COX18 Books, 2001
Moroni, Primo & Martin, John N. : *La luna sotto casa. Milano tra rivolta esistenziale e movimento politici*, Shake edizione, 2007
Moulier-Boutang, Yann : « L'opéraïsme italien : organisation/représentation/idéologie ou la composition de classe revisitée », dans Corten & Tahon, *Le Philosophe et le gendarme*, vlb éditeur, 1986
Negri, Antonio : *I libri del rogo* [comprend : *Crisi dello Stato-piano* (1974). *Partito operaio contro il lavoro* (1974). *Proletari e Stato* (1976). *Per la critica della costituzione materiale* (1977). *Il dominio e il sabotaggio* (1979)], DeriveApprodi, 2006 ✍
—— « Sabotage et autovalorisation ouvrière » dans *Usines et ouvriers : Figures du nouvel ordre productif*, collectif coordonné par Jean-Paul de Gaudemar, Maspero, 1980 (en ligne).
—— *Dall'operaio massa all'operaio sociale*, Multhipla, 1979 ; réédité avec le sous-titre *Intervista sull'operaismo*, Ombre corte, 2007
—— *La Classe ouvrière contre l'État*, Galilée, 1978
—— *Pipe-line: lettere da Rebibbia*, Einaudi, 1983 ; rééd. DeriviApprodi, 2009 ✍
—— *Italie rouge et noire*, Hachette, 1985
—— *Marx au-delà de Marx. Cahiers de travail sur les* Grundrisse, L'Harmattan, 1996 ✍
—— *La differenza italiana*, Nottetempo, 2005
Notarnicola, Sante : *L'evasione impossibile*, Feltrinelli 1972 ; tr. fr. *La Révolte à perpétuité*, Éditions d'En Bas, 1977

Oliva, Carlo & Rendi, Aloisio : *Il movimento studentesco et le sue lotte*, Feltrinelli, 1969

Orsini, G. & Ortoleva P. (dir.) : *Alto là! Chi va là ? Sentinelle o disfattisti ?*, Edizioni cooperativa giornalisti Lotta continua, 1977

Panzieri, Raniero : « Uso socialista dell'inchiesta operaia », *Quaderni rossi* n° 5, 1965 (en ligne et en français sous le titre : « Conception socialiste de l'enquête ouvrière », dans *Quaderni rossi. Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*).

—— *La Crisi del movimento operaio : Scritti, interventi, lettere, 1956-1960*, a cura di Dario Lanzardo e Giovanni Pirelli, « Interventi » 13/14, Lampugnani Nigri, 1973

Pasolini, Pier Paolo, avec le collectif « Lotta continua » (Giovanni Bonfanti et Goffredo Fofi), *Dodici dicembre*, 1972 (film 42') (en ligne)

Persichetti, Paolo & Scalzone, Oreste : *La révolution et l'État. Insurrections et « contre-insurrection » dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'état d'urgence*, Dagorno, 2000

« Il personale è politico », *Quaderni di lotta feminista*, n° 2, Musolini editore, 1973

Piano, Paolo : *La « banda » 22 ottobre. Agli albori della lotta armata*, DeriveApprodi, 2008

Pini, Massimo : *L'Assalto al cielo. Le avventure dell'illusione rivoluzionaria*, Longanesi, 1989

La Piste rouge – Italia 1972, 10/18, 1972

Pozzi, Paolo : *Insurrection*, Nautilus, 2010

Progetto memoria : *Il carcere speciale*, Sensibili alle foglie, 2006

Progetto memoria : *La Mappa perduta*, Sensibili alle foglie, 1994

Progetto memoria : *Le Parole scritte*, Sensibili alle foglie, 1996

Quaderni piacentini : *Prima e dopo il '68. Antologia dei Quaderni piacentini*, Minimum fax, 2008

Quaderni rossi, Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui, Maspero, 1968

Rame, Franca (dir.) : *Non parlarmi degli archi, parlami delle tue galere*, éditions F.R., 1984

Ravaioli, Carla : *La questione femminile : intervista al PCI*, Bompiani, 1976

Recchioni, Massimo : *Ultimi fuochi di resistenza, storia di un combattante della Volanta rossa*, DeriveApprodi, 2009

Ricci, Aldo : *I giovani non sono piante*, Sugar, 1978

Ricciardi, Salvatore : *Maelstrom. Scene di rivolta e autorganizzazione di classe in Italia dal 1960 al 1980*, DeriviApprodi, 2011

Sacchetto, Devi & Sbrogio, Gianni : *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée de territoire (Vénétie – 1960-1980)*, Les nuits rouges, 2012

Sarà un risotto che vi seppellirà – Materiali di lotta dei Circoli proletari giovanili di Milano, Squi/libri, 1977

Savi, Tullio : « Utilizzazioni della ricerca ed elaborazione ideologica », *Il Nuovo Canzoniere italiano* n° 9-10, Ière série, 1968

Sciascia, Leonardo : *L'Affaire Moro*, Grasset & Fasquelle, 1989

Segio, Sergio : *Miccia corta. Una storia di Prima linea*, DeriveApprodi, 2005

Silj, Alessandro : *Mai più senza fucile. Alle origine dei NAP e dei BR*, Vallecchi, 1976

Silvi, Roberto : *La mémoire et l'oubli*, Colibrì, 2011 [édition italienne : Colibri, 2009].

Soccorso rosso : *Brigate rosse. Che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Feltrinelli, 1976 (en ligne)

Sofri, Adriano : *Les Ailes de plomb : Milan, 15 décembre 1969*, Verdier, 2010
Sottosopra Verde : *Più donne che uomini*, Libreria delle donne, Milano, 1983 (en ligne)
Stella, Alessandro : *Années de rêve, années de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)*, Agone, 2016✍
Tarì, Marcello : *Autonomie !*, La Fabrique, 2011
Tarrow, Sidney G. : *Democracy and Disorder, Protests and politics in Italy, 1965-1975*, Oxford University Press, 1989
Tiqqun : *Tout a failli, vive le communisme !*, La Fabrique, 2009 (en ligne)
Tobagi, Walter : *Storia del Movimento studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia*, Sugar, 1970
Toupin, Louise : *Le Salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*, les éditions du remue-ménage, 2014
Tronti, Mario : *Nous opéraïstes. Le roman de formation des années soixante en Italie* [2009], L'éclat, 2013 (préface en italien à Milana & Trotta) (en ligne)
—— *Ouvriers et Capital* [1966], Christian Bourgois, 1977 ; rééd. Entremonde 2016 (en ligne)
Les « Untorelli », *Recherches* n° 30, Paris, 1977
Valcarenghi, Andrea : *Non contate su di noi*, Arcana, 1977
—— *Underground : a pugno chiuso !*, Arcana, 1973 ; rééd. NDA Press, 2007
Vandelac, Louise (dir.) : *L'Italie au féminisme* (publication du Groupe de Recherche et d'Information des Femmes de Bruxelles), Tierce, 1978
Verde, Salvatore : *Massima sicurezza. Dal carcere speciale allo stato penale*, Odradek, 2002
Videobase (collectif) : *Lotta di classe alla Fiat* (1973) documentaire
Virno, Paolo : « Quelques notes à propos du *General intellect* », *Futur antérieur* n° 10, mai 1992 (en ligne)
—— *Opportunisme, cynisme et peur. Ambivalence du désenchantement*, L'éclat, 1990, repris dans *L'Usage de la vie et autres sujets d'inquiétude*.
—— *L'Usage de la vie et autres sujets d'inquiétude*, L'éclat, 2016 (partiellement en ligne)
—— *Grammaire de la multitude*, L'éclat, 2002 (en ligne)
Virno, Paolo & Hardt, Michael (dir.) : *Radical Thought in Italy : A Potential Politics*, University of Minnesota Press, 1996
Vivere insieme (il libro delle comuni), Arcana, 1975 ; rééd. DeriveApprodi, 2008
Wright, Steve : *À l'assaut du ciel. Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Senonevero, 2007

Sigles, collectifs, groupes, partis, revues, etc.

Index des noms

À qui veut faire varier les chemins de lecture du nouage de choses et de mots auquel cette expérience politique a donné lieu, une proposition d'index thématique.
On pourra utiliser la version en ligne de l'ouvrage pour emprunter d'autres entrées que celles figurant dans les trois index donnés ici.

Occupation des voies de Roma Termini, 2010 ~


L'ORDA
D'ORO
Balestrini
Moroni

Achevé d'imprimer sur les presses de l'Imprimerie Pulsio
pour le compte des Éditions de l'éclat
en janvier 2017

Premier tirage 3000 ex.

Dépôt légal : février 2017
Imprimé dans l'Union européenne